THÈSE DE DOCTORAT

« Party of the people » ? : l'improbable synthèse du Parti démocrate depuis la présidence de Bill Clinton

Présentée en vue de l'obtention du grade de docteur
en **Études du Monde Anglophone** de **l'Université de Montpellier Paul-Valéry**

Ecole Doctorale n°58 Langues, Littératures, Cultures, Civilisations (LLCC)

Présentée par **Léa CHEVROLLIER**

Dirigée par Antoine Coppolani
*Co-encadrée par **Françoise Coste.***

Soutenue publiquement **le 05 DÉCEMBRE 2025** devant le jury composé de

Monica MICHLIN Professeur des universités, Université de Montpellier Paul-Valéry	Présidente du jury
Julien ZARIFIAN Professeur des universités, Université de Poitiers	Rapporteur
Vincent MICHELOT Professeur des universités, École Normale Supérieure de Lyon	Rapporteur
Marion DOUZOU Maîtresse de conférences, Université Lumière Lyon 2	Examinatrice
Antoine COPPOLANI Professeur des universités, Université de Montpellier Paul-Valéry	Directeur de thèse
Françoise COSTE Professeur des universités, Université Toulouse-Jean Jaurès.	Co-directrice de thèse

Remerciements

Mes remerciements vont en tout premier lieu à Nicolas Gachon, pour son invariable bienveillance, son exigence, sa disponibilité et ses précieux conseils durant ce travail. Il est évident que cette thèse n'aurait jamais abouti sans lui. Ce travail lui est dédié.

J'exprime ma grande gratitude à Françoise Coste et Antoine Coppolani pour avoir accepté de m'encadrer durant ma dernière année de thèse et pour le temps généreusement consacré à mon travail.

Je remercie également les membres de mon jury de m'avoir fait l'honneur d'accepter de lire mon travail et de siéger lors de ma soutenance.

Je tiens enfin à remercier chaleureusement ma famille et mes proches pour leur soutien et leur présence inestimable, qui ont grandement contribué à la réussite de ce travail. Merci à Marie et Karine pour leur disponibilité, leur écoute et leur amitié précieuse. Ces années auraient été bien solitaires sans elles. Je remercie mes sœurs et mes parents pour le réconfort et le soutien qu'ils m'ont apporté. Merci, enfin, à Iain pour son soutien inconditionnel durant ces années.

Table des matières

REMERCIEMENTS 1
TABLE DES MATIERES 3
INTRODUCTION 5
1. Introduction générale. 5
2. De quoi le Parti démocrate est-il le nom ? 12
3. Controverses autour de la notion d'« idéologie ». 17
4. Le consensus libéral et la quête d'une politique pragmatique. 21
5. Le libéralisme rooseveltien. 23
6. Démocratie et représentation politique. 34
7. La controverse autour de la notion de « populisme ». 39
8. Méthodologie. 48
9. Annonce de plan. 50

PREMIERE PARTIE : LE POPULISME ET LA QUESTION DU LIEN REPRESENTATIF. 53

CHAPITRE 1 : LA DEMOCRATIE A L'HEURE DU POPULISME : NAISSANCE D'UNE TRADITION CONTESTATAIRE ETATSUNIENNE. 54
1. Le populisme comme ombre portée de la démocratie. 54
2. Le paradoxe démocratique et la promesse de souveraineté populaire. 65
3. Le peuple souverain dans le constitutionalisme étatsunien. 75
4. Le People's Party et la demande de souveraineté populaire : naissance d'une tradition contestataire proprement étatsunienne. 85
CHAPITRE 2 : DEMOCRATISER LE PARTI DEMOCRATE ? LES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET LA RESISTANCE DE L'ESTABLISHMENT. 103
1. La crise de 1968 et la volonté de démocratiser le Parti démocrate. 103
2. La thèse de l'affaiblissement du Parti Démocrate et la critique des réformes. 121
3. La tentative de rétablir le contrôle des élites et l'avènement d'un parti politique hybride. 139

SECONDE PARTIE : LA TROISIEME VOIE : LE RENOUVEAU IDEOLOGIQUE AU SERVICE DU PRAGMATISME ELECTORAL 157

CHAPITRE 3 : LA REMISE EN CAUSE DU LIBERALISME DEMOCRATE ET L'AVENEMENT D'UNE FACTION NEOLIBERALE. 158
1. Le tournant néolibéral du Parti démocrate ? 158
2. La montée du conservatisme et l'avènement du néolibéralisme démocrate. 168
CHAPITRE 4 : LA PRESIDENCE DE BILL CLINTON ET LA REORIENTATION DU LIBERALISME DEMOCRATE. 200
1. Ambiguïtés et pragmatisme de la troisième voie. 200
2. Le New Covenant et la reformulation du contrat social. 218
CHAPITRE 5 : LA TRIANGULATION DE BILL CLINTON SUR LA QUESTION SOCIALE ET L'ABANDON DE LA CLASSE OUVRIERE. 228
1. La montée de la question sociale et son impact sur le libéralisme démocrate. 228
2. L'avènement d'une coalition électorale interclasse. 240

TROISIEME PARTIE : L'IMPROBABLE SYNTHESE DU PARTI DEMOCRATE.251

CHAPITRE 6 : LA RUPTURE DEMOCRATIQUE ET LE POPULISME DU PEUPLE. 254
1. Les asymétries naissantes entre les grassroots et l'establishment. 256
2. La crise de 2008 et la montée des populismes. 286
CHAPITRE 7 : LE POPULISME DES ELITES. 335
1. Barack Obama : volontarisme politique et libéralisme tempéré. 340
2. « Make America Whole Again » : Hillary Clinton et la formulation d'un libéralisme de la conciliation. 377
3. La « rooseveltisation » de Joe Biden et l'échec de la formulation d'un paradigme post-néolibéral. 387
CONCLUSION 419
INDEX DES NOMS 429
BIBLIOGRAPHIE 431

Introduction

> The Democrats are thought to be the friend of the common man; the Republicans are thought to be the friend of the rich and powerful.
>
> Claude Robinson, pollster (1956)[1].

1. Introduction générale.

> Whenever I hear the phrase 'big tent,' I'm reminded of the tabernacle at the Holiness Campground. It was on the James River, known locally as the Jim River, four miles east of Mitchell, South Dakota, where I grew up. My minister father led a congregation of Wesleyan Methodists, and my family would go to the tabernacle, with its straw-covered floor, every night for two weeks each summer to take part in the crusades. We were all of the same faith, some of us once-a-year worshippers and others daily churchgoers. We came together to hear the same sermons, but each of us took from these homilies what we needed. Some attendees were 'saved' and dropped to their knees in tears at the altar. Others, including me, usually just watched from the back row. I respected the earnestness of the preachers and the worshippers. The Democratic Party is much the same: millions of people with varying ideas and differing degrees of faith in specific ideals. There are as many definitions of what it means to be a Democrat as there are Democrats[2].

Dans cet extrait, George McGovern, sénateur démocrate du Dakota du Sud de 1963 à 1981 et candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1972, éclaire la problématique de l'identité démocrate, qu'il décrit comme éminemment plurielle, à l'image de la diversité des membres du parti et de son électorat. La figure du « grand chapiteau » (*big tent*), fréquemment associée au Parti démocrate, est parlante à cet égard et montre bien à quel point le parti est, depuis ses origines, construit autour d'interprétations distinctes de certaines valeurs et idées communes, reflétant ainsi l'hétérogénéité de ses membres. Une question se pose dès lors : que signifie être Démocrate ?

Selon George McGovern, être Démocrate signifierait avant tout faire preuve de compassion envers autrui et soutenir l'intervention gouvernementale pour aider les personnes dans le besoin, indépendamment de leur couleur de peau ou de leur origine sociale[3]. À titre de comparaison, Harry Truman, président des États-Unis de 1945 à 1953, déclarait le 15 juillet 1948, lors de son discours d'acceptation de la nomination démocrate : « The people know that the Democratic Party is the people's party, and that the Republican Party is the party of special interest, and it always has been and always will be »[4]. La définition de Truman semble ainsi

[1] Cité dans Robert Mason et al., *Réactions en chaîne : Les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush, 1952-2008* (Éditions Fahrenheit, 2015), 10.
[2] George McGovern, *What It Means to Be a Democrat* (E-book; Blue Rider Press, 2011).
[3] McGovern, *What It Means to Be a Democrat*.
[4] Harry Truman, "Address in Philadelphia Upon Accepting the Nomination of the Democratic National Convention" (speech, Philadelphia, Pennsylvania, July 15, 1948), The American Presidency Project,

faire écho aux notions d'égalité et de compassion mises en avant par McGovern dans son autobiographie, présentant le Parti démocrate comme étant au service du peuple plutôt que des élites économiques et suggérant l'existence de certaines valeurs cardinales autour desquelles s'articulerait le corps de doctrine démocrate. Malgré les affinités évidentes entre ces deux approches, l'on notera toutefois l'approche plus « classiste » de la définition donnée par Truman.

Ces discours masquent en réalité une indétermination bien réelle concernant les valeurs et, *a fortiori*, l'idéologie du Parti démocrate depuis la présidence de Bill Clinton (1993-2001) : quel est l'électorat du Parti démocrate et ce parti le représente-t-il fidèlement ? Quels sont les fondements qui orientent ses prises de positions ? Dans un article paru le 17 février 2020 dans le magazine de gauche *Jacobin*, Seth Ackerman mettait en évidence la confusion idéologique qui régnait selon lui au sein du parti et suggérait que les positions du candidat Bernie Sanders reflétaient en réalité ce que la grande majorité de l'électorat pensait être l'idéologie du Parti démocrate tout entier :

> My hypothesis is that when Sanders condemns the depredations of the 'billionaire class,' or calls for a major power shift from corporations to workers, a majority of the party faithful assume he's just saying out loud what popular Democrats like Barack Obama truly believe in their hearts but are, perhaps, a little too politically prudent to state so baldly[5].

D'après Ackerman, cette confusion serait intimement liée à l'écart entre la posture affichée par les représentants du parti et leur idéologie réelle, et traduirait l'existence d'un conflit idéologique latent. Aux yeux du public, des candidats aux profils idéologiques aussi différents que Bernie Sanders et Barack Obama se retrouveraient en réalité autour d'une idéologie commune. Pour Ackerman, loin de représenter une entrave électorale, cette confusion selon laquelle l'idéologie de Bernie Sanders serait celle du Parti démocrate confèrerait au Parti démocrate toute sa légitimité :

> There *is* an ideological struggle going on within the party, even if many ordinary Democrats hardly notice it. But it's a struggle that dares not speak its name. Whatever popular legitimacy the party possesses depends on its followers' belief that it hews to the very principles now most closely associated with Bernie Sanders[6].

Depuis la présidence de Bill Clinton, qui contribua à édulcorer en profondeur le corps de doctrine démocrate, l'indétermination idéologique du Parti démocrate s'est fortement accentuée, au point d'éroder sa réputation historique de « parti du peuple ». Celle-ci remontait

---

https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-philadelphia-upon-accepting-the-nomination-the-democratic-national-convention.

[5] Seth Ackerman, "The Cosmic Irony of Bernie Sanders's Rise," *Jacobin*, 17 February 2020, https://jacobinmag.com/2020/02/democratic-primary-electability-bernie-sanders.

[6] Ackerman, "Cosmic Irony."

à la présidence de Franklin D. Roosevelt (1933-1945) et à sa politique du *New Deal* qui, rompant avec le non-interventionnisme des administrations précédentes, se caractérisa par la volonté de protéger les travailleurs des excès du capitalisme. Dans un article intitulé « The Democrats Are Their Own Worst Enemies » et publié dans le *New York Times* en novembre 2023, la journaliste Pamela Paul explique ainsi que « quelque chose semble être advenu au parti du peuple », soulignant que le processus de désaffection d'une partie de la base électorale – en particulier la classe ouvrière, les familles des classes moyennes, et l'électorat issu des minorités ethniques – à l'égard du Parti démocrate, au bénéfice du camp adverse, non seulement se confirme mais s'accélère[7]. L'idée selon laquelle le Parti républicain serait effectivement parvenu à s'approprier la réputation de « parti du peuple » du Parti démocrate s'est assez largement imposée dans les sphères médiatique, politique ou encore universitaire. En témoigne l'ouvrage intitulé *Where Have All the Democrats Gone?: The Soul of the Party in the Age of Extremes* (2023) de John B. Judis et Ruy Teixeira, où les auteurs s'interrogent sur les causes du déclin du Parti démocrate et soutiennent que celui-ci doit activement s'attacher à restaurer sa réputation de « parti du peuple » en adoptant un prisme économique « populiste » susceptible de rallier à sa cause la classe ouvrière[8]. Pour le journaliste Matt Stoller, le Parti démocrate aurait largement favorisé la désaffection des classes populaires vis-à-vis du Parti démocrate, lorsque, sous l'égide des Démocrates centristes (les « néolibéraux »), il « saborda son âme populiste »[9]. De fait, le parti semble désormais souffrir d'une forme de schizophrénie[10] : s'il continue à revendiquer son rôle « mythologique » de parti du peuple, celui-ci entre désormais ouvertement en conflit avec la réalité d'un parti proche des milieux financiers et des entreprises, et de plus en plus ancré dans l'électorat issu des couches sociales favorisées[11].

Malgré les difficultés à parvenir à une définition univoque de l'idéologie du Parti démocrate, John Gerring, dans une perspective historicisante couvrant la période 1828-1996, réfute la position longtemps consensuelle selon laquelle les partis étatsuniens seraient davantage animés par des questions d'ordre stratégiques que par des débats idéologiques. Il s'attache ainsi à mettre en lumière une relative continuité idéologique au sein des deux

[7] Pamela Paul, "The Democrats Are Their Own Worst Enemies," *The New York Times*, November 2, 2023, https://www.nytimes.com/2023/11/02/opinion/democrats-elite-judis-teixeira.html. Notre traduction.
[8] John B. Judis and Ruy Teixeira, *Where Have All the Democrats Gone?: The Soul of the Party in the Age of Extremes* (Henry Holt and Co., 2023).
[9] Matt Stoller, "How Democrats Killed Their Populist Soul," *The Atlantic*, October 24, 2016, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/how-democrats-killed-their-populist-soul/504710/.
[10] Selfa, Lance. *The Democrats: A Critical History*. Haymarket Books, 2012.
[11] Lily Geismer, *Don't Blame Us* (Princeton University Press, 2014); Jacob S. Hacker et al., "Bridging the Blue Divide: The Democrats' New Metro Coalition and the Unexpected Prominence of Redistribution," *Perspectives on Politics* (December 2023): 1–21, https://doi.org/10.1017/S1537592723002931; Amelia Malpas and Adam Hilton, *Retreating from Redistribution? Trends in Democratic Party Fidelity to Economic Equality, 1984-2020*, March 15, 2021, https://doi.org/10.2139/ssrn.3804922.

principaux partis, en s'appuyant sur les valeurs qui les ont respectivement portés. Selon Gerring, la politique étatsunienne aurait, en effet, été marquée par des controverses idéologiques relativement stables : « […] the major American parties have articulated views that were (and are) coherent, differentiated, and stable. American party history and, by extension, American political history at large have been irreducibly ideological »[12]. Dans cette optique, les partis républicain et démocrate se seraient distingués par leur attachement à certaines valeurs cardinales (par exemple, une certaine conception de l'égalité dans le cas du Parti démocrate), qui auraient été réinterprétées de manière différente au fil de l'histoire :

> It might be said that through all periods of US history one party has adhered to the interests of business and the advance of a capitalist economy, whereas the other has often been more critical of this advance. One has been more concerned with preserving social order and liberty, the other has emphasized equality. While one has trumpeted the glories of the nation, the other has done so more hesitantly. These core values, although interpreted differently in different periods, grant an element of continuity to party conflict in America. If most things changed, a few basic things remained the same[13].

Concernant le Parti démocrate, Gerring distingue trois principales périodes dans son évolution. La première (1828-1892), l'« ère Jeffersonienne », aurait été caractérisée par une réaffirmation des positions de son fondateur Thomas Jefferson, amenant les différents dirigeants démocrates à promouvoir un ordre économique préindustriel, une vision limitée de l'État et une défense des libertés des citoyens blancs[14]. Le Parti démocrate visait alors principalement à défendre la tradition révolutionnaire étatsunienne. Ce « républicanisme jeffersonien » se caractérisait notamment par un biais agraire et par une méfiance – héritée de la philosophie des droits naturels de John Locke – envers un État trop interventionniste, perçu comme une menace pour l'indépendance et la liberté des fermiers, considérés comme les garants des valeurs nationales[15].

La seconde période (1896-1948), que Gerring nomme l'« ère populiste », se distingua par l'adhésion du Parti démocrate à une idéologie « populiste », héritée du mouvement éponyme[16]. La rhétorique anti-monopole, tout particulièrement, permit au Parti démocrate de cimenter sa coalition durant la première moitié du XXème siècle[17], donnant naissance à une nouvelle identité partisane essentiellement ancrée dans des revendications socioéconomiques[18]. Enfin, la troisième période que distingue Gerring (1950-1992) – l'« ère universaliste » – se

[12] John Gerring, *Party Ideologies in America, 1828–1996* (Cambridge University Press, 1998), 6.
[13] Gerring, *Party Ideologies*, 20.
[14] Gerring*, Party Ideologies,* 162.
[15] Gerring, *Party Ideologies*, 172.
[16] Gerring, *Party Ideologies*, 189.
[17] Gerring, *Party Ideologies*, 199.
[18] Gerring, *Party Ideologies*, 202.

définit par son angle d'approche universaliste et une redéfinition des contours de la notion d'égalité :

> Yet, in the wake of World War II, the party's egalitarian agenda was broadened to include a host of social groups and political issues that did not fit neatly into the socioeconomic perspective and the masses-versus-elites dichotomy of the Populist period. Equality in the 1890s or the 1930s did not mean the same thing as equality in the 1950s and 1960s[19].

Durant cette période, la thématique fédératrice de l'idéologie démocrate entama une transition, passant d'une attaque contre les privilèges spéciaux à une revendication d'inclusion : « […] Populism was out, and Universalism was in »[20].

Si l'analyse de John Gerring permet de mettre en évidence à la fois la dimension idéologique des conflits politiques ayant marqué l'histoire des États-Unis et une certaine continuité doctrinale au sein des deux principaux partis, son travail, centré exclusivement sur l'orthodoxie dominante, néglige les conflits idéologiques internes et les rapports de force entre les différentes factions au sein de ces partis. Dans cette optique, Gerring estime que les partis politiques auraient incarné des institutions relativement homogènes : « […] when viewed in a broad, cross-national context, factionalism does not appear to be a salient characteristic of the American party system »[21].

Nous proposons, pour notre part, d'analyser le Parti démocrate depuis la présidence Clinton comme une organisation profondément hétérogène, dont l'idéologie ne peut se comprendre qu'au travers des rapports de force entre ses différentes factions. L'étude des discours et des prises de position des acteurs et actrices liés au Parti démocrate depuis la présidence Clinton met précisément en lumière la diversité idéologique au sein du parti. Il nous semble que la nature de l'identité partisane, en ce qu'elle fait l'objet d'un processus constant de négociations, ne peut effectivement jamais être fixée de manière définitive. En outre, nous verrons que, dans le cas des Démocrates, ce processus de négociations a, depuis la présidence Clinton, créé une fracture interne, opposant l'appareil dirigeant à la base militante et remettant en question la représentativité du parti vis-à-vis de son électorat. En effet, nous postulons que l'affaiblissement doctrinal du parti assumé par la présidence de Bill Clinton ouvrit la voie à l'élargissement d'une faille préexistante, qui fut irriguée par des désaccords profonds ayant trait au corps de doctrine démocrate et lié en grande partie à des acceptions divergentes du libéralisme démocrate (défini plus bas). La renaissance de la gauche étatsunienne depuis 2008, notamment sous l'influence du mouvement *Occupy Wall Street* puis de la campagne à

[19] Gerring, *Party Ideologies*, 233.
[20] Gerring, *Party Ideologies*, 233.
[21] Gerring, *Party Ideologies*, 24.

l'investiture du Parti démocrate de Bernie Sanders, est révélatrice d'un clivage idéologique profond entre ce que nous appellerons les *grassroots*, à savoir les militants constituant la frange électorale la plus engagée du Parti, et l'*establishment*, constitué des principaux cadres, dirigeants, et figures éminentes du Parti[22].

En 2016, les campagnes présidentielles de Donald Trump, multimillionnaire et ancienne star de téléréalité, et de Bernie Sanders, sénateur de l'État du Vermont depuis 2007 après en avoir été Représentant depuis 1991, deux individus aux profils idéologiques pourtant radicalement différents, ont communément été qualifiées de « populistes »[23]. Réclamant tous deux une rupture avec le *statu quo*, ces deux candidats ont ébranlé les soubassements de l'*establishment* politique de chacun des deux grands partis, républicain et démocrate, et ont exploité à des fins électorales le désenchantement des Américains à l'égard de leurs institutions représentatives et du bipartisme, mettant en évidence une crise aigüe de la politique aux États-Unis. Cette crise s'inscrit dans le contexte d'un électorat de plus en plus volatil, d'un affaiblissement des partis traditionnels et des acteurs intermédiaires et d'une polarisation idéologique de plus en plus marquée[24]. Les deux grands partis étatsuniens se trouvent tous deux en proie à d'importantes divisions internes devant la sévérité des problèmes auxquels est confrontée la nation[25] mais également au sujet de leurs valeurs fondamentales, de leur propre corps de doctrine. L'*establishment* de ces partis ne semble plus en phase avec l'électorat, qui en est arrivé à se tourner vers des personnalités perçues comme marginales et se revendiquant souvent comme telles.

Ce travail s'interrogera sur les modalités du renouveau électoral et idéologique de la gauche étatsunienne contemporaine depuis la présidence de Bill Clinton et fondera son approche sur la reconnaissance de l'existence d'une tradition populiste de gauche propre aux États-Unis, qui, née à la fin du XIXème siècle, a considérablement et durablement inspiré les mouvements progressistes réformistes et parfois contestataires. L'existence d'une telle tradition a notamment été soulignée par Michael Kazin, qui, dans *The Populist Persuasion* (2017), met

[22] L'establishment démocrate s'entend ici, d'une part, au sens de l'état-major du Comité national démocrate (*Democratic National Committee*), chargé de la direction du parti au niveau national, du développement et de la promotion des idées démocrates, des collectes de fonds, et des stratégies électorales ; le Comité national démocrate est aussi responsable de l'organisation des fameuses conventions qui désignent le candidat du parti pour les élections présidentielles. L'establishment s'entend également ici par ce que l'on peut qualifier de grandes figures et de grands élus du Parti démocrate (représentants et sénateurs ; gouverneurs, maires de grandes villes) dès lors qu'ils sont en phase avec la ligne du Comité national démocrate.

[23] Kathleen Henessey, "The Populist Sentiment Fueling Both the Bernie Sanders and Donald Trump Campaigns," *Los Angeles Times*, August 14, 2015, https://www.latimes.com/nation/la-na-trump-sanders-20150814-story.html.

[24] Pew Research Center, "Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years," June 4, 2012, https://www.pewresearch.org/politics/2012/06/04/partisan-polarization-surges-in-bush-obama-years/.

[25] Pew Research Center, "In a Politically Polarized Era, Sharp Divides in Both Partisan Coalitions," December 17, 2019, https://www.pewresearch.org/politics/2019/12/17/views-of-government-and-the-nation/.

en évidence une tradition populiste – et plus spécifiquement d'un langage populiste – qui aurait constitué l'un des moyens privilégiés par lesquels les citoyens étatsuniens se sont élevés contre les inégalités sociales et économiques, sans toutefois remettre le système tout entier en question[26]. De manière similaire, Laura Grattan démontre l'existence d'un « imaginaire populiste » qui s'apparente à un contre-courant idéologique puissant face au projet capitaliste dominant[27]. Il s'agira de prendre la mesure de l'influence de cette tradition populiste, porteuse d'un projet de réforme radicale des États-Unis, sur le Parti démocrate.

Nous choisissons de nous intéresser tout particulièrement à la période contemporaine depuis la présidence de Bill Clinton car il nous semble que celle-ci a entamé une inflexion idéologique majeure du corps de doctrine démocrate, qui est en grande partie responsable des tensions qui traversent la coalition démocrate aujourd'hui. Au cours des années 1990, et dans un contexte marqué par l'ascendance du conservatisme, le corps de doctrine du Parti démocrate se déplaça de la solidarité collective à la réussite individuelle, renonçant ainsi dans une large mesure aux idéaux hérités du libéralisme rooseveltien (défini plus bas), qui a longtemps fait figure de principal marqueur idéologique pour le Parti démocrate.

Il s'agira ainsi de sonder les paramètres de l'idéologie démocrate, et notamment son évolution dans le sillage de la présidence de Bill Clinton, en analysant les rapports de force entre les différentes factions constitutives du Parti démocrate et en admettant d'entrée de jeu le caractère essentiellement pluriel de ce corps de doctrine. Il nous apparait en effet que, dans un contexte marqué par des difficultés croissantes à accéder au pouvoir et à proposer une alternative à l'orthodoxie dominante, le Parti démocrate, de manière assumée depuis la présidence de Bill Clinton, entreprit de recalibrer le corps de doctrine démocrate grâce à une synthèse se situant à la croisée entre doctrine et pragmatisme. En témoigne notamment la volonté de Bill Clinton d'ancrer ses politiques dans « ce qui fonctionne » (*what works*)[28], à laquelle fit écho Barack Obama lorsqu'il déclara : « The question we ask today is not whether our government is too big or too small, but whether it works »[29]. Nous décidons de qualifier cette synthèse d'improbable car il nous semble qu'elle a abouti à une doctrine profondément

[26] Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History* (Cornell University Press, 2017), 1–2.
[27] Laura Grattan, *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America* (Oxford University Press, 2016), 12.
[28] À titre d'exemple : William J. Clinton, "Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union" (speech, Washington, D.C., January 25, 1994), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-the-congress-the-state-the-union-12. "Now, our approach protects the quality of care and people's choices. It builds on what works today in the private sector, to expand employer-based coverage, to guarantee private insurance for every American."
[29] Barack Obama, "Inaugural Address" (speech, Washington, D.C., January 20, 2009), Obama White House https://obamawhitehouse.archives.gov/realitycheck/the_press_office/President_Barack_Obamas_Inaugural_Address.

contradictoire, mettant le parti en porte-à-faux avec les valeurs qui l'avaient jusque-là caractérisé et avec son rôle de défenseur des classes populaires.

2. De quoi le Parti démocrate est-il le nom ?

Si les Pères fondateurs ont initialement condamné les partis politiques – comme en témoigne l'obsession de Madison pour les « factions », qu'il considérait comme des instruments permettant à une minorité de contrôler les organes gouvernementaux[30] – ceux-ci sont désormais largement reconnus comme des institutions essentielles au fonctionnement de la démocratie moderne. Dans *Party Government: American Government in Action* (1942), le politologue E. E. Schattschneider reconnaît – dans une interprétation qui semble désormais datée – le caractère « démocratisant » des partis politiques[31], affirmant que la démocratie moderne est effectivement « impensable » sans eux, puisque son existence découle directement de la compétition partisane : « The parties created democracy, or perhaps more accurately, modern democracy is a by-product of party competition »[32].

La nature des partis politiques continue toutefois à diviser. En tant qu'institutions situées à cheval entre la société civile et l'État[33], les partis politiques incarnent en effet des entités mal bornées et donc difficiles à définir. Des désaccords concernant la définition-même de ce qu'est un parti politique ont caractérisé la littérature sur ce sujet depuis le début du XXème siècle, et ont mené à des différends dans l'analyse du statut et de la trajectoire historique des partis. L'on peut, il nous semble, distinguer deux grandes approches : les partis politiques sont conçus soit comme étant au service des dirigeants politiques, soit comme étant au service de groupes sociaux qui gravitent autour d'eux.

Dans *An Economic Theory of Democracy* (1957), Anthony Downs s'inscrit dans ce qui a été appelé la théorie du choix rationnel (*rational choice theory*) et véhicule une conception des partis politiques comme étant centrés autour des hommes et femmes politiques qui le constituent et les dirigent : « In the broadest sense, a political party is a coalition of men seeking to control the governing apparatus by legal means »[34]. Il fait ainsi écho à la théorisation de Joseph Schumpeter qui, dans *Capitalism, Socialism, and Democracy* (1942), avait déclaré

[30] Se reporter au chapitre 1.
[31] Elmer Eric Schattschneider, *Party Government: American Government in Action* (Transaction Publishers, 1942), 2.
[32] Schattschneider, *Party Government*, 4.
[33] Adam Hilton, *True Blues: The Contentious Transformation of the Democratic Party* (University of Pennsylvania Press, 2021), 7.
[34] Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy* (Harper & Row, 1957), 24.

qu'un parti représentait un groupe dont les membres se proposaient d'agir de front dans l'unique but d'accéder au pouvoir[35]. De manière analogue, Elmer Eric Schattschneider définit le parti politique comme une institution essentiellement élitaire, guidée par le désir de contrôle de l'appareil décisionnel : « A political party is an organized attempt to get control of the government »[36]. Selon Downs, les principaux acteurs des partis politiques ne seraient effectivement guidés que par le désir d'être réélus, tandis que les électeurs et électrices ne voteraient qu'en fonction de leurs intérêts économiques[37]. Dans un système politique de type « centripète »[38], et en vertu du théorème dit « de l'électeur médian » (*Median Voter Theorem*)[39], les partis politiques étatsuniens auraient, de surcroît, tout intérêt à se rapprocher du centre politique, tout en faisant quelques concessions à leurs franges plus extrémistes, afin d'attirer dans leurs filets les électeurs moyens qui constituent la majeure partie de l'électorat. Le parti serait ainsi en mesure d'empêcher une trop importante défection des extrémistes tout en attirant l'électorat modéré[40]. Cette analyse fut relayée par d'autres auteurs et universitaires, notamment David Mayhew qui, dans *Congress: The Electoral Connection* (1977), décrit les membres du Congrès comme étant principalement intéressés par leur réélection[41]. De même, John H. Aldrich, dans *Why Parties? The Origin and Transformation of Political Parties in America* (1995), définit les partis politiques comme les « créatures » des hommes et femmes politiques[42].

Durant la seconde moitié du XXème siècle, cette conception étroite des partis politiques a toutefois largement cédé le pas à une approche élargie des partis politiques qui les envisage comme des coalitions réunissant hommes et femmes politiques, groupes d'intérêts, et activistes. Pour les partisans de cette seconde conception, l'influence croissante des électeurs via le système des primaires, ainsi que le déclin de la capacité organisationnelle des partis[43], auraient

---

[35] Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy* (Routledge, [1942] 2003), 283. "A party is a group whose members propose to act in concert in the competitive struggle for political power."
[36] Schattschneider, *Party Government*, lix.
[37] Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 36-7.
[38] Gary W. Cox, "Centripetal and Centrifugal Incentives in Electoral Systems," *American Journal of Political Science* 34, no. 4 (1990): 903–35, https://doi.org/10.2307/2111465.
[39] Ce théorème repose sur la théorie dite « de la convergence », d'abord formulée par Duncan Black en 1948 (Duncan Black, "On the Rationale of Group Decision-making," *Journal of Political Economy* 56, no. 1 (1948): 23–34, https://www.jstor.org/stable/1825026), puis développée par Downs en 1957.
[40] Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 134. "[…] each party in a multiparty system will try to differentiate its product sharply from the products of all other parties, whereas each party in a two-party system will try to resemble its rival."
[41] David R. Mayhew, *Congress: The Electoral Connection* (Yale University Press, 1977), 5.
[42] John H. Aldrich, *Why Parties? The Origin and Transformation of Political Parties in America* (University of Chicago Press, 1995), 4.
[43] Le déclin de la capacité organisationnelle des partis fut entamé au début du XXème siècle, et notamment pendant l'ère progressiste (1900-1920). Durant cette période, des réformes (et notamment l'initiative populaire, qui permet aux citoyens de statuer sur une proposition de loi), le système de primaires, ou encore l'introduction d'un mode de scrutin secret) visant à démocratiser le processus de sélection des candidats aux élections fédérales furent introduites, limitant de fait l'influence des « machines politiques » et de leur système basé sur le clientélisme. Avec la mise en place des réformes du *New Deal*, et l'accroissement du pouvoir de l'État et de la présidence, le pouvoir

donné lieu à une forme de politique centrée sur les candidats (*candidate-centered*) et à un déclin des partis politiques eux-mêmes[44].

Dans *When Movements Anchor Parties: Electoral Alignments in American History* (2015), Daniel Schlozman souligne le rôle « crucial » des mouvements sociaux[45], et notamment celui des « groupes d'ancrage » (*anchoring groups*), ces groupes organisés d'acteurs et d'actrices qui renoncent à leur autonomie afin de s'allier à l'un des principaux partis politiques et qui contribuent à façonner la trajectoire politique et idéologique du parti auquel ils sont alliés sur le long terme[46]. Suite au déclin de la capacité organisationnelle des partis, Schlozman explique que ceux-ci sont entrés dans une relation de dépendance de plus en plus importante vis-à-vis des « groupes d'ancrage ». Depuis les années 1960, si les groupes et coalitions n'ont pas totalement remplacé les partis, ils les définissent de plus en plus[47]. Il note par ailleurs que jamais aucun parti n'avait contenu autant d'éléments disparates que le Parti démocrate contemporain, ajoutant que ce sont précisément les interactions entre ces différentes factions qui contribuent à déterminer les priorités du parti[48]. Si les deux principaux partis étatsuniens sont devenus davantage dépendants de ces groupes extérieurs, les Démocrates sont bel et bien le parti le plus perméable des deux. La grande diversité qui le traverse a par ailleurs souvent empêché ses différents acteurs de se cristalliser en un ensemble cohérent, qui serait plus grand que la somme de ses parties[49]. Dans un ouvrage co-écrit avec Sam Rosenfeld, Schlozman affirme que les partis politiques étatsuniens se caractérisent désormais par une forme de « vacuité » (*hollowness*) qui se manifesterait différemment selon le parti : elle se traduirait par une forme d'incompétence du côté démocrate, et par de l'extrémisme chez les Républicains[50]. Selon les auteurs, les partis politiques se distingueraient à l'heure actuelle par

---

des machines politiques fut encore davantage érodé. Enfin, les réformes de la fin des années 1960, accompagnées d'une généralisation de primaires obligeant les délégués à suivre le vote populaire (*binding primaries*), contribuèrent à saper l'influence des élites des partis. De plus en plus, les partis entrèrent dans une forme de dépendance à l'égard de groupes d'intérêts qui leur fournissaient les ressources nécessaires au bon fonctionnement du parti (en termes d'argent et de mobilisation de l'électorat, notamment). (Sidney M. Milkis, "The Modern Presidency, Social Movements, and the Transformation of American Party Politics" (APSA 2013 Annual Meeting Paper, University of Virginia, 2013), https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2303415.).

[44] Voir notamment : David Broder, *The Party's Over* (Harper & Row, 1972), puis William J. Crotty, *American Political Parties in Decline* (Little, Brown and Company, 1984), Jeane Kirkpatrick, *Dismantling the Parties* (American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1978), Nelson W. Polsby, *Consequences of Party Reform* (Oxford University Press, 1983), Austin Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction* (University of California Press, 1975), et Martin P. Wattenberg, *The Decline of American Political Parties* (Harvard University Press, 1990).

[45] Daniel Schlozman, *When Movements Anchor Parties – Electoral Alignments in American History* (Princeton University Press, 2015), 3.

[46] Schlozman, *When Movements Anchor Parties*, 3.

[47] Schlozman, *When Movements Anchor Parties*, 25.

[48] Schlozman, *When Movements Anchor Parties*, 26.

[49] Schlozman, *When Movements Anchor Parties*, 26.

[50] Daniel Schlozman and Sam Rosenfeld, *The Hollow Parties: The Many Pasts and Disordered Present of American Party Politics* (Princeton University Press, 2024), 3.

la présence d'une multitude d'acteurs gravitant autour de leur structure formelle et qu'ils surnomment « the party blob »[51]. Ces groupes extérieurs auraient dans une large mesure éclipsé les partis officiels, de sorte que ces derniers auraient abdiqué leur rôle de dépositaires d'un projet politique[52].

Enfin, dans *True Blues: The Contentious Transformation of the Democratic Party* (2021), Adam Hilton adopte également une conception élargie des partis politiques. Il conçoit ces derniers comme des « institutions contestées » (*contentious institutions*) au sein desquelles responsables politiques et groupes partisans s'affrontent pour déterminer qui gouverne réellement le parti[53]. En découlent des alliances compliquées, souvent caractérisées par des relations tendues et conflictuelles. Selon Hilton, la conflictualité intra-partisane proviendrait de l'ambigüité liée à la nature-même des partis politiques et notamment de l'incertitude entourant la question de leur redevabilité. Ainsi, les partis politiques sont des institutions « paradoxales » ; à la fois organisations bureaucratiques, regroupements d'hommes et femmes politiques en quête de pouvoir, agents représentatifs, et association de groupes d'intérêts (*policy demanders*)[54]. En conséquence, les partis se caractérisent avant tout par des tensions, des conflits, des contradictions et du dynamisme[55]. Selon Hilton, après avoir traversé plusieurs phases de réformes et de contre-réformes durant les années 1970 et 1980, le Parti démocrate se serait finalement mué en un « parti de plaidoirie » (*advocacy party*), une forme d'organisation dans laquelle des groupes extérieurs au parti lui-même seraient venus compenser sa vacuité institutionnelle et le déficit de légitimité de son appareil formel. Si le Parti démocrate est bien devenu dépendant des différentes factions qui le constituent pour sa légitimité et ses ressources de campagnes, cela ne se traduit néanmoins pas nécessairement par la prise de contrôle du parti par ces mêmes factions. En revanche, cela a contribué à diversifier l'identité du parti, l'inscrivant dans une relation de dépendance vis-à-vis du leadership présidentiel, à qui il revient de préserver l'unité du parti et de définir ses valeurs et son programme. Ainsi, le « parti de plaidoirie » élève le président au-dessus du parti tout en l'obligeant à endosser lui-même le rôle de militant. La campagne et la présidence de Barack Obama en offrent un exemple, celui-ci ayant cherché à exploiter pleinement le potentiel du « parti de plaidoirie » en se présentant comme un véritable « militant-en-chef » (*advocate-in-chief*). Selon Hilton, les années Obama ont, en effet, parfaitement illustré la dynamique centrale au cœur du nouveau Parti démocrate :

[51] Schlozman and Rosenfeld, *The Hollow Parties*, 5.
[52] Schlozman and Rosenfeld, *The Hollow Parties*, 5.
[53] Hilton, *True Blues*, 4.
[54] Hilton, *True Blues*, 7.
[55] Hilton, *True Blues*, 7.

l'alliance tacite avec des groupes d'intérêts, conjuguée à l'accroissement du pouvoir exécutif et à la domination présidentielle sur le parti[56].

Dans cette thèse, nous adoptons une conception élargie des partis politiques, s'inscrivant dans le sillage de celle proposée par Adam Hilton. Sa notion d'« institution contestée » nous apparaît particulièrement éclairante dans la mesure où elle met en lumière les rapports de force conflictuels qui animent les partis politiques étatsuniens. L'analyse du Parti démocrate comme « parti de plaidoirie » nous semble également parfaitement illustrer les dynamiques qui se jouent au sein du parti, mettant notamment en évidence le rôle de légitimation joué par les groupes et mouvements extérieurs au parti lui-même. Dans cette optique, nous estimons que le Parti démocrate est empreint de « factionnalisme », au sens où il est effectivement composé de divers groupes de personnes unies par des acceptions divergentes du libéralisme démocrate et souhaitant imposer au Parti leur propre conception. Le terme « factionnalisme » n'est donc pas compris dans un sens essentiellement négatif. La définition du terme qui nous est donnée par Nelson W. Polsby est éclairante à cet égard. Dans *Consequences of Party Reform* (1983), Polsby définit une faction politique comme un groupe de personnes poursuivant un intérêt commun au sein d'un parti politique[57]. Selon Polsby, les factions qui composent un parti lui procurent des avantages, que sont la loyauté des électeurs, la légitimité idéologique qui sous-tend les programmes politiques, ainsi qu'un lien de type organisationnel entre les leaders et l'électorat. En ce qu'elles permettent de porter l'attention sur les besoins des citoyens, les factions sont définies par Polsby comme des « entités fondamentales »[58]. Il les oppose aux « coalitions », considérées comme moins essentielles, qui représentent des alliances de divers groupes organisés dans le but de poursuivre des objectifs communs aux différentes composantes de la coalition. Ces coalitions relèveraient davantage d'un calcul stratégique que d'une réelle convergence des intérêts des groupes qui les composent[59].

De même, dans *Engines of Change: Party Factions in American Politics, 1868-2010* (2012), Daniel DiSalvo estime que la faction politique est l'unité analytique qui permet le mieux de comprendre la nature des partis politiques étatsuniens[60]. Selon lui, il convient de se démarquer des connotations négatives qu'a acquis le terme, notamment dans les écrits de James Madison, et de reconnaitre que les factions, loin de sacrifier l'intérêt national au profit d'avantages personnels, imprègnent les partis d'une vision politique et incarnent de véritables

[56] Hilton, *True Blues*, 24.
[57] Nelson W. Polsby, *Consequences of Party Reform* (Oxford University Press, 1983), 65.
[58] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 65.
[59] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 65.
[60] Daniel DiSalvo, *Engines of Change: Party Factions in American Politics, 1868-2010* (Oxford University Press, 2012), xii.

agents du changement politique[61]. Dotées d'une certaine capacité organisationnelle et de longévité dans le temps, les factions représentent des sous-groupes idéologiques cohérents qui animent le parti tout entier[62]. Une faction se comprend comme un réseau informel pouvant regrouper tout à la fois des membres du Congrès, des militants, des groupes d'intérêts, des entrepreneurs politiques, des chefs d'entreprise et syndicaux, ou encore des intellectuels. Ces factions constituent une force significative au sein des partis, capables d'entrainer l'ensemble du parti le long d'un axe gauche-droite dans le but de le façonner à leur image[63]. Dans cette optique, les conflits opposant diverses factions au sein des partis peuvent effectivement s'entendre comme des « luttes pour l'âme du parti »[64]. Plusieurs paramètres concomitants permettent d'expliquer l'émergence de factions en politique étatsunienne, en premier lieu desquels figure le système bipartite[65]. Ce dernier incite en effet à la formation de factions qui vont chercher à éloigner le parti du centre politique, et peuvent donc être conçues comme des agents de la polarisation politique. DiSalvo note toutefois que lorsque les partis semblent s'être démesurément déportés vers les extrêmes, de nouvelles factions émergent afin d'inciter le parti à reconverger vers le centre, comme en témoigne notamment l'arrivée des *New Democrats* sur la scène politique à partir des années 1980[66]. Les partis étatsuniens ayant longtemps été perçus comme étant davantage animés par des considérations d'ordre pragmatiques, les factions sont, par ailleurs, devenues les dépositaires de projets idéologiques à l'intérieur des partis[67].

3. Controverses autour de la notion d'« idéologie ».

La question de l'idéologie du Parti démocrate est au cœur de ce travail, qui se propose d'étudier l'inflexion du corps de doctrine démocrate dans le sillage de la présidence de Bill Clinton. L'objectif sera notamment de souligner le degré élevé d'incertitude entourant le message et l'identité du Parti démocrate depuis cette période. Nous verrons qu'en ce qu'il fait l'objet de rapports de force conflictuels, le libéralisme démocrate s'apparente en définitive à une idéologie dynamique et à un objet éminemment fluide et labile.

[61] DiSalvo, *Engines of Change*, xiii.
[62] DiSalvo, *Engines of Change*, 5.
[63] DiSalvo, *Engines of Change*, 5.
[64] DiSalvo, *Engines of Change*, 5. Notre traduction.
[65] DiSalvo, *Engines of Change*, 17-8.
[66] DiSalvo, *Engines of Change*, 17-8.
[67] DiSalvo, *Engines of Change*, 17-8.

Le concept d'idéologie ne fait lui-même l'objet d'aucune forme de consensus au sein des sciences sociales. Il est, depuis ses débuts[68], empreint de connotations négatives l'associant communément aux notions de fanatisme, de fondamentalisme ou encore d'irrationalité. Selon David McLellan, le concept d'« idéologie » ferait partie de ces « concepts essentiellement contestés » définis par Walter Bryce Gallie dans un article paru en 1956 :

> Ideology is the most elusive concept in the whole of social science. For it asks about the bases and validity of our most fundamental ideas. As such, it is an essentially contested concept, that is, a concept about the very definition (and therefore application) of which there is acute controversy. With significant exceptions, the word ideology comes trailing clouds of pejorative connotation. Ideology is someone else's thought, seldom our own[69].

De manière similaire, John Gerring estime que le concept aurait servi à désigner tellement de choses différentes qu'il serait marqué par une certaine « promiscuité sémantique »[70]. Michael Freeden, pour sa part, explique que, durant les cinquante dernières années, le concept d'idéologie a émergé comme l'une des idées politiques les plus complexes et les plus contestables[71]. Selon Freeden, les études contemporaines sur l'idéologie sont encore démesurément influencées par les théories de Marx et Engels, pour qui l'idéologie se résume à une forme d'illusion ou de « fausse conscience » vis-à-vis de la réalité sociale et s'apparente à une tromperie destinée à occulter ou à rendre acceptables les inégalités de classe[72].

Au cours du XXème siècle, le concept d'idéologie acquit une acception plurielle et se débarrassa quelque peu, quoique non définitivement, de ses connotations négatives. Dans les écrits de Karl Mannheim, et notamment dans *Ideology and Utopia: An Introduction to the Sociology of Knowledge* (1929), l'idéologie devint ainsi le reflet de tous les environnements sociaux, et non plus seulement un reflet des rapports de force caractéristiques du système capitaliste[73]. De manière similaire, la notion d'« hégémonie », véhiculée par les travaux d'Antonio Gramsci dans ses *Cahiers de prison* (1948), retint la conception de l'idéologie comme étant le garant des idées et intérêts de la classe dominante, mais insista sur sa nature omniprésente, son rôle d'intégration, et son statut de produit consciemment élaboré par des

[68] Le terme fut inventé par le philosophe français Antoine Destutt de Tracy à la fin du XVIIIème siècle et associé à l'étude des idées morales et politiques. Napoléon Bonaparte railla le travail des chercheurs associé à Destutt de Tracy, considérant leur méthode déconnectée de la réalité et de la pratique politique. Ainsi, une connotation péjorative fut associée au terme « idéologie » presque dès son apparition. (Michael Freeden, *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach* (Clarendon Press, 1998), 14.).
[69] Cité dans David McLellan, *Ideology* (University of Minnesota Press, 1995), 1.
[70] John Gerring, "Ideology: A Definitional Analysis," *Political Research Quarterly* 50, no. 4 (1997): 957.
[71] Freeden, *Ideologies and Political Theory*, 13.
[72] Freeden*, Ideologies and Political Theory,* 14.
[73] Karl Mannheim, *Ideology and Utopia: An Introduction to the Sociology of Knowledge* (Routledge, 1991), 50.

élites intellectuelles, quoique souvent consommée de manière inconsciente par le grand public[74].

Pour sa part, Michael Freeden identifie le développement d'une « forme déviante » de cette conception de l'idéologie, assimilant cette dernière à un système de pensée dogmatique, doctrinaire et fermé, radicalement détaché de la réalité observable[75]. Cette conception se manifesta de manière ostensible dans les thèses de « la fin de l'idéologie ». En effet, le contexte turbulent de la fin des années 1960, marquées par de nombreux soulèvements sociaux, amena la question idéologique sur le devant de la scène. Alors qu'il avait été jusque-là communément accepté que les États-Unis avaient largement échappé aux controverses idéologiques et donc que la politique étatsunienne avait été principalement caractérisée par la recherche du compromis[76], Daniel Bell, dans son ouvrage *The End of Ideology* (1960)[77], initia un débat de longue haleine autour de la question de savoir s'il serait possible de transcender l'idéologie en politique et associa le terme aux notions de fanatisme et d'irrationalité citées plus haut. Giovanni Sartori donna de l'idéologie une définition assez similaire : « A typically dogmatic, i.e., rigid and impermeable, approach to politics »[78]. Par ailleurs, et comme le note Curtis Atkins, la rhétorique mobilisée par les *New Democrats* à partir des année 1980, présentant leur approche comme étant pragmatiquement ancrée dans « ce qui fonctionne », fit également écho aux thèses de Bell et Sartori[79].

Afin de réhabiliter la légitimité du terme « idéologie » en le dissociant de ses connotations négatives et d'inscrire l'analyse conceptuelle des idéologies comme champ d'analyse à part entière, Michael Freeden propose une analyse morphologique des idéologies[80]. S'inscrivant partiellement dans le cadre des travaux de Ferdinand de Saussure, Freeden met en évidence la nature indéfinie et contestée des concepts qui façonnent notre compréhension du monde politique et insiste sur la nécessité de les comprendre dans le cadre de leur relation avec les autres concepts constitutifs d'une idéologie donnée :

> Proceeding from the political concept as the unit of analysis in political thought, it is the main thesis of this book that ideologies are distinctive configurations of political concepts, and that they create specific conceptual patterns from a pool of indeterminate and unlimited combinations. That indeterminate range is the product of the essential contestability of political concepts, and

[74] Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks* (International Publishers, 1971).
[75] Freeden, *Ideologies and Political Theory*, 16-17.
[76] Curtis Atkins, "Forging A New Democratic Party: The Politics of the Third Way from Clinton to Obama" (PhD diss., York University, 2015), 32.
[77] Daniel Bell, *The End of Ideology* (The Free Press, 1960).
[78] Cité dans Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 40.
[79] Atkins, *Forging A New Democratic Party,* 33.
[80] Freeden, *Ideologies and Political Theory*, 13.

> essential contestability provides the manifold flexibility out of which ideological families and their subvariants are constructed[81].

À l'instar de Freeden, nous souhaitons souligner la flexibilité inhérente à toute idéologie, qui permet d'expliquer les évolutions et inflexions du libéralisme démocrate depuis le début du XXème siècle. Les idéologies apparaissent ainsi comme des structures malléables, capables d'évoluer en fonction du contexte dans lequel elles s'inscrivent. Freeden explique que cette plasticité tient principalement à la possibilité de modifier les relations entre les différents concepts politiques qui la structurent, et, par conséquent, le sens même de ces concepts. Ces derniers sont en effet caractérisés par leur contestabilité (*essential contestability*), autrement dit, leur capacité à charrier différentes significations sans qu'il soit possible de figer définitivement le sens du concept en question. Sur le plan morphologique, Freeden estime que chaque idéologie est composée de concepts principaux (*core concepts*), de concepts adjacents (*adjacent*), et de concepts périphériques (*peripheral concepts*), qui peuvent notamment se traduire par des propositions politiques concrètes[82].

Le sens de ces différents concepts est figé à travers leur inscription dans une configuration plus large d'autres concepts, de telle sorte que ces derniers influencent mutuellement leur sens respectif. Une idéologie implique en dernière analyse la cristallisation de la relation entre signifiant et signifié, en d'autres termes, elle fige le sens d'un concept politique en lui attribuant un sens unique. Les idéologies ont donc pour caractéristique de décontester (*decontest*) le sens des concepts qui la composent car c'est précisément dans ce processus de naturalisation qu'elles puisent leur individualité : « Ideologies are *groupings* of decontested political concepts. The mutual influence of these concepts is paramountly affected by the specific morphological arrangements that place them in relation to each other »[83]. Freeden explique que l'ensemble des concepts politiques se retrouve quasi-systématiquement dans chacune des idéologies politiques et ce qui importe n'est donc pas de définir quels seraient les concepts inéliminables de telle ou telle idéologie, puisque tous le sont, mais plutôt de comprendre comment ces différents concepts sont agencés entre eux :

> […] the ineliminability of concepts in an ideology is not particularly interesting. This is due to the simple reason that virtually all political concepts will be found, deliberately or by default, within the ambit of any ideology. Precisely because ideologies are general, even total, political world views – either by design or because they have implicit positions on all social issues – the mere presence within them of any particular concept is not a definitional property. In that sense most concepts within an ideology are ineliminable. Of far greater significance therefore will be

[81] Freeden, *Ideologies and Political Theory*, 4.
[82] Michael Freeden, "Political Concepts and Ideological Morphology," *Journal of Political Philosophy* 2, no. 2 (1994): 140–64, 157. "Central to any analysis of ideologies is the proposition that they are characterized by a morphology that displays core, adjacent, and peripheral concepts."
[83] Freeden, "Political Concepts," 158.

> the location secured by a political concept within the ideological framework. In effect, ideologies may be distinguished by the relative ordering in which they deploy similar concepts, on which depend both the precise decontesting of the concepts and the overall interpretation of any ideology's messages[84].

C'est précisément dans leur capacité à décontester le sens des concepts politiques qui les composent que repose le pouvoir des idéologies. Selon Freeden, l'acte de décontestation représente invariablement une manière d'exercer du pouvoir (*power-wielding*)[85] et les luttes qui opposent diverses idéologies peuvent être comprises comme des luttes pour déterminer le sens légitime des concepts politiques qui les composent[86]. Tout ceci suggère enfin que les idéologies disposent d'une forte capacité d'adaptation, qui n'est toutefois pas infinie. En effet, si le sens des concepts qui les composent peut évoluer et s'adapter à différents contextes, il reste toutefois contraint par les concepts adjacents, qui confèrent une certaine cohérence à l'idéologie. Freeden explique : « Ideologies will be capable of bending under pressure, and of hosting a number of variations on each of their concepts without collapsing. However, if completely alien meanings of concepts are injected into a particular ideology, its structure may snap »[87].

Dans ce travail, nous adoptons une posture similaire à celle de Freeden en insistant sur le rôle crucial des idéologies à la fois dans notre relation au monde et à la politique. Comme lui, nous estimons que nulle société ne peut se passer d'idéologies. Il est donc primordial d'essayer de comprendre les débats politiques comme des luttes éminemment idéologiques.

4. Le consensus libéral et la quête d'une politique pragmatique.

Comme mentionné précédemment, les États-Unis ont longtemps été perçus comme un pays ayant échappé aux controverses idéologiques qui avaient marqué le Vieux Continent. À partir des années 1950, et sous l'égide d'historiens tels que Louis Hartz, Daniel Boorstin et Richard Hofstadter, l'école du consensus mit en évidence l'existence d'un « consensus libéral » selon lequel les États-Unis auraient entretenu une relation étroite et privilégiée avec le libéralisme lockéen. La notion de conflits idéologiques fut ainsi considérée comme intrinsèquement étrangère à l'expérience nationale. Se distinguant des historiens progressistes des décennies précédentes, qui avaient mis en avant les dynamiques conflictuelles traversant l'histoire des États-Unis, les membres de l'école du consensus soulignèrent, pour leur part, le

[84] Freeden, "Political Concepts," 159.
[85] Freeden, "Political Concepts," 156. "It is plain to see why so many theorists of ideology connect that term with power, for the act of decontesting, of deciding, of closing options, is an instance of power-wielding."
[86] Freeden, "Political Concepts," 156. "Competing ideologies are struggles over the legitimate meanings of political concepts and the sustaining arrangements they form."
[87] Freeden, "Political Concepts," 159.

degré de continuité et de consensus qui caractérisaient selon eux l'histoire étatsunienne. Dans *The Liberal Tradition in America* (1955)[88], Louis Hartz démontra ainsi « l'existence d'un consensus libéral autour duquel s'était bâtie l'histoire américaine »[89]. Sous un tel angle, l'absence de système féodal dans l'histoire des États-Unis avait toujours protégé ce pays de velléités révolutionnaires et socialistes. Sa thèse s'inscrivait dans la lignée de l'exceptionnalisme étatsunien que Daniel Boorstin avait défendue et illustrée dans *The Genius of American Politics* (1953)[90]. Selon l'auteur, l'unicité de l'expérience étatsunienne résidait dans l'acceptation de certaines valeurs communes, notamment le pragmatisme et le refus de l'idéologie, sur lesquelles le consensus avait été bâti. Les citoyens étatsuniens avaient, selon Boorstin, écrit leur histoire comme une longue succession de décisions pragmatiques[91]. Dans ses deux ouvrages majeurs, *The Political Tradition in America* (1948)[92] et *The Age of Reform* (1955)[93], Richard Hofstadter affirmait lui aussi, à rebours de l'école historiographique progressiste, que le moteur de l'histoire étatsunienne était effectivement le consensus, et que les idéologies des deux partis étatsuniens étaient en réalité bornées par les notions de propriété et de libre entreprise.

L'idée selon laquelle il serait effectivement possible – et souhaitable – de transcender les conflits idéologiques et de trouver une voie consensuelle imprègne encore bon nombre de discours politiques. À titre d'exemple, la rhétorique mobilisée par les *New Democrats* à partir des années 1980, présentant leur approche comme étant pragmatiquement ancrée dans « ce qui fonctionne », fit effectivement écho aux thèses de Bell et Sartori[94]. Cette prédisposition se remarque également dans la rhétorique post-partisane de l'ancien président Barack Obama, et notamment dans sa volonté de transcender les conflits idéologiques afin de proposer une nouvelle voie, inspirée de la raison et du pragmatisme. Ainsi, dans *The Audacity of Hope* (2006), Obama mettait-il déjà en garde contre les dangers de l'idéologie, qu'il associait au radicalisme de groupes minoritaires non représentatifs de la majorité des Américains :

> You don't need a poll to know that the vast majority of Americans – Republican, Democrat, and independent – are weary of the dead zone that politics has become, in which narrow interests vie for advantage and ideological minorities seek to impose their own versions of absolute truth[95].

[88] Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America* (Mariner Books, 1955).
[89] Antoine Coppolani, « La résistible évolution du libéralisme américain : du consensus libéral au mouvement néoconservateur », dans *La démocratie aux États-Unis et en Europe (1918 à 1989)*, éd. Hélène Fréchet (Armand Colin, 1999), 231.
[90] Daniel J. Boorstin, *The Genius of American Politics* (The University of Chicago Press, 1953).
[91] Boorstin, *Genius of American Politics*.
[92] Hofstadter, *American Political Tradition*.
[93] Richard Hofstadter, *The Age of Reform* (Vintage, 1955).
[94] Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 33.
[95] Obama, *Audacity of Hope*, 8.

L'on constate que la notion d'« idéologie » est donc loin d'avoir perdu toutes ses connotations négatives. Au demeurant, l'idée d'une politique fondée sur un pragmatisme post-idéologique, régulièrement mobilisée par des acteurs et actrices politiques, reflète en réalité une volonté d'imposer une idéologie comme fondement d'un nouveau consensus.

5. Le libéralisme rooseveltien.

Le libéralisme démocrate trouve ses origines dans la présidence de Franklin D. Roosevelt (1933-1945). Il est en effet difficile de surestimer l'héritage idéologique que Franklin Roosevelt et sa politique du *New Deal* laissèrent au Parti démocrate, comme le suggère William Leuchtenburg dans son ouvrage intitulé *In the Shadow of FDR: From Harry Truman to Barack Obama* (2009) : « Roosevelt's success as the architect of a new political era encouraged subsequent Democratic presidents, and even some Republicans, to identify with FDR »[96]. De manière similaire, Richard Hofstadter, dans *The American Political Tradition* (1948), soutient que le *New Deal* était effectivement parvenu à revitaliser le libéralisme étatsunien et affirme que Roosevelt était destiné à devenir la figure dominante au cœur de la mythologie de la gauche étatsunienne[97]. Selon Steve Fraser et Gary Gerstle, le *New Deal* marqua l'avènement d'un nouvel « ordre politique » (*political order*) et tous deux soulignent la persistance de la philosophie du *New Deal*, qui continue, selon eux, à peser sur le système politique étatsunien[98]. Dans un article publié en juin 2019 dans le magazine *Jacobin*, Steve Fraser écrit que le *New Deal* avait littéralement servi d'épicentre à l'imaginaire politique étatsunien, et qu'il constituait la Pierre de Rosette permettant de déchiffrer les développements politiques de ces soixante-dix dernières années[99]. L'emprise idéologique de la présidence de Roosevelt sur le Parti démocrate est également évidente dans la volonté de certaines personnalités démocrates, issues de l'establishment ou pas, de se positionner dans le sillon de Roosevelt et de se revendiquer comme son héritier. Ainsi, dans *The Audacity of Hope* (2006), Barack Obama créditait le *New Deal* d'avoir su maintenir l'unité de la coalition démocrate : « What held [the Democratic coalition] together was the economic populism of the *New Deal* – a vision of fair wages and benefits,

[96] William E. Leuchtenburg, *In the Shadow of FDR: From Harry Truman to Barack Obama* (Cornell University Press, 2009), x.
[97] Richard Hofstadter, *The American Political Tradition: And the Men Who Made It* (Vintage Books, [1948] 1989), 458.
[98] Steve Fraser and Gary Gerstle, eds., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980* (Princeton University Press, 1990), ix.
[99] Steve Fraser, "The New Deal in the American Political Imagination," *Jacobin*, June 30, 2019, https://jacobin.com/2019/06/new-deal-great-depression.

patronage and public works, and an ever-rising standard of living »[100]. De son côté, Bernie Sanders appelait, dans un discours prononcé en juin 2019 à l'université de Georgetown, à mener à terme le travail inachevé du *New Deal* : « Today, in the second decade of the 21st century, we must take up the unfinished business of the New Deal and carry it to completion »[101].

Pour rendre compte de l'importance de la présidence de Franklin Roosevelt dans la redéfinition du libéralisme moderne, le concept de « temps politique » (*political time*) introduit par Stephen Skowronek dans son ouvrage *Presidential Leadership in Political Time: Reprise and Reappraisal* (2011)[102] est particulièrement pertinent. Ce concept suggère que les présidents d'une même période, s'ils peuvent éventuellement partager des circonstances similaires en termes de ressources et de motivations stratégiques, ne partagent pas la même relation aux conflits idéologiques et programmatiques de leur époque[103]. Le concept de « temps politique » met ainsi en évidence le rapport contraignant qu'un président entretient avec le contexte et le système politiques dans lesquels s'inscrit sa présidence. En conséquence, ce concept suggère que la présidence est dans une large mesure contrainte par ces circonstances, qui offrent aux présidents des marges de manœuvre plus ou moins importantes[104]. L'on peut, dès lors, distinguer différents types de présidences et de présidents, qui s'inscrivent dans différents « régimes » politiques :

> [These pairings of presidents] are about shifting structures of political authority as they alter the legitimation problem and the prospects for its resolution. These changing prospects have driven a process of regime degeneration and regeneration that demarcates American political history into a Jeffersonian era (1800–1828), a Jacksonian era (1828–1860), a Republican era (1860–1932), a New Deal era (1932–1980), and a conservative era (1980-)[105].

Chaque régime est initié par l'arrivée d'un « grand novateur » (*great repudiator*), qui se distingue d'abord par le fait qu'il intervient dans un contexte de rupture avec l'ordre politique en place. Ceux qui sont généralement considérés comme incarnant les plus grands dirigeants du pays – George Washington, Thomas Jefferson, Andrew Jackson, Abraham Lincoln, et Franklin Roosevelt – s'inscrivent précisément dans cette catégorie des « grands novateurs ». Skowronek explique en outre que la présidence de Franklin Roosevelt, et plus précisément la période du *Second New Deal*, représentent l'un de ces tournants majeurs dans l'ordre politique

[100] Barack Obama, *The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream* (Canongate Books, 2006), 26.
[101] Bernard Sanders, "Democratic Socialism Should Be a Byword, Not a Boogeyman" (speech, George Washington University, Washington, D.C., June 12, 2019), YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=nbN9OD83f5I.
[102] Stephen Skowronek, *Presidential Leadership in Political Time: Reprise and Reappraisal* (University Press of Kansas, 2011).
[103] Skowronek, *Presidential* Leadership, 17.
[104] Skowronek, *Presidential* Leadership, 18.
[105] Skowronek, *Presidential* Leadership, 21.

étatsunien ; après 1935, Franklin Roosevelt effectua une transition, passant du statut de « guérisseur national » (*national healer*) à celui d'« entrepreneur national » (*national builder*). Ainsi, même si le *New Deal* n'avait pas résolu les problèmes économiques qui sous-tendaient la Grande Dépression, Franklin Roosevelt parvint à initier un glissement majeur de paradigme[106].

Malgré son absence de cohérence absolue et son caractère expérimental[107], le libéralisme hérité du *New Deal* constitua effectivement un écart considérable vis-à-vis du libéralisme classique tel qu'il avait été conceptualisé par John Locke[108], inaugurant de fait une nouvelle philosophie de gouvernement, sous-tendue par une redéfinition des valeurs du contrat social[109]. Dans son célèbre discours devant le *Commonwealth Club* à San Francisco, Roosevelt annonça vouloir à la fois s'inscrire dans le sillon du contrat originel et en moderniser les termes :

---

[106] Skowronek, *Presidential* Leadership, 44. "The New Deal reforms did not solve the economic problems underlying the Depression. Roosevelt did, however, redefine the terms and conditions of legitimate national government."

[107] L'inflexion de la doctrine libérale initiée par Franklin Roosevelt fut progressive, et la réponse du Président à la crise économique, bien qu'hétérodoxe, était également caractérisée par un manque de cohérence doctrinale. Alvin Hansen, économiste et conseiller de Roosevelt, lorsqu'il avait été interrogé à propos du principe de base du *New Deal* en 1940, avait répondu : « I really do not know what the basic principle of the New Deal is. I know from my experience in the government that there are as many conflicting opinions among the people in Washington under this administration as we have in the country at large » (cité dans Alan Brinkley, *The End of Reform: New Deal Liberalism in Recession and War* (Random House USA, 1995), 5.). Un certain nombre d'historiens ont insisté sur le manque de cohérence du *New Deal* et ont véhiculé l'image selon laquelle il aurait essentiellement constitué une série de réponses *ad hoc* à la Grande Dépression (voir notamment : Eric Alterman and Kevin Mattson, *The Cause: The Fight for American Liberalism from Franklin Roosevelt to Barack Obama* (E-book; Penguin Books, 2012)). Roosevelt lui-même, lorsqu'un journaliste lui demanda d'expliciter sa philosophie politique, suggéra qu'il ne se revendiquait d'aucune philosophie en particulier, annonçant : « Philosophy? I am a Christian and a Democrat – that is all » (cité dans Alterman and Mattson, *The Cause*). Pour Richard Hofstadter, Franklin Roosevelt était avant tout un homme politique opportuniste, comme le suggère le titre du chapitre – « The Patrician as Opportunist » – qui lui est dédié dans *The American Political Tradition*, et il convenait d'appréhender le *New Deal* non pas comme une philosophie, mais plutôt comme un « tempérament », caractérisé par une croyance, de la part de Roosevelt, que même lorsqu'il opérait en terrain inconnu, il ne pouvait commettre de sérieuses erreurs (Hofstadter, *American Political Tradition*, 411). Comme le remarque Alan Brinkley, le désir de voir l'économie repartir avait mené les *New Dealers* dans différences directions, de telle sorte que les débuts du *New Deal* furent exceptionnellement divers et multidirectionnels (Brinkley, *End of Reform*, 6). Ainsi, les premiers mois de la présidence de Roosevelt furent avant tout caractérisés par sa volonté d'expérimenter. Dans un discours à l'université d'Oglethorpe le 22 mai 1932, Roosevelt avait ainsi affirmé : « The country needs and, unless I mistake its temper, the country demands bold, persistent experimentation. It is common sense to take a method and try it. If it fails, admit it frankly and try another. But above all, try something » (Franklin D. Roosevelt, "Address at Oglethorpe University" (speech, Atlanta, Georgia, May 22, 1932), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-oglethorpe-university-atlanta-georgia.).

[108] Le libéralisme dit « classique », dont les origines remontent au XVIIème siècle, fonda son approche sur le principe de la primauté de l'individu sur le collectif et mit en avant l'importance de protéger la liberté de l'individu contre l'ingérence de l'État. C'est sous l'égide du président démocrate Franklin Delano Roosevelt que le terme subit un glissement sémantique et devint associé à un État fort, régulateur et protecteur de la justice sociale.

[109] Sidney M. Milkis and Jerome M. Mileur, eds., *The New Deal and the Triumph of Liberalism* (University of Massachusetts Press, 2002), 3.

« Faith in America, faith in our tradition of personal responsibility, faith in our institutions, faith in ourselves demand that we recognize the new terms of the old social contract »[110].

Sous la houlette de Franklin Roosevelt, et sous la pression de la crise financière et économique de 1929[111], le Parti démocrate fut conduit à opérer une révision durable et radicale de son orientation idéologique. Il y avait au cœur du libéralisme moderne et du *New Deal* une reconnaissance que le laissez-faire qui avait caractérisé le libéralisme du XIXème siècle ne permettait plus de garantir les idéaux d'égalité et de liberté. En effet, le libéralisme démocrate s'affranchit d'une conception restrictive du rôle de l'État et endossa la notion d'interventionnisme étatique, qui était désormais justifiée au nom des devoirs du gouvernement envers la population, devoirs qui figurent incidemment explicitement dans le Préambule de la Constitution des États-Unis (*to promote the general welfare*). L'État devint en somme le garant du bien commun et des intérêts de tous les citoyens.

Alors qu'il avait communément été admis que l'État n'avait pas à intervenir dans le développement économique du pays, Roosevelt considérait, au contraire, que les circonstances exigeaient une redéfinition de son rôle, désormais orienté vers l'accompagnement et la régulation de l'activité économique : « As I see it, the task of Government in its relation to business is to assist the development of an economic declaration of rights, an economic constitutional order »[112]. La réponse de Roosevelt à la crise économique se trouvait ainsi sous-tendue par l'hypothèse selon laquelle les problèmes majeurs de la nation étaient ancrés dans la structure du capitalisme industriel moderne et qu'il revenait à l'État de remédier à ces imperfections[113]. Roosevelt explicita l'association entre libéralisme et interventionnisme étatique dans son discours d'acceptation de la nomination démocrate, en juillet 1932, dans lequel il rejetait toute conception de l'État comme étant au service des intérêts d'une

[110] Franklin D. Roosevelt, "Campaign Address on Progressive Government" (speech, Commonwealth Club, San Francisco, California, September 23, 1932), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/campaign-address-progressive-government-the-commonwealth-club-san-francisco-california.

[111] La Grande Dépression représenta à tous égards une expérience profondément traumatique (Fraser, "New Deal in the American Political Imagination.") et le choc qu'elle provoqua octroya une importance singulière aux questions économiques (Gary Gerstle, "The Protean Character of American Liberalism," *The American Historical Review* 99, no. 4 (1994): 1045, https://doi.org/10.2307/2168769). En effet, la crise de 1929 provoqua une crise concomitante du libéralisme, tel qu'il avait été envisagé au XIXème siècle. Arrivé au pouvoir en 1933, en pleine crise économique, Franklin Roosevelt remporta l'élection avec pas moins de 57.4% des suffrages et 472 grands électeurs, contre 39,6% et seulement 6 grands électeurs pour son adversaire républicain, qui était également le président sortant, Herbert Hoover ("1932 Presidential Election Results," *The American Presidency Project*, https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1932). Avant même d'assumer les pouvoirs de la présidence, Roosevelt avait laissé entendre que les États-Unis s'étaient, au tournant du XXème siècle, engagés dans une nouvelle ère économique : "In retrospect we can now see that the turn of the tide came with the turn of the century" (Roosevelt, "Campaign Address," 1932.)

[112] Roosevelt, "Campaign Address," 1932.

[113] Brinkley, *End of Reform*, 5.

minorité[114]. Selon Franklin Roosevelt, l'État fédéral était responsable du bien-être de la société et devait donc assumer un rôle de première importance dans l'aide apportée aux plus démunis[115]. En outre, il revenait au Parti démocrate de se faire le défenseur de ce libéralisme moderne, associé aux notions de « planification, de vision internationaliste éclairée et au crédo du plus grand bien au plus grand nombre »[116]. En parallèle, Roosevelt prit soin de se protéger de toute forme d'accusation de radicalisme, en présentant son action comme étant guidée par une forme de pragmatisme prudent, justifiant sa démarche en l'ancrant dans le domaine du possible :

> In our efforts for recovery we have avoided, on the one hand, the theory that business should and must be taken over into an all-embracing Government. We have avoided, on the other hand, the equally untenable theory that it is an interference with liberty to offer reasonable help when private enterprise is in need of help. The course we have followed fits the American practice of Government, a practice of taking action step by step, of regulating only to meet concrete needs, a practice of courageous recognition of change[117].

Les « cent premiers jours » (*the First Hundred Days*) de la présidence Roosevelt (entre mars et juin 1933) sont restés célèbres pour leur activisme, puisque le président parvint à faire valider par le Congrès pas moins de quinze grandes lois, qui contribuèrent à une prise de contrôle importante de l'économie par l'État fédéral[118]. Roosevelt avait d'ailleurs laissé

---

[114] Franklin D. Roosevelt, "Address Accepting the Presidential Nomination" (speech, Democratic National Convention, Chicago, July 2, 1932), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-chicago-1. "There are two ways of viewing the Government's duty in matters affecting economic and social life. The first sees to it that a favored few are helped and hopes that some of their prosperity will leak through, sift through, to labor, to the farmer, to the small business man. That theory belongs to the party of Toryism, and I had hoped that most of the Tories left this country in 1776 But it is not and never will be the theory of the Democratic Party".

[115] Roosevelt, "Campaign Address," 1932. "Yes, when--not if--when we get the chance, the Federal Government will assume bold leadership in distress relief. […] I say that while primary responsibility for relief rests with localities now, as ever, yet the Federal Government has always had and still has a continuing responsibility for the broader public welfare."

[116] Roosevelt, "Campaign Address," 1932. Notre traduction.

[117] Franklin D. Roosevelt, "Fireside Chat" (speech, September 30, 1934), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/fireside-chat-20.

[118] Dès mars 1933, toutes les transactions bancaires furent suspendues durant quatre jours, décrétés fériés (*Bank Holiday*), afin de contenir la faillite des banques et de restaurer la confiance des investisseurs dans le système bancaire (Franklin D. Roosevelt, "Proclamation 2039 – Bank Holiday, March 6-9, 1933" (speech, Washington, D.C., March 6, 1933), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/proclamation-2039-bank-holiday-march-6-9-1933-inclusive#:~:text=Roosevelt%2C%20President%20of%20the%20United,declare%20that%20from%20Monday%2C%20the). Le 9 mars, l'administration Roosevelt parvint à obtenir du Congrès l'adoption du *Emergency Banking Relief Act* (Emergency Banking Relief Act of 1933, 48 Stat. 1.), visant à stabiliser le système bancaire. Le *National Industrial Recovery Act* (National Industrial Recovery Act of 1933, 48 Stat. 195.) autorisa le président à réguler l'industrie afin de mettre en place des prix et salaires justes qui permettraient de stimuler la croissance économique. La loi permit la création de la *National Recovery Administration*, qui devait superviser l'application de codes de commerce équitables et garantissait aux travailleurs le droit aux négociations collectives (l'administration permettait et encourageait la création d'alliances industrielles et instaura des « codes de compétition équitable » (*codes of fair competition*) qui fixèrent les prix et salaires, établirent des quotas de production, et imposèrent des restrictions quant à l'accès d'autres entreprises dans les alliances mises en place). Dans le domaine de l'agriculture,

entendre sa volonté d'intervenir activement dans le domaine de l'économie, lorsqu'il avait annoncé durant son discours d'investiture : « I am prepared under my constitutional duty to recommend the measures that a stricken nation in the midst of a stricken world may require »[119]. Cette période des cent jours vit également l'émergence d'un certain nombre de programmes destinés à venir en aide aux personnes affectées par la crise économique. Ainsi, la *Federal Emergency Relief Administration* prévoyait de fournir aux États et régions de l'argent fédéral pour venir en aide aux sans-emplois ; la *Civil Works Administration* fut conçue comme un programme à court terme pour permettre la création d'emplois ; la *Works Progress Administration* se concentrait quant à elle sur des projets de plus long terme en injectant de l'argent public dans de grands projets d'infrastructures (réseaux de distribution de l'eau, centrales électriques, hôpitaux) afin de créer davantage d'emplois; et enfin le *Civilian Conservation Corps* proposait des emplois aux jeunes hommes.

Cet engagement de l'État fédéral dans la vie économique du pays fut renforcé durant le reste de la présidence Roosevelt. En 1933, son administration signa le *Banking Act*[120] de 1933, aussi connu sous le nom de *Glass-Steagall Act*, qui inaugura la séparation des activités entre banques commerciales et banques d'investissement, afin de prévenir la faillite des banques. En 1935, l'adoption du *National Labor Relations Act*[121], ou *Wagner Act*, qui garantissait aux employés du secteur privé le droit d'organiser des syndicats, de participer à des négociations collectives, et de s'engager dans des actions collectives telles des grèves, continua la révision des relations entre capital et travail engagée par le *National Industrial Recovery Act* de 1933. Par ailleurs, la « Récession Roosevelt » (*The Roosevelt Recession*) de 1937-1938, causée dans une large mesure par l'imposition de mesures d'austérité budgétaire visant à rééquilibrer le budget de l'État dans le contexte d'une économie encore fragile, représenta un tournant pour le président, qui abandonna alors peu à peu l'orthodoxie de la rigueur budgétaire pour se rapprocher des thèses keynésiennes. Ces dernières, caractérisées par une insistance sur l'importance de la consommation pour relancer l'économie et sur la nécessité de dépenses publiques importantes comme meilleur moyen pour lutter contre la récession et la stagnation économique, devinrent, en effet, de plus en plus influentes au sein des politiques publiques de l'administration Roosevelt[122]. Il s'agissait désormais d'encourager la consommation, perçue

le *Farm Credit Act* (Farm Credit Act of 1933, 48 Stat. 257.) établit le *Farm Credit System*, qui créa un groupe d'institutions de prêts coopératifs afin d'assurer un système de crédits pour les agriculteurs.

[119] Franklin D. Roosevelt, "First Inaugural Address" (speech, Washington D.C., March 4, 1933), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/march-4-1933-first-inaugural-address.

[120] Banking Act of 1933, 48 Stat. 162.

[121] National Labor Relations Act of 1935, 49 Stat. 449.

[122] John Maynard Keynes avait adressé le 31 décembre 1933 une lettre ouverte, publiée dans le *New York Times*, au président Roosevelt, dans laquelle il appelait à l'élaboration d'une nouvelle voie économique qui serait tout à

comme le principal moteur de la prospérité économique, quitte à creuser le déficit budgétaire[123]. En avril 1938, lors d'une de ses célèbres « causeries au coin du feu » (*fireside chats*), Roosevelt expliquait à la population étatsunienne que la cause des problèmes économiques auxquels faisait face le pays était liée à un déficit de la demande des ménages, lui-même lié à une pénurie de pouvoir d'achat ; il était donc essentiel de relancer la demande[124]. Le président laissait ainsi entendre qu'il ne percevait plus les dépenses publiques comme un mal nécessaire, ou une mesure d'urgence, mais comme une manière de stimuler la croissance économique, même en temps normal.

Cette volonté de prémunir les individus contre les aléas du capitalisme passa également et surtout par la mise en place des fondements d'un État Providence, dont le rôle serait d'instaurer un filet de sécurité (*safety net*) censé protéger les individus des risques inhérents au système capitaliste. Ainsi, dans son second discours inaugural de janvier 1937, Roosevelt défendait un État interventionniste, qui serait définit par son rôle d'administrateur du bien commun et de protection du peuple étatsunien tout entier :

> We of the Republic sensed the truth that democratic government has innate capacity to protect its people against disasters once considered inevitable, to solve problems once considered unsolvable […] We refused to leave the problems of our common welfare to be solved by the winds of chance and the hurricanes of disaster. […] Government is competent when all who compose it work as trustees for the whole people[125].

Le progrès, ajouta-t-il, devait être mesuré en fonction de la capacité de l'État étatsunien à subvenir aux besoins des plus faibles, et non en fonction de la capacité des plus riches à accumuler toujours plus de richesses[126].

---

la fois réformatrice, en ce qu'elle s'opposerait à l'orthodoxie libérale, et démocratique, et donc distincte du système né de la révolution russe. « You have made yourself the trustee for those in every country who seek to mend the evils of our condition by reasoned experiment within the framework of the existing social system. If you fail, rational change will be gravely prejudiced throughout the world, leaving orthodoxy and revolution to fight it out. But if you succeed, new and bolder methods will be tried everywhere, and we may date the first chapter of a new economic era from your accession to office » (John Maynard Keynes, "Dear Mr President," *New York Times*, December 31, 1933). Il explique notamment la nécessité de trouver de nouvelles méthodes rationnelles, qui combineraient des efforts de redressement sur le court terme ainsi que des réformes davantage structurelles. « You are engaged on a double task, recovery and reform – recovery from the slump, and the passage of those business and social reforms which are long overdue » (Keynes, "Dear Mr President").

[123] Dans son discours annuel au Congrès, en janvier 1938, Roosevelt se disait toujours attaché à l'équilibre budgétaire, mais y apposait certaines conditions qui lui semblaient « raisonnables », et affichait sa volonté d'augmenter le pouvoir d'achat des Américains (Franklin D. Roosevelt, "Annual Message to Congress" (speech, Washington D.C., January 3, 1938), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/annual-message-congress-0).

[124] Franklin D. Roosevelt, "Fireside Chat" (speech, April 14, 1938), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/april-14-1938-fireside-chat-12-recession.

[125] Franklin D. Roosevelt, "Second Inaugural Address" (speech, Washington D.C., January 20, 1937), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-20-1937-second-inaugural-address.

[126] Roosevelt, "Second Inaugural Address." "The test of our progress is not whether we add more to the abundance of those who have much; it is whether we provide enough for those who have too little."

L'adoption du *Social Security Act*[127], le 14 août 1935, associa définitivement le rôle de l'État à la protection des intérêts du peuple ; faisant de lui le garant du bien commun et des droits sociaux des citoyens[128]. L'activisme du Parti démocrate au service du peuple était d'ailleurs alimenté et sous-tendu par une rhétorique de classe qui participait à présenter le Parti démocrate comme le défenseur des classes populaires. En effet, cette rhétorique de polarisation fut très clairement mise en évidence lors de la campagne électorale de 1936. Accusé de tyrannie par certaines organisations pro-business, Roosevelt répondit avec des mots très durs contre les milieux d'affaires. En juin 1936, lors de son discours d'acceptation de la nomination démocrate[129], Roosevelt fustigea la classe des « royalistes économiques » (*economic royalists*), ajoutant que, face à la tyrannie exercée par ces intérêts privés, seul l'État était en mesure de protéger le citoyen étatsunien[130]. En octobre de la même année, dans un discours au *Madison Square Garden*, à New York, il annonça accueillir à bras ouverts la haine unanime venue des milieux d'affaires[131]. En endossant une rhétorique guerrière, destinée à aliéner les élites financières, Roosevelt parvint à se présenter comme un véritable défenseur du peuple. Ainsi, et comme le note Michael Kazin, le soutien pour Roosevelt lors de la campagne de 1936 augmenta parmi tous les groupes de la population, à l'exception notable des plus aisés[132]. Le discours de classe assumé par Roosevelt infiltrait également la lutte du Président contre les monopoles. Dans un discours devant le Congrès en avril 1938, Roosevelt dénonça l'expansion du pouvoir des intérêts privés qui menaçait selon lui la démocratie étatsunienne ainsi que le bon fonctionnement économique du secteur privé[133].

Ce qui transparait clairement dans les discours du président est sa volonté de présenter le gouvernement étatsunien comme une force positive pour le progrès social. Dans un discours dans l'Ohio en 1938, Roosevelt alla jusqu'à établir une équivalence entre l'État et le peuple lui-même, clamant : « Let us not be afraid to help each other – let us never forget that government

[127] Social Security Act of 1935, 49 Stat. 620.
[128] Avant les années 1930, la prise en charge des personnes âgées relevait principalement des autorités locales ou de la solidarité familiale, plutôt que de l'État fédéral. Le passage du *Social Security Act* inaugura un système national. Il mit en place un système d'allocations de retraites pour les travailleurs, des allocations pour les victimes d'accidents industriels, une assurance chômage, ainsi qu'un système d'aides pour les mères dépendantes et leurs enfants, les personnes aveugles, ainsi que les personnes handicapées.
[129] Franklin D. Roosevelt, "Acceptance Speech for the Renomination for the Presidency" (speech, Philadelphia, June 27, 1936), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/acceptance-speech-for-the-renomination-for-the-presidency-philadelphia-pa.
[130] Franklin D. Roosevelt, "Acceptance Speech for the Renomination for the Presidency."
[131] Franklin D. Roosevelt, "Address at Madison Square Garden" (speech, New York City, October 31, 1936), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-madison-square-garden-new-york-city-1.
[132] Michael Kazin, *What It Took to Win: A History of the Democratic Party* (Farrar, Straus and Giroux, 2022), 177.
[133] Franklin D. Roosevelt, "Message to Congress on Curbing Monopolies" (Washington D.C., April 29, 1938), https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-congress-curbing-monopolies.

is ourselves and not an alien power over us »[134]. Cette attitude marquait un écart considérable par rapport à la philosophie non-interventionniste du XIXème siècle ; désormais, la notion de sécurité était au cœur du contrat social qui devait lier le peuple à son gouvernement[135].

Comme l'explique John Gerring, les partis politiques étatsuniens ont eu tendance, au cours de leur histoire, à s'approprier les grands symboles de l'Amérique, telles les notions de liberté, de démocratie, d'opportunité, etc., et d'en infléchir le sens[136]. C'est précisément dans l'inflexion du contenu sémantique de valeurs éminemment étatsuniennes, nous semble-t-il, que réside l'importance cruciale du *New Deal*. En effet, si ce dernier revendiqua ouvertement sa fidélité aux principes étatsuniens, il ne consista pas uniquement en une redéfinition des moyens pour parvenir aux mêmes objectifs. Tout au contraire, le *New Deal* initia une véritable redéfinition des valeurs du contrat social inscrites dans la Déclaration d'indépendance. Initialement perçu essentiellement en termes politiques, les notions de liberté et d'égalité, notamment, acquirent sous la houlette de Franklin Roosevelt une dimension plus nettement économique. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé en janvier 1941, Roosevelt élargit sa conception de la liberté en ajoutant aux deux traditionnelles libertés d'expression et de croyance celles d'être libéré de la peur et de la nécessité[137].

Roosevelt paracheva d'inscrire cette nouvelle acception de la liberté dans le mainstream politique en l'adossant à un vaste projet politique, que le président présenta au Congrès lors de son célèbre discours sur l'état de l'Union de 1944. Roosevelt y insista sur la nécessité de concevoir la liberté également dans sa dimension économique : « We have come to a clear realization of the fact that true individual freedom cannot exist without economic security and independence. 'Necessitous men are not free men'. People who are hungry and out of a job are the stuff of which dictatorships are made »[138]. C'est précisément au nom de cette nouvelle conception de la liberté que Roosevelt annonça sa volonté d'inaugurer une « Seconde

---

[134] Franklin D. Roosevelt, "Address at Marietta, Ohio" (speech, Marietta, Ohio, July 4, 1938), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-marietta-ohio.
[135] Milkis and Mileur, *New Deal*, 3. "Security was now to be the new self-evident truth of political life."
[136] Gerring, *Party Ideologies*, 8.
[137] Franklin D. Roosevelt, "State of the Union Address" (speech, Washington D.C., January 6, 1941), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-6-1941-state-union-four-freedoms. Cette conception toute rooseveltienne de la notion de « liberté » avait incidemment été amorcée plus tôt. En témoignent notamment les écrits de Woodrow Wilson qui, dans la section intitulée « What Is Liberty? » de son ouvrage *The New Freedom: A Call For the Emancipation of the Generous Energies of a People*, écrivait : « Freedom today is something more than being let alone. The program of a government of freedom must in these days be positive, not negative merely » (Woodrow Wilson, *The New Freedom: A Call For the Emancipation of the Generous Energies of a People* (E-book; Doubleday Page & Company, 1913)). La transition d'une conception essentiellement négative de la liberté à une conception positive avait donc déjà infiltré la pensée libérale aux États-Unis.
[138] Franklin D. Roosevelt, "State of the Union Message to Congress" (Washington D.C., January 11, 1944), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/state-the-union-message-congress.

Déclaration des Droits », qui devait offrir aux citoyens une nouvelle base de sécurité et de prospérité[139]. Selon Roosevelt, la société étatsunienne ne pouvait pas se satisfaire de voir une partie de sa population mal-nourrie, mal-habillée, mal-logée, et en situation de précarité[140]. Ainsi, il convenait de reconnaître et d'instituer de nouveaux droits sociaux et économiques[141] afin de garantir les principes étatsuniens d'égalité et de liberté.

D'une acception de la liberté comme absence de domination (de la part de l'État, notamment), le libéralisme avait adopté une conception plus positive de la liberté, qui requérait une intervention de l'État afin de garantir une certaine égalité entre les individus. Pour Alterman et Mattson, Roosevelt avait effectivement initié une révision radicale des principes sous-jacents au courant principal de la démocratie étatsunienne (*mainstream*)[142]. Rejetant l'étiquette *progressive* au profit de celle de *liberal* permit d'ailleurs précisément à Roosevelt de présenter son projet politique et l'idéologie qui lui était sous-jacente comme un prolongement de la pensée des droits naturels de John Locke et donc comme s'inscrivant dans la continuité de la tradition philosophique étatsunienne. La volonté d'inscrire son projet dans le sillage du mainstream étatsunien fut notamment mis en évidence lors d'un discours prononcé en août 1934 dans le Wisconsin, où Roosevelt présenta le *New Deal* comme émanant des valeurs fondatrices du pays :

> The new deal is an old deal – as old as the earliest aspirations of humanity for liberty and justice and the good life. It is as old as Christian ethics, for basically its ethics are the same. It is new as the Declaration of Independence was new, and the Constitution of the United States; its motives are the same. It voices the deathless cry of good men and good women for the opportunity to live and work in freedom, the right to be secure in their homes and in the fruits of their labor, the power to protect themselves against the ruthless and the cunning. It recognizes that man is indeed his brother's keeper, insists that the laborer is worthy of his hire, demands that justice shall rule the mighty as well as the weak[143].

Le libéralisme du *New Deal*, s'il constitua effectivement un écart considérable vis-à-vis du libéralisme économique tel qu'il avait été conceptualisé par John Locke, conserva néanmoins certains de ses principes, et notamment l'importance accordée aux principes d'individualisme et de propriété privée. Il se trouva traversé d'une tension entre deux tendances en apparence contradictoires : d'une part, il signalait une volonté de faire intervenir l'État dans les affaires économiques et sociales du pays et de garantir un certain degré de protection sociale face aux incertitudes du système capitaliste ; d'autre part, il indiquait une réticence à l'égard de

[139] Roosevelt, "State of the Union Message" (1944).
[140] Roosevelt, "State of the Union Message" (1944).
[141] Roosevelt, "State of the Union Message" (1994).
[142] Alterman and Mattson, *The Cause*.
[143] Franklin D. Roosevelt, "Address Delivered at Green Bay, Wisconsin" (speech, Green Bay, Wisconsin, August 9, 1934), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-delivered-green-bay-wisconsin.

l'interventionnisme étatique et une tendance à vouloir s'inscrire dans des logiques capitalistes, ce qui se traduisit notamment par une volonté de privilégier la décentralisation[144], ainsi que par une alliance entre secteur public et secteur privé, résultant en un système marqué par le dualisme[145].

C'est précisément cette dualité qui explique l'avènement d'un État Providence « résiduel », caractérisé par le rôle dominant du marché et où les pouvoirs publics s'efforcent de compléter la prévoyance individuelle et la protection offerte par le secteur privé, offrant un minimum de subsistance aux plus démunis qui ne peuvent bénéficier d'une couverture assurantielle privée. Ainsi, plutôt que de revêtir un caractère universel, la citoyenneté sociale (*social citizenship*)[146] se trouva corrélée à la participation des citoyens au marché. Comme le démontre Gøsta Esping-Andersen dans *The Three Worlds of Welfare Capitalism* (1990)[147], l'État Providence étatsunien n'a jamais institutionalisé une logique de « démarchandisation » (*decommodification*), ce qui aurait impliqué que la couverture sociale soit conçue comme un droit accessible à tous les citoyens sans rapport à leur participation au marché[148], et reste donc profondément ancré dans des logiques capitalistes. La mise en place d'un État Providence étatsunien fut en effet guidée par une volonté de stabiliser, et donc de sauvegarder, le système capitaliste, bien plus que par souci d'assurer une protection sociale et économique universelle aux citoyens[149]. C'est ce que révèlent les propos de la secrétaire au travail de l'époque, Frances Perkins, qui avait déclaré lors d'une audition devant le Congrès : « [B]y paying over money to persons who would not otherwise have any income, you are creating purchasing power which will […] sustain the purchase which will be made from the great manufacturing and mercantile systems of the country »[150].

L'État Providence étatsunien s'inscrit ainsi dans la catégorie de « régime libéral » telle que conceptualisée par Esping-Andersen et qui se caractérise par la prédominance d'une assurance soumise à des conditions de ressources, des transferts universels modestes, ainsi que

[144] Michael B. Katz, *The Price of Citizenship: Redefining the American Welfare State* (Owl Books, 2001), 10.
[145] Brinkley, *End of Reform*; Brent Cebul, *Illusions of Progress: Business, Poverty, and Liberalism in the American Century* (E-book; University of Pennsylvania Press, 2023).
[146] Suzanne Mettler définit la citoyenneté sociale comme les aides ayant trait aux besoins fondamentaux de sécurité économique et de bien-être social auxquels ont accès les citoyens en vertu de leur appartenance à la communauté politique (Suzanne Mettler, "Social Citizens of Separate Sovereignties: Governance in the New Deal Welfare State," in *The New Deal and the Triumph of Liberalism*, ed. Sidney M. Milkis and Jerome M. Mileur (University of Massachusetts Press, 2002), 234).
[147] Gøsta Esping-Andersen, *The Three Worlds of Welfare Capitalism* (Princeton University Press, 1990).
[148] Esping-Andersen, *Three Worlds of Welfare Capitalism,* 22.
[149] Jill S. Quadagno, "Welfare Capitalism and the Social Security Act of 1935," *American Sociological Review* 49, no. 5 (1984): 640, https://doi.org/10.2307/2657274; and Mark Blyth, *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century* (Cambridge University Press, 2002), 66.
[150] Cité dans Blyth, *Great Transformations*, 66.

des programmes d'assurance sociale restreints[151]. De plus, les droits sociaux sont généralement associés à une forme de stigmatisation des ayants droit et l'État encourage, activement (en subventionnant des programmes sociaux) ou de manière indirecte (en ne garantissant qu'un minimum de sécurité), le secteur privé[152]. Cette tension inhérente au libéralisme du *New Deal* contribua à durablement orienter et circonscrire le développement de l'État Providence étatsunien[153].

6. Démocratie et représentation politique.

Les notions de démocratie et de démocratie représentative font l'objet de controverses théoriques au sein des sciences politiques. Dans une large mesure, ces polémiques puisent leur origine dans une indétermination quant au degré d'investissement populaire que devrait rechercher tout système qui se réclamerait d'une forme de démocratie, ainsi que dans le constat d'un décalage entre l'idéal démocratique et la manière dont celui-ci est incarné dans les faits. Si les systèmes de démocratie représentative sont aujourd'hui largement considérés comme l'une des formes de la démocratie, ce lien n'a toutefois pas de fondement historique. Hanna Pitkin explique en effet que les deux concepts émergèrent dans des contextes historiques radicalement différents : alors que la démocratie apparut en Grèce Antique et renvoyait alors à une forme directe et participative de politique, le concept de représentation fit son apparition durant le début de la période moderne et n'avait alors rien à voir avec la démocratie[154].

[151] Blyth, *Great Transformations*, 26.
[152] Blyth, *Great Transformations*, 26.
[153] La notion de « dépendance au sentier » (*path dependency*), d'abord développée par Paul David en 1985, est utile à cet égard car elle permet d'expliquer pourquoi, une fois engagées sur cette voie, les institutions ont tendance à résister au changement. En effet, Paul Pierson explique qu'avec le temps, il devient de plus en plus coûteux, voire impossible, de ne pas respecter les règles et les normes posées par les choix politiques précédents, c'est ce qu'il nomme mécanismes de « rendements croissants » (*increasing returns*) (Paul Pierson, "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics," *The American Political Science Review* 94, no. 2 (2000): 252, https://doi.org/10.2307/2586011.). Ces effets d'auto-renforcement impliquent de fait une importante continuité des processus politiques et institutionnels ainsi que d'importants obstacles aux changements. Tout en posant les fondements de l'État Providence étatsunien, les politiques issues du *New Deal* ont ainsi fortement contraint et circonscrit son évolution future. En témoignent les programmes *Medicare* et *Medicaid*, mis en place lors de l'administration Johnson, et qui mettent en lumière la résilience du dualisme du système de santé étatsunien dans lequel les pouvoirs publics n'exercent qu'une fonction résiduelle et laissent une part importante au secteur privé. C'est d'ailleurs précisément ce dualisme qui explique que le système de sécurité sociale soit tellement contesté aux États-Unis. Comme l'indique Michael Katz, en faisant dépendre les prestations sociales de la participation au marché du travail, le système de sécurité sociale étatsunien a, de fait, créé deux catégories de citoyens : ceux qui bénéficient de droits en matière de sécurité sociale et les autres (Katz, *Price of Citizenship,* 2). Ainsi, cette division a, à son tour, alimenté un phénomène de stigmatisation des bénéficiaires des aides gouvernementales, considérés comme non-méritants du fait de leur non-participation au marché du travail (Michael B. Katz, *The Undeserving Poor: From the War on Poverty to the War on Welfare* (Pantheon Books, 1990), 10.).
[154] Hanna Pitkin, "Representation and Democracy: Uneasy Alliance," *Scandinavian Political Studies* 27, no. 3 (2004): Voir également: Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif* (Flammarion, 2019), 11: « Les démocraties contemporaines sont issues d'une forme de gouvernement que ses fondateurs opposaient à la démocratie ».

D'ailleurs, nombre d'acteurs politiques différenciaient ces deux concepts. Aux États-Unis, James Madison distinguait ainsi le gouvernement représentatif, qu'il nommait « République », de la démocratie, et soulignait les avantages que conférait le premier en termes de mise à distance des tendances irrationnelles du peuple :

> The effect of the first difference is, on the one hand, to refine and enlarge the public views, by passing them through the medium of a chosen body of citizens, whose wisdom may best discern the true interest of their country, and whose patriotism and love of justice will be least likely to sacrifice it to temporary or partial considerations. Under such a regulation, it may well happen that the public voice, pronounced by the representatives of the people, will be more consonant to the public good than if pronounced by the people themselves, convened for the purpose[155].

Les penchants élitistes de la démocratie représentative ont été décriés par un certain nombre de théoriciens, qui, à l'instar de Robert Michels, ont accusé le système représentatif de pratiquer une forme très limitée de démocratie. Dans *A Sociological Study of the Oligarchial Tendencies of Modern Democracy* (1911), Michels souligne la dimension éminemment monarchique que revêt tout système de gouvernement représentatif :

> Under representative government the difference between democracy and monarchy, which are both rooted in the representative system, is altogether insignificant — a difference not in substance but in form. The sovereign people elects, in place of a king, a number of kinglets. Not possessing sufficient freedom and independence to direct the life of the state, it tamely allows itself to be despoiled of its fundamental right. The one right which the people reserves is the 'ridiculous privilege' of choosing from time to time a new set of masters[156].

Ainsi, si le pouvoir émane effectivement du peuple, il finit toujours par outrepasser ce dernier : « All power thus proceeds in a natural cycle: issuing from the people, it ends by raising itself above the people »[157].

À l'inverse, certains théoriciens dits « réalistes » (ou « élitistes », du point de vue de leurs détracteurs), ont estimé que le caractère élitiste de la démocratie représentative découlait de certaines contraintes, telles que l'étendue numérique de l'électorat ou encore l'indifférence de celui-ci vis-à-vis de la politique, rendant nécessaire un écart par rapport à l'idéal démocratique de souveraineté populaire. C'est notamment la thèse que défend Elmer Eric Schattschneider dans *The Semi Sovereign People* (1960), où il conçoit un bon système démocratique comme celui qui serait en mesure de protéger le public d'attentes jugées impossibles, car reposant sur une conception idéalisée de la démocratie : « A good democratic

---

[155] James Madison, *Federalist No. 10*, *New York Packet*, November 23, 1787, https://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp.
[156] Robert Michels, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchial Tendencies of Modern Democracy* (E-book; Martino Fine Books, [1911] 2016). Voir également Manin, *Principes du gouvernement représentatif*.
[157] Michels, *Political Parties.*

system protects the public against the demand that it do impossible things »[158]. La démocratie est alors conçue comme un « système politique compétitif dans lequel les dirigeants et les organisations définissent les alternatives en termes de politiques publiques de telle manière à ce que le public puisse participer dans le processus décisionnel »[159], autrement dit, comme un système politique dominé par des élites politiques, et ne laissant que peu de place à la participation populaire. L'initiative politique, ajoute Schattschneider, appartient avant tout au gouvernement ou à l'opposition et le peuple profite de ce système mais ne peut pas, à lui seul, faire fonctionner le système[160].

Les systèmes représentatifs sont ainsi sous-tendus par une tension entre principe représentatif et principe démocratique, et c'est précisément cet équilibre précaire qui garantit au système sa légitimité. Ce tiraillement entre éléments élitistes et éléments démocratiques expose ainsi le système au risque de voir la balance déséquilibrée et donc de devoir faire face à une crise de sa légitimité, qui se traduit généralement par des revendications de démocratisation du système.

Le concept de représentation est tout aussi compliqué à circonscrire que celui de démocratie. Dans son analyse des réformes institutionnelles mises en place par le Parti démocrate suite aux recommandations de la Commission McGovern-Fraser, Austin Ranney met en lumière l'indétermination qui entoure le concept de représentation politique et demande : « Is the essence of representation the fact that the constituents have authorized the representative to act in their place? Or that he is accountable to them? Or that he shares their class or religion or race? Or that he acts in their best interest? Or what? »[161]. Diverses interprétations du terme ont été proposées et l'on peut, par souci de simplification, distinguer deux grandes écoles : d'une part un modèle de représentation par « délégation » (*delegate model*), où le représentant est considéré comme l'agent (ou le délégué) des représentés, et, ayant reçu son mandat de l'électorat, est lié à ce dernier par une forme de relation contractuelle. Dans cette optique, le représentant est essentiellement jugé en vertu de sa capacité à mettre en œuvre des politiques qui reflètent la volonté de l'électorat, et ce modèle s'inscrit de ce fait dans une

[158] Elmer E. Schattschneider, *The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America* (Holt, Rinehart and Winston, 1960), 140.
[159] Schattschneider, *Semisovereign People*, 141. Notre traduction.
[160] Schattschneider, *Semisovereign People*, 141. "Democracy is a competitive political system in which competing leaders and organizations define the alternatives of public policy in such a way that the public can participate in the decision-making process. The initiative in this political system is to be found largely in the government or in the opposition. The people profit by this system, but they cannot, by themselves, do the work of the system."
[161] Austin Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction: Party Reform in America* (University of California Press, 1975), 111.

forme de représentation que l'on pourrait qualifier de « populiste »[162]. À l'inverse, la seconde conception conçoit le représentant comme une sorte de dépositaire (*trustee model*) qui bénéficierait d'une grande part d'indépendance vis-à-vis de ses électeurs. Dans une large mesure, le représentant est principalement jugé à l'aune de ses compétences et de la confiance qu'il inspire, plutôt qu'à la mesure de sa capacité à remplir ses promesses de campagne, et cela explique pourquoi ce modèle de représentation peut être considéré comme relevant de tendances technocratiques[163]. Les enjeux de cette controverse, devenue classique dans la littérature sur la représentation politique[164], peut être résumée ainsi : un représentant doit-il donner priorité à la volonté de son électorat, et donc être lié, d'une manière ou d'une autre (par un mandat ou des instructions, notamment), à cette volonté ; ou devrait-il être libre de prendre les décisions qui lui semblent, en vertu de son jugement personnel, le mieux à même de garantir le bien commun ? Si pour certains théoriciens, le gouvernement représentatif repose avant tout sur une forme de curatelle (*trusteeship*)[165], d'autres estiment au contraire que la volonté de l'électorat devrait d'une certaine manière guider les actions des représentants[166].

Dans *The Concept of Representation* (1972), Hanna Pitkin propose une définition minimale de la représentation dans laquelle celle-ci est envisagée comme l'action par laquelle une chose qui n'est pas formellement présente est rendue présente de manière non littérale[167]. Selon Pitkin, ce sont avant tout les arrangements institutionnels qui définissent un gouvernement représentatif, et non les actions individuelles de ses acteurs et actrices[168]. Ainsi,

---

[162] Daniele Caramani, "Will vs. Reason: The Populist and Technocratic Forms of Political Representation and Their Critique to Party Government," *American Political Science Review* 111, no. 1 (February 2017): 56.
[163] Caramani, "Will vs. Reason," 56.
[164] Hanna Pitkin la surnomme la « controverse mandat-indépendance » (*the mandate-independence controversy*) (Hanna F. Pitkin, *The Concept of Representation* (University of California Press, 1972), 145.).
[165] Voir notamment ces sources anciennes : Henry J. Ford, *Representative Government* (Henry Hold and Co., 1924), 148. "[Representative government] by its essential nature […] is a trusteeship"; Samuel Bailey, *The Rationale of Political Representation* (R. Hunter, 1835), 77–80. "The business of the voters is not […] to determine what regulations affecting their own welfare shall be passed, but merely to appoint persons to determine for them. […] They are not required to pass on the merits of complicated political questions, but on the fitness of individuals for the duties of legislation. […] There are similar grounds for judging in this case, as there are in choosing a lawyer to plead a cause, or a physician to treat a case"; F. H. Knight, *Intelligence and Democratic Action* (Harvard University Press, 1960), 185–86. "Essentially the freedom permitted to the patient is that of choosing his doctor, and of terminating the relation at will—if he can! […] under modern conditions freedom is largely that of choosing agents, of deputizing actual decision-making."
[166] Voir notamment : Sidney Hook, *Reason, Social Myths and Democracy* (The John Day Company, 1940), 287. "The effective working of democracy demands the presence of a number of […] conditions. Among these, the active participation of the governed in the processes of government is primary. By active participation is meant not the attempt to do the specific work of officials but free discussion and consultation on public policies, and voluntary cooperation in the execution of mandates reached through the democratic process."
[167] Pitkin, *Concept of Representation*, 8-9. "Representation, taken generally, means the making present *in some sense* of something which is nevertheless *not* present literally or in fact."
[168] Pitkin, *Concept of Representation*, 234. "Representative government is not defined by particular actions at a particular moment, but by long-term systematic arrangements—by institutions and the way in which they function. […] We require functioning institutions that are designed to, and really do, secure a government responsive to public interest and opinion."

un gouvernement représentatif nécessite la présence de mécanismes (*machinery*) permettant l'expression continue de la volonté des représentés et exige que le gouvernement soit généralement réceptif à cette volonté, sauf dans les cas où un écart vis-à-vis de cette dernière saurait être justifié en termes de protection de l'intérêt général :

> It seems to me that we show a government to be representative […] by demonstrating that its subjects have control over what it does [...]. A representative government must not merely be in control, not merely promote the public interest, but must also be responsive to the people […]. For in a representative government the governed must be capable of action and judgment, capable of initiating government activity, so that the government may be conceived as responding to them […]. Correspondingly, a representative government requires that there be machinery for the expression of the wishes of the represented, and that the government respond to these wishes unless there are good reasons to the contrary. There need not be a constant activity of responding, but there must be a constant condition of responsive*ness*, of potential readiness to respond[169].

Un système basé sur le principe de représentation politique n'exige donc pas des représentants que ceux-ci soient continuellement réceptifs à la volonté de l'électorat, mais plutôt que le système lui-même soit réceptif en permettant à la volonté populaire de s'exprimer. Tout comme la démocratie, la notion de gouvernement représentatif est finalement sous-tendue par une tension entre idéal et pratique ; elle incorpore tout à la fois une idée abstraite, presque métaphorique, selon laquelle le peuple d'un pays est présent dans les actions de son gouvernement ainsi que des institutions concrètes visant en principe à garantir un tel objectif[170].

En dernière analyse, il convient donc de reconnaître que tout système de démocratie représentative incarne inéluctablement une forme d'équilibre précaire entre des tendances démocratiques, ou centrifuges, et des tendances élitistes, ou centripètes[171]. La démocratie représentative représente à bien des égards une forme affaiblie, ou « diluée »[172], de démocratie, comme l'affirme d'ailleurs très justement Benjamin Barber : « Representative democracy is a thin theory of democracy because it holds democratic values only provisionally: they are prudential, conditional, or instrumental with respect to other ends (negative freedom, rights, private property…) that are themselves individualistic and privatistic »[173]. C'est précisément dans la faille entre l'idéal démocratique et les tendances élitistes du gouvernement représentatif que vient se nicher le populisme.

---

[169] Pitkin, *Concept of Representation*, 232-3.
[170] Pitkin, *Concept of Representation*, 235.
[171] Benjamin R. Barber, "The Undemocratic Party System: Citizenship in an Elite/Mass Society," cited in *Political Parties in the Eighties*, ed. Robert A. Goldwin (American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980), 39. Barber utilise les termes « centrifuge » et « centripète » pour caractériser ces mêmes forces démocratiques et élitistes qui traversent également les partis politiques.
[172] Barber, "Undemocratic Party System," 46.
[173] Barber, "Undemocratic Party System," 44-5.

7. La controverse autour de la notion de « populisme ».

Le populisme est aujourd'hui largement considéré comme un discours politique qui juxtaposerait, pour les opposer, « le peuple » et les « élites »[174], et se trouve le plus souvent associé à l'extrême droite en Europe. Mais, comme l'explique l'historien Charles Postel, cette analyse n'a ni spécificité analytique ni véritable ancrage dans l'histoire du populisme aux États-Unis[175]. Afin d'arriver à une meilleure compréhension des conflits sociaux et politiques contemporains, il est essentiel de comprendre plus précisément l'évolution sémantique du terme « populisme » ainsi que les différents mouvements qu'il sert à qualifier. Ce terme a une histoire intellectuelle mouvementée[176]. Il est omniprésent dans les médias pour décrire des phénomènes politiques contemporains en rupture avec l'*establishment* et le *statu quo*, mais son contenu sémantique reste souvent imprécis. Paul Taggart le qualifie ainsi de « caméléon » qui adopte les couleurs de son environnement :

> Populism has an essentially chameleonic quality that means it always takes on the hue of the environment in which it occurs. This is not as a disguise or camouflage, because populism is always partially constituted by aspects of the environment in which it finds itself. Another way of saying this is to say that populism has primary and secondary features, and that one of its primary features is that it takes on, as a matter of course, secondary features from its context[177].

Du populisme aux États-Unis.

Les définitions étatsuniennes et européennes du populisme sont marquées par ce qu'Anton Jäger qualifie de « différence existentielle »[178]. Alors que le terme se voit généralement attribuer des connotations négatives dans le contexte européen, où il est typiquement associé à des tendances ethno-racistes et proto-fascistes[179], il est compris de manière sensiblement différente dans le contexte étatsunien en raison d'un contexte historique spécifique. Boriello et Jäger expliquent que le populisme permet en effet « l'inclusion politique temporaire de secteurs populaires souvent ignorés (les « sans-part » de Jacques Rancière) et l'extension de leurs droits »[180]. Cette vision plus positive du concept trouve ses racines dans l'histoire du mouvement populiste étatsunien, né à la fin du XIXème siècle, lorsque plusieurs coopératives agricoles se rassemblèrent pour former la *Farmers' Alliance* dans le but de résister

[174] Charles Postel, "Populism as a Concept and the Challenge of U.S. History," *IdeAs. Idées d'Amériques*, no. 14 (October 2019), https://journals.openedition.org/ideas/6472.
[175] Postel, "Populism as a Concept."
[176] Arthur Borriello et Anton Jäger, "Le populisme en débat," *Esprit Presse*, avril 2020, https://esprit.presse.fr/article/arthur-borriello-et-anton-jager/le-populisme-en-debat-introduction-42640,
[177] Paul Taggart, *Populism* (Open University Press, 2000), 4.
[178] Anton Jäger, "The Myth of 'Populism'," *Jacobin*, January 3, 2018, https://jacobinmag.com/2018/01/populism-douglas-hofstadter-donald-trump-democracy.
[179] Borriello et Jäger, "Le populisme en débat," 53.
[180] Borriello et Jäger, "Le populisme en débat," 46.

au système de crédit (*crop-lien system*) très répandu parmi les producteurs de coton du Sud entre 1860 et 1930[181]. Après l'échec électoral du *Union Labor Party* en 1888, le *People's Party*, ou *Populist Party*, fut créé en 1891. Ses membres souhaitaient amener une « révolution politique », qui saperait les fondements du pouvoir des grandes entreprises et donc leur influence[182]. Au tournant du XXème siècle, les populistes et les socialistes partageaient d'ailleurs une même généalogie idéologique[183], le Parti socialiste ayant été fondé par un groupe de Populistes déçus par le rapprochement entre le *People's Party* et les Démocrates pendant la campagne présidentielle de 1896[184]. Le socialisme étatsunien fut ainsi fondé à partir de l'héritage rural du Parti populiste, mais en déplaça néanmoins le centre de gravité vers des entités plus prolétaires et urbaines[185]. Dans le contexte étatsunien de la fin du XIXème siècle, le populisme était donc synonyme de lutte pour davantage de justice sociale et contre les monopoles capitalistes.

Les premières analyses du mouvement Populiste, diffusées par les historiens de l'École progressiste, en véhiculent une image essentiellement positive. En attestent l'ouvrage de John D. Hicks, *The Populist Revolt: A History of the Farmers' Alliance and the People's Party* (1931)[186] ainsi que celui de C. Vann Woodward intitulé *Origins of the New South, 1877-1913* (1951)[187], où le mouvement Populiste est décrit comme une lutte obstinée des petits fermiers contre la menace capitaliste. Dans cette même lignée, Vernon Parrington élabore dans son ouvrage de 1930 une image très méliorative de la lutte Populiste, assimilant ses acteurs aux derniers représentants de la tradition jeffersonienne :

> The Locofoco movement, the Free-soil Party, the early Republican Party, the Greenback Party, the Populist Party, the Progressive Party, have had a common objective, namely to carry further the movement inaugurated by the Jeffersonians to make of America a land of democratic equality and opportunity— to make government in America serve man rather than property[188].

---

[181] Ce système liait en effet les producteurs à des marchands locaux. Afin de garantir le remboursement de leur prêt, les marchands avaient un droit de gage sur la production de leurs débiteurs et, une fois la récolte vendue, étaient les premiers à être payés. Mais, étant donné que ces mêmes marchands qui faisaient des prêts aux producteurs étaient également ceux qui vendaient le grain de ces derniers sur le marché, il leur était aisé de pratiquer des prix excessifs. Les producteurs étaient par conséquent prisonniers d'un cycle de servitude pour dettes (Lawrence Goodwyn, *Democratic Promise: The Populist Moment in America* (Oxford University Press, 1978), 26).

[182] Charles Postel, "If Trump and Sanders are Both Populists, What Does Populist Mean?," *The American Historian* (August 2016), https://www.oah.org/tah/issues/2016/february/if-trump-and-sanders-are-both-populists-what-does-populist-mean/.

[183] Jäger, "Myth of 'Populism'."

[184] Jäger, "Myth of 'Populism'."

[185] Jäger, "Myth of 'Populism'."

[186] John D. Hicks, *Populist Revolt: A History of the Farmers' Alliance and the People's Party* (University of Minnesota Press, 1931).

[187] C. Vann Woodward, *Origins of the New South, 1877–1913: A History of the South* (LSU Press, [1951] 1981).

[188] Vernon Louis Parrington, *Main Currents in American Thought* (Harcourt, 1930), xxiv.

Dans les années 1940, les historiens marxistes, à l'instar de Anna Rochester[189] et de Chester McArthur Destler[190], voient dans le Populisme une forme intrinsèquement étatsunienne de radicalisme[191]. Pour Rochester, le mouvement populiste aurait durablement marqué la tradition radicale étatsunienne et aurait à certains égards représenté le mouvement socialiste que le pays n'avait jamais eu :

> When this war against fascism is completely won, the American people – workers, farmers, small businessmen, housewives, Negro and white, Jew and Gentile – will be trying to shape a future that is better than the past. That they will be ready to move rapidly toward socialism is extremely doubtful. The Populist tradition is so strong among us and so deeply rooted in the earlier stages of capitalist development that many sincere defenders of democracy and economic security for the masses still seek a revival of the past instead of looking toward a creative future[192].

Au cours du XXème siècle, et notamment avec l'avènement de la Guerre Froide dans les années 1950, l'association du populisme à la question de la justice sociale se trouva supplantée par la perception du populisme comme véhicule d'une idéologie irrationnelle et paranoïaque. La passerelle historiographique et idéologique entre conservatisme et populisme trouve son origine dans les thèses développées par Richard Hofstadter. Dans un article datant de 1964 dans *Harper's Magazine* et intitulé « The Paranoid Style in American Politics », Hofstadter décrit les Populistes comme les ancêtres d'un « style paranoïaque » et établit un parallèle entre le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy et le mouvement populiste[193]. Dans son ouvrage révisionniste *The Age of Reform* (1955)[194], Hofstadter s'applique ainsi à démontrer que le mouvement populiste étatsunien de la fin du XIXème siècle représentait le signe avant-coureur du sectarisme qui allait ensuite caractériser le Maccarthysme et établit un contraste entre le « mythe agraire » populiste et les « réalités économiques » de la fin du XIXème siècle[195]. Le populisme incarnait selon lui une menace polymorphe, que ce soit dans ses manifestations de droite ou de gauche, et fut alors perçu principalement comme un phénomène culturaliste plutôt que comme un mouvement ayant cherché à combattre l'exploitation économique. Cette analyse fut relayée par d'autres historiens de l'école du consensus, tels que Daniel Bell ou Seymour Martin Lipset.

Le mégalithe historiographique que constitue *The Age of Reform* fut toutefois presque immédiatement revisité par plusieurs générations d'historiens, dont Walter Nugent, Norman

---

[189] Anna Rochester, *The Populist Movement in the United States* (International Publishers, 1943).
[190] Chester McArthur Destler, *American Radicalism 1865–1901* (Quadrangle, 1946).
[191] Selon Destler, la tradition radicale étatsunienne fut essentiellement caractérisée par un rejet du traditionalisme, une volonté de rompre radicalement avec le passé, et une attitude innovatrice (Destler, *American Radicalism,* vii.).
[192] Rochester, *The Populist Movement in the United States,* 121-2.
[193] Richard Hofstadter, "The Paranoid Style in American Politics," *Harper's Magazine* (1964), https://harpers.org/archive/1964/11/the-paranoid-style-in-american-politics/.
[194] Hofstadter, *Age of Reform*.
[195] Hofstadter, *Age of Reform*, 40.

Pollack[196], Alan Brinkley, C. Vann Woodward, Gene Clanton, ou encore Peter Argersinger, qui établirent que la thèse de Hofstadter était en réalité basée sur une part d'exagération et une logique parfois contestable[197]. Cette période de « révision des thèses révisionnistes » (*revision of the revisionists*) a permis à un certain nombre d'historiens de remettre en lumière la dimension progressiste du mouvement. En 1962, dans un ouvrage intitulé *The Tolerant Populists: Kansas Populism and Nativism*[198], Walter Nugent publia sa thèse contre-révisionniste qui entama de renverser l'historiographie dominante. Nugent y décrit les Populistes comme étant tournés vers l'avenir, insistant particulièrement sur les réformes économiques envisagées par le mouvement. Il souligne également les racines locales, sociales, culturelles et politiques du Populisme, son ancrage dans les catégories sociales marginalisées, ainsi que la dimension rationnelle des mesures politiques proposées et destinées à atténuer la souffrance économique. Dans *Populist Response to Industrial America* (1962)[199], Norman Pollack s'inscrit dans le sillon de son prédécesseur et propose une histoire intellectuelle du Populisme, insistant sur la critique radicale de l'industrialisme que véhiculèrent les membres du mouvement. Selon lui, même si les propositions des Populistes étaient éminemment radicales et proches du socialisme, ces derniers ne cherchèrent pas tant à abolir le système capitaliste qu'à propager ses bénéfices à la population tout entière. Leur ambition était d'amener à une reconstruction majeure de l'ordre socioéconomique en place. Enfin, Lawrence Goodwyn, dans *Democratic Promise: The Populist Moment in America* (1978)[200], crédite la révolte Populiste d'avoir initié une culture de démocratie participative. Selon lui, la culture interne de la *Farmers' Alliance* aurait représenté l'ultime et meilleur espoir de résistance contre l'assaut déshumanisant du capitalisme étatsunien. L'assimilation du populisme au conservatisme, à la xénophobie, au nationalisme, ou encore à l'autoritarisme, n'a donc pas de réel fondement historique en termes de mouvements sociaux aux États-Unis. Toutefois, si la thèse de Richard Hofstadter se trouva, dès les années 1960, bel et bien discréditée, elle resta fortement ancrée dans la mémoire collective et continua à influencer les débats autour de la notion de « populisme », notamment dans le contexte européen.

Un certain nombre d'études privilégiant un angle d'approche régional plutôt que national voient le jour dans les années 1990. Gene Clanton, dans *Populism: The Humane*

[196] Norman Pollack, "Hofstadter on Populism: A Critique of 'The Age of Reform'," *The Journal of Southern History* 26, no. 4 (1960): 478–500, https://doi.org/10.2307/2204624.
[197] Charles Postel, "'Populism' and the Significance of Left and Right," *Jacobin*, November 25, 2019, https://jacobinmag.com/2019/11/populism-and-the-significance-of-left-and-right/.
[198] Walter Nugent, *The Tolerant Populists: Kansas Populism and Nativism* (University of Chicago Press, [1962] 2013).
[199] Norman Pollack, *Populist Response to Industrial America* (Harvard University Press, 1962).
[200] Goodwyn, *Democratic Promise*.

Preference in America, 1890-1900 (1991)[201], s'intéresse à l'histoire du mouvement populiste dans le Kansas. De son côté, Robert C. McMath Jr. et Eric Foner alternent dans *American Populism: A Social History, 1877-1898* (1992)[202] entre échelle locale et nationale. Ces deux études insistent notamment sur l'influence de l'idéologie « républicaine », au sens large, héritée de la révolution étatsunienne, sur le mouvement Populiste. Alors qu'en Europe les années 1980 et 1990 sont caractérisées par un emploi principalement péjoratif et polémique du terme « populisme », l'associant au fanatisme et à la démagogie, ces décennies furent également l'occasion d'une réévaluation positive du populisme par les milieux intellectuels étatsuniens[203]. Ce « nouveau populisme » fut notamment analysé dans l'ouvrage de Harry C. Boyte et Frank Riessman intitulé *The New Populism: The Politics of Empowerment* (1986)[204], ou encore dans les écrits de Christopher Lasch, et en particulier ses ouvrages *The True and Only Heaven: Progress and Its Critics* (1991)[205] et *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy* (1994)[206], où le populisme est défini comme la « voix authentique de la démocratie »[207].

En 1995, Michael Kazin publie *The Populist Persuasion: An American History*[208] ; il y définit le populisme comme une forme de langage (*a flexible mode of persuasion*[209]) par lequel les orateurs et oratrices parlent au nom d'un peuple noble, qu'ils opposent à une élite égoïste et corrompue[210]. Son projet est d'écrire une histoire du populisme étatsunien depuis 1890 jusqu'à la période contemporaine. Kazin conçoit le populisme comme une forme de résistance intrinsèquement étatsunienne et retrace ainsi l'histoire de cette mouvance depuis 1890 jusqu'aux années 1990, mettant en évidence une tradition populiste ayant permis au peuple de s'insurger contre le pouvoir des élites, accusées d'avoir trahi l'absolutisme égalitarien de la révolution étatsunienne. Ainsi, par le biais du prisme populiste, les citoyens étatsuniens ont pu exprimer leur mécontentement face aux inégalités économiques et sociales dont ils souffraient, sans pour autant remettre en cause le système dans son ensemble[211]. Toujours dans cette même lignée, Elizabeth Sanders publie en 1999 un ouvrage intitulé *Roots of Reform: Farmers,*

[201] Gene Clanton, *Populism: The Humane Preference in America 1890–1900* (Twayne Publishers, 1991).
[202] Robert McMath and Eric Foner, *American Populism: A Social History 1877–1898* (Hill & Wang, 1992).
[203] Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 56, no. 1 (1997): 18.
[204] Harry C. Boyte and Frank Riessman, *The New Populism: The Politics of Empowerment* (Temple University Press, 1986).
[205] Christopher Lasch, *The True & Only Heaven – Progress & it's Critics* (W. W. Norton & Company, [1991] 2013).
[206] Christopher Lasch, *The Revolt of the Elites & the Betrayal of Democracy* (W. W. Norton & Company, [1994] 1996).
[207] Lasch, *Revolt of the Elites*, 106. Notre traduction.
[208] Kazin, *Populist Persuasion*.
[209] Kazin, *Populist Persuasion*, 3.
[210] Kazin, *Populist Persuasion*, 2.
[211] Kazin, *Populist Persuasion*, 2.

Workers, and the American State, 1877-1917 (1999)[212] ; elle y démontre que les intérêts des agriculteurs ont participé à façonner le programme réformateur du Parti démocrate durant le *Gilded Age* et l'ère Progressiste. Plus récemment, le mouvement Populiste étatsunien a fait l'objet d'une nouvelle réévaluation par l'historien Charles Postel. Dans *The Populist Vision* (2007)[213], Postel sape l'argumentaire de Goodwyn et présente les Populistes comme de véritables produits de leur époque, qui ont entrepris de proposer des solutions modernes aux problèmes économiques auxquels ils faisaient face, tout en maintenant en place les hiérarchies sociales traditionnelles[214]. L'auteur s'intéresse notamment à Charles Macune, qui compta parmi les défenseurs les plus engagés d'une agriculture raisonnée et qui, loin de rejeter la modernité, cherchait à la mettre à profit pour améliorer le sort des travailleurs agricoles. La dernière décennie a également vu émerger des études du populisme à l'échelle locale, comme en attestent les travaux de James L. Hunt, *Marion Butler and American Populism* (2003)[215] et de James Beeby, *Revolt of the Tar Heels: The North Carolina Populist Movement, 1890-1901* (2008)[216], qui se concentrent sur le populisme de Caroline du Nord (*Tar Heel populism*).

Conceptualiser le populisme à l'échelle globale.

Le populisme est aujourd'hui un des concepts les plus controversés des sciences humaines. Thomas Piketty estime que le terme serait en effet « un mot chargé, totémique, et dangereusement polysémique » et donc que « ce concept ne permet pas d'analyser correctement les évolutions en cours »[217]. S'il n'existe pas de définition consensuelle du terme, d'aucuns s'entendent pour dire que le populisme fait partie de ce que W. B. Gallie nomme les « concepts essentiellement contestés »[218]. L'une des premières tentatives de définition du concept de populisme émergea à la suite d'une conférence organisée en 1968 à la *London School of Economics*, dont résulta l'ouvrage collectif dirigé par Ghita Ionescu et Ernest Gellner, *Populism: Its Meaning and National Characteristics* (1969)[219]. Cette initiative encouragea un dialogue entre des chercheurs aux profils théoriques divers, et dont les travaux traitaient de différentes régions géographiques. S'il s'agissait d'un projet ambitieux, ce dernier ne parvint

[212] Elizabeth Sanders, *Roots of Reform: Farmers, Workers, and the American State, 1877–1917* (University of Chicago Press, 1999).
[213] Charles Postel, *The Populist Vision* (Oxford University Press, [2007] 2009).
[214] Postel, *The Populist Vision*, 4.
[215] James L. Hunt, *Marion Butler and American Populism* (The University of North Carolina Press, 2003).
[216] James A. Beeby, *Revolt of the Tar Heels: The North Carolina Populist Movement, 1890–1901* (University Press of Mississippi, 2008).
[217] Thomas Piketty, *Capital et idéologie* (E-book; Le Seuil, 2019).
[218] W. B. Gallie, "Essentially Contested Concepts," *Proceedings of the Aristotelian Society* 56 (1955): 167–98, https://www.jstor.org/stable/4544562.
[219] Ghita Ionescu and Ernest Gellner, eds., *Populism: Its Meanings and National Characteristics* (The Macmillan Company, 1969).

toutefois pas à proposer une définition univoque du concept de « populisme ». Ainsi, Peter Wiles, dans sa contribution intitulée « A Syndrome, Not a Doctrine: Some Elementary Theses on Populism », souligne le relativisme imprégnant toute définition du terme : « À chacun sa propre définition du populisme, selon le saint académique pour lequel il prêche »[220].

L'analyse menée par Margaret Canovan dans *Populism* (1981)[221] compte elle aussi parmi les premières tentatives de définition du populisme en tant que phénomène global et reste une référence incontournable dans le domaine des études sur le populisme. Il s'agit d'une tentative d'analyse empirique qui vise à donner un aperçu de différents mouvements populistes afin de discerner des points communs qui pourraient aider à définir plus précisément les contours du concept. En résulte une typologie[222] qui distingue différents variants du phénomène mais, tout comme Ionescu et Gellner, Canovan se heurte à l'impossibilité d'aboutir à une définition consensuelle du populisme.

Différentes approches du populisme coexistent aujourd'hui. La plus répandue est l'approche dite « idéationnelle ». Cette approche est notamment développée et condensée dans l'ouvrage de Cas Mudde et Cristobal Kaltwasser intitulé *Populism: A Very Short Introduction* (2017)[223]. Le populisme y est défini comme une idéologie peu substantielle (*thin ideology*) qui considère que la société est séparée en deux camps à la fois homogènes et parfaitement antagonistes, « le peuple pur » et « l'élite corrompue », et qui prétend que la politique ne peut être que l'expression de la volonté générale du peuple[224]. Le populisme est par ailleurs constitué de trois composantes principales : le peuple pur, l'élite corrompue et la volonté générale[225]. Le principal avantage d'une telle définition, d'après ses auteurs, repose sur les frontières claires qu'elle établit entre ce qui relève du populisme et ce qui n'en relève pas. Cette taxonomie a donné lieu à toute une série de travaux empiriques permettant de capturer et de mesurer le populisme non seulement au niveau des partis, c'est-à-dire de l'offre politique, mais également au niveau des mobilisations citoyennes, c'est-à-dire de la demande politique.

De manière alternative, Pierre Ostiguy (2018) propose une approche dite « socio-culturelle », ou « performative », dans laquelle le populisme est caractérisé par sa mise en avant

[220] Ionescu and Gellner, eds., *Populism,* 166. Notre traduction.
[221] Margaret Canovan, *Populism* (Harcourt, 1981).
[222] Sa typologie se fonde sur une distinction entre populisme agraire et politique, eux-mêmes subdivisés en 7 catégories : le radicalisme agraire, les mouvements paysans, le socialisme agraire intellectuel la dictature populiste, la démocratie populiste, le populisme réactionnaire et le « populisme des hommes politiques » (Canovan, *Populism*, 13).
[223] Cas Mudde and Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction* (Oxford University Press, 2017).
[224] Mudde and Kaltwasser, *Populism*, 6.
[225] Mudde and Kaltwasser, *Populism*, 6.

de ce qui apparaît socialement peu noble, ou « bas » (*the flaunting of the low*)[226]. Dans cette perspective, le populisme n'est plus envisagé comme une idéologie mais plutôt comme relevant de logiques « relationnelles », en ce qu'il établit un lien de proximité entre « le peuple » et un leader. Le populisme est transgressif, requérant la mise en scène d'un « Autre peu présentable » (*unpresentable other*)[227], qui se distingue de l'Homme éduqué, décent et politiquement correct, et qui, ironiquement, est présenté comme l'incarnation du peuple authentique.

Dans « Populism: A Political-Strategic Approach » (2017), Kurt Weyland propose, quant à lui, une approche politico-stratégique (ou « organisationnelle ») du populisme[228]. Dans cette approche, le populisme est défini comme une stratégie politique utilisée par des leaders dans le but d'accéder ou de se maintenir au pouvoir. Cette approche est essentiellement hiérarchique, de type *top-down*. Elle met en avant la manière dont les leaders populistes promeuvent une identification directe avec leur base qui, pour ce qui la concerne, n'est motivée que par l'opportunisme politique.

En 2016, John B. Judis publie *The Populist Explosion: How the Great Recession Transformed American and European Politics*[229]. L'auteur y définit le populisme, non comme une idéologie, mais comme une « logique politique – une façon de penser la politique »[230] et établit une distinction entre populisme de droite, dont les partisans défendent le peuple contre une élite qu'ils accusent de ménager un troisième groupe, et populisme de gauche, caractérisé par une dynamique politique verticale opposant les couches populaires et intermédiaires aux élites[231]. Selon Judis, les mouvements populistes constituent des signes avant-coureurs d'une crise politique[232] et de l'effondrement de l'idéologie dominante[233]. Dans cette perspective, les mouvements populistes contemporains – qu'ils soient de droite ou de gauche – apparaissent comme une réaction à la crise de l'idéologie néolibérale, définie comme incarnant un écart significatif par rapport aux politiques pro-travailleurs du *New Deal* et un rapprochement avec des valeurs pro-marché associées à la Droite, écart mis en exergue par la crise financière et économique de 2008[234].

---

[226] Pierre Ostiguy, "Populism: A Socio-Cultural Approach," cited in *The Oxford Handbook of Populism*, edited by Cristobal Rovira Kaltwasser et al. (Oxford University Press, 2018).
[227] Ostiguy, "Populism: A Socio-Cultural Approach."
[228] Kurt Weyland, "Populism: A Political-Strategic Approach," cited in *The Oxford Handbook of Populism*, edited by Cristobal Rovira Kaltwasser et al. (Oxford University Press, 2018).
[229] John B. Judis, *The Populist Explosion: How the Great Recession Transformed American and European Politics* (Columbia Global Reports, 2016).
[230] Judis, *Populist Explosion,* 14. Notre traduction.
[231] Judis, *Populist Explosion,* 14.
[232] Judis, *Populist Explosion,* 16.
[233] Judis, *Populist Explosion,* 17.
[234] Judis, *Populist Explosion,* 108.

En France, Pierre-André Taguieff publie en 1997 un article intitulé « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », dans lequel il définit le populisme comme un « style politique susceptible de mettre en forme divers matériaux symboliques et de se fixer en de multiples lieux idéologiques, prenant la coloration politique du lieu d'accueil »[235] et met en garde contre « le suremploi polémique » du terme « populiste », qui en a fait « une étiquette disqualificatoire et un opérateur d'amalgame permettant de stigmatiser, en les rassemblant abusivement, un certain nombre de phénomènes sociopolitiques ou de leaders jugés détestables ou redoutables par celui qui les dénonce »[236]. Taguieff attribut l'ambiguïté des populismes au fait qu'ils soient régis par un « principe d'omnipotence syncrétique » selon lequel « ils peuvent entrer en composition avec n'importe quel contenu idéologique, se jumeler avec n'importe quelle orientation politique »[237].

Le parti du peuple.

En raison de la tendance historique du Parti démocrate à vouloir se présenter comme le défenseur du petit peuple et des laissés-pour-compte, il semble exister une sorte d'affinité naturelle entre la tradition populiste et l'idéologie du Parti démocrate. Karl G. Trautman estime en effet que c'est précisément la notion d'*underdog* (opprimé) qui permet de donner une certaine cohérence et stabilité à l'identité du Parti démocrate : « The concept of the underdog has shaped, and continues to shape, the politics of Democrats »[238]. De Jefferson à Barack Obama, en passant par Franklin D. Roosevelt, George McGovern, Bill Clinton ou encore Howard Dean, les Démocrates se seraient ainsi retrouvés dans une volonté partagée de se faire les défenseurs des plus faibles. De manière similaire, Michael Kazin met en évidence une certaine continuité dans la tradition rhétorique du Parti démocrate, rendue possible par la présence d'un élément rhétorique qu'il surnomme « capitalisme moral » (*moral capitalism*). Remontant à Jefferson, mais ayant véritablement pris racine à partir de la présidence de Jackson, cette tradition rhétorique traduirait une volonté de présenter le Parti démocrate comme incarnant le parti de l'« homme ordinaire » :

> There's also, I think, a strand of what I call 'moral capitalism' that was true for Jackson, and was true for F.D.R., and, for all of his problems, for Joe Biden as well. The form it took for each of them was quite different, but in each case moral capitalism meant standing for the interests and needs of ordinary people—small-business people, small farmers, wage earners—and against the big interests: against Wall Street, the big investor, and now, of course, big corporations like

[235] Taguieff, "Le populisme et la science politique," 8.
[236] Taguieff, "Le populisme et la science politique,".4.
[237] Taguieff, "Le populisme et la science politique," 10.
[238] Karl Trautman, *The Underdog in American Politics: The Democratic Party and Liberal Values* (Palgrave Macmillan, 2010).

> Walmart and Amazon. I think there's continuity there in rhetoric and ideology, even though the meaning of all that rhetoric has changed in major ways[239].

Dans une large mesure, la rhétorique populiste et la rhétorique démocrate se sont toutes deux inscrites dans le sillage d'une même tradition idéologique : celle du républicanisme jeffersonien. C'est au tournant du XXème siècle, et particulièrement durant la présidence de Franklin D. Roosevelt, que la rhétorique populiste devint durablement associée au Parti démocrate et que ce dernier paracheva d'entériner sa réputation de « parti du peuple ». Dans une large mesure, le Parti démocrate cultive activement cette tradition rhétorique et son image de défenseur des petits, au risque d'exposer parfois certaines contradictions entre une rhétorique de type combative et une politique visant souvent à préserver plutôt qu'à remettre en question les arrangements économiques et sociaux existants. En témoigne notamment la posture assumée par Joe Biden lors de la campagne présidentielle de 2020, marquée à la fois par le souci de rassurer ses riches donateurs en affirmant que « rien ne changerait de fondamentalement »[240] et par l'adoption d'une rhétorique de facture populiste visant à l'ériger en candidat du peuple :

> The people. They're the reason why I'm running. There's a reason why I'm a Democrat in the first place. These are people that build our bridges, repair our roads, keep our water safe, who teach our kids, look, who race into burning buildings to protect other people, who grow our food, build our cars, pick up our garbage, our streets, veterans, dreamers, single moms, and by the way, every dreamer, have hope, because I'm coming and you're not going anywhere[241].

C'est précisément cette tension entre rhétorique populiste et pragmatisme électoral qui fera l'objet de ce travail.

8. Méthodologie.

Adoptant une approche macroscopique attentive au temps long, ce travail cherchera à mettre en évidence à la fois la continuité qui a marqué l'histoire du libéralisme démocrate depuis le début du XXème siècle, ainsi que ses mutations idéologiques, en accordant une attention particulière à la période inaugurée par la présidence de Bill Clinton. Il s'agira de souligner les tensions internes — entre individualisme et idéal communautaire, entre interventionnisme étatique et promotion du marché — qui ont traversé le libéralisme démocrate depuis ses origines et qui ont contribué à sa grande flexibilité et à son adaptabilité. Dans une

[239] Michael Kazin, cited in Isaac Chotiner, "Can the Democratic Party Define Itself?," *The New Yorker*, April 19, 2022, https://www.newyorker.com/news/q-and-a/can-the-democratic-party-define-itself.
[240] Joseph R. Biden, "Fundraiser speech at the Carlyle Hotel, New York" (speech, New-York, June 19, 2019), https://www.axios.com/2019/06/19/joe-biden-wealthy-donors-demonize.
[241] Joseph R. Biden, "Super Tuesday speech in Los Angeles, California" (speech, Los Angeles, California, March 3, 2020), Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=oJDxLbOG1Hg.

large mesure, c'est précisément cette ambivalence originelle vis-à-vis du système capitaliste et de l'intervention de l'État qui a posé les jalons de l'inflexion droitière du libéralisme démocrate sous l'égide de Clinton.

Une importance particulière sera accordée au contexte politique et idéologique – ce que Stephen Skowronek surnomme le « temps politique » – dans les mutations idéologiques des partis politiques étatsuniens. En effet, l'inflexion néolibérale du Parti démocrate fut dans une large mesure rendue possible par l'érosion des paradigmes économiques et politiques engendrée par les crises économiques, politiques et sociales des années 1960-70, ainsi que par la dégradation de la réputation du Parti démocrate durant la décennie 1970. C'est précisément la remise en question des conceptions défendues par le Parti démocrate qui a forcé ce dernier à se réinventer et à s'engager dans ce que Fabien Escalona surnomme un processus de « reconversion partisane », terme qui renvoie à l'ensemble des mutations qu'un parti engage pour répondre avec succès à l'obsolescence de son projet[242].

Cette étude s'inscrit dans le champ de l'histoire des idées. À ce titre, elle s'intéresse aux idées et représentations collectives qui traversent nos sociétés et en infléchissent la trajectoire historique. Elle se caractérise en outre par son interdisciplinarité, s'inscrivant à la croisée des sciences politique et de l'histoire des États-Unis. Ce travail s'appuiera ainsi sur la littérature universitaire issue de ces domaines.

Nous exploiterons par ailleurs des données statistiques, le plus souvent disponibles auprès des grands instituts dédiés et de divers *think tanks* aux États-Unis (dont le *Pew Research Center*). Nous nous intéresserons également aux publications de la presse généraliste dite « mainstream » (*CNN*, *The New York Times*, *The Washington Post* notamment) ainsi que de la presse plus orientée, voire ouvertement militante (*The Nation*, *Jacobin*, *Dissent*, etc.). Enfin, ce travail s'appuiera sur les discours et programmes de campagne de personnalités politiques ainsi que les prises de positions d'acteurs et actrices engagés dans les principaux rapports de force aux différents niveaux du pouvoir et de la représentation populaire.

[242] Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne – Du régime social-démocrate keynésien*. Dalloz, 2017.

9. Annonce de plan.

Suivant un schéma chronologique, les sept chapitres de ce travail visent à retracer les mutations idéologiques qui ont marqué l'histoire du libéralisme démocrate depuis la fin du XIXème siècle et à documenter les tensions qui ont émergé entre l'appareil de direction du parti et sa base militante.

La première partie de ce travail se propose de démystifier la notion hautement polémique de « populisme » en adoptant une posture historicisante visant à recouvrer le sens originel de cette notion et d'interroger son rapport à la question de la représentation politique. Il s'agira dans un premier temps de définir la notion de populisme et d'éclairer son rapport à la démocratie, avant de retracer les origines du mouvement populiste étatsunien de la fin du XIXème siècle, qui marqua la naissance d'une tradition contestataire proprement étatsunienne. Nous porterons ensuite notre attention sur les réformes institutionnelles mises en œuvre par le Parti démocrate afin de palier la perte de légitimité de son appareil de direction auprès de sa base militante à la fin des années 1960. Ces réformes, qui avaient pour objectif de démocratiser le fonctionnement du parti en élargissant la participation de l'électorat au processus de désignation du candidat démocrate, firent l'objet d'un bras de fer opposant une partie de la base militante à l'establishment du parti. Nous analyserons la manière dont cette lutte a profondément influencé le fonctionnement du Parti démocrate, qui se retrouve désormais incapable de mitiger les conflits qui le traversent.

La seconde partie porte sur le projet de recentrage du libéralisme démocrate, élaboré à partir du constat de sa perte de légitimité dès la fin des années 1970 et qui trouva son expression la plus aboutie sous la présidence de Bill Clinton. Il s'agira tout d'abord de saisir le contexte politique dans lequel cette inflexion doctrinale du Parti démocrate s'est opérée, sous l'impulsion d'une faction centriste. Nous examinerons ensuite la mise en œuvre concrète de ce projet idéologique au cours de la présidence Clinton et analyserons la manière dont celle-ci a abouti à une reconfiguration majeure de l'identité et de la coalition démocrate.

Enfin, la dernière partie s'intéresse à l'évolution du libéralisme démocrate dans le sillage de la présidence Clinton et postule l'émergence d'une synthèse idéologique « improbable », puisque traversée par des élans philosophiques contraires, que nous qualifions de « populisme du peuple » et de « populisme des élites ». Nous nous pencherons sur la manière dont l'affaiblissement doctrinal inauguré sous Clinton a exacerbé les tensions entre establishment et *grassroots*, et accompagné le développement d'un discours populiste caractérisé par une promesse d'empouvoirement de la base militante. Nous analyserons

ensuite comment, dans un contexte de personnalisation de la vie politique et d'affaiblissement des partis politiques, l'establishment du Parti démocrate, soucieux de restaurer sa compétitivité, a adopté une stratégie que nous qualifions de « populisme des élites », associant un discours populiste destiné à mobiliser la base militante à une posture élitiste, guidée par des considérations électoralistes. Enfin, nous montrerons comment cette tension a conduit à l'affaiblissement du message et de l'identité démocrates, les éloignant ainsi de leur réputation historique de « parti du peuple ».

Première partie : Le populisme et la question du lien représentatif.

Chapitre 1 : La démocratie à l'heure du Populisme : naissance d'une tradition contestataire étatsunienne.

1. Le populisme comme ombre portée de la démocratie.

Pourtant largement reconnue et prônée comme le meilleur système de gouvernance jusqu'ici mis en place, la démocratie semble avoir perdu de son lustre et se trouve aujourd'hui assez largement décrédibilisée aux yeux d'une partie de la population. En témoigne le sentiment de désillusion et de mécontentement d'une part des citoyens des démocraties contemporaines, pour qui le système démocratique ne semble plus à la hauteur de ses promesses, notamment en termes d'inclusion et de souveraineté populaires. Yves Mény et Yves Surel, parmi d'autres, font état d'une démocratie qui serait à bout de souffle aux États-Unis, mais aussi ailleurs, ce qui se caractériserait, notamment, par une érosion de l'avantage dont jouissaient jusqu'ici les élus sortants (*incumbents*), une augmentation de l'abstentionnisme électoral, la volatilité partisane de l'électorat, la polarisation toujours plus importante au cœur du bipartisme, l'émergence de mouvements sociaux *ad hoc* indépendants des organisations politiques traditionnelles, et l'apparition de partis politiques radicaux et/ou à cause unique[1]. Robert Dahl indique que, même dans les pays où la démocratie s'est fermement implantée, certains observateurs considèrent qu'elle serait en crise, ou du moins que sa légitimité se serait sévèrement érodée du fait d'une perte de confiance des citoyens dans la capacité ou la volonté de leurs représentants, des partis politiques et des élus gouvernementaux à résoudre des problèmes liés à la montée du chômage, à la pauvreté, au crime, aux programmes d'aide sociale, à l'immigration, à l'imposition, ou encore à la corruption[2]. Ces développements sous-tendraient une sorte de « malaise démocratique » dont souffriraient bon nombre de démocraties contemporaines et qui se traduirait par des phénomènes à la fois anormaux et inquiétants, tels que l'élection de Donald Trump en 2016 ou le vote en faveur du Brexit cette même année. Dans *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy* (2013)[3], le politologue Peter Mair souligne l'inquiétant

[1] Yves Mény and Yves Surel, eds., *Democracies and the Populist Challenge* (Palgrave Macmillan, 2001), 1. Les partis politiques « radicaux » (*radical political parties*) dont parlent les auteurs renvoient aux partis communément décrits comme étant d'« extrême gauche » (en France, l'on peut citer l'exemple de la France Insoumise) et d'« extrême droite » (en France, le Rassemblement National offre un exemple de ce type de parti). Les partis à cause unique (*single-issue*) sont des partis créés autour d'un principe ou d'une revendication principale, à l'image du *Free Soil Party* (1848-1852), du *Prohibition Party* (1869-), ou encore du *Woman's Party* (1913-20).
[2] Robert Alan Dahl, *On Democracy*, 2nd ed. (Yale University Press, 2015), 1.
[3] Peter Mair, *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy* (Verso, 2013).

déclin de l'engagement populaire dans le processus politique des « démocraties avancées »[4], mis en évidence par le recul de la participation électorale, des niveaux d'affiliation partisane, et de l'adhésion à des alternatives politiques conventionnelles[5]. Pour Mair, l'« ère de la démocratie des partis » (*the age of party democracy*) est arrivée à son terme et, bien que les partis eux-mêmes soient encore présents, ils sont devenus à ce point déconnectés de la société et se sont engagés dans une forme de compétition si stérile qu'ils ne semblent désormais plus en mesure de remplir leur vocation démocratique[6]. De manière assez similaire, le sociologue et politologue britannique Colin Crouch, dans *Post-Democracy* (2004)[7], déplore la dérive des démocraties vers un modèle qu'il qualifie de « post-démocratique » et dans lequel, bien que les élections continuent à exister et à permettre des alternances politiques, le débat public pré-électoral est devenu un spectacle parfaitement contrôlé, géré par des équipes rivales composées de professionnels devenus experts dans les techniques de persuasion, et ne proposant qu'un nombre en réalité très limité de sujets préalablement sélectionnés par lesdits professionnels[8].

Le corps électoral, lui, se caractérise par sa passivité et son indifférence, ne répondant qu'à un certain nombre de signaux qui lui sont adressés de manière calculée. Derrière cette scénarisation du processus électoral, poursuit Crouch, les décisions politiques sont véritablement déterminées en marge de l'espace public, par le biais d'interactions officieuses entre des gouvernements élus et des élites représentant divers intérêts financiers et commerciaux[9]. La post-démocratie, explique Crouch, prend le relais de la démocratie dès lors que les stratégies de puissants intérêts particuliers visant à faire fonctionner le système politique en leur faveur supplantent l'intérêt général, dès lors que les élites politiques parviennent à gérer, orienter et manipuler les revendications sociales, dès lors qu'il faut faire usage de campagnes publicitaires pour convaincre la population d'aller voter[10]. Selon Crouch, si cette sorte de dystopie démocratique n'est pas encore totalement la réalité, elle n'a jamais autant été en passe de l'être[11]. Le politologue Alan Wolfe, dans *Does American Democracy Still Work?* (2007)[12],

[4] Peter Mair distingue les « démocraties avancées » (*advanced democracies*) d'Europe occidentale, qui se sont établies de longue date, des plus récentes démocraties post-communistes.
[5] Mair, *Ruling the Void*. 82.
[6] Mair, *Ruling the Void*. 1.
[7] Colin Crouch, *Post–Democracy* (Polity Press, 2004).
[8] Crouch, *Post–Democracy*, 4. Sur ce dernier point, voir les remarques faites par Hillary Clinton dans *What Happened* concernant le traitement médiatique des sujets jugés importants lors de la campagne présidentielle de 2016 : « The decline of serious reporting on policy has been going on for a while, but it got much worse in 2016. In 2008, the major networks' nightly newscast spent a total of 220 minutes on policy. In 2012, it was 114 minutes. In 2016, it was just 32 minutes. By contrast, 100 minutes were spent covering my emails. In other words, the political press was telling voters that my emails were three times more important than all other issues combined » (Hillary Rodham Clinton, *What Happened* (Simon & Schuster, 2017), 223).
[9] Crouch, *Post–Democracy*, 223.
[10] Crouch, *Post–Democracy*, 19.
[11] Crouch, *Post–Democracy*, 4.
[12] Alan Wolfe, *Does American Democracy Still Work?* (Yale University Press, 2007).

établit également un diagnostic pessimiste de l'état de la démocratie étatsunienne, qui, selon lui, se serait engagée dans une « nouvelle politique de la démocratie », caractérisée à la fois par la prépondérance des questions morales et religieuses et l'avènement d'un discours populiste systématiquement mobilisé par la droite[13]. En termes qualitatifs, précise Wolfe, la démocratie étatsunienne ne se porte pas bien. En témoigne notamment le désintérêt de l'électorat envers la politique[14] ou encore le vote de lois au Congrès sans la participation du parti minoritaire et de manière contraire aux pratiques traditionnelles de la délibération et du débat, tandis que le pouvoir exécutif semble ignorer le concept de contrepouvoir inhérent à celui de séparation des pouvoirs, agissant comme si ses décisions n'étaient plus sujettes au contrôle du Congrès[15]. Il est, d'après Wolfe, urgent de freiner ce processus de désintégration de la démocratie, sans quoi le phénomène finira par accoucher d'une classe politique irrémédiablement amère et divisée, et par aliéner durablement un segment toujours plus important de la population étatsunienne[16].

Le diagnostic d'une démocratie en crise imprègne également la thèse du journaliste Fareed Zakaria, qui décrit la montée du phénomène de « démocratie illibérale », qui affecterait un nombre croissant de pays, allant du Pérou à l'Autorité palestinienne, du Sierra Leone à la Slovaquie, et du Pakistan aux Philippines[17]. Selon lui, pendant plus d'un siècle, le terme « démocratie » aurait, dans les pays occidentaux, été synonyme de démocratie « libérale ». Aujourd'hui, les deux éléments de ce système politique, que sont le « libéralisme constitutionnel »[18] et la démocratie, seraient en phase de se dissocier[19], donnant naissance à des régimes qui combineraient un haut degré de démocratie à un haut degré d'« illibéralisme » :

> Far from being a temporary or transitional stage, it appears that many countries are settling into a form of government that mixes a substantial degree of democracy with a substantial degree of illiberalism. Just as nations across the world have become comfortable with many variations of capitalism, they could well adopt and sustain varied forms of democracy. Western liberal democracy might prove to be not the final destination on the democratic road, but just one of many possible exits[20].

[13] Wolfe, *Does American Democracy Still Work?*, 4. Notre traduction. "[…] a new politics of democracy."
[14] Wolfe, *Does American Democracy Still Work?*, 14.
[15] Wolfe, *Does American Democracy Still Work?*, 14-15.
[16] Wolfe, *Does American Democracy Still Work?*, 22-23.
[17] Fareed Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy," *Foreign Affairs* 76, no. 6 (1997): 22.
[18] Zakaria définit le libéralisme constitutionnel comme la reconnaissance que tout individu jouit de certains droits naturels et que tout gouvernement, et notamment le pouvoir exécutif, se doit d'accepter les lois permettant de garantir ces droits. Une démocratie libérale est donc un système politique caractérisé par des élections libres et équitables, le respect de l'État de droit, une séparation des pouvoirs, et la protection des libertés de base que sont les libertés d'expression, d'assemblée, de croyance, et de propriété. Celles-ci, précise-t-il, sont théoriquement différentes et historiquement distinctes de la démocratie, tout en étant étroitement liées à sa pratique.
[19] Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy," 23.
[20] Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy," 24.

Dans un article publié en décembre 2021 dans le *New York Times* et intitulé « Why So Many Democracies Are Floundering »[21], Richard Pildes postule, quant à lui, que le plus grand défi auquel fait face la démocratie est celui de la fragmentation politique, caractérisée par l'éclatement du pouvoir politique en une multitude de centres de pouvoir, de telle sorte qu'il devient difficile pour les gouvernements démocratiques de fonctionner efficacement. Il explique que lorsque des gouvernements démocratiques sont incapables d'exécuter leurs promesses, leur échec peut conduire à des sentiments d'aliénation, de résignation et de méfiance, et à une attitude de retrait de la part des citoyens. Cela peut également conduire à une certaine attirance envers des dirigeants autoritaires qui promettraient des solutions simplifiées, allant à l'encontre des processus normaux et désordonnées qui caractérisent les modes de gouvernance démocratiques, contribuant ainsi à populariser des formes de gouvernance anti-démocratiques[22].

Des études mettent effectivement en évidence un certain désenchantement de la population étatsunienne à l'égard du fonctionnement des institutions du pays. Dans une enquête publiée en avril 2018, le *Pew Research Center* révèle que bon nombre d'Américains estiment que la démocratie étatsunienne n'est pas à la hauteur de ses idéaux[23] et met en évidence une forme de cynisme envers la politique. Selon l'enquête, 61% des Américains pensent que des changements importants sont nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de la démocratie. Dans une autre étude, réalisée cette fois par le *Voter Study Group*[24] en juin 2020, et intitulée « Democracy Maybe »[25], les auteurs affirment que si la majorité des Américains continue à croire en la démocratie et à en défendre les vertus, près de la moitié de la population se dit insatisfaite de son fonctionnement, soit une augmentation de 8 points entre 2018 et 2019, pour un total deux fois supérieur à celui de 1995. Plus inquiétant encore, environ 24% des Américains affirment qu'un dirigeant fort qui n'aurait pas à se soucier du Congrès ou des élections constituerait une solution efficace pour diriger le pays. Par ailleurs, si les pouvoirs et contre-pouvoirs sont, en théorie, acceptés, moins de la moitié des Américains se dit systématiquement opposée à des mesures unilatérales que prendrait le président. Ainsi, pour 41% des Américains, il serait acceptable pour un président, qu'il soit démocrate ou républicain,

[21] Richard Pildes, "Why So Many Democracies Are Floundering," *New York Times*, December 29, 2021, https://www.nytimes.com/2021/12/29/opinion/democracy-fragmentation-america-europe.html.
[22] Le terme de « gouvernance » est ici entendu de manière très large, comme l'action de gouverner.
[23] Pew Research Center, "The Public, the Political System and American Democracy," April 26, 2018, https://www.pewresearch.org/politics/2018/04/26/the-public-the-political-system-and-american-democracy/.
[24] Le *Democracy Voter Study Group* est un groupe de recherche collaboratif créé en 2016 et visant à renseigner les évolutions ayant trait aux préférences et opinion des électeurs et électrices.
[25] Democracy Fund Voter Study Group, "Democracy Maybe," Democracy Fund, June 2020, https://www.voterstudygroup.org/publication/democracy-maybe.

d'agir unilatéralement dès lors qu'une large majorité d'Américains soutiendrait son action. L'étude révèle également que 29% des Républicains pensaient en 2020 qu'il serait légitime pour Donald Trump de contester une défaite électorale sur la base d'accusations de fraude et précise que si seulement une part très mince de l'électorat étatsunien soutient des alternatives autoritaires au système démocratique (environ 5%) et le recours à la violence à des fins politiques (environ 10%), c'est lorsque l'on sonde les Américains sur des scénarios spécifiques et que l'on mobilise la problématique de la loyauté partisane que le spectre autoritaire se dessine plus clairement[26]. Pour une part significative de la population, conclut l'enquête, l'attachement à la démocratie serait relativement théorique et donc susceptible d'être supplanté par une autre forme d'allégeance, idéologique notamment[27].

Une étude[28] réalisée par *The Economist* en 2020 met également en lumière le statut précaire dans lequel se trouve la démocratie au niveau mondial. L'étude souligne notamment l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la démocratie, indiquant que celle-ci a entraîné un recul important des libertés civiles tout en exacerbant une propension, déjà présente par le passé, à l'intolérance et à la censure d'opinions dissidentes[29]. Ainsi, seulement 49,4% de la population mondiale vivrait aujourd'hui dans une démocratie, et une part encore moins importante (8,4%) vivrait dans une pleine démocratie[30]. Plus d'un tiers de la population vivrait sous l'égide d'un régime autoritaire, dont une grande partie se trouverait en Chine[31]. Dans ce classement établi par *The Economist*, les États-Unis se trouvent placés en 25ème position, juste après la France, avec qui ils partagent, depuis 2016, le statut de « démocratie imparfaite », notamment en raison d'une érosion de la confiance des citoyens dans les institutions du pays[32]. Si l'augmentation des niveaux d'engagement et de participation politique de la population représentent des signes positifs pour la démocratie étatsunienne, cette dernière est toutefois freinée par un certain nombre de faiblesses. Parmi celles-ci figurent les très faibles niveaux de confiance du public envers les institutions et les partis politiques, le dysfonctionnement profond du gouvernement fédéral, les menaces pesant sur la liberté d'expression, ainsi qu'un degré de polarisation sociétale tel qu'il rend tout consensus impossible, quel que soit le sujet débattu[33]. Les

[26] Democracy Fund Voter Study Group, "Democracy Maybe."
[27] Democracy Fund Voter Study Group, "Democracy Maybe."
[28] The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020: In Sickness and in Health?* (The Economist Group, 2021), https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/#mktoForm_anchor. L'étude établit une catégorisation des régimes politiques, différenciant : les démocraties pleines (*full democracies*), les démocraties imparfaites (*flawed democracies*), les régimes hybrides (*hybrid regimes*) et les régimes autoritaires (*authoritarian regimes*).
[29] The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020*, 1.
[30] The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020*.
[31] The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020*.
[32] The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020*, 43.
[33] The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020*, 44.

différences d'opinion se sont en effet muées en sectarisme, menant à une situation d'impasse institutionnelle. Dans une étude publiée en novembre 2020, le *Pew Research Center* remarquait que le pays n'avait jamais été aussi polarisé et que, désormais, les partisans de Joe Biden et de Donald Trump perçoivent les différences qui les séparent comme ayant trait à des « valeurs américaines centrales » (*core American values*), et non seulement comme relevant de la politique[34].

C'est donc bien la légitimité du système démocratique et de son fonctionnement qui semble aujourd'hui s'éroder. Aussi convient-il de s'interroger sur les causes ou origines de ce phénomène. Tout particulièrement depuis le vote sur le Brexit et l'élection de Donald Trump en 2016, les médias et le commentaire politique font état d'un « moment populiste » souvent analysé comme la manifestation d'un certain mécontentement irrationnel du peuple envers ses dirigeants[35]. Pris de manière plus globale, ce « moment populiste » comprendrait également le phénomène de montée de l'extrême droite populiste, illustrée par les quasi-victoires électorales du Rassemblement National en France, les avancées électorales de partis anti-immigration en Suède et en Allemagne, ou encore la montée du Mouvement 5 étoiles en Italie[36]. Il se manifesterait également par la consolidation de régimes dits « illibéraux » et de plus en plus autoritaires, comme en Hongrie et en Pologne, et, à gauche, recouvrirait les campagnes dissidentes de Bernie Sanders aux États-Unis, de Jeremy Corbyn au Royaume-Uni, de Jean-Luc Mélenchon en France, de Podemos en Espagne, et de Syriza en Grèce[37]. Cette lecture polémique du populisme tend généralement à disqualifier les couches populaires, en suggérant que celles-ci sont porteuses de passions irrationnelles les empêchant de percevoir leurs propres intérêts. Malgré son manque de clarté conceptuelle, le populisme ferait ainsi office de responsable transversal. C'est d'ailleurs précisément sa forte plasticité qui rend ce terme particulièrement utile, en ce qu'il permet de rendre compte très sommairement et très superficiellement de phénomènes aux causes extrêmement complexes et diverses. C'est également là que réside son danger potentiel, et, très tôt, la recherche sur la notion de populisme

[34] Pew Research Center, "America Is Exceptional in the Nature of Its Political Divide," November 13, 2020, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/11/13/america-is-exceptional-in-the-nature-of-its-political-divide/.
[35] Voir par exemple : Jan-Werner Mueller, "Trump, Erdoğan, Farage: The Attractions of Populism for Politicians, the Dangers for Democracy," *The Guardian*, September 2, 2019, https://www.theguardian.com/books/2016/sep/02/trump-erdogan-farage-the-attractions-of-populism-for-politicians-the-dangers-for-democracy; Rogers Brubaker, "Populism's Perfect Storm," *Boston Review*, July 11, 2017, https://bostonreview.net/articles/rogers-brubaker-perfect-populist-storm/; Jonah Goldberg, "Sanders and Trump: Two Populist Peas in a Pod?" *National Review*, August 18, 2015, https://www.nationalreview.com/2015/08/donald-trump-bernie-sanders-populism/.
[36] Rogers Brubaker, "Why Populism?" *Theory and Society* 46, no. 5 (2017): 2.
[37] Brubaker, "Why Populism?"

a exprimé des réserves quant à la nature, voire à l'existence-même, de son objet d'analyse[38]. En effet, l'analyse du populisme en tant que cause de la crise de la démocratie masque une réalité bien plus complexe : le populisme n'est-il pas en réalité le symptôme bien plus que la cause de cette crise ?

Dans son acception la plus simple, le populisme implique nécessairement un clivage opposant « le peuple » aux « élites »[39]. En outre, le trait discursif distinctif du populisme repose sur une revendication de défense des intérêts du peuple, perçu comme moralement supérieur aux élites. Or, la notion de « peuple » est extrêmement vague et recouvre diverses interprétations, souvent incompatibles. Selon Rogers Brubaker, le terme recouvrirait trois significations principales : (1) le peuple ordinaire ou commun, soit le peuple en tant que plèbe ; (2) le peuple souverain, ou le peuple comme démos ; (3) le peuple culturellement et ethniquement distinct, soit le peuple comme nation ou ethnos[40]. Loin d'aller de soi, la notion de peuple fait toujours l'objet d'une construction et sa signification dépend du contexte idéologique dans lequel elle s'inscrit. De manière très similaire, la notion d'« élite » est, elle aussi, sujette à différentes interprétations selon le contexte dans lequel elle est mobilisée. Si la distinction entre peuple et élite est avant tout d'ordre moral, dans la mesure où l'élite est décrite comme corrompue et opposée à la volonté générale du peuple[41], la notion peut prendre des inflexions très différentes dépendant du programme ou de l'idéologie qu'elle accompagne. Si l'élite est avant tout définie en terme du pouvoir qu'elle exercerait, ce critère peut être décliné et entendu de diverses manières, soit en termes politiques, économiques, ou encore culturels. Aux États-Unis, une certaine gauche populiste définit ainsi l'élite principalement en termes économiques et politiques, à l'image du slogan initié par le mouvement *Occupy Wall Street*, opposant les 99% aux 1%[42], et accuse l'establishment politique et économique de mettre en péril la souveraineté populaire. De son côté, la droite populiste contemporaine, dans le sillon du mouvement *Tea Party* ou de Sarah Palin, notamment, tend à dépeindre l'élite en termes culturels, dénonçant les libéraux bien-pensants de la côte Est en invoquant l'image d'une élite

[38] Voir Peter Worseley, "The Concept of Populism," in *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, ed. Ghita Ionescu and Ernest Gellner (Weidenfeld & Nicolson, 1970) et Margaret Canovan, *Populism* (Harcourt, 1981).
[39] Voir par exemple : Cas Mudde and Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction* (Oxford University Press, 2017), 6; Brubaker, "Why Populism?" 4.
[40] Brubaker, "Why Populism?" 4. Voir aussi Margaret Canovan, *The People* (Polity Press, 2005).
[41] Mudde and Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, 14.
[42] Cette opposition remonte en réalité au moins jusqu'au mouvement Populiste de la fin du XIXème siècle. Dans un discours du populiste Percy Daniels, par exemple, l'on retrouve une opposition d'ordre économique entre les 1% les plus riches, qui détiennent 95% des richesses nationales, et le reste de la population, qui se partage les 5% restant : « Less than one per cent of our people own ninety five per cent of this nation's wealth. Almost all the immense fortunes of the country have been acquired by unholy means; and they are held because we, as a people, are condoning the crime » (Percy Daniels, "A Crisis of the Husbandman," *Western Herald Print*, 1889–1891, 93, https://www.kansasmemory.org/item/display.php?item_id=207833&f=00050471.).

condescendante, sophistiquée et déconnectée de la culture authentique des « vrais » Américains[43].

Ainsi, le populisme peut être compris de manière minimale comme un style ou un langage qui mobiliserait une opposition peuple / élite, elle-même sous-tendue par un argument moral. Il incarnerait, en outre, une réaction au déficit démocratique qui distingue les démocraties représentatives, et serait fondamentalement caractérisé par une demande de souveraineté populaire. Le populisme apparait donc comme un phénomène à géométrie extrêmement variable, pouvant se greffer à des idéologies diverses et variées, de droite comme de gauche, et qui entretient un lien extrêmement étroit avec la démocratie. Durant la seconde moitié du XXème siècle, la relation entre démocratie et populisme a d'ailleurs fait l'objet de longs et houleux débats entre intellectuels, notamment au sein du milieu universitaire. Si aucun consensus n'a été atteint, ces débats mettent toutefois en évidence la très forte intimité qui lie ces deux termes. En témoigne la position de Nadia Urbinati, pour qui l'un ne peut se concevoir sans l'autre, puisque « la démocratie et le populisme vivent et meurent ensemble »[44], ou encore celle de Gregor Fitzi, qui explique que populisme et démocratie représentent les deux faces d'une même pièce, puisqu'aucun des deux ne peut survivre sans se référer à la « souveraineté du peuple »[45]. L'analyse la plus courante de leur relation consiste à concevoir le populisme comme une sorte de pathologie de la démocratie. Cette analyse est particulièrement répandue dans le commentaire politique, où la montée du populisme est assimilée à une vague anti-démocratique dont il conviendrait à tout prix de freiner la progression[46]. C'est également la position défendue par Jan-Werner Müller, qui, adoptant une approche « par le haut » (*top-down*), estime que le populisme représenterait un phénomène proprement anti-démocratique dans la mesure où il incarnerait des tendances à la fois anti-pluralistes et une forme de « politique identitaire » qui viserait à exclure une partie de la population[47]. Le populisme, explique-t-il, déforme le processus démocratique[48] car les populistes véhiculent une vision extrêmement restrictive du « peuple », dont ils se réclament les représentants exclusifs[49]. Pour

[43] Voir par exemple la campagne de décrédibilisation lancée par le *Club for Growth* contre la candidature de Howard Dean en 2006, où ses électeurs sont dépeints dans les termes suivants : *«* tax-hiking, government-expanding, latte-drinking, sushi-eating, Volvo-driving, New York Times-reading, body-piercing, Hollywood-loving, left-wing freak show ». Club for Growth, "Famous Club for Growth PAC TV Ad About Howard Dean," YouTube video, August 27, 2006, https://www.youtube.com/watch?v=K4-vEwD_7Hk.
[44] Nadia Urbinati, *Me the People: How Populism Transforms Democracy* (E-book; Harvard University Press, 2019). Notre traduction.
[45] Gregor Fitzi et al., *Populism and the Crisis of Democracy: Volume 1: Concepts and Theory* (Routledge, 2018), 1.
[46] Voir par exemple : Brubaker, "Populism's Perfect Storm"; Goldberg, "Sanders and Trump: Two Populist Peas in a Pod?" et Mueller, "Trump, Erdoğan, Farage: The Attractions of Populism for Politicians."
[47] Jan-Werner Müller, *What Is Populism?* (University of Pennsylvania Press, 2016), 2.
[48] Müller, *What Is Populism?*, 56.
[49] Müller, *What Is Populism?*, 3.

Müller, les populistes ne sont pas intrinsèquement antiélitistes ; ils sont tout à fait disposés à accepter les élites dès lors qu'ils sont eux-mêmes les élites qui dirigent le peuple[50]. Benjamin Arditi explique quant à lui que le populisme doit être conçu comme le « spectre » de la démocratie qui tout à la fois l'accompagne et la hante[51]. Ainsi, le populisme se présente « comme le retour du refoulé, comme un symptôme de la démocratie, comme un élément interne au système démocratique qui en révèle à la fois les limites »[52]. Arditi met en garde contre les dangers que représente le populisme ; si celui-ci peut s'épanouir en tant que compagnon de route de la démocratie, il peut, à travers son invocation continue de l'unité du peuple, également la compromettre en sapant le pluralisme et la tolérance[53].

Pour certains, le populisme ne serait pas en soi anti-démocratique mais plutôt « illibéral », en cela qu'il s'opposerait à ce que Zakaria appelle le « libéralisme constitutionnel », et donc, *in fine*, à la démocratie représentative. Takis Pappas donne ainsi une définition minimale du populisme, qu'il conçoit comme une forme d'« illibéralisme démocratique »[54] qui, sur le long terme, peut être calamiteux pour la démocratie libérale en sapant la légitimité et le bon fonctionnement d'institutions établies de longue date, en générant une polarisation sociale intense, et allant parfois jusqu'à se transformer en autocratie[55]. De manière similaire, dans leur approche idéationnelle du populisme, devenue hégémonique au sein des sciences sociales, Mudde et Kaltwasser estiment que le populisme est « essentiellement démocratique, mais en désaccord avec la démocratie *libérale*. […] Le populisme estime que rien ne devrait entraver 'la volonté du peuple (pur)' et rejette fondamentalement les notions de pluralisme et, de ce fait, de droits des minorités, ainsi que les 'garanties institutionnelles' qui servent à les protéger »[56]. Selon eux, le populisme peut, en fonction de sa force électorale et du contexte dans lequel il intervient, représenter tout aussi bien un danger qu'un correctif pour la démocratie[57].

Au-delà de la question de la nature démocratique du populisme, un consensus s'est établi autour du fait que le populisme puise son origine dans une crise de la représentation

[50] Müller, *What Is Populism?*, 29.
[51] Benjamin Arditi, *Politics on the Edges of Liberalism: Difference, Populism, Revolution, Agitation* (Edinburgh University Press, 2008), 51.
[52] Arditi, *Politics on the Edges of Liberalism*, 74. Notre traduction. "To put it in a schematic manner, and drawing from psychoanalysis, we can depict this mode of populism as the return of the repressed, as a symptom of democracy – as an internal element of the democratic system that also reveals the limits of the system and prevents its closure in the presumed normality of institutional procedures."
[53] Arditi, *Politics on the Edges of Liberalism*, 86.
[54] Takis S. Pappas, *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis* (Oxford University Press, 2019), 33. Notre traduction.
[55] Pappas, *Populism and Liberal Democracy*, 240.
[56] Mudde and Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, 81. Notre traduction.
[57] Mudde and Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, 79.

politique. Présentée de manière très simplifiée, la problématique populiste ne serait autre qu'« une réaction politique primitive des dirigés envers leurs dirigeants »[58]. En ce qu'il implique nécessairement un clivage opposant « le peuple » aux « élites »[59], le populisme interroge le fonctionnement et le caractère démocratique du système représentatif. Selon Müller, le populisme ne serait autre que l'« ombre »[60] de la démocratie représentative et serait inhérent à sa mise en place. Pour Gregor Fitzi, le succès des partis et mouvements populistes d'extrême droite témoignerait de la crise de la représentation politique, qui produirait un « vide démocratique » susceptible d'être occupé par des acteurs et actrices politiques offrant un substitut de représentation basé sur des récits simplifiés et manichéens[61]. Dans « The Populist Phenomenon », Nadia Urbinati indique que le populisme est un phénomène qui parasite la démocratie représentative, en même temps qu'il en fait partie intégrante[62]. En cela, le populisme est une « possibilité permanente de la démocratie représentative »[63] et véhicule un sens alternatif de la représentation, proposant une identification plus authentique entre représentés et représentants[64]. Dans *Me the People: How Populism Transforms Democracy*, Urbinati explique que le populisme incarne une forme nouvelle et « défigurée » de gouvernement représentatif[65]. Une « démocratie populiste » serait ainsi caractérisée par deux phénomènes concomitants : une relation directe entre le leader et « le peuple » ; et l'autorité suprême du public[66].

La chroniqueuse Roslyn Fuller, dans son ouvrage *Beasts and Gods: How Democracy Changed its Meaning and Lost its Purpose* (2015)[67], fait état d'une démocratie qui échouerait systématiquement à rendre possible un processus décisionnel libre et égalitaire[68]. Selon elle, l'aspect représentatif des démocraties représentatives n'est rien de plus qu'un « mythe »[69] et l'idée même d'un gouvernement par le peuple est profondément erronée :

> […] mass representation through Parliament or Congress is hopelessly inaccurate; elections are bought and sold even where tight financing laws are in place; and non-electoral forms of

[58] Taggart, *Populism*, 109. Notre traduction.
[59] Mudde and Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, 6.
[60] Müller, *What Is Populism?*, 20. "Populism arises with the introduction of representative democracy; it is its shadow."
[61] Gregor Fitzi et al., *Populism and the Crisis of Democracy: Volume 2: Politics, Social Movements and Extremism* (Routledge, 2018), 1.
[62] Nadia Urbinati, "The Populist Phenomenon," *Raisons Politiques* 51, no. 3 (March 2013): 137, https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/rai.051.0137.
[63] Urbinati, "The Populist Phenomenon," 138. Notre traduction.
[64] Urbinati, "The Populist Phenomenon," 148.
[65] Urbinati, *Me the People*.
[66] Urbinati, *Me the People*.
[67] Roslyn Fuller, *Beasts and Gods: How Democracy Changed Its Meaning and Lost Its Purpose* (Zed Books, 2015).
[68] Fuller, *Beasts and Gods*, 5.
[69] Fuller, *Beasts and Gods*, 8.

> participation like protest and petition are for the most part useless, not just because protest can be repressed, but because politicians know that regular voters do not really impact on their chances of winning; rather, big donors do[70].

Fuller établit un contraste entre les systèmes démocratiques contemporains et celui d'Athènes durant l'Antiquité, qui, selon elle, incarnait véritablement un gouvernement du peuple et pour le peuple, puisqu'il existait alors une coïncidence entre volonté du peuple et politiques publiques[71]. Alors que l'on peut légitimement considérer la démocratie athénienne comme une démocratie proprement « représentative », il serait également plus correct, nous explique Fuller, de caractériser les systèmes démocratiques actuels de « démocraties symboliques »[72], dans la mesure où les représentants élus sont effectivement très peu nombreux, représentant en moyenne entre 0.0003 et 0.001% du corps électoral[73]. Ainsi, dans les démocraties dites « représentatives », la représentation n'existe qu'en termes abstraits et seulement dans la mesure où la majeure partie de la population reconnait son existence : « Rather than serving as a faithful reflection of society, modern parliaments are representative of 'the people' in only the most symbolic sense – it is agreed that they stand in for the people of a nation because it is convenient to believe that they do »[74].

La multiplication de phénomènes « populistes », porteurs de revendications de souveraineté populaire, informent donc le diagnostic d'une crise de la démocratie représentative, qui se manifesterait par une déconnexion, réelle et/ou ressentie, entre les représentés et leurs représentants. Ce que dénoncent les mouvements populistes, c'est l'usurpation de la souveraineté populaire, sur laquelle repose pourtant une grande part de la légitimité des systèmes démocratiques. C'est précisément la faille, inhérente à tout système démocratique, entre les idéaux démocratiques d'une part, et le fonctionnement du système de l'autre, qui fait le nid des phénomènes dits « populistes ».

[70] Fuller, *Beasts and Gods*, 12.
[71] Fuller, *Beasts and Gods*, 14.
[72] Fuller, *Beasts and Gods*, 45.
[73] Fuller, *Beasts and Gods*.
[74] Fuller, *Beasts and Gods*, 85.

2. Le paradoxe démocratique et la promesse de souveraineté populaire.

> Populism reminds us that all modern democratic societies are a compromise between democratic and non-democratic logics, and that the checks and balances of modern liberal democracy simultaneously guarantee and limit the popular will.
>
> Francisco Panizza *et al*., *Populism and the Mirror of Democracy* (2005)[75].

Nous pensons, avec Panizza, que tout mouvement populiste puise sa raison d'être dans une tension inhérente aux systèmes de démocratie représentative, entre d'une part leur conception théorique, entendue comme exercice de la volonté populaire, et d'autre part leur pratique effective du pouvoir en tant que mode de compétition entre différents groupes et différentes élites pour la définition des orientations politiques. Tout mode de gouvernance démocratique est donc sous-tendu par ce « paradoxe » entre idéaux et pratiques démocratiques, entre une promesse de souveraineté populaire d'un côté, et des entraves à cette souveraineté de l'autre. Dans « La démocratie à l'épreuve des pluralismes », Jean Leca note la coexistence difficile d'une dimension « populiste » et d'une dimension « constitutionnelle » dans les démocraties, qui permet à des acteurs populistes de discréditer l'autorité des institutions libérales[76]. De manière assez similaire, William H. Riker, dans son ouvrage *Liberalism Against Populism: A Confrontation Between the Theory of Democracy and the Theory of Social Choice* (1982)[77], identifie une contradiction, constitutive à la démocratie, entre populisme et libéralisme. Il note par ailleurs l'existence de deux traditions distinctes en matière de théorie démocratique ; avec, d'un côté, une tradition libérale, Madisonienne, dans laquelle l'acte de voter servirait à exercer un contrôle sur l'action des élus et ainsi à éviter toute forme de majorité tyrannique, et, d'un autre côté, une tradition dite populiste, s'inscrivant dans le sillon de Rousseau, selon laquelle le vote permettrait à la volonté du peuple d'être traduite en action par les élus[78].

Afin de soutenir leur critique des élites et d'étayer leur appel à une refonte du système démocratique, les populistes s'appuient effectivement sur un certain idéal démocratique, qui s'articule autour de la notion centrale de souveraineté populaire. Souvent considérée comme le fondement de la démocratie moderne[79], la notion de souveraineté populaire fait partie de ces

[75] Francisco Panizza et al., *Populism and the Mirror of Democracy* (Verso, 2005), 30.
[76] Jean Leca, « La démocratie à l'épreuve des pluralismes », *Revue française de science politique* 46, no. 2 (1996): 226.
[77] William H. Riker, *Liberalism Against Populism: A Confrontation Between the Theory of Democracy and the Theory of Social Choice* (Waveland Press, 1982).
[78] Riker, *Liberalism Against Populism,* 8-14.
[79] Christopher W. Morris, "The Very Idea of Popular Sovereignty: 'We the People' Reconsidered," *Social Philosophy and Policy* 17, no. 1 (2000): 1, https://www.cambridge.org/core/journals/social-philosophy-and-

« concepts essentiellement contestés » décrits par W. B. Gallie, et qui suscitent des interprétations multiples, souvent contradictoires, mais toutes légitimes, d'un même terme. Les débuts de la théorisation du terme sont généralement associés aux travaux de Thomas Hobbes (1588-1679), de John Locke (1632-1704) et de Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), qui furent les trois principaux théoriciens du contractualisme (ou théorie du contrat)[80]. Leurs travaux témoignent toutefois d'importantes divergences dans la manière dont est envisagée la souveraineté. Dans *Leviathan* (1651), Thomas Hobbes explique ainsi que le contrat social liant le peuple au souverain requiert une abdication totale de la liberté naturelle de chacun. La souveraineté réside alors exclusivement dans le corps unique du souverain, qui exercerait ainsi un pouvoir absolu et serait délié de toute obligation envers le peuple, lequel devrait une obéissance totale au souverain[81].

Tout comme Hobbes, Locke estime dans *Second Treatise of Government* (1689) qu'en raison de leurs nombreux appétits et de leur tendance à se quereller, les hommes n'ont d'autre choix que de renoncer à leurs droits et pouvoirs naturels, y compris à leurs possessions, afin de les confier à la souveraineté de l'État[82]. Mais, contrairement à Hobbes, Locke envisage le pouvoir du souverain comme limité et avant tout destiné à protéger la liberté des individus. Si

policy/article/abs/very-idea-of-popular-sovereignty-we-the-people-reconsidered/4AD1DAFEDAFCD43AA6D9052D16C18552.

[80] Le contractualisme postule que l'émergence de la société et de l'État sont le résultat du passage de l'état de nature à un régime de lois qui présuppose l'abdication par le peuple d'une partie de sa liberté.

[81] Thomas Hobbes, *Leviathan, or The Matter, Forme and Power of a Commonwealth Ecclesiasticall and Civil* [1651], in Deborah Baumgold, *Three-Text Edition of Thomas Hobbes's Political Theory: The Elements of Law, De Cive and Leviathan* (Cambridge University Press, 2017), 202. "The only way to erect such a Common Power, as may be able to defend them from the invasion of Forraigners, and the injuries of one another, and thereby to secure them in such sort, as that by their owne industrie, and by the fruites of the Earth, they may nourish themselves and live contentedly; is, to conferre all their power and strength upon one Man, or upon one Assembly of men, that may reduce all their Wills, by plurality of voices, unto one Will: which is as much as to say, to appoint one man, or Assembly of men, to beare their Person; and every one to owne, and acknowledge himselfe to be Author of whatsoever he that so beareth their Person, shall Act, or cause to be Acted, in those things which concerne the Common Peace and Safetie; and therein to submit their Wills, every one to his Will, and their Judgements, to his Judgment. This is more than Consent, or Concord; it is a reall Unitie of them all, in one and the same Person, made by Covenant of every man with every man, in such manner, as if every man should say to every man, *I Authorise and give up my Right of Governing my selfe, to this Man, or to this Assembly of men, on this condition, that thou give up thy Right to him, and Authorise all his Actions in like manner*."

[82] John Locke, *Second Treatise of Government*, ed. Crawford Brough Macpherson (Hackett, [1689] 1980), 64. "§. 120. To understand this the better, it is fit to consider, that every man, when he at first incorporates himself into any commonwealth, he, by his uniting himself thereunto, annexed also, and submits to the community, those possessions, which he has, or shall acquire, that do not already belong to any other government: for it would be a direct contradiction, for any one to enter into society with others for the securing and regulating of property; and yet to suppose his land, whose property is to be regulated by the laws of the society, should be exempt from the jurisdiction of that government, to which he himself, the proprietor of the land, is a subject. By the same act therefore, whereby any one unites his person, which was before free, to any common-wealth, by the same he unites his possessions, which were before free, to it also; and they become, both of them, person and possession, subject to the government and dominion of that common-wealth, as long as it hath a being. Whoever therefore, from thenceforth, by inheritance, purchase, permission, or otherways, *enjoys any part of the land*, so annexed to, and under the government *of that common-wealth, must take it with the condition* it is under; that is, *of submitting to the government of the common-wealth*, under whose jurisdiction it is, as far forth as any subject of it."

chaque homme abandonne effectivement au souverain le droit de punir, il conserve toutefois ses droits naturels, que sont les droits de propriété, de vie, et de liberté. Dans la théorie de Locke, le pouvoir législatif, et notamment le pouvoir de lever l'impôt[83], est directement dérivé du peuple, et répond à un principe majoritaire qui permet aux lois d'être reconnues comme le résultat de la volonté du peuple[84]. Locke juge par ailleurs inconcevable le type de souverain absolu envisagé par Hobbes, puisque cela irait résolument à l'encontre du dessein originel de la société, à savoir la protection de la vie, de la liberté, et de la propriété de chaque membre. Locke explique qu'en cédant leurs droits naturels à un gouvernement absolu, les individus se trouveraient dans une situation plus précaire que celle de l'état de nature puisqu'ils ne pourraient alors plus se défendre eux-mêmes[85]. Locke se positionne résolument contre la mise en place d'un gouvernement despotique, arguant que le pouvoir de tout corps législatif – qui doit être suprême – mais également de n'importe quelle partie du gouvernement, est révocable :

> §. 149. THOUGH in a constituted common-wealth, standing upon its own basis, and acting according to its own nature, that is, acting for the preservation of the community, there can be but *one supreme power*, which is *the legislative*, to which all the rest are and must be subordinate, yet the legislative being only a fiduciary power to act for certain ends, there remains still *in the people a supreme power to remove or alter the legislative,* when they find the legislative act contrary to the trust reposed in them: for all *power given with trust* for the attaining an end, being limited by that end, whenever that end is manifestly neglected, or opposed, the trust must necessarily be *forfeited*, and the power devolve into the hands of those that gave it, who may place it anew where they shall think best for their safety and security. And thus the *community* perpetually *retains a supreme power* of saving themselves from the attempts and designs of any body, even of their legislators, whenever they shall be so foolish, or so wicked, as to lay and carry on designs against the liberties and properties of the subject: for no man or society of men, having a power to deliver

[83] Locke, *Second Treatise of Government*, 74. "§. 140. It is true, governments cannot be supported without great charge, and it is fit every one who enjoys his share of the protection, should pay out of his estate his proportion for the maintenance of it. But still it must be with his own consent, i.e. the consent of the majority, giving it either by themselves, or their representatives chosen by them: for if any one shall claim a power to lay and levy taxes on the people, by his own authority, and without such consent of the people, he thereby invades the fundamental law of property, and subverts the end of government: for what property have I in that, which another may by right take, when he pleases, to himself?"

[84] Locke, *Second Treatise of Government*, 52. "§. 96. For when any number of men have, by the consent of every individual, made a *community*, they have thereby made that *community* one body, with a power to act as one body, which is only by the will and determination of the *majority*: for that which acts any community, being only the consent of the individuals of it, and it being necessary to that which is one body to move one way; it is necessary the body should move that way whither the greater force carries it, which is the *consent of the majority*: or else it is impossible it should act or continue one body, *one community*, which the consent of every individual that united into it, agreed that it should; and so every one is bound by that consent to be concluded by the *majority*. And therefore we see, that in assemblies, impowered to act by positive laws, where no number is set by that positive law which impowers them, the *act of the majority* passes for the act of the whole, and of course determines, as having, by the law of nature and reason, the power of the whole."

[85] Locke, *Second Treatise of Government*, 72. "§. 137. Absolute arbitrary power, or governing without settled standing laws, can neither of them consist with the ends of society and government, which men would not quit the freedom of the state of nature for, and tie themselves up under, were it not to preserve their lives, liberties and fortunes, and by stated rules of right and property to secure their peace and quiet. It cannot be supposed that they should intend, had they a power so to do, to give to any one, or more, an absolute arbitrary power over their persons and estates, and put a force into the magistrate's hand to execute his unlimited will arbitrarily upon them. This were to put themselves into a worse condition than the state of nature, wherein they had a liberty to defend their right against the injuries of others, and were upon equal terms of force to maintain it, whether invaded by a single man, or many in combination."

> up their *preservation*, or consequently the means of it, to the absolute will and arbitrary dominion of another; when ever any one shall go about to bring them into such a slavish condition, they will always have a right to preserve, what they have not a power to part with; and to rid themselves of those, who invade this fundamental, sacred, and unalterable law of *self-preservation*, for which they entered into society. And thus the *community* may be said in this respect to be *always the supreme power*, but not as considered under any form of government, because this power of the people can never take place till the government be dissolved[86].

Ainsi, pour Locke, l'autorité du gouvernement dépend de sa capacité à effectuer les fonctions pour lesquelles il s'est vu confier ces pouvoirs en premier lieu. Ce qui conduit Locke à affirmer un droit à la révolution, dans le cas où le gouvernement outre-passerait ses prérogatives :

> §. 226. […] this doctrine of a power in the people of providing for their safety a-new, by a new legislative, when their legislators have acted contrary to their trust, by invading their property, is the best fence against rebellion, and the probablest means to hinder it: for rebellion being an opposition, not to persons, but authority, which is founded only in the constitutions and laws of the government; those, whoever they be, who by force break through, and by force justify their violation of them, are truly and properly rebels: for when men, by entering into society and civil-government, have excluded force, and introduced laws for the preservation of property, peace, and unity amongst themselves, those who set up force again in opposition to the laws, do rebellare, that is, bring back again the state of war, and are properly rebels […][87].

Enfin, dans son ouvrage *Du contrat social ou Principes du droit politique* (1762)[88], Rousseau explique que le contrat social, ou « pacte fondamental », marque le passage de l'état de nature à l'état civil[89] et représente la loi suprême à laquelle doivent souscrire tous les citoyens d'un État[90]. Pour Rousseau, une République est caractérisée par le fait qu'elle est régie par des

[86] Locke, *Second Treatise of Government*, 77-8.
[87] Locke, *Second Treatise of Government*, 114. Voir aussi : "§. 227. In both the fore-mentioned cases, when either the legislative is changed, or the legislators act contrary to the end for which they were constituted; those who are guilty are guilty of *rebellion*: for if any one by force takes away the established legislative of any society, and the laws by them made, pursuant to their trust, he thereby takes away the umpirage, which every one had consented to, for a peaceable decision of all their controversies, and a bar to the state of war amongst them. They, who remove, or change the legislative, take away this decisive power, which no body can have, but by the appointment and consent of the people; and so destroying the authority which the people did, and no body else can set up, and introducing a power which the people hath not authorized, they actually *introduce a state of war*, which is that of force without authority: and thus, by removing the legislative established by the society, (in whose decisions the people acquiesced and united, as to that of their own will) they untie the knot, and *expose the people a-new to the state of war*."
[88] Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social* (Mozambook, [1762] 2001).
[89] Rousseau, *Du contrat social*, 28. Rousseau explique que « ce passage de l'état de nature à l'état civil produit dans l'homme un changement très remarquable, en substituant dans sa conduite la justice à l'instinct, et donnant à ses actions la moralité qui leur manquait auparavant. C'est alors seulement que la voix du devoir succédant à l'impulsion physique et le droit à l'appétit, l'homme, qui jusque-là n'avait regardé que lui-même, se voit forcé d'agir sur d'autres principes, et de consulter sa raison avant d'écouter ses penchants ».
[90] Rousseau, *Du contrat social*, 134. « Il n'y a qu'une seule loi qui par sa nature exige un consentement unanime. C'est le pacte social : car l'association civile est l'acte du monde le plus volontaire ; tout homme étant né libre et maître de lui-même, nul ne peut, sous quelque prétexte que ce puisse être, l'assujettir sans son aveu […]. Si donc lors du pacte social il s'y trouve des opposants, leur opposition n'invalide pas le contrat, elle empêche seulement qu'ils n'y soient compris : ce sont des étrangers parmi les citoyens […] ».

lois qui représentent des « actes de la volonté générale »[91] et « considère[nt] les sujets en corps et les actions comme abstraites, jamais un homme comme individu ni une action particulière »[92]. Les lois sont le produit de la « volonté générale »[93], et celle-ci se distingue de la volonté particulière de chaque homme car elle vise toujours le bien commun, qui peut se résumer à deux objets principaux, que sont la liberté et l'égalité[94]. La souveraineté, chez Rousseau, est la volonté générale, et elle est inaliénable et indivisible[95]. La volonté générale s'exprime selon le principe majoritaire[96] et le souverain ne peut être représenté que par lui-même dans la mesure où « le pouvoir peut bien se transmettre, mais non pas la volonté »[97]. Dès l'instant qu'un peuple se donne des représentants, explique Rousseau, « il n'est plus libre ; il n'est plus »[98]. En conséquence, « toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi […] »[99]. Toutefois, Rousseau indique également que, livré à lui-même, le peuple peut parfois se fourvoyer, d'où la nécessité d'un législateur[100], un « homme extraordinaire dans l'État », porteur de « cette raison sublime qui s'élève au-dessus de la portée des hommes vulgaires » et pourvu d'un « grande âme » qui « est le vrai miracle qui doit prouver sa mission »[101]. Le peuple est souverain, mais il a besoin de guides éclairés et sages pour qu'il puisse voir en quoi consiste véritablement la volonté générale. On voit donc en quoi cette conception de la souveraineté populaire se distingue à la fois de celle de Thomas Hobbes et de John Locke, mettant en évidence la grande diversité d'interprétations de cette notion.

Ce flou conceptuel autour de la souveraineté populaire se répercute également sur le populisme, où cette notion joue un rôle central. D'aucuns, dont Jan-Werner Müller, insistent sur les dangers que posent les appels des populistes à une démocratie conçue essentiellement

[91] Rousseau, *Du contrat social*, 50. « J'appelle donc République tout État régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être : car alors seulement l'intérêt public gouverne, et la chose publique est quelque chose. Tout gouvernement légitime est républicain ».
[92] Rousseau, *Du contrat social*, 49.
[93] La volonté générale n'équivaut pas à la volonté de tous les individus, car ce n'est pas la somme de tous les intérêts particuliers.
[94] Rousseau, *Du contrat social*, 67.
[95] Rousseau, *Du contrat social*, 36. « Par la même raison que la souveraineté est inaliénable, elle est indivisible. Car la volonté est générale, ou elle ne l'est pas ; elle est celle du corps du peuple ou seulement d'une partie. »
[96] Rousseau, *Du contrat social*, 134. « […] Hors ce contrat primitif, la voix du plus grand nombre oblige toujours tous les autres ; c'est une suite du contrat même. »
[97] Rousseau, *Du contrat social*, 34.
[98] Rousseau, *Du contrat social*, 121.
[99] Rousseau, *Du contrat social*, 119.
[100] Rousseau, *Du contrat social*, 50-1. « De lui-même le peuple veut toujours le bien, mais de lui-même il ne le voit pas toujours. La volonté générale est toujours droite, mais le jugement qui la guide n'est pas toujours éclairé. Il faut lui faire voir les objets tels qu'ils sont, quelques fois tels qu'ils doivent lui paraître, lui montrer le bon chemin qu'elle cherche […] Les particuliers voient le bien qu'ils rejettent ; le public veut le bien qu'il ne voit pas. Tous ont également besoin de guides. Il faut obliger les uns à conformer leurs volontés à leur raison ; il faut apprendre à l'autre à connaître ce qu'il veut. Alors des lumières publiques résulte l'union de l'entendement et de la volonté dans le corps social, de là l'exact concours des parties, et enfin la plus grande force du tout. Voilà d'où nait la nécessité d'un législateur ».
[101] Rousseau, *Du contrat social* [1762], 55.

comme garante de la souveraineté populaire. Müller explique que la promesse cruciale du populisme selon laquelle le peuple peut gouverner est illusoire et s'inscrit dans une « théorie 'plébéienne' de la démocratie » (*folk theory of democracy*)[102]. En réalité, personne n'a jamais officiellement formulé ces promesses et le succès du populisme reposerait donc sur des promesses démocratiques qui, en pratique, ne peuvent pas être satisfaites dans les sociétés contemporaines. Le propre des populistes est de parler « *comme si* ces promesses pouvaient aboutir »[103]. Mény et Surel soulignent eux aussi la tension intrinsèque, propre aux systèmes démocratiques, entre, d'un côté, le pouvoir du peuple et, de l'autre, les dispositions constitutionnelles visant à protéger le citoyen du gouvernement et de l'exercice arbitraire du pouvoir[104]. C'est en effet par la combinaison inattendue entre souveraineté populaire et principe représentatif, expliquent-ils, que la démocratie a été rendue possible en pratique[105]. Ainsi, notre présent model démocratique est profondément marqué par sa « faille originelle » (*original flaw*), à savoir la tension constitutive entre son idéologie (le pouvoir du peuple) et son fonctionnement (le pouvoir des élites choisies par le peuple)[106].

Il existe aujourd'hui un consensus assez largement répandu selon lequel les démocraties contemporaines seraient effectivement fondées sur ces deux « piliers » que sont le gouvernement par le peuple, pratiqué de diverses manières (à travers la représentation et le principe majoritaire), et l'État de droit, venant contrebalancer le pouvoir discrétionnaire ou arbitraire des représentants du peuple[107]. Malgré ce dualisme de la démocratie, qui implique nécessairement une limite à la souveraineté populaire, Mény et Surel précisent que tous les mouvements populistes parlent et se comportent comme si la démocratie désignait le pouvoir du peuple et *seulement* le pouvoir du peuple[108]. Enfin, pour Christopher W. Morris, la doctrine, profondément ancrée dans nos cultures, selon laquelle le peuple détient, ou devrait détenir, la souveraineté, est trompeuse et potentiellement dangereuse, car elle peut conduire à une compréhension erronée de la nature de la politique, de la gouvernance, et de l'ordre social[109]. S'il est aujourd'hui établi que la souveraineté peut (et doit) être limitée, explique Morris, l'idée selon laquelle les peuples seraient les détenteurs légitimes de la souveraineté reste très répandue[110]. Morris précise que la doctrine de la souveraineté populaire est d'ailleurs

[102] Müller, *What Is Populism?*, 76.
[103] Müller, *What Is Populism?* Notre traduction.
[104] Mény and Surel, *Democracies and the Populist Challenge*, 6.
[105] Mény and Surel, *Democracies and the Populist Challenge*, 6.
[106] Mény and Surel, *Democracies and the Populist Challenge*, 8.
[107] Mény and Surel, *Democracies and the Populist Challenge*, 9.
[108] Mény and Surel, *Democracies and the Populist Challenge*, 9.
[109] Morris, "The Very Idea of Popular Sovereignty," 1.
[110] Morris, "The Very Idea of Popular Sovereignty," 6.

particulièrement influente dans les traditions politiques étatsunienne et française et pourrait constituer l'une des caractéristiques centrales des conceptions dominantes du pouvoir politique dans ces cultures. Et pourtant, écrit-il, il semble peu vraisemblable que le peuple puisse véritablement être souverain, puisque, dans un système démocratique, le peuple ne gouverne qu'à travers des intermédiaires[111]. Les conditions nécessaires à l'exercice de la souveraineté *de qui que ce soit* sont en réalité difficiles à mettre en place puisque les conditions de l'existence d'un souverain – incarnant une autorité politique et légale supérieure, suprême, et finale – sont théoriquement improbables, du moins dans le contexte d'un État ou d'une société de grande taille[112]. Il conviendrait donc, d'après Morris, de se débarrasser de la notion selon laquelle la souveraineté doit reposer *quelque part*, ce qui a tendance à encourager l'idée selon laquelle elle devrait être attribuée au peuple[113].

Richard Pildes, dans « Romanticizing Democracy, Political Fragmentation, and the Decline of American Government »[114], estime quant à lui qu'une « conception idéalisée de la démocratie » a contribué au déclin des institutions politiques formelles[115], et notamment aux États-Unis, où s'est établie une culture bien spécifique, en l'occurrence « romantique », reposant sur une vision idéalisée du processus démocratique : « This uniquely romantic conception of democracy has, I believe, perversely contributed to the decline of our formal political institutions »[116]. C'est au nom de cette version idéalisée de la démocratie que les Américains auraient développé une certaine méfiance à l'égard des institutions intermédiaires, dont les partis politiques[117]. Depuis au moins l'ère Jacksonienne, les appels au « pouvoir » populaire ou à la « participation » populaire en tant que remèdes à la corruption politique ont été des thèmes politiques et culturels récurrents de la démocratie étatsunienne[118]. Cette démocratie, explique Pildes, a d'ailleurs toujours reposé sur un équilibre entre la mythologie de la souveraineté populaire et la réalité du fonctionnement démocratique[119], et cette conception spécifique de la démocratie a été sous-tendue par une rhétorique de la souveraineté populaire « bien plus populiste » que celle des autres démocraties occidentales »[120].

---

[111] Morris, "The Very Idea of Popular Sovereignty," 8.
[112] Morris, "The Very Idea of Popular Sovereignty," 8.
[113] Morris, "The Very Idea of Popular Sovereignty," 24.
[114] Richard H. Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation, and the Decline of American Government," *The Yale Law Journal* 124, no. 3 (December 2014): 804–852, https://www.yalelawjournal.org/article/the-decline-of-american-government.
[115] Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation," 808. Notre traduction.
[116] Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation," 808.
[117] Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation," 815.
[118] Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation," 816.
[119] Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation," 851.
[120] Pildes, "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation," 850.

D'aucuns insistent par ailleurs sur le potentiel rédempteur du populisme qui, en mettant en lumière les tendances de la démocratie à s'éloigner de son propre principe de souveraineté populaire, permettrait à celle-ci de se régénérer. C'est notamment ce que suggère Panizza qui, notant la relation profondément « problématique » qu'entretiennent populisme et démocratie, explique que, d'une certaine manière, le populisme sert effectivement de miroir à la démocratie, en l'informant sur son état, et met en lumière les dynamiques contradictoires qui se jouent au sein des sociétés démocratiques :

> Populism reminds us of the totalitarian ghosts that shadow democracy. But it also reminds us that all modern democratic societies are a compromise between democratic and non-democratic logics, and that the checks and balances of modern liberal democracy simultaneously guarantee and limit the popular will. […] By raising awkward questions about modern forms of democracy, and often representing the ugly face of the people, populism is neither the highest form of democracy nor its enemy, but a mirror in which democracy can contemplate itself, warts and all, and find out what it is about and what it is lacking. If the reflection is not always a pretty sight, it is because, as the ancient Greeks already knew, democracy has an underside, which they called demagogy, because democratic representation can never live up to its promise, and because even the most democratic political regime is a mixture of elements of democracy with others of a non-democratic nature in which principles of technocratic rationality and guardianship constrain or override the principle of the sovereignty of the people[121].

La théoricienne politique Margaret Canovan souligne, elle aussi, l'existence d'une contradiction entre idéologie et pratique, qui offre aux populistes une invitation continue à s'indigner de la trahison de la promesse démocratique et à mobiliser les mécontents sous la bannière d'un retour de la politique aux mains du peuple[122]. Selon elle, la démocratie aurait « deux visages », l'un pragmatique, l'autre rédempteur, et le populisme représenterait, dans certains cas, une invocation de la face rédemptrice de la démocratie dans le but de venir corriger les excès de pragmatisme du système :

> When too great a gap opens up between haloed democracy and the grubby business of politics, populists tend to move on to the vacant territory, promising in the place of the dirty world of party maneuvering the shining ideal of democracy renewed. Even from the point of view of pragmatic politics, the vital practices of contestation and accountability grow weak without the energy provided by democracy's inspirational, mobilizing, redemptive side[123].

Le populisme incarnerait ainsi un phénomène au potentiel démocratisant, visant à perfectionner la représentativité démocratique et à renouveler le système politique de l'intérieur. Elle note par ailleurs la très forte intimité entre démocratie et populisme, expliquant que l'« idéologie démocratique » est profondément populiste, et insiste sur le rôle fondamental de cette idéologie dans le processus de légitimation de nos systèmes politiques : « Democratic

[121] Panizza et al., *Populism and the Mirror of Democracy*, 30.
[122] Cité dans Mény and Surel, *Democracies and the Populist Challenge*, 25.
[123] Margaret Canovan, "Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy," *Political Studies* 47, no. 1 (March 1999): 11, https://journals-sagepub-com.ezpupv.scdi-montpellier.fr/doi/10.1111/1467-9248.00184.

ideology, which is thoroughly populist, is needed to legitimise the system to voters and to mobilise them for participation »[124]. Elle fait ainsi écho à Laura Grattan, pour qui, si la démocratie est effectivement un très puissant « fantasme » guidant la politique étatsunienne, cultiver ce fantasme est vital à la survie du système[125]. C'est également ce qu'affirme Claude Lefort. Selon lui, la démocratie ne peut survivre qu'en maintenant une tension irrésolvable : d'une part, la légitimité symbolique de la démocratie requiert l'image de la souveraineté ; d'autre part, cette image doit toujours être associée à celle d'un « lieu vide », impossible à occuper, de telle sorte que ceux et celles qui exercent l'autorité publique ne peuvent jamais prétendre se l'approprier[126]. C'est précisément dans cette indétermination, cet inachèvement de la démocratie que la démocratie se distingue du totalitarisme, qui cherche, lui, à occuper le lieu du pouvoir[127].

Cette promesse de restauration de la souveraineté populaire se retrouve dans les discours de certains acteurs et certaines actrices politiques, que l'on pourrait dès lors s'aventurer à qualifier de « populistes ». Dans son premier discours d'investiture à la présidence des États-Unis, Donald Trump annonçait vouloir restituer au peuple sa souveraineté, qui lui aurait été usurpée par le gouvernement étatsunien : « Today's ceremony, however, has very special meaning. Because today we are not merely transferring power from one administration to another, or from one party to another – but we are transferring power from Washington, D.C. and giving it back to you, the People »[128]. Par ces mots, Donald Trump entendait faire écho aux sentiments de désaffection d'une partie de la population à l'égard de ses représentants et de la politique en général.

Le discours de Bernie Sanders, que l'on peut à bien des égards également qualifier de « populiste », est sensiblement différent. L'enjeu, selon Sanders, est avant tout de revitaliser la démocratie étatsunienne en impliquant le peuple dans le processus décisionnel. Cela suppose, selon lui, la création d'un large mouvement ascendant (*bottom-up*), impulsé par la base militante des *grassroots*, qui soit en mesure de tenir tête aux élites politiques et économiques. Dans *Where We Go From Here* (2018)[129], Sanders fait l'apologie du peuple en tant qu'alpha et oméga du processus démocratique : « Government of the people, by the people, for the people. Creating a nation that works for all, and not just the few. That was worth fighting for in 1863.

[124] Canovan, *The People*, 29.
[125] Laura Grattan, *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America* (Oxford University Press, 2016), 8.
[126] Cité dans Grattan, *Populism's Power*, 25.
[127] Grattan, *Populism's Power*, 25.
[128] Donald J. Trump, "Inaugural Address" (speech, Capitol Building, Washington D.C., January 20, 2017), YouTube video, posted by ABC News, January 20, 2017, https://www.youtube.com/watch?v=sRBsJNdK1t0.
[129] Bernie Sanders, *Where We Go from Here: Two Years in the Resistance* (Thomas Dunne Books, 2018).

It is worth fighting for today »[130], ajoutant plus loin : « We must create a vibrant democracy where the voices of all people are heard »[131]. La « révolution politique » défendue par Sanders doit en effet être comprise dans ce sens ; il s'agit de revitaliser la démocratie en rendant le gouvernement étatsunien plus représentatif de sa population et cela, pour Sanders, ne peut avoir lieu que si des millions de personnes deviennent actives dans le processus politique. Il faut, en somme, que les *grassroots* (re-)deviennent le moteur du jeu politique :

> The political revolution strives for the not-so-radical idea that we should have a government that represents all of the people, and not just the wealthy and powerful special interests. That goal will not be achieved unless we revitalize American democracy and bring millions into the political process[132].

On voit, dès lors, à quel point la promesse de souveraineté populaire peut en réalité être mobilisée par des acteurs politiques divers et ainsi porter des projets bien distincts. L'on remarque également que cette rhétorique est en quelque sorte devenue une constante du jeu politique, régulièrement mobilisée par des mouvements et acteurs politiques se situant en dehors du *mainstream* politique, i.e. du courant principal de la vie démocratique étatsunienne, et cherchant à faire écho aux sentiments d'aliénation d'une part de la population. Si les manifestations du populisme sont diverses, en cela qu'elles portent des idéologies bel et bien distinctes, toutes s'immiscent néanmoins dans la tension, propre aux gouvernements démocratiques contemporains, entre idéaux et pratique. Tout mouvement populiste est ainsi sous-tendu par une promesse démocratique, bien que les paramètres de celle-ci varient en fonction du projet qu'elle accompagne.

[130] Sanders, *Where We Go from Here*, 5.
[131] Sanders, *Where We Go from Here*, 7.
[132] Sanders, *Where We Go from Here*, 261.

3. Le peuple souverain dans le constitutionalisme étatsunien.

> Pure democracy seeks to abolish the elite; representative democracy is designed to legitimate one.
>
> Timothy Shenk (2022)[133].

Les questions de souveraineté et de représentation furent au cœur des tensions entre la Grande Bretagne et ses colonies et continuèrent à préoccuper la jeune nation lorsque celle-ci entreprit la création de son propre gouvernement. En effet, les hostilités avaient débuté dès la tentative du Parlement britannique de prélever des impôts sur ses colonies, d'abord par l'application du *Sugar Act* de 1764, puis celle du *Stamp Act* en 1765. Comme l'explique Edmund S. Morgan dans *Inventing the People: The Rise of Popular Sovereignty in England and America* (1988)[134], la question de la taxation était, en Grande Bretagne, intimement liée à celle de la représentation et les impôts étaient alors considérés comme un don volontaire fait au roi par la Chambre des Communes[135]. Les colonies mobilisèrent précisément cet argument lors de leur confrontation avec la Grande Bretagne, insistant sur le fait que seuls les représentants du peuple, et tout particulièrement les propriétaires, pouvaient consentir à l'impôt. Or, les colonies ne disposaient pas de représentants à la Chambre des Communes pour y consentir en leur nom[136]. C'est en réponse à cet argumentaire que le secrétaire au Trésor britannique, Thomas Whateley, élabora un argument selon lequel le Parlement était en droit de taxer ses colonies, puisque ces dernières étaient en réalité bel et bien représentées au Parlement, non pas physiquement, mais « virtuellement », dans la mesure où chaque membre de la Chambre des Communes représentait de fait l'ensemble des sujets du roi, et non uniquement ceux qui l'avaient élu[137]. Ceci poussa en retour les colonies à affirmer le caractère local de la représentation ; et l'idée selon laquelle les seuls représentants légitimes du peuple devaient être des individus personnellement choisis par le peuple lui-même, devint un principe cardinal durant la période révolutionnaire[138]. Cette idée fut affirmée non seulement par les différentes assemblées coloniales mais également par le Congrès du *Stamp Act* (1765), durant lequel des délégués de neuf colonies établirent la Déclaration des Droits et des Griefs (*The Declaration of*

[133] Timothy Shenk, *Realigners: Partisan Hacks, Political Visionaries, and the Struggle to Rule American Democracy* (Farrar, Straus and Giroux, 2022), 21.
[134] Edmund S. Morgan, *Inventing the People: The Rise of Popular Sovereignty in England & America* (E-book; W. W. Norton & Company, 1988).
[135] Morgan, *Inventing the People*.
[136] Morgan, *Inventing the People*.
[137] Morgan, *Inventing the People*.
[138] Morgan, *Inventing the People*.

Rights and Grievances[139]) et envoyèrent des lettres de doléances ainsi que des pétitions au roi et au Parlement, ainsi que durant le Premier Congrès Continental de 1774, réuni suite au vote des *Coercive Acts* par le Parlement britannique. Il fut ainsi établi que les représentants devaient non seulement être directement choisis par leurs électeurs mais devaient aussi être l'un des leurs, en vivant auprès d'eux et en partageant leurs circonstances locales[140]. Ainsi, dans *Common Sense* (1776)[141], Thomas Paine souligne précisément la nécessité, dans un contexte d'expansion coloniale, de placer le pouvoir législatif entre les mains d'un nombre restreint de personnes qui, partageant les préoccupations et intérêts de ceux qui les auraient désignés, agiraient de la même manière que ne l'auraient fait les représentés eux-mêmes[142].

Le bon fonctionnement du gouvernement, selon Paine, reposait sur la proximité physique des représentés et de leurs représentants, garante de la juste traduction des intérêts du peuple comme de la confiance mutuelle entre les différents partis :

> If the colony continues increasing, it will become necessary to augment the number of the representatives, and that the interest of every part of the colony may be attended to, it will be found best to divide the whole into convenient parts, each part sending its proper number; and that the *elected* might never form to themselves an interest separate from the *electors*, prudence will point out the propriety of having elections often; because as the *elected* might by that means return and mix again with the general body of the *electors* in a few months, their fidelity to the public will be secured by the prudent reflection of not making a rod for themselves. And as this frequent interchange will establish a common interest with every part of the community, they will mutually and naturally support each other, and on this (not on the unmeaning name of king) depends the *strength of government, and the happiness of the governed*[143].

De manière assez similaire, John Adams, dans *Thoughts on Government* (1776)[144], appelle à la création d'une assemblée représentative et souligne l'importance de sélectionner des personnes qui reflèteraient les valeurs et sensibilités des représentés : « The principal difficulty lies, and the greatest care should be employed, in constituting this representative assembly. It should be in miniature an exact portrait of the people at large. It should think, feel, reason, and act like them »[145].

---

[139] "Declaration of Rights and Grievances," Stamp Act Congress, October 14, 1765, https://www.loc.gov/classroom-materials/united-states-history-primary-source-timeline/american-revolution-1763-1783/colonies-rebellion-1773-1774/.
[140] "Declaration of Rights and Grievances," 1765.
[141] Thomas Paine, *Rights of Man, Common Sense, and Other Political Writings* (Oxford University Press, [1791] 2006).
[142] Paine, *Rights of Man, Common Sense, and Other Political Writings*, 7. "This will point out the convenience of their consenting to leave the legislative part to be managed by a select number chosen from the whole body, who are supposed to have the same concerns at stake which those have who appointed them, and who will act in the same manner as the whole body would act were they present."
[143] Paine, *Rights of Man, Common Sense, and Other Political Writings*.
[144] John Adams, "Thoughts on Government," in *The Portable John Adams*, ed. Jack Diggins (Penguin Classics, [1776] 2004).
[145] Adams, "Thoughts on Government."

La question de la souveraineté se trouva ensuite au cœur des débats autour de la ratification de la Constitution des États-Unis, donnant notamment naissance à une conception élitiste du constitutionnalisme et de la souveraineté. Les *Federalist Papers* (1787-1788)[146] montrent que les Pères fondateurs considéraient qu'ils fondaient un régime bel et bien distinct – et meilleur – que la démocratie. Dans le *Federalist* 10, James Madison, sous le pseudonyme *Publius*, distinguait ainsi les régimes « purement démocratiques », qui avaient selon lui été le théâtre de constantes turbulences et de conflits incessants, du concept de république, qui permettrait d'empêcher le développement du « dangereux vice » que représentait le factionnalisme :

> The two great points of difference between a democracy and a republic are: first, the delegation of the government, in the latter, to a small number of citizens elected by the rest; secondly, the greater number of citizens, and greater sphere of country, over which the latter may be extended.
>
> The effect of the first difference is, on the one hand to refine and enlarge the public views, by passing them through the medium of a chosen body of citizens, whose wisdom may best discern the true interest of their country, and whose patriotism and love of justice will be least likely to sacrifice it to temporary or partial considerations. Under such a regulation, it may well happen that the public voice, pronounced by the representatives of the people, will be more consonant to the public good than if pronounced by the people themselves, convened for the purpose[147].

Selon Madison, la volonté du peuple devait donc être « raffinée » par l'intermédiaire de représentants, plus à même de concevoir et de reconnaître le bien commun et les moyens pour y parvenir. C'est d'ailleurs dans des termes très similaires qu'il défendait l'importance d'un Sénat, dont les membres ne seraient pas directement élus par le peuple et seraient donc à une distance suffisante des « illusions » et « passions irrégulières » de ce dernier[148]. Dans ces moments critiques où le peuple est susceptible de prendre des décisions qui iraient à l'encontre du bien commun, le Sénat et son corps de citoyens « modérés et respectables » viendraient alors réfréner cette entreprise malavisée pour que raison, justice et vérité puissent retrouver leur prééminence au sein de l'opinion publique[149]. Une telle république est donc avant tout caractérisée par son caractère élitiste, dans la mesure où l'enjeu central est la sélection d'une certaine « aristocratie naturelle »[150], perçue comme plus à même que le peuple de prendre des

---

[146] *The Federalist Papers* furent une série de 85 essais publiés dans des journaux new yorkais entre 1787 et 1788. Ils furent écrits par John Jay, James Madison et Alexander Hamilton dans le but d'expliquer aux états et au peuple pourquoi la Constitution nouvellement rédigée était dans leur meilleur intérêt.

[147] James Madison, "Federalist No. 10," *New York Packet*, November 23, 1787, *The Avalon Project: Documents in Law, History and Diplomacy*, Yale Law School, https://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp.

[148] James Madison, "Federalist No. 63," *Independent Journal*, March 1, 1788, *Founders Online*, National Archives, https://founders.archives.gov/documents/Madison/01-10-02-0312.

[149] Madison, "Federalist No. 63."

[150] Dans "Federalist No.55," Madison décrit cette élite comme « les gardiens du peuple, sélectionnés par le peuple lui-même » ("the guardians of the people, selected by the people themselves") (James Madison, "Federalist No.55," *The Avalon Project*, November 23, 1787, Lillian Goldman Law Library, Yale Law School, https://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp.). Dans une lettre à John Adams, Thomas Jefferson

décisions raisonnables et allant dans l'intérêt du bien commun. La république a donc été acceptée par les Pères Fondateurs pour son caractère hybride, combinant pouvoir du peuple et pouvoir de élites, qui représentait également une forme de synthèse. Dans les mots de Timothy Shenk : « The people and the democratic elite were twins, brought into the world by the same parents at the same time. 'We the people' voted, while the democratic elite ruled »[151]. Aujourd'hui, le Parti démocrate, pour des raisons qui seront évoquées plus loin, ne défend plus le pouvoir du peuple au sens premier mais bel et bien cette synthèse. C'est avant tout le système lui-même, bien plus que la source originelle du pouvoir politique, que défend le Parti démocrate.

Pour les Pères Fondateurs, c'est précisément cette hybridité, caractérisée aux États-Unis par une mise à distance du peuple du processus de prise de décision, qui fonde la supériorité de la république par rapport aux démocraties classiques, athénienne et romaine. Cette supériorité est évoquée dans le *Federalist 63* :

> The true distinction between [the political constitutions of the ancients] and the American governments, lies in *the total exclusion of the people, in their collective capacity, from any share in the latter*, and not in the total exclusion of the representatives of the people from the administration of the former. The distinction, however, thus qualified, must be admitted to leave a most advantageous superiority in favor of the United States[152]. (italiques ajoutées)

Si la séparation des pouvoirs instituée par la Constitution avait effectivement pour dessein d'empêcher la concentration du pouvoir et donc la formation d'un gouvernement despotique, qui aurait pu mettre en danger les libertés individuelles, ce même mécanisme avait également pour vocation d'empêcher une autre forme de despotisme – celui du peuple. Ainsi, seuls les membres de la Chambre des Représentants seraient directement élus par le peuple, tandis que les membres du Sénat, les juges, et le président, seraient élus ou nommés sans l'implication directe du peuple. On voit, dès lors, la profonde tension qui sous-tend l'idéologie de la Constitution des États-Unis, entre reconnaissance de la souveraineté du peuple (*We the People*), et mise à distance de ce dernier. L'origine de cette tension remonte également aux dissentions entre Fédéralistes et Antifédéralistes lors des débats sur la ratification de la Constitution. Au cœur de leur désaccord résidait en effet la question de la capacité du peuple à

---

reconnaissait l'existence d'une « aristocratie naturelle » (*natural aristocracy*), expliquant par ailleurs que le meilleur type de gouvernement était celui qui permettrait une sélection efficace de cette aristocratie (Thomas Jefferson, to John Adams, October 28, 1813, in *Founders Online*, National Archives, https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/03-06-02-0446. "[M]ay we not even say that that form of government is the best which provides the most effectually for a pure selection of these natural aristoi into the offices of government?").

[151] Shenk, *Realigners*, 9.

[152] James Madison, "Federalist No. 63," *Independent Journal*, March 1, 1788, Founders Online, https://founders.archives.gov/documents/Madison/01-10-02-0312.

exercer le pouvoir. Tandis que les Fédéralistes craignaient le pouvoir débridé des masses, leurs adversaires, et notamment Thomas Jefferson, redoutaient les dangers d'une concentration trop importante du pouvoir et craignaient que la Constitution en arrive à placer trop d'obstacles entre le peuple et l'exercice du pouvoir.

Margaret Canovan s'est intéressée à cette tension constitutive du gouvernement aux États-Unis. Elle explique que, dans une volonté de rupture avec la monarchie britannique, la Constitution instaura une forme (limitée) de gouvernement populaire : « The most momentous novelty was that, at the time when the normal form of polity was some variant of aristocratic monarchy, the Americans established 'popular government' »[153]. Dans ce système, la légitimité du gouvernement reposait non plus sur l'idée de droit divin mais sur celle, héritée de la théorie du contrat social associée à Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau, du consentement des gouvernés. Cependant, les Pères fondateurs, afin d'empêcher le gouvernement de tomber aux mains d'une majorité irrationnelle et potentiellement dangereuse, ont, dans le même temps, cherché à restreindre la représentation du peuple dans le gouvernement. D'autre part, cet esprit anti-majoritaire découlait également de la volonté des Pères fondateurs de protéger leurs propres intérêts économiques. Dans le *Federalist 10*, Madison mettait en lumière le rôle crucial du gouvernement dans la protection de la propriété privée, qui constituait selon lui l'une des sources principales de discorde au sein de la société :

> […] the most common and durable source of factions has been the various and unequal distribution of property. Those who hold and those who are without property have ever formed distinct interests in society. Those who are creditors, and those who are debtors, fall under a like discrimination. A landed interest, a manufacturing interest, a mercantile interest, a moneyed interest, with many lesser interests, grow up of necessity in civilized nations, and divide them into different classes, actuated by different sentiments and views. The regulation of these various and interfering interests forms the principal task of modern legislation, and involves the spirit of party and faction in the necessary and ordinary operations of the government[154].

Il est, effectivement, possible, dans le sillon de Charles A. Beard, de proposer une interprétation essentiellement économique de la Constitution des États-Unis, qu'il résume dans les termes suivants : « The Constitution was essentially an economic document based upon the concept that the fundamental private rights of property are anterior to government and morally beyond the reach of popular majorities »[155]. Dans *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States* (1913), Beard estime, en effet, que ce qui avait motivé les opposants et les défenseurs de la Constitution était avant tout lié aux avantages économiques

[153] Canovan, *The People*, 28.
[154] Madison, "Federalist No.10".
[155] Charles Austin Beard, *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States* (Macmillan, 1913), 324.

dont ceux-ci escomptaient bénéficier[156]. La masse d'individus non-propriétaires se trouva ainsi exclue, dès le départ, du travail de formulation de la Constitution, alors que les membres de la Convention de Philadelphie qui rédigèrent la Constitution étaient, à quelques exceptions près, directement concernés et intéressés par la mise en place du nouveau système qui promettait de protéger leurs intérêts économiques[157].

Les Pères fondateurs ont ainsi abouti à une forme de compromis entre participation démocratique, d'une part, et contraintes destinées à empêcher une majorité d'imposer sa volonté, d'autre part. Cela se traduisit par l'adoption de mécanismes constitutionnels anti-majoritaires, limitant la capacité des citoyens à infléchir directement le processus décisionnel[158]. Comme l'explique Canovan, même lorsque le gouvernement était conçu comme appartenant au peuple plutôt qu'au roi, un fossé subsistait entre le peuple souverain et le gouvernement, laissant un vide susceptible d'être exploité par des appels au peuple contre son propre gouvernement[159].

La Constitution des États-Unis a donc créé un gouvernement populaire soucieux d'inclure le peuple dans l'exercice du pouvoir tout en prenant bien soin de le garder à distance du processus décisionnel. En ce sens, explique Canovan, la Constitution a permis la réconciliation de deux visions distinctes de la souveraineté du peuple, toutes deux héritées de la tradition romaine : celle du « peuple en action » et celle du « peuple en réserve ». Dans le premier cas, le peuple est perçu comme l'héritier du *populus* romain ; il est effectivement souverain en cela qu'il participe aux pratiques du pouvoir. La seconde tradition implique, quant à elle, un peuple aux contours bien moins définis, qui incarnerait toutefois la source ultime de la souveraineté. Dans cette seconde acception, le peuple serait mobilisé uniquement en temps de crise, donc de manière ponctuelle, plutôt que d'être perçu comme la source continue de l'exercice du pouvoir. Cette théorie, héritée de la *lex regia* romaine – idée selon laquelle le pouvoir souverain exercé par l'empereur était, par délégation, dérivé du peuple romain – fut ensuite développée et radicalisée durant le XVIème siècle, et notamment durant la Réforme protestante. Une « théorie de la résistance » émergea alors, affirmant que la souveraineté du roi émanait de l'autorité du peuple et était donc conditionnelle : le peuple pouvait remettre en question l'autorité royale si le souverain rompait le contrat qui le liait à lui, sans que cela implique un contrôle continu de l'exercice du pouvoir par la population[160]. Selon Canovan, la

[156] Beard, *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, 18.
[157] Beard, *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, 324.
[158] Canovan, *The People*, 28.
[159] Canovan, *The People*, 29.
[160] Canovan, *The People*, 20. "The Roman legacy of the *lex regia* had made possible the notion of the people as an authority in reserve, a resource to be drawn on in an emergency rather than a power continually present."

révolution étatsunienne concrétisa l'interprétation radicale de la souveraineté populaire en opérant une fusion des différents sens du « peuple » autour d'un projet politique unique : « In the course of that revolution 'the people' moved out into the limelight, and all the different senses of the term merged into a single political project »[161]. Ainsi la Déclaration d'Independence peut-elle être lue comme la culmination de la théorie de la résistance[162]. C'est précisément cette coexistence entre un gouvernement populaire et l'autorité du peuple souverain en réserve qui prépara le terrain pour l'émergence du populisme, entendu comme un mouvement cherchant à retourner le gouvernement aux mains du peuple[163].

Il existe plusieurs lectures différentes de la Constitution des États-Unis et de son caractère « démocratique ». Dans *We the People: Foundations* (1991), Bruce Ackerman met en avant l'aspect démocratique de la Constitution, comme le suggère d'ailleurs le titre de son ouvrage. Selon lui, le modèle étatsunien devrait être compris comme une « démocratie duelle » (*dual democracy*), concept qu'il considère plus à même de saisir l'esprit distinctif de la Constitution[164]. Ackerman commence par distinguer deux types de décisions : celles du peuple, qui sont rares et n'ont lieu que sous certaines conditions constitutionnelles très spéciales, et celles du gouvernement, qui ont lieu quotidiennement, mais également sous certaines conditions spéciales[165]. Il décrit ainsi un régime dans lequel le peuple est, de manière ponctuelle, en mesure d'agir collectivement autour d'un « projet législatif général » (*higher lawmaking*) mais laisse toutefois à ses représentants les tâches liées au fonctionnement quotidien du gouvernement. Ackerman identifie trois moments, trois « révolutions constitutionnelles », préparés par plusieurs années de controverses et de débats publics, durant lesquels le peuple a effectivement et pleinement exercé sa souveraineté : (1) la période dite de « Fondation » ; (2) la « Reconstruction » ; et (3) le *New Deal*. Entre ces périodes, le peuple s'est satisfait de déléguer le pouvoir décisionnel à ses représentants, affirme Ackerman. Par ailleurs, Ackerman suggère que le génie des *Federalist Papers* réside précisément dans leur capacité à concevoir un gouvernement dans lequel le Congrès serait « seulement une 'représentation' du Peuple » et non une émanation du peuple lui-même[166], ce qui impliquerait que le Congrès aurait été conçu par les Pères fondateurs comme étant inférieur au peuple. Or, ce n'est absolument pas ce qui transparait dans *The Federalist*. Dans les dires de *Publius*, les représentants, ces « citoyens patriotes et respectables » (*Federalist 40*), étaient bel et bien considérés comme

[161] Canovan, *The People*, 27.
[162] Canovan, *The People*, 27.
[163] Canovan, *The People*, 29.
[164] Bruce A. Ackerman, *We the People: Foundations* (Harvard University Press, 1991), 6.
[165] Ackerman, *We the People*, 6.
[166] Ackerman, *We the People*, 184. Notre traduction. "It provides a picture of government which vigorously asserts that Congress is merely a 'representation' of the People, not the real thing itself."

« supérieurs » au peuple, dont les passions et le manque de discernement l'empêchait de prendre des décisions allant dans le sens du bien commun.

La Constitution des États-Unis n'a en effet pas vocation à être authentiquement « démocratique ». Le régime voulu par les Pères fondateurs, et défendu dans les *Federalist Papers*, était un régime hybride, une République. Dans *Our Republican Constitution: Securing the Liberty and Sovereignty of We the People* (2016)[167], Randy Barnett établit une distinction entre deux visions de la Constitution des États-Unis, sous-tendues par deux interprétations antagonistes et incompatibles : *We the People*, qu'il qualifie de « Constitution démocratique », et la « Constitution constitutive d'une république », les deux impliquant des conceptions distinctes et divergentes de la souveraineté populaire[168]. Les défenseurs de la première interprétation véhiculent ainsi une conception collective de *We the People*, associée à une vision de la souveraineté populaire comme étant fondée sur la « volonté du peuple », qui, en pratique, ne peut correspondre qu'à la volonté de la majorité. À l'inverse, les tenants de la seconde interprétation conçoivent *We the People* sous un angle plus individualiste ; l'objectif du processus législatif est de garantir les droits préexistants des individus et non pas de refléter la volonté du peuple. Dans cette optique, *We the People* dans sa totalité ne gouverne jamais et le pouvoir de gouverner doit être délégué à un sous-ensemble du peuple. Pour Barnett, la Constitution des États-Unis fonde avant tout une république, et non une démocratie : « If the Founders rejected an excess of democracy in favor of a new, undemocratic form of government they called 'republican,' then I believe it is fair for me to call our undemocratic Constitution 'republican' »[169].

Sanford Levinson met également en lumière la nature peu démocratique de la Constitution. Dans un article de 2014, où il critique l'analyse d'Ackerman, Levinson écrit :

> The United States Constitution, though written (and ratified) in the name of 'We the People,' nonetheless adopts a theory of 'representative democracy' that is purposely designed to minimize to the vanishing point the ability of 'the people' to have any direct role in making national-level political decisions[170].

Comme Ben Tolman, il estime que « même si la rhétorique de la souveraineté populaire est puissante, elle n'équivaut en réalité qu'à une « généralité clinquante » (*glittering generality*) qui, livrée à elle-même, ne possède que peu de force pratique[171]. En effet, déclare Levinson, le

[167] Randy E. Barnett, *Our Republican Constitution: Securing the Liberty and Sovereignty of We the People* (Broadside Books, 2016).
[168] Barnett, *Our Republican Constitution*.
[169] Barnett, *Our Republican Constitution*, n.p.
[170] Sanford Levinson, "Popular Sovereignty and the United States Constitution: Tensions in the Ackermanian Program," *The Yale Law Journal* 123, no. 8 (2014): 2644, https://www.jstor.org/stable/43617003.
[171] Cité dans Levinson, "Popular Sovereignty and the United States Constitution," 2646. Notre traduction.

Préambule de la Constitution dit parler au nom de *We the People* et, idéologiquement, cet acte est lourd de sens[172]. En revanche, si les Pères fondateurs ont pu promouvoir un gouvernement *du* peuple, rejetant la possibilité de l'aristocratie, et, plus certainement encore, *pour* le peuple, reflété par l'obsession de Madison vis-à-vis du problème des « factions »[173], notamment, personne ne devrait confondre gouvernement *du* et *pour* le peuple avec l'idée de gouvernement *par* le peuple[174]. Dans *Our Undemocratic Constitution: Where the Constitution Goes Wrong* (2008)[175], Levinson insiste sur l'importance de reconnaître à quel point une large part de responsabilité pour les défaillances du régime politique étatsunien est en réalité attribuable à la Constitution elle-même[176]. Selon lui, la Constitution est « profondément imparfaite » et présenterait même une entrave à la réalisation des objectifs auxquels le pays se dit être dévoué[177]. D'après Levinson, il conviendrait ainsi de réviser la Constitution afin de la rendre plus démocratique. Pour ce faire, il suggère de se fier au Préambule, qui constitue « la partie la plus importante de la Constitution », puisque que c'est elle qui énonce le dessein de l'entreprise toute entière[178]. Ainsi, Levinson déclare vouloir endosser le Préambule comme l'équivalent de la « synthèse de principes » constitutive de la religion civile étatsunienne[179] et, partant, le mobiliser comme base pour une nouvelle constitution.

Si Levinson insiste sur la nécessité de réviser la Constitution pour la rendre plus démocratique, la réflexion sur la nature démocratique du système étatsunien ne se limite toutefois pas au constat d'un déficit de démocratie. Dans un article publié quelques mois avant la première élection de Donald Trump, et intitulé « Democracies End When They Are Too Democratic » (2016)[180], Andrew Sullivan estime que les États-Unis souffriraient en réalité d'un excès de démocratie, qui rendrait le pays particulièrement vulnérable à l'influence de démagogues. Selon lui, les États-Unis se seraient en effet trop éloignés du système de démocratie limitée mis en place par les Pères fondateurs en sapant progressivement le pouvoir des élites, sur qui repose pourtant toute la stabilité du système : « But elites still matter in a democracy. They matter not because they are democracy's enemy but because they provide the

[172] Levinson, "Popular Sovereignty and the United States Constitution," 2658.
[173] Madison, "Federalist No. 10." "By a faction, I understand a number of citizens, whether amounting to a majority or a minority of the whole, who are united and actuated by some common impulse of passion, or of interest, adversed to the rights of other citizens, or to the permanent and aggregate interests of the community." Pour Madison, les partis politiques constituaient effectivement des factions. Ces dernières représentaient un danger pour une république en ce qu'elles incarnaient la possibilité de contrôle des organes gouvernementaux par une minorité.
[174] Madison, "Federalist No. 10."
[175] Sanford Levinson, *Our Undemocratic Constitution: Where the Constitution Goes Wrong* (OUP USA, 2008).
[176] Levinson, *Our Undemocratic Constitution*, 9.
[177] Levinson, *Our Undemocratic Constitution*, 12.
[178] Levinson, *Our Undemocratic Constitution*, 13. Notre traduction.
[179] Levinson, *Our Undemocratic Constitution*,
[180] Andrew Sullivan, "Democracies End When They Are Too Democratic," *New York Magazine*, May 1, 2016, http://nymag.com/daily/intelligencer/2016/04/america-tyranny-donald-trump.html.

critical ingredient to save democracy from itself »[181]. Les dérives de la démocratie qui inquiétaient tant les Pères fondateurs semblent aujourd'hui s'être concrétisées : passions, émotions et narcissisme, plutôt que raison, empirisme et esprit critique, guideraient désormais le débat public et la politique. Les mécanismes limitant la volonté populaire, notamment dans le processus de sélection du président, auraient, pour leur part, presque totalement disparu. L'alternative au gouvernement des élites, selon Sullivan, serait un gouvernement guidé par les passions primitives du peuple, et seules les élites, avisées et enclines au compromis, pourraient empêcher le pays de sombrer dans une démocratie où règneraient démagogie et irrationnalité. C'est là que réside la principale leçon à tirer du phénomène Trump. Sullivan met en garde : face au danger de démagogues comme Trump et Sanders, il faut désormais plus que jamais défendre le système mixte et stabilisateur de démocratie, tel qu'originellement envisagé par la Constitution, et basé à la fois sur la démocratie et la responsabilité des élites[182].

Nous avons vu, donc, que le populisme est étroitement lié aux différentes facettes du concept protéiforme de démocratie, en ce qu'il puise sa raison d'être dans une tension, inhérente à tout système démocratique, entre idéaux et pratique. Dans le cas des États-Unis, cette tension est exacerbée par la Constitution, où coexistent à la fois une promesse de souveraineté populaire, portée par la formule *We the People*, ainsi qu'une volonté de prévenir une implication trop importante du peuple dans le processus décisionnel. Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, se niche donc au cœur de ces tensions et c'est en ce sens qu'il peut être compris comme une réponse à la crise de la démocratie *représentative* ; le populisme cherche à concrétiser la promesse démocratique et représente donc une possibilité permanente de la démocratie. Aux États-Unis, en particulier, l'ambiguïté de la Constitution à l'égard de la démocratie permet au peuple de régulièrement mobiliser la promesse démocratique, prise au pied de la lettre, afin de s'insurger contre le fonctionnement élitiste du modèle étatsunien. La dichotomie peuple / élite mobilisée par les populistes fait ainsi écho à la tension constitutive contenue dans la Constitution des Etats-Unis, tiraillée entre une volonté d'établir un gouvernement populaire et le souhait de tenir le peuple à une distance raisonnable et prudente du processus décisionnel.

[181] Sullivan, "Democracies End When They Are Too Democratic."
[182] Cet argument renvoit par ailleurs aux débats en matière d'interprétation de la Constitution, opposant les originalistes, pour qui le sens de la Constitution est fixe, aux défenseurs d'une Constitution vivante, dont le sens pourrait changer en fonction du contexte et des valeurs de l'époque contemporaine. Voir à ce sujet Robert W. Bennett and Lawrence B. Solum, *Constitutional Originalism: A Debate* (Cornell University Press, 2011).

4. Le *People's Party* et la demande de souveraineté populaire : naissance d'une tradition contestataire proprement étatsunienne.

La période historique connue sous le nom de *Gilded Age*[183] (1865-1901) se caractérisa tout à la fois par une croissance économique sans précédent, liée au processus d'industrialisation du pays, et par des changements sociaux de grande ampleur, largement imputables à l'évolution économique du pays. Pour Samuel P. Hays, ce qu'il nomme l'« ère Populiste-Progressiste » (1885-1914), fut effectivement marquée par le développement de l'industrialisme, donnant naissance à une société en grande partie basée sur la production industrielle[184], elle-même sous-tendue par la mise en place d'une nouvelle méthode de production mécanisée, centrée dans l'usine, et caractérisée par une division et spécialisation des tâches, des technologies nouvelles[185], et une forte concentration des capitaux[186]. Ces années virent ainsi le passage d'une économie principalement locale à une économie véritablement nationale. Cette transition fut aidée par le développement de nouvelles formes de transport[187] et de communication[188], permettant une mise en contact étroite entre les différents secteurs de l'économie. Ces avancées permirent la réduction des coûts de production et, plus important

[183] L'expression « *Gilded Age* » fut forgée par Mark Twain et Charles Dudley Warner qui, dans leur roman satirique intitulé *The Gilded Age* (1873), véhiculèrent une image très critique de Washington D.C., mettant en scène des caricatures de personnalités de l'époque, incluant notamment des industriels cupides et des personnages politiques corrompus.

[184] Samuel P. Hays, *The Response to Industrialism, 1885–1914*, 2nd ed. (University of Chicago Press, 1995), 1–2. "[…] the thirty years covered by this book delineate the era in which most of the features of modern life that we associate with large-scale industrial production-the rise of the big city, the increase in the pace of internal migration, and the energizing of variety and choice in personal and family life-came together to create both opportunity and confusion."

[185] Dans le domaine industriel, cette période vit notamment l'essor de la production de masse, entraînant une standardisation des procédés. Cette méthode de production fut en grande partie pensée par Frederick Taylor, qui entreprit de vendre aux industriels son idée de « management scientifique » intégrant des techniques destinées à promouvoir une plus grande efficacité dans les ateliers mais aussi dans les bureaux et services de vente. De nouvelles méthodes d'assemblage furent mises en œuvre par Henry Ford, qui introduisit la chaîne de montage dans l'industrie automobile en 1914. Dans le secteur agricole, John Deere développa la charrue en acier en 1847, tandis que Cyrus H. McCormick inventa la moissonneuse, facilitant grandement la récolte. L'apparition de la moissonneuse-lieuse en 1872 permit de couper les tiges de céréales et de les assembler automatiquement en gerbes. Ces innovations, complétées par le développement de la moissonneuse-batteuse — combinant moisson et battage —, entraînèrent entre 1830 et 1896 une réduction de moitié du temps et des coûts de travail agricole (Hays, *The Response to Industrialism*, 17).

[186] Hays, *The Response to Industrialism*, 3.

[187] À la suite du succès du canal Érié dans le nord de l'État de New York et du développement du bateau à vapeur, les années 1820 furent marquées par une accélération notable de la construction de canaux. Cependant, dès les années 1830, l'essor des chemins de fer relégua rapidement ces derniers au second plan. Leur expansion s'intensifia entre 1868 et 1893, atteignant la côte Pacifique dans les années 1870 et 1880, tandis que le Nord-Est industriel voyait se constituer un réseau ferroviaire particulièrement dense et complexe (Hays, *The Response to Industrialism*, 8-10).

[188] Le télégraphe, mis au point par Samuel F. B. Morse en 1844, permit une accélération considérable des communications à longue distance. Le téléphone, breveté par Alexander Graham Bell en 1876, renforça ensuite cette dynamique en facilitant les processus administratifs indispensables à la gestion industrielle à grande échelle (Hays, *The Response to Industrialism*, 8-10).

encore, la création d'un marché national, où les producteurs pouvaient désormais vendre leurs produits aux consommateurs du pays tout entier[189].

Cette forte croissance économique qui caractérisa la période du *Gilded Age* fut en partie impulsée par les ambitions de quelques entrepreneurs et résulta en une concentration de plus en plus importante des richesses créées. Ainsi, les dernières décennies du XIXème siècle virent l'émergence de géants industriels et de monopoles capitalistes qui donnèrent naissance à de grandes fortunes, à l'image de celles de J. P. Morgan (1937-1913) dans le domaine de la finance, d'Andrew Carnegie (1835-1919) dans l'acier, et de J. D. Rockefeller (1839-1937) dans le pétrole. En parallèle, une classe moyenne de plus en plus vaste, dont la croissance était due, notamment, à l'essor de l'économie industrielle et à la croissance de la vie commerciale l'accompagnant, vit également ses conditions de vie s'améliorer de manière significative. En effet, le développement économique offrit aux Américains de nombreuses opportunités supplémentaires en termes d'accès à l'emploi[190]. En revanche, la prospérité amenée par l'industrialisation ne profita certainement pas à tous les citoyens étatsuniens, et une frange de la population, composée essentiellement d'ouvriers et de fermiers, souffrit démesurément de la transition économique que traversait le pays. Les pauvres issus des milieux urbains, les Noirs et les Amérindiens étaient eux aussi en grande partie exclus des bénéfices de cette prospérité économique, résultant en une société inégalitaire. Ces inégalités économiques se reflétèrent également aux niveaux local et régional, en raison d'un développement industriel essentiellement concentré dans les régions situées au Nord de la rivière Ohio et à l'Est du Mississippi, où se développa une économie singulière, contrastant radicalement avec celle, principalement agraire et minière[191], des États des Plaines, des Montagnes, de la côte Pacifique et du Sud[192]. Dans ces régions du Sud et de l'Ouest, le secteur manufacturier peina à s'implanter, à la fois pour des raisons liées à des désavantages économiques inhérents à ces régions, et parce que les politiques économiques du Nord-Est avaient tendances à placer le Sud et l'Ouest dans une position de dépendance économique vis-à-vis du Nord-Est, réduisant le rôle

[189] Hays, *The Response to Industrialism*, 10.
[190] Hays, *The Response to Industrialism*, 281.
[191] Ces États produisaient principalement des matières premières : dans le Sud, l'activité se concentrait sur la culture du coton, du tabac et du riz ; dans le *Midwest* et sur la côte Pacifique, l'économie reposait surtout sur la production céréalière ; tandis que dans les Grandes Plaines dominait l'élevage bovin. Ces ressources étaient ensuite acheminées vers le Nord-Est — ou exportées à l'étranger — pour y être transformées en produits finis, avant d'être revendues. La valeur ajoutée générée par le processus industriel profitait ainsi presque exclusivement aux États du Nord-Est, limitant par conséquent les capacités d'investissement du Sud et de l'Ouest (Hays, *The Response to Industrialism*, 163-166).
[192] Hays, *The Response to Industrialism*, 22.

de ces États à des réservoirs de matières premières et à des marchés pour l'industrie du Nord-Est.

Cette période fut également marquée par une transformation physique du paysage du pays, liée en grande partie à la croissance des villes et à l'essor des chemins de fer. Mais si le processus d'urbanisation suivait une cadence extrêmement rapide dans le Nord-Est, il était bien plus lent dans les États du Sud, des Plaines et des Montagnes Rocheuses[193]. L'industrialisation du pays fut également accompagnée de changements sociaux importants. La standardisation de la production donna lieu à une certaine standardisation des modes de vie et à une évolution des mentalités, mettant de plus en plus l'accent sur des considérations matérialistes[194]. Ces développements furent par ailleurs sous-tendus par une nouvelle idéologie du progrès, qui s'imposa à la fin du XIXème siècle et alliait libéralisme économique classique et darwinisme social dans le discours public[195]. La révolution corporatiste[196] coïncida ainsi avec une croyance de plus en plus répandue dans le fait que la liberté individuelle reposait sur des marchés autorégulateurs, qui pouvaient promouvoir une compétition « pure » en s'appuyant sur la loi de l'offre et de la demande[197]. Cette nouvelle idéologie du progrès instaura un terrain social compétitif, où chaque individu était désormais considéré comme étant maître de son propre destin et où la notion de perfectibilité humaine impliquait la disparition des plus faibles. En outre, le darwinisme social permettait également de justifier le non-interventionnisme de l'État face aux dislocations sociales massives amenées par la modernisation capitaliste. Inspiré par les écrits du britannique Herbert Spencer, le sociologue étatsunien William Graham Sumner contribua à populariser les théories de darwinisme social aux États-Unis. Dans « The Challenge of Facts »[198], il explique que la relation entre les besoins de l'homme et ses capacités – ce qu'il nomme l'individualisme – constitue l'un des principes fondamentaux de la vie humaine[199]. La compétition entre les hommes représenterait une loi naturelle[200] selon laquelle chacun trouverait sa place en fonction de ses compétences et de ses efforts[201]. Ainsi, toute tentative d'intervention de l'État dans le processus naturel de sélection des « meilleurs » poserait une entrave à la liberté

[193] Hays, *The Response to Industrialism*, 47.
[194] Hays, *The Response to Industrialism*, 7.
[195] Grattan, *Populism's Power*, 58.
[196] Le terme désigne le passage, entre le début et la fin du XIXème siècle, d'une économie dominée par de petites entreprises familiales, d'artisans et de fermiers indépendants vers une économie dominée par de grandes entreprises industrielles et financières (voir notamment : Ted Nace, *Gangs of America: The Rise of Corporate Power and the Disabling of Democracy* (Berrett-Koehler Publishers, 2005)).
[197] Grattan, *Populism's Power*, 58.
[198] William Graham Sumner, "The Challenge of Facts," in *The Challenge of Facts and Other Essays* (E-book; Yale University Press, 1914).
[199] Sumner, "The Challenge of Facts."
[200] Sumner, "The Challenge of Facts."
[201] Sumner, "The Challenge of Facts."

de l'homme, entendue comme la garantie que chaque homme puisse, dans la mesure où celui-ci s'efforce de mettre son énergie au profit de sa subsistance et de celle de sa famille, disposer des fruits de son travail comme bon lui semble, et reviendrait à favoriser la survie des plus faibles (*the unfittest*)[202]. Il serait ainsi naturel, selon Sumner, que ceux qui possèdent les compétences nécessaires obtiennent en retour des récompenses proportionnelles. Tel serait effectivement le cours normal des choses[203]. S'opposer à la création et à l'accumulation du capital serait une hérésie qui reviendrait à saper les fondement-mêmes de la civilisation puisque le capital sous-tendrait chaque avancée humaine dans quelque domaine que ce soit[204].

Républicains comme Démocrates, les dirigeants des deux principaux partis politiques souscrivaient fermement à cette nouvelle idéologie non-interventionniste et compétitive, insistant sur les bienfaits d'un marché autorégulateur, perçu comme un instrument de prospérité et d'opportunité individuelle, et impliquant un rôle minimal de l'État afin de garantir le meilleur fonctionnement possible du marché[205]. Par deux fois président des États-Unis (de 1885 à 1889 puis de 1893 à 1897), le démocrate Grover Cleveland, lors de son second discours d'investiture, se positionna fermement contre une quelconque forme de paternalisme de la part de l'État. Selon lui, l'intervention de l'État représentait une entrave à l'expression du « vrai état d'esprit Américain »[206] et la fonction première de l'État était de garantir une monnaie « saine et stable »[207], et en aucun cas de servir les intérêts du peuple : « The lessons of peternalism ought to be unlearned and the better lesson taught that while the people should patriotically and cheerefully support their Government its functions do not include the support of the people »[208].

Certaines voix, dont celle de l'économiste et homme politique Henry George, s'élevèrent pour contrer cette argumentation. Dans *Progress and Poverty* (1879)[209], Henry George réfutait la thèse du Darwinisme social selon laquelle la pauvreté constituerait un ordre naturel des choses :

> [The evils arising from the unequal and unjust distribution of wealth] are not imposed by natural laws. They arise solely from social maladjustments that ignore natural laws… By allowing a few

[202] Sumner, "The Challenge of Facts."
[203] William Graham Sumner, *What Social Classes Owe to Each Other* (Harper & Brothers, 1883).
[204] Sumner, "The Challenge of Facts."
[205] John B. Judis, *Populist Explosion* (Columbia Global Reports, 2016), 21.
[206] Stephen Grover Cleveland, "Second Inaugural Address" (speech, Washington, D.C., March 4, 1893), Miller Center, University of Virginia, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/march-4-1893-second-inaugural-address. Notre traduction.
[207] Cleveland, "Second Inaugural Address." Notre traduction.
[208] Cleveland, "Second Inaugural Address."
[209] Henry George, *Progress and Poverty* (Schalkenbach, [1879] 2006).

to monopolize opportunities nature freely offers to all, we have ignored the fundamental law of justice[210].

Pour George, le cœur du problème résiderait dans la manière dont la terre est possédée par quelques nantis[211], forçant ainsi la plupart des travailleurs dans une position de servitude vis-à-vis de la classe dirigeante[212]. Mais, dans la mesure où la pauvreté ne serait pas la conséquence de lois naturelles, l'injustice ne constituerait pas un état de fait inévitable[213], et il serait donc envisageable de pallier ces maux. En faisant de la terre une propriété partagée[214], et en établissant un État social, il deviendrait possible de purger la société du fléau de la pauvreté et ainsi d'encourager le développement des facultés et dispositions de la nature humaine[215].

Dans le *Midwest* et les régions des Grandes Plaines, les fermiers se trouvèrent confrontés à des conditions économiques particulièrement rudes, devant faire face à des cycles de fluctuations importantes des prix agricoles et à un système de crédit excessivement contraignant (*crop-lien system*) et très répandu parmi les producteurs de coton du Sud entre 1860 et 1930, qui liait les producteurs à des marchands locaux[216]. À cela s'ajoutait la problématique monétaire, et en particulier le problème récurrent de la déflation de la monnaie lié au système de l'étalon-or (*gold standard*), imposant que la valeur du dollar soit fixée à celle de l'or. Ainsi, la quantité de monnaie en circulation ne pouvait pas augmenter sans que les réserves d'or du gouvernement n'augmentent également. Alors même que l'économie s'étendait et que la population croissait de manière exponentielle, le montant de dollars en circulation, lui, n'était pas en mesure de suivre cette cadence, résultant en une monnaie plus rare et de plus grande valeur. Cette situation était particulièrement catastrophique pour les débiteurs, et notamment

[210] George, *Progress and Poverty*, 295. Voir aussi p. 302. "Poverty and human suffering do not spring from natural laws; they come from the ignorance and selfishness of people."
[211] George, *Progress and Poverty*, 162. "Land is required for the exertion of labor in the production of wealth. Therefore, to control the land is to command all the fruits of labor, except only enough to enable labor to continue to exist." Voir aussi p. 163. "The great cause of inequality in the distribution of wealth is inequality in the ownership of land."
[212] George, *Progress and Poverty*, 156-157. "Modern workers are mere links in an enormous chain of producers and consumers. The very power of exerting their labor to satisfy their needs passes from their control. The worse their position in society, the more dependent they are on society. […] Under such circumstances, people lose an essential quality: the power of modifying and controlling their condition. They become slaves, machines, commodities. In some respects, they are lower than animals."
[213] George, *Progress and Poverty*, 302. "[…] the laws governing the production and distribution of wealth demonstrate that poverty and injustice are not inevitable."
[214] George, *Progress and Poverty*, 182. "[…] there is only one remedy for the unjust distribution of wealth: *We must make land common property*."
[215] George, *Progress and Poverty*, 302. "On the contrary, a social state is possible in which poverty would be unknown. Then, the higher qualities of human nature would have an opportunity for full development."
[216] Sous ce système, les commerçants (*merchants*) faisaient crédit aux fermiers pour que ceux-ci puissent financer leur matériel, en échange d'une partie de leur future production. La plupart du temps, les commerçants appliquaient des taux d'intérêt et des prix très élevés, enfermant les fermiers dans un cycle de servitude pour dettes. Pour s'assurer un remboursement de leur prêt, les commerçants stipulaient par ailleurs souvent au fermier de planter des cultures rentables, telles que le coton (Hays, *The Response to Industrialism*, 158).

les fermiers, dans la mesure où ces derniers devaient alors rembourser ce qu'ils avaient emprunté à l'aide de dollars dont la valeur avait considérablement augmenté.

L'adversité[217] endurée par les fermiers poussa ces derniers à développer des formes de solidarité. À la suite de la dépression économique sévère qui toucha le pays au milieu des années 1870, plusieurs coopératives agricoles du Nord et du Sud se rassemblèrent pour former la *Farmers' Alliance*, qui devint le principal véhicule de protestation dans les régions agraires du Sud et du *Midwest*. C'est seulement en 1892 que ce mouvement de solidarité se mua en mouvement politique, avec la formation du *People's Party,* ou *Populist Party*, lors de la conférence de St. Louis, dans le Missouri. Le 4 juillet 1892, à Omaha (Nebraska), le nouveau parti politique adopta la Plateforme d'Omaha[218]. Rédigé par Ignatius Donnelly, ce document dénonça les inégalités économiques, qui avaient, selon les Populistes[219], abouti à une nation divisée en deux classes : celle des « clochards », et celle des millionnaires : « From the same prolific womb of governmental injustice we breed the two great classes—tramps and millionaires »[220]. Lors de l'élection présidentielle de 1892, le *People's Party*, sous l'égide de son candidat James B. Weaver, connut un relatif succès dans les urnes, remportant 8% des suffrages ainsi que cinq États (Colorado, Idaho, Kansas, Nevada et Dakota du Nord)[221]. Lors des élections de mi-mandat de 1894, ses candidates remportèrent dix pour cent du vote[222].

Le Populisme représenta en premier lieu une réaction au développement de l'idéologie capitaliste de la fin du XIXème siècle et aux inégalités économiques engendrées par celle-ci. John Judis estime ainsi que l'ascension du *People's Party* représenta la première salve majeure dirigée à l'encontre de l'idéologie capitaliste et du laissez-faire[223]. Le caractère novateur et radical de cette posture fut mis en évidence lors de la Convention Nationale du Parti Démocrate de juillet 1896, lorsque William Jennings Bryan, ancien

[217] Les fermiers du Sud et des Plaines souffrirent également durant cette période de sévères chutes des prix agricoles ; ainsi, entre 1870 et 1890, les prix dégringolèrent de deux tiers dans le *Midwest* et le Sud, et vers la fin de la décennie 1880, les Plaines furent frappées d'une sécheresse sévère (Judis, *Populist Explosion*, 22.).
[218] People's Party, "Omaha Platform," Omaha, Nebraska, July 4, 1892, https://constitutioncenter.org/the-constitution/historic-document-library/detail/populist-party-platform-july-4-1892-in-a-populist-reader-selections-from-the-works-of-american-populist-leaders-9096.
[219] Nous emploierons « Populisme » en tant que nom propre lorsque celui-ci fera référence au mouvement originel de la fin du XIXème siècle ou à l'idéologie de celui-ci. Dans tous les autres cas, le terme sera employé comme nom commun, et s'orthographiera par conséquent sans majuscule.
[220] People's Party, "Omaha Platform," 1892.
[221] Judis, *Populist Explosion*, 26.
[222] Judis, *Populist Explosion*, 26.
[223] Judis, *Populist Explosion*, 21. Voir aussi Thomas Frank, pour qui le mouvement incarna effectivement « l'une des premières grandes tentatives politiques de domestiquer le système capitaliste » (notre traduction) (Thomas Frank, *The People, No: A Brief History of Anti-Populism* (E-book; Metropolitan Books, 2020)) et Laura Grattan, qui explique que le *People's Party* fut le résultat de décennies de luttes menées par la classe ouvrière et la classe moyenne à l'encontre des banques, compagnies ferroviaires, et entreprises industrielles qui se trouvaient au cœur de la première révolution corporatiste étatsunienne (Grattan, *Populism's Power*, 49.)

représentant du Nebraska entre 1891 et 1895 et candidat à la nomination démocrate, prononça son désormais célèbre discours de la Croix d'Or (*Cross of Gold Speech*)[224] et se fit le porte-parole des intérêts du peuple contre ceux des puissants. Se présentant comme l'incarnation d'une « noble » cause[225], Bryan mobilisa un style oratoire messianique[226] au service de « la cause de l'humanité », à savoir la création d'une monnaie adossée à la valeur de l'argent, une mesure inflationniste[227], résumée sous le slogan *free silver*, destinée à permettre une circulation monétaire plus à même de suivre la croissance de l'économie et, *in fine*, à aider les fermiers endettés[228].

Pour Bryan ce combat représentait avant tout une lutte de principes, opposant les intérêts privés, capitalistes, aux intérêts du peuples[229]. S'opposant à l'idéologie dominante, le Populisme s'apparenta effectivement à un phénomène nouveau, une « sorte d'épiphanie », un moment d'éveil spirituel massif et soudain[230]. D'après Lawrence Goodwyn, il incarna tout bonnement « une nouvelle manière de regarder le monde » sous-tendue par une « nouvelle culture » :

> The Alliance was more than a party and more than an ethos. It was, in fact, a new way of looking at things—a new culture, if you will, and one that attempted to shelter its participants from sundry indoctrinations emanating from the larger culture that was industrial America itself[231].

Ainsi, Bryan s'opposait au principe capitaliste d'accumulation de la richesse au profit de quelques-uns, comme en témoigne ses défenses d'Andrew Jackson[232] ou de l'impôt sur le

---

[224] William Jennings Bryan, "Cross of Gold Speech" (speech, Democratic National Convention, Chicago, July 9, 1896), *History Matters: The U.S. Survey Course on the Web*, George Mason University, https://historymatters.gmu.edu/d/5354/.

[225] Bryan, "Cross of Gold Speech." "I come to speak to you in defense of a cause as holy as the cause of liberty—the cause of humanity."

[226] Les derniers mots de son discours sont particulièrement révélateurs à cet égard : « […] you shall not press down upon the brow of labor this crown of thorns. You shall not crucify mankind upon a cross of gold ».

[227] L'autre remède embrassé par les Populistes fut la mise en place d'une « monnaie fiduciaire » (*fiat currency*), qui autoriserait le gouvernement à imprimer des dollars et à établir sa valeur par décret administratif.

[228] Dans la dernière décennie du XIXème siècle, l'argent devint ainsi l'objet d'une véritable croisade, alimentée par l'idée selon laquelle cette solution contribuerait à résoudre le problème de la déflation et, dans le même temps, à humaniser le capitalisme.

[229] Dans son discours, Bryan explique vouloir représenter les intérêts des gens ordinaires, et non pas ceux des marchands et autres nantis : « We come to speak for this broader class of businessmen. Ah. my friends, we say not one word against those who live upon the Atlantic Coast; but those hardy pioneers who braved all the dangers of the wilderness, who have made the desert to blossom as the rose—those pioneers away out there, rearing their children near to nature's heart, where they can mingle their voices with the voices of the birds—out there where they have erected schoolhouses for the education of their children and churches where they praise their Creator, and the cemeteries where sleep the ashes of their dead—are as deserving of the consideration of this party as any people in this country ».

[230] Frank, *The People, No*.

[231] Lawrence Goodwyn, *Democratic Promise: The Populist Moment in America* (Oxford University Press, 1978), xi. Notre traduction.

[232] Bryan, "Cross of Gold Speech." "What we need is an Andrew Jackson to stand as Jackson stood, against the encroachments of aggregated wealth."

revenu[233]. Il plaidait en outre pour un rôle élargi de l'État, notamment en matière de création monétaire[234]. Enfin, Bryan envisageait ouvertement le rôle du Parti démocrate comme celui de défenseur des travailleurs, qui représentaient pour lui la raison d'être du parti[235]. En somme, Bryan tenta de redéfinir les contours idéologiques du Parti démocrate en le positionnant en porte-à-faux avec les principes non-interventionnistes vantés par l'idéologie capitaliste de l'époque. À travers la question de la monnaie, ce sont bien les soubassements de l'idéologie capitaliste, telle que formulée à la fin du XIXème siècle, qui furent remis en cause par les Populistes.

En même temps que le Populisme incarna un mouvement profondément novateur, celui-ci s'inscrivit dans des traditions (rhétoriques, notamment) plus anciennes. Selon Charles Postel, le discours populiste, dont Kazin trace les origines au mouvement éponyme de la fin du XIXème siècle, aurait en réalité précédé les Populistes de plusieurs générations[236]. Le discours populiste apparaît en particulier comme fermement ancré dans l'idéal jeffersonien[237] selon lequel les habitants des zones rurales, et tout particulièrement les fermiers indépendants, composeraient la colonne vertébrale et le centre moral de la jeune nation. Dans son ouvrage *Notes on the State of Virginia* (1785), Jefferson écrivait : « Those who labour in the earth are the chosen people of God, if ever he had a chosen people, whose breasts he has made his peculiar deposit for substantial and genuine virtue »[238]. Pour Laura Grattan, ce républicanisme jeffersonien aurait impulsé le radicalisme rural et ouvrier dès les débuts de la Révolution étatsunienne, incitant les travailleurs à se percevoir comme le « centre vital » de la république[239]. Dans cette optique, le travail occupait le sommet de l'échelle des valeurs, car c'est de lui dont dépendait la richesse de la nation, et il était associé aux vertus de discipline, de diligence et d'indépendance[240]. Ce républicanisme jeffersonien recoupait également, en partie, le mythe de l'Américain

[233] Bryan, "Cross of Gold Speech." "The income tax is a just law. It simply intends to put the burdens of government justly upon the backs of the people. I am in favor of an income tax. When I find a man who is not willing to pay his share of the burden of the government which protects him, I find a man who is unworthy to enjoy the blessings of a government like ours."
[234] Bryan, "Cross of Gold Speech." "We say in our platform that we believe that the right to coin money and issue money is a function of government. We believe it. We believe it is a part of sovereignty and can no more with safety be delegated to private individuals than can the power to make penal statutes or levy laws for taxation […] I stand with Jefferson rather than with them, and tell them, as he did, that the issue of money is a function of the government and that the banks should go out of the governing business."
[235] Bryan, "Cross of Gold Speech." "The sympathies of the Democratic Party, as described by the platform, are on the side of the struggling masses, who have ever been the foundation of the Democratic Party."
[236] Charles Postel, "If Trump and Sanders Are Both Populists, What Does Populist Mean?" *The American Historian*, August 2016, https://www.oah.org/tah/issues/2016/february/if-trump-and-sanders-are-both-populists-what-does-populist-mean/, 126.
[237] Aussi appelé langage « *producerist* », ou « républicanisme jeffersonien ».
[238] Thomas Jefferson, *Notes on the State of Virginia* (E-book; Barnes & Noble, [1785] 2010).
[239] Grattan, *Populism's Power*, 59.
[240] Grattan, *Populism's Power*, 59.

industrieux, développé notamment par Benjamin Franklin, qui, dans son autobiographie (écrite entre 1771 à 1790)[241], vante à plusieurs reprises les mérites du travail acharné[242]. De manière analogue, Michel-Guillaume Jean de Crèvecoeur, dans la troisième lettre de *Letters from an American Farmer* (1782)[243], place également le travail au sommet de l'échelle des vertus, décrivant le nouvel homme américain comme un fermier laborieux[244]. Cette valorisation du travail comme valeur et vertu fondamentale et fondatrice de l'identité américaine s'articule également avec l'« éthique protestante du travail »[245] – qui met l'accent sur la valeur du travail – ainsi qu'avec la célébration de l'ascension sociale, illustrée par le mythe des *bootstraps*. Un exemple emblématique se trouve dans l'autobiographie de Benjamin Franklin, où il relate dès les premières pages son passage de la pauvreté à la richesse[246].

Ces traditions rhétoriques remontant aux débuts de la république se retrouvent dans les écrits et discours des Populistes, qui véhiculaient des images romantisées des fermiers et des vertus associées à leur mode de vie. Le populiste Percy Daniels, dans une série de discours donnés dans le Kansas entre 1889 et 1891, décrivait ainsi le fermier comme travailleur, frugal et désintéressé[247]. De manière très similaire, Mary Elizabeth Lease, dans son ouvrage *The Problem of Civilization Solved* (1895), présentait les fermiers comme de véritables parangons de vertu, à la fois honnêtes et travailleurs[248]. Or, la fin du XIXème siècle, l'industrialisation et la concentration économique qui l'accompagna bouleversèrent profondément ces idéaux et valeurs. Le mythe des *bootstraps* et l'idéal jeffersonien d'une nation constituée de fermiers indépendants et autonomes, se trouvèrent ainsi confrontés à la difficile réalité d'une économie de plus en plus cartellisée.

---

[241] Benjamin Franklin, *The Autobiography of Benjamin Franklin: With Related Documents*, ed. Louis P. Masur (Macmillan Learning, 2016).

[242] Franklin, *The Autobiography of Benjamin Franklin*, 75: "In order to secure my Credit and Character as a Tradesmen, I took care not only to be in Reality Industrious & frugal, but to avoid all Appearances of the Contrary […]."; 89: "Lose no Time.—Be always employ'd in something useful.—Cut off all unnecessary Actions."; 171: "If we are industrious we shall never starve"; 176: "Be *industrious* and *free*; be *frugal* and *free*."

[243] J. Hector St. John de Crèvecœur, "What Is an American?" Letter III of *Letters from an American Farmer* (1782).

[244] de Crèvecœur, "What Is an American?" "We are all animated with the spirit of an industry which is unfettered and unrestrained, because each person works for himself."

[245] Le terme fut utilisé pour la première fois par Max Weber, dans son ouvrage *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* (1904-1905).

[246] Franklin, *The Autobiography of Benjamin Franklin*. "Having emerg'd from the Poverty & Obscurity in which I was born & bred, to a State of Affluence & some Degree of Reputation in the World ».

[247] Daniels, "A Crisis of the Husbandman," 7. "[…] the farmer, hardworking, frugal, industrious, self-denying, is annually drawing on his capital to supply a deficiency."

[248] Mary Elizabeth Lease, *The Problem of Civilization Solved* (E-book; Laird & Lee, 1895). "A great host of honest, hardworking men and women who are willing to work and delve a healthy, happy living from the farm […] are annually driven to the cities to compete with the vicious and the unscrupulous."

Aux idéaux de travail et d'indépendance s'ajoutait, par ailleurs, une rhétorique messianique, employée par les Populistes pour projeter une image rédemptrice de leur mouvement[249]. Le messianisme, explique Grattan, est l'une des plus anciennes traditions radicales aux États-Unis. L'émergence du Populisme coïncida avec les Grands Réveils des années 1880, et le mouvement partagea son message de revivalisme messianique[250]. En témoigne la rhétorique de la populiste Mary Elizabeth Lease, dont les discours et les écrits s'inscrivaient dans une veine décidément religieuse, décrivant l'avènement prochain d'une période de renouveau spirituel et moral de la nation :

> God hasten the blessed day! Brothers and sisters of humanity, for the sake of right, civilization, and society, for the sake of pallid wives and hungry babes, dejected fathers and brothers, let us awake, let us be up and away from 'the bricks without straw.' Let us face the wilderness of Suraï, drink the water of Marah, for home and liberty![251]

Michael Kazin dresse un portrait assez similaire des courants rhétoriques qui ont influencé le discours du Populisme. Selon lui, celui-ci était traversé par deux puissants courants de rhétorique populaire (*grassroots*), hérités, d'une part, d'un élan piétiste remontant à la Réforme Protestante, et, d'autre part, d'une rhétorique ancrée dans les Lumières et, plus spécifiquement, dans une croyance en la capacité des gens ordinaires à pouvoir penser et agir rationnellement[252]. À titre d'exemple, Mary Elizabeth Lease, dans un discours prononcé à la Cooper Union Hall en 1896, défendait la capacité du peuple à prendre des décisions d'ordre publiques : « They say this question is so deep, that the common people are not fit to decide it. They say 'leave it to the financiers.' We have left it to them too long, and while we have been sinking into bankruptcy our financiers have been growing millionaires »[253]. Ces deux courants qu'identifie Kazin ont coexisté en rhétorique, en politique et au sein de coalitions contestataires tout au long du XIXème siècle[254]. Ainsi, évangélistes et rationalistes puisaient dans un même répertoire linguistique, et articulaient quatre grands ensembles de croyances ayant trait à l'identité étatsunienne, au peuple, aux élites, et à la nécessité de mouvements de masse, qui constituèrent par la suite la « grammaire première » qui fut mobilisée par le *People's Party* et d'ultérieurs mouvements populistes étatsuniens[255]. Kazin explique par ailleurs que les

[249] Grattan, *Populism's Power*, 62.
[250] Grattan, *Populism's Power*, 62.
[251] Lease, *The Problem of Civilization Solved*. Voir également : Mary Elizabeth Lease, "Wall Street Owns the Country," cited in *The Topeka State Journal*, March 31, 1891, https://www.historyisaweapon.com/defcon1/marylease.html. "We stand to-day at the beginning of one of those revolutionary periods that mark an advance of the race. We stand at a period that marks a reformation."
[252] Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History* (Cornell University Press, 2017), 9.
[253] Mary Elizabeth Lease, "Speech at Cooper Union Hall" (speech, New York City, New York, August 11, 1896), *The New York Times*, https://www.nytimes.com/1896/08/11/archives/furor-over-mary-lease-the-kansas-woman-orator-has-a-crowd-in-cooper.html.
[254] Kazin, *The Populist Persuasion*, 11.
[255] Kazin, *The Populist Persuasion*, 11.

Populistes s'inscrivirent également dans le sillon de figures historiques telles que Thomas Jefferson, Andrew Jackson, et Abraham Lincoln, qui furent érigés en un véritable trio de héros populistes[256].

Outre son inscription dans certaines traditions rhétoriques et politiques préexistantes, le Populisme se distingua également par son inscription dans un discours de lutte des classes, ainsi que par sa grande diversité. Selon Thomas Frank, la notion de « classe sociale » fut effectivement essentielle à la compréhension que développèrent les Populistes de leur propre situation et fut reflétée dans la manière dont ceux-ci décrivaient une lutte opposant les « gens ordinaires » aux élites[257]. Pour Charles Postel, le mouvement Populiste représentait, au fond, une forme de politique ancrée dans les intérêts économiques et de classe des ouvriers et fermiers[258]. Cette conscience de classe transparait dans les discours et écrits populistes. Dans l'une de ses allocutions, Percy Daniels expliquait que, face au danger posé par les immenses fortunes, le sort du peuple reposait désormais entre les mains de la « grande classe moyenne », composée de mécaniciens, de fermiers, de commerçants et d'ouvriers, et qui incarnait les valeurs d'honnêteté, d'énergie et de fermeté nécessaires à la réconciliation de la nation[259]. Grattan souligne, quant à elle, la diversité du mouvement, en particulier lors de sa phase initiale, expliquant que la révolte populiste se manifesta à travers les actions de divers groupes rebelles : fermiers noirs et blancs, travailleurs immigrés urbains, agitatrices féministes, prohibitionnistes, défenseurs d'un impôt unique (*single tax*)[260], *greenbackers*[261], socialistes marxistes et chrétiens, ainsi que les sans-emplois, l'amenant à conclure dans les termes suivants : « Celebrated with a capital P, the original 'Populism' was really many populisms at once »[262]. Selon Charles Postel,

[256] Kazin, *The Populist Persuasion*, 17.
[257] Frank, *The People, No*.
[258] Charles Postel, "The Populist and Anti-Populist Legacy," in *Transformations of Populism in Europe and the Americas: History and Recent Tendencies* (Bloomsbury Academic, 2015), 116.
[259] Daniels, "A Crisis of the Husbandman," 100. Notre traduction. "[Immense fortunes] threaten our prosperity and menace our national life […]. In this danger our dependence is on the great middle class – the mechanics and farmers, the tradesmen and laborers – who stand as a wall between the hostile extremes. These elements of honesty and energy, of sinew and nerve, keep the legions of poverty and the arrogant ranks of wealth, from grappling in a conscienceless struggle."
[260] L'idée fut initialement avancée par Henry George, dans son ouvrage *Progress and Poverty* (1879), où il proposa d'instaurer un impôt unique sur la possession de la terre afin de créer une société plus équitable. Sa proposition donna naissance à un mouvement social appelé *Single Tax movement* ou *Georgism*, du nom de son instigateur.
[261] Le terme « *greenback* » fait référence à une monnaie papier qui n'était plus adossée à l'or ou l'argent mais dépendait seulement de la bonne foi et de la réputation du gouvernement. Cette monnaie fut introduite pour la première fois lors de la guerre civile. Après la panique de 1873, qui engendra une importante période de dépression économique, la question du « *greenback* » revint sur le devant de la scène. Un certain nombre de débiteurs firent pression sur le gouvernement pour qu'il augmente la quantité de monnaie en circulation en créant de la monnaie papier, mais le président Ulysses S. Grant (1833-1885) et les Républicains défendaient fermement le maintien d'une monnaie sûre (*sound money*), adossée à la valeur de l'or. En réponse, les partisans d'une monnaie papier (*Greenbackers*) formèrent en 1875 leur propre parti politique, le *National Greenback Party*, qui fut actif durant les trois prochaines élections présidentielles. Le premier candidat à se présenter à l'élection présidentielle en tant que populiste en 1893, James B. Weaver, était incidemment un ancien *Greenbacker*.
[262] Grattan, *Populism's Power*, 49.

vouloir mettre en lumière la cohérence du Populisme est un chemin nécessairement semé d'embûches[263]. Il insiste en outre sur l'absence de doctrine uniforme au sein de la coalition populiste, marquée par la coexistence d'un large éventail d'opinions[264].

Réunis à Omaha, dans l'État du Nebraska, le 4 juillet 1892, les Populistes, sous l'égide d'Ignatus Donnelly, entreprirent donc la rédaction de leur manifeste politique, la Plateforme d'Omaha, ouvertement conçue comme une « Seconde Déclaration d'Indépendance ». Le préambule de la plateforme commence par faire état d'une démocratie en crise, dénonçant tout à la fois la corruption politique des dirigeants, la mise à l'écart du peuple du processus décisionnel, et l'accroissement des inégalités économiques, qui ont contribué à profondément diviser le pays :

> The conditions which surround us best justify our co-operation; we meet in the midst of a nation brought to the verge of moral, political, and material ruin. Corruption dominates the ballot-box, the Legislatures, the Congress, and touches even the ermine of the bench. The people are demoralized; most of the States have been compelled to isolate the voters at the polling places to prevent universal intimidation and bribery. The newspapers are largely subsidized or muzzled, public opinion silenced, business prostrated, homes covered with mortgages, labor impoverished, and the land concentrating in the hands of capitalists. The urban workmen are denied the right to organize for self-protection, imported pauperized labor beats down their wages, a hireling standing army, unrecognized by our laws, is established to shoot them down, and they are rapidly degenerating into European conditions. The fruits of the toil of millions are boldly stolen to build up colossal fortunes for a few, unprecedented in the history of mankind; and the possessors of those, in turn, despise the republic and endanger liberty. From the same prolific womb of governmental injustice we breed the two great classes—tramps and millionaires.[265]

Dans ces lignes se dégage une mise en cause explicite du système capitaliste qui, par manque de régulation, contribua à la formation de deux classes sociales. La plateforme dénonce également l'attitude des deux principaux partis politiques, qui sont accusés d'avoir profondément négligé et ignoré la souffrance du peuple, trop occupés par leurs luttes pour le pouvoir et l'argent[266]. Selon Donnelly et les Populistes, en refusant d'intervenir pour tenter d'empêcher ou de freiner le développement des conditions atroces auxquelles faisaient face les citoyens étatsuniens, les dirigeants des deux partis devaient être tenus pour responsables. En revanche, si les Populistes élaborèrent effectivement une critique des effets délétères du capitalisme, ils cherchaient avant tout à réformer ce système, et non à l'abolir ; ils se distinguait ainsi radicalement des socialistes[267]. C'est également ce qu'affirme Charles Postel, pour qui la

[263] Charles Postel, *The Populist Vision* (Oxford University Press, 2009), 13.
[264] Postel, *The Populist Vision*, 14.
[265] People's Party, "Omaha Platform," 1892.
[266] People's Party, "Omaha Platform," 1892. "We have witnessed for more than a quarter of a century the struggles of the two great political parties for power and plunder, while grievous wrongs have been inflicted upon the suffering people."
[267] Judis, *Populist Explosion*, 23.

plupart des Populistes poursuivaient des réformes économiques et politiques sans toutefois envisager le renversement des systèmes en place[268].

Au-delà du diagnostic d'une crise de la démocratie et du capitalisme, la plateforme lance également un appel à concrétiser la promesse de souveraineté populaire telle que formulée dans la Constitution étatsunienne (*We, the people*). La « promesse démocratique »[269] portée par les Populistes s'inscrit ainsi ouvertement dans le sillon du constitutionnalisme étatsunien, et l'émergence du *People's Party* représenta une réaction de désillusion à l'égard de cette promesse de souveraineté populaire contenue dans la formule *We, the people*. Margaret Canovan explique : « The USA in the late nineteenth century saw a kind of populism born from disappointment with the results of popular inclusion », et ajoute : « Many of those labeled [populists] understand it as the people's struggle to redeem the promise of popular sovereignty »[270]. La lutte contre les monopoles capitalistes représentait un des axiomes centraux de l'idéologie populiste, s'inscrivant dans un esprit clairement égalitariste[271]. Pour les Populistes, les monopoles capitalistes mettaient précisément en danger la promesse démocratique énoncée par la Constitution. C'est l'argument qu'avance Mary Elizabeth Lease dans son discours de 1892, intitulé « Wall Street Owns this Country », et dans lequel elle énonce : « Wall Street owns the country. It is no longer a government of the people, by the people, and for the people, but a government of Wall Street, by Wall Street, and for Wall Street. The great common people of this country are slaves, and monopoly is the master »[272]. De manière similaire, Percy Daniels invoque la promesse démocratique de la Constitution pour exiger que la volonté du peuple en matière de régulation des monopoles soit respectée :

> It is a common saying with us that ours is a government of the people. It is a positive knowledge that a large majority of our people demand corrective measures that shall protect them from the combinations of capital. If their known wishes can be ignored and defeated, by those whom they have selected to execute their will, then our government is not fulfilling its destiny, and ceases to be a government of the people, by the people, and for the people[273].

L'enjeu crucial, selon les Populistes, était donc de restaurer la souveraineté du peuple, mise à mal par les développements économiques et politiques du pays. La plateforme d'Omaha entendait ainsi restituer au peuple le contrôle du pays et du système capitaliste, comme suggéré dans son préambule :

---

[268] Postel, *The Populist Vision*, 4.
[269] Grattan, *Populism's Power*, 53.
[270] Canovan, *The People*, 37.
[271] McArthur Chester Destler, *American Radicalism 1865–1901* (Quadrangle, 1946), 17. "Antimonopolism was the dynamic element in Populism. It sprang directly from the equalitarian tradition."
[272] Lease, "Wall Street Owns the Country."
[273] Daniels, "A Crisis of the Husbandman," 27-28.

> Assembled on the anniversary of the birthday of the nation, and filled with the spirit of the grand general and chief who established our independence, we seek to restore the government of the Republic to the hands of 'the plain people,' with which class it originated. We assert our purposes to be identical with the purposes of the National Constitution; to form a more perfect union and establish justice, ensure domestic tranquility, provide for the common defense, promote the general welfare, and secure the blessings of liberty for ourselves and our posterity.

L'on perçoit effectivement que, tout en défendant la nécessité de rompre avec le statu quo, les Populistes ont également pris soin de s'inscrire rhétoriquement dans le sillon de la tradition politique étatsunienne. En reprenant le discours de la Constitution, ils ont ainsi cherché à légitimer leurs revendications en se présentant comme les « vrais » défenseurs de la Constitution, et notamment de sa promesse de souveraineté populaire. En effet, les raisons de l'émergence du mouvement Populiste sont directement liées à l'existence d'une tension, inscrite dans la Constitution, entre gouvernement par le peuple et mise à distance de ce dernier. Comme l'explique Margaret Canovan, c'est dans cette tension que le populisme est susceptible de s'immiscer afin de réclamer que la promesse démocratique contenue dans la Constitution soit réalisée. Selon Canovan, le discours populiste fait partie intégrante du discours contestataire étatsunien justement pour cette raison et le populisme constitue de fait une possibilité inhérente à la démocratie étatsunienne : « The discourse of appeals to 'the people' is indeed so thoroughly domesticated in American political culture that 'populism' has fewer derogatory associations in the USA than in Europe, allowing professional politicians actually to claim the title »[274]. Elle fait ainsi écho à l'analyse de Michael Kazin, pour qui le populisme serait un langage ayant permis à différents mouvements contestataires d'exprimer leur mécontentement, sans toutefois remettre en question le système dans sa totalité : « Through populism, Americans have been able to protest social and economic inequalities without calling the entire system into question »[275].

En accusant les pouvoirs en place de violer les principes mêmes de la Constitution, le Populisme se serait imposé comme le langage contestataire par excellence dans le contexte étatsunien, et puiserait sa force de conviction dans le fossé entre les idéaux énoncés par la Constitution et les institutions qui les ont trahis. Il nous semble possible, dès lors, et dans le sillon de plusieurs auteurs, de reconnaître l'existence d'une tradition contestataire populiste proprement étatsunienne. Pour Charles Postel, le populisme a représenté un courant significatif dans l'histoire de la pensée politique étatsunienne[276]. De manière similaire, John Judis considère que le Populisme incarne une « création étatsunienne » qui a servi de précédent pour des mouvements divers qui sont ensuite apparus périodiquement au fil de l'histoire

[274] Canovan, *The People*, 77.
[275] Kazin, *The Populist Persuasion*, 2.
[276] Postel, "If Trump and Sanders Are Both Populists," 116.

étatsunienne[277]. Ces campagnes populistes, explique Judis, sont survenues de manière soudaine et imprévue et, bien que souvent de courte durée, elles constituent une part intrinsèque du tissu politique étatsunien[278]. Selon lui, elles ont contribué à établir le cadre populiste ultérieurement mobilisé par Bernie Sanders lors de sa campagne pour la nomination du parti Démocrate en 2016[279]. Michael Kazin considère, quant à lui, le populisme comme une tradition rhétorique, un « langage », dans lequel le peuple est présenté comme un noble assemblage de gens ordinaires qui ne sont pas unis par un sentiment étriqué d'appartenance à une même classe sociale, voient leurs antagonistes, issus de l'élite, comme essentiellement égoïste et non-démocratique, et cherchent à mobiliser les premiers contre les seconds[280]. Selon Kazin, le populisme étatsunien tire son originalité de l'affirmation selon laquelle les pouvoirs en place transgressent les principes fondateurs de la nation, et, ce faisant, il rassemble autant qu'il divise[281]. Dès ses débuts, le populisme permettait aux citoyens étatsuniens de s'indigner contre les inégalités sociales et économiques sans remettre en cause le système dans son ensemble[282]. Il était ainsi « à la fois radical et conservateur »[283] (sur le plan racial, notamment), dans la mesure où il prétendait réaliser la promesse démocratique de la Constitution. Il fait donc office de tradition contestataire non-subversive, profondément enracinée dans le contexte étatsunien. Tout en s'insurgeant contre le statu quo, les mouvements populistes sont en quelques sortes parvenus à intégrer le *mainstream* politique étatsunien.

Pour Laura Grattan, la tradition populiste étatsunienne incarnerait une tendance profondément démocratique : « America's grassroots populist tradition harbors a persistent democratizing aspiration. All populisms animate the ideal of popular sovereignty by mobilizing the aspirations of ordinary people to exercise power over their everyday lives and their collective fate »[284] ; et cette promesse démocratique, véhiculée par le populisme, aurait traversé l'histoire étatsunienne depuis ses débuts révolutionnaires[285]. Selon Grattan, l'imaginaire populiste aurait ainsi permis à des contre-courants idéologiques de se développer et donc de pointer du doigt des alternatives au statu quo, et notamment au capitalisme : « What I refer to in this book as America's populist imaginary has historically been a prominent countercurrent to the liberal, capitalist social imaginary that has been dominant in the United States »[286].

[277] Judis, *Populist Explosion*, 18.
[278] Judis, *Populist Explosion*, 18.
[279] Judis, *Populist Explosion*, 18.
[280] Kazin, *The Populist Persuasion*, 1.
[281] Kazin, *The Populist Persuasion*, 2.
[282] Kazin, *The Populist Persuasion*, 2.
[283] Kazin, *The Populist Persuasion*, 29.
[284] Grattan, *Populism's Power*, 10.
[285] Grattan, *Populism's Power*, 2.
[286] Grattan, *Populism's Power*, 12.

Thomas Frank, dans *The People, No* (2020), met lui aussi en lumière l'existence d'une tradition populiste de facture progressiste et profondément démocratique :

> The populist impulse has in fact been a presence in American life since the country's beginning. Populism triumphed in the 1930s and 1940s, when the people overwhelmingly endorsed a regulatory welfare state. Populist uprisings occur all the time in American life, always with the same enemies —monopolies, banks, and corruption—and always with the same salt-of-the-earth heroes. When we use the word to describe demagogues and would-be dictators, we are inverting that historic meaning. Populism was profoundly, achingly democratic[287].

Laura Grattan, dans *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America* (2016), identifie, quant à elle, deux versions du populisme qui coexistent dans le monde universitaire. Elle distingue d'un côté les universitaires « libéraux », qui ont mené une guerre continue pour discréditer le populisme[288], l'accusant de sacraliser la voix du peuple et mettant en garde contre ses conséquences anti-démocratiques, et, de l'autre, les « démocrates radicaux », qui ont forgé un contre-refrain plus discret, bien que persistent, dans les études sur le populisme[289]. Dans cette seconde optique, le « populisme du peuple » (*grassroots populism*) est perçu comme jouant un rôle crucial dans le processus de démocratisation du pouvoir et de la politique[290]. Cette position est notamment défendue par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Ils mettent tous deux en avant la fonction vitale du populisme qui, en opposant « le peuple » à l'« establishment », fournit un script familier et émotionnel capable de mobiliser les demandes de divers acteurs contre l'ordre établi[291]. Selon eux, lorsqu'un système institutionnel ne parvient plus à absorber les revendications d'une large part de la population, une multitude de demandes insatisfaites converge vers une source commune de solidarité, donnant naissance à des « chaînes d'équivalences », processus par lequel des demandes particulières conservent leur singularité tout en s'associant à un ensemble plus vaste de revendications sociales[292]. Pour Laclau, le populisme incarne ainsi une manière de construire le politique, et est synonyme du politique, dans la mesure où il place l'antagonisme social au centre de la construction de la vie politique[293].

Nous avons vu que, depuis ses débuts, le populisme entretient un lien extrêmement étroit avec le système démocratique dans lequel il survient et prospère. Comme nous l'avons expliqué, ceci est dû au fait que les systèmes démocratiques contemporains sont caractérisés par une tension entre leurs idéaux, et notamment leur promesse de souveraineté populaire, et

[287] Frank, *The People, No*.
[288] Grattan, *Populism's Power*, 3.
[289] Grattan, *Populism's Power*, 19.
[290] Grattan, *Populism's Power*, 4.
[291] Grattan, *Populism's Power*, 29.
[292] Grattan, *Populism's Power*, 30.
[293] Grattan, *Populism's Power*, 30.

leur pratique, caractérisée par une mise à distance du peuple, qui participe au processus décisionnel essentiellement à travers ses représentants et de manière ponctuelle. Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, progressiste ou conservateur, représente au fond une remise en cause du fonctionnement des systèmes démocratiques et de leur principe représentatif. La mobilisation d'une dichotomie peuple / élite traduit ainsi un sentiment profond d'aliénation vis-à-vis du système politique et met en lumière un certain mécontentement à l'égard du fonctionnement élitiste des démocraties. Le populisme est un appel à redonner au peuple son juste rôle dans le processus décisionnel. Le diagnostic d'une « crise » de la démocratie est lui-même sous-tendu par différentes conceptions de la démocratie, à savoir une conception populiste, qui revendique une implication continue du peuple dans la formulation de politiques publiques, et une conception élitiste, souvent défendue par l'establishment, et se traduisant par une certaine méfiance à l'égard du peuple et de sa capacité à agir raisonnablement dans l'intérêt du bien commun. Cette vision élitiste de la démocratie est également nourrie par le sentiment que le domaine de la gouvernance serait devenu infiniment complexe et que les questions auxquelles font face nos société seraient davantage d'ordre techniques que politiques.

Cette dépolitisation du débat public est notamment regrettée par Chantal Mouffe, qui, dans son ouvrage *On the Political* (2005), énonce la nécessité de défier la vision « post-politique » selon laquelle les conflits partisans seraient une relique du passé[294]. Selon Mouffe, notre incapacité à envisager les problèmes auxquels font face les sociétés de manière « politique » serait en grande partie liée à l'hégémonie incontestée de la tradition « libérale »[295], qui réfuterait l'existence même du politique, envisagé comme la dimension antagoniste constitutive des sociétés humaines[296]. Il conviendrait, d'après Mouffe, de rétablir cette dimension politique au cœur du débat public, en envisageant la création d'une sphère publique de contestation « agonistique », où différents projets politiques pourraient se confronter[297]. Dans cette optique, l'« agonisme » impliquerait une relation antagoniste de type « nous vs. vous » dans laquelle les différents partis, tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de solution rationnelle au conflit, reconnaitraient toutefois la légitimité de leurs adversaires[298]. La tâche de

[294] Chantal Mouffe, *On the Political* (Routledge, 2005), 1.
[295] Mouffe, *On the Political*, 10. Mouffe considère que la tradition libérale se distingue de la tradition démocratique, mais qu'elles se sont progressivement articulées au XIXème siècle. Cette rencontre a donné naissance aux régimes de démocratie libérale modernes, où « le libéralisme a été démocratisé et la démocratie a été libéralisée ». Cependant, elle estime qu'aujourd'hui, la tradition libérale a pris le dessus, entraînant ainsi un affaiblissement du principe démocratique et un « déficit démocratique » (Chantal Mouffe, « Démocratie et libéralisme politique : est-il possible de les concilier ? », dans *Questions au libéralisme*, éd. Rudolf Visker et al. (Presses universitaires Saint-Louis, 1998), 15-26, https://books.openedition.org/pusl/19563?lang=fr.).
[296] Mouffe, *On the Political*, 9.
[297] Mouffe, *On the Political*, 3.
[298] Mouffe, *On the Political*, 20.

la démocratie, selon Mouffe, serait de transformer l'antagonisme de la politique en « agonisme », afin que puissent être confrontés différents projets sans que l'autre camp soit considéré comme un ennemi dont il faudrait se débarrasser[299].

Si le populisme est bien une possibilité inhérente à la démocratie, nous avons également vu que cette possibilité était d'autant plus prégnante dans le contexte étatsunien, où s'est développée une tradition contestataire populiste qui puise sa force d'argument dans le constitutionnalisme étatsunien. En effet, le populisme étatsunien est profondément patriotique dans ce sens, et cela dès ses premières heures. Dans la Plateforme d'Omaha, l'on pouvait ainsi lire :

> We assert our purpose to be identical with the purposes of the National Constitution; to form a more perfect union and establish justice, insure domestic tranquility, provide for the common defense, promote the general welfare, and secure the blessings of liberty for ourselves and our posterity[300].

Si cette tradition fut, à ses origines, ancrée à gauche, celle-ci développa rapidement une variante conservatrice, de sorte que le langage populiste s'est désormais imposé comme le langage par excellence pour les personnalités politiques qui se situent en dehors du *mainstream*. C'est précisément dans sa relation au *mainstream* que réside d'ailleurs toute la complexité du populisme étatsunien, qui, tout en s'opposant au statu quo, s'inscrit délibérément dans le sillon du constitutionalisme étatsunien.

[299] Mouffe, *On the Political*, 20.
[300] People's Party, "Omaha Platform," 1892.

Chapitre 2 : Démocratiser le Parti démocrate ? Les réformes institutionnelles et la résistance de l'establishment.

1. La crise de 1968 et la volonté de démocratiser le Parti démocrate.

> In public statements, speeches and interviews, I drove home the contention that the Democratic Party had but two choices: reform or death […]. I did not want the Democratic Party to die. I wanted our party to choose the path of change and vitality. That was the function of the reforms.
>
> George McGovern (1977)[1].

Les partis politiques étant des organisations relativement stables et peu enclines au changement, les périodes de réformisme représentent généralement une réponse à une situation de crise, ou perçue comme telle. Selon Adam Hilton, c'est précisément le diagnostic d'une crise sévère au point de saper la légitimité des élus politiques qui amorce le processus de transformation d'un parti politique : « The path to entrepreneurial party transformation begins with a crisis of such severity that incumbent party leaders lose their claims to legitimacy, and proposals for structural change to the mechanisms of leadership selection gain traction »[2]. À la fin des années 1960, le Parti démocrate traversa une période de crise liée à une profonde désaffection d'une partie de l'électorat vis-à-vis des politiques libérales du président Johnson et de sa gestion de la guerre au Vietnam, ainsi qu'à des tensions de plus en plus évidentes au sein même de la coalition du *New Deal*. En réponse, le Parti démocrate s'engagea dans un processus de réformes qui modifièrent radicalement et durablement le processus de nomination des candidats à la présidentielle. Si cette crise fut certes mise en lumière de manière dramatique lors de la Convention nationale démocrate d'août 1968, marquée par des confrontations violentes entre des activistes opposés à la guerre et la police, ainsi que par des tensions au sein de la Convention elle-même, la coalition démocrate avait en réalité donné des signes de faiblesse bien en amont de cette date. Dès 1948, la question raciale, largement reléguée au second plan durant la présidence de Roosevelt, vint saper l'alliance jusque-là relativement stable entre libéraux et Démocrates du Sud. Lors de la Convention nationale du Parti démocrate qui eut lieu en juillet 1948 à Philadelphie, Hubert Humphrey, alors maire de Minneapolis, s'adressa aux membres de la Convention pour défendre l'inclusion d'une motion en faveur des droits civiques dans le programme électoral du parti, haranguant la foule avec sa désormais

[1] George McGovern, *Grassroots: The Autobiography of George McGovern* (Random House, 1977), 137.
[2] Adam Hilton, *True Blues: The Contentious Transformation of the Democratic Party* (University of Pennsylvania Press, 2021), 47.

célèbre formule : « To those who say that this civil-rights program is an infringement on states' rights, I say this: The time has arrived in America for the Democratic Party to get out of the shadow of states' rights and to walk forthrightly into the bright sunshine of human rights »[3]. Cette proposition suscita la colère d'une partie des Démocrates du Sud qui, soucieux de maintenir le système de ségrégation raciale, rejetaient toute forme d'intervention de l'État fédéral dans les affaires locales. Sous l'égide du gouverneur de Caroline du Sud Strom Thurmond, ces Démocrates décidèrent, le temps de l'élection, de faire scission et de créer leur propre organisation politique, le *States' Rights Democratic Party* (ou *Dixiecrat Party*). Cet événement mit en lumière le fort degré de décentralisation des partis politiques étatsuniens, qui s'apparentaient alors pour l'essentiel à des confédérations mal coordonnées de sections locales[4].

En 1964, à l'occasion de la Convention nationale du Parti démocrate à Atlantic City, la coalition démocrate fut une nouvelle fois mise à rude épreuve lorsque les membres du *Mississippi Freedom Democratic Party* (MFDP), organisation fondée la même année pour porter la voix des Africains-Américains des États ségrégués du Sud au sein du Parti démocrate, décidèrent de dénoncer la légitimité de la délégation blanche du Mississippi au motif de pratiques raciales discriminatoires[5]. Lors des auditions de la Commission des accréditations (*Credentials Committee*), dont le rôle est d'examiner les qualifications des délégués et d'arbitrer d'éventuels désaccords ayant trait à la représentation de certains groupes au sein de la Convention, des membres issus du MFDP témoignèrent de l'exclusion systématique des Africains-Américains des affaires politiques de l'État[6]. Soucieux de ne pas s'aliéner les votes des États du Sud avant la nomination démocrate dans l'hypothèse où les délégués du MFDP se trouveraient intégrés aux délégués, le président Johnson chargea Hubert Humphrey et Walter Reuther de négocier un compromis, dit Compromis d'Atlantic City (*Atlantic City Compromise*). Ce dernier prévoyait d'octroyer deux sièges extraordinaires aux membres du MFDP et, s'agissant du reste des 68 délégués, de faire siéger les membres de la délégation entièrement blanche, qui promettraient officiellement de soutenir les candidats choisis par le Comité national démocrate (*Democratic National Committe* (DNC)) lors des élections suivantes (plutôt

[3] Hubert H. Humphrey, "1948 Democratic Convention Speech" (speech, Philadelphia, Pennsylvania, July 14 1948), American Rhetoric, https://www.americanrhetoric.com/speeches/huberthumphey1948dnc.html.
[4] Adam Hilton, "Organized for Democracy? Left Challenges Inside the Democratic Party," *Socialist Register*, vol. 54 (2018), https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/28587.
[5] En 1964, les membres du MFDP avaient tenté de participer aux réunions, *caucus*, et élections démocrates à l'échelle des *districts*, des comtés et des États, ainsi qu'aux élections des membres des comités et des délégués envoyés à la Convention nationale du Parti. En avril de cette année-là, le MFDP avait nominé Fannie Lou Hamer pour les primaires démocrates de l'élection sénatoriale, ainsi que Victoria Gray, John Houston et le Révérend John Cameron pour les élections à la Chambre des Représentants. Sans surprise, tous furent battus.
[6] Le dernier témoignage fut celui de Fannie Lou Hamer. Compte tenu de l'attention médiatique suscitée, le président Johnson organisa une conférence de presse impromptue au même moment pour tenter de détourner l'attention de l'opinion publique.

que de faire campagne pour le Républicain Barry Goldwater). Le compromis envisageait en outre d'exclure les délégations ségrégationnistes de la Convention de 1968 et le parti s'engageait en contrepartie à créer une commission officielle qui se chargerait d'étudier la question raciale. La délégation du MFDP rejeta la proposition mais la Convention établit le *Special Equal Rights Committee* qui, présidé dans un premier temps par le gouverneur David L. Lawrence de Pennsylvanie, puis, à la mort de celui-ci, par le gouverneur du New Jersey Richard J. Hughes, fut chargé d'élaborer les critères antidiscriminatoires qui seraient appliqués par la Commission des accréditations de la Convention de 1968 : « It is the understanding that a State Democratic Party, in selecting and certifying delegates to the Democratic National Convention, thereby undertakes to assure that voters in the State, regardless of race, color, creed or national origin, will have the opportunity to participate fully in Party affairs »[7].

En 1966, le *Special Equal Rights Committee* adopta six critères antidiscriminatoires visant à permettre la participation de la totalité des sympathisants démocrates, indépendamment de toute notion de race, de couleur, de croyance, ou d'origine nationale[8]. Ces critères furent diffusés auprès des sections locales des différents États durant l'été 1967[9] et le rapport final, intitulé *Second Report of the Special Equal Rights Committee*, fut présenté au Comité national du Parti démocrate durant l'automne 1967 et officiellement adopté en 1968. Outre son adhésion au principe de non-discrimination, l'importance du *Special Equal Rights Committee* reposait sur son interprétation du mandat que lui avait octroyé la Convention de 1964 pour imposer sa ligne politique aux branches locales des différents États, qui avaient jusque-là bénéficié d'une indépendance quasi totale vis-à-vis du Parti national. En érodant le principe de « souveraineté des États » dans la gestion des affaires du Parti démocrate[10], la *Special Equal Rights Committee* créa un précédent important sur lequel allait par la suite s'appuyer la Commission McGovern-Fraser.

Dans un article publié en janvier 1970, George McGovern explique pourquoi la crise de légitimité mise en lumière par la Convention nationale du Parti démocrate de 1968 avait finalement rendu le processus de réformes inévitable :

---

[7] Cité dans John R. Schmidt and Wayne W. Whalen, "Credentials Contests at the 1968 – and 1972 – Democratic National Conventions," *Harvard Law Review* 82, no. 7 (1969): 1450, https://www.jstor.org/stable/1339755.
[8] Cité dans Nelson W. Polsby, *Consequences of Party Reform* (Oxford University Press, 1983), 41–42. "4. The Democratic Party, on all levels, should support the broadest possible registration without discrimination on grounds of race, color, creed, or national origin."
[9] Le 26 juillet, Harold Hughes adressa aux présidents des sections locales du Parti démocrate dans les États une lettre présentant les six « éléments de base » définis par le *Special Committee on Equal Rights* comme les conditions préalables pour assurer l'égale participation de tous dans les affaires du parti.
[10] Schmidt and Whalen, "Credentials Contests," 1456.

> The Democratic National Convention of 1968 already has settled into the folklore of American politics. Its mere mention evokes the vision of tumultuous floor debate, bloodshed and tear gas in the streets, demonstrators and delegates standing together, arm-in-arm, in confrontation with the police. To some it also evokes the image of rigged procedures, of a political party assembled to reach predetermined decisions. The Convention became the shame of the Democratic Party, and in all likelihood assured its defeat in the November following. Wherever politicians meet – wherever Americans meet – they agree that the Convention imposed such a strain on the democratic system of government that a repetition would be intolerable[11].

L'année 1968 vit en effet une succession de crises, tant à l'échelle nationale qu'internationale[12]. Aux États-Unis, 1968 fut notamment marquée par l'assassinat de Martin Luther King Jr. le 4 avril, qui provoqua une vague d'émeutes dans plus de 120 villes ; par l'accélération de la guerre au Vietnam, symbolisée par l'offensive du Tết ; par le meurtre de Robert F. Kennedy le 6 juin ; ou encore par la mort de trois personnes durant la Convention nationale du Parti républicain à Miami.

La fin des années 1960 avait, par ailleurs, permis la mobilisation de nouvelles forces vives au sein des deux grands partis politiques, à l'image de ces militants qu'Aaron Wildavsky, dans son article sur le « phénomène Goldwater », avait qualifiés de « puristes »[13], et que James Q. Wilson avait évoqués sous le nom d'« amateurs »[14]. Souvent jeunes, éduqués[15] et issus des classes moyennes et moyennes supérieures, ces activistes se distinguaient des acteurs politiques traditionnels. Alors que ces derniers avaient jusque-là privilégié une approche pragmatique et sans grande attache idéologique de la politique, les amateurs se distinguaient par leur attachement à une idéologie, ce qui se traduisait notamment par une tendance à privilégier les considérations d'ordre théorique sur les calculs d'ordre pragmatique pour guider les choix politiques. Une forme de politique de principes semblait ainsi s'être substituée à la traditionnelle politique du calcul. Selon Wilson, l'arrivée de ces amateurs impliquait des conséquences majeures pour les partis politiques ; le rapport de forces en leur sein était, d'une part, substantiellement modifié et ces nouveaux acteurs avaient, d'autre part, fondamentalement altéré la nature même des partis, qui étaient en passe de devenir des dépositaires d'idéologies :

---

[11] George McGovern, "The Lessons of 1968," *Harper's Magazine*, January 1970, 43–47.

[12] Nelson Polsby cite notamment les coups d'État en Irak, au Mali, au Pérou, au Sierra Leone, au Panama et au Congo ; la suspension du Congrès au Brésil ; les grèves générales qui touchèrent l'Italie et le Pakistan ; ou encore les émeutes qui eurent lieu en Pologne, Irlande du Nord, sur l'Île Maurice, à Mexico, en République arabe unie et en Allemagne de l'Ouest (Polsby, *Consequences of Party Reform*, 16-7).

[13] Aaron Wildavsky, "The Goldwater Phenomenon: Purists, Politicians, and the Two-Party System," *The Review of Politics* 27, no. 3 (July 1965): 386–413, https://www.jstor.org/stable/1405566.

[14] James Q. Wilson, "The Amateur Democrat in American Politics," *Parliamentary Affairs* 16, no. 1 (September 1962): 73–86, https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.1093/oxfordjournals.pa.a053964.

[15] Edward V. Schneier souligne le rôle central des intellectuels dans le mouvement des New Politics, à l'origine de ce qu'il qualifie de « politique de la conviction » (*politics of conviction*). Il insiste également sur l'origine sociale élevée de ces nouveaux acteurs politiques : « The new politics is the politics of affluence » (Edward V. Schneider, "Intellectuals and the New Politics," *Bulletin of the Atomic Scientists* 24, no. 8 (October 1968): 15–18, https://doi.org/10.1080/00963402.1968.11457718.

> Amateur politicians thus seek to alter fundamentally the way in which the functions of parties are carried out. Instead of serving as neutral agents which mobilize majorities for whatever candidates and programmes seem best suited to capturing public fancy, the parties would become the sources of programme and the agents of social change[16].

Pour certains, dont Aram Goudsouzian, l'élection de 1968 symbolisa un tournant majeur dans l'histoire politique du pays en ce qu'elle contribua à durablement infléchir l'identité des deux grands partis politiques :

> The 1968 election shaped the identities of our major political parties. It signaled the end of a long liberal era in American politics that began with the New Deal of the 1930s. The Democratic coalition – which included the urban working class, African Americans, intellectuals, and white southerners – met its demise. The party has since struggled to advocate progressive policies while capturing the political center[17].

De manière similaire, Michael A. Cohen estime que c'est précisément lors de l'élection de 1968 que les ailes les plus idéologiques de chaque parti parvinrent à s'imposer[18]. C'est également à cette période, estime Cohen, que les stéréotypes qui se trouvent aujourd'hui associés à chaque parti se cristallisèrent dans l'imaginaire collectif et s'imposèrent comme le prisme à travers lequel les citoyens viendraient à faire sens du monde politique :

> Out of 1968 a defining political narrative would emerge. The political stereotypes that have characterized American politics over the past forty years—the 'strong and resolute,' 'tough on crime,' 'defender of cultural values,' 'small government' Republican, as opposed to the 'weak,' 'unpatriotic,' 'tax and spend,' 'big government,' 'liberal elite' 'beholden to special interest' Democrat—emerged or were reinforced. Since 1968 they have become the prism through which Americans view both political parties—and in turn their own government[19].

En sus de l'émergence de ces nouveaux acteurs politiques, les années 1950 puis 1960 furent marquées par une aspiration, notamment dans les sphères intellectuelles[20], à une nouvelle forme de politique (*New Politics*), plus démocratique et plus transparente, et qui s'exprima notamment à travers les campagnes présidentielles de 1952 et 1956 du démocrate Adlai Stevenson. Dans leur ouvrage *An American Melodrama: The Presidential Campaign of 1968* (1969), Lewis Chester *et al.* expliquent qu'en 1968 ce mouvement pour une « nouvelle politique » constituait une réalité admise tant par les acteurs politiques que par les journalistes et universitaires[21]. Dans un article de juillet 1968, Christopher Lasch mettait en lumière l'importance de ce phénomène politique qui, loin de se cantonner aux sphères radicales, mobilisait également des libéraux opposés à la guerre et alarmés à la fois par la déliquescence

[16] Wilson, "The Amateur Democrat," 84.
[17] Aram Goudsouzian, *The Men and the Moment* (University of North Carolina Press, 2019), xi.
[18] Michael Cohen, *American Maelstrom: The 1968 Election and the Politics of Division* (Oxford University Press, 2016), 7.
[19] Cohen, *American Maelstrom*, 7.
[20] Irving Howe, "Stevenson and the Intellectuals," *Dissent Magazine*, Winter 1954, https://www.dissentmagazine.org/online_articles/stevenson-and-the-intellectuals-winter-1954.
[21] Lewis Chester et al., *An American Melodrama: The Presidential Campaign of 1968* (Viking Press, 1969), 376.

du gouvernement représentatif et par la généralisation de la violence[22]. Malgré un certain degré d'indétermination quant à sa nature précise[23], la raison d'être de ce mouvement pour une « nouvelle politique » était liée à une volonté de transformer le système politique de manière à « rendre la politique au peuple »[24] ; l'objectif était une remise en question de l'establishment politique et l'avènement d'une politique transparente et plus réceptive à la volonté de l'électorat. Pour Lasch, le problème résidait précisément dans le décalage entre les politiques mises en place par les différents gouvernements et la volonté de l'électorat : « The system no longer responds to the expressed wishes of the voters »[25].

Des appels à la formation d'une « nouvelle politique » réapparurent en 1965, sous l'influence d'acteurs issus de la Nouvelle Gauche qui avaient organisé, entre l'été et l'automne, une série de réunions regroupant des dirigeants issus des mouvements des droits civiques, étudiants, et d'opposition à la guerre, dans le but de rassembler ces différents acteurs autour de revendications communes. La *National Conference for New Politics* (NCNP) publia en juillet 1967 un manifeste intitulé « Don't Mourn For Us...Organize...The call of the National Conference For New Politics », dans lequel elle appelait de ses vœux l'avènement d'une politique plus démocratique qui rendrait au peuple son pouvoir décisionnaire et serait fondée sur une coalition hétérogène rassemblant différents groupes et électeurs[26]. Entre le 31 août et le 4 septembre, la NCNP organisa une grande conférence nationale à Chicago destinée à rassembler les différents mouvements de la Nouvelle Gauche et à proposer une alternative politique à l'establishment démocrate. Toutefois, la NCNP se heurta très vite à des tensions, principalement d'ordre racial[27], au sein de la coalition et ne parvint pas à proposer un programme susceptible de fédérer les différents groupes autour d'un projet commun. En avril 1968, la NCNP fut finalement dissoute mais l'idée d'une nouvelle forme de politique continua

[22] Christopher Lasch, "The New Politics: 1968 and After," *The New York Review*, July 11, 1968, https://www.nybooks.com/articles/1968/07/11/the-new-politics-1968-and-after/. "Today the call for a 'new politics' is sounded not only by radicals but by liberals opposed to the war and increasingly alarmed by the breakdown of representative government and the drift toward violence."
[23] Chester et al., *An American Melodrama*, 376.
[24] Goudsouzian, *The Men and the Moment*, 38. Notre traduction.
[25] Lasch, "The New Politics: 1968 and After."
[26] Cité dans Simon Hall, "'On the Tail of the Panther': Black Power and the 1967 Convention of the National Conference for New Politics," *Journal of American Studies* 37, no. 1 (2003): 61–62. https://doi.org/10.1017/S002187580300700X. "New Politics is an organized effort to return decision-making to the people by providing a democratic way to take effective political action at a time when the conventional American politics of party labels and personalities has become sterile […]. New Politics encourages the coalition of the many different groups and constituencies into a dynamic movement whose combined resources can have impact on the future politics of the nation."
[27] La Convention mit en lumière l'existence de deux branches distinctes aux intérêts séparés au sein du mouvement : la première, blanche, était caractérisée par son obsession pour le Vietnam, l'impérialisme étatsunien et les questions étudiantes, et l'autre, noire, se distinguait par son intérêt pour les questions d'oppression et d'identité Africaine-Américaine (Hall, "'On the Tail of the Panther,'" 74-5.)

à animer un certain nombre d'acteurs politiques soucieux de donner concrètement naissance à cette « nouvelle politique » plus transparente et plus populaire. Les forces politiques qui composèrent ce mouvement s'exprimèrent notamment dans l'opposition à la guerre au Vietnam, dans les campagnes de Eugene McCarthy et de Robert Kennedy, ainsi que dans les réformes de la Commission McGovern-Fraser[28], et étaient pour partie issues de la Nouvelle Gauche.

Les deux mouvements ne se recoupaient en effet que partiellement ; alors que les partisans de la Nouvelle Gauche se considéraient comme des radicaux, convaincus que toute forme de changement fondamental de la société ne pourrait être effectué qu'en dehors du système, les membres du mouvement pour une « nouvelle politique » s'intégraient davantage dans le courant principal (*mainstream*) du Parti démocrate, cherchant à changer le système de l'intérieur[29]. La Nouvelle Gauche incarnait un mouvement des *grassroots*, profondément hostile au *mainstream* libéral, alors que les partisans d'une « nouvelle politique », à l'inverse, étaient généralement proches de l'establishment démocrate[30].

Nonobstant cette différence majeure, des valeurs et des espoirs similaires inspiraient les deux mouvements ; les acteurs issus de la « nouvelle politique » aspiraient en effet à une forme de politique morale, imprégnée de l'esprit de justice sociale et de paix qui s'étaient exprimés au sein des mouvements pour les droits civiques et d'opposition à la guerre, ainsi qu'à une forme de politique participative qui permettrait de remplacer les élites en place en s'appuyant sur une mobilisation des citoyens[31]. Ses partisans étaient animés par une perspective d'entrisme[32] vis-à-vis du système politique ainsi que par une vision plus participative de la démocratie qui faisait de toute évidence écho aux demandes portées par la Nouvelle Gauche.

Face à la désaffection d'un nombre croissant de Démocrates vis-à-vis des politiques de Lyndon Johnson, le représentant démocrate Allard Lowenstein et Curtis Gans, analyste et militant politique, avaient lancé dès août 1967 un mouvement visant à s'opposer à sa nomination pour un second mandat (*Dump Johnson Movement*). Dans leur recherche d'un candidat alternatif pour la nomination démocrate, Lowenstein et Hans approchèrent un certain nombre de candidats potentiels, dont le sénateur de New York et ancien ministre de la Justice

[28] Bruce Miroff, *The Liberals' Moment: The McGovern Insurgency and the Identity Crisis of the Democratic Party* (University Press of Kansas, 2007), 23.
[29] Miroff, *The Liberals' Moment*, 23.
[30] Byron E. Shafer, *Quiet Revolution: The Struggle for the Democratic Party and the Shaping of Post-Reform Politics* (Russell Sage Foundation, 1983), 7–8.
[31] Shafer, *Quiet Revolution*, 7–8.
[32] Adam Hilton, *Party Reform and Political Realignment: The New Politics Movement in the Democratic Party* (PhD diss., York University, 2016), 18.

Robert F. Kennedy, qui, tour à tour, déclinèrent. Après plusieurs tentatives infructueuses, ils contactèrent George McGovern, sénateur du Dakota du Sud, qui, soucieux de ne pas mettre en péril ses chances de réélection au poste de sénateur, refusa à son tour[33]. Il suggéra toutefois à Lowenstein de faire cette proposition à Eugene McCarthy, puisque celui-ci s'était depuis plusieurs mois opposé à la gestion de la guerre contre le Vietnam par Johnson[34]. En novembre, McCarthy annonça sa candidature pour la nomination démocrate.

Lors de la primaire du New Hampshire du 12 mars 1968, le candidat McCarthy décrocha une première victoire symbolique[35] sur son adversaire en remportant 42% des suffrages, contre 48,5% pour Johnson[36] qui, pour éviter une humiliation, avait décidé au dernier moment d'entrer dans la course en organisant une campagne d'inscription sur les listes électorales (*write-in movement*). Cette victoire en demi-teinte pour le président constitua un signe supplémentaire de la profonde désaffection de l'électorat vis-à-vis de sa politique et encouragea Robert F. Kennedy à entrer dans la course à la nomination. Conscient de son impopularité, Johnson annonça finalement le 31 mars qu'il se retirait de la course. Le mois suivant, son vice-président Hubert Humphrey annonça à son tour sa candidature à la nomination mais, contrairement à ses concurrents, Humphrey ne prévoyait de concourir dans aucune des 17 primaires démocrates organisées cette année-là[37]. Jusqu'en 1968, la meilleure stratégie – et la plus traditionnelle – pour remporter la nomination démocrate se résumait effectivement à courtiser les élus et dirigeants démocrates des différents États afin d'obtenir leur soutien. Certes, des victoires aux primaires pouvaient sensiblement infléchir le cours des élections en informant les dirigeants politiques sur l'endurance, la popularité, ou la capacité des candidats à mener le type de campagne ardue que demandent les primaires[38]. Qui plus est, quelques délégués étaient effectivement sélectionnés lors des primaires et se trouvaient donc susceptibles, dans le cas d'une nomination serrée, et de conditions favorables (absence de président sortant ou de d'héritier présomptif, notamment), d'infléchir l'issue de la course[39]. Toutefois, concourir dans une primaire représentait également une stratégie risquée, puisque les candidats s'exposaient

[33] McGovern décida finalement d'entrer dans la course à la nomination le 10 août, soit quelques semaines seulement avant le lancement de la Convention du parti.
[34] McCarthy avait, dès 1965, rejoint un groupe de sénateurs qui s'opposaient à la politique de Johnson au Vietnam. Il défendait notamment le droit du Congrès à déterminer la politique étrangère et s'interrogeait quant aux prémisses qui servaient de justification à la Guerre Froide.
[35] Nelson W. Polsby parle de « victoire morale » (Polsby, *Consequences of Party Reform*, 20).
[36] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 20.
[37] En 1968, seulement 17 États avaient organisé des primaires, ce qui représentait 38% des délégués à la Convention nationale. Cependant, même lorsque les délégués étaient choisis au terme de primaires, ces dernières ne les engageaient pas à voter conformément aux vœux de leur électorat (*non-binding primaries*). (Polsby, *Consequences of Party Reform*, 54)
[38] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 13-4.
[39] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 14.

alors au risque de se voir humiliés en cas de défaite écrasante. Il était, par ailleurs, généralement admis qu'une campagne lancée tôt dans la saison des primaires signalait vraisemblablement la faiblesse du candidat[40]. Ainsi, à moins qu'aucune autre voie ne leur soit accessible, les candidats préféraient éviter les primaires. En 1960, Humphrey avait d'ailleurs déclaré au journaliste Theodore White : « You have to be crazy to go into a primary. A primary, now, is worse than the torture of the rack. It's all right to enter a primary by accident, or because you don't know any better, but by forethought […] »[41]. Plutôt que de risquer une humiliation, la stratégie de Humphrey consistait à s'appuyer sur l'avantage que lui conférait son réseau très influent, ses nombreuses accointances parmi les dirigeants démocrates et les chefs syndicaux actifs dans les affaires du parti[42].

Face à l'exclusion quasi-systématique des affaires du Parti démocrate, l'opposition à la gestion de la guerre au Vietnam par l'administration Johnson se mua rapidement en critique du manque de démocratie au sein du processus de nomination démocrate et résulta en une convergence des forces autour de l'idée d'une réforme du Parti démocrate[43]. Ensemble, les partisans de Kennedy et de McCarthy parvinrent progressivement à faire entendre qu'Humphrey allait remporter la nomination de manière illégitime[44].

Le 5 juin 1968, un événement vint toutefois brutalement perturber la campagne lorsque, peu après avoir remporté la primaire de Californie, Kennedy fut assassiné, conduisant ses partisans à rejoindre les rangs de l'opposition menée par le camp de McCarthy. Fin juin, dans le Connecticut, des partisans de McCarthy posèrent à leur tour les fondements d'une stratégie visant à mettre en lumière le caractère peu démocratique du système de nomination des délégués

[40] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 14-6.
[41] Cité dans Polsby, *Consequences of Party Reform*, 14.
[42] Le 2 juin, deux jours avant la primaire de Californie, qui attribuait à elle seule 174 délégués, un article du magazine *Newsweek* estimait que 1279 délégués sur les 1312 nécessaires pour remporter la nomination étaient fortement ou relativement susceptibles de voter pour Humphrey lors de la Convention, contre 713 pour Kennedy et 280 pour McCarthy, alors même que le vice-président n'avait, à cette date, fait compagne dans aucune primaire. Kennedy avait de son côté remporté trois primaires, et McCarthy quatre (Polsby, *Consequences of Party Reform*, 22-4).
[43] Hilton, *True Blues*, 53.
[44] Pour sa part, le camp Kennedy employa une double stratégie qui visait à la fois à mettre en lumière l'étendue du soutien populaire dont bénéficiait leur candidat, principalement grâce à la mobilisation d'une coalition ancrée dans les couches populaires et marginalisées de la société, et à planifier une confrontation directe lors de la Convention nationale du Parti démocrate, destinée à dénoncer les procédures de nomination comme étant injustes, opaques et non-démocratiques. L'équipe du candidat prévoyait en particulier de contester formellement la légitimité de certaines délégations du Sud au motif que leur inclusion d'Africains-Américains était purement symbolique, et envisageait de dénoncer le bien-fondé de la *unit rule*, ou règle de vote unitaire, selon laquelle une délégation devait voter en bloc en suivant le vote majoritaire, ce qui entravait de fait la représentation d'opinions minoritaires. Kennedy avait notamment reçu un grand nombre de courriers de la part de partisans rapportant des troubles lors de conventions ou de *caucus*, ainsi que le recours par l'establishment démocrate à des mesures répressives, sur lesquels pouvait s'appuyer sa campagne pour justifier sa contestation de la légitimité de certaines délégations du Sud (Hilton, *True Blues*, 26).

dont ils estimaient avoir été victimes[45]. La *Commission on the Democratic Selection of Presidential Nominees*, aussi appelée *Hughes Commission* du nom de son président, le gouverneur de l'Iowa Harold Hughes, fut ainsi créée afin de documenter la question de l'impartialité des règles du Parti démocrate en matière de sélection des délégués.

Après une seule et unique réunion qui eut lieu le 13 août, un rapport intitulé *The Democratic Choice: Report of the Commission on the Democratic Selection of Presidential Nominees* fut publié le 22 août, incluant un guide détaillé des pratiques de sélection des délégués dans les différents États. Faisant état de l'incapacité du Parti démocrate à « accommoder les aspirations de forces sociales émergentes » ainsi que de la désintégration de la coalition du *New Deal*[46], le rapport concluait en soulignant le manque flagrant et inquiétant de démocratie dans le processus de sélection des candidats à la nomination démocrate : « […] state systems for selecting delegates to the national convention and the procedures of the convention itself, display considerably less fidelity to basic democratic principles than a nation which claims to govern itself can safely tolerate »[47]. Associant la crise du Parti démocrate à une « authentique crise de la démocratie »[48], les auteurs estimaient que les événements de 1968 avaient mis en lumière la perte de légitimité du système de nomination des délégués :

> This Convention is on trial. The responsibilities of these Committees, and of all the delegates to this Convention are unprecedented. To an extent not matched since the turn of the century, events in 1968 have called into question the integrity of the convention system for nominating presidential candidates[49].

En soulignant le besoin de réformer le système de sélection des délégués à la Convention démocrate, la Commission Hughes créa un précédent important sur lequel se baserait par la suite la Commission McGovern-Fraser. Dans la continuité du rapport de la Commission Hughes de 1964, le rapport confirmait par ailleurs la remise en question de la souveraineté des sections

[45] Le camp de McCarthy avait fait l'expérience *in situ* de ce système lors des primaires du Connecticut durant lesquelles, malgré des manœuvres d'empêchement ou de restriction de leur participation, ses partisans parvinrent tout de même à obtenir près de 30% des voix. Toutefois, à l'occasion de la Convention d'État de Hartford le 22 juin, lorsque Joseph Duffey, l'un des directeurs de campagne de McCarthy dans le Connecticut, fut appelé à la table des négociations par John Bailey, président du chapitre local du Parti démocrate, ce dernier lui proposa tout au plus un ou deux sièges de délégué à la Convention nationale, soit bien moins que ce à quoi les partisans de McCarthy auraient dû avoir droit dans le cas d'une représentation proportionnelle (Hilton, *True Blues*, 58). En signe de protestation, les forces de McCarthy quittèrent la Convention d'État et, dès le lendemain, se réunirent à West Hartford pour convenir des suites à donner.
[46] Cité dans Hilton, *True Blues*, 60. Notre traduction.
[47] Cité dans Polsby, *Consequences of Party Reform*, 28.
[48] Cité dans Shafer, *Quiet Revolution*, 25. Notre traduction.
[49] Cité dans Shafer, *Quiet Revolution*, 25.

locales du Parti démocrate dans les différents États et posait ainsi les jalons d'un processus de centralisation du pouvoir décisionnaire au sein du Parti démocrate[50].

Quatre jours après la publication du rapport de la Commission Hughes, la Convention du Parti démocrate ouvrit ses portes à Chicago. La violence qui y éclata, et dont les images furent diffusées à la télévision, concoururent à éroder gravement l'image du Parti démocrate. Le mécontentement à l'égard du *statu quo* qui s'exprima lors de cette convention se manifesta sur deux fronts : dans les rues de Chicago, sous la houlette de manifestants issus de la Nouvelle Gauche, et dans l'*International Amphitheatre*, où les acteurs de la *New Politics* défièrent la mainmise de l'establishment sur le processus de sélection des délégués et cherchèrent à imposer leur propre analyse de la crise de 1968 comme symbolisant, au fond, une crise de la démocratie au sein du Parti démocrate[51].

Sans grande surprise, la Convention déboucha sur la nomination de Hubert Humphrey et de son colistier, le sénateur du Maine, Edmund Muskie. Malgré cette défaite, les acteurs issus de la *New Politics* et des campagnes de McCarthy, Kennedy et McGovern, remportèrent eux aussi leur part de victoire, puisque les rapports finaux approuvés par la Convention endossèrent le besoin de réformes et appelèrent à la création d'une commission d'enquête sur les processus de sélection des délégués. En février 1969, le nouveau président du DNC, Fred Harris, créa deux commissions chargées de mener à bien cet objectif. La *Commission on Party Structure and Delegate Selection*, ou *McGovern-Fraser Commission*, du nom de ses présidents

[50] Schmidt and Whalen, "Credentials Contests," 1456. "To a degree, this notion of 'state sovereignty' was abandoned in 1964, when the Convention insisted that the state parties live up to a standard of full racial equality, and that they modify state laws and party rules when necessary."

[51] La confrontation eut lieu sur plusieurs terrains, à commencer par celui de la Commission des accréditations. À cet égard, la Convention de 1968 fut remarquable par le nombre de contestations (*credentials challenges*) qui furent amenés devant la Commission et qui signalèrent les profondes divisions au sein du parti (Schmidt and Whalen, "Credentials Contests," 1438-70). Des groupes d'insurgés issus de près de 20 États différents contestèrent ainsi la légitimité des délégations composées de membres de l'establishment démocrate. Les délégations s'appuyèrent pour cela sur quatre types de doléances principales : l'échec des délégations à satisfaire les conditions nécessaires en termes de loyauté partisane ; la violation de règles relevant soit du parti à l'échelle des États, de lois d'États, ou de la Constitution des États-Unis ; une forme de discrimination raciale dans la gestion des affaires du parti au niveau des sections locales ; ou encore le recours à d'autres formes de procédures « non-démocratiques » pour la sélection des délégués. Toutefois, dans tous les cas, à l'exception de celui du Mississippi, les insurgés furent déboutés de leurs recours (Schmidt and Whalen, "Credentials Contests,"1438). Le problème de fond était que les pratiques d'exclusion visées ne constituaient pas clairement des violations des règles du Parti démocrate ou de celles des États, *a fortiori* lorsqu'elles ne constituaient pas de discrimination raciale évidente (Hilton, *True Blues*, 63). L'autre terrain de confrontation eut lieu au sein de la Commission du règlement (*Rules Committee*), en charge de la gestion des règles de fonctionnement du Parti démocrate. Durant la Convention du parti, les partisans de McCarthy et de McGovern s'en prirent notamment à la *unit rule*. L'organisation *Americans for Democratic Action* (ADA), en s'appuyant sur le précédent antidiscriminatoire obtenu quatre ans auparavant adressa à la Commission un dossier plaidant en faveur d'une abrogation de cette règle au motif qu'un tel dispositif majoritaire était intrinsèquement antidémocratique. Conscient de la nécessité de faire quelques concessions aux insurgés, Humphrey ordonna au président de la Commission du règlement de prendre officiellement position contre l'usage de la *unit rule* dans le processus de sélection des délégués. Dans sa déclaration publique, le président présenta l'abolition de la *unit rule* comme une avancée historique dans le processus de « démocratisation [du] parti » (Hilton, *True Blues*, 63-4).

successifs, comptait 26 membres, en plus de son président et de son vice-président, Harold Hughes. Son mandat impliquait la conception de règles visant à élargir la participation dans le processus des primaires. La Commission du règlement était, quant à elle, présidée par le représentant du Michigan James G. O'Hara et chargée de proposer des réformes pour modifier le fonctionnement de la Convention nationale.

Selon David Plotke, deux raisons principales permettent d'expliquer que le parti se soit engagé sur la voie du réformisme en 1968 : d'abord, le manque d'arguments et de propositions concrètes de la part de l'establishment ; ensuite, le fait que les réformes furent défendues dans des termes qui ne remettaient aucunement en cause les valeurs traditionnelles associées au Parti démocrate[52]. Soucieuses de réconcilier les différentes factions avant l'élection de novembre et de réhabiliter l'image du Parti démocrate après les événements de Chicago, les forces de Humphrey opposèrent peu de résistance face aux demandes des réformistes. La défaite de Humphrey face à Nixon le 5 novembre[53] contribua, en outre, à renforcer encore davantage le poids symbolique des arguments de la *New Politics* et ouvrit ainsi la voie à l'entreprise réformiste, qui était justifiée en termes de renouveau démocratique[54] et apparaissait comme le moyen le plus fiable pour rétablir l'unité du Parti démocrate[55], ainsi que sa légitimité auprès de la base électorale. Dans cette optique, les réformes étaient le produit de préoccupations politiques pragmatiques[56] plutôt que théoriques : l'enjeu principal était la survie du Parti démocrate.

Pour les réformistes, la question de la légitimité du Parti démocrate, et donc de sa survie, était intrinsèquement sous-tendue par le constat d'une profonde désaffection d'une part de l'électorat vis-à-vis d'un système élitiste et perçu comme étant hermétique à la volonté populaire. Dans son autobiographie, McGovern explique :

> A more complicated aspect of the credibility problem was the conviction of many citizens that the political process was weighted against candidates and voters who sought meaningful change in public policy. Many of the most active supporters of Gene McCarthy and Robert Kennedy, and later me, believed that the Democratic presidential nominating process was dominated by party wheel horses, entrenched officeholders and local bosses. They believed that despite the strong popular showing of McCarthy and Kennedy in primary elections, a majority of the convention delegates were selected in a manner that favored the so-called "establishment" candidates […]. Women, youth, minorities and independent-minded voters, who comprised an important part of

[52] David Plotke, "Party Reform as Failed Democratic Renewal in the United States, 1968–1972," *Studies in American Political Development* 10, no. 2 (1996): 253, https://doi.org/10.1017/S0898588X00001498.
[53] Richard Nixon remporta l'élection présidentielle avec 43,4% du vote populaire, contre 42,7% pour Humphrey. Le candidat indépendant George Wallace remporta quant à lui 13,5% du vote populaire. ("1968 Presidential Election Results," *The American Presidency Project*, https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1968.)
[54] Plotke, "Party Reform," 257.
[55] Hilton, *Party Reform and Political Realignment*, 68.
[56] William J. Crotty, "The Philosophies of Party Reform," in *Party Renewal in America: Theory and Practice*, ed. Gerald M. Pomper (Praeger, 1980), 41.

> the antiwar reform forces in the country, were not adequately represented in the nominating conventions, nor were millions of other American who somehow saw themselves by-passed in the political decision-making system[57].

Inspirée par ce constat, la Commission McGovern-Fraser fut guidée par l'idée, héritée des mouvements sociaux des années 1960, de démocratie participative[58]. Son objectif, tel que le concevait ses membres, consistait à permettre une plus grande participation de la base électorale dans le processus de nomination. Ce projet remporta très vite le soutien d'un certain nombre de groupes et d'organisations issus des *grassroots*, qui contribuèrent à pousser le parti dans la direction d'une démocratisation de son processus de nomination, notamment à travers la création de leur propre groupe de travail pour surveiller la mise en œuvre des réformes au niveau local et des États. Ce fut le cas de la *New Democratic Coalition*, créée lors de la dernière journée de la Convention du Parti démocrate par des militants principalement issus de la campagne de McCarthy. L'objectif était de perpétrer le mouvement de la *New Politics* au-delà de 1968. Elle fut rejointe par d'autres, tels que *Americans for Democratic Action*, *Common Cause*, le *Congressional Black Caucus*, le *Center for Political Reform*, ou encore le *National Women's Political Caucus*[59].

Le travail de la commission s'attira toutefois les foudres des principales figures du mouvement ouvrier, en particulier celles qui avaient jusque-là bénéficié d'avantages stratégiques dans la sélection des délégués et risquaient donc de voir leur influence considérablement affaiblie. Ces dernières s'opposèrent ainsi frontalement au processus de réformes et boycottèrent la commission, à l'instar de l'*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO), du directeur du *Committee on Political Education* (COPE) Alexander Barkan, ou encore de I. W. Abel, président de *United Steelworkers*, qui avait été nommé à la commission mais refusa d'y siéger. Toutefois, le mouvement ouvrier ne constituait pas un bloc homogène et certaines figures en son sein exprimèrent à l'inverse leur soutien vis-à-vis des réformes. Ce fut notamment le cas de *United Auto Workers*, qui devint incidemment l'un des principaux défenseurs des réformes[60] et envoya siéger à la commission le seul représentant du mouvement ouvrier, William Dodds. À bien des égards, ces tensions mirent en lumière une inflexion majeure de l'identité démocrate : en modifiant le rapport de force interne en faveur de nouveaux acteurs sociaux issus de segments plus instruits et privilégiés de l'électorat, le parti participa à l'érosion de sa réputation historique de défenseur des travailleurs.

[57] McGovern, *Grassroots*, 130.
[58] McGovern, *Grassroots*, 154.
[59] Hilton, *True Blues*, 71.
[60] Hilton, *True Blues*, 73.

Entre le printemps et l'été 1969, la Commission McGovern-Fraser s'attela à deux tâches principales ; d'une part, l'organisation d'une série d'auditions publiques dans différentes villes du pays (dont Washington D.C., Atlanta, ou encore Chicago) afin de récolter des témoignages de Démocrates, et, d'autre part, l'analyse des procédures de sélection des délégués dans chacun des États. L'enjeu central était celui de la représentation politique. Selon Austin Ranney, l'un des membres de la commission, les réformes furent le produit d'un conflit entre différentes théories de la représentation[61]. Deux principales conceptions de la représentation furent défendues lors des débats ; d'une part, une conception basée sur la représentation des préférences des électeurs, que Ranney nomme « représentation préférentielle proportionnelle » (*preferential proportional representation*)[62], et qui renvoie à ce que Hanna Pitkin qualifie de « représentation substantive » (*substantive representation*)[63], et, d'autre part, une forme de représentation identitaire[64], ou démographique, renvoyant à la notion de « représentation descriptive » (*descriptive representation*) de Pitkin et qui se base sur une ressemblance de type démographique entre représentants et représentés[65]. Ce conflit entre diverses conceptions de la représentation se manifesta en particulier lors des débats portant sur la représentation des personnes marginalisées par le système en place, à savoir les jeunes, les femmes, et les minorités.

Cette question constitua, en effet, une véritable pomme de discorde. Si, dans un premier temps, les 28 membres de la commission s'étaient accordés sur la nécessité d'établir une représentation de type préférentielle et proportionnelle, selon laquelle chaque délégation d'État devait inclure des partisans des différents candidats en proportion de leur poids dans chaque État[66], les membres de la commission se divisèrent autour de la nécessité d'ajouter un second principe représentatif adossé, cette fois-ci, à des caractéristiques d'ordre démographiques[67]. Dans cette seconde conception, les représentants devaient constituer une sorte de carte à échelle réduite de la population et, ce faisant, devaient représenter les principaux groupes sociaux dans des proportions similaires à leur présence au sein de la population[68]. Trois groupes furent visés par les partisans de cette théorie : les femmes, les minorités, et les jeunes. Pour remédier à la sous-représentation de ces catégories sociales, certains membres de la commission, dont

[61] Austin Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction: Party Reform in America* (University of California Press, 1975), 109.
[62] Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction*, 113.
[63] Hanna F. Pitkin, *The Concept of Representation* (University of California Press, 1972), 209–40.
[64] Plotke, "Party Reform," 271.
[65] Pitkin, *The Concept of Representation*, 60-91.
[66] Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction*, 111.
[67] *Ranney, Curing the Mischiefs of Faction,* 113.
[68] *Ranney, Curing the Mischiefs of Faction,* 113.

Ranney dans un premier temps, se prononcèrent en faveur de l'instauration d'un système de quotas. De leur côté, les opposants aux quotas, parmi lesquels McGovern, basèrent leurs arguments sur une conception de la représentation ancrée dans les notions de consentement et de responsabilité et firent valoir que l'exigence de représentation de caractéristiques biologiques était incompatible avec les objectifs de libre accès et de représentation des préférences de la commission[69]. La commission vota, 10 voix contre 9, en faveur de l'inclusion dans le rapport de la commission d'un appel aux États à prendre des mesures « volontaristes » destinées à représenter les femmes, les minorités et les jeunes « en proportion raisonnable de leur présence au sein de la population de l'État »[70]. Toutefois, et comme le rappelle McGovern, la commission prit également soin de ne pas expressément recommander le recours aux quotas :

> To make certain that this language would not be interpreted as a call for percentage quotas based on sex, age or race, the commission unanimously adopted an amendment offered by former Florida Governor LeRoy Collins, as follows: 'It is the understanding of the commission that this is not to be accomplished by the mandatory imposition of quotas'[71].

La commission se trouva par ailleurs divisée quant à la question de la primaire de Californie, qui fonctionnait selon le principe du *winner-take-all*[72] (littéralement, « tout au vainqueur »). Tandis que certains membres estimaient que le système était intrinsèquement injuste, dans la mesure où il empêchait la représentation des électeurs n'ayant pas voté pour le candidat de la majorité, d'autres, à l'instar de Fred Dutton, soulignaient les mérites de ce système qui, selon ses dires, encourageait la participation populaire dans le processus de sélection des délégués en offrant aux vainqueurs la satisfaction de remporter une délégation complète[73]. Au terme des débats, la commission décida finalement de maintenir en l'état la primaire de Californie, jusqu'en 1972, tout en exhortant le Parti démocrate à remplacer dans le futur le système du *winner-take-all* par une méthode reposant sur un principe de représentation proportionnelle[74].

---

[69] Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction*, 114.
[70] Cité dans Polsby, *Consequences of Party Reform*, 40. Notre traduction. "[…] To supplement the requirements of the 1964 and 1968 Conventions, the Commission requires that: 1. State Parties add the six basic elements of the Special Equal Rights Committee to their Party rules and take appropriate steps to secure their implementation; 2. State Parties overcome the effects of past discrimination by affirmative steps to encourage minority group participation, including representation of minority groups on the national convention delegation in reasonable relationship to the group's presence in the population of the state."
[71] McGovern, *Grassroots*, 144.
[72] Selon le principe du *winner-take-all*, le candidat qui obtient une majorité d'électeurs remporte la totalité des représentants. Ce principe s'applique également dans le cadre de l'élection présidentielle, où le vainqueur remporte alors la totalité des grands électeurs d'un État. En limitant drastiquement la capacité des petits candidats et partis à remporter des élections, ce système constitue l'un des principaux socles du bipartisme aux États-Unis.
[73] McGovern, *Grassroots*, 150.
[74] McGovern, *Grassroots*, 150.

Le rapport final de la Commission McGovern-Fraser, intitulé *Mandate for Reform: A Report of the Commission for Party Structure and Delegate Selection to the Democratic National Committee*, fut publié en avril 1970. La première partie du rapport affirmait l'autorité légale des directives de la commission à l'adresse des sections locales du parti dans les États, rompant ainsi radicalement avec la tradition d'autonomie des instances locales du Parti démocrate[75]. S'en suivait un recueil de plaintes mettant en évidence le manque de structure au sein du parti, son assujettissement à une classe politique déconnectée des *grassroots*, et le manque flagrant d'influence de la base électorale dans le processus de sélection des candidats démocrates[76]. Le rapport se terminait par une liste de 18 recommandations détaillées[77], dont la plupart traitaient des procédures de sélection des délégués à la Convention nationale et visaient à garantir la participation de l'électorat démocrate à ce processus. Le rapport exigeait ainsi des États la mise en place de mesures volontaristes (*affirmative steps*) destinées à garantir une représentation des Africains-Américains, des femmes et des jeunes dans des proportions raisonnables à l'aune de leur présence dans la population de l'État ; il imposait par ailleurs l'adoption de règles écrites, stipulant le lieu et l'horaire des Conventions, qui devaient être largement diffusées afin d'encourager la plus grande participation possible dans le processus de nomination[78]. La pratique des *caucus* restreints (*claused caucuses*), qui reposait sur une exclusion des *grassroots* du processus décisionnel, fut abolie, tout comme le vote par procuration (*proxy voting*) et la *unit rule*. Le nombre de délégués nommé par des commissions du parti, c'est-à-dire sans participation populaire, fut limité à 10% du nombre total de délégués et les délégués automatiques (*ex-officio*) furent totalement abolis. En conclusion, le rapport soulignait l'importance de garantir un contrôle populaire sur les affaires du Parti démocrate : « We believe that popular control of the Democratic Party is necessary for its survival »[79].

Pour McGovern, l'importance des réformes mises en place par la Commission McGovern-Fraser reposait avant tout sur leur effet démocratique, dans la mesure où elles contribuèrent à saper la domination des élites démocrates sur le processus de sélection des

[75] Hilton, *True Blues*, 78.
[76] Crotty, "The Philosophies of Party Reform," 42.
[77] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 34.
[78] Cité dans Polsby, *Consequences of Party Reform*, 40. "The Commission requires State Parties to adopt and make available readily accessible statewide Party rules and statutes which prescribe the State's delegate selection process with sufficient details and clarity. When relevant to the State's delegate selection process, explicit written Party rules and procedural rules should include clear provisions for : (1) the apportionment of delegates and votes within the State ; (2) the allocation of fractional votes, if any ; (3) the selection and responsibilities of convention committees ; (4) the nomination of delegates and alternates ; (5) the succession of alternates to delegate status and the filling of vacancies; (6) credentials challenges; (7) minority reports."
[79] Cité dans Hilton, *True Blues*, 77.

délégués à la Convention nationale du parti, rendant ainsi le parti plus réceptif à sa base électorale :

> Our commission guidelines ended domination of the presidential nomination by those who controlled state and local organizations of the Democratic Party. The guidelines opened a pathway to the nomination for candidates outside the party establishment […]. No longer would insiders wrap up delegate votes through procedures begun long before election years, secret meetings, unit rules, last-minute changes in procedure, preferential treatment of delegate slates, and elections in which presidential preferences were not listed on the ballot[80].

C'est également le bilan que dresse Bruce Miroff, pour qui les recommandations de la commission allèrent effectivement dans le sens d'une démocratisation du Parti démocrate et de l'avènement d'un parti plus transparent (*open party*)[81]. Prises dans leur ensemble, explique Miroff, les recommandations affaiblirent le contrôle des élites du parti sur le processus de sélection des candidats à l'élection présidentielle et permirent de rendre accessible la nomination du parti aux candidats capables de s'adapter à un environnement électoral entièrement refondé[82].

Outre leur impact sur le fonctionnement interne du Parti démocrate, les réformes modifièrent en profondeur les modalités de sélection des délégués aux Conventions nationales démocrate et républicaine. En effet, les réformes mises en place par le Parti démocrate, ainsi que les lois ayant trait au financement des campagnes électorales et l'effet des médias de masse, affectèrent également le processus de sélection des délégués républicains[83]. Puisque les procédures de sélections des délégués que réprouvait la Commission McGovern-Fraser demeuraient parfaitement légales dans de nombreux États, des changements dans les codes électoraux de plusieurs États s'imposèrent comme une nécessité. Là où les lois furent amendées, les pratiques des Républicains durent s'ajuster également[84]. Face à la complexité et au manque de direction des recommandations de la Commission McGovern, l'adoption d'un système de primaires – une conséquence indirecte des réformes démocrates – permit aux États de s'assurer de la conformité de leurs procédures[85]. Ainsi, le nombre d'États ayant recours aux primaires passa de 16 à 22 entre 1968 et 1972, puis de 22 à 30 entre 1972 et 1976[86].

Souvent analysée comme symbolisant la fin de l'ère du *New Deal*, l'élection de 1968 est cruciale à différents points de vue. D'abord, elle incarna un profond rejet du type de libéralisme consensuel qui avait émergé dans le sillage de la Guerre Froide et sur lequel s'était

[80] McGovern, *Grassroots*, 153.
[81] Miroff, *The Liberals' Moment*, 21.
[82] Miroff, *The Liberals' Moment*, 21.
[83] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 54.
[84] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 54.
[85] McGovern, *Grassroots*, 153.
[86] McGovern, *Grassroots*, 153.

appuyé Lyndon Johnson pour son projet de Grande Société. En effet, les politiques de Johnson avaient nourri un profond désenchantement auprès d'une part de la population, notamment à l'égard de sa « guerre contre la pauvreté » qui, en devenant associée à la question raciale, semblait aux yeux de certains sous-tendre la montée de la violence et la multiplication des émeutes raciales dans le pays. D'autre part, l'approche élitiste du président, qui se traduisait par une adhésion à une forme d'ingénierie sociale ne laissant que peu de place à une participation significative des citoyens dans les affaires publiques, s'était soldée par une certaine hostilité de la Nouvelle Gauche vis-à-vis du président, et, plus largement, de l'establishment démocrate, et avait contribué à nourrir des revendications de démocratie participative visant à rétablir une forme de souveraineté populaire dans la gestion des affaires du pays. La guerre du Vietnam, en ce qu'elle symbolisait effectivement les dérives et manquements du libéralisme démocrate, illustrés par l'agrandissement et les dévoiements du pouvoir exécutif, paracheva de cristalliser le mécontentement de la base électorale à l'encontre de l'establishment du parti. Ce fut finalement le sentiment de frustration face à l'imperméabilité du Parti démocrate aux demandes de son électorat qui, en venant s'ajouter à l'hostilité grandissante des *grassroots* à l'égard de l'establishment, porta le coup de grâce au *statu quo* et força le parti à s'engager sur la voie du réformisme. En dernière analyse, la campagne de 1968 posa les jalons d'une lutte intestine entre deux factions pour le contrôle du Parti démocrate : d'un côté, les tenants de la *Old Politics*, qui incarnaient l'establishment du parti, défendaient une version « délayée » (*thin*)[87] de la démocratie et de la représentation politique, insistant sur la nécessité de sauvegarder le contrôle des élites du parti ; de l'autre, les tenants de la *New Politics* portaient une version davantage démocratique de la représentation et du rôle des partis politiques, soulignant la nécessité d'inclure la base électorale dans le processus de sélection des délégués. Ces positionnements étaient en outre adossés à différentes acceptions du libéralisme démocrate qui contribuèrent à durablement écarteler le Parti démocrate entre une classe de Démocrates aux tendances davantage modérées et pragmatiques et un nouveau groupe de Démocrates qui se trouvaient animés par une approche plus morale de la politique[88].

[87] Benjamin R. Barber, "The Undemocratic Party System: Citizenship in an Elite/Mass Society," in *Political Parties in the Eighties*, ed. Robert A. Goldwin (American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980), 44–45.
[88] Goudsouzian, *The Men and the Moment*, 144.

2. La thèse de l'affaiblissement du Parti Démocrate et la critique des réformes.

> What Kind of Delegation is this? They've got six open fags and only three AFL-CIO people on that delegation! Representative?
>
> AFL-CIO President George Meany[89].

> All conflict over party reform is, in the end, a struggle for putting the right people in charge.
>
> Austin Ranney. *Curing the Mischiefs of Faction* (1975)[90].

Comme le suggère Harold D. Lasswell dans son ouvrage *Politics: Who Gets What, When, How* (1936)[91], la politique est essentiellement affaire de rapports de forces. Dans cette optique, l'étude des phénomènes politiques consiste en une analyse des rapports d'influence entre deux principaux groupes sociaux, qu'il nomme « élite » et « masse », et qui se distinguent par leur capacité inégale à obtenir les récompenses du système en termes d'autorité, d'argent, ou encore de sécurité[92]. Des enjeux similaires se jouèrent précisément au sein du Parti démocrate dans les années qui suivirent la convention tumultueuse de 1968, puisque celui-ci se retrouva divisé entre deux factions cherchant toutes deux à s'imposer. Dans un article publié en 1985, Samuel P. Huntington estimait que les partisans de la *New Politics* avaient effectivement réussi à s'imposer et à supplanter l'hégémonie de la *Old Politics* au sein du Parti démocrate[93]. Son argument se basait sur le constat que l'on ne pouvait désormais plus se permettre de négliger ces groupes sociaux qui avaient activement cherché à peser dans le débat politique et à infléchir la direction du Parti démocrate. Toutefois, et comme nous allons le montrer ici, leur dominance était en réalité toute relative. Plutôt que de parler de victoire de la « nouvelle politique » sur la « vieille politique », nous souhaitons souligner la conflictualité qui caractérisa la controverse autour des réformes et vint à définir le Parti démocrate à partir des années 1970. Dès lors, le parti se retrouva traversé par des forces contradictoires, certaines cherchant à le rapprocher du centre politique, d'autres à l'en éloigner.

En effet, la modification des règles de fonctionnement d'un parti politique ne sont jamais politiquement neutres et toute proposition de changement des règles vise en partie à altérer les chances de succès de certains acteurs[94]. Ainsi, le débat autour des réformes recoupait

[89] Cité dans Philip A. Klinkner, *The Losing Parties: Out-Party National Committees, 1956–1993* (Yale University Press, 1994), 106.
[90] Ranney*, Curing the Mischiefs of Faction,* 142.
[91] Harold Dwight Lasswell, *Politics: Who Gets What, When, How* (McGraw-Hill, [1936] 1950).
[92] Lasswell, *Politics: Who Gets What, When, How*, 3.
[93] Samuel P. Huntington, "The Visions of the Democratic Party," *National Affairs* 79 (Spring 1985), https://www.nationalaffairs.com/public_interest/detail/the-visions-of-the-democratic-party.
[94] Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction,* 61.

vraisemblablement des enjeux de pouvoir ayant trait à la question des rapports de force au sein du parti[95] ; il était, au fond, la manifestation d'un conflit entre deux factions qui tiraillaient le parti dans des directions différentes. Ces deux factions étaient en outre sous-tendues par des visions distinctes de la fonction d'un parti politique et de la représentation politique, l'une tendant vers une approche plus démocratique, l'autre vers une approche plus ouvertement élitiste. Ces deux conceptions divergentes de la représentation sont incidemment liées au double mandat des partis politiques qui, en tant qu'institutions se situant à mi-chemin entre la société civile et l'État, remplissent à la fois une fonction de représentation publique et d'administration du gouvernement. Le débat de longue date autour de conceptions de la représentation politique comme relevant soit d'une forme de délégation du pouvoir vers un agent qui serait contraint par la volonté des représentés (*delegate*), soit d'un transfert de pouvoir vers une sorte de curateur qui bénéficierait d'une large part d'indépendance vis-à-vis de ses électeurs (*trustee*), reflètent ainsi des interprétations contraires et mutuellement incompatibles de ce mandat, selon que la souveraineté du parti est perçue comme ancrée dans les préférences des électeurs ou bien dans l'expertise des législateurs[96].

Mais, au-delà de ces enjeux théoriques, l'argument de la démocratisation porté par la *New Politics* était adossé à un enjeu clairement politique puisqu'il s'agissait, dans les faits, de permettre la participation dans le processus de sélection des délégués de ceux qui demandaient à y avoir accès, à savoir les groupes issus des mouvements sociaux des années 1960. Dans cette optique, il est possible de voir les réformes comme le produit d'entrepreneurs politiques désireux d'accroître leur influence au sein du parti et, de manière plus générale, d'imposer leur projet politique[97]. Le Parti démocrate post-réformes devait ainsi devenir le véhicule politique des mouvements démocratiques des années 1960 et 1970 plutôt qu'un agent de démocratisation au sein de la société tout entière, ce qui aurait impliqué d'endosser la responsabilité d'éduquer et de politiser les citoyens en vue de les faire adhérer à un nouveau projet politique[98]. L'enjeu au cœur de la controverse autour des réformes était donc bel et bien celui du contrôle du Parti démocrate, comme l'explique William J. Crotty :

> The fundamental issue in the debate over reform dealt with the question of who would control the Democratic Party. The uses the party apparatus would be put to was to be determined only after it was clear which group had become dominant in the power struggle (either the reformers or the

[95] Klinkner, *The Losing Parties*, 199. "The Democratic Party reform battles were not so much over program and ideology as over power and procedure. The reform controversy was over who would make the decisions for the party, not what those decisions would be."
[96] Hilton, *True Blues*, 5.
[97] Hilton, *True Blues*, 67.
[98] Adam Hilton, "Searching for a New Politics: The New Politics Movement and the Struggle to Democratize the Democratic Party, 1968–1978," *New Political Science* 38, no. 2 (2016): 51, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/07393148.2016.1153186.

> party regulars). The debate over reform as a consequence had little to do with democratic theory, beyond a vague and unfocused feeling on the part of the proreform advocates that party procedures should be fair, open to all party members, and responsive to their wished. As the dimensions of the reform initiatives became clear, the major issues in contention between the reformers and the party regulars revolved around ways to advance, or check, efforts to gain control of the party by one faction or the other[99].

La critique des réformes qui se développa presque immédiatement après leur promulgation était, en raison de leur caractère politique, étroitement liée au positionnement idéologique et politique de ses défenseurs. D'aucuns, dont Jeane Kirkpatrick, Byron Shafer, Nelson Polsby ou encore Austin Ranney, avaient, en effet, été inspirés par l'« élan néoconservateur » (*neoconservative impulse*)[100] qui avait imprégné les sciences politiques à partir des années 1970 et dont témoignaient notamment les écrits de Samuel Huntington, d'Aaron Wildavsky ou encore de James Q. Wilson[101]. La critique véhiculée par les néoconservateurs, sous-tendue par un sentiment de désaffection vis-à-vis des évolutions du libéralisme dans les années 1960, se caractérisa par la récurrence d'un certain nombre de thématiques communes telles que l'importance donnée à la stabilité politique et sociale, la méfiance envers des formes de démocratie participative, une certaine prudence à l'égard de l'égalitarisme, une inquiétude liée à une crise d'autorité de l'État, une volonté de baisser les attentes vis-à-vis de l'État-providence, ainsi que des attaques continues à l'égard des intellectuels et experts issus de la *New Class*[102]. En outre, ces critiques se basèrent également sur le constat de l'affaiblissement, voire du déclin, des partis politiques dès la seconde moitié des années 1960. L'idée selon laquelle les partis politiques étaient en crise avait, en effet, presque acquis le statut de lieu commun vers la fin de la décennie. En témoigne la publication de l'article de Walter Dean Burnham, intitulé « The End of American Party Politics » (1998), dans lequel Burnham citait l'augmentation du vote par panachage (*split-ticket voting*), la généralisation de l'instabilité des identifications partisanes durant la décennie 1960, l'augmentation du nombre d'indépendants depuis la seconde partie des années 1960, et le déclin du nombre de partisans loyaux à l'un des deux partis[103], comme autant de signes d'une déliquescence de la politique aux États-Unis[104] et d'un affaiblissement de l'importance des

[99] Crotty, "The Philosophies of Party Reform," 42.
[100] Lawrence B. Joseph, "Neoconservatism in Contemporary Political Science: Democratic Theory and the Party System," *The Journal of Politics* 44, no. 4 (1982): 960, https://www.jstor.org/stable/2130668.
[101] Joseph, "Neoconservatism in Contemporary Political Science," 957.
[102] Joseph, "Neoconservatism in Contemporary Political Science," 957.
[103] Walter Dean Burnham, "The End of American Party Politics," *Society* 35, no. 2 (January 1998): 19. Voir également au sujet du déclin des partis politiques étatsuniens : William J. Crotty, *American Parties in Decline* (Little, Brown, [1980] 1984); Jeane J. Kirkpatrick, *Dismantling the Parties: Reflections on Party Reform and Party Decomposition* (American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1978); Alan Ware, *The Breakdown of Democratic Party Organization, 1940–1980* (Oxford University Press, 1985).
[104] Burnham*, "The End of American Party Politics,"* 12.

partis politiques dans leur rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et l'électorat[105]. Dans *The Party's Over*, publié trois ans plus tard, David Broder dressait un portrait similaire de la condition des partis politiques étatsuniens :

> The governmental system is not working because the political parties are not working. The parties have been weakened by their failure to adapt to some of the social and technological changes taking place in America. But, even more, they are suffering from simple neglect: neglect by Presidents and public officials, but, particularly, neglect by the voters[106].

Les universitaires néoconservateurs s'inscrivirent donc dans le sillage de la thèse du déclin des partis politiques, dont ils attribuèrent les causes aux réformes mises en place par le Parti démocrate. Dans *Where Have all the Voters Gone?* (1978)[107], Everett Ladd estimait ainsi que la quasi-extinction (*virtual death*) des partis politiques était en effet directement liée aux réformes, qui avaient donné lieu à un système globalement moins représentatif, moins concurrentiel, et moins à même de gouverner de manière efficace[108].

Le constat de l'affaiblissement des partis politiques était, en outre, adossé à une défense de la vision traditionnelle des partis politiques, où ces derniers étaient envisagés comme des regroupements de divers groupes d'intérêts, dont la mission consistait à tenter d'arbitrer entre leurs différentes revendications afin d'arriver à une forme de compromis. Cette conception des partis politiques s'appuyait en retour sur une vision bien particulière de la démocratie, développée dans le courant du XXème siècle, et incarnait une tentative de réviser la théorie dite « classique » de la démocratie afin de la rendre plus « réaliste », c'est-à-dire en en offrant une conception supposément désabusée, fondée sur son fonctionnement véritable plutôt que dans des idéaux perçus comme utopiques. Cette posture, que ses critiques qualifient d'« élitiste », est notamment associée aux travaux de Schumpeter, qui, dans son ouvrage *Capitalism, Socialism and Democracy* (1942), avait définit la « méthode démocratique » comme essentiellement caractérisée par une compétition entre élites : « And we define: the democratic method is that institutional arrangement for arriving at political decisions in which individuals acquire the power to decide by means of a competitive struggle for the people's vote»[109] . Cet argument fut ensuite développé par Anthony Downs qui, dans *An Economic Theory of Democracy* (1957), défendait une conception marchande de la démocratie : l'électorat votait en fonction de ses intérêts économiques et les partis politiques incarnaient des coalitions d'acteurs politiques guidés par leur désir de contrôler le gouvernement[110]. En conséquence, plutôt que de

[105] Burnham*, "The End of American Party Politics,"* 20.
[106] David Broder, *The Party's Over: The Failure of Politics in America* (Harper & Row, 1972), xxiii.
[107] Everett Carll Ladd, *Where Have All the Voters Gone?* (Norton, 1978).
[108] Ladd, *Where Have All the Voters Gone?*, 52.
[109] Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy* (Routledge, [1942] 2003), 269.
[110] Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy* (Harper & Row, 1957), 24.

chercher à remporter des élections pour mettre en œuvre leurs politiques, les partis formulaient leurs politiques dans l'optique de remporter des élections[111]. De cette manière, le système garantissait une certaine réceptivité vis-à-vis de l'électorat et cultivait une forme de modération en se protégeant de l'influence des activistes[112]. La compétition démocratique, pour ces auteurs réalistes, était résolument une compétition entre élites et n'impliquait l'électorat que de manière marginale. C'est ce que dénonce précisément George Kateb, pour qui la théorie élitiste de la démocratie incarnerait au fond une volonté de saborder la démocratie :

> In the background is the theory of democratic elitism, the theory of the irony of democracy, present as early as the 'forties. Democracy is best when it is not fully itself, when many do not participate, and most lack all passionate intensity. The true democrats are the few; upon them democracy rests. If the many had their way, democracy would not exist except in licentiousness or spasms of majoritarian intolerance[113].

Les détracteurs des réformes étaient donc, tout comme leurs opposants, animés par une certaine conception de la démocratie, qui sous-tendait leur vision de la fonction d'un parti politique. En premier lieu, alors que les partisans de la *New Politics* défendaient la création d'un parti démocratique au sein duquel la base électorale serait assez largement impliquée dans les affaires du parti, et où la représentation politique serait basée sur une ressemblance et/ou une proximité entre les représentants et les représentés, les défenseurs de la seconde conception adhéraient, à l'inverse, à une vision davantage élitiste de la démocratie et de la représentation : si le système devait proposer un choix aux électeurs, il n'avait pas à être spécialement réceptif à la volonté populaire. Incidemment, les deux approches pouvaient être défendues et justifiées en termes de défense des idéaux démocratiques, alors même que la thèse néoconservatrice puisait sa raison d'être dans une réelle méfiance vis-à-vis des masses et à l'égard de formes participatives ou populistes de démocratie[114].

Il est possible de mettre en évidence deux principaux types de critiques, étroitement liées, qui furent dirigées à l'encontre des réformes et des réformistes et qui s'inscrivirent à la fois dans le sillage de la dichotomie entre amateurs et puristes opérée par James Q. Wilson, ainsi que dans la conception élitiste de la démocratie héritée des sciences politiques. Les détracteurs s'attaquèrent, en premier lieu, à l'identité des réformistes issus de la *New Politics*, qu'ils accusaient d'incarner une nouvelle élite (*New Class*), essentiellement composée d'intellectuels et de personnes aisées, et qui aurait supplanté la traditionnelle base ouvrière du

[111] Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 28.
[112] Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 134. "[…] each party structures its policies so that its net position is moderate, even though it makes a few concessions to the extremists. In this way, it hopes to keep the extremists from abstaining and yet woo the middle-of-the-roaders massed around 50."
[113] George Kateb, "On the 'Legitimation Crisis'," *Social Research* 46, no. 4 (1979): 701.
[114] Joseph, "Neoconservatism in Contemporary Political Science," 976, https://www.jstor.org/stable/40970809.

Parti démocrate ; dans cette optique, les réformes étaient la manifestation d'un conflit entre deux classes sociales aux intérêts fondamentalement divergents. Cette thèse est notamment associée à Jeane Kirkpatrick qui, dans son ouvrage *The New Presidential Elite* (1975)[115], décrivait l'avènement d'une « nouvelle espèce » (*new breed*) d'acteurs politiques au sein du Parti démocrate qui avait, selon elle, conduit à la nomination de candidats extrémistes, à l'instar du républicain Barry Goldwater en 1964 et de George McGovern en 1972. De même, Edward V. Schneier avait, lui aussi, postulé l'avènement d'une « politique de la conviction », associée à une classe d'acteurs politiques caractérisés par leur aisance financière et leur niveau d'éducation élevé[116]. L'idée selon laquelle une « coalition alternative »[117], principalement composée d'élites éduquées, informées, et relativement aisées, aurait remplacé les soutiens traditionnels du Parti démocrate était également défendue par Everett Ladd. Selon lui, la *New Politics* incarnait une idéologie de classe destinée à défendre les intérêts de cette *New Class* dont auraient été issus les réformateurs, et qui exerçait une influence disproportionnée par rapport à son poids numérique dans la population[118]. Ce sont précisément ces élites, estime Ladd, qui ont été les principales bénéficiaires des réformes du Parti démocrate.

Le second argument mobilisé par les détracteurs concernait l'impact des réformes sur la compétitivité du Parti démocrate. Il reposait sur le constat que ces réformes avaient affaibli l'influence des élites sur le processus de nomination et, par effet de bord, avait permis un transfert de pouvoir vers la part la plus extrémiste – et donc la moins représentative – de la base électorale, qui se trouvait être animée par des considérations d'ordre plus idéologiques que pragmatiques, et détenait désormais à elle seule le pouvoir de choisir le candidat à la présidentielle. Ainsi, le nouveau système avait rendu possible, et même probable, la nomination de candidats jugés « extrémistes » et donc peu représentatifs de l'électorat général, mettant ainsi en péril la compétitivité du Parti démocrate :

> Since 1964, American presidential nomination campaigns have been distinguished by the frequency of strong candidacies of a decided ideological character. Not popular with the mass constituencies of their respective parties, Goldwater, McCarthy, McGovern, and Reagan managed nonetheless either to command the nomination or come within an eyelash of doing so[119].

Cette thèse reposait sur l'idée, héritée de la théorie élitiste de la démocratie, selon laquelle seules les élites, en raison de leur désir d'être réélues, développaient une certaine réceptivité à l'égard des opinions de l'électorat, ce qui leur permettait de représenter avec

[115] Jeane J. Kirkpatrick, *The New Presidential Elite: Men and Women in National Politics* (Russell Sage Foundation, 1975).
[116] Schneider, "Intellectuals and the New Politics," 15-18.
[117] Shafer, *Quiet Revolution*, 7.
[118] Ladd, *Where Have All the Voters Gone?*, 37.
[119] Ladd, *Where Have All the Voters Gone?*, 50.

justesse les intérêts de ce dernier. Dans cette optique, la motivation première des partis politiques dans un système démocratique devait être guidée par un désir pragmatique de remporter des élections, car c'est précisément cela qui garantissait leur réceptivité à la volonté de l'électorat. Or, les réformes avaient mené à un système où les acteurs sur qui reposait le choix du candidat étaient guidés par des préoccupations idéologiques plutôt que pragmatiques et qui ne fournissait plus aux candidats de motivations pour que ceux-ci cherchent à représenter fidèlement les opinions de l'électorat.

Dans sa célèbre analyse, publiée en 1983, des conséquences des réformes institutionnelles mises en place par le Parti démocrate et de la réforme du système de financement des campagnes politiques suite au passage des amendements de 1974[120] au *Federal Election Campaign Act*[121], Nelson Polsby estime que l'avènement du système de primaires – conséquence indirecte des réformes – avait négativement impacté la stratégie des candidats à la nomination du Parti démocrate. Ceux-ci étaient désormais découragés de poursuivre une stratégie reposant sur la création de « coalitions », fondées sur une logique pragmatique d'alliance autour d'objectifs communs aux différents acteurs. Au contraire, dans le nouveau système, les candidats devaient chercher à gagner rapidement en visibilité, et donc en couverture médiatique, afin d'obtenir de bons résultats lors des premières primaires (qui avaient lieu de plus en plus tôt) et ainsi créer une dynamique (*momentum*) qui puisse leur permettre d'enchaîner sur d'autres victoires. Pour ce faire, les candidats étaient désormais incités à mobiliser des « factions » qui s'apparentaient à des « groupes d'intérêts » ou « groupes de pression » gravitant autour du parti[122].

Le nouveau système reposait ainsi principalement sur une logique de polarisation dans la mesure où les candidats étaient encouragés à se distinguer de leurs concurrents et à promouvoir leur image personnelle – plutôt que celle du parti – en adoptant des positions clivantes plutôt qu'en cherchant à forger des compromis, menant ainsi à la sélection de candidats qui n'étaient satisfaisants ni pour le parti, ni pour l'électorat[123]. La généralisation des primaires avait, par ailleurs, entrainé un transfert de pouvoir depuis les élites du parti vers les candidats[124] ; en effet, l'activité politique se trouvait de plus en plus concentrée dans les campagnes des candidats, où l'influence croissante des experts en politique avait contribué à

[120] Les amendements prévoyaient notamment l'instauration de limites concernant les montants des contributions provenant des individus, des comités d'action politique (PACs) ou des partis politiques à destination des campagnes. Ils créèrent la *Federal Election Commission* (FEC) afin de faire appliquer de la loi et d'administrer le programme de financement public des campagnes (Polsby, *Consequences of Party Reform*, 81).
[121] Federal Election Campaign Act, 86 Stat. 3 (1972).
[122] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 65.
[123] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 69.
[124] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 161.

isoler les candidats des *grassroots* et donc à démobiliser une partie de la base électorale du Parti démocrate[125]. Les Conventions nationales, majoritairement dominées par des amateurs et représentants de groupes d'intérêts, avaient, dans une très large mesure, été dépouillées de leur pouvoir décisionnaire et s'apparentaient désormais à des « spectacles » dont le rôle était de ratifier une décision qui avait été prise en amont[126]. En dernière analyse, les réformes avaient principalement joué en faveur du Parti républicain qui, étant plus idéologiquement cohérent que son rival, parvenait à sélectionner des candidats acceptables par les différentes composantes du parti[127]. Selon Polsby, en encourageant les candidats à chercher à remporter le soutien de factions plutôt qu'à créer des coalitions, les réformes avaient également modifié le comportement des candidats-devenus-présidents. En témoigne la présidence de Jimmy Carter, qui fut caractérisée par des relations tendues à la fois avec le Congrès et avec son propre parti, résultant en grande partie du fait qu'il avait accédé à la Maison Blanche en tant que « candidat de factions » (*factional candidate*)[128] et avait ainsi négligé la nécessité de créer des coalitions, pourtant essentielles dans l'exercice du gouvernement[129].

C'est principalement à partir de 1972, lorsque George McGovern remporta la nomination démocrate, que les arguments des antiréformistes s'imposèrent au sein du Parti démocrate et dans l'opinion publique ; l'opposition aux réformes se mua alors en une attaque contre les partisans de la *New Politics*. En effet, la Convention nationale démocrate qui eut lieu cette année-là mit en lumière le bouleversement des rapports de force au sein du parti. En premier lieu, la Convention fut à bien des égards mieux représentative de la base électorale du parti que ne l'avaient été les conventions précédentes. Ainsi, la part des Africains-Américains passa de 7% en 1968 à 15% en 1972, celle des femmes de 13% à 40% et celle des jeunes de 4% à 22%[130]. En même temps, le nombre de participants au processus de nomination doubla, passant de 8,4 millions à 17,5 millions[131]. Par ailleurs, la capacité de McGovern, notamment en raison de sa compréhension fine des rouages du processus de nomination, de remporter la nomination du parti mit en évidence la profonde altération des rapports de forces qui sous-tendait désormais le processus de nomination et contribua à exacerber le ressentiment des figures de l'establishment démocrate, dont la capacité à influencer le processus de nomination paraissait sérieusement affaiblie. La Convention du Parti démocrate qui se tint à Miami Beach (Floride) cette année-là servit ainsi de théâtre à une virulente confrontation entre les défenseurs

[125] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 81.
[126] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 77.
[127] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 86.
[128] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 129.
[129] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 89-130.
[130] Hilton, *True Blues*, 96.
[131] Hilton, *True Blues*, 90.

de la *Old Politics* et les partisans de la *New Politics*, et signala le creusement d'une faille au sein du parti.

La campagne de McGovern pour la nomination démocrate, puis pour la présidentielle, revêtait en effet un caractère insurrectionnel[132] que le candidat reconnaissait lui-même volontiers :

> The nomination campaign was an insurgency in the Democratic party. To a large extent it was made up of people new to the political process; its few veterans were primarily the novice of 1968. It was directed primarily against the war and the domination of special interests, especially corporate interests, in the Nixon White House. But my candidacy was also seen as a threat to certain Democratic party interests[133].

En s'appuyant dans une large mesure sur une mobilisation des *grassroots*, sa campagne revêtait par ailleurs un caractère distinctif que McGovern avait hérité du précédent établi en 1968 par le candidat McCarthy, qui avait initié une nouvelle forme d'activisme en exploitant l'énergie de milliers de volontaires, principalement composés de libéraux issues des classes moyennes et d'étudiants fermement opposés à la guerre au Vietnam[134]. La campagne de McGovern mit ainsi en lumière de profonds changements au sein de la coalition démocrate. En effet, ses partisans présentaient des caractéristiques singulières qui les démarquaient de la coalition héritée du *New Deal* : ils étaient notamment plus jeunes[135], mieux éduqués[136] et davantage motivés par des considérations idéologiques que les soutiens traditionnels du parti. Dans une large mesure, la campagne de McGovern contribua à alimenter un transfert de pouvoir au sein du Parti démocrate ; des activistes idéologiques et éduqués issus des banlieues aisées se substituèrent peu à peu à la base ouvrière urbaine[137]. Il faut toutefois préciser que la désaffection de la classe ouvrière vis-à-vis du Parti démocrate n'était pas entièrement corrélée à la candidature de McGovern et représentait un problème d'ordre plus général dont les prémices étaient déjà visibles en 1968, lorsque Humphrey remporta 51% des votes de la classe ouvrière, contre 80% pour Johnson en 1964 et 66% pour Kennedy en 1960[138]. En même temps, et à l'inverse de McCarthy, la campagne de McGovern eut recours à l'expertise d'acteurs politiques professionnels, dont bon nombre étaient issus de la campagne de Kennedy, et incarna *ipso facto* une sorte de synthèse des campagnes de McCarthy et de Kennedy[139].

---

[132] Miroff, *The Liberals' Moment*, 6. "The story of the McGovern campaign is a story of a political insurgency."
[133] George McGovern, "Pluralist Structures or Interest Groups?," *Society* 14, no. 2 (January 1977): 15, https://doi.org/10.1007/BF02695142.
[134] Miroff, *The Liberals' Moment*, 18.
[135] Miroff, *The Liberals' Moment*, 181.
[136] Miroff, *The Liberals' Moment*, 182.
[137] Miroff, *The Liberals' Moment*, 2.
[138] Miroff, *The Liberals' Moment*, 189.
[139] Miroff, *The Liberals' Moment*, 189.

La campagne de McGovern, dirigée par Gary Hart, put par ailleurs s'appuyer sur sa fine connaissance des nouvelles règles du jeu, sans lesquelles, reconnut-il, sa nomination aurait effectivement relevé de l'exploit : « But it is true that without reform my bid for the nomination would have been far less feasible, and possibly hopeless »[140]. Très vite, l'idée selon laquelle les réformes auraient, dès leur conception, visé à faciliter l'accès au pouvoir de McGovern, et par effet de bord, celui de la *New Politics*, se répandit dans la presse et parmi les partisans de la *Old Politics* :

> The reforms created conditions made to order for the well-organized McGovern campaign with its legions of zealous volunteers. District-by-district elections of delegates gave the McGovern people an incentive to organize early and effectively, even in states that didn't look like good bets at first. […] The McGovern organization's effective exploitation of the reform rules has been most striking in little-noticed contests in the 28 non-primary states. Time and again, bands of McGovern backers have 'blitzed' precinct-level caucuses and seized power to name delegates from outnumbered regulars, who have either backed another candidate or wanted to remain uncommitted. […] it is clear that the traditional convention power brokers – labor leaders, governors and other political figures – will have their power diminished this year[141].

En effet, le camp McGovern avait compris que, pour remporter la nomination démocrate, un candidat de moyenne stature devait désormais consacrer des ressources considérables à tenter de remporter les premières primaires du calendrier, à savoir celles du New Hampshire et de l'Iowa. Dans cette optique, McGovern entama sa campagne dans l'Iowa bien avant ses concurrents ; s'il n'arrivât finalement qu'en seconde place, obtenant 22,6% des voix contre 35,5 % pour le candidat de l'establishment, Edmund Muskie, il remporta toutefois ce que lui-même appela une « victoire morale », qui lui permit de s'imposer comme un candidat de premier plan[142].

Lorsqu'arriva la Convention nationale du Parti démocrate en juillet 1972, la réalité d'un affaiblissement du pouvoir des élites semblait incontestable. La capacité de McGovern à

---

[140] Miroff, *The Liberals' Moment*, 14.

[141] Norman Miller, "Democratic Reforms: They Work," *Wall Street Journal*, May 16, 1972, cited in Andrew E. Busch, "In Defense of the 'Mixed' System: The Goldwater Campaign & the Role of Popular Movements in the Pre-Reform Presidential Nomination Process," *Polity* 24, no. 4 (1992): 527-549, https://doi.org/10.2307/3235048. Voir également : Tom Wicker, "McGovern with Tears," *The New York Times*, November 5, 1972, https://www.nytimes.com/1972/11/05/archives/mcgovern-with-tears-in-the-end-perhaps-george-mcgovern-the-man-has.html. "In fact, the party reform may have been vital to the candidacy. Having presided over the writing of the new rules, George McGovern knew better than any other candidate what was in them, the opportunities they afforded, the changes they portended. He understood that the reform rules had put an end to the ability of a few political kingpins in each state to select and then dominate their state's delegation; he saw that this sharply reduced the value of endorsements and support from such leaders and from prominent elected officials, and put the premium instead on volunteers, precinct workers and organizing for local and state caucuses. And that was George McGovern's game. […] Reform gave him the opportunity to capitalize on another element—political organization, at which he had become something of an expert in South Dakota. Understanding the enhanced importance of organization under the new rules, McGovern also was better able than any other candidate to put that understanding to work; as the natural inheritor of the volunteer armies that had learned the ropes while working in 1968 for Gene McCarthy and Bob Kennedy, he had fewer old has-beens and more fresh, but experienced, troops."

[142] R. W. Apple Jr., "Muskie is Victor in Iowa Caucuses," *The New York Times*, January 26, 1972.

remporter la nomination du parti, ainsi que son rôle de porte-parole du mouvement de la *New Politics*, participèrent à galvaniser un mouvement de contestation épars contre les réformes en une incroyable force d'opposition à sa candidature au sein du parti[143]. Le mouvement *STOP-McGovern*, créé à l'initiative de Hubert Humphrey[144], et caractérisé par une identité relativement opaque[145], regroupait notamment des acteurs démocrates issus du Sud et du mouvement ouvrier, parmi lesquels le syndicaliste Al Barkan, dont la collaboration visait à empêcher la nomination de McGovern. Lors de la Convention du parti, ces forces d'opposition à la nomination de McGovern véhiculèrent une critique acrimonieuse à destination de la *New Politics* qu'ils accusaient d'incarner une élite radicalement déconnectée de l'électorat démocrate. Un certain nombre de partisans de la *Old Politics* exprimèrent le sentiment d'avoir, tout comme les insurgés de Chicago, été marginalisés au profit d'une élite qui n'était en rien représentative de la base électorale du parti. Dans un article publié en juillet 1972, l'avocat et diplomate démocrate Peter R. Rosenblatt écrivit :

> This year, like the dissenters of Chicago, I feel that I have been shut out and that my views were substantially under-represented. […] The loudly trumpeted reform of party institutions achieved by the 1968 protesters produced a convention this year which was no less unrepresentative of at least the pollsters' portrait of the party's voters than the last […], the authors of the party's reform paved the way for its domination by dedicated, organized and highly motivated political minorities. They have simultaneously devastated the influence of the party's leadership and elected officials[146].

De manière similaire, le président du syndicat des sidérurgistes I. W. Abel s'arc-bouta contre les « soi-disant libéraux et snobs anti-travailleurs » et tous ceux « qui se revendiquent de la *New Politics*[147] ; Al Barkan de l'AFL-CIO jura que « nous ne laisserons pas ces Camelots de Harvard ou de Berkeley prendre le contrôle de notre parti »[148] ; George Meany dénonça « la sophistication d'une convention des élites », ajoutant que « les travailleurs constituent l'épine dorsale du pays » et que « nous ne nous laisseront pas mettre de côté par quelque élite que ce soit »[149].

C'est d'abord au sein du *Credentials Committee* que s'incarna le bras de fer entre *Old Politics* et *New Politics* ; en 1972, 118 contestations furent dirigées contre 31 délégations

[143] Hilton, *True Blues*, 89.
[144] Hilton, *True Blues*, 89.
[145] Miroff, *The Liberals' Moment*, 74.
[146] Peter R. Rosenblatt, "Democrat 'on the Outside'," *The New York Times*, July 20, 1972, https://www.nytimes.com/1972/07/20/archives/democrat-on-the-outside.html.
[147] Cité dans Hilton, *True Blues*, 106. Notre traduction.
[148] Cité dans Hilton, *True Blues*, 106. Notre traduction. "[…] we aren't going to let these Harvards-Berkeleys-Camelots take over our party."
[149] Cité dans Philip Shabecoff, "The 1972 Campaign," *The New York Times*, September 19, 1972, https://www.nytimes.com/1972/09/19/archives/meany-criticizes-elite-democrats-says-party-that-nominated-mcgovern.html. Notre traduction.

d'État[150]. La contestation la plus importante concernait la délégation de Californie, qui vint à symboliser « la dernière tentative désespérée de l'establishment pour arrêter McGovern »[151]. En effet, la question de la primaire californienne, basée sur le principe du *winner-take-all*, n'avait pas été résolue par la Commission McGovern-Fraser et la décision avait été différée à la convention de 1972. Selon la loi de l'État, il était donc légitime que McGovern, qui avait remporté la plus grande proportion de voix lors de la primaire, se vît attribuer l'ensemble des sièges la délégation de Californie. Paradoxalement, les membres du mouvement *Stop McGovern* s'appuyèrent précisément sur l'esprit des réformes pour mettre en lumière ce qu'ils estimaient être une attitude hypocrite de la part de McGovern et adressèrent au *Credentials Committee* une réclamation dénonçant l'utilisation de la *unit rule*, qui avait été bannie par la convention de 1968 et la Commission McGovern-Fraser[152]. À l'issue d'une bataille soutenue[153], McGovern obtint finalement l'approbation du *Credentials Committee* pour la question de la délégation de Californie, mais l'incident révéla au grand jour l'étendue des divisions qui traversaient le Parti démocrate et qui participèrent à affaiblir le candidat lors de sa campagne présidentielle contre le candidat républicain Richard Nixon. Suite au revers essuyé lors de la Convention du parti, le syndicaliste George Meany organisa une réunion du conseil exécutif de la AFL-CIO et parvint à faire adopter une motion visant à établir la neutralité de l'organisation syndicale durant l'élection présidentielle de 1972 ; la fissure qui opposait les deux ailes du Parti démocrate était béante et laissait présager d'une campagne présidentielle particulièrement éprouvante pour celui qui était désormais perçu par l'establishment démocrate comme l'équivalent, à gauche, de l'extrémiste Barry Goldwater[154].

La campagne présidentielle de McGovern symbolisa à bien des égards une tentative de synthèse des deux formes de libéralisme qui étaient entrées en conflit en 1968 et 1972. En effet,

---

[150] Hilton, *True Blues*, 98.
[151] Wicker, "McGovern with Tears." Notre traduction.
[152] Hilton, *True Blues*, 99.
[153] Le 29 juin, la Commission vota à 71 voix contre 66 pour renverser les résultats de la primaire et attribuer les délégués de manière proportionnelle, ce qui impliquait une perte de 151 délégués pour McGovern et mettait ainsi en péril sa nomination. Les partisans de McGovern ripostèrent le jour suivant en attaquant la validité de la délégation de l'Illinois, soutenue par le maire de Chicago Richard Daley, en invoquant son manquement à assurer une représentation convenable des femmes, des minorités et des jeunes en son sein, et parvinrent à la faire remplacer par une délégation rivale menée conjointement par le conseiller municipal de Chicago William Singer et le révérend Jesse Jackson. En même temps, McGovern porta plainte auprès de la cour d'appel au sujet de la délégation de Californie et obtint gain de cause puisque la cour restaura les résultats de la primaire californienne. Toutefois, la Cour suprême des États-Unis, réunie en urgence, invalida la décision de la cour d'appel avant le début de la Convention au motif que la magistrature fédérale n'était pas en droit d'intervenir dans les affaires internes de partis politiques et qu'il revenait donc à la Convention démocrate de trancher la question.
[154] Christopher Lydon, "On McGovern and Goldwater…," *The New York Times*, May 6, 1972, https://www.nytimes.com/1972/05/06/archives/on-mcgovern-and-goldwater-.html; Patrick J. Buchanan, "Issues 1972," *The New York Times*, October 3, 1972, https://www.nytimes.com/1972/10/03/archives/credibility-someone-isnt-telling-the-truth-mr-nixon-or-mr-mcgovern.html.

McGovern s'appuya sur une double stratégie, que Miroff qualifie de stratégie de « centre-gauche » (*left-centrist strategy*)[155], qui visait tout à la fois à rassurer l'establishment et à courtiser la base électorale. Mais si le libéralisme de McGovern se voulait une sorte d'amalgame entre des formes anciennes et modernes du libéralisme, il s'inscrivait de toute évidence davantage dans les premières[156]. En effet, McGovern n'avait jamais véritablement souscrit au libéralisme de facture centriste qui s'était développé dans la période d'après-guerre[157] et se voulait le porte-parole d'une forme de populisme économique qui semblait avoir largement disparu des campagnes démocrates depuis l'ère de Roosevelt et Truman[158]. Attaquant le bilan économique de l'administration Nixon, et accusant le président de protéger les intérêts particuliers (*special interests*) et de collectionner des fonds de campagnes secrets, McGovern s'était inscrit dans une veine clairement populiste, énonçant : « Let's face it, […] This election is more than a contest between George McGovern and Richard Nixon. It is a fundamental struggle between the little people of America and the big rich of America, between the average working man or woman and powerful elite »[159].

Durant sa campagne, McGovern souleva des questions ayant trait à la justice économique, qui avaient longtemps été subordonnées au dogme de croissance auquel avaient souscrit les deux partis à la fin des années 1960. Son programme visait en effet une distribution plus juste des revenus et cherchait à inverser une dynamique fiscale excessivement favorable aux plus riches et aux grandes entreprises[160]. Dépouillé de son projet de *demogrant*[161] à la suite des critiques et des accusations de radicalisme, le nouveau programme politique de McGovern prévoyait néanmoins une hausse ambitieuse des prélèvements fiscaux sur les revenus les plus élevés et sur les grandes entreprises. Principalement fondée sur la suppression des niches fiscales, cette réforme devait générer environ 22 milliards de dollars de recettes supplémentaires, destinées à financer un vaste programme de redistribution[162]. Par ailleurs, McGovern fit de la question du plein emploi, assez largement marginalisée par les

[155] Miroff, *The Liberals' Moment*, 43.
[156] Miroff, *The Liberals' Moment*, 125.
[157] Miroff, *The Liberals' Moment*, 123.
[158] Miroff, *The Liberals' Moment*, 127.
[159] James M. Naughton, "McGovern Accuses Nixon of Failure on the Economy," *The New York Times*, October 21, 1972, https://www.nytimes.com/1972/10/21/archives/movern-accuses-nixon-of-failure-on-the-economy.html.
[160] Miroff, *The Liberals' Moment*, 134.
[161] Le projet visait à instaurer une forme de revenu minimum universel d'une hauteur de 1000 dollars par an.
[162] "What President George McGovern Would Do," George McGovern for President 1972 Campaign Brochure, 1972, https://4president.org/1972-presidential-campaign/?utm_source=chatgpt.com. "Senator McGovern's program would yield $22 billion in additional tax revenue by plugging up unfair loopholes of the wealthy instead of imposing the value-added tax (a disguised sales tax) favored by President Nixon. NO AMERICAN WHOSE INCOME COMES FROM WAGES AND SALARIES WOULD PAY MORE IN TAXES. This program would make it possible to channel $15 billion in Federal aid to hard-pressed local school systems. It would enable then to provide quality education and cut school taxes by as much as ½."

administrations démocrates précédentes, l'une de ses priorités de campagne[163] ; il s'engagea en outre à augmenter les dépenses de l'État dans les domaines de l'éducation, de la santé ou encore de l'environnement[164]. La campagne de McGovern représenta de surcroît un incontestable vecteur politique pour les mouvements contestataires issus des années 1960 qui, malgré leurs tensions avec les partisans de McGovern, trouvèrent ainsi une voie d'accès à la sphère politique[165]. Si McGovern ne fit pas des causes gay et féministe le cœur de son programme politique, sa campagne jeta les bases d'une nouvelle identification entre ces mouvements et le Parti démocrate[166]. Elle marqua ainsi à la fois un rejet du libéralisme consensuel qui avait sous-tendu les politiques des gouvernements Kennedy et Johnson, et une tentative de concilier le libéralisme économique hérité du *New Deal* avec le libéralisme identitaire issu des années 1960.

Le 7 novembre 1972, McGovern essuya une défaite écrasante : Nixon remporta la quasi-totalité des États, à l'exception du Massachusetts, et récolta 60,7% du vote populaire contre 37,5% pour son adversaire démocrate[167]. L'opinion publique semblait avoir été davantage sensible au message de « retour à l'ordre » (*law and order*) de Nixon qu'à la synthèse libérale de McGovern. Plusieurs raisons présidèrent à cette débâcle électorale, à commencer par l'« affaire Eagleton », rapidement considérée comme l'un « des pires fiascos des temps modernes »[168] et qui participa d'emblée à saper la popularité de McGovern auprès de l'électorat[169]. Certains critiquèrent également les positions jugées trop radicales du candidat,

[163] "What President George McGovern Would Do." "Senator McGovern has pledged an Administration that would seek to build a full-employment economy which would provide jobs for every able-bodied American who can work."
[164] "What President George McGovern Would Do."
[165] Miroff, *The Liberals' Moment*, 203-4.
[166] Miroff, *The Liberals' Moment*, 225.
[167] "1972 Presidential Election Results," *The American Presidency Project*, https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1972.
[168] Miroff, *The Liberals' Moment*, 1. Notre traduction. Voir également Wicker, "McGovern with Tears."
[169] Le 13 juillet, McGovern avait décidé dans l'urgence de proposer à Thomas Eagleton, sénateur du Missouri depuis 1968 à 1987, d'être son colistier pour la campagne présidentielle de 1972. Très rapidement, cependant, des rumeurs commencèrent à circuler concernant sa santé mentale. Pendant les trois semaines qui suivirent la Convention du parti, l'affaire fut au cœur des préoccupations de la campagne de McGovern et certains journaux, à l'instar du *New York Times* et du *Washington Post*, ainsi que certains délégués démocrates, appelèrent ouvertement à la démission d'Eagleton (Frank Lynn, "Delegates in 3 States Say Eagleton Should Quit Race," *The New York Times*, July 30, 1972, https://www.nytimes.com/1972/07/30/archives/delegates-in-3-states-say-eagleton-should-quit-race-2to1-sentiment.html.). McGovern, qui avait pourtant déclaré en juillet soutenir son colistier à « mille pourcents » (ABC, "ABC Evening News 1972 VP Drama," YouTube video, April 29, 2011, https://www.youtube.com/watch?v=PgMnyoh5lv8.), décida finalement qu'il ne pouvait plus mener une campagne crédible à ses côtés et négocia avec lui sa démission. Cette dernière fut acquise en échange d'une prise de position officielle affirmant que la décision de McGovern relevait de considérations essentiellement stratégiques visant à rétablir l'unité du Parti démocrate et à recentrer le débat autour des « grandes questions nationales qui doivent être débattues » (*The great national issues that need to be discussed*) et n'était donc pas liée à de quelconques doutes au sujet de la santé mentale du candidat (cité dans Shabecoff, "The 1972 Campaign.").Selon McGovern, cet épisode désastreux compromit toutes ses chances de remporter la présidentielle en projetant de lui une image tout à fait négative d'incompétence, d'indécision, de malhonnêteté et de calcul politicien (McGovern, *Grassroots*, 215. "I did what I had to do, but the Eagleton matter ended whatever chance there was to defeat Richard Nixon in 1972.

estimant qu'elles avaient aliéné une partie de l'électorat, en particulier la classe ouvrière, plus sensible aux appels de « retour à l'ordre » de Nixon[170]. Ces accusations de radicalisme, qui émanaient du camp républicain comme du camp démocrate et largement relayées par la presse, relevaient en réalité, pour une large part, d'une construction de ses opposants[171]. L'attaque la plus néfaste émana du chef de la majorité républicaine au Sénat, Hugh Scott, de l'État de Pennsylvanie, qui décrivit McGovern comme « le candidat des trois A : acide, amnistie et avortement » (*the candidate of the 3 A's: acid, amnesty, and abortion*)[172]. Pour Arthur Miller *et al*., l'élection de 1972 avait ainsi représenté une « élection idéologique », dont l'issue avait dans une large mesure été déterminée par la forte polarisation idéologique opposant l'aile gauche et l'aile droite au sein du Parti démocrate[173]. Par ailleurs, les auteurs estimaient que les positions défendues par McGovern avaient été perçues comme trop extrémistes alors que celles de Nixon étaient, dans l'ensemble, plus proches des attentes de l'électorat[174]. L'argument selon lequel les positions de McGovern n'auraient pas résonné auprès de l'électorat démocrate faisait précisément écho à la thèse défendue par Ben Wattenberg et Richard M. Scammon dans leur célèbre ouvrage *The Real Majority: An Extraordinary Examination of the American Electorate* (1970)[175]. Selon eux, le champ politique était désormais caractérisé par l'apparition d'un nouveau clivage partisan qui était venu s'ajouter au clivage économique et qu'ils nommaient la « Question Sociale »[176]. En adoptant des positions clivantes, les Démocrates s'étaient aliéné une grande partie de l'électorat qui, dans sa grande majorité, était composé de citoyens « non-jeunes, non-pauvres, et non-noirs »[177] et avait ainsi délaissé ce centre « vital » où se gagnaient les élections[178].

En dernière analyse, l'importance de la défaite de McGovern repose sur le fait qu'elle vint incarner une sorte de repoussoir aux yeux de l'establishment démocrate. En s'inscrivant dans le sillage du libéralisme des années 1960, la campagne de McGovern avait supposément dévoyé le Parti démocrate et contribué à aliéner la classe ouvrière qui avait pourtant été au cœur

[…] In the minds of many Americans the Eagleton episode convicted me of incompetence, vacillation, dishonesty and cold calculation, all at the same time.").
[170] Miroff, *The Liberals' Moment*, 192.
[171] Miroff, *The Liberals' Moment*, 121.
[172] Miroff, *The Liberals' Moment*, 119.
[173] Arthur H. Miller et al., "A Majority Party in Disarray: Policy Polarization in the 1972 Election," *American Political Science Review* 70, no. 3 (September 1976): 778, https://doi.org/10.2307/1959866.
[174] Miller et al., "A Majority Party in Disarray," 760.
[175] Ben Wattenberg and Richard M. Scammon, *The Real Majority: An Extraordinary Examination of the American Electorate* (Coward-McCann, 1970).
[176] Wattenberg and Scammon, *The Real Majority,* 20.
[177] Wattenberg and Scammon, *The Real Majority,* 21. "The great majority of the voters in America are unyoung, unpoor, and unblack; they are middle-aged, middle-class, middle-minded."
[178] Wattenberg and Scammon, *The Real Majority,* 22. "The struggle to capture the center in the 1970s, both to listen to and to lead the real majority in America, will determine who will be the next Presidents."

de la coalition du *New Deal*. Toutefois, il convient également de souligner que les critiques firent peu de cas d'autres facteurs électoraux, souvent considérés bien plus déterminants et que Seth Masket appelle les « fondamentaux » électoraux, comprenant notamment le contexte économique ou la popularité du président sortant[179]. En proposant une analyse essentiellement idéologique de la défaite de McGovern comme résultant d'une mauvaise interprétation de l'humeur de l'électorat[180], et comme symbolisant un rejet du libéralisme de la *New Class,* l'establishment cherchait de toute évidence à restaurer son pouvoir au sein du parti. Comme l'explique Masket, quiconque est capable de définir les raisons pour lesquelles une élection s'est déroulée d'une certaine manière détient également un pouvoir considérable sur la direction future du parti : contrôler le récit, c'est contrôler le futur[181]. Par ailleurs, malgré la victoire de Nixon, les candidats républicains aux élections du Congrès ne bénéficièrent que très peu du raz-de-marée républicain ; en d'autres termes, les *coattails*[182] du nouveau président furent limités. En effet, la victoire de Nixon ne se traduisit pas en victoires au-delà de la présidence et le Congrès resta d'ailleurs entre les mains des Démocrates[183]. Le pays apparaissait effectivement animé par des courants contraires (*cross-tides*)[184], tiraillé entre les appels au « retour à l'ordre » du nouveau président et un attachement de l'électorat aux programmes sociaux qui avaient été défendus et mis en place par les administrations démocrates successives.

Finalement, la défaite de McGovern acheva d'entériner les arguments portés par les opposants à la *New Politics* et de populariser leur récit sur le « danger McGovern » (*getting-saved-from McGovernism narrative*)[185]. Dans une large mesure, les élites du Parti démocrate acceptèrent le diagnostic selon lequel la classe ouvrière blanche avait déserté le Parti démocrate en raison des excès du libéralisme[186]. La période d'après-guerre, notamment les années 1960 et 1970, fut en outre marquée par l'émergence de ce que l'on a appelé les « guerres culturelles ». C'est le sociologue étatsunien James Davison Hunter qui, dans son ouvrage de 1991 intitulé *Culture Wars: The Struggle to Define America*[187], inaugura la thèse selon laquelle les États-Unis abriteraient désormais deux cultures distinctes et antagonistes. Ce qu'il nomma les

[179] Seth Masket, *Learning from Loss: The Democrats, 2016–2020* (Cambridge University Press, 2020), 8.
[180] Miroff, *The Liberals' Moment*, 251.
[181] Miroff, *The Liberals' Moment*, 11.
[182] L'expression *riding coattails* signifie communément « surfer sur la popularité de » et s'emploie lorsqu'un candidat tente de profiter de la popularité d'une personnalité nationale pour booster sa propre campagne.
[183] R. W. Apple Jr., "Many Votes Split," *The New York Times*, November 8, 1972, https://www.nytimes.com/1972/11/08/archives/many-votes-split-gop-loses-senate-seats-in-6-states-and-picks-up-4.html.
[184] Apple Jr., "Many Votes Split."
[185] Adolph L. Reed, "The 2004 Election in Perspective: The Myth of 'Cultural Divide' and the Triumph of Neoliberal Ideology," *American Quarterly* 57, no. 1 (2005): 9, https://doi.org/10.1353/aq.2005.0017.
[186] Reed, "The 2004 Election in Perspective,"1.
[187] James Davison Hunter, *Culture Wars: The Struggle To Define America* (Basic Books, 1991).

« guerres culturelles », et qui furent popularisées l'année suivante par le journaliste et homme politique Pat Buchanan dans un discours à l'occasion de la Convention Nationale du Parti républicain[188], auraient été le fruit des efforts menés par deux camps culturels cherchant chacun à imposer leur vision de l'Amérique. Ces clivages ne seraient pas le reflet de conflits de classe, mais plutôt d'inclinations envers deux courant philosophiques contraires : l'orthodoxie, dans un cas, et le progressisme, dans l'autre. Progressivement, donc, un clivage « culturel » se substitua au clivage économique et le vocabulaire de la division culturelle vint occulter les dynamiques de classes[189]. Sous un angle rhétorique, la classe sociale vint ainsi à être identifiée comme un élément essentiellement culturel, comme en témoigne par exemple l'association du terme « classe ouvrière » aux notions de traditionalisme et de conservatisme culturel, si ce n'est également à celles de racisme, de sexisme, et d'homophobie[190].

Le 7 décembre 1972, un mois après la défaite de McGovern, Ben Wattenberg, ancien rédacteur de discours pour le président Johnson, et Penn Kemble, de l'AFL-CIO, fondèrent la *Coalition for a Democratic Majority* (CDM), qui rassembla à la fois quelques éminents Démocrates (dont le sénateur Henry Jackson de l'État du Washington, le représentant Thomas Foley et l'ancien représentant réformateur du Missouri James O'Hara) ; des universitaires et intellectuels comme Jeane Kirkpatrick, Austin Ranney, Nelson Polsby, Nathan Glazer et Norman Podhoretz ; des membres du mouvement ouvrier tels Al Barkan, Bayard Rustin et Albert Shanker ; ainsi qu'une série de fonctionnaires et de stratèges démocrates, notamment Max Kampleman (assistant de Hubert Humphrey), Joshua Muravchik, Daniel Patrick Moynihan, et Richard Perle[191]. Malgré leur grande diversité d'opinions, ces acteurs se rejoignaient dans le sentiment d'être engagés dans une bataille pour la défense du libéralisme consensuel hérité de la Guerre Froide contre les attaques de la *New Politics*[192]. L'objectif était d'arrimer le Parti démocrate à une politique plus centriste afin de le rendre plus inclusif, et, *in fine*, de restaurer sa compétitivité auprès de l'électorat. Pour cela, les tenants de la *Old Politics* devaient d'abord reprendre le contrôle de leur parti. Dans leur manifeste, intitulé « Come Home, Democrats »[193], les membres de la CDM analysèrent la défaite de 1972 comme le signe de

[188] Patrick J. Buchanan, "Address to the Republican National Convention" (speech, University of Texas at Arlington, Texas, August 17, 1992), https://websites.uta.edu/hunnicut/reading-list/pat-buchanan-1992-republican-national-convention-speech/.
[189] Hunter, *Culture Wars*, 4.
[190] Hunter, *Culture Wars*, 5.
[191] Hilton, *True Blues*, 113.
[192] Hilton, *True Blues*, 114.
[193] Coalition for a Democratic Majority, "Come Home, Democrats," *New York Times* and *The Washington Post*, December 7, 1972, https://web.archive.org/web/20150412163512/http://neoconservatism.vaisse.net/doku.php?id=come_home_democrats_1972.

l'échec de la *New Politics* et, partant, éprouvèrent la nécessité de modérer l'image du Parti démocrate en la réinscrivant – du moins sur le plan rhétorique – dans la tradition libérale héritée de Roosevelt :

> We see the 1972 election […] as a clear signal to the Democratic Party to return to the great tradition through which it had come to represent the wishes and hopes of a majority of the American people – the tradition of Franklin D. Roosevelt, Harry S. Truman, Adlai Stevenson, John F. Kennedy, Lyndon B. Johnson and Hubert Humphrey[194].

Selon les auteurs, la *New Politics* avait en effet conduit le Parti démocrate à la faillite électorale en l'associant à des prises de position jugées non-représentatives des « principes démocratiques traditionnels »[195], et avaient ainsi permis au Parti républicain de se présenter comme le défenseur de valeurs traditionnellement démocrates[196].

La thèse des « excès du libéralisme » eut un écho considérable au sein du Parti démocrate et participa à saper la crédibilité d'alternatives libérales plus clairement situées à gauche[197]. En effet, le « spectre de McGovern »[198] continue encore aujourd'hui à hanter le Parti démocrate, comme en témoignent notamment les nombreux parallèles établis entre Bernie Sanders, candidat à la nomination démocrate en 2016 et 2020, et George McGovern[199]. La trajectoire idéologique du Parti démocrate dans les décennies 1980 et 1990 fut profondément influencée par les stigmates de la défaite de McGovern en 1972, qui fut interprétée comme un rejet de la supposée dérive gauchiste du candidat. Sa campagne participa, par ailleurs, à mettre en lumière le creusement entre deux types de libéralismes au sein même du Parti démocrate, avec d'une part un libéralisme centriste hérité de la Guerre Froide, et d'autre part un libéralisme de facture progressiste qui s'inscrivait dans le sillage des mouvements sociaux des année 1960. Après 1972, le Parti démocrate développa en outre une sorte de schizophrénie[200], caractérisée

---

[194] Coalition for a Democratic Majority, "Come Home, Democrats."
[195] Coalition for a Democratic Majority, "Come Home, Democrats." Notre traduction.
[196] Coalition for a Democratic Majority, "Come Home, Democrats."
[197] Miroff, *The Liberals' Moment*, 141.
[198] Joshua Mound, "What Democrats Still Don't Get About George McGovern," *The New Republic*, February 2016, https://newrepublic.com/article/130737/democrats-still-dont-get-george-mcgovern.
[199] À titre d'exemple : Quin Hillyer, "Democratic Contest Looks like Catastrophic Mess of 1972," *Washington Examiner*, February 12, 2020, https://www.washingtonexaminer.com/opinion/democratic-contest-looks-like-catastrophic-mess-of-1972; Steven Petrow, "I Worked Hard for McGovern and He Was Doomed. Sanders Backers, Please Don't Repeat 1972," *USA TODAY*, February 25, 2020, https://www.usatoday.com/story/opinion/voices/2020/02/25/sanders-supporters-waste-their-vote-doomed-2020-democrat-column/4821921002/; Michael A. Genovese, "Is Bernie the New George McGovern?," *History News Network*, February 23, 2020, https://historynewsnetwork.org/article/174394; Robert Huber, "Letters to the Editor: George McGovern in 1972 Is a Cautionary Tale for Bernie Sanders Supporters," *Los Angeles Times*, February 19, 2020, https://www.latimes.com/opinion/story/2020-02-19/george-mcgovern-cautionary-tale-bernie-sanders.
[200] Andrew O'Hehir, "The Haunting of the Democrats," *Salon*, April 21, 2008, https://www.salon.com/2008/04/21/mcgovern_hart/.

par une discordance de plus en plus évidente entre des considérations d'ordre électoralistes et la nécessité de mobiliser les *grassroots.*

Enfin, loin de contribuer à un réel affaiblissement du Parti démocrate, les réformes furent l'occasion pour les élites nationales du Parti démocrate d'affirmer leur autorité de manière inédite[201]. Dans une large mesure, les réformes permirent également de freiner la perte de légitimité des deux partis politiques en étendant le champ du débat public à l'intérieur du cadre bipartite[202]. L'affaiblissement du parti était en réalité étroitement lié aux contradictions qui avaient sous-tendu la coalition démocrate héritée du *New Deal*, notamment son incapacité à réconcilier les politiques de progrès racial avec le conservatisme des Démocrates du Sud et de la classe ouvrière, ou encore les positions pro-guerre de l'establishment avec l'opposition virulente des activistes à la guerre du Vietnam. Plutôt que le résultat de réformes malavisées, l'affaiblissement du Parti démocrate découlait en premier lieu de l'érosion du consensus libéral d'après-guerre sous la pression de changements sociaux rapides[203].

3. La tentative de rétablir le contrôle des élites et l'avènement d'un parti politique hybride.

> Once the party had been opened up, there was no turning back.
>
> Christopher Lydon, « Democratic Reform » (1973)[204].

Si les partisans de la *New Politics* étaient effectivement animés par une volonté de démocratiser le Parti démocrate afin que celui-ci devienne davantage réceptif aux remontées de sa base électorale, ces réformateurs ne cherchèrent pas simplement à substituer le pouvoir des activistes à celui de l'establishment, comme le prétendaient les opposants aux réformes ; leur projet s'inscrivait en réalité dans une volonté de radicalement refonder le Parti démocrate en permettant la création d'un parti qui serait tout à la fois démocratique, piloté par le DNC au niveau national, et idéologiquement cohérent. Lors des débats autour d'un projet de charte démocrate, les réformistes imaginèrent ainsi un type de parti foncièrement différent, qui viserait une forme d'équilibre entre *grassroots* et establishment.

Les prémisses du projet de charte furent établies dès 1968, lorsque la Convention nationale du Parti démocrate décida de la création de deux commissions ; la Commission

[201] Hilton, *Party Reform and Political Realignment*, 40.
[202] Plotke, *Building a Democratic Political Order*, 285.
[203] Joseph, "Neoconservatism in Contemporary Political Science," 955-82.
[204] Christopher Lydon, "Democratic Reform," *The New York Times*, November 4, 1973, https://www.nytimes.com/1973/11/04/archives/using-rules-to-make-ends-meet-democratic-reform.html.

McGovern-Fraser, et la *Commission on Rules*, ou Commission O'Hara. En novembre 1971 eut finalement lieu une réunion conjointe des deux commissions durant laquelle les réformateurs produisirent une proposition détaillée, intitulée *The Democratic Party Charter*, qui aspirait à fondamentalement réorganiser le Parti démocrate. Ce document, qui avait pour vocation à devenir la première constitution du parti, visait dans un premier temps à résoudre le problème de la décentralisation du pouvoir. Dans cette optique, la charte proposait la création d'une conférence nationale de mi-mandat, qui devait permettre à une assemblée de délégués élus au suffrage universel, d'élus démocrates locaux et d'élus nationaux de formuler ensemble la ligne politique officielle du Parti démocrate[205]. Cette « mini-convention » servirait ainsi, dans les mots de son principal défenseur, James MacGregor Burns, de « courroie de transmission entre les mouvements sociaux et le parti […] en offrant la possibilité aux activistes de s'impliquer dans les affaires du Parti démocrate de manière organisée, cohérente, et légitime »[206]. La charte prévoyait, en outre, l'instauration d'un Comité National (*National Committee*), chargé d'incarner l'autorité souveraine entre les réunions nationales. Ce comité déléguerait la gestion des affaires courantes à un Comité exécutif (*Executive Committee*), qui se réunirait à des intervalles réguliers de six semaines environ. Le coût financier d'une telle expansion des activités de l'organisation nationale serait partiellement couvert par la mise en place d'un système de cotisations des adhérents géré par un nouvel organisme, le *Membership and Finance Council*. Enfin, la charte proposait également la mise en place de sept comités régionaux dont l'objectif serait de servir d'intermédiaires entre l'état-major national et les sections locales[207]. Ainsi, plutôt que de chercher à ouvrir grand les portes du parti aux activistes, le projet de charte aspirait à mitiger les passions des *grassroots* en les combinant au sang-froid d'acteurs politiques chevronnés[208]. Il s'agissait en somme de trouver un point d'équilibre entre la participation de la base électorale et le professionnalisme de l'establishment grâce à la mise en place d'une infrastructure organisationnelle capable de servir d'interface entre les deux. À ce titre, la charte visait à combiner *Old Politics* et *New Politics* en une nouvelle synthèse qui pourrait tout à la fois émousser l'influence des activistes et renforcer l'establishment du parti[209].

Le projet de charte fut présenté au reste du parti en mai 1972, mais sa programmation tardive l'éclipsa au second plan. Une seconde commission, la *Charter Commission,* ou *Sanford*

[205] Hilton, *True Blues*, 84.
[206] Cité dans Hilton, *True Blues*, 84. Notre traduction. "This 'mini-convention,' as imagined by one of its leading proponents, James MacGregor Burns, would function as 'a transmission belt between movement politics and party politics […] [providing] a way that movement people […] could register themselves in the Democratic Party in an organized, relatively coherent and legitimate way'."
[207] Hilton, *True Blues*, 85.
[208] Hilton, *True Blues*, 83.
[209] Hilton, *True Blues*, 87.

Commission, fut alors créée par la Convention nationale de 1972 pour proposer une constitution détaillée du Parti démocrate et organiser la tenue d'une conférence de mi-mandat en 1974, durant laquelle la charte allait pouvoir être ratifiée par le parti. Bien que les propositions ayant trait à la mise en place d'un système de cotisations et à la création de comités régionaux fussent d'emblée rejetées par la Convention, l'ébauche de projet à partir de laquelle la commission devait construire sa constitution contenait un certain nombre de propositions controversées, telles que la mise en place de conférences de mi-mandat, l'extension des programmes d'*affirmative action* à toutes les affaires du parti, la création d'un Conseil judiciaire interne composé de neuf membres et destiné à vérifier la bonne exécution des règles du parti dans les États, et l'instauration de mandats de quatre ans pour le président du Comité national démocrate, qui serait par ailleurs élu par les membres du parti durant les conférences de mi-mandat plutôt que désigné par le candidat démocrate à la présidentielle[210]. Ces propositions, en ce qu'elles menaçaient directement le pouvoir des membres de l'establishment démocrate, notamment dans les États, provoquèrent une levée de boucliers des partisans de la *Old Politics* qui se traduisit par une volonté d'entraver le travail de la Commission. Dans cette optique, et afin de neutraliser l'influence des réformateurs, le président du Comité national démocrate, Robert Strauss, décida de nommer 55 membres additionnels au sein de la Commission, portant leur nombre à 160. En parallèle, la *Coalition for a Democratic Majority* (CDM) lança un groupe de travail, la *Charter Conference Clearing House,* dont l'objectif était d'engranger du soutien pour une constitution alternative, qui permettrait de saper l'influence des partisans de la *New Politics*[211].

Durant la seconde réunion de la Commission Sanford, qui eut lieu en juillet 1973, un groupe composé de Démocrates du Sud, d'employés de l'AFL-CIO, et de membres de l'establishment, parvint, sous la houlette du représentant et membre de la CDM Thomas Foley, à faire voter une résolution limitant le périmètre d'action de la conférence de mi-mandat aux seules recommandations ayant trait à la restructuration du Parti démocrate, interdisant ainsi la discussion de positions politiques concrètes[212]. Suite à une nouvelle réunion de la commission en mars 1974, durant laquelle les membres s'étaient entendus sur une esquisse de charte[213], la *Charter Conference Clearing House* fit circuler durant l'été une critique de la proposition de charte dans un document intitulé *Unity Out of Diversity*, dénonçant notamment ce que ses auteurs percevaient comme une tentative d'« européaniser » les partis politiques aux États-

[210] Hilton, *True Blues*, 121-2.
[211] Hilton, *True Blues*, 122.
[212] Hilton, *True Blues*, 122.
[213] Celle-ci établissait le parti national comme supérieur aux partis des États et prévoyait notamment d'intégrer les recommandations des Commissions McGovern-Fraser et Mikulski sur la sélection des délégués dans les lois du parti, d'établir un conseil juridique pour gérer les conflits au sein du parti, ou encore de rendre obligatoire la tenue de conférences de mi-mandat.

Unis[214]. Le mois suivant, les réformateurs essuyèrent un certain nombre de défaites décisives : la convention de mi-mandat fut jugée optionnelle, la question de la sélection des délégués fut retirée des prérogatives du Comité judiciaire, rendant ainsi son statut quasi superflu, et le pouvoir de sélectionner le président du Comité national démocrate restait entre les mains du candidat démocrate pour la présidentielle. Des tentatives visant à limiter l'impact des mesures d'*affirmative action* provoquèrent finalement la désertion des réformateurs[215].

Une version définitive et édulcorée de la charte démocrate[216] fut finalement adoptée en décembre 1974. Cette dernière réaffirmait en grande partie des principes déjà entérinés par les Commissions McGovern-Fraser et Mikulski[217], tels que l'abolition de la *unit rule* et du système du *winner-take-all* dans le cadre des primaires, la nécessité d'encourager au maximum la participation du public, ou encore l'affirmation de l'autorité de l'état-major national du parti sur les sections locales du parti. Par ailleurs, la charte réitéra l'interdiction de pratiques discriminatoires et endossa les programmes d'*affirmative action*, déjà inscrits dans les règles du parti, et autorisait la tenue de conférences de mi-mandat. En aucun cas le document ne prévoyait, comme les réformateurs l'avaient initialement envisagé, de refonder le Parti démocrate en en modifiant les structures et l'organisation ; il s'agissait tout au plus de réaffirmer des positions devenues consensuelles. Ainsi, les membres de la CDM parvinrent à codifier dans la nouvelle constitution du Parti démocrate la structure organisationnelle non contraignante qui les avantageait[218] et entravèrent la mise en place de réformes structurelles et organisationnelles qui auraient pu permettre d'instituer un certain équilibre entre ce que Benjamine Barber nomme les tendances centripètes (élitistes) et les tendances centrifuges (anarchiques, démocratiques) qui traversent les partis politiques[219].

Après la défaite cinglante de McGovern en 1972, et sous couvert de vouloir restaurer la compétitivité et la représentativité du parti, l'establishment se lança dans une croisade pour tenter de réduire l'impact des réformes et, ce faisant, rétablir son contrôle au sein du Parti démocrate. En plus de la Commission Sanford, la Convention nationale du Parti démocrate de 1972 avait, sous la pression de l'establishment, mandaté la création d'une seconde commission nommée *Commission on Delegate Selection and Party Structure,* ou *Mikulski Commission*, dans le but de réexaminer l'impact des réformes sur le processus de sélection des délégués. Le

[214] Hilton, *True Blues*, 125.
[215] Hilton, *True Blues*, 125.
[216] "Text of Party Charter Adopted at Democratic Conference Following Compromise," *The New York Times*, December 9, 1974, https://www.nytimes.com/1974/12/09/archives/text-of-party-charter-adopted-at-democratic-conference-following.html.
[217] Se reporter au paragraphe suivant.
[218] Hilton, *True Blues*, 11.
[219] Barber, "The Undemocratic Party System," 39.

travail de la Commission Mikulski fut en partie influencé par la CDM qui s'évertua, à travers sa *Task Force on Democratic Rules and Structure*, à faire pression sur elle. En avril 1973, la CDM publia son propre rapport sur les effets des réformes dans un document intitulé *Towards Fairness and Unity for '76*, qui appelait à restaurer « l'équilibre entre démocratie participative et démocratie représentative »[220] et recommandait un certain nombre de changements, tel que le rétablissement du statut de délégués *ex officio* pour les anciens gouverneurs et membres du Congrès ainsi que l'élimination de l'exigence de « représentation proportionnelle » des jeunes, des femmes, et des minorités parmi les délégués, qui était assimilée à l'imposition de « quotas », alors même que le terme n'avait jamais été utilisé par les réformateurs[221]. Selon les auteurs, ces « quotas » avaient, en effet, constitué une violation des principes de fonctionnement démocratique et de représentation équitable, car, en privilégiant le concept de participation à celui de représentation, les réformes avaient laissé place à une sur-représentation des personnes éduquées et relativement aisées issues des *grassroots* au détriment des dirigeants du parti et du mouvement ouvrier, et avaient ainsi permis la nomination d'un candidat non-représentatif et impopulaire[222]. La question des quotas suscita également un certain nombre de divisions au sein même de la commission[223], qui publia finalement son propre rapport, *Democrats All*, à la fin de l'année 1973.

Malgré la pression exercée par la CDM, le document constituait une confirmation plutôt qu'une remise en question des réformes[224] ; il interdisait de manière plus emphatique toute « imposition de quotas obligatoires » dans les affaires du parti, tout en exigeant la mise en place de programmes d'*affirmative action* destinés à accroître la participation de groupes minoritaires de manière proportionnelle à leur poids au sein de l'électorat démocrate de chaque État. Il proscrivait par ailleurs les primaires basées sur le principe du *winner-take-all* et requérait que les États qui avaient recours aux primaires répartissent les votes des délégués de manière proportionnelle, selon les préférences de l'électorat (les États qui n'organisaient pas de primaires, devaient quant à eux garantir une représentation proportionnelle des candidats dès lors où ces derniers parvenaient à obtenir au moins 10% des suffrages). Sous le nouveau système, il devenait possible de nommer jusqu'à 25% des membres d'une délégation sans

[220] Linda Charlton, "Democrats Meet on Delegations," *The New York Times*, April 28, 1973, https://www.nytimes.com/1973/04/28/archives/democrats-meet-on-delegations-panel-on-party-structure-holds-its.html. Notre traduction.
[221] Charlton, "Democrats Meet on Delegations." Notre traduction.
[222] Hilton, *True Blues*, 117.
[223] Christopher Lydon, "Democrats Name Panel on Delegates," *The New York Times*, September 22, 1973, https://www.nytimes.com/1973/09/22/archives/democrats-name-panel-on-delegates-position-of-chairman-disagreement.html.
[224] Christopher Lydon, "Democratic Reform," *The New York Times*, November 4, 1973, https://www.nytimes.com/1973/11/04/archives/using-rules-to-make-ends-meet-democratic-reform.html.

passer par des réunions publiques (*slate-making*), ce qui représentait de toute évidence une concession à l'establishment. Toutefois, et cela visait à conforter la position des réformistes, aucune délégation ne pouvait obtenir d'avantages ou bénéficier de traitements préférentiels de la part du parti. Par ailleurs, si les délégués *ex officio* pouvaient désormais, en vertu de « privilèges de convention » (*convention privileges*), siéger à la convention, ils ne possédaient cependant aucun droit de vote et ne pouvaient donc pas influencer la sélection du candidat à la présidentielle. Au demeurant, le rapport de la Commission Mikulski était bien plus modéré et bien moins critique des réformes que ne l'était celui de la CDM ; le document cherchait en somme à rendre les mesures plus acceptables aux yeux de l'establishment, et notamment des dirigeants démocrates à l'échelle des États, mais il ne prétendait en aucun cas remettre en cause le cœur des réformes, à savoir l'ouverture du processus de nomination des délégués à davantage de participation populaire.

Le rapport de la Commission Mikulski n'apaisa toutefois pas les critiques. Selon Austin Ranney, qui avait directement prit part à la conception desdites réformes, les règles mises en place par la Commission McGovern-Fraser n'avaient en effet pas eu vocation à optimiser la compétitivité du Parti démocrate mais plutôt à améliorer ce qu'il nomme l'« expressivité » du parti ; en d'autres termes, à le rendre plus représentatif des opinions de sa base électorale[225]. Pour répondre à ces accusations, et tenter de raviver la compétitivité du Parti démocrate en amont de l'élection, la Convention nationale du parti avait décidé en 1980 de créer une nouvelle commission chargée de réexaminer le processus de nomination présidentielle. La *Commission on Presidential Nominations*, ou *Hunt Commission*, du nom de son président, le gouverneur de Caroline du Nord James Hunt, était en grande majorité composée de personnalités qui estimaient que les réformes étaient allées trop loin dans le processus de démocratisation du Parti démocrate et qu'il convenait, en conséquence, de redonner un certain poids décisionnel aux membres de l'establishment[226]. Le mouvement ouvrier bénéficiait d'une grande influence au sein de la commission et escomptait, selon les dires du président de l'AFL-CIO Lane Kirkland, « remettre les patrons aux commandes » pour que ces derniers sélectionnent des « gagnants »[227].

Le 4 novembre 1980, Ronald Reagan remporta la présidence avec 50,7% du vote populaire et 90,9% du vote du collège électoral[228]. La défaite sans appel du président sortant,

[225] Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction,* 138-9.
[226] Elaine C. Kamarck, *Primary Politics: How Presidential Candidates Have Shaped the Modern Nominating System* (Brookings Institution Press, 2009), 62.
[227] Cité dans Kamarck, *Primary Politics*, 62. Notre traduction.
[228] "1980 Presidential Election Results," *The American Presidency Project*, https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1980.

Jimmy Carter, plongea les Démocrates dans une réflexion visant à comprendre les causes d'un échec d'une telle ampleur et sembla valider en partie la critique des réformes. Ainsi, un certain nombre de Démocrates, parmi lesquels d'anciens réformateurs, stigmatisèrent les réformes qu'ils accusaient d'avoir affaibli le parti. Anne Wexler, ancienne conseillère auprès de Jimmy Carter et vétérane du mouvement de la *New Politics*, expliqua lors d'un entretien postélectoral accordé au *Washington Post* le 9 décembre 1980 : « When you look at the [Democratic National] Convention what you see is a collection of interest groups. You don't see a political party anymore. […] It's because of the reforms. And it's because of the dominance of the most activist people »[229].

Le rapport de la commission Hunt fut publié en février 1982 ; son innovation majeure consista en la création d'une nouvelle catégorie de délégués qui permettrait aux dirigeants et élus démocrates, ceux de la Chambre et du Sénat notamment, d'être automatiquement nommés en tant que délégués à la Convention nationale. Selon Al From, qui était à l'origine de cette recommandation, ce type de délégués *ex officio*, bientôt surnommés « superdelegués », devait permettre de « modérer l'influence des dirigeants de groupes d'intérêts et des activistes dans le processus de nomination »[230]. En effet, le rapport estimait que les partis politiques ne répondaient plus convenablement aux attentes d'une société démocratique[231], et alertait notamment quant à l'érosion du rôle des dirigeants démocrates dans les Conventions nationales du parti[232]. Selon les auteurs, il convenait de rétablir la participation des élus et dirigeants locaux afin de permettre une sélection plus efficace des candidats à la présidentielle :

> Why so much stress on increasing party and elected official participation? The Commission regards this as an important way to increase the convention's representativeness of mainstream Democratic constituencies. It would help restore peer review to the process, subjecting candidates to scrutiny by those who know them best. It would put a premium on coalition building within the party prior to nomination, the forming of alliances that would help us campaign and govern effectively. It would strengthen party ties among officials, giving them a greater sense of identification with the nominee and the platform. And the presence of unpledged delegates would help return decision-making discretion and flexibility to the convention[233].

[229] Cité dans Hilton, *Party Reform and Political Realignment*, 364.
[230] Cité dans Hilton, *True Blues*, 151. Notre traduction.
[231] "Excerpts from Democratic Commission's Report on New Convention Rules," *The New York Times*, March 27, 1982, https://www.nytimes.com/1982/03/27/us/excerpts-from-democratic-commission-s-report-on-new-convention-rules.html. "The traditional role of party - as a mediating institution between citizens and government, as a guide to consistent and rational electoral choice, as a bond pulling the elements of government together for the achievement of positive purposes - no longer seems secure."
[232] "Excerpts from Democratic Commission's Report." "To an alarming extent our party's public officials have not participated in and thus have felt only a limited responsibility for our recent national conventions."
[233] Commission on Presidential Nomination, "Report of the Commission on Presidential Nomination" (Washington, D.C.: Democratic National Committee, 1982), in Benjamin D. Goodman, *The Democratization of the Democratic Party: An Analysis of Democratic Party Reform 1972-2008* (2012), https://digitalcommons.library.umaine.edu/honors/51.

Les auteurs n'entendaient toutefois pas totalement annuler les réformes mises en place entre 1968 et 1972. En effet, s'ils cherchaient de toute évidence à rétablir le contrôle des élites dans le processus de nomination, ils se disaient également « convaincus que les changements que le parti avait fait subir à son processus de nomination depuis 1968 avaient, pour la plupart, produit des effets constructifs » et qu'il ne s'agissait aucunement de revenir aux temps des *caucus* secrets, des procédures et nominations à huis clos, et de l'exclusion raciale[234]. Hormis la création de cette nouvelle catégorie de délégués, les recommandations de la commission rejoignaient globalement les conclusions des commissions précédentes ; il s'agissait notamment de condenser le calendrier des primaires, comme l'avait déjà suggéré la Commission Winograd[235], en limitant les exemptions aux seuls États de l'Iowa et du New Hampshire, et en interdisant à tous les États de tenir des primaires plus d'une semaine avant le second mardi du mois de mars ou d'organiser des *caucus* plus de 15 jours avant cette date[236]. Enfin, la commission réaffirmait également l'engagement du Parti démocrate en faveur des principes d'*affirmative action* et de répartition équitable. Ces changements de règles, expliquaient les auteurs, reflétaient à la fois « la détermination de la commission à préserver les avancées faites durant les années précédentes en termes d'approfondissement de la participation et de mise en place d'un processus juste et transparent [ainsi que] leur volonté d'élaborer des règles allant dans le sens de leur objectif de régénération du parti »[237].

---

[234] Commission on Presidential Nomination, "Report." Notre traduction.

[235] Face à la multiplication des primaires et à l'attention médiatique que généraient le *caucus* de l'Iowa et la primaire du New Hampshire, la Convention nationale du Parti démocrate de 1976 mandata la création d'une nouvelle commission, la *Commission on the Role and Future of Presidential Primaries* ou *Winograd Commission*, du nom du président du Parti démocrate du Michigan, Morley Winograd, afin d'enquêter sur la prolifération des primaires, leurs effets et leur coût, et de proposer des pistes de réforme. La commission, composée d'un tiers de membres directement nommés par l'administration Carter, chercha ainsi à trouver des moyens de réduire la saison des primaires et de minimiser l'impact des premiers duels. Son rapport préliminaire comprenait une proposition intitulée *window rule*, qui devait permettre de condenser le processus de sélection des délégués dans un créneau de 13 semaines en requérant que les primaires et *caucus* aient lieu entre le second mardi du mois de mars et le second mardi de juin. Sans grande surprise, la proposition suscita une vive opposition du New Hampshire et de l'Iowa, qui tenaient fortement à maintenir leur place privilégiée. L'administration Carter, qui avait pourtant bénéficié du système en place, soutenait le projet et fut rapidement taxée d'hypocrisie. Les partisans de Carter, qui détenaient une courte majorité au sein de la commission, cédèrent finalement aux pressions venues du New Hampshire et de l'Iowa et acceptèrent de concéder à la *Compliance Review Commission*, chargée de l'application des règles, le pouvoir d'autoriser des exceptions à l'exigence qu'aucune primaire et aucun *caucus* ne se tiennent avant le second mardi du mois de mars. En privé, ils offrirent également l'assurance aux dirigeants du partis dans l'Iowa et le New Hampshire que leurs requêtes d'exemption seraient acceptées. En plus de l'instauration d'un intervalle de trois mois, entre début mai et début juin, durant lequel devaient se tenir les primaires et *caucus*, la Commission Winograd autorisa notamment les États à choisir eux-mêmes entre la mise en place de *caucus* ou de primaires et imposa aux candidats d'enregistrer leur campagne au moins 55 jours avant le vote. Ainsi, la commission échoua à réduire l'influence disproportionnée de l'Iowa et du New Hampshire dans la course pour la nomination et permit de fait la perpétuation d'un système jugé déficient (Voir notamment : "Opinion: Primary Reforms," *The New York Times*, June 8, 2008, https://www.nytimes.com/2008/06/08/opinion/08sun1.html.).

[236] "Excerpts from Democratic Commission's Report on New Convention Rules," *The New York Times*, March 27, 1982, https://www.nytimes.com/1982/03/27/us/excerpts-from-democratic-commission-s-report-on-new-convention-rules.html.

[237] "Excerpts from Democratic Commission's Report." Notre traduction.

En dernière analyse, le projet de contre-réformes porté par l'establishment du Parti démocrate ne parvint qu'à un bilan mitigé. Si certains ajustements avaient permis aux dirigeants et élus démocrates de peser sensiblement davantage dans le processus de nomination du candidat à la présidentielle, ces derniers contribuèrent également, et dans une large mesure, à confirmer l'orientation générale des réformes. La restauration du statut et du droit de vote de délégués *ex officio* au sein de la Convention représenta effectivement une avancée importante dans la restauration du contrôle des élites, d'autant plus que leur nombre ne fit que s'accroître au fil du temps, passant de 8% du total des délégués en 1980, à 15,5% en 1984[238]. Toutefois, l'arrivée de ces superdélégués ne constitua aucunement une restauration du pouvoir des élites tel qu'il avait existé avant la mise en place des réformes en 1972 et leur présence ne contribua pas à infléchir l'issue du processus de nomination de manière systématique[239]. Pour Byron Shafer, « la tentative de réintroduire les membres officiels du parti à 'leur' convention ne faisait que souligner à quel point les dirigeants et élus étaient eux-mêmes venus à incarner un groupe d'intérêt » au sein du Parti démocrate[240]. Nonobstant ces limites évidentes, les superdélégués nourrirent dès leur mise en place et à intervalles réguliers des controverses ayant trait à leurs tendances antidémocratiques. En 1984, les candidats à la nomination démocrate Gary Hart et Jesse Jackson dénoncèrent ainsi le soutien démesuré des superdélégués au candidat de l'establishment Walter Mondale, estimant qu'un tel système favorisait inévitablement les candidats bénéficiant d'accointances parmi les élus démocrates[241]. Selon Southwell, les superdélégués jouèrent d'ailleurs un rôle crucial dans l'issue de la nomination puisque Mondale, qui n'avait reçu que 38% du vote populaire lors des primaires, remporta 55,7% des délégués de ces États, dont 79,4% du vote des superdélégués ; ce fut précisément son avance spectaculaire parmi les superdélégués qui contribua à la victoire de Mondale lors de la Convention du parti[242]. Pour les dirigeants du Parti démocrate, en revanche, les nouvelles règles avaient rempli leur fonction et permis la création d'un processus de nomination plus stable et prévisible et qui favorisait des candidats et des politiques issus du courant principal (*mainstream*) du parti[243]. Face aux dissentions, la Convention nationale démocrate de 1984 décida finalement de la création d'une nouvelle commission, la *Fairness Commission*, présidée

[238] Priscilla L. Southwell, "A Backroom without the Smoke? Superdelegates and the 2008 Democratic Nomination Process," *Party Politics* 18, no. 2 (March 2012): 268, https://doi.org/10.1177/1354068810376782.
[239] Hilton, *True Blues*, 152.
[240] Byron E. Shafer, *Bifurcated Politics: Evolution and Reform in the National Party Convention* (Harvard University Press, 1988), 111. Notre traduction.
[241] Milton Coleman et al., "Convention Might Turn to Hill Democrats For Direction," *The Washington Post*, May 20, 1984, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1984/05/20/convention-might-turn-to-hill-democrats-for-direction/41c229b3-ed1f-43e8-ad1a-aef4abf4127b/.
[242] Southwell, "A Backroom without the Smoke?," 269.
[243] Steven V. Roberts, "Rules of Party Playing Desired Role, Poll Finds," *The New York Times*, July 15, 1984, https://www.nytimes.com/1984/07/15/us/rules-of-party-playing-desired-role-poll-finds.html.

par Don Fowler de Caroline du Sud, et qui devait à nouveau réexaminer le processus de nomination démocrate. Malgré les demandes d'abrogation pure et simple de la catégorie des superdélégués par les partisans de Jesse Jackson, une coalition composée de membres de l'establishment parvint à infléchir le cours des débats et, le 1 février 1985, le Comité national du Parti démocrate adopta une résolution appelant au maintien des superdélégués.

En 2004, une nouvelle controverse éclata lorsque, avant même le départ officiel de la saison des primaires, l'ancien gouverneur du Vermont, Howard Dean, avait obtenu le soutien de pas moins de 117 superdélégués, un chiffre considérablement supérieur à ceux de ses concurrents. Toutefois son avance s'éroda rapidement après ses défaites dans l'Iowa et le New Hampshire. En 2008, des voix s'élevèrent de nouveau concernant les répercussions probables des superdélégués ; cette fois-ci, en revanche, la critique fut portée par la presse[244], des groupes d'intérêts, ainsi que certains des dirigeants de parti. Ainsi, durant l'hiver 2008, MoveOn.org entama une campagne de pétition en ligne déclarant que le Parti démocrate avait vocation à être démocratique et que les superdélégués devaient dans un premier temps laisser les électeurs choisir entre Hillary Clinton et Barack Obama, puis s'en tenir à leur décision[245]. La présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, annonça de son côté que le choix des superdélégués devait effectivement « refléter » le vote populaire[246] ; celles et ceux qui adhérèrent par la suite à ce principe, dont l'ancien président Jimmy Carter, furent surnommé le *Pelosi Club*[247]. Cette année-là, la question des contributions de campagnes versées aux superdélégués par les candidats vint renforcer l'impression d'un système de nomination peu démocratique et peu transparent ; en effet, les contributions de Barack Obama aux superdélégués, qui s'élevaient à 680,926 dollars pour 100 délégués, dépassaient ostensiblement celles de sa rivale, qui atteignaient la somme de 247,500 dollars pour 47 délégués[248]. En d'autres termes, la popularité du candidat Obama auprès des superdélégués[249], malgré sa position relative d'outsider en début de course, coïncidait de manière surprenante avec des contributions très généreuses ; en quatre ans, Obama avait contribué aux compagnes de 31% des superdélégués, contre 12,7% dans le cas de Clinton[250].

---

[244] Voir, à titre d'exemple : Tad Devine, "Superdelegates, Back Off," *The New York Times*, February 10, 2008, https://www.nytimes.com/2008/02/10/opinion/10devine.html.
[245] Southwell, "A Backroom without the Smoke?," 270.
[246] Patrick O'Connor, "Pelosi: Superdelegates Should Reflect Voters' Will," *POLITICO*, March 16, 2008, https://www.politico.com/story/2008/03/pelosi-superdelegates-should-reflect-voters-will-009063.
[247] Democratic Convention Watch, "The Pelosi Club - Superdelegates who will support the pledged delegate winner," March 30, 2008, http://demconwatch.blogspot.com/2008/03/superdelegates-pledging-to-back.html.
[248] Southwell, "A Backroom without the Smoke?," 274.
[249] Michael M. Grynbaum, "Obama Pulls Ahead of Clinton in Superdelegates," *The New York Times*, May 10, 2008, https://www.nytimes.com/2008/05/10/us/politics/09cnd-campaign.html.
[250] Grynbaum, "Obama Pulls Ahead of Clinton in Superdelegates."

La controverse la plus récente autour de la question des superdélégués fut déclenchée par la campagne de nomination démocrate de 2016, lorsque le Parti démocrate se trouva clairement divisé entre une aile centriste, incarnée par la candidate et favorite de l'establishment Hillary Clinton, et une aile très à gauche incarnée par le sénateur du Vermont Bernie Sanders. Au cours de cette campagne, Clinton parvint effectivement à s'assurer le soutien de la très grande majorité des délégués *ex officio* de la Convention, ce qui contribua à alimenter le sentiment, chez les partisans de Sanders, que le système de nomination n'accordait pas de chances égales aux différents candidats et tendait à systématiquement préférer ceux et celles qui étaient issus de l'establishment. Cette impression fut en outre exacerbée par la révélation, avant le début de la Convention de 2016, d'une tentative de sapement des chances de victoire de Sanders par des dirigeants démocrates prêts, par exemple, à instrumentaliser les opinions religieuses du candidat dans l'optique de lui nuire politiquement[251].

Lors de la Convention, les tensions trouvèrent un exutoire au sein du *Rules Committee*, devant lequel les soutiens de Sanders firent valoir leur volonté de voir abolie la catégorie des superdélégués. Si la campagne de Sanders n'obtint pas gain de cause, la convention mandata toutefois la formation d'une commission, la *Unity Reform Commission*, présidée par Jennifer O'Malley Dillon (soutient d'Hillary Clinton) et co-présidée par Larry Cohen (partisan de Sanders). La commission devait revoir les règles de sélection des délégués et proposer des changements dans la manière dont les délégués *ex officio* participaient au processus de nomination. En particulier, la commission était chargée de faire des recommandations pour que les membres du Congrès, les gouverneurs et les membres éminents du parti conservent leur indépendance et soient libres de soutenir le nominé de leur choix, mais que le restant des délégués indépendants soit contraint par les résultats des primaires[252]. Un certain nombre de Démocrates issus de l'establishment, à l'instar de Bob Mulholland[253], s'insurgèrent contre ce projet ; dans une lettre adressée au président du Comité national démocrate, Cedric Richmond, président du *Congressional Black Caucus*, affirma que la proposition portée par la commission représentait en dernière analyse une tentative de priver une partie des Démocrates de leur droit de vote : « Passage of the reforms in their current form would disenfranchise elected officials

[251] David Weigel, "Democrats Grapple with Intraparty Divisions Two Days before Convention Opens," *The Washington Post*, July 23, 2016, https://www.washingtonpost.com/politics/democrats-grapple-with-intraparty-divisions-two-days-before-convention-opens/2016/07/23/10afeb04-50d1-11e6-a7d8-13d06b37f256_story.html.
[252] Democratic National Committee, "Proposal to the Rules Committee," Rules Standing Committee Meeting, July 23, 2016, https://democrats.org/wp-content/uploads/2018/10/Unity_Reform_Commission_Resolution.pdf.
[253] David Siders, "'We're Going to Fight It like Hell'," *POLITICO*, August 23, 2018, https://www.politico.com/story/2018/08/23/democrats-superdelegates-overhaul-tensions-794977.

for no substantive reason and would create unnecessary competition between those elected and their constituents »[254].

Dans leur rapport, adopté en décembre 2017, les membres de la *Unity Reform Commission* se disaient à la fois soucieux de garantir le principe de participation populaire dans le processus de nomination du candidat à la présidence et favorables à une révision du rôle des délégués « indépendants » (*unpledged*)[255]. Le rapport proposait ainsi la suppression de plus de 400 délégués, ce qui représentait une réduction de presque 60% du nombre total de superdélégués ; cette initiative avait vocation à étendre de manière substantielle le rôle des *grassroots* au sein du Parti démocrate, ce qui devait, par effet de bord, provoquer un affaiblissement concomitant de l'influence, réelle ou ressentie, des délégués indépendants sur l'issue du processus de nomination[256]. En juin 2018, une partie du Comité national démocrate vota ainsi en faveur d'un affaiblissement considérable du rôle des superdélégués dans le processus de nomination ; le président du Comité, Tom Perez, expliqua que cette décision participait d'une volonté de rétablir la confiance de celles et ceux qui s'étaient sentis aliénés au sein du Parti démocrate[257]. En août, le Comité national démocrate tout entier vota pour l'adoption de ces changements[258]. Désormais, les superdélégués ne pourraient plus voter lors du premier scrutin mais seulement dans les cas (très rares) de conventions contestées (*broken conventions*) et seraient donc dans une très large mesure exclus du processus de nomination. Bernie Sanders exprima sa satisfaction quant à l'issue du vote, affirmant que la décision marquait une étape importante dans le processus de transformation du Parti démocrate en parti plus transparent, plus démocratique et plus réceptif à la volonté de la grande majorité des Américains[259]. Comme ce fut le cas en 1968, les réformes furent essentiellement impulsées par un mouvement des *grassroots* et justifiées en termes de renouveau démocratique ; il s'agissait, au fond, de préserver la réputation du Parti démocrate comme incarnant le « parti du peuple ».

Malgré l'échec de l'establishment démocrate à renverser les réformes et à réaffirmer pleinement son autorité sur le processus de nomination, un certain nombre d'universitaires ont,

---

[254] Cedric Richmond, letter to Tom Perez, August 13, 2018, http://cdn.cnn.com/cnn/2018/images/08/14/08.13.2018.richmond.letter.to.perez.re.party.reform.proposal.pdf.
[255] Unity Reform Commission, "Report of the Unity Reform Commission," (report, Democratic National Committee, December 2017), 1, https://www.demrulz.org/wp-content/files/Unity_Reform_Commission_Report.pdf.
[256] Unity Reform Commission, "Report," 3.
[257] Scott Detrow, "DNC Officials Vote To Scale Back Role Of 'Superdelegates' In Presidential Nomination," *NPR*, June 27, 2018, https://www.npr.org/2018/06/27/623913044/dnc-officials-vote-to-scale-back-role-of-superdelegates-in-presidential-nominati.
[258] Brandon Carter and Don Gonyea, "DNC Votes To Largely Strip 'Superdelegates' Of Presidential Nominating Power," *NPR*, August 25, 2018, https://www.npr.org/2018/08/25/641725402/dnc-set-to-reduce-role-of-superdelegates-in-presidential-nominating-process.
[259] Carter and Gonyea, "DNC Votes To Largely Strip 'Superdelegates'."

depuis le début des années 2000, réfuté la thèse selon laquelle les partis politiques auraient perdu le contrôle du processus de nomination et constatent que, dans une large mesure, les partis sont en fait parvenus à déterminer de manière quasi-systématique l'issue du processus de nomination. Pour William Mayer, la campagne présidentielle de 2000 illustre ainsi la manière dont les élites politiques sont effectivement parvenues à maintenir leur contrôle sur le processus de nomination : « Thirty years after a series of reforms that were supposed to 'open up the parties' and 'level the playing field,' the American presidential nomination process has become, if anything, even more hostile toward outsiders and insurgents than the system that preceded it »[260]. Plus concrètement, un certain nombre d'universitaires ont mis en lumière le rôle crucial de la « primaire invisible » (*invisible primary*) qui aurait permis aux membres des partis de largement contrôler le processus de nomination. Cette thèse fut notamment défendue par les politologues Marty Cohen, David Karol, Hans Noel et John Zaller dans *The Party Decides* (2008)[261], où les auteurs rejettent d'emblée la thèse de l'affaiblissement des partis politiques[262]. Selon eux, les partis auraient effectivement vu leur pouvoir s'éroder après la mise en place des réformes McGovern-Fraser, et la nomination de 2008 aurait également constitué un exemple d'influence limitée du parti ; toutefois, depuis 1980 et au moins jusqu'en 2000, l'influence du parti aurait été manifeste et tous les candidats à la présidentielle auraient été issus de l'establishment[263].

En revanche, et c'est essentiel, leur conception du parti politique diffère considérablement de celle des partisans de la thèse de l'affaiblissement partisan, ce qui explique en partie la différence de diagnostic. En effet, Cohen *et al*. considèrent qu'un parti politique doit être compris comme une coalition rassemblant à la fois les dirigeants du parti, les groupes d'intérêts ainsi que les militants passionnés (*intense policy demanders*[264]). Plus que le simple produit de la volonté des élites, les nominations résultent d'une série d'« interactions »[265] entre dirigeants, groupes d'intérêts et activistes. Ce sont précisément ces acteurs qui, collectivement, constituent les principaux moteurs des primaires invisibles, lesquelles déterminent en grande partie l'issue du processus de nomination[266]. Pour les auteurs, ce processus de discussion

[260] William G. Mayer, "The Presidential Nominations," in *The Election of 2000: Reports and Interpretations*, ed. Gerald M. Pomper et al. (CQ Press, 2001), 12.
[261] Marty Cohen et al., *The Party Decides: Presidential Nominations Before and After Reform* (University of Chicago Press, 2008).
[262] Se reporter à l'introduction.
[263] Cohen et al., *The Party Decides*, 170.
[264] Cohen et al., *The Party Decides*, 20.
[265] Cohen et al., *The Party Decides*, 102. "[…] we characterize the decision-making process as follows: a long-running and widely inclusive series of interactions of party members with candidates and with each other. The interactions may occur at the convention itself, in which case they are usually called "deliberation," or on the home turf of party members, in which case they are described as the preconvention campaign or the invisible primary."
[266] Cohen et al., *The Party Decides*, 11.

s'apparente en réalité aux « coulisses » (*smoke-filled rooms*) de jadis, où les membres éminents du parti décidaient de leur candidat[267]. De manière similaire, John Aldrich considère que le rôle de l'électorat dans le système de nomination a été tellement sapé qu'il n'est désormais plus possible de considérer le système comme incarnant un processus de sélection démocratique[268]. Selon lui, le pouvoir de nomination serait à présent entre les mains d'une « élite décisionnelle » (*nomination elite*), composée des dirigeants de partis, des activistes, des contributeurs financiers, de grandes figures politiques, ou encore des personnalités des médias[269]. En mettant en lumière la manière dont la primaire invisible contribue à saper le caractère démocratique du processus de nomination, Aldrich entend démontrer que c'est le choix démocratique lui-même qui s'est considérablement érodé au fil du temps[270]. Seth Masket, dans son étude de l'impact de la défaite démocrate de 2016 sur le choix de candidat en 2020, estime également que « plutôt qu'une compétition, une nomination représente avant tout une décision »[271].

Deux élections récentes, qui ont mis en lumière la capacité d'outsiders politiques à faire basculer l'issue du processus de nomination, nous encouragent toutefois à nous interroger sur la capacité des partis politiques à véritablement choisir leur candidat. En 2008, les primaires du Parti démocrate furent âprement disputées par deux candidats, Hillary Clinton, alors sénatrice de l'État de New York, et Barack Obama, sénateur de l'Illinois. À la fin de la primaire invisible, en décembre 2007, Clinton avait clairement émergé comme la favorite de l'establishment, ayant reçu le soutien de 158 superdélégués contre 89 pour Obama[272] ; elle devançait également son concurrent de 18 points parmi l'électorat démocrate[273]. Pourtant, dès le mois suivant, l'avance de la sénatrice s'éroda face aux victoires que remporta Obama dans 11 primaires successives, et un certain nombre de superdélégués décidèrent finalement de changer de camp[274]. Si Obama entretenait volontiers son image d'outsider, et présentait ses accomplissements comme une forme de défi dirigé à l'encontre de l'establishment, déclarant que « les citoyens étatsuniens étaient lassés des politiques dominées par les puissants et les mieux connectés »[275], sa position d'outsider était en réalité toute relative. En premier lieu, le discours qu'Obama avait prononcé

[267] Cohen et al., *The Party Decides*, p. 13.
[268] John H. Aldrich, "The Invisible Primary and Its Effects on Democratic Choice," *PS: Political Science & Politics* 42, no. 1 (January 2009): 33, https://doi.org/10.1017/S1049096509090027..
[269] Aldrich, "The Invisible Primary and Its Effects on Democratic Choice."
[270] Aldrich, "The Invisible Primary and Its Effects on Democratic Choice."
[271] Seth Masket, *Learning from Loss: The Democrats, 2016–2020* (Cambridge University Press, 2020), 208. Notre traduction.
[272] Karen Travers, "Before Voting Begins, Clinton Leads," *ABC News*, December 28, 2007, https://abcnews.go.com/Politics/Vote2008/story?id=4060224&page=1.
[273] Joseph Carroll, "Clinton Maintains Large Lead Over Obama Nationally," *Gallup*, December 18, 2007, https://news.gallup.com/poll/103351/Clinton-Maintains-Large-Lead-Over-Obama-Nationally.aspx.
[274] Elana Schor and Dan Glaister, "Superdelegates Switching Allegiance to Obama," *The Guardian*, February 23, 2008, https://www.theguardian.com/world/2008/feb/23/uselections2008.barackobama.
[275] Schor and Glaister, "Superdelegates Switching Allegiance to Obama." Notre traduction.

devant la Convention nationale démocrate en 2004[276] avait considérablement contribué à augmenter sa popularité ; Obama était donc loin d'être un parfait inconnu de l'establishment ou du public lorsqu'il annonça sa candidature. Par ailleurs, si Obama aimait à rappeler que sa campagne avait principalement été financée à l'aide de petits contributeurs, alimentant ainsi son image d'outsider, la part des petites contributions ne représentait en réalité pas la majorité de ses fonds de campagne ; durant les primaires, il obtint environ 30% de son argent de donateurs ayant contribué moins de 200 dollars, 28% de personnes ayant donné entre 200 et 999 dollars et 43% de personnes qui donnèrent plus de 1000 dollars[277]. Enfin, malgré une rhétorique volontariste destinée à véhiculer l'image d'un candidat au diapason de sa base électorale plutôt que de l'establishment démocrate, ses positionnements politiques s'inscrivaient principalement dans une veine modérée, comme en atteste notamment sa position sur l'assurance maladie[278] durant les primaires démocrates[279].

Du côté républicain, en revanche, la candidature, en 2016, de Donald Trump incarna de toute évidence une volonté de défier l'establishment républicain[280], qui était dans une large mesure hostile au candidat[281]. Trump parvint effectivement à mobiliser une base activiste nouvelle et, ainsi, à saper l'influence de l'élite républicaine dans le processus de nomination[282]. Sa victoire face au candidat Ted Cruz fut par ailleurs très largement influencée par le rôle crucial des médias durant la primaire invisible ; en effet, Trump bénéficia d'une couverture médiatique disproportionnée par rapport aux autres candidats, ce qui lui permit d'accroître rapidement sa popularité auprès de l'électorat[283]. Cette exposition médiatique s'explique notamment par la

---

[276] Barack Obama, "Keynote address at the 2004 Democratic National Convention," The American Presidency Project, July 27, 2004, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/keynote-address-the-2004-democratic-national-convention.

[277] Angie Drobnic Holan, "Obama Campaign Financed by Large Donors, Too," *POLITIFACT*, April 22, 2010, https://www.politifact.com/factchecks/2010/apr/22/barack-obama/obama-campaign-financed-large-donors-too/.

[278] Tôt dans sa campagne, Barack Obama avait fait de l'éducation, plutôt que de l'assurance maladie, sa priorité. Sur la question de l'assurance maladie, il prônait des subventions et des crédits d'impôts afin d'aider les personnes en difficultés à accéder à une couverture maladie et insistait également pour que tous les enfants bénéficient d'une couverture maladie. Contrairement à sa rivale Hillary Clinton, Obama se montra toutefois récalcitrant à imposer aux citoyens d'acquérir une assurance (*individual mandate*) et préférait insister sur les principes de flexibilité et de choix, qui se trouvaient être davantage conciliant vis-à-vis des intérêts privés.

[279] Antonia Maioni, "Health Care Reform in the 2008 US Presidential Election," *International Journal* 64, no. 1 (2008): 135–44, https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/40204458.

[280] Jose A. DelReal and Jenna Johnson, "Donald Trump Keeps Attacking Fellow Republicans," *The Washington Post*, May 25, 2016, https://www.washingtonpost.com/politics/the-primary-is-over-but-donald-trump-keeps-attacking-fellow-republicans/2016/05/25/f1ab3c4e-2291-11e6-aa84-42391ba52c91_story.html.

[281] Louis Nelson, "Bannon: Republican Establishment 'Is Trying to Nullify the 2016 Election'," *POLITICO*, September 8, 2017, https://www.politico.eu/article/steve-bannon-republican-establishment-trying-to-nullify-2016-election/.

[282] Dante Chinni, "The Trump Effect: Millions More Have Voted in GOP Primaries," *NBC News*, May 10, 2016, https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/trump-forces-didn-t-just-beat-establishment-they-overran-it-n570851.

[283] Kevin Reuning and Nick Dietrich, "Media Coverage, Public Interest, and Support in the 2016 Republican Invisible Primary," *Perspectives on Politics* 17, no. 2 (June 2019): 326–39, https://doi.org/10.1017/S1537592718003274.

tendance des journalistes à privilégier des sujets nouveaux, inhabituels, ou encore sensationnels qui permettent de s'assurer de confortables parts d'audience et, comme le souligne Thomas Patterson, Trump remplissait parfaitement et mieux que tout autre candidat récent leurs attentes[284].

Les nominations de Barack Obama en 2008 et de Donald Trump en 2016 mettent en lumière le rôle central qu'ont acquis les activistes dans le processus de nomination suite aux réformes institutionnelles mises en place par le Parti démocrate à partir de 1968. Toutefois, les deux cas sont clairement distincts puisque, comme nous l'avons vu, Obama peut difficilement être considéré comme un véritable outsider en 2008 ; sa nomination fut davantage le produit d'une forme de « discussion » entre les activistes et l'establishment, qui n'était en rien hostile à la nomination d'Obama. Dans le cas du Parti républicain, en revanche, les activistes, aidés par les médias, parvinrent effectivement à imposer un choix de candidat qui allait plus clairement à l'encontre de la volonté des élites du parti. Il nous semble que ces deux cas permettent finalement de mettre en évidence les limites théoriques des thèses de Cohen *et al*. et de Aldrich, dans la mesure où leur délimitation du parti politique ne permet pas d'éclairer de manière convaincante les évènements de 2008 et de 2016. Dans les deux cas, la nomination des candidats à la présidentielle apparaît comme le produit du « parti », alors même qu'elle relevait de rapports de forces très différents entre les divers acteurs au sein des partis. S'il nous apparaît judicieux de concevoir un parti comme un assemblage de différents acteurs, regroupant activistes, groupes d'intérêts et dirigeants politiques, nous pensons qu'il convient toutefois de bien distinguer les motivations des différentes composantes au sein du parti afin de tenter de jauger leur influence respective dans le processus de nomination. En 2008, côté démocrate, et en 2016, côté républicain, les activistes ont davantage pesé dans le choix du candidat, ce qui, dans le cas du Parti démocrate, et contrairement à l'expérience de 2016, ne s'est pas traduit par un affaiblissement du rôle de l'establishment. Des deux côtés du clivage partisan, le processus de nomination semble aujourd'hui profondément corrélé aux rapports de forces entre *grassroots* et establishment.

En ce qu'elles permirent un transfert important de pouvoir des élites vers les *grassroots* sans pour autant totalement saper l'influence de l'establishment, les réformes mises en place entre 1968 et 1972 par le Parti démocrate donnèrent naissance à un parti tiraillé entre deux forces aux objectifs et aux visions souvent opposés. Ces tensions furent une nouvelle fois mises

[284] Thomas E. Patterson, *Pre-Primary News Coverage of the 2016 Presidential Race: Trump's Rise, Sanders' Emergence, Clinton's Struggle* (report, Social Science Research Network, June 20, 2016), https://doi.org/10.2139/ssrn.2798258.

en lumière lors des processus de nomination du candidat démocrate en 2016 et en 2020, lorsque deux figures assurément issues de l'establishment, Hillary Clinton et Joe Biden, durent affronter le sénateur du Vermont Bernie Sanders, soutenu par une base activiste extrêmement motivée. Le Parti démocrate s'apparente aujourd'hui clairement à un cas d'« institution contestée », qui se caractérise par des tensions opposant des groupes porteurs de revendications rivales, et souvent contradictoires, ayant trait à la question de l'autorité au sein du parti[285]. Par ailleurs, la combinaison de succès et d'échecs dans les processus concomitants de réforme du système de nomination des primaires et de reconstruction du parti engendrèrent un parti hybride, qui combine des dispositions visant à encourager la participation de la base électorale à une structure confédérale lâche, incapable d'arbitrer entre les différentes forces en son sein et de contenir l'énergie des *grassroots*[286]. Le Parti démocrate s'apparente désormais à un « parti de plaidoyer » (*advocacy party*), une forme d'organisation « creuse » dans laquelle des groupes extérieurs au parti lui-même sont venus compenser sa vacuité institutionnelle et le manque de légitimité de l'appareil formel du parti[287]. Cela contribue en retour à fluidifier l'identité du parti, l'inscrivant dans une relation de dépendance vis-à-vis du leadership présidentiel, à qui il revient de préserver l'unité du parti et de définir ses valeurs et son programme[288].

Le rapport de force entre l'establishment et les *grassroots* pour le contrôle du Parti démocrate révèle au bas mot un parti caractérisé par un équilibre précaire entre des tendances élitistes et des tendances démocratiques, qui, en raison de leur incompatibilité, produisent une forme de paralysie :

> Centrifugal forces did and do counter the elitist disposition of party leadership and efficient government, but paralysis rather than participation seems the most frequent outcome. [...] The party government compromise does not mediate efficient authority and popular sovereignty; it merely embodies and exacerbates their defining incompatibility[289].

En outre, l'avènement d'un parti politique hybride, tiraillé entre son establishment et ses *grassroots*, a également donné lieu à une tension concomitante entre pragmatisme et idéologie, qui sous-tend la crise identitaire du Parti démocrate et de ses activistes, partagés entre leurs passions et leur raison[290]. Du fait de sa dépendance vis-à-vis de sa base activiste, l'establishment du Parti démocrate s'est retrouvé contraint d'opérer une forme de synthèse, combinant une rhétorique ancrée dans la vision progressiste des activistes, et une attitude pragmatique, destinée

[285] Hilton, *True Blues*, 4.
[286] Hilton, *True Blues*, 112.
[287] Hilton, *True Blues*, 15.
[288] Hilton, *True Blues*, 112.
[289] Barber, "The Undemocratic Party System," 44.
[290] Miroff, *The Liberals' Moment*, 3.

à attirer dans son giron l'électorat modéré[291]. Dès lors, le Parti démocrate a présenté à l'électorat une identité de moins en moins palpable, pour ne pas dire auto-conflictuelle[292], se voulant à la fois le parti du peuple tout en adoptant des orientations nettement élitistes, comme en témoigne son enracinement dans les couches sociales favorisées et sa proximité avec les milieux d'affaires.

[291] Miroff, *The Liberals' Moment*, 260. "At the core of the history of the Democratic Party since 1972 is a paradox: the party could run away from the liberal image of the McGovern campaign, but it could not run away from its liberal values. For most Democratic activists, the convictions articulated so passionately in the liberals' moment of 1972 remained their essential convictions, even as they became increasingly anxious about admitting to them. The centrists' alternative, pioneered by Jimmy Carter and perfected by Bill Clinton, provided scant relief for the Democrats' ambivalence, since the guiding values of centrism were never made clear."
[292] Lance Selfa, *The Democrats: A Critical History* (Haymarket Books, 2012), 4.

Seconde partie : La troisième voie : le renouveau idéologique au service du pragmatisme électoral.

Chapitre 3 : La remise en cause du libéralisme démocrate et l'avènement d'une faction néolibérale.

> Not so long ago, we were all Keynesians […]. Equally, any honest Democrat will admit that we are now all Friedmanites.
>
> Lawrence H. Summers (2006)[1].

1. Le tournant néolibéral du Parti démocrate ?

> [W]atersheds are artificial constructs, used by historians to provide nice, clean transitions from one era to another.
>
> Gordon E. Harvey, *A Question of Justice* (2002)[2].

En s'inscrivant dans le sillage de la théorie des « ordres politiques », développée conjointement avec Steven Fraser[3], Gary Gerstle estime que les années 1970 auraient été caractérisées par l'essoufflement de l'ordre du *New Deal*, qui aurait laissé place à un ordre politique nouveau : l'ordre néolibéral[4]. Selon cette analyse, le néolibéralisme se serait alors imposé comme le nouveau paradigme hégémonique, obligeant de fait les différents acteurs politiques à en accepter les soubassements idéologiques. Alors que la question de la montée des inégalités économiques, et celle, liée, de l'érosion de la classe moyenne, s'apparentent désormais à des faits établis et sont largement discutés au sein de la communauté universitaire[5],

---

[1] Lawrence H. Summers, "The Great Liberator," *The New York Times*, November 19, 2006, https://www.nytimes.com/2006/11/19/opinion/19summers.html.

[2] Gordon E. Harvey, *A Question of Justice: New South Governors and Education, 1968–1976* (University of Alabama Press, 2002), 4.

[3] Steve Fraser and Gary Gerstle, eds., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930–1980* (Princeton University Press, 1990).

[4] Gary Gerstle, "The Rise and Fall(?) of America's Neoliberal Order," *Transactions of the Royal Historical Society* 28 (December 2018): 241, https://doi.org/10.1017/S0080440118000129.

[5] Voir notamment : Larry Bartels, *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age* (Princeton University Press, 2008); Julien Damon, *La Classe Moyenne Américaine en Voie d'Effritement* (Fondapol, décembre 2014), https://www.fondapol.org/etude/la-classe-moyenne-americaine-en-voie-deffritement/; Dennis L. Gilbert, *The American Class Structure in an Age of Growing Inequality*, 11th ed. (SAGE Publications, [1998] 2020); Martin Gilens, *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America* (Princeton University Press, 2012); Jacob S. Hacker and Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer—and Turned Its Back on the Middle Class* (Simon & Schuster, 2011); David Cay Johnston, "Richest Are Leaving Even the Rich Far Behind," *The New York Times*, June 5, 2005, https://www.nytimes.com/2005/06/05/us/class/richest-are-leaving-even-the-rich-far-behind.html; David Leonhardt, "The Great Wage Slowdown of the 21st Century," *The New York Times*, October 7, 2014, https://www.nytimes.com/2014/10/07/upshot/the-great-wage-slowdown-of-the-21st-century.html; Nina Munk, "Don't Blink. You'll Miss the 258th-Richest American," *The New York Times*, September 25, 2005, https://www.nytimes.com/2005/09/25/business/yourmoney/dont-blink-youll-miss-the-258thrichest-american.html; Benjamin I. Page, Jason Seawright, and Matthew J. Lacombe, *Billionaires and Stealth Politics* (University of Chicago Press, 2018); Steven Pearlstein, "'Capital in the Twenty-First Century' by Thomas Piketty," *The Washington Post*, March 28, 2014, https://www.washingtonpost.com/opinions/capital-in-the-twenty-first-century-by-thomas-piketty/2014/03/28/ea75727a-a87a-11e3-8599-ce7295b6851c_story.html;

un certain nombre d'analystes mettent en lumière la part de responsabilité du Parti démocrate dans ces développements. Selon cette analyse, le parti aurait progressivement renoncé à son idéal égalitaire afin d'embrasser les thèses néolibérales et aurait ainsi trahi la confiance des classes populaires qu'il prétend pourtant représenter. C'est précisément ce qu'affirme Thomas Frank dans *Listen, Liberal: Or, What Ever Happened to the Party of the People?* (2016) :

> [The Democrats'] inability to address the social question is not accidental. The current leaders of the Democratic Party know their form of liberalism is somehow related to the good fortune of the top 10 percent. Inequality, in other words, is a reflection of who they are. It goes to the very heart of their self-understanding[6].

De manière similaire, Nancy Fraser estime que la gauche se serait progressivement convertie aux thèses néolibérales et aurait contribué à façonner une version en apparence plus progressiste de ce paradigme qu'elle surnomme « néolibéralisme progressiste » (*progressive neoliberalism*) et qui aurait, jusqu'à récemment, bénéficié d'un statut hégémonique en politique étatsunienne[7]. Dans un contexte de crise de l'idéologie néolibérale dominante, matérialisée par l'élection de Donald Trump à la présidence, elle appelle à la formation d'un bloc contre-hégémonique qui, rassemblant l'ensemble des classes populaires ainsi que les classes professionnelles, se trouverait uni autour d'un « populisme progressiste » (*progressive populism*) qui combinerait politiques redistributives et identitaires[8].

Dans *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism* (2018)[9], Stephanie Mudge explique que la transition vers le néolibéralisme s'apparente à un phénomène d'envergure globale et qui aurait contribué à profondément réorienter le projet politique des

---

Thomas Piketty, *Capital et Idéologie* (Le Seuil, 2019); Hedrick Smith, *Who Stole the American Dream?* (Random House, 2012); Peter Temin, *The Vanishing Middle Class: Prejudice and Power in a Dual Economy* (MIT Press, 2017).

[6] Thomas Frank, *Listen, Liberal: Or, What Ever Happened to the Party of the People?* (E-book; Picador, 2016). Voir également : Adolph Reed Jr., ed., *Without Justice for All: The New Liberalism and Our Retreat from Racial Equality* (Routledge, 2001); Adolph Reed, "Nothing Left," *Harper's Magazine*, March 2014, https://harpers.org/archive/2014/03/nothing-left-2/; Lily Geismer, *Don't Blame Us* (Princeton University Press, 2014).

[7] Nancy Fraser, "From Progressive Neoliberalism to Trump and Beyond," in *Identity Trumps Socialism: The Class and Identity Debate after Neoliberalism*, ed. Marc James Léger (Routledge, 2023), 100–101. "Prior to Trump, the hegemonic bloc that dominated American politics was *progressive neoliberalism.* That may sound like an oxymoron, but it was a real and powerful alliance of two unlikely bedfellows: on the one hand, mainstream liberal currents of the new social movements (feminism, anti-racism, multiculturalism, environmentalism and LGBTQ rights); on the other hand, the most dynamic, high-end 'symbolic' and financial sectors of the U.S. economy (Wall Street, Silicon Valley and Hollywood). What held this odd couple together was a distinctive combination of views about distribution and recognition."

[8] Fraser, "From Progressive Neoliberalism to Trump and Beyond," 109. "That leaves progressive populism as the likeliest candidate for a new counterhegemonic bloc. Combining egalitarian redistribution with non-hierarchical recognition, this option has at least a fighting chance of uniting the whole working class. More than that, it could position that class, understood expansively, as the leading force in an alliance that also includes substantial segments of youth, the middle class and the professional-managerial stratum."

[9] Stephanie L. Mudge, *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism* (Harvard University Press, 2018).

partis politiques de gauche. Selon Mudge, ces derniers auraient connu trois principales évolutions au cours du XXème siècle. Après le tournant « socialiste » des années 1920 et 1930, la gauche serait, au cours des années 1950 et 1960, entrée dans une phase keynésienne, laissant place à une « gauche économiste » (*economistic left*) qui fit la part belle aux économistes et adopta une attitude technocratique vis-à-vis des questions économiques[10]. Dans les années 1990, les partis de gauche effectuèrent une nouvelle transition, qui se caractérisa par une volonté d'adaptation aux lois du marché ainsi que par une rhétorique et des politiques qui s'apparentaient de façon assez notoire à celles de la droite[11].

Dans le contexte étatsunien, c'est généralement la personne de Bill Clinton qui est accusée d'avoir entériné le tournant néolibéral du Parti démocrate[12]. La signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (*NAFTA*) en 1993, la fondation de l'Organisation Mondiale du Commerce (*World Trade Organization*) en 1994, la déréglementation de l'industrie de la télécommunication[13], et l'abrogation du *Glass Steagall Act*[14], qui avait institué une séparation entre banques commerciales et banques d'investissement, constitueraient autant de signes de la dérive droitière du Parti démocrate et de son abandon des classes populaires :

> The change that Clinton represented, however, went beyond a simple partisan shift in the White House. His historical significance lay in what he did not do. He did not reverse the conservative revolution and restore the core values of the New Deal. Instead, Clinton signaled something far more important: a realignment of the traditional account of American politics, in which Democrats represented wage workers and Republicans represented executives and business owners. […] The party that was once our country's closest approximation to social democrats instead became technocratic cheerleaders for the market economy. Democratic politicians abandoned government policies that directly aided the disabled, the unlucky, and the poor, consoling themselves with the idea that facilitating overall economic growth was the best way to help the less fortunate[15].

Toutefois, la notion-même de néolibéralisme est problématique puisqu'elle reste fortement controversée. Si le terme est régulièrement employé par la presse ou par des acteurs politiques, souvent de manière polémique, sa définition et son applicabilité à des phénomènes concrets font l'objet de débats. D'aucuns estiment, en effet, qu'en raison d'un suremploi excessif du terme, qui se retrouve à désigner des phénomènes aussi divers que variés (le

[10] Mudge, *Leftism Reinvented*, 6-9.
[11] *Mudge, Leftism Reinvented*, 10.
[12] Voir notamment : Lily Geismer, "Bill Clinton Did More to Sell Neoliberalism than Milton Friedman," *In These Times*, June 14, 2022, https://inthesetimes.com/article/bill-clinton-neoliberalism-milton-friedman-democrats-market-capitalism; James Kwak, *Take Back Our Party: Restoring the Democratic Legacy* (Strong Arm Press, 2020); Michael J. Sandel, "Populism, Liberalism, and Democracy," *Philosophy & Social Criticism* 44, no. 4 (May 2018): 353–59, https://doi.org/10.1177/0191453718757888.
[13] *Telecommunications Act*, 1996, 110 Stat. 56.
[14] *Banking Act*, 1933, 48 Stat. 162.
[15] James Kwak, "'Take Back Our Party' Chapter 1: Their Democratic Party," *The American Prospect*, December 11, 2019, https://prospect.org/api/content/0ec724ae-1b82-11ea-a332-1244d5f7c7c6/.

journaliste Daniel Rodgers le compare à une terminologie « omnivore »[16]), celui-ci aurait été vidé de son sens et ne représenterait plus un outil d'analyse pertinent, contribuant au contraire à brouiller les réalités socioéconomiques[17]. D'autres estiment, à l'inverse, que cette versatilité constituerait justement la force du concept, en permettant de mettre en lumière les liens entre divers phénomènes plutôt que de les considérer séparément[18]. Pour George Monbiot, le néolibéralisme se caractérise ainsi par la primauté qu'il accorde à la notion de compétition dans la définition des relations humaines : il envisage les citoyens principalement en tant que consommateurs et postule la supériorité des mécanismes de marché face à la planification[19]. Pour sa part, Serge Audier estime que « [l]es définitions du mot sont relativement convergentes » et que le néolibéralisme « s'impose […] désormais comme une catégorie incontournable dans les recherches scientifiques »[20]. Selon Manfred B. Steger et Ravi K. Roy, le terme de « néolibéralisme » désigne un ensemble de phénomènes parfaitement identifiables qui se déclinent selon trois dimensions complémentaires : il s'agirait à la fois d'une idéologie, d'un mode de gouvernance, et, enfin, d'un catalogue de mesures économiques[21].

Pour notre part, nous souhaitons ici démontrer la réalité d'une inflexion néolibérale au sein du Parti démocrate qui signala dans une large mesure une forme de renoncement au libéralisme démocrate hérité du *New Deal*. Par ailleurs, si la notion de « néolibéralisme » est parfois entendue comme signifiant un retrait de l'État, cet argument doit être nuancé et précisé. En effet, la notion-même d'interventionnisme est « extraordinairement équivoque »[22], d'où la nécessité d'en préciser les points d'application, « lesquels peuvent aller d'une limitation du marché à sa promotion, par les instruments de l'État, à la société entière »[23]. Loin de signaler un recul de l'État, le néolibéralisme s'apparente davantage à un projet politique qui, depuis les années 1970, s'appuie sur une forme très particulière d'intervention étatique mise au service d'une restauration et d'une consolidation du pouvoir de la « classe capitaliste » et des conditions de l'accumulation du capital[24]. Ainsi, si le néolibéralisme manifeste et exploite une certaine

[16] Daniel Rodgers, "The Uses and Abuses of 'Neoliberalism'," *Dissent Magazine*, Winter 2018, https://www.dissentmagazine.org/article/uses-and-abuses-neoliberalism-debate/.
[17] Daniel Altman, "Neoliberalism? It Doesn't Exist," *The New York Times*, July 16, 2005, https://www.nytimes.com/2005/07/16/business/worldbusiness/neoliberalism-it-doesnt-exist.html.
[18] George Monbiot, "Neoliberalism – the Ideology at the Root of All Our Problems," *The Guardian*, April 15, 2016, https://www.theguardian.com/books/2016/apr/15/neoliberalism-ideology-problem-george-monbiot.
[19] Monbiot, "Neoliberalism – the Ideology at the Root of All Our Problems."
[20] Serge Audier, *Néo-libéralisme(s): Une archéologie intellectuelle* (Grasset, 2012), 10–11.
[21] Manfred B. Steger and Ravi K. Roy, *Neoliberalism: A Very Short Introduction* (Oxford University Press, 2021), 11.
[22] Michaël Fœssel, « Néolibéralisme versus libéralisme ? » *Revue Esprit*, novembre 2008, 78–97, https://esprit.presse.fr/article/michael-foessel/neoliberalisme-versus-liberalisme-14660.
[23] Fœssel, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », 79.
[24] Bradley Smith, « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis : aux origines de 'révolution conservatrice' et de la crise financière de 2008 », (Thèse de doctorat, Université Sorbonne Paris Cité, 23 Novembre 2015), 16, https://theses.hal.science/tel-01508543.

méfiance vis-à-vis de l'interventionnisme de l'État, il défend en réalité un interventionnisme que l'on pourrait caractériser de « pro-capitaliste ». Dans son cours au Collège de France en 1978, Michel Foucault avait précisément expliqué que le néolibéralisme « [n'allait] donc pas se placer sous le signe du laissez-faire, mais, au contraire, sous le signe d'une vigilance, d'une activité, d'une intervention permanente »[25].

Dans *A Brief History of Neoliberalism* (2005), David Harvey définit le néolibéralisme comme une théorie de politique économique dans laquelle le rôle de l'État consiste en la mise en place d'un cadre institutionnel destiné à garantir la protection de la propriété privée, des marchés libres, et du libre-échange[26]. Ainsi, si l'État doit notamment se charger d'assurer la qualité et l'intégrité de la monnaie et mettre en place les structures militaires, défensives, et légales nécessaires pour permettre d'assurer les droits de propriété privée et le bon fonctionnement du marché, son intervention dans l'économie doit rester minimale. Pour Harvey, le néolibéralisme incarne en dernière analyse un projet politique qui tend à rétablir les conditions de l'accumulation du capital et à restaurer le pouvoir de élites économiques[27]. Il s'agit d'un projet de classe qui se dissimule derrière une rhétorique ancrée dans les notions de liberté individuelle, de responsabilité individuelle, de privatisation et de libre marché[28]. Dès lors qu'ils entrent en conflit avec le projet néolibéral, les idéaux non-interventionnistes sont rapidement abandonnés ou sont tellement déformés qu'ils en deviennent méconnaissables. Harvey met ainsi en lumière une « tension créative » entre les idéaux néolibéraux et leur traduction dans les faits[29].

De manière similaire, la journaliste et essayiste Naomie Klein souligne le rôle crucial de l'État dans les politiques néolibérales. Dans *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism* (2008), Klein définit le néolibéralisme comme un système qui tend à estomper les frontières entre le *Big Government* et le *Big Business* et s'accompagne d'importants transferts de richesses du domaine public au domaine privé ainsi que d'une explosion de la dette publique, d'un creusement des inégalités économiques et d'un nationalisme exacerbé permettant de justifier d'importantes dépenses dans le domaine de la sécurité[30]. Le rôle essentiel de l'intervention de l'État fédéral étatsunien dans le développement du néolibéralisme est également souligné par Sam Gindin et Leo Panitch, qui démontrent que les pratiques

[25] Michel Foucault, *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France* (SEUIL, 2004), 137.
[26] David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism* (Oxford University Press, 2005), 2.
[27] Harvey*, A Brief History of Neoliberalism,* 19.
[28] David Harvey, "Is This Really the End of Neoliberalism?" *CounterPunch*, March 2009, https://www.counterpunch.org/2009/03/13/is-this-really-the-end-of-neoliberalism/.
[29] Harvey*, A Brief History of Neoliberalism,* 19.
[30] Naomi Klein, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism* (Picador, 2008), 15.

néolibérales telles que mises en place par Ronald Reagan n'impliquèrent aucunement un repli institutionnel et que, malgré ce que suggérait la rhétorique de Reagan, l'État figura au cœur même du projet néolibéral[31]. Gindin et Panitch soulignent, par ailleurs, le degré de continuité entre la rhétorique de laisser-faire encouragée par Reagan, Thatcher, Milton Friedman et Alan Greenspan, et les objectifs de long terme de l'État fédéral durant l'après-guerre[32].

Né à la fin des années 1930, dans un contexte de remise en question du « laisser-faire », le néolibéralisme s'inscrit pour partie dans le sillage de l'utilitarisme de Jeremy Bentham, des théories de Friedrich Hayek et de Ludwig von Mises, et de l'ordolibéralisme de l'école de Fribourg[33]. Le néolibéralisme se distingue du libéralisme classique dans son rapport à l'État : là où les libéraux prônaient l'indépendance du marché, le néolibéralisme promeut un libéralisme dit « positif »[34], qui se caractérise par une volonté d'« extension du modèle économique à l'ensemble des sphères de l'interaction sociale »[35]. Le néolibéralisme se trouve ainsi être plus interventionniste que le libéralisme classique et se caractérise par la volonté de mettre en place « un État sous surveillance du marché plutôt qu'un marché sous surveillance de l'État »[36]. En ce qu'il érige la liberté de marché comme principe organisateur et régulateur de l'État, et comme fondement de la légitimité de celui-ci, et propose, non plus de protéger les individus contre les risques inhérents au système capitaliste, mais plutôt de protéger le système capitaliste lui-même contre les risques inhérents au laissez-faire, le néolibéralisme incarne un rejet de l'interventionnisme fédéral tel qu'envisagé par le *New Deal*. Dans cette optique néolibérale, « le gouvernement doit accompagner de bout en bout une économie de marché » et l'économie de marché « constitue l'index général sous lequel il faut placer la règle qui va

[31] Sam Gindin and Leo Panitch, *The Making of Global Capitalism: The Political Economy of American Empire* (Verso, 2012), 15. "Despite the Reaganite rhetoric in which neoliberal practices were enveloped ('government is not the solution, government is the problem'), it was the state that was the key actor. The mechanisms of neoliberalism—understood in terms of the expansion and deepening of markets and competitive pressures—may have been economic, but neoliberalism was essentially a *political* response to the democratic gains that had been previously achieved by working classes and which had become, from capital's perspective, barriers to accumulation. […] Neoliberal *practices* did not entail institutional retreat so much as the expansion and consolidation of the networks of institutional linkages to an already globalizing capitalism."

[32] Gindin and Panitch*, The Making of Global Capitalism,* 15.

[33] Développée en Allemagne dans les années 1930, la doctrine ordolibérale se voulait une troisième voie entre le dirigisme étatique et le libéralisme classique de type « laisser-faire ». Elle se distingue du libéralisme classique par sa promotion d'un État dont le rôle et fondement serait purement économique : il s'agirait de créer un cadre légal destiné à garantir une concurrence libre et non faussée entre les entreprises mais qui s'abstiendrait de toute forme de dirigisme économique. La protection de la concurrence prendrait ainsi le pas sur le « laissez-faire » promut par les libéraux classiques et qui n'avait pas su empêcher la création de monopoles.

[34] Ce terme fut utilisé lors du « Colloque Walter Lippmann » qui se tint à Paris en 1939 et durant lequel furent définies les propositions spécifiques et propres au néolibéralisme. Le colloque mena également à la création du « Comité international d'étude pour le renouveau du libéralisme » (CIERL) (Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 138).

[35] Fœssel, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », 80.

[36] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 120.

définir toutes les actions gouvernementales »[37]. En somme, le néolibéralisme place les notions de calcul (des coûts, des bénéfices), d'intérêt et de concurrence[38] au centre de son paradigme, de sorte que le contrat social en est réduit à un rapport d'échange[39] et que le rapport défini par le libéralisme du XVIIIème siècle se trouve entièrement inversé[40].

Tout en admettant l'avènement d'un paradigme néolibéral hégémonique, et en nous inscrivant dans le champ de l'*American Political Development* tel que théorisé par Stephen Skowronek et Karen Orren[41], nous souhaitons ici également souligner le degré de confusion et d'incohérence qui caractérisent le passage d'un ordre politique à un autre, brouillant ainsi les frontières entre les notions de continuité et de changement. La notion d'« ordres superposés » (*overlapping orders*)[42] nous parait particulièrement propice à mettre en lumière les limites, les incohérences, et la multiplicité des ordres politiques. En plaçant la notion de changement au cœur de leur analyse[43], Skowronek et Orren désignent le mouvement et l'incohérence plutôt que l'ordre et la stabilité comme principes organisateurs de la vie politique étatsunienne :

> These innovations invoke and build on a rather conventional definition of political order – that it is a constellation of rules, institutions, practices, and ideas that hang together over time, a bundle of patterns […] exhibiting coherence and predictability while other things change around them […]. But when the operating limits of these orders are scrutinized, and their surroundings more closely observed, it becomes less meaningful to talk about a political universe that is ordered than about the multiple orders that compose it and their relations with one another […]. Attention is now being paid to the limits, contingencies, varieties, and incongruities of order[44].

Dans cette optique, toute description réaliste de la politique étatsunienne inclura inévitablement des ordres multiples[45]. Selon Lieberman, tout moment politique est effectivement situé à la croisée d'une pluralité de modèles institutionnels et idéologiques, qui se superposent de manière désordonnée de sorte que chaque période apparaît davantage comme un palimpseste que comme un ordre cohérent et homogène[46]. Le changement en politique est

---

[37] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 125.
[38] Fœssel, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », 88.
[39] Fœssel, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », 86.
[40] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 125.
[41] Karen Orren and Stephen Skowronek, *The Search for American Political Development* (Cambridge University Press, 2004).
[42] Orren and Skowronek*, The Search for American Political Development.*
[43] Orren and Skowronek*, The Search for American Political Development,* 13. "APD's emphasis on change over time, on movement in politics, contrasts with the emphasis on order and stability in politics often displayed in other political science programs."
[44] Orren and Skowronek*, The Search for American Political Development,* 15.
[45] Orren and Skowronek*, The Search for American Political Development,* 17.
[46] Robert C. Lieberman, "Ideas, Institutions, and Political Order: Explaining Political Change," *American Political Science Review* 96, no. 4 (2002): 701. "[…] we can consider that any political moment or episode or outcome is situated within a *variety* of ordered institutional and ideological patterns, each with its own origins and history and each with its own logic and pace […]. There is no reason to presume, however, that the ideological and institutional currents that prevail at any time or place are necessarily connected with each other in any coherent or functional way. This is true for a number of reasons. First, political arrangements are rarely, if ever, the products of a coherent, total vision of politics that informs institutions and ideas and knits them together into a unified whole […]. Rather,

d'ailleurs justement provoqué par une « friction » entre des schémas institutionnels et conceptuels qui se trouvent être en discordance[47].

La notion de dépendance au sentier (*path dependency*) nous parait particulièrement pertinente puisqu'elle permet d'expliquer pourquoi, une fois engagées dans une certaine voie, les institutions ont tendance à résister au changement. Dans une large mesure, la tension constitutive (ou synthèse) du libéralisme démocrate, qui combine depuis le *New Deal* un libéralisme de facture politique, caractérisé par une volonté de faire intervenir l'État dans les affaires économiques et sociales du pays, et un libéralisme économique qui se traduit par une certaine méfiance vis-à-vis de l'interventionnisme et une tendance à privilégier le secteur privé, ne fut aucunement remise en cause par les *New Democrats* mais fut, au contraire, exacerbée. En particulier, les réticences vis-à-vis de l'interventionnisme et les tendances à privilégier les partenariats entre secteur public et secteur privé furent désormais ouvertement assumées. Bradley Smith va ainsi jusqu'à estimer que « les deux approches font partie de la même grande famille idéologique » et que « les divergences entre les deux se situent surtout au niveau des moyens mis en œuvre pour atteindre plus ou moins les mêmes objectifs : la liberté individuelle, la protection de la propriété privée, la prospérité économique et la défaite du fascisme et du communisme »[48]. De manière assez similaire, Lily Geismer et Brent Cebul estiment que les Démocrates ont activement contribué à la formulation d'un paradigme néolibéral, donnant naissance à un néolibéralisme de facture démocrate, qui s'inscrivit pour partie dans la continuité de la tradition libérale telle que formulée durant le *New Deal*, puis reformulée dans l'après-guerre, et que Brent Cebul surnomme « libéralisme de l'offre » (*supply-side liberalism*) :

> Rather than signal a decisive break away from deeper liberal commitments, this political economic outlook had underappreciated roots in New Deal-era ideologies of governance and public finance. Stimulating new economic sectors through supply-side subsidies, many New Dealers believed, would also ensure robust and growing tax yields that would put their broader social policy agenda on a surer fiscal basis. This 'supply-side liberalism,' as I call it, found its earlier and fullest expressions in the National Resources Planning Board, local public and private uses of New Deal works spending, wartime defense contracting, and military Keynesianism[49].

---

they are inevitably the products of compromise, partial and circumscribed, incoherent and jury-rigged, rarely if ever sweeping away the detritus of a previous order to construct a new one. New policies, institutional arrangements, or ideological paradigms thus do not replace the old but are layered atop prior patterns, creating what Jeffrey Tulis has called a 'layered text.' Second, such arrangements are often the products of some past event, so that while institutions, policies, or sets of ideas might have arisen in response to particular historical circumstances, they often outlast the conditions that led to their creation and may persist despite being dysfunctional. Consequently, the ideological and institutional orders that prevail at any given time or place are unlikely to be connected with each other in any coherent or functional way."

[47] Lieberman, "Ideas, Institutions, and Political Order," 697.

[48] Smith, « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis », 302.

[49] Brent Cebul, "Supply-Side Liberalism: Fiscal Crisis, Post-Industrial Policy, and the Rise of the New Democrats," *Modern American History* 2, no. 2 (July 2019): 4.

Lily Geismer estime, pour sa part, que le libéralisme recentré des *New Democrats* n'était pas tellement ancré dans le conservatisme pro-marché de Reagan et de Friedman mais davantage dans celui du *New Deal* et de la Grande Société, comme en témoigne son affinité pour les partenariats entre secteurs public et privé, ainsi que sa foi dans la capacité de l'expertise technocratique à résoudre les problèmes sociaux et de la capacité du capitalisme à créer les conditions propices au maintien de la stabilité et de la croissance économiques. Selon Geismer, la foi que manifestaient les *New Democrats* dans les marchés n'était pas réellement originale et constituait, au contraire, une caractéristique fondamentale du libéralisme durant la majeure partie du XXème siècle[50].

Si nous souhaitons insister sur la continuité de la tradition libérale en mettant en lumière le dualisme qui la caractérisa tout au long du XXème siècle, notre travail aspire également à démontrer que cette tradition fut marquée par d'importantes inflexions qui s'appuyèrent précisément sur les tensions inhérentes au libéralisme démocrate. En témoigne notamment l'évolution du libéralisme démocrate dans la période d'après-guerre[51]. Il nous apparaît ainsi que

[50] Lily Geismer, *Left Behind: The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality* (PublicAffairs, 2022), 7.

[51] Deux facteurs principaux permettent d'expliquer l'inflexion du libéralisme démocrate dans la période d'après-guerre. En premier lieu, le contexte de Guerre Froide et d'anticommunisme (*Red Scare*) contribua à fomenter un climat politique conservateur, poussant les libéraux vers une forme de modération visant à affirmer la supériorité du modèle étatsunien sur le modèle soviétique (Joseph Stieb, "The Vital Center Reborn: Redefining Liberalism between 9/11 and the Iraq War," *Modern American History* 4, no. 3 (2021): 290. https://doi.org/10.1017/mah.2021.18.), et caractérisée par une attitude de retrait vis-à-vis du réformisme de la période du *New Deal*. Durant cette période, un certain nombre d'intellectuels se détournèrent ainsi d'une conception radicale du changement social et défendirent un libéralisme de facture conservatrice – un « libéralisme de la Guerre Froide » (*Cold War liberalism*) – qui se traduisit par une certaine réticence à revendiquer des solutions considérées comme trop radicales car associées à un étatisme largement devenu suspect. Cette forme de libéralisme était activement promue par l'organisation *Americans for Democratic Action* (ADA), fondée en 1947 par d'anciens partisans du libéralisme du *New Deal* tels qu'Eleanor Roosevelt, John Kenneth Galbraith, Walter Reuther, Arthur Schlesinger, et Reinhold Niebuhr, et dont les membres promouvaient l'idée d'un « centre vital » qui, par le rejet du communisme, devait permettre au libéralisme de s'inscrire à nouveau dans le courant principal de la démocratie étatsunienne (*mainstream*) (voir en particulier : Arthur M. Schlesinger Jr., *The Vital Center: The Politics of Freedom* (Riverside Press, 1949). D'autre part, cette période fut marquée par une relative prospérité économique, qui alimenta tout à la fois une attitude davantage conciliante vis-à-vis du système capitaliste et une volonté d'infléchir la doctrine libérale en l'associant à des questions d'ordre qualitatives, ou post-matérialistes. En 1958, l'économiste et intellectuel John Kenneth Galbraith publiait *The Affluent Society*, ouvrage dans lequel il expliquait que les États-Unis connaissaient désormais une période de prospérité économique ayant largement contribué à éradiquer les maux sociaux telle que la pauvreté (John Kenneth Galbraith, *The Affluent Society* (Houghton Mifflin, 1958), 14). Ainsi, expliquait Galbraith, les théories économiques « ancrées dans les notions désuètes de pauvreté, d'inégalité et de risques économiques » sur lesquelles s'appuyaient encore les gouvernements pour la formulation de leurs politiques se trouvaient désormais en porte-à-faux avec les nouvelles conditions économiques du pays : la nouvelle situation de prospérité économique demandait l'avènement d'un nouveau paradigme, qui devait reposer sur un prisme principalement qualitatif (Galbraith, *The Affluent Society*, 14. Notre traduction). De manière similaire, Arthur Schlesinger Jr. reconnaissait, dans un article paru en 1956 et intitulé « The Future of Liberalism: The challenge of abundance », l'importance d'adapter le libéralisme hérité du *New Deal* au nouveau contexte de prospérité économique et de Guerre Froide : « The issues of 1956 are no longer the issues of 1933 […] the issues that made the difference between starvation and survival » (cité dans Jonathan Bell, "'We Have Run Out of Poor People:' The Democratic Party's Crisis of Identity in the 1950s," in *The Liberal Consensus Reconsidered: American Politics and Society in the Postwar Era*, ed. Iwan W. Morgan and Robert Mason (University Press of Florida, 2019)). Alors que le libéralisme des années 1950 avait été caractérisé par l'importance qu'il accordait à l'« intérêt privé », celui des années 1960, suggérait Schlesinger, se distinguerait par sa mise en avant de l'« intérêt

les années 1970 et 1980 marquèrent une nouvelle inflexion, que nous qualifierons de « néolibérale », de la tradition libérale, et qui contribua à profondément désaxer le libéralisme démocrate. Durant cette période, les vocations sociales et interventionnistes du libéralisme se trouvèrent en partie éclipsées par ses tendances pro-marché et individualistes, provoquant un déséquilibre en faveur des secondes. Dans cette optique, le libéralisme des *New Democrats* représenta bel et bien une rupture avec celui du *New Deal*, ou du moins vis-à-vis d'une partie essentielle de celui-ci : sa tendance égalitariste et sa volonté de réguler le capitalisme afin d'assurer le bien commun. Comme l'explique Brent Cebul, tandis que les tendances pro-marché du *New Deal* se trouvaient intégrées à un ensemble de programmes économiques positifs destinés à augmenter les opportunités et à renforcer la sécurité d'une majorité de citoyens dans l'économie de marché, l'imaginaire politique de l'administration Clinton se résumait, quant à elle, essentiellement à un culte de l'entrepreneur et des secteurs de la haute technologie, ainsi qu'à une vénération du marché comme incarnant le principal agent du progrès social[52]. En somme, si les libéraux des années 1950 comptaient déjà sur les acteurs du secteur privé pour assurer le bien public, les *New Democrats* concevaient de plus en plus la croissance du secteur privé et l'esprit d'entreprise comme les dépositaires du bien commun ; s'ils conservaient la foi instinctive de la génération précédente dans le système capitaliste, ils s'en démarquaient toutefois par une réticence à développer des programmes destinés à protéger les citoyens des excès du capitalisme[53].

Enfin, il s'agira également de montrer que le projet de réorientation du libéralisme démocrate était loin de faire consensus au sein du Parti démocrate et qu'il s'intégrait en réalité à une lutte de pouvoir entre différentes factions pour la définition du corps de doctrine démocrate. C'est précisément ce que laissait entendre le gouverneur de l'Arizona Bruce Babbitt, lorsqu'il déclara en 1982 : « There's a kind of struggle on for the heart and soul of the Democratic Party. I don't think it's clear what the outcome will be »[54]. Ainsi, le projet néolibéral incarnait en définitive une tentative de « décontestation » (dans le sens que donne

public », ce qui impliquait par ailleurs une redéfinition du libéralisme, qui devait désormais se concentrer sur les sujets ayant trait à la « qualité de vie » des citoyens (Arthur M. Schlesinger Jr., "The New Mood in Politics," in *The Politics of Hope*, ed. Arthur Schlesinger Jr. (Riverside Press, 1962.)).

[52] Cebul, "Supply-Side Liberalism," 26.

[53] Brent Cebul, *Illusions of Progress: Business, Poverty, and Liberalism in the American Century* (E-book; University of Pennsylvania Press, 2023).

[54] Cité dans Randall Rothenberg, *The Neoliberals: Creating the New American Politics* (Simon and Schuster, 1984), 45.

Michael Freeden à ce terme[55]) des valeurs libérales, visant à radicalement infléchir l'idéologie libérale[56].

2. La montée du conservatisme et l'avènement du néolibéralisme démocrate.

> Democrats have been concerned for too long with the distribution of golden eggs. Now it's time to worry about the health of the goose.
>
> Paul Tsongas, *The Road from Here* (1981)[57].

Comment expliquer que le Parti démocrate, ou du moins une faction au sein de celui-ci, se soit engagé sur la voie du réformisme idéologique ? Le revirement centriste du Parti démocrate peut, en grande partie, s'expliquer par le sentiment, largement partagé durant les années 1970, que le libéralisme se trouvait dans une sorte d'impasse, notamment mise en évidence par l'incapacité du paradigme keynésien à faire face aux différentes crises économiques (chocs pétroliers de 1973 et 1979, concurrence internationale, perte de compétitivité des entreprises étatsuniennes, baisse des profits des entreprises[58]) qui émaillèrent la décennie. L'apparition du phénomène de « stagflation », qui se caractérisait par une montée du chômage, un ralentissement de la croissance économique et une hausse des prix et infirmait donc les thèses keynésiennes selon lesquelles les deux phénomènes s'excluaient mutuellement, contribua à nourrir l'impression selon laquelle les solutions promues par le libéralisme n'étaient plus adaptées au nouveau contexte économique. Ce sentiment de frustration vis-à-vis de l'ordre libéral et du rôle de l'État qui le sous-tendait fut notamment exprimé par le sénateur du Colorado (1975-1987) et candidat à la nomination démocrate en 1988 Gary Hart qui, en 1973, avait déclaré : « Nothing worked anymore. All the institutions were failing »[59]. Selon Gérard Duménil et Dominique Lévy, la stagflation des années 1970 provoqua une rupture dans le « compromis de classe » qui avait caractérisé le « libéralisme encastré » (*embedded*

[55] Se reporter à l'introduction.
[56] Curtis Atkins, "Forging A New Democratic Party: The Politics of the Third Way from Clinton to Obama" (PhD diss., York University, 2015), 11.
[57] Paul Tsongas, *The Road from Here* (Knopf, 1981), 127.
[58] Lester C. Thurow, *The Zero-Sum Society: Distribution and the Possibilities for Economic Change* (Basic Books, 1980), 5.
[59] Cité dans Cebul, "Supply-Side Liberalism," 2.

liberalism)[60] des trois décennies d'après-guerre[61]. L'essoufflement du libéralisme se traduisit également par une désaffection de plus en plus grande de la population vis-à-vis du Parti démocrate, qui fut mise en évidence de manière dramatique par les élections présidentielles de 1968 et 1972 et par l'arrivée au pouvoir de Richard Nixon, dont le discours se démarquait nettement du libéralisme démocrate en défendant une vision ancrée dans la promotion de la responsabilité individuelle plutôt que dans l'activisme étatique mis au service du bien-être commun :

> A person can be expected to act responsibly only if he has responsibility. This is human nature. So let us encourage individuals at home and nations abroad to do more for themselves, to decide more for themselves. Let us locate responsibility in more places. And let us measure what we will do for others by what they will do for themselves. […] That is why today I offer no promise of a purely governmental solution for every problem. We have lived too long with that false promise. In trusting too much in government, we have asked of it more than it can deliver[62].

Pour un certain nombre d'universitaires, les années 1970 auraient ainsi marqué les prémices d'une révolution conservatrice, qui se serait traduite par un électorat de plus en plus conservateur et hostile vis-à-vis du libéralisme, et aurait culminé dans les années 1980 avec l'avènement d'un nouvel ordre politique d'inspiration conservatrice[63]. L'érosion du libéralisme démocrate alla de pair avec une popularisation des thèses néolibérales, qui étaient en réalité apparues dès les années 1930, et semblaient désormais plus à même de résoudre les diverses crises économiques auxquelles faisait face le pays. En effet, ces décennies furent caractérisées par un climat politique conservateur et la montée d'une certaine hostilité vis-à-vis de l'État, comme en témoigne la révolte contre l'impôt à la fin des années 1970[64]. Cette résurgence du conservatisme et cette volonté de contenir l'expansion du libéralisme furent parfaitement

---

[60] Le terme de « libéralisme encastré », emprunté à Karl Polanyi, a été mobilisé par Mark Blyth pour décrire le type de libéralisme qui s'imposa durant le *New Deal*. Il le définit dans les termes suivants : « These economic ideas postulated that governments could, and should, seek to control the national economy by active market manipulation since the private economy as a whole was perceived as inherently unstable and incapable of delivering socially optimal outcomes. In particular, massive and prolonged unemployment was seen to be an inevitable outcome of the capitalist process. In light of these new ideas, the state had a duty to socialize the conditions of investment to minimize the inherent instability of the business cycle and its associated unemployment » (Mark Blyth, *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century* (Cambridge University Press, 2002), 5).

[61] Cité dans : Smith, « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis », 16.

[62] Richard Nixon, "Oath of Office and Second Inaugural Address" (speech, Washington, D.C., January 20, 1973), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/oath-office-and-second-inaugural-address.

[63] À titre d'exemple: Bruce J. Schulman and Julian E. Zelizer, eds., *Rightward Bound: Making America Conservative in the 1970s* (Harvard University Press, 2008); Lee Edwards, *The Conservative Revolution: The Movement That Remade America* (The Free Press, 1999), 264. "[…] by 1988 liberalism had all but disappeared from the national political landscape, replaced by conservatism. A philosophical realignment, a turn to the Right, was clearly taking place in American politics"; Judith Stein, *Pivotal Decade: How the United States Traded Factories for Finance in the Seventies* (Yale University Press, 2011).

[64] En juin 1978, en Californie, l'Initiative populaire de limitation de la taxation sur la propriété, ou « Proposition 13 », fut voté lors d'un référendum d'initiative populaire. Le texte limitait l'impôt foncier que pouvait prélever l'État et conduisit à une réduction drastique des impôts fonciers effectivement prélevés.

illustrés par une note confidentielle (*Powell Memo*) rédigée par le futur juge à la Cour Suprême (de 1972 à 1987) Lewis Franklin Powell Jr. et adressée à son ami Eugene B. Sydnor, alors président du comité sur l'éducation au sein de la Chambre de Commerce des États-Unis. Dans ce document datant du 23 août 1971 et intitulé « Attack On American Free Enterprise System »[65], Powell exprimait son inquiétude concernant l'état du système économique de libre entreprise étatsunien, qui lui apparaissait comme sévèrement contesté[66]. Powell soulignait donc la nécessité pour le monde de l'entreprise, et plus particulièrement pour la Chambre de Commerce des États-Unis, de contrer ces forces hostiles, notamment associées au milieu universitaire[67], en cultivant et en exerçant leur pouvoir politique afin d'infléchir la perception du système de libre-entreprise dans l'opinion publique :

> But one should not postpone more direct political action, while awaiting the gradual change in public opinion to be effected through education and information. Business must learn the lesson, long ago learned by labor and other self-interest groups. This is the lesson that political power is necessary; that such power must be assiduously cultivated; and that when necessary, it must be used aggressively and with determination — without embarrassment and without the reluctance which has been so characteristic of American business[68].

David Harvey[69], mais aussi Gary Gerstle, tracent précisément les origines du néolibéralisme étatsunien à ce mémorandum. Pour Gerstle, le document représenta ni plus ni moins un « appel aux armes néolibéral » (*neoliberal call to arms*)[70] qui, une fois publié dans la presse quelques temps après la nomination de Powell à la Cour suprême, contribua à populariser les idées pro-marché et servit de point de ralliement pour les nombreux hommes d'affaires, intellectuels, et potentiels acteurs politiques qui souhaitaient rétablir le système de libre entreprise et de libre marché au cœur de la vie politique étatsunienne[71]. En effet, la publication du mémorandum donna lieu à la création de tout un ensemble de *think tanks* et de groupes de pression conservateurs visant à populariser leurs idées auprès de l'électorat, à l'instar de la *Business Roundtable* (fondée en 1972 et destinée à encourager les grandes entreprises étatsuniennes à peser dans le champ politique), de la *Heritage Foundation*, du *Cato Institute*, du *Manhattan Institute for Policy Research*, ou encore du *American Legislative Exchange*

[65] Lewis F. Powell, "Attack on American Free Enterprise System," memorandum to Eugene B. Sydnor, Jr., Chairman, Education Committee, U.S. Chamber of Commerce, August 23, 1971, https://lpeproject.org/wp-content/uploads/2021/06/Powell-Memo.pdf.
[66] Powell, "Attack on American Free Enterprise System." "No thoughtful person can question that the American economic system is under broad attack."
[67] Powell, "Attack on American Free Enterprise System." "The most disquieting voices joining the chorus of criticism come from perfectly respectable elements of society: from the college campus, the pulpit, the media, the intellectual and literary journals, the arts and sciences, and from politicians."
[68] Powell, "Attack on American Free Enterprise System."
[69] Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, 43.
[70] Gerstle, "The Rise and Fall(?) Of America's Neoliberal Order," 108–110. Notre traduction.
[71] Gerstle, "The Rise and Fall(?) Of America's Neoliberal Order," 108–110.

Council. La levée de bouclier du milieu des affaires se mua ainsi en véritable « ordre alternatif » (*counter-establishment*)[72].

En sus de la popularisation des idées conservatrices, les années 1970 furent marquées par une remise en question du paradigme hérité de la *New Economics*, qui était tenu pour responsable des maux économiques auxquels faisait face le pays et par un nouvel intérêt pour les théories économiques de l'offre, ou *supply-side economics*, qui furent repopularisées par des économistes néoclassiques, ainsi que par des *think tanks* conservateurs et libertariens. Le prestige de ces idées fut, en outre, renforcé par l'attribution du prix Nobel d'économie à des économistes néoclassiques tels que Kenneth Arrow en 1972, Friedrich Von Hayek en 1974, Milton Friedman en 1976, et Theodore Schultz et Arthur Lewis en 1979. Ces penseurs véhiculèrent une interprétation toute différente de celle des keynésiens du phénomène de stagflation auquel été confronté le pays. En effet, ces derniers n'imputaient plus la stagflation à une insuffisance de la demande mais à un manque d'incitations pour que les entreprises augmentent leur offre[73]. En particulier, ils mettaient en cause l'intervention de l'État qui, du fait de l'augmentation des impôts, du poids de la réglementation et du pouvoir excessif accordé aux salariés, aurait contribué à sévèrement éroder la rentabilité et la compétitivité des entreprises étatsuniennes dans l'économie mondiale.

Conformément à la loi des débouchés (ou « Loi de Say ») formulée par Jean-Baptiste Say et selon laquelle la croissance économique dépendrait avant tout du dynamisme de la production, et non du soutien à la consommation, les théoriciens néoclassiques préconisèrent de libérer l'économie des entraves imposées par l'État et développèrent tout un arsenal de propositions à cet effet[74]. Les économistes Robert Mundell et Arthur Laffer contribuèrent également à redorer le blason de la théorie de l'économie de l'offre en insistant sur le fait que la clé du développement économique résidait dans les motivations des producteurs de richesse ; en conséquence, la fiscalité, lorsqu'elle atteignait un certain seuil critique d'imposition (illustré par la fameuse « courbe de Laffer »), pouvait avoir des effets contre-productifs sur la vitalité

[72] Sidney Blumenthal, *The Rise of the Counter-Establishment: The Conservative Ascent to Political Power* (Union Square Press, 2008). Notre traduction.
[73] Smith, « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis », 302.
[74] Les économistes de l'offre préconisent notamment de baisser les taux d'imposition pour stimuler l'activité économique, de déréguler l'économie, de privatiser toute activité qui pouvait être prise en charge par le secteur privé, de démanteler et de privatiser le système de sécurité sociale et de mettre un terme aux mesures protectionnistes. Dans le sillage de la théorie monétariste développée par Milton Friedman, les économistes néoclassiques estiment que la politique monétaire ne doit pas être utilisée pour relancer la croissance économique ou lutter contre le chômage et que les banques centrales doivent éviter d'intervenir dans l'économie. Ils prônent l'équilibre budgétaire et donnent la priorité à la maitrise de l'inflation plutôt qu'à celle du chômage.

de l'économie[75]. L'ouvrage *Wealth and Poverty* (1981)[76], publié par l'économiste et défenseur de l'économie de l'offre George Gilder en 1981, illustre bien ce changement de paradigme. Faisant l'éloge du système capitaliste, dont il soulignait les origines morales et communautaires[77], Gilder affirmait que l'essentiel des thèses héritées de la loi de Say restaient vraies : c'était bien l'offre qui créait sa propre demande, et non l'inverse[78]. Les politiques de la demande avaient, selon lui, fait fausse route en finissant par faciliter le développement de ce contre quoi elles prétendaient lutter :

> Originating in a liberal effort to respond to the popular will and relieve the pressures of poverty, demand-oriented politics ends in promoting unemployment and dependency and creating a less open and accessible economy and a more stratified and hierarchical political order[79].

Pour Gilder, les politiques fiscales de l'État devaient ainsi chercher à stimuler la motivation des acteurs économiques de l'offre :

> The only way tax policy can reliably influence real incomes is by changing the incentives of suppliers. By altering the pattern of rewards to favor work over leisure, investment over consumption, the sources of production over the sumps of wealth, taxable over untaxable, government can directly and powerfully foster the expansion of real demand and income[80].

Ces thèses furent en même temps popularisées grâce aux écrits de Jude Wanniski[81] mais ce fut Reagan qui, le premier, identifia le potentiel électoral de l'économie de l'offre[82]. En effet, son élection symbolisa à bien des égards l'essoufflement du libéralisme démocrate et l'avènement d'un conservatisme nouveau, caractérisé par la fusion entre le néoconservatisme[83], le moralisme religieux, et une (ré-)adhésion aux thèses de Jean-Baptiste Say concernant le rôle de l'État dans l'économie[84]. L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1981 marqua en effet une rupture symbolique avec le libéralisme démocrate. La rhétorique du nouveau président véhicula une vision profondément conservatrice de l'État, comme en témoigne sa célèbre allégation selon laquelle « dans la présente crise, le gouvernement n'est pas la solution à nos

[75] Françoise Coste, *Reagan* (Perrin, 2015), 173.
[76] George Gilder, *Wealth and Poverty* (E-book; Basic Books, 1981).
[77] Gilder*, Wealth and Poverty.* "Capitalism is a system that begins not with taking but with giving to others."
[78] Gilder, *Wealth and Poverty.* "The essential thesis of Say's Law remains true: supply creates demand."
[79] Gilder, *Wealth and Poverty*.
[80] Gilder, *Wealth and Poverty*.
[81] Jude Wanniski, *The Way the World Works: How Economies Fail – and Succeed* (Basic Books, 1978).
[82] Coste, *Reagan*, 177.
[83] Voir notamment : Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis : Le triomphe de l'idéologie* (Odile Jacob, 2008).
[84] Coste, *Reagan*, 172.

problèmes : le gouvernement est le problème »[85], ainsi que sa volonté de décentraliser la prise de décision afin de réduire le pouvoir de l'État fédéral[86].

Élu à la présidence de 1977 à 1981, Jimmy Carter avait pourtant déjà constaté l'érosion du paradigme libéral hérité de l'après-guerre, ce qui l'avait mené à endosser certains préceptes néolibéraux dans la formulation de ses politiques. La présidence de Carter fut en effet symptomatique du tournant conservateur en politique étatsunienne, laissant transparaître une attitude plus ouvertement ambivalente et méfiante vis-à-vis des prérogatives de l'État : « Carter's tortured moralism sheds light on the love-hate relationship that Americans had formed with the state—the defining characteristic of the Great Society's legacy for political life in the United States »[87]. Selon Paul Sabin, l'approche adoptée par Carter consistait en effet à reconnaître tout à la fois les bienfaits de l'État et ses limites, résultant en une conception essentiellement pragmatique destinée à fusionner ces vérités contradictoires[88]. Avant même d'être élu à la présidence, Carter semblait avoir effectivement intégré la nécessité de s'adapter à « la nouvelle humeur » de l'électorat étatsunien[89]. Dans un discours annonçant sa candidature pour la nomination démocrate, Carter enregistrait le sentiment de désaffection de la population envers un État fédéral perçu comme éloigné de ceux dont il prétendait défendre les intérêts : « For too long political leaders have been isolated from the people. They have made decisions from an ivory tower »[90]. S'inscrivant dans une veine populiste, Carter expliquait que le gouvernement était le premier responsable de cette désaffection, puisqu'il avait lui-même perdu

[85] Ronald Reagan, "Inaugural Address" (speech, Washington, D.C., January 20, 1981), Ronald Reagan Presidential Library and Museum, https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/inaugural-address-1981. Notre traduction.
[86] Ronald Reagan, "Interview With Reporters on Federalism" (interview, Washington, D.C., November 19, 1981), Ronald Reagan Presidential Library and Museum, https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/interview-reporters-federalism. "[…] my dream is that the block grants are only a means to an end. And the end is that the government, which has preempted over the years so much of the tax revenue potential in this country, that we could turn back not only the responsibility to governments of tasks that I think they can perform better than the Federal Government can perform, but turn back tax sources so that the tax source itself goes to them."
[87] Sidney M. Milkis and Jerome M. Mileur, eds., *The Great Society and the High Tide of Liberalism* (University Press of Kansas, 2002), xix.
[88] Paul Sabin, *Public Citizens: The Attack on Big Government and the Remaking of American Liberalism* (E-book; W. W. Norton & Company, 2021).
[89] James Earl Carter, "Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention in New York City" (speech, New York City, New York, July 15, 1976), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/our-nations-past-and-future-address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic. "There is a new mood in America. We have been shaken by a tragic war abroad and by scandals and broken promises at home. Our people are searching for new voices and new ideas and new leaders."
[90] James Earl Carter, "Address Announcing Candidacy for the Democratic Presidential Nomination at the National Press Club in Washington D.C." (speech, Washington, D.C., December 12, 1974), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-announcing-candidacy-for-the-democratic-presidential-nomination-the-national-press.

confiance dans le peuple[91]. Carter proposait ainsi de radicalement réformer son fonctionnement afin de le rendre plus efficace :

> We must give top priority to a drastic and thorough revision of the federal bureaucracy, to its budgeting system and to the procedures for analyzing the effectiveness of its many varied services. Tight businesslike management and planning techniques must be instituted and maintained, utilizing the full authority and personal involvement of the President himself[92].

Cette attitude ambivalente envers l'État fut également parfaitement exprimée lors de son discours d'acceptation de la nomination démocrate, où Carter déclara que « bien que le gouvernement ait des limites et ne soit pas en mesure de résoudre tous nos problèmes, nous, Américains, rejetons la vision selon laquelle nous devrions nous résigner à l'échec et à la médiocrité, ou à une qualité de vie inférieure »[93]. Afin de se démarquer du libéralisme de ses prédécesseurs, Carter se réclamait désormais d'une approche pragmatique, portée par des « idéalistes sans illusions, des réalistes qui adhèrent toujours aux vieux rêves de justice et d'égalité, de patrie et de communauté »[94], et caractérisée par un abandon de la vision jugée outrancièrement interventionniste de l'État et de la critique du capitalisme hérités du libéralisme du *New Deal* et de la Grande Société : « We Democrats believe that competition is better than regulation, and we intend to combine strong safeguards for consumers with minimal intrusion of government in our free system »[95]. Carter proposait en somme une nouvelle synthèse, sous-tendue par une vision d'un État à la fois « compétent et compatissant »[96], qui reflétait le casse-tête auquel ferait désormais face le Parti démocrate : comment les libéraux pouvaient-ils tout à la fois accepter les failles et limites du gouvernement et appeler de façon convaincante à l'activisme de l'État ?

L'atmosphère conservatrice des années 1970 poussa par ailleurs Carter à insister davantage sur la question des coûts de l'État-Providence. Dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 1978, le président expliqua vouloir freiner l'augmentation des dépenses fédérales[97], et contesta en partie les thèses keynésiennes en revendiquant son adhésion à une

---

[91] Carter, "Address Announcing Candidacy." December 1974. "The root of the problem is not so much that our people have lost confidence in government, but that government has demonstrated time and again its lack of confidence in the people."
[92] Carter, "Address Announcing Candidacy." December 1974.
[93] Carter, "Address Accepting the Presidential Nomination." July 1976. Notre traduction.
[94] Carter, "Address Accepting the Presidential Nomination." July 1976. Notre traduction.
[95] Carter, "Address Accepting the Presidential Nomination." July 1976.
[96] James Earl Carter, "Inaugural Address," (speech, Washington, D.C., January 20, 1977), The Avalon Project, https://avalon.law.yale.edu/20th_century/carter.asp. Notre traduction. "Our Government must at the same time be both competent and compassionate."
[97] James Earl Carter, "The State of the Union Address Delivered Before a Joint Session of the Congress" (speech, Washington, D.C., January 19, 1978), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-state-the-union-address-delivered-before-joint-session-the-congress-1. "Lately, Federal spending has taken a steadily increasing portion of what Americans produce. Our new budget reverses that trend, and later I hope to bring the Government's toll down even further."

forme de rigueur budgétaire et en démontrant une réticence à engager les dépenses de l'État en période de relative croissance économique : « In time of high employment and a strong economy, deficit spending should not be a feature of our budget. […] With careful planning, efficient management, and proper restraint on spending, we can move rapidly toward a balanced budget – and we will »[98]. Dans sa volonté de donner une place de premier rang à la lutte contre l'inflation, l'administration Carter contribua par ailleurs à promouvoir des politiques de dérégulation du marché, qui s'inscrivaient dans le sillon des politiques de l'offre et se démarquaient, du moins en rhétorique, de la conception de l'État de ses prédécesseurs : « Through a new top-level review process, we will do a better job of reducing Government regulation that drives up costs and drives up prices »[99]. Cette adhésion au principe de désengagement de l'État fédéral dans les affaires économiques du pays fut également illustrée dans son discours sur l'état de l'Union de 1979, où, tout en faisant l'éloge du système capitaliste étatsunien, il souligna la nécessité de réduire l'ingérence de l'État afin de permettre le bon fonctionnement du système : « America has the greatest economic system in the world. Let's reduce government interference and give it a chance to work »[100]. En somme, l'État n'était plus perçu comme le garant des intérêts du peuple, puisque ce rôle revenait désormais au marché qui, lorsque les conditions (légales, notamment) de son bon fonctionnement étaient réunies, régulerait de lui-même et pour le mieux la distribution des richesses. L'administration Carter mit en œuvre ses engagements dans le domaine des transports, où deux lois contribuèrent à l'effacement de l'État : le *Airline Deregulation Act*[101], signé en octobre 1978, et le *Motor Carrier Act*[102] de juillet 1980. En partie contraint par le contexte économique et idéologique de la fin des années 1970, Carter souscrivit ainsi à certains axiomes du paradigme néolibéral. Toutefois, cette inflexion était loin de représenter une conversion plus large des Démocrates au néolibéralisme et signalait davantage un profond degré d'incertitudes quant au devenir du libéralisme démocrate.

Au sein du Parti démocrate, et dans un contexte d'ascension conservatrice, une nébuleuse centriste avait entrepris de formuler une alternative au libéralisme démocrate dès les années 1970, de sorte que l'inflexion néolibérale du Parti démocrate avait en réalité précédé

[98] Carter, "State of the Union Address," 1978.
[99] Carter, "State of the Union Address," 1978.
[100] James Earl Carter, "The State of the Union Address Delivered Before a Joint Session of the Congress" (speech, Washington, D.C., January 23, 1979), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-state-the-union-address-delivered-before-joint-session-the-congress-0.
[101] *Airline Deregulation Act*, 92 Stat. 1705 (1978).
[102] *Motor Carrier Act*, 94 Stat. 793 (1980).

l'élection de Reagan[103]. Bien que diverse, cette nébuleuse se caractérisait par une résolution partagée de réformer l'idéologie démocrate en la recentrant, ce qui impliquait notamment une volonté de redéfinir le rôle de l'État, de rétablir la primauté des mécanismes de marché, et de placer au centre du projet démocrate la question de la croissance économique. En mettant en exergue le rôle crucial de la croissance économique, ces Démocrates adhéraient à l'un des principes fondamentaux du néolibéralisme[104]. Comme l'explique Michel Foucault, dans une perspective néolibérale :

> [c']est la croissance économique qui, à elle seule, devrait permettre à tous les individus d'atteindre un niveau de revenus qui leur permettrait ces assurances individuelles, cet accès à la propriété privée, cette capitalisation individuelle ou familiale, avec lesquels ils pourraient éponger les risques[105].

Après la défaite de McGovern en 1972, nous l'avons vu, un certain nombre de Démocrates, en particulier les néoconservateurs, avaient jugé urgent d'écarter du parti la faction des *New Politics*, dont les positions supposément trop libérales avaient participé à aliéner une partie de l'électorat démocrate. Dans cette optique, le Parti démocrate devait tenter de modérer son image en s'inscrivant à nouveau dans le sillage du libéralisme centriste d'après-guerre. C'est précisément ce constat – celui de la défaillance (idéologique et électorale) du libéralisme – qui vint informer l'inflexion néolibérale démocrate durant les années 1970 et 1980. Ce néolibéralisme démocrate se trouvait en outre sous-tendu par une tension entre, d'une part, une attitude et une rhétorique traduisant une certaine méfiance vis-à-vis de l'ingérence de l'État, et, de l'autre, un projet politique qui reposait sur une forme d'activisme gouvernemental pro-marché, prenant notamment la forme de politiques industrielles ambitieuses[106]. En effet, l'inflexion néolibérale du Parti démocrate ne se traduisit pas par un rejet sans équivoque de l'ingérence de l'État mais plutôt par une volonté d'en redéfinir les objectifs et d'en réformer le fonctionnement. S'inscrivant dans le sillage de l'ordolibéralisme allemand, le néolibéralisme entendait rompre avec le laissez-faire hérité du libéralisme du XIXème siècle afin de

[103] Smith, « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis », 249. Smith estime que le tournant néolibéral avait été amorcé dès la période d'après-guerre qui vit un recentrage à droite du libéralisme démocrate. « Cela ne signifie pas que le libéralisme de la Guerre Froide et le néolibéralisme sont équivalents ; cela signifie que le mouvement *vers* le néolibéralisme était déjà en marche dès l'après-guerre, et que le libéralisme de la Guerre Froide était un premier pas ».

[104] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 150.

[105] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 150.

[106] Nous adoptons dans ce travail la definition de « politique industrielle » de Tommaso et Schweitzer : « IP [Industrial Policy] should always have the explicit purpose of achieving a set of economic and 'meta-economic' goals that are defined by the government as desirable for the country as a whole. Industrial policy is the set of all government interventions on production dynamics driven by national societal goals that are based on a clear understanding of the relationships between goals, targets and tools » (Marco R. Di Tommaso and Stuart O. Schweitzer, *Industrial Policy in America: Breaking the Taboo* (Edward Elgar Publishing, 2013), 3.).

promouvoir un État dont l'activité viserait à garantir un « cadre »[107] (en particulier institutionnel et social) propice au bon développement du capitalisme. Progressivement, et dans un contexte de montée du conservatisme sous Reagan et de défaites électorales successives, cette faction centriste parvint à institutionnaliser sa présence au sein du Parti démocrate et à imposer sa version recentrée du libéralisme démocrate[108].

Ce fut d'abord dans le Sud du pays, et sous la houlette de gouverneurs démocrates, qu'émergea un libéralisme de type sensiblement nouveau, puisque caractérisé par une volonté de remettre la question de la croissance économique au cœur du paradigme libéral. En effet, les années 1970 marquèrent un tournant pour la politique du Sud, en ce qu'elles coïncidèrent avec l'arrivée d'un nouveau type de gouverneurs, souvent qualifiés de « progressistes »[109]. Ce groupe incluait notamment Reubin Askew en Floride, Jimmy Carter en Géorgie, James Holshouser et Jim Hunt en Caroline du Nord, John West en Caroline du Sud, ainsi que les gouverneurs de l'Arkansas Winthrop Rockefeller, Dale Bumpers et David Pryor. Dans les années 1980, ce groupe s'agrandit davantage avec l'arrivée de William Winter et de Ray Mabus dans le Mississippi, de Jim Martin en Caroline du Nord, de Dick Riley en Caroline du Sud, de Chuck Robb et Gerald Baliles en Virginie, de Bill Clinton dans l'Arkansas, de Bob Graham en Floride, de Lamar Alexander dans le Tennessee, de George Busbee et Joe Frank Harris en Géorgie, et de Martha Layne Collins dans le Kentucky. Bien que cette cohorte fût extrêmement hétérogène[110], l'orientation politique de ces différentes personnalités se recoupait sur un certain nombre de points.

C'est d'abord sur la question raciale que ces gouverneurs se distinguèrent de leurs prédécesseurs. La fin officielle de la ségrégation raciale en 1964, ainsi que l'interdiction de toute forme de discrimination dans l'exercice du droit de vote en 1965, reconfigurèrent durablement la politique dans cette région et permirent l'émergence de représentants politiques modérés sur les questions raciales[111]. En 1972, chaque État du Sud, excepté l'Alabama, avait ainsi élu un gouverneur modéré et favorable à une forme de progressisme racial[112]. Le second point commun qui unissait ces différents gouverneurs concernait leur positionnement politique sur les questions de croissance économique et d'éducation. En effet, la création, en 1971, du

[107] Le terme de « cadre » était utilisé par les ordolibéraux pour désigner les conditions d'existence du marché, lesquelles devaient constituer le principal et constant souci de l'intervention gouvernementale (voir : Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 145).
[108] Atkins, "Forging A New Democratic Party," 16.
[109] Jesse L. White, "The Rise and Fall of Progressive Regionalism in the South," *The Daily Yonder*, August 28, 2019, http://dailyyonder.com/analysis-the-rise-and-fall-of-progressive-regionalism-in-the-south/2019/08/28/.
[110] Harvey, *A Question of Justice*, 14.
[111] Harvey, *A Question of Justice*, 1-2.
[112] Harvey, *A Question of Justice*, 2.

Southern Growth Policies Board par l'ancien gouverneur de Caroline du Nord Luther Hodges (1954-1961) témoignait d'une volonté de refonder l'économie des États du Sud en l'inscrivant dans une vision de long-terme adossée à la notion de développement économique. En 1986, le comité publia un rapport intitulé « Halfway Home and a Long Way to Go », qui souligna le rôle crucial de l'éducation et des avancées technologiques pour améliorer le futur économique de la région[113], et mena à la création du *Southern Technology Council*. Sous la houlette du Dr. Stuart Rosenfeld, le comité lança des collaborations avec des écoles et autres institutions d'éducation supérieure. En effet, la question de l'éducation était au cœur du réformisme de ces gouverneurs démocrates et faisait partie intégrante de leur projet politique, qui nécessitait une main d'œuvre éduquée et formée au fonctionnement de l'économie moderne[114]. C'est donc essentiellement leur positionnement sur la question raciale et leur insistance sur l'importance de l'éducation dans le futur développement économique de la région qui leur valut le qualificatif de « progressistes », dont il convient en conséquence de nuancer la portée : celui-ci ne signalait ni un engagement politique sur les questions sociales qui avaient animées le Parti démocrate depuis les années 1960, ni une volonté de promouvoir une vision plus égalitariste de la société étatsunienne. Dans cette optique, les Démocrates du Sud participèrent effectivement à l'inflexion néolibérale du libéralisme démocrate.

Le milieu de la décennie vit également l'arrivée au pouvoir d'un nouveau groupe de jeunes Démocrates qui, en réaction aux scandales qui émaillèrent la présidence du Républicain Richard Nixon, se firent les défenseurs d'une politique plus transparente et plus morale. Surnommés les *Watergate Babies*, un certain nombre d'entre eux firent leur entrée au Congrès lors des élections de mi-mandat de 1974, à l'instar du représentant Thomas Downey (New York), ainsi que des sénateurs Patrick Leahy (Vermont), Chris Dodd (Connecticut), Tom Harkin (Iowa), Paul Simon (Illinois), Paul Tsongas (Massachusetts), Max Baucus (Montana), et Bob Krueger (Texas)[115]. Contrairement aux Démocrates issus de la *Coalition for a Democratic Majority*, ces jeunes Démocrates ne s'opposaient plus frontalement à la *New Politics* et représentaient davantage une variante de cette faction[116]. Bien que le terme

[113] William E. Schmidt, "Report Says South Still Lags in Education and Jobs," *The New York Times*, November 17, 1986, https://www.nytimes.com/1986/11/17/us/report-says-south-still-lags-in-education-and-jobs.html. "In the South's long, even commendable, journey of progress, too many are left behind with education and skills which better prepare them to function in Henry Grady's Atlanta of 1886 than Andrew Young's of today."
[114] Schmidt, "Report Says South Still Lags in Education and Jobs."
[115] Geismer, *Don't Blame Us*, 252.
[116] Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton* (University Press of Kansas, 2000), 32. "This group of elected officials and other political elites was not so much in opposition to the dominant New Politics faction as a variant of it. Many of those associated with the neoliberals had similar roots as the New Politics liberals. Gary Hart served as McGovern's campaign manager in 1972, Tim Wirth, Paul Tsongas, Richard Gephardt, Bill Bradley, and Robert Reich were some of the first baby boomers to take prominent roles in public life as elected officials or thinkers".

« néolibéral » ne fût formulé que plus tard, c'est bien ce groupe qui contribua à populariser un paradigme centriste qui allait durablement infléchir l'orientation du libéralisme démocrate. C'est Charles Peters, fondateur du *Washington Monthly*, qui, en février 1979, à l'occasion du dixième anniversaire de son journal, utilisa pour la première fois le terme « néolibéral » pour désigner un groupe de Démocrates qu'il décrivit ainsi : « If neo-conservatives are liberals who took a critical look at liberalism and decided to become conservatives, we are liberals who took the same look and decided to retain our goals but to abandon some of our prejudices »[117].

Pour un certain nombre de Démocrates, le libéralisme se trouvait effectivement dans une impasse et, face à un contexte économique nouveau, devait être repensé[118]. Dans cette optique, le néolibéralisme démocrate se caractérisait avant tout par une volonté de réorienter le paradigme libéral qui avait jusque-là guidé les politiques démocrates et semblait désormais inadapté au nouveau contexte économique et idéologique, sans toutefois chercher à radicalement le refonder. En 1980, Paul Tsongas avait ainsi déclaré : « The fact is, liberalism is at a crossroads. It will either evolve to meet the issues of the 1980s or it will be reduced to an interesting topic for Ph.D.-writing historians »[119]. Selon Tsongas, les solutions offertes par le libéralisme des années 1930 n'étaient plus adaptées aux difficultés économiques que rencontraient désormais le pays (consommation, productivité, viabilité économique sur le long terme, ressources limitées…), rendant urgente la formulation d'un « nouveau libéralisme » : « I call upon the people who will be at the [Democratic] convention to work for a new liberalism – rooted in sound values of the past but relevant to the all-too-real problems of the present and future »[120]. De manière similaire, le représentant de Californie Pete Stark estimait que « le populisme des années 1930 ne pouvait plus s'appliquer au contexte des années 1970 »[121].

Les *Watergate Babies* se distinguaient également par leur volonté d'attirer dans le giron du Parti démocrate une nouvelle catégorie d'électeurs, plus instruits et aisés, à l'image de la *Professional Managerial Class* (PMC) théorisée par Barbara et John Ehrenreich en 1977[122], également qualifiée de *suburban liberals*, *New Class*, *amateurs*, ou, plus récemment, *creative*

---

[117] Charles Peters, "A Neo-Liberal's Manifesto," *The Washington Post*, September 5, 1982, https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1982/09/05/a-neo-liberals-manifesto/21cf41ca-e60e-404e-9a66-124592c9f70d/.

[118] Michael L. Dertouzos, Richard K. Lester, and Robert M. *Made in America: Regaining the Productive Edge* (MIT Press, 1989), 8; 46 "[…] the United States must adapt its practices to this new world"; "In industry after industry, the Commission's studies have found managers and workers so attached to the old way of doing things that they cannot understand the new economic environment."

[119] Peters, "A Neo-Liberal's Manifesto."

[120] Peters, "A Neo-Liberal's Manifesto."

[121] Matt Stoller, "How Democrats Killed Their Populist Soul," *The Atlantic*, October 24, 2016, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/how-democrats-killed-their-populist-soul/504710/.

[122] Barbara Ehrenreich and John Ehrenreich, "The New Left and the Professional Managerial Class," *Radical America* 11, no. 3 (May/June 1977): 7–22, https://files.libcom.org/files/Rad%20America%20V11%20I3.pdf.

class par Richard Florida[123]. Dès 1971, dans son ouvrage *Changing Sources of Power*[124], Frederick Dutton, ancien conseiller politique de John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson, soulignait déjà l'importance de conquérir les électeurs jeunes et instruits, appelés à constituer une part croissante de l'électorat étatsunien[125]. Pour ce faire, Dutton conseillait au Parti démocrate d'adopter un discours centriste et empreint de réalisme, plus susceptible de trouver un écho auprès de cette nouvelle catégorie d'électeurs :

> Even in the face of great change and turmoil, there has been an abiding, thus far usually correct, assumption that moderation will prevail and the middle will rule – and that in the last analysis this is sufficient public philosophy. Especially if embellished with a little rhetoric about reasonableness, common sense, and 'let's be practical[126].

Plus fondamentalement, Dutton dépeignait les classes populaires (*working America*) comme étant excessivement réactionnaires et réticentes au changement, d'où l'importance pour le Parti démocrate de rallier à sa cause les classes plus éduquées :

> The principal group arrayed against the forces of change is the huge lower-middle-income sector – 'working America' […]. The left has long held as a testament of faith that 'the workers' are the main historical agents of social progress, but an important portion of this group is now providing the most tenacious resistance to further broadening the country's social, economic, and political base. Having gained a larger share of power institutionally during the last third of a century, this sector generally opposes – more accurately, is anxious about and therefore against – much additional change[127].

De manière similaire, Lanny Davis, avocat et conseiller auprès de Bill Clinton, estimait que les Démocrates devaient tout à la fois tenter de reconquérir la classe ouvrière, tout en prenant soin de solidifier leurs liens avec l'électorat plus aisé des classes professionnelles :

> There is, I suggest, a third alternative available to the Democratic Party: the building of a new Democratic Party majority coalition, a new center, uniting the forces of the New Politics, with its new areas of political support in formerly Republican and independent voter constituencies, with the traditional Democratic base of working-class and middle-class-income people, of all races and in all regions of the country[128].

Cette stratégie avait, dans une certaine mesure, guidée la campagne présidentielle de George McGovern en 1972, et fut prolongée et plus clairement endossée par le sénateur du Colorado Gary Hart, lors de sa propre campagne présidentielle en 1984. Dans l'optique de rallier à ses côtés une majorité de facture progressiste, composée d'étudiants, de professionnels, et d'électeurs aisés indépendants, le sénateur défendit un programme de changement destiné à

---

[123] Richard Florida, *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life* (Basic Books, 2002).
[124] Frederick G. Dutton, *Changing Sources of Power: American Politics in the 1970s* (McGraw-Hill, 1972).
[125] Dutton, *Changing Sources of Power*, 15.
[126] Dutton, *Changing Sources of Power*, 219.
[127] Dutton, *Changing Sources of Power*, 222.
[128] Lanny J. Davis, *The Emerging Democratic Majority: Lessons and Legacies from the New Politics* (Stein and Day, 1974), 207.

dépasser le libéralisme hérité du *New Deal*[129] en promouvant des politiques centristes[130]. Dès les années 1970, le Parti démocrate faisait désormais face au double impératif de rallier à sa cause à la fois la classe ouvrière, qui avait dans une large mesure été aliénée par les réformes institutionnelles de 1972 et les revendications de la Nouvelle Gauche, et les classes professionnelles, qui bénéficiaient quant à elles d'une influence croissante au sein du parti. De cet impératif découlait en retour la nécessité d'adapter le message démocrate afin que celui-ci reflète les intérêts des groupes auxquels il s'adressait, et donc de combiner un discours d'inspiration populiste, concentré sur les questions de redistribution, à un discours plus centriste et faisant la part belle aux enjeux post-matériels.

Dès les années 1970, et plus encore à partir de l'arrivée au pouvoir de Reagan, un groupe de Démocrates entreprit ainsi de restaurer la compétitivité de leur parti en formulant un libéralisme recentré, empruntant des éléments issus des deux côtés du clivage partisan[131]. Ces Démocrates furent notamment influencés par le constat selon lequel leur parti avait perdu son statut majoritaire et que le chemin de la victoire nécessitait que les Démocrates se débarrassent de leur association avec des intérêts minoritaires (*special interests*) en adoptant une approche davantage universaliste :

> We must understand that there is a difference between being a party that cares about labor – and being a labor party. There is a difference between being a party that cares about women – and being the women's party. And we can and we must be a party that cares about minorities without becoming a minority party. We are citizens first[132].

En premier lieu, cette nouvelle approche se distinguait par la place centrale qu'elle accordait aux questions économiques, et notamment à celle de croissance économique. Dans son manifeste du mouvement néolibéral, Charles Peters expliquait que la croissance devait effectivement incarner la pierre angulaire de tout projet politique puisque c'est d'elle dont dépendaient « presque tous nos objectifs »[133]. Pour Gary Hart, il était urgent de freiner la perte de vitesse de l'économie étatsunienne car c'est précisément sur la croissance que reposait le bien commun, et cela nécessitait en particulier de rompre avec le paradigme keynésien et l'idée selon laquelle il était possible d'administrer l'économie de manière quasi-scientifique[134]. De

[129] La thématique de la fin du *New Deal* avait d'ailleurs constitué un élément central de son discours de campagne pour le poste de sénateur du Colorado en 1974.
[130] David Greenberg, "The Reorientation of Liberalism in the 1980s," in *Living in the Eighties*, ed. Gil Troy and Vincent J. Cannato (Oxford University Press, 2009), 57.
[131] John Herbers, "New Democratic Governors Seek Blend of Right and Left," *The New York Times*, June 9, 1985, https://www.nytimes.com/1985/06/09/us/new-democratic-governors-seek-blend-of-right-and-left.html.
[132] Robert Shogan, "Kennedy Urges Party to Reappraise Policies: Asks Democrats to Curb Enthusiasm for Costly Programs and Dependence on Interest Groups," *Los Angeles Times*, March 30, 1985, https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1985-03-30-mn-29509-story.html.
[133] Peters, "A Neo-Liberal's Manifesto." Notre traduction.
[134] Gary Hart, "'Free Lunch Is Over,'" *The New York Times*, April 21, 1975, https://www.nytimes.com/1975/04/21/archives/free-lunch-is-over.html. "More than anything else, the nation cries

manière très similaire, l'économiste Lester Thurow avait déclaré : « If you have a growing economy, you don't have to choose between his claims on the national pie and your claims on the national pie »[135]. Outre leur insistance sur la croissance, ces Démocrates se caractérisaient par une approche distinctive de l'économie, qui était fermement orientée vers l'avenir et accordaient une importance décisive aux nouvelles technologies, ce qui leur valut le surnom d'*Atari Democrats*, en référence à une marque populaire de console de jeux vidéo[136]. Cette orientation s'appuyait largement sur le paradigme de la *New Economy*, développé à partir de la fin des années 1970 et surtout au cours de la décennie suivante, selon lequel l'économie étatsunienne allait être profondément transformée par les nouvelles technologies, rendant nécessaire l'adoption d'un nouveau modèle économique. Dans *Managing Growth in the 1980s: Toward a New Economics* (1980)[137], Robert Hamrin affirmait que les États-Unis étaient désormais engagés dans un profond processus de transformation structurelle qui annonçait une ère économique nouvelle[138] et rendait les thèses keynésiennes inopérantes[139]. Selon Hamrin, la théorie économique avait jusque-là été caractérisée par un certain nombre d'« illusions »[140], et, au vu d'une réalité économique nouvelle et marquée par de nouveaux défis[141], il convenait désormais d'engager une réflexion destinée à développer un nouveau paradigme économique :

> [T]he new realities governing economic performance demand a wholesale rethinking of economics – a reshaping of the economic paradigm so that the governing framework will foster analysis and policy prescriptions that will constructively shape the future and meet tomorrow's new objectives[142].

---

out for leaders who will tell the hard truth—that old-time, 'fine-tuning' economic remedies are no better than leeches and snake oil in the last quarter of the 20th century; that the free lunch is over and, in fact, the economic pie is shrinking; that economic stimulation through Weapons procurement is inherently inflationary; that a democracy cannot long survive with a tax system as inequitable as ours; that our 'free-enterprise' economy is being eaten alive by big enterprise while the Government acquiesces; that the quality of life is more important than the quantity of goods consumed".

[135] Cité dans Cebul, "Supply-Side Liberalism," 4.

[136] Lily Geismer, "Atari Democrats," *Jacobin*, February 8, 2016, https://jacobinmag.com/2016/02/geismer-democratic-party-atari-tech-silicon-valley-mondale.

[137] Robert D. Hamrin, *Managing Growth in the 1980s: Toward a New Economics* (Praeger, 1980).

[138] Hamrin, *Managing Growth in the 1980s*, 2. "[…] [W]e are in the midst of a profound structural transformation to a new economic era."

[139] Hamrin, *Managing Growth in the 1980s*, 1. "As the 1970s progressed […], it became evident that there must be cracks somewhere in the Keynesian foundation."

[140] Hamrin, *Managing Growth in the 1980s*, 4. "Entertainment at the party consisted of three great illusions. The first was that, against all laws of nature, infinite growth in a finite environment was possible. The second was that, by some strange law of nature, there would be an unlimited supply of people prepared to do mindless, repetitive work for quite modest remuneration and not kick against it. The third great illusion was that science can solve all problems at hand without creating a host of new ones."

[141] Hamrin, *Managing Growth in the 1980s*, 7. "Today, the United States faces, simultaneously, a number of massive challenges. First, we must explore fully the implications of moving from an industrially based economy to an information economy and our potential world leadership role in this area. Second, we must effect the transition from the high-level growth and consumption stage to the selective growth stage in which the conservation ethic reigns. Third, we must reevaluate our position in a world economy in which the underlying conditions governing trade relations with both developed and developing countries have been vastly altered."

[142] Hamrin, *Managing Growth in the 1980s*, 8.

La même année, l'économiste Lester Thurow publia son ouvrage *The Zero-Sum Society*[143], qui bénéficia d'un écho important au sein des sphères démocrates. Comme Hamrin, Thurow récusait les anciennes théories économiques qui avaient nourri un sentiment d'invulnérabilité au sein de la classe politique étatsunienne et dont les limites avaient été mises en évidence de façon dramatique par les crises économiques qu'avait traversé le pays durant les années 1970[144]. Selon Thurow, il était urgent de freiner le déclin économique relatif des États-Unis, sans quoi le pays serait dans un futur proche marqué par un retard vis-à-vis de ses partenaires internationaux[145]. S'il récusait, pour cela, la nécessité d'adhérer pleinement aux thèses conservatrices, qui appelaient à une libération radicale de l'économie de marché, une réduction draconienne des dépenses sociales, une restructuration du système fiscal afin d'encourager l'épargne et l'investissement, et une élimination des régulations gouvernementales qui entravaient le bon fonctionnement des entreprises, Thurow proposait la formulation d'une voie médiane, qui ne reposerait pas sur un faux choix entre régulation et dérégulation, mais s'évertuerait à trouver les « bonnes réglementations »[146]. Il s'agissait pour Thurow d'adopter une posture pragmatique, qui reconnaitrait le caractère inévitablement à somme nulle (*zero-sum*) de toute solution[147]. En 1991, les propos d'Anthony P. Carnevale semblaient confirmer l'entrée des États-Unis dans un nouvel ordre économique : « There is a widely shared sense that we are entering a new economic order. Indeed, the new economy is already upon us. It is pulling threads from the weave of our economic past, creating a whole new cloth »[148].

Cette analyse fut développée tout au long des années 1980 dans l'optique d'offrir une alternative à l'approche keynésienne, qui avait jusque-là bénéficié d'un statut quasi-

[143] Lester C. Thurow, *The Zero-Sum Society: Distribution and the Possibilities for Economic Change* (Basic Books, 1980)
[144] Thurow, *The Zero-Sum Society*, 3. "After decades of believing in their economic invulnerability, Americans were jolted by the 1973-74 Arab oil embargo […]. Sudden economic vulnerability is disconcerting, just as that first small heart attack is disconcerting. It reminds us that our economy can be eclipsed."
[145] Thurow, *The Zero-Sum Society*, 5. "But whatever our precise ranking at the moment, the rest of the world is catching up, and if they have not already surpassed us, they soon will […]. What is not so comfortable is the prospect that our rich neighbors will continue to grow so rapidly that we slip into relative backwardness."
[146] Thurow, *The Zero-Sum Society*, 8. Notre traduction. "As both our experience and foreign experience demonstrate, there is no conflict between social expenditures or government intervention and economic success. Indeed, the lack of investment planning, worker participation, and social spending may be a cause of our poor performance […]. There may also be some merit in 'liberating free enterprise' if it is done in the right way. There are certainly unnecessary rules and regulations that are now strangling our economy. The trick is not rules versus no rules, but finding the right rules".
[147] Thurow, *The Zero-Sum Society*, 11. "This is the heart of our fundamental problem. Our economic problems are solvable. For most of our problems there are several solutions. But all solutions have the characteristic that someone must suffer large economic losses […]. Everyone wants someone else to suffer the necessary economic losses, and as a consequence none of the possible solutions can be adopted."
[148] Anthony P. Carnevale, *America and the New Economy: How New Competitive Standards Are Radically Changing American Workplaces* (Wiley, 1991), 1.

hégémonique au sein de la politique économique étatsunienne. Pour les penseurs de la *New Economy*, le contexte économique avait, en effet, été profondément modifié, de sorte que, si la croissance restait un objectif central, celui-ci devait être associé à de nouvelles considérations ayant trait aux enjeux de qualité, de variété, de personnalisation, d'utilité et de rapidité[149]. Cette approche se caractérisait en outre par une affinité retrouvée, et caractéristique du néolibéralisme, pour « une sorte d'éthique sociale de l'entreprise »[150] telle que formulée dans les thèses de Joseph Schumpeter, de Max Weber, et de Werner Sombart, ainsi que pour les notions de risque, d'innovation, d'entreprenariat et de flexibilité[151]. Cette inclination se manifesta entre autres par une estime particulière pour la figure de l'entrepreneur indépendant, ainsi que pour les petites et moyennes entreprises. Dans son manifeste du néolibéralisme, Charles Peters avait ainsi déclaré : « Our hero is the risk-taking entrepreneur who creates new jobs and better products »[152]. Dans cette optique, les petites entreprises, plutôt que les grands conglomérats, fournissaient à l'économie étatsunienne ses meilleures chances de développement[153]. C'est également à cette conclusion que parvint une étude menée, en 1989, par le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), dont le rapport avançait : « In a market economy it is individual firms that have the primary responsibility for correcting past deficiencies and for finding ways to compete successfully in the future »[154].

Par ailleurs, le constat de l'émergence d'une économie post-industrielle était également sous-tendu par une vision pluraliste de la société étatsunienne. Selon Randall Rothenberg, le glissement d'une approche confrontationnelle à une approche basée sur la coopération représenta précisément l'élément clé dans la transition du libéralisme au néolibéralisme[155]. Cette vision avait en réalité déjà caractérisé le libéralisme démocrate au moins depuis la période

---

[149] Carnevale, *America and the New Economy*, 1-2. "The most obvious change in the texture of the economic fabric is the growing complexity in the pattern of standards that we must meet in order to win in economic competition. In the old economy, nations competed principally on the basis of productivity and prices. Our success as a nation was measured by our ability to produce higher volumes of goods and services with the same or fewer resources. In the new economy, our national competitiveness is based not only on productivity but also on quality, variety, customization, convenience, and timeliness. People are demanding high-quality goods and services that are competitively priced, available in a variety of forms, customized to specific needs, and conveniently accessible. In addition, people do not want to wait patiently for state-of-the-art goods and services."

[150] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 153.

[151] Carnevale, *America and the New Economy*, 2-10. "Central to the new economy are flexible and information-based technologies. […] In the new economy, flexible work teams and information networks within and among economic institutions are the basic units of production. […] Inside the workplace, flexible technology needs to be matched with more skilled and autonomous workers and work teams."

[152] Peters, "A Neo-Liberal's Manifesto."

[153] Voir notamment : David L. Birch, *The Job Generation Process* (M.I.T. Program on Neighborhood and Regional Change, 1979), 29. "On the average about 60 percent of all jobs in the U.S. are generated by firms with 20 or fewer employees, about 50 percent of all jobs are created by independent, small entrepreneurs. Large firms (those with over 500 employees) generate less than 15 percent of all net new jobs".

[154] Dertouzos, Lester, et al, *Made in America*, 131.

[155] Randall Rothenberg, *The Neoliberals: Creating the New American Politics* (Simon and Schuster, 1984), 197.

d'après-guerre[156]. Tout au plus, cette approche pluraliste était désormais plus ouvertement revendiquée et signalait une volonté de rapprochement entre l'État et le secteur privé, qui avait elle aussi définit les politiques libérales depuis le *New Deal*, quoique de manière relativement implicite. Les propos du Gouverneur du Colorado Richard Lamm suggéraient précisément cette volonté d'endosser une vision pluraliste, fondée sur une coopération entre le secteur public et le secteur privé :

> I believe that one of the most heartening trends in Colorado is the development of the consensus approach to some of the most serious issues facing our state […]. I sense a new sort of cooperation between private and public sectors, a sense of shared values on fundamental issues, such as preserving our environment and investing for our future[157].

Dans une large mesure, le paradigme néolibéral se caractérisait effectivement par une certaine ambivalence, voir une certaine méfiance, vis-à-vis de l'interventionnisme étatique hérité du *New Deal*, ambivalence qui s'inscrivait en partie dans le sillage des critiques émises par la Nouvelle Gauche à l'égard des tendances excessivement bureaucratiques et étouffantes du libéralisme démocrate[158]. S'ils estimaient toujours adhérer aux mêmes valeurs et objectifs que les libéraux, les néolibéraux du Parti démocrate souhaitaient repenser l'activisme étatique

---

[156] Durant la période d'après-guerre, la rhétorique de classe, sous-tendue par la reconnaissance d'un conflit entre travailleurs et classe capitaliste, fut largement remplacée par une rhétorique de facture pluraliste, basée sur la reconnaissance de divers intérêts non-antagonistes et qu'il s'agissait d'accommoder par la recherche d'une forme de compromis. Ainsi, le président John F. Kennedy s'écarta du type de rhétorique combative mobilisée par Franklin D. Roosevelt, et encouragea une forme de coopération tripartite entre le gouvernement, le mouvement ouvrier, et les patrons d'industries, destinée à prévenir l'émergence de la conflictualité sociale : « But if this vision of a stronger and more prosperous America is to become a reality […] then labor and management and government must work together to ease the inevitable dislocations and hardships which this new industrial revolution will bring » (John F. Kennedy, "Remarks of Senator JFK at the AFL-CIO Convention" (Grand Rapids, Michigan June 7, 1960), John F. Kennedy Presidential Library and Museum, https://www.jfklibrary.org/archives/other-resources/john-f-kennedy-speeches/grand-rapids-mi-19600607)). De manière similaire, Lyndon B. Johnson, président de 1963 à 1969, concevait la société étatsunienne comme étant essentiellement caractérisée par une coopération harmonieuse entre « le capitaliste, le chef d'entreprise, et le travailleur », qui, ensemble, constituaient le pilier de la démocratie étatsunienne (Lyndon B. Johnson, "Remarks in Hartford to a Group of Business Leaders" (Hartford, September 28, 1964), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/people/president/lyndon-b-johnson?page=20.) Dans un discours prononcé le 17 juin 1964, Johnson expliquait ainsi que la société étatsunienne n'était plus essentiellement définie par le conflit social mais plutôt par une distinction entre les citoyens disposés à abandonner l'individualisme qui avait caractérisé l'ère du *New Deal* afin d'embrasser une vision communautaire du vivre ensemble, et ceux qui s'y refusaient : « The contest today is not so much between the aroused and the hostile as it is between the concerned and the indifferent. It is not so much between the oppressed and the privileged, as between the farsighted and those without any vision. It is not so much between those who have little and those who have much, as it is between those who know that their future is tied to the future of all and those who ignore this great lesson of history » (Lyndon B. Johnson, "Remarks in Cleveland at the Convention of the Communications Workers of America" (Cleveland, Ohio, June 17, 1964), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-cleveland-the-convention-the-communications-workers-america.). Cette conception pluraliste de la société étatsunienne s'inscrivait dans le sillage de la théorie pluraliste développée par Robert Dahl dans son ouvrage de 1961, *Who Governs?* (Robert Alan Dahl, *Who Governs? Democracy and Power in an American City* (Yale University Press, 1961)). Selon Dahl, le pouvoir était en effet distribué de manière relativement équitable au sein de la société et le peuple exerçait, notamment à travers le vote, une influence indirecte, mais décisive, sur le processus décisionnel ; dans un futur ouvrage, il qualifia ce type de régime de « polyarchie » (Robert Alan Dahl, *Polyarchy: Participation and Opposition* (Yale University Press, 1971)).

[157] Rothenberg, *The Neoliberals*, 198.

[158] Baer, *Reinventing Democrats*, 33.

en l'ancrant dans une approche davantage pragmatique, qui visait avant tout à trouver des solutions « qui fonctionnent »[159]. Cette méfiance vis-à-vis de l'activisme gouvernemental et de sa capacité à assurer le bien commun fut notamment exprimée par Gary Hart qui, lors d'un discours devant la *Western Electronic Manufacturers Association*, accusa le *Big government* de nourrir des « grandes promesses » largement irréalistes et qui alimentaient en retour un sentiment de désillusion au sein de la population[160]. Les néolibéraux proposaient en somme de repenser la nature de la relation entre État fédéral et marché, de sorte que l'activisme du premier soit mis au profit du dynamisme du second. Le représentant du Missouri Richard Gephardt avait ainsi déclaré :

> The national government should have a different role, a modified role, in trying to shape the economy and shape society that is less ambitious, less encompassing, more tailored, than liberals, or Democrats, or those in the more progressive wing of the Democratic Party have thought in the last twenty years[161].

Du point de vue des néolibéraux, le bien commun dépendait étroitement de la vitalité de la croissance économique, ce qui nécessitait un interventionnisme qui se ferait désormais *au profit* du marché. Loin de considérer l'État fédéral comme une entrave au développement économique du pays, celui-ci était envisagé comme un « partenaire »[162] du secteur privé. Le secret d'une reprise économique réussie, expliquait Michael Dukakis, reposait sur des stratégies distinctives visant à associer investissement public et initiatives privées[163]. C'est également ce que préconisait l'économiste Robert Reich qui, dans son ouvrage intitulé *The Next American Frontier* (1983)[164], appelait l'économie étatsunienne à s'adapter au nouveau contexte économique en abandonnant ses tendances bureaucratiques (*paper entrepreneurialism*) et en encourageant davantage de flexibilité[165]. Selon Reich, la distinction entre secteur privé et

---

[159] Baer, *Reinventing Democrats*, 33. Notre traduction.
[160] Cité dans Rothenberg, *The Neoliberals*,127. "The three popular villains of big government are largely mythical. The federal bureaucracy is not an expanding octopus. On the contrary, it has remained about the same size […]. The central problem of big government springs from our attitudes and expectations. The problem of big government is big promises that cannot be backed up by performance. The problem of big government is inflated expectations that generate disillusionment rather than hope and progress. The problem of big government is the myth that it can solve every problem and meet every challenge. The problem of big government, frankly, is the demand placed upon it by every interest group in our society […]. When problems are exiled to Washington for solution, people become 'clients' of government programs rather than sovereign citizens to whom government must be accountable. The result of this process over the years is that people are stereotyped and stripped of humanity to fit into a cold definition of program categories"
[161] Cité dans Rothenberg, *The Neoliberals*, 86.
[162] David Osborne, *Laboratories of Democracy: New Breed of Governor Creates Models for National Growth* (Harvard Business School Press, 1988), 327. "[I]f the thesis was government as solution and the antithesis was government as problem, the synthesis is government as partner"
[163] Herbers, "New Democratic Governors Seek Blend of Right and Left." "The key to successful economic revitalization lies in specific strategies that link public investment with private opportunities."
[164] Robert B. Reich, *The Next American Frontier* (Crown, 1983).
[165] Reich, *The Next American Frontier*, 139. "The shift has been slow and painful because America is simply not organized for eco change. Its organizations are based on stability rather than adaptability. The extraordinary

secteur public n'était plus opérante et il convenait en conséquence non pas de les envisager comme des antagonistes, mais davantage comme les deux faces d'une même pièce[166]. Dans cette optique néolibérale, le gouvernement devait activement accompagner la transition économique, notamment à travers d'importants investissement dans le domaine de l'éducation[167].

Tout comme le gouverneur du Massachussetts, Paul Tsongas estimait que le gouvernement devait avant tout chercher à stimuler l'activité du secteur privé : « Government money has but one purpose: to foster an environment that will attract private money, giving disadvantaged sectors of society a chance to reap the rewards provided by economic growth »[168]. Le rôle de l'État fédéral tel qu'envisagé par les néolibéraux se démarquait ainsi fondamentalement du projet libéral du *New Deal*, qui avait envisagé l'interventionnisme comme un moyen de réguler le capitalisme afin de protéger les citoyens de ses dérives, et ainsi d'assurer le bien commun. Dans l'optique néolibérale, le gouvernement ne devait pas tenter de corriger les effets destructeurs du marché sur la société, il ne devait pas constituer « un contrepoint ou un écran entre la société et les processus économiques » mais plutôt « intervenir sur la société elle-même dans sa trame et dans son épaisseur » afin que « les mécanismes concurrentiels, à chaque instant et en chaque point de l'épaisseur sociale, puissent jouer le rôle de régulateur »[169]. L'État néolibéral était ainsi envisagé comme un « gouvernement de société »[170]. Plutôt que de prôner un désengagement radical de l'État, les néolibéraux considéraient au contraire que celui-ci devait activement accompagner le développement économique du pays :

> [T]he principal responsibility for improving industrial performance rests with the private sector. Too much direct governmental involvement in the process, at least in the American economy and society, could be counterproductive. Yet the government does have an important role in three broad areas: macroeconomic policy, education, and technology policy[171].

---

success of the half-century of the management era has left the United States a legacy of economic inflexibility. Thus our institutional heritage now imperils our future."

[166] Reich, *The Next American Frontier*, 5. "In advanced industrial nations like the United States, drawing such sharp distinctions between government and market has long ceased to be useful. Government creates the market by defining the terms and boundaries for business activity, guided by public perceptions of governmental responsibility for the overall health of the economy. Business, meanwhile, is taking on tasks that once were the exclusive province of government, involving responsibility for the work communities that are coming to be many Americans' most important social environment. The interwoven organizations of government, business, and labor together determine how America's resources are allocated and employed. Public and private spheres are becoming indistinguishable […]. America's public and private sectors are coming to represent but two sides of the same process of economic evolution".

[167] Reich, *The Next American Frontier*, 329. "The transformation of America demands that we invest heavily in people, our most valuable resource."

[168] Tsongas, *The Road from Here*, 20.

[169] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 151.

[170] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 151.

[171] Dertouzos, Lester, et al, *Made in America*, 151–152.

Dans le domaine des politiques sociales, les néolibéraux défendaient le caractère naturel et bénéfique des inégalités, et préconisaient de fait des transferts sociaux extrêmement limités visant à ne garantir qu'un minimum vital aux familles les plus démunies. En lieu et place d'une politique sociale destinée à protéger la population des risques inhérents au système capitaliste se substitua un politique ancrée dans les notions de privatisation et d'individualisation des politiques sociales, qui « aura pour instrument non pas le transfert d'une part des revenus à l'autre, mais la capitalisation la plus généralisée possible pour toutes les classes sociales, qui aura pour instrument l'assurance individuelle et mutuelle, qui aura pour instrument enfin la propriété privée »[172].

Cette volonté de réorienter l'action gouvernementale s'accompagna, par ailleurs, d'une volonté de réformer le gouvernement en calquant son mode de fonctionnement sur celui des entreprises et du secteur privé afin de s'écarter du modèle bureaucratique qui l'avait jusque-là caractérisé. Ce projet s'inscrivait ainsi pleinement dans une logique néolibérale, en ce qu'il cherchait précisément à « généraliser, en les diffusant et en les multipliant autant que possible, les formes 'entreprise' » et ainsi à « constituer une trame sociale dans laquelle les unités de base auraient précisément la forme de l'entreprise »[173]. Les idées issues du paradigme de Nouvelle Gestion Publique (*New Public Management* (NPM)), qui préconisaient l'emprunt de pratiques et d'outils issus du privé dans la gestion du secteur public et accordaient une importance toute particulière à la notion de performance, avaient bénéficié d'une importante résonnance dans les années 1970 et 1980, notamment grâce aux travaux de David Osborne et Ted Gaebler et à la publication de leur ouvrage *Reinventing Government* (1992)[174]. Selon Osborne et Gaebler, le nouveau contexte économique avait effectivement rendu obsolète le type de fonctionnement bureaucratique qui avait caractérisé le fonctionnement de l'État depuis le *New Deal*[175]. Toutefois, loin d'adhérer aux thèses néoclassiques, ces auteurs soulignaient la nécessité de dépasser le débat stérile qui opposait les tenants d'un État trop fort aux défenseurs d'un État

[172] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 149.
[173] Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 154.
[174] David Osborne and Ted A. Gaebler, *Reinventing Government: How the Entrepreneurial Spirit Is Transforming the Public Sector* (Basic Books, 1992), 146.
[175] Osborne and Gaebler, *Reinventing Government*, 15. "We live in an era of breathtaking change. We live in a global marketplace, which puts enormous competitive pressure on our economic institutions. We live in an information society, in which people get access to information almost as fast as their leaders do. We live in a knowledge-based economy, in which educated workers bridle at commands and demand autonomy. We live in an age of niche markets, in which customers have become accustomed to high quality and extensive choice […]. In this environment, bureaucratic institutions developed during the industrial era – public *and* private – increasingly fail us. Today's environment demands institutions that are extremely flexible and adaptable […]. It demands institutions that *empower* citizens rather than simply *serving* them".

trop faible, et préconisaient le développement d'une « troisième voie » qui partait du principe selon lequel le pays était doté du « mauvais type de gouvernement »[176].

La solution, pour ces auteurs, nécessitait le développement d'un État plus compétent : « We do not need more government or less government, we need *better* government. To be more precise, we need better *governance* »[177]. Cet État entrepreneurial reposerait en outre sur un certain nombre de principes issus du secteur privé, tels que la concurrence, l'émancipation (*empowerment*) des citoyens, les choix individuels, la décentralisation de l'autorité au profit d'une vision participative de la gestion d'une entreprise, ou encore l'importance accordée aux résultats[178]. Pour les tenants de cette nouvelle approche de la gouvernance[179], l'État fédéral devait en outre s'efforcer de stimuler l'activité économique sur le long terme grâce à l'investissement : « To summarize, providing for the future is a matter of investing, in the broadest sense of the term »[180].

Si le discours néolibéral infiltrait progressivement l'idéologie du Parti démocrate, l'institutionnalisation d'une faction néolibérale durant les années 1980 fut tout aussi graduelle et relative. L'adoption, à la fin de la décennie, du descriptif *New Democrat*[181], témoigne effectivement de la naissance d'une faction centriste qui, face aux défaites électorales successives des candidats démocrates, entendait restaurer la compétitivité du Parti démocrate en recentrant son corps de doctrine. Si les principaux instigateurs du *Democratic Leadership Council* (DLC) étaient issus du Sud, ce groupe n'était toutefois pas totalement distinct de celui des néolibéraux. En effet, ces deux groupes se recoupaient en partie et certains observateurs inattentifs les confondaient tout bonnement, d'autant que le DLC adoptait un certain nombre d'hypothèses qui avaient été formulées plus tôt par les néolibéraux, notamment concernant les enjeux de compétitivité mondiale, la question de l'efficacité de l'État, les politiques pro-marché, ainsi que la priorité donnée à la croissance économique au dépend de celle de justice[182]. Ce processus d'institutionnalisation fut entamé dès le début de la décennie lorsque fut créé en

[176] Osborne and Gaebler, *Reinventing Government*, 23-4.
[177] Osborne and Gaebler, *Reinventing Government*, 23-4.
[178] Osborne and Gaebler, *Reinventing Government*, 19-20.
[179] Le terme de « gouvernance », qui désigne de manière générale « l'art ou la manière de gouverner », a été remis à l'honneur dans les années 1990 par des économistes et politologues anglo-saxons et par certaines institutions internationales (ONU, Banque mondiale et FMI, notamment), afin de marquer la distinction avec le gouvernement en tant qu'institution et afin de promouvoir un nouveau mode de gestion des affaires publiques fondé sur la participation de la société civile à tous les niveaux (national, mais aussi local, régional et international) (Olivier Paye, « La gouvernance : D'une notion polysémique à un concept politologique », *Études internationales* 36, no. 1 (2005): 13). Ainsi, le terme de gouvernance entretient un lien étroit avec la notion de néolibéralisme dans la mesure où celle-ci promeut effectivement une décentralisation de la prise de décision au profit du secteur privé.
[180] Dertouzos, Lester, et al, *Made in America*, 153.
[181] Cebul, "Supply-Side Liberalism," 2.
[182] Greenberg, "The Reorientation of Liberalism in the 1980s," 59.

1980 le *Committee on Party Effectiveness* (CPE), destiné à moderniser l'idéologie du Parti démocrate. Ses membres étaient issus des différents groupes (néolibéraux, néoconservateurs, Démocrates du Sud) qui étaient opposés à la philosophie publique dominante au sein du parti et souhaitaient rétablir l'association du Parti démocrate avec l'intérêt général. Dans un rapport publié en septembre 1982, et intitulé « Rebuilding the Road to Economic Opportunity », Richard Gephardt et Timothy Wirth du CPE avaient confirmé la volonté de recentrage du libéralisme, annonçant : « We believe that the job of government is not to confer happiness, but to give people the opportunity to work out happiness for themselves »[183]. Un article intitulé « Skirting the Fairness Issue », et publié dans le *Washington Post* le jour suivant, estimait que le Parti démocrate semblait en passe de délaisser les enjeux de redistribution au profit d'un intérêt exacerbé pour les questions de croissance économique[184]. En 1983, Al From, alors président du *caucus* démocrate à la Chambre des Représentants, et Gillis Long, représentant de Louisiane, fondèrent le *National House Democratic Caucus* qui, s'il portait également un projet de recentrage de l'idéologie démocrate, était, contrairement au CPE, indépendant du Congrès.

Ce fut dans une large mesure la défaite électorale du candidat Walter Mondale face au président Ronald Reagan lors de l'élection présidentielle de 1984 qui précipita l'institutionnalisation des *New Democrats* en tant que faction. En effet, Mondale avait fait campagne en tant que défenseur du libéralisme traditionnel, tentent, à l'instar de McGovern, d'effectuer une forme de synthèse entre libéralisme du *New Deal* (en témoigne sa défense d'un paradigme redistributif) et libéralisme des *New Politics*[185]. Pour les Démocrates centristes, cette défaite confirmait la désuétude de l'idéologie démocrate et la nécessité de changer l'image du parti. Dans un mémorandum envoyé à Gillis Long, Al From écrivit :

> [The] lessons of this election all point to one thing: the need for our party to change, and change drastically. We need a new image; we need a new structure; and we need new spokesmen. If we don't act now to develop and promote a new message, to rid the party of the cancer of single interest and single constituency caucuses, to showcase new leaders, to establish a nominating procedure that produces a candidate who can win a general election, then we are destined to become a minority party for the foreseeable future[186].

Ce fut précisément la défaite de Mondale qui mena à la formation du DLC en février 1985. L'organisation fondée par Al From était indépendante du Parti démocrate et comptait parmi ses membres, principalement issus du Sud et de l'Ouest du pays, le représentant du Montana Richard Gephardt, qui en devint le premier président, le gouverneur de Virginie Chuck

[183] Cité dans Baer, *Reinventing Democrats*, 43.
[184] "Skirting the Fairness Issue," *The Washington Post*, September 27, 1982, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1982/09/27/skirting-the-fairness-issue/8c259bcb-741c-4219-aca4-0239c9e5c8fc/.
[185] Daniel DiSalvo, "The Death and Life of the New Democrats," *The Forum* 6, no. 2 (July 2008): 4.
[186] Al From, *The New Democrats and the Return to Power* (2013), 50–51.

Robb, le sénateur de Floride Lawton Chiles, le gouverneur de l'Arizona Bruce Babbitt, ou encore le représentant de l'Oklahoma James R. Jones, qui fut nommé porte-parole de l'organisation. Si le DLC autorisait les contributions à hauteur de 50 dollars, ses revenus provenaient en très grande majorité de contributeurs qui donnaient au minimum 1000 dollars, ce qui en faisait une organisation relativement élitiste.

Dans leur premier rapport, publié en octobre 1985 et intitulé « Winning in the World Economy »[187], les auteurs signalèrent leur volonté de rompre avec la doxa démocrate en appelant à réduire le déficit budgétaire, à améliorer la productivité du pays, ainsi qu'à modifier les politiques monétaires et fiscales afin de rendre l'économie étatsunienne plus compétitive sur le marché mondial. Contrairement à la majorité de leurs collègues démocrates, les membres du DLC se démarquaient par leur défense passionnée du libre-échange et leur rejet du protectionnisme. Cette dérive centriste n'était d'ailleurs pas l'apanage du DLC ; le 15 mai 1985, le président du DNC, Paul G. Kirk Jr., fonda la *Democratic Policy Commission* (DPC) dans l'objectif de renouveler l'image du parti. Dans leur rapport intitulé « New Choices in a Changing America », et publié en septembre de l'année suivante, les auteurs mettaient l'accent sur l'équilibre budgétaire, l'importance d'une bonne défense militaire, la promotion de valeurs associées à la famille, ainsi que sur le rôle crucial de l'investissement privé et de l'« esprit d'entreprise » (*entrepreneurship*). Le document esquivait par ailleurs les questions sociales jugées trop clivantes, tel que l'avortement et les droits des homosexuels[188]. Le DLC s'évertua justement à promouvoir des valeurs jugées davantage *mainstream*, et donc susceptibles de parler à l'électorat modéré de la classe moyenne.

Dans cette optique, ses membres érigèrent la notion de « communauté » en valeur centrale, ce qui leur permettait de distinguer leur approche du libéralisme « identitaire », accusé de nourrir un sentiment individualiste, au détriment de la communauté nationale[189]. En mai

[187] Democratic Leadership Council, "Winning in the World Economy," *The New York Times*, October 3, 1985, https://www.nytimes.com/1985/10/03/us/democrats-call-trade-top-issue.html.

[188] E. J. Dionne, "Democrats Fashion Centrist Image in New Statement of Party Policy," *The New York Times*, September 21, 1986, https://www.nytimes.com/1986/09/21/us/democrats-fashion-centrist-image-in-new-statement-of-party-policy.html.

[189] La critique des *New Democrats* fait ici écho à la critique dite « communautariste » du libéralisme, qui se développa au cours des décennies 1980 et 1990 dans le champ de la philosophie politique. En particulier, Michel Sandel, dans *Liberalism and the Limits of Justice* (Michael J. Sandel, *Liberalism and the Limits of Justice* (Cambridge University Press, 1982)), s'attaqua à la théorie de justice sociale avancée par John Rawls en 1971 dans *A Theory of Justice* (John Rawls, *A Theory of Justice* (Belknap Press, 1971)). Michael Sandel, parmi d'autres, reprochait ainsi au libéralisme rawlsien son prisme excessivement individualiste, auquel il proposait de substituer un prisme communautariste caractérisé par une insistance sur les liens sociaux qui unissent l'individu à la communauté ainsi que sur la notion de bien commun : "Rawls' account rules out the possibility of what we might call 'intersubjective' or 'intrasubjective' forms of self-understanding, ways of conceiving the subject that do not assume its bounds to be given in advance" (62). Voir également sa critique de l'idéologie méritocratique dans *The Tyranny of Merit: What's Become of the Common Good?* : "It is doubtful that even a perfect meritocracy would be satisfying, either morally or politically. […] It is hard to see why those who rise thanks to their talents deserve

1988, le DLC dévoila, dans un document intitulé « Citizenship and National Service: A Blueprint for Civic Enterprise », un projet appelant à la formation d'« armées citoyennes » (*Citizens Corps*), qui devait permettre à des étudiants de recevoir, pour chaque année de service volontaire, un coupon d'une valeur de $10,000 qu'ils pourraient alors utiliser pour payer leur éducation supérieure, leur formation professionnelle, ou leur logement. Ce projet traduisait une vision distinctive du contrat social, dans laquelle la relation entre les citoyens et leur gouvernement reposait sur la notion d'obligations réciproques, plutôt que sur celle de droits sociaux (*entitlement*). Il s'agissait ainsi de démentir l'association du Parti démocrate à une philosophie jugée démesurément complaisante et permissive (*something-for-nothing*), et de l'associer aux valeurs de travail et d'effort afin de mettre le Parti démocrate au diapason de la classe moyenne. Dans l'optique de recentrer le parti, le DLC lança en juin 1987 le *Super Tuesday Education Project* (STEP), qui visait à donner davantage de poids à l'électorat plus conservateur des États du Sud afin de diluer l'influence des primaires de l'Iowa et du New Hampshire, et ainsi forcer les candidats démocrates à adopter une posture plus modérée. Charles S. Robb avait expliqué : « We view Super Tuesday as an opportunity to bring more rank-and-file Democrats back into the nominating process, to shift the debate from parochial to national interests, and to select a party nominee with broad-based support »[190]. Le résultat ne fut néanmoins pas celui escompté : le 8 mars 1988, Jesse Jackson, le candidat le plus *liberal*, remporta 5 États et une majorité de délégués (355), suivi par Al Gore (328), Dukakis (288), et Gaphardt (94)[191].

À ses débuts, le DLC s'efforça de ne pas aliéner l'establishment du parti et adopta une approche relativement conciliante à son égard. Après la publication, en 1987, d'un nouveau rapport du DLC, intitulé « New Directions, Enduring Values », qui reprenait en grande partie des idées énoncées plus tôt, le président du DLC, Chuck Robb, prit soin de préciser que ces prises de positions ne reflétaient pas la ligne officielle du parti et ne faisaient pas unanimement consensus autour d'elles, même parmi les membres du DLC[192]. La défaite électorale de Michael Dukakis à l'élection présidentielle de 1988 représenta à cet égard un tournant stratégique pour

greater rewards than those who may be equally hardworking but less endowed with the gifts a market society happens to prize" (Michael J. Sandel, *The Tyranny of Merit: What's Become of the Common Good?* (E-book; Allen Lane, 2020)).

[190] Robin Toner, "Democratic Group Maps Voter Drive for Day of 14 Primaries," *The New York Times*, April 30, 1987, https://www.nytimes.com/1987/04/30/us/democratic-group-maps-voter-drive-for-day-of-14-primaries.html.

[191] Baer, *Reinventing Democrats*, 104.

[192] Cité dans Baer, *Reinventing Democrats*, 98. "Like the party we represent, the DLC is broad and inclusive […]. Our recommendations do not constitute official party policy; nor is each proposal likely to command unanimous support from the more than 170 DLC members. Taken together, however, they point our party in a promising new direction – a direction we believe that most Democrats can and will embrace."

le DLC. Le débat interne autour des causes de la défaite de Dukakis encouragea en effet l'organisation à adopter une approche de plus en plus confrontationnelle vis-à-vis de l'establishment démocrate, comme le suggèrent les propos d'Al From :

> Dukakis erased the (liberal) graffiti on the wall but put nothing on it, and Bush painted it for him. Dukakis never articulated an alternative vision for the country, allowing Bush to use wedge issues against him. At that point we decided to increase the intellectual effort within the DLC[193].

De manière similaire, William Galston estimait que cette défaite démontrait l'obsolescence de l'idéologie libérale telle que façonnée successivement par le *New Deal*, la Grand Société, et la campagne de McGovern, et confirmait la nécessité de formuler une nouvelle approche :

> Dukakis' defeat proved that contemporary liberalism, an amalgam of New Deal, Great Society, and McGovernite propositions and programs, had lost credibility and was no longer politically viable. The issue was ideology, not competence, but the ideology of the past could not serve as an effective counterweight to Reaganism. Nothing less than a new approach would do[194].

Le *Progressive Policy Institute* (PPI) fut ainsi formé en 1989 dans l'objectif de formuler une alternative au paradigme libéral dominant. En septembre, il supervisa la publication d'un rapport intitulé « The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency »[195]. Rédigé conjointement par William Galston et Elaine Kamarck, ce document véhiculait une critique acerbe de l'orthodoxie démocrate. Reconnaissant que la coalition du *New Deal* était désormais caduque, les auteurs accusaient le Parti démocrate d'avoir épousé 3 mythes qui lui permettaient de justifier ses échecs électoraux successifs et l'empêchaient de s'engager dans la voie du réformisme idéologique[196], alors même que sa philosophie n'était plus en phase avec l'électorat de la classe moyenne :

> Over the past two decades […] liberal fundamentalism has meant a coalition increasingly dominated by minority groups and while elites – a coalition viewed by the middle class as unsympathetic to its interests and its values. The inescapable fact is that the national Democratic Party is losing touch with the middle class, without whose solid support it cannot hope to rebuild a presidential majority[197].

---

[193] Cité dans Jon F. Hale, "The Making of the New Democrats," *Political Science Quarterly* 110, no. 2 (1995): 254, https://doi.org/10.2307/2152360.

[194] William A. Galston, "Incomplete Victory: The Rise of the New Democrats," in *Varieties of Progressivism in America*, ed. Peter Berkowitz (Hoover Institution Press, 2004), 74.

[195] William A. Galston and Elaine Kamarck, "The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency," Progressive Policy Institute, September 1989, https://www.progressivepolicy.org/wpcontent/uploads/2010/01/Politics_of_Evasion.pdf.

[196] Le premier mythe renvoie à ce que les auteurs surnomment le « libéralisme fondamentaliste », à savoir la thèse selon laquelle les revers électoraux des Démocrates résulteraient de leur éloignement vis-à-vis de l'orthodoxie libérale. Le second mythe, dit « mythe de la mobilisation », repose sur l'idée que les Démocrates pourraient reconquérir la présidence, non pas en modifiant l'image publique de leur parti, mais en stimulant la participation électorale des abstentionnistes. Enfin, le « mythe du bastion du Congrès » soutient que le Parti démocrate ne serait pas véritablement en crise électorale, comme l'indiquerait le maintien de sa majorité dans la plupart des institutions en dehors de la présidence.

[197] Galston and Kamarck, "The Politics of Evasion" 4.

Selon Galston et Kamarck, le Parti démocrate devait notamment s'évertuer à promouvoir des valeurs chères à la classe moyenne telles que la responsabilité individuelle, l'effort ou encore l'égalité des chances et adopter une attitude plus ferme sur la question de la criminalité[198]. Pour la faction centriste, il s'agissait en effet de donner une place de premier plan aux « valeurs », supposément négligées par le Parti démocrate. En témoignent les propos d'Al From : « I think we've underestimated the value of values in our politics and they are very important »[199]. Contrairement à Michael Dukakis, qui avait ouvertement évacué l'idéologie de sa campagne en préférant insister sur ses compétences[200], les *New Democrats* encourageaient le parti à se faire le défenseur de valeurs traditionnelles afin de se mettre au diapason de la classe moyenne. C'est précisément dans cette optique que fut fondé, à l'automne 1989, le magazine *Mainstream Democrat*.

Au terme de son quatrième congrès, tenu à la Nouvelle Orléans entre le 22 et le 25 mai 1990, le DLC endossa un document intitulé « The New Orleans Declaration: Where We Stand »[201], qui reflétait l'adoption de positions clairement controversées et distinctes de celles de l'establishment. En effet, les auteurs estimaient qu'il était temps pour une nouvelle génération de Démocrates de mener le pays vers l'avant et de le sortir de l'impasse idéologique dans lequel il se trouvait[202]. À ce titre, les *New Democrats* entretenaient une relation ambivalente vis-à-vis du libéralisme démocrate, souhaitant à la fois s'inscrire dans le sillage des grandes figures qui l'avaient façonné et s'en démarquer. Cette ambivalence fut reflétée dans les propos du sénateur Charles S. Robb, qui avait déclaré vouloir émuler l'esprit expérimental de ses prédécesseurs tout en se démarquant de leur projet politique : « Instead of fighting rear-

---

[198] Galston and Kamarck, "The Politics of Evasion" 18. "Above all, the next Democratic nominee must convey a clear understanding of, and identification with, the social values and moral sentiments of average Americans. The firm embrace of programs, such as national service, that link rights to responsibilities and effort to reward, would be a good start. The consistent use of middle-class values – individual responsibility, hard work, equal opportunity – rather than the language of compensation would also help. And finally, the American people overwhelmingly believe that the central purpose of criminal punishment is to punish – to express our moral outrage against acts that injure our community. The next Democratic nominee cannot appear indifferent to the victims of violent crime."

[199] Alison Mitchell, "Clinton's Advisers: Sharp Split Over Issues: Economics or Values?," *The New York Times*, January 27, 1996, https://www.nytimes.com/1996/01/27/us/politics-clinton-s-advisers-sharp-split-over-issues-economics-or-values.html.

[200] Michael Dukakis, "Address Accepting the Democratic Nomination at the Democratic National Convention in Atlanta" (speech, Atlanta, Georgia, July 21, 1988), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-atlanta. "This election isn't about ideology; it's about competence."

[201] Democratic Leadership Council, "The New Orleans Declaration: Where We Stand," March 22–25, 1990, https://abiasedperspective.wordpress.com/2015/04/07/repost-the-manifesto-of-the-third-way-democrats-the-new-orleans-declaration/.

[202] Democratic Leadership Council, "The New Orleans Declaration." "Here as elsewhere, the old isms have run their course, and old politics must give way to new realities. The political ideas and passions of the 1930s and 1960s cannot guide us in the 1990s. Together we pledge to overcome the forces of inertia and orthodoxy in both parties that keep America from moving forward."

guard actions to preserve programs created in the 30's and 60's, we need to recapture the bold vision and experimental spirit that is the true legacy of Roosevelt, Truman, Kennedy and Johnson »[203]. Pour Bill Clinton, désormais président du DLC, le renouveau du Parti démocrate dépendait intrinsèquement de son renouveau idéologique : « Any political resurgence depends on the intellectual resurgence of our party »[204]. Ainsi, les *New Democrats* cherchèrent activement à se démarquer du libéralisme hérité des années 1960 et rejetèrent plus particulièrement ce qu'ils considéraient être une complaisance envers la criminalité et la pauvreté, appelant à davantage de mesures punitives et une plus grande insistance sur les valeurs de travail et de famille[205].

Le document signalait également une claire inflexion droitière de l'idéologie libérale sur la question du rôle de l'État. Celle-ci se manifestait particulièrement dans la volonté de refonder le contrat social sur la base de responsabilités réciproques[206], ainsi que sur la manière dont était désormais envisagée la notion d'égalité. En effet, les *New Democrats* souhaitaient se démarquer d'une conception trop progressiste de la notion d'égalité en en infléchissant substantiellement le sens. Selon eux, le rôle de l'État ne consistait pas à garantir une égalité positive de tous les citoyens mais plutôt de chercher à assurer l'égalité des chances (*equal opportunity*)[207]. Pour ce faire, les *New Democrats* récusaient le besoin d'agrandir le périmètre de l'État lui-même et insistaient sur l'importance cruciale de la croissance économique du pays. En effet, garantir une croissance économique continue et pérenne était désormais ouvertement conçue comme un substitut de politique sociale, ce qui impliquait en retour un rôle distinct pour l'État : si l'interventionnisme avait auparavant essentiellement été défendu en termes de protection de l'individu vis-à-vis des risques inhérents au système capitaliste, il s'agissait désormais essentiellement de stabiliser le système capitaliste : « We believe that economic growth is the prerequisite to expanding opportunity for everyone. The free market, regulated in the public interest, is the best engine of general prosperity »[208]. En conséquence, le système

[203] Robin Toner, "Eyes to Left, Democrats Edge Toward the Center," *The New York Times*, March 25, 1990, https://www.nytimes.com/1990/03/25/us/eyes-to-left-democrats-edge-toward-the-center.html.
[204] Toner, "Eyes to Left, Democrats Edge Toward the Center."
[205] Democratic Leadership Council, "The New Orleans Declaration." "We believe in preventing crime and punishing criminals, not explaining away their behavior. We believe the purpose of social welfare is to bring the poor into the nation's eco mainstream, not maintain them in dependence. […] We believe in the moral and cultural values that most Americans share: liberty of conscience, individual responsibility, tolerance of difference, the imperative of work, the need for faith, and the importance of family."
[206] Democratic Leadership Council, "The New Orleans Declaration." "Finally, we believe that American citizenship entails responsibilities as well as rights, and we mean to ask our citizens to give something back to their communities and their country."
[207] Democratic Leadership Council, "The New Orleans Declaration." "We believe the promise of America is equal opportunity, not equal outcomes. We believe the Democratic Party's fundamental mission is to expand opportunity, not government."
[208] Democratic Leadership Council, "The New Orleans Declaration."

capitaliste était désormais envisagé comme l'allié du bien commun, rendant obsolète tout discours de classe. Lors du congrès, Bill Clinton avait ainsi déclaré : « While we favor tax fairness and think the middle class is overtaxed, we don't think the Democratic Party should lead with class warfare »[209].

Sous-tendue par une dichotomie largement illusoire qui opposait, d'un côté, un libéralisme conçu comme démesurément interventionniste, bureaucratique, et permissif et, de l'autre, un conservatisme caractérisé par une approche moralisatrice, non-interventionniste et excessivement favorable aux grandes entreprises et aux capitalistes, la troisième voie fut conçue par les *New Democrats* comme s'inscrivant dans un entre-deux essentiellement pragmatique, puisqu'elle visait avant tout à apporter des réponses concrètes aux défis économiques et sociaux du pays. L'inflexion droitière engagée par la troisième voie fut parfaitement illustrée par le manifeste du DLC qui, intitulé « New American Choice Resolutions »[210], fut adopté lors de la convention de Cleveland en mai 1991. Le document signalait vouloir offrir une « nouvelle philosophie publique » ancrée dans un ensemble de croyances communes et d'objectifs nationaux plutôt que dans des promesses faites à divers groupes d'intérêt[211]. En même temps, cela permettrait implicitement, aussi, de contourner le problème des primaires, dans la mesure où celles-ci avaient tendance à pousser les candidats démocrates vers des positions jugées plus à gauche que celles de l'électorat médian.

Les auteurs exprimèrent également une volonté de privilégier une certaine décentralisation des prérogatives de l'État fédéral et de renouveler le contrat social, afin de rendre le système étatsunien de libre entreprise plus démocratique et plus productif. Dans cette optique, le gouvernement devait être réinventé et devait refléter les valeurs morales et culturelles de la grande majorité des citoyens. Pour les *New Democrats*, cette nouvelle approche ne s'apparentait pas à une recherche de modération idéologique mais constituait la formulation d'une « nouvelle voie » post-partisane qui dépasserait la dichotomie gauche-droite afin de permettre au pays de faire face aux nouveaux enjeux de l'ère post-industrielle[212]. Ces positions furent notamment popularisées par l'ouvrage *Mandate for Change*[213], co-édité par Will Marshall et Martin Schram et publié en 1992. La Convention de Cleveland mit également en

[209] Toner, "Eyes to Left, Democrats Edge Toward the Center."
[210] Democratic Leadership Council, "The New American Choice Resolutions," May 1, 1991, https://archive.is/sEoJx#selection-679.0-679.11.
[211] Democratic Leadership Council, "The New American Choice Resolutions." Notre traduction. "The new choice we offer is a new public philosophy, not a new set of programs. It is built on a set of common beliefs and broad national purposes, not on promises to disparate interest groups."
[212] Democratic Leadership Council, "The New American Choice Resolutions." "Our purpose is not to seek the middle of the road but to build a new road that leads beyond right and left to move America forward."
[213] Will Marshall and Martin Schram, *Mandate for Change* (Progressive Policy Institute; Berkley Books, 1993).

lumière le factionnalisme qui caractérisait désormais le Parti démocrate. En effet, ni George McGovern ni Jesse Jackson ne furent invités à s'exprimer lors de cet événement sous prétexte que ces derniers incarnaient une « politique démodée » (*old-style politics*)[214].

En parallèle, la faction centriste des *New Democrats* poursuivit son institutionnalisation au sein du Parti démocrate. En avril 1990, le DLC lança sa campagne de création de sections locales, signalant par là une volonté de se confronter à l'establishment du parti. En septembre 1990 fut créé la *New Paradigm Society*, qui comptait parmi ses membres David Osborne, Elaine Kamarck, ainsi que le futur conseiller en politique intérieure de George H. W. Bush, James Pinkerton. Son objectif était le développement d'un nouveau paradigme politique basé sur une orientation pro-marché, les notions de choix individuel, de responsabilisation (*empowerment*), de décentralisation des fonctions gouvernementales ainsi que sur une approche essentiellement pragmatique des politiques publiques. Ce processus d'institutionnalisation généra toutefois l'opposition d'une partie de l'establishment et des factions plus à gauche au sein du Parti démocrate. Dans un article publié en juillet 1986, Arthur Schlesinger Jr. avait mis en garde le Parti démocrate contre ce qu'il considérait être une acceptation des paramètres idéologiques du reaganisme, une attitude qui, selon lui, risquait de nuire gravement à la popularité du parti lorsque cette idéologie viendrait à s'essouffler :

> One can only add that for the Democrats me-tooism is a recipe for disaster. Me-tooism greatly exaggerates the popularity of Reaganite ideology […]. When the economic bubble bursts, and burst it will, the public will turn to F.D.R.'s affirmative Government, not to Ronald Reagan's free market, for salvation. This is why the Democratic Party must renew, not reject, its historic commitment to Government as the means by which a free people meets its problems[215].

Schlesinger dénonçait en outre la proximité du DLC avec les milieux aisés, reprochant aux *New Democrats* de « vouer un culte au libre marché »[216]. Dans cette même optique, le progressiste Jesse Jackson rebaptisa l'organisation « Democrats for the Leisure Class »[217]. De manière générale, les *New Democrats* étaient accusés d'avoir trahi les idéaux d'égalité et de justice sociale qui avaient jusque-là différencié les Démocrates des Républicains. Dans *The New Politics of Inequality* (1984)[218], le journaliste et universitaire Thomas Byrne Edsall tenait le Parti démocrate pour partiellement responsable de la montée des inégalités économiques,

---

[214] "Demos Rankle Jackson by Failing to Invite Him to Talk at Convention," *Deseret News*, April 20, 1991, https://www.deseret.com/1991/4/20/18916256/demos-rankle-jackson-by-failing-to-invite-him-to-talk-at-convention.
[215] Arthur Schlesinger Jr., "For Democrats, Me-Too Reaganism Will Spell Disaster," *The New York Times*, July 6, 1986, https://www.nytimes.com/1986/07/06/opinion/for-democrats-me-too-reaganism-will-spell-disaster.html.
[216] Schlesinger, "For Democrats, Me-Too Reaganism Will Spell Disaster." Notre traduction. "[…] worshipping at the shrine of the free market."
[217] Robin Toner, "Jackson Urges Support for 'Special Interests'," *The New York Times*, June 23, 1987, https://www.nytimes.com/1987/06/23/us/jackson-urges-support-for-special-interest.html.
[218] Thomas Byrne Edsall, *The New Politics of Inequality* (W.W. Norton, 1984).

dans la mesure où celui-ci avait dans une large mesure accepté les soubassements de l'idéologie néolibérale associée au Parti républicain[219]. De manière similaire, le journaliste Robert Kuttner appelait le Parti démocrate à renouveler son association à une forme de « populisme progressiste » afin de rétablir son statut majoritaire auprès de l'électorat[220]. En mai 1990, la *Coalition for Democratic Values* (CDV) fut créée à l'initiative du sénateur de l'Ohio, Howard M. Metzenbaum, afin de réaffirmer l'héritage du *New Deal* et de la Grande Société au nom du libéralisme démocrate. Metzenbaum avait clairement exprimé sa volonté de freiner la dérive droitière du Parti démocrate : « I am tired of seeing more and more of my colleagues becoming shadow Republicans »[221]. La militante progressiste Heather Booth, fondatrice de l'organisation *Citizen Action*, coalition nationale de groupes militants locaux, fut nommée à la tête du nouveau groupe.

Ainsi, le Parti démocrate entama dès les années 1970, et sous l'influence d'acteurs politiques désireux de rétablir la compétitivité du parti, une inflexion idéologique vers une forme de néolibéralisme. Progressivement, et dans un contexte de montée du conservatisme, ces Démocrates centristes s'imposèrent comme une véritable faction au sein du Parti démocrate et parvinrent à durablement infléchir le libéralisme démocrate. Comme nous l'avons vu, ce néolibéralisme démocrate représentait dans une certaine mesure une exacerbation de tendances déjà présentes depuis le *New Deal*, mais qui se trouvaient désormais ouvertement endossées et réorientées. L'ambivalence du libéralisme vis-à-vis du rôle de l'État était désormais assumée par les néolibéraux, qui dénonçaient le dysfonctionnement d'un État jugé excessivement bureaucratique et intrusif. En même temps, ces Démocrates n'envisageaient pas, contrairement aux conservateurs, un désengagement radical de l'État mais plutôt de réformer son fonctionnement et d'en réorienter l'action afin de garantir le bon fonctionnement du système capitaliste, sur lequel reposait supposément le bien commun. À la vision du gouvernement comme régulateur et superviseur se substitua la vision du gouvernement comme partenaire du

[219] Edsall, *The New Politics of Inequality*, 14. "For nearly fifty years, since the formation of the New Deal coalition in the 1930s, there had been a sustained base of support for both social spending programs and a tax system that modestly redistributed income and restricted the concentration of wealth in the hands of the few. These deeply rooted liberal traditions were abandoned during the late 1970s in favor of policies calling for a major reduction of the tax burden on income derived from capital, and for reductions in domestic spending programs directed toward the poor and the working poor. These shifts in tax and spending policies, in combination with inflation, have had enormous distributional consequences, resulting, for the period from 1980 through 1984, in losses for every income group except the very affluent. Although the election of Ronald Reagan to the presidency has been the catalyst for much of this alteration of policy, its roots run far deeper. The delicate balance of power between elites and larger groups seeking representation in the political process has been changing in almost all quarters, including the Democratic party, the Republican party, the business lobbying community, organized labor, and the intellectual establishment."

[220] Robert Kuttner, *The Life of the Party: Democratic Prospects in 1988 and Beyond* (Viking, 1987), 2–5.

[221] David S. Broder, "Hill Liberals Launch Democratic Coalition," *The Washington Post*, May 14, 1990, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1990/05/14/hill-liberals-launch-democratic-coalition/b3017d42-58ac-402a-9ac4-b2d6e1cf3556/.

système capitaliste. Cette vision positive du système capitaliste impliquait en retour de repenser le contrat social : le libéralisme démocrate se désolidarisa d'une vision de solidarité collective pour embrasser la responsabilité et le succès individuels, plus en phase avec les logiques capitalistes. Cette nouvelle vision des responsabilités de l'État vis-à-vis des citoyens signala cette fois-ci un désengagement de l'État dans une optique de maximisation des mécanismes de marché et de responsabilisation des pauvres. En effet, le libéralisme démocrate se mit à ouvertement véhiculer une vision conservatrice de la pauvreté comme résultant avant tout de mauvais choix et d'attitudes personnelles plutôt que comme découlant de logiques capitalistes.

L'élection de Bill Clinton à la présidence des États-Unis en 1992 paracheva en quelque sorte l'institutionnalisation de la faction centriste et représenta une victoire majeure pour les *New Democrats*. Toutefois, leur projet revêtait un caractère élitiste, puisque formulé par le haut, et donc sans véritable ancrage au sein de la base électorale du parti. Selon Robert Reich, tout mouvement politique doit nécessairement être dynamisé par le bas, et c'est précisément ce manque de soutien populaire qui condamna la troisième voie : « As a political hybrid, [the Third Way] has no natural parents – no preexisting constituencies. Political movements may be catalyzed from the top, but they need to draw their sustaining energy from the bottom. The Third Way, however, has no grassroots »[222]. En effet, le projet des *New Democrats* était sous-tendu par une tension : s'il était effectivement formulé par une élite politique, il visait dans les faits à rétablir la popularité du Parti démocrate auprès de l'électorat et s'inscrivait donc dans une logique populaire.

[222] Robert Reich, "We Are All Third Wayers Now," *The American Prospect*, December 19, 2001, https://prospect.org/api/content/79007ab6-282f-53f1-a64b-d029eff6b4c1/. Voir également l'analyse de William Galston dans Galston, "Incomplete Victory," 62. "New Democrats worked, with some success, to use redefining ideas as a source of political change. Perhaps fatefully, however, these ideas entered the political system from the top rather than from the bottom. Unlike the Goldwater-Reagan transformation of the Republican Party, New Democrats did not rely on, and for some time did little to create, a grassroots movement of committed activists."

Chapitre 4 : La présidence de Bill Clinton et la réorientation du libéralisme démocrate.

> The real test of our ideas is whether they outlive this presidency; whether they are bigger than any candidate, any speech, any campaign, any debate. The real test is whether we can find a way to carry them on and on and on, and whether we can find a way to avoid self-satisfaction and self-congratulations, and always be searching for the new answers to the new challenges.
>
> William J. Clinton (1998)[1].

1. Ambiguïtés et pragmatisme de la troisième voie.

Ancien gouverneur de l'Arkansas de 1979 à 1981, puis de 1983 à 1992, et président du DLC entre 1990 et 1991, Bill Clinton accéda à la présidence des États-Unis en 1993, après avoir remporté 43% du vote populaire, contre 37,4% pour le républicain George H. W. Bush et 18,9% pour l'indépendant H. Ross Perot[2], et avec la ferme intention d'imposer un nouveau paradigme politique, qui transcenderait les débats partisans stériles et permettrait de restaurer la compétitivité du Parti démocrate auprès de l'électorat : « I had always tried to synthesize new ideas and traditional values, and to change government policies as conditions changed. I wasn't splitting the difference between liberals and conservatives; instead, I was trying to build a new consensus »[3]. En tant que premier candidat démocrate à être élu à la présidence depuis Jimmy Carter, Bill Clinton suscita des espoirs de renouveau au sein du Parti démocrate. Toutefois, loin de faire consensus au sein du camp démocrate, et en raison de sa forte ambivalence, le projet politique de Bill Clinton, et sa traduction concrète lors de ses deux mandats successifs, ont fait l'objet d'interprétations diverses.

Certains analystes, peu nombreux, ont notamment insisté sur le degré de continuité entre les politiques de Clinton et celles de ses prédécesseurs démocrates. Selon David Greenberg, Clinton serait resté fidèle au principe fondateur du *New Deal* et de la Grande Société en manifestant une volonté de recourir à l'action gouvernementale afin de promouvoir la croissance, l'équité économique et l'égalité raciale[4], et ses politiques se seraient ainsi dans une très large mesure inscrites dans le sillage de la tradition libérale[5]. D'autres, au contraire,

[1] Cité dans Baer, *Reinventing Democrats*, 256.
[2] "1992 Presidential Election Results," *The American Presidency Project*, https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1992.
[3] William J. Clinton, *My Life* (Vintage Books, 2004), 660.
[4] Greenberg, "The Reorientation of Liberalism in the 1980s," 66.
[5] Greenberg, "The Reorientation of Liberalism in the 1980s," 67.

estiment que la présidence de Clinton traduisit surtout une capitulation des Démocrates devant les valeurs néolibérales, marquant ainsi une rupture avec le libéralisme issu du *New Deal*.

Doug Henwood[6], mais aussi Gary Gerstle, considèrent que Clinton se serait converti au paradigme néolibéral initié par Reagan, et incarnerait de fait une sorte de « Eisenhower démocrate »[7]. Ainsi, de la même manière qu'Eisenhower aurait accepté le périmètre fixé par le « consensus libéral » durant sa présidence, Clinton aurait accepté celui fixé par le néolibéralisme durant la sienne. Dans cette même optique, Alexander Cockburn souligne l'abandon de la valeur de justice – pourtant si centrale au libéralisme démocrate – et décrit Clinton comme l'incarnation de l'essence-même du néolibéralisme[8]. Pour sa part, Jack Godwin met en lumière le fort degré de continuité qui caractérisa les politiques économiques de Reagan (*Reaganomics*) et de Clinton (*Clintonomics*). Selon lui, bien que Clinton présentât sa philosophie politique comme un remède aux excès des *Reaganomics*, les deux présidents s'apparentaient en réalité à des compagnons de route idéologiques, davantage séparés par leur affiliation partisane que par leurs convictions politiques[9]. Toutefois, Godwin souligne également le degré de cohérence qui caractérisait l'approche de Clinton et estime que la troisième voie relevait davantage de l'idéologie que du calcul politicien[10]. De manière similaire, Curtis Atkins envisage la troisième voie comme le résultat d'un processus de « décontestation » des valeurs libérales, ayant donné naissance à un système idéologique distinctif qui aurait dominé la conduite des politiques démocrates pendant au moins deux décennies[11].

D'autres ont tenté de nuancer ces approches, estimant que le projet de Clinton se serait essentiellement démarqué sur les questions économiques[12], ou que, malgré l'élaboration d'une alternative crédible, la présidence Clinton aurait été essentiellement guidée par une forme de pragmatisme électoral et aurait ainsi échoué à mettre en œuvre sa politique de manière cohérente[13]. Pour Stephen Skowronek, l'entreprise idéologique de Clinton aurait principalement été sous-tendue par des considérations d'ordre pragmatique liées au « temps

---

[6] Doug Henwood, "Clinton's Liberalism: No Model for the Left," *Socialist Register* 33 (March 1997), https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5687.
[7] Gerstle, "The Rise and Fall(?) Of America's Neoliberal Order," 256.
[8] Alexander Cockburn, "Bill Clinton, Puppy Dog of Neoliberalism: For Those Who Think the Free-Trade Agreement Is Disastrous, Perot Is the Man," *Los Angeles Times*, October 25, 1992, https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-10-25-op-825-story.html. "Never once, in three debates, did Clinton permit the word justice to pass his lips. Never once, in my hearing, did he disturb the airwaves with expressions of concern about the poor, the hungry, the homeless, the nonwhite and--for 99% of his allotted time--the non-male […]. Clinton is the ultimate distillation of neoliberalism."
[9] Jack Godwin, *Clintonomics: How Bill Clinton Reengineered the Reagan Revolution* (AMACOM, 2009), 4.
[10] Godwin, *Clintonomics*, 4-5.
[11] Atkins, "Forging A New Democratic Party," iii.
[12] Stephen K. Medvic, "Old Democrats in New Clothing?: An Ideological Analysis of a Democratic Party Faction," *Party Politics* 13, no. 5 (September 2007): 587–609, https://doi.org/10.1177/1354068807080087.
[13] Alex Waddan, *Clinton's Legacy?: A New Democrat in Governance* (Palgrave Macmillan, 2001), 160.

politique » dans lequel s'est inscrit sa présidence. En tant que « dirigeant préemptif », Clinton aurait ainsi cherché à déjouer la révolution conservatrice en promettant une troisième voie dont l'objectif premier était de restaurer la compétitivité du Parti démocrate : « His was a bid to get back in the game »[14]. Contraint par le contexte idéologique conservateur, Clinton aurait ainsi délibérément proposé un message hautement équivoque et hybride, qui sous-tendait une idéologie vague et incertaine[15].

Le projet politique de Clinton s'apparente en dernière analyse à une idéologie ambivalente, située à la croisée entre continuité et rupture et entre idéologie et pragmatisme. En premier lieu, la troisième voie de Clinton se trouvait imprégnée d'une tension entre continuation de la tradition libérale et reformulation de celle-ci, tension qui infiltrait ses discours et se manifestait notamment par une volonté d'ancrer son approche dans de nouvelles valeurs considérées comme traditionnelles : « [O]ur burden is to give people a new choice, rooted in old values, a new choice that is simple, that offers opportunity, demands responsibility, gives citizens more say, provides them responsive government »[16]. Selon Clinton, les notions de changement et de stabilité, tout comme celles de modération et de radicalité, n'étaient pas mutuellement exclusives[17], et son projet politique visait précisément à s'inscrire simultanément dans ces différentes catégories. Ainsi, si Clinton reconnaissait que les valeurs traditionnelles d'opportunité, de responsabilité et de communauté devaient continuer à orienter les politiques publiques, le nouveau contexte économique, social, et politique auquel faisait face le pays nécessitait selon lui de radicalement refonder le libéralisme afin d'en restaurer la pertinence à la fois idéologique et électorale : « Stale theories produce but stalemate. The old economic answers are obsolete. We've seen the limits of Keynesian economics. We've seen the worst of supply-side economics. We need a new approach »[18]. Constatant que le pays se trouvait engagé

[14] Stephen Skowronek, *Presidential Leadership in Political Time: Reprise and Reappraisal* (University Press of Kansas, 2011), 105.
[15] Skowronek, *Presidential Leadership in Political Time*, 110. "These leaders do best when they play at the margins of change and leave their core commitments ambiguous. A bid for a clear policy definition of the third way risks exposing the whole problem of definition that lies at its core."
[16] William J. Clinton, "Democratic Leadership Council Convention Speech" (speech, Cleveland, Ohio, May 6, 1991), C-SPAN, https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/democratic-leadership-council-keynote-address/156363.
[17] Clinton*, My Life,* 122. "In Indiana, Bobby Kennedy became the first New Democrat, before Jimmy Carter, before the Democratic Leadership Council, which I helped to start in 1985, and before my campaign in 1992. He believed in civil rights for all and special privileges for none, in giving poor people a hand up rather than a handout: work was better than welfare. He understood in a visceral way that progressive politics requires the advocacy of both new policies and fundamental values, both far-reaching change and social stability."
[18] William J. Clinton, "The New Covenant: Responsibility and Rebuilding the American Community" (speech, Washington, D.C., October 23, 1991), University of South Carolina Libraries Digital Collections, https://digital.tcl.sc.edu/digital/collection/p17173coll40/id/480/.

dans une « douloureuse période de transition »[19], Clinton proposait un changement radical[20], mais au diapason des valeurs modérées de la classe moyenne : « What I am trying to be is a middle-class moderate offering radical change »[21].

Plus fondamentalement, la troisième voie se trouvait tiraillée entre des considérations d'ordre idéologique et une forme de pragmatisme électoral. Cette tension se traduisit en pratique par une oscillation entre une volonté de fonder une philosophie politique originale et une tentative d'accommodation des principes conservateurs dans une perspective électoraliste[22]. Cette stratégie de cooptation, surnommée « triangulation » par le conseiller politique de Clinton, Dick Morris[23], s'illustra par une volonté de brouiller les distinctions partisanes en promouvant un changement qui ne serait « ni libéral, ni conservateur » mais « les deux à la fois », et différent en même temps[24]. Le pragmatisme qui informait le projet de troisième voie peut ainsi se comprendre de différentes manières. S'il peut être entendu dans un sens de « calcul politicien » et d'optimisation des chances électorales, il s'inscrit également dans une veine décidément jamesienne. En effet, la troisième voie se trouvait sous-tendue par une volonté d'ancrer les politiques publiques dans une forme de réalisme en se confrontant « aux vrais problèmes des vraies gens »[25]. Selon Clinton, cet ancrage dans le réel nécessitait d'abandonner une rhétorique partisane jugée désuète : « The American people don't care about the idle rhetoric of left and right. They're real people, with real problems, and they think no one in Washington wants to solve their problems or stand up for them »[26]. Toutefois, si Clinton récusait l'utilité du prisme gauche-droite, la troisième voie n'excluait aucunement l'importance des idées pour changer le monde, comme en témoigne la volonté de Clinton d'imposer un

[19] William J. Clinton, "Speech at the Democratic National Convention" (speech, New York City, New York, August 14, 1980), https://api.pageplace.de/preview/DT0400.9781610755559_A24854817/preview-9781610755559_A24854817.pdf. Notre traduction.
[20] William J. Clinton, "Remarks Announcing Candidacy for the Democratic Presidential Nomination" (speech, Little Rock, Arkansas, October 3, 1991), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-candidacy-for-the-democratic-presidential-nomination-0. "This election is about change: in our party, in our national leadership, and in our country."
[21] Baer, *Reinventing Democrats*, 198.
[22] Daniel Béland, François Vergniolle de Chantal, and Alex Waddan, "Third Way Social Policy: Clinton's Legacy?," *Policy & Politics* 30, no. 1 (2002). Les auteurs parlent d'une tension entre stratégies « proactives » et stratégie « réactives ».
[23] Richard Morris, *Behind the Oval Office: Winning the Presidency in the Nineties* (Random House, 1997), 80. "The president needed to take a position that not only blended the best of each party's views but also transcended them to constitute a third force in the debate. I blurted out the strategy I proposed in a single word: triangulate."
[24] Clinton, "Remarks Announcing Candidacy." "The change we must make isn't liberal or conservative. It's both, and it's different." Notre traduction.
[25] Bill Clinton, "A New Covenant for Economic Change" (speech, Washington, D.C., November 20, 1991), in *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992* (University of Arkansas Press, 1996). Notre traduction. "The American people don't care about the idle rhetoric of left and right. They're real people, with real problems, and they think no one in Washington wants to solve their problems or stand up for them." Voir également Clinton, "Remarks Announcing Candidacy." "We have to do a better job of the old-fashioned work of confronting the real problems of real people and pointing the way to a better future."
[26] Clinton, "A New Covenant for Economic Change."

paradigme nouveau, en phase avec la nouvelle réalité des années 1990[27]. En effet, le nouveau président était fort conscient de la nécessité d'adapter sa politique au nouveau contexte économique et social. Tout comme William James, Clinton reconnaissait l'importance d'ancrer la théorie dans le réel (ou l'expérience), ainsi que la capacité de l'esprit humain à faire face au monde, et non seulement à en reproduire la structure[28]. Selon James, le pragmatisme était effectivement une méthode d'appréhension du réel et de la vérité qui reconnaissait la nécessité d'asseoir la théorie sur une observation du réel, ce qui impliquait en retour une conception dynamique de la théorie, ainsi que la capacité de celle-ci à changer le monde :

> But if you follow the pragmatic method […] [y]ou must bring out of each word its practical cash-value, set it as work within the stream of your experience. It appears less as a solution, then, than as a program for more work, and more particularly as an indication of the ways in which existing realities may be *changed*.
> *Theories thus become instruments, not answers to enigmas, in which we can rest.* We don't lie back upon them, we move forward, and, on occasion, make nature over again by their aid[29].

La troisième voie apparaît ainsi comme une philosophie politique hybride et ambivalente, qui se trouve sous-tendue par une tension constitutive entre idéologie et pragmatisme, mais aussi entre libéralisme et conservatisme, et combine à la fois des dimensions proactives et réactives, cherchant tout à la fois à proposer un paradigme nouveau et à coopter une partie du projet conservateur. Malgré ses ambivalences, il nous semble que la troisième voie apparaît en théorie comme une approche distinctive, notamment dans sa conception du rôle de l'État et sa volonté de reformulation du contrat social, et qu'elle signala effectivement une inflexion du libéralisme démocrate vers une droite relative. En même temps, sa mise en œuvre sous la présidence Clinton contribua à en brouiller l'identité. Le contexte politique et institutionnel, mais aussi le président lui-même, ont, en effet, fortement contraint la mise en œuvre du programme de la troisième voie, rendant celui-ci particulièrement difficile à légitimer auprès de l'électorat et de la classe politique.

En effet, alors que le DLC préconisait une forme de modération sur les questions sociales, qui étaient perçues comme excessivement clivantes et susceptibles d'affecter négativement la réputation du Parti démocrate, l'arrivée de Clinton à la présidence fut marquée par une mise en avant de ces questions. Le 22 janvier 1993, soit deux jours après son investiture, le nouveau président révoqua l'article X du *Public Health Service Act* (surnommé *Gag rule*),

[27] William J. Clinton, "Acceptance Speech at the Democratic National Convention" (speech, New York City, New York, August 14, 1980), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/august-14-1980-acceptance-speech-democratic-national. "This is a painful time of transition of our nation."
[28] Nicolas Gachon, *Les Muckrakers et le rêve d'Amérique, 1900-1912* (thèse de doctorat, Université de Nice Sophia-Antipolis, 1999), 297.
[29] Cité dans Gachon, *Les Muckrakers et le rêve d'Amérique*, 301-2.

qui avait été mis en place par l'administration Nixon en 1970 et qui, visant à venir en aide aux familles non assurées ou pauvres, stipulait que les fonds alloués au *Family Planning Program* ne pouvaient être utilisés par les États pour promouvoir l'avortement[30]. Clinton révoqua de surcroît l'interdiction visant à empêcher les avortements auto-financés dans le cadre d'hôpitaux militaires[31], et leva le moratoire sur le financement public de la recherche impliquant l'utilisation de tissus fœtaux[32]. Il fut également le premier candidat à ouvertement évoquer la question de l'égalité de traitement des personnes homosexuelles. Dès son arrivée à la Maison Blanche, le président signala sa volonté de lever les restrictions concernant l'intégration des personnes homosexuelles dans l'armée et de mettre en place une enquête de 6 mois visant à élaborer une approche « réaliste » et « en adéquation avec les normes exigeantes ayant trait à l'efficacité au combat et à la cohésion des unités au sein des forces armées »[33]. Cette prise de position ne manqua pas de nourrir une controverse qui, alimentée par les suspicions de commandants militaires, tel Colin Powell, et de membres du Congrès, comme Sam Nunn, éroda sévèrement la capacité du président à se présenter comme l'incarnation de la troisième voie. Face à cette opposition, Clinton se résilia à abandonner sa promesse de campagne. Le 21 décembre 1993, le département de la Défense publia une directive, communément connue sous le slogan *Don't Ask Don't Tell*, qui consistait à assouplir l'interdiction faite aux personnes non hétérosexuelles de s'engager dans l'armée, intimant aux responsables militaires de ne pas se renseigner sur l'orientation sexuelles des recrues et aux intéressés de pas révéler leur orientation sexuelle. La nouvelle politique maintenait ainsi l'interdiction faite aux personnes homosexuelles de servir ouvertement dans l'armée. Finalement, cette compromission ne satisfit personne : l'armée n'apprécia pas cette intrusion dans ses affaires, les Démocrates étaient furieux de cette reddition, l'électorat était désorienté, et la communauté homosexuelle se sentit trahie[34].

Clinton continua néanmoins à défendre une politique de facture progressiste sur la question de l'homosexualité durant sa présidence. Après avoir dans un premier temps considéré la nomination de James Hormel, ouvertement homosexuel, au poste d'ambassadeur aux îles

[30] William J. Clinton, "Memorandum on the Title X 'Gag Rule'," January 22, 1993, https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1993-book1/pdf/PPP-1993-book1-doc-pg10-2.pdf.
[31] William J. Clinton, "Memorandum on Abortions in Military Hospitals," January 22, 1993, https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1993-book1/pdf/PPP-1993-book1-doc-pg10-2.pdf.
[32] William J. Clinton, "Memorandum on Fetal Tissue Transplantation Research," January 22, 1993, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/memorandum-fetal-tissue-transplantation-research.
[33] William J. Clinton, "Press Conference on 'Gays in the Military'" (press conference, Washington, D.C., January 29, 1993), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-29-1993-press-conference-gays-military. Notre traduction.
[34] George Stephanopoulos, cité dans Patrick J. Maney, *Bill Clinton: New Gilded Age President* (University Press of Kansas, 2016), 81.

Fidji, mais contraint de rétropédaler en raison de la criminalisation de l'homosexualité dans ce pays, il décida en octobre 1997 de le nommer au poste d'ambassadeur du Luxembourg. Toutefois, des groupes de Chrétiens évangélistes ainsi que des sénateurs républicains hostiles à Hormel empêchèrent sa nomination au Sénat. Clinton se décida finalement pour une nomination temporaire grâce à la suspension des activités du Sénat (*recess appointement*), le 4 juin 1999. En parallèle, Clinton signa le 28 mai 1998 le décret présidentiel 13087[35], qui étendit l'interdiction de pratiques discriminatoires basées sur les questions de race, de religion, de sexe, d'origine nationale, de handicap ou d'âge contenue dans le décret 11478[36] à l'orientation sexuelle. Le 11 juin 1999, enfin, il érigea le mois de juin en « Mois des fiertés LGBTQ » (*Gay and Lesbian Pride Month*).

Malgré la volonté de se distinguer du libéralisme démocrate, Clinton n'abandonna pas non plus la rhétorique d'inspiration populiste qui l'avait historiquement sous-tendu. Lors de la Convention démocrate d'État qui se tint à Hot Springs, dans l'Arkansas, en septembre 1974, il avait déclaré :

> We do not want the federal government to give up its attempt to protect our national security and promote domestic well-being, but we do want to cut back on wasteful spending and bloated bureaucracies. These middlemen of government meddle with our lives without increasing the common good[37].

Toutefois, si le cadrage populiste avait traditionnellement servi à positionner le Parti démocrate du côté des classes populaires et à l'associer à une forme de méfiance vis-à-vis du système capitaliste, celui-ci visait désormais à ancrer le Parti démocrate auprès de la classe moyenne et à dénoncer non pas les dérives du système capitaliste, mais plutôt celles de l'État fédéral et de ses élites. Cette attitude transparait également dans le manifeste de campagne *Putting People First*, élaboré par Bill Clinton et son colistier Al Gore lors de l'élection présidentielle de 1992, et dans lequel les auteurs dénonçaient un gouvernement mis au service des plus riches et des groupes d'intérêt, aux dépends d'une classe moyenne surimposée et largement ignorée[38]. Les candidats proposaient ainsi de rétablir une forme d'équité fiscale en

[35] William J. Clinton, Executive Order 13087 – *Further Amendment to Executive Order 11478, Equal Employment Opportunity in the Federal Government*, May 28, 1998.
[36] Richard Nixon, Executive Order 11478 – *Equal Employment Opportunity in the Federal Government*, August 8, 1969.
[37] William J. Clinton, "Speech at the Democratic State Convention" (speech, Hot Springs, Arkansas, September 13, 1974), in *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992* (University of Arkansas Press, 1996).
[38] William J. Clinton and Albert Gore, *Putting People First: How We Can All Change America* (Times Books, 1992), 3. "America is the greatest nation on earth. But for more than a decade our government has been rigged in favor of the rich and special interests. While the very wealthiest Americans get richer, middle-class Americans pay more taxes to their government and get less in return."

réduisant les impôts qui pesaient sur la classe moyenne et en faisant basculer la charge fiscale sur les ménages les plus aisés[39].

Par ailleurs, la préférence marquée des *New Democrats* pour le secteur privé transparait clairement dans le projet de réforme de l'État. Influencé par le paradigme de Nouvelle Gestion Publique, ce projet figurait au cœur du projet politique de Bill Clinton et de Al Gore[40], et visait dans une large mesure à restaurer la légitimité de l'action de l'État en calquant son fonctionnement sur celui du secteur privé. Le 3 mars 1993, soit deux mois seulement après son investiture, Clinton inaugura le projet de réinvention de l'État en créant la *National Performance Review* (NPR), qui serait présidée par le vice-président Al Gore. À cette occasion, Clinton expliqua : « […] no one deserves a bigger say in the services Government provides than Government's customers, the American people »[41].

Six mois plus tard, la NPR publia son premier rapport, intitulé « From Red Tape to Results: Creating a Government that Works Better and Costs Less »[42]. Dans ce document, Al Gore s'évertuait à élaborer une troisième voie qui, tout en reconnaissant la désaffection d'une part de la population vis-à-vis de l'État, et donc la nécessité de remédier à ce « déficit de confiance »[43], récusait la critique conservatrice selon laquelle l'État serait par nature incompétent. Selon Gore, le problème était lié à une inadéquation entre des organisations bureaucratiques et le nouveau contexte politique et économique des années 1990[44]. Afin de restaurer la confiance du public dans la capacité de l'État fédéral à promouvoir le bien-être commun, il conviendrait de créer un État tout à la fois moins couteux et plus compétent[45]. Gore proposait ainsi la mise en place d'un « nouveau contrat de clientèle » pour les citoyens étatsuniens[46], qui reposerait sur quatre principes d'inspiration néolibérale : réduire la paperasserie (*red tape*), donner la priorité aux « clients » de l'État, donner davantage

[39] Clinton and Gore, *Putting People First*, 15.
[40] Clinton and Gore, *Putting People First*, 24. "It is time to radically change the way government operates – to shift from top-down bureaucracy to entrepreneurial government that empowers citizens and communities to change our country from the bottom up. We must reward the people and ideas that work and get rid of those that don't."
[41] William J. Clinton, Remarks Announcing the National Performance Review, March 3, 1993, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-the-national-performance-review.
[42] Albert Arnold Gore Jr., "From Red Tape to Results – Creating a Government That Works Better & Costs Less," National Performance Review, September 1, 1994, https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP97M00518R000600620002-5.pdf.
[43] Gore, "From Red Tape to Results," September 1, 1994, i. Notre traduction.
[44] Gore, "From Red Tape to Results," September 1, 1994, 3. "Is government inherently incompetent? Absolutely not. Are federal agencies filled with incompetent people? No. The problem is much deeper: Washington is filled with organizations designed for an environment that no longer exists – bureaucracies so big and wasteful they can no longer serve the American people."
[45] Gore, "From Red Tape to Results," September 1, 1994, i. "[…] make government work better and cost less."
[46] Gore, "From Red Tape to Results," September 1, 1994, i. Notre traduction. "[…] a new customer service contract with the American people."

d'autonomie aux employés afin d'encourager leur créativité et d'améliorer leur productivité[47], et enfin réduire les coûts en limitant la taille de l'État fédéral[48]. Il s'agissait, en somme, de créer un État basé sur un modèle davantage entrepreneurial : en s'inspirant du système privé et de ses principes (notamment ceux de compétitivité, de créativité, et d'efficacité), il serait possible de réduire considérablement le coût (Gore envisageait une réduction de 108 milliards de dollars sur 5 ans) et la taille (le rapport prévoit une réduction de 12% de la main d'œuvre fédérale sur 5 ans) de l'État fédéral[49]. Le 10 février 1993, Clinton signa le décret présidentiel 12839[50], menant à la suppression de 100000 emplois fédéraux. Le décret 12861[51], promulgué en septembre 1993, mandata quant à lui la révocation de la moitié des régulation internes aux différents départements et agences de la branche exécutive.

Dans un rapport publié l'année suivante et intitulé « Putting Customers First: Standards for Serving the American People »[52], la NPR prolongea sa réflexion concernant l'élaboration d'un État au service de ses clients (*customer-driven government*), qui permettrait au service public d'offrir une qualité de services égale à celle du secteur privé (*equal to the best in business*)[53]. L'objectif, comme le rappelait Gore, était avant tout de restaurer la réputation de l'État fédéral dans les yeux des citoyens :

> One big reason government must begin treating people the way top businesses treat their customers is to restore America's faith in our system of self-government. The terrible truth is that most Americans don't trust government to do the right thing. […] And the dramatic changes we are making are designed to convince our customers one customer at a time that government can work better, that it is working better, that Americans might once again believe that we can solve national problems like unemployment, crime, health care, and homelessness together, through self-government[54].

Dans cette optique, l'État devait décourager les promesses irréalistes[55] et s'évertuer à calquer son fonctionnement sur celui du secteur privé afin de démontrer sa capacité à

[47] Comme l'explique Michel Foucault, il ne s'agissait pas pour les néolibéraux d'obtenir une société indexée sur la marchandise et sur l'uniformité de la marchandise, mais sur la multiplicité et la différenciation des entreprises (Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 155).
[48] Gore, "From Red Tape to Results," September 1, 1994, 5.
[49] Gore, "From Red Tape to Results," September 1, 1994, iii.
[50] William J. Clinton, Executive Order 12839—*Reduction of 100,000 Federal Positions*, February 10, 1993.
[51] William J. Clinton, Executive Order 12861—*Elimination of One-Half of Executive Branch Internal Regulations*, September 11, 1993.
[52] William J. Clinton and Albert Arnold Gore Jr., "Putting Customers First: Standards for Serving the American People," *National Performance Review*, September 1994, https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED384296.pdf.
[53] Clinton and Gore, "Putting Customers First," September 1994, 7.
[54] Clinton and Gore, "Putting Customers First," September 1994, 9.
[55] Clinton and Gore, "Putting Customers First," September 1994, 7. "[…] one of the cardinal rules of customer service is never to make a promise you can't keep; if anything, promise less, then give your customer a pleasant surprise."

récompenser justement les citoyens méritants[56]. Le projet de réinvention de l'État illustre ainsi parfaitement la tentative de formulation d'une troisième voie qui, tout en cherchant à accommoder certains principes conservateurs, continuait à promouvoir des valeurs démocrates traditionnelles, et notamment le principe d'interventionnisme de l'État au service du bien commun.

Au-delà de la réforme de l'État fédéral lui-même, le nouveau paradigme développé par les *New Democrats* et Clinton se proposait également d'en repenser la mission. Loin d'adhérer à un retranchement radical de l'interventionnisme étatique, la troisième voie envisageait un État, certes réduit, mais non moins activiste (*A government that is leaner, not meaner*[57]). C'est précisément ce que suggérait Peter Edelman, ami de longue date de Clinton et ancien conseiller de Robert Kennedy, lorsqu'il déclara : « [Bill Clinton]'s the opposite of Jimmy Carter […]. Bill's not running against government. It's not that he's a big government person. But he believes in a serious role for government »[58]. Dans une large mesure, Clinton accéda à la présidence convaincu de la nécessité d'implanter une forme de « capitalisme géré » (*managed capitalism*)[59] où l'État jouerait un rôle différent, mais central, dans la gestion de l'économie étatsunienne. Si le terme de « politique industrielle » a longtemps fait l'objet d'une forme de tabou culturel[60], la plupart des administrations, qu'elles soient démocrates ou républicaines, ont promu une forme de politique industrielle[61], qui doit être comprise comme recoupant toutes les formes d'interventions gouvernementales ayant trait aux dynamiques de production et étant guidées par un projet politique plus large dont les objectifs sont clairement définis[62]. Dans cette optique, l'administration Clinton promut effectivement une politique industrielle relativement ambitieuse, qui s'inscrivait par ailleurs dans une logique néolibérale en cherchant

[56] Clinton and Gore, "Putting Customers First," September 1994, 15. "You worked hard and paid into Social Security for years to become eligible for benefits. The Social Security Administration believes you shouldn't have to work hard get those benefits."
[57] William J. Clinton, "Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention in New York" (speech, New York City, New York, July 16, 1992), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-new-york.
[58] Sidney Blumenthal, "The Anointed," *The New Republic*, 3 February 1992, https://newrepublic.com/article/122223/anointed-bill-clinton..
[59] Nelson Lichtenstein, *A Fabulous Failure: Managing American Capitalism during the Clinton Presidency* (lecture, University of California, Santa Barbara, June 12, 2023), *The Legal History Podcast*, SoundCloud, https://soundcloud.com/tlrhub/a-fabulous-failure-managing-american-capitalism-during-the-clinton-presidency.
[60] Di Tommaso and Schweitzer, *Industrial Policy in America*, 2.
[61] William R. Nester, *American Industrial Policy: Free or Managed Markets?* (Palgrave Macmillan, 1997), 1. "From Hamilton through Clinton the federal government has conducted industrial policies designed to develop the economy."
[62] Di Tommaso and Schweitzer, *Industrial Policy in America*, 3. "IP should always have the explicit purpose of achieving a set of economic and 'meta-economic' *goals* that are defined by the government as desirable for the country as a whole. Industrial policy is the set of all government interventions on production dynamics driven by national societal goals that are based on a clear understanding of the relationships between *goals*, *targets* and *tools*."

essentiellement à agir sur ce que les ordolibéraux appelaient le « cadre », c'est-à-dire les conditions d'existence du marché, et non directement sur les processus économiques eux-mêmes.

Comme le suggéra Clinton lors de la conférence économique pour un « Nouveau Départ » (*New Beginning*), qui eut lieu du 14 au 15 décembre 1992, le président et son administration étaient animés par une volonté de mettre l'État au service d'une croissance économique forte et pérenne[63]. Pour ce faire, le nouveau président insistait sur la nécessité d'investir davantage dans certains domaines spécifiques et non-économiques, en premier lieu ceux de l'éducation et de la formation, afin d'adapter la main d'œuvre au contexte de la *New Economy*. L'État devait également s'évertuer à investir dans les domaines de la recherche et développement, ainsi que dans les infrastructures et les nouvelles technologies, afin d'encourager la création d'emplois d'avenir[64]. À cet effet, Clinton signa le 31 mars 1994 le *Goals 2000: Educate America Act*[65], qui prévoyait d'octroyer une assistance financière aux États afin que ceux-ci mettent en œuvre des programmes ambitieux ainsi que des normes de réussites élevées pour les élèves. En mai, le programme *Early Head Start* fut lancé afin d'étendre le programme *Head Start*, créé sous l'égide du président Johnson en 1965, aux jeunes enfants (1 à 3 ans). Le *Improving America's Schools Act*[66], auquel Clinton apposa sa signature en octobre 1994, participa de la même volonté de promouvoir une amélioration du niveau scolaire des enfants afin de les préparer au mieux pour le marché du travail en prévoyant cette fois-ci une aide supplémentaire à destination des élèves désavantagés. De manière similaire, l'initiative « 21st Century Community Learning Centers », lancée en octobre 1998, ciblait également les zones et écoles relativement défavorisées afin de leur apporter un soutien supplémentaire, prévoyant notamment des programmes parascolaires. Enfin, le *Education Flexibility Partnership Act*[67], signé par Clinton en avril 1999 envisageait d'instaurer une plus grande flexibilité dans l'implantation des programmes d'éducation fédéraux, en échange de quoi les États devraient faire preuve d'une plus grande responsabilité concernant les résultats de leurs élèves.

Toutefois, malgré la promesse de politique industrielle ambitieuse promulguée durant la campagne de 1992, la présidence de Clinton fut, sous l'influence de conseillers aux penchants néolibéraux, marquée par un certain retranchement conservateur sur les questions de fiscalité

[63] William J. Clinton, *President Clinton's New Beginning: The Complete Text, with Illustrations, of the Historic Clinton-Gore Economic Conference in Little Rock, Arkansas, December 14–15, 1992* (Plume, 1993), 6.
[64] Clinton, *President Clinton's New Beginning*.
[65] *Goals 2000: Educate America Act*, 1994, 108 Stat. 125.
[66] *Improving America's Schools Act*, 1994, 108 Stat. 3518.
[67] *Education Flexibility Partnership Act*, 1999, 113 Stat. 41.

et d'orthodoxie budgétaire. Sous l'égide de personnalités telles que Robert Rubin, Clinton s'éloigna en effet de l'approche keynésienne jusque-là caractéristique du libéralisme démocrate, qui encourageait des dépenses importantes de la part de l'État fédéral dans le but de stimuler la demande. À sa place, l'administration Clinton se mit à promouvoir une forme d'orthodoxie budgétaire qui devint un enjeu majeur de son second mandat et signalait une volonté de freiner l'activisme étatique lorsque celui-ci menaçait les intérêts financiers du pays. En effet, alors que Clinton avait, durant sa campagne, promu une stratégie d'investissement, accompagnée d'une promesse de réduction d'impôts pour les classes moyennes, d'importantes divergences se firent rapidement ressentir au sein de son cercle de conseillers.

Celles-ci furent mises en lumière lors de la conférence sur l'économie organisée en décembre 1992, à Little Rock. À cette occasion, deux visions se confrontèrent : alors que certains, à l'instar de George Stephanopoulos et de Robert Reich, se montrèrent favorables à des mesures de relance de l'économie, appelant à davantage d'investissement dans les infrastructures et à une réduction d'impôts pour la classe moyenne, d'autres, tels Robert Rubin, Leon Panetta, Alice Rivlin, Laura D'Andrea Tyson et Robert Altman, défendaient, au contraire, un plan de réduction du déficit fédéral qui devait permettre de garder des taux d'intérêt bas[68]. En effet, la question de l'équilibre budgétaire vint rapidement éclipser la promesse de réductions d'impôts pour les classes moyennes sur laquelle avait fait campagne Clinton. Lors d'une réunion qui se tint à la résidence du gouverneur le 3 janvier 1993, Rubin, qui venait d'être nommé à la tête du *National Economic Council*, ainsi que Leon E. Panetta, directeur du *Office of Management and Budget*, se firent les porte-paroles d'une réduction du déficit, qui impliquait de voir à la baisse les promesses d'investissement promues durant la campagne. La signature du *Omnibus Budget Reconciliation Act* (OBRA)[69], en août 1993, reflétait cette volonté de promouvoir une forme de discipline fiscale, qui était accompagnée d'une augmentation concomitante des impôts et des dépenses publiques.

En janvier 1995, Clinton présenta devant le Congrès un projet budgétaire équilibré qui prévoyait de réduire de 1,1 milliards de dollars les dépenses publiques sur une période de 10 ans tout en promettant une réduction d'impôts pour la classe moyenne. L'année suivante, le projet budgétaire du président insistait de nouveau sur l'importance de l'équilibre budgétaire[70]. Le 5 août 1997, le président signa le *Balanced Budget Act*[71], qui prévoyait de voir le budget

[68] Dilys M. Hill and Paul S. Herrnson, *The Clinton Presidency: The First Term, 1992-96* (Palgrave Macmillan, 1999), 86.
[69] *Omnibus Budget Reconciliation Act*, 1993, 107 Stat. 312.
[70] William J. Clinton, "State of the Union Address" (speech, Washington, D.C., January 23, 1996), Clinton White House, https://clintonwhitehouse4.archives.gov/WH/New/other/sotu.html.
[71] *Balanced Budget Act*, 1997, 111 Stat. 251.

fédéral à l'équilibre en 2002, ainsi que le *Taxpayer Relief Act*[72], qui instaurait une réduction d'impôts à hauteur de 152 milliards de dollars à l'intention principalement des familles avec enfants, des étudiants et des investisseurs. Cette insistance sur l'importance de l'équilibre budgétaire alla de pair avec une volonté de déréguler le système financier. Cette entreprise fut dans une large mesure guidée par Robert Rubin, qui avait rejoint la banque d'investissement Goldman Sachs en 1966 et fut nommé secrétaire au Trésor au sein de l'administration Clinton en 1995. Dès son arrivée, Rubin, son adjoint Bo Cutter, ainsi que certains conseillers dont John Podesta, entreprirent de faire pression sur le président pour que celui-ci abroge le *Glass-Steagall Act*[73] de 1933. Selon Podesta, la séparation entre banques commerciales et banques d'investissement était en effet devenue obsolète et participait à freiner la compétitivité des entreprises étatsuniennes :

> The argument for reform is that the separation between banking and other financial services mandated by Glass-Steagall is out of date in a world where banks, securities firms and insurance companies offer similar products and where firms outside the US do not face such restrictions[74].

En 1999, le président signa finalement le *Financial Services Modernization Act*[75]*,* ou *Gramm-Leach-Bliley Act*, qui permit aux banques de combiner activités commerciales et activités d'investissement, et rendit possible le retour de la spéculation financière à grande échelle. Dans le domaine de la finance, l'administration Clinton correspondit effectivement à une période de déréglementation et de retrait de l'État.

Par ailleurs, si la troisième voie ne revendiquait pas un repli radical de l'État, elle participa toutefois à promouvoir le rôle central du marché[76]. Cette orientation se manifesta notamment dans les domaines de la protection environnementale[77] et de l'éducation[78], mais

---

[72] *Taxpayer Relief Act*, 1997, 111 Stat. 787.
[73] *Banking Act*, 1933, 48 Stat. 162.
[74] Dan Roberts, "Wall Street Deregulation Pushed by Clinton Advisers, Documents Reveal," *The Guardian*, April 19, 2014, https://www.theguardian.com/world/2014/apr/19/wall-street-deregulation-clinton-advisers-obama.
[75] *Financial Services Modernization Act*, 1999, 113 Stat. 1338.
[76] Selon Clinton, l'État devait en quelques sortes être mis au service du secteur privé puisque c'est de ce dernier dont dépendait la vitalité économique du pays. Ainsi, le gouvernement devait activement chercher à protéger les entreprises privées à travers la mise en place de taux d'intérêts plus bas, d'incitations à investir, ou encore de politiques visant à former la main d'œuvre (William J. Clinton, "Address Before a Joint Session of Congress" (speech, Washington, D.C., February 17, 1993), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-congress-administration-goals.).
[77] Lors d'un discours prononcé devant l'université de Drexel à Philadelophie, Clinton énonça sa volonté d'ancrer sa politique dans une forme de coopération avec le secteur privé : "I believe it is time for a new era in environmental protection which uses the market to help us get our environment back on track, to recognize that Adam Smith's invisible hand can have a green thumb" (William J. Clinton, "Speech at Drexel University" (speech, Philadelphia, Pennsylvania, April 22, 1992), Heritage Foundation, https://www.heritage.org/environment/report/how-help-the-environment-without-destroying-jobs.).
[78] Dans le domaine de l'éducation, Clinton appelait à une coopération entre entreprises et gouvernement afin de permettre la mise en place de programmes d'apprentissage et favoriser une main d'œuvre flexible et capable de s'adapter à un marché du travail extrêmement versatile : "So we have to establish a partnership between businesses and education and the government, for programs in every state in this country to give our people the skills they

aussi et surtout dans celui de la santé. Le début de la décennie avait effectivement été marquée par une hausse importante des coûts du système de santé étatsunien, ainsi que par une baisse concomitante du nombre de personnes bénéficiant d'une couverture maladie[79], contribuant ainsi à fomenter un climat politique favorable à une réforme du système de santé. En effet, l'augmentation des coûts de santé menaçait la compétitivité internationale des entreprises étatsuniennes, encourageant certains employeurs à réduire, voire abandonner, leurs programmes d'assurance[80]. En 1992, le nombre de personnes non assurées était ainsi monté à 38,9 millions, soit une augmentation de 4,2% par rapport à 1989[81]. De fait, les enjeux des coûts et de l'accès à une assurance santé revêtaient un réel potentiel électoral, notamment auprès des classes moyennes. Ce potentiel fut clairement mis en lumière par la campagne électorale du démocrate Harris Wofford pour le poste de sénateur de Pennsylvanie, qui contribua à l'inscription à l'agenda (*agenda setting*) de la question de la réforme du système de santé. Sous la houlette de ses conseillers Paul Begala et James Carville, Wofford s'attela à élaborer un message populiste à destination des classes moyennes, axant sa campagne sur la question de la couverture-maladie universelle, et forçant de fait l'ensemble de la classe politique à prendre position sur cette question[82].

Ainsi, le début de la décennie fut marqué par une multiplication des projets de réforme, qui constituaient généralement des variantes de l'une de trois approches principales: les propositions adoptant une attitude pro-marché et visant des modifications progressives des marchés d'assurance maladie privés ; les plans basés sur le principe d'un système à payeur unique (*single-payer*) visant à garantir une couverture universelle et financée par l'impôt ; et, enfin, les approches hybrides, de type *play or pay*, qui envisageaient de sanctionner financièrement les employeurs qui ne proposeraient pas une couverture de santé minimale à leurs employés.

Sur les recommandations de leurs conseillers politiques, Paul Belaga et James Carville, Clinton et Gore endossèrent une rhétorique de facture populiste, accusant le gouvernement de favoriser les intérêts des compagnies d'assurance, des entreprises pharmaceutiques et autres

need. Lifelong learning must benefit not just young high school graduates but workers, too, throughout their career. The average 18-year-old today will change jobs seven times in a lifetime." (William J. Clinton, "Address Before a Joint Session of Congress" (speech, Washington, D.C., February 17, 1993), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-congress-administration-goals.).

[79] Theda Skocpol, *Boomerang: Clinton's Health Security Effort and the Turn Against Government in U.S. Politics* (W. W. Norton & Co, 1996), 21.

[80] Skocpol, *Boomerang*, 22.

[81] Skocpol, *Boomerang*, 25.

[82] Jacob S. Hacker, "National Health Care Reform: An Idea Whose Time Came and Went," *Journal of Health Politics, Policy and Law* 21, no. 4 (August 1996): 647–96, https://doi.org/10.1215/03616878-21-4-647.

« bureaucraties de la santé » (*health-care bureaucracies*), et firent connaître leur volonté de réformer un système jugé à la fois trop coûteux et dysfonctionnel afin de le remettre au service « du peuple »[83]. Dans leur manifeste de campagne, les candidats démocrates se positionnèrent en faveur d'une couverture maladie universelle, tout en prenant soin de rassurer la classe moyenne en stipulant leur volonté de préserver la qualité des services médicaux ainsi que la capacité des citoyens à choisir par eux-mêmes leur assurance[84]. Soucieuse de préciser son projet de réforme de l'assurance maladie, l'équipe de campagne de Clinton se fit bientôt l'apôtre d'une forme de « concurrence dirigée » (*managed competition*), reposant à la fois sur le principe d'extension de l'assurance maladie et sur un impératif de contrôle des coûts, et proposant ainsi d'accomplir un objectif libéral (la couverture santé universelle), tout en le combinant aux principes conservateurs d'assurance privée et d'orthodoxie budgétaire[85]. Il s'agissait, en somme, de réconcilier une approche favorable au marché avec une quête de justice sociale. Dans son discours prononcé devant le laboratoire pharmaceutique Merck le 24 septembre 1992, Clinton déclara : « We've got to quit having the Federal Government try to micromanage health care, and instead set up incentives for the private sector to manage costs down within limits beyond which we absolutely must not go in spending »[86]. Soucieux de rassurer son auditoire ainsi que la classe moyenne, Clinton mit l'accent sur l'aspect privé de son plan et promit en outre que celui-ci ne serait pas financé par de nouveaux impôts : « [I]t is a private system. It is not pay or play. It does not require new taxes »[87].

Bénéficiant initialement d'un large soutien au sein de l'opinion publique, et malgré les réticences du DLC[88], Clinton lança le 25 janvier 1993 la création d'un groupe de travail dédié à la question de la réforme du système d'assurance maladie, à la tête duquel il nomma la première dame, Hillary Clinton. Le 22 septembre 1993, le président présenta devant le Congrès des États-Unis les 6 principes qui sous-tendaient le *Health Security Bill* : la sécurité, la simplicité, la baisse des coûts, le choix, la qualité, et enfin la responsabilité[89]. En particulier, Clinton s'adressa de façon notoire et quasi-exclusive à la classe moyenne, au détriment des

[83] Clinton and Gore, *Putting People First*, 107.
[84] Clinton and Gore, *Putting People First*, 107-8.
[85] Ira Magaziner, principal conseiller de Clinton, s'attela à élaborer un projet de réforme de l'assurance maladie basé sur le principe de concurrence dirigée dès l'accession de Clinton à la présidence dans une document intitulé « Preliminary Work Plan for Interagency Health Care Task Force ».
[86] William J. Clinton, "Speech to Employees of a Pharmaceutical Firm in Rahway, New Jersey" (speech, Rahway, New Jersey, September 24, 1992), *The New York Times*, https://www.nytimes.com/1992/09/25/us/1992-campaign-democrats-clinton-proposes-making-employers-cover-health-care.html.
[87] Clinton, "Speech to Employees of a Pharmaceutical Firm in Rahway, New Jersey."
[88] Les membres du DLC souhaitaient s'atteler en premier lieu à la réforme du système d'aides sociales, lequel constituait l'un des piliers de leur programme.
[89] William J. Clinton, "Address on Health Care Reform" (speech, Washington, DC, September 22, 1993), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/september-22-1993-address-health-care-reform.

classes populaires, soulignant l'inquiétude qu'engendrait un système de santé inefficace pour cette catégorie relativement privilégiée de la population[90]. Il prit soin de minimiser l'aspect bureaucratique du projet tout en mettant en avant la liberté de choix des consommateurs. Dans cette optique, Clinton s'efforça de présenter son projet comme combinant des objectifs à la fois ambitieux et modérés[91]. Des sondages effectués immédiatement après le discours du président montrèrent un fort degré de soutien à l'égard du projet de réforme au sein de la population[92].

Malgré une opinion publique initialement favorable, le projet se heurta très vite à l'hostilité et aux critiques de différents groupes de pression issus des milieux conservateurs[93]. En premier lieu, la complexité du projet de loi présenté au Congrès le 22 septembre ne facilita pas la tâche de ses défenseurs. S'appuyant sur le principe de concurrence dirigée, le document de 1500 pages prévoyait l'instauration d'une couverture santé universelle à travers la mise en place de mandats employeurs (*employer mandate*), qui contraindraient les grandes entreprises à prendre en charge au minimum 80% du coût de l'assurance maladie de leurs employés. La pratique consistant à refuser de couvrir les personnes ayant des antécédents médicaux (*cherry-picking*) deviendrait en outre illégale. Le projet prévoyait également de réduire les coûts du système d'assurance maladie grâce à la création d'alliances de santé (*health alliances*) régionales, qui seraient chargées d'offrir un choix de régimes de soins médicaux aux personnes de moins de 65 ans et, en agissant comme de vastes organismes acheteurs, permettraient de réaliser des économies d'échelle et donc de réduire les coûts. En outre, la liberté de choix des consommateurs serait préservée et la majeure partie du financement du système d'assurance maladie, ainsi que l'offre des soins de santé, resteraient fermement implantés dans le secteur privé.

Si la base du Parti démocrate manquait cruellement d'engouement, les forces d'opposition, composées majoritairement de petites entreprises et de compagnies d'assurance privées, s'organisèrent et parvinrent à retourner l'opinion publique contre la réforme, présentant l'implication d'Hillary Clinton comme un abus de pouvoir, décriant la réforme comme excessivement bureaucratique, et attisant la peur de la population de perdre la couverture santé qui lui était familière pour quelque chose qu'elle ne comprenait pas[94]. Entre septembre 1993 et septembre 1994, la *Health Insurance Association of America* (HIAA), un groupe de pression

[90] Skocpol, *Boomerang*, 2.
[91] Béland et al., "Third Way Social Policy," 19, 30.
[92] Béland et al., "Third Way Social Policy," 19, 3.
[93] Hill and Herrnson, *The Clinton Presidency*, 118.
[94] Pour un exemple de critique conservatrice de la réforme de Clinton, voir : Robert E. Moffit, "A Guide to the Clinton Health Plan," Heritage Foundation, November 19, 1993, https://www.heritage.org/health-care-reform/report/guide-the-clinton-health-plan.

associé à l'industrie de l'assurance maladie, lança sa fameuse campagne publicitaire « Harry-et-Louise » à destination des classes moyennes. Cette dernière mobilisa des thématiques classiques d'opposition aux politiques sociales, décriant notamment le manque de choix ou l'augmentation des coûts. De leur côté, les dirigeants du Parti républicain s'appliquèrent, avec succès, à faire pression sur la Chambre de Commerce pour que celle-ci abandonne sa posture relativement favorable au projet de loi. Dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1994, le président tenta de faire pression sur l'opposition en déclarant qu'il se refusait à signer un projet de loi qui ne garantirait pas une couverture santé universelle, menaçant d'y apposer son véto[95]. En juillet, les sondages montraient que le degré de soutien pour le projet de loi avait chuté, passant de 57% à 37%[96]. Le 26 septembre, après plusieurs tentatives infructueuses pour négocier un compromis, George Mitchell proclama officiellement l'échec du projet de loi.

La volonté de réformer le rôle de l'État s'accompagna par ailleurs d'une reconsidération de la relation entre État fédéral et États fédérés qui s'inscrivait dans le sillage de la philosophie du *New Federalism* développée par les Républicains Nixon et Reagan[97], mais aussi partiellement dans la pratique du libéralisme tel qu'il s'était développé depuis la présidence de Franklin Roosevelt. Cette volonté de privilégier une forme de décentralisation se caractérisa par une tendance à privilégier des subventions globales (*block grants*), qui assuraient une large autonomie des États concernant leur utilisation des fonds, plutôt que des subventions spécifiques (*categorical grants*), qui imposaient au contraire des directives bien plus strictes à cet égard.

Cette tendance à la décentralisation des décisions affecta notamment le domaine de l'éducation (voir plus haut) mais aussi celui de la protection sociale, comme en atteste la signature du *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act*[98] en 1996 (voir plus bas). Pour Clinton, les actions du gouvernement fédéral devaient avant tout chercher à renforcer l'autonomie des individus au niveau local. Dans un décret présidentiel signé le 26 octobre 1993, Clinton indiqua sa volonté d'accorder davantage de flexibilité aux gouvernements locaux dans la conception de leurs programmes sociaux et de les libérer d'une

[95] William J. Clinton, "State of the Union Address" (speech, Washington, D.C., January 25, 1994), Miller Center, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-25-1994-state-union-address.
[96] Mark White, *The Presidency of Bill Clinton: The Legacy of a New Domestic and Foreign Policy* (I.B. Tauris, 2012), 108.
[97] Très rapidement après avoir été investi président, Ronald Reagan établit un comité consultatif bipartisan sur la question du fédéralisme afin de rétablir la « relation conforme à la Constitution » (*proper constitutional relationship*) entre les différents niveaux d'autorité. Il fonda par ailleurs un réseau de comités fédéraux régionaux (*Federal Regional Councils*) afin d'identifier les problèmes et de réduire le nombre de régulations fédérales et signa plusieurs décrets présidentiels ayant trait au fédéralisme afin de limitant la taille et le champ d'action de l'État fédéral (Godwin, *Clintonomics*, 172).
[98] *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act*, 1996, 110 Stat. 2105.

tendance excessive à la micro-gestion et à la régulation par l'État fédéral[99]. Tout en empruntant à la rhétorique de Reagan, Clinton prit toutefois ses distances avec le programme radical de dévolution de ce dernier. En mai 1998, Clinton signa un nouveau décret présidentiel[100] abrogeant celui signé par Reagan en 1987[101], afin de rétablir une forme d'équilibre entre le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux. Le texte visait également à accroître la flexibilité et l'autonomie des autorités locales, afin d'encourager l'expérimentation dans la formulation de politiques publiques[102].

Cette approche s'accompagnait également d'une vision des États fédérés comme des lieux d'expérimentation démocratique (des « laboratoires de la démocratie »), où étaient mises en place diverses politiques publiques qui pouvaient ensuite servir de modèle à l'État fédéral. Dans un discours devant l'association des gouverneurs, en février 1998, le président avait ainsi déclaré : « I trust the concept of the States as laboratories of democracy »[103]. Toutefois, la décision de Clinton attisa l'hostilité des défenseurs d'une forme radicale de dévolution, et notamment celle des gouverneurs. Cette opposition contraignit Clinton à suspendre puis annuler son décret par la signature des décrets 13095[104] et 13132[105], qui visaient à « garantir la division des responsabilités gouvernementales entre le gouvernement national et les États telle qu'elle fut envisagée par les auteurs de la Constitution et faire en sorte que le principe de fédéralisme guide les départements et agences exécutifs dans la formulation et l'implantation des politiques […] »[106]. Le décret visait également à promouvoir les politiques mises en place par le *Unfunded Mandates Reform Act*[107] qui, promulgué en 1995, cherchait à limiter le nombre de mandats non financés (*unfunded mandates*) imposés par le gouvernement fédéral aux échelons de gouvernance inférieurs.

[99] William J. Clinton, Executive Order 12875 – Enhancing the Intergovernmental Partnership. October 26, 1993. "These governments should have more flexibility to design solutions to the problems faced by citizens in this country without excessive micromanagement and unnecessary regulation from the Federal Government."
[100] William J. Clinton, Executive Order 13083 – Federalism, May 14, 1998.
[101] Ronald Reagan, Executive Order 12612 – Federalism, October 26, 1987.
[102] William J. Clinton, Executive Order 13083 – Federalism, May 14, 1998. "The search for enlightened public policy is often furthered when individual States and local governments are free to experiment with a variety of approaches to public issues. Uniform, national approaches to public policy problems can inhibit the creation of effective solutions to those problems."
[103] William J. Clinton, "Remarks at the Democratic Governors' Association Dinner" (speech, Washington, DC, February 23, 1998), Puerto Rico Report, https://puertoricoreport.com/wp-content/uploads/2012/03/President-Clinton-Remarks-at-Democratic-Governors-Association-Dinner-on-PR.pdf.
[104] William J. Clinton, Executive Order 13095 – Suspension of Executive Order 13083, August 7, 1998.
[105] William J. Clinton, Executive Order 13132 – Federalism, August 4, 1999.
[106] William J. Clinton, Executive Order 13132 – Federalism, August 4, 1999. Notre traduction.
[107] *Unfunded Mandates Reform Act*, 1995, 109 Stat. 48.

2. Le *New Covenant* et la reformulation du contrat social.

De manière fondamentale, la redéfinition du rôle et du périmètre de l'État fédéral fut accompagnée d'une reformulation du contrat social, surnommé *New Covenant*, qui visait à effectuer une forme de synthèse entre les approches conservatrices et libérales, et donc entre une approche essentiellement punitive et un projet ancré dans une certaine notion de solidarité sociale[108]. Cette tentative de synthèse fut parfaitement illustrée par la célèbre formule « The era of big Government is over »[109], qui, tout en faisant écho aux propos de Reagan, se trouvait ensuite immédiatement associée à une volonté de venir en aide aux plus démunis : « But we cannot go back to the time when our citizens were left to fend for themselves »[110]. Tout en restant fidèle au principe d'aide sociale limitée, la troisième voie de Clinton fit toutefois décidément pencher la balance du côté conservateur, véhiculant une conception restreinte et punitive de l'assistance gouvernementale, qui se trouvait sous-tendue par les notions de réciprocité, de responsabilité individuelle, d'interventionnisme limité, et de mérite. En lieu et place d'une approche du système d'assistance publique basé sur les droits des assurés, Clinton envisageait un modèle de type transactionnel qui rejetait la notion d'unilatéralité (*something-for-nothing*) du système de protection sociale : « We must now break the habits of both political parties and say there can be no more something for nothing and admit frankly that we are all in this together »[111]. Ancrant son approche dans une vision conservatrice de l'aide sociale, le président cherchait avant tout à rassurer une classe moyenne devenue méfiante vis-à-vis des aides gouvernementales. Dans un discours de campagne datant d'octobre 1991, Clinton avait ainsi déclaré vouloir remettre le gouvernement au service de la classe moyenne laborieuse : « We'll put government back on the side of the hard-working middle-class families of America who think most of the help goes to those at the top of the ladder, some goes to the bottom, and no one speaks for them »[112].

L'engagement du président à refonder le système de sécurité sociale (*end welfare as we know it*)[113] se traduisit en premier lieu par la volonté d'instaurer un principe de réciprocité dans la relation entre l'État et les citoyens. Certes, cette idée n'était pas véritablement nouvelle,

[108] William J. Clinton, "A New Covenant for Economic Change" (speech, Washington, D.C., November 20, 1991), in *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992* (University of Arkansas Press, 1996). "This New Covenant isn't liberal or conservative. It's both, and it's different."
[109] William J. Clinton, "State of the Union Address" (January 1996).
[110] William J. Clinton, "State of the Union Address" (January 1996).
[111] William J. Clinton, "Address Before a Joint Session of Congress" (February 1993).
[112] Clinton, "Remarks Announcing Candidacy."
[113] William J. Clinton, "Speech at the Democratic National Convention" (speech, New York City, New York, August 14, 1980), 11-12, in *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992* (University of Arkansas Press, 1996).

comme en attestent les propos de l'ancien président Kennedy : « And so, my fellow Americans: ask not what your country can do for you – ask what you can do for your country »[114]. S'inspirant du projet de service civique et d'« armées citoyennes » (*Citizens Corps*) élaboré par le DLC, Clinton accorda toutefois une importance résolument plus centrale à ce principe, ce qui se traduisit notamment par l'adoption du *National and Community Service Trust Act*[115], menant à la création de l'*AmeriCorps Community Service Initiative*, qui permettait aux citoyens de servir leur communauté tout en capitalisant pour pouvoir financer leur éducation supérieure ou formation professionnelle. Cette initiative participait pleinement d'une volonté de replacer la notion de responsabilité individuelle au cœur du contrat social[116]. Les prémisses de cette attitude étaient fermement ancrées dans l'idée selon laquelle les individus étaient les premiers responsables de leurs circonstances et de leur réussite sociale[117], et qu'une amélioration de celles-ci nécessitait fatalement un changement d'attitude de leur part : « The American people have got to want to change from within if we're going to bring back work and family and community »[118]. Dans un discours prononcé le 3 octobre 1991, Clinton fit l'éloge de la responsabilité individuelle, l'érigeant en vertu cardinale et fondatrice de l'identité étatsunienne :

> I spent a lot of time with my great-grandparents. By any standard, they were poor. But we didn't blame other people. We took responsibility for ourselves and for each other because we knew we could do better. I was raised to believe in the American dream, in family values, in individual responsibility, and in the obligation of government to help people who were doing the best they could[119].

Selon cette vision méritocratique, qui s'inscrivait dans une logique distinctement néolibérale[120], l'aide d'État devait se limiter à venir en aide aux pauvres « méritants »[121], ceux qui, « pour des raisons indépendantes de leur volonté », s'étaient trouvés confrontés à des

---

[114] John F. Kennedy, "Inaugural Address" (speech, Washington, DC, January 20, 1961), John F. Kennedy Presidential Library and Museum, https://www.jfklibrary.org/archives/other-resources/john-f-kennedy-speeches/inaugural-address-19610120.

[115] *National and Community Service Trust Act*, 1993, 107 Stat. 785.

[116] William J. Clinton, "Lecture at Georgetown University" (speech, Washington, D.C., October 23, 1991). "We need a New Covenant that will challenge all our citizens to be responsible."

[117] William J. Clinton, "Remarks to the Community in San Bernardino, California" (speech, San Bernardino, CA, May 20, 1994), YouTube video, https://www.youtube.com/watch?v=eV7zsiNjZIg. "The thing I want to say to you is that normally when a politician comes to a place like this, the emphasis is on what we are giving to you. And what we gave to you here was the DFAS [Defense Finance and Accounting Service] center. Now, I'm proud of that, but you got it because you deserve it. You got it because you lost a base and because you have the capacity to do it."

[118] William J. Clinton, "State of the Union Address" (speech, Washington, DC, January 25, 1994).

[119] Clinton, "Remarks Announcing Candidacy."

[120] Dans l'optique néolibérale, les transferts sociaux ne peuvent revêtir qu'un caractère extrêmement limité. Comme l'explique Foucault, « [i]l s'agit simplement d'assurer, en gros, non pas du tout le maintien d'un pouvoir d'achat, mais un minimum vital pour ceux qui, à titre définitif ou passager, ne pourraient pas assurer leur propre existence » (Foucault, *La Naissance de la biopolitique*, 149).

[121] Concernant la notion de mérite en tant que construction sociale, voir Anne L. Schneider and Helen M. Ingram, *Deserving and Entitled: Social Constructions and Public Policy* (State University of New York Press, 2004), 125.

difficultés économiques[122]. En effet, la notion de mérite imprégnait la rhétorique du président, qui la mettait au service d'un message aux accents fortement moralisateurs : « But one of the values my family pounded into me was that if I worked hard and played by the rules, I'd be rewarded […] »[123]. Clinton s'efforça par ailleurs de lier la question de la réforme de l'État à celle du mérite, martelant à diverses reprises que les citoyens étatsuniens *méritaient* un gouvernement fonctionnel et attentif à leurs besoins[124]. La question du mérite se trouvait de surcroît étroitement associée à celle de la pauvreté. En effet, le prisme méritocratique adopté par Clinton visait *in fine* à opérer une distinction entre les pauvres méritants et les pauvres non-méritants. Alors que les premiers incarnaient les « véritables héros de l'ombre », en raison de leur inclination au travail et de leur respect des règles[125], les seconds faisaient l'objet d'un discours moralisateur et punitif, comme en témoigne l'inflexion conservatrice du discours de Clinton sur les questions de criminalité et de famille.

Dans cette optique, l'administration Clinton engendra une batterie de lois visant à punir les comportements jugés déviants. Dans *Putting People First*, Clinton et Gore avaient notamment annoncé vouloir sévir contre les parents « irresponsables » qui ne payaient pas leur pension alimentaire en leur empêchant l'accès au crédit bancaire[126]. En février 1995, le président signa le décret présidentiel 12953[127], destiné à obliger ces parents à s'acquitter de leurs obligations financières envers leurs enfants. Par ailleurs, le *Defense of Marriage Act* (DOMA)[128], qui fut signé par le président, le 30 septembre 1996, définissait explicitement le mariage comme une union entre un homme et une femme, permettant ainsi aux États de ne pas

[122] William J. Clinton, "Remarks on Arrival at McClellan Air Force Base, Sacramento, California" (speech, Sacramento, California, April 7, 1995), *Weekly Compilation of Presidential Documents* 31, no. 15 (April 17, 1995): 579, https://www.govinfo.gov/content/pkg/WCPD-1995-04-17/pdf/WCPD-1995-04-17-Pg579.pdf. Notre traduction. "Government's role is also to create economic opportunity and to help people who, through no fault of their own, have sustained economic burdens."
[123] William J. Clinton, "Speech at Cleveland City Club" (speech, Cleveland, Ohio, May 21, 1992), C-SPAN video, https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/clinton-campaign-speech/19160.
[124] Clinton, "Address Accepting the Presidential Nomination.", (July 1992). "We have got to go beyond the brain-dead politics in Washington and give our people the kind of government they deserve: a government that works for them."
[125] William J. Clinton, "Address at the U.S. Conference of Mayors" (speech, Houston, Texas, June 22, 1992), in *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992* (University of Arkansas Press, 1996). Notre traduction. "We have a whole new class of working poor, many of them concentrated in the cities which you lead. People who are the true unsung heroes of America, who get up every day and go to work and play by the rules and raise their children."
[126] Clinton and Gore, *Putting People First*, 15. "Child Support Enforcement. We will crack down on deadbeat parents by reporting them to credit agencies, so they can't borrow money for themselves when they're not taking care of their children. We'll use the Internal Revenue Service to collect child support, start a national deadbeat databank, and make it a felony to cross state lines to avoid paying support."
[127] William J. Clinton, Executive Order 12953 – Actions Required of All Executive Agencies to Facilitate Payment of Child Support, February 27, 1995.
[128] *Defense of Marriage Act*, 1996, 110 Stat. 2419.

reconnaître les unions des personnes d'un même sexe si celles-ci avaient été autorisées par un autre État et contribuant ainsi à promouvoir une image conservatrice de la famille.

Ce discours moralisateur alla de pair avec une attitude de fermeté vis-à-vis de la criminalité (*tough-on-crime*). Le 11 août 1993, le président annonça son projet de lutte contre la délinquance, qui envisageait notamment d'étendre la peine de mort à de nouveaux crimes et délits, d'introduire des peines plus sévères, d'augmenter le nombre d'officiers de police dans les rues, d'instaurer un délai d'attente de 5 jours avant l'achat d'une arme à feu et d'interdire certaines armes semi-automatiques (*Brady Bill*). Ce faisant, Clinton s'inspirait fortement du discours conservateur et prenait en même temps ses distances avec l'image de permissivité associée au Parti démocrate[129]. Le sénateur de Pennsylvanie, Joe Biden, alors président de la commission des affaires judiciaires du Sénat, joua un rôle central dans l'élaboration du projet de loi. Dans son discours devant le Sénat prononcé la veille du vote, Biden rejeta fermement l'approche compatissante associée au Parti démocrate au profit d'une approche principalement punitive, qui reconnaissait la nécessité de débarrasser les rues des « prédateurs » qui les occupaient et dont l'attitude inacceptable rendait urgent leur isolement du reste de la société :

> It doesn't matter whether or not they were deprived as a youth. It doesn't matter whether or not they had no background that enabled them to become socialized into the fabric of society. […] I don't want to ask what made them do this. They must be taken off the streets. […] We have an obligation to cordon them off from the rest of society, try to help them, try to change their behavior […]. But they are in jail![130]

Le 13 septembre 1994, Clinton signa le *Violent Crime Control and Law Enforcement Act*[131], qui cristallisait l'approche punitive du président en prévoyant une augmentation du nombre d'officiers de police, une augmentation du budget pénitentiaire, et comprenait une clause des trois prises (*three-strikes provision*) qui permettait aux juges de prononcer des peines de prison perpétuelles contre des prévenus condamnés pour la troisième fois pour un délit ou un crime. En mai 1996, la Loi de Megan (*Megan's Law*)[132] vint amender le *Violent Crime Control and Law Enforcement Act*, exigeant des autorités qu'elles informent les communautés de la présence d'un délinquant sexuel enregistré. En février 1997, le président lança une

---

[129] William J. Clinton, "Remarks Announcing the Anticrime Initiative and an Exchange with Reporters" (speech, Washington, D.C., August 11, 1993), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-the-anticrime-initiative-and-exchange-with-reporters. "The plan is not— it's tough. It is fair. It will put police on the street and criminals in jail. […] It lets law-abiding citizens know that we are working to give them the safety they deserve. It is the beginning, just the beginning but a major beginning, of a long-term strategy to make America a more law-abiding, peaceful place and to make Americans more secure and to give our young people, wherever they live, a better chance to grow up, to learn, to function, to work, and to have a decent life."

[130] Joseph R. Biden, "Speech before the Senate Defending the Crime Bil" (speech, Washington, D.C., November 18, 1993), YouTube video, https://www.youtube.com/watch?v=3HY45DY2B8w.

[131] *Violent Crime Control and Law Enforcement Act*, 1994, 108 Stat. 1796.

[132] *Megan's Law*, 1996, 110 Stat. 1345.

campagne de prévention (*National Youth Anti-Drug Media Campaign*) visant à réduire et à prévenir l'usage de drogues par les plus jeunes. Cette lutte contre la criminalité comportait également une dimension plus préventive, à l'instar du *Brady Handgun Violence Prevention Act*[133] de 1993, qui imposait des vérifications systématiques des antécédents criminels pour les acheteurs d'armes et exigeait un délai d'attente de 5 jours avant l'achat d'une arme à feu. De manière similaire, le *Public Safety and Recreational Firearms Use Protection Act* (ou *Federal Assault Weapons Ban*), qui constituait une sous-section du *Violent Crime Control and Law Enforcement Act,* visait à interdire la fabrication de certaines armes semi-automatiques destinées à un usage civil. L'article IV, intitulé *Violence Against Women Act*[134], visait, quant à lui, à lutter contre les violences de type domestiques et sexuelles faites aux femmes et créa un bureau au sein du Ministère de la Justice spécialement dédié à cet effet, le *Office on Violence Against Women*. Le 28 octobre 2000, Clinton signa finalement le *Victims of Trafficking and Violence Prevention Act*[135], destiné à protéger les victimes de trafic et à poursuivre en justice les trafiquants. La loi prévoyait, en outre, la protection de personnes sans-papiers et victimes de trafic ou de violences.

Le nouveau contrat social promu par Clinton trouva son expression la plus aboutie dans la réforme du système de sécurité sociale (*welfare*). Si le début de la présidence Clinton avait été marqué par une certaine ambiguïté et l'échec de son projet de réforme du système de santé, la deuxième partie de son mandat représenta à bien des égards une volonté d'affirmer plus clairement le centrisme de la troisième voie. En effet, les défaites électorales essuyées par le Parti démocrate lors des élections de mi-mandat de 1994[136] contribuèrent à alimenter la frustration de certains membres du DLC vis-à-vis de la politique du président. Lors de la conférence annuelle du DLC, le 6 décembre 1994, Dave McCurdy, qui avait perdu son élection pour le poste de sénateur de l'Oklahoma, accusa Bill Clinton de s'être éloigné des préceptes de la troisième voie : « While Bill Clinton has the mind of a New Democrat, he retains the heart of an old Democrat »[137]. Certains dirigeants du DLC, à l'instar de Joel Kotkin, appelèrent ainsi à prendre leurs distances avec le président. Le 5 décembre, Will Marshall publia son

[133] *Brady Handgun Violence Prevention Act*, 1993, 107 Stat. 1536.
[134] *Violence Against Women Act*, 1994, 108 Stat. 1796.
[135] *Victims of Trafficking and Violence Prevention Act*, 2000, 114 Stat. 1464.
[136] "1994 Congressional Election Results," *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*, https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/104th/. Le Parti républicain remporta 8 sièges supplémentaires au Sénat et 54 sièges à la Chambre de Représentants. Pour la première fois depuis 1952, les Républicains détenaient le contrôle des deux chambres du Congrès. Ils remportèrent également 10 postes de gouverneurs et prirent le contrôle de plusieurs chambres législatives d'États.
[137] Baer, *Reinventing Democrats*, 242.

« Mainstream Contract »[138], qui appelait Clinton à réaffirmer les valeurs de la troisième voie afin d'offrir une alternative progressiste au « Contrat avec l'Amérique » (*Contract with America*) du républicain Newt Gingrich. Selon Marshall, la « révolution conservatrice » de 1994 représentait au fond un vote de défiance à l'égard des politiques libérales de type *Big government* et les Démocrates devaient de toute urgence endosser la promesse d'un « réformisme radical » afin de reconquérir le « centre vital » évoqué par Arthur Schlesinger Jr.

Les élections de 1994 marquèrent un tournant décisif pour l'administration Clinton puisqu'elle altérèrent profondément le dilemme stratégique auquel faisait face le président : à la nécessité de coopérer avec l'aile libérale du Parti démocrate au sein du Congrès se substitua une exigence de coopération avec la nouvelle majorité républicaine. Inspiré par le concept de « triangulation », inventé par son conseillé Dick Morris pour signifier une tendance à rechercher une forme de point médian entre les deux pôles partisans, Clinton parvint à se présenter comme un modéré et à dépeindre le parti adverse comme empreint d'extrémisme. Cette image fut consolidée par l'épisode de négociation du budget de l'État fédéral, qui opposa l'administration Clinton aux Républicains du Congrès[139]. Le 13 juin 1995, le président avait annoncé son projet de budget équilibré, qui réduirait les dépenses de l'État à hauteur de 1 100 milliards de dollars, soit de 20%, sur 10 ans et ne nécessiterait pas d'augmentation des impôts[140]. Le projet prévoyait en outre de réduire le coût du programme *Medicare* en contrôlant les dépenses et en sévissant contre la fraude, et entendait instaurer une baisse d'impôts pour la classe moyenne. Malgré un objectif partagé de réduction de la dette de l'État, l'administration se trouva rapidement engagée dans un bras de fer avec les Républicains. Ces derniers proposèrent leur propre projet budgétaire, qui contenait des réductions de dépenses bien plus drastiques ainsi qu'une proposition d'augmenter de 7 dollars par mois la contribution des personnes âgées au programme *Medicare*[141]. Clinton apposa son véto au projet budgétaire républicain le 13 novembre, provoquant un arrêt des activités gouvernementales (*government shutdown*) et un gel des fonds fédéraux (salaires des fonctionnaires, pensions, allocations, remboursements médicaux, aides aux familles monoparentales, etc.), qui prit fin le 20 novembre, lorsque le

[138] Will Marshall, "A Mainstream Contract," *The New York Times*, December 5, 1994, https://www.nytimes.com/1994/12/05/opinion/dialogue-clinton-congress-democrats-arise-which-way-is-up-a.html.
[139] Brian Knowlton, "President Blames Foes in Congress for Crisis; Shutdown Is Imminent: Clinton Veto Slaps Down Republican Budget Bill," *The New York Times*, November 14, 1995, https://www.nytimes.com/1995/11/14/IHT-president-blames-foes-in-congress-for-crisis-shutdown-is-imminent.html.
[140] William J. Clinton, "Address to the Nation on the Plan to Balance the Budget" (speech, Washington, D.C., June 13, 1995), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-the-plan-balance-the-budget.
[141] Knowlton, "President Blames Foes in Congress."

Congrès passa un projet de loi budgétaire temporaire. L'échec du processus de négociation d'un projet budgétaire de long-terme et le véto apposé au nouveau projet budgétaire républicain le 6 décembre, entraina un nouvel arrêt des activités gouvernementales qui dura jusqu'au 5 janvier 1996. Il fut résolu par le renoncement des Républicains face au nouveau projet budgétaire du président, qui prévoyait des réductions supplémentaires, à hauteur de 46 milliards de dollars, et étalées sur une période de 7 ans, notamment dans le domaine de la sécurité sociale.

La présence d'une majorité républicaine au Congrès, ainsi que la nécessité d'assoir sa réputation de nouveau Démocrate dans un contexte de réélection (puis, à partir de 1998, l'éruption du scandale Monica Lewinsky), favorisèrent une inflexion droitière de la politique de Clinton. Dans une large mesure, la capitulation de Clinton face aux Républicains sur la question de la réforme du système de sécurité sociale peut être lue comme une politique de type réactive[142], et donc comme un accommodement de la troisième voie aux valeurs conservatrices. Certes, Clinton avait fait campagne sur une promesse de réforme du système de sécurité sociale, qui, s'inscrivant dans une vision relativement moralisatrice et punitive de la pauvreté, cherchait à concilier une approche destinée à contraindre les bénéficiaires de prestations sociales à travailler (*workfare*) avec le maintien d'aides gouvernementales minimales destinées aux populations les plus vulnérables. Cette approche sous-tendait le *Work and Responsibility Act* (WRA), que le président avait présenté le 14 juin 1994 et qui prévoyait de limiter la provision d'aides gouvernementales à deux ans, tout en garantissant que l'État ferait office d'employeur de dernier recours. Le texte suscita de vives critiques au sein du Congrès, aussi bien chez les Républicains que chez les Démocrates, ce qui contraignit finalement Clinton à abandonner la limite temporelle de deux ans — qui constituait pourtant le nerf de son projet — et affaiblit ainsi son image de *New Democrat*. Malgré cela, le projet resta lettre morte. Par la suite, Clinton apposa par deux fois son véto aux projets de réformes républicains, qu'il considérait excessivement punitifs. Après l'échec des négociations privées entre Clinton et Gingrich[143], le président capitula finalement face au projet républicain et signa le 22 août 1996 le *Personal Responsibiliy and Work Opportunity Reconciliation Act*[144], qui prévoyait de transférer un grand nombre de responsabilités en matière sociale aux États fédérés en remplaçant les subventions spécifiques (*categorical grants*) par un système de subventions globales (*block grants*). Le projet escomptait, en outre, renforcer les critères d'éligibilité pour le programme fédéral de bons alimentaires (*food stamps*) et d'en limiter l'accès aux bénéficiaires à une durée de trois

[142] Béland et al., "Third Way Social Policy: Clinton's Legacy?," 26.
[143] Steven M. Gillon, *The Pact: Bill Clinton, Newt Gingrich, and the Rivalry That Defined a Generation* (E-book; Oxford University Press, 2008).
[144] *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act*, 1996, 110 Stat. 2105.

mois maximum par an. Le programme AFDC fut remplacé par le programme *Temporary Assistance for Needy Families* (TANF), qui visait à accorder une aide limitée dans le temps et s'inscrivait dans un cadre essentiellement punitif : la loi obligeait les bénéficiaires, y compris les parents isolés, à trouver un emploi dans une limite de 3 ans et instaurait un plafond de 5 ans à vie pour le versement d'allocations. Par ailleurs, les États fédérés se verraient attribuer des subventions globales (*block grants*) et seraient libres de décider des standards d'éligibilité au programme. Alors que la provision d'aides gouvernementales avait, sous AFDC, relevé d'un droit soumis à des conditions de ressources (*means-tested*), celle-ci s'inscrivait désormais dans un cadre punitif et moralisateur qui contribua à fortement stigmatiser les bénéficiaires et signalait l'inflexion droitière du libéralisme démocrate.

Cette mise en avant de la responsabilité individuelle des bénéficiaires fut accompagnée par une volonté de privilégier le secteur privé dans la lutte contre la pauvreté. Durant son second mandat, Clinton se mit notamment à promouvoir un système de microcrédit avec lequel il avait expérimenté lorsqu'il était gouverneur de l'Arkansas[145]. Ce système consistait à accorder des prêts à de petits entrepreneurs afin de stimuler l'activité économique, favoriser la création de richesses et contribuer à la réduction de la pauvreté. En février 1997 se tint à Washington D.C. le *International Microcredit Summit*, qui lança une campagne destinée à étendre l'accès au crédit à 100 millions de pauvres, essentiellement des femmes, à travers le monde. Lors de son discours inaugural, la Première Dame présenta le microcrédit comme un « instrument inestimable » dans la lutte contre la pauvreté et qui devait en même temps permettre de promouvoir l'autosuffisance et de stimuler l'activité économique[146]. La « tournée des nouveaux marchés » (*New Markets Tour*) lancée par le président en juillet 1999 illustrait bien cette volonté de promouvoir l'investissement privé et les mécanismes de marché plutôt que de s'appuyer sur une intervention directe de l'État.

L'inflexion conservatrice du discours démocrate sur les questions de pauvreté et d'aides gouvernementales recoupait par ailleurs un enjeu électoral. Le discours aux accents ouvertement méritocratiques et moralisateurs promu par l'administration Clinton entrait parfaitement en résonnance avec la mentalité de l'électorat issu de la PMC que Clinton se mit activement à courtiser lors de la campagne de 1996. En effet, cette campagne fut l'occasion d'une confrontation entre deux visions stratégiques ayant trait au futur de la coalition

[145] Lily Geismer, *Left Behind: The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality* (PublicAffairs, 2022).
[146] Hillary Clinton, "Remarks by the First Lady at the Microcredit Summit" (speech, Washington, D.C., February 3, 1997), Clinton Presidential Library and Museum, https://clintonwhitehouse5.archives.gov/WH/EOP/First_Lady/html/generalspeeches/1997/19970919-16145.html. Notre traduction.

démocrate[147]. D'une part, un certain nombre de conseillers, à l'instar de James Carville et Stanley Greenberg, et comprenant également le secrétaire au travail Robert Reich et le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Harold M. Ickes, préconisaient au président de se focaliser essentiellement sur les questions d'ordre matériel (*pocketbook issues*), afin de reconquérir l'électorat issu des milieux ouvrier et populaire qui avait pour partie rejoint les rangs du Parti républicain (les *Reagan Democrats*). À l'inverse, la nouvelle équipe de campagne de 1996, qui était composée du conseiller Dick Morris, des analystes politiques Mark Penn et Douglas Schoen, du conseiller en politique intérieure Bruce Reed, et du directeur des communications Donald Baer, estimait que Clinton devait en priorité tenter de rallier à sa cause les classes professionnelles, en menant une campagne axée sur les « valeurs » et les questions post-matérielles et en proposant un message modéré[148]. Pour From, si la devise « it's the economy, stupid » avait effectivement semblé résumer la campagne de 1992, il estimait que la victoire de Clinton avait, en réalité, été largement rendue possible par ses prises de position sur des enjeux post-matériels tel que le rétablissement de la peine de mort et la promesse de réforme du système de sécurité sociale, plutôt que par son message économique. Dans une large mesure, Clinton prit donc sensiblement ses distances avec le populisme qui avait marqué sa campagne de 1992 et proposa un message recentré, plus à même de séduire les *suburban liberals*. En même temps qu'il continuait à promouvoir une augmentation du salaire minimum, Clinton mettait également en avant des sujets culturels, comme le port de l'uniforme scolaire ou la réduction de la violence à la télévision, dans le but de séduire l'électorat indépendant des banlieues et la classe ouvrière[149].

En définitive, la présidence Clinton représenta à bien des égards la concrétisation du tournant néolibéral du Parti démocrate. Contrairement à ce que tend à suggérer le terme de néolibéralisme, le projet de troisième voie ne se traduisit toutefois pas par un désengagement radical de l'État, mais plutôt par une tentative de redéfinition de son rôle et de son périmètre d'action. Conscients du sentiment de désaffection vis-à-vis de l'action gouvernementale au sein de l'électorat étatsunien, les *New Democrats* entreprirent d'en restaurer la légitimité. Pour ce faire, ils proposèrent d'en réformer le fonctionnement sur la base de principes issus du secteur privé et de refonder le contrat social sur lequel il s'appuyait en l'ancrant dans une idéologie méritocratique et favorable à la promotion de la responsabilité individuelle. Dans une certaine mesure, ces caractéristiques représentaient une exacerbation de tendances pro-capitaliste et pro-marché qui avaient sous-tendu la tradition libérale depuis la présidence Roosevelt et qui se

[147] Mitchell, "Clinton's Advisers."
[148] Mitchell, "Clinton's Advisers."
[149] Mitchell, "Clinton's Advisers."

trouvaient désormais ouvertement endossées par la faction centriste au sein du Parti démocrate. En même temps qu'ils promouvaient la déréglementation de certains secteurs de l'économie, en particulier celui de la télécommunication, ainsi que du système financier, le projet de la troisième voie se trouvait sous-tendu par une politique industrielle ambitieuse, visant à garantir une croissance solide et pérenne. Dans une large mesure, cette dernière était désormais ouvertement célébrée comme la principale garante du bien commun, justifiant de fait un interventionnisme mis au service du système capitaliste.

Il importe, enfin, de relativiser le degré de conversion à la troisième voie, tant au sein du parti que de sa base électorale. La mise en œuvre en demi-teinte de cette politique par l'administration Clinton contribua à en éroder la légitimité, de sorte que celle-ci se trouva particulièrement susceptible d'être décriée tout à la fois comme un exemple de *big liberalism* que comme un accommodement au néolibéralisme. Si d'aucuns, dont Al Gore[150] et Bruce Reed[151], estimaient que le discours centriste des *New Democrats* avait acquis un statut hégémonique au sein du Parti démocrate, Clinton était avant tout un dirigeant de faction[152], dont le message centriste se trouvait déconnecté tout à la fois de la faction progressiste et d'une partie de la base électorale du Parti démocrate.

Les défaites de Gore en 2000, puis de John Kerry en 2004, démontrèrent le succès tout relatif de la troisième voie. Si certains membres de l'establishment continuaient à en défendre les mérites, d'autres reconnaissaient également la nécessité pour le Parti démocrate de repenser son corps de doctrine. Au lendemain des élections de mi-mandat de 2006, qui avaient permis au Parti démocrate de remporter une majorité des sièges de la Chambre de Représentants pour la première fois depuis 1994 et avaient fait basculer le Sénat du côté démocrate, le sénateur de l'État de New York Chuck Schumer exprima précisément le besoin de réformer le libéralisme démocrate, dont le message était devenu vague et incertain :

> Unless we are able to answer the question that Democrats are always asked – 'What does the Democratic Party stand for?' – voters will go right back to voting for the Republican Party they have been supporting for the last 25 years. Our victory was well deserved but we still need a new paradigm[153].

[150] Adam Hilton, *True Blues: The Contentious Transformation of the Democratic Party* (University of Pennsylvania Press, 2021), 163.
[151] Medvic, "Old Democrats in New Clothing?," 591. Reed avait déclaré en 2002 : "New Democrats are no longer just the future of the party. We *are* the party."
[152] Baer, *Reinventing Democrats*, 220.
[153] Cité dans Matt Bai, *The Argument: Inside the Battle to Remake Democratic Politics* (Penguin Books, 2008), xv.

Chapitre 5 : La triangulation de Bill Clinton sur la question sociale et l'abandon de la classe ouvrière.

> Ever since the New Deal, the economy had been the basis of the Democratic party. For Democrats to run on social-values issues, as opposed to economic concerns, was like feeding the donkey peanuts and the elephant hay.
>
> Richard Morris (1997)[1].

1. La montée de la question sociale et son impact sur le libéralisme démocrate.

En menaçant de supplanter le message essentiellement économique hérité de l'ordre politique du *New Deal*[2], l'avènement de la question sociale – ou ce que Vincent Tiberj a surnommé la « politique des deux axes »[3] – durant la seconde moitié du XXème siècle, posa pour le Parti démocrate un dilemme politique majeur ayant trait tout à la fois à sa réputation et à la nature de son corps de doctrine. Les revendications (raciales, identitaires, politiques) portées par les différents mouvements issus de la Nouvelle Gauche contribuèrent en effet à redéfinir les contours du libéralisme démocrate. Jusque-là essentiellement entendu en termes de protection des travailleurs par le biais de mesures économiques et sociales, le libéralisme se trouva désormais associé à la protection de droits individuels qui, en étant liés à des revendications de type identitaire[4], contribuèrent à fragiliser l'image du Parti démocrate comme

[1] Morris, *Behind the Oval Office*, 219.

[2] Un ordre politique se définit par la stabilité des identifications partisanes, des conflits politiques ainsi que des coalitions électorales. David Plotke le définit comme « un mode durable d'organisation et d'exercice du pouvoir au niveau national », lequel s'appuie sur des institutions, des politiques et des discours distinctifs. L'« ordre démocrate », ou « du New Deal », se serait ainsi caractérisé par de nouvelles relations entre le Parti démocrate, l'État fédéral, et les mouvements sociaux, en particulier le mouvement ouvrier, ainsi que par l'avènement d'un « libéralisme progressiste » prônant l'intervention de l'État fédéral afin d'assurer la stabilité de l'économie, d'améliorer la sécurité sociale, et d'étendre la représentation politique (David Plotke, *Building a Democratic Political Order: Reshaping American Liberalism in the 1930s and 1940s* (Cambridge University Press, 1996), 1). Voir également Steve Fraser and Gary Gerstle, eds., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930–1980* (Princeton University Press, 1990).

[3] Vincent Tiberj, « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988–2007) », *Revue française de science politique* 62, no. 1 (2012): 71–106, https://doi.org/10.3917/rfsp.621.0071. Vincent Tiberj estime que la saillance croissante des enjeux culturels aurait engendré l'avènement d'une « politique des deux axes » où la compétition électorale serait désormais organisée selon deux clivages principaux que sont le clivage économique et le clivage culturel.

[4] Rejetant toute forme de collaboration avec un establishment libéral qu'elle jugeait compromis, la Nouvelle Gauche endossa une rhétorique volontiers révolutionnaire qui portait des promesses de rupture radicale avec le statu quo. Mais, plutôt que d'assumer une rhétorique de lutte des classes et une dénonciation des effets délétères du capitalisme comme l'Ancienne Gauche avant elle, la Nouvelle Gauche puisa son radicalisme dans une revendication de libération individuelle et une demande assez vague de démocratisation du système politique. Le message de la Nouvelle Gauche étudiante se caractérisa par la mise en avant d'un message humaniste, centré sur l'individu, qui vint dans une large mesure se substituer à la critique du capitalisme et au prisme collectif promus par l'Ancienne Gauche. Sous l'égide du mouvement étudiant, le discours anticapitaliste se mua en une critique plus diffuse du « système », auquel il était reproché d'entraver l'épanouissement individuel et la participation

représentant le « parti du peuple ». Ce que Nancy Fraser surnomme le « dilemme redistribution-reconnaissance » résultait, en effet, de l'importance croissante qu'avait acquis la « lutte pour la reconnaissance » durant l'ère « postsocialiste » amorcée en 1989, de sorte que l'identité collective avait remplacé les intérêts de classe comme lieu de la mobilisation politique, et l'injustice fondamentale ressentie n'était plus l'exploitation mais la domination culturelle[5].

Informée par la critique du tournant culturel véhiculée par une partie des Démocrates et par les Républicains, mais également par une volonté d'instrumentaliser à son tour les questions non-économiques afin de renouveler la coalition démocrate, la présidence de Bill Clinton fut dans une large mesure guidée par des considérations d'ordre stratégique dans son approche de la question sociale. Partant, la nouvelle synthèse libérale qui émergea dans le sillage de sa présidence s'apparenta dans une large mesure à une idéologie édulcorée qui, en ce qu'elle se trouvait sous-tendue par une attitude essentiellement pragmatique, manquait de cohérence idéologique. Soucieux de trouver une troisième voie – ou, selon ses propres mots, un « nouveau centre vital »[6] – située à mi-chemin entre le conservatisme des Républicains et le libéralisme culturel de la Nouvelle Gauche, Clinton combina une approche réactive, visant à tempérer les critiques républicaines, et une approche proactive, destinée à séduire une partie des *grassroots* et de l'électorat des banlieues. Cette recherche constante de compromis contribua toutefois à brouiller le message et l'identité démocrate.

Face aux défaites électorales successives du Parti démocrate lors des élections présidentielles de 1984 et de 1988, et s'inscrivant pour grande partie dans le sillage des critiques néoconservatrice et républicaine, la frange centriste des *New Democrats* estimait que les Démocrates devaient, pour redevenir compétitifs, cesser d'endosser des positions jugées trop clivantes sur les enjeux culturels. Dans leur rapport intitulé « The Politics of Evasion »[7], publié en septembre 1989, soit quelques mois après la défaite électorale du candidat démocrate Michael Dukakis, William Galston et Elaine Kamarck avaient expliqué que le Parti démocrate

politique au processus démocratique. En cela, et malgré la persistance d'une frange marxiste en son sein, sa critique se voulait essentiellement post-matérialiste.

[5] Nancy Fraser, *Justice Interruptus: Critical Reflections on the "Postsocialist" Condition* (Routledge, 1997), 11. Notre traduction. "The 'struggle for recognition' is fast becoming the paradigmatic form of political conflict in the late twentieth century. Demands for 'recognition of difference' fuel struggles of groups mobilized under the banners of nationality, ethnicity, 'race,' gender, and sexuality. In these 'postsocialist' conflicts, group identity supplants class interest as the chief medium of political mobilization. Cultural domination supplants exploitation as the fundamental injustice. And cultural recognition displaces socioeconomic redistribution as the remedy for injustice and the goal of political struggle."

[6] Clinton*, My Life,* 955. Notre traduction. "As President, I tried to answer these questions in a way that kept moving us toward a more perfect union, lifting people's vision, and bringing them together to build a new vital center for American politics in the twenty-first century."

[7] William A. Galston and Elaine Kamarck, *The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency* (Progressive Policy Institute, September 1989), https://www.progressivepolicy.org/wpcontent/uploads/2010/01/Politics_of_Evasion.pdf.

se trouvait, depuis les années 1960, associé à une forme de « fondamentalisme libéral » considéré comme inacceptable par la grande majorité de l'électorat. Ceci avait, en retour, contribué à refonder la coalition démocrate en l'ancrant essentiellement dans des groupes minoritaires et une élite blanche portant des valeurs antithétiques à celles de la classe moyenne :

> Over the past two decades […], liberal fundamentalism has meant a coalition increasingly dominated by minority groups and while elites – a coalition viewed by the middle class as unsympathetic to its interests and its values. The inescapable fact is that the national Democratic Party is losing touch with the middle class, without whose solid support it cannot hope to rebuild a presidential majority[8].

Selon les auteurs, le prochain candidat démocrate, pour être victorieux, devait se positionner clairement en tant que défenseur de valeurs traditionnelles (telles que la responsabilité individuelle, le travail et l'égalité des chances) afin de se mettre au diapason des sensibilités de la classe moyenne[9]. De manière similaire, Mary et Thomas Edsall estimaient que l'association du Parti démocrate avec de nouveaux groupes sociaux nouvellement politisés et controversés avait fortement nui à sa réputation, entraînant la perte d'une partie de sa coalition électorale[10]. Ils incitaient ainsi les Démocrates à endosser des prises de positions modérées sur les enjeux culturels, de sorte à contrer les accusations d'élitisme et d'indifférence morale qui leur étaient adressées[11]. À la veille de l'élection présidentielle de 1992, le journaliste Peter Brown avait publié *Minority Party: Why Democrats Face Defeat in 1992 and Beyond* (1991), ouvrage dans lequel il appelait le Parti démocrate à renouveler son message afin de restaurer son image auprès des classes moyennes blanches[12]. Pour cela, les Démocrates devaient se départir des solutions héritées du *New Deal* et de leur association avec les groupes d'intérêts nouvellement mobilisés et endosser « une philosophie cohérente qui permettrait de relever les défis et changements de cette nouvelle ère de l'information »[13].

Pour sa part, Bill Clinton avait entretenu une relation ambiguë vis-à-vis des changements culturels entrainés par cette décennie. Comme en témoigne son admiration pour John F. Kennedy, Clinton adhérait essentiellement à un libéralisme de facture conformiste, estimant que la prospérité économique avait rendu obsolètes les conflits idéologiques et les luttes sociales[14]. Clinton endossa au demeurant la critique des « excès » du libéralisme

[8] Galston and Kamarck, *Politics of Evasion*, 4.
[9] Galston and Kamarck, *Politics of Evasion*, 18.
[10] Mary D. Edsall and Thomas Byrne Edsall, *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics* (W. W. Norton & Company, 1992), 9.
[11] Edsall and Edsall, *Chain Reaction*, 28-9.
[12] Peter Brown, *Minority Party: Why Democrats Face Defeat in 1992 and Beyond* (New York: Gateway Books, 1991), 4.
[13] Brown, *Minority Party*, 313. Notre traduction.
[14] Gillon, *The Pact*.

véhiculée par une partie du Parti démocrate et de la Droite, se proposant de restaurer la réputation du libéralisme démocrate en l'associant de nouveau avec une forme de modération. Se présentant comme un homme essentiellement tempéré et raisonnable, Clinton explique dans son autobiographie ne jamais avoir pleinement adhéré aux aspects les plus radicaux de la contre-culture :

> Though I was sympathetic to the zeitgeist, I didn't embrace the lifestyle or the radical rhetoric. My hair was short, I didn't even drink, and some of the music was too loud and harsh for my taste. I didn't hate LBJ; I just wanted to end the war, and I was afraid the culture clashes would undermine, not advance, the cause. In reaction to the youth protests and 'countercultural' lifestyles, Republicans and many working-class Democrats moved to the right, flocking to hear conservatives like the resurgent Richard Nixon and the new governor of California, Ronald Reagan, a former FDR Democrat[15].

Dans le même temps, Clinton reconnaissait volontiers les avancées importantes permises par cette décennie en termes de droits civiques, de droits des femmes, de protection environnementale, de droits du travail ou encore d'opportunités pour les pauvres, accusant les Nouvelle Droite de véhiculer une version incomplète et inique de cette période :

> Of course there were political and personal excesses in the 1960s, but the decade and the movements it spawned also produced advances in civil rights, women's rights, a clean environment, workplace safety, and opportunities for the poor. […] In focusing only on the excesses of the 1960s, the New Right reminded me a lot of the carping that white southerners did against Reconstruction for a century after the Civil War. […] Now it was happening again, as the right wing used the excesses of the sixties to obscure the good done in civil rights and other areas[16].

Soucieux de désamorcer la critique républicaine, il soulignait que, dans leur grande majorité, les Démocrates contredisaient le stéréotype que leurs adversaires véhiculaient : ils prônaient la fermeté face à la criminalité, soutenaient une réforme du système d'aides sociales, défendaient une politique de défense nationale solide, et se montraient parfois plus conservateurs que les Républicains sur les questions fiscales[17]. Clinton entendait ainsi restaurer l'image du Parti démocrate comme défenseur du travailleur et de ses valeurs traditionnelles, et tout particulièrement celles de patriotisme et de respect des lois[18]. Dans cette optique, Clinton chercha notamment à s'associer avec les aspects positifs, consensuels, voire conservateurs, des années 1960[19]. En particulier, il s'efforça de s'identifier à l'idéalisme du début de la décennie, incarné par John F. Kennedy, le *Peace Corps*, ainsi que Martin Luther King et le mouvement pour les droits civiques d'avant 1965, qui s'était globalement montré respectueux du système

[15] Clinton, *My Life*, 117.
[16] Clinton, *My Life*, 643.
[17] Clinton, *My Life*, 644.
[18] William J. Clinton, *My Life* (Vintage Books, 2004), 644.
[19] Bernard Von Bothmer, *Framing the Sixties: The Use and Abuse of a Decade from Ronald Reagan to George W. Bush* (University of Massachusetts Press, 2010), 131.

politique et réticent à engager des luttes violentes[20]. Lors de la Convention du Parti démocrate de 1992, l'équipe de Clinton diffusa ainsi le film de sa rencontre avec Kennedy lors du forum annuel de la *Boys Nation*[21] en 1963. Clinton parvint également à prendre ses distances avec le *L-word*[22] (*liberalism*) et à se présenter comme un Démocrate d'un type nouveau, puisque plus conservateur sur les questions culturelles et identitaires. Sur la question de la criminalité, notamment, Clinton se démarqua radicalement de Dukakis en se prononçant en faveur de la peine de mort, là où son prédécesseur avait justement été accusé d'une trop grande indulgence à l'égard de la criminalité. Lors de la campagne de 1992, Clinton affirma que les Démocrates « ne devaient plus culpabiliser de vouloir protéger les innocents » et se rendit dans l'Arkansas pour assister à l'exécution de Rickey Ray Rector, un Afro-Américain de quarante ans qui avait été condamné pour avoir tué un policier noir et s'était grièvement blessé au cerveau en tentant de mettre fin à ses jours[23].

Afin de modérer l'image du parti, Clinton s'efforça également de prendre ses distances avec divers groupes d'intérêts dont les prises de positions étaient considérées comme trop clivantes. De manière à rassurer l'électorat blanc, le candidat Clinton avait pris soin de se démarquer de son concurrent, Jesse Jackson, et de sa *Rainbow Coalition*, qui, fondée suite à sa campagne présidentielle de 1984, appelait à une union de divers groupes d'intérêt minoritaires et opprimés : « My constituency is the desperate, the damned, the disinherited, the disrespected, and the despised »[24]. Dans un discours prononcé devant la *Rainbow Coalition*, Clinton s'était ainsi montré désireux de récuser toute association avec une forme d'extrémisme racial en condamnant âprement des propos qu'avait tenus la rappeuse Sister Souljah quelques jours

[20] Von Bothmer, *Framing the Sixties*, 131.
[21] La *Boys Nation* est un forum annuel organisé par l'*American Legion*, une organisation patriotique composée de vétérans de guerre étatsuniens et basée à Indianapolis, dans l'Indiana. Chaque année, cent lycéens sont sélectionnés afin de participer à un stage éducatif d'une semaine sur les thèmes de la formation civique, du gouvernement, du leadership et de l'américanisme.
[22] Le terme « L-word » renvoie à une acception négative du terme *liberal*. Il fut largement mobilisé durant la campagne électorale de 1988, durant laquelle Ronald Reagan s'attela à attribuer des connotations négatives au terme *liberal*, afin de le démonétiser et de discréditer la campagne de démocrate Michael Dukakis. Dans un discours prononcé lors de la convention, il avait ainsi annoncé : "The masquerade is over. The stealth candidacy has to come out from cover. It's time to talk issues; to use the dreaded 'L' word; to say the policies of our opposition and the congressional leadership of his party are liberal, liberal, liberal. The choice before the American people this year is just as clear as it was in 1980 and 1984: a choice between, on the one hand, the policies of limited government, economic growth, a strong defense, and a firm foreign policy and, on the other hand, policies of tax and spend, economic stagnation, international weakness and accommodation, and always, always, always, blame America first" (Ronald Reagan, "Remarks at the Welcoming Rally at the Republican National Convention in New Orleans, Louisiana" (speech, New-Orleans, Louisiana, August 14, 1988), The Ronald Reagan Presidential Library & Museum, https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/remarks-welcoming-rally-republican-national-convention-new-orleans-louisiana).
[23] Alexander Nguyen, "Bill Clinton's Death Penalty Waffle," *The American Prospect*, December 19, 2001, https://prospect.org/api/content/cd36794d-53bc-5f8e-a85c-89a6f07b62d9/. Notre traduction.
[24] Jesse Jackson, "1984 Democratic National Convention Address" (speech, San Francisco, California, July 18, 1984), American Rhetoric, https://www.americanrhetoric.com/speeches/jessejackson1984dnc.htm.

auparavant dans une interview accordée au *Washington Post*, où elle avait, aux yeux de certains, semblé justifier le meurtre de personnes blanches[25]. Soucieux de se départir de l'image de radicalité associée à une partie de la communauté noire, Clinton avait déclaré :

> You had a rap singer here last night named Sister Souljah. I defend her right to express herself through music, but her comments before and after Los Angeles were filled with the kind of hatred that you do not honor today and tonight. […] She told the Washington Post about a month ago and I quote, 'If black people kill black people every day, why not have a week and kill white people? So you're a gang member and normally kill somebody. Why not kill a white person?' […] We can't get anywhere in this country, pointing the finger at one another across racial lines. If we do that, we're dead, and they will beat us[26].

Mais malgré ses efforts pour récuser le *L-word* et pour prendre ses distances avec les aspects les plus controversés de la contre-culture, Clinton fut généralement perçu – notamment par ses détracteurs – comme un symbole de cette décennie[27]. Les scandales (sexuels, notamment) qui émaillèrent sa campagne puis sa présidence alimentèrent tout particulièrement cette réputation. En janvier 1992, le tabloïde *Star* avait publié en première page un article dans lequel Gennifer Flowers, une connaissance de longue date de Clinton dans l'Arkansas, qui avait auparavant nié avoir eu une liaison avec lui, avait finalement changé sa version des faits. En février de la même année, le *Wall Street Journal* révéla que Clinton avait, durant la guerre au Vietnam, délibérément manipulé le système afin d'échapper à la conscription, l'associant de fait avec une forme d'antipatriotisme hérité des mouvements étudiants et sociaux des années 1960. Au printemps, la presse dévoila les expérimentations de Clinton avec la drogue lorsqu'il était étudiant à l'université d'Oxford, consolidant encore davantage sa réputation d'emblème de la contre-culture. En mai 1994, Paula Jones déposa une plainte pour harcèlement sexuel à l'encontre de Clinton, et en 1998, l'affaire Lewinsky, largement instrumentalisée par les Républicains, déchaina la presse. Les productions culturelles de l'époque contribuèrent également à cette réputation ; en atteste notamment le roman à clef *Primary Colors: A Novel of Politics*[28], du journaliste Joe Klein, qui, publié anonymement en 1996, raconte la campagne électorale menée par Bill Clinton en 1992 et dépeint ce dernier comme un séducteur et un homme pragmatique et malhonnête, prêt à dire n'importe quoi pour gagner.

---

[25] David Mills, "Sister Souljah's Call to Arms," *The Washington Post*, May 12, 1992, https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1992/05/13/sister-souljahs-call-to-arms/643d5634-e622-43ad-ba7d-811f8f5bfe5d/.

[26] William J. Clinton, "Speech at Rainbow Coalition National Convention" (speech, Washington, DC, June 13, 1992), C-SPAN, https://www.c-span.org/clip/public-affairs-event/user-clip-bill-clinton-speech-at-jesse-jacksons-rainbow-coalition/5028398.

[27] Mark White, "Son of the Sixties: The Controversial Image of Bill Clinton," *History* 103, no. 354 (2018): 100–123, https://doi.org/10.1111/1468-229X.12555; White, *The Presidency of Bill Clinton*, 45.

[28] Joe Klein, *Primary Colors: A Novel of Politics* (Random House Publishing Group, [1996] 2006).

Malgré les appels du *Democratic Leadership Council* à botter en touche sur la question sociale, et en dépit de sa volonté de prendre ses distances avec l'extrémisme associé avec certains groupes d'intérêt, Clinton chercha également à rallier à sa cause les forces vives gravitant autour du parti. Lors de sa campagne pour l'élection présidentielle de 1992, Clinton s'efforça de séduire la communauté homosexuelle en promettant de mettre fin à l'interdiction pour les personnes homosexuelles de servir ouvertement dans l'armée, de soutenir un projet de loi sur les droits civiques pour les homosexuels ou encore de lutter contre le SIDA et sa stigmatisation[29]. Dans un discours prononcé le 19 mai 1992, il avait ainsi déclaré : « Every day that we discriminate, that we hate, that we refuse to avail ourselves of the potential of any group of Americans, we are all less than we ought to be »[30]. Alors qu'elle avait jusque-là été divisée dans ses allégeances partisanes, la communauté homosexuelle se rallia massivement derrière Clinton en 1992, contribuant à hauteur de 2,5 millions de dollars à sa campagne[31]. Si cette victoire fut saluée comme une avancée majeure dans la reconnaissance politique des intérêts de cette communauté, la présidence Clinton fut toutefois loin de représenter une véritable révolution. Comme indiqué précédemment[32], la mise en place, en 1993, de la politique du *Don't Ask Don't Tell* échoua à invalider l'interdiction faite aux personnes homosexuelles de servir dans l'armée et représenta une compromission du président Clinton vis-à-vis de ses promesses de campagne[33]. L'importance de la présidence Clinton sur cette question fut ainsi essentiellement d'ordre symbolique et « préparatoire »[34], en ce qu'elle permit de politiser la cause homosexuelle et de l'inscrire à l'agenda démocrate.

Clinton se posa, par ailleurs, en défenseur de la cause des femmes, notamment à travers son soutien au droit à l'avortement. Dès son accession à la présidence, il signa une série de décrets présidentiels à cet effet[35]. En parallèle, il s'appliqua à nommer un certain nombre de femmes à des postes de responsabilité au sein de son administration, mais, comme pour la question homosexuelle, ces actes débouchèrent sur des scandales qui – aux yeux des *New*

[29] Cathleen Decker, "Elections '92: Clinton Vows Better Efforts Against AIDS: Campaign: Democrat Says Bush Has Failed to Fight the Disease Strongly Enough. He Also Calls for an End to Misconceptions about the Illness," *Los Angeles Times*, October 30, 1992, https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-10-30-mn-1018-story.html.
[30] William J. Clinton, "Address at Rally of Gays, Lesbians" (speech, Los Angeles, California, May 19, 1992), *Los Angeles Times*, https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-05-19-mn-247-story.html.
[31] Jeffrey Schmalz, "The 1992 Elections: The States – The Gay Issue," *The New York Times*, November 5, 1992, https://www.nytimes.com/1992/11/05/nyregion/the-1992-elections-the-states-the-gay-issues-gay-areas-are-jubilant-over-clinton.html; Michael Isikoff, "Gays Mobilizing for Clinton as Rights Become an Issue," *The Washington Post*, September 28, 1992, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1992/09/28/gays-mobilizing-for-clinton-as-rights-become-an-issue/3a6d569b-e3cf-4ef8-b52f-d986ac356e0f/.
[32] Se reporter au chapitre précédent.
[33] George Stephanopoulos, cité dans Maney, *Bill Clinton: New Gilded Age President*, 81.
[34] Kevan M. Yenerall, "The Clarion Call, The Muted Trumpet, The Lasting Impact: Gay Rights," in *The Presidency of Bill Clinton*, ed. Mark White (I. B. Tauris, 2012), 123.
[35] Se reporter au chapitre précédent.

Democrats, notamment – entachèrent la réputation de la nouvelle administration[36]. Dans *The New Prince* (2000), le conseiller Dick Morris explique :

> Buffeted by Whitewater, his executive order on gays in the military, his appointment of Lani Guinier, his failure to get his Attorney General nominees confirmed, the travel office scandal, and even the Los Angeles airport haircut, Clinton found his power eroded from the very beginning[37].

L'association du président avec la défense de la cause féministe fut en outre considérablement alimentée par les prises de positions d'Hillary Clinton, devenue une source d'inspiration pour de nombreuses femmes, et tout particulièrement celles issues des classes moyennes et supérieures. Lors d'un discours prononcé en Chine, en septembre 1995, Hillary Clinton avait ainsi posé une équivalence entre droits humains et droits des femmes, défendant leur droit à participer pleinement à la vie sociale et politique de leur pays[38]. En séparant les questions identitaires des enjeux de classes, le message féministe d'Hillary Clinton représenta, à bien des égards, une version édulcorée, élitiste et néolibérale de féminisme[39]. Il contribua ainsi à renforcer l'association du libéralisme démocrate avec un message de facture culturel et identitaire.

Cette inflexion du libéralisme démocrate se remarque également du côté de la question des droits des minorités. Pour l'écrivaine Toni Morrison, Clinton incarnait, ni plus ni moins, le « premier président noir » de l'Amérique[40]. Après son élection, il avait d'ailleurs exprimé son désir de former un gouvernement qui « ressemblerait à l'Amérique »[41], et son progressisme racial, également reflété dans son cercle d'amis, se traduisit par une volonté de nommer davantage d'individus issus des minorités au sein de son administration. Au total, 14% des postes y furent attribués à des personnes issues de minorités raciales, soit le double de la proportion observée dans toute autre administration[42]. En juin 1994, Clinton inaugura un « dialogue national sur la question de la race », qui prévoyait la mise en place d'une série de

---

[36] Clinton tenta dans un premier temps de nommer Zoe Baird au poste de garde des Sceaux (*Attorney General*) mais fut contraint de faire marche arrière lorsque celle-ci reconnut avoir employé des personnes sans-papiers. Clinton fut par la suite également contraint de retirer son soutien à Kimba Wood, qu'il avait également souhaité nommer au poste de garde des Sceaux, ainsi qu'à Lani Guinier, candidate à un poste clé au sein du Département de la Justice.

[37] Dick Morris, *The New Prince: Machiavelli Updated for the Twenty-First Century* (E-book; St. Martin's Griffin, 2000).

[38] Hillary Clinton, "Remarks while First Lady to the United Nations Fourth World Conference on Women, Plenary Session" (speech, Beijing, China, September 5, 1995), https://www.studocu.com/en-us/document/palm-beach-gardens-high-school/english/hillary-clinton-womens-rightsare-human-rights-excerpts/22395159.

[39] Nancy Fraser, "The Feminism of the 1 Percent Has Associated Our Cause With Elitism," *Jacobin*, August 21, 2019, https://jacobin.com/2019/08/feminism-for-99-percent-nancy-fraser.

[40] Toni Morrison, "On the First Black President," *The New Yorker*, September 27, 1998, https://www.newyorker.com/magazine/1998/10/05/comment-6543. Notre traduction.

[41] William J. Clinton, "Speech at NAACP National Convention, Nashville" (speech, Nashville, Tennessee, July 11, 1992), *The Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1992/07/12/democrats-welcomed-by-naacp/a0807592-3050-46eb-b871-8d5fe57f838a/. Notre traduction.

[42] White, "Son of the Sixties," 112.

réunions publiques (*town hall meetings*), de conférences et de rapports destinés à surmonter les divisions raciales qui traversaient le pays. Dans un discours prononcé le 14 juin, le président annonça : « We have torn down the barriers in our laws. Now we must break down the barriers in our lives, our minds, and our hearts. […] That is the unfinished work of our time, to lift the burden of race and redeem the promise of America »[43]. En même temps, nous l'avons vu, Clinton prit soin de prendre ses distances avec les aspects les plus radicaux du mouvement des droits civiques. Ses choix aboutirent à un mélange minutieux de femmes, de minorités et d'hommes blancs, dont peu étaient enclins ou en mesure de promouvoir un programme libéral ambitieux[44]. Comme dans le cas des questions des droits des femmes et des personnes homosexuelles, Clinton s'adonna finalement à un acte d'équilibriste sur la question raciale[45]. Dans une large mesure, il chercha à défendre des positions progressistes sur les enjeux culturels et identitaires, tout en veillant à maintenir une certaine modération et à dissocier ces revendications de toute suggestion de radicalisme ou de remise en cause du système capitaliste. En cela, sa présidence renforça l'association du Parti démocrate avec un libéralisme de facture identitaire et culturel, caractérisé par une défense des droits de différents groupes sociaux, et dissociée de toute critique du système capitaliste.

Sous la houlette de Dick Morris, un message de type qualitatif vint, dans une large mesure, se substituer à la critique du système capitaliste et au message essentiellement économique hérité du *New Deal*. Morris conçut effectivement une stratégie politique centrée sur les « valeurs », ciblant tout particulièrement l'électorat éduqué et relativement aisé des banlieues[46]. Selon lui, le nouveau contexte politique avait rendu obsolète un message de type majoritaire ; aussi convenait-il désormais de mettre l'accent sur des enjeux minoritaires : « Just as the era of big government is dead, for now, the era of the big issue is over as well. Any big new idea is sure to be picked apart by the special interests »[47].

Dans *The New Prince*, Morris explique ainsi que la grande majorité de l'électorat s'était détourné des questions économiques et se trouvait davantage animé par des enjeux relatifs aux valeurs sociales (*social-values issues*) :

---

[43] William J. Clinton, "Commencement Address at the University of California San Diego in La Jolla" (speech, San Diego, California, June 14 1997), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/commencement-address-the-university-california-san-diego-la-jolla-california.
[44] Philip A. Klinkner, "Bill Clinton and the Politics of the New Liberalism," in *Without Justice for All*, ed. Adolph Reed (Routledge, 1999).
[45] Waddan, *Clinton's Legacy?*, 147.
[46] Mitchell, "Clinton's Advisers."
[47] Morris, *The New Prince*.

> […] while the current economic climate lasts, Americans have fundamentally shifted their focus from economic concerns to social-values issues. A majority of our countrymen understand that an increase in their disposable personal income is not going to solve the major problems in their lives. Crime, pollution and its health impact, education of their children, time with their families, access to health care, safer foods, cleaner drinking water, and better access to parks and recreation are not going to be improved by a 10 percent rise in take-home pay[48].

Selon Morris, la politique étatsunienne avait subi une transformation majeure : la question de l'amélioration de la qualité de vie avait effectivement supplanté celle des minima sociaux, laissant les populistes sans sujet de mobilisation[49]. Puisque l'électorat n'était plus animé par une volonté de renverser l'ordre établi mais plutôt par un désir d'améliorer les conditions de vie des enfants et des familles, l'« ère de la grande question » (*the era of the big issue*) était révolue. Désormais, estimait Morris, les nouveaux défis auxquels devait s'adresser la politique portaient davantage sur les questions de changements d'attitudes et de mœurs que sur celle de l'augmentation des dépenses publiques[50]. Ainsi, l'éclipse du message de justice sociale hérité du libéralisme du *New Deal*, au profit d'une instrumentalisation des questions non-économiques, figurait au cœur de la stratégie politique promue par le conseiller Dick Morris pour l'élection présidentielle de 1996. Dans *Behind the Oval Office*, Morris démontre que sa stratégie fut guidée par une volonté de mettre l'accent sur les valeurs afin de proposer une alternative au discours réactionnaire des Républicains, et, ce-faisant, attirer l'électorat de la classe moyenne : « The Republicans had a values agenda, but it was largely negative. […] We offered something different: an agenda of positive values »[51]. Morris préconisait une forme de triangulation sur les questions sociales, estimant que la grande majorité de l'électorat rejetait « les opinions dogmatiques de la gauche comme de la droite et embrassait en réalité un mélange de positions conservatrices et libérales »[52], auquel il s'agissait de donner voix :

> On abortion: keep it legal and safe, but regulate it, require parental involvement, and encourage adoption as an alternative. On welfare: require recipients to work, limit he time on the rolls, but provide day care, job opportunities, education, and training to be sure those who can work, do. On the deficit: balance the budget in the near future, cut the deficit year by year, but don't violate core priorities, like Medicare, Medicaid, education, and protection of the environment […][53].

La désaffection des Américains pour la politique, ajoutait Morris, était précisément liée à l'inaptitude du gouvernement à mettre en œuvre ces convictions pourtant largement partagées[54]. Selon lui, la volonté de Clinton de recentrer son programme autour des valeurs modérées de la classe moyenne avait été mise en lumière lors de son discours prononcé au

[48] Morris, *The New Prince*.
[49] Morris, *The New Prince*.
[50] Morris, *The New Prince*.
[51] Morris, *Behind the Oval Office*, 208.
[52] Morris, *Behind the Oval Office*, 208. Notre traduction.
[53] Morris, *Behind the Oval Office*, 208.
[54] Morris, *Behind the Oval Office*, 208.

lendemain des attentats d'Oklahoma City, où le président avait insisté sur l'importance de la communauté[55]. Cette thématique fut prolongée lors d'un discours prononcé à l'université Georgetown, en juillet 1995, durant lequel Clinton dénonça la tendance de la politique à diviser l'électorat et véhicula un message qui se voulait essentiellement rassembleur :

> Politics has become more and more fractured, just like the rest of our lives; pluralized. It's exciting in some ways. But as we divide into more and more and more sharply defined organized groups around more and more and more stratified issues, as we communicate more and more with people in extreme rhetoric through mass mailings or sometimes semi-hysterical messages right before election on the telephone or 30-second ads designed far more to inflame than to inform, as we see politicians actually getting language lessons on how to turn their adversaries into aliens, it is difficult to draw the conclusion that our political system is producing the sort of discussion that will give us the kind of results we need[56].

Pour Morris, l'accent mis sur la notion de communauté permit précisément à Clinton d'offrir une alternative à l'idéologie individualiste du Parti républicain[57], en faisant écho au sentiment très répandu dans la population selon lequel la principale entrave à l'accomplissement personnel ne découlait pas essentiellement des performances économiques d'une personne mais était davantage liée à des problèmes d'ordre collectifs, notamment liés à la question de la qualité de vie de la communauté dans son ensemble[58]. Ainsi, là où le Parti républicain revendiquait le « je », Clinton prônait désormais le « nous »[59]. Morris promouvait, de surcroît, une approche confrontationnelle, qui visait à mettre en lumière le radicalisme des positions républicaines et ainsi à miner la prétention des Républicains à incarner le centre politique[60]. Il s'agissait de démontrer que le Parti démocrate était un parti de valeurs qui était animé par une volonté de restaurer et de consolider les valeurs de la classe moyenne « de manière concrète et réaliste »[61]. La stratégie de politisation d'enjeux très précis (*small-bore issues*) défendue par Morris s'appuyait, par ailleurs, sur l'analyse de données statistiques obtenues par le biais de groupes de discussion (*focus groups*) et de sondages d'opinion. Dans *The New Prince*, Morris expliquait : « Polling is the key to selecting the right issue. You must ask the voters a specific question and measure the intensity of their reaction to gauge the impact of an issue »[62].

---

[55] William J. Clinton, "Oklahoma City Speech" (speech, Oklahoma City, Oklahoma, April 23, 1995), Presidential Rethoric, http://www.presidentialrhetoric.com/historicspeeches/clinton/oklahomacity.html.
[56] William J. Clinton, "Remarks at Georgetown University" (speech, Washington, D.C., July 6, 1995), GovInfo, https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1995-book2/pdf/PPP-1995-book2-doc-pg1047.pdf.
[57] Dick Morris, *Behind the Oval Office: Winning the Presidency in the Nineties* (Random House, 1997), 211.
[58] Morris, *Behind the Oval Office*, 211.
[59] Morris, *Behind the Oval Office*, 212.
[60] Morris, *Behind the Oval Office*, 233.
[61] Morris, *Behind the Oval Office*, 319. Notre traduction.
[62] Morris, *The New Prince*.

En particulier, Morris s'appuya sur les analyses du sondeur et stratégiste politique Mark Penn, dont les travaux avaient mis en lumière l'importance centrale des enjeux ayant trait aux valeurs[63]. En effet, ces sondages révélèrent notamment que 65% de l'électorat estimait que les enjeux de criminalité, de discipline à l'école, de violence à l'écran, ou encore de limitation de la publicité autour du tabac représentaient des enjeux politiques de première importance, contre seulement 30% qui citaient les enjeux économiques, tels que les salaires, les aides gouvernementales, l'emploi, la stagnation des salaires ou les importations comme étant plus importants[64]. Par ailleurs, les sondages montraient que les voix électorales des personnes appartenant au second groupe étaient en réalité déjà acquises au Parti démocrate, aussi convenait-il désormais de convaincre les personnes issues du premier groupe en se concentrant sur les enjeux non-économiques[65]. Partant, Clinton entreprit de prendre position sur un certain nombre d'enjeux ayant trait aux questions de qualité de vie afin de projeter l'image d'un président porteur des préoccupations et des valeurs de l'électeur moyen, et notamment de celles des « Soccer Moms » – concept initialement mobilisé par le conseiller conservateur Alejandro Castellanos pour désigner des mères mariées issues de la classe moyenne et vivant principalement dans des banlieues[66] –, qui acquit une saillance médiatique et politique particulière lors de la campagne présidentielle de 1996[67]. Pour Clinton, l'enjeu était de rompre avec l'image d'élitisme et de permissivité qui avait pesé sur d'autres Démocrates, comme Dukakis. Ainsi, le président se déclara, lors d'une allocution radiophonique en février 1996, en faveur du port de l'uniforme scolaire, et ce afin de « briser l'emprise des gangs et de la violence dans nos écoles »[68]. Du reste, l'uniforme devait permettre de rétablir une certaine forme de discipline traditionnelle dans les écoles, et faire en sorte que « nos jeunes apprennent à se juger en fonction de ce qu'ils sont à l'intérieur et non de ce qu'ils portent à l'extérieur »[69]. En mai, Clinton se prononça en faveur d'une régulation de la publicité pour le tabac, afin de limiter son impact sur les plus jeunes[70], et se montra également favorable à l'instauration de couvre-feux

[63] Morris, *Behind the Oval Office*, 212.
[64] Morris, *Behind the Oval Office*, 212.
[65] Morris, *Behind the Oval Office*. 219.
[66] E. J. Dionne, "Clinton Swipes the GOP's Lyrics: The Democrat as Liberal Republican," *The Washington Post*, July 20, 1996, https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1996/07/21/clinton-swipes-the-gops-lyrics/9c725e88-b5a7-46a5-bb74-8bc12b22795b/.
[67] Susan J. Carroll, "The Disempowerment of the Gender Gap: Soccer Moms and the 1996 Elections," *PS: Political Science and Politics* 32, no. 1 (1999): 7–11, https://doi.org/10.2307/420743.
[68] William J. Clinton, "The President's Radio Address on School Uniforms" (speech, Santa Monica, California February 24, 1996), GovInfo, https://www.govinfo.gov/content/pkg/WCPD-1996-03-04/pdf/WCPD-1996-03-04-Pg366.pdf. Notre traduction.
[69] Clinton, "President's Radio Address on School Uniforms." Notre traduction.
[70] William J. Clinton, "Remarks on Kick Butts Day in Woodbridge", (speech, Woodbridge, New Jersey, May 7 1996), Clinton Presidential, https://clintonwhitehouse6.archives.gov/1996/05/1996-05-07-president-remarks-in-kick-butts-telephone-conference.html.

pour fournir aux parents un outil disciplinaire destiné à les « aider à être de meilleurs parents »[71]. Dans cette même optique, et toujours sous couvert de lutte contre la criminalité, le président fit également savoir son soutien pour la commercialisation du *V-Chip*, dispositif visant à filtrer les programmes en fonction de leur catégorie afin de permettre aux parents de réguler l'accès de leurs enfants à certains programmes télévisés[72].

2. L'avènement d'une coalition électorale interclasse.

En adoptant un discours mêlant enjeux post-matérialistes et valeurs traditionnelles, Clinton s'efforça d'élargir le socle électoral du Parti démocrate en séduisant les classes moyennes des banlieues, devenues un enjeu électoral majeur au cours de la seconde moitié du XXème siècle, alors que leur poids dans l'électorat national ne cessait de croître[73]. En effet, si l'électorat des banlieues avait généralement été perçu comme étant acquis à la cause républicaine, et ce spécifiquement durant les présidences de Ronald Reagan et de G. H. W. Bush[74], les deux dernières décennies du XXème siècle, et en particulier les années 1990, se caractérisèrent par une transformation des affinités politiques de cette catégorie de la population[75], dont une majorité rejoignit les rangs du Parti démocrate[76]. La présidence Clinton mit effectivement fin à l'avantage républicain auprès de l'électorat des banlieues, et tout particulièrement dans les banlieues du Nord du pays[77]. À l'issue de l'élection de 1996, le journaliste Dan Balz expliquait qu'en instrumentalisant un certain nombre de sujets particulièrement chers aux femmes des banlieues, Clinton était effectivement parvenu à fortement éroder la popularité du Parti républicain au sein de l'électorat des banlieues[78]. Les années 1990 marquèrent ainsi le début de ce que David Hopkins qualifie de processus de

[71] William J. Clinton, "Remarks to the Women's International Convention of the Church of God in Christ in New Orleans, Louisiana" (speech, New Orleans, Louisiana, May 30, 1996), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-womens-international-convention-the-church-god-christ-new-orleans-louisiana. Notre traduction.
[72] William J. Clinton, "Remarks in a Roundtable Discussion With Families on Television Programming" (speech, Washington, D.C, March 1, 1996), Clinton Presidential, https://clintonwhitehouse6.archives.gov/1996/03/1996-03-01-president-and-vp-with-parents-and-students-on-v-chip.html.
[73] Seth C. McKee and Daron R. Shaw, "Suburban Voting in Presidential Elections," *Presidential Studies Quarterly* 33, no. 1 (2003): 125–144, https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/27552464.
[74] Voir notamment : Fred I. Greenstein and Raymond E. Wolfinger, "The Suburbs and Shifting Party Loyalties," *The Public Opinion Quarterly* 22, no. 4 (1958): 473–482; Robert C. Wood, *Suburbia: Its People and Their Politics* (Houghton Mifflin, 1958); Lisa McGirr, *Suburban Warriors: The Origins of the New American Right* (Princeton University Press, 2002)..
[75] Dan Balz, "Clinton Broke Republican Grip on Some Suburban County Strongholds," *The Washington Post*, November 9, 1996, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1996/11/10/clinton-broke-republican-grip-on-some-suburban-county-strongholds/b4e7fc98-722c-47cc-930d-115dc542fd41/; McKee and Shaw, "Suburban Voting in Presidential Elections, 125-44; Geismer, *Don't Blame Us*, 39–41.
[76] McKee and Shaw, "Suburban Voting in Presidential Elections, 133.
[77] McKee and Shaw, "Suburban Voting in Presidential Elections, 140.
[78] Balz, "Clinton Broke Republican Grip on Some Suburban County Strongholds."

« banlieurisation » (*suburbanization*) du Parti démocrate[79], un processus qui entraîna une profonde reconfiguration de sa coalition. Dans une large mesure, les préoccupations essentiellement individualistes des *suburban liberals* occultèrent celles de la classe ouvrière, et un libéralisme de type qualitatif, centré sur des enjeux post-matérialistes, vint sous-tendre le développement d'un libéralisme économique recentré[80].

Comme dans le cas du Parti républicain[81], l'avènement et l'instrumentalisation du clivage culturel sous-tendit la formation d'une coalition démocrate interclasses, composée tout à la fois d'entrepreneurs, de banquiers, de banlieusards, de travailleurs, d'acteurs issus de nouveaux mouvements sociaux et de minorités[82]. Avec l'émergence du clivage culturel, un débat s'ouvrit au sein du Parti démocrate sur l'avenir de sa coalition, opposant les partisans d'un parti de la classe ouvrière aux partisans d'un parti de la classe professionnelle[83]. Alors que

[79] Durant chaque élection qui se tint entre 1992 et 2000, l'électorat des banlieues préféra le Parti démocrate à hauteur de 53%, 54%, puis 50% respectivement (David A. Hopkins, "The Suburbanization of the Democratic Party, 1992–2018," paper presented at the Annual Meetings of the American Political Science Association, Washington D.C., August 29, 2019, https://www.cookpolitical.com/sites/default/files/2019-09/Hopkins%20Suburbanization%20APSA%202019.pdf.)

[80] Geismer, *Don't Blame Us*, 6.

[81] Cette instrumentalisation des enjeux culturels fut illustrée par la « stratégie sudiste » mise en place par Richard Nixon à partir de 1968, qui associa le Parti républicain à une forme de conservatisme racial afin de séduire l'électorat réactionnaire des États du Sud et permit à Nixon de constituer une alliance interclasse de centre-droit, rassemblant tout à la fois les conservateurs du Sud et l'électorat blanc ouvrier du Nord (Dean J. Kotlowski, "Nixon's Southern Strategy Revisited," *Journal of Policy History* 10, no. 2 (April 1998): 223–224, https://doi.org/10.1017/S0898030600005613.). Si Nixon était parvenu à faire progresser le Parti républicain dans le Sud du pays, c'est toutefois véritablement sous l'égide de son successeur, Ronald Reagan, que le parti parvint à rallier à sa cause la classe ouvrière blanche des États du Nord et du *Midwest* – les fameux « Reagan Democrats » popularisés par Stanley Greenberg (Stanley B. Greenberg, *Middle Class Dreams: The Politics and Power of the New American Majority* (Yale University Press, 1996)). En lieu et place de la stratégie sudiste mise en place par Nixon, Reagan s'affaira à faire du Parti républicain le nouveau parti des travailleurs et, ce faisant, à siphonner la réputation du Parti démocrate. En effet, combinant à la fois un discours victimaire et une rhétorique optimiste centrée sur les notions de travail, de succès et de rêve américain, Reagan parvint à exploiter le profond malaise qui caractérisait la classe ouvrière vivant dans les villes industrielles du Nord qui, traditionnellement fidèles au parti démocrate, se tourna en masse vers Ronald Reagan en novembre 1980 (Françoise Coste, "Ronald Reagan's Northern Strategy and a New American Partisan Identity: The Case of the Reagan Democrats," *Anglophonia Caliban/Sigma. French Journal of English Studies*, no. 31 (April 2012): 221–238, https://doi.org/10.4000/caliban.476). L'élection présidentielle de 1980 révéla ainsi les prémices d'une coalition républicaine interclasses, qui reposait en grande partie sur une convergence idéologique des travailleurs blancs et des représentants des milieux d'affaires sur la question du rôle de l'État (Edsall and Edsall, *Chain Reaction*, 154). Si, notamment en raison du contexte de récession de 1980-81, les élections de mi-mandat interrompirent momentanément l'ascension conservatrice, l'élection présidentielle de 1984 marqua la culmination de la stratégie électorale dont les fondements furent mis en place par Nixon dès la fin des années 1960 et qui visait à présenter les Républicains comme les véritables représentants de l'Américain blanc moyen (Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History* (Cornell University Press, 2017), 246.). Dès lors, la Droite devint experte dans l'art de courtiser les transfuges démocrates en encensant leur travail, leur famille, leur identité ethnique, et leurs valeurs morales (Kazin, *The Populist Persuasion*, 247). En s'appropriant le langage populiste, la Droite parvint finalement à dominer la politique nationale et, ce faisant, força les Démocrates dans une position défensive.

[82] Nancy Fraser, "From Progressive Neoliberalism to Trump and Beyond," in *Identity Trumps Socialism: The Class and Identity Debate after Neoliberalism*, ed. Marc James Léger (Routledge, 2023), 102.

[83] La question d'une alliance politique entre une classe moyenne post-matérialiste et une classe populaire matérialiste avait en réalité été soulevée dès les années 1970, et notamment par Lanny J. Davis. Dans *The Emerging Democratic Majority* (1974), Davis expliquait que l'avenir du Parti démocrate dépendrait en dernière analyse de sa capacité à consolider une nouvelle coalition politique, qui combinerait les éléments issus de la coalition héritée

certains, à l'image de Ruy Texeira et Joel Rogers, considéraient que l'avenir d'une coalition majoritaire pour le Parti démocrate reposait largement sur sa capacité à rallier de nouveau l'électorat de la classe ouvrière blanche[84], d'autres, à l'image d'Elaine Kamarck et de William A. Galston, renoncèrent en grande partie à l'idée de séduire à nouveau cet électorat, préférant concentrer leurs efforts sur les banlieues des grandes métropoles, peuplées d'électeurs plus aisés, plus instruits et plus diversifiés. Dans un article publié en 2001[85], ils expliquaient que la « nouvelle politique » du XXIème siècle se distinguerait par l'influence d'une « nouvelle classe » de travailleurs, caractérisée par son haut degré d'éducation, son aisance financière, sa mobilité et son indépendance[86]. Ainsi, le Parti démocrate aurait tout avantage à mettre l'accent sur la question des opportunités offertes par la nouvelle économie, en insistant tout particulièrement sur les enjeux d'éducation et de formation continue, et à abandonner une politique basée sur des promesses de redistribution.

Ce débat sur le futur de la coalition démocrate acquit une saillance toute particulière au lendemain de la défaite du candidat démocrate et ancien vice-président Al Gore lors de l'élection présidentielle de 2000. Conscient du manque d'engouement pour le message centriste au sein de la base activiste du Parti démocrate et de la nécessité de rallier à sa cause la classe ouvrière ainsi que les *grassroots*, Gore, sur les conseils de Stan Greenberg (théoricien des *Reagan Democrats*), avait mobilisé un prisme plus ouvertement populiste dont témoignait son slogan de campagne « Le peuple contre les puissants » (*The People Versus the Powerful*). Ce cadrage populiste imprégnait également son discours d'acceptation de la nomination démocrate, dont la rhétorique se basait sur une opposition dichotomique entre le peuple et les élites économiques : « And that's the difference in this election. They're for the powerful. We're for the people. […] Big tobacco, big oil, the big polluters, the pharmaceutical companies, the HMOs, sometimes you have to be willing to stand up and say no, so families can have a better life»[87]. En même temps, le projet politique de Gore cherchait également à s'attirer les

---

du *New Deal* aux nouvelles forces politiques – plus jeunes et plus éduquées – issues de la *New Politics* (Davis, *The Emerging Democratic Majority*).

[84] Ruy Teixeira and Joel Rogers, *America's Forgotten Majority: Why the White Working Class Still Matters* (Basic Books, [2000] 2001), x. "The country is still mostly white […], and the majority of people […] have a job, an education, and an income that could broadly be described as working class. […] We call these white working-class voters the 'forgotten majority' of American politics: 'forgotten' both because we haven't heard much about them of late and because they haven't benefited much from policy changes of the last thirty years or so; 'majority' because they are just that – about 55 percent of the voting population."

[85] William A. Galston and Elaine Kamarck, "Five Realities That Will Shape 21st Century U.S. Politics," in *The Global Third Way Debate*, ed. Anthony Giddens (Blackwell, 2001), 55.

[86] Cité dans Zachariah William Wheeler, "An Inconvenient Coalition: Climate Change and Democratic Party Elite Discourse on Class, 1988-2008" (PhD diss., Virginia Tech, 2022), 186.

[87] Al Gore, "Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention in Los Angeles" (speech, Los Angeles, California, August 17, 2000), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-los.

bonnes grâces de l'establishment, notamment sur les questions économiques[88]. Soucieux de rallier à la fois la faction centriste et la faction progressiste au sein du parti, Gore avait ainsi sollicité des personnalités issues des différentes franges du parti, à l'instar d'Elaine Kamarck et de Donna Brazile. La campagne de Gore, d'ores et déjà affaiblie par l'affaire Lewinski, semblait ainsi pourvue de deux têtes, chacune s'adressant à une faction différente au sein du Parti démocrate : l'une au groupe des *New Democrats* en charge de la formulation de la ligne politique de la campagne, l'autre à l'aile activiste issue des *New Politics* et dont les capacités de mobilisation électorale étaient essentielles à la campagne de Gore[89].

Comme le note Atkins, la schizophrénie qui enveloppait la campagne de Gore était révélatrice de la lutte intestine qui animait le Parti démocrate[90]. Suite à la défaite du candidat démocrate, les différentes factions au sein du parti véhiculèrent des interprétations distinctes visant à influencer l'orientation future du parti. Alors que Gore défendait le bien-fondé de son message populiste[91], son colistier, Joe Lieberman, estimait que la thématique populiste de la campagne ne reflétait pas le message pro-croissance, pro-classe moyenne et de responsabilité fiscale que les candidats avaient défendu, contribuant ainsi à aliéner une partie de l'électorat indépendant de la classe moyenne « qui ne voyait pas l'Amérique en termes de 'nous' contre 'eux' »[92]. À l'inverse, Teixeira estimait que le message populiste de Gore avait précisément permis de mobiliser la base électorale du parti et était entré en résonnance avec les préoccupations de la classe ouvrière – que Teixeira voyait comme un pilier essentiel de la coalition démocrate – sans toutefois aliéner l'électorat éduqué[93]. Selon Teixeira, le succès de Gore après son discours d'acceptation de la nomination tenait entièrement à l'inflexion populiste de sa campagne[94] et le Parti démocrate devait activement chercher à rallier la classe ouvrière à sa cause en proposant un message clair, qui traiterait des préoccupations (principalement économiques) de la classe ouvrière et se démarquerait du Parti républicain[95].

---

[88] Democratic Party, "2000 Democratic Party Platform," August 14, 2000, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2000-democratic-party-platform.

[89] Atkins, "Forging A New Democratic Party," 239.

[90] Atkins, "Forging A New Democratic Party," 239.

[91] Al Gore, "Broken Promises and Political Deception," *The New York Times*, August 4, 2002, https://www.nytimes.com/2002/08/04/opinion/broken-promises-and-political-deception.html.

[92] Steven Mufson, "Lieberman Elaborates On Campaign Critique," *The Washington Post*, August 5, 2002, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2002/08/05/lieberman-elaborates-on-campaign-critique/30cef254-2f4d-46f6-9198-97cba4745995/. Notre traduction.

[93] Ruy Teixeira, "Lessons for Next Time," *The American Prospect*, December 19, 2001, https://prospect.org/api/content/de822b25-2806-517f-9207-295ff9ee7206/.

[94] Ruy Teixeira, "Gore's Tenuous Bond with Working Voters," *The American Prospect*, December 19, 2001, https://prospect.org/api/content/311cad6a-24c9-50e0-ad8d-dd5bfb9c173b/.

[95] Teixeira, "Gore's Tenuous Bond." "With an appetite for significant government action on issues of economic security and opportunity, voters are increasingly moving into Democratic territory. But they remain unclear, and therefore easily confused, about the content of that government action and how Republicans and Democrats truly differ in their policies. […] Voters also lack a sense of the Democratic vision for the new global economy. […]

Ainsi, un message ancré dans les enjeux de la nouvelle économie (tels que l'éducation, la formation, la garde d'enfants, la recherche scientifique, la couverture maladie et les retraites) serait à même de rallier l'électorat ouvrier au Parti démocrate, tout en participant à la formation d'une « nouvelle majorité libérale », composée de la base électorale du Parti démocrate (en particulier les Noirs, Hispaniques, et les syndicats), d'électeurs (et surtout électrices) blancs issus de la PMC, et donc relativement éduqués, aisés et progressistes, et enfin d'une majorité d'électeurs issus des classes moyennes et inférieures, qui, sans être progressistes, seraient attirés par le message économique (populiste) du Parti démocrate[96].

Cet argument fut repris par Ruy Teixeira et John Judis dans leur fameux ouvrage *The Emerging Democratic Majority* (2002)[97], où les auteurs mettent en lumière les évolutions démographiques de ces dernières décennies[98], ainsi que le rôle clé de la transition vers un « nouvel ordre métropolitain post-industriel »[99]. Judis et Teixeira expliquent que cette coalition majoritaire commença à émerger durant l'élection de 1996 et regroupe tout à la fois des électeurs issus de la classe ouvrière, des professionnels, des minorités et des femmes[100]. Ces différents groupes apparaissent, par ailleurs, unis autour d'une idéologie qualifiée de « centrisme progressiste »[101], que le Parti démocrate aurait tout intérêt à promouvoir. En somme, le Parti démocrate devrait tout à la fois chercher à fidéliser l'électorat post-matérialiste des « idéopoles » (*ideopolises*) tout en prenant soin de ne pas aliéner la classe ouvrière blanche. Pour ce faire, il conviendrait d'opérer une synthèse idéologique combinant des prises de positions relativement progressistes sur les enjeux de qualité de vie et un message populiste à destination des classes moins aisées[102].

Si la science politique a longtemps considéré la classe sociale comme un facteur décisif du choix électoral[103], l'avènement du clivage culturel contribua largement à en affaiblir

---

Such a vision would help voters--particularly the mid-to-downscale whites upon whom Democratic fortunes depend – fix the key differences between the parties in their minds and in their lives."

[96] Teixeira, "Lessons for Next Time."

[97] John B. Judis and Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority* (Scribner, 2002), 150.

[98] Voir notamment : Steve Phillips, *Brown Is the New White: How the Demographic Revolution Has Created a New American Majority* (The New Press, 2018) , 1. "In the four decades since King's death, the percentage of people of color in the American population has tripled, ushering in a new political era, scrambling the old electoral equations, and creating the conditions for a lasting New American Majority."; Steve Phillips, "Democrats Could Claim a New American Majority. Will They?" *The New York Times*, December 15, 2017, https://www.nytimes.com/2017/12/15/opinion/democrats-alabama-campaigns.html. "By combining a large and inspired turnout of voters of color with the meaningful minority of whites who consistently vote progressive — even in a state like Alabama — Democrats can win across the country."

[99] Judis and Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, 6. Notre traduction.

[100] Judis and Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, 4.

[101] Judis and Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, 4-5.

[102] Judis and Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, 142-143.

[103] Les travaux de Paul Lazarsfeld et des chercheurs de l'université Columbia mirent en évidence le rôle clé de trois variables sur le choix électoral : le statut économique et social, la religion, et le lieu de résidence. Les auteurs

l'influence. Pour le journaliste Ronald Brownstein, la fuite de la classe ouvrière blanche vers le Parti républicain aurait entrainé une « inversion de classe » : la traditionnelle association du Parti démocrate aux classes populaires et du Parti républicain aux intérêts financiers laissa place à un nouvel alignement électoral, où la classe socioéconomique ne jouait plus qu'un rôle secondaire[104]. Thomas Frank considère pour sa part que l'exode de la classe ouvrière – définie essentiellement en termes de niveau d'éducation, et non en fonction des revenus – est lié à la capacité du Parti républicain à exploiter le ressentiment racial et le conservatisme culturel de cette catégorie d'électeurs[105]. En conséquence, la classe ouvrière voterait désormais contre ses propres intérêts économiques et, si le Parti démocrate souhaite la reconquérir, celui-ci doit s'évertuer à proposer un message modéré, centré sur les enjeux économiques, et cesser de chercher à mobiliser sa base activiste, dont les positions sur les enjeux culturels sont perçues comme trop radicales par la classe ouvrière blanche.

Bien que le facteur du revenu continue à peser sur les logiques de vote[106], et alors que les enjeux dits « matérialistes » se classent toujours régulièrement dans les premières

concluent qu'« une personne pense, politiquement, comme elle est, socialement (Paul F. Lazarsfeld, Bernard Berelson, and Hazel Gaudet, *The People's Choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign* (Columbia University Press, [1944] 2021), 290.). En 1963, Robert Alford développa un indicateur destiné à mesurer le vote de classe, l'« indice Alford », et la notion d'une relation privilégiée entre les partis de gauche et la classe ouvrière s'imposa comme un truisme en science politique. (Robert R. Alford, *Party and Society* (Rand McNally, 1963)). Dans la première édition de *Political Man*, Seymour Martin Lipset confirma l'idée selon laquelle le jeu électoral refléterait essentiellement les conflits de classes : « More than anything else the party struggle is a conflict among classes, and the most impressive single fact about political party support is that in virtually every economically developed country the lower-income groups vote mainly for parties of the left, while the higher-income groups vote mainly for parties of the rights » (Seymour Martin Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics* (Heinemann, 1960), 234.).

[104] Ronald Brownstein, "The Class Inversion: How American Politics Turned Upside Down," *Quartz*, October 8, 2012, https://qz.com/13018/the-class-inversion-how-american-politics-turned-upside-down. Dans le domaine universitaire, Kitschelt et Rehm parlent d'« inversion de polarité » (*polarity reversal*). Selon eux, nous aurions assisté à un désalignement politique majeur : les principaux groupes d'électeurs ayant composé les coalitions électorales des deux grands partis jusque dans les années 1960 et 1970 – les électeurs peu éduqués et aux revenus modestes pour les Démocrates, et les électeurs éduqués aux revenus élevés dans le cas républicain – auraient dans une large mesure cessé de constituer un socle électoral fiable. À l'inverse, l'électorat auparavant indécis constituerait désormais la nouvelle base électorale des deux partis étatsuniens – l'électorat éduqué et aux revenus modestes dans le cas démocrate, et l'électorat peu éduqué mais aux revenus importants dans le cas républicain (Herbert P. Kitschelt and Philipp Rehm, "Secular Partisan Realignment in the United States: The Socioeconomic Reconfiguration of White Partisan Support since the New Deal Era," *Politics & Society* 47, no. 3 (September 2019): 425–479, https://doi.org/10.1177/0032329219861215).

[105] Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas?: How Conservatives Won the Heart of America* (E-book; Picador, 2005).

[106] Voir notamment: David Callahan, *Fortunes of Change: The Rise of the Liberal Rich and the Remaking of America* (Wiley, 2010), 4; Larry M. Bartels, "What's the Matter with What's the Matter with Kansas?" *Quarterly Journal of Political Science* 1, no. 2 (2006): 208, http://www.vanneman.umd.edu/socy789b/Bartels06.pdf. "Through the 1950s and 1960s there was virtually no difference in Democratic support on the basis of income […]. However, since the 1970s there has been a large and fairly consistent gap in partisan preferences between richer and poorer white voters regardless of whether or not they happen to have college degrees"; Bartels, *Unequal Democracy*; Andrew Gelman, Gary King, and Jonathan N. Katz, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State: Why Americans Vote the Way They Do* (Princeton University Press, 2008).

préoccupations des électeurs[107], la montée de la question sociale a effectivement profondément recalibré la politique étatsunienne : les ouvriers ont en partie quitté le Parti démocrate, les patrons ont accentué leur soutien au Parti républicain, et, depuis la fin des années 1960, les salariés issus des classes moyennes et supérieures ont majoritairement rejoint les rangs du Parti démocrate[108]. Les traditionnelles politiques de classe ont ainsi laissé place à de nouvelles modalités de vote de classe, comme en témoigne incidemment l'importance croissante du niveau d'études[109]. Pour leur part, Gelman *et al*. estiment que si le clivage économique continue à configurer le conflit politique, celui-ci se recoupe désormais avec le clivage culturel, de sorte à complexifier les dynamiques d'identification partisane :

> There is still a rich–poor divide in voting, in popular perceptions of the Democrats and Republicans, and in the parties' economic policies. But voting patterns have been changing, and the red–blue map captures some of this. The economic battles have not gone away, but they intersect with cultural issues in a new way[110].

Toutefois, c'est principalement dans les États riches, nous expliquent les auteurs, que le clivage culturel est venu peser sur l'affiliation partisane car ce sont principalement les électeurs aisés qui alimentent les guerres culturelles[111]. Dans les États les moins riches, au contraire, la variable économique reste centrale. Le pays se retrouve dès lors polarisé de deux façons : sur la base d'un critère économique, entre les riches et les pauvres, et sur la base d'un critère culturel, entre les Américains aisés des États bleus, et les Américains aisés des États rouges[112].

---

[107] Dans le contexte de l'élection présidentielle de 2016, un sondage réalisé par le *Democracy Fund Study Group* démontrait que l'économie, la santé, l'emploi et la Sécurité Sociale (en somme, les enjeux socio-économiques) continuaient à fortement influencer les décisions électorales (Democracy Fund Study Group, "Placing Priority: How Issues Mattered More than Demographics in the 2016 Election" (December 2017), https://www.voterstudygroup.org/publication/placing-priority). Dans un rapport publié l'année suivante, l'institut de sondage mettait de nouveau en évidence la saillance de ces enjeux socio-économiques : l'économie, les soins de santé et l'emploi figuraient de nouveau tout en haut de la liste de priorité des électeurs (Democracy Fund Study Group, "Placing Priority, Part II" (September 2018), https://www.voterstudygroup.org/publication/placing-priority-part-ii.).

[108] Michael Hout, et al., "The Democratic Class Struggle in the United States, 1948–1992," *American Sociological Review* 60, no. 6 (1995): 805–28, https://doi.org/10.2307/2096428. Pour un argument similaire mais appliqué au contexte britannique voir Geoffrey Evans, ed., *The End of Class Politics?: Class Voting in Comparative Context* (Oxford University Press, 1999); Geoffrey Evans and James Tilley, *The New Politics of Class: The Political Exclusion of the British Working Class* (OUP Oxford, 2017).

[109] Nate Cohn, "How Educational Differences Are Widening America's Political Rift," *The New York Times*, September 8, 2021, https://www.nytimes.com/2021/09/08/us/politics/how-college-graduates-vote.html; Pew Research Center, "Ideological Gap Widens Between More, Less Educated Adults," April 26, 2016, https://www.pewresearch.org/politics/2016/04/26/a-wider-ideological-gap-between-more-and-less-educated-adults/ ; Pew Research Center, "In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines," June 2, 2020, https://www.pewresearch.org/politics/2020/06/02/in-changing-u-s-electorate-race-and-education-remain-stark-dividing-lines/; Matt Grossmann and David A. Hopkins, *Polarized by Degrees: How the Diploma Divide and the Culture War Transformed American Politics* (Cambridge University Press, 2024).

[110] Gelman, King, and Katz, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State*, 17.

[111] Gelman, King, and Katz, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State*, 19.

[112] Gelman, King, and Katz, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State*, 23.

L'émergence de la question sociale plaça, en définitive, le Parti démocrate devant un dilemme fondamental concernant son identité : le Parti démocrate est-il le parti du populisme ou celui des identités ? Doit-il privilégier une lecture de classe ou la dialectique de race et de genre ? Cette alternative fut clairement formulée par Francis Fukuyama dans un article publié en 2018 :

> The Democratic Party, in particular, has a major choice to make. It can continue to try to win elections by doubling down on the mobilization of the identity groups that today supply its most fervent activists: African Americans, Hispanics, professional women, the LGBT community, and so on. Or the party could try to win back some of the white working-class voters who constituted a critical part of Democratic coalitions from the New Deal through the Great Society but who have defected to the Republican Party in recent elections. The former strategy might allow it to win elections, but it is a poor formula for governing the country. The Republican Party is becoming the party of white people, and the Democratic Party is becoming the party of minorities. Should that process continue much further, identity will have fully displaced economic ideology as the central cleavage of U.S. politics, which would be an unhealthy outcome for American democracy[113].

Cette incertitude concernant l'identité du Parti démocrate et, partant, son idéologie, a en retour nourri le factionnalisme dans les rangs du parti. Certains considèrent, en effet, que le clivage culturel et la politique des identités ont profondément érodé la réputation du libéralisme démocrate, qui s'apparente désormais à un mouvement culturel et élitaire ayant abdiqué la lutte historique du Parti démocrate pour davantage de justice sociale. Dans *The Revolt of the Elites & the Betrayal of Democracy* (1996), Christopher Lasch dénonce ainsi le « pseudo-radicalisme » qui s'est emparé de cette gauche intellectuelle et récuse dans le même temps la défense de la diversité qui s'apparente selon lui à un « nouveau dogmatisme » et a contribué à fragmenter la nation étatsunienne[114]. Selon Lasch, les mouvements issus des années 1960 avaient renoncé à toute ambition révolutionnaire, privilégiant leur intégration aux structures dominantes plutôt qu'une remise en cause radicale des relations sociales[115]. Leur enracinement dans les couches supérieures et professionnelles de la société américaine leur conférait, en outre, une dimension nettement élitiste. Cette « nouvelle élite » s'était engagée, selon lui, dans une « croisade visant à aseptiser la société américaine », tout en manifestant un profond mépris envers l'Amérique moyenne (*Middle America*)[116], perçue comme foncièrement réactionnaire et rétrograde : « The new elites are in revolt against 'Middle America,' as they imagine it: a nation technologically backward, politically reactionary, repressive in its sexual morality, middlebrow

[113] Francis Fukuyama, "Against Identity Politics: The New Tribalism and the Crisis of Democracy," *Foreign Affairs* 97 (5): 90-114, 112 https://www.jstor.org/stable/44823914.
[114] Christopher Lasch, *The Revolt of the Elites & the Betrayal of Democracy* (W. W. Norton & Company, 1996), 17. Notre traduction.
[115] *Lasch, The Revolt of the Elites,* 27. Notre traduction.
[116] *Lasch, The Revolt of the Elites,* 28. Notre traduction.

in its tastes, smug and complacent, dull and dowdy »[117]. Au « culte de la victime » promu par cette nouvelle élite, Lasch oppose la tradition populiste, conçue comme l'expression authentique de la démocratie et porteuse d'un respect des valeurs populaires[118].

S'inscrivant dans le sillage de la critique de Christopher Lasch, Lily Geismer dénonce l'influence démesurée des classes aisées et éduquées au sein du Parti démocrate. Selon elle, le libéralisme démocrate aurait, depuis les années 1970 et 1980, subi un bouleversement majeur : d'un ancrage dans les milieux ouvriers et populaires, il serait passé à un ancrage dans les classes moyennes supérieures[119]. Ces *suburban liberals* seraient, par ailleurs, responsables du dévoiement du Parti démocrate, dans la mesure où elles auraient réussi à substituer leurs propres intérêts à ceux de la classe ouvrière et à imposer au reste du parti une vision individualiste et méritocratique. Ainsi, l'idéologie « petit-bourgeois », que Marc James Léger associe à cette catégorie de l'électorat, et plus particulièrement son attention aux enjeux culturels, bénéficierait désormais d'un statut hégémonique au sein du Parti démocrate[120], au détriment des enjeux socio-économiques. De manière similaire, Catherine Liu décrie la guerre de classe menée par la PMC contre les classes ouvrières et dénonce son attitude condescendante et moralisatrice : « Members of the PMC believe themselves to be virtuous vanguardists, floating above historical forms and conditions, transgressing boundaries and inventing new ways of being and seeing [...]. For them, every conflict is moral, not intellectual or political »[121].

L'idée selon laquelle le Parti démocrate représenterait désormais les intérêts d'une nouvelle élite, et incarnerait le « nouveau parti des riches »[122], semble de plus en plus influente au sein de la gauche étatsunienne[123]. Dans un article publié dans le magazine socialiste *Jacobin*

---

[117] *Lasch, The Revolt of the Elites,* 5.
[118] *Lasch, The Revolt of the Elites,* 106.
[119] Geismer, *Don't Blame Us*, 1.
[120] Marc James Léger, ed., *Identity Trumps Socialism: The Class and Identity Debate after Neoliberalism* (Routledge, 2023), 10–16.
[121] Catherine Liu, *Virtue Hoarders: The Case against the Professional Managerial Class* (University of Minnesota Press, 2021), 33.
[122] David Bromwich, "Have Democrats Become the Party of the Rich?" *The Nation*, August 20, 2021, https://www.thenation.com/article/society/democrats-rich-party-obama/. Notre traduction.
[123] Thomas B. Edsall, "How Did the Democrats Become Favorites of the Rich?" *The New York Times*, October 7, 2015, https://www.nytimes.com/2015/10/07/opinion/how-did-the-democrats-become-favorites-of-the-rich.html; Matt Stoller, "How Democrats Killed Their Populist Soul," *The Atlantic*, October 24, 2016, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/how-democrats-killed-their-populist-soul/504710/; Lee Drutman, "Democrats Are Replacing Republicans as the Preferred Party of the Very Wealthy," *Vox*, June 3, 2016, https://www.vox.com/polyarchy/2016/6/3/11843780/democrats-wealthy-party; Sam Zacher, "Polarization of the Rich: The New Democratic Allegiance of Affluent Americans and the Politics of Redistribution," *Perspectives on Politics*, February 2023, 1–19, Cambridge University Press, https://doi.org/10.1017/S1537592722003310; Richard Reeves, *Dream Hoarders: How the American Upper Middle Class Is Leaving Everyone Else in the Dust, Why That Is a Problem, and What to Do About It* (Brookings Institution, 2017); Matthew Stewart, *The 9.9 Percent: The New Aristocracy That Is Entrenching Inequality and Warping Our Culture* (Simon & Schuster, 2021); David Callahan, *The Givers: Wealth, Power, and Philanthropy in a New Gilded Age* (Knopf, 2017); David Callahan, *Fortunes of Change: The Rise of the Liberal Rich and the Remaking of America* (Wiley, 2010).

en juillet 2022, Branco Marcetic regrette que le Parti démocrate soit en passe de perdre sa base électorale traditionnelle et accuse l'establishment du parti de poursuivre une stratégie centrée sur les intérêts d'un électorat relativement aisé au détriment des classes populaires[124]. De manière similaire, Sam Zacher met en lumière l'exode de l'électorat riche vers le Parti démocrate[125] et impute la fuite de l'électorat populaire aux positions trop extrêmes de l'électorat éduqué sur les enjeux culturels et identitaires[126]. En conséquence, et comme le suggèrent également Gilman *et al.*[127], les coalitions électorales des deux partis se ressemblent de plus en plus et ce sont les électeurs les plus aisés qui tiennent au sein des deux partis le haut du pavé[128].

L'arrivée sur le devant de la scène du clivage culturel représenta assurément un tournant majeur pour la réputation du Parti démocrate. D'une part, l'instrumentalisation de la question sociale par le Parti républicain concourut effectivement à convaincre une partie de la classe ouvrière de changer de camp, permutant ainsi la réputation historique des deux partis politiques. En même temps, le Parti démocrate, sous l'égide de Bill Clinton, entreprit de marginaliser la cause ouvrière au profit des intérêts de l'électorat plus aisé et éduqué des banlieues, ce qui représenta à bien des égards une compromission de la réputation historique du Parti démocrate en tant que défenseur des travailleurs et des classes populaires. En effet, le Parti démocrate se prit à croire qu'il pourrait tout à la fois être le parti des classes aisées et éduquées, l'ami de Wall Street, et, en même temps, conserver le soutien de la classe ouvrière. La nécessité pour ce dernier d'attirer dans son giron des catégories d'électeurs aux intérêts divergents, voire contradictoires, encouragea la formulation d'un message confus, s'apparentant à une synthèse entre différentes formes de libéralismes. Dans une large mesure, l'individualisme et l'idéologie méritocratique associés aux habitants des banlieues prirent le pas sur l'universalisme et la promotion de la justice sociale hérités du *New Deal*. Si le Parti républicain était effectivement parvenu à confectionner un message clair, ancré dans un conservatisme social et un rejet de l'État, le corps de doctrine du Parti démocrate se trouva quant à lui fortement édulcoré. Tiraillé entre aspirations identitaires et revendications économiques, le libéralisme démocrate se

[124] Branco Marcetic, "The Democratic Base Keeps Getting Richer and Whiter," *Jacobin*, July 18, 2022, https://jacobin.com/2022/07/democratic-party-voter-base-biden-administration-rich-white-suburbs. Voir aussi : Aaron Williams et al., "These Wealthy Neighborhoods Delivered Democrats the House Majority," *The Washington Post*, November 9, 2018, https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/politics/midterm-election-precinct-results/.

[125] Sam Zacher, "Polarization of the Rich: The New Democratic Allegiance of Affluent Americans and the Politics of Redistribution," *Perspectives on Politics*, February 2023, 1–19, Cambridge University Press, https://doi.org/10.1017/S1537592722003310.

[126] Zacher, "Polarization of the Rich," 1

[127] Gelman, King, and Katz, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State*.

[128] Gelman, King, and Katz, *Red State, Blue State, Rich State, Poor State*, 2. Voir également: Thomas Piketty and Emmanuel Saez, "The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective," National Bureau of Economic Research, January 2006, https://doi.org/10.3386/w11955.

trouvait en définitive sous-tendu par des considérations électoralistes, qui alimentèrent la désaffection d'une partie de sa base électorale. La politique étatsunienne se trouva dès lors sous-tendue par une forme d'asymétrie, entre d'une part un Parti républicain servant de véhicule à un mouvement idéologique, et un Parti démocrate incarnant fondamentalement une coalition de divers groupes d'intérêts[129].

[129] Matt Grossmann and David A. Hopkins, *Asymmetric Politics: Ideological Republicans and Group Interest Democrats* (Oxford University Press, 2016).

Troisième Partie : L’improbable synthèse du Parti démocrate.

I fear the Democratic Party is in danger of losing its identity.

Russ Feingold (Netroots Nation conference in Minneapolis, Minnesota, June 2011)[1].

Cette dernière partie se propose de sonder l'évolution du Parti démocrate et de son idéologie dans le sillage de la présidence Clinton. Il s'agira de montrer comment l'affaiblissement doctrinal assumé inauguré durant sa présidence a préfiguré la montée en puissance du terme « populisme » dans le discours politique et médiatique vingt années plus tard et comment le Parti démocrate s'est trouvé tiraillé entre deux formes de populismes : entre une pulsion de type démocratique – que nous qualifions de « populisme du peuple » – d'une part, et une pulsion de facture élitiste – que nous qualifions de « populisme des élites » – d'autre part. Cette tension reflète au demeurant un équilibre précaire entre une volonté d'ancrer la réputation du Parti démocrate dans une idéologie progressiste et une tendance inverse au pragmatisme, une tension, en somme, entre « pragmatisme et insurrection »[2]. Selon Nicholas Jacobs et Sidney Milkis, la politique étatsunienne aurait en effet exigé de ses grands acteurs qu'ils soient en mesure de résoudre cette tension pourtant insoluble – et inscrite dans le système de gouvernement – entre pulsion démocratique et sensibilités pragmatiques[3]. Cette tension est particulièrement saillante dans le cas du Parti démocrate qui, en tant qu'« institution contestée »[4], se trouve effectivement écartelé entre un appareil de direction animé d'un désir de victoire dans les urnes et cherchant à arrimer le parti au plus près du centre politique, et ses militants, qui tendent au contraire à éloigner le parti du centre politique. Nous verrons que cette distinction entre des *grassroots* progressistes et un establishment pragmatique n'est toutefois pas aussi claire qu'il n'y parait et qu'un discours de type populiste peut tout à fait être mobilisé pour servir un message politique centriste, brouillant ainsi la frontière entre populisme du peuple et populisme des élites. C'est ce que révèle notamment le cas des *Netroots*, dont le message de facture populiste a ensuite inspiré la campagne à l'investiture démocrate menée par Howard Dean en 2004.

Ainsi, le chapitre 7 se propose d'examiner les modalités d'apparition d'un « populisme du peuple », héritier de la tradition contestataire dont nous avons fait remonter les origines au mouvement populiste de la fin du XIXème siècle, et qui incarne une réaction à l'affaiblissement doctrinal du Parti démocrate institué par la présidence de Bill Clinton. Faisant valoir une

[1] Ari Berman, *Herding Donkeys: The Fight to Rebuild the Democratic Party and Reshape American Politics* (Farrar, Straus and Giroux, 2010), 287.
[2] Nicholas Jacobs and Sidney Milkis, *What Happened to the Vital Center: Presidentialism, Populist Revolt, and the Fracturing of America* (Oxford University Press, 2022), 12.
[3] Jacobs and Milkis, *What Happened to the Vital Center*, 23-4.
[4] Adam Hilton, *True Blues: The Contentious Transformation of the Democratic Party* (University of Pennsylvania Press, 2021).

volonté de démocratiser le système politique, et plus spécifiquement du Parti démocrate, divers acteurs issus des *grassroots* ont ainsi entrepris de mobiliser un discours populiste afin de dénoncer ce qui leur apparaissait comme une prise de contrôle par le haut de l'appareil démocrate.

Du reste, ce chapitre cherchera à mettre en lumière le caractère multiforme du phénomène populiste. Pour ce faire, nous combinerons analyse « par-le-haut », qui envisage le populisme comme un langage mobilisé par des acteurs politiques à des fins essentiellement électoralistes, et analyse « par le bas »[5], en s'intéressant aux différents acteurs sociaux qui mobilisent activement un prisme populiste afin de s'insurger contre ce « paradoxe démocratique » dont nous avons fait état dans le premier chapitre et qui se nourrit de la tension entre idéaux et pratiques démocratiques. Le populisme est ainsi envisagé comme un contrepoids périodique et nécessaire face à des institutions jugées déconnectées des aspirations populaires[6]. Il s'agira également de s'interroger sur la manière dont les citoyens contribuent à incarner un pouvoir démocratique à travers de nouvelles formes de mobilisations et d'organisations visant à remettre en cause les structures politiques et économiques en place.

Le chapitre 8 s'intéressera, quant à lui, au « populisme des élites » et donc à la manière dont l'establishment du Parti démocrate, conscient de la nécessité d'obtenir le soutien des *grassroots*, mobilise délibérément une rhétorique de facture populiste à des fins essentiellement électoralistes. Cette stratégie s'accompagne d'une attitude pragmatique, fondée sur la recherche constante du compromis, et s'appuie sur un libéralisme de type « tempéré » – pour reprendre une formule employée à propos du libéralisme de Guerre Froide[7]. Ce sont précisément ces tensions – entre rhétorique populiste et approche élitiste, entre élan démocratique et sensibilités pragmatiques, entre idéologie et pragmatisme, entre progressisme et centrisme, ou encore entre utopie et réalisme – que nous qualifions de « synthèse improbable ».

[5] Rachel Meade, "Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Party," *IdeAs. Idées d'Amériques*, no. 14 (October 2019), https://doi.org/10.4000/ideas.5833.
[6] Margaret Canovan, "Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy," *Political Studies* 47, no. 1 (March 1999): 2–16, https://journals-sagepub-com.ezpupv.scdi-montpellier.fr/doi/10.1111/1467-9248.00184.
[7] Joshua L. Cherniss, "A Tempered Liberalism: Political Ethics and Ethos in Reinhold Niebuhr's Thought," *The Review of Politics* 78, no. 1 (January 2016): 59–90, https://doi.org/10.1017/S003467051500087X.

Chapitre 6 : La rupture démocratique et le populisme du peuple.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, le phénomène populiste de la fin du XIXème siècle a donné naissance à une tradition contestataire de facture progressiste qui a mobilisé une demande de souveraineté populaire afin de s'insurger contre ce qu'elle percevait comme un manquement à la promesse démocratique inscrite dans la Constitution étatsunienne. Cette tradition – ou ce « langage »[1] – populiste a ainsi alimenté différents mouvements contestataires qui ont promis de rétablir les fondements de la démocratie en redonnant le pouvoir au « peuple ». Laura Grattan affirme ainsi que les mouvements populistes ont effectivement un rôle crucial à jouer dans le processus de démocratisation de la politique et du pouvoir aux États-Unis[2]. C'est également le constat que fait Donald T. Critchlow, qui estime que les mouvements populistes constituent des forces démocratisantes : animées par un sentiment anti-parti, voire « antipolitique »[3], ils permettent dans certains cas de rétablir la confiance des citoyens dans les partis politiques[4]. Le populisme apparaît en définitive comme l'expression d'une désaffection des citoyens pour leur système politique et ses institutions[5], et donc comme une réponse à une crise de légitimité politique et démocratique d'ampleur globale[6]. Dans *America Beyond Capitalism* (2004), Gar Alperovitz estime que le système politico-économique actuel, en produisant une réalité qui contredit les principes qu'il proclame, a effectivement nourri une crise de légitimité auprès du public, qui a en retour alimenté le phénomène populiste actuel :

> Beyond this, if equality, liberty, and meaningful democracy can truly no longer be sustained by the political and economic arrangements of the current system, this defines the beginning phases of what can only be called a systemic crisis – an era of history in which the political-economic system must slowly lose legitimacy because the realities it produces contradict the values it proclaims. […] With the decline of traditional twentieth-century progressive strategies, a new and

[1] Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History* (Cornell University Press, 2017), 1.
[2] Laura Grattan, *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America* (Oxford University Press, 2016), 4.
[3] Ross Beveridge and David Featherstone, "Introduction: Anti-Politics, Austerity and Spaces of Politicisation," *Environment and Planning C: Politics and Space* 39, no. 3 (May 2021): 437–50, https://doi.org/10.1177/23996544211004188. Ce terme a également intégré le vocabulaire politique / l'analyse politique française. Voir notamment : Jacques de Saint Victor, *Les antipolitiques* (Grasset, 2014), https://www.grasset.fr/livre/les-antipolitiques-9782246852117/.
[4] Donald T. Critchlow, *In Defense of Populism: Protest and American Democracy* (University of Pennsylvania Press, 2020), 1–4.
[5] Colin Hay, *Why We Hate Politics* (Polity Press, 2007).
[6] Manuel Castells, « De la crise financière à la crise de légitimité : l'épuisement historique de la démocratie représentative », dans *Penser global : Internationalisation et globalisation des sciences humaines et sociales*, éd. Michel Wieviorka et al. (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2015), 85–91 ; Richard Wike, Moira Fagan, and Laura Clancy, "Global Elections in 2024: What We Learned in a Year of Political Disruption," *Pew Research Center*, December 11, 2024, https://www.pewresearch.org/global/2024/12/11/global-elections-in-2024-what-we-learned-in-a-year-of-political-disruption/..

more militant 'twenty-first century populism,' which targets those who control the lion's share of the nation's income and wealth, is already beginning to take shape[7].

Comme nous l'expliquions dans le chapitre 1, ce désenchantement de la population étatsunienne à l'égard du fonctionnement des institutions du pays a été largement documenté. Une étude réalisée par le *Pew Research Center* en septembre 2020 mettait ainsi en évidence le très faible degré de confiance des Américains à l'égard de leur gouvernement : en effet, seulement 20% des sondés déclaraient avoir foi en la capacité du gouvernement à « faire ce qu'il faut » dans la majorité des cas[8]. Pour partie, cette crise de légitimité du système politique trouve ses origines dans une crise concomitante du système capitaliste, qui, de concours avec la classe politique, n'a pas su tenir sa promesse de prospérité généralisée. En témoigne notamment l'accroissement des inégalités économique[9] et de la pauvreté[10]. Dans un article publié en 2013, l'économiste Emmanuel Saez explique ainsi que si le revenu réel des ménages augmenta modestement de 6% entre 2009 et 2012, la grande majorité de cette hausse profita en réalité aux 1% les plus riches, qui virent leur revenu augmenter de 31.4% contre seulement 0.4% pour le reste de la population. Autrement dit, les 1% des ménages les plus riches captèrent 95% des hausses de revenus durant ces trois années[11]. En contribuant à dépolitiser les questions de redistribution[12] au profit d'un discours de facture méritocratique, une partie de la classe politique a effectivement largement contribué à alimenter la désaffection des citoyens à l'égard

---

[7] Gar Alperovitz, *America Beyond Capitalism: Reclaiming Our Wealth, Our Liberty, and Our Democracy* (E-book; John Wiley & Sons Inc, 2004).

[8] Pew Research Center, "U.S. Income Inequality, on Rise for Decades, Is Now Highest since 1928," December 5, 2013, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/12/05/u-s-income-inequality-on-rise-for-decades-is-now-highest-since-1928/; Pew Research Center, "Americans' Views of Government: Low Trust, but Some Positive Performance Ratings," September 14, 2020, https://www.pewresearch.org/politics/2020/09/14/americans-views-of-government-low-trust-but-some-positive-performance-ratings/; Pew Research Center, "70% of Americans Say U.S. Economic System Unfairly Favors the Powerful," January 9, 2020, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/09/70-of-americans-say-u-s-economic-system-unfairly-favors-the-powerful/.

[9] Voir notamment: Larry Bartels, *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age* (Princeton University Press, 2008); Julien Damon, *La Classe Moyenne Américaine en Voie D'effritement* (Fondapol, décembre 2014), https://www.fondapol.org/etude/la-classe-moyenne-americaine-en-voie-deffritement/; Barbara Ehrenreich, *Nickel and Dimed: On (Not) Getting by in America* (Picador USA, 2011); Dennis L. Gilbert, *The American Class Structure in an Age of Growing Inequality* (SAGE Publications, [1998] 2020); Martin Gilens, *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America* (Princeton University Press, 2012); Jacob S. Hacker and Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer – and Turned Its Back on the Middle Class* (Simon & Schuster, 2011); Pew Research Center, "U.S. Income Inequality, on Rise for Decades."; Pew Research Center, "The American Middle Class Is Losing Ground," December 9, 2015, https://www.pewresearch.org/social-trends/2015/12/09/the-american-middle-class-is-losing-ground/; Pew Research Center, "6 Facts about Economic Inequality in the U.S.," February 7, 2020, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/02/07/6-facts-about-economic-inequality-in-the-u-s/.

[10] Voir notamment : Liana Fox et al., "Waging War on Poverty: Poverty Trends Using a Historical Supplemental Poverty Measure," *Journal of Policy Analysis and Management* 34, no. 3 (2015): 567–92, https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26347369/.

[11] Emmanuel Saez, "Striking it Richer: The Evolution of Top Incomes in the United States" (UC Berkeley, September 3, 2013), 1, https://eml.berkeley.edu//~saez/saez-UStopincomes-2012.pdf.

[12] Geoffrey Evans and James Tilley, "The Depoliticization of Inequality and Redistribution: Explaining the Decline of Class Voting," *The Journal of Politics* 74, no. 4 (2012): 963–76, https://doi.org/10.1017/s0022381612000618.

du système politique. Les prochaines pages visent à éclairer la manière dont cette perte de légitimé politique s'est traduite par la montée de phénomènes populistes qui se sont insurgés contre des élites jugées déconnectées des aspirations populaires.

1. Les asymétries naissantes entre les *grassroots* et l'establishment.

I think it's pretty clear that the era of triangulation is over.

Eli Pariser de MoveOn (2005)[13].

Ne bénéficiant pas d'ancrage au sein de la base électorale du Parti démocrate, l'embardée idéologique initiée sous la présidence Clinton, ainsi que la tendance des *New Democrats* à évincer les doléances de la classe ouvrière au profit de celle des habitants des banlieues, provoqua ce qu'Elizabeth Arens appelle un « vide populiste »[14], qui alimenta en retour le creusement d'une faille entre l'appareil de direction du parti et sa base militante. Le parti se trouva dès lors traversé par une lutte intestine entre différentes factions, et donc entre différentes formes de libéralismes : un libéralisme de facture centriste, associé à l'establishment du parti, et un libéralisme progressiste, porté à la fois par une faction dissidente au sein du parti et par les *grassroots*[15].

D'aucuns, à l'instar d'Alex Waddan, ont estimé que la présidence de Clinton marqua l'épuisement de l'idéologie centriste des *New Democrats*[16]. Cette perte d'influence se serait notamment traduite par une volonté des candidats démocrates à la présidentielle de se démarquer de la troisième voie de Bill Clinton. En témoigne incidemment la posture ambivalente endossée par Al Gore lors de la présidentielle de 2000, qui mit au demeurant en lumière un désaccord stratégique et idéologique opposant les partisans d'une approche populiste et ses détracteurs[17].

Cette dissension au sein du camp démocrate fut également mise en évidence lors de la convention du parti, qui eut lieu en juillet 2002 à New York, et durant laquelle Al From, président du DLC, mit en garde contre le danger d'une stratégie populiste : « There's a

[13] Cité dans Dan Balz, "Democrats' Grass Roots Shift the Power," *The Washington Post*, February 20, 2005, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2005/02/20/democrats-grass-roots-shift-the-power/d348b87c-0806-4314-910f-6a87315f5e6c/.
[14] Elizabeth Arens, "The Democrats' Divide: Left-labor v. the New Democrats," *Policy Review*, no. 108, August 1, 2001, https://www.hoover.org/research/democrats-divide.
[15] Curtis Atkins, *Forging A New Democratic Party: The Politics of the Third Way from Clinton to Obama* (PhD diss., York University, 2015), 2.
[16] Alex Waddan, "Found and Lost: A Third Way on Health Care," in *The Presidency of Bill Clinton: The Legacy of a New Domestic and Foreign Policy*, ed. Mark White (I.B. Tauris, 2012), 94.
[17] Se reporter au chapitre précédent.

difference between being cropped in the progressive tradition of American politics [and] either being a corporatist, the defender of bad behavior [who is] too close to special interests, or being a populist that wants to destroy the capitalist system »[18]. Rodney Slater, ancien secrétaire au transport et administrateur de la *Federal Highway Administration*, l'agence du département des Transports des États-Unis, énonça au demeurant clairement la position de la frange centriste, lorsqu'il déclara : « The point of this meeting [is] to get past the populism question »[19].

Malgré une relative perte d'influence du DLC, l'idéologie de la troisième voie n'avait décidément pas perdu de son statut hégémonique durant la première décennie des années 2000. Bruce Reed, alors président du DLC, avait déclaré en 2002 : « New Democrats are no longer just the future of the party. We *are* the party »[20]. Cette résilience de l'idéologie centriste est mise en évidence par la volonté de George W. Bush de se présenter comme un « conservateur compatissant », témoignant effectivement de la force idéologique de la troisième voie en ce qu'elle contraignit les Républicains à concevoir une synthèse intégrant en partie les paramètres posés par les *New Democrats*[21]. Lors d'un discours prononcé à San Jose an Californie le 30 avril 2002, George W. Bush avait ainsi mobilisé une rhétorique aux accents distinctement Clintonesques :

> Government cannot solve every problem, but it can encourage people and communities to help themselves and to help one another. Often the truest kind of compassion is to help citizens build lives of their own. I call my philosophy and approach 'compassionate conservatism.' It is compassionate to actively help our fellow citizens in need. It is conservative to insist on responsibility and on results. And with this hopeful approach, we can make a real difference in people's lives. […] It is compassionate to aggressively fight poverty in America. It is conservative to encourage work and community spirit and responsibility and the values that often come from faith[22].

Si le DLC ferma effectivement ses portes en février 2011, le groupe de réflexion *ThirdWay*, fondé en 2005 par Jonathan Cowan[23], et dont les liens avec les mondes de l'entreprise et de la finance démontrèrent une volonté très nette de s'inscrire dans la continuité du DLC, reprit dans une très large mesure le flambeau de son prédécesseur et continua à promouvoir les politiques centristes que celui-ci avait initiées. Dans une étude publiée en 2005

[18] Judis, "Why Democrats Must Be Populists."
[19] Judis, "Why Democrats Must Be Populists."
[20] Stephen K. Medvic, "Old Democrats in New Clothing?: An Ideological Analysis of a Democratic Party Faction," *Party Politics* 13, no. 5 (September 2007): 591, https://doi.org/10.1177/1354068807080087.
[21] Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 235.
[22] George W. Bush, "Speech on Compassionate Conservatism," transcript of speech delivered at Parkside Hall, San Jose, California, April 30, 2002, https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/04/20020430-5.html.
[23] Jonathan Cowan avait fondé en 1992 avec Rob Nelson le groupe d'action citoyenne *Lead or Leave*, qui avait pour objectifs principaux de lutter pour la réduction du déficit et de traiter la question de l'héritage nucléaire pour les générations futures. Il présida le groupe *Americans for Gun Safety* (AGS), qui était directement affilié aux *New Democrats*. Un bon nombre d'anciens membres d'AGS rejoignirent par la suite le think tank *ThirdWay*.

et intitulée « The Politics of Polarization », William Galston et Elaine Kamarck appellent ainsi le Parti démocrate à prendre ses distances avec les « Démocrates de type Michael Moore » sur les questions de politique étrangère et à éviter d'adopter des positions jugées « extrémistes » sur les questions sociales, afin de se mettre au diapason des sensibilités prétendument modérées de la classe moyenne[24]. De manière similaire, Anne Kim, dans une étude pour *ThirdWay* intitulée « The Politics of Opportunity », invite le Parti démocrate à endosser un « nouveau message économique pour la classe moyenne »[25] et à remplacer le discours populiste antiélitiste par un message de nature optimiste, qui serait plus à même de parler à la classe moyenne et s'inscrirait dans la droite lignée de Bill Clinton :

> […] progressives should look back to and build upon the approach taken by President Bill Clinton. As a candidate in 1992, Clinton emphasized the need for Democrats to speak to the needs of the forgotten middle class. He ran on a strong and positive economic message aimed directly at middle-class voters, and his campaign persona—'the man from Hope'—embodied the optimism of his personality and his politics. As President, Clinton continued his focus on the middle class with a governing agenda that sought to address the challenges faced by middle-class families. Popular legislation such as the Family and Medical Leave Act are part of that legacy. As a consequence of this concerted emphasis on the middle class, President Clinton's performance with middle-class voters has not been matched since[26].

Dans une large mesure, la frange centriste tenait donc toujours le haut du pavé au sein du Parti démocrate, sans pour autant que ses idées ne soient parvenues à véritablement inspirer les *grassroots*. Ce fut finalement le contexte de la présidence du républicain George W. Bush, ainsi que sa gestion calamiteuse de la guerre en Irak, qui servirent de toile de fond à l'exacerbation des tensions entre l'appareil de direction et une partie de la base électorale, ainsi qu'à la résurgence de l'activisme de gauche, visible notamment dans l'opposition virulente de celle-ci à l'intervention militaire en Afghanistan et à la guerre en Irak. Dans un sondage publié dans le dernier mois de la présidence Bush, le *Pew Research Center* montrait ainsi que si les attaques terroristes du 11 septembre 2001 avaient fondamentalement refaçonné l'image du président, de sorte que sa gestion de la crise fut dans un premier temps approuvée par 86% de la population, les controverses autour de l'intensification des activités militaires, en particulier, eurent des retombées très négatives sur sa présidence[27]. La guerre en Irak, la réaction catastrophique de l'administration à l'ouragan Katrina, ou encore l'affaire des ports de Dubaï[28],

---

[24] Cité dans Robin Toner, "Democrats Are Advised to Broaden Appeal," *New York Times*, October 7, 2005, https://www.nytimes.com/2005/10/07/politics/democrats-are-advised-to-broaden-appeal.html.

[25] Anne Kim, "The Politics of Opportunity – The Case for a New Middle-Class Economic Message," *Third Way*, May 5, 2006, https://www.thirdway.org/memo/the-politics-of-opportunity-the-case-for-a-new-middle-class-economic-message. Notre traduction.

[26] Kim, "The Politics of Opportunity," 2.

[27] Pew Research Center, "Bush and Public Opinion," December 18, 2008, https://www.pewresearch.org/politics/2008/12/18/bush-and-public-opinion/.

[28] L'enjeu de cette affaire était la prise de contrôle de six ports américains – New York, Baltimore, Philadelphie, Miami, La Nouvelle-Orléans et New Jersey – par la *Dubai Ports World*, une compagnie des Emirats arabes unis.

contribuèrent à faire plonger la popularité du président, qui passa sous la barre des 40% deux mois après Katrina. En avril 2008, seuls 37% des sondés disaient avoir une opinion favorable du gouvernement fédéral, contre 73% cinq ans plus tôt[29].

C'est dans ce contexte de désaffection vis-à-vis de l'administration Bush, mais aussi vis-à-vis d'un establishment démocrate perçu comme outrageusement complaisant envers la politique du président, qu'un groupe disparate de « Nouveaux Progressistes »[30] fit son entrée sur la scène politique étatsunienne. Unis par un certain mépris envers la culture de Washington et par une volonté de rafraîchir les rangs d'un Parti démocrate jugé moribond, ces « outsiders »[31] endossèrent l'étiquette progressiste plutôt que *liberal*, cette dernière ayant été fortement décrédibilisée dans l'opinion publique. Comme l'explique Matt Bai, ce groupe comprenait tout à la fois un cercle de personnalités riches et célèbres – à l'instar des millionnaires George Soros et Peter Lewis ou encore du réalisateur Michael Moore, qui avaient principalement été politisées par la guerre en Iraq, – les *Netroots*, des blogueurs progressistes ayant recours à internet pour mobiliser des activistes, ainsi qu'une série d'organisations issues des *grassroots* (MoveOn.org et ACORN), de *think tanks* de gauche (le *Center for American Progress*), et également certains syndicats (la *Change to Win Coalition*)[32]. Les *Netroots*, en particulier, constituaient à bien des égards le vaisseau-amiral de cette révolte. Surnommé « The Blogfather », en raison du caractère pionnier de son entreprise, Jerome Armstrong lança en 2001 le blog MyDD, abréviation de « My Due Diligence », entraînant par la même occasion toute une vague d'imitateurs progressistes dans son sillage. Le 26 mai 2002, Markos Moulitsas Zúniga fonda depuis Berkeley, en Californie, le blog DailyKos.com, qui devint bientôt le blog politique le plus influent du pays[33]. Aux dires de Jerome Armstrong et Markos Moulitsas, ce fut dans une large mesure la question du recompte des voix en Floride lors de l'élection présidentielle très disputée en 2000[34] qui constitua un point de rupture, entrainant la cristallisation des *Netroots* en un mouvement :

Cette dernière devait ainsi reprendre une affaire gérée depuis 1999 par P&O Ports, une compagnie britannique. Si le président Bush se montra favorable à ce projet, il se heurta toutefois à un Congrès hostile. Les parlementaires, Républicains et Démocrates, montèrent ainsi au créneau contre ce plan de rachat, brandissant le « risque terroriste » pour justifier leur refus.

[29] Pew Research Center, "Bush and Public Opinion."

[30] Matt Bai, *The Argument: Inside the Battle to Remake Democratic Politics* (Penguin Books, 2008), 10.

[31] Ryan Lizza, "The Outsiders," *The New Republic*, February 14, 2005, https://newrepublic.com/article/61297/the-outsiders.

[32] Bai, *The Argument*, iv.

[33] Bai, *The Argument*, 124.

[34] Cette élection présidentielle opposa le républicain George W. Bush au démocrate Al Gore. En raison d'un très faible écart entre les deux candidats, les résultats de l'élection ne purent être annoncés le 7 novembre 2000, jour du scrutin. Ce fut en Floride, qui comptait 25 grands électeurs, que se joua l'élection. Or, l'écart entre les deux candidats y était inférieur à 0,5%, ce qui mena à la mise en place d'un nouveau décompte des voix. Avec 537 voix d'avance, Bush remporta finalement l'État ainsi que l'élection mais cet épisode amorça une longue bataille

> Five years ago, the Republicans took over the government through nondemocratic means. […] That was the spark. Fed-up progressive activists began organizing online. Fueled by the new technologies – the web, blogging tools, internet search engines – this new generation of activists challenge the moribund Democratic Party establishment. […] Both of us started our blogs because we wanted a voice in our nation's politics[35].

Si la frustration provoquée par un système politique jugé antidémocratique représenta effectivement un point de crispation majeur, permettant la mise en évidence de sensibilités partagées au sein de la blogosphère, ce fut véritablement la réponse de l'administration Bush aux attentats du 11 septembre 2001 qui mit le feu aux poudres. En particulier, les blogueurs dénoncèrent ardemment sa gestion de la guerre en Irak et les nombreux mensonges qui avaient servi à la rendre acceptable au sein de l'opinion publique. Dans un post publié sur *Daily Kos* en avril 2004, Moulitsas s'insurgea contre l'hypocrisie qui sous-tendait selon lui cette guerre :

> Every death should be on the front page. Let the people see what war is like. This isn't an Xbox game. There are real repercussions to Bush's folly. That said, I feel nothing over the death of merceneries. They aren't in Iraq because of orders, or because they are there trying to help the people make Iraq a better place. They are there to wage war for profit. Screw them[36].

Mais si les Républicains faisaient office de cible principale, la critique des *Netroots* s'étendait en réalité également au Parti Démocrate et à son establishment, dont l'attitude excessivement accommodante vis-à-vis des Républicains était particulièrement fustigée. En effet, l'émergence de la blogosphère fut assez largement nourrie par un sentiment d'accablement à l'encontre des cadres du parti, accusés d'avoir trahi leurs idéaux et, en endossant une attitude éminemment électoraliste, de s'être largement accommodés des principes conservateurs. Joe Trippi, directeur de campagne d'Howard Dean lors de l'élection primaire du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 2004, avait ainsi écrit à propos de l'establishment démocrate :

> What's the definition of the establishment? They're people who've come to do things in the established way. Too many Democrats have lost the spirit to fight what's wrong. They voted for

juridique entre Républicains et Démocrates. Le 21 novembre 2000, les avocats d'Al Gore obtinrent de la Cour suprême de Floride un nouveau décompte manuel dans trois comtés, dont celui de Palm Beach, dans lequel des erreurs provoquées par des machines à voter avaient été constatées. S'y opposant, les républicains introduisirent un recours devant la Cour suprême de Floride, puis, déboutés, firent appel devant la Cour suprême fédérale. Celle-ci, par 5 voix contre 4, décida le 12 décembre 2000 d'interdire tout nouveau décompte des bulletins de vote litigieux en Floride pour des raisons de délais. Le lendemain 13 décembre, Al Gore, qui devançait pourtant George W. Bush de quelque 337 000 voix au plan national, s'inclina et reconnut la victoire de son adversaire.

[35] Jerome Armstrong and Markos Moulitsas, *Crashing the Gate: Netroots, Grassroots, and the Rise of People-powered Politics* (Chelsea Green Publishing Co, 2006), xv.

[36] Markos Moulitsas, "Every Death Should Be on the Front Page," *Daily Kos*, April 1, 2004, https://www.dailykos.com/comments/21947/390455. Voir également: Night Owl, "Lies, Lies, Lies, Yeah…," *Daily Kos*, November 22, 2005, https://www.dailykos.com/stories/2005/11/22/167054/-; freelixir, "After Iraq, We're In Even More Danger, Unless…," *Daily Kos*, December 31, 2003, https://www.dailykos.com/stories/2003/12/31/7189/-.

> the war, and too many voted to give the President a second blank check in Iraq. They voted for his reckless tax cuts[37].

En particulier, un certain nombre de blogueurs récusaient le tournant centriste qu'avait pris le Parti démocrate sous l'égide de Bill Clinton et qui s'apparentait, selon eux, à une forme de compromission. Dans un billet de blog publié en décembre 2003, un blogueur surnommé « niner » explique qu'en cherchant à désamorcer la critique républicaine, le Parti démocrate avait essentiellement galvaudé son message ainsi que sa raison d'être et s'apparentait désormais à une coquille vide :

> […] how many issues have we cowardly retreated from least we appear 'soft' on something? this is something establishment dems don't seem to get: the iraq vote wasnt just about iraq; it was symbolic of all the times democrats have backed away from doing the right thing lest we appear 'soft' on that issue. when you play defense like that, that in of itself loudly signals weakness. […] right after the midterms, even though i railed against the criticism at the time, it was true; this party didn't stand for anything. when you aren't true to yourself and your values and show a willingness to defend them, when you resort to playing defense instead, you've already lost the game before it's even begun[38].

Chris Bowers, blogger chez *Daily Kos* et cofondateur du blog politique *OpenLeft*, appela pour sa part les *Netroots* à endosser une posture de rejet vis-à-vis du Parti démocrate et de considérer ce dernier comme un adversaire plutôt que comme un allié. Dans un message posté sur *Daily Kos* en janvier 2005 et intitulé « Fuck Off Democrats », il expliquait :

> So, basically, I completely agree with TocqueDeville, and the many others on this site who today advocated leaving the Democratic Party. The only means of accountability we have to the Democratic Party is to abandon it. The only means of ownership we have over the Democratic Party is to throw it away. […] I especially agree that Democrats are a 'them,' a 'they,' or an 'it.' 'We' does not apply when it comes to Democrats[39].

Si l'hostilité à l'encontre de l'establishment était bien sincère, celle-ci allait toutefois de pair avec une volonté de réformer le Parti démocrate afin d'en faire le véhicule d'un mouvement populaire. Malgré les appels à prendre ses distances avec le parti, les blogueurs entendaient en réalité prendre le contrôle de l'appareil démocrate « par le bas » et en renouveler le mode de fonctionnement. Reconnaissant que « le Parti démocrate est notre seule alternative », Jerome Armstrong et Markos Moulitsas expliquaient ainsi vouloir restaurer la réputation de « parti du peuple » du Parti démocrate[40]. Devenu « impotent » et « suffisant », le parti devait selon eux impérativement être « rafraichi »[41] et recouvrer un message clair qui ne serait plus tributaire des

---

[37] SlackerInc, "The Dean Mailing List Is Interesting…," *Daily Kos*, January 1, 2004, https://www.dailykos.com/stories/2004/1/1/7324/-.
[38] niner, "Dean on the Clinton Era," *Daily Kos*, December 21, 2003, https://www.dailykos.com/stories/2003/12/20/6305/-.
[39] Chris Bowers, "Fuck Off Democrats," *Daily Kos*, January 7, 2005, https://www.dailykos.com/stories/2005/1/6/84024/-.
[40] Armstrong and Moulitsas, *Crashing the Gate*, 3. Notre traduction.
[41] Armstrong and Moulitsas*, Crashing the Gate,* 133.

groupes d'intérêt gravitant autour du parti[42]. Cette entreprise de noyautage « par le bas », qui reposait sur une volonté de confrontation avec l'establishment du Parti démocrate, était au demeurant envisagée comme un véritable tournant, voire une révolution, en politique étatsunienne. Pour le blogueur « niner », il s'agissait ni plus ni moins d'un changement radical de paradigme, qui promettait de profondément redéfinir l'essence du Parti démocrate : « this is it. You can smell it in the air. We are not going to put up with getting rolled anymore. We are tired of waiting for some paradigm shift. We ARE the paradigm. this movement is bigger than Dean. People get ready and roll up your sleeves. this is a new day for democrats »[43]. De manière similaire, Chris Bowers, dans un billet de blog intitulé « The Blogosphere Rebellion »[44], mit en lumière le caractère révolutionnaire du mouvement *Netroots*, expliquant que ses membres se trouvaient investis d'une mission essentielle : mettre fin à la tyrannie « des sondeurs, des spécialistes et des consultants issus du complexe politico-médiatique »[45].

Mobilisant une rhétorique d'inspiration populiste, les *Netroots* dénonçaient le manque de représentativité de l'establishment démocrate, qui semblait radicalement déconnecté de sa base électorale. Comme l'explique Bowers, le recours systématique aux « experts » ainsi que son adhésion au concept de triangulation avaient fait du Parti démocrate le véhicule d'un petit groupe de professionnels ambitieux dont les valeurs ne reflétaient pas les sensibilités des *grassroots*[46]. Aussi convenait-il de prendre le contrôle du parti afin d'en faire le véhicule d'un mouvement véritablement populaire :

> We are the Blogosphere. We are moderates and Greens, radicals and liberals, leftists and progressives. We are gay and straight, male and female, employed and seeking, young and old, believer and atheist, brown and black, white and red, northeast and Midwest, west coast and Deep South. We are every profession and every level of education. We have families, and we are single. We are the Blogosphere, the avant-garde, and we are in open rebellion against the existing Political Opinion Complex. We seek to overthrow it, to replace it, but to first apply enough pressure to it until inexorably change its shape and becomes an unrecognizable horror to those who occupy it. Above all else, we will become the loudest voice in the ear of the ancient party that claims to represent us[47].

De manière assez surprenante, ce fut l'ancien gouverneur du Vermont (1991-2003), Howard Dean, qui, ayant compris la force de conviction du message populiste lors des primaires

---

[42] Armstrong and Moulitsas, *Crashing the Gate*, 37.
[43] niner, "Dean on the Clinton Era."
[44] Chris Bowers, "The Blogosphere Rebellion," *Daily Kos*, January 26, 2004, https://www.dailykos.com/stories/2004/1/26/12377/-.
[45] Bowers, "The Blogosphere Rebellion." Notre traduction. "We are members of The Blogosphere, you and I, and we are in the midst of a rebellion. In the face of a tyrannical seemingly overwhelming foe, we have managed to develop an institution of our own so strong that we can now challenge and counter the strength of the pollster, pundit, and consultant ruled (and corporate funded) Political Opinion Complex."
[46] Bowers, "The Blogosphere Rebellion."
[47] Bowers, "The Blogosphere Rebellion."

pour la nomination démocrate en 2004, fit figure de porte-parole « accidentel » pour le mouvement des *Netroots* au sein du Parti démocrate[48]. Dans une large mesure, sa campagne assuma en effet une dimension ostensiblement contestataire, reposant sur une promesse radicale d'empouvoirement dont les jalons idéologiques avaient été posés par les activités de la blogosphère, ainsi que sur un usage très novateur d'internet, qui permit à Dean de trouver des sources considérables de financement pour sa campagne. Durant le second semestre de sa campagne, Dean parvint à récolter pas moins de 7,6 millions de dollars, principalement auprès de petits donateurs, ce qui lui permit en retour de bénéficier d'une plus grande attention médiatique, de gagner en visibilité, de susciter l'inquiétude de ses rivaux, en particulier au sein de l'establishment du Parti démocrate[49], et de dépenser des sommes considérables en publicité télévisées[50]. Sous l'égide de Joe Trippi, le web fut effectivement érigé en principe organisateur de la campagne de Dean et la flopée de jeunes gens férus de technologie qui rejoignirent ses rangs contribuèrent dans le même temps à la définir[51]. Dès avril 2002, le premier site internet pro-Dean fut ainsi créé sur le blog MyDD et, le 3 mars 2003, Trippi organisa, par l'entremise de la plateforme Meetup.com[52], un rassemblement à New York destiné à promouvoir l'activisme des *grassroots* à travers le pays.

La campagne de Dean fut alimentée par un sentiment franchement anti-establishment, que reflète la rhétorique mobilisée par les blogueurs. Dans un post intitulé « The War between the Dem Establishment and the People », le blogueur anonyme « blackmahn » expliquait que la campagne de Dean devait avant tout être conçue comme une révolte contre l'establishment du parti :

> […] so much of the anti-Dean sentiment and the rising desperation of the other candidates is all about ownership of the party. Whether you're a Dean, Clark, Braun, Kerry, or even Lieberman (or any of the other Dem candidates) supporter, stand up to the establishment and be counted. Let's make sure we continue to be a real democracy![53]

Dans *The Revolution Will Not be Televised* (2004), ouvrage qui retrace l'utilisation d'internet par la campagne de Dean, Trippi met lui aussi en lumière la dimension séditieuse du

---

[48] Matt Bai, "The Inside Agitator," *The New York Times*, October 1, 2006, https://www.nytimes.com/2006/10/01/magazine/01dean.html.
[49] Jodi Wilgoren and David Rosenbaum, "Defying Labels Left or Right, Dean's '04 Run Is Making Gains," *The New York Times*, July 30, 2003, https://www.nytimes.com/2003/07/30/us/defying-labels-left-or-right-dean-s-04-run-is-making-gains.html.
[50] Jodi Wilgoren and Glen Justice, "The 2004 Campaign: The Former Governor; In Shake-Up, Dean Names Gore Ally to Run Campaign," *The New York Times*, January 29, 2004, https://www.nytimes.com/2004/01/29/us/2004-campaign-former-governor-shake-up-dean-names-gore-ally-run-campaign.html.
[51] Berman, *Herding Donkeys*, 27.
[52] Fondée en 2002 par Scott Heiferman, Matt Meeker et Peter Kamali, la plateforme Meetup permet à ses membres de rencontrer des personnes partageant des intérêts communs.
[53] blackmahn, "The War between the Dem Establishment and the People," *Daily Kos*, December 31, 2003, https://www.dailykos.com/stories/2003/12/30/7115/-.

prétendant démocrate, dont la candidature traduisait une volonté de défier l'establishment du parti : « I know what hell there is to pay when an insurgent catches the mainstream party leaders off guard. I can practically hear the guns swinging around, the sights settling on our back »[54]. Au demeurant, Dean prit soin de cultiver son image d'*outsider*, qui avait notamment été alimentée par son opposition précoce à la guerre en Irak. Endossant une posture et une rhétorique de facture populistes, et s'inspirant largement de l'ancien sénateur du Minnesota Paul Wellstone (1991-2002), Dean avait ainsi déclaré lors du meeting du DNC le 21 février 2003 vouloir « incarner l'aile démocratique du Parti démocrate »[55] et s'était insurgé tout à la fois contre l'administration Bush et sa gestion de la guerre en Irak (« What I want to know is why in the world the Democratic party leadership is supporting the president's unilateral attack on Iraq ») et contre l'attitude accommodante de l'appareil de direction démocrate, exhortant ses représentants à tenir tête aux Républicains et à dignement défendre leurs valeurs :

> What I want to know is what in the world so many Democrats are doing supporting tax cuts which have bankrupted this country and given us the largest deficit in the history of the United States? […] What I want to know is why we're fighting in Congress about the patients' bill of rights when the Democratic Party ought to be standing up for health care for every single American man, woman and child in this country. […] The only way that we're going to beat George Bush is to say what we mean, to stand up for who we are, to lift up a Democratic agenda against the Republican agenda, because if you do the Democratic agenda wins every time[56].

En particulier, Dean remit au goût du jour le discours populiste selon lequel les élites politiques seraient radicalement déconnectées des sujets de préoccupations des citoyens ordinaires, alimentant de fait un sentiment d'impuissance et d'injustice dans une partie de l'électorat : « The Americans I've met love their country. […] But they feel Washington's not listening. As individuals, they lack the power to change the course that Washington's put us on »[57]. En mobilisant une rhétorique aux accents volontaristes, Dean appelait ses sympathisants à effectivement « prendre le pouvoir » et, ainsi, à reprendre le contrôle du pays :

> You have the power to take back the Democratic Party. You have the power to take our country back. […] You have the power! You have the power! You have the power! You have the power to take this country back. You have the power. Thank you very much. Thank you very much. We're going to take our country back. Thank you very much. You have the power. Thank you very much[58].

---

[54] Joe Trippi, *The Revolution Will Not Be Televised: Democracy, the Internet, and the Overthrow of Everything* (ReganBooks, 2004), xii.
[55] Howard Dean, "Howard Dean DNC Winter Meeting Address" (speech, Washington, D.C, February 21, 2003), C-SPAN, https://www.c-span.org/clip/public-affairs-event/user-clip-howard-dean-dnc-winter-meeting-address-feb-2003/4456690. Notre traduction.
[56] Dean, "Howard Dean DNC Winter Meeting Address."
[57] Howard Dean, "The Great American Restoration" (speech, Burlington, Vermont, June 23, 2003), P2004, https://p2004.org/dean/dean062303/dean062303spt.html.
[58] Dean, "The Great American Restoration"

En ce qu'il parvint à effectivement dépeindre sa campagne comme une insurrection des *grassroots* contre l'élite du parti, l'offensive de Dean se confronta très vite à l'hostilité de l'establishment démocrate. Le 3 mai 2003, lors du premier débat présidentiel à Columbia en Caroline du Sud, Bob Graham, également candidat à la nomination démocrate et ancien gouverneur de Floride entre 1979 et 1987, puis sénateur de ce même État entre 1987 et 2005, qualifia son adversaire d'« unelectable », c'est-à-dire « incapable d'être élu », déclarant : « My name is Bob Graham. I come from the electable wing of the Democratic Party »[59]. Une semaine plus tard, le 15 mai 2003, le DLC publia un mémo intitulé « The Real Soul of the Democratic Party », dans lequel les auteurs, Al From et Bruce Reed, annonçaient une défaite certaine des Démocrates si Dean venait à être désigné candidat du parti et présentaient ses sympathisants comme l'incarnation de « l'aile McGovern-Mondale », « principalement définie par sa faiblesse en termes de politique étrangère ainsi qu'un libéralisme élitiste, tributaire des groupes d'intérêts, en politique domestique »[60]. Pour les auteurs, les Démocrates devaient se départir du « mythe » malavisé, et qui imprégnait la campagne actuelle, selon lequel les aspirations des activistes représenteraient le cœur du Parti démocrate : « les vrais Démocrates sont des personnes réelles, pas des militants élitaires », écrivaient-ils[61]. Dans cette même optique, le sénateur de l'Indiana Evan Bayh mettait en garde contre une dérive gauchiste, qui mettrait inévitablement en danger les chances de victoire du Parti démocrate : « It is our belief that the Democratic Party has an important choice to make: Do we want to vent or do we want to govern? The administration is being run by the far right. The Democratic Party is in danger of being taken over by the far left »[62].

Dans une certaine mesure, la candidature de Howard Dean raviva effectivement les débats idéologiques qui avaient animé le Parti démocrate dans les années 1980-1990 et avaient opposé une frange centriste à une aile progressiste. Pour les *Netroots*, la campagne de Dean incarnait un rejet de l'idéologie centriste promue par le DLC. Dans un message publié sur *Daily Kos* en décembre 2003, le blogueur « ECH » affirmait que la déclaration de soutien de Gore pour Dean symbolisait la fin de l'hégémonie de la troisième voie au sein du Parti démocrate, estimant que « Clinton et Dean offrent des visions diamétralement opposées de la manière dont

[59] Matt Bai, "Dr. No And The Yes Men," *The New York Times*, June 1, 2003, https://www.nytimes.com/2003/06/01/magazine/dr-no-and-the-yes-men.html.
[60] Berman, *Herding Donkeys*, 30. Notre traduction.
[61] Berman, *Herding Donkeys*, 30. Notre traduction.
[62] Adam Nagourney, "Centrist Democrats Warn Party Not to Present Itself as 'Far Left'," *The New York Times*, July 29, 2003, https://www.nytimes.com/2003/07/29/us/centrist-democrats-warn-party-not-to-present-itself-as-far-left.html.

les Démocrates peuvent conquérir la Maison Blanche »[63]. Dean encouragea d'ailleurs cette interprétation. Dans un discours prononcé à Manchester, dans le New Hampshire, le 18 décembre 2003, le candidat avait ainsi pris ses distances avec la rhétorique de Clinton, prônant en lieu et place de la « fin de l'ère du gouvernement tout-puissant » une « nouvelle ère pour le Parti démocrate », qui serait caractérisée par un nouveau contrat social et par la volonté d'assurer certaines garanties de base à tous ceux qui « travaillent dur pour réaliser la promesse de l'Amérique »[64].

Assurément, cette répudiation masquait en réalité une admission bien réelle de principes hérités de la troisième voie[65], à commencer par la volonté de refonder le contrat social et de promouvoir des valeurs liées au travail. En effet, si Dean cherchait à se démarquer de Clinton pour appuyer sa promesse de changement, ses ambitions restaient en grande partie alignées sur l'héritage clintonien, de sorte que son discours populiste cohabitait avec une orientation décidément centriste. Ses penchants pour la modération et une certaine forme de conservatisme avaient d'ailleurs été mis en lumière lors de son mandat en tant que gouverneur du Vermont. En 1993, Dean avait ainsi déclaré à propos des bénéficiaires d'aides sociales : « Those recipients don't have any self-esteem. If they did, they'd be working »[66]. Cette vision moralisatrice s'accompagnait au demeurant d'une attitude conservatrice sur les questions budgétaires qui imprégnait ses discours de campagne. Lors du meeting du DNC du 21 février 2003, Dean avait ainsi rappelé sa foi dans le principe de l'équilibre budgétaire : « I do want to balance the budget. There has not been one Republican president that has balanced the budget in this country in 34 years »[67]. Si Dean endossa des prises de position progressistes sur certains sujets tels que la guerre en Irak, l'assurance santé, l'avortement, les énergies alternatives ou encore les unions civiles entre personnes homosexuelles, son positionnement idéologique s'avérait en réalité profondément ambigu. En tant que gouverneur du Vermont, Dean avait pris soin de prendre ses distances avec les progressistes et avait acquis une réputation de modéré[68]. Durant ses 11 années au pouvoir, il avait notamment cherché à freiner l'augmentation des dépenses publiques, transformant un large déficit budgétaire en surplus, et s'était montré

[63] ECH, "Gore and Dean Steer Democrats Away From Clintonism," *Daily Kos*, December 15, 2003, https://www.dailykos.com/stories/2003/12/15/5519/-. Notre traduction.
[64] Howard Dean, "A New Social Contract with Working Families" (speech, Washington, D.C, December 18, 2003), *Slate*, https://slate.com/news-and-politics/2003/12/howard-dean-pulls-a-clinton-on-clinton.html. Notre traduction.
[65] William Saletan, "The Era of Bill Clinton Is Over," *Slate*, December 18, 2003, https://slate.com/news-and-politics/2003/12/howard-dean-pulls-a-clinton-on-clinton.html.
[66] Ron Jacobs et al., "Vermonters on Howard Dean," *CounterPunch*, August 2003, https://www.counterpunch.org/2003/08/29/vermonters-on-howard-dean/.
[67] Dean, "Howard Dean DNC Winter Meeting Address."
[68] Wilgoren and Rosenbaum, "Defying Labels Left or Right, Dean's '04 Run Is Making Gains."

favorable à une réduction des dépenses sociales au profit de l'équilibre budgétaire, déclarant : « The way to balance the [federal] budget is for Congress to cut Social Security, move the retirement age to 70, cut defense, Medicare and veterans pensions, while the states cut everything else »[69]. Il avait également forcé de nombreux bénéficiaires d'aides sociales à travailler, avait abandonné un ambitieux projet de réforme de l'assurance maladie au profit de mesures incrémentales, s'était mis à dos les écologistes, avait obtenu le soutien de la *National Rifle Association* et avait invariablement endossé une attitude conciliante vis-à-vis du secteur privé, de l'ALENA, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international (FMI), ainsi que de la Banque mondiale[70]. La filiation entre la posture de Dean et celle de Bill Clinton fut d'ailleurs mise en lumière par un certain nombre de commentateurs lors de la campagne présidentielle de 2004[71].

Caractérisée par une certaine disjonction entre, d'une part, la rhétorique volontariste et le positionnement d'*outsider* de son candidat, et, d'autre part, son idéologie relativement centriste et modérée, la campagne de Howard Dean révélait au fond une attitude éminemment pragmatique. À bien des égards, Dean s'apparentait en effet davantage à un John McCain ou à un Jimmy Carter qu'à un George McGovern ou à un Eugene McCarthy[72]. Les propos de Dean prononcés lors d'un entretien en 2004 mirent précisément en évidence l'ambiguïté de son positionnement idéologique : « I think the best way, if you want to put me in a box, is to say 'fiscally conservative, socially progressive.' But when you drill down, my ideology is not easily characterized in a small amount of words »[73]. Dans *You Have the Power* (2006), il souligne ses dispositions centristes :

> After all, I've always been in the moderate middle of my own party – a staunch advocate of fiscal discipline, a devotee of balanced budgets, pro-choice but also pro-gun owners' rights, and in favor of the death penalty in some instances. In my races for governors, I'd always enjoyed the support of a certain number of moderate Republicans who shared my commitment to balanced budgets and responsible social spending[74].

[69] Keith Rosenthal, "The Dean Deception," *International Socialist Review*, no. 32 (December 2003), https://isreview.org/issues/32/dean/.
[70] Rosenthal, "The Dean Deception."
[71] Voir notamment : Jim Farrell, "Dean's No Wellstone," *The Nation*, May 8, 2003, https://www.thenation.com/article/archive/deans-no-wellstone/; Rosenthal, "The Dean Deception."
[72] Wilgoren and Rosenbaum, "Defying Labels Left or Right, Dean's '04 Run Is Making Gains."
[73] Mark Singer, "Running on Instinct," *The New Yorker*, January 4, 2004, https://www.newyorker.com/magazine/2004/01/12/running-on-instinct
[74] Howard Dean and Judith Warner, *You Have the Power: How to Take Back Our Country and Restore Democracy in America* (Simon & Schuster, 2006), 3-4.

Comme les *Netroots*, Dean mentionne les dérives de l'administration Bush et l'attitude excessivement accommodante de l'establishment démocrate vis-à-vis du président républicain comme principales sources de griefs et de mobilisation :

> I was astounded, then, when Bush cast moderation and conservatism aside and took up the mantle of right-wing extremism. […] Even more infuriating was the way my fellow Democrats went along for the ride, voting so much of the time to advance the president's perilous agenda. They approved his tax cuts, the Medicare prescription-drug act, the war resolution, and educational 'reforms' – all destructive measures that wouldn't have passed without their support. […] They weren't acting like an opposition party[75].

En somme, la campagne de Dean entendait avant tout faire écho au sentiment de désaffection des citoyens vis-à-vis de leurs institutions et du processus politique, qui avait dans une large mesure été causé par les « mensonge et les manipulations » de l'administration Bush[76]. En tant que « citoyen ordinaire » qui n'habitait pas à Washington et « éprouvait les mêmes sentiments que tout le monde », Dean se considérait comme le mieux placé pour répondre à cette « crise de confiance »[77]. En effet, son plus gros atout reposait sur ce sentiment de proximité que Dean avait réussi à susciter chez ses sympathisants : « People felt they were like me. They felt they knew me »[78]. Plutôt que d'être guidée par un programme progressiste, la campagne de Dean puisait sa force de conviction dans une promesse vigoureuse d'empouvoirement :

> I knew I was witnessing something truly historic: the emergence of a *real* grassroots political movement. It was the start of something truly new. A campaign by, of, and for the people. Ordinary people, meeting up together, finding they were no longer alone with their anger and fear and desire for change, *felt empowered*. […] That, at base, was what my campaign was all about. It was not about me. It was not about my winning an election. It was about winning back America, from the ground up, and starting by remaking the election process. Putting people at the center. And making sure their voices were heard all the way back in Washington. […] The Dean for America campaign was about much, much more than electing me to the White House. It was about repowering people, and giving them hope, and providing them with the tools for rebuilding our democracy in their own image[79].

[75] Dean and Warner, *You Have the Power*, 4-6.
[76] Dean and Warner, *You Have the Power*, 11. Notre traduction. "People were angry, and they were cynical. They were depressed. They were caught off balance and confused – by the lies and manipulations of the Bush administration, and also by the fact that so many of the pillars of our society had proved in recent years to be so fragile."
[77] Dean and Warner, *You Have the Power*, 12. Notre traduction.
[78] Dean and Warner, *You Have the Power*, 14.
[79] Dean and Warner, *You Have the Power*, 20-8.

Si Dean pouvait, à bien des égards, être considéré comme un « Républicrate[80] à la Clinton »[81], sa campagne se distinguait toutefois de celle de Clinton par son prisme expressément populiste, qui se traduisait fondamentalement par un clivage externe-interne et une promesse d'empouvoirement. En lieu et place d'un message de facture idéologique, Dean entendait faire écho au sentiment de déréliction de l'électorat dont il reconnut plus tard à demi-mot le potentiel électoraliste :

> What our campaign was about, not that I set out to make it this way, was empowering people. The 'you have the power' stuff — that just arose spontaneously when I realized what incredible potential there was for people to get active who had given up on the political process because they didn't think either party was helping them[82].

Comme l'explique Ari Berman, si les convictions de Dean étaient bel et bien ancrées dans une veine centriste, sa campagne assuma rapidement, et de manière imprévue, une dimension bien plus large, en ce qu'elle s'offrit comme une expérience dans un nouveau type de politique destinée à revitaliser la démocratie étatsunienne, à raviver le Parti démocrate et à mettre un terme à la domination électorale des Républicains[83]. En cela, Dean se fit effectivement l'apôtre du concept économique de « désintermédiation », à savoir l'idée selon laquelle, à l'ère de l'internet, l'électorat pouvait être directement mis en relation avec les candidats, et les électeurs mutuellement les uns avec les autres, sans l'intervention d'un parti politique[84]. En pratique, ceci se traduisit par une certaine forme de décentralisation, qui s'appuyait très largement sur l'utilisation de plateformes internet. En particulier, Trippi était particulièrement captivé par les possibilités qu'offraient l'interface MoveOn.org dont le directeur, Zack Exley, fut envoyé dans les bureaux de campagne à Burlington en tant que conseiller, ce qui lui valut au passage d'être accusé d'avoir pipé les dés en faveur de Dean[85]. En effet, MoveOn.org organisa en juin 2003, de manière non-officielle, la première primaire virtuelle démocrate. Si celle-ci était non contractuelle, elle revêtait toutefois un caractère hautement symbolique. Bien qu'aucun candidat n'obtînt finalement de majorité absolue, Howard Dean arriva premier dans les sondages avec 44% des voix, suivi de Dennis Kucinich,

---

[80] Ce terme aux connotations péjoratives sert à désigner des personnalités politiques considérées comme trop centristes et davantage guidées par des considérations d'ordre électoralistes plutôt que par de réelles convictions politiques. Le terme recoupe ainsi en partie les appellations « Republican in Name Only » (RINO) et « Democrat in Name Only » (DINO). Il peut également servir à signaler l'idée que les deux grands partis étatsuniens apparaissent comme fondamentalement interchangeables.

[81] Ron Jacobs et al., "Vermonters on Howard Dean," *CounterPunch.Org*, August 2003, https://www.counterpunch.org/2003/08/29/vermonters-on-howard-dean/.

[82] Bai, "The Inside Agitator."

[83] Berman, *Herding Donkeys*, 4.

[84] Bai, "The Inside Agitator."

[85] Garance Franke-Ruta, "Zero Sum," *American Prospect*, June 25, 2003, https://web.archive.org/web/20060514035919/http://prospect.org/webfeatures/2003/06/franke-ruta-g-06-25.html.

24%, puis de John Kerry, 16%[86], ce qui eut pour effet d'attiser l'engouement populaire autour de sa campagne.

Au cours du printemps et de l'été, la campagne de Dean inaugura un certain nombre de pratiques et d'outils de communication qui se démarquaient foncièrement des précédents modes de fonctionnement des campagnes électorales. Très vite, les sympathisants de Dean se mirent à organiser, via internet, des événements sociaux auxquels étaient conviés d'autres sympathisants locaux, à créer leur propre page de profil et à entrer en contact avec d'autres activistes, à suivre des discours de leur candidat et à mettre en ligne leur propre contenu sur le site web de la campagne, à contacter par téléphone des électeurs indécis, et à recevoir des actualités de campagne directement sur leur téléphone portable[87]. C'était la première fois que tant de pouvoir avait été confié aux partisans d'une campagne électorale : de simples consommateurs passifs de politique, ils étaient devenus de véritables agents de la campagne[88].

Durant la majeure partie de l'année 2003, Dean, qui avait profité d'une large avance sur ses concurrents en termes de collecte de fonds, avait dominé la grande partie des sondages[89] et s'était imposé comme le candidat favori pour la nomination démocrate au niveau national. En conséquence, le début de la saison des primaires laissait assez largement présager un duel opposant Dean au représentant du Missouri Richard Gephardt lors des caucus de l'Iowa. Contre toute attente, ce fut finalement John Kerry, sénateur du Massachusetts, qui remporta à la fois les caucus de l'Iowa et la primaire du New Hampshire, ce qui lui fournit assez d'élan (*momentum*) pour également remporter la majorité des autres États. Pour sa part, la campagne de Dean souffrit d'une perte de vitesse dans les semaines précédant le début des primaires. En particulier, la campagne de Dean fut négativement impactée par une série de facteurs tels qu'une organisation imparfaite, une surveillance médiatique renforcée, des attaques émanant des autres candidats, l'exubérance de ses sympathisants, un certain nombre de gaffes, ainsi que la capacité des campagnes de Kerry et de John Edwards, sénateur de Caroline du Nord, à coopter son message de changement[90]. En janvier 2004, Dean tenta de refonder sa campagne sur de nouvelles bases lorsqu'il nomma Roy Neel, ami et conseiller de longue date d'Al Gore,

[86] MoveOn.org, "Report on the 2003 MoveOn.org Political Action Primary," MoveOn.org, September 29, 2005, archived September 29, 2005, at the Wayback Machine, https://web.archive.org/web/20050929062844/http://moveon.org/pac/primary/report.html.
[87] Berman, *Herding Donkeys*, 30.
[88] Berman, *Herding Donkeys*, 30.
[89] "Howard Dean Gaining Support for Democratic Nomination," Ipsos, July 31, 2003, https://www.ipsos.com/en-us/ipsoscook-political-report-poll-howard-dean-gaining-support-democratic-nomination; Jodi Wilgoren, "In a Long Presidential Race, Dean Sprints," *The New York Times*, August 27, 2003, https://www.nytimes.com/2003/08/27/us/in-a-long-presidential-race-dean-sprints.html.
[90] Berman, *Herding Donkeys*, 56.

en tant que directeur de campagne. Dans une large mesure, ce choix traduisait une volonté d'abdiquer, au moins en partie, le caractère insurrectionnel qui avait jusque-là caractérisé sa campagne au profit d'une campagne plus traditionnelle, ce qui provoqua la démission de Joe Trippi[91]. Alors que Dean avait confortablement devancé Kerry et Clark dans le New Hampshire avant le caucus de l'Iowa, il arriva finalement en troisième position, loin derrière John Kerry et John Edwards qui captèrent respectivement 38% et 32% des voix, contre seulement 18% pour Dean[92]. Dans le sillage de cette défaite écrasante, Dean prononça le 19 janvier 2004 un discours à Des Moines, durant lequel il tenta de rassurer ses sympathisants en faisait la liste des États qu'il comptait remporter et couronna sa prise de parole par un « yeah » fracassant :

> Not only are we going to New Hampshire, Tom Harkin, we're going to South Carolina and Oklahoma and Arizona and North Dakota and New Mexico, and we're going to California and Texas and New York. And we're going to South Dakota and Oregon and Washington and Michigan. And then we're going to Washington, D.C. To take back the White House. Yeeeeah[93].

Presque aussitôt, le désormais célèbre « Dean Scream » fut diffusé en boucle par les médias, ce qui contribua à en amplifier le retentissement et à le transformer en un cas d'école de la gaffe politique[94]. L'extrait circula également sur les réseaux sociaux, en faisant le premier mème politique[95]. Si la mauvaise presse que suscita cet incident contribua de toute évidence à fragiliser davantage la campagne de Dean, il était en réalité loin d'être la seule raison de sa défaite[96]. En effet, la campagne avait largement souffert de l'hostilité de l'establishment démocrate ainsi que de problèmes d'organisation et de coordination au sein de la campagne[97].

---

[91] Wilgoren and Justice, "The 2004 Campaign: The Former Governor."
[92] Adam Nagourney, "The 2004 Campaign: The Overview; Kerry Wins the Iowa Caucuses; Dean 3rd, Far Behind Edwards," *The New York Times*, January 20, 2004, https://www.nytimes.com/2004/01/20/us/2004-campaign-overview-kerry-wins-iowa-caucuses-dean-3rd-far-behind-edwards.html.
[93] Howard Dean, "Concession Speech" (speech, Des Moines, Iowa, January 19, 2004), C-SPAN, https://www.c-span.org/program/american-history-tv/howard-dean-concession-speech/123660.
[94] Mark Murray, "As the 'Dean Scream' Turns 15, Its Impact on American Politics Lives On," *NBC News*, January 18, 2019, https://www.nbcnews.com/politics/meet-the-press/howard-dean-s-scream-turns-15-its-impact-american-politics-n959916; Kenneth T. Walsh, "The Battle Cry That Backfired on Howard 'The Scream' Dean," *US News & World Report*, January 17, 2008, https://www.usnews.com/news/articles/2008/01/17/the-battle-cry-that-backfired.
[95] Amanda Bell, "The Meme You Never Noticed In This Famous Breaking Bad Scene," *Looper*, February 10, 2021, https://www.looper.com/331057/the-meme-you-never-noticed-in-this-famous-breaking-bad-scene/; DJCooqieDough, "Byaaah!: Teh Sparta Mix," *YouTube*, January 5, 2009, https://www.youtube.com/watch?v=j8f1mElKKr0; Dontcrossagayman, "Who Remembers Howard Dean's 'I Have a Scream' Speech? I Reminisced o…," *TikTok*, November 13, 2023, https://www.tiktok.com/@dontcrossagayman/video/7300991620109831457; FootballClick, "Crank dat Byahhh," *YouTube*, July 23, 2007, https://www.youtube.com/watch?v=YVQ2IAgj8xM; JibJab, "This Land!," *YouTube*, November 16, 2007, https://www.youtube.com/watch?v=z8Q-sRdV7SY; FarmGolf.com, "Howard Dean's Crazy Train," *Internet Archive*, January 27, 2006, http://archive.org/details/FarmGolfcomHowardDeansCrazyTrain.
[96] Jack Holmes, "The Dean Scream: An Oral History," *Esquire*, January 29, 2016, https://www.esquire.com/news-politics/a41615/the-dean-scream-oral-history/; Seth Masket, "Looking Back on Howard Dean's Infamous Scream, 10 Years Later," *Pacific Standard*, January 6, 2014, https://psmag.com/news/looking-back-dean-scream-72209/.
[97] Joe Rospars, "How Howard Dean's Scream Helped Obama Land the Presidency," *TIME*, July 1, 2014, https://time.com/2946448/howard-dean-scream-obama-president/.

Du reste, les résultats du caucus de l'Iowa avaient d'ailleurs clairement mis en lumière la perte de vitesse de la campagne de Dean. En 2015, Dean reconnaissait lui-même que la gaffe n'avait fait que masquer les réelles faiblesses de sa campagne en termes d'organisation :

> My own famous gaffe, fondly referred to as the 'I have a scream' speech, had little to do with the demise of my campaign. I was a flawed and undisciplined candidate, our campaign was in disarray, and because of that, our Iowa operation was unable to capitalize on my early popularity. John Kerry ran a much more methodical campaign than we did in Iowa, and he deserved to win. While the media made much of the gaffe, playing the edited excerpts nearly 700 times in one week, the die was cast against us by coming in third in Iowa when I was expected to come in first[98].

La primaire du New Hampshire ne fit que confirmer les faiblesses de la campagne de Dean ; Kerry remporta l'élection avec douze points d'avance sur son adversaire[99]. Arrivé en troisième position lors de la primaire du Wisconsin le 17 février, Dean décida finalement de mettre un terme à sa campagne.

En somme, la dimension novatrice de la campagne de Dean résida principalement dans les réformes organisationnelles qu'elle entreprit, notamment dans son usage d'internet pour mobiliser sa base électorale et lever des fonds, ainsi que dans son style aux accents populistes. Sur le fond, en revanche – hormis sur les questions de la guerre en Irak et quelques divergences relativement mineures concernant la politique commerciale ou le financement du système de santé – rien ne distinguait radicalement Dean de ses objecteurs[100]. En même temps, le message populiste qui animait sa campagne ne se limitait pas à un usage essentiellement opportuniste de la rhétorique populiste. En effet, si la campagne de Dean s'apparenta dans un premier temps à une tentative de cooptation dans une optique principalement électoraliste du message populiste porté par les *Netroots*, la rhétorique de démocratisation – du système politique en général, et du Parti démocrate en particulier – qui infusait sa campagne en devint rapidement la raison d'être et dépassa le cadre de la seule campagne. C'est précisément ce qu'affirme Trippi : « This time, it wasn't about the candidate at all. It was about the people. This was never about *him*. It was about them. An amazing thing happened in the presidential contest of 2004: For the first time in my life, maybe the first time in history, a candidate lost but *his campaign won* »[101]. Selon Trippi, la campagne de Dean avait décidément incarné « la première étape dans la seconde révolution américaine » en ce qu'elle représenta un soulèvement « du peuple » pour « reprendre

[98] Howard Dean, "Most Gaffes By Politicians Don't Matter," *The New York Times*, June 3, 2015, https://www.nytimes.com/roomfordebate/2015/06/03/can-gaffes-on-the-campaign-trail-be-fatal/most-gaffes-by-politicians-dont-matter.
[99] "The Scream," *The New York Times*, January 22, 2004, https://www.nytimes.com/2004/01/22/readersopinions/the-scream.html.
[100] Singer, "Running on Instinct."
[101] Trippi, *The Revolution Will Not Be Televised*, xv.

possession d'un système qui avait longtemps oublié leur existence »[102]. Dans cette optique, la campagne, et en particulier son utilisation d'internet à des fins de mobilisation populaire, symbolisait un profond renouveau démocratique – un « miracle »[103], même – qui promettait d'instaurer un « réel dialogue »[104] au cœur de la démocratie étatsunienne et avait entraîné le pays dans une nouvelle ère – celle de « l'empouvoirement » :

> For twenty years, people have been calling this era of computers, the Internet, and telecommunications the 'information age.' But that's not what it is. What we're really in now is *the empowerment age*. If information is power, then this new technology—which is the first to evenly distribute information—is really distributing power. This power is shifting from institutions that have always been run top down, hording information at the top, telling us how to run our lives, to a new paradigm of power that is democratically distributed and shared by all of us[105].

C'est incidemment aussi ce qu'affirmait le journaliste William Greider dans un article publié en février 2004 dans *The Nation* :

> Despite the spectacle of his cratered campaign, Howard Dean did accomplish something real for democracy. First, he confirmed the existence of an energetic, informed dissent within the husk of the Democratic Party. […] The Dean campaign demonstrated, most dramatically, that people can make their own politics via the Internet and elsewhere by raising lots of money from outsiders, i.e., mere citizens[106].

En effet, l'enjeu crucial de la campagne de Dean, à savoir le transfert de pouvoir depuis l'establishment vers la base électorale, survécut à l'échec de la campagne de Dean pour la nomination démocrate. Fort d'un véritable mouvement social, Dean fut élu président du DNC le 12 février 2005, promettant de redresser un Parti démocrate moribond en réformant en profondeur son mode de fonctionnement. Dans un discours prononcé le 8 décembre 2004 à l'université George Washington, soit un mois après la défaite du candidat John Kerry face à George W. Bush, Dean avait présenté son projet de réforme du parti. Il entendait clairement rompre avec la théorie portée par l'establishment selon laquelle il suffirait au Parti démocrate d'imiter les Républicains pour devenir compétitifs : « We cannot win by being 'Republican-lite.' We've tried it; it does not work »[107]. Pour Dean, le problème n'était pas de facture idéologique mais de nature organisationnelle : « The question is not whether we move to the

[102] Trippi, *The Revolution Will Not Be Televised*, xv. Notre traduction.
[103] Trippi, *The Revolution Will Not Be Televised*, xviii. Notre traduction.
[104] Trippi, *The Revolution Will Not Be Televised*, xx. Notre traduction.
[105] Trippi, *The Revolution Will Not Be Televised*, 4.
[106] William Greider, "Dean's Rough Ride," *The Nation*, February 19, 2004, https://www.thenation.com/article/archive/deans-rough-ride/.
[107] Howard Dean, "Remarks on the Future of the Democratic Party" (speech, George Washington University, Washington, D.C, December 8, 2004), P2004, https://p2004.org/parties/dncchairhd120804.html.

left or to the right. The question is not about our *direction*. We need to start focusing on our *destination* »[108].

Dans cette optique, Dean proposait notamment de revoir le système de financement du parti afin d'accroître le rôle des petits donateurs et appelait à prendre le contrôle de l'appareil démocrate « par le bas » : « The way to rebuild the Democratic Party is not from the consultants down, it is from the ground up »[109]. Sous son égide, le DNC endossa la stratégie dite « des cinquante États » (*fifty-state strategy*), qui rejetait l'idée selon laquelle certains États seraient impossibles à gagner et entendait établir une base de soutien démocrate dans chaque circonscription, impliquant de fait une dévolution du pouvoir vers l'échelon local. Dans chaque État, le DNC délégua ainsi des équipes d'évaluation dont les rapports mirent en évidence la vulnérabilité du Parti démocrate : dans la plupart des États, le parti ne disposait, en effet, d'aucune organisation à l'échelle des comtés et des districts et plus de la moitié des États manquaient de personnel chargé de communication[110]. Dans des États très conservateurs, tel que l'Indiana, Dean envoya des organisateurs de terrain ainsi que de nouveaux directeurs de communication afin de pallier cette faiblesse organisationnelle[111]. En outre, son élection coïncida avec l'arrivée d'autres *outsiders*, et notamment Jerry Meek, qui fut élu président du Parti démocrate de Caroline du Nord en février 2005. En marginalisant les grands donateurs au profit des petites contributions, Dean révolutionna également la levée de fonds[112]. Ce bouleversement fut dans une large mesure rendu possible par le PAC *ActBlue*, qui fut fondé en 2004 par Matt DeBergalis et Ben Rahn. Facilitant le processus de dons[113], *ActBlue* a permis aux candidats d'exploiter pleinement le potentiel des petits donateurs[114]. Les blogueurs, en particulier, y virent un moyen de démocratiser la levée de fonds. En 2007, Matt Stoller expliquait : « Either you had a lot of rich friends, big labor or self-funded political campaigns. ActBlue is another avenue to generate grass-roots excitement and contributions. It opens up the playing field »[115].

---

[108] Dean, "Remarks on the Future of the Democratic Party."
[109] Dean, "Remarks on the Future of the Democratic Party."
[110] Bai, "The Inside Agitator."
[111] Joe Conason, "Howard Dean, Vindicated," *Salon*, November 10, 2006, https://www.salon.com/2006/11/10/dean_dems/.
[112] Elaine C. Kamarck, "Assessing Howard Dean's Fifty State Strategy and the 2006 Midterm Elections," *The Forum* 4, no. 3 (December 2006): 2, https://doi.org/10.2202/1540-8884.1141.
[113] La plateforme permet aux candidats d'utiliser leur propre site web pour recueillir les dons, rendant le processus de lever de fonds peu onéreux pour les candidats et simple d'utilisation pour les donateurs.
[114] Leslie Wayne, "A Fund-Raising Rainmaker Arises Online," *The New York Times*, November 29, 2007, https://www.nytimes.com/2007/11/29/us/politics/29actblue.html.
[115] Wayne, "A Fund-Raising Rainmaker Arises Online."

Ainsi, Dean bouleversa la culture du Parti démocrate, remplaçant une organisation centralisée et hiérarchique par une organisation plus diffuse et démocratique[116]. Dans les yeux de nombreux observateurs, cette entreprise symbolisa à bien des égards une tentative de noyautage de l'appareil démocrate ainsi qu'un transfert décisif de pouvoir vers la base du parti. Lors du caucus régional du DNC à Sacramento, en janvier 2005, le militant Miles Kurland avait mis en lumière le caractère séditieux de l'élection de Dean, déclarant : « Some of you in the Democratic National Committee may see us as the barbarians at the gate. Some of us see ourselves as the cavalry. The truth is, we're fresh horses »[117]. Pour Jerome Armstrong et Markos Moulitsas, son élection à la présidence du DNC signala effectivement l'affaiblissement du pouvoir de l'establishment sur la direction du parti[118].

Si le projet de Dean récusait toute association avec la stratégie de triangulation mise en œuvre durant la présidence Clinton, et à laquelle il s'agissait d'opposer une stratégie de confrontation, la singularité de son projet reposait davantage sur une opposition *insider*/*outsider* que sur une opposition centre/gauche. Ainsi, Tom Ochs, l'un des principaux conseillers de Dean, affirma que le défi n'était pas tant d'ordre idéologique que lié à la culture politique du public auquel s'adressait Dean :

> It's clearly an insider-outsider thing that I think crosses ideological terrain, where there are people who haven't been involved who want to be involved and see in Governor Dean someone who wasn't part of an existing enterprise. I'm very optimistic about our ability to do what a lot of people think will be hard to do, which is to get a lot of people involved, regardless of their ideology, to get Democrats elected[119].

Dans un article publié dans *The New Republic* le 14 février 2005, Ryan Lizza expliquait que la course pour la présidence du DNC avait exposé de profondes fractures au sein du Parti démocrate mais si certaines étaient effectivement d'ordre idéologiques, le conflit avait, en réalité, porté sur la question de la diffusion du pouvoir hors de Washington, de sorte que « les leviers du pouvoir au sein du Parti démocrate avaient échappé au contrôle de Washington »[120]. C'est d'ailleurs précisément en ces termes que l'élection de Dean fut perçue par une grande partie de l'establishment du parti. Cette hostilité fut notamment illustrée par les propos de Mark Mellman, sondeur et conseiller de John Kerry durant sa campagne pour la présidentielle, qui

[116] Bai, *The Argument*, 168.
[117] Florida Netroots, "Turning Florida Blue – Crashing the Gate," *Daily Kos*, February 17, 2007, https://www.dailykos.com/stories/2007/2/16/302790/-.
[118] Armstrong and Moulitsas, *Crashing the Gate*, 151.
[119] Balz, "Democrats' Grass Roots Shift the Power."
[120] Lizza, "The Outsiders." Notre traduction.

déclara en 2005 : « I find the 'base versus swing' conversation not only to be a false choice but to be a deadly choice »[121].

Les élections de mi-mandat de 2006 mirent clairement en lumière les divisions opposant l'establishment à la faction pro-Dean au sein du Parti démocrate. À la veille des élections, la stratégie des cinquante États mit le nouveau président du DNC en porte-à-faux avec les leaders démocrates au Congrès. En mai 2006, Rahm Emanuel et Chuck Schumer, présidents respectifs du comité de campagne du Parti démocrate pour le Congrès (*Democratic Congressional Campaign Committee*, DCCC)[122] et du comité de campagne du Parti démocrate pour le Sénat (*Democratic Senatorial Campaign Committee*, DSCC)[123], avaient sollicité Dean en vue d'obtenir des fonds pour la réélection de candidats démocrates. Emanuel avait ainsi demandé à Dean de leur procurer entre 150,000 et 200,000 dollars pour chacune des quarante courses électorales ciblées. Lorsque Dean s'obstina à ne vouloir octroyer des fonds qu'au titre de sa stratégie des cinquante États, ses relations avec Emanuel, en particulier, se corsèrent, mettant en lumière deux conceptions fondamentalement opposées du Parti démocrate : alors qu'Emanuel et Schumer attendaient de Dean qu'il finance le parti, trouvant absurde d'investir dans des États rouges tel que le Mississippi, Dean entendait précisément le réformer[124]. Paul Begala, ancien conseiller de Bill Clinton, avait fait écho aux doléances d'Emanuel et Schumer lorsqu'il avait énoncé : « He says it's a long-term strategy. What he has spent it on, apparently, is just hiring a bunch of staff people to wander around Utah and Mississippi and pick their nose »[125]. En septembre, les deux parties parvinrent finalement à un accord : Dean accepta de transférer 2,4 millions de dollars au DCCC et 5 millions au DSCC, ce qui permit de temporairement apaiser les tensions, sans toutefois résoudre le vrai problème de fond, à savoir le dilemme entre l'importance de remporter les élections et l'intérêt d'un investissement de long terme dans les partis locaux[126].

Les dissensions au sein du parti se traduisirent également par une volonté de confronter l'establishment du parti en promouvant des candidatures alternatives dans le but de rivaliser avec des élus démocrates sortants. Comme l'explique Robert Boatright, c'est d'ailleurs précisément dans le contexte des élections de 2004 et 2006 que le verbe « to primary », désignant le fait d'organiser une campagne pour les primaires dans le but d'évincer un candidat

[121] Balz, "Democrats' Grass Roots Shift the Power."
[122] Il s'agit de l'organisme officiel chargé de soutenir les candidats démocrates aux élections à la Chambre des représentants des États-Unis.
[123] Il s'agit de l'organisme officiel chargé de soutenir les candidats démocrates aux élections sénatoriales aux États-Unis.
[124] Berman, *Herding Donkeys*, 108.
[125] Bai, "The Inside Agitator."
[126] Bai, "The Inside Agitator."

sortant, a fait son entrée dans le lexique politique étatsunien[127]. Cette méthode n'était en réalité pas nouvelle et s'inspirait d'une stratégie popularisée par l'organisation politique conservatrice *Club for Growth*, qui avait entreprit de cibler des Républicains soupçonnés de ne pas être assez conservateurs, surnommés « Republican In Name Only » (littéralement, « républicain de nom uniquement »). Cette stratégie fut, par la suite, mobilisée par les nouveaux progressistes dans le contexte des élections de mi-mandat de 2006. En avril, *The Nation* appela ainsi à défier les Démocrates favorables à la guerre en Irak[128]. En Californie, par exemple, Marcy Winograd décida de mettre au défi la représentante Jane Harman, jugée trop accommodante vis-à-vis des politiques de l'administration Bush en général, et de la guerre en Irak en particulier. Pour sa part, l'organisation MoveOn.org entreprit d'identifier des Démocrates considérés comme étant imparfaitement progressistes. Cette hostilité entre la base et l'appareil de direction du parti fut particulièrement mise en évidence lors de la primaire démocrate du Connecticut, qui opposa le sénateur sortant Joe Lieberman à l'homme d'affaires Ned Lamont. Selon le journaliste John Nichols, cette primaire mit en scène une véritable « lutte pour l'âme du parti », opposant la blogosphère progressiste à l'establishment du Parti démocrate[129]. Lamont endossa en effet la même posture populiste que Dean avant lui, se présentant comme un outsider désireux d'affronter des élites démocrates déconnectées des aspirations populaires. Dans une interview accordée au blog *MyLeftNutmeg*, Lamont expliquait :

> Joe has been distant from the state. He's not here as much as he should be. I'll be back every weekend with an eternal debt of gratitude to the people who sent me to Washington. A senator should be there, be accessible, and always be listening[130].

Tout comme Dean, Lamont se distingua de son adversaire en signalant son opposition à la guerre en Irak[131] et en soulignant la proximité idéologique entre Bush et Lieberman[132]. En même temps, Lamont endossa un message au contenu idéologique édulcoré, qui s'inscrivait assez nettement dans le sillage de la rhétorique de la troisième voix :

> I just think [the Democratic Party] is a more entrepreneurial party. I think it's a party that is progressive. I think it's a party that tries to find entrepreneurial solutions to old problems. It's the party that believes that government can make a difference. Not that the government is the solution

---

[127] Robert G. Boatright, *Getting Primaried: The Changing Politics of Congressional Primary Challenges* (E-book; University of Michigan Press, 2013).
[128] John Nichols, "No to Prowar Democrats," *The Nation*, April 20, 2006, https://www.thenation.com/article/archive/no-prowar-democrats/.
[129] John Nichols, "A Fight for the Party's Soul," *The Nation*, July 27, 2006, https://www.thenation.com/article/archive/fight-partys-soul/. Notre traduction.
[130] BranfordBoy, "Lamont Grants MyLeftNutmeg First Blogger Interview," *DailyKos*, January 13, 2006, https://www.dailykos.com/stories/2006/1/13/178185/-.
[131] Moffly Media, "Ned Lamont Makes a Run for the US Senate," Moffly Media, April 19, 2006, https://mofflylifestylemedia.com/ned-lamont-makes-a-run-for-the-us-senate/.
[132] Sam Seder, "Why Ned Lamont Is a Democrat," *In These Times*, March 21, 2006, https://inthesetimes.com/article/why-ned-lamont-is-a-democrat.

to all things, but we have big issues on the table when it comes to American jobs, healthcare, education[133].

Cette année-là, les Démocrates reprirent pour la première fois, depuis 1994, le contrôle des deux chambres du Congrès. Malgré des résultats satisfaisants pour le parti, la stratégie du DNC fut source de tensions au sein de la coalition démocrate, et notamment entre le DNC et les comités de campagne du Parti démocrate à la Chambre et au Sénat, qui se disputèrent le mérite de ces victoires. Pour certains, le succès de la stratégie des cinquante États avait été exagéré[134]. Au lendemain de l'élection, James Carville et Stanley Greenberg affirmèrent, en effet, que les Démocrates auraient pu remporter dix à vingt sièges supplémentaires à la Chambre si Dean y avait investi davantage d'argent, et Carville appela ouvertement à la démission de Dean. Dean contesta, expliquant que le DNC avait dépensé 30 millions de dollars dans les élections de mi-mandat, ce que nièrent les Démocrates du Sénat et de la Chambre : selon eux, le DNC avait investi moins de 12 millions de dollars dans les courses au Congrès[135]. En réalité, le DNC avait en effet dépensé entre sept et neuf millions de dollars pour les courses aux élections sénatoriales et entre deux et trois millions pour les courses à la Chambre des représentants ; la plus grande partie de l'argent dépensé fut consacrée à la construction d'infrastructures démocrates dans des États traditionnellement républicains et à aider les Démocrates à remporter des élections aux échelons locaux.

À l'inverse, d'autres Démocrates contribuèrent au contraire à réhabiliter l'image de Dean. Don Fowler, ancien président du Parti démocrate de Caroline du Sud, dénonça ainsi la tentative de destitution du président du DNC : « Asking Dean to step down now, after last week, is equivalent to asking Eisenhower to resign after the Normandy invasion »[136]. De manière similaire, le nouveau chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid, reconnut le bien-fondé de la stratégie de Dean : « I didn't support [Dean's] running for DNC chair. […] I was wrong. He was right: I support his grassroots Democratic Party-building »[137]. Pour les *Netroots*, le verdict des urnes était sans appel : l'élection symbolisait ni plus ni moins une victoire d'un modèle politique fondé sur le pouvoir du peuple (*people-powered politics*). Selon Jerome Armstrong, les élections de mi-mandat préfiguraient l'influence considérable que viendraient à exercer les cybermilitants et symbolisait un profond renouvellement démocratique :

[133] Moffly Media, "Ned Lamont Makes a Run for the US Senate."
[134] Moffly Media, "Ned Lamont Makes a Run for the US Senate."
[135] Alexander Bolton, "Schumer 'Exploded' after DNC Post-Election Claims," *The Hill*, May 11, 2007, https://thehill.com/homenews/news/11887-schumer-exploded-after-dnc-post-election-claims/.
[136] "The Odd Attack on Dean," *The Nation*, November 22, 2006, https://www.thenation.com/article/archive/odd-attack-dean/.
[137] Bai, *The Argument*, 117.

> No longer will people rely on conventional wisdom to dictate how campaigns are waged. Instead, millions of online activists will guide the campaign strategies of progressives to succeed from this point forward. […] Transparency and accountability are the new rules. No Democrat, no matter how entrenched they are, should feel that they are removed from the power of direct democracy. […] People-powered politics is what won this election for the Democratic Party. With this victory, power is returning to where it belongs in a democracy – with the people[138].

En réalité, bien sûr, les Démocrates avaient largement bénéficié du désenchantement de l'électorat vis-à-vis de la présidence Bush, et en particulier de sa gestion de la guerre en Irak. Les élections de 2006 avaient, en effet, été nationalisées de telle sorte que le scrutin pouvait, dans une large mesure, être analysé comme un vote de sanction à l'égard du pouvoir en place[139]. De plus, les élections de mi-mandat mirent en lumière des divisions au sein de la coalition démocrate. À bien des égards, ces désaccords s'appuyaient toutefois sur un postulat qu'aucun ne semblait remettre en cause et qui consistait à présumer que seuls les enjeux d'argent et de stratégie seraient en mesure de ranimer le Parti démocrate. La question du message démocrate restait étonnement absente de ces débats. S'il est vrai que Dean avait tenté, durant l'été 2005, de mettre en place une réflexion autour du message démocrate – qui aboutit à l'adoption du slogan « Together, America Can Do Better » et à la publication d'une brochure énonçant des revendications aussi vagues qu'évidentes, telles que de meilleurs emplois, une baisse des prix de l'essence ou des soins de santé abordables –, cette initiative ne fit que confirmer l'indétermination qui caractérisait l'identité démocrate[140].

Comme l'explique Paul Krugman dans un article publié en février 2005 et intitulé « The Fighting Moderates », l'élection de Howard Dean en qualité de président du DNC ne représenta aucunement un tournant à gauche au sein du Parti démocrate mais plutôt l'ascendance, au sein du parti, d'une faction composée de « modérés combatifs » (*fighting moderates*), unis par leur opposition aux Républicains plutôt que par un programme idéologique cohérent[141]. Si les *Netroots* et Dean partageaient effectivement une volonté commune d'engager un transfert de pouvoir depuis l'establishment vers les *grassroots* ainsi qu'un désir de confrontation vis-à-vis des Républicains, les deux parties se retrouvaient également dans une attitude éminemment pragmatique qui sous-tendait un message au contenu idéologique édulcoré. En témoignent les mots du blogueur Markos Moulitsas, qui déclara lors d'une interview en 2005 dans le

[138] Jerome Armstrong, "A Victory for People-Powered Politics," *Christian Science Monitor*, November 9, 2006, https://www.csmonitor.com/2006/1109/p09s01-coop.html.
[139] Kamarck, "Assessing Howard Dean's Fifty State Strategy,"
[140] Bai, *The Argument*, 176.
[141] Paul Krugman, "The Fighting Moderates," *The New York Times*, February 15, 2005, https://www.nytimes.com/2005/02/15/opinion/the-fighting-moderates.html.

Washington Monthly : « They want to make me into the latest Jesse Jackson, but I'm not ideological at all. I'm just all about winning »[142].

En effet, les *Netroots* résistent assez largement aux tentatives de catégorisation en tant que « progressiste » ou « conservateur », et leurs rangs comprenaient des individus issus de divers courants idéologiques[143]. Comme l'explique Jerome Armstrong, le combat des *Netroots* portait avant tout sur la démocratisation du Parti démocrate ; en termes de contenu idéologique, le mouvement prônait un retour à une forme de « pragmatisme non-dogmatique » en politique étatsunienne[144]. Plutôt qu'un conflit d'ordre idéologique, le débat entre les *Netroots* et l'establishment démocrate incarnait une bataille pour le contrôle – plutôt que pour l'âme – du Parti démocrate[145]. Le populisme qui caractérisait la rhétorique des *Netroots* et de Dean visait ainsi à promouvoir une forme de démocratisation du Parti démocrate et traduisait une volonté de rupture vis-à-vis de l'establishment du parti, tout en continuant à s'inscrire dans le sillage d'une tradition idéologique modérée. Cette tension entre populisme et modération imprègne également l'ouvrage de Drucilla Badurina et Shawn M. O'Donnell, intitulé *Rebuilding the Democratic Party From the Grassroots: The Ultimate Guidebook for Democrats*[146]. Publié en 2005 par deux militants impliqués dans la campagne présidentielle de John Kerry, en 2004, l'ouvrage prétend vouloir ramener le Parti démocrate à ses origines et à ses valeurs fondamentales et promeut pour cela un réformisme de type organisationnel qui s'inscrit dans une volonté de mobiliser les militants de terrain et d'opérer un transfert de pouvoir depuis l'establishment vers les *grassroots* :

> Only 'outside the beltway' activists who are passionate about politics and core Democratic ideals, values, and vision can restore or create a truly organized, strong, basic structural foundation utilizing technological tools. It will take these intelligent, effective, grassroots organizers to transform the current moribund, myopic, lost-its-way entity into the old fashioned, 21st century, dynamic winning, people powered majority party that the Democratic Party should be[147].

Si la présidence Clinton est effectivement accusée d'avoir durablement affaibli le Parti démocrate, notamment en raison de sa complaisance vis-à-vis des Républicains, les auteurs ne récusent pas tant l'idéologie de la troisième voie que le mode de fonctionnement élitiste du

---

[142] Kevin Drum, "Kos Call," *Washington Monthly*, December 22, 2005, http://washingtonmonthly.com/2005/12/22/kos-call/.
[143] Chris Bowers and Matthew Stoller, "Emergence of the Progressive Blogosphere: A New Force in American Politics," 10 August 2005, https://commonsenseblog.typepad.com/common_sense/files/The-Emergence-of-the-Progressive-Blogosphere.pdf.
[144] Armstrong, "A Victory for People-Powered Politics." Notre traduction.
[145] Matthew Robert Kerbel, *Netroots: Online Progressives and the Transformation of American Politics* (Routledge, 2015).
[146] Drucilla Badurina and Shawn O'Donnell, *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots: The Ultimate Guidebook For Democrats* (iUniverse, 2005).
[147] Badurina and O'Donnell, *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots*, 42.

parti, caractérisé par la prédominance de l'establishment au détriment de ses *grassroots*. Badurina et O'Donnell appellent ainsi à réorganiser les rapports de force au sein du parti, de sorte à opérer un transfert de pouvoir vers la base : « [The Democratic Party's] ideas, infrastructure, and operation must work from the grassroots up, not from Washington insiders down, while incorporating computer technology and the Internet network, or netroots, as an integral, indispensable component in its revitalization »[148]. En termes de contenu idéologique, les auteurs prônent un message « répétitif » et capable de « toucher les électeurs »[149]. Plus loin, ils expliquent que la capacité du Parti démocrate à recouvrer son statut majoritaire dépend fondamentalement de sa réputation en tant que « parti du peuple qui travaille dur et respecte les règles »[150], et énoncent les douze valeurs fondamentales des Démocrates. Celles-ci incluent notamment une croyance en la Constitution (1787) et la Déclaration des droits de 1791, l'adhésion au principe de droits individuels fondamentaux – « à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur » (*Life, Liberty, and the Pursuit of Happiness for All*) – proclamés dans la Déclaration d'Indépendance, ainsi qu'à des principes hautement fédérateurs puisque sans contenu précis, tels que la justice, l'accès aux mêmes opportunités pour tous, la protection de l'environnement, une éducation de qualité, la justice économique, des emplois permettant un salaire décent, la Sécurité sociale, la responsabilité fiscale, le principe de représentation des travailleurs et de négociations collectives, une assurance maladie, des logements et de la nourriture abordables et, enfin, la sécurité intérieure et une vigoureuse politique de défense nationale[151]. En somme, le contenu idéologique promu par ces nouveaux progressistes rejoignait sur bien des points celui de l'establishment démocrate tant admonesté. Aussi peut-on douter des mots de Eli Pariser lorsqu'il annonçait la fin de l'ère de la triangulation[152].

Dans l'optique des *Netroots* et de Dean, le principal problème auquel faisait face le Parti démocrate était en effet lié à un sentiment de déconnexion entre son establishment et ses *grassroots*, ce qui appelait de fait à un transfert de pouvoir vers le bas, et donc à un réformisme de type organisationnel plutôt qu'idéologique. En alliant prisme populiste et contenu idéologique édulcoré, les *Netroots* contribuèrent à occulter le véritable problème de fond, qui reste irrésolu à ce jour, à savoir l'incapacité du Parti démocrate à présenter un message et une identité clairement définis. En parallèle, la faction constituée par les *Netroots* parvint à s'imposer comme un acteur central au sein du Parti démocrate, où elle exerça, pendant un certain temps, une influence significative. En témoigne la popularité de la convention politique

[148] Badurina and O'Donnell, *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots*, 65.
[149] Badurina and O'Donnell, *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots*, 77. Notre traduction.
[150] Badurina and O'Donnell, *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots*. 80. Notre traduction.
[151] Badurina and O'Donnell, *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots*, 82.
[152] Pour les références, voir la citation en début de section.

YearlyKos, par la suite renommée *Netroots Nation*, dont le premier sommet eut lieu à Las Vegas du 8 au 11 juin 2006 et rassembla de grandes figures issues des rangs démocrates tels que Howard Dean, l'ancien sénateur du Nevada Harry Reid, ou encore l'ancienne sénatrice de Californie Barbara Boxer. L'année suivante, l'événement accueillit sept des huit principaux candidats à la nomination démocrate : Hillary Clinton, Chris Dodd, John Edwards, Mike Gravel, Dennis Kucinich, Barack Obama, et Bill Richardson. Consciente de l'influence considérable dont jouissait désormais les *Netroots* au sein de la coalition démocrate, presque toute la constellation d'élites politiques et médiatiques associées au Parti démocrate s'étaient rendues à Chicago pour l'occasion[153]. En 2010, Moulitsas annonça que les blogueurs avaient désormais intégré le *mainstream* démocrate et, s'inscrivant dans le sillage d'une rhétorique post-partisane notamment associée à Barack Obama, expliquait que les *Netroots* n'étaient pas en quête de « pureté idéologique », ajoutant : « Whether they're opportunity or they're investing in our country — whatever those values are, those are American values. They're not left, right, center — they're American values. And we've abandoned them out of fear, and we've got to stop doing that »[154].

Si les *Netroots* avaient, dans une large mesure, déserté la question de l'idéologie démocrate, un autre mouvement au sein de la nébuleuse progressiste, incarné cette fois par de grands donateurs, entreprit de fonder un appareil institutionnel capable d'amplifier le message démocrate, et ce dans le but de pouvoir rivaliser avec l'appareil conservateur. Si ces nantis furent également poussés à l'action par les échecs démocrates lors des élections présidentielles de 2000 et 2004, leur diagnostic et leurs recommandations divergeaient toutefois assez nettement de celles des *Netroots*. Ce furent, en particulier, les résultats des élections de mi-mandat de 2002, qui virent les Républicains reprendre le contrôle du Sénat et, de fait, des deux chambres du Congrès, qui poussèrent à l'action le stratège démocrate Rob Stein. Inquiet de voir les Républicains acquérir un statut majoritaire permanent, Stein s'intéressa tout particulièrement aux lobbys et aux *think tanks* qui incarnaient conjointement le mouvement conservateur, et imagina de nouvelles manières pour permettre aux riches progressistes de peser dans le débat politique[155]. Au printemps 2003, Stein présenta pour la première fois son PowerPoint, intitulé « The Conservative Message Machine's Money Matrix », qui documentait l'avènement d'un mouvement conservateur extrêmement influent dont il traçait les origines au

[153] Ari Melber, "At YearlyKos, Netroots Come of Age," *The Nation*, August 6, 2007, https://www.thenation.com/article/archive/yearlykos-netroots-come-age/.
[154] Mike Allen, "Blogfather Sees Netroots' Growing Clout," *POLITICO*, July 18, 2008, https://www.politico.com/story/2008/07/blogfather-sees-netroots-growing-clout-011865.
[155] Kenneth P. Vogel, "Rob Stein, Who Changed How Politics Is Funded, Dies at 78," *The New York Times*, May 3, 2022, https://www.nytimes.com/2022/05/03/us/politics/rob-stein-dead.html.

fameux *Powell Memo* de 1971[156]. Face à la popularisation des idées conservatrices, rendue possible par la prolifération de tout un ensemble de *think tanks* et de groupes de pression conservateurs, Stein estimait qu'une contre-attaque des progressistes était nécessaire. Démontrant comment l'entreprise de communication conservatrice (*conservative message machine*) avait été alimentée par des dons en provenance de riches contributeurs, et suggérant qu'il incombait aux donateurs – plutôt qu'aux hommes et femmes politiques – de poser les bases d'un mouvement idéologique, Stein parvint à mobiliser un grand nombre de Démocrates et de contributeurs en faveur d'une riposte progressiste.

Celle-ci se cristallisa dans un premier temps autour de l'informel *Phoenix Group* qui, sous la houlette de Stein, fut renommé *Democracy Alliance* en 2004. Il s'agissait d'une coalition regroupant de grands donateurs progressistes, et dont chacun des membres s'engageait à verser une somme de 200,000 dollars par an à des groupes recommandés par l'alliance. Ainsi, un certain nombre d'institutions progressistes, tels que *America Votes*, *Media Matters* ou encore le *Center for American Progress*[157], furent effectivement créées grâce à l'aide de ces donateurs[158]. David Brock, ancien journaliste conservateur devenu démocrate et fondateur de l'organisation *Media Matters*, qui avait bénéficié de dons importants de la part de donateurs progressistes, expliquait : « The right wing in this country has dominated the debate over liberal bias. By dominating that debate, my belief is they've moved the media itself to the right and therefore they've moved American politics to the right. I wanted to create an institution to combat what they're doing »[159].

À l'instar du philanthrope milliardaire George Soros et de son réseau de fondations, la *Open Society Foundations*[160], de grands donateurs progressistes bénéficièrent dès lors d'une influence considérable au sein du Parti démocrate. En effet, les organismes à but non lucratif de type 501(c)(4), qui permettent aux donateurs de déduire leurs dons de leurs impôts sur le revenu, sont devenus un élément incontournable du système de financement des campagnes ces dernières années. Du reste, ce développement fut dans une large mesure permis par l'arrêt

[156] À ce sujet, se reporter au chapitre 3.
[157] Le *Center for American Progress* fut fondé le 24 octobre 2003 par John Podesta. Ce dernier l'envisageait comme l'avant-garde d'un nouveau mouvement progressiste et comme un contrepoids stratégique et idéologique aux institutions conservatrices. L'institution était principalement financée par les dons de quelques familles progressistes aisées, et en particulier George Soros, Peter B. Lewis et Herbert Sandler.
[158] Vogel, "Rob Stein, Who Changed How Politics Is Funded, Dies at 78."
[159] Jim Rutenberg, "New Internet Site Turns Critical Eyes and Ears to the Right," *The New York Times*, May 3, 2004, https://www.nytimes.com/2004/05/03/us/new-internet-site-turns-critical-eyes-and-ears-to-the-right.html.
[160] Cette fondation philanthropique apporta notamment son soutien à des organisations telles que *Black Lives Matter*, MoveOn.org, le *Center for American Progress*, *America Coming Together*, la *Drug Policy Alliance*, ainsi qu'à diverses organisations de soutien aux immigrés, à des campagnes ayant pour objectifs de mettre fin à l'occupation et à la colonisation par Israël des territoires palestiniens, à des groupes en faveur d'une réforme d'une réforme pénale ou encore à des organisations de justice environnementale.

Citizens United v. Federal Election Commission[161], rendu par la Cour suprême des États-Unis en janvier 2010. En abolissant les plafonds de dons pour les comités d'action politique lorsque ceux-ci opèrent indépendamment des partis politiques et des candidats aux élections, la décision a effectivement ouvert la voie à la création et à la généralisation de « Super-PACS »[162] et à la prolifération de fonds de provenance inconnue et exclusivement destinés à influencer les élections (la « dark money »). De fait, il s'est opéré une sorte de transfert de pouvoir vers ces groupes extérieurs, au détriment des partis politiques eux-mêmes[163]. En témoignent les propos de Ed Rendell, ancien gouverneur démocrate de Pennsylvanie et président du DNC de 1999 à 2001 : « It used to be that the party committees were the dominant force, and now that influence has been diminished by the super PACs. […] [The outside groups are] taking part of the responsibilities away from the parties and thereby diminishing the parties' impact »[164]. Si, à l'instar du chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid, les Démocrates dénonçaient de manière virulente la manière dont les frères Koch cherchaient désormais à « acheter le pays »[165], les Républicains s'étaient en réalité très largement inspirés de l'exemple démocrate[166]. En outre, les frères Koch avaient auparavant aussi financé les Démocrates : en 2010, ils avaient contribué à hauteur de 200,000 dollars aux campagnes de candidats démocrates[167]. Le consultant politique républicain Karl Rove avait très justement pointé du doigt l'hypocrisie des Démocrates à ce sujet, lorsqu'il avait expliqué : « Liberal groups with 501(c)(4)'s have been using undisclosed money for years and years and years and years. Once we copied what the liberals did, the liberals got upset. [...] Suddenly, everybody's gotten spun up about it this year »[168]. Tout comme leurs adversaires, les Démocrates courtisaient désormais activement les grands donateurs progressistes[169].

---

[161] *Citizens United v. Federal Election Commission*, 558 U.S. 310 (2010).

[162] Dave Levinthal, "2011 Sees Super PAC Explosion," *POLITICO*, October 6, 2011, https://www.politico.com/story/2011/10/2011-sees-super-pac-explosion-065310.

[163] Kenneth P. Vogel and Alex Isenstadt, "The Party's Over," *POLITICO*, October 28, 2011, https://www.politico.com/story/2011/10/the-partys-over-067046.

[164] Vogel and Isenstadt, "The Party's Over."

[165] Burgess Everett, "Reid Slams Koch Brothers," *POLITICO*, January 30, 2014, https://www.politico.com/story/2014/01/harry-reid-koch-brothers-102859.

[166] Kenneth P. Vogel and Mike Allen, "Rove, GOP Plot Vast Network to Reclaim Power," *POLITICO*, May 6, 2010, https://www.politico.com/story/2010/05/rove-gop-plot-vast-network-to-reclaim-power-036841.

[167] Everett, "Reid Slams Koch Brothers."

[168] Josh Gerstein, "Rove: Obama a Hypocrite on Secret Money," *POLITICO*, October 24, 2010, https://www.politico.com/blogs/politico-now/2010/10/rove-obama-a-hypocrite-on-secret-money-030188.

[169] Kenneth P. Vogel, "Biden's Hush-Hush Donor Address," *POLITICO*, November 18, 2011, https://www.politico.com/story/2011/11/bidens-hush-hush-donor-address-068738; Kenneth P. Vogel, "The Left's Secret Club," *POLITICO*, April 24, 2014, https://www.politico.com/story/2014/04/democrats-democracy-alliance-liberal-donors-105972; Kenneth P. Vogel, "Inside the Vast Liberal Conspiracy," *POLITICO*, June 23, 2014, https://www.politico.com/story/2014/06/inside-the-vast-liberal-conspiracy-108171.

Du reste, si des organisations telle que la *Democracy Alliance* entendaient effectivement « promouvoir un programme politique progressiste »[170], elles se trouvèrent *in fine* confrontées aux mêmes limites que les *Netroots*, échouant à engager une réflexion sur la nature du libéralisme démocrate. Dans *The Argument*, Matt Bai explique que si les millionnaires progressistes prétendaient inscrire leur action dans le sillage des conservateurs des années 1970, leur situation était en réalité bien différente ; comme dans le cas des blogueurs, ces acteurs se trouvaient davantage unis par une aversion vis-à-vis du Parti républicain que par une idéologie commune et distinctive[171]. En somme, le projet de Stein s'était principalement intéressé aux enjeux de financement et d'infrastructure, sans jamais questionner la pertinence du message démocrate. Au-delà de certains principes très généraux, et malgré quelques tentatives timides de proposer une réflexion sur l'idéologie démocrate[172], les donateurs progressistes, ainsi que les dirigeants politiques, s'avérèrent incapables de s'accorder sur les idées qu'ils souhaitent promouvoir[173]. Lors d'un discours prononcé à l'occasion d'une rencontre de la *Democracy Alliance*, en novembre 2006, l'ancien gouverneur démocrate de New York Mario Cuomo (1983-1994) avait précisément pointé du doigt cette déficience, accusant le Parti démocrate de n'être qu'une coquille vide :

> So what happens? You seize the biggest idea you can, the biggest idea you can understand. And this is what moves elections. […] Now it's 2006 and we're all rejoicing. Why? Because of Iraq. A *gift*. A gift to the Democrats. A lot of whom voted for the war anyway. If Iraq is not an issue, then what issues do we have to talk about? [...] Where does that leave you? It leaves you in the same position you were in in 2004 – without an issue. Because you have no big idea[174].

John Podesta fit également écho à ce sentiment de déréliction, affirmant : « We still haven't cracked the *übermessage*. We still haven't gotten into people's minds a picture of what a progressive America would look like »[175].

---

[170] Democracy Alliance, "Democracy Alliance Investment Recommendations," Spring 2014, 7, https://www.documentcloud.org/documents/1202744-da-portfolio2012-2014-042714. Notre traduction.
[171] Bai, *The Argument*, 110.
[172] À titre d'exemple, Andrei Cherny et Kenneth Baer fondèrent durant l'été 2006, le magazine *Democracy: A Journal of Ideas*, qui avait pour objectif de créer un forum dans lequel des penseurs démocrates pourraient proposer de nouvelles façons d'envisager les politiques démocrates en termes de politique étrangère et intérieure sans forcément avoir à adhérer à un camp idéologique en particulier.
[173] Ari Berman, "Big $ for Progressive Politics," *The Nation*, September 28, 2006, https://www.thenation.com/article/archive/big-progressive-politics/.
[174] Cité dans Bai, *The Argument*, 300.
[175] Bai, *The Argument*, 297.

2. La crise de 2008 et la montée des populismes.

> Today's populism is firmly rooted in 2008. The bailouts not only fostered distrust of corporations, but cemented the notion that elites always do well while regular people pay the price.
>
> Brendan Buck (2023)[176].

> I understand the frustrations being expressed in those protests. […] In some ways, they're not that different from some of the protests that we saw coming from the Tea Party. Both on the left and the right, I think people feel separated from their government. They feel that their institutions aren't looking out for them.
>
> Barack Obama (2011)[177].

En mobilisant une conception « par-le-bas » du populisme[178], nous proposons d'analyser la manière dont des mouvements contestataires de facture populistes tels que le *Tea Party* et *Occupy Wall Street* ont, dans le sillage de la crise économique et financière de 2008, mit en lumière une crise de la représentation aux États-Unis[179]. Nous verrons, en effet, que ce « moment populiste »[180] traduisit une désaffection vis-à-vis de la classe politique et du statu quo : celle-ci s'exprima d'abord à droite, avec l'émergence, dès le début de la présidence Obama, du mouvement dit du *Tea Party*, puis à gauche, avec l'émergence, le 17 septembre 2011, d'*Occupy Wall Street* (OWS). Il s'agira ainsi de mettre en évidences les logiques populistes communes qui animent ces deux mouvements et de montrer comment le populisme de droite, incarné dans le *Tea Party* et Donald Trump, se distingue du populisme de gauche, tel qu'il s'exprima dans le mouvement *Occupy* et dans la campagne de 2016 de Bernie Sanders. Nous verrons que si tous deux partagent en effet un même discours anti-élites, qui sous-tend le constat d'un déclin national[181], les explications que mettent en avant ces mouvements, ainsi que la vision du « peuple » et des « élites » qu'ils véhiculent, divergent radicalement. Alors que les membres du *Tea Party* ont tendance à blâmer les individus et des changements de facture culturels, endossant au passage une conception restrictive du « peuple », le populisme de gauche s'efforce au contraire de mettre en lumière une explication systémique et s'appuie sur une vision davantage pluraliste et inclusive du « peuple » auquel il s'adresse[182]. Au reste, il

[176] Peter Baker, "Don't Call It a Bailout: Washington Is Haunted by the 2008 Financial Crisis," *The New York Times*, March 14, 2023, https://www.nytimes.com/2023/03/14/us/politics/bailout-biden-financial-crisis.html.
[177] Barack Obama, interview by Jake Tapper, *Nightline*, ABC News, October 18, 2011, transcript, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/interview-with-jake-tapper-abc-news-nightline.
[178] Meade, "Populist Narratives from Below."
[179] Tommaso Sonno et al., "Financial Crises as Drivers of Populism: A New Channel," *Centre for Economic Policy Research*, July 2022, https://cepr.org/voxeu/columns/financial-crises-drivers-populism-new-channel.
[180] Thomas Frank, *Pity the Billionaire: The Hard-Times Swindle and the Unlikely Comeback of the Right* (Metropolitan Books, 2012).
[181] Frank, *Pity the Billionaire,* 5.
[182] Frank, *Pity the Billionaire,* 7-11.

s'agira également de s'interroger sur l'impact de ces mouvements sur les deux principaux partis politiques étatsuniens ainsi que sur leur corps de doctrine. En effet, nous verrons que, dans le cas du *Tea Party*, comme dans celui de Bernie Sanders, des mouvements *grassroots* ont tenté de noyauter les appareils démocrates et républicains de sorte à en faire des dépositaires d'idéologies.

Du *Tea Party* à Donald Trump : la normalisation du populisme de droite au sein du Parti républicain.

> Populism is not new and it is as American as pumpkin pie. Some populist reactions are healthy for democracy (think of Andrew Jackson in the nineteenth century or the Progressive era at the beginning of the last century), while other nativist populists such the anti-immigrant Know Nothing Party in the nineteenth century or Senator Joe McCarthy and Governor George Wallace in the twentieth century have emphasized xenophobia and insularity. The recent wave of American populism includes both strands.
>
> Joseph S. Nye (2019)[183].

Nonobstant son ancrage originel à gauche, le populisme étatsunien a, au cours du XXème siècle, subit une transmutation vers la Droite, de sorte que coexistent aujourd'hui deux traditions populistes distinctes et concurrentes, idéologiquement aux antipodes l'une de l'autre[184]. En raison de sa grande souplesse idéologique, le langage populiste a ainsi pu être mobilisé par des groupes et acteurs politiques conservateurs afin de dénoncer des élites qu'ils estiment menacer les intérêts et les libertés des gens ordinaires[185]. À l'inverse du populisme de gauche, cette seconde tradition populiste mobilise toutefois une définition plus étroite et ethniquement restrictive du « peuple » auquel elle s'adresse, alléguant l'existence d'une alliance pernicieuse entre les élites libérales au pouvoir et certains groupes sociaux composés d'indigents peu méritants et souvent de couleur, accusés de mettre en péril les intérêts et les valeurs de la majorité de citoyens blancs des classes moyennes[186]. Selon Chip Berlet et Matthew N. Lyons, les mouvements populistes de droite emploient en effet régulièrement des slogans, tactiques et formes d'organisation empruntés à la gauche afin de promouvoir des objectifs réactionnaires[187]. Ces « mouvements populistes répressifs » (*repressive populist movements*) se caractérisent ainsi par la fusion entre une rhétorique populiste anti-élite et une volonté de maintenir, voire de renforcer, les systèmes de hiérarchisation sociale et de distribution du

[183] Joseph S. Nye, "Why Is Populism on the Rise, and What Do the Populists Want?," *The International Economy*, Winter 2019, 13.
[184] Kazin, *The Populist Persuasion*, xiii.
[185] Michael Kazin, "Trump and American Populism: Old Whine, New Bottles," *Foreign Affairs* 95, no. 6 (2016): 17-24, https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-10-06/trump-and-american-populism.
[186] Kazin, "Trump and American Populism," 17-24.
[187] Chip Berlet and Matthew N. Lyons, *Right-Wing Populism in America: Too Close for Comfort* (E-book; The Guilford Press, 2000).

pouvoir, et se définissent par leur hostilité consommée vis-à-vis des avancées sociales et politiques de la gauche[188]. Si ce populisme conservateur fit son apparition sur la scène politique étatsunienne dès les années 1940, ce fut toutefois dans le contexte domestique turbulent des années 1960 que les conservateurs saisirent pleinement le potentiel électoral d'une telle rhétorique[189].

Le mouvement *Tea Party* fut, quant à lui, lancé en février 2009, soit quelques semaines seulement après l'investiture de Barack Obama. Dans une diatribe devenue célèbre contre l'administration en place[190] – qui se trouvait accusée de promouvoir de « mauvais comportements » et de trahir la valeur cardinale et proprement étatsunienne de responsabilité individuelle – Rick Santelli, commentateur sur la chaîne CNBC, appela de ses vœux un soulèvement populaire, posant ainsi les jalons du mouvement *Tea Party* :

> The government is promoting bad behavior. […] Why don't you put up a website to have people vote on the Internet as a referendum to see if we really want to subsidize the losers' mortgages. […] This is America. How many of you people want to pay for your neighbor's mortgage that has an extra bathroom and can't pay their bills? […] We're thinking of having a Chicago Tea Party in July. All you capitalists that want to show up to Lake Michigan, I'm gonna start organizing[191].

Les propos de Santelli firent écho au sentiment de déréliction de nombre d'Américains dont la foi en leur gouvernement avait été profondément érodée par la crise de 2008 et sa gestion par les administrations Bush et Obama[192]. L'activiste conservateur Mark Meckler reconnut ainsi s'être senti soulagé qu'enfin « quelqu'un qui n'était pas un intellectuel de plateau parlait raison à l'antenne et prenait la défense des travailleurs et travailleuses de ce pays »[193]. À travers le pays, des groupes de militants s'organisèrent au niveau local, opérant de manière autonome et sans direction centrale[194]. Dans sa volonté de fonder un mouvement « décentralisé » et sans

---

[188] Berlet and Lyons, *Right-Wing Populism in America*.
[189] Kazin, *The Populist Persuasion*, 3.
[190] Cette diatribe constituait une réponse à un discours sur la crise hypothécaire prononcé par le Barack Obama le 28 février et dans lequel le président annonçait un plan de relance visant à « venir en aide aux familles qui avaient respecté les règles et agit de manière responsable », récusant explicitement toute volonté d'assister les personnes « peu scrupuleuses » et les « irresponsables » (Barack Obama, "Remarks by the President on the mortgage crisis" (speech, Mesa, Arizona 18 February 2009), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-mortgage-crisis#:~:text=For%20Immediate%20Release%20February%2018,to%20be%20back%20in%20Arizona).
[191] The Heritage Foundation, "CNBC's Rick Santelli's Chicago Tea Party," YouTube video, February 19, 2009, https://www.youtube.com/watch?v=zp-Jw-5Kx8k.
[192] David Barstow, "Tea Party Lights Fuse for Rebellion on Right," *The New York Times*, February 16, 2010, https://www.nytimes.com/2010/02/16/us/politics/16teaparty.html.
[192] Dick Armey and Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto* (E-book; William Morrow, 2011).
[193] Mark Meckler and Jenny Beth Martin, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution* (E-book; Henry Holt and Co., 2012). Notre traduction.
[194] Theda Skocpol and Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism* (Oxford University Press, 2011), 8.

autorité dirigeante (*leadersless*)[195], le *Tea Party* incarna dans une large mesure une entreprise *bottom-up* qui entendait rivaliser avec les élites en place et opérer un transfert de pouvoir vers le bas.

En même temps, le mouvement revêtait un caractère décidemment hybride : s'il comprenait de toute évidence une dimension *grassroots*, incarnée par les centaines de groupes autonomes créés à l'échelle locale, il s'est également trouvé en partie coopté par des lobbys conservateurs, et notamment *Freedom Works* et *Americans for Prosperity*[196]. Cette proximité avec des groupes conservateurs extrêmement influents lui a ainsi valu d'être caractérisé de mouvement *astroturf*[197] par la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, notamment, qui avait déclaré : « It's not really a grassroots movement. It's astroturf by some of the wealthiest people in America to keep the focus on tax cuts for the rich instead of for the great middle class »[198]. En effet, ces lobbys conservateurs virent dans l'avènement du mouvement *Tea Party* une opportunité de promouvoir des principes conservateurs chers à leurs yeux tels que la réduction des impôts sur les entreprises et les plus riches, l'abolition des règlementations gouvernementales, ou encore la privatisation de la sécurité sociale et du programme *Medicare*[199]. Au-delà de l'opposition binaire entre mouvement populaire et mouvement *astroturf*, le *Tea Party* doit ainsi se comprendre comme la combinaison de plusieurs forces concomitantes : l'activisme *grassroots* qui a fleuri au niveau local, l'ensemble de donateurs et groupes de pression ultra-libéraux qui ont cherché à tirer profit de cette mobilisation populaire pour avancer leur propre agenda politique, et enfin le réseau de médias et animateurs conservateurs qui ont ouvertement soutenu la cause du *Tea Party*, de *Fox News* aux provocateurs radio en passant par les bloggeurs qui ont contribué à véhiculer le sentiment d'une identité commune[200]. Le *Tea Party* est donc à la fois top-down et bottom-up, *astroturf* et *grassroots*[201], ce qui complique la nature de son discours populiste. Dans ce chapitre, nous nous intéresserons essentiellement au discours populiste porté par les *grassroots*.

Sur le plan des idées, le *Tea Party* symbolisa à bien des égards une volonté de réaffirmation de principes conservateurs traditionnels. Comme l'expliquent Theda Skocpol et

[195] Armey and Kibbe, *Give Us Liberty*.
[196] Vincent Michelot, "Les Tea Parties : entre populisme et conservatisme," *Cités* 45, no. 1 (mai 2011): 147-52, https://doi.org/10.3917/cite.045.0147.
[197] Cette expression désigne l'organisation, par certains lobbies politiques et économiques, de campagnes en apparence issues de la volonté populaire mais qui ne sont en fait qu'une stratégie marketing habilement dissimulée.
[198] Brian Beutler, "Pelosi: This Is Astroturf, Not Grassroots Protest," *TPM – Talking Points Memo*, April 15, 2009, https://talkingpointsmemo.com/dc/pelosi-this-is-astroturf-not-grassroots-protest.
[199] Skocpol and Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, 8.
[200] Skocpol and Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, 12-3.
[201] Berman, *Herding Donkeys*, 294.

Vanessa Williamson, la rhétorique mobilisée par les activistes du *Tea Party* faisait, en effet, clairement écho à la rhétorique reaganienne des « welfare queens » et aux appels à la « majorité silencieuse » de Nixon[202]. En donnant voix au sentiment de désaffection d'une part des citoyens vis-à-vis d'une classe politique jugée corrompue et déconnectée des aspirations populaires tout en défendant la souveraineté du « vrai peuple » – essentiellement entendu comme les membres issus de la classe moyenne blanche – le *Tea Party* peut effectivement être analysé comme incarnant une forme de renouveau de la tradition populiste conservatrice étatsunienne. Cette tension entre nouveauté et continuité est d'ailleurs mise en lumière par Dick Armey et Matt Kibbe dans *Give Us Liberty. A Tea Party Manifesto* (2011), où les auteurs expriment leur volonté de défendre des principes constitutifs de l'identité américaine, s'inscrivant de fait dans le sillage d'une longue tradition conservatrice : « We believe that Americans have always stood up for liberty and possess an innate sense of responsibility to guard their freedoms. In other words, we've always been here. And we're not going away »[203]. En particulier, le mouvement entendait poser les bases d'une « révolution »[204], qui consisterait en une réaffirmation des principes de liberté (entendu dans le sens lockéen d'émancipation vis-à-vis de l'État fédéral), de gouvernement limité (et de responsabilité fiscale), d'individualisme et de patriotisme, et s'appuierait sur une défense virulente de la Constitution étatsunienne. Les activistes du *Tea Party* furent, en effet, très largement poussés à l'action par le constat de la déliquescence du rêve américain, reflété dans le slogan « I want my country back ! ». C'est précisément ce qu'explique Jenny Beth Martin, militante au sein du *Tea Party* et co-auteure de *Tea Party Patriots: The Second American Revolution* (2012): « Lee and I had been raised to respect the value of hard work and self-reliance. We grew up in a country where, if you applied yourself and worked hard, you could live the American dream. We were living that dream before it turned into a nightmare »[205].

Le sentiment de désaffection vis-à-vis des élites politiques, jugées responsables de cet état de fait, constitue à bien des égards l'un des principes fondateurs du *Tea Party*. Mark Meckler et Jenny Beth Martin y font d'ailleurs écho lorsqu'ils dénoncent une classe politique déconnectée des valeurs du vrai peuple et des principes fondateurs du pays :

> As I followed political news, over the years I noted that something strange happened to politicians after they got elected. Not only did they forget about the people who sent them to Washington, they also seemed to forget about the principles that built this nation, and the oath they swore to uphold those principles. Republican or Democrat—it did not seem to matter which side was in power. Either way our government kept getting bigger, our liberties kept getting smaller, and our

[202] Skocpol and Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, 81.
[203] Armey and Kibbe, *Give Us Liberty*.
[204] Meckler and Martin, *Tea Party Patriots*.
[205] Meckler and Martin, *Tea Party Patriots*.

> nation kept moving away from the ideas that made it great. The speed with which we drifted away from the founding principles ebbed and flowed, but the direction never seemed to change[206].

Cette rhétorique populiste se retrouve également dans l'ouvrage de Dick Armey et Matt Kibbe. Les auteurs y exposent, en effet, la manière dont la perte de souveraineté populaire a ouvert la voie à une confrontation entre les élites et le peuple : « It was now the political class versus the American taxpayers »[207]. Cette hostilité vis-à-vis de la classe dirigeante s'accompagnait d'une haine consommée à l'égard du gouvernement fédéral, dont l'incompétence était présentée comme la principale cause de la crise de 2008 :

> You don't have to look far to find the primary causes of the great financial panic of 2008. The origins of the housing bubble, the glut of dodgy mortgage-backed securities, the insolvency of the biggest players in the investment banking industry, and the stock market collapse that led to the creation of the Troubled Asset Relief Program and the Wall Street bailout of October 3, 2008, were all caused by bad government policy. […] It was a tragic tale of systemic government failure[208].

Au principe d'interventionnisme étatique, les membres du *Tea Party* entendaient substituer le principe d'individualisme qu'Armey et Kibbe considéraient être la pierre angulaire du mouvement :

> Members of the Tea Party movement are focused on defending individual freedoms and economic liberty because one does not exist without the other. The overwhelming majority of activists are just responsible citizens trying to defend something they cherish: constitutionally limited government[209].

Toutefois, il convient également de noter que cet antiétatisme dissimulait en réalité une certaine ambivalence à l'égard de l'État fédéral, reflétée dans le slogan « Keep your government hands off my Medicare ». Si les militants du *Tea Party* – dont les rangs se trouvaient en grande majorité peuplés d'hommes blancs issus de couches moyennes et résidant dans des banlieues aisées – se sont effectivement opposés de manière virulente à la réforme du système de santé (le *Patient Protection and Affordable Care Act*[210]) portée par Obama, cette dénonciation allait de pair avec l'acceptation, voire la défense, d'autres programmes sociaux plus anciens, tels que l'assurance-chômage ou *Medicare*, programme national d'assurance maladie destiné aux personnes âgées[211]. En effet, la grande majorité des citoyens étatsuniens se déclarent régulièrement en faveur de ces programmes. En témoigne un sondage publié par le *Pew Reasearch Center* en mai 2017, qui montrait que seulement 12% des personnes sondées se

[206] Meckler and Martin, *Tea Party Patriots*.
[207] Armey and Kibbe, *Give Us Liberty*.
[208] Armey and Kibbe, *Give Us Liberty*.
[209] Armey and Kibbe, *Give Us Liberty*.
[210] *Patient Protection and Affordable Care Act*, 124 Stat. 119 (2010).
[211] Aurélie Godet, « Ascension et déclin du mouvement Tea Party (2009-2013) : Un défaut de leadership ? », *Outre-Terre* 38, no. 1 (janvier 2014): 111.

déclaraient être en faveur d'une réduction des dépenses du programme *Medicaid*, alors que 64% s'y disaient opposées[212]. En outre, si une part plus importante (95%) des Démocrates se réclamaient favorables à un maintien ou à une augmentation des dépenses de santé, plus de la moitié des Républicains (61%) s'y disaient également favorables, et 61% d'entre eux se disaient même disposés à accepter des hausses dans les budgets alloués aux programmes d'assistance économique pour les plus démunis[213]. Ce qui était remis en cause n'était en réalité pas tant l'État central que ses mesures redistributives, perçues comme favorisant des individus et des groupes « non-méritants » (*undeserving*) au détriment du « vrai peuple », considéré comme des ayants-droits légitimes. Dans un article intitulé « Turns Out Republicans Don't Hate Big Government », le chroniqueur Jamelle Bouie explique que ce que dénoncent réellement les Républicains est un État providence mis au service des individus les plus vulnérables au sein de la société[214]. Ainsi, et comme le suggère la diatribe de Rick Santelli, les renflouements mis en place par les administrations Bush et Obama étaient dénoncés au motif qu'ils venaient en aide à des individus irresponsables qui, à ce titre, ne méritaient pas qu'on leur vienne en aide. C'est précisément ce que suggèrent les propos de Mark Meckler et Jenny Beth Martin au sujet des *bailouts* :

> America was in crisis. Markets were melting down. Jobs were evaporating. And fears were springing up that America—and the world's economy—might not survive. Lee and I were not alone in our moment of crisis, but we felt that way. We certainly weren't aligned with what the politicians in Washington, D.C., were saying. It seemed that the government of our country was promoting the idea that everyone deserved a bailout when they got in financial trouble. We didn't think we deserved a bailout. Like most Americans, we believed in taking responsibility for our own situation in life[215].

Du reste, la dénonciation de ces groupes non-méritants recouvrait un biais franchement racial et classiste. Un certain nombre de chercheurs ont mis en évidence les liens entre la dénonciation de l'État-providence et les stéréotypes de classe et de race. Michael Katz démontre ainsi comment le principe d'assistance sociale (*welfare*) a subi dans les années 1950 et 1960 un glissement sémantique de sorte à endosser des connotations essentiellement négatives : s'il signalait au départ un vaste programme progressiste bénéficiant d'un large soutien au sein de la population, le terme devint par la suite synonyme d'aide sociale à destination des plus pauvres, et notamment des mère célibataires, souvent jeunes et de couleur, qui bénéficiaient du programme *Aid to Families with Dependent Children* et étaient perçues comme indignes de

[212] Pew Research Center, "Few Americans Support Cuts to Most Government Programs, Including Medicaid," May 26, 2017, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/05/26/few-americans-support-cuts-to-most-government-programs-including-medicaid/.
[213] Pew Research Center, "Few Americans Support Cuts."
[214] Jamelle Bouie, "Turns Out Republicans Don't Hate Big Government," *The New York Times*, April 21, 2023, https://www.nytimes.com/2023/04/21/opinion/republicans-abortion-guns-big-government.html.
[215] Meckler and Martin, *Tea Party Patriots*.

l'aide qui leur était apportée[216]. Pour sa part, le chercheur Martin Gilens met en lumière le rôle central des stéréotypes raciaux dans l'opposition au système d'assistance sociale. Il éclaire notamment le lien ambigu qu'entretiennent les citoyens avec l'aide sociale, en ce qu'ils apparaissent tiraillés entre leur foi dans le crédo étatsunien de responsabilité individuelle (le fameux « pulling yourself up by your own bootstraps ») et la conviction qu'il appartient à l'État d'assurer les conditions nécessaires à la réussite individuelle et de venir en aide aux individus lorsque leurs efforts ne leur permettent pas de s'en sortir seuls[217]. Comme souvent en politique, c'est donc la question du mérite qui sous-tend la légitimité de l'aide sociale aux yeux des Américains. L'hostilité à l'égard de l'État providence découle du sentiment que les programmes d'aide tendraient à récompenser des pauvres jugés non-méritants, couramment perçus comme étant noirs et moins attachés à l'éthique du travail que leurs concitoyens blancs[218].

Comme dans le cas des *Netroots*, le sentiment anti-élites qui infusait l'idéologie du *Tea Party* se traduisit par une volonté de confrontation vis-à-vis de l'establishment politique des deux partis, et de prise de contrôle de l'appareil républicain dans le but d'en faire le véhicule d'un véritable mouvement idéologique et populaire. Dès le départ, les militants du *Tea Party* énoncèrent en effet leur détermination à imposer une opposition systématique à l'agenda du président démocrate, excluant de fait toute possibilité de coopération bipartisane. Lors d'une rencontre avec les Républicains au Congrès, le président Obama reconnut l'influence qu'exerçait désormais la cohorte du *Tea Party* sur les élus républicains :

> The fact of the matter is that many of you, if you voted with the administration on something, are politically vulnerable in your own base, in your own party. You've given yourselves very little room to work in a bipartisan fashion because what you've been telling your constituents is, 'This guy's doing all kinds of crazy stuff that is going to destroy America'[219].

Animés – comme les *Netroots* – par un idéal de pureté idéologique, les militants du *Tea Party* cherchèrent à purger le Parti Républicain de son establishment, perçu comme trop accommodant vis-à-vis des Démocrates, et ainsi d'en prendre le contrôle[220]. Dick Armey et Matt Kibbe expliquent :

> So if the Tea Party movement wants to be politically effective in turning an ethos into public policy, we need to take over the Republican Party. By seizing control of the party, we can spend

[216] Michael B. Katz, *The Undeserving Poor: From the Gilded Age to the War on Poverty* (Pantheon Books, 1989), 1.
[217] Martin Gilens, *Why Americans Hate Welfare: Race, Media, and the Politics of Antipoverty Policy* (University of Chicago Press, 1999), 2.
[218] Gilens, *Why Americans Hate Welfare*, 3.
[219] Barstow, "Tea Party Lights Fuse for Rebellion on Right."
[220] Marion Douzou, « Du Tea Party à Donald Trump : la radicalisation du Parti républicain aux États-Unis », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, no 152 (avril 2022): 152, https://doi.org/10.4000/chrhc.18635.

> our time focused on ideas and use the party infrastructure that has been built over the past 156 years[221].

Pour arriver à leurs fins, les militants du *Tea Party* endossèrent à leur tour une stratégie dite de « primarying », visant à mettre au défi des candidats républicains sortants. L'efficacité d'une telle stratégie fut mise en lumière par les élections de mi-mandat de 2010 qui, qualifiées de « vague rouge »[222], permirent aux Républicains de remporter 63 sièges au sein de la Chambre des représentants, 6 au sein du Sénat, 6 postes de gouverneur, pas moins de 720 sièges au sein d'assemblées législatives et de faire basculer aux mains des Républicains le contrôle de 22 États[223]. Marquées par la défaite, lors des primaires républicaines, d'un grand nombre de politiciens républicains chevronnés au profit de candidats estampillés *Tea Party*, ces élections permirent au *Tea Party* de gagner en visibilité et ainsi de se faire connaître auprès du grand public[224]. En effet, ces élections furent l'occasion pour les militants *Tea Party* de porter dans le débat public la question du manque de représentativité de l'élite politique et de faire primer les valeurs sur les questions de stratégie et de pragmatisme électoral, au risque de voir les candidats républicains perdre face à leurs adversaires.

Cette approche fut notamment mise en évidence lors d'une élection spéciale pour le siège de représentant de la 23ème circonscription de New York, organisée à la suite de la nomination du républicain John M. McHugh au poste de Secrétaire des Armées. Ce scrutin permit aux militants du *Tea Party* de mettre au défit la candidate de l'establishment républicain Dede Scozzafava – considérée comme imparfaitement dévouée aux valeurs conservatrices (sur les questions de fiscalité mais également sur celles des droits des homosexuels et du droit à l'avortement) –, en soutenant la candidature alternative de l'entrepreneur conservateur Doug Hoffman. Silvan Johnson, militante conservatrice et soutien de la candidate pro-*Tea Party* Sarah Palin, expliquait : « Both parties seem to be more for big government. […] The Republicans need to learn that the people they are running [for office] do not represent the views of the people »[225]. Finalement, l'élection se solda par la résignation de Scozzafava, qui quitta la course trois jours avant la tenue des scrutins, et la victoire du candidat démocrate Bill

---

[221] Armey and Kibbe, *Give Us Liberty*.
[222] Mark Leibovich and Ashley Parker, "Tea Partiers and Republican Faithful Share Exuberant Celebrations," *The New York Times*, November 3, 2010, https://www.nytimes.com/2010/11/03/us/politics/03scene.html.
[223] Skocpol and Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, 4.
[224] Dans le Delaware, la candidate Christine O' Donnell parvint à défaire le représentant Michael N. Castle lors des primaires républicaines. Sa campagne se solda néanmoins par une défaite. En Floride, le candidat Marco Rubio obtient également la nomination de son parti en surclassant le gouverneur Charlie Crist, et remporta dans la foulée le siège de sénateur. Dans le Nevada, la candidate Sharon Angle s'imposa à son tour lors des primaires républicaines et passa à deux doigts d'une victoire contre Harry Reid, chef du Parti démocrate.
[225] Janet Hook, "Race in N.Y. Finds GOP at Crossroads," *The Seattle Times*, October 28, 2009, https://www.seattletimes.com/seattle-news/politics/race-in-ny-finds-gop-at-crossroads/.

Owens dans une circonscription pourtant historiquement acquise aux Républicains[226]. L'élection éclaira la controverse idéologique qui animait le Parti républicain à l'échelle nationale, opposant l'establishment du parti à une faction plus ouvertement conservatrice, incarnée par le *Tea Party*. Alors que les premiers estimaient qu'il convenait de modérer le message républicain afin d'attirer dans le giron du parti l'électorat indépendant, les seconds prônaient, à l'instar de l'ancien représentant du Texas Dick Army, une approche militante, dont les mérites avaient supposément été mis en lumière par la vague de mobilisation *grassroots* occasionnée par ces candidats anti-establishment :

> My own view right now is the myth that you have to be a moderate – a Democrat lite – to win in the Northeast probably has less standing now than in any time since I've been in politics. The small-government candidate in the Republican Party – or running as an independent – is going to be the one to draw the energy of these voters[227].

En dernière analyse, si les résultats des élections ne permirent pas de postuler une victoire incontestable du *Tea Party*[228], elles permirent toutefois à ce mouvement d'acquérir une notoriété nationale et mirent en évidence une volonté forte de la part d'une frange de l'électorat – souvent nouvellement acquise au militantisme – de « sortir les sortants » (*vote incumbents out !*). En conséquence, les militants du *Tea Party* s'imposèrent comme des acteurs centraux au sein de la nébuleuse républicaine, et parvinrent dans le même temps à inscrire dans le *maintream* des positions auparavant considérées comme trop extrêmes[229]. Pour Geoffrey Kabaservice, le mouvement du *Tea Party* avait ainsi poussé le Parti républicain vers une forme d'extrémisme[230]. Ce faisant, il ouvrit dans une large mesure la voie à la candidature victorieuse de Donald Trump à l'investiture républicaine en 2016, ainsi qu'à l'avènement d'un populisme réactionnaire au sein du Parti républicain.

En effet, si la nomination, puis l'élection, de Donald Trump à la présidentielle survint dans un contexte global de désaffection de l'électorat vis-à-vis des élites politiques[231], ce fut plus particulièrement le précédent posé par le *Tea Party* qui permit à Trump de s'imposer au sein du Parti républicain[232]. En popularisant un discours de facture populiste ancré dans une

---

[226] Adam Nagourney and Jeremy W. Peters, "G.O.P. Moderate, Pressed by Right, Abandons Race," *The New York Times*, October 31, 2009, https://www.nytimes.com/2009/11/01/nyregion/01upstate.html.
[227] Nagourney and Peters, "G.O.P. Moderate, Pressed by Right, Abandons Race."
[228] Nate Silver, "Assessing the G.O.P. and the Tea Party," *FiveThirtyEight*, September 20, 2010, https://fivethirtyeight.com/features/assessing-the-g-o-p-and-the-tea-party/.
[229] Geoffrey Kabaservice, *Rule and Ruin: The Downfall of Moderation and the Destruction of the Republican Party, From Eisenhower to the Tea Party* (Oxford University Press, 2013), 387.
[230] Kabaservice, *Rule and Ruin*, 388.
[231] Richard S. Conley, *Donald Trump and American Populism* (Edinburgh University Press, 2020), 8.
[232] Kristin Haltinner, "Paving the Way for Trump: The Tea Party's Invisible Influence on the 2016 Election," in Lise Esther Herman and James Muldoon, *Trumping the Mainstream: The Conquest of Democratic Politics by the Populist Radical Right* (Routledge, 2018).

politique du ressentiment[233], et en poussant le Parti républicain vers la droite[234], le *Tea Party* permit effectivement l'avènement d'un populisme de droite au sein du Parti républicain et posa ainsi les jalons du mouvement trumpiste[235]. Le *Tea Party* et Donald Trump partagent en effet un même cadrage populiste, marqué par une opposition systématique aux « élites » et à l'« establishment » du Parti républicain, ainsi que par la prétention de parler au nom du « peuple », dont il s'agirait de restaurer la souveraineté face à l'assaut d'une élite perçue comme corrompue. Lors d'un discours prononcé en Floride le 13 octobre 2016, soit en pleine campagne présidentielle, Donald Trump déclara :

> Our movement is about replacing a failed and corrupt political establishment with a new government controlled by you, the American People. […] The political establishment that is trying everything to stop us, is the same group responsible for our disastrous trade deals, massive illegal immigration, and economic and foreign policies that have bled this country dry. The political establishment has brought about the destruction of our factories and our jobs, as they flee to Mexico, China and other countries throughout the world. […] The establishment and their media enablers wield control over this nation through means that are well known. Anyone who challenges their control is deemed a sexist, a racist, a xenophobe and morally deformed. They will attack you, they will slander you, they will seek to destroy your career and reputation. And they will lie, lie and lie even more. […] The corrupt establishment knows that we are a great threat to their power. They know if we win their power is gone, and it's returned to you the people. […] But it all depends on whether we let the corrupt media decide our future, or we let the American people decide our future[236].

Si Donald Trump mobilise un cadrage populiste similaire à celui du *Tea Party*, il convient toutefois de noter que, là où le *Tea Party* adossa sa rhétorique populiste à une idéologie résolument conservatrice, le populisme de Donald Trump se caractérisa, dans un premier temps, par une certaine indétermination[237], qui concourut de toute évidence à son succès électoral. Dans *The America We Deserve*, publié en 2000 dans le contexte de sa campagne à l'élection présidentielle sous la houlette du *Reform Party*, Trump met en avant son statut d'outsider politique (plutôt qu'un projet de nature idéologique) qui, illustré par son franc parlé (*straight talk*), le distingue, selon lui, radicalement des autres candidats :

> I am definitely a different look. I'm not prepackaged. I'm not plastic. I'm not scripted. And I'm not 'handled.' I tell you what I think. It's quite a departure from the usual office-seeking pols.

[233] Bryan T. Gervais and Irwin L. Morris, *Reactionary Republicanism: How the Tea Party in the House Paved the Way for Trump's Victory* (Oxford University Press, 2018).
[234] Laura A. Bischoff, "GOP Convention to Show Tea Party Influence," *The Atlanta Journal-Constitution*, August 26, 2012, https://www.ajc.com/news/local/gop-convention-show-tea-party-influence/5zBd435C1tVh0DOIaWFETL/.
[235] JiHoon Ko, *Populist Ideology and Electoral Success: A Comparative Analysis of the Tea Party and the Trump Campaign as Populist Movements* (PhD diss., Columbia University, 2022), https://doi.org/10.7916/jntg-w511.
[236] Donald J. Trump, "Remarks at the South Florida Fair Expo Center in West Palm Beach, Florida" (remarks, West Palm Beach, Florida, October 13, 2016), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-south-florida-fair-expo-center-west-palm-beach-florida.
[237] Oliver Darcy, "Rush Limbaugh's Big Concession: 'Are You Admitting Trump Is Not a Conservative? Damn Right I Am!'" *Business Insider*, September 16, 2016, https://www.businessinsider.com/rush-limbaugh-donald-trump-not-conservative-2016-9.

> Maybe the voters would find it refreshing. I guarantee you one thing, they'd find it interesting. After two years of George W. Bush, John McCain, Al Gore, and Bill Bradley running for president, the voters will be bored to death. They'll be looking for a candidate who is straight talking, straight-shooting, beholden to no one, and has proven that he can actually get things done[238].

Dans une large mesure, son approche de la politique s'avéra effectivement « davantage idéationnelle qu'idéologique »[239], escamotant l'exigence de s'inscrire de manière cohérente dans l'une des deux principales traditions idéologiques, progressiste ou conservatrice. En lieu et place de propositions politiques concrètes et cohérentes[240], Trump adossa son argumentaire à une promesse relativement vague de défense du rêve américain :

> Here's the bottom line: Any political leader who won't face the future head-on is putting the American Dream at risk. That dream has made this the best country in history. It's the dream my father and mother dreamed, the one they made come true for our family. It's the one that took me to the top. When you mess with the American Dream, you're on the fighting side of Trump[241].

Du reste, les définitions du « peuple » et des « élites » s'avérèrent bien plus fluides dans le cas de Trump. Alors que le *Tea Party* appuya sa conception du peuple sur une distinction entre les « citoyens productifs » (implicitement entendus comme des citoyens blancs, chrétiens et adeptes des valeurs américaines traditionnelles) et les « parasites » (*freeloaders*) (essentiellement entendus comme recoupant les minorités raciales[242], les immigrés illégaux ainsi que l'élite libérale), la conception trumpiste du « peuple » et des « élites » se révéla, quant à elle, plus illusoire[243]. En effet, cette malléabilité découle dans une large mesure de l'ambiguïté idéologique – le « paradoxe »[244] – qui caractérise le Trumpisme[245]. Ce dernier se trouve tiraillé entre un discours populiste, visant à instrumentaliser les doléances économiques de l'électorat des classes populaires en accusant notamment les « élites fortunées » et les « grandes banques » d'avoir « vendu les ouvriers américains »[246], et une défense virulente de l'individualisme et de la réussite individuelle, qui s'accompagne d'un discours identitaire et xénophobe destiné à exciter le ressentiment racial (et social) de son électorat[247]. De manière similaire au *Tea Party*,

---

[238] Donald J. Trump, *The America We Deserve* (E-book; St. Martins Press, 2000).
[239] Conley, *Donald Trump and American Populism*, 170. Notre traduction.
[240] Trump concentra sa campagne sur les enjeux de commerce, de réduction de la dette de l'État, ainsi que sur une proposition de mise en place d'une couverture santé universelle (*We must have universal healthcare*). En parallèle, il reprit à son compte l'adage conservateur du ruissellement des richesses, arguant qu'une dérèglementation profiterait à tous, et se déclara en faveur d'une économie locale plutôt qu'internationale.
[241] Trump, *The America We Deserve*.
[242] Skocpol and Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, 66.
[243] Ko, *Populist Ideology and Electoral Success,* 37.
[244] David A. Graham, "The Paradox of Trump's Populism," *The Atlantic*, June 29, 2018, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2018/06/the-paradox-of-trumps-populism/564116/.
[245] Graham, "The Paradox of Trump's Populism."
[246] Françoise Coste, « Le conservatisme trumpisé », *La Vie des idées*, octobre 2024, https://laviedesidees.fr/Le-conservatisme-trumpise.
[247] Herman and Muldoon, *Trumping the Mainstream*.

la dichotomie peuple-élite ne se trouve donc pas adossée à une rhétorique de lutte des classes mais à un prisme essentiellement identitaire[248]. Comme l'explique Françoise Coste, la cohérence n'est effectivement pas la priorité de Trump ; ce que propose le Trumpisme est avant tout « une inversion accusatoire où la Gauche démocrate remplace la Droite républicaine comme ennemie du peuple dans l'imaginaire collectif des Américains »[249]. Trump alimenta d'ailleurs délibérément la confusion sémantique autour des notions de « peuple » et d'« élite », comme en témoignent ses propos lors d'un discours de campagne prononcé le 5 août 2018 dans l'Ohio, où, dans un détournement de la matrice populiste, il se déclara, et déclara ses électeurs, être les représentants de la « vraie » élite :

> They call them the elite. These people. I look at them, I say, that's elite? We've got more money and more brains and better houses and apartments and nicer boats. We are smarter than they are. They say the elite. We are the elite. You are the elite. […] They've been stone-cold losers, the elite. Let's keep calling them the elite. […] Let's call ourselves the super elite[250].

Comme le rappelle David Graham, cette rhétorique peut s'expliquer par le fait que la part de l'électorat aux revenus les plus modestes, contrairement aux dires de certains analystes, avait en réalité voté pour Hillary Clinton lors de l'élection présidentielle de 2016, alors que l'électorat de Donald Trump était principalement composé de personnes effrayées à l'idée de perdre leur statut social[251]. Elle peut également s'expliquer par le fait que, comme le souligne Jan-Werner Müller, les populistes n'ont rien contre l'« élite » dès lors qu'ils en sont eux-mêmes l'incarnation[252].

Sous l'influence de ses conseillers, et notamment Steve Bannon[253], le populisme de Donald Trump s'est toutefois progressivement arrimé à une idéologie nettement conservatrice et xénophobe, comme en témoigne son association (désavouée, mais largement admise[254]) avec le Projet 2025 de la très conservatrice *Heritage Foundation*[255]. Au terme de son premier mandat,

---

[248] Voir notamment : Pippa Norris and Ronald Inglehart, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism* (Cambridge University Press, 2019); Olivier Richomme, "It's the Identity, Stupid," *Pouvoirs* 172, no. 1 (janvier 2020): 99–110, https://doi.org/10.3917/pouv.172.0099.

[249] Coste, « Le conservatisme trumpisé ».

[250] Donald J. Trump, "Campaign Speech" (speech, Lewis Center, Ohio, August 4, 2018), Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=r8HOvlqckeU.

[251] Graham, "The Paradox of Trump's Populism."

[252] Se reporter à l'introduction.

[253] Steve Bannon est le cofondateur de Breitbart.com, un site internet « nationaliste blanc » et fut l'architecte de la stratégie de campagne de Donald Trump en 2016. Il devint par la suite un des conseillers principaux de Trump.

[254] Robert Tait, "Republicans Call Trump's Move to Distance Himself from Project 2025 'Preposterous,'" *The Guardian*, July 8, 2024, https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/jul/08/trump-project-2025; Justin Klawans, "The Heritage Foundation's Project 2025 Wants to Reshape America under Trump," *The Week*, August 16, 2024, https://theweek.com/politics/heritage-foundation-2025-donald-trump.

[255] Le « Project 2025 », aussi intitulé *Mandate for Leadership*, a été envisagé pour offrir une feuille de route au candidat républicain en cas de succès électoral. Long de plus de 900 pages, ce document se donne pour objectif d'*« institutionnaliser le trumpisme »* – autrement dit de proposer un programme cohérent derrière lequel pourrait se ranger toutes les nuances de la droite ultraconservatrice américaine et une méthode pour mettre en œuvre

et comme en témoigne sa campagne victorieuse à l'élection présidentielle de 2024, Donald Trump est finalement parvenu à inscrire un discours populiste de facture xénophobe et réactionnaire dans le *mainstream* politique[256], et à substantiellement redéfinir l'idéologie et la réputation du Parti républicain[257]. En effet, si le cadrage populiste de sa campagne de 2016 bénéficiait d'une certaine plasticité idéologique – que d'aucuns méprirent pour une forme de modération[258] –, la campagne de 2024 confirma le tournant droitier qu'avait pris le parti sous sa présidence, notamment reflété dans ses prises de position sur les questions d'immigration[259], d'éducation[260], ou encore de droits LGBTQ+[261].

De *Occupy Wall Street* à Bernie Sanders : le populisme de gauche comme réponse à la crise identitaire du Parti démocrate.

> We want freedom for all, without regards for identity, because we are all people, and because no other reason should be needed. However, this freedom has been largely taken from the people, and slowly made to trickle down, whenever we get angry.
>
> OccupyWallStreet (2011)[262].

> This is what democracy looks like!
>
> Protest chant in Seattle (1999).

rapidement et efficacement ce programme. Le projet entend notamment démanteler une grande partie des ministères et des agences publiques existantes, à commencer par celles qui sont chargées de l'environnement et du climat, et licencier en masse les fonctionnaires fédéraux pour les remplacer par des loyalistes formés et triés sur le volet. (Olivier Petitjean, « "Project 2025," ou comment la droite américaine imagine une seconde présidence Trump », *Observatoire des multinationales*, 5 novembre, 2024, https://multinationales.org/fr/actualites/project-2025-ou-comment-la-droite-americaine-imagine-une-seconde-presidence).

[256] Herman and Muldoon, *Trumping the Mainstream.*

[257] Dan Hopkins, "How Trump Has Redefined Conservatism," *FiveThirtyEight*, June 24, 2021, https://fivethirtyeight.com/features/how-trump-has-redefined-conservatism/.

[258] Matthew Yglesias, "Democrats Are Learning the Wrong Lesson from Donald Trump," *Vox*, July 2, 2019, https://www.vox.com/2019/7/2/20677656/donald-trump-moderate-extremism-penalty.

[259] Si le programme de 2016 promettait déjà la construction d'un mur à la frontière mexicaine, celui de 2024 appelle à une militarisation complète de la frontière, qui fait écho à sa description de l'arrivée de migrants à la frontière sud comme représentant une « invasion » du pays. Le programme promet notamment la mise en place du « plus grand programme d'expulsions de l'histoire étatsunienne ». (Republican Party, "Republican Party Platform," The American Presidency Project, University of California, Santa Barbara, July 8, 2024, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2024-republican-party-platform.) Notre traduction.

[260] Faisant écho à la rhétorique anti-woke déjà présente dans le programme de 2016, le document met en avant une volonté de faire barrage à l'« endoctrinement de genre » (*gender indoctrination*) et s'engage à fermer le département de l'éducation afin de transférer le pouvoir décisionnaire aux États fédérés.

[261] Le programme 2024 assure vouloir mettre un terme au « délire » de la théorie de genre émanant de la gauche et endosse une vision reposant sur une séparation homme/femme traditionnelle : « We will keep men out of women's sports, ban Taxpayer funding for sex change surgeries, and stop Taxpayer-funded Schools from promoting gender transition, reverse Biden's radical rewrite of Title IX Education Regulations, and restore protections for women and girls ».

[262] OccupyWallStreet, "A Modest Call to Action on this September 17th," OccupyWallSt.org, September 17, 2011. Cité dans: Lenny Flank, *Voices From the 99 Percent: An Oral History of the Occupy Wall Street Movement* (Red and Black Publishers, 2011), 21.

Occupy Wall Street (OWS) a fait irruption sur la scène politique et médiatique étatsunienne à l'automne 2011. Marqué par le sceau de la nouveauté[263], ce mouvement national incarna en premier lieu une réaction à la crise du logement et de l'économie qui débuta en 2007 et fut caractérisée par un ralentissement significatif de l'activité économique étatsunienne, une explosion du taux de chômage, ainsi qu'un creusement des inégalités économiques[264]. L'année 2011 représenta à bien des égards une résurgence de la mobilisation populaire, tant au niveau des États-Unis[265] qu'au niveau mondial[266]. Dans un contexte de désaffection vis-à-vis du système politique et économique en place, OWS incarna un sursaut populiste qui chercha à profondément refonder le système politique et économique et à recentrer le débat public sur la question des inégalités. Après une longue période de relative apathie, la gauche semblait s'être finalement sortie de son mutisme, annonçant pour certains l'avènement d'une « nouvelle ère progressiste »[267], ainsi que le retour d'une ancienne variété de populisme économique qui, inspirée du *New Deal*, avait été largement délaissée par le Parti démocrate[268].

Le 2 février 2011, le magazine anticapitaliste canadien *Adbusters* avait publié un billet de blog dans lequel l'auteur s'interrogeait sur la possibilité de fomenter un mouvement populaire sur le modèle du mouvement des Places aux États-Unis :

> Revolutions are not unplanned and leaderless events. Nor do they happen like 'spontaneous combustion.' The mass protests that have erupted in Cairo's Midan Tahrir square, and are close to toppling Mubarak's regime, were orchestrated by a handful of Internet savvy organizers known as the April 6 Youth Movement. […] Could an uprising like this happen in America?[269]

Le même mois, une série d'articles publiés par le journaliste et activiste américain David DeGraw sur le site internet *AmpetStatus.com* posa les jalons d'une telle révolte dans le contexte étatsunien. Le premier volet de cette série, intitulé « The Economic Elite vs. The People of the

---

[263] Michael A. Gould-Wartofsky, *The Occupiers: The Making of the 99 Percent Movement* (Oxford University Press, 2015), 3.
[264] Voir supra.
[265] À l'échelon des États-Unis, la « révolte du Wisconsin », survenue entre février et juin 2011, représenta une véritable levée de boucliers contre la réduction des dépenses publiques et la suppression du droit de discuter des conventions collectives du secteur public que préconisait le gouverneur républicain Scott Walker.
[266] Cette période fut notamment marquée par les soulèvements du « Printemps arabe », un mouvement de révolte populaire contre des gouvernements autoritaires qui, parti de Tunisie, gagna ensuite l'Égypte, puis plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient. L'année 2011 vit également naitre le « mouvement des Places », ou « mouvement des indignés ». Né le 15 mai 2011 sur la *Puerta del Sol* à Madrid, en Espagne, et influencé par le « Printemps arabe », ce mouvement anti-austérité s'étendit progressivement à travers le monde, et notamment à la Grèce, aux États-Unis, en Turquie, à Hong-Kong ou encore en France sous des labels variés (« 15M », « *Occupy* », « *Gezi* », « révolution des parapluies », « Nuit debout »).
[267] Jeffrey D. Sachs, "The New Progressive Movement," *The New York Times*, November 12, 2011, https://www.nytimes.com/2011/11/13/opinion/sunday/the-new-progressive-movement.html.
[268] Joshua Green, *The Rebels: Elizabeth Warren, Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez, and the Struggle for a New American Politics* (Penguin Press, 2024).
[269] Kono Matsu, "A Million Man March on Wall Street," *Adbusters*, February 2, 2011, https://web.archive.org/web/20150402104218/https://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/million-man-march-wall-street.html.

United States »[270], fut publié le 15 février 2010. DeGraw y dénonçait avec virulence un système politique et économique corrompu qui ne bénéficiait qu'à une infime minorité et appelait « les 99% » à s'insurger contre des élites radicalement déconnectées de la volonté populaire :

> It's time for 99% of Americans to mobilize and aggressively move on common sense political reforms. Yes, of course, we all have very strong differences of opinion on many issues. However, like our Founding Fathers before us, we must put aside our differences and unite to fight a common enemy. It has now become evident to a critical mass that the Republican and Democratic parties, along with all three branches of our government, have been bought off by a well-organized Economic Elite who are tactically destroying our way of life. The harsh truth is that 99% of the US population no longer has political representation. The US economy, government and tax system is now blatantly rigged against us[271].

Quelques mois plus tard, alors que son site avait été mystérieusement hacké, DeGraw collabora avec le groupe *Anonymous* pour former une nouvelle plateforme nommée *A99*. En mars 2011, le groupe appela à l'occupation de Zuccotti Park, situé près de Wall Street, centre nerveux du capital mondial. Ce même groupe s'allia par la suite avec un autre groupe new yorkais, la *New York City General Assembly*, qui s'opposait aux mesures d'austérité budgétaire de la ville. Le 13 juillet, le magazine *Adbusters* publia une affiche surprenante exhibant le hashtag #OccupyWallstreet, et appelant à une occupation de Wall Street le 17 septembre : « Are you ready for a Tahrir moment? On Sept 17, flood into lower Manhattan, set up tents, kitchens, peaceful barricades and occupy Wall Street »[272]. Le 2 août eût lieu la première « assemblée générale » de la ville de New York ; les activistes y dénoncèrent notamment la « dictature des banques » ainsi que le simulacre de démocratie qu'offrait la politique étatsunienne[273]. L'occupation en elle-même commença à la date fixée par *Adbusters* et rassembla dans un premier temps autour d'un millier de personnes à Zuccotti Park. Dès le quatrième jour de l'occupation, la police de New York entreprit d'appréhender violemment des militants, ce qui permit à OWS d'attirer une importante attention médiatique et de gagner en popularité[274]. Celle-ci fut également renforcée par l'usage intensif des blogs et réseaux sociaux tels que *Twitter*, *Facebook*, *Tumblr* ou encore *YouTube* qui favorisèrent l'élargissement de la communauté et facilitèrent l'identification des citoyens au mouvement. Des milliers de groupes d'*Occupy*

---

[270] David DeGraw, "The Economic Elite Vs. The People of the United States of America," *WordPress*, 2015, https://httpcreachmichelblog.files.wordpress.com/2015/05/nwo-econelite_vs_peopleusa.pdf.
[271] DeGraw, "The Economic Elite Vs. The People of the United States of America," 2.
[272] Adbusters, "#OCCUPYWALLSTREET," *Adbusters*, July 13, 2011, https://web.archive.org/web/20111115012739/http://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/occupywallstreet.html.
[273] Michael Otto, "Aug 2, 2011 Larry Holmes Speaks for Bail Out the People: People's Assembly at the Wall Street Bull" (YouTube video, August 5, 2011), https://www.youtube.com/watch?v=hs07YmO_wdM.
[274] Ce jour-là, deux policiers furent filmés en train de pulvériser deux jeunes femmes pacifistes de spray anti-agression. Les images, publiées sur *YouTube*, suscitèrent une vague de sympathie en faveur du mouvement. Le 1er octobre, plus de 5000 manifestants défilèrent sur le *Brooklyn Bridge*, menant à l'arrestation musclée de 700 protestataires non violents et renforçant encore la sympathie pour le mouvement.

furent ainsi créés à travers le pays et le phénomène s'implanta dans plus de 80 pays, en faisant un phénomène proprement mondial[275]. Un mois plus tard, le 15 novembre, les autorités appelèrent à l'évacuation du parc, marquant ainsi dans une large mesure la fin officielle du mouvement, qui se scinda début 2012 en différents groupes militants comprenant notamment « Occupy our Homes », destinée à défendre les propriétaires menacés de saisie, « F the Banks », porteur d'une revendication de démantèlement des banques, « strike Debt », mouvement de débiteurs, ou encore « Occupy the Pipeline », opposé à la fracture hydraulique.

Si OWS attira à tel point l'attention médiatique et la sympathie d'une part importante de la population, c'est d'abord parce que le discours porté par ses militants fit écho à une colère populaire très largement répandue au sein de la société étatsunienne. Incarnant en premier lieu une réaction à la gestion de la crise financière par les élites politiques, que reflétait le slogan « You Got Bailed Out, We Got Sold Out »[276], et au creusement des inégalités économiques, l'analyse de OWS se voulait en réalité davantage systémique, véhiculant une critique acerbe des arrangements politiques et économiques du pays et du fonctionnement de la démocratie étatsunienne. Dans cette optique, et de façon similaire à la politisation de la question monétaire par les Populistes de la fin du XIXème siècle, la question des inégalités symbolisait en réalité une demande plus vaste de refonte radicale du système[277]. S'inscrivant dans une diversité de courants idéologiques[278], et notamment la tradition (néo-)anarchiste[279], dont étaient issus certains de ses activistes à l'image de David Graeber et Marina Sitrin, qui avaient tous deux été impliqués dans les mouvements altermondialistes des années 1990, OWS se définissait a minima par son inscription dans la longue tradition contestataire remontant au mouvement populiste de la fin du XIXème siècle :

> Similar to the late Nineteenth Century Populist movement, composed of farmers aggrieved at how the banks manipulated the credit system to the disadvantage of the 'producers of wealth,' and early Twentieth Century Progressive reformers who aimed to regulate 'big business, OWS challenged the existing structures of power which served the interests of a privileged and select few at the expense of the many, as exhibited by its rallying cry of — '*Democracy not corporatocracy*'[280].

---

[275] Flank, *Voices From the 99 Percent*, 7.
[276] "'You Got Bailed Out, We Got Sold Out'–Thousands Protest on Wall Street," *Democracy Now!*, April 30, 2010, http://www.democracynow.org/2010/4/30/you_got_bailed_out_we_got.
[277] Gould-Wartofsky, *The Occupiers*, 8.
[278] Arun Gupta distingue dans le mouvement OWS cinq principaux courants idéologiques qui se chevauchent et parfois se contredisent : anticapitalistes, antimonde des affaires (*anti-corporate*), capitalistes keynésiens, antigouvernementaux et partisans des théories du complot (Arun K. Gupta, « Ce qui est arrivé à 'Occupy Wall Street' », *La Pensée* 388, no. 4 (2016) : 15.).
[279] Voir notamment : Mark Bray, *Translating Anarchy: The Anarchism of Occupy Wall Street* (John Hunt Publishing, 2013); Blair Taylor, "From Alterglobalization to Occupy Wall Street: Neoanarchism and the New Spirit of the Left," *City* 17, no. 6 (December 2013): 729–47, https://doi.org/10.1080/13604813.2013.849127.
[280] Ronald Mendel, "The Occupy Wall Street Movement in the American Radical Tradition," *USAbroad – Journal of American History and Politics* 3 (2020): 54.

OWS s'apparenta, en somme, à un mouvement intrinsèquement hybride, représentant la convergence d'un populisme impulsé par celles et ceux directement touchés par la crise économique et d'un activisme néo-anarchiste émergeant à la suite d'une période de relative inactivité[281]. Les occupants – qui se trouvaient être majoritairement jeunes, éduqués et blancs – furent ainsi réunis par un sentiment profond d'injustice, lié en grande partie à la gestion de la crise de 2008, ainsi qu'une impression d'aliénation vis-à-vis du système politique et de sa classe dirigeante. Mobilisant un prisme populiste, illustré par le slogan « We are the 99% », OWS se positionna comme le défenseur « du peuple » face aux intérêts financiers – et notamment ceux de *Wall Street* –, véhiculant une critique morale du système capitaliste et politique et appelant à sa refonte :

> Hey you rebels, radicals and utopian dreamers out there, We are living through a rare crisis and moment of opportunity. Western industrialized nations are now being masticated by the financial monster they themselves created. This is triggering a mood that alternates between angry denial and sudden panic. It looks like something is about to break, opening the space for a necessary transformation and a total rethink of global economic affairs[282].

Les militants inscrivirent leur critique dans le sillage de la tradition révolutionnaire étatsunienne. En témoigne la « Declaration of the Occupation of New York City »[283] qui, publiée le 30 septembre 2011, énonce le droit du peuple à se rebeller contre un système corrompu et accuse les forces économiques d'avoir effectivement sapé la démocratie étatsunienne :

> As one people, united, we acknowledge the reality: that the future of the human race requires the cooperation of its members; that our system must protect our rights, and upon corruption of that system, it is up to the individuals to protect their own rights, and those of their neighbors; that a democratic government derives its just power from the people, but corporations do not seek consent to extract wealth from the people and the Earth; and that no true democracy is attainable when the process is determined by economic power. We come to you at a time when corporations, which place profit over people, self-interest over justice, and oppression over equality, run our governments. We have peaceably assembled here, as is our right, to let these facts be known[284].

Le message d'OWS se trouve en effet sous-tendu par l'idée selon laquelle le système politique est intrinsèquement lié aux arrangements économiques du pays. Dans cette optique, l'adversaire – le « they » – auquel fait référence la déclaration recouvre tout à la fois les élites politiques et économiques du pays, accusées d'avoir spolié le peuple et posé les bases d'un système profondément barbare et inégalitaire. S'inscrivant dans le sillage du Printemps arabe, le document appelle ainsi les citoyens du monde à « affirmer leur pouvoir. À exercer leur droit

[281] Taylor, "From Alterglobalization to Occupy Wall Street," 12.
[282] Flank, *Voices From the 99 Percent*, 13.
[283] OccupyWallStreet, "Declaration of the Occupation of New York City," OccupyForum, September 30, 2011, http://occupywallst.org/forum/first-official-release-from-occupy-wall-street/.
[284] OccupyWallStreet, "Declaration of the Occupation of New York City."

à se rassembler pacifiquement, à occuper l'espace public, à créer un processus permettant de répondre aux problèmes qui se posent à nous et de générer des solutions accessibles à tous »[285]. Partant du constat selon lequel le système politique ne servirait les intérêts que d'une petite élite, OWS entendait radicaliser la démocratie étatsunienne. Les militants de OWS s'inspiraient pour cela d'un idéal de démocratie directe et participative qui devait permettre de réactiver un peuple rendu apathique par le commerce, le divertissement, le spectacle et autres formes de consommation[286].

Ainsi, le mouvement se caractérisa par un rejet radical des logiques politiques et partisanes, refusant de formuler quelques demandes que ce soient et rejetant toute forme de hiérarchie à l'intérieur du mouvement lui-même. Cela se traduisit par une revendication radicale d'autonomie visant à éviter toute forme de récupération politique par la classe dirigeante et par un refus de tout type de leadership, au profit d'une organisation horizontale et profondément égalitaire : « We are our demands. This #ows movement is about empowering communities to form their own general assemblies, to fight back against the tyranny of the 1%. Our collective struggles cannot be co-opted »[287]. Au sein du campement d'OWS se développa par ailleurs un ethos profondément démocratique, irrigué par une panoplie de rituels visant à la fois à promouvoir le bon fonctionnement du campement et à instaurer parmi ses membres un sentiment communautaire. Les valeurs de solidarité et d'inclusion furent partie intégrante de l'identité du mouvement et permirent à ce dernier de se distinguer du statu quo politique. Caractérisée par une recherche constante du consensus, la forme de démocratie participative qui se développa à Zuccotti Park était emprunte d'une dimension « préfigurative » par laquelle l'idéologie du mouvement devint inséparable de la forme du mouvement lui-même. Il s'opéra, selon Blair Taylor, une fusion de la forme et du contenu : la forme devint le contenu et les objectifs politiques devinrent synonymes et indissociables de la forme du mouvement, résultant en une sorte d'« idéologie anti-idéologique »[288].

La réticence des membres d'OWS à engager une véritable bataille politique et à s'associer à un parti politique constitue toutefois l'une des principales raisons du manque de résilience du mouvement. La journaliste et activiste Naomi Klein avait d'ailleurs mis en garde les occupants lors d'un discours prononcé à Zuccotti Park le 6 octobre : « Being horizontal and deeply democratic is wonderful. But these principles are compatible with the hard work of

[285] OccupyWallStreet, "Declaration of the Occupation of New York City." Notre traduction.
[286] Gupta, « Ce qui est arrivé à 'Occupy Wall Street' », 14.
[287] Occupy Wall Street, "Statement Issued by the Demands Working Group," OccupyWallSt.org, October 21, 2011, http://occupywallst.org/article/so-called-demands-working-group/.
[288] Taylor, "From Alterglobalization to Occupy Wall Street," 13. Notre traduction.

building structures and institutions that are sturdy enough to weather the storms ahead. I have great faith that this will happen »[289]. En l'absence de stratégie politique à long terme et de confrontation avec les institutions politiques, OWS se trouva effectivement vulnérable à la récupération. En témoigne la capacité des groupes *MoveOn* et *Rebuild the Dream* et du syndicat *Service Employees International Union*, tous affiliés au Parti démocrate, à effectivement coopter la rhétorique des « 99 % » et à détourner l'énergie d'OWS au profit de la réélection d'Obama en 2012 avec l'organisation du « 99 % Spring » (littéralement « printemps des 99% »)[290].

Mais si l'impact politique d'OWS fut relativement éphémère, ses répercussions sur le débat public n'en furent pas moins notables[291]. Le mouvement contribua en effet à (re-)populariser un discours de classe, longtemps évincé par la classe politique étatsunienne, et notamment par le Parti démocrate. Le discours de « populisme économique » véhiculé par OWS se démarqua ainsi nettement du discours centré sur les questions « identitaires » qui avait caractérisé la gauche depuis la fin de années 1960 et reflétait ainsi une volonté d'abandonner un discours de gauche jugé trop clivant afin de former une coalition majoritaire, unie autour d'un discours de facture universaliste. Le mouvement imposa décidément la question des inégalités de richesse au cœur du débat public et politique et le slogan des « 99% » prit une tournure symbolique reflétant la montée en puissance du discours populiste initié par OWS. Matthew Bolton *et al*. expliquent :

> The Movement has heightened the urgency and visibility of the issue of economic inequality. Ninety-nine percent is not only a number now, it is a symbol, a discourse, an idea. OWS reawakened a broad-based social movement in the United States that spanned nearly every state and reached beyond national boundaries[292].

Le 11 janvier 2012, une étude menée par le *Pew Research Center* mit en évidence l'impact d'OWS sur la perception d'un conflit de classe aux États-Unis. L'étude révélait que 66% de la population considérait désormais qu'il existait des disparités « importantes », voire « très importantes », entre riches et pauvres, soit une hausse de 19 points par rapport aux résultats d'une enquête menée en 2009[293]. Si cette perception était davantage répandue chez les

---

[289] Naomi Klein, "Occupy Wall Street: The Most Important Thing in the World Now," *The Nation*, October 6, 2011, https://www.thenation.com/article/archive/occupy-wall-street-most-important-thing-world-now/.
[290] Gupta, « Ce qui est arrivé à 'Occupy Wall Street' », 19; Charles Young, "Yes, the 99% Spring Is a Fraud," *CounterPunch.Org*, April 13, 2012, https://www.counterpunch.org/2012/04/13/yes-the-99-spring-is-a-fraud/.
[291] Flank, *Voices From the 99 Percent*, 7.
[292] E. Welty et al., *Occupying Political Science: The Occupy Wall Street Movement from New York to the World* (Palgrave Macmillan, 2012), 13.
[293] Rich Morin, "Rising Share of Americans See Conflict Between Rich and Poor," *Pew Research Center*, January 11, 2012, https://www.pewresearch.org/social-trends/2012/01/11/rising-share-of-americans-see-conflict-between-rich-and-poor/.

électeurs démocrates et les progressistes, elle avait également gagné du terrain chez les Républicains et les Indépendants. Pour sa part, le président Obama, dans un discours prononcé le 6 décembre 2011 à Osawatomie, dans le Kansas, fit écho aux griefs du mouvement, définissant la question des inégalités économiques comme la « question déterminante de notre siècle » (*the defining issue of our times*), tout en détournant la rhétorique d'OWS dans une tentative de rassemblement de la nation autour de valeurs communes :

> […] I believe that this country succeeds when everyone gets a fair shot, when everyone plays by the same rules. These aren't Democratic values or Republican values. These aren't 1% values or 99% values. They're American values. And we have to reclaim them[294].

En inscrivant dans le *mainstream* politique des idées jusque-là largement marginalisées par la classe politique, OWS parvint effectivement à ressusciter une gauche moribonde. Son influence est notamment reflétée dans l'éclosion du mouvement anti-raciste *Black Lives Matter* (BLM), les mouvements de justice climatique et, aussi et surtout, dans la campagne de Bernie Sanders pour la nomination démocrate en 2016[295]. En effet, la dichotomie des 1% contre les 99%, popularisée par OWS, fournit à Bernie Sanders une grille de lecture efficace pour véhiculer son message politique centré autour de la question des inégalités économiques. Le mouvement des 99% fit ainsi figure de détonateur politique pour le programme populiste de Sanders et permit à ce dernier de lancer un mouvement politique populaire autour d'un discours de classe assumé[296].

Le 26 mai 2015, sur les rives du lac Champlain, dans la ville de Burlington, le sénateur indépendant du Vermont annonça officiellement sa candidature à l'élection présidentielle, donnant ainsi le coup d'envoi pour une véritable « révolution politique » : « Today, with your support and the support of millions of people throughout this country, we begin a political revolution to transform our country economically, politically, socially and environmentally »[297]. Dans ce même discours, Bernie Sanders exposa son projet politique, qui se basait sur une critique morale du système capitaliste ainsi que sur une analyse de la société étatsunienne comme étant fondamentalement divisée en deux classes antagonistes :

> Let me be very clear. There is something profoundly wrong when the top one-tenth of 1 percent owns almost as much wealth as the bottom 90 percent, and when 99 percent of all new income

[294] Barack Obama, "Remarks by the President on the Economy in Osawatomie, Kansas" (speech, Osawatomie, Kansas, December 6, 2011), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/12/06/remarks-president-economy-osawatomie-kansas.
[295] Gupta, « Ce qui est arrivé à 'Occupy Wall Street' », 20-3.
[296] Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism: Holding Utopia Accountable* (Palgrave Macmillan, 2021), 181.
[297] Bernard Sanders, "Announcement Speech" (Speech, Burlington, Vermont, May 26, 2015), *The Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/05/26/bernie-sanders-speaks-to-thousands-at-first-big-campaign-rally-now-is-not-the-time-for-thinking-small/.

> goes to the top 1 percent. There is something profoundly wrong when, in recent years, we have seen a proliferation of millionaires and billionaires at the same time as millions of Americans work longer hours for lower wages and we have the highest rate of childhood poverty of any major country on earth. There is something profoundly wrong when one family owns more wealth than the bottom 130 million Americans. This grotesque level of inequality is immoral. It is bad economics. It is unsustainable. This type of rigged economy is not what America is supposed to be about. This has got to change and, as your president, together we will change it[298].

L'une des grandes réussites de Bernie Sanders aura effectivement été d'être parvenu à repopulariser un discours de lutte des classes longtemps délaissé par les deux grandes familles du bipartisme étatsunien[299]. Endossant un style politique distinctif, caractérisé par son authenticité et sa constance[300], Sanders souligne ainsi avec insistance le niveau grotesque atteint par les inégalités économiques dans le pays. Cette critique morale du système capitaliste s'adosse à un programme politique qu'il qualifie de « socialisme démocratique » (*democratic socialist*), dans un pays où le socialisme est pourtant connoté négativement et était, jusqu'à très récemment, associé au communisme soviétique. De toute évidence, ce choix lexical reflète la volonté de Sanders de se positionner intentionnellement en dehors du courant principal (*mainstream*) politique et signale la dimension radicale que recouvre son projet politique.

Comme dans le cas des Populistes de la fin du XIXème siècle, le discours de classe porté par Sanders s'adosse à une critique de la démocratie étatsunienne, jugée à bout de souffle car corrompue par le pouvoir de l'argent et des grands intérêts capitalistes. Pour Sanders, comme pour OWS, la question des inégalités économiques se trouve être intrinsèquement liée à un déficit démocratique dans la mesure où les 1% les plus riches sont également ceux qui dirigent le pays :

> The very rich get much richer. Almost everyone else gets poorer. Super PACs funded by billionaires buy elections. Ordinary people don't vote. We have an economic and political crisis in this country and the same old, same old establishment politics and economics will not effectively address it[301].

S'inscrivant dans le sillage de l'esprit démocratique de la Déclaration d'indépendance, dont il vente au demeurant l'esprit révolutionnaire[302], Sanders appelle à radicaliser la démocratie en incluant autant que possible le peuple dans le processus décisionnel :

> The political revolution strives for the not-so-radical idea that we should have a government that represents all of the people, and not just the wealthy and powerful special interests. That goal will

[298] Sanders, "Announcement Speech," (May, 2015).
[299] Heather Gautney, *Crashing the Party: From the Bernie Sanders Campaign to a Progressive Movement* (Verso, 2018), 10
[300] Harry Jaffe, *Why Bernie Sanders Matters* (Regan Arts, 2015), 17.
[301] Bernard Sanders, "Remarks at Georgetown University" (speech, Washington, D.C, November 19, 2015), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-georgetown-university-washington-dc.
[302] Bernard Sanders, "The Declaration of Independence: A Revolutionary Document," *HuffPost*, July 6, 2014, https://www.huffpost.com/entry/the-declaration-of-indepe_b_5561799.

not be achieved unless we revitalize American democracy and bring millions into the political process[303].

Cet appel à redonner au peuple sa souveraineté – qui le distingue fondamentalement d'autres progressistes telle que Elizabeth Warren[304] – figure effectivement au cœur du projet politique de Sanders, qui mobilise l'esprit révolutionnaire de la Déclaration d'Indépendance pour légitimer son appel à la « révolution » : « Government of the people, by the people, for the people. Creating a nation that works for all, and not just the few. That was worth fighting for in 1863. It is worth fighting for today »[305]. Dans cet esprit, Sanders propose de créer un large mouvement des 99%, capable de porter les revendications du peuple : « We must create a vibrant democracy where the voices of all people are heard »[306]. En lieu et place d'une campagne centrée sur sa propre personne, et à rebours de ce qu'affirment certains commentateurs[307], Sanders appelle ainsi à la formation d'un mouvement populaire – reflété par son slogan de campagne « Not me, us » – qui serait en mesure de réparer le lien entre le monde de la politique et les citoyens ayant abdiqué le processus politique[308], et d'inverser le processus de désalignement politique des classes populaires vers le Parti républicain[309]. Son modèle politique est celui d'une politique de masse, qui trouverait sa force d'action dans la mobilisation de la catégorie des « travailleurs », entendue de manière élargie comme regroupant une coalition interclasse composée tout à la fois de membres de la classe ouvrière mais aussi de jeunes diplômés et de minorités.

Cette extension sémantique de la catégorie des travailleurs reflète une volonté de fonder sa politique sur une conscience de classe commune, qui suivrait la logique de « chaînes d'équivalence » promue par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Partant, une opposition de type populiste entre le « peuple » et les « élites » se substituerait à la traditionnelle lutte des classes, de manière à effectivement créer une volonté collective à partir d'intérêts différents[310]. Ce

[303] Bernard Sanders, *Where We Go from Here: Two Years in the Resistance* (Thomas Dunne Books, 2018), 261.
[304] Elizabeth Bruenig, "So, What's the Difference between Warren and Sanders?" *The Washington Post*, June 12, 2019, https://www.washingtonpost.com/opinions/with-warren-and-sanders-its-regulation-vs-revolution/2019/06/12/9e279b4a-8d4f-11e9-8f69-a2795fca3343_story.html; Tara Golshan, "Are Elizabeth Warren and Bernie Sanders the Same? The Debate, Explained," *Vox*, June 18, 2019, https://www.vox.com/policy-and-politics/2019/6/18/18678000/elizabeth-warren-bernie-sanders-2020-similarities-differences; Hadas Thier, "Why the Differences Between Elizabeth Warren and Bernie Sanders Matter," *Jacobin*, October 2, 2019, https://jacobinmag.com/2019/10/bernie-sanders-elizabeth-warren-differences-2020-presidential-campaign.
[305] Thier, "Why the Differences Between Elizabeth Warren and Bernie Sanders Matter," 5.
[306] Thier, "Why the Differences Between Elizabeth Warren and Bernie Sanders Matter," 7.
[307] Nellie Bowles, "The Pied Pipers of the Dirtbag Left Want to Lead Everyone to Bernie Sanders," *The New York Times*, February 29, 2020, https://www.nytimes.com/2020/02/29/us/politics/bernie-sanders-chapo-trap-house.html.
[308] Bernard Sanders and John Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism* (Crown, 2023), 21.
[309] Patrick Ruffini, "The Emerging Working-Class Republican Majority," *POLITICO*, November 4, 2023, https://www.politico.com/news/magazine/2023/11/04/new-republican-party-working-class-coalition-00122822.
[310] Ernesto Laclau and Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics* (Verso, 2014).

message populiste doit, en retour, proposer une alternative politique et, *in fine*, permettre de saper le message de la droite et de l'extrême droite ; là où cette dernière offre une mise en équivalence entre les thématiques de l'immigration et du chômage, Sanders propose de remettre la question du capitalisme au cœur de la réflexion sur les difficultés économiques que rencontrent les travailleurs. Comme ce fut le cas pour OWS, les revendications démocratiques et économiques constituent la pierre angulaire permettant aux diverses revendications de converger et d'aboutir à la formation d'un large mouvement « du peuple » dont il s'agit de faire valoir la volonté.

Contrairement à l'idée que le populisme serait nécessairement anti-pluraliste, et donc hostile à la démocratie libérale, la construction discursive du « peuple » promue par Bernie Sanders nous montre que le populisme peut en s'articuler autour d'une vision pluraliste, dans laquelle le « peuple » n'est pas perçu comme un ensemble homogène. En effet, Sanders met régulièrement en lumière la diversité du « peuple » auquel il s'adresse. Dans un discours prononcé le 2 mars 2019 à Brooklyn, il établit ainsi un contraste entre sa vision du peuple, qu'il veut inclusive et diverse, et celle de son opposant Donald Trump, qui se caractérise au contraire par son exclusivité :

> Donald Trump wants to divide us up by the color of our skin, our country of origin, our gender, our religion and our sexual orientation. We are going to do exactly the opposite. We are going to bring our people together— black, white, Latino, Native American, Asian American, gay and straight, young and old, men and women, native born and immigrant. We are going to bring our people together for an unprecedented grassroots effort, which, I am happy to tell you, already has over one million people signed up as volunteers[311].

Selon Sanders, le peuple ne se définit donc pas par son homogénéité sociale mais plutôt par sa volonté de faire cause commune, de s'allier autour d'un projet politique progressiste ancré dans la reconnaissance d'une humanité commune :

> The truth is that there is a common humanity that unites all of us, whether we come from Vermont or Kansas, New York or Mississippi, or whether we are black or white, Latino, Native American or Asian American; whether we are men or women, gay or straight. No matter who we are the differences between us pale in comparison to what we all have in common[312].

Du reste, le socialisme démocratique de Sanders est également l'hériter de la tradition socialiste étatsunienne d'inspiration debsienne. En témoigne son admiration pour le syndicaliste socialiste Eugene Debs (1855-1926), qui fut d'abord partisan du Populisme avant de se convertir au socialisme au tournant du XXème siècle, et dont la pensée se caractérisa par une

---

[311] Bernard Sanders, "Campaign Launch Speech" (speech, Brooklyn, New York, March 2, 2019), *The Guardian*, https://www.theguardian.com/us-news/2019/mar/02/bernie-sanders-2020-campaign-launch-personal-history#:~:text=%E2%80%9CWe're%20going%20to%20win,religion%20and%20our%20sexual%20orientation.
[312] Sanders, *Where We Go from Here*, 243.

croyance dans une alternative radicale, mais réalisable et non-révolutionnaire, au statu quo capitaliste[313]. De la même manière, Sanders n'entend pas radicalement abolir le système capitaliste[314], dont il admet certains bienfaits, mais récuse toutefois sa logique d'exploitation :

> This isn't about creating a rigid system that discourages creativity and innovation. There's nothing wrong with a business or an entrepreneur making a profit. There is something profoundly wrong, however, when massive corporations, controlled by the wealthiest people on earth, lie, cheat, bribe, and steal in order to make profits that are funded by the destruction of our lives, our environment, and our democracy[315].

En promettant la gratuité des universités publiques, l'instauration d'un salaire minimum pour permettre à chaque travailleur de vivre dignement, la mise en place d'un *Green New Deal* afin de sortir le pays de sa dépendance aux énergies fossiles, la disparition des niches fiscales, une plus grande régulation du système bancaire, un système de santé public pour tous (*Medicare for All*), des congés maladie indemnisés, et plus récemment, une semaine de 32h[316], Sanders envisage au fond de revenir à une forme d'interventionnisme étatique censé protéger les citoyens contre les risques inhérents au système capitaliste. S'il défend une économie mixte, Sanders propose de « décommodifier » certains services publics, c'est-à-dire de les soustraire à l'économie de marché, et envisage ainsi la mise en place d'un nouvel équilibre entre forces du marché et force publique, au profit de la seconde. Même s'il n'envisage pas à proprement parler la fin du capitalisme, le projet de Sanders repose donc sur un changement assez radical de paradigme politico-économique.

Face à un système partisan hermétique à toute tentative de remise en question du statu quo capitaliste, Sanders contempla d'abord la possibilité de faire porter son message politique par un parti indépendant. Dès les années 1980, il avait fait savoir son hostilité consommée pour le Parti démocrate, l'accusant de « faillite spirituelle et intellectuelle »[317], et avait mis en évidence sa similitude avec le Parti républicain sur le plan des idées, comparant les deux partis politiques étatsuniens aux personnages *tweedle-dee* et *tweedle-dum* d'*Alice au Pays des Merveilles* :

> If there was one profound message from the Presidential election, it's that the old Democratic-Republican, tweedle-dee tweedle-dum, two-party system needs to be challenged. We need a new, third-party progressive political movement to represent the needs and interests of working people,

[313] Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, 10.
[314] Josh Barro, "Bernie Sanders, Democratic Socialist Capitalist," *The New York Times*, October 20, 2015, https://www.nytimes.com/2015/10/20/upshot/bernie-sanders-democratic-socialist-capitalist.html.
[315] Sanders and Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, 100.
[316] Bernard Sanders, "Bernie Sanders: It's Time for a 4-Day Work Week," CNN, April 3, 2024, https://www.cnn.com/2024/04/03/opinions/32-hour-work-week-sanders.
[317] Bernard Sanders, "It Is Imperative for Radical Voices to Be Heard," *The Militant*, January 20, 1984, https://themilitant.com/1984/4801/MIL4801.pdf. Notre traduction.

> minorities, the elderly, farmers, environmentalists, peace activists and all people who believe they are not represented by status quo politics[318].

Durant sa longue carrière politique[319], Sanders prit nettement ses distances avec le Parti démocrate, qu'il accusa d'avoir aliéné les travailleurs au profit des grands donateurs de campagne et de l'électorat issu des classes supérieures :

> I think the more accurate answer to why Trump has won working-class support lies in the pain, desperation, and political alienation that millions of working-class Americans now experiences and the degree to which the Democratic Party has abandoned them for wealthy campaign contributors and the 'beautiful people'[320].

Après la réélection de Donald Trump à la présidence en novembre 2024, Sanders accabla les Démocrates de la responsabilité de cette défaite dans un communiqué où il expliquait qu'une telle déconfiture n'aurait dû surprendre personne, puisque les Démocrates avaient depuis longtemps délaissé les travailleurs et défendu le statu quo, de sorte à se trouver tout à fait déconnecté d'un électorat amer et désireux de changement[321]. Pour Sanders, le problème du Parti démocrate est qu'il n'incarne plus de véritable alternative politique au Parti républicain. En cela, l'analyse de Sanders fait écho aux mots de l'ancien gouverneur de l'Alabama et défenseur de la ségrégation raciale George Wallace qui, lors de sa campagne présidentielle de 1968, avait à plusieurs reprises exprimé le sentiment selon lequel la différence entre les deux partis étatsuniens ne valait pas le coup que l'on s'y arrête[322]. Cette expression a depuis été reprise par divers acteurs politiques[323] et reflète un débat commencé de longue date,

---

[318] Bernard Sanders, "This Country Needs a Third Political Party," *The New York Times*, January 3, 1989, https://www.nytimes.com/1989/01/03/opinion/this-country-needs-a-third-political-party.html.

[319] Bernard Sanders a mené plusieurs campagnes pour les postes de sénateur (1972, 1974) et de gouverneur (1972, 1976) du Vermont sous l'étiquette du Liberty Union Party dans les années 1970. Il fut élu maire de la ville de Burlington en 1981, puis Représentant indépendant de l'État en 1990 (jusqu'en 2004) et enfin sénateur indépendant en 2007, poste qu'il occupe encore à ce jour.

[320] Sanders and Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, 8. Voir également : Steven Greenhouse, "Bernie Sanders Says Democrats Are Failing: 'The Party Has Turned Its Back on the Working Class,'" *The Guardian*, January 10, 2022, https://www.theguardian.com/us-news/2022/jan/10/bernie-sanders-democrats-failing-working-class-interview.

[321] Sanders, Bernard. "It should come as no great surprise that a Democratic Party which has abandoned working class people would find that the working class has abandoned them. While the Democratic leadership defends the status quo, the American people are angry and want change. And they're right." *X*, November 6, 2024. https://x.com/BernieSanders/status/1854271157135941698.

[322] Cal Thomas, "Not a Dime's Worth of Difference between America's Political Parties," *The Washington Times*, May 10, 2023, https://www.washingtontimes.com/news/2023/may/10/not-dimes-worth-of-difference-between-americas-pol/.

[323] Lors de la campagne présidentielle de 2000, Ralph Nader, candidat du *Green Party*, annonçait par exemple qu'il n'était plus possible de distinguer les Républicains des Démocrates, les comparant lui aussi aux célèbres personnages *Tweedledum* et *Tweedledee*. « Our two parties are basically one corporate party wearing two heads and different makeup […]. There is a difference between Tweedledum and Tweedledee, but not that much » ("Nader Assails Major Parties," *CBS News*, April 6, 2000, https://www.cbsnews.com/news/nader-assails-major-parties/).

autour de la nature même des partis républicain et démocrate : ces derniers répondent-ils aux attentes d'une société démocratique en offrant un choix aux électeurs et électrices ?

Le XXème siècle a effectivement été traversé par un débat ayant trait à la nature des partis politiques étatsuniens, longtemps reconnus pour leur plasticité idéologique et leur caractère non-idéologique. Dans le premier tome de *De la démocratie en Amérique* (1835), Alexis de Tocqueville avait ainsi déclaré qu'« en Amérique, les deux partis étaient d'accord sur les points les plus essentiels. Aucun des deux, pour vaincre, n'avait à détruire un ordre ancien, ni à bouleverser tout un état social »[324]. Au tournant du XXème siècle, en revanche, certains acteurs politiques ont porté dans le débat public la thèse dite des « partis responsables », selon laquelle les partis politiques, pour être des forces démocratiques, devaient offrir un véritable choix à l'électorat, et donc se démarquer clairement du parti adverse. Selon les défenseurs de cette thèse, cela impliquait des partis centralisés au niveau national, des partis programmatiques, et des partis idéologiquement cohérents. Cette thèse fut notamment défendue et popularisée par le président démocrate Woodrow Wilson (1913-1921), qui, dans son ouvrage *Congressional Government*[325] (1885), puis dans *Constitutional Government in the United States*[326] (1908), appela à l'adoption d'un système de partis responsables. Cette idée fut ensuite reprise et approfondie par le politologue Elmer Eric Schattschneider, dont l'ouvrage *Party Government*[327] fut le tremplin qui le propulsa à la tête de la *American Political Science Association* (APSA). En 1950, l'association publia son célèbre rapport intitulé « Toward a More Responsible Two-Party System »[328], dans lequel elle plaida pour la formation de partis « responsables », caractérisés par des programmes clairs et contractuels, ainsi que par une cohésion interne leur permettant de mener à bien leur projet :

> An effective party system requires, first, that the parties are able to bring forth programs to which they commit themselves and, second, that the parties possess sufficient internal cohesion to carry out these programs. Such a degree of unity within the parties cannot be brought about without party procedures that give a large body of people an opportunity to share in the development of the party program[329].

Le rapport soulignait au demeurant la nécessaire confrontation entre différents projets politiques dans un système bipartite, et ce afin de proposer un choix à l'électorat :

> The fundamental requirement of accountability is a two-party system in which the opposition party acts as the critic of the party in power, developing, defining and presenting the policy

[324] Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique*, tome 1. Pagnerre, [1835] 1850, p. 209.
[325] Woodrow Wilson, *Congressional Government: A Study in American Politics* (Routledge, [1885] 2002).
[326] Woodrow Wilson, *Constitutional Government in the United States* (Routledge, [1908] 2001).
[327] Elmer E. Schattschneider, *Party Government: American Government in Action* (Transaction Publishers, 1942).
[328] Committee on Political Parties, "Toward a More Responsible Two-Party System," *The American Political Science Review* 44, no. 3 (September 1950), https://www.jstor.org/stable/i333592.
[329] Committee on Political Parties, "Toward a More Responsible Two-Party System," 1.

> alternatives which are necessary for a true choice in reaching public decisions. The opposition most conducive to responsible government is an organized party opposition[330].

La thèse des partis responsables envisage ainsi la polarisation comme un véritable projet politique. C'est d'ailleurs l'argument avancé par Sam Rosenfeld, qui, dans *The Polarizers: Postwar Architects of Our Partisan Era* (2017)[331], renverse le paradigme dominant dans la littérature actuelle en soutenant que la polarisation n'est ni le produit des élites[332], ni celui de l'électorat[333], mais résulte en réalité d'un projet politique mené durant la seconde partie du XXème siècle. Ainsi, les « polarizers », en d'autres termes les agents de la polarisation, défendaient un projet de polarisation idéologique qui s'opposait à la vision promue par leurs adversaires selon laquelle les partis étatsuniens devaient fonctionner comme de grands chapiteaux. Les deux partis étatsuniens ont en effet connu une forme de purification idéologique (*ideological sorting*) durant ces dernières décennies ; ils sont devenus plus homogènes et plus éloignés l'un de l'autre que ce n'était le cas tout au long du XXème siècle et la division partisane est également devenue une division idéologique, de telle sorte que les progressistes s'identifient aujourd'hui majoritairement au Parti démocrate, alors que les conservateurs ont rejoint les rangs du Parti républicain[334]. Selon une étude du *Pew Research Center* datant de juin 2014[335],

---

[330] Committee on Political Parties, "Toward a More Responsible Two-Party System," 2.

[331] Sam Rosenfeld, *The Polarizers: Postwar Architects of Our Partisan Era* (University of Chicago Press, 2017).

[332] Cette thèse est notamment défendue par Morris Fiorina qui estime que la polarisation serait avant tout un phénomène descendant, ou *top-down*, qui se situerait quasi-exclusivement au niveau des élites politiques. L'électorat, lui, serait, de manière générale, plutôt centriste, peu idéologique, et moins partisan que les membres du Congrès, par exemple (Morris P. Fiorina, Samuel J. Abrams, and Jeremy C. Pope, *Culture War? The Myth of a Polarized America* (Pearson, 2010)). Selon Fiorina et Samuel Abrams, il existerait en effet aujourd'hui une déconnexion, une faille, entre une classe politique non représentative et les citoyens qu'elle prétend représenter (Morris P. Fiorina and Samuel J. Abrams, "Political Polarization in the American Public," *Annual Review of Political Science* 11, no. 1 (2008): 563–88, https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.11.053106.153836). Un certain nombre d'études corroborent par ailleurs la thèse de Fiorina. Dans une étude réalisée par le *Pew Research Center* en juin 2014, les auteurs estiment que les divisions se trouvent principalement du côté de ceux et celles qui sont les plus actifs et les plus engagés dans le processus politique (Pew Research Center, "Political Polarization in the American Public," June 12, 2014, https://www.pewresearch.org/politics/2014/06/12/political-polarization-in-the-american-public/). Dans une étude menée au mois d'août la même année, l'institut de sondage soulignait l'importance du centre politique, qui, dans une large mesure, détermine l'issue des élections (Pew Research Center, "Despite Political Polarization, the Middle Still Matters," August 1, 2014, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/08/01/the-political-middle-still-matters/). En somme, les partis politiques auraient tout intérêt à modérer leurs prises de position afin d'éviter de mécontenter cette partie de l'électorat, ce centre « vital » où se remportent les élections.

[333] La thèse selon laquelle la polarisation affecterait la société étatsunienne tout entière, de sorte que la population serait fondamentalement divisée en deux camps antagonistes radicalement isolés l'un de l'autre, à l'image de l'analyse de James Davison Hunter, est notamment portée par les universitaires Alan Abramowitz et Kyle Saunders. Ces derniers estiment ainsi que la polarisation politique serait le reflet de la polarisation de l'électorat et serait donc un processus ascendant, ou *bottom-up*. Dans *The Disappearing Center*, Abramowitz explique qu'il n'existe pas de déconnexion entre l'élite politique et les citoyens étatsuniens et, qu'en conséquence, la polarisation visible à Washington reflète la polarisation de l'électorat, et plus précisément la partie de l'électorat qui est fortement engagée en politique (Alan Abramowitz, *The Disappearing Center: Engaged Citizens, Polarization, and American Democracy* (Yale University Press, 2011), x.).

[334] Matthew Levendusky, *The Partisan Sort: How Liberals Became Democrats and Conservatives Became Republicans* (University of Chicago Press, 2009).

[335] Pew Research Center, "Political Polarization in the American Public," June 12, 2014, https://www.pewresearch.org/politics/2014/06/12/political-polarization-in-the-american-public/.

Républicains et Démocrates sont aujourd'hui plus idéologiquement divisés, et l'antipathie partisane est plus marquée et plus répandue, qu'à n'importe quel autre moment durant les dernières décennies, affectant tout à la fois la politique et la vie quotidienne. Ainsi, le pourcentage d'Américains qui expriment des opinions politiques homogènes (libérales ou conservatrices) a doublé durant les deux dernières décennies, passant de 10% à 21%[336].

S'inscrivant dans le sillage de la thèse des partis responsables, Bernie Sanders récuse la théorie de l'électeur médian (*Median Voter Theorem*) selon laquelle le système politique étatsunien incite naturellement les candidats des deux grands partis à converger vers le centre de l'échiquier politique[337], et promeut une stratégie de polarisation visant à arrimer le Parti démocrate fermement à gauche. Là où le populisme d'Howard Dean et des *Netroots* s'était caractérisé par une volonté de noyautage du Parti démocrate, Sanders défend un projet politique de rupture visant effectivement à mettre au défit la vision post-politique des élites dirigeantes et à réintroduire du conflit en politique. Ce faisant, son projet se rapproche incidemment de la vision « agonistique » de la politique promue par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, qui postule l'importance d'une confrontation entre différents projets hégémoniques pour la vie démocratique du pays[338]. En lieu et place d'un libéralisme « défensif » (*Fortress Liberalism*[339]), Sanders offre un programme progressiste ambitieux visant à fondamentalement infléchir le *mainstream* politique et à offrir aux électeurs une véritable alternative de gauche. Afin de renverser la vapeur du processus de migration vers le centre du Parti démocrate, Sanders appelle à ramener celui-ci à sa vocation sociale première de défenseur des plus faibles et, ainsi, de restaurer sa réputation de « parti du peuple » : « Our goal must be, to quote Abraham Lincoln at Gettysburg, to create a political party 'of the people, by the people, for the people.' And that is what I want the Democratic Party to become »[340]. De manière similaire, la représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez affirma dans un message publié sur *Twitter* en Novembre 2019 que l'objectif n'était « pas tant de pousser le Parti démocrate vers la gauche mais plutôt de le ramener chez lui »[341].

---

[336] Pew Research Center, "Political Polarization in the American Public."
[337] Se reporter à l'introduction.
[338] Chantal Mouffe, *On the Political* (Routledge, 2005), 3.
[339] Matt Karp, "Against Fortress Liberalism," *Jacobin*, April 18, 2016, https://jacobinmag.com/2016/04/bernie-sanders-hillary-clinton-dnc-primary-moderates.
[340] Sanders, *Where We Go from Here*, 251.
[341] Alexandria Ocasio-Cortez, "We aren't pushing the party left, we are bringing the party home," *Twitter*, November 17, 2019, https://twitter.com/AOC/status/1195884549064007680?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1195884549064007680%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.commondreams.org%2Fnews%2F2019%2F11%2F17%2Fdemocrats-not-headed-too-far-left-says-ocasio-cortez-we-are-bringing-party-home. Notre traduction.

Cette vocation sociale, Sanders appelle à aller la chercher du côté de grandes figures représentatives du libéralisme Démocrate, et notamment Franklin Delano Roosevelt et sa politique du *New Deal* :

> Over 80 years ago, Franklin Delano Roosevelt helped create a government that made transformative progress in protecting the needs of working families. Today, in the second decade of the 21st century, we must take up the unfinished business of the New Deal and carry it to completion. This is the unfinished business of the Democratic Party and the vision we must accomplish[342].

Là où Clinton avait cherché à prendre ses distances avec Roosevelt, Sanders en refait donc l'élément central de sa pensée politique[343], passant délibérément sous silence les contradictions et limites des politiques mises en place sous l'égide du *New Deal*[344]. Sanders reprend ainsi, dans le sillage de Franklin D. Roosevelt et de Martin Luther King Jr., une conception de la liberté qui s'étend à la sphère économique (le fameux « freedom from want »[345]) : « What Roosevelt was stating in 1944, what Martin Luther King, Jr. stated in similar terms 20 years later and what I believe today, is that true freedom does not occur without economic security »[346]. De manière similaire, il avait expliqué lors d'une interview en 1987 :

> The most obvious weakness of our Constitution is that the economic rights of our citizens are not adequately addressed. Freedom must mean more than the right to vote every four years for a candidate for President. Freedom must also mean the right of a citizen to decent income, decent shelter, decent health care, decent educational opportunity and decent retirement benefits. One is not free sleeping out in the streets. One is not free eating cat food in order to survive[347].

Le programme de Sanders se base ainsi prioritairement sur le respect des droits des travailleurs et, même s'il endosse des prises de position progressistes sur les questions non-économiques, il s'écarte dans une large mesure de la Nouvelle Gauche et de son prisme essentiellement identitaire. Son analyse fait de cette manière écho à celle portée par une partie de la gauche, qui estime que le meilleur moyen de parvenir à une coalition des classes populaires serait de proposer un programme économique de type « populiste » tout en s'évertuant à désamorcer les controverses liées aux questions culturelles et sociales[348]. À ce

---

[342] Bernard Sanders, "Democratic Socialism Should Be a Byword, Not a Boogeyman" (speech, George Washington University, Washington, D.C., June 12, 2019), Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=nbN9OD83f5I.

[343] Harold Meyerson, "Bernie, Son of FDR," *The American Prospect*, June 12, 2019, https://prospect.org/api/content/2d052d5d-90aa-55c9-b597-943c8b3a00d0/.

[344] Ira Katznelson, *When Affirmative Action Was White: The Untold Story of Racial Inequality in Twentieth-Century America* (W. W. Norton & Co., 2006).

[345] Franklin D. Roosevelt, "State of the Union Address" (speech, Washington, D.C., January 6, 1941), The American Presidency Project, , https://www.presidency.ucsb.edu/documents/state-the-union-address-1.

[346] Bernard Sanders, "Remarks at Georgetown University" (November 19, 2015).

[347] Bernard Sanders, "Interview for the Constitution's 200th birthday," *Time*, July 6, 1987, 65, https://time.com/vault/issue/1987-07-06/page/65/.

[348] C'est notamment ce qu'a mis en lumière un rapport conjointement publié en 2022 par le magazine de gauche *Jacobin*, le *Center for Working-Class Politics* et la société de sondage *YouGov* : « Democrats can make inroads

titre, Sanders récusa notamment le terme *Latinx*[349] pour désigner la communauté latino-américaine lors de sa campagne de 2016[350]. Il prit également position contre le concept de réparations pour l'esclavage : en lieu et place de politiques ciblées sur les minorités, jugées trop « clivantes », Sanders prône une politique de facture universaliste caractérisée par des investissements massifs destinés à reconstruire les villes, créer des emplois, ou encore rendre l'université gratuite[351]. Dans un discours prononcé le 21 novembre 2016, soit quelques jours après la défaite de la candidate démocrate Hillary Clinton face à Donald Trump, Sanders avait d'ailleurs explicitement exhorté le Parti démocrate à prendre ses distances avec la politique des identités : « One of the struggles that you're going to be seeing in the Democratic Party is whether we go beyond identity politics »[352].

Dans le contexte de l'élection présidentielle de 2016, ce message essentiellement centré sur les enjeux économiques offrit un contraste très net avec la stratégie de la candidate de l'establishment, Hillary Clinton, qui chercha au contraire à jouer sur la politique des identités dans le but de démonétiser le projet de Sanders. Dans un discours prononcé en février 2016 dans le Nevada, Hillary Clinton reprocha directement à Sanders son approche principalement économique, martelant que la dissolution des grandes banques ne résoudrait ni les problèmes liés au racisme, ni ceux liés au sexisme, ne mettrait pas un terme aux discriminations contre la communauté LGBT, ne rendrait pas les citoyens plus accueillants vis-à-vis des immigrés, et ne permettrait pas, non plus, la mise en place d'un système politique fonctionnel[353]. La campagne de Clinton tenta également de décrédibiliser le message de Sanders en dépeignant sa base électorale comme étant essentiellement composée d'hommes blancs misogynes[354]. Le

---

with working-class voters if they run campaigns that convey a credible commitment to the interests of working people. This means running more non-elite, working-class candidates; running jobs-focused campaigns; and picking a fight with political and economic elites on behalf of working Americans » (Jared Abbott et al., "Commonsense Solidarity: How a Working-Class Coalition Can Be Built, and Maintained," *Jacobin*, Center for Working-Class Politics, YouGov, November 2021, https://jacobinmag.com/2021/11/common-sense-solidarity-working-class-voting-report.)

[349] Le terme est utilisé comme alternative neutre ou non binaire à « Latino/a » ou « Latina ».

[350] Eddie Scarry, "Bernie Sanders Is Proving That 'Latinx' Is Not a Thing with Latino Voters," *Washington Examiner*, February 3, 2020, https://www.washingtonexaminer.com/opinion/2047282/bernie-sanders-is-proving-that-latinx-is-not-a-thing-with-latino-voters/.

[351] Cité dans Coates, Ta-Nehisi Coates, "Why Is Bernie Sanders Against Reparations?" *The Atlantic*, January 19, 2016, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/01/bernie-sanders-reparations/424602/.

[352] Brent Griffiths, "Sanders Slams Identity Politics as Democrats Figure out Their Future," *Politico*, November 21, 2016, http://www.politico.com/story/2016/11/bernie-sanders-democrats-identity-politics-231710. Voir également: Fang, Lee. "Bernie Sanders calls out shallow identity-first politics." X, November 21, 2016. https://twitter.com/lhfang/status/800779735395536896.

[353] Hillary Clinton, "Speech at a rally in Henderson, Nevada," (speech, Henderson, Nevada, February 13, 2016), *The Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/02/13/clinton-in-nevada-not-everything-is-about-an-economic-theory/.

[354] Jonathan Capehart, "'Excuse Me!' Bernie Sanders Doesn't Know How to Talk about Black People," *The Washington Post*, December 2, 2021, https://www.washingtonpost.com/blogs/post-partisan/wp/2016/03/07/excuse-me-bernie-sanders-doesnt-know-how-to-talk-about-black-people/; Katha Pollitt, "Why Bernie Didn't Get My Vote," *The Nation*, May 4, 2016, https://www.thenation.com/article/archive/why-

qualificatif de « Bernie Bro » servit ainsi à véhiculer l'idée selon laquelle Sanders ne serait pas assez attentif aux questions de discrimination, en particulier envers les femmes[355]. De plus, des activistes issus du mouvement *Black Lives Matter* entravèrent la tenue de plusieurs discours de Sanders durant la campagne présidentielle, reprochant au candidat de ne pas mettre la lutte pour l'égalité raciale au cœur de son projet politique[356], alors même que celle-ci avait fortement contribué à former la conscience politique et morale de Sanders[357]. L'activiste *Black Lives Matter* Marissa Johnson expliqua plus tard que Sanders incarnait, selon elle, une forme de « réductionnisme de classe », ajoutant : « [Sanders] never really had a strong analysis that there is racism and white supremacy that is separate than the economic things that everyone expériences »[358]. Sanders, tout comme Martin Luther King Jr., récuse la dissociation des questions de classe et de race qu'avait promu la tradition libérale, notamment sous l'influence du contexte de Guerre Froide des années 1950[359]. Il soutient, au contraire, que la question raciale doit nécessairement être intégrée à un prisme économique et universaliste, faute de quoi elle risquerait de verser dans une forme de politique des identités reléguant les enjeux de classe aux marges du débat public[360]. En cela, Sanders s'inscrit dans le sillage de leaders afro-américains des droits civiques des années 1930 et 1940, tels que Lester Granger de la *National Urban League*, Walter White de la NAACP, John P. Davis du *National Negro Congress* et A. Philip Randolph de la *Brotherhood of Sleeping Car Porters* (BSCP), qui considéraient que l'égalité raciale ne pourrait advenir qu'à condition que les politiques antidiscriminatoires soient accompagnées mesures économiques d'inspiration social-démocrate[361].

Cette stratégie de réalignement du Parti démocrate avec sa vocation sociale s'appuie également sur une volonté de confrontation avec l'establishment démocrate. Comme l'explique Thomas Jeangirard, Sanders (et la gauche radicale contemporaine, plus généralement) ne poursuit pas une stratégie traditionnelle « d'entrisme » ; son projet constitue une réelle tentative

---

bernie-didnt-get-my-vote/; Janell Ross, "Bernie Sanders's Big Black-Voter Problem," *The Washington Post*, October 13, 2015, https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2015/10/13/bernie-sanderss-big-black-voter-problem/.

[355] Joan Walsh, "What's Wrong With Bernie Sanders's Strategy," *The Nation*, March 21, 2016, https://www.thenation.com/article/archive/whats-wrong-with-bernie-sanderss-strategy/.

[356] Phil Helsel, "'Black Lives Matter' Activists Disrupt Bernie Sanders Speech," *NBC News*, August 9, 2015, https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/black-lives-matter-activists-disrupt-bernie-sanders-speech-n406546.

[357] Charles Voisin, *Bernie Sanders: Quand la gauche se réveille aux États-Unis* (VA Press, 2020), 55. En 1962, il organisa notamment un *sit-in* de quinze jours en protestation contre la ségrégation dans le logement universitaire.

[358] Touré Reed, "Why Liberals Separate Race from Class," *Jacobin*, August 22, 2015, https://jacobin.com/2015/08/bernie-sanders-black-lives-matter-civil-rights-movement/.

[359] Reed, "Why Liberals Separate Race from Class."

[360] Adolph Reed and Walter Benn Michaels, eds., *No Politics but Class Politics* (Eris, 2023); Marc James Léger, ed., *Identity Trumps Socialism: The Class and Identity Debate after Neoliberalism* (Routledge, 2023).

[361] Reed, "Why Liberals Separate Race from Class."

de « capture » directe du parti[362], au niveau national comme au niveau des États[363]. Dans *It's OK to Be Angry About Capitalism* (2023), Sanders exprime sa volonté de transformer en profondeur le Parti démocrate :

> What the establishment was anxious about was the fact that we were beginning to transform the Democratic Party from an election machine dominated by wealthy campaign contributors and corporate interests into a multiracial, multiethnic, urban and rural movement of the working class. What frustrated the insiders was the prospect that they and their wealthy friends, the lobbyists and the consultants, were losing control of a party they thought of as their personal possession[364].

Lors de la campagne pour la nomination démocrate de 2016, Sanders prit soin de dépeindre Hillary Clinton comme l'incarnation d'un establishment politique centriste et corrompu, en l'attaquant notamment sur ses liens étroits avec les milieux des affaires. Dans cette optique, il avait demandé que soient publiés les discours généreusement rémunérés qu'elle avait prononcés devant des représentants du monde de la finance, et qui témoignaient, selon Sanders, de la corruption de l'establishment démocrate ainsi que de son inaptitude à véritablement représenter les intérêts des travailleurs[365]. Les tensions entre l'establishment et la base électorale du Parti démocrate éclatèrent au grand jour lors de la convention nationale du parti, qui se déroula du 25 au 28 juillet 2016, révélant une véritable rupture démocratique[366] : d'abord, *Wikileaks* avait dévoilé, en amont de la Convention, les manœuvres du Comité national démocrate (DNC) visant à discréditer la candidature de Sanders, ce qui conduisit à la démission de la présidente dudit Comité, Debbie Wasserman Schultz. Ensuite, 8 super-délégués – ces délégués *ex-officio* destinés à contrebalancer le pouvoir de la base électorale – permirent la

---

[362] Thomas Jeangirard, « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate : la gauche états-unienne face au défi du bipartisme », *Représentations dans le monde anglophone*, no. 23 (décembre 2021) : 82, https://doi.org/10.35562/rma.688.

[363] Reid J. Epstein and Janet Hook, "Bernie Sanders Loyalists Are Taking Over the Democratic Party One County Office at a Time," *Wall Street Journal*, February 22, 2017, https://www.wsj.com/articles/bernie-sanders-loyalists-are-taking-over-the-democratic-party-one-county-office-at-a-time-1487780384; Marc Tracy and Audra Melton, "Is 'Bernie or Bust' the Future of the Left?" *The New York Times*, August 6, 2019, https://www.nytimes.com/2019/08/06/us/politics/bernie-sanders-democratic-socialists-america.html; Reid Wilson, "Sanders Backers Take over California Democratic Party," *The Hill*, January 19, 2017, https://thehill.com/homenews/state-watch/315040-sanders-backers-take-over-california-democratic-party/.

[364] Sanders and Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, 32.

[365] Eliza Collins, "Sanders Challenges Clinton to Release Wall Street Speech Transcripts," *POLITICO*, February 19, 2016, https://www.politico.com/story/2016/02/bernie-sanders-hillary-clinton-wall-street-speeches-219508.

[366] Jessica Perry, "The Scene at the Democratic Convention: Hunger, Heat and Storms," *NJBIZ*, July 27, 2016, https://njbiz.com/the-scene-at-the-democratic-convention-hunger-heat-and-storms/; Chris D'Angelo, "Bernie Sanders' Personal Plea To Delegates: Don't Protest On Convention Floor," *HuffPost*, July 25, 2016, https://www.huffpost.com/entry/bernie-sanders-delegates_n_579687cbe4b02d5d5ed299eb; Nicole Gaudiano, "Bernie Sanders' Delegates Boo His Call at Convention to Back Hillary Clinton," *USA TODAY*, July 25, 2016, https://www.usatoday.com/story/news/politics/elections/2016/07/25/sanders-meet-delegates-ahead-democatiic-national-convention-speech/87518822/.

victoire d'Hillary Clinton en Virginie Occidentale, là où Sanders avait remporté l'ensemble des comtés au mois de mai, et donc 18 délégué·es contre 11[367].

Afin de restaurer la réputation et la vocation première du Parti démocrate, Sanders plaide pour une démocratisation radicale du parti, impliquant un transfert de pouvoir de l'establishment vers les *grassroots*, et ce afin de saper l'influence des milliardaires et de la classe politique au profit des travailleurs : « […] we need an unprecedented grassroots political movement to stand up to the greed of the billionaire class and the politicians they own »[368]. Pour ce faire, Sanders considère que le Parti démocrate doit romptre son association avec les milieux des affaires et cesser d'être financé par les entreprises privées qui ont, depuis 2010 et en vertu de la décision *Citizens United* de la Cour Suprême, la possibilité de financer de manière quasi-illimitée les candidats en créant des Super-PACS. En 2016, Sanders décida expressément de ne pas créer de Super-PACS[369], et fit de cette décision un élément central de son message politique, mettant l'accent sur sa différence vis-à-vis des autres candidats issus de l'establishment du Parti démocrate : « I am very proud to be the only candidate up here who does not have a super PAC, who's not raising huge sums of money from Wall Street and special interests »[370]. La campagne de Sanders se distingua effectivement par la part importante des contributions individuelles de moins de 200 dollars, qui représentèrent 67,79% de ses fonds, contre 30,71% pour les grandes contributions et seulement 1,22% (soit 22,928 dollars) pour les contributions provenant de PAC[371]. À titre de comparaison, les petites contributions ne représentaient que 18,58% des fonds de la campagne d'Hillary Clinton[372], et 25,94% dans le

[367] "Superdelegates from West Virginia, 2016," Ballotpedia, https://ballotpedia.org/Superdelegates_from_West_Virginia,_2016.
[368] Sanders, *Where We Go from Here*, 1.
[369] Il convient toutefois de noter que si la campagne de Bernie Sanders, tout comme celle de Donald Trump (Linda Qiu, "Is Bernie Sanders the Only Presidential Candidate without a Super PAC?" *POLITICO*, September 30, 2015, https://www.politifact.com/factchecks/2015/sep/30/bernie-sanders/bernie-sanders-only-presidential-candidates-withou/.), ne fut en effet pas officiellement affiliée à un PAC, et récusait haut et fort toute association avec ce genre d'organisme, celle-ci bénéficia toutefois du soutien de PAC non-affiliés, à savoir *Billionaires for Bernie*, le *Collective Actions PAC* (lequel récolta seulement 443 dollars) ainsi qu'un PAC financé par un syndicats d'infirmiers, le *National Nurses United for Patient Protection* (Michelle Ye Hee Lee, "Sanders's Claim That He 'Does Not Have a Super PAC,'" *The Washington Post*, December 7, 2021, https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/wp/2016/02/11/sanderss-claim-that-he-does-not-have-a-super-pac/).
[370] Bernard Sanders, "MSNBC/New Hampshire Democratic Primary Debate," (debate, Durham, New Hampshire, February 4, 2016), *The Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/wp/2016/02/11/sanderss-claim-that-he-does-not-have-a-super-pac/. Voir également : Bernard Sanders, "Unlike virtually every other campaign, we don't have a Super PAC which collects money from billionaires and corporations," X, September 28, 2015, https://x.com/BernieSanders/status/648575681677234177.
[371] "Rep. Bernie Sanders – Campaign Finance Summary: 2016 Election Cycle," OpenSecrets, https://www.opensecrets.org/members-of-congress/bernie-sanders/summary?cid=N00000528&cycle=2016.
[372] "Summary Data for Hillary Clinton: 2016 Cycle," OpenSecrets, https://www.opensecrets.org/pres16/candidate?id=n00000019.

cas de Donald Trump[373]. Bien que Sanders bénéficiât lui aussi de l'aide financière de certaines industries, ces chiffres sont sans commune mesure avec ceux de la campagne de Hillary Clinton, qui s'est très largement appuyée sur le soutien financier de grands groupes, de fonds spéculatifs, de milliardaires (le *Soros Fund Management* a ainsi contribué à sa campagne à hauteur de plus de 10 millions de dollars) ou encore de fondations privées[374].

Si la pensée de Sanders a subi un glissement au cours de sa longue carrière politique, délaissant peu à peu un socialisme radical[375] au profit d'un socialisme social-démocrate de type européen[376], son projet politique a toujours revêtu une dimension franchement subversive, illustrée par sa volonté de redéfinir l'orthodoxie dominante. Sanders entend, en effet, porter un projet qui dépasse le simple cadre d'une campagne politique, et que l'on pourrait dès lors qualifier d'« hégémonique »[377]. Dans *Where We Go From Here* (2018), Bernie Sanders explique que sa campagne présidentielle avait toujours eu pour dessein d'être plus qu'une simple campagne politique : « We were about more than a political campaign. We were about building a movement »[378]. En lieu et place d'une machine politique centrée sur un candidat, et dont la force d'action serait guidée par un désir de victoire dans les urnes, Sanders revendique la formation d'un large mouvement populaire uni autour d'une volonté de refonte du système politique et économique. Le populisme de Sanders incarne en effet une volonté de proposer une

---

[373] "Summary Data for Donald Trump: 2016 Cycle," OpenSecrets, https://www.opensecrets.org/pres16/candidate?id=N00023864.

[374] "Top Contributors, Federal Election Data for Hillary Clinton, 2016 Cycle," OpenSecrets, https://www.opensecrets.org/pres16/contributors?id=N00000019.

[375] En témoignent ses écrits publiés entre les années 1960 et 1980 qui traduisent une volonté de rupture radicale, tant dans la sphère politique que culturelle. Dans un article publié en novembre 1969, l'on peut lire par exemple : « The Revolution is coming and it is a very beautiful revolution. It is beautiful because, in its deepest sense, it is quiet, gentle, and all pervasive. IT KNOWS. […] The revolution comes when two strangers smile at each other, when a father refuses to send his child to school because schools destroy children, when a commune is started and people begin to trust each other, when a young man refuses to go to war, and when a girl pushes aside all that her mother has 'taught' her and accepts her boyfriend's love" (Bernard Sanders, "The Revolution Is Life Versus Death," *Vermont Freeman*, November 14–17, 1969, 9, https://www.documentcloud.org/documents/2157415-sanders-revolution.html.).

[376] Voisin, *Bernie Sanders*, 58.

[377] Cette dimension hégémonique a été mise en lumière par d'autres analystes et commentateurs. Pour l'économiste Thomas Piketty, la campagne de Sanders incarna ainsi une rupture de paradigme, signalant « la fin du cycle politico-idéologique inauguré par la victoire de Ronald Reagan aux élections de 1980 » (Thomas Piketty, "Thomas Piketty on the Rise of Bernie Sanders: The US Enters a New Political Era," *The Guardian*, February 16, 2016, https://www.theguardian.com/us-news/commentisfree/2016/feb/16/thomas-piketty-bernie-sanders-us-election-2016). De manière similaire, Jan Rehmann estime que la campagne de Sanders exploita la crise hégémonique du néolibéralisme, parvenant *in fine* à chambouler le paysage idéologique et à effectivement inscrire des idées de gauche dans le mainstream politique étatsunien. (Jan Rehmann, "Bernie Sanders and the Hegemonic Crisis of Neoliberal Capitalism: What Next?," *Socialism and Democracy*, September 2016, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08854300.2016.1228874).

[378] Sanders, *Where We Go from Here*, 21. Voir également : "Raising the minimum wage to $15 an hour may have been a fringe idea a few years ago, but now it is a mainstream idea whose time has come" (Sanders, *Where We Go from Here*, 80) ; "[…] the ideas that we have proposed, once considered 'extreme' and 'unrealistic,' are now widely supported by the American people. Given a chance to be heard and debated, these proposals have become part of mainstream consciousness" (Sanders, *Where We Go from Here*, 252).

alternative à l'hégémonie néolibérale et, ce faisant, de rendre acceptables des idées qui avaient jusque-là été considérées comme trop « radicales ». Cette ambition s'appuie sur un travail de pédagogie politique, qui était déjà évident dans le projet de films documentaires qu'avaient produit Sanders en 1979 afin d'exposer les écoliers aux idées hétérodoxes de Eugene V. Debs. L'objectif était notamment de montrer comment les politiques de gauche sont systématiquement discréditées et marginalisées dans le débat public. À cet égard, Sanders souligne l'usage polémique du terme « socialiste » et insiste sur la manière dont les opposants au *New Deal* de Roosevelt ont instrumentalisé l'étiquette socialiste dans le but de discréditer des programmes sociaux aujourd'hui largement acceptés par la population[379].

Cette tentative de démonétisation de la parole socialiste a d'ailleurs été mise en évidence par la détermination de l'establishment démocrate à dépeindre le projet de Sanders comme relevant d'une forme d'utopie politique[380], le comparant notamment à George McGovern[381]. À l'inverse, plusieurs socialistes ont accusé Sanders de n'offrir qu'un simulacre de changement, soulignant l'impossibilité de créer un véritable mouvement de gauche au sein du Parti démocrate[382].

Sanders estime que les médias traditionnels, en définissant l'ensemble des idées et opinions jugées plus ou moins acceptables par l'opinion publique[383], portent une part importante de responsabilité dans cette situation. En détournant l'attention des véritables

---

[379] Bernard Sanders, "Remarks at Georgetown University." "And, by the way, almost everything he proposed was called 'socialist.' Social Security, which transformed life for the elderly in this country was 'socialist.' The concept of the 'minimum wage' was seen as a radical intrusion into the marketplace and was described as 'socialist.' Unemployment insurance, abolishing child labor, the 40-hour work week, collective bargaining, strong banking regulations, deposit insurance, and job programs that put millions of people to work were all described, in one way or another, as 'socialist.' Yet, these programs have become the fabric of our nation and the foundation of the middle class."

[380] Bernard Sanders, "Joe Biden Is Wrong: Our Ideas Are Not 'Pie in the Sky'," YouTube video, March 9, 2020, https://www.youtube.com/watch?v=fSUY-KlSigM.

[381] Michael A. Genovese, "Is Bernie the New George McGovern?" *History News Network*, February 23, 2020, https://historynewsnetwork.org/article/174394; Quin Hillyer, "Democratic Contest Looks like Catastrophic Mess of 1972," *Washington Examiner*, February 12, 2020, https://www.washingtonexaminer.com/opinion/democratic-contest-looks-like-catastrophic-mess-of-1972; Robert Huber, "Letters to the Editor: George McGovern in 1972 Is a Cautionary Tale for Bernie Sanders Supporters," *Los Angeles Times*, February 19, 2020, https://www.latimes.com/opinion/story/2020-02-19/george-mcgovern-cautionary-tale-bernie-sanders; Steven Petrow, "I Worked Hard for McGovern and He Was Doomed. Sanders Backers, Please Don't Repeat 1972," *USA TODAY*, February 25, 2020, https://www.usatoday.com/story/opinion/voices/2020/02/25/sanders-supporters-waste-their-vote-doomed-2020-democrat-column/4821921002/.

[382] Devon Douglas-Bowers and Colin Jenkins, "Socialism and Electoral Politics in the US: An Interview with Mimi Soltysik," *The Hampton Institute*, July 2015, https://web.archive.org/web/20160226022410/http://www.hamptoninstitution.org/mimi-soltysik-interview.html#.Vs-3TXbP32c; Barro, "Bernie Sanders, Democratic Socialist Capitalist."; Chris Hedges, "Bernie Sanders' Phantom Movement," *Truthdig*, February 15, 2016, https://www.truthdig.com/articles/bernie-sanders-phantom-movement/; Mark Jacobson, "Bernie Sanders for President? Why Not Try a Real Socialist for a Change," *Intelligencer*, December 2014, http://nymag.com/daily/intelligencer/2014/12/bernie-sanders-for-president-why-not.html.

[383] Sanders and Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, 230.

enjeux, les médias tendent, selon Sanders, à foncièrement limiter le débat public. Ce problème est par ailleurs intrinsèquement lié aux logiques marchandes qui régissent ces principaux conglomérats médiatiques : détenus par une poignée de milliardaires, ils constituent pour ces derniers un moyen d'imposer leur vision du monde et de renforcer leur emprise économique et politique sur le pays : « The problem with the corporate media is not 'fake news' or inaccurate reporting. It's what, because of ownership pressure, the media chooses to cover and emphasize, and what they choose to ignore and downplay »[384]. C'est la raison pour laquelle Sanders plaide pour la mise en place de médias indépendants, dont la mission ne serait pas d'être rentables, mais plutôt d'informer les citoyens sur les grands enjeux politiques, contribuant ainsi au renforcement du processus démocratique[385]. Le projet de Sanders vise donc, en dernière analyse, à mettre en lumière la manière dont le discours officiel et le bon sens politique servent les intérêts de la classe dominante. L'objectif de ses campagnes, il le répète, était de rendre acceptables certaines propositions politiques jusqu'alors confinées aux marges du débat public, car considérées trop radicales. Dans *Where We Go From Here*, Sanders explique que, bien qu'il n'ait pas remporté l'élection présidentielle, sa campagne a néanmoins eu des retombées idéologiques indéniable, puisque des idées auparavant perçues comme marginales sont désormais devenues suffisamment populaires pour s'être intégrées au courant dominant de la politique étatsunienne : « We had brought new progressive ideas into the mainstream and had been enormously successful in engaging millions of people in democracy »[386].

La campagne de désambiguïsation sémantique[387] menée par Sanders a effectivement contribué à infléchir le *mainstream* politique. En témoigne notamment l'évolution des mentalités autour de la notion de « socialisme ». Dans un sondage *Gallup* d'octobre 2018, 23% des Américains (moins d'un sur quatre) entendaient le socialisme comme garant d'une certaine forme d'égalité ; mais ils n'étaient plus que 17% à l'associer encore à une prise de contrôle de l'économie par l'État, contre 34% (le double) en 1949[388]. Alors que le terme était

[384] Sanders and Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, 236.
[385] Sanders and Nichols, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, 253. "The place to begin is with a radical rethinking of the role of public funding to sustain independent, not-for-profit media – and the robust, local, state, and national democracy that extends from it. Think of it as a New Deal for Journalism."
[386] Sanders, *Where We Go from Here*, 21. Voir également : "Raising the minimum wage to $15 an hour may have been a fringe idea a few years ago, but now it is a mainstream idea whose time has come" (Sanders, *Where We Go from Here*, 80) ; "[…] the ideas that we have proposed, once considered 'extreme' and 'unrealistic,' are now widely supported by the American people. Given a chance to be heard and debated, these proposals have become part of mainstream consciousness" (Sanders, *Where We Go from Here*, 252).
[387] Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, 75.
[388] Frank Newport, "The Meaning of 'Socialism' to Americans Today," *Gallup*, October 4, 2018, https://news.gallup.com/opinion/polling-matters/243362/meaning-socialism-americans-today.aspx. Voir également : Chris McGreal, "'The S-Word': How Young Americans Fell in Love with Socialism," *The Guardian*, September 2, 2017, https://www.theguardian.com/us-news/2017/sep/02/socialism-young-americans-bernie-sanders.

historiquement associé à une idéologie non-américaine, donc subversive, et au concept de nationalisation des moyens de production, la perception et la compréhension qu'en ont aujourd'hui les Américains, notamment les jeunes, s'est considérablement élargie[389]. Un pourcentage croissant de la population l'associe désormais à la notion d'égalité et à la provision d'aides gouvernementales, ce qui démontre que le terme recouvre des réalités suffisamment disparates pour être compris de manières très différentes par les Américains. À la suite des campagnes présidentielles de Sanders, la gauche étatsunienne a donc gagné en visibilité. En témoigne l'augmentation significative du nombre d'adhérents au *Democratic Socialists of America* (DSA)[390], une organisation de gauche socialiste, ainsi que la popularité de revues aux contenus ouvertement socialistes, telle que *Jacobin*. Par ailleurs, la campagne de Sanders semble avoir ravivé une certaine conscience de classe, comme en atteste notamment l'augmentation du nombre de personnes s'identifiant à la « working class » plutôt qu'à la classe moyenne[391].

L'impact de la campagne de Sanders fut également reflété dans le programme politique du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 2016[392]. Sous l'égide du sénateur du Vermont, Hillary Clinton accepta en effet d'endosser des positions plus clairement marquées à gauche. Si le parti refusa de revoir son positionnement sur l'Accord de partenariat transpacifique (*Trans-Pacific Partnership*), d'interdire explicitement la fracturation hydraulique, récusant également le projet d'assurance santé universelle (*Medicare for all*) ainsi qu'une prise de position ouvertement favorable à la Palestine, le programme endossa toutefois une hausse du salaire minimum à 15 dollars de l'heure, une extension de la sécurité sociale, la mise en place d'une « option publique » dans le domaine de l'assurance maladie, l'instauration d'une taxe carbone, une attitude de plus grande fermeté vis-à-vis du monde de la finance, ainsi qu'une opposition à la peine de mort, et se montra même favorable à une potentielle future légalisation de la marijuana[393]. Au terme des négociations, l'aile progressiste estima ainsi que

[389] Max Ehrenfreund, "Bernie Sanders Is Profoundly Changing How Millennials Think about Politics, Poll Shows," *The Washington Post*, April 25, 2016, https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2016/04/25/bernie-sanders-is-profoundly-changing-how-millennials-think-about-politics-poll-shows/.
[390] Danielle Kurtzleben, "What You Need To Know About The Democratic Socialists Of America," *NPR*, July 26, 2018, https://www.npr.org/2018/07/26/630960719/what-you-need-to-know-about-the-democratic-socialists-of-america; Elaine Godfrey, "Thousands of Americans Have Become Socialists Since March," *The Atlantic*, May 14, 2020, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/05/dsa-growing-during-coronavirus/611599/.
[391] Frank Newport, "Fewer Americans Identify as Middle Class in Recent Years," *Gallup*, April 28, 2015, https://news.gallup.com/poll/182918/fewer-americans-identify-middle-class-recent-years.aspx.
[392] Gautney, *Crashing the Party*, 109 ; Jamelle Bouie, "What Bernie Sanders Has Won," *Slate*, July 11, 2016, https://slate.com/news-and-politics/2016/07/the-democratic-platform-is-a-monument-to-bernie-sanders-campaign.html.
[393] Democratic Party, "Democratic Party Platform," The American Presidency Project, July 21, 2016, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2016-democratic-party-platform.

pas moins de 80% de ses demandes avaient été satisfaites[394], reflétant ainsi une victoire symbolique majeure pour la gauche étatsunienne[395].

Forte de cette avancée, l'aile progressiste dut ensuite s'organiser pour répondre aux défis posés par la présidence Trump. Les premiers mois de celle-ci furent ainsi marqués par l'effervescence de la gauche qui, malgré sa grande diversité interne, exprima son opposition au programme réactionnaire du président. En témoignent l'organisation de la *Women's March* le 21 janvier 2017, les manifestations contre le *Muslim Ban*, le mouvement social déclenché par la mort de George Floyd le 25 mai 2020, le lancement du mouvement *Sunrise*, qui œuvra à installer l'urgence climatique au cœur de l'agenda des Démocrates, ou encore la campagne *March for Our Lives*, lancée par des écoliers en mars 2018 pour réclamer des mesures de contrôle des armes à feu après une fusillade dans une école de Parkland, en Floride. Mais si l'électrochoc que produisit l'élection de Trump à la présidence permit dans une certaine mesure d'unir les différentes factions du Parti démocrate autour d'un objectif commun, la coalition démocrate restait, en réalité, fortement divisée. Alors que certains groupes nouvellement formés cherchèrent avant tout à unir la gauche autour d'un projet de « résistance » au nouveau président[396], comme ce fut notamment le cas du groupe *Indivisible,* qui entendait s'inspirer de la stratégie du *Tea Party* pour mettre en place une opposition coordonnée et systématique à la politique du président, d'autres s'engagèrent dans une stratégie de confrontation visant *in fine* à réaligner le Parti démocrate sur un crédo ouvertement progressiste. Ainsi, une vingtaine d'anciens militants issus de la campagne de Bernie Sanders avaient, dès 2016, fondé le comité d'action politique (PAC) *Brand New Congress*, dont l'objectif était de promouvoir la candidature de néophytes progressistes aux élections de mi-mandat de 2018 afin de rivaliser avec les candidats issus de l'establishment démocrate, perçus comme trop accommodants vis-à-vis de leurs adversaires républicains. En septembre de la même année, quatre soutiens de Sanders fondèrent le PAC *#AllOfUs* afin d'exhorter les membres démocrates du Sénat à endosser une attitude de fermeté à l'égard des membres nommés au cabinet du président et de leur politique. Dans cette même optique, le comité initia la création d'un nouveau PAC, *WeWillReplaceYou*, explicitement destiné à faire pression sur les élus démocrates pour que ceux

[394] Eric Bradner, "Sanders Loses on Trade, Wins on Minimum Wage," *CNN*, July 9, 2016, https://www.cnn.com/2016/07/09/politics/democrats-15-an-hour-minimum-wage-bernie-sanders-hillary-clinton/index.html.

[395] Bouie, "What Bernie Sanders Has Won" ; Alex Seitz-Wald, "Democrats Advance Most Progressive Platform in Party History," *NBC News*, July 10, 2016, https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/democrats-advance-most-progressive-platform-party-history-n606646.

[396] David S. Meyer and Sidney Tarrow, *The Resistance: The Dawn of the Anti-Trump Opposition Movement* (Oxford University Press, 2018); Dana R. Fisher, *American Resistance: From the Women's March to the Blue Wave* (Columbia University Press, 2019).

et celles-ci ne coopèrent pas avec l'administration en place. Le 15 novembre 2016, *#AllofUs* organisa un *sit-in* devant le bureau du sénateur de l'État de New York Chuck Schumer, pressenti pour devenir le prochain leader de la minorité au Sénat, afin de faire directement pression sur lui[397].

De la même manière, le PAC *Justice Democrats*, co-fondé par Cenk Uygur, Kyle Kulinski, Saikat Chakrabarti et Zack Exley, tous issus de la campagne Sanders, décida d'investir le Parti démocrate afin de le réorienter vers la gauche en menaçant de torpiller la campagne de certains élus du parti s'ils refusaient d'intégrer une partie de leur programme dans leur propre plateforme. Les membres issus de l'appareil de direction s'attelèrent pour leur part à mener des campagnes destinées à faire élire le plus grand nombre possible de Démocrates, en particulier dans les circonscriptions susceptibles de basculer dans leur camp. Le PAC *Run for Something*, créé au lendemain de l'inauguration de Trump par Amanda Litman, ancienne directrice de messagerie d'Hillary Clinton, et Ross Morales Rocketto, un vétéran des campagnes politiques, visait à recruter et soutenir de jeunes candidats démocrates dont le message modéré pourrait leur permettre de remporter l'élection. En parallèle, l'appareil de direction démocrate s'efforça d'exploiter l'effervescence militante provoquée par l'arrivée au pouvoir de Trump en cooptant une partie des stratégies et des idées de la gauche. Ainsi, le DNC lança en mai 2017 un projet surnommé *Resistance Summer*, qui visait à encourager la formation d'un mouvement de résistance d'envergure nationale et s'inspirait en cela de l'initiative lancée quelques semaines plus tôt par le PAC *MoveOn*. En juillet de la même année, le PAC *Our Revolution*, créé en 2016 par la campagne Sanders, publia un document intitulé « The People's Platform », qui dévoilait un programme politique progressiste ambitieux incluant notamment une volonté de rendre gratuit l'accès aux universités publiques, de mettre en place une inscription automatique sur les listes électorales, d'augmenter le salaire minimum à 15 dollars de l'heure ainsi que d'instaurer un système de santé universel. De leur côté, les Démocrates du Sénat publièrent le même mois un programme intitulé « A Better Deal: Better Jobs, Better Wages, Better Future » visant à convaincre l'électorat que le Parti démocrate ne se définissait pas seulement et exclusivement par son message anti-Trump[398].

[397] "Anti-Trump Protests Spread to Democratic Leadership With Sit-In at Schumer's DC Office," ABC News, November 15, 2016, https://abcnews.go.com/Politics/anti-trump-protests-spread-democratic-leadership-sit-schumers/story?id=43533616.

[398] Nancy Pelosi, "A Better Deal: Better Jobs, Better Wages, Better Future," YouTube video, July 31, 2017, https://www.youtube.com/watch?v=UzTd5kQLWQE; Chuck Schumer, "A Better Deal for American Workers," *The New York Times*, July 24, 2017, https://www.nytimes.com/2017/07/24/opinion/chuck-schumer-employment-democrats.html.

Les divisions entre appareil de direction et base électorale furent en outre mises en lumière à l'occasion du processus de sélection du président du DNC en février 2017, au terme duquel l'ancien ministre du travail d'Obama, Tom Perez, fut élu face au représentant du Minnesota Keith Ellison, qui avait eu le soutien de la base progressiste du parti. En réaction à cette défaite, les militants pro-Ellison s'insurgèrent contre la présidente provisoire Donna Brazile lorsque celle-ci prit la parole, scandant le slogan « Party for the people, not big money! »[399].

Cette rivalité entre la base militante du parti et son establishment fut enfin mise en lumière lors des élections de mi-mandat de 2018 qui, qualifiées de « vague bleue » par les médias[400], furent marquées par l'arrivée sur le devant de la scène politique de candidats et candidates démocrates anti-establishment. La base électorale du Parti démocrate fut particulièrement mobilisée cette année-là : entre 2014 et 2018, la participation aux primaires de la chambre passa de 13,7 à 19,6% parmi les Démocrates, de 16,6 à 22,2% pour les primaires du Sénat, et de 17,1 à 24,5% pour les primaires concernant les postes de gouverneurs[401]. Dans les circonscriptions déjà acquises aux Démocrates, des candidats marqués à gauche mirent au défit l'establishment du parti et remportèrent un certain nombre de victoires très médiatisées, à l'image de l'arrivée des membres du « Squad » au Congrès[402]. Alexandria Ocasio-Cortez, dans le quatorzième district de New York, ou encore Ayanna Pressley, dans le septième district du Massachusetts, pour ne citer que ces deux exemples, sont ainsi parvenues à débouter Joe Crowley et Mike Capuano, tous deux élus de longue date sous l'étiquette démocrate.

À l'instar de Sanders, ces candidates endossèrent au demeurant un discours de facture populiste et une posture d'outsider politique. En témoigne notamment le clip de campagne d'Alexandria Ocasio-Cortez, intitulé « The Courage to Change », dans lequel la candidate affirme sa différence par rapport à l'establishment démocrate en insistant tout particulièrement sur ses origines sociales populaires : « Women like me aren't supposed to run for office. I wasn't born to a wealthy or powerful family — mother from Puerto Rico, dad from the South

---

399 Gregory Krieg, "Progressives Riled up after DNC Vote," *CNN*, February 26, 2017, https://www.cnn.com/2017/02/25/politics/dnc-chair-vote-progressives-angry-ellison-perez/index.html.

400 David Smith, "'Blue Wave' Sweeps Democrats Back to Majority in House of Representatives," *The Guardian*, November 7, 2018, https://www.theguardian.com/us-news/2018/nov/07/democrats-house-of-representatives-blue-wave-midterms.

401 Drew DeSilver, "Turnout Was up in 2018 House Primaries," *Pew Research Center*, October 3, 2018, https://www.pewresearch.org/short-reads/2018/10/03/turnout-in-this-years-u-s-house-primaries-rose-sharply-especially-on-the-democratic-side/.

402 Le « Squad » fait initialement référence à un groupe de femmes racisées qui firent leur entrée au Congrès lors des élections de mi-mandat de 2018 en remportant la nomination de leur parti face à des membres de l'establishment démocrate. Le groupe comprenait alors Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ayanna Pressley (Massachusetts), Rashida Tlaib (Michigan) et Ilhan Omar (Minnesota).

Bronx. I was born in a place where your Zip code determines your destiny »[403]. En effet, sa campagne mit clairement en avant une volonté de confrontation avec l'appareil de direction du Parti démocrate[404] et provoqua, par ailleurs, un véritable engouement médiatique[405]. Alexandria Ocasio-Cortez s'inspira du langage et des politiques promues par Sanders, défendant notamment la création d'une garantie fédérale à l'emploi, la mise en place du programme *Medicare-for-all*, ainsi qu'une politique agressive de lutte antitrust. Elle obtint du reste le soutien du *Democratic Socialists of America* et refusa l'argent versé par des sociétés privées, dénonçant la « corruption » qui gangrénait selon elle la campagne de son adversaire Joe Crowley[406].

Alexandria Ocasio-Cortez et les autres membres du *Squad* se démarquèrent toutefois de la campagne de Sanders sur d'autres aspects, et notamment sur leur politisation des enjeux culturels et identitaires et leur soutien à des causes progressistes très marquées à gauche tels que l'appel au Congrès à abolir l'*United States Immigration and Customs Enforcement* (ICE), la police de l'immigration et de la douane, ou encore leur promotion du concept d'intersectionnalité. En effet, là où Bernie Sanders avait cherché à mobiliser un électorat populaire en partie perdu aux Républicains[407], les campagnes de ces nouveaux progressistes s'appuyèrent dans une large mesure sur une mobilisation d'un électorat diversifié, relativement

---

[403] Alexandria Ocasio-Cortez, "The Courage to Change," YouTube video, May 30, 2018, https://www.youtube.com/watch?v=rq3QXIVR0bs.

[404] Ryan Grim and Aída Chávez, "A Primary Against the Machine: A Bronx Activist Looks to Dethrone Joseph Crowley, the King of Queens," *The Intercept*, May 22, 2018, https://theintercept.com/2018/05/22/joseph-crowley-alexandra-ocasio-cortez-new-york-primary/; Tim Murphy, "How Alexandria Ocasio-Cortez Pulled Off the Year's Biggest Political Upset," *Mother Jones*, June 29, 2018, https://web.archive.org/web/20180629022429/https://www.motherjones.com/politics/2018/06/alexandria-ocasio-cortez-upset-joe-crowley-dsa-brand-new-congress-1/; Azi Paybarah, "Alexandria Ocasio-Cortez Will Push Washington. Will Washington Push Back?" *The New York Times*, November 7, 2018, https://www.nytimes.com/2018/11/07/nyregion/ocasio-cortez-congress-washington.html.

[405] Andy Newman, "With One Win, Alexandria Ocasio-Cortez Emerges as a Political Star," *The New York Times*, June 28, 2018, https://web.archive.org/web/20180628072729/https://www.nytimes.com/2018/06/27/nyregion/alexandria-ocasio-cortez-bio-profile.html; Gabriella Paiella, "Meet the 28-Year-Old at the Center of One of This Year's Most Exciting Primaries," *The Cut*, June 25, 2018, https://www.thecut.com/2018/06/alexandria-ocasio-cortez-interview.html.

[406] Benjamin Wallace-Wells, "Alexandria Ocasio-Cortez and the Legacy of the Bernie Sanders Movement," *The New Yorker*, June 27, 2018, https://www.newyorker.com/news/news-desk/alexandria-ocasio-cortez-and-the-legacy-of-the-bernie-sanders-movement.

[407] Si les campagnes de Bernie Sanders ont globalement été caractérisées par un électorat jeune, progressiste et diplômé (Laura Bronner, "What Defines The Sanders Coalition?" *FiveThirtyEight*, February 26, 2020, https://fivethirtyeight.com/features/what-defines-the-sanders-coalition/), celles-ci connurent également plus de succès auprès des classes populaires que les campagnes d'Hillary Clinton et de Joe Biden (Patrick Ruffini, "How Sanders Would Change the Democratic Coalition," *Democracy Fund Voter Study Group*, February 17, 2020, https://www.voterstudygroup.org/blog/how-sanders-would-change-the-democratic-coalition). Contrairement aux deux candidats issus de l'establishment démocrate, dont les campagnes se focalisèrent en grande partie sur l'électorat des banlieues, Sanders s'évertua en outre à rallier à sa cause les électeurs issus des milieux ruraux, souvent considérés par l'establishment comme étant acquis à la cause républicaine (John Peeler, "Bernie and the Rural Radicals," *LA Progressive*, May 1, 2016, https://www.laprogressive.com/rural-radicals/).

jeune et diplômé, et très progressiste, issus de districts déjà acquis aux Démocrates, et donc davantage sensibles à ces enjeux culturels et identitaires. À rebours de l'idée selon laquelle le succès d'AOC aurait principalement reposé sur le soutien des minorités, notamment latino-américaines, et des classes populaires, une étude menée par Steven Romalewski montre que sa campagne a, en réalité, largement ciblé les quartiers en voie de gentrification de sa circonscription[408] – tels qu'Astoria et Sunnyside dans le Queens, ou encore une partie de Jackson Heights –, où la population, relativement aisée, n'était pas majoritairement latino. À l'inverse, Joe Crowley a enregistré ses meilleurs résultats dans des zones populaires à forte concentration de minorités, comme Parkchester dans le Bronx et LeFrak City[409].

En revanche, dans les districts plus conservateurs, les Démocrates capitalisèrent sur la réponse négative à l'élection de Trump en présentant des candidats modérés, ce qui leur permit de faire des incursions dans des districts typiquement acquis aux Républicains, en particulier dans certaines banlieues où réside un électorat relativement aisé et diplômé[410]. Sur les 67 Démocrates nouvellement élus au Congrès, environ un tiers l'emporta dans un district où Trump avait gagné en 2016[411]. L'élection spéciale organisée à la suite de la nomination de Tom Price au poste de secrétaire à la Santé et aux Services sociaux dans le sixième district de Géorgie offrit aux Démocrates leur première chance de tester leur nouvelle recette électorale en amont des élections de mi-mandat. Si ce district, qui regroupe les banlieues aisées autour d'Atlanta, avait en effet voté pour des Républicains depuis 1979, celui-ci n'avait été remporté par Trump que de 1,5 points en 2016. Un néophyte modéré, Jon Ossoff, fit largement campagne sur des thématiques chères à cet électorat aisé et diplômé, promettant de chercher à attirer des emplois dans les technologies de pointes, d'éliminer les dépenses inutiles, ou encore de protéger le droit à l'avortement ainsi que la Sécurité Sociales et le programme *Medicare*[412]. Dans une interview sur CNN, Ossoff souligna au demeurant sa volonté de s'inscrire dans une logique post-partisane : « I'm simply not interested in ideological labels or purity tests. I'll tell you where I

[408] Thomas B. Edsall, "The Democrats' Gentrification Problem," *The New York Times*, April 19, 2018, https://www.nytimes.com/2018/04/19/opinion/democrats-gentrification-cities-voters.html.
[409] Ryan Grim and Zaid Jilani, "Data Suggest That Gentrifying Neighborhoods Powered Alexandria Ocasio-Cortez's Victory," *The Intercept*, July 2, 2018, https://theintercept.com/2018/07/01/ocasio-copez-data-suggests-that-gentrifying-neighborhoods-powered-alexandria-ocasio-cortezs-victory-over-the-democratic-establishment/; Daniel Steinfeld, "Progressivism and Representation: Alexandria Ocasio-Cortez, Ayanna Pressley, and Voter Demographics," *Brown Political Review*, March 8, 2019, https://brownpoliticalreview.org/2019/03/progressivism-representation-alexandria-ocasio-cortez-ayanna-pressley-voter-demographics/.
[410] Larry Sabato and Kyle Kondik, *The Blue Wave: The 2018 Midterms and What They Mean for the 2020 Elections* (Rowman & Littlefield, 2019), 2.
[411] Catie Edmondson and Emily Cochrane, "In Conservative Districts, Democrats Have to Answer for Party's Left Wing," *The New York Times*, February 24, 2019, https://www.nytimes.com/2019/02/24/us/politics/house-democrats-moderates-liberals.html.
[412] Jeff Stein, "Georgia Dems Normally Raise $10,000 for This House Seat. This April They'll Have $3 Million," *Vox*, March 27, 2017, https://www.vox.com/policy-and-politics/2017/3/27/14977018/jon-ossoff-georgia-sixth.

stand on the issues, and then I'll let the pundits decide how to label me »[413]. Sa campagne suscita, de plus, une large mobilisation des *grassroots*, ce qui permit au candidat de récolter plus de 23 millions de dollars de dons, faisant de sa course à la chambre la plus chère de l'histoire étatsunienne[414]. Si Ossoff finit par s'incliner face à son adversaire républicaine Karen Handel, il parvint toutefois à rendre l'élection compétitive, remportant 48,1% des suffrages[415].

Dans le nord de l'État de Virginie, la démocrate modérée Jennifer T. Wexton parvint, pour sa part, à défaire la républicaine Barbara Comstock dans une circonscription longtemps considérée comme un bastion républicain, en tirant parti de l'impopularité de Donald Trump et en présentant sa rivale comme déconnectée des préoccupations d'un électorat relativement aisé, instruit et diversifié[416]. De manière similaire, plusieurs femmes candidates, parmi lesquelles Abigail Spanberger (Virginie), Elissa Slotkin (Michigan), Elaine Luria (Virginie), Mikie Sherill (New Jersey) et Chrissy Houlahan (Pennsylvanie), toutes issues du monde militaire, parvinrent à faire basculer leurs circonscriptions au profit des Démocrates. Issues de circonscriptions conservatrices, ces femmes s'employèrent à marquer clairement leur distance avec la frange progressiste incarnée par AOC et avec l'étiquette socialiste[417], endossant une posture essentiellement pragmatique et incrémentaliste destinée à les mettre au diapason d'un électorat modéré. Dans une interview, Spanberger expliquait : « If we are just driven by ideology, we will achieve nothing for the people who actually need it »[418]. Houlahan fit écho à ces propos, déclarant : « We come from places where different ideologies live side by side and we have a real responsibility to legislate that way. I feel like the narrative is that the Democratic Party has

[413] Max Greenwood, "Ossoff on Whether He's a Progressive: 'Not Interested' in Purity Tests," *The Hill*, April 20, 2017, https://www.thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/329770-ossoff-on-whether-hes-a-progressive-not-interested-in-purity/.

[414] Jonathan Martin and Rachel Shorey, "Ossoff Raises $23 Million in Most Expensive House Race in History," *The New York Times*, June 9, 2017, https://www.nytimes.com/2017/06/09/us/politics/ossoff-handel-georgia-house-special-election.html.

[415] "Georgia Election Results: Handel Defeats Ossoff in U.S. House Race," *The New York Times*, June 21, 2017, https://www.nytimes.com/elections/results/georgia-congressional-runoff-ossoff-handel. En 2020, Ossoff fut élu au Sénat face au républicain sortant David Perdue.

[416] Jenna Portnoy, "Democrat Jennifer T. Wexton Defeats Rep. Barbara Comstock, Turning a GOP Stronghold District in Virginia Blue," *The Washington Post*, November 6, 2018, https://www.washingtonpost.com/local/virginia-politics/comstock-vs-wexton-virginias-10th-congressional-district-race/2018/11/06/f3d406ca-deb6-11e8-85df-7a6b4d25cfbb_story.html.

[417] Edmondson and Cochrane, "In Conservative Districts, Democrats Have to Answer for Party's Left Wing" ; Geraghty, Jim. « Virginia Democratic Congresswoman: 'Don't Say Socialism Ever Again' ». *National Review*, 5 November 2020, https://www.nationalreview.com/corner/virginia-democratic-congresswoman-dont-say-socialism-ever-again/ ; Simone Pathe, "Democratic Female Freshmen Signal Alexandria Ocasio-Cortez Doesn't Represent Them," *Roll Call*, May 10, 2019, https://rollcall.com/2019/05/10/democratic-female-freshmen-signal-alexandria-ocasio-cortez-doesnt-represent-them/.

[418] Jenna Portnoy, "Rep. Abigail Spanberger: A Moderate Democrat Working to Survive in the AOC Era," *The Washington Post*, May 28, 2019, https://www.washingtonpost.com/local/virginia-politics/rep-abigail-spanberger-a-moderate-democrat-working-to-survive-in-the-aoc-era/2019/05/16/a2ff11e4-700c-11e9-8be0-ca575670e91c_story.html.

been hijacked by the left »[419]. Katie Hill, représentante d'une circonscription conservatrice de Californie qu'elle était parvenue à arracher au contrôle républicain, estimait pour sa part qu'il importait, en vue de l'élection présidentielle de 2020, de démontrer que les Démocrates n'étaient dans l'ensemble « pas des socialistes » et que la frange progressiste, si elle bénéficiait d'une large couverture médiatique, ne représentait « qu'une toute petite fraction du parti[420]. Là où les membres du *Squad* n'avaient fait que remplacer des Démocrates sortants, ces femmes avaient littéralement permis au Parti démocrate d'obtenir une majorité à la Chambre, ce qui rendait à leurs yeux leur message tout aussi – vois plus – légitime que celui porté par l'aile gauche. C'est précisément ce que suggère Slotkin :

> There's been an overwhelming focus on a small number of members in our caucus who did not flip seats, who did not help win the House, who are doing what is right for their districts, but who don't represent our districts, or at least my district. […] Being a Democrat is more than being a far-left progressive[421].

Cette « guerre culturelle »[422], opposant une frange progressiste à une frange modérée, secoua de nouveau le Parti démocrate en amont des élections de mi-mandat de 2022, conduisant le démocrate Hakeem Jeffries à fonder un nouveau PAC – *Team Blue PAC* – dans l'optique de lever des fonds pour défendre des Démocrates sortants contre des candidats anti-establishment soutenus par *Justice Democrats*[423]. Dans une interview datant d'août 2022, il expliquait :

> I definitively have no disdain for progressive movement, being a progressive myself, and a longtime member of the Congressional Progressive Caucus from the moment I first arrived in Washington, D.C. It's important to understand there's a distinction between the socialist machine and mainstream progressives, which some of the virtue signalers on Twitter don't always focus on as a result of a seemingly myopic view of the political world[424].

Cette dissension s'inscrit au demeurant dans un contexte marqué par le rôle de plus en plus central de l'électorat des banlieues pour les victoires démocrates. L'élection de Donald Trump à la présidence, en 2016, a en effet accéléré le basculement des électeurs aisés et diplômés vers le Parti démocrate, une tendance confirmée par les élections de mi-mandat de 2018 et l'élection présidentielle de 2020. Leur influence a été particulièrement décisive lors de

---

[419] Portnoy, "Rep. Abigail Spanberger: A Moderate Democrat Working to Survive in the AOC Era."
[420] Laura Barron-Lopez, "Centrists Fear Socialist Tag Will Cost Democrats the House in 2020," *POLITICO*, March 15, 2019, https://www.politico.com/story/2019/03/15/house-democrats-moderates-2020-aoc-1220643. Notre traduction.
[421] Pathe, "Democratic Female Freshmen Signal Alexandria Ocasio-Cortez Doesn't Represent Them."
[422] Freedlander, David. « The Democrats' Culture Divide ». *POLITICO Magazine*, 8 May 2020, https://politi.co/2Az5MlC.
[423] Michael Scherer and David Weigel, "Democratic Tensions Surface as House Incumbents Plan Defense against Far-Left Primary Challengers," *The Washington Post*, July 14, 2021, https://www.washingtonpost.com/politics/democrats-house-incumbents-challengers/2021/07/13/5dad62a4-e327-11eb-8aa5-5662858b696e_story.html.
[424] Jeff Coltin, "Hakeem Jeffries Again Challenges the Left, on the Eve of the Primary," *City & State NY*, August 22, 2022, https://www.cityandstateny.com/politics/2022/08/hakeem-jeffries-again-challenges-left-eve-primary/376162/.

l'élection de Joe Biden à la présidence en 2020[425], ainsi que durant les élections de mi-mandat de 2022[426]. Cette dynamique fut toutefois freinée lors de l'élection présidentielle de 2024 qui, malgré les efforts déployés par le camp démocrate pour séduire cette frange de l'électorat[427], vit l'avance des Démocrates dans les banlieues se réduire, passant de 10 points en 2020 à seulement 4 points en 2024[428]. L'électorat de ces banlieues représente ainsi une base potentielle et un vecteur de revitalisation pour le Parti démocrate, qui cherche à le séduire en présentant des candidats d'un profil différent. Ces derniers, tout en revendiquant un statut d'outsiders politiques, adoptent un message essentiellement modéré, centré sur la défense de la démocratie et du statu quo. Cette nouvelle voie possible a également alimenté les divisions avec les factions progressistes, dont une partie estime que le parti doit, au contraire, s'évertuer à proposer un message de populisme économique, centré sur les intérêts des travailleurs, et/ou tenter de mobiliser un électorat jeune, divers et très progressiste, à l'image de la « nouvelle majorité démocrate » annoncée par John Judis et Ruy Texeira en 2002[429]. Cette tension illustre le dilemme stratégique du Parti démocrate partagé entre, d'un côté, ceux qui souhaitent restaurer son image de parti du peuple et, de l'autre, ceux qui cherchent à redéfinir sa base électorale en l'ancrant plus fermement dans un électorat relativement aisé et modéré.

Se pose ainsi, au fond, la question de l'identité du Parti démocrate, qui demeure équivoque et dépendante des contextes locaux. Dans les terres conservatrices de l'État de Pennsylvanie, c'est ainsi un ancien maire au profil atypique qui a su battre le pavillon du Parti démocrate ces dernières années. Élu maire de Braddock en 2005, une petite ville détruite par l'effondrement de l'industrie sidérurgique locale[430] et où la pauvreté touche un tiers des résidents – en grande partie des afro-américains et des femmes –, John Fetterman se distingue

---

[425] Bill Barrow, "The Trump Era Has Changed the Politics of Local Elections in Georgia, a Pivotal 2024 Battleground," *AP News*, October 29, 2023, https://apnews.com/article/political-cultural-divisions-local-campaigns-georgia-trump-e8261e7a369646c08ca7a1cc6863b71b; Nate Cohn, et al., "Detailed Turnout Data Shows How Georgia Turned Blue in 2020," *The New York Times*, November 17, 2020, https://www.nytimes.com/interactive/2020/11/17/upshot/georgia-precinct-shift-suburbs.html; Darel E. Paul, "Democrats Win In Wealthy Suburbs," *First Things*, December 7, 2020, https://www.firstthings.com/web-exclusives/2020/12/democrats-win-in-wealthy-suburbs.

[426] Perry Bacon, "Suburbanites Are Saving the Democrats in Georgia — and Elsewhere," *The Washington Post*, November 29, 2022, https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/11/28/warnock-walker-georgia-suburbs-cobb-county-democrats-senate/; Trip Gabriel and Ruth Igielnik, "Despite Modest G.O.P. Gains, Democrats Maintain Grasp on Suburbs," *The New York Times*, December 13, 2022, https://www.nytimes.com/2022/12/13/us/politics/suburbs-midterms.html

[427] Erica L. Green and Reid J. Epstein, "Liz Cheney and Harris Make a Play for G.O.P. Women in 'Blue Wall' Suburbs," *The New York Times*, October 21, 2024, https://www.nytimes.com/2024/10/21/us/politics/harris-liz-cheney-pennsylvania-michigan-wisconsin.html.

[428] Hannah Hartig Green et al., "Voting Patterns in the 2024 Election," *Pew Research Center*, June 26, 2025, https://www.pewresearch.org/politics/2025/06/26/voting-patterns-in-the-2024-election/.

[429] Judis and Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*.

[430] David Streitfeld, "Rock Bottom for Decades, but Showing Signs of Life," *The New York Times*, January 31, 2009, https://www.nytimes.com/2009/02/01/us/01braddock.html.

par un style singulier (il se vêtit d'habits de sport et arbore de nombreux tatouages) et exhibe volontairement son statut d'outsider politique[431]. Après l'échec de sa campagne pour la nomination démocrate au Sénat en 2016, Fetterman fut élu lieutenant-gouverneur de Pennsylvanie aux côtés du gouverneur Tom Wolf en 2018. Alors qu'il se remettait à peine d'un AVC, il fut finalement élu sénateur de Pennsylvanie en 2022, au terme d'une campagne très médiatisée qui l'opposa au truculent Mehmet Oz. Outre son apparence pittoresque, Fetterman se distingue également par son style politique et son positionnement idéologique. En pleine crise identitaire du Parti démocrate[432], Fetterman est apparu comme une sorte « d'anti-politicien »[433] de gauche[434], capable de faire écho au sentiment de déréliction de son électorat. Alors que les particularités démographiques, en particulier le niveau de diplôme, et le statut économique de ses électeurs semblent d'office les placer dans la colonne républicaine, Fetterman n'a pas caché sa profonde antipathie pour Donald Trump, le comparant notamment à un « troll internet »[435]. Il s'est également démarqué par un discours centré sur la question des inégalités économiques, évoquant une « obligation morale » à améliorer les conditions de vie de ses électeurs[436], ainsi que par ses prises de positions progressistes sur un plusieurs sujets notamment le mariage homosexuel, l'avortement et la légalisation de la marijuana. En mettant en avant sa volonté de combattre « le côté obscur du système capitaliste »[437], et en se déclarant favorable au plan *Medicare for All*, à une taxation des grandes fortunes, à une augmentation du salaire minimum à 15 dollars ainsi qu'à des législations pro-syndicats[438], Fetterman s'est, à bien

[431] Sue Halpern, "Mayor of Rust," *The New York Times*, February 11, 2011, https://www.nytimes.com/2011/02/13/magazine/13Fetterman-t.html; Dan McQuade, "John Fetterman: The Giant Underdog," *Philadelphia Magazine*, December 13, 2015, https://www.phillymag.com/news/2015/12/13/john-fetterman-senate-braddock/; Anna Orso, "John Fetterman for Senate: Why a 6-Foot-8 Tatted-up Harvard Grad from Western Pa. Is Running," *Billy Penn at WHYY*, September 21, 2015, http://billypenn.com/2015/09/21/john-fetterman-for-senate-why-a-6-foot-8-tatted-up-harvard-grad-from-western-pa-is-running/.

[432] Holly Otterbein, "The Democrats' Giant Dilemma," *POLITICO*, April 16, 2021, https://www.politico.com/news/magazine/2021/04/16/john-fetterman-profile-2022-senate-politics-pennsylvania-481259.

[433] Ben Terris, "The Ballad of Big John Fetterman: Democrats Yearned for a Folk Hero. But Will They Vote for One?" *The Washington Post*, June 19, 2018, https://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/the-ballad-of-big-john-fetterman-democrats-yearned-for-a-folk-hero-but-will-they-vote-for-one/2018/06/18/d63d9cac-6a62-11e8-bf8c-f9ed2e672adf_story.html.

[434] Katie Glueck, "John Fetterman: The Left-Leaning Pennsylvania Politician in Gym Clothes," *The New York Times*, May 18, 2022, https://www.nytimes.com/2022/05/18/us/politics/john-fetterman-the-left-leaning-pennsylvania-politician-in-gym-clothes.html.

[435] Jordan Williams, "Pennsylvania's Lieutenant Governor Says Trump 'No Different than Any Other Random Internet Troll'," *The Hill*, November 4, 2020, https://thehill.com/homenews/media/524508-pennsylvanias-lieutenant-governor-says-trump-no-different-than-any-other/.

[436] John Fetterman, "John Fetterman for U.S. Senate: Built in Braddock, PA," YouTube video, September 14, 2015, https://www.youtube.com/watch?v=5eWLnI3ta6c.

[437] Sue Halpern, "Mayor of Rust," *The New York Times*, February 11, 2011, https://www.nytimes.com/2011/02/13/magazine/13Fetterman-t.html. Notre traduction.

[438] John Fetterman, "Unions invented the weekend and gave it away for free to all. Unions invented worker safety and gave it away for free to all. Unions invented worker dignity and gave it away for free to all. Progressive. Simple. Sacred. The Union Way of Life. #HappyLaborDay," X, September 7, 2020, https://x.com/JohnFetterman/status/1302932185872306177.

des égards, inscrit dans le sillage de la stratégie promue par Sanders. En 2016, il exprima d'ailleurs ouvertement son soutien à ce dernier, soulignant leur proximité sur le plan des idées :

> Not a lot of people hold our political process in high regard. And why would they? Millionaires and billionaires can go shopping for candidates like it's a trip to the grocery store. Giant corporations are buying elections and rigging the system in their favor, and establishment politicians have forgotten where actual people fit into the equation. That's not how it's supposed to work. Bernie Sanders and I are both running for the same reason: we believe that politics is about standing up for people instead of catering to corporate influence. We represent everyday working people who have been cut out of the political process by big money[439].

Après avoir revendiqué l'étiquette « progressiste » pendant un certain temps[440], Fetterman s'est progressivement distancié de l'aile progressiste ces dernières années. Lors d'une interview en 2022, il avait récusé ce label, déclarant n'être « qu'un simple Démocrate »[441]. En 2023, le fossé entre lui et les progressistes se creusa encore lorsqu'il se positionna en faveur de lois plus strictes sur l'immigration et endossa une attitude fermement pro-israélienne[442]. Lors d'une interview en 2024, il expliqua s'être senti de plus en plus aliéné par la frange de gauche, lui reprochant ses prises de positions clivantes :

> We have a destructive fringe that's unhelpful. And I'm living that now with Israel. Years ago, I became more and more appalled at the progressive—whether it's 'Abolish ICE' or 'Defund the police'—all these kinds of bizarre, boutique views. Like, here's another toy for Republicans to play with! We are in a mad season of the Democratic Party. We are turning against ourselves instead of realizing that we don't have the luxury of fucking around[443].

Fetterman apparaît assurément comme an animal politique complexe et difficile à catégoriser, et sa singularité illustre au demeurant la grande variété et fluidité de l'identité démocrate. À la manière d'un caméléon, le message démocrate semble capable de s'adapter à différents contextes politiques locaux et à une base électorale extrêmement hétéroclite, de sorte qu'au niveau national, son identité se trouve fortement brouillée. La coexistence de ces différentes « visions » du Parti démocrate[444] sous-tend ainsi une identité éclatée et opaque. Dans

---

[439] John Fetterman, "Why I'm Endorsing Bernie," *Daily Kos*, January 14, 2016, https://www.dailykos.com/stories/2016/1/14/1469821/-Why-I-m-endorsing-Bernie.

[440] John Fetterman, "We have started a progressive movement here in Pennsylvania," X, April 27, 2016, https://x.com/JohnFetterman/status/725156567016955905. ; John Fetterman, "Great hair or the greatest hair? RT if you're standing with these progressive champions," X, April 19, 2016, https://x.com/JohnFetterman/status/722529249207447553.

[441] "Fetterman: Progressive? 'No. I'm Just a Democrat'," NBC News, May 11, 2022, https://www.nbcnews.com/meet-the-press/video/fetterman-progressive-no-i-m-just-a-democrat-139738693638. Notre traduction.

[442] "John Fetterman Called Himself Progressive for Years. Now He's Rejecting the Label," *The Independent*, December 16, 2023, https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/fetterman-progressive-israel-immigration-republicans-b2465356.html; Morgan Rimmer, "Fetterman Rejects Progressive Label, as Left-Wing Attacks Him over His Position on Israel and Immigration," *CNN*, December 22, 2023, https://www.cnn.com/2023/12/22/politics/john-fetterman-progressive-democrats/index.html.

[443] Benjamin Wallace-Wells, "John Fetterman's War," *The New Yorker*, June 24, 2024, https://www.newyorker.com/magazine/2024/07/01/john-fettermans-war.

[444] Samuel P. Huntington, "The Visions of the Democratic Party," *National Affairs* 79, Spring 1985, https://www.nationalaffairs.com/public_interest/detail/the-visions-of-the-democratic-party.

ce contexte, c'est au candidat ou président démocrate qu'il revient de tenter de formuler une identité susceptible de rassembler une coalition majoritaire, menant inexorablement à une forme de synthèse alliant un populisme du peuple, destiné à mobiliser la base électorale du parti, et un populisme des élites, animé en premier lieu par un désir de victoire dans les urnes.

Chapitre 7 : Le populisme des élites.

You campaign in poetry. You govern in prose.

Mario Cuomo (1985)[1].

Si la métaphore employée par l'ancien gouverneur démocrate de New York, Mario Cuomo, vise à illustrer le glissement de la rhétorique de campagne à la réalité de la prise de fonction, elle reflète au demeurant le fonctionnement-même de la démocratie représentative, qui se trouve sous-tendu par une tension entre la nécessité de représenter la base et celle de remporter les élections. Ce chapitre se propose précisément de sonder la manière dont l'appareil de direction du Parti démocrate tente de réconcilier ces deux impératifs. Nous verrons que l'establishment se trouve, en effet, sur une ligne de crête politique, tiraillé entre la nécessité de remporter l'adhésion de sa base électorale et l'exigence de gagner les élections. Il s'agira ainsi de mettre en lumière l'éternelle martingale du Parti démocrate – sa recherche d'une sorte de formule magique, du bon dosage entre modération d'une part, et volontarisme de l'autre, et la manière dont cela a abouti à une synthèse idéologique improbable, puisque située à mi-chemin entre idéologie et pragmatisme, entre idéalisme et réalisme[2], et reposant sur différentes acceptions du libéralisme démocrate.

À rebours du précédent chapitre, nous proposons ici une analyse « par-le-haut » du phénomène populiste, entendu comme une stratégie politique mobilisée par l'establishment démocrate dans une optique essentiellement électoraliste. Nous nous appuyons en cela sur les travaux d'Alan Ware, qui ont mis en lumière la manière dont le populisme, en raison de sa capacité à se fondre dans le *mainstream* politique étatsunien, s'est progressivement mué en stratégie politique[3]. Ware explique qu'aux États-Unis, le populisme est effectivement exempt des connotations « anti-régime » qu'il revêt par ailleurs dans d'autres pays et que la dimension conflictuelle se trouve bien souvent émoussée, de sorte que la rhétorique populiste est effectivement omniprésente en politique étatsunienne[4]. En raison de leur grande flexibilité idéologique, les deux principaux partis étatsuniens mobilisent périodiquement une rhétorique populiste, leur permettant ainsi de phagocyter les tentatives de noyautage du parti par des

[1] Cité dans Alec MacGillis, "Meanwhile, Inside Andrew Cuomo's Head...," *The New Republic*, April 12, 2013, https://newrepublic.com/article/112891/andrew-cuomos-two-dads-mario-cuomo-and-bill-clinton.
[2] Paul Krugman, "How Change Happens," *The New York Times*, January 22, 2016, https://www.nytimes.com/2016/01/22/opinion/how-change-happens.html.
[3] Alan Ware, "The United States: Populism as Political Strategy," in *Democracies and the Populist Challenge*, edited by Yves Mény and Yves Surel (Palgrave MacMillan, 2001).
[4] Ware, "United States: Populism as Political Strategy," 104-8.

factions hostiles[5]. Du reste, cette propension à endosser une posture populiste s'explique dans une large mesure par le contexte de personnalisation de la vie politique étatsunienne advenu dans le sillage du processus de transformation du système d'investiture des candidats à la présidentielle dans les années 1970. En engageant un transfert de pouvoir des élites vers les candidats, ce nouveau système participa effectivement à rendre saillants certains styles politiques qui auraient auparavant été considérés superflus[6]. Dans *Consequences of Party Reform* (1983), Nelson Polsby explique ainsi que, dans un système d'investiture dominé par des élections primaires, les candidats doivent désormais chercher à mobiliser des « factions »[7] – ce qui nécessite de se distinguer des autres candidats[8] – tout en promouvant leur notoriété personnelle[9]. La transformation du système d'investiture des candidats à la présidentielle a donc favorisé l'adoption d'une rhétorique populiste destinée à mobiliser la base électorale.

Ce constat recoupe dans une large mesure la thèse avancée par Sidney Blumenthal dans *The Permanent Campaign* (1980)[10]. Selon lui, l'introduction du système des primaires aurait tout à la fois affaibli les partis politiques et permis l'avènement du consultant politique qui, à travers son utilisation des nouvelles technologies et sa connaissance du champ médiatique, aurait radicalement altéré la nature des campagnes présidentielles. Dès lors, les candidats – puis élus – devraient sans cesse chercher à se démarquer et à promouvoir leur propre image, se trouvant ainsi empêtrés dans une « campagne permanente », où la frontière entre l'action de gouverner et celle de faire campagne se trouverait fortement brouillée :

> The permanent campaign is the 'game plan' for the embattled politician. He is increasingly beleaguered because he fails to distinguish between governing and campaigning. Having won office by appealing to uncommitted voters makes his base of support weak. He falls back on the calculations that served him so well in the first place. The citizenry is viewed as a mass of fluid voters who can be appeased by appearances, occasional drama, and clever rhetoric. Campaigning never ends. What was once a forced march for votes becomes unceasing forays for public approval[11].

Loin de constituer une stratégie ponctuellement mobilisée, cette valorisation de la personnalité du candidat constituerait désormais « un nouveau processus » en politique étatsunienne[12], et procèderait de dispositions éminemment pragmatiques : « Pragmatism

[5] Frances E. Lee, "Populism and the American Party System: Opportunities and Constraints," *Perspectives on Politics* 18, no. 2 (June 2020): 370–88, https://doi.org/10.1017/S1537592719002664.
[6] Ware, "United States: Populism as Political Strategy," 116.
[7] Se reporter au chapitre 2.
[8] Nelson W. Polsby, *Consequences of Party Reform* (Oxford University Press, 1983), 67.
[9] Polsby, *Consequences of Party Reform*, 72.
[10] Sidney Blumenthal, *The Permanent Campaign: Inside the World of Elite Political Operatives* (Beacon Press, 1980).
[11] Blumenthal, *Permanent Campaign,* 8.
[12] Blumenthal, *Permanent Campaign,* 10.

unfolds to reveal more pragmatism. The permanent campaign enshrines the pragmatism of the political party without the party »[13].

La personnalisation de la vie politique étatsunienne a, de surcroît, contribué à un affaiblissement de l'influence des partis politiques[14], et à un accroissement concomitant de l'influence des mouvements sociaux qui gravitent autour des partis[15]. La littérature consacrée aux relations entre mouvements sociaux et partis politiques a mis en évidence les dynamiques d'influences réciproques qui les caractérisent. Mildred A. Schwartz explique :

> Social movements in the US find existing political parties important targets because, through parties, they can force movement concerns onto the political agenda. Political parties, in turn, find in social movements the basis for a competitive advantage when adopting their issues and incorporating their supporters. […] Interactions then range from ones that bring movements and parties into close contact to those that emphasize their opposition and distance. […] In between the extremes of coordination and distancing are invasive strategies in which parties or movements seek to control the other[16].

Daniel Schlozman soutient que, dans un processus souvent étalé sur plusieurs décennies, partis politiques et mouvements sociaux s'adaptent dans une dynamique de transformation mutuelle : les premiers intègrent les priorités des mouvements, tandis que ces derniers voient s'émousser leur zèle, leur radicalisme et leur idéalisme des débuts, acceptant plutôt les stratégies et les compromis de la politique ordinaire[17]. Tarrow et Meyer mettent pour leur part en lumière le rôle central des mouvements sociaux dans nos société contemporaines, allant jusqu'à postuler l'avènement d'une « société mouvementiste »[18], caractérisée par la relative perméabilité des frontières entre les mouvements sociaux et les autres acteurs. S'interrogeant sur la nature des liens entre partis et mouvements politiques dans l'histoire étatsunienne, Tarrow estime que le nouveau contexte politique – marqué tout à la fois par l'avènement de la « société mouvementiste », l'affaiblissement des partis politiques et l'apparition de nouvelles formes hybrides d'activisme – a mené à une « mouvementisation » partielle des partis politiques[19].

---

[13] Blumenthal, *Permanent Campaign,* 9.
[14] Martin P. Wattenberg, *The Rise of Candidate-Centered Politics: Presidential Elections of the 1980s* (Harvard University Press, 1991), 1–2.
[15] Daniel Schlozman and Sam Rosenfeld, *The Hollow Parties: The Many Pasts and Disordered Present of American Party Politics* (Princeton University Press, 2024).
[16] Mildred A. Schwartz, "Interactions Between Social Movements and US Political Parties," *Party Politics* 16, no. 5 (September 2010): 587–88.
[17] Daniel Schlozman, *When Movements Anchor Parties – Electoral Alignments in American History* (Princeton University Press, 2015), 243.
[18] David S. Meyer and Sidney Tarrow, eds., *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century* (Rowman & Littlefield, 1998). Notre traduction.
[19] Sidney Tarrow, *Movements and Parties: Critical Connections in American Political Development* (Cambridge University Press, 2021). Cette généralisation de la forme mouvement a également été mise en lumière par la littérature académique française. Rémi Lefebvre mobilise ainsi la notion de « parti-mouvement » pour qualifier les deux entreprises partisanes fondées par et pour Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon au printemps 2016 (Rémi Lefebvre, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, no. 16 (novembre

En nous inscrivant dans le sillage d'Alfio Mastropaolo, nous mobilisons le concept de « populisme des élites », qui semble de prime abord relever de l'oxymore, afin de nous interroger sur la manière dont les élites politiques ont réagi à l'obsolescence des techniques et des discours politiques traditionnels, et ce afin de mobiliser un peuple envers lequel elles manifestent un mépris certain[20], contribuant ainsi à étouffer la vie démocratique[21]. Dans cette optique, si le populisme du peuple renvoie à une tradition contestataire, le populisme des élites apparaît pour sa part comme une réaction à la crise de la représentation politique. Il désigne la manière dont une rhétorique d'inspiration populiste est régulièrement mobilisée par une partie de l'élite politique à des fins essentiellement stratégiques et électoralistes. À travers l'adoption de styles expressifs et la valorisation de l'identité des candidats, cette élite cherche à revitaliser le lien représentatif et à retisser un lien de confiance entre les électeurs et la classe politique[22], cooptant au demeurant l'élan proprement populiste porté par une frange de la base militante du Parti démocrate. En même temps, nous verrons que ce populisme des élites se trouve régulièrement associé à une posture que nous pourrions qualifier de « technocratique », ou d'« élitaire », et qui se distingue par une conception élitiste de la représentation politique et une tendance concomitante à la dépolitisation du débat public. Dans ce modèle, le représentant est envisagé comme un dépositaire de la volonté de l'électorat (*trustee model of representation*), justifiant ainsi certaines décisions indépendantes de l'opinion immédiate des citoyens.

Cette conception du populisme des élites entretient de fortes affinités avec le concept de « démagogie ». Si ce terme désignait en Grèce Antique un défenseur du *demos*, c'est-à-dire du peuple, attestant du lien crucial entre le démagogue et la démocratie[23], il a depuis subi un glissement sémantique. Sous l'influence de Platon, puis d'Aristote et de Plutarque, le terme « démagogue » vint à désigner une personne qui, motivée par son intérêt personnel et l'appât

2018): 21–30, https://doi.org/10.4000/crdf.301). Manuel Cervera-Marzal s'intéresse, pour sa part, à la manière dont un certain nombre de partis politiques – en l'occurrence, La République en Marche et La France Insoumise (LFI), ainsi que Podemos en Espagne – camouflent désormais leur identité partisane afin de se présenter sous la forme de « mouvements ». Il en déduit que, si le terme de « mouvement » sert à vanter le caractère « démocratique », « polycentrique », « rhizomique » et « transparent » de ces partis politiques, et donc à légitimer leur entreprise électorale en lui donnant les atours d'une organisation en phase avec les aspirations de la société, le « mouvementisme » s'apparente en réalité à une forme d'électoralisme (Manuel Cervera-Marzal, « La France insoumise, un « mouvement » qui n'en a que le nom ? Effacement symbolique et transformations pratiques de la forme partisane », *Politix* 138, no. 2 (2022): 45–70, https://doi.org/10.3917/pox.138.0045).

[20] Christopher Lasch, *The Revolt of the Elites & the Betrayal of Democracy* (W. W. Norton & Company, 1996).

[21] Alfio Mastropaolo, « Populisme du peuple ou populisme des élites ? », *Critique internationale* 13, no. 4 (2001): 61–67, https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-4-page-61.htm.

[22] Luc Benoit A La Guillaume, « Les horizons stylistiques de Barack Obama », *Études de stylistique anglaise*, no. 1 (décembre 2010): 101, https://doi.org/10.4000/esa.2351.

[23] Haig Patapan, "On Populists and Demagogues," *Canadian Journal of Political Science* 52, no. 4 (December 2019): 3. https://doi.org/10.1017/S0008423918001099.

du gain, recherche le pouvoir politique en flattant le peuple et en se pliant à ses exigences[24]. De nos jours, l'utilisation de l'étiquette s'accompagne effectivement d'un fort degré de subjectivité, dans la mesure où celle-ci est régulièrement employée de manière péjorative pour démonétiser la parole de quelqu'un. Patricia Roberts-Miller souligne, quant à elle, l'importance de l'environnement rhétorique dans lequel le discours démagogique prospère : selon elle, les rhéteurs de tous bords s'adonnent à la démagogie lorsqu'elle devient le mode principal de discours public[25]. Ainsi, la rhétorique démagogique n'est plus restreinte aux seuls démagogues mais peut être mobilisée par quiconque souhaite accéder au pouvoir. Du reste, cette culture de la démagogie participe de la dépolitisation de la politique en ce qu'elle déprécie l'importance du débat politique au profit d'arguments essentiellement identitaires, puisque ancrés dans une opposition simpliste entre un « nous » connoté positivement et un « vous » perçu négativement[26].

Enfin, si les termes « populiste » et « démagogue » semblent partager une certaine proximité sémantique, il convient néanmoins de souligner la spécificité du phénomène populiste, qui entretient une relation particulière et étroite avec le concept moderne de souveraineté populaire ainsi qu'avec celui de représentation politique[27]. En effet, et comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, les sentiments populistes traduisent généralement une critique du déficit de représentativité de la démocratie libérale, déficit qui résulte d'une tension profonde au sein de la démocratie libérale elle-même[28].

Nous verrons que la posture populiste endossée par les élites démocrates représente à l'évidence une forme édulcorée, esthétique, ou « tempérée »[29], de populisme, qui vise essentiellement à occulter l'« atrophie » de l'imaginaire politique démocrate[30]. Dans un contexte marqué par le brouillage des coordonnées politiques et par l'affaiblissement du corps de doctrine démocrate, le populisme vient effectivement occuper un vide idéologique au cœur du libéralisme démocrate. En somme, le populisme des élites se veut essentiellement rhétorique

[24] Patapan, "On Populists and Demagogues," 2. Voir également : Reinhard H. Luthin, *American Demagogues: Twentieth Century* (Beacon, 1954).
[25] Patricia Roberts-Miller, *Demagoguery and Democracy* (The Experiment, 2017).
[26] Roberts-Miller, *Demagoguery and Democracy*, 78.
[27] Giuseppe Ballacci and Rob Goodman, *Populism, Demagoguery, and Rhetoric in Historical Perspective* (Oxford University Press, 2024), xxii–xxiii.
[28] Ballacci and Goodman, *Populism, Demagoguery*, xxiii.
[29] La formule est initialement utilisée pour caractériser le libéralisme de Guerre Froide (Joshua L. Cherniss, "A Tempered Liberalism: Political Ethics and Ethos in Reinhold Niebuhr's Thought," *The Review of Politics* 78, no. 1 (January 2016): 59–90, https://doi.org/10.1017/S003467051500087X.).
[30] Adolph Reed Jr., "Nothing Left," *Harper's Magazine*, March 2014, https://harpers.org/archive/2014/03/nothing-left-2/.

plutôt qu'analytique, ce qui, comme l'explique Adolph Reed Jr., nécessiterait qu'il puisse s'adosser à un véritable contenu idéologique :

> Of course, we invoke those contested symbols in our propaganda as do all other interested forces in the society (though I am convinced that 'family' in particular is at best a dead end), but we must be clear that they are rhetorical, not analytical, categories. They help us advance and sell a vision and program; they don't define, clarify, or substitute for them[31].

Alors que, comme l'expliquent Mudde et Kaltwasser, le populisme se greffe habituellement à une idéologie dite « épaisse », qui lui donne de fait son orientation politique, le populisme des élites sert précisément à camoufler l'identité politique flottante et en tension du Parti démocrate – une indétermination clairement mise en lumière par l'incapacité du parti à proposer une ligne politique claire face à la droite. Faute de contenu idéologique suffisamment assumé, le libéralisme démocrate a en effet largement tiré profit des errements de ses adversaires politiques, et notamment de George W. Bush et de Donald Trump, dans sa conquête du pouvoir exécutif en 2008 et 2020. Ce chapitre mettra donc en évidence le désaxement du libéralisme démocrate, ainsi que la manière dont cette synthèse idéologique improbable – cette tentative de réconciliation entre différentes traditions démocrates – a été régulièrement remise en jeu par les élites démocrates.

1. Barack Obama : volontarisme politique et libéralisme tempéré.

> I am like a Rorschach test. Even if people find me disappointing ultimately, they might gain something.
>
> Barack Obama (2008)[32].

La crise de 2008 fut un véritable tsunami économique et financier, touchant des millions de foyers étatsuniens qui se trouvèrent dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts immobiliers et mettant les banques du pays au bord de la faillite. Si la crise surgit lors de la présidence du Républicain George W. Bush (2001-2009), c'est à son successeur démocrate, élu en novembre 2008, que revint la difficile tâche de sauver l'économie du pays et de venir en aide aux Américains dans la détresse. Une crise d'une telle ampleur représente souvent un moment de remise en question des paradigmes dominants. En l'occurrence, la rhétorique de campagne volontariste de Barack Obama avait nourri des espoirs de changement[33], notamment symbolisés par le slogan « *Yes we can* », et contribua à véhiculer l'idée que l'orthodoxie néolibérale

[31] Adolph Reed Jr., *Class Notes: Posing as Politics and Other Thoughts on the American Scene* (The New Press, 2001), 117.
[32] Michael Powell, "Obama, the Self-Described 'Rorschach Test,' Liberal but Inscrutable," *The New York Times*, June 4, 2008, https://www.nytimes.com/2008/06/04/world/americas/04iht-obama.1.13459637.html.
[33] Benoit A La Guillaume, « Les horizons stylistiques », 91–104.

touchait à sa fin et que le pays se préparait à l'avènement d'un « nouveau *New Deal* », nouvelle ère d'interventionnisme étatique de grande ampleur en faveur des plus fragiles[34]. Avec l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, la presse *mainstream* et les commentateurs politiques s'exaltèrent de la possibilité d'une nouvelle ère keynésienne[35], de l'avènement d'un « nouveau cycle en histoire étatsunienne »[36], d'un « nouvel ordre libéral »[37], voire d'une ère « post-raciale »[38]. Pour Paul Krugman, l'élection d'Obama signalait effectivement le triomphe de l'idéologie progressiste : « this year's presidential election was a clear referendum on political philosophies and the progressive philosophy won »[39]. Simon Rosenberg, fondateur et président du *think tank* centriste *New Democrat Network*, estimait, pour sa part, que l'élection d'Obama symbolisait « la première présidence du XXIème siècle » et que le nouveau président offrait un paradigme foncièrement nouveau, en rupture avec les idéologies dominantes[40]. De manière similaire, David Axelrod, conseiller auprès d'Obama, proposa une lecture de la victoire d'Obama comme signalant une rupture avec le passé :

> I think there's no question that a verdict has been rendered on the policies of the past eight years and in many ways extending back to the governing philosophy that we've had for 30 years. […] There's a cyclical nature to American politics and there are epochs. And in 1980, the New Deal-Great Society epoch came to end and it launched another [conservative] era that I think history will say lasted 28 years. […] I know others who have sat in the office I'm sitting in have talked about realignment. I think its premature to talk about that. But I think this is not an ordinary time. I think this is potentially one of those transitional moments[41].

Cette partie se propose de sonder l'évolution du libéralisme démocrate sous la présidence Obama et cherchera à mettre en lumière la manière dont celle-ci s'est caractérisée par une tentative de réconciliation entre différentes traditions démocrates, cherchant tout à la fois à prendre de la distance avec la troisième voie héritée de la présidence Clinton et à promouvoir un paradigme politique recentré et ancré dans une attitude éminemment pragmatique. En lieu et place d'une désambiguïsation du corps de doctrine démocrate, la présidence d'Obama, qui combina un ethos oscillant entre volontarisme et modération avec un

---

[34] Arthur Hochstein and Lon Tweeten, "The New New Deal," *Time Magazine*, November 24, 2008, https://content.time.com/time/covers/0,16641,20081124,00.html. ; Paul Krugman, "Franklin Delano Obama?," *The New York Times*, November 10, 2008, https://www.nytimes.com/2008/11/10/opinion/10krugman.html.

[35] Robert Skidelsky, *Keynes: The Return of the Master* (Allen Lane, 2009).

[36] Gary Hart, "America's Next Chapter," *The New York Times*, June 25, 2008, https://www.nytimes.com/2008/06/25/opinion/25hart.html.

[37] Peter Beinart, "The New Liberal Order," *Time*, November 13, 2008, https://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,1858873,00.html.

[38] Daniel Schorr, "A New, 'Post-Racial' Political Era in America," NPR, January 28, 2008, https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=18489466.

[39] Paul Krugman, "The Obama Agenda," *The New York Times*, November 7, 2008, https://www.nytimes.com/2008/11/07/opinion/07krugman.html.

[40] John Heilemann, "Why Barack Obama Is a Political Party of One," *New York Magazine*, January 9, 2009, https://nymag.com/news/features/all-new/53380/. Notre traduction.

[41] Ronald Brownstein, "Repudiating Bush," *The Atlantic*, March 2, 2009, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2009/03/repudiating-bush/1095/.

logos *liberal* recentré et ancré dans la tradition intellectuelle de la troisième voie[42], contribua à brouiller le message et l'identité démocrates.

Conscient de la nécessité de renouer un lien de confiance entre les électeurs et leurs dirigeants dans un contexte politique marqué par la désaffection d'une grande part de la population vis-à-vis de l'administration Bush[43], Obama mobilisa lors de sa campagne pour l'investiture démocrate en 2008, puis dans le cadre de l'élection générale, une rhétorique aux accents résolument volontaristes et porteuse d'une promesse d'empouvoirement, destinée à projeter l'image d'un candidat au diapason de l'électorat et de la base militante[44]. Durant les primaires, Obama parvint effectivement à se présenter comme le candidat du changement et fut souvent perçu – notamment en raison de son opposition à la guerre en Irak et de son passé de *community organizer* à Chicago – comme plus à gauche que la centriste Hillary Clinton. Cette interprétation n'est toutefois pas incontestable ; à bien des égards, le plan de réforme du système de soins de santé d'Hillary Clinton était en réalité plus radical et plus cohérent que celui d'Obama[45]. Il reste qu'Hillary Clinton était, au moment du lancement de la campagne d'Obama, bel et bien la candidate favorite de l'appareil de direction du Parti démocrate et bénéficiait de ce fait d'avantages stratégiques importants. En conséquence, la campagne d'Obama chercha sciemment à se démarquer de sa rivale en endossant un style et une rhétorique mouvementistes destinés à rendre saillant le statut – tout relatif, nous le verrons – d'outsider du candidat. David Plouffe, qui était alors directeur de campagne d'Obama, expliqua : « Hillary's got all the party

[42] Benoit A La Guillaume, « Les horizons stylistiques », 92.

[43] Pew Research Center, "Bush and Public Opinion," December 18, 2008, https://www.pewresearch.org/politics/2008/12/18/bush-and-public-opinion/.

[44] Voir notamment son discours de défaite lors de la primaire du New Hampshire, où Obama signala sa volonté de se démarquer de la campagne de Clinton en projetant en externe une image et une façade plus démocratiques de sa campagne, endossant un discours mouvementiste, centré sur une promesse d'empouvoirement et imprégné d'une aura ostensiblement volontariste : "But the reason our campaign has always been different, the reason we began this improbable journey almost a year ago is because it's not just about what I will do as president. It is also about what you, the people who love this country, the citizens of the United States of America, can do to change it. […] For when we have faced down impossible odds, when we've been told we're not ready or that we shouldn't try or that we can't, generations of Americans have responded with a simple creed that sums up the spirit of a people: Yes, we can. Yes, we can. Yes, we can. It was a creed written into the founding documents that declared the destiny of a nation: Yes, we can. It was whispered by slaves and abolitionists as they blazed a trail towards freedom through the darkest of nights: Yes, we can. It was sung by immigrants as they struck out from distant shores and pioneers who pushed westward against an unforgiving wilderness: Yes, we can. It was the call of workers who organized, women who reached for the ballot, a president who chose the moon as our new frontier, and a king who took us to the mountaintop and pointed the way to the promised land: Yes, we can, to justice and equality" (Barack Obama, "New Hampshire Primary Concession Speech" (speech, Nashua, New Hampshire, January 8, 2008), American Rhetoric, https://www.americanrhetoric.com/speeches/barackobama/barackobamanewhampshireconcessionspeech.htm.).

[45] Antonia Maioni, "Health Care Reform in the 2008 US Presidential Election," *International Journal* 64, no. 1 (2008): 135–44, https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/40204458.

infrastructure, all the donors, all the political support. And if we're going to be successful, the only way is that it has to be organic and from the bottom up »[46].

Capitalisant sur la stratégie mise en œuvre lors de la campagne de Howard Dean en 2004 – qui avait valorisé l'image d'outsider du candidat en s'appuyant sur un mouvement populaire et une utilisation innovante d'internet pour mobiliser et lever des fonds – la campagne d'Obama recruta Joe Rospars, un blogueur de 21 ans ayant auparavant travaillé pour Dean, comme nouveau responsable des médias. Rospars fut à l'origine du lancement du site de campagne my.barackobama.com, qui se fit ensuite connaître sous le nom de MyBO, et devint la principale plateforme permettant aux partisans de communiquer et de coordonner leurs actions en ligne. Chris Hughes, co-fondateur de la plateforme Facebook et également recruté par la campagne Obama, fut par la suite chargé de superviser le bon fonctionnement de MyBO. Ainsi, lors du lancement de la campagne d'Obama, le 10 février 2007, plus de mille groupes de bénévoles furent créés à travers le pays sur MyBO en l'espace de seulement 24 heures[47]. Internet devint en effet la pierre angulaire de la stratégie de campagne d'Obama, lui permettant simultanément de lever des fonds, de communiquer son message et de mobiliser ses partisans[48]. Pour Joe Trippi, ancien directeur de campagne d'Howard Dean, le succès d'Obama résultait précisément de sa capacité à promouvoir un modèle de campagne démocratique reposant principalement sur l'empouvoirement des militants de terrain : « Because Obama's campaign embraced bottom-up campaigning. Because it pumped money into local organizers. Because it gave tools to precinct captains and volunteers. […] Obama perfected bottom-up organizing – and the caucus system rewarded him »[49]. Dean reconnaissait d'ailleurs lui-même qu'Obama

[46] Ari Berman, *Herding Donkeys: The Fight to Reclaim and Inspire a Democratic Party* (Farrar, Straus and Giroux, 2011), 129.
[47] Berman, *Herding Donkeys*, 133.
[48] Jose Antonio Vargas, "Obama's Wide Web: From YouTube to Text Messaging," *Washington Post*, August 20, 2008, https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/08/19/AR2008081903186.html. Rien que durant la première semaine d'avril 2007, la campagne recueillit 25 millions de dollars, égalant ainsi les fonds de Clinton et créant la surprise (Berman, *Herding Donkeys*, 134). En parallèle, l'équipe d'Obama s'appliqua à former une nouvelle génération d'activistes (*political organizers*). À travers l'organisation de retraites surnommées « Camp Obama », la campagne parvint à mobiliser une véritable armée de volontaires (Sean Quinn, "On the Road: Toledo, Ohio," *FiveThirtyEight*, October 14, 2008, https://fivethirtyeight.com/features/on-road-toledo-ohio/.). Le 9 juin 2007, une opération anticipée de porte-à-porte baptisée « the Walk of Change » fut par ailleurs lancée dans chacun des 50 États (Obama Campaign Press Release, "More than 10,000 Obama Supporters Take Part in more than 1,000 'Walk for Change' Events Across the Country," June 9, 2007, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/obama-campaign-press-release-more-than-10000-obama-supporters-take-part-more-than-1000.).
[49] Joe Trippi, "Rebooting Democracy," *Daily Kos*, March 11, 2008, https://www.dailykos.com/stories/2008/3/11/474341/-.

avait su parfaire le modèle qu'il avait initié, faisant de lui le « premier candidat de la nouvelle génération »[50].

L'équipe d'Obama élabora ainsi un modèle de campagne hybride, ancré tout à la fois dans une approche verticale traditionnelle et une propension à expérimenter[51]. Cette dernière découlait en réalité directement du statut d'outsider d'Obama : ne pouvant compter sur le soutien de l'appareil démocrate, qui était alors très largement acquis à Hillary Clinton, la campagne Obama fut forcée à innover[52]. David Plouffe, directeur de campagne d'Obama, et Paul Tewes, responsable de la campagne dans l'Iowa, reconnurent, dès le départ, que la victoire au caucus de l'Iowa nécessiterait d'élargir la base des participants. Bénéficiant d'une large autonomie vis-à-vis du siège de campagne situé à Chicago, Tewes, Mitch Stewart (responsable du caucus de l'Iowa) et Anne Filipic (responsable de terrain), entreprirent ainsi d'élaborer une nouvelle stratégie en s'appuyant sur le précédent de la campagne menée par Dean dans le New Hampshire, qui se distinguait singulièrement de celle menée dans l'Iowa. En lieu et place d'une stratégie basée sur le déploiement de militants, souvent venus d'autres États, dans un but de démarchage électoral dans les jours précédents le scrutin, la campagne du New Hampshire s'était en effet caractérisée par son recours aux *Netroots* et son utilisation novatrice de techniques héritées de l'*organizing* politique[53], visant à décentraliser la prise de décision en renforçant l'autonomie des militants de terrain et à encourager la créativité. S'inspirant de ce précédent, l'équipe d'*Obama For America* (OFA), l'organisation officielle de la campagne, posa dans l'Iowa les bases d'un programme de terrain visant à former les bénévoles à la collecte, au comptage et à la communication avec les citoyens. En particulier, la campagne se caractérisa par une volonté de décentralisation du pouvoir de manière à favoriser le recrutement de bénévoles par d'autres bénévoles. Cette stratégie de contact direct avec les électeurs – dont les mérites avaient au demeurant été mis en lumière par un certain nombre de travaux expérimentaux publiés au tournant du XXIème siècle[54] – constitua précisément le trait le plus distinctif de la campagne de terrain d'OFA, en plus d'une importance particulière accordée aux statistiques (*metrics*)[55].

---

[50] Cité dans Berman, *Herding Donkeys*, 131. Notre traduction. "I was a transitional candidate while Obama was the first candidate of the new generation. […] [I was willing] to stand up against the established order, but I didn't really have a definition of what the new order looked like. But by the time Obama came along, he was the definition of the new order."
[51] *Herding Donkeys*, 153.
[52] Elizabeth McKenna et al., *Groundbreakers: How Obama's 2.2 Million Volunteers Transformed Campaigning in America* (Oxford University Press, 2015), 29.
[53] McKenna et al., *Groundbreakers*, 51.
[54] McKenna et al., *Groundbreakers*, 33. Voir notamment : Gerber, Alan S., and Donald P. Green. *Get Out the Vote: How to Increase Voter Turnout*. Brookings Institution, 2004.
[55] McKenna et al., *Groundbreakers*, 53.

Du reste, le slogan « respect, empower, and include » (littéralement, « respecter, responsabiliser et inclure ») conféra à OFA une aura de mouvement social[56]. Mobilisant un registre volontiers messianique et moral, Obama sut également tirer parti de son statut d'outsider afin de se démarquer de sa rivale, qu'il prit soin de dépeindre comme la porte-parole d'une idéologie compromise et éculée, tout en soulignant sa volonté à lui de rompre avec le statu quo :

> There are days of disappointment. But sometimes, just sometimes, there are nights like this; a night that, years from now, when we've made the changes we believe in, when more families can afford to see a doctor, when our children – when Malia and Sasha and your children inherit a planet that's a little cleaner and safer, when the world sees America differently, and America sees itself as a nation less divided and more united, you'll be able to look back with pride and say that this was the moment when it all began. This was the moment when the improbable beat what Washington always said was inevitable. This was the moment when we tore down barriers that have divided us for too long; when we rallied people of all parties and ages to a common cause; when we finally gave Americans who have never participated in politics a reason to stand up and to do so. This was the moment when we finally beat back the policies of fear and doubts and cynicism, the politics where we tear each other down instead of lifting this country up. This was the moment. Years from now, you'll look back and you'll say that this was the moment, this was the place where America remembered what it means to hope. For many months, we've been teased, even derided for talking about hope. But we always knew that hope is not blind optimism. It's not ignoring the enormity of the tasks ahead or the roadblocks that stand in our path[57].

Les résultats du caucus confirmèrent le bien-fondé de cette approche : le 3 janvier 2008, un nombre record de 239 000 personnes se déplacèrent pour participer au caucus du Parti démocrate, soit presque le double qu'en 2004, et Obama remporta l'élection avec 8 points d'avance sur sa principale adversaire[58].

Dans le New Hampshire, en revanche, l'équipe de terrain mit en place une stratégie électorale plus traditionnelle, basée sur une organisation davantage verticale et centralisée. Les bénévoles furent essentiellement chargés de passer des centaines d'appels téléphoniques et de faire du porte-à-porte. Le 8 janvier, Hillary Clinton remporta la primaire avec trois points d'avance sur son rival. Si de nombreux facteurs avaient, en réalité, contribué à la défaite d'Obama dans le New Hampshire, une part importante de son équipe de campagne interpréta cette défaite comme la répudiation d'un modèle de contrôle vertical qui négligeait l'investissement dans le capital humain[59]. L'*organizing* politique fut ainsi érigé en clef de voûte de la stratégie d'OFA pour remporter les primaires[60].

---

[56] McKenna et al., *Groundbreakers*, 44.

[57] Barack Obama, "Iowa Caucus Victory Speech" (speech, Des Moines, Iowa, January 3, 2008), C-SPAN, https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/obama-iowa-victory/185229.

[58] Berman, *Herding Donkeys*, 154.

[59] McKenna et al., *Groundbreakers*, 55

[60] Sous la houlette de Jeremy Bird, ancien employé des campagnes de Dean et de John Kerry, l'équipe d'Obama mena une campagne extrêmement efficace en Caroline du Sud. Le jour du scrutin, Bird était en effet parvenu à recruter 15 000 bénévoles et avait organisé plus de 2000 *house meetings* à travers l'État ; il avait également

Contrairement à Clinton, dont la campagne se concentra essentiellement sur quelques États-clés, OFA chercha, par ailleurs, à s'implanter à l'échelon local de toutes parts du territoire étatsunien[61]. Ari Berman explique que c'est en menant campagne dans de petits États acquis aux conservateurs — comme l'Idaho, l'Utah ou le Kansas — que peu s'attendaient à voir jouer un rôle dans l'élection, et que Hillary Clinton avait délibérément choisi d'ignorer, qu'Obama parvint finalement à remporter l'investiture de son parti[62]. Selon Berman, la candidature d'Hillary Clinton représentait à bien des égards l'antithèse de la campagne de Dean — et, par extension, de celle d'Obama — du fait de sa dépendance à un cercle restreint de conseillers, de la place limitée accordée à la base, de ses difficultés à exploiter les nouveaux outils internet et de son recours massif aux contributions d'un petit nombre de grands donateurs[63].

La campagne d'Obama s'appuya, au demeurant, sur une stratégie qui, élaborée par Michael Ganz, visait à valoriser la figure et la personnalité du candidat, au risque de reléguer ses idées proprement politiques au second plan. Ganz joua en effet un rôle central dans la formation de milliers de militants bénévoles à la méthode du *storytelling*, une stratégie de mise en récit de soi inspirée de la structure narrative des contes et récits[64], qui s'imposa peu à peu

---

mobilisé 283 chefs d'équipes de quartiers (*neighborhood team leaders*), supervisant chacun entre 5 et 10 circonscriptions (Berman, *Herding Donkeys*, 155). De fait, l'équipe de professionnels mobilisée par Hillary Clinton ne fit pas le poids face à cette armée de bénévoles : Obama remporta l'État avec 28 points d'avance et la stratégie mise en place par Bird servit de modèle pour le reste de la campagne (Berman, *Herding Donkeys*, 155-6). La campagne s'inspira au demeurant du modèle d'*organizing* « en étoile de neige » (*snowflake*) élaboré entre 2004 et 2008 par l'universitaire Michael Ganz avec le concours de la spécialiste en comportement Ruth Wageman au sein du Sierra Club. Le modèle avait pour objectif de créer une structure dans laquelle des équipes (*leadership teams*) pouvaient travailler de manière interdépendante à la réalisation d'un objectif commun. Il reposait sur une combinaison de théories issues de la gestion d'entreprises concernant l'encadrement d'équipes (*team leadership*), et de la vision décentralisée caractéristique des mouvements sociaux étatsuniens (David P. Ball, "'Snowflake' Organizing, Used by Obama, Imported by Canadian Campaigners," *The Tyee*, November 11, 2015, https://thetyee.ca/News/2015/11/11/Snowflake-Organizing/.). Inspirée par ce modèle, et jouissant d'une forte autonomie vis-à-vis de Chicago, Buffy Wicks, elle aussi issue de la campagne de Dean en 2004, initia les fameux « Camp Obama ». Les premiers, organisés en Californie à l'été 2007, rassemblèrent plusieurs centaines de partisans sur une période de trois jours (McKenna et al., *Groundbreakers*, 65).

[61] Dans l'Idaho, où la campagne de Clinton avait volontairement choisi de ne pas envoyer d'employés, de n'ouvrir aucun bureau et de n'y investir aucun budget, OFA remporta l'élection en menant une campagne de terrain efficace, qui suscita l'enthousiasme de la base électorale : 21 000 Démocrates se rendirent au caucus à travers l'État, soit quatre fois plus qu'en 2004, et Obama remporta 15 des 18 délégués (Berman, *Herding Donkeys*, 159-60).

[62] Berman, *Herding Donkeys*, 160.

[63] Ari Berman, "The Dean Legacy," *The Nation*, February 28, 2008, https://www.thenation.com/article/archive/dean-legacy/.

[64] Initialement développée aux États-Unis dans les années 1990, notamment dans le monde des affaires, cette méthode fut ensuite adaptée au management et à la communication politique (Christian Salmon, *Storytelling: La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits* (E-book, La Découverte, 2008)). Comme le démontre Ali Tebbani, cet art du récit de la présentation de soi est désormais devenu « le mode de manipulation par excellence des foules » dans les domaines politiques et médiatiques, orchestré par des « spin doctors » (expression anglo-saxonne utilisée pour désigner un conseiller en communication et marketing politique agissant le plus souvent pour le compte d'une personnalité politique lors de campagnes électorales) qui « contrôlent l'information au sein des médias en s'adressant directement aux électeurs et en fabriquant l'opinion » (Ali Tebbani, "Storytelling ou le récit détourné," *Revue Des Sciences Humaines* 32, no. 1 (mai 2021): 781).

comme la principale stratégie de la campagne d'Obama[65]. Lors d'une retraite visant à former des militants de terrain, Ganz avait ainsi expliqué qu'il escomptait « poser les bases d'un nouveau mouvement […] [:] le mouvement pour faire élire Barack Obama »[66]. Pour ce faire, les militants devaient comprendre que la force de conviction du message d'Obama reposait davantage dans les « valeurs » véhiculées par ses discours – et notamment celles associées à son histoire personnelle – que dans ses arguments proprement politiques ; en somme, l'ethos devait être considéré comme étant au moins aussi important que le logos :

> Well, first there is the work of creating a sense of shared values. Not 100% but enough shared values that a common purpose can emerge from it. That's the work we do through narrative and through storytelling. Then there's the question of shared commitments and that is the work we do through relationship building and working at relationships. […] So our first mission was the training in what we call public narrative. The story self, the story of us, the story of now. It's sort of a narrative that links my calling with our calling with the urgency of action now[67].

Lors des « Camps Obama », les bénévoles furent formés à des techniques visant à construire un mouvement à travers la narration d'une « histoire de soi, une histoire de nous et une histoire de maintenant », à nouer des relations avec des inconnus lors d'entretiens individuels, à organiser et animer un *house meeting*, ou encore à constituer et gérer des équipes de bénévoles de manière efficace[68].

En somme, ce fut dans une large mesure à travers son style et son image, plutôt qu'à travers ses arguments politiques, qu'Obama se distingua de ses concurrents[69]. Pour Adolph Reed Jr, Obama incarnait effectivement le « triomphe de l'identité en tant que contenu »[70]. L'importance accordée à la projection d'une certaine identité est également soulignée par Luc Benoit à la Guillaume, qui montre comment, lors de sa campagne présidentielle de 2012, Obama s'efforça de se présenter comme un Américain moyen, incarnation du rêve américain et des valeurs de travail et d'effort associées à la classe moyenne[71], jouant ainsi sur l'illusion biographique afin de susciter l'identification des électeurs[72].

---

[65] Dans « The Power of Storytelling », Ganz explique : « Over time he developed storytelling as his core strategy » (Marshall Ganz, "The Power of Storytelling," Global Academy, February 3, 2016, https://www.globalacademy.media/transcript-marshall-ganz-the-power-of-storytelling/).
[66] Cité dans Berman, *Herding Donkeys*, 138. Notre traduction.
[67] Ganz, "Power of Storytelling."
[68] McKenna et al., *Groundbreakers*, 67. Notre traduction.
[69] Curtis Atkins, *Forging A New Democratic Party: The Politics of the Third Way from Clinton to Obama* (PhD diss., York University, 2015), 1.
[70] Reed, "Nothing Left." Notre traduction. "Obama is the pure product of this hollowed-out politics. He is a triumph of image and identity over content; indeed, he is the triumph of identity *as* content."
[71] Luc Benoit à la Guillaume, « Modalités et fonctions de l'éloge dans les discours des présidents américains contemporains », *Exercices de rhétorique*, no. 11 (octobre 2018): 98.
[72] Benoit à la Guillaume, « Modalités et fonctions de l'éloge », 104.

Tout comme Dean, Obama chercha donc à projeter l'image d'une campagne insurrectionnelle opposant les *grassroots* à l'élite du parti. Cette volonté se manifesta de manière évidente dans son discours du 4 novembre 2008, dans lequel le président-élu dédia sa victoire aux millions d'Américains mobilisés pour son élection et mit en avant le caractère démocratique de sa campagne :

> I was never the likeliest candidate for this office. We didn't start with much money or many endorsements. Our campaign was not hatched in the halls of Washington — it began in the backyards of Des Moines and the living rooms of Concord and the front porches of Charleston. […] It drew strength from the young people who rejected the myth of their generation's apathy, who left their homes and their families for jobs that offered little pay and less sleep. It drew strength from the not-so-young people who braved the bitter cold and scorching heat to knock on the doors of perfect strangers, and from the millions of Americans who volunteered and organized, and proved that more than two centuries later, a government of the people, by the people, and for the people has not perished from the earth. This is your victory[73].

Cette mise en avant de la nature démocratique de sa campagne passa également par la mise en exergue du rôle des petits donateurs[74], qui servit à projeter l'image d'un candidat au diapason de l'électorat et de la base militante :

> We have created a parallel public financing system where the American people decide if they want to support a campaign they can get on the Internet and finance it. And they will have as much access and influence over the course and direction of our campaign that has traditionally reserved for the wealthy and the powerful[75].

Malgré l'image d'un candidat-militant proche de sa base, un écart subsistait toutefois entre le discours d'Obama et la réalité de sa campagne. En effet, le caractère très relatif du statut d'outsider de Barack Obama fut mis en évidence par la rapidité avec laquelle un nombre conséquent de super-délégués se rallièrent à sa cause. Si la campagne d'Obama s'était dans un premier temps largement appuyée sur le soutien des *grassroots*, il obtint finalement le soutien

---

[73] Barack Obama, " Address in Chicago Accepting Election as the 44th President of the United States" (speech, Chicago, Illinois, November 4, 2008), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-chicago-accepting-election-the-44th-president-the-united-states.

[74] La littérature académique a d'ailleurs mis en évidence le rôle croissant de ces petits donateurs dans le financement des campagnes politiques. Richard Pildes souligne notamment la manière dont internet et les réseaux sociaux ont fondamentalement transformé ce financement, en renforçant l'influence et le pouvoir des petits donateurs, qui se montrent plus réceptifs aux contenus idéologiquement marqués que l'électorat dans son ensemble (Richard H. Pildes, "Small-Donor-Based Campaign-Finance Reform and Political Polarization," *The Yale Law Journal* 129 (November 18, 2019): 150, https://www.yalelawjournal.org/forum/small-donor-based-campaign-finance-reform-and-political-polarization.). En effet, ceux-ci sont devenus un sujet d'actualité de premier plan en politique américaine ces dernières années ; leur nombre est passé d'environ 50 000 lors du cycle électoral de 2006 à presque 12 millions en 2020 et leurs contributions représentent une part croissante du montant total des contributions reçues par les campagnes (Laurent Bouton et al., "Small Campaign Donors," National Bureau of Economic Research, May 2022, 2, https://doi.org/10.3386/w30050). Bouton *et al*. soulignent au demeurant l'importance symbolique de ces petits donateurs, souvent perçus comme étant à l'origine d'une « révolution » en raison de leur potentiel à atténuer la mainmise des groupes d'intérêt et des individus fortunés sur le processus politique (Bouton et al., "Small Campaign Donors," 1).

[75] Ben Smith, "Obama's 'Parallel Public Financing System,'" *POLITICO*, April 9, 2008, https://www.politico.com/blogs/ben-smith/2008/04/obamas-parallel-public-financing-system-007649.

de 66% des 796 super-délégués[76], dont plusieurs changèrent d'allégeance après qu'Obama remporta les primaires de leur État[77]. La course à l'investiture de 2008 ayant été très serrée – Obama bénéficia d'une mince avance de 63 délégués dits « engagés » – les super-délégués auraient alors tout à fait été en mesure de faire pencher la balance si Obama avait été considéré comme indésirable par l'appareil du parti. Du reste, si Obama avait effectivement cherché à promouvoir une façade mouvementiste destinée à se distinguer des campagnes politiques traditionnelles, et si sa campagne était parvenue à recueillir des sommes importantes de petits donateurs[78], leur part – environ 25% du total des contributions – n'était que légèrement supérieure aux 20% obtenus par John Kerry en 2004, mais notablement inférieure aux 38 % recueillis par Howard Dean la même année[79]. En réalité, Obama bénéficia de l'aide de grandes figures issues des classes possédantes[80] et une part importante des fonds récoltés (80%) par la campagne provenait de grands donateurs ayant contribué à hauteur de 1 000 dollars ou plus[81].

Le 19 juin 2008, Obama renonça à sa promesse de campagne de n'accepter que des fonds publics durant l'élection générale, prenant toutefois soin de présenter cette compromission comme une tentative d'affranchissement vis-à-vis d'un système politique corrompu. S'adressant aux militants de terrain, il expliqua que le système de financement public des élections présidentielles était à bout de souffle, comme en témoignait la campagne menée par son concurrent républicain John McCain, financée par les contributions de lobbyistes de Washington et de PACs représentants des groupes d'intérêts privés[82]. Obama affirmait pour sa part vouloir poser les bases d'une politique nouvelle et enjoignait ses soutiens à le rejoindre dans cette entreprise d'émancipation :

> I'm asking you to do something that has never been done before: declare our independence from a broken system and run the type of campaign that reflects the grassroot values that have already changed our politics and brought us this far. If we don't stand together, the broken system we have now, a system where special interests drown out the voices of the American people, will continue to erode our politics and prevent the possibility of real change. That's why we must act.

---

[76] Seth Masket, *Learning from Loss: The Democrats, 2016–2020* (Cambridge University Press, 2020), 140.
[77] Elana Schor and Dan Glaister, "Superdelegates Switching Allegiance to Obama," *The Guardian*, February 23, 2008, https://www.theguardian.com/world/2008/feb/23/uselections2008.barackobama.
[78] The Associated Press, "Obama's Army of Small Donors," *POLITICO*, May 9, 2008.
[79] Campaign Finance Institute, "Reality Check: Obama Received About the Same Percentage from Small Donors in 2008 as Bush in 2004," November 24, 2008, http://www.cfinst.org/press/preleases/08-11-24/realty_check_-_obama_small_donors.aspx.
[80] Naomi Klein, "Obama's Chicago Boys," *The Nation*, June 12, 2008, https://www.thenation.com/article/archive/obamas-chicago-boys/.
[81] Angie Drobnic Holan, "Obama Campaign Financed by Large Donors, Too," *POLITIFACT*, April 22, 2010, https://www.politifact.com/factchecks/2010/apr/22/barack-obama/obama-campaign-financed-large-donors-too/; Michael Luo, "Study: Many Obama Small Donors Really Weren't," *The New York Times*, November 24, 2008, https://archive.nytimes.com/thecaucus.blogs.nytimes.com/2008/11/24/study-obamas-small-donors-really-werent/.
[82] Barack Obama, "An Important Campaign Announcement from Barack Obama," YouTube video, Barack Obama, June 19, 2008, https://www.youtube.com/watch?v=Snsnqbq_OCo.

> The stakes are higher than ever. […] Join me. And declare your independence from this broken system and let's build the first general election campaign that's truly funded by the American people[83].

En réalité, accepter les 85 millions de dollars d'aides publiques aurait impliqué de renoncer à son avantage considérable en termes de collecte de fonds. Vivement critiquée à droite comme à gauche[84], cette décision mit en lumière les calculs électoralistes sous-jacents à la posture populiste d'Obama, illustrant ainsi les logiques caractéristiques du populisme des élites.

Par ailleurs, la mise en avant de l'identité du candidat au détriment de son message, et donc de son parti, se mesure également en regardant ses *coattails*, c'est-à-dire la manière dont les candidats démocrates aux échelons locaux ont pu tirer parti de la popularité du candidat à la présidence. Dans le cas d'Obama, on observe que la popularité du candidat eut un impact limité sur celle des autres candidats démocrates[85]. Il convient donc de nuancer l'ampleur de sa victoire : celle-ci était avant tout personnelle, tandis que les succès du Parti démocrate au niveau des États restaient beaucoup plus modérés.

Au reste, la promesse de changement et le style expressif d'Obama occultaient en réalité une ambiguïté vis-à-vis de la tradition libérale et du rôle de l'État[86]. En effet, la rhétorique d'empouvoirement et les promesses de changement d'Obama dissimulaient des dispositions idéologiques modérées et une attitude pragmatique, en décalage avec l'image mouvementiste et démocratisante qu'il projetait. Dans une large mesure, c'est le contexte politique, plus que des traits de caractère, qui avait conduit Obama à se présenter comme un outsider politique. Comme le souligne Berman, Obama se situait, en réalité, à une position intermédiaire, à mi-

[83] Obama, "Important Campaign Announcement."
[84] Ewen MacAskill, "Obama Tarnished by Rejecting Public Funds for Election Fight," *The Guardian*, June 20, 2008, https://www.theguardian.com/world/2008/jun/21/barackobama.uselections2008.
[85] Charlie Cook, "Obama's Short Coattails," *Government Executive*, November 11, 2008, https://www.govexec.com/oversight/2008/11/obamas-short-coattails/28022/.
[86] Comme l'explique Nicolas Gachon, Obama proposait en somme une forme de rapprochement entre deux acceptions du libéralisme ; entre, d'une part, un libéralisme classique, hérité notamment de la philosophie de John Locke et caractérisé par une méfiance fondatrice à l'endroit du pouvoir exécutif telle que formulée dans la Déclaration d'Indépendance, et, d'autre part, un libéralisme politique hérité de la tradition progressiste et qui veut voir dans le Préambule de la Constitution, dont l'objectif est de fonder une Union plus parfaite et de promouvoir le bien-être général, une incitation à jeter les bases d'un État-Providence (Nicolas Gachon, « Le complexe fédéral de la présidence de Barack Obama », dans *La présidence de Barack Obama (2009-2017)* (Ellipses, 2019), 29). En témoignent ses propos lors de la convention nationale du Parti démocrate en 2004 : « Don't get me wrong. The people I meet in small towns and big cities, in diners and office parks, they don't expect government to solve all their problems. […] No, people don't expect government to solve all their problems. But they sense, deep in their bones, that with just a change in priorities, we can make sure that every child in America has a decent shot at life, and that the doors of opportunity remain open to all. They know we can do better. And they want that choice » (Barack Obama, "Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention" (speech, Boston, Massachusetts, July 27, 2004)), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/keynote-address-the-2004-democratic-national-convention.

chemin entre l'insurgé et le candidat favori de l'establishment démocrate[87], de sorte que sa campagne se trouvait effectivement tiraillée entre une posture populiste, que reflétait sa rhétorique volontariste visant à réinstaurer l'impression d'une proximité entre le pouvoir et le peuple, et une logique élitiste, marquée par un certain pragmatisme électoral et une vision relativement technocratique de la représentation.

Si la campagne d'Obama pour les primaires fut caractérisée par une rhétorique de facture populiste, sa campagne pour l'élection générale combina cette rhétorique – et des attaques occasionnelles contre Wall Street, l'administration Bush et John McCain – avec des déclarations destinées à rassurer les milieux d'affaires[88], les chefs d'entreprise et les économistes traditionnels, leur montrant qu'il n'était pas un radical[89]. Dans une certaine mesure, le positionnement idéologique de Barack Obama est révélateur du fonctionnement du Parti démocrate dans son ensemble. En mobilisant un discours populiste destiné à mobiliser la base du Parti tout en adoptant une position centriste et pro-business qui entre inévitablement en conflit avec sa rhétorique, l'attitude d'Obama fait écho à ce que Lance Selfa considère être les « deux faces du Parti démocrate » : « […] The Democratic Party today is the latest of an institution that appeals to 'the people' while looking out for the interests of corporations »[90]. La stratégie électoraliste qui se cachait derrière la posture populiste[91] du candidat fut d'ailleurs occasionnellement mise en lumière. Durant les primaires démocrates de 2008, Obama s'était ainsi déclaré opposé a « des accords commerciaux injustes tels que l'ALENA [l'Accord de libre-échange nord-américain], qui privilégient les intérêts particuliers au détriment des intérêts des travailleurs », accusant sa principale concurrente d'avoir activement soutenu ce type d'accord par le passé[92]. Toutefois, une note adressée à la classe politique canadienne par son principal conseiller économique, Austan Goolsbee, mit en lumière le caractère essentiellement électoraliste qui sous-tendait cette position. Goolsbee expliquait, en effet, que la rhétorique d'Obama « devait être comprise comme relevant davantage de la posture politique que d'une

[87] Berman, *Herding Donkeys*, 131.
[88] Lors d'une réunion tenue le 17 mars 2009 avec des dirigeants de grandes banques, Obama avait ainsi suggéré sa volonté de protéger leurs intérêts, déclarant : « My administration is the only thing between you and the pitchforks » (Barack Obama, "Meeting Between the New President and Wall Street CEOs" (meeting, March 27, 2009), reported in *POLITICO*, https://www.politico.com/story/2009/04/inside-obamas-bank-ceos-meeting-020871). En 2011, il avait réaffirmé son attachement au système capitaliste, annonçant : « Look. I am a pro-growth, free-market guy. I love the market » (Jeff Cohen, "Obama Is NOT 'Caving' to Corporate Interests," *Common Dreams*, July 24, 2011, https://www.commondreams.org/views/2011/07/24/obama-not-caving-corporate-interests).
[89] Berman, *Herding Donkeys*, 131.
[90] Lance Selfa, *The Democrats: A Critical History* (Haymarket Books, 2012), 5.
[91] Michael Lind, "Obama's Populist Pose," *Salon*, January 26, 2010, https://www.salon.com/2010/01/26/obama_populism/.
[92] Barack Obama, "Remarks at the National Gypsum Company in Lorain, Ohio" (speech, Lorain, Ohio, February 24, 2008), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-national-gypsum-company-lorain-ohio. Notre traduction.

tentative de formulation d'une ligne politique concrète » : l'objectif était de « courtiser le vote populiste »[93].

Cette tension entre rhétorique populiste et positionnement idéologique centriste interroge par ailleurs la relation du président Obama à la troisième voie. À bien des égards, Obama réactualisa la synthèse idéologique inaugurée par Bill Clinton, s'inscrivant pour grande partie dans son sillage tout en y imprimant une marque distinctive liée à son orientation philosophique propre. Désireux d'échapper aux étiquettes idéologiques, Obama avait entretenu une relation ambiguë envers la troisième voie bien avant son accession à la présidence. En 2003, alors qu'il était sénateur de l'Illinois, Obama avait clairement pris ses distances avec le DLC, déclarant dans une lettre au *Black Commentator* :

> To begin with, neither my staff nor I have had any direct contact with anybody at DLC since I began this campaign a year ago. I don't know who nominated me for the DLC list of 100 rising stars. […] I certainly did not view such inclusion as an endorsement on my part of the DLC platform[94].

Dans un contexte de désaffection croissante de la base électorale à l'égard de l'idéologie centriste défendue par Clinton, et marqué par la remise en cause des paradigmes politico-économiques à la suite de la crise de 2008, cette volonté de rompre avec le libéralisme de la troisième voie traduisait l'intention de porter une promesse de renouveau idéologique. Rahm Emanuel, ancien conseiller de Clinton, chef de cabinet sous Obama et partisan d'une approche néolibérale au sein du Parti démocrate, présentait la crise de 2008 comme une occasion idéale de réorienter en profondeur la politique du pays. Dans une interview pour le *Wall Street Journal* le 19 novembre 2008, il expliquait :

> You never want a serious crisis to go to waste. And what I mean by that it's [*sic*] an opportunity to do things that you think you could not do before. […] This is an opportunity [*sic*] what used to be long-term problems be they in the healthcare area, energy area, education area, fiscal area, tax area, regulatory reform area – things that we had postponed for too long that were long term are now immediate and must be dealt with[95].

Conscient du changement de *Zeitgeist* politique, Barack Obama cultiva l'image d'un candidat porteur d'un changement de trajectoire, s'identifiant à des présidents « transformationnels » tels Reagan ou Kennedy, plutôt qu'à Bill Clinton :

> I don't want to present myself as some sort of singular figure. I think part of what is different is the times. I do think that, for example, the 1980 election was different. I think Ronald Reagan changed the trajectory of America in a way that Richard Nixon did not and in a way that Bill

[93] Neal Meyer, "Here Comes Democrats' Phony Populist Posturing," *Jacobin*, January 23, 2025, https://jacobin.com/2025/01/democrats-phony-populist-posturing-rhetoric. Notre traduction.
[94] Barack Obama, "Not 'Corrupted' by DLC, Says Obama," *The Black Commentator*, no. 47 (June 19, 2003), https://blackcommentator.com/47/47_cover.html.
[95] Rahm Emanuel, "Remarks on the Opportunities of Crisis" (remarks, November 19, 2008), *The Wall Street Journal*, YouTube video, https://www.youtube.com/watch?v=_mzcbXi1Tkk.

> Clinton did not. He put us on a fundamentally different path because the country was ready for it. They felt like with all the excesses of the 60s and the 70s and government had grown and grown but there wasn't much sense of accountability in terms of how it was operating. I think he tapped into what people were already feeling. Which is we want clarity, we want optimism, we want a return to that sense of dynamism and entrepreneurship that had been missing[96].

En dépit de sa rhétorique volontariste, Obama affichait en réalité des dispositions relativement conservatrices[97], pleinement assumées[98]. Matt Bennett, co-fondateur du *think tank* centriste *ThirdWay*, qualifia d'ailleurs sa victoire lors de la primaire de l'Iowa, le 5 janvier 2008, de victoire idéologique de la troisième voie : « The central conclusion out of Iowa is not only ironic but vital for the Democratic Party to learn (or re-learn): Iowa was a victory for Clintonism »[99]. Au demeurant, le cabinet d'Obama fut largement composé de figures centristes, pour beaucoup issues de l'administration Clinton et représentant la continuité avec le néolibéralisme de la troisième voie : Timothy Geithner fut nommé secrétaire au Trésor, Lawrence Summers fut choisi comme directeur du Conseil économique national, et Peter Orzag comme directeur de l'*Office of Management and Budget* (OMB), le Bureau de la gestion et du budget. Tous trois avaient été des collaborateurs de Robert Rubin, secrétaire au Trésor sous Clinton. William Blaine Richardson, ancien membre du DLC, fut nommé secrétaire au commerce mais dut finalement se retirer, faisant l'objet d'une enquête pour d'éventuelles relations d'affaires inappropriées. En janvier 2011, William Daley, du *think tank* centriste *Third Way*, et Gene Sperling, tous deux issus de l'administration Clinton, furent respectivement nommés chef de cabinet et directeur du *National Economic Council* (conseil économique national). Obama conserva également Robert Gates, secrétaire à la Défense sous Bush, à la tête du Pentagone. Dans un revirement, Obama déclara en mars 2009, devant la *New Democrat Coalition* (un groupe de Démocrates centristes au sein de la Chambre des représentants) : « I am a New Democrat »[100].

La réponse de l'administration Obama à la crise financière et économique de 2008 – et son approche des questions économiques de manière plus générale – illustrent son inscription dans un cadre de pensée centriste. Dans un discours sur la crise des prêts hypothécaires prononcé en février 2009, Obama soutint que la responsabilité incombait autant aux institutions

---

[96] Sam Stein, "Obama Compares Himself To Reagan, JFK...But Not Bill Clinton," *HuffPost*, March 28, 2008, https://www.huffpost.com/entry/obama-compares-himself-to_n_81835.

[97] Larissa MacFarquhar, "The Conciliator," *The New Yorker*, April 30, 2007, https://www.newyorker.com/magazine/2007/05/07/the-conciliator.

[98] Barack Obama, *A Promised Land* (Viking, 2020), 305. "I was a reformer, conservative in temperament if not in vision."

[99] Ben Smith, "The Man from Hope?," *POLITICO*, January 5, 2008, https://www.politico.com/blogs/ben-smith/2008/01/the-man-from-hope-005077.

[100] Jonathan Martin and Carol Lee, "Obama: 'I Am a New Democrat,'" *POLITICO*, March 10, 2009, https://www.politico.com/story/2009/03/obama-i-am-a-new-democrat-019862

financières qu'aux emprunteurs, jugés irresponsables ; à ses yeux, il ne s'agissait donc pas tant d'une crise systémique qu'une crise de « valeurs » :

> Our housing crisis was born of eroding home values, but it was also an erosion of our common values, and in some case, common sense. It was brought about by big banks that traded in risky mortgages in return for profits that were literally too good to be true; by lenders who knowingly took advantage of homebuyers; by homebuyers who knowingly borrowed too much from lenders; by speculators who gambled on ever-rising prices; and by leaders in our nation's capital who failed to act amidst a deepening crisis[101].

S'inscrivant dans la lignée de la vision méritocratique et moralisatrice de Clinton, Obama distinguait, d'une part, les familles méritantes – celles qui « respectent les règles du jeu et agissent de manière responsable » – et, d'autre part, les « personnes ayant acheté des maisons qu'elles savaient, dès le départ, hors de leur portée »[102]. Aussi, si l'État se devait « d'établir des règles de conduite justes et équitables », et si les banques et prêteurs étaient chargés de mettre fin aux pratiques à l'origine de la crise, chaque individu devait également être tenu responsable de ses propres actions[103].

Avant même d'accéder à la présidence, Obama participa à l'élaboration du plan de sauvetage des banques mis en œuvre par l'administration Bush. Le 3 octobre 2008, Bush signa le *Emergency Stabilization Act*[104] – plus tard surnomme le « Wall Street Bailout » – qui créa le *Troubled Asset Relief Program* (TARP) afin de renflouer les banques et stabiliser le système financier, notamment par le rachat d'actifs toxiques. Pour le philosophe slovène Slavoj Žižek, la loi s'inscrivait dans un paradigme décidément pro-capitaliste, où les mesures dites « socialistes » – c'est-à-dire impliquant une ingérence de l'État – n'étaient acceptables qu'à condition d'être mises au service du marché[105].

Le 7 septembre 2008, le département du Trésor des États-Unis mit les géants du crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae sous tutelle, le temps pour eux de restructurer leurs finances, en garantissant leur dette à hauteur de 200 milliards de dollars. Si cette nationalisation des deux banques majeures du crédit immobilier signifiait, pour l'économiste britannique

---

[101] Barack Obama, "Remarks by the President on the mortgage crisis" (speech, Mesa, Arizona 18 February 2009), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-mortgage-crisis#:~:text=For%20Immediate%20Release%20February%2018,to%20be%20back%20in%20Arizona.

[102] Obama, "Remarks by the President on the Mortgage Crisis." Notre traduction.

[103] Obama, "Remarks by the President on the Mortgage Crisis." Notre traduction.

[104] Emergency Economic Stabilization Act of 2008, Pub. L. No. 110-343, 122 Stat. 3765 (2008).

[105] Slavoj Žižek, « Lutte des classes à Wall Street », *Le Monde*, 9 octobre 2008, https://www.lemonde.fr/idees/article/2008/10/09/lutte-des-classes-a-wall-street-par-slavoj-zizek_1104997_3232.html. « Donc le plan de sauvetage est-il réellement une mesure 'socialiste', l'aube du socialisme d'État aux États-Unis ? Si tel est le cas, c'est en un sens bien singulier : une mesure 'socialiste' dont le but premier n'est pas de venir en aide aux pauvres, mais aux riches, non pas à ceux qui empruntent, mais à ceux qui prêtent. L'ironie suprême réside ainsi dans le fait que la 'socialisation' du système bancaire est acceptable lorsqu'elle sert à sauver le capitalisme : le socialisme est néfaste – sauf lorsqu'il permet de stabiliser le capitalisme ».

Robert Skidelsky, la « fin de la révolution néoclassique »[106], elle correspondait en réalité davantage au keynésianisme « privatisé », ou « pro-marché », théorisé par Colin Crouch[107], soit un interventionnisme étatique au service du marché.

L'influence du paradigme néolibéral se fit également sentir dans l'élaboration du plan de relance de l'économie. Les *New Democrats* au sein de son administration jouèrent en effet un rôle décisif dans la détermination de son ampleur[108]. Dans un premier temps, le plan suscita des spéculations et des anticipations quant à un retour du keynésianisme et à l'émergence d'une nouvelle période de progrès social. Selon le *New York Times*, le plan de relance, bien que ramené à 787 milliards de dollars contre plus de 800 milliards dans sa version initiale, représentait néanmoins un « retour saisissant du *big government* »[109]. Pour *Newsweek*, le plan de relance témoignait résolument d'un nouvel engouement pour le socialisme[110]. Si John Judis formula quelques réserves sur l'ampleur du projet, il salua néanmoins le plan de relance comme l'incarnation d'une stratégie économique visant à transférer un pouvoir considérable du secteur privé vers le secteur public[111].

Approuvé par Obama le 17 février 2009, le *American Recovery and Reinvestment Act*[112] (ARRA) prévoyait un budget de 787 milliards de dollars, soit une somme située dans le milieu de la fourchette (entre 550 et 890 milliards de dollars) proposée par Larry Summers et Rahm Emanuel[113]. Sur ces 787 milliards, le plan de relance allouait 400 milliards aux dépenses immédiates à court terme, 100 milliards à l'investissement à long terme dans les infrastructures, et 300 milliards étaient consacrés à des réductions d'impôts, dont la majeure partie devait profiter aux entreprises. De fait, la mesure révélait une nette préférence pour une reprise impulsée par le secteur privé, ainsi qu'une certaine prudence à l'égard de l'intervention directe de l'État[114]. À rebours de Michael Grunwald, qui voyait dans ce plan de relance l'avènement

[106] Robert Skidelsky, « Economie : adieu à la révolution néoclassique », *Project Syndicate*, 15 septembre 2008, https://www.project-syndicate.org/commentary/farewell-to-the-neo-classical-revolution/french.
[107] Colin Crouch, *The Strange Non-Death of Neo-Liberalism* (Polity, 2011).
[108] Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 297.
[109] David M. Herszenhorn, "A Smaller, Faster Stimulus Plan, but Still With a Lot of Money," *The New York Times*, February 14, 2009, https://www.nytimes.com/2009/02/14/us/politics/14stimintro.ready.html. Notre traduction.
[110] Jon Meacham, "We Are All Socialists Now," *Newsweek*, June 2, 2009, https://www.newsweek.com/we-are-all-socialists-now-82577.
[111] John B. Judis, "Fundamentally Different," *The New Republic*, April 24, 2009, https://www.cbsnews.com/news/fundamentally-different/.
[112] *American Recovery and Reinvestment Act*, 123 Stat. 115 (2009).
[113] Maureen Burke, "The $787 Billion Question," *International Monetary Fund* 50, no. 1 (March 2013), https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2013/03/people.htm.
[114] Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 300-1.

d'un « nouveau *New Deal* » (« *New New Deal* »)[115], l'économiste Paul Krugman contestait le prétendu tournant keynésien proclamé par la presse :

> […] For the fact is that the Obama stimulus – which itself was almost 40% tax cuts – was far too cautious to turn the economy around. […] Put it this way: a policy under which government employment actually fell, under which government spending on goods and services grew more slowly than during the Bush years, hardly constitutes a test of Keynesian economics. […] Now, maybe it wasn't possible for President Obama to get more in the face of Congressional skepticism about government. But even if that's true, it only demonstrates the continuing hold of a failed doctrine over our politics[116].

Avec la création, le 27 avril 2010, de la *National Commission on Fiscal Responsibility and Reform*, l'administration manifesta sa volonté d'ouvrir un débat sur les effets potentiellement néfastes d'une relance trop coûteuse, interrompant ainsi les appels en faveur d'investissements supplémentaires. Qualifiées de « vague rouge »[117], les élections de mi-mandat de 2010, qui consacrèrent le retour en force des Républicains[118], accentuèrent le recentrage des priorités de l'administration Obama sur la maîtrise des dépenses. Dans un contexte politique marqué par le mécontentement des Républicains à l'égard du plan de réforme de l'assurance santé et des politiques économiques menées par l'administration Obama, illustré notamment par l'essor du mouvement *Tea Party* et sa volonté obstinée de bloquer l'agenda présidentiel, l'administration démocrate adopta une orientation résolument conservatrice, plaçant la priorité sur l'équilibre budgétaire. Le 29 novembre 2010, l'administration publia un communiqué reflétant son ambivalence à l'égard de l'action gouvernementale, proposant « d'économiser l'argent des contribuables et de faire davantage de choses avec moins de moyens au sein du gouvernement fédéral »[119]. Le 2 août 2011, l'administration Obama parvint finalement à un accord avec les Républicains concernant la résolution de la crise du plafond de la dette. Avec la signature du *Budget Control Act*[120], Obama se résigna à une réduction des dépenses à hauteur de 900 milliards de dollars sur une période de dix ans. La loi créa en outre le *Joint Select Committee on Deficit Reduction* dans l'optique de proposer une loi bipartisane

---

[115] Michael Grunwald, *The New New Deal: The Hidden Story of Change in the Obama Era* (Simon & Schuster, 2013).

[116] Paul Krugman, "When Zombies Win," *The New York Times*, December 20, 2010, https://www.nytimes.com/2010/12/20/opinion/20krugman.html.

[117] Henry Olsen, "After the Wave," *National Affairs*, no. 63 (Spring 2025), https://www.nationalaffairs.com/publications/detail/after-the-wave.

[118] Les Républicains reprirent le contrôle de la Chambre des représentants qu'ils avaient perdu lors des élections de mi-mandat de 2006, remportant 63 sièges et effaçant les gains réalisés par les démocrates en 2006 et 2008. En remportant 6 sièges au Sénat, ils prirent également le contrôle de la chambre haute. Au niveau des États, les Républicains remportèrent également 6 postes supplémentaires de gouverneurs ainsi que 675 sièges dans les assemblées législatives (Dan Balz, "The GOP Takeover in the States," *The Washington Post*, November 14, 2010, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/11/13/AR2010111302389.html.).

[119] White House, "Fact Sheet: Cutting the Deficit by Freezing Federal Employee Pay," Office of the Press Secretary, November 29, 2010, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/11/29/fact-sheet-cutting-deficit-freezing-federal-employee-pay. Notre traduction.

[120] Budget Control Act of 2011, Pub. L. No. 112-25, 125 Stat. 239.

de réduction du déficit avant le 23 novembre 2011 ; en cas d'échec, des coupes budgétaires seraient automatiquement mises en place.

En parallèle, et dans un souci de rétablir un certain contrôle sur l'activité des institutions financières après leur dérégulation sous l'administration Clinton, Obama signa le 21 juillet 2010 le *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*[121], dont l'objectif était de « promouvoir la stabilité financière des États-Unis en améliorant l'*accountability* [la responsabilisation] et la transparence dans le système financier » afin de « protéger le contribuable américain en mettant fin aux sauvetages financiers [*bailouts*] » et de « protéger le consommateur des pratiques de services financiers abusifs »[122]. Si la loi représentait de toute évidence un écart vis-à-vis de la doctrine néoclassique de laisser-faire, elle ne contrariait toutefois pas fondamentalement les logiques néolibérales consistant à octroyer à l'État la charge d'instaurer un cadre légal destiné à stabiliser le système financier. Obama reconnaissait d'ailleurs volontiers la compétence de l'État dans ce domaine, considérant que, n'étant pas le résultat d'un ordre naturel, le « libre marché doit être entretenu et cultivé »[123]. Tout en reconnaissant les bienfaits du marché – et notamment son pouvoir « inégalé » en termes « de création de richesses et d'expansion de la liberté »[124] – Obama estimait qu'il incombait à l'État d'assurer sa stabilité et d'établir des règles du jeu pour éviter une trop grande concentration des richesses :

> Nor is the question before us whether the market is a force for good or ill. Its power to generate wealth and expand freedom is unmatched, but this crisis has reminded us that without a watchful eye, the market can spin out of control – and that a nation cannot prosper long when it favors only the prosperous[125].

Dans une large mesure, l'interprétation de la crise de 2008 comme une crise du néolibéralisme repose sur une opposition binaire – et simpliste – entre le néolibéralisme, conçu comme une réactivation de la théorie du laisser-faire du libéralisme classique du XIXème siècle, et le libéralisme keynésien, qui rejette cette approche au profit d'une intervention étatique accrue, mais toujours limitée. Autrement dit, le néolibéralisme, ce serait moins d'État, et le keynésianisme plus d'État[126]. En réalité, comme nous l'avons vu dans la partie précédente,

---

[121] *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*, Pub. L. No. 111-203, 124 Stat. 1376 (2010).
[122] *Dodd-Frank Act*. Notre traduction.
[123] Barack Obama, "Press Conference by the President" (speech, Washington, D.C, November 3, 2010), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/11/03/press-conference-president. Notre traduction.
[124] Barack Obama, "Inaugural Address" (speech, Washington, D.C., January 20, 2009), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-15. Notre traduction.
[125] Obama, "Inaugural Address" (January 20, 2009).
[126] Bradley Smith, « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis : aux origines de 'révolution conservatrice' et de la crise financière de 2008 » (Thèse de doctorat, Université Sorbonne Paris Cité, 2015), https://theses.hal.science/tel-01508543.

l'interventionnisme de l'État, lorsqu'il vise essentiellement à protéger le système capitaliste plutôt qu'à venir en aide aux citoyens, peut tout à fait s'inscrire dans des logiques néolibérales.

Sur le plan de l'assurance maladie, la rhétorique ambitieuse mobilisée en 2003, lorsqu'Obama avait déclaré devant l'AFL-CIO être en faveur d'un système de santé universel financé par l'État (*single-payer*)[127], laissa finalement place à un projet modéré et partiellement inspiré du projet de la troisième voie. La question de l'assurance maladie – à l'instar de celle de la guerre en Iraq – avait dominé les débats entre les candidats démocrates à l'investiture de leur parti. Malgré leurs divergences, les trois principaux candidats adoptaient une approche relativement similaire, contrastant avec celle des Républicains : alors que les Démocrates soutenaient une réforme visant à étendre une couverture maladie subventionnée par l'État et les employeurs, les Républicains privilégiaient quant à eux une approche fondée sur le libre-marché, axée sur les consommateurs (*consumer-based*).

Dans ce domaine également, les propositions d'Obama s'inscrivaient, pour l'essentiel, dans la continuité des initiatives de l'aile centriste du parti et se démarquaient en réalité fort peu de celles de ses adversaires démocrates[128]. Obama proposait en effet des subventions et des crédits d'impôt pour aider les personnes non assurées à acquérir une couverture, tout en exigeant que tous les jeunes de moins de 26 ans disposent d'une assurance maladie. Dans un discours prononcé le 29 mai 2007 dans l'Iowa, Obama présenta un projet hybride, conciliant une approche pro-marché – mettant l'accent sur l'importance d'un système plus « efficace », largement fondé sur le secteur privé – et un objectif progressiste d'extension de la couverture maladie, reflétant au demeurant sa volonté de concilier les positions d'acteurs aux intérêts contradictoires :

> Look, it's perfectly understandable for a business to try and make a profit, and every American has the right to make their case to the people who represent us in Washington. But I also believe that every American has the right to affordable health care. […] It's time to bring together businesses, the medical community, and members of both parties around a comprehensive

[127] Barack Obama, "Obama 2003 healthcare comment" (clip of speech to the Illinois AFL-CIO, June 30, 2003), YouTube video, uploaded by POLITICO, January 22, 2008, https://www.youtube.com/watch?v=aAz0qzes8hI.
[128] John Edwards, candidat aux côtés de John Kerry à la vice-présidence en 2004, avait été le premier à présenter son projet. Celui-ci envisageait une extension de la couverture maladie – partiellement financée par des hausses d'impôts sur les revenus les plus élevés – l'instauration d'une obligation pour les employeurs de proposer une assurance à leurs employés (*employer mandate*), ainsi que la mise en place d'alliances de santé régionales, chargées d'offrir un choix aux consommateurs tout en permettant des économies d'échelle. Le projet s'inscrivait ainsi largement dans le prolongement de celui élaboré par Hillary Clinton en 1993 et reposait sur la notion de « concurrence dirigée » (*managed competition*) – fondée à la fois sur le principe d'extension de l'assurance maladie et sur un impératif de contrôle des coûts – déjà mobilisée par l'administration Clinton. Hillary Clinton avait, pour sa part, fait de l'assurance maladie un élément central de son programme, mais ses efforts antérieurs dans ce domaine se révélèrent pénalisants. Au cœur de son projet figurait notamment l'obligation pour les employeurs de proposer une assurance ainsi que l'instauration d'une obligation annuelle de souscription à une assurance santé, idée qui sera par la suite incorporée dans l'*Affordable Care Act*.

> solution to this crisis, and it's time to let the drug and insurance industries know that while they'll get a seat at the table, they don't get to buy every chair[129].

D'un côté, Obama chercha donc à présenter son projet de réforme comme ambitieux et transformateur et à réhabiliter la notion de *welfare* sur des fondements plus progressistes[130]. Dans le même temps, il s'efforça de rassurer la classe moyenne, en insistant sur sa volonté de préserver la qualité des services médicaux, de protéger la liberté de choix des citoyens et de maintenir le caractère privé de son plan[131]. Il visait, en définitive, à réconcilier un libéralisme d'inspiration progressiste avec un libéralisme recentré. Dans un discours prononcé dans l'Ohio quelques semaines avant la signature de la version finale de sa loi de réforme de l'assurance maladie, Obama avait expliqué :

> [...] the wealthiest among us can already buy the best insurance there is. The least well among us, the poorest among us, they get their health care through Medicaid. So it's the middle class, it's working people that are getting squeezed, and that's who we have to help, and we can afford to do it.[132]

Ces appels récurrents à la « classe moyenne » participèrent, en outre, à la même logique de « moyennisation » et de « déconflictualisation »[133] de la société que celle qui avait guidé Clinton et qui définissait la classe moyenne davantage par des valeurs et des aspirations que par une appartenance socio-économique[134].

---

[129] Barack Obama, "Remarks on Health Care at the University of Iowa" (speech, Iowa City, Iowa, May 29, 2007), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-health-care-the-university-iowa.

[130] Lea Stephan, « La notion de 'responsabilité' dans le discours politique américain de 1980 à 2010 : le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates », *Miranda*, no 13 (novembre 2016), https://doi.org/10.4000/miranda.9710.

[131] Obama, "Remarks on Health Care" (May 29, 2007). "If you already have health insurance, the only thing that will change for you under this plan is the amount of money you will spend on premiums. That will be less. If you are one of the 45 million Americans who don't have health insurance, you will have it after this plan becomes law. No one will be turned away because of a preexisting condition or illness. […] If you cannot afford this insurance, you will receive a subsidy to pay for it. If you have children, they will be covered. If you change jobs, your insurance will go with you. If you need to see a doctor, you will not have to wait in long lines for one. If you want more choices, you will also have the option of purchasing a number of affordable private plans that have similar benefits and standards for quality and efficiency."

[132] Barack Obama, "Remarks by the President on the Economy in Osawatomie, Kansas" (speech, Osawatomie, Kansas, December 6, 2011), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/12/06/remarks-president-economy-osawatomie-kansas.

[133] Etienne Penissat, *Classe* (Anamosa, 2023), 75.

[134] Cette vision fut reflétée dans la mise en place, le 30 janvier 2009, de la *White House Task Force on Middle-Class Working Families*, un groupe de travail consacré aux ménages de la classe moyenne, dont l'objectif était d'améliorer leur niveau de vie. Si le rapport de février 2010 reconnaissait les difficultés croissantes à accéder au statut de classe moyenne – notamment en raison du coût de l'assurance maladie, de l'éducation supérieure et du logement – il définissait néanmoins la classe moyenne principalement en termes de valeurs et d'aspirations, plutôt qu'en termes de catégorie socio-économique : « Middle-class families are defined by their aspirations more than their income. The Commerce report assumes that middle-class families aspire to home ownership, a car, college education for their children, health and retirement security and occasional family vacations » (White House Task Force on Middle-Class Working Families, "Annuel Report of the White House Task Force on Middle-Class Working Families," February 2010, 10, https://www.federalregister.gov/documents/2009/02/03/E9-2436/white-house-task-force-on-middle-class-working-families). Durant son mandat, et comme Clinton avant lui, Obama se montra soucieux de faire écho aux valeurs supposément consensuelles et modérées de cette frange de l'électorat :

En somme, Obama entendait « trouver un nouveau compromis, un juste milieu, une 'troisième voie' entre le public et le privé, la libre-concurrence et la régulation, le marché et l'État[135], endossant pour cela une terminologie « à mi-chemin entre les valeurs exprimées par les conservateurs (primauté de l'individu, du marché et de la responsabilité personnelle), et les valeurs démocrates (obligation sociale, régulation de l'État et entraide vis-à-vis des plus vulnérables) »[136]. Cette tentative de réconciliation de valeurs contraires transparait clairement dans le discours prononcé devant le Congrès le 9 septembre 2009, durant lequel Obama souligna l'impératif collectif à venir en aide aux plus démunis, tout en promouvant des valeurs plus clairement conservatrices, telles que l'importance des choix individuels, la compétition ou encore l'équilibre budgétaire[137]. Du reste, ce discours illustre l'affinité de l'administration Obama avec la notion de « responsabilité partagée » – associant l'individu, l'employeur et l'État : « It's a plan that asks everyone to take responsibility for meeting this challenge – not just government, not just insurance companies, but everybody including employers and individuals »[138]. Selon Anja Rudiger, cette notion permet effectivement le « rapprochement entre la notion de responsabilité personnelle, si proéminente au sein de la culture américaine, et la reconnaissance que l'assurance maladie est une obligation sociale bien plus qu'un produit commercial »[139].

Comme dans le cas du plan de relance, la faction centriste joua un rôle déterminant dans l'élaboration de la loi de réforme de l'assurance maladie. En effet, la question de la mise en place d'un système à payeur unique fut écartée avant même le début des négociations au Congrès et le principal sujet de discorde consista à savoir si le projet de loi contiendrait, ou non, une option d'assurance publique (*public option*) capable de concurrencer les assureurs privés sur le marché[140]. L'inclusion d'une telle mesure devint, dès lors, l'objectif premier de la faction progressiste au sein du parti. Pour sa part, si Obama s'exprima à plusieurs occasions en faveur

« Our challenges may be new. The instruments with which we meet them may be new. But those values upon which our success depends – hard work and honesty, courage and fair play, tolerance and curiosity, loyalty and patriotism – these things are old. These things are true. They have been the quiet force of progress throughout our history. What is demanded then is a return to these truths » (Obama, "Inaugural Address" (January 20, 2009)).

[135] Maurizio Vaudagna, « Politiques sociales et réforme de l'assurance maladie de Roosevelt à Obama », dans *Le bilan d'Obama*, édité par Olivier Richomme et Vincent Michelot (Les Presses de Sciences Po, 2012), 149.

[136] Vaudagna, « Politiques sociales », 157.

[137] Barack Obama, "Remarks by the President to a Joint Session of Congress on Health Care" (speech, Washington, D.C., September 9, 2009), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-a-joint-session-congress-health-care.

[138] Obama, "Remarks to a Joint Session of Congress" (September 9, 2009).

[139] Anja Rudiger, "From Market Competition to Solidarity? Assessing the Prospects of U.S. Health Care Reform Plans from a Human Rights Perspective," *Health and Human Rights* 10, no. 1 (2008): 126, https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/20845835/. Notre traduction.

[140] Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 308.

d'une option publique[141], il n'en fit toutefois jamais une condition irrévocable. Le 4 juin 2009, un mémo du *think tank* centriste *Third Way* traitant précisément de la question de l'assurance maladie, fuita. Le document dénonçait l'option publique comme une entrave à toute tentative de réforme, estimant qu'elle menaçait de « torpiller le consensus émergent », et provoqua la colère de l'aile gauche[142]. L'option publique fut finalement abandonnée, de sorte que le projet de loi s'appuyait désormais essentiellement sur le secteur privé. Ce décrochage entre la promesse de changement véhiculée lors de la campagne présidentielle, et la réalité d'une politique pragmatique, soucieuse de maintenir le statu quo, et caractérisée par la recherche constante de compromis, illustre ce que nous avons qualifié de populisme des élites.

Le 23 mars 2010, le président signa finalement le *Patient Protection and Affordable Care Act*[143]. La loi entraîna des avancées conséquentes : elle élargit considérablement les programmes *Medicaid* et *Medicare* et obligea tout employeur de cinquante salariés et plus à fournir une assurance maladie à ses employés, sous peine de verser un « paiement de responsabilité partagée », permettant à l'État de subventionner un plan d'assurance pour ces salariés. Par ailleurs, les individus qui refuseraient de souscrire à une assurance maladie minimum s'exposaient désormais, eux aussi, à une « pénalité de responsabilité partagée » (*individual mandate*). Fidèle à ses promesses, Obama fit adopter une loi interdisant le *cherry-picking*, consistant à refuser de couvrir les personnes ayant des antécédents médicaux, ainsi que les limitations d'âge et autres plafonds de remboursements. La loi souscrivait, de surcroît, au même principe de « concurrence dirigée » (*managed competition*) que le projet proposé par Clinton dans les années 1990, consistant à multiplier les acteurs présents sur le marché de l'assurance maladie privée afin de réduire les coûts pour les consommateurs. De fait, l'*Affordable Care Act* prolongeait la tradition politique, popularisée par Clinton et en partie héritée du *New Deal*, qui visait à concilier marché et responsabilité sociale[144].

À l'instar de Clinton, Obama chercha de toute évidence à dépasser le clivage gauche-droite et à formuler une conception alternative de l'État. Dans son discours d'inauguration, le 20 janvier 2009, Obama fit résolument écho à la position de Clinton lorsqu'il exposa l'inadéquation des paradigmes politiques conservateur et libéral pour répondre aux enjeux posés par le nouveau contexte politique : « What the cynics fail to understand is that the ground

[141] Obama, "Remarks to a Joint Session of Congress" (September 9, 2009). "But an additional step we can take to keep insurance companies honest is by making a not-for-profit public option available in the insurance exchange. Now, let me be clear. […] It would only be an option for those who don't have insurance. No one would be forced to choose it, and it would not impact those of you who already have insurance."
[142] Atkins, *Forging A New Democratic Party*, 309. Notre traduction.
[143] *Patient Protection and Affordable Care Act*, 124 Stat. 119 (2010).
[144] Vaudagna, « Politiques sociales », 162.

has shifted beneath them – that the stale political arguments that have consumed us for so long no longer apply. The question we ask today is not whether our government is too big or too small, but whether it works »[145]. Obama embrassa, en outre, la définition du libéralisme portée par la troisième voie, fondée sur une reconnaissance des critiques conservatrices concernant les limites de l'action de l'État :

> I understood [Reagan's] appeal […]. [Reagan's message] spoke to the failures of liberal government, during a period of economic stagnation, to give middle-class voters any sense that it was fighting for them. For the fact was that government at every level had become too cavalier about spending taxpayer money. Too often, bureaucracies were oblivious to the cost of their mandates. A lot of liberal rhetoric did seem to value rights and entitlements over duties and responsibilities[146].

Ainsi, si l'approche d'Obama s'inscrivait dans une vision résolument positive du marché, il reconnaissait en même temps les dangers d'un marché qui serait livré à lui-même[147]. Comme dans le cas de la réforme de l'assurance maladie, Obama chercha à réunir, au sein d'une synthèse idéologique instable, un libéralisme de facture progressiste et un libéralisme pragmatique et recentré. Interrogé par la journaliste Nina Easton sur sa relation à l'« Amérique des grandes entreprises » (*corporate America*), Obama refusa de l'envisager comme une force intrinsèquement destructrice, soulignant néanmoins l'importance de maintenir un certain équilibre en empêchant une trop grande concentration des richesses entre les mains de quelques-uns :

> No, no, no, no. Of course not. You know, the truth is there's a reason why the business community in Chicago as a whole has been very supportive of me. The reason is that they know I am a pro-growth guy and I'm a pro-market guy. And I always have been. What I do get frustrated with is an economy that is out of balance, that rewards a very few – with rewards that are all out of proportion to their actual success – while ordinary, hard-working Americans continue to get squeezed[148].

L'action de l'État était ainsi conçue comme une manière de remédier à une défaillance du marché, sans toutefois nécessiter une confrontation avec celui-ci. Au contraire, l'administration Obama chercha plutôt à exploiter le pouvoir du marché et fit preuve d'une attitude ostensiblement conciliante vis-à-vis des grandes entreprises et du secteur privé[149]. Nonobstant la rhétorique volontariste et les promesses de changement, Obama proposait au

---

[145] Obama, "Inaugural Address" (January 20, 2009).
[146] Barack Obama, *The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream* (Canongate Books, 2006), 31.
[147] Obama, "Remarks to a Joint Session of Congress" (September 9, 2009). "[…] the danger of too much government is matched by the perils of too little."
[148] Barack Obama, "Interview on *Fortune* with Nina Easton in Raleigh, N.C." interview by Nina Easton, *CNNMoney*, June 9, 2008, https://money.cnn.com/2008/06/29/news/economy/obama_transcript.fortune/.
[149] Eric Lichtblau, "Minting Bank Lobbyists on Capitol Hill," *The New York Times*, April 13, 2010, https://www.nytimes.com/2010/04/14/business/14lobby.html; Ken Silverstein, "Barack Obama Inc.," *Harper's Magazine*, November 2006, https://harpers.org/archive/2006/11/barack-obama-inc/.

fond une forme de libéralisme « tempéré » qui s'inscrivait dans le sillage de la philosophie du théologien protestant américain Reinhold Niebuhr et plus précisément de sa théorisation d'un libéralisme « réaliste » qui, « dépouillé de ses erreurs utopiques », « laisserait la voie ouverte vers l'avenir »[150]. Niebuhr récusait en effet toute forme de purisme – qu'il associait à un repli sur soi et à une forme d'extrémisme –, lui préférant une « attitude responsable », entendue comme « une inclination à appréhender les situations selon une perspective donnée et à prendre des décisions cohérentes avec cette vision »[151]. Cette disposition repose également sur la reconnaissance de la nature complexe, imparfaite et partiellement compréhensible de l'être humain et de toute situation. Elle se caractérise par une prudence face aux ambitions démesurées et aux solutions simplistes, tout en échappant à l'immobilisme : elle se confronte aux choix concrets de l'action politique et s'inscrit dans une démarche résolument réformiste[152]. L'adoption d'une disposition « réaliste » consiste ainsi à prendre en considération tous les éléments à sa disposition, à étudier attentivement les faits, à envisager les multiples facettes d'un phénomène complexe et à rechercher un juste équilibre entre ces différents éléments[153]. En somme, une disposition réaliste – à l'inverse d'une approche idéologique – implique de percevoir le monde « tel qu'il est réellement »[154], dans toute sa complexité et ses ambivalences.

Les propos d'Obama lors d'un discours devant la *Democracy Alliance* en novembre 2019 faisaient clairement écho à cette volonté de modérer les ambitions réformatrices du libéralisme :

> Even as we push the envelope and we are bold in our vision, we also have to be rooted in reality and the fact that voters, including the Democratic voters and certainly persuadable independents or even moderate Republicans, are not driven by the same views that are reflected on certain, you know, left-leaning Twitter feeds. […] The average American doesn't think we have to completely tear down the system and remake it[155].

Récusant la nécessité de choisir entre une économie centralisée et un capitalisme impitoyable[156], Obama proposa en dernière analyse une tentative de réconciliation précaire entre différentes acceptions du libéralisme, et donc entre une forme d'utopie d'une part, et de

---

[150] Reinhold Niebuhr, "Liberalism: Illusions and Realities," *The New Republic*, July 4, 1955, https://newrepublic.com/article/72180/liberalism-illusions-and-realities. Notre traduction. "It will be a liberalism because only that philosophy, stripped of its utopian errors, leaves the way to the future open."
[151] Cherniss, "Tempered Liberalism," 83. Notre traduction.
[152] Cherniss, "Tempered Liberalism," 83.
[153] Cherniss, "Tempered Liberalism," 78-9.
[154] Cherniss, "Tempered Liberalism,". 79. Notre traduction.
[155] Barack Obama, "Speech at Democracy Alliance" (speech, November 15, 2019), *The Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/politics/obama-tells-democratic-candidates-to-ease-off-talk-of-revolution/2019/11/15/93569ddc-07fd-11ea-924a-28d87132c7ec_story.html.
[156] Obama, *Audacity of Hope*, 158. "[…] our history should give us confidence that we don't have to choose between an oppressive, government-run economy and a chaotic and unforgiving capitalism."

réalisme d'autre part[157]. Cette tension entre réalisme et utopie est constitutive du populisme des élites, qui oscille entre ces deux pôles et s'emploie à brouiller la frontière entre eux afin de déstabiliser les coordonnées politiques et de revitaliser le lien représentatif.

Les affinités idéologiques entre Clinton et Obama transparaissent également sur la question des valeurs, et notamment celle de la responsabilité – en particulier la responsabilité individuelle. Dans son discours d'inauguration, Obama appela ainsi à l'avènement d'une « nouvelle ère de responsabilité », qui exigeait que chacun accepte de prendre ses responsabilités « envers soi-même, notre nation et le monde »[158]. La promotion de la responsabilité individuelle participait, par ailleurs, d'une certaine stigmatisation des bénéficiaires d'aides publiques, soupçonnés de ne pas adopter des comportements appropriés[159]. La vision politique d'Obama s'inscrivait au reste dans une perspective résolument méritocratique, fondée sur une distinction entre citoyens méritants et non-méritants[160].

Cette vision méritocratique s'accompagnait également d'une attention particulière au rôle central de l'éducation dans la mobilité sociale — composante essentielle du rêve américain[161] — surtout à une époque marquée par des avancées technologiques significatives :

---

[157] David Moberg, "Obamanomics," *In These Times*, March 10, 2008, https://inthesetimes.com/article/obamanomics.

[158] Obama, "Inaugural Address" (January 20, 2009). Notre traduction.

[159] Obama, "Remarks on Health Care" (May 29, 2007). "But in the end, prevention only works if we take responsibility for our own health and make the right decisions in our own lives – if we eat the right foods, and stay active, and listen to our wives when they tell us to stop smoking."

[160] Lors d'une interview sur la chaîne de télévision sportive ESPN, en mars 2012, le président mit en lumière son affinité avec le concept de méritocratie, déclarant : « People — for all our differences politically, regionally, economically — most folks understand sports. Probably because it's one of the few places where it's a true meritocracy. There's not a lot of BS. Ultimately, who's winning, who's losing, who's performing, who's not — it's all laid out there » (Barack Obama, "Interview with Bill Simmons of ESPN," interview by Bill Simmons, *The American Presidency Project*, March 1, 2012, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/interview-with-bill-simmons-espn). Cette question du mérite imprégnait effectivement les discours du président. Lors d'un événement organisé dans un entrepôt de l'entreprise Costco dans la Maryland le 29 janvier 2014, Obama mentionna la question de l'égalité salariale ainsi que celle de la hausse des salaires précisément en termes de mérite : « Women deserve equal pay for equal work. They deserve—if they're having a baby, they shouldn't have to sacrifice their job. A mom deserves a day off to care for a sick child or a sick parent, and a father does too. […] We've got to give every woman the opportunity she deserves. […] But there are more families in Maryland and across the country who put in long days, they've got hard jobs; they deserve higher wages. […] If you put in a hard day's work, you deserve decent pay for it. That's a principle everybody understands, everybody believes » (Barack Obama, "Remarks by the President on Minimum Wage at the Costco Wholesale Corporation Warehouse in Lanham, Maryland" (speech, Lanham, Maryland, January 29, 2014), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/01/29/remarks-president-minimum-wage-lanham-md).

[161] Barack Obama, "Speech on Education at the US Hispanic Chamber of Commerce" (speech, Washington, D.C., March 10, 2009), https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-states-hispanic-chamber-commerce. "What's at stake is nothing less than the American Dream. […] It's that most American of ideas, that with the right education, a child of any race, any faith, any station, can overcome whatever barriers stand in their way and fulfill their God-given potential."

> […] [E]ducation is the currency of the Information Age, no longer just a pathway to opportunity and success but a prerequisite. […] [T]here simply aren't as many jobs today that can support a family where only a high school degree is required. […] [I]f you don't have that degree, there are even fewer jobs available that can keep you out of poverty[162].

En sus de l'enjeu de mobilité sociale, la question de l'éducation était par ailleurs intimement liée à celle du dynamisme et de la compétitivité de l'économie étatsunienne[163]. Pour Obama, la question de l'éducation représentait, en effet, un enjeu économique de premier plan, dont la responsabilité incombait tout autant à l'institution qu'aux familles et aux individus eux-mêmes[164].

À l'instar des *New Democrats*, Obama manifesta un optimisme constant à l'égard des nouvelles technologies, qu'il considérait comme porteuses d'une promesse de prospérité généralisée :

> Together, we could open up government and invite citizens in, while connecting all of America to 21st century broadband. We could use technology to help achieve universal health care, to reach for a clean energy future, and to ensure that young Americans can compete – and win – in the global economy. If America recommits itself to science and innovation, we can lead the world to a new future of productivity and prosperity. That's what we can do if we seize this moment[165].

Bien qu'elle s'inscrivît en partie dans le sillage de la troisième voie, la présidence d'Obama se caractérisa également par la promotion d'une philosophie politique originale, inspirée de la pensée de Reinhold Niebuhr. Interrogé par le journaliste David Brooks sur sa relation à Niebuhr, Obama avait reconnu son admiration pour celui-ci, mettant notamment l'accent sur l'importance de dépasser le dualisme entre idéalisme et réalisme[166].

---

[162] Barack Obama, "Education Speech at Mapleton Expeditionary School in Thorton, Colorado" (speech, Thorton, Colorado, May 28, 2008), *The Denver Post*, https://www.denverpost.com/2008/05/28/full-text-of-obamas-education-speech/.

[163] Barack Obama, "Remarks of the President to the United States Hispanic Chamber of Commerce" (speech, Washington Marriott Metro Center, October 3, 2009), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-states-hispanic-chamber-commerce. "For we know that economic progress and educational achievement have always gone hand in hand in America. […] The source of America's prosperity has never been merely how ably we accumulate wealth, but how well we educate our people."

[164] Barack Obama, "Remarks by the President on Education Reform at the National Urban League Centennial Conference" (speech, Washington, D.C, July 29, 2010), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-education-reform-national-urban-league-centennial-conference. "[…] [E]ducation is an economic issue – if not 'the' economic issue of our time. […] So, yes, our federal government has responsibilities that it has to meet, and I will keep on making sure the federal government meets those responsibilities. Our governors, our superintendants, our states, our school districts have responsibilities to meet. And parents have responsibilities that they have to meet. And our children have responsibilities that they have to meet."

[165] Barack Obama, "Talk at Google Headquarters to Unveil his Innovation Agenda" (speech, Mountain View, California, November 14, 2007), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/obama-campaign-press-release-obama-unveils-innovation-agenda-google.

[166] David Brooks, "Obama, Gospel and Verse," *The New York Times*, April 26, 2007, https://www.nytimes.com/2007/04/26/opinion/26brooks.html. "I love him. He's one of my favorite philosophers. […] I take away the compelling idea that there's serious evil in the world, and hardship and pain. And we should

Malgré l'hostilité partisane intense à son égard, l'idéal de conciliation demeurait au centre de nombreux discours du président[167]. Obama avait, en effet, nourri l'espoir d'une réconciliation entre les États rouges et les États bleus, entre l'Amérique blanche et l'Amérique noire, et, plus largement, entre des points de vue opposés. Cette vision avait fait l'objet de son discours prononcé devant la convention nationale démocrate en 2004[168], discours qui joua par la suite un rôle déterminant dans son ascension politique. En somme, Obama réfutait l'idée selon laquelle les Américains seraient fondamentalement divisés en deux camps antagonistes, estimant que ces divisions idéologiques relevaient d'un désaccord essentiellement illusoire. Il se présentait, en outre, comme capable de résoudre ces conflits, en mettant en avant sa faculté à réconcilier des personnes aux points de vue opposés :

> My greatest strength, I think is the ability to bring people together from different perspectives to get them to recognize what they have in common and to move people in a different direction. […] Now, being president is not making sure that schedules are being run properly or the paperwork is being shuffled effectively. It involves having a vision for where the country needs to go. It involves having the capacity to bring together the best people and being able to spark the kind of debate about how we're going to solve health care; how we're going to solve energy; how we are going to deliver good jobs and good wages; how we're going to keep people in their homes, here in Nevada; and then being able to mobilize and inspire the American people to get behind that agenda for change[169].

---

be humble and modest in our belief we can eliminate those things. But we shouldn't use that as an excuse for cynicism and inaction. I take away the sense we have to make these efforts knowing they are hard, and not swinging from naïve idealism to bitter realism."

[167] Le jour de son inauguration en 2009, un diner rassemblant des personnalités républicaines de premier plan – tels Eric Cantor, Paul Ryan, Jim DeMint, et Kevin McCarthy – avait donné lieu à l'élaboration d'un plan visant à reprendre le contrôle de la Maison Blanche en 2012. Pour ce faire, le groupe envisageait la mise en place d'une stratégie d'obstruction systématique au programme du président, une offensive soutenue dirigée à l'encontre de figures démocrates vulnérables, et la reconquête de la Chambre des Représentants lors des élections de mi-mandat de 2010, ce qui devait permettre de paralyser la politique du président. L'objectif, comme le résumait le chef de la minorité républicaine au Sénat Mitch McConnell, était de faire en sorte qu'Obama ne soit pas réélu : « the single most important thing we want to achieve is for President Obama to be a one-term president ». (Robert Draper, *Do Not Ask What Good We Do: Inside the U.S. House of Representatives* (Free Press, 2012)).

[168] Barack Obama, "Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention" (speech, Boston, Massachusetts, July 27, 2004), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/keynote-address-the-2004-democratic-national-convention.
"There's not a liberal America and a conservative America; there's the United States of America. […] The pundits, the pundits like to slice and dice our country into red states and blue states: red states for Republicans, blue States for Democrats. But I've got news for them, too. […] We are one people, all of us pledging allegiance to the stars and stripes, all of us defending the United States of America."

[169] Barack Obama, Remarks at the Democratic Debate in Las Vegas (debate transcript, MSNBC, January 15, 2008), *The New York Times*, https://www.nytimes.com/2008/01/15/us/politics/15demdebate-transcript.html. Dans *A Promised Land*, Obama met en lumière la manière dont son héritage racial et social contribua à façonner sa vision du monde et, plus particulièrement, son sentiment d'appartenir à différentes traditions : « All of this pulled me in different directions. It was as if, because of the very strangeness of my heritage and the worlds I straddled, I was from everywhere and nowhere at one, a combination of ill-fitting parts, like a platypus or some imaginary beast, confined to a fragile habitat, unsure of where I belonged » (Obama, *A Promised Land*, 9). Du reste, il explique avoir hérité sa propension à vouloir réconcilier des approches distinctes de sa grand-mère et de son approche éminemment pragmatique des questions économiques : « She had to think very practically about, How do you make money? How does the system work? That led me to have an orientation to ask hardheaded questions. During my formative years, there was still ideological competition between a social-democratic or even socialist agenda and a free-market, Milton Friedman agenda. I think it was natural for me to ask questions of both sides and maybe try to synthesize approaches ». (Obama, *A Promised Land*, 9).

Cette capacité à rapprocher des positions divergentes s'illustra particulièrement dans un discours prononcé à la suite de la controverse de mars 2008, suscitée par les prêches du révérend Jeremiah Wright, ancien pasteur d'Obama, qui avait précédemment tenu des propos virulents accusant l'État et la société étatsunienne de racisme structurel[170]. Dans son célèbre « discours sur la race » du 18 mars 2008, Obama avait cherché à prendre ses distances avec la rhétorique clivante et le discours d'antagonisme racial du pasteur Wright et avait, au contraire, tenté d'amener une forme de réconciliation raciale ancrée dans une reconnaissance de la souffrance partagée – quoique d'origine différente – qui affectait les populations noires et blanches. Tout en affirmant la légitimité de la colère de la population noire face à un système marqué par de profondes inégalités raciales[171], Obama reconnaissait également celle – qu'il jugeait tout aussi légitime – d'une partie de la population blanche, qui, malgré ses efforts, subissait des conditions économiques dégradées. Pour ces Blancs déclassés, expliquait Obama, la population afro-américaine, du fait de la reconnaissance de son statut de victime, faisait ainsi office de principale responsable[172].

Au reste, cet idéal de conciliation se trouvait sous-tendu par la vision d'un électorat essentiellement modéré et peu en prise avec les débats idéologiques jugés hors-sol de la classe politique et des militants de terrain. Dans *The Audacity of Hope*, Obama explique : « Outside of Washington, […] America feels less deeply divided »[173]. En effet, Obama rejetait fermement toute forme d'extrémisme au profit d'une approche ancrée dans les notions de modération, de bon sens et de rationalité. En somme, il revendiquait un positionnement politique pragmatique et post-partisan, fidèle à l'héritage de Bill Clinton, mais en nette opposition à son style populiste. Dans *The Audacity of Hope*, il dénonce ainsi toute forme d'« idéologie », qu'il assimile à de l'extrémisme, et souligne comment la troisième voie était, selon lui, parvenue à

[170] Daniel Nasaw, "Controversial Comments Made by Rev Jeremiah Wright," *The Guardian*, March 18, 2008, https://www.theguardian.com/world/2008/mar/18/barackobama.uselections20083.
[171] Barack Obama, "A More Perfect Union Speech" (speech, Philadelphia, Pennsylvania, March 18, 2008), National Constitution Center, https://constitutioncenter.org/blog/five-years-ago-today-obamas-a-more-perfect-union-speech-2. "But we do need to remind ourselves that so many of the disparities that exist between the African-American community and the larger American community today can be traced directly to inequalities passed on from an earlier generation that suffered under the brutal legacy of slavery and Jim Crow. […]."
[172] Obama, "A More Perfect Union Speech "(March 2008) "In fact, a similar anger exists within segments of the white community. Most working- and middle-class white Americans don't feel that they have been particularly privileged by their race. Their experience is the immigrant experience — as far as they're concerned, no one handed them anything. They built it from scratch. They've worked hard all their lives, many times only to see their jobs shipped overseas or their pensions dumped after a lifetime of labor. They are anxious about their futures, and they feel their dreams slipping away. And in an era of stagnant wages and global competition, opportunity comes to be seen as a zero-sum game, in which your dreams come at my expense. So when they are told to bus their children to a school across town; when they hear an African-American is getting an advantage in landing a good job or a spot in a good college because of an injustice that they themselves never committed; when they're told that their fears about crime in urban neighborhoods are somehow prejudiced, resentment builds over time."
[173] Obama, *Audacity of Hope*, 48.

« transcender cette impasse idéologique » en se mettant au diapason des sensibilités « pragmatique » et « non-idéologique » de la majorité des Américains[174]. Obama témoigne, en outre, de sa relation ambivalente vis-à-vis des années 1960. Affirmant être « un pur produit de cette époque », il confesse également son désintérêt pour toute entreprise révolutionnaire, et reconnait avoir endossé un « style » et une « attitude » de rebelle, tout en se tenant à distance d'un radicalisme susceptible de céder à « ses propres excès et sa propre orthodoxie »[175]. Dans ses écrits, Obama laisse transparaître une forme de mépris à l'égard de la base militante du parti qui, accusée de fanatisme[176], serait responsable de la désaffection d'une large part de l'électorat vis-à-vis de ses représentants :

> You don't need a poll to know that the vast majority of Americans – Republican, Democrat, and independent – are weary of the dead zone that politics has become, in which narrow interests vie for advantage and ideological minorities seek to impose their own versions of absolute truth[177].

En conséquence, Obama met en garde contre l'adoption d'une ligne excessivement partisane[178], lui opposant une conception politique ancrée dans le pragmatisme et la rationalité[179]. Pour le sociologue et militant de gauche Todd Gitlin, c'est bien le pragmatisme qui forme la pierre angulaire de la philosophie politique de Barack Obama : « He stands on the shoulders of the crowds of four decades ago. His rebellion takes the form of practicality. He has the audacity of reason »[180].

À la différence de l'idéologie, le pragmatisme d'Obama consiste à « découvrir ce qui fonctionne » : « My core economic theory is pragmatism, figuring out what works »[181]. Pour ce faire, Obama propose une approche ancrée dans la « raison » et les « faits »[182], qui s'inscrirait

---

[174] Obama, *Audacity of Hope,* 34. Notre traduction.
[175] Obama, *Audacity of Hope*, 29-30. Notre traduction.
[176] Obama, *Audacity of Hope*, 38. "[…] there are those within the Democratic Party who tend toward similar zealotry".
[177] Obama, *Audacity of Hope*, 8. Voir également p. 24 : "In distilled form […] the explanations of both the right and the left have become mirror images of each other. They are stories of conspiracy, of America being hijacked by an evil cabal. […] Their purpose is not to persuade the other side but to keep their bases agitated and assured of the rightness of their respective causes. […] Of course, there is another story to be told, by the millions of Americans who are going about their business every day."
[178] Obama, *Audacity of Hope*, 39. "I believe any attempt by Democrats to pursue a more sharply partisan and ideological strategy misapprehends the moment we're in."
[179] Mark Sanders, "Obama's Principled Pragmatism," *Contemporary Pragmatism* 8, no. 2 (April 2011): 31–42, https://doi.org/10.1163/18758185-90000199; David E. Sanger, "Obama Goes for Pragmatists, Not Ideologues," *The New York Times*, October 22, 2008, https://www.nytimes.com/2008/11/22/world/americas/22iht-assess.1.18054801.html.
[180] John M. Broder and Monica Davey, "Celebration and Sense of History at Chicago Party," *The New York Times*, October 5, 2008, https://www.nytimes.com/2008/11/05/world/americas/05iht-05chicago.17543463.
[181] David Leonhardt, "Obamanomics," *The New York Times*, August 20, 2008, https://www.nytimes.com/2008/08/24/magazine/24Obamanomics-t.html.
[182] Obama, "Talk at Google Headquarters." "I'm really looking forward to doing that, because I am a big believer in reason and facts and evidence and science and feedback. […] I want to restore that sense of decisions being based on facts to the White House."

dans la continuité d'une tradition intellectuelle typiquement américaine[183], et entendrait aborder les problèmes dans toute leur complexité et leur ambivalence. Dans *The Audacity of Hope*, il souligne précisément la complexité et les contradictions qui traversent inexorablement le monde : « Tensions arise not because we have steered a wrong course, but simply because we live in a complex and contradictory world »[184]. Obama regrette, par ailleurs, que le débat public appauvrisse la complexité du monde, empêchant par conséquent une prise de décision éclairée : « Unfortunately, too often in our national debates we don't even get to the point where we weigh these difficult choices »[185]. Plutôt que d'être motivée par des aspirations d'ordre idéologiques, Obama estime qu'une prise de décision doit être guidée par une attention particulière portée aux « faits » et à leur complexité[186], rendant envisageable une politique radicalement pragmatique. Cette inclination à ancrer sa politique dans le réel et les faits, plutôt que dans une idéologie, et donc à la soustraire au débat démocratique, révèle une forme d'élitisme qui contraste avec l'éthos volontariste affiché durant la campagne.

Selon la vision d'Obama, il était ainsi possible de concilier réformisme et conservatisme, et de dépasser la contradiction entre les deux[187]. En témoigne sa réticence à prendre parti dans ce que le journaliste David Leonhardt surnomme « la bataille des deux Bob », à savoir le débat d'idées qui opposa, au sein de l'administration Clinton, Bob Reich, secrétaire au travail et favorable à la mise en place d'une stratégie industrielle basée sur des investissements de l'État dans certaines technologies de pointe et projets publics, et Bob Rubin, ancien cadre de Goldman Sachs et partisan d'une approche centrée sur la réduction du déficit de l'État et favorable aux entreprises et au monde de la finance[188]. Pour sa part, Obama récusait

---

[183] Barack Obama, "Interview on *Fortune* with Nina Easton in Raleigh, N.C.," interview by Nina Easton, *CNNMoney*, June 9, 2008, https://money.cnn.com/2008/06/29/news/economy/obama_transcript.fortune/. "And I am a big believer in pragmatism. I think that's always been the strength of America, that's always been the strength of America. We're not an ideological people. We're common-sense people who say what's going to work and let's figure it out. […] I don't like ideology overriding facts. I like facts, then determining what we need to do."

[184] Obama, *Audacity of Hope*, 56.

[185] Obama, *Audacity of Hope*, 57.

[186] Dans *A Promised Land*, Obama souligne son attachement immodéré pour la complexité ainsi que sa tendance à vouloir considérer tous les points de vue d'une même question : « If every argument had two sides, I usually came up with four. […] It took a while to figure out that my problem wasn't a lack of a ten-point plan. Rather, it was my general inability to boil issues down to their essence, to tell a story that helped explain an increasingly uncertain world to the American people and make them feel that I, as president, could help them navigate it » (Obama, *A Promised Land*, 83-6). Dans une prise de parole au siège social de Google, en novembre 2007, il affirma que l'accès à de « bonnes informations » constituait effectivement la condition essentielle d'une « bonne prise de décision » : « Mainly people—they're just misinformed, or they are too busy, they're trying to get their kids to school, they're working, they just don't have enough information, or they're not professionals at sorting out all the information that's out there, and so our political process gets skewed. But if you give them good information, their instincts are good and they will make good decisions. And the president inclination the bully pulpit to give them good information » (Obama, "Talk at Google Headquarters.").

[187] Luke Savage and Nathan J. Robinson, "The Fraudulent Universalism of Barack Obama," *Current Affairs*, December 2020, https://www.currentaffairs.org/2020/12/the-fraudulent-universalism-of-barack-obama.

[188] Leonhardt, "Obamanomics."

l'idée d'une incompatibilité fondamentale entre ces deux positions, soulignant la complexité d'une réalité qui ne peut se réduire à des visions simplistes : « One of the points I raised is if you just use you, Bob, and you, Bob, as caricatures, the truth is, both of you acknowledge the world is more complicated »[189].

Cette affinité pour la complexité et l'intellectualisme – parfois perçue comme une forme de condescendance[190] –, conjuguée à la volonté de fonder une philosophie sur les faits, résonne clairement avec la pensée de Reinhold Niebuhr. Obama entendait, en effet, dépasser le purisme idéologique[191] – associé aux franges militantes des deux partis – au profit d'une approche attentive à la complexité :

> This idea of purity and you're never compromised and you're always politically 'woke' and all that stuff. You should get over that quickly. The world is messy; there are ambiguities. People who do really good stuff have flaws. People who you are fighting may love their kids, and share certain things with you[192].

Cette disposition « réaliste » supposait toutefois de reconnaître l'influence, à la fois malencontreuse et essentielle, des passions irrationnelles dans la vie publique : « Mobilizing public opinion, shaping working coalitions – that was the job. Whether I liked it or not, people were moved by emotions, not facts »[193]. Obama éclaire ici la tension qui caractérise sa politique : une tension entre passion et raison, entre posture populiste et pragmatisme électoral, constitutive du populisme des élites.

Le positionnement politique d'Obama manifesta également une affinité avec le principe de « contrition » issu de la philosophie de Niebuhr, qui se traduit par une pratique d'« auto-analyse rigoureuse » et d'autocritique, nécessitant le maintien d'une « conscience instable » (*uneasy conscience*) reconnaissant la « culpabilité » accumulée par les « hommes et nations injustes », y compris celle résultant de « faire tant de mal en essayant de faire le bien »[194]. Cette propension transparait clairement dans *A Promised Land*, où Obama met en scène un processus de prise de décision caractérisé par la recherche d'une compréhension circonstanciée des

---

[189] Leonhardt, "Obamanomics."
[190] Jessica Riegal, "Introducing Barack Obama, The Professor-in-Chief," *CBS News*, November 14, 2008, https://www.cbsnews.com/news/introducing-barack-obama-the-professor-in-chief/.
[191] Barack Obama, "Remarks by the President in Conversation on Poverty at Georgetown University" (speech, Washington, D.C., May 12, 2015), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/05/12/remarks-president-conversation-poverty-georgetown-university. "The stereotype is that you've got folks on the left who just want to pour more money into social programs, and don't care anything about culture or parenting or family structures, and that's one stereotype. And then you've got cold-hearted, free market, capitalist types who are reading Ayn Rand and think everybody are moochers. And I think the truth is more complicated."
[192] Barack Obama, "Interview at Obama Foundation Summit" (interview, Washington D. C., October 30, 2019), https://www.youtube.com/watch?v=qaHLd8de6nM.
[193] Obama, *A Promised Land*, 89.
[194] Cherniss, "Tempered Liberalism," 82. Notre traduction.

enjeux et une volonté d'échapper aux solutions dogmatiques, notamment en encourageant le désaccord[195].

Reconnaissant que la recherche de la solution absolue conduit inévitablement à la paralysie, Obama souligne l'importance du processus de prise de décision, qui doit selon lui s'appuyer sur une connaissance approfondie des faits et nécessite une certaine distance pour évaluer la situation sous différents angles, afin de s'affranchir de l'emprise de l'émotion et de l'idéologie :

> What I was quickly discovering about the presidency was that no problem that landed on my desk, foreign or domestic, had a clean, 100 percent solution. […] In such circumstances, chasing after the perfect solution led to paralysis. […] But with a sound process – one in which I was able to empty out my ego and really listen, following the facts and logic as best I could make tough decisions and still sleep easy at night, knowing at a minimum that no one in my position, given the same information, could have made the decision any better[196].

Du reste, cette approche révèle en creux une certaine inclination à la dépolitisation de la prise de décisions ainsi qu'une posture technocratique – et donc élitiste –, en cela qu'elle affirme le rôle central de l'expertise dans la conduite des affaires de l'État[197]. Les dernières lignes de la citation précédente mettent précisément en lumière cette approche, suggérant la possibilité d'arriver à une décision ancrée dans une étude attentive des faits et une forme de « bon sens » bipartisan. Dans son premier discours sur l'état de l'Union prononcé en février 2009, Obama définissait le rôle de président dans des termes résolument technocratiques : « My job – our job – is to solve the problem »[198]. En témoigne également son utilisation répétée de l'adjectif « smart » pour justifier ses décisions, qu'il s'agisse d'étendre l'assurance chômage[199],

[195] Obama, *A Promised Land*, 213-4. "I would spend countless hours with this brain trust and their deputies, asking questions, sifting through recommendations, poring over slide decks and briefing books, formulating policy and then subjecting whatever we had thought up to relentless scrutiny. Arguments were heated, dissent was encouraged, and no idea was rejected because it came from a junior staffer or didn't fit into a particular ideological predisposition."

[196] Obama, *A Promised Land*, 293-4.

[197] Jacob Weisberg, "The Brilliant Brain Trust," *Newsweek*, November 14, 2008, https://www.newsweek.com/brilliant-brain-trust-85437.

[198] Barack Obama, "Remarks by President Barack Obama—Address to a Joint Session of Congress" (speech, Washington, D.C., February 24, 2009), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress.

[199] Barack Obama, "Remarks by the President on the Economy in Winston-Salem, North Carolina" (speech, Winston-Salem, North Carolina, December 6, 2010), White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/12/06/remarks-president-economy-winston-salem-north-carolina. "We should also extend unemployment insurance for workers who've lost their jobs through no fault of their own. That is a priority. And I should mention that's not only the right thing to do, it's the smart thing to do […]."

d'encourager l'émancipation des femmes[200], de réformer le système migratoire[201], ou encore de lutter contre les inégalités économiques[202].

Obama proposa en dernière analyse une synthèse idéologique pour le moins improbable, se présentant comme une forme de compromis, voire de réconciliation, entre différentes idéologies, différentes acceptions du libéralisme, et donc entre des valeurs contradictoires. L'objectif consistait en effet à trouver « le bon équilibre » entre des valeurs concurrentes[203]. Cette synthèse se caractérisa en premier lieu par son ambivalence. Dans *A Promised Land*, Obama éclaire cette facette de son identité politique : « I was new and unexpected […], a blank canvas onto which supporters across the ideological spectrum would project their own visions of change »[204]. La vision défendue par Obama se présenta, en effet, « comme une synthèse finement équilibrée de traditions, de croyances, de tempéraments et d'impulsions divergentes – à la fois progressistes et pragmatiques, idéalistes et réalistes, ambitieuse mais consciente des normes et des contraintes politiques, attentive à l'injustice mais modérée dans ses paroles et ses actes »[205]. Ceci explique pourquoi sa philosophie fut parfois perçue comme manquant de cohérence[206]. Pour le *New York Times*, Obama incarnait des valeurs fondamentalement contradictoires et incompatibles – à la fois partisan de l'économie de marché et de grandes dépenses sociales, en faveur d'une redistribution des richesses mais défenseur de l'orthodoxie budgétaire[207]. Tel un test de Rorschach[208], Obama proposa une synthèse idéologique pouvant être comprise de diverses manières et qui, précisément en raison de cette grande plasticité, contribua *in fine* à diluer l'identité du Parti démocrate et à alimenter le ressentiment de la base électorale vis-à-vis de l'appareil de direction. Le populisme des élites repose ainsi sur une

[200] Barack Obama, "Statement by the President on International Women's Day," (speech, Washington D.C., March 8, 2013), Obama White House https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/03/08/statement-president-international-women-s-day. "Empowering women isn't just the right thing to do – it's the smart thing to do."
[201] Barack Obama, "Remarks by the President on Immigration Reform" (speech, Washington D.C. October 24, 2013), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/10/24/remarks-president-immigration-reform. "So this isn't just the right thing to do, it's the smart thing to do. Securing our borders, modernizing our legal immigration system, providing a pathway to earned, legalized citizenship, growing our economy, strengthening our middle class, reducing our deficits—that's what commonsense immigration reform will do."
[202] Barack Obama, "Address by President Obama to the 71st Session of the United Nations General Assembly" (speech, New York City, New York September 20, 2016), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/20/address-president-obama-71st-session-united-nations-general-assembly. "And just as we benefit by combating inequality within our countries, I believe advanced economies still need to do more to close the gap between rich and poor nations around the globe. […] It's not just the right thing to do, it's the smart thing to do."
[203] Obama, *Audacity of Hope*, 56. "[…] finding the right balance between our competing values is difficult."
[204] Obama, *A Promised Land*, 210.
[205] Savage and Robinson, "Fraudulent Universalism of Barack Obama." Notre traduction.
[206] Leonhardt, "Obamanomics."
[207] "A Free-Market-Loving, Big-Spending, Fiscally Conservative Wealth Redistributionist," *The New York Times*, September 7, 2008, https://www.nytimes.com/2008/09/07/magazine/07letters-t.html.
[208] Powell, "Obama."

contradiction : en visant à renforcer le lien représentatif, il tend paradoxalement à l'affaiblir par ses excès de pragmatisme.

En dépit de ses promesses de démocratisation du système politique et une volonté de présenter sa campagne comme une tentative de transfert du pouvoir vers la base, Obama adopta une méthode de gouvernance décidément verticale, qui contribua à accroître la désaffection d'une partie des *grassroots*[209]. Le 16 janvier 2009, Obama annonça la transformation d'*Obama for America* en *Organizing for America*, ainsi que son incorporation au sein du comité national démocrate, privant de fait l'organisation de son autonomie et de sa capacité à faire pression sur les instances décisionnaires du Parti démocrate. Comme l'explique Daraka Larimore-Hall, si la campagne d'Obama fut présentée comme un mouvement populaire en rupture avec la politique traditionnelle, OFA s'avéra finalement n'être qu'une arme stratégique au service d'un candidat et élu ; la formulation des politiques et la définition des enjeux restaient elles décidément concentrées entre les mains de la classe politique à Washington[210]. En parallèle, comme nous l'avons souligné, la présidence d'Obama fut marquée par une volonté de la part du président de se poser en porte-parole de la base activiste du parti. Dans un contexte de désaffection vis-à-vis de la politique menée en faveur des banques (les fameux *bailouts*), Obama entreprit de coopter en partie le message d'*Occupy Wall Street*, afin de s'aligner sur une partie de la base électorale. Dans un discours prononcé le 6 décembre 2011 à Osawatomie, dans le Kansas – site du célèbre discours progressiste de Teddy Roosevelt en 1910[211] – Obama présenta la question des inégalités comme « la question déterminante de notre époque », empruntant, tout en l'édulcorant, la rhétorique populiste d'*Occupy* : « I believe that this country succeeds when everyone gets a fair shot, when everyone plays by the same rules. These aren't Democratic values or Republican values. These aren't 1% values or 99% values. They're American values. And we have to reclaim them »[212].

---

[209] Le transfert de pouvoir vers la base électorale restait tout relatif (Reid J. Epstein, "Obama's Top-down Grassroots Army," *POLITICO*, April 6, 2013) et la campagne fut marquée par des tensions récurrentes entre la base militante et l'appareil de direction (Ari Melber, "Obama Network Organizes and Revolts Over Spying," *HuffPost*, July 7, 2008, https://www.huffpost.com/entry/obama-network-organizes-a_b_109882; Micah L. Sifry, "Obama's Lost Army," *The New Republic*, February 9, 2017, https://newrepublic.com/article/140245/obamas-lost-army-inside-fall-grassroots-machine).

[210] Daraka K. Larimore-Hall, "The Movement Democrat" (PhD diss., University of California, Santa Barbara, 2014), 146.

[211] Roosevelt y présenta le programme politique du Parti progressiste pour l'élection présidentielle de 1912. Surnommé « Nouveau Nationalisme », ce programme reposait sur l'idée que l'État fédéral devait jouer un rôle actif dans la régulation économique et sociale afin de protéger l'intérêt public (Theodore Roosevelt, "New Nationalism Speech" (speech, Osawatomie, Kansas August 31, 1910), Obama White House, https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2011/12/06/archives-president-teddy-roosevelts-new-nationalism-speech.).

[212] Obama, "Remarks on the Economy in Osawatomie" (December 6, 2011). Notre traduction.

Les tensions entre la base militante et l'appareil démocrate s'accentuèrent encore lors de l'organisation au printemps 2012 – soit quelques mois avant l'élection présidentielle – d'un événement surnommé « The 99% Spring », qui chercha à l'évidence à exploiter l'esprit d'*Occupy*[213]. L'événement proposait de former des militants aux techniques de protestation non-violente et promettait, de surcroît, un soulèvement populaire qui permettrait de « refaçonner notre pays avec nos propres mains et pieds, nos corps et nos cœurs »[214]. Fondé le 9 février par Wes Boyd, co-fondateur de MoveOn.org, l'événement fut vite perçu comme une tentative de cooptation de l'enthousiasme suscité par *Occupy*, un mouvement de protestation plus spontané et radical, par des acteurs issus de l'establishment démocrate à des fins essentiellement électoralistes[215] – illustrant ainsi la dynamique propre au populisme des élites.

À gauche, les nombreux compromis de l'administration furent perçus comme autant de compromissions. L'activiste et universitaire de gauche Cornel West véhicula une critique acerbe du bilan de la présidence Obama : « [T]he thing is he posed as a progressive and turned out to be counterfeit. We ended up with a Wall Street presidency, a drone presidency, a national security presidency. The torturers go free »[216]. Pour West, l'administration Obama, en ce qu'elle contribua à nourrir les espoirs déçus de la gauche et la désillusion de l'électorat, avait de fait concouru à l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche[217].

À droite comme à gauche, plusieurs mouvements sociaux contestataires virent le jour sous la présidence Obama, en partie en réponse à la crise financière et économique de 2008 et à la gestion de celle-ci par son administration. Ainsi, les débuts de sa présidence virent d'abord émerger le mouvement du *Tea Party*[218], proclamant sa méfiance à l'égard de l'État fédéral en plus d'un mépris extrême pour le président Obama. Vinrent ensuite une série de mouvements sociaux à gauche alors même qu'un président démocrate était au pouvoir. Le mouvement *Occupy Wall Street* débuta le 17 septembre 2011, lorsque ses membres décidèrent d'occuper *Zuccotti Park*, situé non loin de Wall Street, locus symbolique du pouvoir. Malgré son caractère

---

[213] Paul Adler, "From Vietnam Summers to 99% Springs," *Dissent Magazine*, April 10, 2012, https://www.dissentmagazine.org/blog/from-vietnam-summers-to-99-springs/.
[214] The Insider, "99 Percent Spring: The Latest MoveOn Front for the Democratic Party," *CounterPunch.Org*, March 16, 2012, https://www.counterpunch.org/2012/03/16/99-percent-spring-the-latest-moveon-front-for-the-democratic-party/. Notre traduction.
[215] Charles Young, "Yes, the 99% Spring Is a Fraud," *CounterPunch.Org*, April 13, 2012, https://www.counterpunch.org/2012/04/13/yes-the-99-spring-is-a-fraud/.
[216] Cornel West, "Cornel West Interview: 'He Posed as a Progressive and Turned out to Be Counterfeit. We Ended up with a Wall Street Presidency, a Drone Presidency,'" *Salon*, August 24, 2014, https://www.salon.com/2014/08/24/cornel_west_he_posed_as_a_progressive_and_turned_out_to_be_counterfeit_we_ended_up_with_a_wall_street_presidency_a_drone_presidency/.
[217] Cornel West, "Pity the Sad Legacy of Barack Obama," *The Guardian*, January 9, 2017, https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jan/09/barack-obama-legacy-presidency.
[218] Theda Skocpol and Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism* (Oxford University Press, 2011).

éphémère, le mouvement permit de recentrer le débat politique autour de la question de l'injustice économique et sociale[219]. Une myriade d'autres mouvements virent également le jour à gauche : le mouvement *Fight for 15,* œuvrant pour l'augmentation du salaire minimum à 15$ l'heure[220], la protestation de *Standing Rock* contre le pipeline *Dakota Access*[221] et, finalement, *Black Lives Matter*[222]. Ces mouvements sociaux de gauche révélèrent une contestation destinée à réorienter le débat politique en général et le Parti démocrate en particulier pour le réhabiliter sur des fondements plus progressistes. Ils témoignèrent également de l'émergence d'un populisme du peuple, animé par une revendication de souveraineté populaire et par le rejet de l'élitisme caractéristique du populisme des élites.

La présidence Obama, en particulier son second mandat, fut ainsi marquée par un retour en force des gauches sur la scène politique étatsunienne. En 2013, la faction progressiste parvint à bloquer la nomination de Lawrence Summers – qui avait joué un rôle clé dans la dérégulation financière sous l'administration Clinton, s'était opposé à un plan de relance plus conséquent lorsqu'il était conseillé économique d'Obama, avait défendu avec force le libre-échange, et était également accusé d'avoir tenu des propos misogynes lorsqu'il était président de l'université Harvard – à la présidence de la Réserve fédérale[223]. Lorsque la rumeur de la nomination de Summers s'était propagée, Warren et Sanders avaient publié une lettre appelant à nommer une personne disposée à « s'attaquer aux PDG de Wall Street lorsque cela est nécessaire » et un groupe de sénateurs démocrates avaient annoncé qu'ils s'opposeraient à la nomination de Summers[224]. Soutenue par une partie de l'aile progressiste, ce fut finalement Janet Yellen qui fut nommée par Obama à la tête de la Réserve fédérale pour remplacer Ben Bernanke. Autres signes de l'influence croissante de l'aile gauche et de sa désaffection vis-à-vis de l'establishment démocrate, le progressiste Bill DeBlasio fut élu maire de la ville de New York en novembre 2013, mettant ainsi un terme au règne de l'homme d'affaires et milliardaire Michael Bloomberg[225], et Elizabeth Warren, qui bénéficiait d'un soutien conséquent au sein

[219] Rachel Meade, "Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Party," *Idées d'Amériques*, nº 14 (October 2019), https://doi.org/10.4000/ideas.5833.
[220] Vincent Pasquier, "The 'Fight for 15' Movement: An Experimental Mobilisation at the Crossroads of the 'Old' Labour and 'New' Social Movements," in *Experimenting for Union Renewal: Challenges, Illustrations and Lessons*, ed. Gregor Murray and Mélanie Laroche (European Trade Union Institute, 2024).
[221] Kevin Sullivan, "Voices from Standing Rock," *The Washington Post*, December 2, 2016, https://www.washingtonpost.com/sf/national/2016/12/02/voices-from-standing-rock/.
[222] Keeanga-Yamahtta Taylor, *From #BlackLivesMatter to Black Liberation* (Haymarket Books, 2016).
[223] John Nichols, "The Populist Rebellion That Tripped Up Larry Summers," *The Nation*, September 15, 2013, https://www.thenation.com/article/archive/populist-rebellion-tripped-larry-summers/.
[224] Nichols, "Populist Rebellion." Notre traduction.
[225] Adam Gabbatt, "Bill de Blasio Wins by a Landslide to Become New York City Mayor," *The Guardian*, November 6, 2013, https://www.theguardian.com/world/2013/nov/06/bill-de-blasio-wins-new-york-mayoral-election.

des cercles progressistes[226], fut élue sénatrice du Massachusetts en novembre 2012. Ces avancées pour le camp progressiste constituèrent quelques-uns des principaux marqueurs de l'essor de ceux que Robert Borosage qualifia de « nouveaux insurgés »[227]. Le journaliste Peter Beinart[228] et la sociologue Ruth Milkman[229] confirmèrent au demeurant la thèse d'un glissement à gauche, attribuant celui-ci à l'arrivée d'une nouvelle génération dont les sensibilités politiques avaient, dans une large mesure, été formées par l'expérience partagée de la crise de 2008. Enfin, l'ambiguïté, l'insuffisance ou la trop grande prudence des politiques conduites par Obama ouvrirent l'espace politique dans lequel s'est infiltré puis installé le « socialisme démocratique » de Bernie Sanders à l'occasion des élections présidentielles de 2016 et de 2020. La campagne présidentielle du sénateur indépendant du Vermont, qui fit significativement écho aux revendications d'*Occupy* et inscrivit la question des inégalités au cœur du débat public, confirma en effet le regain d'intérêt pour une politique véritablement ancrée à gauche et pour une forme de « socialisme ».

Pour Ruy Teixeira et John Halpin, l'élection et la réélection d'Obama confirmèrent l'émergence d'une nouvelle coalition démocrate majoritaire, composée en grande partie de minorités ethniques et raciales, de femmes, de jeunes, et de personnes blanches éduquées résidant dans des États davantage urbanisés[230]. Au reste, la présidence Obama valida le désalignement électoral des classes populaires vis-à-vis du Parti démocrate et le réalignement d'un électorat plus aisé et éduqué en faveur des Démocrates[231]. À bien des égards, Obama endossa une attitude élitiste[232] qui participa à éroder la réputation du Parti démocrate en tant que défenseur des plus faibles et des travailleurs et à mettre en tension son identité. En effet, la promesse de changement et d'empouvoirement mobilisée durant sa campagne présidentielle représentait en dernière analyse une réponse à la crise de la représentation politique, et donc une tentative de renouer le lien distendu entre représentants et représentés. En dépit d'une

---

[226] Jonathan Martin, "Populist Left Makes Warren Its Hot Ticket," *The New York Times*, September 30, 2013, https://www.nytimes.com/2013/09/30/us/politics/warren-is-now-the-hot-ticket-on-the-far-left.html.

[227] Robert L. Borosage, "The Democratic Party's New Insurgents," *The Nation*, October 2, 2013, https://www.thenation.com/article/archive/democratic-partys-new-insurgents/. Notre traduction.

[228] Peter Beinart, "The Rise of the New New Left," *The Daily Beast*, September 12, 2013, https://www.thedailybeast.com/the-rise-of-the-new-new-left/.

[229] Ruth Milkman, "A New Political Generation: Millennials and the Post-2008 Wave of Protest," *American Sociological Review* 82, no. 1 (February 2017): 1–31, https://doi.org/10.1177/0003122416681031.

[230] Ruy Teixeira and John Halpin, "The Obama Coalition in the 2012 Election and Beyond," *Center for American Progress*, December 4, 2012, https://www.americanprogress.org/article/the-obama-coalition-in-the-2012-election-and-beyond/.

[231] Peter Culshaw, "Barack Obama: Power to the New Creatives," *The Telegraph*, June 14, 2008, https://www.telegraph.co.uk/culture/3554267/Barack-Obama-power-to-the-new-creatives.html; Neal Meyer, "Democrats Learned to Love Class Dealignment," *Jacobin*, May 4, 2025, https://jacobin.com/2025/05/dealignment-democrats-clinton-obama-trump.

[232] Laurena Mongelli and Bob Fredericks, "Veterans Criticize Obama for His 'Latte Salute,'" *New York Post*, September 25, 2014, https://nypost.com/2014/09/24/veterans-criticize-obama-for-his-latte-salute/.

rhétorique aux accents volontaristes, ce populisme de circonstance revêtait un caractère essentiellement cosmétique et n'impliquait pas de rupture avec l'ordre néolibéral et le statu quo.

2. « Make America Whole Again » : Hillary Clinton et la formulation d'un libéralisme de la conciliation.

L'élection présidentielle de 2016 se distingua par la tentative de noyautage des deux principaux partis politiques par des factions hostiles relevant toutes deux d'une forme de populisme et mettant en exergue un rejet consommé des élites politiques. Du fait de son lien avec l'ancien président Bill Clinton et de sa longue carrière politique, Hillary Clinton incarnait en effet cet establishment démocrate qu'une partie de la base électorale démocrate – et notamment les classes populaires – rejetait fermement. Contrairement à Obama, qui était en partie parvenu à mettre à distance cette image, Clinton fut en peine d'en faire autant. Durant les primaires démocrates de 2016, puis durant la campagne pour l'élection générale, Hillary Clinton endossa une attitude distinctement technocratique, exposant sa compétence[233] et son sens des réalités. Tout au long de la campagne, elle s'évertua ainsi à présenter des projets « spécifiques »[234] et « détaillés »[235], et à vanter les mérites d'un ancrage dans le savoir des « experts » :

> I've always thought about policy in a very practical way. It's how we solve pbs and make life better for people. I try to learn as much as I can about the challenges people face and then work with the smartest experts I can find to come up with solutions that are achievable, affordable, and will actually make a measurable difference[236].

Pour Clinton, c'est précisément cette disposition réaliste qui la différenciait de Bernie Sanders. Lors d'un débat télévisé opposant les principaux rivaux à l'investiture démocrate, Hillary Clinton avait confirmé être une progressiste, « mais une progressiste qui aime faire avancer les choses »[237]. À rebours de l'utopisme supposément trompeur de Sanders, Hillary Clinton proposait une approche qui, en se fondant sur son « expérience », aboutirait à des résultats concrets : « I'm running because I have a lifetime of experience in getting results and

---

[233] Ed Kilgore, "Hillary Clinton Wants You to Know She Has a Plan," *Intelligencer*, July 29, 2016, https://nymag.com/intelligencer/2016/07/hillary-clinton-wants-you-to-know-she-has-a-plan.html.
[234] Hillary Clinton, "First Democratic Primary Debate, CNN, October 13, 2015" (debate, Las Vegas, NV, October 13, 2015), *US Presidential Debates* YouTube channel, streaming video, https://www.youtube.com/watch?v=l0M8P24AGcY. "I've traveled across our country over the last months listening and learning, and I've put forward specific plans about how we're going to create more good-paying jobs: by investing in infrastructure and clean energy, by making it possible once again to invest in science and research, and taking the opportunity posed by climate change to grow our economy."
[235] Hillary Clinton, "Speech at the Democratic National Convention" (speech, Philadelphia, Pennsylvania, July 28, 2016), YouTube video, https://www.youtube.com/watch?v=pnXiy4D_I8g. "I sweat the details of policy."
[236] Hillary Clinton, *What Happened* (Simon & Schuster, 2017), 223–24.
[237] Clinton, "First Democratic Primary Debate, CNN, October 13, 2015." Notre traduction.

fighting for people, fighting for kids, for women, for families, fighting to even the odds. And I know what it takes to get things done. I know how to find common ground and I know how to stand my ground »[238]. Dans *What Happened*, où elle dresse un bilan de la campagne de 2016, Hillary Clinton explique comment Sanders s'est, selon elle, borné à faire des promesses toujours « plus grandes, plus ambitieuses, plus à gauche », en dépit de toute vraisemblance, la « contraignant » à endosser le rôle peu désirable d'« institutrice rabat-joie »[239]. Plutôt que de « promettre la lune », Hillary Clinton proposait une approche « responsable » qui constituait selon elle un gage de sa capacité à remporter l'élection (*electability*)[240].

Les primaires démocrates de 2016 mirent en lumière la relation conflictuelle de la candidate issue de l'establishment démocrate vis-à-vis de l'aile gauche du parti[241]. Si Clinton chercha à prendre ses distances avec le populisme de Sanders, l'engouement généré par la campagne de ce dernier l'encouragea toutefois à coopter une partie de sa rhétorique et de ses propositions. Guidée par des considérations électoralistes, la campagne d'Hillary Clinton, comme celle Obama, se caractérisa ainsi par une certaine tension entre populisme et élitisme, révélatrice de l'indétermination idéologique du parti et de sa candidate. Durant sa course pour l'investiture démocrate, Hillary Clinton se déclara ainsi favorable à la mise en place d'une « option publique » dans le domaine de l'assurance maladie[242], et à la suppression des frais de scolarité dans les universités publiques pour les familles aux revenus annuels inférieurs à 125 000 dollars[243]. Sur la question de l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars à l'échelle fédérale, Hillary Clinton prit soin de s'associer aux revendications de l'aile progressiste, affichant notamment son soutien au mouvement *Fight for 15* sur Twitter[244] et

[238] Clinton, "First Democratic Primary Debate, CNN, October 13, 2015." Notre traduction.
[239] Clinton, *What Happened*, 226-7. Notre traduction. "No matter how bold and progressive my policy proposals were – and they were significantly bolder and more progressive than anything President Obama or I had proposed in 2008 – Bernie would come out with something even bigger, loftier, and leftier, regardless of whether it was realistic or not. That left me to play the unenviable role of spoilsport schoolmarm, pointing out that there was no way Bernie could keep his promises or deliver real results."
[240] Hillary Clinton, "Remarks on *The Ellen DeGeneres Show*," May 25, 2016, in "Hillary Clinton Gets Help Choosing Running Mate from Ellen," *Newsweek*, May 25, 2016, https://www.newsweek.com/hillary-clinton-gets-help-choosing-running-mate-ellen-463544. Notre traduction. "You've got to be responsible for what you say and what you say you're going to do. And if you promise the moon and you can't deliver the moon, then that's going to be one more indicator of how we just can't trust each other."
[241] Sam Stein, "The Rise of Bernie Sanders And The Panic Of Democratic Centrists," *HuffPost*, October 29, 2015, https://www.huffpost.com/entry/third-way-presidential-campaign_n_563237f2e4b0c66bae5b4066.
[242] Alan Rappeport and Margot Sanger-Katz, "Hillary Clinton Takes a Step to the Left on Health Care," *The New York Times*, May 10, 2016, https://www.nytimes.com/2016/05/11/us/politics/hillary-clinton-health-care-public-option.html.
[243] Stephanie Saul and Matt Flegenheimer, "Hillary Clinton Embraces Ideas From Bernie Sanders's College Tuition Plan," *The New York Times*, July 6, 2016, https://www.nytimes.com/2016/07/07/us/politics/hillary-clinton-bernie-sanders-education.html.
[244] Hillary Clinton, "Fast-food, home care, childcare workers: Your advocacy is changing our country for the better. #Fightfor15 -H," (@HillaryClinton), X post, November 10, 2015, https://x.com/HillaryClinton/status/664070444425826304.

déclarant qu'elle serait prête à voter en faveur d'une loi allant dans ce sens[245], sans toutefois endosser elle-même un positionnement clair sur le sujet. Après s'être déclarée favorable à une augmentation du salaire minimum à hauteur de 12 dollars de l'heure[246], Clinton suggéra qu'elle penchait davantage pour une forme de compromis, à l'image de la loi récemment mise en place dans l'État de New York qui prévoyait une augmentation graduelle du salaire minimum à 15 dollars dans certaines villes seulement[247]. Sur la question des inégalités économiques, Clinton tenta de se mettre au diapason des doléances émanant d'une partie de la population vis-à-vis du système financier et des grandes banques, martelant sa volonté de créer « une économie qui fonctionne pour tout le monde, et pas seulement ceux qui sont en haut de l'échelle » et de faire en sorte que Wall Street et les ultra-riches « payent leur juste part d'impôt »[248]. Faisant écho aux revendications et à la rhétorique du mouvement *Occupy Wall Street* et de Bernie Sanders, elle déclara lors d'un rassemblement politique à Toledo, dans l'Ohio : « Wall Street can never, ever be permitted to threaten Main Street again »[249].

Malgré ces appels de pied à l'aile progressiste, Clinton entretenait une relation de confiance étroite avec les grandes fortunes et les milieux d'affaires (et même l'industrie du spectacle[250] et du sport[251]), qui, à l'instar de Warren Buffett, lui apportèrent leur soutien lors de sa campagne[252]. Du reste, Clinton présenta ce soutient comme le signe de sa compétence et de sa fiabilité, vertus qui la distinguaient, selon elle, de son rival républicain, dont le comportement erratique menaçait au contraire de déstabiliser le statut quo :

> And there are lots of principled, law-abiding business leaders out there who are horrified by all of this. Not a single – not a single CEO of a Fortune 100 company supports Trump's campaign.

---

[245] Hillary Clinton, "Remarks in CNN Democratic Debate" (transcript, Brooklyn, New York, April 14, 2016), accessed October 8, 2025, https://edition.cnn.com/2016/04/14/politics/transcript-democratic-debate-hillary-clinton-bernie-sanders.

[246] Anne Gearan, "Clinton Proposes $12 Federal Minimum Wage," *The Washington Post*, November 4, 2015, https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/11/03/clinton-proposes-12-federal-minimum-wage/.

[247] Jordan Weissmann, "Hillary Clinton Finally Explains What It Would Take for Her to Support a $15 Minimum Wage," *Slate*, April 18, 2016, https://slate.com/business/2016/04/hillary-clinton-explains-her-position-on-a-15-minimum-wage.html.

[248] Clinton, "Speech at the Democratic National Convention" (July 2016). Notre traduction.

[249] Hillary Clinton, "Remarks from a Rally in Toledo" (speech, Toledo, Ohio, October 3, 2016), *Time*, https://time.com/4517335/hillary-clinton-transcript-toledo-ohio/.

[250] Sabrina Siddiqui, "Hillary Clinton Backed by Beyoncé and Jay Z in Battleground State of Ohio," *The Guardian*, November 5, 2016, https://www.theguardian.com/us-news/2016/nov/05/hillary-clinton-backed-by-beyonce-and-jay-z-in-battleground-state-of-ohio.

[251] Jessica Contrera, "In an Unusual Show of Politics, LeBron James Campaigned for Hillary Clinton. Will He Remain Active Now That She Lost?," *The Washington Post*, October 23, 2021, https://www.washingtonpost.com/news/sports/wp/2016/11/10/in-an-unusual-show-of-politics-lebron-james-campaigned-for-hillary-clinton-will-he-remain-active-now-that-she-lost/.

[252] Tony Romm, "Clinton Courts Silicon Valley," *POLITICO*, May 3, 2015, https://www.politico.com/story/2015/05/hillary-clinton-courts-silicon-valley-117563; Hillary Clinton, "Warren Buffett on Why He Supports Hillary Clinton for President," YouTube video, March 5, 2016, https://www.youtube.com/watch?v=rq_0un5CPSo.

> […] I've been endorsed by very successful people. Warren Buffett, Mike Bloomberg, Mark Cuban[253].

Si la campagne d'Hillary Clinton fit certaines concessions à l'aile progressiste dans la formulation de son programme politique – notamment sur la question du salaire minimum à 15 dollars de l'heure, de la protection de l'environnement (avec la proposition d'une tarification du carbone), de la légalisation de la marijuana, de l'interdiction de la peine de mort, de la réforme de la justice pénale ou encore de la réforme de Wall Street[254] – les lobbies parvinrent également à infléchir certaines propositions en leur faveur[255]. Sur la question de l'Accord de partenariat transpacifique, notamment, Clinton se montra plus ambivalente que Sanders : alors qu'elle avait suggéré vouloir soutenir une version davantage protectrice des travailleurs, son équipe refusa d'inscrire l'opposition au Partenariat transpacifique dans son programme[256]. Si d'aucuns voyaient dans l'influence de Sanders le signe d'une « victoire philosophique » de la gauche[257], une partie de l'aile progressiste estimait, au contraire, que la rhétorique employée dans le programme démocrate constituait une victoire essentiellement esthétique – et donc symptomatique du populisme des élites – et ne préfigurait aucunement d'un basculement à gauche. C'est ce que suggéra notamment Cornel West : « It's clear the corporate wing of the Democratic Party wants the window dressing of populist language — Bernie Sanders language — but are not serious about it »[258].

La campagne de Clinton se distingua aussi par sa volonté de jouer sur la politique des identités (*identity politics*)[259], mobilisée à la fois comme instrument de disqualification du projet

---

[253] Clinton, "Remarks from a Rally" (October 2016).

[254] Chris Megerian, "Democrats' New Platform Adopts Many Sanders Demands," *Los Angeles Times*, July 10, 2016, https://www.latimes.com/politics/la-na-pol-democrats-platform-bernie-sanders-20160710-snap-story.html.

[255] Branko Marcetic, "Disappointed By the Democratic Party Platform? Follow the Money," *In These Times*, July 18, 2016, https://inthesetimes.com/article/are-core-progressive-values-being-compromised-with-2016-democratic-platform.

[256] Deirdre Fulton, "Clinton's 'First Major Betrayal?' DNC Surrogates Defeat Anti-TPP Measure," *Common Dreams*, June 27, 2016, https://www.commondreams.org/news/2016/06/27/clintons-first-major-betrayal-dnc-surrogates-defeat-anti-tpp-measure.

[257] John Cassidy, "Bernie Sanders's Philosophical Victory," *The New Yorker*, July 11, 2016, https://www.newyorker.com/news/john-cassidy/bernie-sanderss-philosophical-victory. Notre traduction.

[258] Jeff Stein, "Bernie Sanders Moved Democrats to the Left. The Platform Is Proof," *Vox*, July 26, 2016, https://www.vox.com/2016/7/25/12281022/the-democratic-party-platform.

[259] Le terme « *identity politics* » est apparu aux États-Unis dans les années 1960 et 1970, lors des combats politiques des Afro-Américains et des homosexuels. Si le terme « *identity politics* » renvoie initialement à une demande radicale de politisation de l'identité de personnes faisant face à des systèmes d'oppressions interdépendants, sa portée radicale se trouve désormais fortement atténuée par l'usage qui en est fait par certains libéraux et certaines personnalités à gauche dont les demandes d'inclusion et de reconnaissance d'en haut finissent par renforcer les structures à l'origine de ces préjudices. S'inspirant de la tradition marxiste et de la tradition radicale noire, certaines personnalités de gauche appellent ainsi à revenir à une forme d'universalité destinée à fusionner les diverses revendications identitaires dans une lutte contre un ennemi commun, incarné par le système capitaliste (Asad Haider, *Mistaken Identity: Mass Movements and Racial Ideology* (Verso Books, 2022). Voir également : Mark Lilla, *The Once and Future Liberal: After Identity Politics* (Harper Collins, 2017)). Toute traduction en français s'avère au mieux hasardeuse. Par souci de fluidité, nous avons choisi d'utiliser le terme « politique des identités » pour traduire « *identity politics* ». Nous sommes conscients du caractère approximatif

de Sanders – accusé de ne pas assez tenir compte des enjeux identitaires et culturels – et comme moyen d'insuffler un élan progressiste à sa propre candidature. Elle entreprit notamment d'instrumentaliser le genre de sa candidate et de promouvoir l'image d'une candidature historique en raison de sa dimension féminine. En témoigne la mise en scène très théâtrale lors de la convention nationale du Parti démocrate, qui se tint du 25 au 28 juillet 2016, durant laquelle Hillary Clinton apparut sur un écran géant accompagnée d'un bruit de verre brisé et interrompant un montage en noir et blanc des 44 présidents masculins des États-Unis qui l'avaient précédée pour affirmer : « Nous venons de créer la plus grande fissure dans ce plafond de verre »[260]. Alors qu'elle avait, par le passé, déclaré vouloir déléguer la question du droit au mariage pour les personnes homosexuelles aux États, Hillary Clinton changea sa position durant sa campagne et se dit finalement favorable à l'introduction d'un droit constitutionnel au mariage pour les personnes homosexuelles. Dans cette même optique, elle mobilisa le concept d'intersectionnalité[261] ; lors d'un discours à Harlem le 16 février 2016, elle déclara : « The truth is we aren't a single-issue country. We face a complex set of economic, social, and political challenges. They are intersectional, they are reinforcing, and we have got to take them all on »[262]. Elle employa de nouveau cette notion dans un tweet publié en mars 2016, afin de dénoncer la situation de crise sanitaire liée à la contamination au plomb de l'eau potable, qui avait touché de manière disproportionnée la communauté afro-américaine de Flint, dans le Michigan[263]. Cette mise en avant du concept d'intersectionnalité visait, en creux, à souligner les limites du message de Sanders, centré quasi exclusivement sur les enjeux économiques et de redistribution. : « It's not enough to talk only about economics. We have to tackle racial, economic, & environmental justice—together »[264]. Combinant une posture populiste – destinée à projeter l'image d'une candidate proche de sa base et à neutraliser la tentative de noyautage de l'aile gauche incarnée par Sanders – avec une dépolitisation des enjeux de redistribution au

---

de cette traduction mais elle nous semble préférable au maintien du terme anglais dans un texte en français. Incidemment, le terme « Afro-Américain », également mentionné ici, est très courant en France pour désigner les Noirs américains ; aux Etats-Unis, on parle plutôt, aujourd'hui, de « Africains-Américains » ou, classiquement, de « Black Americans ».

[260] Hillary Clinton, "Hillary Clinton 'breaks through Glass Ceiling' on Stage at DNC – Video," *The Guardian*, July 27, 2016, http://www.theguardian.com/us-news/video/2016/jul/27/hillary-clinton-breaks-through-glass-ceiling-on-stage-at-dnc-video. Notre traduction.

[261] Clare Foran, "Hillary Clinton's Intersectional Politics," *The Atlantic*, March 9, 2016, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/03/hillary-clinton-intersectionality/472872/.

[262] Hillary Clinton, "Campaign speech in Harlem" (speech, Harlem, February 16, 2016), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/hillary-clinton-campaign-press-release-hillary-clinton-just-delivered-major-address-racial.

[263] Hillary Clinton, "Flint's water crisis is an example of the combined effects of intersecting issues that impact communities of color," *Twitter*, March 7, 2016, https://twitter.com/HillaryClinton/status/706649487696130048.

[264] Hillary Clinton, "It's not enough to talk only about economics. We have to tackle racial, economic, & environmental justice—together," *Twitter*, March 7, 2016, https://twitter.com/HillaryClinton/status/706655793660235777.

profit des questions culturelles et identitaires[265], la politique des identités mobilisée par Hillary Clinton s'inscrivit pleinement dans la logique du populisme des élites.

La politisation des questions identitaires par le camp Clinton représenta à l'évidence une forme édulcorée de politique des identités, qui s'accommoda au demeurant parfaitement des structures de domination associées au système capitaliste. Plusieurs figures de gauche, à l'instar de la militante et intellectuelle bell hooks, dénoncèrent un féminisme essentiellement porté sur l'affirmation individuelle (*lean-in*)[266] plutôt que sur l'émancipation collective[267]. Cette mobilisation d'un prisme identitaire supplantant les demandes de redistribution révèle la manière dont Hillary Clinton chercha à se mettre au diapason des sensibilités d'un électorat relativement éduqué et aisé[268], et résidant souvent dans les banlieues des grandes villes[269]. Cette volonté transparait clairement dans le clip de campagne « Getting Started » qui, diffusé en avril 2015, met en scène des familles aux origines ethniques diverses et variées, pour la plupart issues des classes moyennes, et affichant des valeurs typiquement modérées. La vidéo se concentre au demeurant sur des sujets relativement consensuels et chers à la classe moyenne, tels que l'accès à l'éducation, la création d'entreprise, ou encore le mariage de personnes de même sexe, et occulte toute forme de conflictualité sociale. Le clip se termine sur les propos d'Hillary Clinton et le recours à un discours populiste purement esthétique, puisque débarrassé de toute suggestion de lutte des classes : « […] the deck is still stacked in favor of those at the top. Everyday Americans need a champion, and I want to be that champion »[270]. Au cours de sa campagne, Clinton laissa également entrevoir un certain mépris de classe envers l'électorat de Donald Trump. Lors d'un discours prononcé à l'occasion d'une collecte de fonds en septembre 2016, elle avait déclaré : « You could put half of Trump's supporters into what I call the basket of deplorables. Right? They're racist, sexist, homophobic, xenophobic, Islamophobic—you name it »[271]. Si Trump avait remporté l'électorat peu éduqué des petites villes, Clinton estimait

[265] Lilla, *The Once and Future Liberal*, 10. "Every advance of liberal identity consciousness has marked a retreat of liberal political consciousness."
[266] Ce type de féminisme est notamment associé à la dirigeant d'entreprise et autrice Sheryl Sandberg, dont le discours d'émancipation à destination de femmes aisées contribue à invisibiliser la cause de femmes issues de milieux populaire (Sheryl Sandberg, *Lean In: Women, Work, and the Will to Lead* (W. H. Allen, 2015)).
[267] Liza Featherstone, "Why This Socialist Feminist Is Not Voting for Hillary," *The Nation*, January 5, 2016, https://www.thenation.com/article/archive/why-this-socialist-feminist-is-not-voting-for-hillary/; Bell Hooks, "Dig Deep: Beyond Lean In," *The Feminist Wire*, October 28, 2013, https://thefeministwire.com/2013/10/17973/.
[268] Greg Sargent, "Is Hillary a Populist of Convenience?," *The Washington Post*, April 21, 2015, https://www.washingtonpost.com/blogs/plum-line/wp/2015/04/21/is-hillary-a-populist-of-convenience/.
[269] Matt Karp, "Fairfax County, USA," *Jacobin*, November 28, 2016, https://jacobin.com/2016/11/clinton-election-polls-white-workers-firewall.
[270] Hillary Clinton, "Getting Started," YouTube video, April 12, 2015, https://www.youtube.com/watch?v=0uY7gLZDmn4.
[271] Hillary Clinton, "Speech at LGBT for Hillary fundraiser" (speech, September 9, 2016), *Time*, https://time.com/4486502/hillary-clinton-basket-of-deplorables-transcript/.

au contraire avoir remporté les régions qu'elle qualifiait d'« optimistes, diversifiées, dynamiques et allant de l'avant »[272].

Cette volonté de mobiliser un électorat éduqué, multiethnique et relativement aisé se traduisit de surcroît par la formulation d'une vision distinctement méritocratique, qui faisait écho aux sensibilités de cette frange de l'électorat : « I want this to be a true meritocracy. I'm tired of inequality. I want people to feel like they can get ahead if they work for it »[273]. S'inscrivant dans le sillage du libéralisme recentré de la troisième voie, Hillary Clinton proposait une vision articulée autour des notions de mérite, de travail, d'opportunité, et de responsabilité individuelle : « Whether you're trying to start your career or you've spent decades contributing to our economy, you deserve better. […] Good work deserves fair pay, no matter who you are »[274].

L'élection présidentielle de 2016 confirma, par ailleurs, le désalignement progressif des classes populaires vis-à-vis du Parti démocrate. Un sondage CNN publié le 23 novembre 2016 montra que Trump avait effectivement remporté une majorité de l'électorat n'ayant pas fait d'études supérieures[275]. Sur la question du niveau de revenu, les résultats étaient toutefois plus mitigés : si Clinton avait remporté une courte majorité de l'électorat gagnant moins de 50 000 dollars par an, Trump devançait quelque peu Clinton chez l'électorat gagnant entre 50 000 et 200 000 dollars par ans. En revanche, Clinton bénéficiait de nouveau d'une légère avance chez l'électorat gagnant entre 200 000 et 250 000 dollars et les deux candidats se trouvaient sur un pied d'égalité concernant les hauts revenus de plus de 250 000 dollars[276]. Le facteur de l'éduction semblait ainsi avoir en partie supplanté celui du revenu dans les logiques d'identification partisanes. De manière significative, Clinton perdit également trois États – le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie – appartenant au « Blue Wall »[277], ce bloc d'États issus de la « Rust Belt », région industrielle du Nord-Est du pays, et qui avaient jusque-là été considérés comme fermement alliés au camp démocrate.

---

[272] Hillary Clinton, "Speech in Mumbai" (speech, March 12, 2018), as reported by CNN, https://edition.cnn.com/2018/03/12/politics/hillary-clinton-india-donald-trump. Notre traduction.
[273] Hillary Clinton, "Remarks at Ohio State University in Columbus" (speech, Columbus, Ohio, October 10, 2016), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-ohio-state-university-columbus.
[274] Hillary Clinton, "Remarks at the Frontline Outreach Center in Orlando, Florida" (speech, Orlando, Florida, September 21, 2016), The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-frontline-outreach-center-orlando-florida.
[275] "2016 Election Results: Exit Polls," CNN, November 23, 2016, https://edition.cnn.com/election/2016/results/exit-polls.
[276] "2016 Election Results: Exit Polls."
[277] Le terme fut initialement utilisé par le journaliste Ronald Brownstein dans un article publié en 2009 pour désigner douze États qui avaient voté pour le camp démocrate dans chaque élection depuis 1992.

La campagne de Clinton se caractérisa en définitive par sa difficulté à proposer un message clair et cohérent face à la montée du populisme réactionnaire incarné par Donald Trump[278]. Alors que la base électorale de Trump s'était rapidement ralliée autour du slogan « Make America Great Again », Hillary Clinton peina à trouver le sien. D'abord, il y avait eu « faire tomber les barrières » (*breaking down barriers*), puis « se battre pour nous » (*fighting for us*) et « je suis avec elle » (*I'm with her*), mais aucun ne parvint à véritablement s'imposer. Au cours de la primaire, la campagne opta finalement pour le slogan « Stronger together » (littéralement, « ensemble, nous sommes plus forts »), supposé contrebalancer le discours clivant de Trump[279]. Dans une large mesure, la campagne de Clinton endossa un message essentiellement réactif d'opposition à Trump, visant tout particulièrement à questionner son tempérament et sa compétence. C'est d'ailleurs ce qu'avait expliqué Geoff Garin, enquêteur démocrate et principal stratège de la campagne de Clinton en 2008 : « The case against Trump will be prosecuted on two levels. The first is temperament [and whether he is suited to be commander in chief]. [The second] will be based on whether he can really be relied on as a champion for anyone but himself »[280]. À rebours du discours empreint de misogynie et de racisme de la campagne Trump, Hillary Clinton proposait ainsi de « rendre son unité à l'Amérique » (*Make America Whole Again*[281]). Comme Obama, Hillary Clinton endossa une approche post-partisane sous-tendue par une vision technocratique de la politique. Lors d'une interview en février 2015, elle avait expliqué : « I'd like to bring people from right, left, red, blue, get them into a nice warm purple space where everybody is talking and where we're actually trying to solve problems »[282]. Dans cette optique, la conflictualité sociale n'était en réalité qu'une diversion illusoire qu'il serait possible de résoudre moyennant de l'amour et de la gentillesse[283], et une forme d'« empathie radicale » : « what we need more than anything at

---

[278] Branco Marcetic, "Hillary Clinton's Self-Defeating Triangulation," *Jacobin*, May 23, 2017, https://jacobin.com/2017/05/shattered-hillary-clinton-campaign-defeat-trump.

[279] Tamara Keith, "How 'Stronger Together' Became Clinton's Response To 'Make America Great Again,' " *NPR*, August 8, 2016, https://www.npr.org/2016/08/08/489138602/trump-comment-gives-clinton-a-campaign-slogan-with-layered-meaning.

[280] Amy Chozick and Patrick Healy, "Inside the Clinton Team's Plan to Defeat Donald Trump," *The New York Times*, February 29, 2016, https://www.nytimes.com/2016/03/01/us/politics/hillary-clinton-donald-trump-general-election.html.

[281] Hillary Clinton, "Speech after South Carolina Primary Victory" (speech, February 27, 2016), ABC News, streaming video, https://abcnews.go.com/Politics/video/hillary-clinton-delivers-rousing-speech-south-carolina-primary-37252683. "Despite what you hear, we don't need to make America great again. America has never stopped being great. But we do need to make America whole again. Instead of building walls, we need to be tearing down barriers."

[282] Hillary Clinton, Interview at the Watermark Silicon Valley Conference for Women (Santa Clara, California, February 27, 2015), as reported in *The New York Times*, https://www.nytimes.com/2015/02/25/us/politics/clinton-sketches-campaign-messages-in-silicon-valley.html.

[283] Hillary Clinton, "Super Tuesday Victory Speech" (speech Miami, Florida, March 1, 2016), transcript published by *Vox*, https://www.vox.com/2016/3/1/11144350/hillary-clinton-super-tuesday-transcript. "We have to make America whole. We have to fill in what's been hallowed out. […] I believe what we need in America today is more love and kindness."

this moment in American is what you might call 'radical empathy.' […] Each of us must try to walk in the shoes of people who don't see the world the way we do »[284]. En lieu et place d'un positionnement idéologique marqué, Clinton proposait un message « attrape-tout », notamment reflété dans sa conception imprécise d'une économie qui fonctionnerait pour tous, sans pour autant que les inégalités qu'elle génère soient remises en cause : « I want to see our economy work for the struggling, the striving and the successful »[285]. En définitive, son discours relevait d'un populisme avant tout électoraliste et superficiel, soutenu par une idéologie aux contours flous.

La défaite d'Hillary Clinton face à Trump déclencha des ondes de choc au sein de la coalition démocrate et mit en lumière la crise identitaire à laquelle faisait face le parti. Dans les semaines et mois qui suivirent l'élection de Trump, différentes factions désireuses de contrôler le récit et d'infléchir la direction du parti s'affrontèrent[286]. Pour une partie de l'aile gauche du parti, la défaite d'Hillary Clinton signalait l'inadéquation fondamentale entre le message centriste et de préservation du statu quo porté par la candidate et un électorat désabusé vis-à-vis du système politique et désireux de changement. C'est ce que suggère Thomas Frank, qui accusa le Parti démocrate d'avoir largement rendu possible l'élection de Donald Trump en sélectionnant Clinton : « [Hillary Clinton] was exactly the wrong candidate for this angry, populist moment. An insider when the country was screaming for an outsider. A technocrat who offered fine-tuning when the country wanted to take a sledgehammer to the machine »[287]. Pour John Judis, la campagne d'Hillary Clinton s'était fourvoyée en pensant – à l'instar de Page Gardner et de sa théorisation du « Rising American Electorate »[288] – qu'elle pourrait remporter l'élection en s'appuyant sur une nouvelle majorité démocrate principalement composée de minorités, de femmes, de jeunes et d'électeurs éduqués, tout en ignorant la classe ouvrière blanche, qui représentait une part significative de l'électorat, en particulier dans les États-clés[289]. De fait, Judis accusait Clinton d'avoir surestimé le potentiel électoral de la politique des identités qu'elle avait mobilisée :

---

[284] Clinton, *What Happened*, 444.
[285] Hillary Clinton, "Campaign Speech on the Economy and Wall Street Excesses" (speech, July 13, 2015), transcript published by *POLITICO*, https://www.politico.com/story/2015/06/hillary-clinton-campaign-rally-speech-transcript-118973.
[286] Masket, *Learning from Loss*, 63.
[287] Thomas Frank, "Donald Trump Is Moving to the White House, and Liberals Put Him There," *The Guardian*, November 9, 2016, https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/nov/09/donald-trump-white-house-hillary-clinton-liberals.
[288] Page Gardner, "The Rising American Electorate: Game Changers in 2016 Elections," *HuffPost*, June 29, 2015, https://www.huffpost.com/entry/the-rising-american-elect_b_7688610.
[289] John B. Judis, "Why Identity Politics Couldn't Clinch a Clinton Win," *The Washington Post*, November 11, 2016, https://www.washingtonpost.com/opinions/why-identity-politics-couldnt-clinch-a-clinton-win/2016/11/11/ed3bf966-a773-11e6-8fc0-7be8f848c492_story.html.

> But Democrats can't win elections simply by appealing to the identity groups of the rising American electorate. These groups don't add up to a sure majority unless one assumes the Democrat wins near-unanimity among them and the Republican only bare majorities or less among Republican-trending groups[290].

Clinton, ainsi qu'une part importante de l'establishment, réfutèrent l'analyse selon laquelle la candidate se serait détournée de l'électorat populaire et aurait échoué à proposer un message cohérent et inspirant. Pour Hillary Clinton, sa défaite était, dans une très large mesure, attribuable à des événements exogènes, tels que l'intervention de la Russie en faveur de Trump, la décision du directeur du FBI James Comey de rouvrir le dossier sur l'affaire des courriels d'Hillary Clinton à quelques jours seulement du scrutin, et, bien sûr, au système des Grand Électeurs qui avait permis à son adversaire de gagner l'élection sans remporter le vote populaire :

> I had tried to learn the lessons of 2008, and in many ways ran a better, smarter campaign this time. But I had been unable to connect with the deep anger so many Americans felt or shake the perception that I was the candidate of the status quo. And look what they've thrown at me. I wasn't just running against Donald Trump. I was up against the Russian intelligence apparatus, a misguided FBI director, and now the godforsaken Electoral College[291].

Si Clinton reconnaissait que, dans un contexte de désillusion à l'égard du système politique, sa vision de la politique s'était trouvée en porte-à-faux avec les demandes de l'électorat, elle ne remettait toutefois aucunement en question le bien-fondé de son approche politique, qui était, selon elle, simplement « tombée dans l'oreille d'un sourd » :

> I do think it's fair to say there was a fundamental mismatch between how I approached politics and what a lot of the country wanted to hear in 2016. I've learned that even the best plans and proposals can land on deaf ears when people are disillusioned by a broken political system and disgusted with politicians[292].

Plutôt que la candidate et son message, c'était donc dans une large mesure l'électorat qui, animé par le sentiment quelque peu irrationnel qu'il ne « l'appréciait pas »[293], était à blâmer. En parallèle, Clinton rejetait également la faute sur les candidatures indépendantes de Bernie Sanders et de Jill Stein, qui contribuèrent, selon elle, à détourner des voix au profit de Donald Trump[294]. Du reste, Clinton – et l'establishment démocrate de manière plus générale – récusait également l'idée selon laquelle le Parti démocrate devait s'évertuer à reconquérir une classe ouvrière blanche perçue comme réactionnaire : « We shouldn't sacrifice our principles to pursue a shrinking pool of voters who look more to the past than the future »[295]. En effet,

[290] Judis, "Why Identity Politics Couldn't Clinch a Clinton Win."
[291] Clinton, *What Happened*, 386.
[292] Clinton, *What Happened*, 398.
[293] Clinton, *What Happened*, 399. Notre traduction. "I have come to terms with the fact that a lot of people – millions of millions of people – decided they just didn't like me."
[294] Clinton, *What Happened*, 402.
[295] Clinton, *What Happened*, 424.

c'est bien les classes moyennes, les minorités et l'électorat éduqué qui devaient, selon eux, constituer le socle électoral du Parti démocrate. Même vaincue, la campagne de Clinton se montra présomptueuse[296], certaine que si la victoire lui avait échappé, la défaite était largement attribuable à un électorat malavisé et à des trouble-fêtes irresponsables.

3. La « rooseveltisation » de Joe Biden et l'échec de la formulation d'un paradigme post-néolibéral.

The party is me. Right now, I am the Democratic Party.

Joe Biden (2020)[297].

This is not going to be the party of Bernie.

Bill Clinton (2017)[298].

Dans les mois qui suivirent la défaite d'Hillary Clinton face à Donald Trump, aucun consensus n'émergea au sein des rangs du Parti démocrate quant aux causes de cette déroute et chaque faction continua à promouvoir sa propre version des faits afin de tenter d'infléchir la direction du parti pour le cycle électoral de 2020. À l'approche du scrutin, ce fut finalement le critère de l'*electability* – la capacité présumée d'un candidat ou d'une candidate à se faire élire – qui s'imposa comme le critère principal dans le choix du candidat démocrate pour 2020[299]. Un Démocrate sur quatre déclara en effet privilégier la capacité du candidat à se faire élire sur l'adéquation avec la plupart de ses prises de positions[300]. Si l'expérience de la campagne de 2016 avait largement érodé la confiance des militants démocrates quant à ce qui sous-tendait précisément l'*electability* d'un candidat[301], les désaccords persistants créèrent un environnement dans lequel un candidat « sûr » – un homme blanc modéré doté d'une certaine capacité à coopérer avec le camp adverse – était de plus en plus considéré comme le choix le plus judicieux[302].

[296] Tara Golshan, "The Radically Simple Reason Hillary Clinton Didn't Run a Different Campaign: She Thought She Was Winning," *Vox*, November 25, 2016, https://www.vox.com/policy-and-politics/2016/11/25/13699146/clinton-campaign-strategy-win-polls.
[297] Joseph R. Biden, "Remarks during presidential debate at Case Western Reserve University and Cleveland Clinic" (speech, Cleveland, Ohio, September 29, 2020), The Commission on Presidential Debates, https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/september-29-2020-debate-transcript/.
[298] Jonathan Allen and Amie Parnes, *Lucky: How Joe Biden Barely Won the Presidency.* (E-book; Crown, 2021).
[299] Monmouth University Polling Institute, "Dems Prefer Electability in 2020," February 4, 2019, https://www.monmouth.edu/polling-institute/reports/monmouthpoll_us_020419/.
[300] Masket, *Learning from Loss*, 103.
[301] Masket, *Learning from Loss*, 104.
[302] Masket, *Learning from Loss*, 116.

Il s'agira dans cette partie de sonder les tenants et aboutissants de la présidence Biden, ainsi que ses implications pour le libéralisme démocrate. Dans un contexte de remise en question de l'ordre politique et économique établi, et sous la pression de mouvements et groupes d'intérêts marqués à gauche, le centre de gravité du Parti démocrate a-t-il été déplacé ? C'est en tout cas ce qu'avaient suggéré un certain nombre de commentateurs politiques à l'aune des cent premiers jours de la présidence Biden[303]. Cette analyse avait, au demeurant, été activement relayée par certaines personnalités influentes au sein de l'administration, qui avaient cherché à exposer les grandes lignes d'un nouveau paradigme en politique économique. S'il est vrai que les conditions d'un tel changement semblaient réunies, le contexte de crise du COVID-19 ayant porté atteinte à la légitimité et à la crédibilité des théories économiques dominantes[304], il convient de s'interroger dans quelle mesure la présidence Biden a effectivement permis l'émergence d'un nouveau cadre de pensée économique cohérent et susceptible de rompre avec les paradigmes dominants. Ainsi, nous nous intéresserons à la manière dont Biden a tenté de négocier avec les factions plus clairement marquées à gauche et comment cette négociation a influé sur le corps de doctrine du parti, donnant lieu à une synthèse instable entre une volonté d'incarner un nouveau Roosevelt, tout en continuant dans une large mesure à promouvoir une forme édulcorée de libéralisme. Nous verrons que la présidence Biden a été marquée par une forme de dualisme, oscillant sans cesse entre enthousiasme et modération, entre idéologie et pragmatisme, entre utopie et réalisme. Sa présidence illustre ainsi le fonctionnement du populisme des élites, caractérisé par l'adoption d'une posture populiste visant à revitaliser le lien représentatif et à occulter l'atrophie de l'imaginaire démocrate.

Sénateur du Delaware entre 1973 et 2009, et notamment membre de l'influente Commission judiciaire du Sénat des États-Unis qu'il présida de 1987 à 1995, puis vice-président de Barack Obama entre 2009 et 2017, Joe Biden incarnait, au moment de son élection, une figure majeure de l'establishment démocrate. Durant sa longue carrière politique, il avait acquis une réputation de modéré, endossant des prises de position relativement conservatrices sur la question de la criminalité[305], se déclarant favorable à des restrictions budgétaires dans le

[303] Anand Giridharadas, "Welcome to the New Progressive Era," *The Atlantic*, April 14, 2021, https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2021/04/joe-biden-new-progressive-era/618589/.
[304] Michael Jacobs and Laurie Laybourn-Langton, "Paradigm Shifts in Economic Theory and Policy," *Intereconomics* 53, no. 3 (May/June 2018), https://www.intereconomics.eu/pdf-download/year/2018/number/3/article/paradigm-shifts-in-economic-theory-and-policy.html.
[305] Charles R. Babcock, "Biden Urges U.S. to Step Up War on Drug Traffic," *The Washington Post*, July 18, 1980, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1980/07/18/biden-urges-us-to-step-up-war-on-drug-traffic/689d0e1b-418f-4169-bcc4-9aa6b6722161/; David Stein, "Joe Biden Pushed Ronald Reagan to Ramp Up Incarceration," *The Intercept*, September 17, 2019, https://theintercept.com/2019/09/17/the-untold-story-joe-biden-pushed-ronald-reagan-to-ramp-up-incarceration-not-the-other-way-around/.

domaine de la santé[306], et critiquant de manière virulente l'influence de certains groupes d'intérêt sur le Parti démocrate[307]. Biden s'était par ailleurs distingué par sa capacité à transcender les clivages partisans : s'inspirant du *Delaware Way*, soit l'art du compromis, il estimait que la solution à tout problème devait nécessairement inclure une bonne dose de consensus et de compromis entre Démocrates et Républicains[308]. Cette aptitude à négocier et à trouver des accords avec le camp adverse est d'ailleurs mise en avant dans ses mémoires, où il écrit : « I also knew which key Republican leaders I could count on to build real bipartisan support, and I felt I knew where to find the common ground where they could be with us »[309]. Dans un contexte marqué par une polarisation partisane accrue, cette propension faisait décidément de Biden un « homme du passé »[310]. Après avoir échoué par deux fois – en 1988 et en 2008 – à décrocher l'investiture démocrate, la proximité de Biden avec la classe ouvrière et le milieu syndical, ainsi que le respect qu'il inspirait auprès des officiers de police en raison de son travail sur les questions liées à la criminalité, lui valurent d'être sélectionné en tant que colistier d'Obama. En 2020, face à une crise sanitaire sans précédent et la gestion désastreuse de celle-ci par l'administration Trump[311], Biden s'imposa finalement comme le choix naturel d'un parti qui privilégiait l'*electability* par-dessus tout[312].

Durant la période dite de la « primaire invisible », 29 candidats présentèrent leur candidature à l'investiture du Parti démocrate. Au cours de cette période, Biden obtint le soutien d'un grand nombre d'élus du parti[313], devançant ainsi ses principaux concurrents. Sanders avait, quant à lui, obtenu le soutien des plusieurs membres du DNC, ainsi que celui de trois membres de la « Squad » : Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar et Rashida Tlaib[314]. Bien que soutenu par une grande partie de l'establishment politique, Joe Biden fut en peine de s'imposer lors des premiers scrutins, pourtant cruciaux pour lancer une campagne présidentielle : il arriva en

[306] Ryan Grim, "Fact Check: Joe Biden Has Advocated Cutting Social Security for 40 Years," *The Intercept*, January 13, 2020, https://theintercept.com/2020/01/13/biden-cuts-social-security/.
[307] En Octobre 1985, Biden avait déclaré : « For 13 years, I've been trying to move the Democratic Party off the course it's been on. I said what nobody else was saying: That interest groups had a stranglehold on us, and, number two, there's a whole generation of Americans ready to move. […] Now everybody says those things » (cité dans Branko Marcetic, *Yesterday's Man: The Case Against Joe Biden* (E-book; Verso Books, 2020)).
[308] Sonia Dridi, *Joe Biden : Le pari de l'Amérique anti-Trump* (Editions du Rocher, 2020), 67.
[309] Joseph R. Biden, *Promises to Keep* (E-book; Random House Publishing Group, 2008).
[310] Marcetic, *Yesterday's Man*.
[311] Yasmeen Abutaleb et al., "The inside Story of How Trump's Denial, Mismanagement and Magical Thinking Led to the Pandemic's Dark Winter," *The Washington Post*, December 19, 2020, https://www.washingtonpost.com/graphics/2020/politics/trump-covid-pandemic-dark-winter/.
[312] Masket, *Learning from Loss*, 226.
[313] Nolan D. McCaskill, "Biden picks up endorsement of a 9th black member of Congress," *POLITICO*, July 11, 2019, https://www.politico.com/news/2019/11/07/joe-biden-marc-veasey-endorsement-067079.
[314] Sean Sullivan, "Sanders Gets Endorsement from Third 'Squad' Member, Rep. Rashida Tlaib," *The Washington Post*, October 27, 2019, https://www.washingtonpost.com/politics/sanders-gets-endorsement-from-third-squad-member-tlaib/2019/10/27/28b751b8-f8c3-11e9-8190-6be4deb56e01_story.html.

quatrième position lors du caucus de l'Iowa, remportant 6 délégués contre 8 pour Elizabeth Warren, 12 pour Bernie Sanders et 14 pour Pete Buttigieg[315] et arriva seulement en cinquième position dans la primaire du New Hampshire, remportée par Sanders[316]. Le 21 février, Sanders remporta avec une large avance le caucus du Nevada, lui valant d'être considéré par les médias comme le favori de la course[317]. Biden, dont les chances de victoires semblaient désormais s'éloigner, plaça tous ses espoirs dans la primaire de Caroline du Sud, la première d'une série d'États où les Afro-Américains jouaient un rôle significatif dans la désignation du vainqueur. Ayant décroché le soutien du très influent représentant de Caroline du Sud, James E. Clyburn, la campagne de Biden bénéficia d'un nouvel élan et remporta finalement la primaire avec une large avance sur Sanders[318]. Après s'être retirés de la course, Amy Klobuchar et Pete Buttigieg se rallièrent à la campagne Biden et, suite à la victoire écrasante de ce dernier lors du *Super Tuesday* le 3 mars – il remporta 10 États sur les 14 en jeu – Kamala Harris et Cory Booker se rangèrent, eux aussi, à ses côtés. Ainsi, ces premières semaines permirent de resserrer la course autour de deux principaux candidats, Joe Biden et Bernie Sanders, qui incarnaient le clivage récurrent entre membre de l'establishment (*insider*) et *outsider* politique, et confirmèrent du reste le statut de favoris de l'establishment de Biden. Soucieux d'empêcher la victoire de Sanders[319], l'establishment démocrate se précipita, en effet, au secours de Biden après son succès en Caroline du Sud, faisant preuve d'une forte capacité de coordination. En 2020, le Parti démocrate – entendu au sens large comme intégrant tout à la fois ses dirigeants et les acteurs gravitant autour du parti lui-même – « décida » effectivement de son candidat[320]. Alors que Biden accumula les victoires et les délégués lors des primaires suivantes, Sanders se retira finalement de la course le 8 avril, ouvrant ainsi la voie à l'investiture de Biden lors de la Convention nationale du Parti démocrate.

---

315 "Iowa Caucus Results 2020," *The New York Times*, February 4, 2020, https://www.nytimes.com/interactive/2020/02/04/us/elections/results-iowa-caucus.html.

316 "New Hampshire Primary Results 2020," *NBC News*, February 11, 2020, https://www.nbcnews.com/politics/2020-primary-elections/new-hampshire-results.

317 Scott Detrow, "Sanders Projected To Win Nevada Caucuses, Solidifying Front-Runner Status," *NPR*, February 22, 2020, https://www.npr.org/2020/02/22/808503311/sanders-projected-to-win-nevada-caucuses-solidifing-status-as-front-runner.

318 "South Carolina 2020 Primary Results," *The New York Times*, February 29, 2020, https://www.nytimes.com/interactive/2020/02/29/us/elections/results-south-carolina-primary-election.html.

319 Lisa Lerer and Reid J. Epstein, "Democratic Leaders Willing to Risk Party Damage to Stop Bernie Sanders," *The New York Times*, February 27, 2020, https://www.nytimes.com/2020/02/27/us/politics/democratic-superdelegates.html.

320 Masket, *Learning from Loss*, 230. Voir également: Samuel J. Best and Jeffrey W. Ladewig, *Toppling Trump: How Party Elites Steered Joe Biden to the Democratic Nomination and Victory in the 2020 Presidential Election* (Springer, 2024).

La campagne présidentielle de 2020 fut remarquable du fait de son inscription dans un contexte de crise sanitaire majeure[321]. Âgé de 76 ans au moment du lancement de sa campagne, l'acuité mentale de Biden avait fait l'objet de nombreuses inquiétudes et critiques provenant d'autres candidats démocrates, d'électeurs et de journalistes, qui pointèrent notamment du doigt ses performances médiocres lors des débats et ses gaffes fréquentes[322]. En contraignant en grande partie Biden à faire campagne depuis chez lui, le contexte sanitaire représenta à bien des égards une aubaine pour le candidat démocrate. C'est ce que suggéra sa responsable de campagne Anita Dunn, qui déclara : « COVID is the best thing that ever happened to him »[323]. Dans leur ouvrage *Lucky: How Joe Biden Barely Won the Presidency* (2021), Jonathan Allen et Amie Parnes documentent la victoire difficile et « cathartique » de Joe Biden sur Trump en 2020 et soulignent à quel point la chance eut effectivement un rôle déterminant non seulement pour Biden mais, également, et surtout, pour la République[324].

Contrairement à la campagne présidentielle de 2016, celle de 2020 se distingua par une relative cohésion de la coalition démocrate, qui devait beaucoup à la figure de Donald Trump. Dans un contexte marqué tout à la fois par la crise sanitaire et la montée du populisme réactionnaire sous l'égide du président, le candidat Biden fit principalement campagne sur les thématiques du COVID et de la démocratie, se présentant comme une alternative raisonnable à Trump : « We are in the battle for the soul of this nation », avait-il déclaré lors de son discours annonçant le début de sa campagne présidentielle[325]. Comme l'expliquait Rahm Emanuel, Trump constituait dans une large mesure le meilleur stimulus pour encourager l'électorat à se rendre aux urnes :

> For too long, Democrats have been engaged internally in a fruitless debate about whether we ought to pursue a strategy that emphasizes persuasion or mobilization. Trump has made that conversation obsolete. He is all the impetus many voters need to get out to the polls. […] if we're going to prevail in battleground states like Wisconsin, Michigan and Pennsylvania, we both need to get our base to the polls and we need to persuade voters that they can safely vote for our candidates, knowing that they are the right choice for the country[326].

---

[321] La campagne se distingua par ailleurs par une mobilisation électorale exceptionnelle : 67 % de participation, soit 5 points de plus qu'en 2016 (Jacob Fabina, "Despite Pandemic Challenges, 2020 Election Had Largest Increase in Voting Between Presidential Elections on Record," *The United States Census Bureau*, April 29, 2021, https://www.census.gov/library/stories/2021/04/record-high-turnout-in-2020-general-election.html).

[322] Marc Caputo and Natasha Korecki, "It's Not Just Trump Questioning Biden's Age. Democrats Are, Too," *POLITICO*, June 13, 2019, https://www.politico.com/story/2019/06/13/joe-biden-age-trump-2020-1361782.

[323] Martin Pengelly, "Key Biden Aide Said Pandemic Was 'Best Thing That Ever Happened to Him,' Book Says," *The Guardian*, February 24, 2021, https://www.theguardian.com/us-news/2021/feb/24/covid-best-thing-biden-anita-dunn-lucky-book-jonathan-allen-annie-parnes.

[324] Allen and Parnes, *Lucky*.

[325] Joseph R. Biden, "Campaign Announcement Speech" (speech, April 25, 2019), *The New York Times*, https://www.nytimes.com/2019/04/25/us/politics/biden-campaign-video-announcement.html.

[326] Rahm Emanuel, "Dear Democrats: Here's How Not to Blow It," *POLITICO Magazine*, November 8, 2019, https://politi.co/33tNdeF.

En effet, la présence d'un candidat clivant permit à Biden d'endosser le rôle de rassembleur et de sauveur de la nation et de faire campagne sur un message essentiellement réactif, qui concourut dans une certaine mesure à reléguer au second plan des enjeux ayant trait à sa philosophie politique propre et qui auraient risqué de diviser la coalition démocrate. Dans le même temps, la crise de 2008, ainsi que la crise du COVID qui survint plus de dix ans après, avaient bel et bien érodé la popularité du paradigme néolibéral. Pour Fareed Zakaria, la série de « chocs asymétriques » qui ont affecté le monde depuis les attentats du 11 septembre, et en particulier la crise de 2008 et celle du COVID, nous auraient effectivement fait basculer dans un « monde post-COVID »[327]. De fait, et comme l'explique David Stoesz, l'instabilité provoquée par ce genre de crise implique nécessairement des écarts soudains vis-à-vis du statu quo, et ce afin d'empêcher que celui-ci ne soit jeté aux oubliettes : « La realpolitik exige de l'innovation », écrit-il[328]. Dans un contexte de crise identitaire des partis politiques de centre-gauche à travers le monde[329], ces derniers ont cherché à redéfinir leur idéologie et leurs positionnements politique afin de pallier la baisse de leur attractivité et faire face aux défis posés par la crise liée au COVID[330]. Dans cette optique, un certain nombre de Démocrates issus de l'establishment ont estimé nécessaire de revenir à une rhétorique et philosophie politiques se démarquant du néolibéralisme et de son hostilité consommée vis-à-vis de l'intervention de l'État. Dans un article publié en 2018 et intitulé « The New Old Democrats », Jake Sullivan, conseiller auprès d'Hillary Clinton en 2016, et futur conseiller à la sécurité nationale dans l'administration Biden, témoigne de la nécessité pour le Parti démocrate de revenir à une défense de l'action positive de l'État :

> It's not the 1990s anymore. People want the government to help solve big problems. […] the American electorate as a whole is moving to embrace a more energized form of government—one that tackles the excesses of the free market and takes on big, serious challenges through big, serious legislation instead of the more restrained measures to which we've grown accustomed. […] [W]e have reached another turning point. Just as the Great Depression discredited the ideas of the pre-New Deal conservatives who fought for total laissez-faire outcomes in both the political branches and the courts, so the Great Recession once again laid bare the failure of our government to protect its citizens from unchecked market excess. There has been a delayed reaction this time around, but people have begun to see more clearly not only the flaws of our public and private institutions that contributed to the financial crisis, but also the decades of rising inequality and income stagnation that came before—and the uneven recovery that followed. Our politics are in the process of adjusting to this new reality. The tide is running in the other direction, and, with history serving as our guide, it could easily be a decades-long tide. […] What has changed, though—thanks to widening inequality, massive underinvestment in public services, and the

[327] Fareed Zakaria, *Ten Lessons for a Post-Pandemic World* (W. W. Norton & Company, 2020).
[328] David Stoesz, *Welfare State 3.0* (Routledge, 2021), 1.
[329] Giacomo Benedetto et al., "The Rise and Fall of Social Democracy, 1918–2017," *American Political Science Review* 114, no. 3 (August 2020): 928–39, https://doi.org/10.1017/S0003055420000234.
[330] Rob Manwaring et al., "'Thin Labourism': Ideological and Policy Comparisons between the Australian, British, and New Zealand Labour Parties," *The British Journal of Politics and International Relations* 26, no. 1 (February 2024): 39–61, https://doi.org/10.1177/13691481221148326.

> lingering effects of the Great Recession—is that the siren song of supply-side economics is losing out to arguments rooted in economic fairness, even among elements of the Republican base. […] What these trends suggest is that Democrats do not have to choose between shoring up the "vital center" in American politics and supporting a more vigorous national response to our economic challenges. Both are possible. Indeed, both are necessary to defeating the long-term threat of Trumpism. […] The government's role in checking the excesses of the free market and supporting workers and families *should* and *will* be redefined in the years ahead. The question is how[331].

Pour sa part, le journaliste David Leonhardt estimait que, dans le contexte de l'élection présidentielle de 2020, le Parti démocrate devait se faire le chantre d'une forme de « populisme économique » afin de récupérer des votes au sein des classes populaires blanches :

> The Democrats need a candidate who can and will run as an economic populist. They need a candidate who will organize the 2020 campaign around fighting for the little guy and gal. (And most of the potential Democratic nominees could do so.) It would be a campaign about Republican politicians and corporate lobbyists who are rigging the game, a campaign that promised good jobs, rising wages, decent health care, affordable education and an end to Trumpian corruption. […] Democrats still aren't going to win a majority of the white working class. But they don't need to. They just need to avoid getting crushed. When they do that, they win elections[332].

Même le *Financial Times*, quotidien pourtant connu pour sa ligne éditoriale favorable à l'économie de marché, semblait désormais défendre une ligne politique davantage accommodante vis-à-vis de l'intervention de l'État dans les affaires économiques du pays :

> Government will have to accept a more active role in the economy. They must see public services as investments rather than liabilities, and look for ways to make labour markets less insecure. Redistribution will again be on the agenda; the privileges of the elderly and wealthy in question. Policies until recently considered eccentric, such as basic income and wealth taxes, will have to be in the mix[333].

Centriste de longue date, Biden était bien conscient de ce changement de *Zeitgeist* en politique étatsunienne et de la nécessité de proposer un message de type nouveau. À la fin de ses mémoires, publiées avant sa candidature de 2020, il explique ainsi avoir constaté des évolutions dans l'opinion publique étatsunienne :

> But as I travel the country lately, I hear a new voice rising. I hear the voice of people who are tired of watching the future sold short for a quick profit; I hear the voice of people who are tired of seeing the benefits of democracy and capitalism unjustly distributed to the favored few, whether the favored few have asked for them or not. I hear the voice of people calling for a future in which every American is more secure in life and liberty and more able to pursue happiness. I hear the voice of people willing to make sacrifices today to achieve that kind of tomorrow. It's time for a president to listen to that rising voice and to amplify it. It's time for a president who can point the American people to the future within their reach, tell them what it will take to get there, and vigilantly remind them why it's worth fighting for. It's time for a president to stand up and remind the American people that we have promises to keep—promises to the world, promises to one another, promises to our children and to our grandchildren. In rededicating ourselves to the

[331] Jake Sullivan, "The New Old Democrats," *Democracy Journal*, June 20, 2018, https://democracyjournal.org/arguments/the-new-old-democrats/.
[332] David Leonhardt, "The Secret to Winning in 2020: It's the populism, stupid," *The New York Times*, December 17, 2018, https://www.nytimes.com/2018/12/16/opinion/democrats-2020-election-economic-populism.html.
[333] Cité dans Zakaria, *Ten Lessons for a Post-Pandemic World*, 56.

> hard work of fulfilling those promises, we restore America as the hope of the world and the vision of a brighter future[334].

Dès décembre 2018, Rahm Emanuel s'était d'ailleurs étonné du revirement dans la posture de Biden, déclarant : « What Biden is now saying is, 'Well, the post-COVID world requires a revolution,' and I'm surprised, because he did not win on the revolution model. He won on the reform model »[335]. Deux années plus tard, Emanuel expliquait que le candidat démocrate ne s'envisageait désormais plus comme un « candidat de transition » mais plutôt comme un « président transformationnel », ce qui impliquait « une façon toute différente de réfléchir »[336]. En effet, Biden avait, lors de sa campagne, tenté de désamorcer la critique émanant de la gauche du parti en cooptant une partie de ses idées, ce que reflétait d'ailleurs sa rhétorique plus ouvertement volontariste et d'inspiration populiste. Dans son discours prononcé après sa victoire lors des primaires du *Super Tuesday*, il se fit le porte-parole de la base militante, endossant un discours aux accents plus ouvertement mouvementistes qui s'inspirait assez clairement de la rhétorique de Bernie Sanders :

> We need you. We want you, and there's a place for you in this campaign. People are talking about a revolution. We started a movement. […] Look, our agenda is bold. It's progressive. It's a vision, where health care is affordable and available to everybody in America, where we bring drug prices down under control with no more surprise billling, access to hospitals in rural areas as well as urban areas, access to care. […] Let's get something straight. Wall Street didn't build this country, you built this country. […] The people. They're the reason why I'm running. There's a reason why I'm a Democrat in the first place[337].

En avril 2020, Biden appela le Congrès à promouvoir une version plus ambitieuse du projet de relance de 22 000 milliards de dollars, surnommé *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (CARES)[338], et signé par le président Trump le 27 mars 2020. Soulignant l'importance de « voir les choses en grand », le candidat proposait une « vision progressiste » qui se traduirait notamment par un abaissement de l'âge d'éligibilité au programme *Medicare* à 60 ans, une prolongation des allocations de chômage, l'instauration de nouvelles aides directes en espèces, une volonté de prendre soin des laissés-pour-compte de la loi CARES à travers l'annulation de la dette étudiante à hauteur d'au moins 10 000 dollars par

---

[334] Biden, *Promises to Keep*.
[335] Max Moran, "Rahm Emanuel, the Worst Man for the Moment," *The American Prospect*, June 8, 2020, https://prospect.org/api/content/dbbf631c-a783-11ea-8902-1244d5f7c7c6/.
[336] Matt Viser, "Biden Begins to Map out 'Revolutionary' Agenda, Reimagining His Presidency amid National Upheaval," *The Washington Post*, June 4, 2020, https://www.washingtonpost.com/politics/biden-begins-to-map-out-revolutionary-agenda-reimagining-his-presidency-amid-national-upheaval/2020/06/03/e81bb154-a1cc-11ea-81bb-c2f70f01034b_story.html. Notre traduction.
[337] Joseph R. Biden, "Super Tuesday speech in Los Angeles, California" (speech, Los Angeles, California, March 3, 2020), C-SPAN, https://www.c-span.org/program/campaign-2020/joe-biden-remarks-in-los-angeles/542543.
[338] *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act*, Public Law 116–136, 134 Stat. 281 (2020). Le plan prévoyait de consacrer d'importants financements publics aux travailleurs en congé, aux familles avec enfants, aux petites entreprises, aux entrepreneurs indépendants et aux travailleurs temporaires, aux grandes sociétés, ou encore au système de soins de santé.

personne, une augmentation des prestations en matière de sécurité sociale, « et bien plus encore »[339].

Conscient du potentiel mobilisateur du message progressiste, Biden entreprit ainsi de coopter certaines des positions de l'aile gauche, se déclarant favorable au projet proposé par Elizabeth Warren visant à annuler la dette étudiante pour une partie de la population[340], ainsi qu'au projet de mise en place d'une université publique gratuite[341]. Ce populisme des élites, motivé principalement par des considérations électoralistes et destiné à présenter Biden sous un jour progressiste et militant, se manifesta également lors d'une interview sur *CNBC* en mai 2020, où Biden fit directement écho à la rhétorique de Sanders lorsqu'il déclara que « la couverture santé devrait être un droit et non un privilège » et affirma son soutien pour une « option publique » (*public option*)[342]. Lors d'une assemblée publique virtuelle qui eut lieu le 20 mai 2020, Biden endossa ouvertement la rhétorique d'inspiration populiste de Sanders :

> Not one more penny should go to a Fortune 500 company. Period. Period. Not one penny. They don't need it. […] No worker's life is worth me getting a cheaper hamburger. We don't treat workers well at all across the board[343].

Lorsque Sanders se retira finalement de la course, les deux hommes organisèrent conjointement une réunion virtuelle durant laquelle Sanders témoigna de tout son soutien à la campagne de Biden. Pour sa part, Biden annonça son intention de coopérer avec le sénateur lorsqu'il serait élu à la présidence : « And I will do all that I can to see that that happens. I'm going to need you. Not just to win the campaign, but to govern »[344].

Parallèlement, soucieux de ne pas aliéner l'électorat modéré, Biden veilla également à marquer sa différence avec une gauche qu'il jugeait trop clivante. Dès avril 2018, il s'était explicitement distingué de Sanders et de l'étiquette socialiste, déclarant lors d'un discours prononcé devant l'institut *Brookings* « ne pas être Bernie Sanders » et ne pas adhérer à l'analyse

---

[339] Joseph R. Biden, "Joe Biden Outlines New Steps to Ease Economic Burden on Working People," *Medium*, April 9, 2020, https://medium.com/@JoeBiden/joe-biden-outlines-new-steps-to-ease-economic-burden-on-working-people-e3e121037322. Notre traduction.

[340] Katie Glueck and Thomas Kaplan, "Biden, Looking to Attract Progressives, Endorses Warren Bankruptcy Plan," *The New York Times*, March 15, 2020, https://www.nytimes.com/2020/03/14/us/politics/biden-warren-bankruptcy.html.

[341] Thomas Kaplan and Katie Glueck, "Biden, Courting Liberals, Backs Tuition-Free College for Many Students," *The New York Times*, March 15, 2020, https://www.nytimes.com/2020/03/15/us/politics/biden-backs-free-college.html.

[342] Joseph R. Biden, interview on CNBC, May 22, 2020, transcript published by CNBC, https://www.cnbc.com/2020/05/22/cnbc-transcript-former-vice-president-joe-biden-speaks-with-cnbcs-squawk-box-today.html.

[343] Joseph R. Biden, "Remarks at a Virtual Townhall" (speech, May 20, 2020), YouTube video, https://www.youtube.com/watch?v=9WyYItglDUs.

[344] Bernard Sanders, "Bernie Sanders endorses Joe Biden," ABC News, streaming video, April 13, 2020, https://www.youtube.com/watch?v=zx9UJF3peHo.

selon laquelle 500 milliardaires seraient responsables de l'état du pays[345]. En mars 2020, il mit en garde contre l'extrémisme présumé de Sanders, contrastant l'utopisme de ce dernier avec sa propre compétence :

> I think Bernie Sanders's positions on a number of issues, even in the Democratic Party, are very controversial. […] Everybody's going to look at Bernie's record as closely as they've looked at mine over the last five months, and I think they're going to see some stark differences in where we stand. […] [P]eople aren't looking for a revolution, in my view. […] They're looking for getting things done. […] And Bernie doesn't have a very good track record of getting things done in the United States Congress, the United States Senate. And much of what he's proposing is very, very much pie in the sky[346].

En septembre 2020, lors d'un débat télévisé face à Trump, le candidat démocrate tenta de lever tout soupçon d'extrémisme en rappelant qu'il avait « battu le socialiste » et que ses actions passées étaient la preuve qu'il n'était pas un socialiste[347]. Durant sa campagne, Biden rejeta également le langage des franges les plus à gauche au sein du parti, déclarant que s'il reconnaissait l'importance d'œuvrer contre les abus au sein de la police, il s'opposait toutefois à la proposition, portée par le mouvement *Black Lives Matter*, visant à « définancer la police » (*defund the police*)[348].

Engagé sur une ligne de crête, Biden s'attacha à la fois à tenir à distance l'aile gauche et à s'aligner sur le volontarisme de la campagne de Sanders afin de projeter l'image d'un candidat au diapason de sa base électorale. Une fois l'investiture du Parti démocrate acquise, les campagnes de Biden et de Sanders annoncèrent ainsi la mise en place d'une alliance électorale avec la création d'un groupe de travail « unitaire », la *Democratic Unity Task Force*, dans le but d'élaborer un programme commun, ouvrant ainsi la porte à l'agenda politique porté par Bernie Sanders et la *Squad*, notamment en termes de politique climatique[349]. Chacun des six groupes de travail – axés sur le changement climatique, la réforme de la justice pénale, l'économie, l'éducation, les soins de santé et l'immigration – comprenait des membres choisis par Biden et Sanders. Alexandria Ocasio-Cortez fut nommée pour présider le groupe de travail sur le climat, conjointement avec l'ancien secrétaire d'État John Kerry.

---

[345] Joseph R. Biden, "Speech at the Brookings Institution, Washington D.C." (speech, Washington D.C., April 18, 2018), Brookings Institution, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/04/biden-transcript.pdf.
[346] Joseph R. Biden, interview on CNN's *State of the Union*, March 1, 2020, as reported by *The Hill*, https://thehill.com/homenews/campaign/485343-biden-dismisses-sanderss-rally-crowds-people-arent-looking-for-a-revolution/.
[347] Joseph R. Biden, interview on Fox 11 News in Wisconsin, September 22, 2020, as reported by *The Washington Times*, https://www.washingtontimes.com/news/2020/sep/22/joe-biden-declares-i-beat-socialist-bernie-sanders/.
[348] Joseph R. Biden, "We Must Urgently Root out Systemic Racism, from Policing to Housing to Opportunity," *USA TODAY*, June 10, 2020, https://www.usatoday.com/story/opinion/2020/06/10/biden-root-out-systemic-racism-not-just-divisive-trump-talk-column/5327631002/.
[349] Clara Sebastiani, « La Squad et le Parti démocrate : les limites d'un militantisme au Congrès », *IdeAs. Idées d'Amériques*, no 24 (septembre 2024), https://doi.org/10.4000/12hs6.

Le rapport, publié en juillet 2020, mettait en lumière une volonté de la part de Biden d'accommoder certaines des propositions émanant de l'aile gauche et de proposer un message ambitieux. Le document reconnaissait, en particulier, l'importance de faire face à l'urgence climatique et proposait un programme centré sur les travailleurs et travailleuses, promettant l'élaboration d'un « nouveau contrat social et économique avec le peuple américain », qui viserait à « promouvoir une prospérité partagée plutôt qu'une prospérité qui ne bénéficierait qu'aux grandes entreprises et à un petit groupe de nantis »[350]. Les auteurs prévoyaient des échéances ambitieuses pour atteindre certains objectifs environnementaux, telles que l'élimination de la pollution par le carbone provenant des centrales électriques et la réduction à zéro des émissions de gaz à effet de serre pour les nouveaux bâtiments. Les recommandations comprenaient une série de réformes de la justice pénale, notamment en ce qui concerne les pratiques d'application de la loi et de maintien de l'ordre. À travers ce rapport, le camp Biden se déclara de surcroît en faveur de la mise en place d'une « option publique » dans le domaine de l'assurance maladie, ce qui représentait une concession majeure au camp Sanders. La publication de ce document incarna un moment fort de coopération et d'unité au sein du parti : Biden salua les efforts du camp Sanders d'avoir participé à l'élaboration d'un « programme audacieux et transformateur pour notre parti et notre pays » et Sanders reconnut pour sa part que le résultat final représentait résolument un pas dans la bonne direction : « Though the end result is not what I or my supporters would have written alone, the task forces have created a good policy blueprint that will move this country in a much-needed progressive direction and substantially improve the lives of working families throughout our country »[351].

Au grand désarroi de l'establishment démocrate, l'aile progressiste avait décidément gagné en taille et en influence au sein du Parti démocrate. La *Squad* avait, en effet, doublé, comptant, au moment de la prise de fonction de Biden, quatre nouveaux élus à la Chambre des représentants : Jamaal Bowman, un directeur d'école afro-américain de New York ; Cori Bush, l'une des porte-parole de *Black Lives Matter* à Saint-Louis ; Mondaire Jones, candidat afro-américain ouvertement gay de New York ; et Marie Newman, militante blanche pour le *Green New Deal* venant de Chicago[352]. En avril 2020, une coalition composée de plusieurs organisations progressistes dirigées par de jeunes militants adressa une lettre ouverte au candidat Biden, l'exhortant à proposer un message ambitieux, capable de mobiliser la base du

[350] Unity Task Force, "Biden-Sanders Unity Task Force Recommendations," July 8, 2020, https://www.politico.com/f/?id=00000173-3016-d042-a37b-7a57d88c0000. Notre traduction.
[351] Caitlin Oprysko, "Biden, Sanders Unity Task Forces Release Policy Recommendations," *POLITICO*, July 8, 2020, https://www.politico.com/news/2020/07/08/biden-sanders-unity-task-force-recommendations-353225. Notre traduction.
[352] Roger Rashi, « La 'Squad' contre l'establishment du Parti démocrate », *Relations*, no 824 (Printemps 2021), https://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/la-squad-contre-lestablishment-du-parti-democrate/.

Parti démocrate[353]. En parallèle, plusieurs groupes et personnalités de gauche, parmi lesquelles figuraient Alexandria Ocasio-Cortez, Katie Porter, Ayanna Pressley, Raúl Grijalva et Jamaal Bowman, signèrent en octobre 2020 une lettre demandant que soient exclus d'une future administration Biden les grands chefs d'entreprises ainsi que les lobbyistes issus du monde des affaires[354]. Le même mois, plusieurs groupes progressistes firent écho à cette revendication, appelant la future administration à accroître la diversité (raciale et de genre) parmi les employés fédéraux et à ne nommer que des personnes ouvertement opposées à l'influence des entreprises au sein du gouvernement[355].

Malgré une campagne présidentielle placée sous le signe de l'unité, les tensions entre l'aile gauche et l'establishment démocrate refirent très vite surface[356]. Échaudés par l'érosion de leur majorité à la Chambre et par le fait de n'être parvenus à reprendre le contrôle du Sénat lors des élections de 2020, certains Démocrates centristes s'en prirent ouvertement à la gauche du parti. La représentante modérée d'un district de Virginie, Abigail Spanberger, qui avait remporté de justesse sa circonscription traditionnellement républicaine en 2018 et fut réélue avec seulement deux points d'avance en 2020, accusa ainsi l'aile gauche du parti d'avoir défendu des idées « socialistes » – dont le définancement de la police, revendication-phare du mouvement *Black Lives Matter* – ce qui avait permis aux Républicains de dépeindre les Démocrates comme des radicaux : « We need to not ever use the word 'socialist' or 'socialism' ever again. […] We lost good members because of that. If we are classifying Tuesday as a success […] we will get f---ing torn apart in 2022 »[357]. Des poids lourds du parti lui emboîtèrent le pas, dont Jim Clyburn, puissant politicien afro-américain de la Caroline du Sud, et Hakeem Jeffries, président du caucus démocrate à la Chambre des représentants[358].

Pour sa part, l'aile gauche accusa les centristes d'attiser le conflit au sein du Parti démocrate. Dans une interview pour le *New York Times*, Alexandria Ocasio-Cortez expliqua :

---

[353] Alliance for Youth Action et al., "Letter From Youth Leaders To Joe Biden," April 8, 2020, Google Docs, https://docs.google.com/document/d/1EHsnGn3UEGEaVK5O9i45H2WU4_94J-4BQTWM31HMkxw/edit?usp=sharing&usp=embed_facebook.

[354] Alex Thompson, "Left Wing to Biden: Keep Industry Captains off Transition Team," *POLITICO*, July 29, 2020, https://www.politico.com/news/2020/07/29/left-challenges-biden-on-transition-personnel-386910.

[355] American Economic Liberties Project et al., "Letter to Vice President Biden's Transition Team Co-Chairs," October 19, 2020, https://www.economicliberties.us/wp-content/uploads/2020/10/Letter_Biden-Admin-Must-Be-Diverse-and-Independent_10.20.pdf.

[356] Elaine Godfrey, "The Democratic Truce Is Over," *The Atlantic*, November 10, 2020, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/11/conor-lamb-aoc-democrats-fighting-socialism/617045/.

[357] Rachael Bade and Erica Werner, "Centrist House Democrats Lash out at Liberal Colleagues, Blame Far-Left Views for Costing the Party Seats," *The Washington Post*, November 6, 2020, https://www.washingtonpost.com/politics/house-democrats-pelosi-election/2020/11/05/1ddae5ca-1f6e-11eb-90dd-abd0f7086a91_story.html.

[358] Heather Caygle and Sarah Ferris, "Pelosi Floats above Democrats' Civil War," *POLITICO*, November 11, 2020, https://www.politico.com/news/2020/11/11/pelosi-floats-above-democrats-war-435799. Notre traduction.

> So I need my colleagues to understand that we are not the enemy. And that their base is not the enemy. That the Movement for Black Lives is not the enemy, that Medicare for all is not the enemy. This isn't even just about winning an argument. It's that if they keep going after the wrong thing, I mean, they're just setting up their own obsolescence[359] .

Soucieux de ne pas reproduire les mêmes erreurs qu'Obama avant lui, et face aux pressions exercées par la gauche du parti, Joe Biden endossa au moment de son arrivée au pouvoir une posture volontariste visant à préserver l'unité du parti. Pour ce faire, l'appareil de direction démocrate entreprit d'inscrire explicitement Biden dans le sillon de la tradition du *New Deal*, l'érigeant en fidèle hériter de Roosevelt lui-même – dont il accrocha le portrait au-dessus de la cheminée du Bureau ovale[360] – et en apôtre d'un nouveau paradigme politique en rupture avec l'ordre néolibéral des quatre dernières décennies. À ce titre, Biden assuma ouvertement vouloir « changer de paradigme »[361] en promouvant un programme économique dans la droite lignée de celui de Roosevelt : *Build Back Better* semblait en effet faire écho au programme des trois « R » – *Relief, Recovery and Reform* – de celui qui incarnait de toute évidence une icône fédératrice pour le Parti démocrate.

Durant sa campagne, Biden endossa ainsi une rhétorique ouvertement combative et de facture populiste[362], destinée à faire écho à la désaffection d'une partie de l'électorat et de la base militante vis-à-vis des politiques menées par le Parti démocrate depuis les années 1990. En avril 2022, à mi-chemin dans son mandat, Biden annonça la fin du règne de l'économiste néoclassique et fondateur de l'École de Chicago, Milton Friedman[363]. Sa volonté de promouvoir « une vision ancrée dans le regard des travailleurs et travailleuses plutôt que dans celui de Wall Street ou de Washington », adossée à une promesse – aux accents délibérément populistes – de construire une économie à l'intention des couches populaires et moyennes (*from the bottom up and from the middle out*)[364], s'accompagnait en retour d'une attitude notoirement pro-travailleurs. Le 1er mars 2021, Biden déclara sur le réseau social *X* son soutien aux travailleurs

---

[359] Astead W. Herndon, "Alexandria Ocasio-Cortez on Biden's Win, House Losses, and What's Next for the Left," *The New York Times*, November 8, 2020, https://www.nytimes.com/2020/11/07/us/politics/aoc-biden-progressives.html.

[360] Annie Linskey, "A Look inside Biden's Oval Office," *The Washington Post*, January 21, 2021, https://www.washingtonpost.com/politics/2021/01/20/biden-oval-office/.

[361] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden in Press Conference" (Press Conference, March 25, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/03/25/remarks-by-president-biden-in-press-conference/.

[362] Jonathan Chait, "Biden's Campaign Has a New, Populist Theme. Will It Work?," *Intelligencer*, September 18, 2020, https://nymag.com/intelligencer/2020/09/bidens-campaign-scranton-park-avenue-theme-economic-populism-trump.html.

[363] Michael Grunwald, "Biden Wants a New Stimulus 'a Hell of a Lot Bigger' than $2 Trillion," *POLITICO*, April 25, 2020, https://www.politico.com/news/2020/04/25/joe-biden-green-stimulus-207848: "Milton Friedman isn't running the show anymore."

[364] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden on the American Jobs Plan" (speech, Pittsburgh, Pennsylvania, March 31, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/03/31/remarks-by-president-biden-on-the-american-jobs-plan/. Notre traduction.

et travailleuses de l'Alabama dans leur quête pour la création d'un syndicat, affirmant que « chaque travailleur et travailleuse devrait être libre de rejoindre un syndicat »[365] et, en septembre de la même année, réaffirma sa volonté d'incarner le président le plus « pro-syndicat » de l'histoire du pays :

> In my White House, you'll always be welcome. […] You know, you've heard me say many times: I intend to be the most pro-union President leading the most pro-union administration in American history. […] In the economy my administration is building, instead of workers competing with each other for the jobs that are scarce…employers are competing to attract workers, having to raise pay[366].

Le mois suivant, l'administration Biden annonça la création de la *White House Task Force on Worker Organizing and Empowerment*, présidée par la vice-présidente Kamala Harris et chargée de promouvoir la syndicalisation des salariés. Le 27 avril, elle signa un décret présidentiel portant notamment le salaire minimum des agents fédéraux à 15 dollars de l'heure[367]. En parallèle, le président signa à son arrivée dix-sept décrets présidentiels, mémos et proclamations, visant notamment à renverser la vapeur dans la lutte contre le changement climatique[368], à promouvoir l'égalité raciale[369] ou encore à protéger les travailleurs américains[370].

La politique de la nouvelle administration représenta à bien des égards une rupture politique et rhétorique, en ce qu'elle affirma le retour assumé de l'État fédéral. Alors que les partisans du paradigme néolibéral avaient renâclé à reconnaître un rôle positif à l'État en dehors de la mise en place d'un cadre minimal, Biden admettait que cette vision n'était plus d'actualité et qu'il convenait en conséquence de proposer un message de facture différente, où l'État endosserait un rôle davantage proactif. Fraîchement arrivé à la Maison Blanche, Biden présenta le 22 janvier 2021 les grandes lignes de son projet législatif *Build Back Better*, pensé comme une mesure d'urgence visant à prévenir l'insécurité provoquée par la crise du COVID en venant en aide aux Américains dans le besoin :

---

[365] Joseph R. Biden (@POTUS), "Workers in Alabama – and all across America – are voting on whether to organize a union in their workplace. It's a vitally important choice – one that should be made without intimidation or threats by employers. Every worker should have a free and fair choice to join a union." Twitter, March 1, 2021, https://twitter.com/potus/status/1366191901196644354. Notre traduction.

[366] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden in Honor of Labor Unions" (speech, September 8, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/09/08/remarks-by-president-biden-in-honor-of-labor-unions/.

[367] Joseph R. Biden, Executive Order 14026: Increasing the Minimum Wage for Federal Contractors, April 27, 2021.

[368] Joseph R. Biden, Executive Order 13990: Protecting Public Health and the Environment and Restoring Science to Tackle the Climate Crisis, January 20, 2021.

[369] Joseph R. Biden, Executive Order 13985 – Advancing Racial Equity and Support for Underserved Communities Through the Federal Government, January 25, 2021.

[370] Joseph R. Biden, Executive Order 14005 – Ensuring the Future Is Made in All of America by All of America's Workers, January 25, 2021.

> We cannot, will not let people go hungry. We cannot let people be evicted because of nothing they did themselves. They cannot watch people lose their jobs. And we have to act. We have to act now. It's not just to meet the moral obligation to treat our fellow Americans with the dignity and respect they deserve; this is an economic imperative. A growing economic consensus that we must act decisively and boldly to grow the economy for all Americans, not just for tomorrow, but in the future[371].

Pour la journaliste Michelle Goldberg, la présidence Biden incarna en cela la « première présidence Post-Reagan »[372]. Ce désir de rompre avec plusieurs décennies de politiques néolibérales se manifesta par la mise en avant d'un programme ouvertement interventionniste et s'incarna au demeurant dans quatre grandes lois adoptées en 2021 et 2022 : l'*American Rescue Plan Act*[373] (mars 2021), l'*Infrastructure Investment and Jobs Act*[374] (novembre 2021), le *Chips and Science Act*[375] (août 2022) et enfin l'*Inflation Reduction Act*[376] (août 2022). L'*American Rescue Plan Act*, promulgué le 11 mars 2021, représentait un investissement de 1 900 milliards de dollars visant à faire face à l'épidémie de COVID. Adoptée par l'intermédiaire du processus de réconciliation budgétaire – qui permet aux lois budgétaires d'être adoptées à la majorité simple de 51 voix, facilitant ainsi leur adoption au Sénat – la loi prévoyait notamment la distribution de chèques de 1 400 dollars par personne, une augmentation du crédit d'impôt pour enfant, ou encore une hausse du crédit d'impôt sur les revenus du travail, parmi d'autres mesures destinées à venir en aide aux classes moyennes et populaires. Au reste, Bernie Sanders accueillit avec enthousiasme le plan de relance, déclarant sur la plateforme X qu'il s'agissait de « la loi la plus importante en faveur des familles de travailleurs dans l'histoire moderne de ce pays »[377]. Au-delà de l'objectif d'assistance, le président entendait également restructurer l'économie étatsunienne en investissant massivement dans les infrastructures physiques. Dans un discours prononcé à Pittsburgh, en Pennsylvanie, le 31 mars 2021, Biden présenta le *American Jobs Plan* comme relevant d'une vision explicitement populiste, et souligna son inscription dans un cadre de pensée post-néolibéral, prenant ainsi ses distances vis-à-vis de l'approche promue par les administrations Clinton et Obama :

---

[371] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden on the American Rescue Plan and Signing of Executive Orders" (speech, January 22, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/01/22/remarks-by-president-biden-on-the-american-rescue-plan-and-signing-of-executive-orders/.
[372] Michelle Goldberg, "The First Post-Reagan Presidency," *The New York Times*, January 29, 2021, https://www.nytimes.com/2021/01/28/opinion/biden-president-progressive.html.
[373] *American Rescue Plan Act*, Public Law 117–2, 135 Stat. 4 (2021).
[374] *Infrastructure Investment and Jobs Act*, Public Law 117–58, 135 Stat. 429 (2021).
[375] *Chips and Science Act*, Public Law 117–167, 136 Stat. 1366 (2022).
[376] *Inflation Reduction Act*, Public Law 117–169, 136 Stat. 1818 (2022).
[377] Bernie Sanders (@SenSanders), "As Chairman of the Senate Budget Committee, I am proud that we passed the American Rescue Plan, which, in my view, is the most significant piece of legislation to benefit working families in the modern history of this country," X, March 6, 2021, https://x.com/SenSanders/status/1368251348563660810. Notre traduction.

> […] I return as your President to lay out the vision of how I believe we do that — rebuild the backbone of America. It's a vision not seen through the eyes of Wall Street or Washington, but through the eyes of hardworking people. […] It's time to build our economy from the bottom up and from the middle out, not the top down. [...] So, today, I'm proposing a plan for the nation that rewards work, not just rewards wealth. It builds a fair economy that gives everybody a chance to succeed, and it's going to create the strongest, most resilient, innovative economy in the world. It's not a plan that tinkers around the edges. It's a once-in-a generation investment in America, unlike anything we've seen or done since we built the Interstate Highway System and the Space Race decades ago[378].

Biden mit, par ailleurs, en avant le potentiel transformateur de sa loi, déclarant lors d'un discours devant le Congrès en avril 2021 : « Throughout our history, public investment in infrastructure has literally transformed America — our attitudes as well as our opportunities »[379]. L'*American Jobs Plan* prévoyait ainsi de dépenser 2 300 milliards de dollars dans les infrastructures du pays, proposant notamment d'investir dans la construction et l'amélioration de routes, de ponts, des réseaux de distribution d'eau et des lignes haut débit, de rénover les bâtiments commerciaux et les maisons privées, de moderniser les écoles et établissements de garde d'enfants, de promouvoir la recherche et développement et d'augmenter les impôts des entreprises. Le plan entendait en particulier réactiver le concept de « politique industrielle »[380], auquel adhéraient notamment Felicia Wong, présidente du *Roosevelt Institute*, un *think tank* progressiste, et conseillère au sein de l'équipe de transition de Biden, ainsi que Brian Deese, directeur du *National Economic Council*. Ainsi, le *Chips and Science Act*, promulgué en août 2022 et nourri par la crainte d'être dépassé par la Chine, prévoyait d'investir 280 milliards de dollars, dont 52 milliards seraient destinés à stimuler la production de semi-conducteurs aux États-Unis. Biden expliqua que la loi entendait, de surcroît, inverser la dynamique de délocalisation et créer de l'emploi sur le sol étatsunien :

> But then something happened — something happened: American manufacturing, the backbone of our economy, got hollowed out because companies began to move jobs and production overseas. And as a result, today we're down to barely 10 percent of the world's chips, despite leading in chip research and design. […] Folks, we need to make these chips here in America to bring down everyday cost and create good-paying American jobs[381].

Enfin, l'*Inflation Reduction Act*, qui fut signé par le président le 16 août 2022, et également adopté par l'intermédiaire du processus de réconciliation budgétaire, comportait deux volets, l'un portant sur la lutte contre le dérèglement climatique, l'autre sur la santé. Concernant le premier volet, la loi prévoyait des investissements à hauteur de 369 milliards de

[378] Biden, "Remarks on the American Jobs Plan." (March 2021).
[379] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden in Address to a Joint Session of Congress" (speech, April 28, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/04/29/remarks-by-president-biden-in-address-to-a-joint-session-of-congress/.
[380] Se reporter au chapitre 4.
[381] Joseph Biden, "Remarks by President Biden on the CHIPS and Science Act at IBM Poughkeepsie" (speech, October 6, 2022), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/10/06/remarks-by-president-biden-on-the-chips-and-science-act-at-ibm-poughkeepsie/.

dollars afin de réduire de 50% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2005. Les financements pouvaient être accordés sous forme de subventions, de prêts, de crédits d'impôts ou d'autres avantages fiscaux pour accélérer le déploiement d'énergies propres, de véhicules propres, de bâtiments écologiques et d'industries vertes. De fait, la loi attestait de l'incorporation d'un grand nombre de dispositions du *Green New Deal*, témoignant de la capacité de la Squad, et de l'aile progressiste plus largement, à inscrire certaines de ses priorités à l'agenda politique national[382]. En outre, la loi prévoyait une prolongation des subventions prévues par l'*Affordable Care Act*, autorisait le programme *Medicare* à négocier le prix de certains médicaments avec les laboratoires pharmaceutiques, la mise en place d'un impôt minimum de 15% sur les sociétés, ainsi qu'une réduction du déficit estimée à 300 milliards de dollars entre 2022 et 2031.

L'administration Biden endossa également une posture notoirement combative vis-à-vis des monopoles, et notamment des GAFAM, ces géants du web qui regroupent Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. La nomination de Lina Khan à la présidence de la *Federal Trade Commission*, l'organe national compétent en matière de droit à la consommation et de pratiques anticoncurrentielles, signala une volonté de réactualiser la tradition anti-trust remontant à la fin du XIXème siècle. Pour une partie de la gauche, sa nomination annonça, en effet, le début d'une véritable révolution antitrust[383] ; les Démocrates Morgan Harper et Zephyr Teachout, toutes deux issues de l'aile progressiste du parti, saluèrent la nomination de Lina Khan comme incarnant probablement « la meilleure chose que Joe Biden ait faite »[384]. Lina Khan s'était illustrée pour ses travaux sur le droit de la concurrence aux États-Unis. Dans son article « The Amazon Paradox »[385], publié en 2017, elle dénonce l'archaïsme de la législation antitrust américaine, qui, depuis les années 1980, et sous l'influence du juriste conservateur Robert Bork, s'attache principalement à la maximisation du bien-être du consommateur. Cette approche se traduit par la valorisation de l'efficacité économique et la recherche de prix bas[386], si bien qu'une situation de monopole n'est pas perçue comme problématique tant qu'elle bénéficie au consommateur sur le plan tarifaire. Khan s'oppose à ce cadre de pensée, estimant qu'il ne permet pas la régulation des GAFAM, qui offrent des services généralement gratuits en échange de la récolte de données personnelles. Partant, elle propose de revenir à une

[382] Sebastiani, « La Squad et le Parti démocrate », 3.
[383] Brian Fung and Catherine Thorbecke, "Lina Khan's Rise Was Heralded as an Antitrust Revolution. Now She Has to Pull It off," *CNN*, October 16, 2023, https://www.cnn.com/2023/10/16/tech/lina-khan-risk-takers.
[384] Morgan Harper and Zephyr Teachout, "Appointing Lina Khan May Be the Best Thing Joe Biden Has Done," *The Nation*, June 22, 2021, https://www.thenation.com/article/economy/lina-khan-ftc-biden/.Notre traduction.
[385] Lina Khan, "Amazon's Antitrust Paradox," *The Yale Law Journal* 126, no. 3 (January 2017): 564–907, https://www.yalelawjournal.org/note/amazons-antitrust-paradox.
[386] Khan, "Amazon's Antitrust Paradox," 720.

définition du monopole comme incarnant une concentration de l'offre par une seule entreprise ce qui, selon elle, ne peut qu'être néfaste[387].

Le 9 juillet 2021, Biden promulgua un décret présidentiel destiné à promouvoir davantage de compétition dans l'économie étatsunienne[388], déclarant qu'une compétition saine constituait la clef de voute d'un système capitaliste juste :

> Fair competition is why capitalism has been the world's greatest force for prosperity and growth. […] Capitalism without competition isn't capitalism; it's exploitation. Without healthy competition, big players can change and charge whatever they want and treat you however they want[389].

Sous la direction de Linda Khan, la FTC endossa une approche combative et activiste qu'elle avait largement délaissée depuis les années 1980[390], s'opposant à des projets de fusion et contribuant à faire progresser les procès antitrust contre des monopoles tels qu'Amazon et Google[391]. Pour l'aile gauche du Parti démocrate, son action anti-monopoles incarna à bien des égards le véritable centre névralgique du changement de paradigme proclamé par Biden en matière de politique économique[392]. Du côté des grands intérêts de la tech, en revanche, Khan fit l'objet de virulentes critiques[393]. En même temps, des personnalités pourtant issues de la nébuleuse conservatrice proclamèrent, elles aussi, leur soutien au projet anti-monopole de Khan[394], à l'instar de Steve Bannon, stratège de la première campagne de Trump et partisan d'une forme de populisme économique nationaliste au sein du Parti républicain, qui déclara à propos de Khan : « I think Lina Khan is one of the more important political figures in this country, and I think if she had been listened to more by Democrats they would actually have been more competitive against us in November of 2024 »[395].

---

[387] Khan, "Amazon's Antitrust Paradox," 745.
[388] Joseph R. Biden, Executive Order 14036: Promoting Competition in the American Economy, July 9, 2021.
[389] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden at Signing of an Executive Order Promoting Competition in the American Economy" (speech, July 9, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/07/09/remarks-by-president-biden-at-signing-of-an-executive-order-promoting-competition-in-the-american-economy/.
[390] Steven Pearlstein, "The Education of Lina Khan, Whose Superpower Is Busting Monopolies," *The Washington Post*, May 14, 2024, https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/05/14/lina-khan-antitrust-ftc/.
[391] Cecilia Kang and David McCabe, "U.S. Antitrust Case Against Google Is Just the Start," *The New York Times*, May 3, 2024, https://www.nytimes.com/2024/05/03/technology/google-apple-amazon-meta-antitrust.html.
[392] Justin H. Vassallo, "Lina Khan and the Return of Anti-Monopoly," *Jacobin*, December 12, 2024, https://jacobin.com/2024/12/lina-khan-ftc-antitrust-populism/.
[393] William Gavin, "FTC Chair Lina Khan Has Big Enemies on Wall Street and in Silicon Valley. Here's Why," *Quartz*, October 17, 2024, https://qz.com/ftc-lina-khan-antitrust-regulation-criticism-harris-1851673064.
[394] Ross Douthat, "The Progressive Regulator Winning Over the Populist Right," *The New York Times*, June 19, 2025, https://www.nytimes.com/2025/06/19/opinion/lina-khan-monopolies-trump.html.
[395] Germania Rodriguez Poleo, "Steve Bannon names the only Dem. he says could help save Dems," *Mail Online*, April 3, 2025, https://www.dailymail.co.uk/media/article-14567621/Far-right-favorite-Steve-Bannon-names-Dem-says-help-save-beleaguered-liberal-party.html.

Au cours de l'été 2023, l'administration Biden endossa le terme de « Bidenomics » – qui lui avait dans un premier temps été alloué par la presse – pour qualifier son approche et véhiculer l'impression de cohérence idéologique. Lors d'un discours prononcé devant des syndicalistes à Philadelphie, le 17 juin 2023, Biden associa le terme à une politique qui prétendait ouvertement rompre avec le néolibéralisme :

> You know, there are a lot of politicians in this country who can't say the word 'union.' But you know I'm not one of them. I'm proud to say the word. I'm proud to be the most pro-union president in American history. […] It was time to end the trickle-down economics theory: You know, the wealthy done well, we all do well. […] Not a lot trickled down from my parents' kitchen table when I was growing up. […] So, we're changing. We decided to replace this theory with what the press has now called 'Bidenomics.' I don't know what the hell that is. But it's working…It's about building an economy — literally, not figuratively — from the bottom up and the middle out, not the top down. Because when the middle class does well, everybody does well[396].

Dans un discours tenu une dizaine de jours plus tard à Chicago, cette fois, Biden brossa le portrait d'une philosophie politique en « rupture fondamentale » avec les théories économiques dominantes, et réaffirma au passage sa volonté de « changer la direction du pays »[397]. Au cœur de cette réinvention se trouvait la notion de « stratégie industrielle », héritée du *Rapport sur les manufactures* d'Alexander Hamilton (1791), qui prônait la constitution d'un secteur industriel vigoureux, appuyé par l'État à travers des subventions (*bounties*)[398]. Pour Felicia Wong, le président était effectivement parvenu à « rompre avec 40 ans d'orthodoxie anti-étatiste afin de forger une nouvelle stratégie économique », initiant ainsi l'avènement d'une « ère fondamentalement nouvelle » caractérisée par la « modification de la relation entre le gouvernement et l'économie »[399]. Soulignant les efforts déployés pour promouvoir les énergies vertes et la fabrication de produits de haute technologie, ainsi que les efforts visant à implanter

---

[396] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden at a Political Rally Hosted by Union Members, Philadelphia, Pennsylvania" (Remarks, Philadelphia, Pennsylvania, June 17, 2023), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/06/17/remarks-by-president-biden-at-a-political-rally-hosted-by-union-members-philadelphia-pa/.

[397] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden on Bidenomics, Chicago, Illinois" (Remarks, Chicago, Illinois, June 28, 2023), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/06/28/remarks-by-president-biden-on-bidenomics-chicago-il/. Notre traduction.

[398] Alexander Hamilton, *Report on the Subject of Manufactures*, in *The Papers of Alexander Hamilton*, vol. 10, *December 1791–January 1792*, ed. Harold C. Syrett (Columbia University Press, 1966). "The spontaneous transition to new pursuits, in a community long habituated to different ones, may be expected to be attended with proportionably greater difficulty. When former occupations ceased to yield a profit adequate to the subsistence of their followers, or when there was an absolute deficiency of employment in them, owing to the superabundance of hands, changes would ensue; but these changes would be likely to be more tardy than might consist with the interest either of individuals or of the Society. In many cases they would not happen, while a bare support could be ensured by an adherence to ancient courses; though a resort to a more profitable employment might be practicable. To produce the desireable changes, as early as may be expedient, may therefore require the incitement and patronage of government."

[399] Felicia Wong, "President Biden Should Aim Higher in His State of the Union Address," *Washington Monthly*, February 3, 2023, http://washingtonmonthly.com/2023/02/03/president-biden-should-aim-higher-in-his-state-of-the-union-address/.Notre traduction.

de nouvelles usines dans les régions désindustrialisées, Wong estimait que cette nouvelle approche se trouvait fondamentalement sous-tendue par une volonté de « façonner les marchés »[400].

Des personnalités influentes de l'administration Biden ont ainsi cherché à exposer les grandes lignes d'un nouveau paradigme en politique économique. C'est le cas de Jake Sullivan qui, dans un discours prononcé le 27 April 2023 et axé sur le renouvèlement du leadership économique américain, annonça l'avènement d'un « nouveau consensus », qui reposerait essentiellement sur une « stratégie industrielle et d'innovation moderne » et aboutirait *in fine* à un ordre économique « plus juste et plus durable »[401]. Du reste, la nouvelle approche entendait renverser la vapeur du processus de désindustrialisation – qui, au nom d'une « schématique efficacité du marché », avait rendu vulnérable le pays en délocalisant des chaînes d'approvisionnement de produits stratégiques, ainsi que les usines et les emplois qui les fabriquent – et restaurer la compétitivité des États-Unis[402]. Sullivan présentait cette vision comme étant en rupture avec le paradigme précédent, et notamment avec sa croyance inébranlable dans les bienfaits d'une mondialisation affranchie de toute intervention de l'État. Pour sa part, la présidente de la Réserve fédérale, Janet Yellen, requalifia la stratégie de croissance économique de Biden d'« économie moderne de l'offre » (*modern supply-side economics*), établissant ainsi une distinction à la fois avec l'approche keynésienne et avec la politique de l'offre traditionnelle qui « vise également à accroître la capacité de production de l'économie, mais par le biais d'une déréglementation agressive associée à des réductions d'impôts destinées à promouvoir l'investissement en capital privé »[403]. Si une règlementation et un code fiscal favorables à la croissance constituaient des prérequis essentiels, le nouveau paradigme entendait privilégier les enjeux de « main-d'œuvre disponible, de capital humain, d'infrastructures publiques, de recherche et développement, et d'investissements dans un environnement durable »[404].

---

[400] John Cassidy, "Joe Biden's Innovative Attempt to Reshape the American Economy," *The New Yorker*, February 7, 2023, https://www.newyorker.com/news/our-columnists/joe-bidens-innovative-attempt-to-reshape-the-american-economy. Notre traduction.

[401] Jake Sullivan, "Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan on Renewing American Economic Leadership at the Brookings Institution" (speech, April 27, 2023), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/04/27/remarks-by-national-security-advisor-jake-sullivan-on-renewing-american-economic-leadership-at-the-brookings-institution/. Notre traduction.

[402] Sullivan, "Remarks on Renewing American Economic Leadership."

[403] Janet Yellen, "Remarks at the 2022 'Virtual Davos Agenda' Hosted by the World Economic Forum" (speech, January 21, 2022), U.S. Department of the Treasury, https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0565. Notre traduction.

[404] Yellen, "Remarks at the 2022 'Virtual Davos Agenda.'"

Les ambitions réformatrices du nouveau président, parce qu'elles contrastaient fortement avec sa réputation de modéré, surprirent d'ailleurs une partie de la gauche, à l'instar de l'universitaire de gauche Frances Fox Piven, qui déclara en mai 2021 :

> I mean, Biden has been remarkable. Aren't you just floored whenever you read about a new concession? Most recently, you have proposals to pour massive amounts of money into preventing climate change. This is so unpredictable. If you remember Biden as a senator, this guy was not somebody who was an innovator. He was not somebody on the left. He was not somebody I liked. He was kind of a sleazy politician. But he has become a new FDR[405].

De manière similaire, la représentante au Congrès et présidente du *Congressional Progressive Caucus* Pramila Jayapal estimait que le candidat Biden avait subi une sorte de métamorphose depuis son investiture, endossant un programme « ambitieux, transformateur et progressiste »[406]. La presse confirma d'ailleurs cette analyse : Biden incarnait en creux le retour de Roosevelt et du *New Deal*[407], et était effectivement parvenu à coopter l'aile gauche du Parti démocrate[408]. Pour un certain nombre de commentateurs, la politique de l'administration Biden incarnait une « rupture de paradigme »[409] et l'avènement d'une « nouvelle ère progressiste »[410].

Si la rhétorique volontariste de l'administration et du président permit, pendant un certain temps, de maintenir – du moins en surface – la cohésion de la coalition démocrate, les espoirs de renouveau de la gauche firent rapidement place à la désillusion. Celle-ci fut, en premier lieu, nourrie par les concessions auxquelles souscrivirent les membres de l'appareil de direction démocrate. Dans un contexte de polarisation partisane extrême, l'administration Biden dut en effet faire face à de multiples blocages institutionnels (*gridlock*). Face à l'impossibilité

---

[405] Mark Engler, "Frances Fox Piven Wants You to Raise Hell," *The Nation*, May 5, 2021, https://www.thenation.com/article/politics/frances-fox-piven-interview/.

[406] Ashley Parker and Matt Viser, "Biden's Sweeping Ambitions Delight Liberals — but Pose Political Risks for His Party," *The Washington Post*, March 13, 2021, https://www.washingtonpost.com/politics/biden-liberal-agenda/2021/03/13/0cd19510-8285-11eb-ac37-4383f7709abe_story.html.

[407] Jonathan Alter, "How F.D.R.'s Heir Is Changing the Country," *The New York Times*, April 12, 2021, https://www.nytimes.com/2021/04/12/opinion/biden-fdr-new-deal.html.

[408] Lisa Lerer and Giovanni Russonello, "Democrats Were Lukewarm on Campaign Biden. They Love President Biden," *The New York Times*, April 14, 2021, https://www.nytimes.com/2021/04/14/us/politics/biden-polls-approval-rating.html; David Rothkopf, "Progressives, Meet Your New Hero: Joe Biden," *The Daily Beast*, March 12, 2021, https://www.thedailybeast.com/progressives-meet-your-new-hero-joe-biden/.

[409] E. J. Dionne Jr., "Joe Biden Is a Paradigm Shifter," *The Washington Post*, March 28, 2021, https://www.washingtonpost.com/opinions/joe-biden-is-a-paradigm-shifter/2021/03/27/1658854c-8e76-11eb-a6bd-0eb91c03305a_story.html. Voir également: Greg Ip, "How Bidenomics Seeks to Remake the Economic Consensus," *Wall Street Journal*, April 7, 2021, https://www.wsj.com/articles/how-bidenomics-seeks-to-remake-the-economic-consensus-11617796981; Rogé Karma, "Reaganomics Is on Its Last Legs," *The Atlantic*, May 18, 2024, https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2024/05/tariffs-free-trade-dead/678417/; Ezra Klein, "Four Ways of Looking at the Radicalism of Joe Biden," *The New York Times*, April 8, 2021, https://www.nytimes.com/2021/04/08/opinion/biden-jobs-infrastructure-economy.html ; Eric Levitz, "The Biden Administration Just Declared the Death of Neoliberalism," *Intelligencer*, May 3, 2023, https://nymag.com/intelligencer/2023/05/biden-just-declared-the-death-of-neoliberalism.html.

[410] Amanda Chu et al., "The new era of big government: Biden rewrites the rules of economic policy," *Financial Times*, July 12, 2023, https://www.ft.com/content/1c6be863-e147-4799-a650-fe3569549295; Giridharadas, "Welcome to the New Progressive Era."

de faire voter des lois ambitieuses dans un Sénat où les Démocrates bénéficiaient d'une majorité trop courte pour empêcher l'obstruction parlementaire (*filibuster*), l'appareil démocrate proposa finalement de scinder son programme économique en deux parties : l'une mettant l'accent sur les infrastructures « physiques », l'autre traitant des infrastructures dites « humaines », à savoir essentiellement les programmes sociaux. Sentant qu'un vote sur le premier volet mettrait en péril l'avenir du second, l'aile gauche avait appelé à faire passer les deux volets simultanément grâce au processus de réconciliation budgétaire, ce qui n'aurait pas nécessité de compromis avec les Républicains au Sénat, et se trouva de fait en porte-à-faux avec l'establishment du parti. La représentante du Michigan, Rashida Tlaib, exprima la détermination du groupe progressiste à tenir tête à l'administration : « Let me be clear: bringing the so-called bipartisan infrastructure plan to a vote without the #BuildBackBetter Act at the same time is a betrayal. We will hold the line and vote it down »[411]. De son côté, l'aile modérée fit également pression sur l'administration Biden : le 12 août 2021, un groupe de 9 Démocrates adressèrent une lettre à la *Speaker* de la Chambre, Nancy Pelosi, l'informant qu'ils ne voteraient pas en faveur d'une résolution budgétaire destinée à ouvrir la voie à l'adoption d'un ensemble de mesure sociales de 3 500 milliards de dollars plus tard dans l'année tant qu'un projet de loi sur les infrastructures approuvé par le Sénat n'aurait pas été adopté par la Chambre et promulgué[412].

Les Républicains ne furent toutefois pas les seuls à s'opposer au programme du président et une partie de cette obstruction émanait directement du camp démocrate. Dans une large mesure, les sénateurs Joe Manchin (Virginie Occidentale) et Kyrsten Sinema (Arizona) sabordèrent effectivement le projet *Build Back Better*. Élus dans des États conservateurs, les deux Démocrates (devenus indépendants) s'opposèrent au projet en raison de son coût (3 500 milliards de dollars), qu'ils estimaient trop élevé, ainsi qu'en raison des augmentations d'impôts sur les sociétés et les ménages qu'il impliquerait. Le 2 septembre 2021, Manchin avait appelé les Démocrates à « mettre en pause » le projet de loi en raison d'un trop grand nombre d'incertitudes économiques[413]. Le 1er octobre 2021, Biden annonça aux représentants démocrates que le budget devrait être revu à la baisse, passant de 3 500 milliards de dollars à

[411] Emily Cochrane, "Liberals Dig In Against Infrastructure Bill as Party Divisions Persist," *The New York Times*, September 28, 2021, https://www.nytimes.com/2021/09/28/us/politics/pelosi-infrastructure-house-vote.html.
[412] Joshua S. Gottheimer et al., "Letter to Speaker of the House Nancy Pelosi," August 12, 2021, PDF document, https://int.nyt.com/data/documenttools/house-moderate-letter/5b8ef8791c8e4abe/full.pdf.
[413] Lindsey McPherson, "Manchin Calls for 'Pause' on $3.5 Trillion Budget Bill," *Roll Call*, September 2, 2021, https://rollcall.com/2021/09/02/manchin-calls-for-pause-on-3-5-trillion-budget-bill/.

environ 2 000 milliards de dollars[414]. Sinema indiqua pour sa part qu'elle ne soutiendrait pas les augmentations des taux d'imposition des sociétés ou des particuliers.

Le 28 octobre 2021, Biden présenta devant la Chambre un projet dont le coût avait été réduit de moitié (1 750 milliards) et où les augmentations d'impôts avaient été remplacées par des sources de revenus alternatives (taxe sur le revenu comptable des entreprises et surtaxe sur les plus riches). De son côté, l'aile gauche du parti à la Chambre tenta d'infléchir le projet en y ajoutant des dispositions plus ambitieuses[415] – notamment sur les questions de réforme de la politique migratoire, les impôts, l'extension de *Medicare*, les congés payés et les prix des médicaments. Le 19 novembre 2021, les représentants démocrates parvinrent à faire voter une version plus ambitieuse de la loi, dont le budget passa à 2 200 milliards de dollars et intégra de nouvelles dispositions telles que l'introduction de quatre semaines de congés familiaux et médicaux rémunérés. De nouveau, Manchin appela à une « pause stratégique »[416] dans les négociations, prétextant le contexte économique incertain, et annonça finalement son opposition à la proposition de loi votée par la Chambre : « I can't vote for it. I just can't. I've tried everything humanly possible. I can't get there »[417]. En janvier 2022, Kyrsten Sinema et Joe Manchin sabordèrent le projet de loi visant à rendre possible l'adoption d'une loi par le Sénat par un vote majoritaire simple, ce qui aurait permis l'adoption de deux lois sur le droit de vote : le *John R. Lewis Voting Rights Advancement Act* ainsi que le *Freedom to Vote Act*. Au terme de longues délibérations avec Chuck Schumer, chef de la majorité au Sénat, Manchin accepta finalement un accord.

Adopté grâce au processus de réconciliation budgétaire, l'*Inflation Reduction Act* représenta à bien des égards une version édulcorée du projet *Build Back Better* défendu par le président. Si la loi prévoyait des investissements significatifs dans le domaine de la transition climatique (par l'intermédiaire de crédits d'impôt), une prolongation des subventions mises en place par l'*Affordable Care Act*, la possibilité pour le programme *Medicare* de négocier le prix de certains médicaments, ou encore la mise en place d'un impôt minimum de 15% sur les sociétés, elle autorisait également de nouveaux forages pétroliers et gaziers dans le golfe du

[414] Lindsey McPherson et al., "Biden Plays for Time on Infrastructure, Larger Budget Package," *Roll Call*, October 1, 2021, https://rollcall.com/2021/10/01/biden-plays-for-time-on-infrastructure-larger-budget-package/.
[415] Burgess Everett, "Dems Race to Renovate Biden's Domestic-Policy Foundation," *POLITICO*, October 30, 2021, https://www.politico.com/news/2021/10/30/dems-race-to-renovate-bidens-domestic-policy-foundation-517782.
[416] Lindsey McPherson, "Manchin Repeats Call for 'strategic Pause' in Big Spending Package," *Roll Call*, December 7, 2021, https://rollcall.com/2021/12/07/manchin-repeats-call-for-strategic-pause-in-big-spending-package/.
[417] Daniella Diaz, "Manchin Says He Won't Vote for Build Back Better Act," *CNN*, December 19, 2021, https://www.cnn.com/2021/12/19/politics/joe-manchin-build-back-better.

Mexique et en Alaska et facilitait la création de gazoducs et d'oléoducs, notamment en Virginie-Occidentale. En poursuivant une stratégie de compromis, l'appareil de direction permit en définitive la dilution de ses ambitions réformatrices[418]. Pour Bernie Sanders, qui avait voté en faveur du texte final et en reconnaissait donc en partie les mérites, le résultat incarnait néanmoins une preuve de la complicité de certains élus démocrates avec de grands intérêts financiers, et donc une forme de compromission des valeurs prétendument défendues par le parti :

> As you may know, the Senate passed a reconciliation bill on Sunday called the 'Inflation Reduction Act.' The vote was 51-50. I voted for it. Let me be honest with you in saying that I have very ambivalent feelings about this legislation. This bill was a chance to do big things. It did very modest things. It was a chance to stand up boldly for the working families of our country who, today, are struggling hard to keep their heads above water. Sadly, it didn't do that. […] Two corporate Democrats, both of whom receive huge amounts of campaign contributions from powerful special interests, prevented that from happening. […] At a time of massive income and wealth inequality, when the people on top are doing phenomenally well while working families are struggling, we should have done much more. The struggle continues[419] .

En outre, si Biden s'était, durant sa campagne, montré favorable à la mise en place d'une « option publique » en matière de couverture santé, les lobbies des hôpitaux, en particulier, sabordèrent ce projet, de sorte qu'il resta lettre morte[420]. De manière similaire, Biden avait annoncé son soutien au *Protecting the Right to Organize Act*, ou *PRO Act* – qui visait à renforcer les protections du droit des travailleurs à organiser un syndicat et à négocier des salaires plus élevés, de meilleurs avantages sociaux et des conditions de travail plus sûres – et en avait fait l'un des chevaux de bataille de son administration[421]. Le 4 février 2021, le représentant démocrate de Virginie, Bobby Scott, soumit le projet de loi à la Chambre des Représentants, qui l'adopta le 9 mars[422]. Le projet ne fut toutefois pas adopté au Sénat, où le soutien de tous les Démocrates et de 10 Républicains aurait été nécessaire pour prévenir l'obstruction parlementaire.

Ce projet de loi s'inscrivait, au demeurant, dans un contexte de vague sans précédent de militantisme syndical, symbolisé notamment par la grève offensive et très médiatisée de 46 jours menée par le syndicat *United Auto Workers* (UAW) sous l'égide de son président Shawn

---

[418] Emily Cochrane et al., "Manchin, in Reversal, Agrees to Quick Action on Climate and Tax Plan," *The New York Times*, July 27, 2022, https://www.nytimes.com/2022/07/27/us/politics/manchin-climate-tax-bill.html.
[419] Bernard Sanders, "The good and the bad of the Inflation Reduction Act," *Vermont Business Magazine*, October 8, 2022, https://vermontbiz.com/news/2022/august/10/sanders-good-and-bad-inflation-reduction-act.
[420] Elisabeth Rosenthal, "Whatever Happened to Biden's Public Option?," *The Washington Post*, April 26, 2024, https://www.washingtonpost.com/politics/2024/04/26/whatever-happened-bidens-public-option/.
[421] Astead W. Herndon, "How Biden Is Trying to Help Working-Class Voters in Red-State Alabama," *The New York Times*, March 9, 2021, https://www.nytimes.com/2021/03/09/us/politics/amazon-union-alabama-biden.html.
[422] Nicholas Fandos, "House Passes Labor Rights Expansion, but Senate Chances Are Slim," *The New York Times*, March 10, 2021, https://www.nytimes.com/2021/03/09/us/politics/house-labor-rights-bill.html.

Fain, et qui ciblait en même temps les *Big Three* : General Motors, Ford, et Stellantis[423]. Le 26 septembre, Joe Biden fut le premier président en exercice à se rendre sur un piquet de grève dans le Michigan afin d'apporter son soutien aux grévistes. Ce geste symbolique fort et inédit[424] servit également – à l'approche de l'élection présidentielle – à établir un contraste avec son adversaire Donald Trump, résolument hostile aux syndicats, et à révéler au grand jour l'incongruité de son discours populiste[425]. Si les travailleurs n'obtinrent pas gain de cause sur toutes leurs revendications, ils forcèrent toutefois les *Big Three* à concéder des augmentations salariales minimum de 25 % ainsi que la revalorisation d'autres contributions sociales, et obtinrent également la réouverture d'une usine d'assemblage dans l'Illinois récemment fermée par Stellantis[426].

Enfin, le projet d'effacement d'une part de la dette étudiante des personnes issues de milieux modestes et de la classe moyenne fut également torpillé par l'opposition. En 2023, la Cour Suprême invalida le plan d'allégement de la dette étudiante de l'administration Biden, estimant que le ministère de l'éducation n'avait pas le pouvoir d'annuler des portions de prêts étudiants à grande échelle[427]. En août 2023, l'administration Biden lança le programme *Saving for a Valuable Education*. Communément appelé *SAVE*, le plan proposait des paiements mensuels moins élevés (à hauteur de 10% du revenu) et la possibilité de voir son prêt annulé plus rapidement[428]. De nouveau, la Cour Suprême invalida le projet[429]. En janvier 2025, la dernière tentative de Joe Biden d'annuler la dette étudiante d'emprunteurs de longue durée et de victimes d'escroquerie par des établissements d'enseignement supérieur se confronta une

[423] Clément Petitjean, « Les grèves de 2023 dans le secteur automobile : un retour de la lutte des classes ? », *IdeAs. Idées d'Amériques*, no 24 (septembre 2024), https://doi.org/10.4000/12hs5. Le syndicat exigeait une augmentation salariale de 40 %, des titularisations massives, la fin du système des *tiers* morcelant les statuts d'emploi et de rémunération, la semaine de 32 heures, et la participation aux décisions stratégiques de l'industrie telles que le développement des véhicules électriques.

[424] John Cassidy, "Joe Biden's Visit to a U.A.W. Picket Line Was a Powerful Political Gesture," *The New Yorker*, September 26, 2023, https://www.newyorker.com/news/our-columnists/joe-bidens-visit-to-a-uaw-picket-line-was-a-powerful-political-gesture.

[425] Greg Sargent, "The Autoworkers' Big Win Exposes the Absurdity of Trump's Populism," *The Washington Post*, November 1, 2023, https://www.washingtonpost.com/opinions/2023/11/01/united-auto-workers-strike-deal-big-three-trump-jd-vance/.

[426] Nelson Lichtenstein, "UAW Strikers Have Scored a Historic, Transformative Victory," *Jacobin*, November 1, 2023, https://jacobin.com/2023/11/uaw-strike-contract-fain-victory.

[427] *Joseph R. Biden, President of the United States, et al. v. Nebraska, et al.*, 600 U.S. 477 (2023).

[428] The White House, "Fact Sheet: The Biden-Harris Administration Launches the SAVE Plan, the Most Affordable Student Loan Repayment Plan Ever to Lower Monthly Payments for Millions of Borrowers," August 22, 2023, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2023/08/22/fact-sheet-the-biden-harris-administration-launches-the-save-plan-the-most-affordable-student-loan-repayment-plan-ever-to-lower-monthly-payments-for-millions-of-borrowers/.

[429] Ann E. Marimow and Danielle Douglas-Gabriel, "Supreme Court Blocks Biden's New Student Loan Repayment Plan — for Now," *The Washington Post*, August 28, 2024, https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/28/supreme-court-blocks-biden-student-loan-repayment-save-plan/.

nouvelle fois à l'opposition de la Cour[430], de sorte que les ambitions de l'administration dans ce domaine se trouvèrent largement jugulées.

Par ailleurs, l'aile progressiste du parti dut très vite se rendre à l'évidence : les ambitions politiques de l'administration Biden étaient en réalité moins réformistes que ce que ne laissait entendre sa rhétorique. Les compromis de l'administration Biden sur le projet de forages pétroliers en Alaska, son interdiction de la grève des cheminots par un vote du Congrès à l'automne 2022[431], son refus de faire usage de son autorité pour forcer les laboratoires pharmaceutiques Pfizer et Astellas à réduire le coût du médicament *Xtandi*, utilisé dans les cas de cancer de la prostate, ainsi que sa politique étrangère vis-à-vis d'Israël[432] contribuèrent à mécontenter les progressistes, dont une partie se trouva en position de dissidence au sein du caucus démocrate[433].

La « radicalisation » en surface de la figure de Biden – sa transfiguration en héraut d'une nouvelle ère progressiste – occultait en réalité un programme relativement consensuel et qui s'inscrivait, à bien des égards, dans la continuité du paradigme néolibéral. Dans cette optique, la réhabilitation du rôle positif de l'État relevait davantage d'une inflexion rhétorique que d'un changement politique profond. Malgré une volonté de mise à distance de la théorie de l'offre et de souligner sa rupture avec un système dépeint comme avantageant outrageusement les plus riches[434], l'administration Biden se montra, dès ses débuts, et comme toutes les administrations démocrates depuis Franklin D. Roosevelt, ambivalente dans sa relation vis-à-vis de la classe capitaliste. Si la rhétorique populiste du candidat et président suggérait une certaine hostilité vis-à-vis du système capitaliste, Biden récusait en pratique tout besoin de confrontation avec ce système[435].

---

[430] Jarrett Skorup, "Federal Court Strikes Down Biden's Student Loan Forgiveness Plan," *Mackinac Center*, February 18, 2025, https://www.mackinac.org/pressroom/2025/federal-appellate-court-strikes-down-bidens-student-loan-forgiveness-plan.

[431] Giulia Carbonaro, "Joe Biden Scores Huge Win by Averting Railroad Strike Before Midterms," *Newsweek*, September 15, 2022, https://www.newsweek.com/joe-biden-scores-huge-win-averting-railroad-strike-before-midterms-1743202.

[432] Luke Broadwater, "Ocasio-Cortez Apologies for Her 'Present' Vote on Iron Dome Funding," *The New York Times*, September 24, 2021, https://www.nytimes.com/2021/09/24/us/politics/aoc-israel-iron-dome.html.

[433] Alexandria Ocasio-Cortez, "The Biden Administration's Rightward Turn Is 'a Profound Miscalculation,'" *Jacobin*, November 4, 2023, https://jacobin.com/2023/04/aoc-biden-trump-clarence-thomas-impeachment-climate; Bernard Sanders, "Statement on Biden Administration Refusing to Lower Price of Vital Cancer Drug," Senator Bernie Sanders, March 21, 2023, https://www.sanders.senate.gov/press-releases/news-sanders-statement-on-biden-administration-refusing-to-lower-price-of-vital-cancer-drug/.

[434] Joseph Biden, "Remarks at a Virtual Townhall" (speech, Virtual Townhall, May 20, 2020), YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=9WyYItglDUs. "Not one more penny should go to a Fortune 500 company. Period. Period. Not one penny. They don't need it. […] You'd think [free-market economist] Milton Friedman was running everything these days, God rest his soul."

[435] Dans un discours prononcé lors d'une collecte de fonds en juin 2019, Biden avait d'ailleurs assuré à ses bailleurs de fonds de sa loyauté et de sa volonté de préserver le statu quo : « The truth of the matter is, you all, you all know, you all know in your gut what has to be done. We can disagree in the margins but the truth of the matter is it's all

D'ailleurs, si la campagne de Biden se félicita de l'augmentation du nombre de petites donations à sa campagne, celle-ci était, en réalité, largement financée par les dons de milliardaires et des multimillionnaires[436]. Un sondage réalisé par Yale auprès des directeurs et directrices des plus grandes entreprises étatsuniennes révéla que 77% d'entre eux prévoyaient de voter pour Joe Biden lors de l'élection présidentielle de 2020 ; par ailleurs, le nombre de PDG de grandes entreprises ayant contribué au financement de sa campagne fut deux fois supérieur à celui de Donald Trump et la part de leurs donations représenta 61% du montant total de l'agent récolté par la campagne de Biden[437]. Du reste, les premiers mois de Biden à la présidence révélèrent sa proximité avec les milieux d'affaires[438], ainsi que l'absence de véritable remise en question du statu quo : la Chambre de Commerce, emblème des intérêts de la classe capitaliste étatsunienne, accueillit ainsi avec enthousiasme la décision du président de réintégrer l'accord de Paris sur le climat, ainsi que sa réponse à la pandémie de COVID[439]. De manière similaire, 170 chefs d'entreprise new-yorkais apportèrent leur soutien au plan de relance du président dans une lettre publique adressée aux dirigeants du Congrès[440]. Michelle Gass, PDG de Kohl's, expliquait ainsi ses motivations : « Anything that puts money into the pockets of our consumers is a good thing »[441]. De toute évidence, le monde de l'entreprise reconnaissait en Biden – et le Parti démocrate plus largement[442] – un allié plutôt qu'un adversaire[443].

---

within our wheelhouse and nobody has to be punished. No one's standard of living will change, nothing would fundamentally change. Because when we have income inequality as large as we have in the United States today, it brews and ferments political discord and basic revolution. Not a joke… It allows demagogues to step in and say the reason we are where we are is because of the other. You're not the other. I need you very badly. I hope if I win this nomination, I won't let you down » (Joseph R. Biden, "Fundraiser speech at the Carlyle Hotel" (speech, New York, June 19, 2019), *The New York Times*, https://www.nytimes.com/2019/06/19/us/politics/biden-segregationists.html.).

[436] Shane Goldmacher, "The Big Role That Big Donors Still Play, Quietly, for Joe Biden," *The New York Times*, October 20, 2020, https://www.nytimes.com/2020/10/20/us/politics/joe-biden-donors.html.

[437] Neal Meyer, "Who Holds the Power in Joe Biden's White House?," *The Call*, June 14, 2021, https://socialistcall.com/2021/06/14/joe-biden-business-stimulus/.

[438] Meyer, "Who Holds the Power."

[439] U.S. Chamber of Commerce, "U.S. Chamber Welcomes Rejoining Paris Agreement," January 20, 2021, https://www.uschamber.com/environment/us-chamber-welcomes-rejoining-paris-agreement.

[440] Partnership for New York City, "New York Business Leaders Join National Support for Biden Stimulus Package," February 24, 2021, https://pfnyc.org/news/new-york-business-leaders-join-national-support-for-biden-stimulus-package/.

[441] Hannah Lang, "In This Crisis, White House and Banks Are on Same Team," *American Banker*, February 22, 2021, https://www.americanbanker.com/news/in-this-crisis-white-house-and-banks-are-on-same-team.

[442] Alan Fram, "Chamber of Commerce Backs Freshmen House Dems, Marking Shift," *AP News*, September 2, 2020, https://apnews.com/article/senate-elections-politics-business-16f74b9d0bb3f1a6eb84891280672e95; Alex Isenstadt, "Turmoil Consumes Chamber of Commerce as It Backs Democrats," *POLITICO*, August 27, 2020, https://www.politico.com/news/2020/08/27/chamber-of-commerce-turmoil-402837.

[443] Jeff Stein and Josh Dawsey, "Rift between GOP, Corporate America Creates Opening for Biden's Tax Plan," *The Washington Post*, April 21, 2021, https://www.washingtonpost.com/us-policy/2021/04/19/biden-business-tax-gop/.

Joe Biden reconnaissait d'ailleurs lui-même le caractère relativement consensuel de sa politique de relance auprès des économistes et de la classe politique :

> There's a growing chorus of top economic — top economists that agree that in this moment of crisis, with this — with the interest rates as low as they are — historic lows — it is smart fiscal investment, including deficit spending. And they're more urgent than ever. […] You know, in just a few days — it's just been a few days since I outlined this plan — it's received bipartisan support from a majority of American mayors and governors. Businesses and labor organizations have together welcomed it as an urgent action that's needed. Even Wall Street firms have underscored its importance. […] Even President Trump's — President Trump's now — not some liberal organization — Presidents Trump's top former economic adviser, Kevin Hassett, said, quote, he 'absolutely is in favor' of this rescue plan. This almost doesn't have a partisan piece to it[444].

En effet, Lawrence H. Summers, qui s'était montré récalcitrant à proposer un plan de relance conséquent sous Obama, s'était, dans la décennie suivante, peu à peu détourné du principe d'austérité budgétaire[445], au profit d'une promotion de l'investissement public pour stimuler la croissance économique et la compétitivité du pays[446].

Ainsi, le nouveau paradigme politico-économique promu par une partie des Démocrates, et surnommé *Bidenonomics*, « modern supply-side economics », ou encore « productivisme » par l'économiste Dani Rodrik, représentait en réalité moins une rupture qu'une tentative d'hybridation du néolibéralisme[447]. En effet, cette nouvelle synthèse n'entendait pas radicalement soustraire l'assurance maladie et la protection sociale aux règles du marché, mais plutôt encourager une collaboration – plus étroite, certes – entre l'État et le secteur privé. C'est précisément ce que révélait la note d'information publiée en mai 2021 par le *Council of Economic Advisers*, dont les auteurs expliquaient que le secteur public devait jouer

---

[444] Joseph R. Biden, "Remarks by President Biden on the American Rescue Plan and Signing of Executive Orders" (Remarks, January 22, 2021), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/01/22/remarks-by-president-biden-on-the-american-rescue-plan-and-signing-of-executive-orders/.

[445] Paul Krugman, "Secular Stagnation, Coalmines, Bubbles, and Larry Summers," *The New York Times*, November 16, 2013, https://archive.nytimes.com/krugman.blogs.nytimes.com/2013/11/16/secular-stagnation-coalmines-bubbles-and-larry-summers/.

[446] Dans un article co-écrit avec Jason Furman, économiste et président du *Council of Economic Advisers* de 2013 à 2017, Summers et Furman confirmèrent ce changement de vision au sein d'une partie de la classe économique : « Much more pressing [than the federal debt] are the problems of languishing labor-force participation rates, slow economic growth, persistent poverty, a lack of access to health insurance, and global climate change. Politicians should not let large deficits deter them from addressing these fundamental challenges » (Jason Furman and Lawrence H. Summers, "Who's Afraid of Budget Deficits?," *Foreign Affairs* 98, no. 2 (January 27, 2019), https://www.foreignaffairs.com/united-states/whos-afraid-budget-deficits). Par ailleurs, le projet *Build Back Better* faisait incidemment écho à une série d'articles écrits par des personnalités actives au sein du Forum économique mondial, haut lieu du lobbyisme et des affaires, et dont les écrits révélaient une volonté de faire advenir un paradigme post-COVID sous-tendu par l'acceptation d'un rôle proactif de l'État (María Mendiluce, "COVID-19: How to Build Back Better with Climate Action," World Economic Forum, April 3, 2020, https://www.weforum.org/stories/2020/04/how-to-build-back-better-after-covid-19/; Peter Bakker and John Elkington, "To Build Back Better, We Will Have to Reinvent Capitalism," World Economic Forum, July 13, 2020, https://www.weforum.org/stories/2020/07/to-build-back-better-we-must-reinvent-capitalism-heres-how/).

[447] Cornel Ban, *Ruling Ideas: How Global Neoliberalism Goes Local* (Oxford University Press, 2016).

un « rôle important de soutien à l'économie »[448]. Dans un discours prononcé le 21 janvier 2022 devant le Forum économique mondial, Janet Yellen expliqua que la stratégie de développement économique à laquelle souscrivait l'administration démocrate se distinguait tout à la fois du paradigme keynésien et de l'économie de l'offre en cela qu'elle donnait la priorité aux questions de main d'œuvre, de capital humain, d'infrastructure publique, de recherche et développement et d'investissements dans le domaine du développement durable[449]. Pour sa part, Brian Deese expliqua que cette « politique industrielle moderne » ne cherchait aucunement à remplacer le secteur privé mais plutôt à utiliser l'investissement public afin de stimuler l'investissement privé[450].

Dans une large mesure, cette approche s'inscrit dans le sillage du tournant néolibéral promu par Clinton, qui avait accédé à la présidence convaincu de la nécessité d'implanter une forme de « capitalisme contrôlé » (*managed capitalism*)[451] où l'État jouerait un rôle différent, mais central, dans la gestion de l'économie étatsunienne. Plutôt qu'un « retour » de l'État, la présidence Biden confirma le glissement qui s'est opéré depuis plusieurs décennies dans la manière dont est envisagée l'intervention légitime de l'État : si les fonctions de producteur, d'investisseur, et de redistributeur de l'État ont certes régressé, son rôle de « facilitateur des affaires » et de « grand assureur final des risques économiques » est au contraire allé crescendo[452].

---

[448] The White House, Council of Economic Advisers, "Building Back Better: The American Jobs Plan and the American Families Plan," May 11, 2021, https://bidenwhitehouse.archives.gov/cea/written-materials/2021/05/11/building-back-better-the-american-jobs-plan-and-the-american-families-plan/. Notre traduction.

[449] Yellen, "Remarks at the 2022 'Virtual Davos Agenda.'"

[450] Brian Deese, "Remarks on Executing a Modern American Industrial Strategy" (Remarks, October 13, 2022), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/10/13/remarks-on-executing-a-modern-american-industrial-strategy-by-nec-director-brian-deese/. "Here's what a modern American industrial strategy does. It identifies areas where relying on private industry, on its own, will not mobilize the investment necessary to achieve our core economic and national security interests. It then uses public investment to spur private investment and innovation. […] A modern American industrial strategy does not react to the potential for underinvestment by seeking to replace or push aside the private sector: it uses public investment to crowd in more private investment, and make sure that the cumulative benefits of this investment strengthen our national bottom line."

[451] Nelson Lichtenstein and Judith Stein, *A Fabulous Failure: Managing American Capitalism during the Clinton Presidency* (Princeton University Press, 2023).

[452] Olivier Passet, « Du trop d'État à l'État démissionnaire », Xerfi Canal, April 28, 2020, https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Du-trop-d-Etat-a-l-Etat-demissionnaire_3748586.html. « Face à l'instabilité du système, c'est l'État qui devient le grand gardien du maintien à flot de l'économie. […] L'État est devenu une immense tirelire assurantielle adossée à une sphère privée déresponsabilisée. C'est cela le soi-disant moins d'États. Une sphère privée sous tutelle financière qui n'en finit pas de faire des sorties de route et d'accumuler une énorme dette environnementale. Des États désarmés pour gérer le bien commun, qui récupèrent en revanche tous les risques en dernier ressort dont se sont déchargés ceux qui sont rémunérés pour les porter (les détenteurs de capitaux). Et au sommet des banques centrales dites indépendantes qui à coup de liquidité gratuite sont devenues les vassaux utiles d'un édifice « étato-financier » too big to fail… Vivons-nous, dès lors, un retour de l'État ? On peut en douter. Nous vivons au contraire l'apothéose de l'État assurantiel et démissionnaire du champ de la production de biens communs ».

Cette continuité transparait clairement dans le cas de la présidence Biden, qui a mis au cœur de son approche la compétitivité, le productivisme et des solutions axées sur le secteur privé. Cette volonté de privilégier des logiques capitalistes transparait notamment dans l'*Inflation Reduction Act*, qui consistait largement en un ensemble de crédits d'impôt bénéficiant en grande partie aux entreprises. L'activiste et écrivaine Kate Aronoff souligne précisément les limites du type d'interventionnisme promu par l'administration Biden :

> By all accounts the White House seems to imagine climate policy as the project of turning clean energy technologies into a more attractive asset class for investors. […] Only the state can keep a company from doing what is profitable. […] The IRA has made some uneasy progress toward the first half of the climate challenge (investment) while avoiding the second (confrontation)[453].

Au final, le contrat social n'avait donc pas été fondamentalement repensé et la rhétorique populiste endossée par Biden constitua dans une large mesure une stratégie destinée à se parer des oripeaux de l'innovation afin de contrôler son aile gauche et tenter de retisser un lien de confiance entre la classe politique et les électeurs[454]. À cet égard, sa présidence illustra pleinement le fonctionnement du populisme des élites, caractérisé par l'adoption d'une posture populiste visant à revitaliser le lien représentatif et à occulter l'atrophie de l'imaginaire démocrate, tout en défendant une ligne politique relativement protectrice du statu quo. Une analyse similaire est relayée par l'universitaire Daniela Gabor, qui souligne le décalage entre la rhétorique et la politique de l'administration Biden : « One of the difficulties with the Biden administration is that it is like an onion with an outside layer of progressive politics but with a hard inner core of pro-capital distributional politics »[455].

La volonté d'endosser un positionnement « post-néolibéral » s'est d'ailleurs généralisée au sein du Parti démocrate. Le sénateur démocrate du Connecticut Chris Murphy, par exemple, accuse les politiques néolibérales des dernières décennies d'avoir engendré une « crise spirituelle »[456] et estime que l'influence de ce cadre de pensée touche incontestablement à sa fin :

> The challenges America faces aren't really logistical. They are metaphysical. And the sooner we understand the unspooling of identity and meaning that is happening in America today, the sooner we can come up with practical policies to address this crisis. […] The signs are clear, and we

[453] Kate Aronoff, "The IRA Is an Invitation to Organizers," *Dissent Magazine*, Spring 2023, https://www.dissentmagazine.org/article/the-ira-is-an-invitation-to-organizers/.
[454] Meyer, "Here Comes Democrats' Phony Populist Posturing."
[455] Ted Fertik et al., "Defining Bidenomics," *Phenomenal World*, September 2, 2023, https://www.phenomenalworld.org/interviews/bidenomics/.
[456] Chris Murphy, "The Spiritual Unspooling of America: A Case for a Political Realignment," *The New Republic*, December 12, 2023, https://newrepublic.com/article/177435/chris-murphy-case-political-realignment-economics.

shouldn't be afraid to see them. The postwar neoliberal economic project is nearing its end, and the survival of American democracy relies on how we respond[457].

Pour dépasser le paradigme néolibéral, Murphy envisage la possibilité de faire émerger une approche bipartisane fondée sur un discours de populisme économique, assortie d'une certaine modération sur les sujets culturels et identitaires, et appelle à retisser des liens communautaires entre les citoyens[458]. Son raisonnement, qui se fonde sur le postulat selon lequel il existerait un bloc d'électeurs modérés ou modestement conservateurs sur les questions sociales mais favorables à une approche davantage combative sur les enjeux économiques, fait incidemment écho à la thèse développée par John Judis et Ruy Texeira dans *Where Have All the Democrats Gone?: The Soul of the Party in the Age of Extremes* (2023)[459], où les auteurs s'interrogent sur les raisons pour lesquelles la classe ouvrière s'est détournée du Parti démocrate. Deux principales raisons sont mises en avant : d'une part, l'inflexion néolibérale du parti aurait entrainé un rapprochement avec les milieux d'affaires et une érosion concomitante de l'influence du mouvement ouvrier qui auraient fortement miné la réputation du parti comme défenseur des intérêts du peuple ; ensuite, les auteurs dénoncent l'influence démesurée des groupes d'intérêt, lobbys politiques, activistes, donateurs, fondations, médias et universitaires – ce qu'ils appellent le « Shadow Party » – qui gravitent autour du parti et qui, en promouvant une forme d'extrémisme culturel, auraient contribué à éloigner le Parti démocrate du *mainstream* politique et à aliéner une partie de l'électorat. Pour les auteurs, le Parti démocrate doit donc chercher à restaurer sa réputation de « parti du peuple » et, pour ce faire, doit s'évertuer de privilégier un prisme économique tout en adoptant des positions modérées sur les enjeux culturels.

Si le contexte d'érosion des paradigmes dominants a forcé l'establishment démocrate à s'engager dans un processus de « reconversion partisane »[460]– son message demeure, en réalité, marqué par une réelle indétermination, dont témoignent les analyses de Murphy, ainsi que celles de Judis et Teixeira. Malgré un discours laissant entendre une volonté de rompre avec le néolibéralisme, il semble que l'establishment démocrate peine, en réalité, à se défaire de cet héritage idéologique et à proposer un message véritablement original. Le spectre du néolibéralisme – dans des formes certes nouvelles et réactualisées – continue dans une large mesure à hanter le Parti démocrate. La notion de populisme des élites nous permet, en outre,

[457] James Pogue, "The Senator Warning Democrats of a Crisis Unfolding Beneath Their Noses," *The New York Times*, August 19, 2024, https://www.nytimes.com/2024/08/19/opinion/chris-murphy-democrats.html.
[458] Murphy, "Spiritual Unspooling of America."
[459] John B. Judis and Ruy Teixeira, *Where Have All the Democrats Gone?: The Soul of the Party in the Age of Extremes* (Henry Holt and Co., 2023).
[460] Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne – Du régime social-démocrate keynésien* (Dalloz, 2017).

d’éclairer le dilemme auquel fait face l’establishment démocrate, tiraillé entre sa base et la nécessité de remporter les élections, et donc entre une logique populiste – traduite par le souci affiché de proximité avec l’électorat – et une posture élitiste, guidée par des considérations essentiellement pragmatiques et électoralistes.

Conclusion

Maybe it's time for us to be a little meaner.

Minnesota Gov. Tim Walz (2025)[1].

La campagne électorale de 2024 confirma, à bien des égards, l'échec des tentatives menées par une partie de l'aile gauche pour infléchir durablement l'orientation politique du Parti démocrate, tout en révélant l'identité politique flottante et en tension du parti. Après une performance largement jugée désastreuse lors du débat télévisé opposant Trump à Biden le 24 juin 2024, le président sortant fut sommé, par une partie de la coalition démocrate, de se retirer de la course. Alors qu'il avait initialement annoncé vouloir se représenter, Biden succomba finalement à la pression et soutint le 21 juillet la candidature de sa vice-présidente, Kamala Harris. Pour étouffer la panique et les doutes au sein de ses rangs, l'appareil démocrate s'évertua à projeter l'image d'une coalition fermement ralliée derrière sa candidate et à promouvoir un message d'enthousiasme et de combativité, signalé par les slogans « Freedom », « Joy », « Not going back » ou encore « When we fight, we win »[2], afin d'établir un contraste avec la campagne décliniste et le message nationaliste de Donald Trump[3].

La mise en scène très théâtrale de la confirmation de Harris à la Convention de Chicago masquait en réalité des dissensions bien réelles ayant trait au message démocrate. En sus des tensions sur la question palestinienne, que l'appareil du parti parvint effectivement à marginaliser[4], la convention fut caractérisée par la profusion de discours discordants : tandis que l'influenceur de gauche John Russell prononça un discours centré sur la promotion d'une forme de populisme économique[5], le gouverneur de l'Illinois Jay Robert Pritzker, issu de la très riche famille Pritzker, se targua pour sa part d'être, à l'inverse de Donald Trump, un « véritable

[1] Hannah Knowles and Lydia Sidhom, "Democrats Try a New Tone: Less Scripted, More Cursing, Trumpier Insults," *The Washington Post*, July 17, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/07/09/democrats-tone-cursing-casual-trump/.

[2] Ed Pilkington, "Democrats Rejoice as 'Joyful' Kamala Harris Puts Them Back in the Game," *The Guardian*, August 23, 2024, https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/aug/23/kamala-harris-democrats-election.

[3] Elisa Chelle, « Harris/Trump : deux stratégies opposées dans la campagne électorale », *The Conversation*, 8 septembre 8, http://theconversation.com/harris-trump-deux-strategies-opposees-dans-la-campagne-electorale-238004.

[4] Scott Simon, "The DNC Didn't Let a Palestinian American Speak. The Uncommitted Movement Took Note," *NPR*, August 24, 2024, https://www.npr.org/2024/08/24/nx-s1-5086924/the-dnc-didnt-let-a-palestinian-american-speak-the-uncommitted-movement-took-note.

[5] John Russell, "Speech at the 2024 Democratic National Convention," August 23, 2024, YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=2z1TPDW0_c0. "There's another sort of populism with roots in this party that we, in West Virginia, know well. They called us rednecks back in the 1920s because striking workers from all different races wore red bandanas around their necks as they fought and died for respect and a living wage. Their fight yesterday is our fight right now! Right now! It is our choice to build on this progress and to create a political home for the mass of working Americans fighting for control over their government, their workplaces and their planet. And it is our moment to live up to. Let's get after it!"

milliardaire »[6]. En outre, si l'aile gauche se rangea finalement aussi derrière la candidate démocrate, elle entreprit en parallèle de contrebalancer l'attitude fermement pro-israélienne de l'administration. Dans son discours, Sanders souligna la nécessité d'aller plus loin dans la confrontation avec la classe capitaliste tout en alertant sur l'urgence d'agir pour mettre un terme à la guerre à Gaza :

> Fellow Americans, in the last three and a half years working together we have accomplished more than any government since FDR, but much, much more remains to be done. We must summon the courage to stand up to wealth and power and deliver justice for people at home and abroad. Abroad, we must end this horrific war in Gaza, bring home the hostages and demand an immediate ceasefire. At home right here, we must take on big Pharma, big oil, big ag, big tech, and all the other corporate monopolists whose greed is denying progress for working people. On November 5th, let us elect Kamala Harris as our president and let us go forward to create the nation we know we can become[7].

Cette incertitude concernant le message et l'identité démocrates fut, de surcroît, mise en lumière par la campagne de Harris, qui récusa très largement les ambitions progressistes qu'elle avait promues lors de sa campagne à l'investiture démocrate en 2019 (notamment sur les questions d'assurance santé et du *fracking*) et délaissa la rhétorique populiste qui avait animée la campagne et la présidence de Biden. Si la thématique de la défense de la démocratie figura au cœur de son message, et si les premières semaines de sa campagne furent marquées par une volonté de se présenter comme une *outsider* politique, la promotion de politiques économiques interventionnistes ambitieuses sembla laisser place à un discours ouvertement centriste – que refléta le rapprochement avec des figures conservatrices telles que la républicaine Liz Cheney[8] – destiné à rallier l'électorat modéré et indécis. À l'instar de ses prédécesseurs, Harris mit l'accent sur sa loyauté vis-à-vis du système capitaliste, ainsi que sur ses dispositions présentées comme pragmatiques. Dans un discours prononcé le 25 septembre, elle entreprit de réconcilier un message de populisme économique avec un appel à la modération et au pragmatisme, entendu comme une capacité à dépasser les clivages idéologiques :

[6] *New York Post*, "JB Pritzker flexes 'actual billionaire' status against Trump," YouTube video, August 21, 2024, https://www.youtube.com/watch?v=SPBE7rmzdrE.
[7] Bernard Sanders, "Speech at Democratic National Convention, Chicago" (Speech, Chicago, Illinois, August 20, 2024), YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=4TGYFWMcTfk.
[8] Erica L. Green and Reid J. Epstein, "Liz Cheney and Harris Make a Play for G.O.P. Women in 'Blue Wall' Suburbs," *The New York Times*, October 21, 2024, https://www.nytimes.com/2024/10/21/us/politics/harris-liz-cheney-pennsylvania-michigan-wisconsin.html.

> As president, I will be grounded in my fundamental values of fairness, dignity, and opportunity. And I promise you, I will be pragmatic in my approach. I will engage in what Franklin Roosevelt called 'bold, persistent experimentation.' Because I believe we shouldn't be constrained by ideology and, instead, should seek practical solutions to problems, realistic assessments of what is working and what is not, applying metrics to our analysis, applying facts to our analysis, and stay focused, then, not only on the crises at hand but on our big goals, on what's best for America over the long term[9].

Du reste, si Harris assurait vouloir « s'attaquer au *Big Pharma* [les grands groupes de l'industrie pharmaceutique] et plafonner le coût des médicaments sur ordonnance pour tous les Américains », elle admettait en même temps « connaître les limites de l'État » et, soucieuse de rassurer les milieux d'affaires[10], rappelait sa loyauté au système capitaliste : « Look, I am a capitalist. I believe in free and fair markets. I believe in consistent and transparent rules of the road to create a stable business environment. And I know the power of American innovation »[11]. Malgré un début de campagne caractérisé par un regain d'optimisme pour le Parti démocrate[12], le mois de septembre révéla la baisse d'enthousiasme causé par le manque de clarté de son approche[13]. La campagne de Harris offrit, en définitive, un message relativement équivoque et « attrape-tout » qui peina à rallier à sa cause les classes populaires[14]. Les résultats de l'élection présidentielle confirmèrent l'attractivité du message démocrate au sein des catégories socio-économiques relativement avantagées et le désalignement des catégories populaires[15]. Une fois encore, l'identité démocrate se trouva donc fortement brouillée et les tenants du socialisme démocratique décidément marginalisés au sein du parti.

Le débat sur les causes de la défaite de Harris alimenta encore l'indétermination du message démocrate ainsi que les divisions au sein de la coalition du parti. Pour l'aile gauche, c'est bien la « vacuité »[16] du message démocrate qui devait être tenue pour responsable. Dans cette optique, le Parti démocrate apparaissait, au bas mot, comme un « cadavre ambulant »[17],

---

[9] Kamala Harris, "Remarks by Vice President Harris at a Campaign Event, Pittsburgh, PA" (Speech, Pittsburgh, Pennsylvania, September 25, 2024), Biden White House, https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2024/09/25/remarks-by-vice-president-harris-at-a-campaign-event-pittsburgh-pa/.

[10] Hafiz Rashid, "Kamala Harris Keeps Cozying Up to Big Business," *The New Republic*, October 3, 2024, https://newrepublic.com/post/186764/charlatan-pro-trump-maga-clerk-prison-sentence-election-tampering. Notre traduction.

[11] Harris, "Remarks at a Campaign Event" (September 2024).

[12] Lauren Gambino, "'Resurrected' Democrats Look toward 2024 Convention with Renewed Hope," *The Guardian*, August 18, 2024, https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/aug/18/democratic-national-convention-chicago.

[13] Nate Cohn, "New Poll Suggests Harris's Support Has Stalled After a Euphoric August," *The New York Times*, September 8, 2024, https://www.nytimes.com/2024/09/08/upshot/trump-harris-poll-analysis.html.

[14] David Sirota, "Harris-Walz's Good Vibes Aren't Enough," *Jacobin*, October 8, 2024, https://jacobin.com/2024/08/harris-walz-populism-neoliberalism-vibes.

[15] Alex Bronzini-Vender, "Who Does the Democratic Party Actually Represent?," *The Guardian*, November 18, 2024, https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/nov/18/harris-biden-democratic-party.

[16] Ben Burgis, "The Strangely Empty Politics of Kamala Harris," *Jacobin*, October 18, 2024, https://jacobin.com/2024/10/kamala-harris-election-campaign-strategy.

[17] Thomas Frank, "The Elites Had It Coming," *The New York Times*, November 9, 2024, https://www.nytimes.com/2024/11/09/opinion/democrats-trump-elites-centrism.html.

partagé entre sa loyauté au « peuple » et sa recherche de succès dans les urnes. Pour sa part, l'aile centriste réfuta la thèse défendue par Bernie Sanders selon laquelle la défaite de Harris résulterait de l'abandon des classes populaires par le Parti démocrate[18]. Pour le président du DNC, Jaime Harrison, le Parti démocrate de Biden avait bel et bien démontré sa fidélité à la cause ouvrière[19]. C'est également ce qu'affirma Nancy Pelosi : « I have a great deal of respect for him [Bernie Sanders], for what he stands for, but I don't respect him saying that the Democratic Party has abandoned the working-class families. That's where we are »[20].

Les semaines et les mois suivant l'élection furent l'occasion pour le parti de confronter ses vieux démons ; en effet, les débats autour de la défaite de Harris mirent clairement en lumière la profonde discorde qui traversait le Parti démocrate ainsi que l'état de désorientation profonde dans lequel il se trouvait. Au sein de la nébuleuse centriste, certains attribuèrent la responsabilité de la défaite à l'ancien président Joe Biden, dont l'impopularité et le refus de se retirer de la course assez tôt auraient sapé les chances de Harris. Julián Castro, ancien secrétaire au logement qui s'était également présenté à l'élection présidentielle de 2020, expliquait : « The dynamics of this race were baked in before Kamala Harris became a candidate. She was dealt a bad hand. She was trying to get elected in the shadow of a president who was unpopular and who the public had overwhelmingly been saying should not run for re-election and took too long to step aside »[21]. L'aile centriste tapa pour sa part sur son clou favori, estimant à l'instar de Rahm Emanuel[22] ou de Seth Moulton[23], représentant du Massachussetts, que la défaite de Harris tenait davantage aux excès supposés de l'aile progressiste, notamment sur les enjeux identitaires et culturels. D'autres pointèrent du doigt le rôle du contexte global – et en particulier

[18] Bernard Sanders, "It should come as no great surprise that a Democratic Party which has abandoned working class people would find that the working class has abandoned them. While the Democratic leadership defends the status quo, the American people are angry and want change. And they're right," X, November 6, 2024, https://x.com/BernieSanders/status/1854271157135941698.
[19] Jaime Harrison, "This is straight up BS… Biden was the most-pro worker President of my life time – saved Union pensions, created millions of good paying jobs and even marched in a picket line and some of MVP's plans would have fundamentally transformed the quality of life and closed the racial," X, November 6, 2024, https://x.com/harrisonjaime/status/1854537146830348292.
[20] Nicholas McEntyre, "Nancy Pelosi Tears into Bernie Sanders' Comments Democrats 'abandoned' Working Class Leading to Harris Election Loss to Trump," *New York Post*, November 10, 2024, https://nypost.com/2024/11/10/us-news/nancy-pelosi-tears-into-bernie-sanders-comments-democrats-abandoned-working-class-leading-to-harris-election-loss-to-trump/. Voir également : Michael A. Cohen, "Kamala Harris' Campaign Didn't Ignore Working Class Voters," *MSNBC*, November 8, 2024, https://www.msnbc.com/opinion/msnbc-opinion/biden-harris-working-class-vote-trump-election-rcna179186.
[21] Reid J. Epstein et al., "Devastated Democrats Play the Blame Game, and Stare at a Dark Future," *The New York Times*, November 7, 2024, https://www.nytimes.com/2024/11/07/us/politics/democrats-kamala-harris.html. Voir également : Josh Barro, "This Is All Biden's Fault," *The New York Times*, November 9, 2024, https://www.nytimes.com/2024/11/09/opinion/joe-biden-kamala-harris-trump.html.
[22] Rahm Emanuel, "The road back to power for Democrats," *The Washington Post*, December 17, 2024, https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/12/17/rahm-emanuel-2024-democrats/.
[23] Epstein et al., "Devastated Democrats Play the Blame Game."

la désaffection de l'électorat vis-à-vis des candidats sortants à travers le monde[24], le rôle des Américains d'origine arabe[25], ou encore l'irrationalité de l'électorat[26].

Pour Nate Cohn, c'était la rhétorique populiste mobilisée par Donald Trump qui avait permis à ce dernier de saper le message et la réputation du Parti démocrate, raflant au passage une partie de son électorat traditionnel, notamment parmi l'électorat de couleur et celui n'ayant pas fait d'études supérieures[27]. Dans cette optique, le Parti démocrate s'était effectivement fait usurper son identité de « parti du peuple » : « Donald Trump's populist pitch bumped Democrats off their traditional place in American politics »[28]. Pour reconquérir cette frange de l'électorat et résoudre la crise identitaire du parti, une portion de l'aile centriste – pourtant farouchement hostile à l'aile progressiste – estima nécessaire de réinfuser au sein du message démocrate une rhétorique de facture populiste. Souhaitant rétablir un lien avec un électorat perdu, ces « nouveaux populistes » se firent ainsi les défenseurs d'un populisme « de façade »[29], essentiellement destiné à alimenter le récit selon lequel le Parti démocrate incarnerait toujours les intérêts des classes populaires, alors même que les dernières élections présidentielles avaient largement confirmé le désalignement de cette frange de l'électorat vis-à-vis des Démocrates[30]. Dans un article publié le 17 décembre 2024 dans le *Washington Post*, Rahm Emanuel estime que les Démocrates n'avaient pas voulu voir la colère populiste qui avait animé l'électorat en 2024 et propose donc d'endosser une rhétorique populiste qui permettrait de « rassembler modérés et progressistes dans une lutte contre les nantis et les puissants »[31]. Pour sa part, le journaliste conservateur David Brooks, qui s'était pourtant montré résolument hostile à la

[24] John Burn-Murdoch, "We're going to hear lots of stories about which people, policies and rhetoric are to blame for the Democrats' defeat. Some of those stories may even be true! But an underrated factor is that 2024 was an absolutely horrendous year for incumbents around the world," X, November 7, 2024, https://x.com/jburnmurdoch/status/1854485866548195735.
[25] Tom Perkins, "'They Blew It': Democrats Lost 22,000 Votes in Michigan's Heavily Arab American Cities," *The Guardian*, November 9, 2024, https://www.theguardian.com/us-news/2024/nov/09/democrats-lose-michigan-arab-american-voters.
[26] James Surowiecki, "Joe Biden's economic policy, from his support of unions to antitrust enforcement to the stimulus to his use of tariffs to subsidies for manufacturing, was aimed at creating working-class jobs and raising working-class wages. And because eggs cost more, workers hated him for it," X, November 7, 2024, https://x.com/JamesSurowiecki/status/1854324290247680411.
[27] Nate Cohn, "How Democrats Lost Their Base and Their Message," *The New York Times*, November 25, 2024, https://www.nytimes.com/2024/11/25/upshot/democrats-trump-working-class.html.
[28] Cohn, "How Democrats Lost Their Base."
[29] Les Leopold, "The Democrats Finally Talk Populism: Are They for Real?," *Wall Street's War on Workers Newsletter*, January 8, 2025, https://lesleopold.substack.com/p/the-democrats-finally-talk-populism.
[30] Shane Goldmacher, "How Donald Trump Has Remade America's Political Landscape," *The New York Times*, May 25, 2025, https://www.nytimes.com/interactive/2025/05/25/us/politics/trump-politics-democrats.html.
[31] Rahm Emanuel, "The Road Back to Power for Democrats," *The Washington Post*, December 17, 2024, https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/12/17/rahm-emanuel-2024-democrats/. Notre traduction.

candidature de Bernie Sanders en 2020[32], le qualifiant même de « communiste »[33], considère désormais que, la campagne de Harris ayant démontré les limites d'un positionnement centriste, les Démocrates auraient peut-être intérêt à endosser une posture davantage combative : « Maybe the Democrats have to embrace a Bernie Sanders-style disruption — something that will make people like me feel uncomfortable »[34]. De manière similaire, James Carville admet la nécessité pour les Démocrates d'assumer une forme de populisme économique : « Go big, go populist, stick to economic progress, and force them [Republicans] to oppose what they cannot be for »[35]. Conçue comme une sorte de solution magique à l'indétermination idéologique du Parti démocrate, cette rhétorique populiste est envisagée par ces auteurs comme un remède aux excès d'un libéralisme post-industriel et élitiste[36].

Les dissentions au sein de la coalition démocrate ont été de nouveau clairement mise en lumière dans les mois ayant suivi la réélection de Donald Trump à la présidence. Les hostilités sont, en effet, survenues alors que le parti débâtait de questions ayant trait à la reconstruction de sa réputation et la reconquête de sa base électorale après l'élection désastreuse de 2024. Si certains, à l'instar de James Carville, appelaient le parti à « faire le mort » afin de « laisser les Républicains s'effondrer sous leur propre poids »[37], d'autres – en particulier au sein de l'aile progressiste – ont, au contraire, insisté sur l'importance d'endosser une posture combative à l'égard du président[38]. Le 21 mars 2025, l'organisation MoveOn adressa une lettre ouverte aux élus démocrates au Congrès appelant à une approche plus militante :

[32] David Brooks, "No, Not Sanders, Not Ever," *The New York Times*, February 28, 2020, https://www.nytimes.com/2020/02/27/opinion/bernie-sanders.html.
[33] Paul LeBlanc, "Carville Hits Back at Sanders after Criticism: 'At Least I'm Not a Communist' Politics," *CNN*, February 13, 2020, https://www.cnn.com/2020/02/13/politics/bernie-sanders-james-carville-criticism.
[34] David Brooks, "Voters to Elites: Do You See Me Now?," *The New York Times*, November 7, 2024, https://www.nytimes.com/2024/11/06/opinion/trump-elites-working-class.html.
[35] James Carville, "I Was Wrong About the 2024 Election. Here's Why.," *The New York Times*, January 2, 2025, https://www.nytimes.com/2025/01/02/opinion/democrats-donald-trump-economy.html.
[36] Ben Mathis-Lilley, "Well, It's Time for Populism, They Guess," *Slate*, January 3, 2025, https://slate.com/news-and-politics/2025/01/democrats-populism-bernie-sanders-carville-brooks-rahm-emanuel.html.
[37] James Carville, "It's Time for a Daring Political Maneuver, Democrats," *The New York Times*, February 25, 2025, https://www.nytimes.com/2025/02/25/opinion/democrats-trump-congress.html. Notre traduction.
[38] Maeve Reston, "A Populist Uprising Stirs among Democrats Furious at Their Leaders," *The Washington Post*, March 27, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/03/27/democrats-populist-trump-sanders-aoc-schumer/.

> Whether they live in a deep-red, purple, or blue district, their message is clear: Now is not the time for politics as usual. Don't back down, fight back. […] From our vantage point, now is not the time to 'play dead.' There is no way to defeat President Trump and win back the confidence of the American people if we cede ground. It's imperative for us to draw an undeniably sharp contrast that we aren't only fighting *against* the worst of Trump's policies but *for* a government that works for the people, not corrupt billionaires. […] A bold and unified Democratic opposition with a plan to fix a broken economy and a corrupt system is the best path forward to bring together the coalition we need to stop President Trump[39].

Élu à la présidence du DNC le 1er février 2025, Ken Martin promit d'adopter une position plus agressive à l'égard de l'administration Trump, déclarant l'avènement d'un « nouveau Parti démocrate » ainsi que sa volonté d'agir « sans ménagement »[40]. Des tensions émergèrent toutefois très vite après sa prise de fonctions. L'élection de David Hogg – militant pour le contrôle des armes à feu et cofondateur du mouvement *March for Our Lives* après avoir survécu à la fusillade de Parkland (Floride) en 2018 –, ainsi que celle de Malcolm Kenyatta, représentant afro-américain de 34 ans, à la vice-présidence du DNC, devait symboliser le renouveau du parti. Mais à peine investis, leur légitimité fut contestée par Kalyn Free, candidate évincée, qui accusa le parti de ne pas avoir respecté le principe de parité, au détriment des femmes de couleur. Dès son arrivée, Hogg se fit au demeurant le porte-parole d'une approche davantage militante et combative, notamment défendue par la jeune génération au sein du parti[41]. En mai, il annonça ainsi investir 20 millions de dollars par le biais de son organisation *Leaders We Deserve*, cofondée avec Kevin Lata, pour mettre au défi des candidats démocrates issus de l'establishment et élus dans des circonscriptions acquises au Démocrates, cristallisant ainsi l'hostilité de la vieille garde. L'objectif, expliquait-il, était de rafraîchir les rangs du parti dont les élus semblaient de plus en plus déconnectés des revendications de la base électorale : « The reason we're doing this is to get the Democratic Party into fighting shape. Right now it has become abundantly clear that the base of our party feels like we are not doing anywhere near enough […] to stand up to Donald Trump[42] ». Cette entreprise ne manqua pas d'attiser la colère de l'establishment. En juin, un enregistrement audio dans lequel Martin accusait Hogg d'avoir sapé son leadership fuita et exacerba encore la rancœur entre les deux camps, qui

[39] MoveOn, "The Democratic Base Agrees: Don't Back Down, Fight Back," March 21, 2025, https://www.politico.com/f/?id=00000195-c5cb-d94d-ab9f-f5db2b400000.
[40] Patrick Svitek, "Democrats Elect Ken Martin, Head of Minnesota Party, as next Chair," *The Washington Post*, February 1, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/02/01/dnc-chair-election-results/. Notre traduction.
[41] Maeve Reston and Dylan Wells, "Younger Democrats Want to Force an Uncomfortable Conversation about Age," *The Washington Post*, April 6, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/04/06/young-democrats-age-leadership/.
[42] Dylan Wells, "DNC Leader Announces Plans to Primary Members of His Own Party," *The Washington Post*, April 16, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/04/15/dnc-leader-democrats-primary/.

s'accusèrent réciproquement d'avoir initié la fuite[43]. Finalement, Hogg démissionna après que le comité des accréditations du DNC annula l'élection, renvoyant, en mai 2025, la décision finale à l'ensemble du parti[44]. En parallèle, des tensions entre l'appareil de direction et les syndicats furent également mise en lumière lorsque Randi Weingarten, présidente de l'*American Federation of Teachers,* et Lee Saunders, président de l'*American Federation of State, County and Municipal Employees*, déclinèrent l'offre qui leur avait été faite de rester en tant que membres de droit[45].

Dans un contexte d'impopularité croissante du Parti démocrate auprès de sa base électorale et militante[46], et face à un parti incapable d'incarner une alternative crédible et à trancher sur son identité et sa stratégie, Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez ont, pour leur part, entreprit de ressusciter l'élan populiste que le Parti républicain avait usurpé à la gauche[47] en sillonnant l'ensemble du pays. Le « Fight Oligarchy Tour » (février – septembre 2025) devait ainsi permettre de mobiliser des citoyens souvent désabusés dans la lutte contre le trumpisme tout en tranchant avec l'apathie et l'indécision[48] de l'establishment démocrate. Cette « révolte populiste »[49] signala l'exaspération de l'aile progressiste, dont une partie appelait à prendre ses distances avec un Parti démocrate discrédité. Dans l'un de ses discours, Sanders expliquait :

> One of the aspects of this tour is to try to rally people to get engaged in the political process and run as independents outside of the Democratic Party. There's a lot of great leadership all over this country at the grass-roots level. We've got to bring that forward. And if we do that, we can defeat Trumpism and we can transform the political situation in America[50].

[43] Holly Otterbein, "'You Essentially Destroyed Any Chance I Have,' DNC Chair Told David Hogg in Private Meeting," *POLITICO*, June 8, 2025, https://www.politico.com/news/2025/06/08/martin-hogg-call-private-meeting-00393517.
[44] Dylan Wells and Patrick Svitek, "DNC Panel Finds Hogg and Another Official Weren't Properly Elected to Leadership," *The Washington Post*, May 13, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/05/12/hogg-dnc-leadership-election-vote/.
[45] Hannah Knowles, "Two Top Union Leaders Leave DNC, Dealing Blow to Chair Ken Martin," *The Washington Post*, June 16, 2025, https://www.washingtonpost.com/politics/2025/06/15/randi-weingarten-democratic-national-committee/.
[46] Ariel Edwards-Levy, "CNN Poll: Democratic Party's Favorability Drops to a Record Low Politics," *CNN*, March 16, 2025, https://www.cnn.com/2025/03/16/politics/cnn-poll-democrats.
[47] Naomi Klein, "The Right Has Put the Left's Ideas in a Bonkers Blender," *The Breach*, September 28, 2023, https://breachmedia.ca/naomi-klein-steve-bannon-maga-doppelganger-populism-2/.
[48] Shane Goldmacher, "Six Months Later, Democrats Are Still Searching for the Path Forward," *The New York Times*, May 25, 2025, https://www.nytimes.com/2025/05/25/us/politics/democratic-party-voters.html.
[49] Lauren Gambino, "Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez and the Courage to Brawl for the Working Class," *The Guardian*, March 23, 2025, https://www.theguardian.com/us-news/2025/mar/23/bernie-sanders-alexandria-ocasio-cortez-democrats.
[50] Reid J. Epstein, "Bernie Sanders Has an Idea for the Left: Don't Run as Democrats," *The New York Times*, March 20, 2025, https://www.nytimes.com/2025/03/20/us/politics/bernie-sanders-democrats-independents.html.

En dernière analyse, le Parti démocrate semble aujourd'hui fortement empreint de factionnalisme, de sorte que la cacophonie de voix discordantes qui le traversent[51] empêche la formulation d'une ligne politique et d'une identité claires. Le libéralisme démocrate s'apparente à une idéologie dynamique et à un objet éminemment fluide et labile, sous-tendu par une coalition proprement informe puisque composée de groupes sociaux aux intérêts divergents. Outre les divisions d'ordre idéologiques, le Parti démocrate se trouve traversé de conceptions divergentes de la représentation politique. La volonté d'une partie de l'aile centriste d'adosser le libéralisme à une approche pragmatique – et donc supposément post-idéologique et non-partisane – s'inscrit dans un prisme technocratique qui, en appelant l'électorat à confier l'autorité à des élus compétents, s'oppose à la conception populiste de la représentation politique, qui entend au contraire ancrer la représentation dans la volonté populaire[52]. Une fois encore, le Parti démocrate semble donc être à un moment charnière de son histoire et les prochaines années s'avéreront décisives quant au futur du parti. Le Parti démocrate va-t-il choisir de poursuivre la voie du réformisme idéologique ? Le cas échéant, parviendra-t-il à effectivement renouer avec un authentique message populiste à destination des classes populaires ? Ou bien se retirera-t-il sous sa tente pour cimenter son alliance avec l'électorat plus éduqué et aisé des banlieues, renonçant ainsi à sa réputation de « parti du peuple » ? Dans une large mesure, la réponse dépendra décidément des rapports de force entre les différentes factions qui composent le parti. Elle dépendra aussi, très certainement, d'événements exogènes, liés notamment à la présidence Trump et au contexte économique, social et politique plus largement.

[51] Jeet Heer, "Shawn Fain, Raphael Warnock, and AOC Emerge as the Future of the Democratic Party," *The Nation*, August 20, 2024, https://www.thenation.com/article/politics/fain-warnock-aoc-democratic-stars-future/.
[52] Daniele Caramani, "Will vs. Reason: The Populist and Technocratic Forms of Political Representation and Their Critique to Party Government," *American Political Science Review* 111, no. 1 (February 2017): 54–67, https://doi.org/10.1017/S0003055416000538.

Index des noms

B

Biden, Joseph R, 48, 59, 155, 221, 331, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 410, 411, 412, 413, 415, 416, 419, 420, 422
Bush, George H. W., 197, 200, 240
Bush, George W., 257, 258, 260, 264, 268, 273, 277, 279, 288, 292, 340, 342, 351, 353, 354

C

Clinton, Hillary, 148, 152, 155, 214, 215, 235, 282, 298, 315, 316, 318, 319, 323, 325, 342, 344, 345, 346, 377, 378, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 392
Clinton, William J., 6, 9, 10, 11, 17, 48, 50, 160, 167, 177, 195, 196, 199, 200, 201, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 216, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 229, 230, 232, 233, 234, 235, 237, 239, 240, 249, 252, 256, 261, 266, 267, 269, 275, 280, 352, 353, 361, 367, 369, 375, 377

D

Dean, Howard, 47, 148, 252, 262, 263, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 271, 272, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 314, 343, 344, 346, 349
Dukakis, Michael, 186, 192, 194, 229, 232, 239

F

From, Al, 145, 190, 193, 194, 256, 265

G

Gore, Al, 192, 206, 207, 213, 220, 227, 242, 256, 265

J

Johnson, Lyndon B., 103, 104, 109, 110, 111, 120, 129, 134, 137, 180, 210

K

Kennedy, John F., 129, 134, 180, 219, 230, 231
Kennedy, Robert F., 106, 109, 110, 111, 113, 129

M

McGovern, 5, 6, 36, 105, 110, 113, 114, 117, 118, 126, 128, 129, 130, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 176, 180, 197
Mondale, Walter, 147, 190

N

Nixon, Richard, 114, 132, 133, 134, 135, 136, 169, 178, 205, 216, 290

O

Obama, Barack, 6, 11, 15, 22, 23, 148, 152, 154, 282, 286, 288, 291, 292, 293, 305, 306, 340, 341, 343, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 388, 389, 414
Ocasio-Cortez, Alexandria, 314, 326, 389, 396, 398

R

Reagan, Ronald W., 144, 163, 166, 172, 176, 177, 181, 190, 201, 216, 217, 218, 240
Roosevelt, Franklin D., 7, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 48, 103, 133, 138, 315, 388, 412

S

Sanders, Bernard, 6, 24, 59, 73, 99, 149, 150, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 314, 315, 316, 317, 319, 320, 321, 323, 324, 327, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 386, 389, 390, 394, 395, 396, 397, 401, 410, 420, 422, 424, 426

T

Trump, Donald, 54, 58, 59, 73, 153, 159, 295, 296, 298, 299, 311, 325, 328, 329, 330, 340, 374, 382, 384, 385, 386, 389, 391, 394, 396, 404, 411, 413, 419, 423, 424, 425, 427

Bibliographie

Sources primaires.

Programmes et manifestes politiques.

Armey, Dick, and Matt Kibbe. *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*. E-book. William Morrow, 2010.

Coalition for a Democratic Majority. "Come Home, Democrats." *New York Times*, December 7, 1972; *The Washington Post*, December 7, 1972. Neoconservatism.vaisse.net. https://web.archive.org/web/20150412163512/http://neoconservatism.vaisse.net/doku.php?id=come_home_democrats_1972.

Clinton, Hillary Rodham, et al. "Saving the American Dream." RealClearPolitics, July 31, 2006. https://www.realclearpolitics.com/articles/2006/07/saving_the_american_dream.html.

"Hillary's Vision for America." *The Office of Hillary Rodham Clinton*. https://www.hillaryclinton.com/issues/.

Clinton, William J., and Albert Gore. *Putting People First: How We Can All Change America*. Times Books, 1992.

Combahee River Collective. "The Combahee River Collective Statement." April 1977. Internet Archive. https://web.archive.org/web/20170224021117/http://circuitous.org/scraps/combahee.html.

"Declaration of Rights and Grievances." Stamp Act Congress, October 14, 1765. Library of Congress. https://www.loc.gov/classroom-materials/united-states-history-primary-source-timeline/american-revolution-1763-1783/colonies-rebellion-1773-1774/.

Democracy Alliance. "Democracy Alliance Investment Recommendations." Spring 2014. DocumentCloud. https://www.documentcloud.org/documents/1202744-da-portfolio2012-2014-042714.

Democratic Leadership Council. "The New American Choice Resolutions." May 1, 1991. Archive.is. https://archive.is/sEoJx#selection-679.0-679.11.

---. "The New Orleans Declaration: Where We Stand." March 22–25, 1990. https://abiasedperspective.wordpress.com/2015/04/07/repost-the-manifesto-of-the-third-way-democrats-the-new-orleans-declaration/.

---. "Winning in the World Economy." *The New York Times*, October 3, 1985. https://www.nytimes.com/1985/10/03/us/democrats-call-trade-top-issue.html

Democratic Party. "Democratic Party Platform." June 21, 1892. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1892-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 7, 1896. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1896-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 5, 1900. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1900-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." June 25, 1912. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1912-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 12, 1948. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1948-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 11, 1960. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1960-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 11, 1972. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1972-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 13, 1992. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1992-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." August 26, 1996. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/1996-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." August 14, 2000. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2000-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 27, 2004. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2004-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." August 25, 2008. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2008-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." September 3, 2012. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2012-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." July 21, 2016. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2016-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." August 17, 2020. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2020-democratic-party-platform.

---. "Democratic Party Platform." August 19, 2024. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2024-democratic-party-platform.

Indivisible. "A Practical Guide for Fixing Our Democracy." Indivisible.org, 2022. https://indivisible.org/democracy-guide.

---. "A Practical Guide for Resisting the Trump Agenda." Last modified January 5, 2017. Nhipdata.org. https://www.nhipdata.org/local/upload/file/IndivisibleGuide_2017-01-05_v1.pdf.

Marshall, Will. "A Mainstream Contract." *The New York Times*, December 5, 1994. https://www.nytimes.com/1994/12/05/opinion/dialogue-clinton-congress-democrats-arise-which-way-is-up-a.html.

---, and Martin Schram. *Mandate for Change*. Progressive Policy Institute. Berkley Books, 1993.

OccupyWallStreet. "Declaration of the Occupation of New York City." OccupyForum, September 30, 2011. http://occupywallst.org/forum/first-official-release-from-occupy-wall-street/.

---. "Statement Issued by the Demands Working Group." OccupyWallSt.org, October 21, 2011. http://occupywallst.org/article/so-called-demands-working-group/.

People's Party. "Omaha Platform." July 4, 1892. ConstitutionCenter.org. https://constitutioncenter.org/the-constitution/historic-document-library/detail/populist-party-platform-july-4-1892-in-a-populist-reader-selections-from-the-works-of-american-populist-leaders-9096.

Peters, Charles. “A Neo-Liberal’s Manifesto.” *The Washington Post*, September 5, 1982. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1982/09/05/a-neo-liberals-manifesto/21cf41ca-e60e-404e-9a66-124592c9f70d/.

--- and Philip Keisling, editors. *New Road for America: The Neoliberal Movement*. Rowman & Littlefield, 1985.

Republican Party. “Republican Party Platform.” July 15, 1980. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/republican-party-platform-1980.

---. “Republican Party Platform.” July 8, 2024. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/2024-republican-party-platform.

Students for a Democratic Society. “America in the New Era.” June 1965. CRMvet.org. https://www.crmvet.org/docs/nor/sds/630600_sds_new_era.pdf.

---. “Port Huron Statement.” June 15, 1962. American Yawp. https://www.americanyawp.com/reader/27-the-sixties/the-port-huron-statement-1962/.

“Text of Party Charter Adopted at Democratic Conference Following Compromise.” *The New York Times*, December 9, 1974. https://www.nytimes.com/1974/12/09/archives/text-of-party-charter-adopted-at-democratic-conference-following.html.

“What President George McGovern would do.” George McGovern for President 1972 Campaign Brochure, 1972. 4President.org. https://4president.org/1972-presidential-campaign/.

Wilson, Woodrow. *The New Freedom: A Call For the Emancipation of the Generous Energies of a People*. E-book. Doubleday Page & Company, 1913.

Working Families Party. “People’s Charter.” October 2021. Peoplescharter.us. https://www.peoplescharter.us/read-the-charter.

Résultats d’élections.

“1932 Presidential Election Results.” *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1932.

“1964 Congressional Election Results.” *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/89th/.

“1964 Presidential Election Results.” *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1964.

“1966 Congressional Election Results.” *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/90th/.

“1968 Presidential Election Results.” *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1968.

“1972 Presidential Election Results.” *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1972.

“1980 Congressional Election Results.” *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/97th/.

“1980 Presidential Election Results.” *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1980.

“1982 Congressional Election Results.” *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/98th/.

"1984 Congressional Election Results." *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/99th/.

"1984 Presidential Election Results." *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1984.

"1986 Congressional Election Results." *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/100th/.

"1988 Congressional Election Results." *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/101st/.

"1990 Congressional Election Results." *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/102nd/.

"1992 Presidential Election Results." *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1992.

"1994 Congressional Election Results." *History, Art & Archives, U.S. House of Representatives*. https://history.house.gov/Congressional-Overview/Profiles/104th/.

"2008 Iowa Caucus Results." *The New York Times*. https://www.nytimes.com/elections/2008/primaries/results/states/IA.html.

"2008 New Hampshire Primary Results." *The New York Times*. https://www.nytimes.com/elections/2008/primaries/results/states/NH.html.

"2016 Election Results: Exit Polls." CNN, November 23, 2016. https://edition.cnn.com/election/2016/results/exit-polls.

Fabina, Jacob. "Despite Pandemic Challenges, 2020 Election Had Largest Increase in Voting Between Presidential Elections on Record." The United States Census Bureau, April 29, 2021. https://www.census.gov/library/stories/2021/04/record-high-turnout-in-2020-general-election.html.

"Georgia Election Results: Handel Defeats Ossoff in U.S. House Race." *The New York Times*, June 21, 2017. https://www.nytimes.com/elections/results/georgia-congressional-runoff-ossoff-handel.

"Iowa Caucus Results 2020." *The New York Times*, February 4, 2020. https://www.nytimes.com/interactive/2020/02/04/us/elections/results-iowa-caucus.html.

"National Exit Polls: How Different Groups Voted." *The New York Times*, November 3, 2020. https://www.nytimes.com/interactive/2020/11/03/us/elections/exit-polls-president.html.

"New Hampshire Primary Results 2020." NBC News, February 11, 2020. https://www.nbcnews.com/politics/2020-primary-elections/new-hampshire-results.

"Senate Election Results." United States Senate. https://www.senate.gov/history/partydiv.htm.

"South Carolina 2020 Primary Results." *The New York Times*, February 29, 2020. https://www.nytimes.com/interactive/2020/02/29/us/elections/results-south-carolina-primary-election.html.

"Superdelegates from West Virginia, 2016." *Ballotpedia*. https://ballotpedia.org/Superdelegates_from_West_Virginia,_2016.

Textes de loi.

Air Quality Act, 81 Stat. 485 (1967).
Airline Deregulation Act, 92 Stat. 1705 (1978).
American Recovery and Reinvestment Act, 123 Stat. 115 (2009).
American Rescue Plan Act, 135 Stat. 4 (2021).
Appalachian Regional Development Act, 79 Stat. 5 (1965).
Balanced Budget Act, 111 Stat. 251 (1997).
Banking Act, 48 Stat. 162 (1933).
Brady Handgun Violence Prevention Act, 107 Stat. 1536 (1993).
Budget Control Act, 125 Stat. 239 (2011).
CHIPS and Science Act, 136 Stat. 1366 (2022).
Civil Rights Act, 71 Stat. 634 (1957).
Civil Rights Act, 78 Stat. 241 (1964).
Civil Rights Act, 82 Stat. 73 (1968).
Clayton Antitrust Act, 38 Stat. 730 (1914).
Clean Water Restoration Act, 80 Stat. 1246 (1966).
Consumer Credit Protection Act, 82 Stat. 146 (1968).
Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act, 134 Stat. 281 (2020).
Defense of Marriage Act, 110 Stat. 2419 (1996).
Demonstration Cities and Metropolitan Development Act, 80 Stat. 1255 (1966).
Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act, 124 Stat. 1376 (2010).
Economic Opportunity Act, 78 Stat. 508 (1964).
Education Flexibility Partnership Act, 113 Stat. 41 (1999).
Elementary and Secondary Education Act, 79 Stat. 27 (1964).
Elkins Act, 32 Stat. 847 (1903).
Emergency Banking Relief Act, 48 Stat. 1 (1933).
Emergency Stabilization Act, 122 Stat. 3765 (2008).
Employment Act, 60 Stat. 23 (1946).
Equal Pay Act, 77 Stat. 56 (1963).
Executive Reorganization Act, 53 Stat. 561 (1939).
Fair Labor Standards Amendments, 74 Stat. 65 (1961).
Fair Labor Standards Amendments, 80 Stat. 830 (1966).
Fair Packaging and Labeling Act, 80 Stat. 1296 (1966).
Family and Medical Leave Act, 107 Stat. 6 (1993).
Federal Cigarette Labeling and Advertising Act, 79 Stat. 282 (1969).

Federal Election Campaign Act, 86 Stat. 3 (1972).

Federal Reserve Act, 38 Stat. 251 (1913).

Financial Services Modernization Act, 113 Stat. 1338 (1999).

Food Stamp Act, 78 Stat. 703 (1964).

Full Employment and Balanced Growth Act, 92 Stat. 1887 (1978).

Goals 2000: Educate America Act, 108 Stat. 125 (1994).

Health Insurance Portability and Accountability Act, 110 Stat. 1936 (1966).

Higher Education Act, Pub. L. 89–329 (1965).

Highway Beautification Act, 79 Stat. 1028 (1965).

Housing Act, 63 Stat. 413 (1949).

Housing Act, 75 Stat. 149 (1961).

Housing and Urban Development Act, 79 Stat. 451 (1965).

Improving America's Schools Act, 108 Stat. 3518 (1994).

Inflation Reduction Act, 136 Stat. 1818 (2022).

Infrastructure Investment and Jobs Act, 135 Stat. 429 (2022).

Keating–Owen Child Labor Act, 39 Stat. 675 (1916).

Labor Management Relations Act, 61 Stat. 136 (1947).

Land and Water Conservation Fund Act, 78 Stat. 897 (1964).

Megan’s Law, 110 Stat. 1345 (1996).

Motor Carrier Act, 94 Stat. 793 (1980).

Motor Vehicle Air Pollution Control Act, 79 Stat. 992 (1966).

National Commission on Product Safety Act, 81 Stat. 466 (1967).

National Foundation on the Arts and the Humanities Act, 79 Stat. 845 (1965).

National Industrial Recovery Act, 48 Stat. 195 (1933).

National Labor Relations Act, 49 Stat. 449 (1935).

National and Community Service Trust Act, 107 Stat. 785 (1993).

National Traffic and Motor Vehicle Safety Act, 80 Stat. 718 (1966).

National Trails System Act, 82 Stat. 919 (1968).

Omnibus Budget Reconciliation Act, 107 Stat. 312 (1993).

Omnibus Crime Control and Safe Streets Act, 82 Stat. 197 (1968).

Patient Protection and Affordable Care Act, 124 Stat. 119 (2010).

Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act, 110 Stat. 2105 (1996).

Public Broadcasting Act, 81 Stat. 365 (1967).

Pure Food and Drug Act, 34 Stat. 768 (1906).

Radiation Control for Health and Safety Act, 82 Stat. 1173 (1968).

Revenue Act, ch. 16, 38 Stat. 114 (1913).

Revenue Act, 78 Stat. 19 (1964).

Riegle-Neal Interstate Banking and Branching Efficiency Act, 108 Stat. 2338 (1994).

Safe Drinking Water Act Amendments, 110 Stat. 1613 (1996).

Sherman Antitrust Act, 26 Stat. 209 (1890).

Social Security Act, 49 Stat. 620 (1935).

Social Security Amendments, 79 Stat. 286 (1965).

Solid Waste Disposal Act, 79 Stat. 992 (1965).

Taxpayer Relief Act, 111 Stat. 787 (1997).

Telecommunications Act, 110 Stat. 56 (1996).

Ticket to Work and Work Incentives Improvement Act, 113 Stat. 1860 (1999).

Trade Expansion Act, 76 Stat. 872 (1962).

Unfunded Mandates Reform Act, 109 Stat. 48 (1995).

Urban Mass Transportation Act, 78 Stat. 302 (1964).

Victims of Trafficking and Violence Prevention Act, 114 Stat. 1464 (2000).

Violence Against Women Act, 108 Stat. 1796 (1994).

Violent Crime Control and Law Enforcement Act, 108 Stat. 1796 (1994).

Voting Rights Act, 79 Stat. 437 (1965).

Water Quality Act, 79 Stat. 903 (1965).

Wild and Scenic Rivers Act, 82 Stat 906 (1968).

Wilderness Act, 78 Stat. 890 (1964).

Arrêts de la Cour Suprême.

Citizens United v. Federal Election Commission, 558 U.S. 310 (2010).

Joseph R. Biden, President of the United States, et al. v. Nebraska, et al., 600 U.S. 477 (2023).

Décrets présidentiels.

Biden, Joseph R. Executive Order 14005 – Ensuring the Future Is Made in All of America by All of America's Workers. January 25, 2021.

---. Executive Order 13985 – Advancing Racial Equity and Support for Underserved Communities Through the Federal Government. January 25, 2021.

---. Executive Order 13985 – Advancing Racial Equity and Support for Underserved Communities Through the Federal Government. January 25, 2021.

---. Executive Order 13990: Protecting Public Health and the Environment and Restoring Science to Tackle the Climate Crisis. January 20, 2021.

---. Executive Order 14026: Increasing the Minimum Wage for Federal Contractors. April 27, 2021.

---. Executive Order 14036: Promoting Competition in the American Economy. July 9, 2021.

Clinton, William J. Executive Order 12835 – Establishment of the National Economic Council. January 25, 1993.

---. Executive Order 12839—Reduction of 100,000 Federal Positions. February 10, 1993.

---. Executive Order 12861—Elimination of One-Half of Executive Branch Internal Regulations. September 11, 1993.

---. Executive Order 12862 – Setting Customer Service Standards. September 11, 1993.

---. Executive Order 12875 – Enhancing the Intergovernmental Partnership. October 26, 1993.

---. Executive Order 12953 – Actions Required of All Executive Agencies To Facilitate Payment of Child Support. February 27, 1995.

---. Executive Order 13083 – Federalism. May 14, 1998.

---. Executive Order 13087 – Further Amendment to Executive Order 11478, Equal Employment Opportunity in the Federal Government. May 28, 1998.

---. Executive Order 13095 – Suspension of Executive Order 13083. August 7, 1998.

---. Executive Order 13132 – Federalism. August 4, 1999.

Nixon, Richard. Executive Order 11478 – Equal employment opportunity in the Federal Government. August 8, 1969.

Reagan, Ronald. Executive Order 12612 – Federalism. October 26, 1987.

Rapports et mémorandums politiques.

Clinton, William J. *President Clinton's New Beginning: The Complete Text, with Illustrations, of the Historic Clinton-Gore Economic Conference in Little Rock, Arkansas, December 14-15, 1992*. Plume, 1993.

---. "Memorandum on Abortions in Military Hospitals." January 22, 1993. GovInfo. https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1993-book1/pdf/PPP-1993-book1-doc-pg10-2.pdf.

---. "Memorandum on Fetal Tissue Transplantation Research." January 22, 1993. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/memorandum-fetal-tissue-transplantation-research.

---. "Memorandum on the Title X 'Gag Rule'." January 22, 1993. GovInfo. https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1993-book1/pdf/PPP-1993-book1-doc-pg10-2.pdf.

---. "Memorandum on the Work Requirements Initiative." July 16, 1996. GovInfo. https://www.govinfo.gov/content/pkg/WCPD-1996-07-22/pdf/WCPD-1996-07-22-Pg1266-2.pdf.

Clinton, William J., and Albert Gore Jr. "Technology for America's Economic Growth, A New Direction to Build Economic Strength." February 22, 1993. ROSA P. https://rosap.ntl.bts.gov/view/dot/3236.

---. "Putting Customers First: Standards for Serving the American People." National Performance Review, September 1994. ERIC. https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED384296.pdf.

Commission on Presidential Nomination. "Report of the Commission on Presidential Nomination." 1982. Quoted in Benjamin D. Goodman, *The Democratization of the Democratic Party: An*

Analysis of Democratic Party Reform 1972-2008 (PhD diss., The University of Maine, 2012). Digitalcommons.library.umaine.edu. https://digitalcommons.library.umaine.edu/honors/51.

Committee on Political Parties. "Toward a More Responsible Two-Party System." *The American Political Science Review* 44, no. 3 (September 1950): 1–99, https://www.jstor.org/stable/i333592.

Committee on Civil Rights. *To Secure These Rights: The Report of the President's Committee on Civil Rights*. December 1948. Truman Library. https://www.trumanlibrary.gov/library/to-secure-these-rights.

"Excerpts from Democratic Commission's Report on New Convention Rules." *The New York Times*, March 27, 1982. https://www.nytimes.com/1982/03/27/us/excerpts-from-democratic-commission-s-report-on-new-convention-rules.html.

Gore, Albert Arnold Jr. "From Red Tape to Results – Creating a Government That Works Better & Costs Less." National Performance Review, September 1, 1994. CIA.gov. https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP97M00518R000600620002-5.pdf.

OpenSecrets. "Summary Data for Bernie Sanders, 2020 Cycle." OpenSecrets.org, March 22, 2021. https://www.opensecrets.org/2020-presidential-race/bernie-sanders/candidate?id=N00000528.

Unity Reform Commission. "Report of the Unity Reform Commission." December 2017. Demrulz.org. https://www.demrulz.org/wp-content/files/Unity_Reform_Commission_Report.pdf.

Unity Task Force. "Biden-Sanders Unity Task Force Recommendations." July 8, 2020. Politico.com. https://www.politico.com/f/?id=00000173-3016-d042-a37b-7a57d88c0000.

White House. "Fact Sheet: Cutting the Deficit by Freezing Federal Employee Pay." Office of the Press Secretary, November 29, 2010. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/11/29/fact-sheet-cutting-deficit-freezing-federal-employee-pay.

---. "Building Back Better: The American Jobs Plan and the American Families Plan." Council of Economic Advisers, May 11, 2021. Biden White House Archives. https://bidenwhitehouse.archives.gov/cea/written-materials/2021/05/11/building-back-better-the-american-jobs-plan-and-the-american-families-plan/.

---. "Fact Sheet: The Biden-Harris Administration Launches the SAVE Plan, the Most Affordable Student Loan Repayment Plan Ever to Lower Monthly Payments for Millions of Borrowers." August 22, 2023. Biden White House Archives. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2023/08/22/fact-sheet-the-biden-harris-administration-launches-the-save-plan-the-most-affordable-student-loan-repayment-plan-ever-to-lower-monthly-payments-for-millions-of-borrowers/.

White House Task Force on Middle-Class Working Families. "Annual Report of the White House Task Force on Middle-Class Working Families." February 2010. Federal Register. https://www.federalregister.gov/documents/2009/02/03/E9-2436/white-house-task-force-on-middle-class-working-families.

Ouvrages autobiographiques et mémoires.

Clinton, Hillary Rodham. *What Happened*. Simon & Schuster, 2017.

Clinton, William J. *My Life*. Vintage Books, 2004.

Franklin, Benjamin. *The Autobiography of Benjamin Franklin: With Related Documents*. Macmillan Learning, 2016.

From, Al. *The New Democrats and the Return to Power*. Palgrave Macmillan, 2013.

Johnson, Lyndon B. *The Vantage Point: Perspectives of the Presidency, 1963-1969*. Holt, Rinehart and Winston, 1971.

McGovern, George. *Grassroots – The Autobiography of George McGovern*. E-book. Random House, 1977.

---. *What It Means to Be a Democrat*. Blue Rider Press, 2011.

Obama, Barack. *Dreams From My Father: A Story of Race and Inheritance*. Times Books, 1995.

---. *The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream*. Canongate Books, 2006.

---. *A Promised Land*. Viking, 2020.

Sanders, Bernard. "The Revolution Is Life Versus Death." *Vermont Freeman*, November 14–17, 1969. DocumentCloud. https://www.documentcloud.org/documents/2157415-sanders-revolution.html.

---. "It Is Imperative for Radical Voices to Be Heard." *The Militant*, January 20, 1984. https://themilitant.com/1984/4801/MIL4801.pdf.

---. "Interview for the Constitution's 200th birthday." *Time*, July 6, 1987. https://time.com/vault/issue/1987-07-06/page/65/.

---. *Our Revolution: A Future to Believe In*. Thomas Dunne Books, 2016.

---. *Bernie Sanders Guide to Political Revolution*. Henry Holt & Company, 2017.

---. *Where We Go from Here: Two Years in the Resistance*. Thomas Dunne Books, 2018.

Sanders, Bernard, and Huck Gutman. *Outsider in the House: A Political Autobiography*. Verso, 1997.

Sanders, Bernard, and John Nichols. *It's OK to Be Angry About Capitalism*. Crown, 2023.

Écrits politiques, sociétaux, économiques et philosophiques.

Adams, John. "Thoughts on Government." In *The Portable John Adams*, edited by Jack Diggins, 401–409. Penguin Classics, 2004.

Armstrong, Jerome. "A victory for people-powered politics." *Christian Science Monitor*, November 9, 2006. Christian Science Monitor. https://www.csmonitor.com/2006/1109/p09s01-coop.html.

Armstrong, Jerome, and Markos Moulitsas. *Crashing the Gate: Netroots, Grassroots, and the Rise of People-powered Politics*. Chelsea Green Publishing Co, 2006.

Badurina, Drucilla, and Shawn O'Donnell. *Rebuilding The Democratic Party From The Grassroots: The Ultimate Guidebook For Democrats*. iUniverse, 2005.

Biden, Joseph R. *Promises to Keep*. E-book. Random House Publishing Group, 2008.

---. “We Must Urgently Root out Systemic Racism, from Policing to Housing to Opportunity.” *USA TODAY*, June 10, 2020. https://www.usatoday.com/story/opinion/2020/06/10/biden-root-out-systemic-racism-not-just-divisive-trump-talk-column/5327631002/.

Daniels, Percy. “A Crisis of the Husbandman.” Western Herald Print, 1889–1891. Kansas Memory. https://www.kansasmemory.org/item/display.php?item_id=207833&f=00050471.

Dean, Howard. “Most Gaffes By Politicians Don’t Matter.” *The New York Times*, June 3, 2015. https://www.nytimes.com/roomfordebate/2015/06/03/can-gaffes-on-the-campaign-trail-be-fatal/most-gaffes-by-politicians-dont-matter.

Dean, Howard, and Judith Warner. *You Have the Power: How to Take Back Our Country and Restore Democracy in America*. Simon & Schuster, 2006.

De Crevecoeur, J. Hector St. John. “What Is an American?” Letter III of *Letters from an American Farmer*. 1782.

Dutton, Frederick G. *Changing Sources of Power: American Politics in the 1970s*. McGraw-Hill, 1972.

Fukuyama, Francis. *The End of History and the Last Man*. The Free Press, 1992.

Galbraith, John Kenneth. *The Affluent Society*. Houghton Mifflin, 1958.

George, Henry. *Progress and Poverty*. Schalkenbach, 2006.

Gilder, George. *Wealth and Poverty*. E-book. Basic Books, 1981.

Gore, Al. “Broken Promises and Political Deception.” *The New York Times*, August 4, 2002. https://www.nytimes.com/2002/08/04/opinion/broken-promises-and-political-deception.html.

Gramsci, Antonio. *Selections from the Prison Notebooks*. International Publishers, [1948] 1971.

Hamilton, Alexander. “Report on the Subject of Manufactures.” In *The Papers of Alexander Hamilton*, vol. 10, *December 1791–January 1792*, edited by Harold C. Syrett. Columbia University Press, 1966.

Hamrin, Robert D. *Managing Growth in the 1980s: Toward a New Economics*. Praeger, 1980.

Hart, Gary. “‘Free Lunch Is Over’.” *The New York Times*, April 21, 1975. https://www.nytimes.com/1975/04/21/archives/free-lunch-is-over.html.

Hobbes, Thomas. *Leviathan or The Matter, Forme and Power of a Commonwealth Ecclesiasticall and Civil* [1651]. In *Three-Text Edition of Thomas Hobbes’s Political Theory: The Elements of Law, De Cive and Leviathan*, edited by Deborah Baumgold. Cambridge University Press, 2017.

Huntington, Samuel P. “The visions of the Democratic Party.” *National Affairs* 79 (Spring 1985): 3–27. https://www.nationalaffairs.com/public_interest/detail/the-visions-of-the-democratic-party.

Jefferson, Thomas. *Notes on the State of Virginia*. E-book. Barnes & Noble, [1785] 2010.

---. “Letter to John Adams.” October 28, 1813. Founders Online. https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/03-06-02-0446.

Keynes, John Maynard. “Dear Mr President.” *The New York Times*, December 31, 1933. https://www.nytimes.com/1933/12/31/archives/from-keynes-to-roosevelt-our-recovery-plan-assayed-the-british.html.

Khan, Lina. “Amazon’s Antitrust Paradox.” *The Yale Law Journal* 126, no. 3 (January 2017): 564–907. https://www.yalelawjournal.org/note/amazons-antitrust-paradox.

Klein, Joe. *Primary Colors: A Novel of Politics*. Random House Publishing Group, [1996] 2006.

Lease, Mary Elizabeth. *The Problem of Civilization Solved*. E-book. Laird & Lee, 1895.

Locke, John. *Second Treatise of Government*. Edited by Crawford Brough Macpherson. Hackett, [1689] 1980.

Madison, James. "Federalist No. 10." *New York Packet*, November 23, 1787. Lillian Goldman Law Library, Yale Law School. https://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp.

---. "Federalist No.55." *The Avalon Project*, November 23, 1787. Lillian Goldman Law Library, Yale Law School. https://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp.

---. "Federalist No. 63." *Independent Journal*, March 1, 1788. Founders Online. https://founders.archives.gov/documents/Madison/01-10-02-0312.

Mannheim, Karl. *Ideology and Utopia: An Introduction to the Sociology of Knowledge*. Routledge, [1929] 1991.

McGovern, George. "Pluralist Structures or Interest Groups?" *Society* 14, no. 2 (January 1977): 13–15. https://doi.org/10.1007/BF02695142.

---. "The Lessons of 1968." *Harper's Magazine*, January 1970, 43–47.

Meckler, Mark, and Jenny Beth Martin. *Tea Party Patriots: The Second American Revolution*. E-book. Henry Holt and Co., 2012.

Moffit, Robert E. "A Guide to the Clinton Health Plan." Heritage Foundation, November 19, 1993. https://www.heritage.org/health-care-reform/report/guide-the-clinton-health-plan.

Morris, Dick. *The New Prince: Machiavelli Updated for the Twenty-First Century*. E-book. St. Martin's Griffin, 2000.

Morris, Richard. *Behind the Oval Office: Winning the Presidency in the Nineties*. Random House, 1997.

Nader, Ralph. *Unsafe at Any Speed: The Designed-In Dangers of the American Automobile*. Grossman Publishers, 1965.

---. "The Corporatist Democratic Leadership Council." Dissident Voice, August 7, 2003. https://dissidentvoice.org/Articles7/Nader_DLC.htm.

Newfield, Jeff, and Jack Greenfield. *A Populist Manifesto: The Making of a New Majority*. Paperback Library, 1972.

Niebuhr, Reinhold. *Irony of American History*. James Nisbet & Co, 1952.

---. "Liberalism: Illusions and Realities." *The New Republic*, July 4, 1955. https://newrepublic.com/article/72180/liberalism-illusions-and-realities.

Novak, Michael. *Rise of the Unmeltable Ethnics*. Mcmillan, 1972.

Obama, Barack. "Tone, Truth, and the Democratic Party." Daily Kos, September 30, 2005. https://www.dailykos.com/story/2005/9/30/153069/-.

---. *The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream*. Crown, 2006.

---. "Full Text of Obama's Remarks on Financial Reform." *Wall Street Journal*, January 21, 2010. https://www.wsj.com/articles/BL-DLB-19433.

---. *A Promised Land*. Crown, 2020.

Osborne, David. *Laboratories of Democracy: New Breed of Governor Creates Models for National Growth*. Harvard Business School Press, 1988.

Osborne, David, and Ted A. Gaebler. *Reinventing Government: How the Entrepreneurial Spirit Is Transforming The Public Sector*. Basic Books, 1992.

Paine, Thomas. *Rights of Man, Common Sense, and Other Political Writings*. Oxford University Press, 2006.

Pelosi, Nancy. "Americans Deserve Better than the GOP Agenda, so We're Offering a Better Deal." *The Washington Post*, July 23, 2017. https://www.washingtonpost.com/opinions/americans-deserve-better-than-the-gop-agenda-so-were-offering-a-better-deal/2017/07/23/151fd1ec-6e4c-11e7-b9e2-2056e768a7e5_story.html.

Penn, Mark. "Biden Is Doing It All Wrong." *The New York Times*, May 12, 2024. https://www.nytimes.com/2024/05/12/opinion/joe-biden-swing-voters.html.

Plouffe, David. *The Audacity to Win: The Inside Story and Lessons of Barack Obama's Historic Victory*. Viking Press, 2009.

Podhoretz, Norman. "The Know-Nothing Bohemians." *Partisan Review* 25, no. 2 (Spring 1958).

---. "My Negro Problem—And Ours." *Commentary Magazine*, February 1, 1963. https://www.commentary.org/articles/norman-podhoretz/my-negro-problem-and-ours/.

---. "Neoconservatism: A Eulogy." *Commentary Magazine*, March 1, 1996. https://www.commentary.org/articles/norman-podhoretz/neoconservatism-a-eulogy/.

Reich, Robert B. *The Next American Frontier*. Crown, 1983.

Rousseau, Jean-Jacques. *Du contrat social*. Mozambook, 2001.

Sandberg, Sheryl. *Lean In: Women, Work, and the Will to Lead*. W. H. Allen, 2015.

Sanders, Bernie. "This Country Needs a Third Political Party." *The New York Times*, January 3, 1989. https://www.nytimes.com/1989/01/03/opinion/this-country-needs-a-third-political-party.html.

---. "The Declaration of Independence: A Revolutionary Document." HuffPost, July 6, 2014. https://www.huffpost.com/entry/the-declaration-of-indepe_b_5561799.

---. "Where the Democrats Go From Here." *The New York Times*, November 12, 2016. https://www.nytimes.com/2016/11/12/opinion/bernie-sanders-where-the-democrats-go-from-here.html.

---. "The good and the bad of the Inflation Reduction Act." *Vermont Business Magazine*, October 8, 2022. https://vermontbiz.com/news/2022/august/10/sanders-good-and-bad-inflation-reduction-act.

---. "Bernie Sanders: It's Time for a 4-Day Work Week." CNN, April 3, 2024. https://www.cnn.com/2024/04/03/opinions/32-hour-work-week-sanders.

Schlesinger Jr., Arthur M. *The Age of Jackson*. Book Find Club, 1946.

---. "Not Left, Not Right, but a Vital Center." *New York Times Magazine*, April 4, 1948. https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/books/00/11/26/specials/schlesinger-centermag.html?module=inline.

---. *The Vital Center: The Politics of Freedom*. The Riverside Press, 1949.

---. “The New Mood in Politics.” In *The Politics of Hope*, by Arthur Jr. Schlesinger. Riverside Press, 1962.

Schneider, Edward V. “Intellectuals and the New Politics.” *Bulletin of the Atomic Scientists* 24, no. 8 (October 1968): 15–18. https://doi.org/10.1080/00963402.1968.11457718.

Schumer, Chuck. “A Better Deal for American Workers.” *The New York Times*, July 24, 2017. https://www.nytimes.com/2017/07/24/opinion/chuck-schumer-employment-democrats.html.

Sullivan, Jake. “The New Old Democrats.” *Democracy Journal*, June 20, 2018. https://democracyjournal.org/arguments/the-new-old-democrats/.

Summers, Lawrence H. “The Great Liberator.” *The New York Times*, November 19, 2006. https://www.nytimes.com/2006/11/19/opinion/19summers.html.

Sumner, William Graham. *What Social Classes Owe to Each Other*. E-book. Harper & Brothers, 1883.

---. “The Challenge of Facts.” In *The Challenge of Facts and other Essays*. Yale University Press, 1914.

Thurow, Lester C. *The Zero-Sum Society: Distribution and the Possibilities for Economic Change*. Basic Books, 1980.

Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique*, vol. 1. Pagnerre, 1850.

---. *De la démocratie en Amérique*, vol. 2. Flammarion, 1993.

Trippi, Joe. *The Revolution Will Not Be Televised: Democracy, the Internet, and the Overthrow of Everything*. ReganBooks, 2004.

---. “Rebooting Democracy.” Daily Kos, March 11, 2008. https://www.dailykos.com/stories/2008/3/11/474341/-.

---. “Only the Grassroots Can Save The Democratic Party.” *Wall Street Journal*, November 30, 2004. https://www.wsj.com/articles/SB110177805085786331.

Trump, Donald J. *The America We Deserve*. E-book. St. Martins Press, 2000.

Tsongas, Paul. *The Road from Here*. Knopf, 1981.

U.S. Chamber of Commerce. “U.S. Chamber Welcomes Rejoining Paris Agreement.” Press Release, January 20, 2021. https://www.uschamber.com/environment/us-chamber-welcomes-rejoining-paris-agreement.

Wattenberg, Ben, and Richard M. Scammon. *The Real Majority: An Extraordinary Examination of the American Electorate*. Coward-McCann, 1970.

Wilson, Woodrow. *Congressional Government: A Study in American Politics*. Routledge, [1885] 2002.

---. *Constitutional Government in the United States*. Routledge, [1908] 2001.

Discours, prises de parole, déclarations, lettres, communiqués de presse.

Alliance for Youth Action et al. “Letter From Youth Leaders To Joe Biden.” Letter, April 8, 2020. https://docs.google.com/document/d/1EHsnGn3UEGEaVK5O9i45H2WU4_94J-4BQTWM31HMkxw/edit?usp=sharing&usp=embed_facebook.

American Economic Liberties Project, et al. “Letter to Vice President Biden’s Transition Team Co-Chairs.” Letter, October 19, 2020. American Economic Liberties Project.

https://www.economicliberties.us/wp-content/uploads/2020/10/Letter_Biden-Admin-Must-Be-Diverse-and-Independent_10.20.pdf.

Biden, Joseph R. "Speech before the Senate Defending the Crime Bill." Speech, November 18, 1993. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=3HY45DY2B8w.

---. "Speech at the Democratic National Convention." Speech, July 28, 2016. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=wRgiCtBY6K8.

---. "Speech at the Brookings Institution." Speech, Washington, D.C., April 18, 2018. Brookings Institution. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/04/biden-transcript.pdf.

---. "Speech at the Brookings Institution." Speech, Washington, D.C., May 8, 2018. Brookings Institution. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/04/biden-transcript.pdf.

---. "Campaign Announcement Speech." Speech, April 25, 2019. *The New York Times*. https://www.nytimes.com/2019/04/25/us/politics/biden-campaign-video-announcement.html.

---. "Fundraiser speech at the Carlyle Hotel." Speech, New York, New York, June 19, 2019. Axios. https://www.axios.com/2019/06/19/joe-biden-wealthy-donors-demonize.

---. "Interview on CNN's State of the Union." Interview, March 1, 2020. *The Hill*. https://thehill.com/homenews/campaign/485343-biden-dismisses-sanderss-rally-crowds-people-arent-looking-for-a-revolution/.

---. "Super Tuesday speech in Los Angeles, California." Speech, Los Angeles, California, March 3, 2020. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=oJDxLbOG1Hg.

---. "Joe Biden Outlines New Steps to Ease Economic Burden on Working People." Speech, April 9, 2020. Medium. https://medium.com/@JoeBiden/joe-biden-outlines-new-steps-to-ease-economic-burden-on-working-people-e3e121037322.

---. "Remarks at a Virtual Townhall." Speech, May 20, 2020. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=9WyYItglDUs.

---. "Interview on CNBC." Interview, May 22, 2020. CNBC. https://www.cnbc.com/2020/05/22/cnbc-transcript-former-vice-president-joe-biden-speaks-with-cnbcs-squawk-box-today.html.

---. "Interview on Fox 11 News in Wisconsin." Interview, September 22, 2020. The Washington Times. https://www.washingtontimes.com/news/2020/sep/22/joe-biden-declares-i-beat-socialist-bernie-sanders/.

---. "Remarks during presidential debate at Case Western Reserve University and Cleveland Clinic." Speech, Cleveland, Ohio, September 29, 2020. The Commission on Presidential Debates. https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/september-29-2020-debate-transcript/.

---. "Remarks by President Biden on the American Rescue Plan and Signing of Executive Orders." Speech, January 22, 2021. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/01/22/remarks-by-president-biden-on-the-american-rescue-plan-and-signing-of-executive-orders/.

---. "Remarks by President Biden in Press Conference." Press Conference, March 25, 2021. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/03/25/remarks-by-president-biden-in-press-conference/.

---. “Remarks by President Biden on the American Jobs Plan.” Speech, Pittsburgh, Pennsylvania, March 31, 2021. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/03/31/remarks-by-president-biden-on-the-american-jobs-plan/.

---. “Remarks by President Biden in Address to a Joint Session of Congress.” Speech, April 28, 2021. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/04/29/remarks-by-president-biden-in-address-to-a-joint-session-of-congress/.

---. “Remarks by President Biden at Signing of an Executive Order Promoting Competition in the American Economy.” Speech, July 9, 2021. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/07/09/remarks-by-president-biden-at-signing-of-an-executive-order-promoting-competition-in-the-american-economy/.

---. “Remarks by President Biden in Honor of Labor Unions.” Speech, September 8, 2021. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/09/08/remarks-by-president-biden-in-honor-of-labor-unions/.

---. “Remarks by President Biden Celebrating Labor Day and the Dignity of American Workers.” Speech, Henry Maier Festival Park, Milwaukee, Wisconsin, September 5, 2022. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=F--Dhj7pV1w.

---. “Remarks by President Biden on the CHIPS and Science Act at IBM Poughkeepsie.” Speech, Poughkeepsie, New York, October 6, 2022. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/10/06/remarks-by-president-biden-on-the-chips-and-science-act-at-ibm-poughkeepsie/.

---. “Televised Speech on Democracy.” Speech, Washington, D.C., November 2, 2022.

---. “Remarks by President Biden at a Political Rally Hosted by Union Members.” Speech, Philadelphia, Pennsylvania, June 17, 2023. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/06/17/remarks-by-president-biden-at-a-political-rally-hosted-by-union-members-philadelphia-pa/.

---. “Remarks by President Biden on Bidenomics.” Speech, Chicago, Illinois, June 28, 2023. Biden White House. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/06/28/remarks-by-president-biden-on-bidenomics-chicago-il/.

Bryan, William Jennings. “Cross of Gold Speech.” Speech, Democratic National Convention, Chicago, Illinois, July 9, 1896. Teaching American History. https://teachingamericanhistory.org/document/the-cross-of-gold-speech/.

Buchanan, Patrick J. “Address to the Republican National Convention.” Speech, University of Texas at Arlington, Texas, August 17, 1992. https://websites.uta.edu/hunnicut/reading-list/pat-buchanan-1992-republican-national-convention-speech/.

Bush, George W. “Speech on ‘Compassionate Conservatism’.” Speech, Parkside Hall, San Jose, California, April 30, 2002. George W. Bush White House Archives. https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/04/20020430-5.html.

Carter, James Earl. “Address Announcing Candidacy for the Democratic Presidential Nomination at the National Press Club.” Speech, Washington, D.C., December 12, 1974. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-announcing-candidacy-for-the-democratic-presidential-nomination-the-national-press.

---. “Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention.” Speech, New York City, New York, July 15, 1976. The American Presidency Project.

https://www.presidency.ucsb.edu/documents/our-nations-past-and-future-address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic.

---. "Inaugural Address." Speech, January 20, 1977. Lillian Goldman Law Library (Yale Law School). https://avalon.law.yale.edu/20th_century/carter.asp.

---. "Annual Message to the Congress on the State of the Union." Speech, January 19, 1978. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-state-the-union-annual-message-the-congress-2..

---. "Annual Message to the Congress on the State of the Union." Speech, January 23, 1979. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-state-the-union-address-delivered-before-joint-session-the-congress-0.

Cleveland, Stephen Grover. "Second Inaugural Address." Speech, Washington, D.C., March 4, 1893. Miller Center. https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/march-4-1893-second-inaugural-address.

Clinton, Hillary. "Remarks while First Lady to the United Nations Fourth World Conference on Women, Plenary Session." Speech, Beijing, China, September 5, 1995. Studocu. https://www.studocu.com/en-us/document/palm-beach-gardens-high-school/english/hillary-clinton-womens-rightsare-human-rights-excerpts/22395159.

---. "Remarks by the First Lady at the Microcredit Summit." Speech, Sheraton Washington Hotel, Washington, D.C., February 3, 1997. Clinton White House Archives. https://clintonwhitehouse5.archives.gov/WH/EOP/First_Lady/html/generalspeeches/1997/19970919-16145.html.

---. "Remarks – Modern Progressive Vision: Shared Prosperity." Remarks, May 29, 2007. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-modern-progressive-vision-shared-prosperity.

---. "Remarks at the Democratic Debate in Las Vegas on MSNBC." Debate, Las Vegas, Nevada, January 15, 2008. *Las Vegas Sun*. https://lasvegassun.com/news/2008/jan/15/debate-transcript/.

---. "Campaign Speech after the Feb. 12 primaries." Speech, El Paso, Texas, February 12, 2008. C-SPAN. https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/clinton-campaign-event/187027.

---. "Campaign speech in Providence, Rhode Island." Speech, Providence, Rhode Island, February 24, 2008. CNN Transcripts. https://transcripts.cnn.com/show/sm/date/2008-02-24/segment/01.

---. "Democratic Presidential Candidates Debate." Debate, Cleveland, Ohio, February 26, 2008. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/democratic-presidential-candidates-debate-cleveland-state-university.

---. "Interview at the Watermark Silicon Valley Conference for Women." Interview, Santa Clara, California, February 24, 2015. *The New York Times*. https://www.nytimes.com/2015/02/25/us/politics/clinton-sketches-campaign-messages-in-silicon-valley.html.

---. "Campaign Speech on the Economy and Wall Street Excesses." Speech, July 13, 2015. *Politico*. https://www.politico.com/story/2015/06/hillary-clinton-campaign-rally-speech-transcript-118973.

---. "First Democratic Primary Debate, CNN, October 13, 2015." Debate, Las Vegas, NV, October 13, 2015. *US Presidential Debates* YouTube channel. Streaming video. https://www.youtube.com/watch?v=l0M8P24AGcY.

---. "Speech at a rally in Henderson, Nevada." Speech, Henderson, Nevada, February 13, 2016. *The Washington Post.* https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/02/13/clinton-in-nevada-not-everything-is-about-an-economic-theory/.

---. "Campaign speech in Harlem." Speech, Harlem, New York, February 16, 2016. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/hillary-clinton-campaign-press-release-hillary-clinton-just-delivered-major-address-racial.

---. "Speech after South Carolina Primary Victory." Speech, February 27, 2016. *ABC News*. https://abcnews.go.com/Politics/video/hillary-clinton-delivers-rousing-speech-south-carolina-primary-37252683.

---. "Super Tuesday Victory Speech." Speech, March 1, 2016. *Vox*. https://www.vox.com/2016/3/1/11144350/hillary-clinton-super-tuesday-transcript.

---. "Remarks in CNN Democratic Debate." Transcript, Brooklyn, New York, April 14, 2016. *CNN*. https://edition.cnn.com/2016/04/14/politics/transcript-democratic-debate-hillary-clinton-bernie-sanders.

---. "Remarks on The Ellen DeGeneres Show." May 25, 2016. In "Hillary Clinton Gets Help Choosing Running Mate from Ellen." *Newsweek*, May 25, 2016. https://www.newsweek.com/hillary-clinton-gets-help-choosing-running-mate-ellen-463544.

---. "Speech at the Democratic National Convention." Speech, Philadelphia, Pennsylvania, July 28, 2016. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=pnXiy4D_I8g.

---. "Speech at LGBT for Hillary fundraiser." Speech, September 9, 2016. *Time*. https://time.com/4486502/hillary-clinton-basket-of-deplorables-transcript/.

---. "Remarks at the Frontline Outreach Center in Orlando, Florida." Remarks, Orlando, Florida, September 21, 2016. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-frontline-outreach-center-orlando-florida.

---. "Remarks from a Rally in Toledo." Speech, Toledo, Ohio, October 3, 2016. *Time*. https://time.com/4517335/hillary-clinton-transcript-toledo-ohio/.

---. "Speech in Lake Worth, Florida." Speech, Lake Worth, Florida, October 26, 2016. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=w1SLDi5j2pc.

---. "Remarks at Ohio State University in Columbus." Speech, Columbus, Ohio, October 10, 2016. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-ohio-state-university-columbus.

---. "Remarks Following the Wisconsin Primary at the Solutions for America Event in Youngstown, Ohio." Speech, Youngstown, Ohio, February 19, 2008. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-following-the-wisconsin-primary-the-solutions-for-america-event-youngstown-ohio.

---. "Speech in Mumbai." Speech, Mumbai, India, March 12, 2018. *CNN*. https://edition.cnn.com/2018/03/12/politics/hillary-clinton-india-donald-trump.

Clinton, William J. "Speech at the Democratic State Convention." Speech, Hot Springs, Arkansas, September 13, 1974. In *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992*. University of Arkansas Press, 1996.

---. “Speech at the Democratic National Convention.” Speech, New York, New York, August 14, 1980. In *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992*, 11–12. University of Arkansas Press, 1996.

---. “Democratic Leadership Council Convention Speech.” Speech, Cleveland, Ohio, May 6, 1991. C-SPAN. https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/democratic-leadership-council-keynote-address/156363.

---. “Announcement for President in Little Rock, Arkansas.” Speech, Little Rock, Arkansas, October 3, 1991. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-candidacy-for-the-democratic-presidential-nomination-0.

---. “The New Covenant: Responsibility and Rebuilding the American Community.” Speech, Washington, D.C., October 23, 1991. University of South Carolina Libraries Digital Collections. https://digital.tcl.sc.edu/digital/collection/p17173coll40/id/480/.

---. “A New Covenant for Economic Change.” Speech, Washington, D.C., November 20, 1991. In *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992*. University of Arkansas Press, 1996.

---. “Lecture at Georgetown University.” Lecture, Washington, D.C., December 12, 1991. C-SPAN. https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/clinton-foreign-policy-speech/25870.

---. “Speech at Drexel University.” Speech, Philadelphia, Pennsylvania, April 22, 1992. Heritage Foundation. https://www.heritage.org/environment/report/how-help-the-environment-without-destroying-jobs.

---. “Address at Rally of Gays, Lesbians.” Speech, Los Angeles, California, May 19, 1992. *Los Angeles Times*. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-05-19-mn-247-story.html.

---. “Speech at Cleveland City Club.” Speech, Cleveland, Ohio, May 21, 1992. C-SPAN. https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/clinton-campaign-speech/19160.

---. “Speech at Rainbow Coalition National Convention.” Speech, Washington, D.C., June 13, 1992. C-SPAN. https://www.c-span.org/clip/public-affairs-event/user-clip-bill-clinton-speech-at-jesse-jacksons-rainbow-coalition/5028398.

---. “Address at the U.S. Conference of Mayors.” Speech, Houston, Texas, June 22, 1992. In *Preface to the Presidency: Selected Speeches of Bill Clinton 1974–1992*. University of Arkansas Press, 1996.

---. “Speech at NAACP National Convention.” Speech, Nashville, Tennessee, July 11, 1992. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1992/07/12/democrats-welcomed-by-naacp/a0807592-3050-46eb-b871-8d5fe57f838a/.

---. “Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention.” Address, New York City, New York, July 16, 1992. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-new-york.

---. “Speech to employees of a pharmaceutical firm in Rahway, New Jersey.” Speech, Rahway, New Jersey, September 24, 1992. *The New York Times*. https://www.nytimes.com/1992/09/25/us/1992-campaign-democrats-clinton-proposes-making-employers-cover-health-care.html.

---. “The President’s News Conference.” Press Conference, January 29, 1993. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-presidents-news-conference-1217.

---. “Address Before a Joint Session of Congress.” Speech, Washington, D.C., February 17, 1993. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-congress-administration-goals.

---. “Remarks Announcing the National Performance Review.” Speech, Washington, D.C., March 3, 1993. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-the-national-performance-review.

---. “Remarks Announcing the Anticrime Initiative and an Exchange with Reporters.” Speech, Washington, D.C., August 11, 1993. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-the-anticrime-initiative-and-exchange-with-reporters.

---. “Address on Health Care Reform.” Speech, Washington, D.C., September 22, 1993. Miller Center. https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/september-22-1993-address-health-care-reform.

---. “State of the Union Address.” Speech, Washington, D.C., January 25, 1994. Miller Center. https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-25-1994-state-union-address.

---. “Remarks to General Motors Employees in Shreveport, Louisiana.” Remarks, Shreveport, Louisiana, February 8, 1994. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-general-motors-employees-shreveport-louisiana.

---. “Remarks to the Community in San Bernardino, California.” Speech, San Bernardino, California, May 20, 1994. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=eV7zsiNjZIg.

---. “Remarks on Arrival at McClellan Air Force Base.” Speech, Sacramento, California, April 7, 1995. GovInfo. https://www.govinfo.gov/content/pkg/WCPD-1995-04-17/pdf/WCPD-1995-04-17-Pg579.pdf.

---. “Oklahoma City Speech.” Speech, Oklahoma City, Oklahoma, April 23, 1995. Presidential Rhetoric. http://www.presidentialrhetoric.com/historicspeeches/clinton/oklahomacity.html.

---. “Speech to Iowa State Legislature.” Speech, Des Moines, Iowa, April 25, 1995.

---. “Address to the Nation on the Plan To Balance the Budget.” Speech, Washington, D.C., June 13, 1995. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-the-plan-balance-the-budget.

---. “Remarks at Georgetown University.” Remarks, Washington, D.C., July 6, 1995. GovInfo. https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1995-book2/pdf/PPP-1995-book2-doc-pg1047.pdf.

---. “Speech on Affirmative Action.” Speech, Washington, D.C., July 19, 1995. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=IW5X_-4S6Kk.

---. “State of the Union Address.” Speech, Washington, D.C., January 23, 1996. Clinton White House Archives. https://clintonwhitehouse4.archives.gov/WH/New/other/sotu.html.

---. “The President’s Radio Address on School Uniforms.” Radio Address, Washington, D.C., February 24, 1996. GovInfo. https://www.govinfo.gov/content/pkg/WCPD-1996-03-04/pdf/WCPD-1996-03-04-Pg366.pdf.

---. “Remarks in a Roundtable Discussion With Families on Television Programming.” Speech, Washington, D.C., March 1, 1996. Clinton White House Archives. https://clintonwhitehouse6.archives.gov/1996/03/1996-03-01-president-and-vp-with-parents-and-students-on-v-chip.html.

---. “Remarks on Kick Butts Day.” Speech, Woodbridge, Virginia, May 7, 1996. Clinton White House Archives. https://clintonwhitehouse6.archives.gov/1996/05/1996-05-07-president-remarks-in-kick-butts-telephone-conference.html.

---. “Remarks to the Women’s International Convention of the Church of God in Christ.” Speech, New Orleans, Louisiana, May 30, 1996. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-womens-international-convention-the-church-god-christ-new-orleans-louisiana.

---. “Commencement Address at the University of California San Diego.” Speech, La Jolla, California, June 14, 1997. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/commencement-address-the-university-california-san-diego-la-jolla-california.

---. “Remarks at Democratic National Committee Dinner.” Remarks, Washington, D.C., October 9, 1997. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-democratic-national-committee-dinner-32.

---. “Remarks at the Democratic Governors’ Association Dinner.” Remarks, Washington, D.C., February 23, 1998. Puerto Rico Report. https://puertoricoreport.com/wp-content/uploads/2012/03/President-Clinton-Remarks-at-Democratic-Governors-Association-Dinner-on-PR.pdf.

---. “Speech at the Human Rights Campaign’s annual black-tie dinner.” Speech, Washington, D.C., October 26, 2014. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=KshD7D5XdR0.

Dean, Howard. “Howard Dean DNC Winter Meeting Address.” Speech, Washington, D.C., February 21, 2003. C-SPAN. https://www.c-span.org/clip/public-affairs-event/user-clip-howard-dean-dnc-winter-meeting-address-feb-2003/4456690.

---. “The Great American Restoration.” Speech, Burlington, Vermont, June 23, 2003. P2004. https://p2004.org/dean/dean062303/dean062303spt.html.

---. “A New Social Contract with Working Families.” Speech, Washington, D.C., December 18, 2003. Slate. https://slate.com/news-and-politics/2003/12/howard-dean-pulls-a-clinton-on-clinton.html.

---. “Concession Speech in Des Moines, Iowa.” Speech, Des Moines, Iowa, January 19, 2004. C-SPAN. https://www.c-span.org/program/american-history-tv/howard-dean-concession-speech/123660.

---. “Remarks on the Future of the Democratic Party.” Speech, George Washington University, Washington, D.C., December 8, 2004. P2004. https://p2004.org/parties/dncchairhd120804.html.

Deese, Brian. “Remarks on Executing a Modern American Industrial Strategy.” Remarks, October 13, 2022. Biden White House Archives. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/10/13/remarks-on-executing-a-modern-american-industrial-strategy-by-nec-director-brian-deese/.

Dukakis, Michael. “Address Accepting the Democratic Nomination at the Democratic National Convention in Atlanta.” Speech, Atlanta, Georgia, July 21, 1988. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-atlanta.

Gore, Albert A. “Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention in Los Angeles.” Address, Los Angeles, California, August 17, 2000. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-los.

Gottheimer, Joshua S., et al. “Letter to Speaker of the House Nancy Pelosi.” Letter, August 12, 2021. https://int.nyt.com/data/documenttools/house-moderate-letter/5b8ef8791c8e4abe/full.pdf.

Harris, Kamala. “Remarks by Vice President Harris a Campaign Event, Pittsburgh, PA.” Speech, Pittsburgh, Pennsylvania, September 25, 2024. Biden White House Archives. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2024/09/25/remarks-by-vice-president-harris-at-a-campaign-event-pittsburgh-pa/.

Jackson, Jesse. “Democratic National Convention Address.” Speech, San Francisco, California, July 18, 1984. American Rhetoric. https://www.americanrhetoric.com/speeches/jessejackson1984dnc.htm.

Johnson, Lyndon B. “Remarks in Cleveland at the Convention of the Communications Workers of America.” Speech, Cleveland, Ohio, June 17, 1964. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-cleveland-the-convention-the-communications-workers-america.

---. “Remarks in Hartford to a Group of Business Leaders.” Speech, Hartford, Connecticut, September 28, 1964. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/people/president/lyndon-b-johnson?page=20.

Kennedy, John F. “Remarks of Senator JFK at the AFL-CIO Convention.” Speech, Grand Rapids, Michigan, June 7, 1960. John F. Kennedy Presidential Library and Museum. https://www.jfklibrary.org/archives/other-resources/john-f-kennedy-speeches/grand-rapids-mi-19600607.

---. “Inaugural Address.” Speech, January 20, 1961. John F. Kennedy Presidential Library and Museum. https://www.jfklibrary.org/archives/other-resources/john-f-kennedy-speeches/inaugural-address-19610120.

Lease, Mary Elizabeth. “Speech at Cooper Union Hall.” Speech, New York City, New York, August 11, 1896. *The New York Times*. https://www.nytimes.com/1896/08/11/archives/furor-over-mary-lease-the-kansas-woman-orator-has-a-crowd-in-cooper.html.

---. “Wall Street Owns the Country.” Speech, cited in *The Topeka State Journal*, March 31, 1891. History Is A Weapon. https://www.historyisaweapon.com/defcon1/marylease.html.

MoveOn. “The Democratic Base Agrees: Don’t Back Down, Fight Back.” Letter, March 21, 2025. Politico. https://www.politico.com/f/?id=00000195-c5cb-d94d-ab9f-f5db2b400000.

Nixon, Richard. "Oath of Office and Second Inaugural Address." Speech, January 20, 1973. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/oath-office-and-second-inaugural-address.

Obama Campaign Press Release. "More than 10,000 Obama Supporters Take Part in more than 1,000 'Walk for Change' Events Across the Country." Press Release, June 9, 2007. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/obama-campaign-press-release-more-than-10000-obama-supporters-take-part-more-than-1000.

Obama, Barack. "Not 'Corrupted' by DLC, Says Obama." *The Black Commentator*, no. 47 (June 19, 2003). https://blackcommentator.com/47/47_cover.html.

---. "Obama 2003 healthcare comment." Clip of speech to the Illinois AFL-CIO, June 30, 2003. YouTube video, uploaded by POLITICO, January 22, 2008. https://www.youtube.com/watch?v=aAz0qzes8hI.

---. "Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention." Keynote Address, July 27, 2004. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/keynote-address-the-2004-democratic-national-convention.

---. "Remarks on Health Care at the University of Iowa." Speech, University of Iowa, May 29, 2007. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-health-care-the-university-iowa.

---. "Speech in Spartanburg." Speech, Spartanburg, South Carolina, November 3, 2007. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/obama-campaign-press-release-one-year-from-2008-election-obama-lays-out-the-choice-facing.

---. "Speech in Des Moines, Iowa." Speech, Des Moines, Iowa, November 10, 2007. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=tydfsfSQiYc.

---. "Talk at Google Headquarters to Unveil his Innovation Agenda." Talk, Mountain View, California, November 14, 2007. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/obama-campaign-press-release-obama-unveils-innovation-agenda-google.

---. "Iowa Caucus Victory Speech." Victory Speech, January 3, 2008. C-SPAN. https://www.c-span.org/program/public-affairs-event/obama-iowa-victory/185229.

---. "New Hampshire Primary Concession Speech." Concession Speech, January 8, 2008. American Rhetoric. https://www.americanrhetoric.com/speeches/barackobama/barackobamanewhampshireconcessionspeech.htm.

---. "Remarks at the Democratic Debate in Las Vegas." Debate transcript, MSNBC, January 15, 2008. *The New York Times*. https://www.nytimes.com/2008/01/15/us/politics/15demdebate-transcript.html.

---. "Remarks at the National Gypsum Company in Lorain, Ohio." Remarks, Lorain, Ohio, February 24, 2008. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-national-gypsum-company-lorain-ohio.

---. "A More Perfect Union Speech." Speech, National Constitution Center, Philadelphia, Pennsylvania, March 18, 2008. Constitution Center. https://constitutioncenter.org/blog/five-years-ago-today-obamas-a-more-perfect-union-speech-2.

---. “Education Speech at Mapleton Expeditionary School in Thorton, Colorado.” Speech, Thorton, Colorado, May 28, 2008. The Denver Post. https://www.denverpost.com/2008/05/28/full-text-of-obamas-education-speech/.

---. “Remarks in St. Paul, Minnesota Claiming the Democratic Presidential Nomination.” Speech, St. Paul, Minnesota, June 3, 2008. Obama Speeches. http://obamaspeeches.com/E09-Barack-Obama-Final-Primary-Night-Presumptive-Democratic-Nominee-Speech-St-Paul-Minnesota-June-3-2008.htm.

---. “Interview on Fortune with Nina Easton in Raleigh, N.C.” Interview, Raleigh, North Carolina, June 9, 2008. CNN Money. https://money.cnn.com/2008/06/29/news/economy/obama_transcript.fortune/.

---. “An Important Campaign Announcement from Barack Obama.” YouTube video, June 19, 2008. https://www.youtube.com/watch?v=Snsnqbq_OCo.

---. “Barack Obama on the economy.” Fortune, July 1, 2008. CNN Money. https://money.cnn.com/2008/06/29/news/economy/obama_transcript.fortune/.

---. “Presidential Election Victory Speech.” Speech, Chicago, Illinois, November 4, 2008. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-chicago-accepting-election-the-44th-president-the-united-states.

---. “Inaugural Address.” Speech, Washington, D.C., January 20, 2009. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/realitycheck/the_press_office/President_Barack_Obamas_Inaugural_Address.

---. “Remarks by the President on the mortgage crisis.” Speech, Mesa, Arizona, February 18, 2009. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-mortgage-crisis#:~:text=For%20Immediate%20Release%20February%2018,to%20be%20back%20in%20Arizona.

---. “Remarks by President Barack Obama—Address to a Joint Session of Congress.” Speech, Washington, D.C., February 24, 2009. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress.

---. “Speech on Education at the US Hispanic Chamber of Commerce.” Speech, Washington, D.C., March 10, 2009. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-states-hispanic-chamber-commerce.

---. “Meeting Between the New President and Wall Street CEOs.” Speech, March 27, 2009. Politico. https://www.politico.com/story/2009/04/inside-obamas-bank-ceos-meeting-020871.

---. “Remarks by the President to a Joint Session of Congress on Health Care.” Speech, September 9, 2009. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-a-joint-session-congress-health-care.

---. “Remarks of the President to the United States Hispanic Chamber of Commerce.” Speech, Washington Marriott Metro Center, October 3, 2009. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-states-hispanic-chamber-commerce.

---. “Remarks by the President on Health Care Reform.” Remarks, Strongsville, Ohio, March 15, 2010. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/press-release-remarks-president-barack-obama-strongsville-ohio-prepared-for-delivery.

---. “Address on Signing Health Care Reform Bill into Law.” Speech, Washington, D.C., March 23, 2010. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-and-vice-president-signing-health-insurance-reform-bill.

---. “Remarks by the President on Education Reform at the National Urban League Centennial Conference.” Speech, June 29, 2010. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-education-reform-national-urban-league-centennial-conference.

---. “Press Conference by the President.” Press Conference, November 3, 2010. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/11/03/press-conference-president.

---. “Remarks by the President on the Economy in Winston-Salem, North Carolina.” Speech, Winston-Salem, North Carolina, December 6, 2010. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/12/06/remarks-president-economy-winston-salem-north-carolina#:~:text=We've%20got%20to%20rebuild,consumes%20products%20from%20other%20countries.

---. “Interview with Jake Tapper, Nightline, ABC News.” Interview, October 18, 2011. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/interview-with-jake-tapper-abc-news-nightline.

---. “Remarks by the President on the Economy in Osawatomie, Kansas.” Speech, Osawatomie, Kansas, December 6, 2011. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/12/06/remarks-president-economy-osawatomie-kansas.

---. “Interview with Bill Simmons of ESPN.” Interview, March 1, 2012. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/interview-with-bill-simmons-espn.

---. “Remarks by the President at a Campaign Event in Roanoke, Virginia.” Remarks, Roanoke, Virginia, July 13, 2012. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/07/13/remarks-president-campaign-event-roanoke-virginia.

---. “Univision News 23 Interview.” Interview, December 14, 2012. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=677elaGIsKU.

---. “Statement by the President on International Women’s Day.” Speech, March 8, 2013. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/03/08/statement-president-international-women-s-day.

---. “Remarks by the President on Immigration Reform.” Speech, October 24, 2013. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/10/24/remarks-president-immigration-reform.

---. “Remarks at Pathways in Technology Early College High School in New York City.” Speech, New York City, New York, October 25, 2013. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-pathways-technology-early-college-high-school-new-york-city.

---. “Remarks by the President on Economic Mobility.” Speech, December 4, 2013. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/politics/running-transcript-president-obamas-december-4-remarks-on-the-economy/2013/12/04/7cec31ba-5cff-11e3-be07-006c776266ed_story.html.

---. “Remarks by the President on Minimum Wage at the Costco Wholesale Corporation Warehouse in Lanham, Maryland.” Speech, Lanham, Maryland, January 29, 2014. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/01/29/remarks-president-minimum-wage-lanham-md.

---. “Remarks by the President in Conversation on Poverty at Georgetown University.” Speech, Washington, D.C., May 12, 2015. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/05/12/remarks-president-conversation-poverty-georgetown-university.

---. “Address by President Obama to the 71st Session of the United Nations General Assembly.” Speech, New York City, New York, September 20, 2016. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/20/address-president-obama-71st-session-united-nations-general-assembly.

---. “Interview at Obama Foundation Summit.” Interview, Washington, D.C., October 30, 2019. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=qaHLd8de6nM.

---. “Speech at Democracy Alliance.” Speech, November 15, 2019. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/politics/obama-tells-democratic-candidates-to-ease-off-talk-of-revolution/2019/11/15/93569ddc-07fd-11ea-924a-28d87132c7ec_story.html.

Ocasio-Cortez, Alexandria. “The Biden Administration’s Rightward Turn Is ‘a Profound Miscalculation’.” *Jacobin*, November 4, 2023. https://jacobin.com/2023/04/aoc-biden-trump-clarence-thomas-impeachment-climate.

---. “Speech at the Democratic National Convention.” Speech, Chicago, Illinois, August 20, 2024. CBS News. https://www.cbsnews.com/news/alexandria-ocasio-cortez-speech-dnc/.

Oglesby, Carl. “Speech at the antiwar march in Washington.” Speech, Washington, D.C., November 27, 1965. Freedom Archives. https://freedomarchives.org/Documents/Finder/DOC30_scans/30.sds.carloglesbyspeech.pdf.

---. “Speech at the Antiwar March in Washington.” Speech, Washington, D.C., April 17, 1965. Civil Rights Movement Veterans. https://www.crmvet.org/docs/nor/650417_sds_potter_vietnam.pdf.

Powell, Lewis F. “Attack on American Free Enterprise System.” Letter to Mr. Eugene B. Sydnor, Jr., Chairman, Education Committee, U.S. Chamber of Commerce, August 23, 1971. Law and Political Economy Project. https://lpeproject.org/wp-content/uploads/2021/06/Powell-Memo.pdf.

Reagan, Ronald. “Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention in Detroit.” Address, Detroit, Michigan, July 17, 1980. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-republican-national-convention-detroit.

---. “Inaugural Address.” Speech, January 20, 1981. Ronald Reagan Presidential Library & Museum. https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/inaugural-address-1981.

---. “Address Before a Joint Session of the Congress on the Program for Economic Recovery.” Speech, February 18, 1981. Ronald Reagan Presidential Library & Museum. https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/address-joint-session-congress-program-economic-recovery-february-1981.

---. “Interview With Reporters on Federalism.” Interview, November 19, 1981. Ronald Reagan Presidential Library & Museum. https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/interview-reporters-federalism.

---. “Remarks at the Welcoming Rally at the Republican National Convention in New Orleans, Louisiana.” Speech, New Orleans, Louisiana, August 14, 1988. Ronald Reagan Presidential Library & Museum. https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/remarks-welcoming-rally-republican-national-convention-new-orleans-louisiana.

Richmond, Cedric. “Letter to Tom Perez.” Letter, August 13, 2018. CNN. http://cdn.cnn.com/cnn/2018/images/08/14/08.13.2018.richmond.letter.to.perez.re.party.reform.proposal.pdf.

Roosevelt, Franklin D. “Address at Oglethorpe University.” Speech, Atlanta, Georgia, May 22, 1932. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-oglethorpe-university-atlanta-georgia.

---. “Address Accepting the Presidential Nomination, at the Democratic National Convention in Chicago.” Address, Chicago, Illinois, July 2, 1932. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-democratic-national-convention-chicago-1.

---. “Campaign Address on Progressive Government, Commonwealth Club, San Francisco, California.” Speech, San Francisco, California, September 23, 1932. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/campaign-address-progressive-government-the-commonwealth-club-san-francisco-california.

---. “First Inaugural Address.” Speech, Washington, D.C., March 4, 1933. Miller Center. https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/march-4-1933-first-inaugural-address.

---. “Proclamation 2039 – Bank Holiday, March 6-9, 1933.” Speech, Washington, D.C., March 6, 1933. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/proclamation-2039-bank-holiday-march-6-9-1933-inclusive#:~:text=Roosevelt%2C%20President%20of%20the%20United,declare%20that%20from%20Monday%2C%20the.

---. “Address Delivered at Green Bay, Wisconsin.” Speech, Green Bay, Wisconsin, August 9, 1934. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-delivered-green-bay-wisconsin.

---. “Fireside Chat.” Radio Address, September 30, 1934. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/fireside-chat-20.

---. “Annual Message to Congress.” Message, Washington, D.C., January 4, 1935. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/annual-message-congress-3.

---. “Acceptance Speech for the Renomination for the Presidency.” Speech, Philadelphia, Pennsylvania, June 27, 1936. The American Presidency Project.

https://www.presidency.ucsb.edu/documents/acceptance-speech-for-the-renomination-for-the-presidency-philadelphia-pa.

---. "Address at Madison Square Garden, New York City." Speech, New York City, New York, October 31, 1936. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-madison-square-garden-new-york-city-1.

---. "Second Inaugural Address." Speech, Washington, D.C., January 20, 1937. Miller Center. https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-20-1937-second-inaugural-address.

---. "Annual Message to Congress." Message, Washington, D.C., January 3, 1938. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/annual-message-congress-0.

---. "Fireside Chat." Speech, April 14, 1938. Miller Center. https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/april-14-1938-fireside-chat-12-recession.

---. "Message to Congress on Curbing Monopolies." Speech, Washington, D.C., April 29, 1938. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-congress-curbing-monopolies.

---. "Address at Marietta, Ohio." Speech, Marietta, Ohio, July 4, 1938. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-marietta-ohio.

---. "State of the Union Address." Speech, Washington, D.C., January 6, 1941. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/state-the-union-address-1.

---. "State of the Union Message to Congress." Speech, Washington, D.C., January 11, 1944. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/state-the-union-message-congress.

Roosevelt, Theodore. "New Nationalism Speech." Speech, August 31, 1910. Obama White House Archives. https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2011/12/06/archives-president-teddy-roosevelts-new-nationalism-speech.

Russell, John. "Speech at the 2024 Democratic National Convention." Speech, Chicago, Illinois, August 23, 2024. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=2z1TPDW0_c0.

Sanders, Bernard. "Constitution's 200th Birthday." Interview, July 6, 1987. Time. https://time.com/vault/issue/1987-07-06/page/65/.

---. "This Country Needs a Third Political Party." Speech, January 3, 1989. The New York Time. https://www.nytimes.com/1989/01/03/opinion/this-country-needs-a-third-political-party.html.

---. "Seizing the New Progressive Common Ground." Speech, November 10, 2011. Democracy Corps. https://democracycorps.com/economy-project/seizing-the-new-progressive-common-ground/.

---. "Announcement Speech." Speech, Burlington, Vermont, May 26, 2015. The Washington Post. https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/05/26/bernie-sanders-speaks-to-thousands-at-first-big-campaign-rally-now-is-not-the-time-for-thinking-small/.

---. "Remarks at Georgetown University." Remarks, Washington, D.C., November 19, 2015. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-georgetown-university-washington-dc.

---. "Speech following the Iowa Caucus." Speech, February 1, 2016. *Democracy Now!* https://www.democracynow.org/2016/2/2/watch_bernie_sanders_says_iowa_is.

---. “MSNBC/New Hampshire Democratic Primary Debate.” Debate, Durham, New Hampshire, February 4, 2016. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/wp/2016/02/11/sanderss-claim-that-he-does-not-have-a-super-pac/.

---. “How to Fix the Democratic Party.” November 10, 2017. POLITICO http://politi.co/2zz5V6z.

---. “Campaign Launch Speech.” Speech, Brooklyn, New York, March 2, 2019. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/us-news/2019/mar/02/bernie-sanders-2020-campaign-launch-personal-history#:~:text=%E2%80%9CWe're%20going%20to%20win,religion%20and%20our%20sexual%20orientation.

---. “Democratic Socialism Should Be a Byword, Not a Boogeyman.” Speech, George Washington University, Washington, D.C., June 12, 2019. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=nbN9OD83f5I.

---. Speech at Georgetown University, Washington, D.C., 12 June 2019, https://www.vox.com/2019/6/12/18663217/bernie-sanders-democratic-socialism-speech-transcript.

---. “Bernie Sanders endorses Joe Biden.” Speech. ABC News, April 13, 2020. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=zx9UJF3peHo.

---. “Statement on Biden Administration Refusing to Lower Price of Vital Cancer Drug.” Speech, March 21, 2023. Senator Bernie Sanders. https://www.sanders.senate.gov/press-releases/news-sanders-statement-on-biden-administration-refusing-to-lower-price-of-vital-cancer-drug/.

---. “Speech at Democratic National Convention.” Speech, Chicago, Illinois, August 20, 2024. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=4TGYFWMcTfk.

Sullivan, Jake. “Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan on Renewing American Economic Leadership at the Brookings Institution.” Speech, April 27, 2023. Biden White House Archives. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/04/27/remarks-by-national-security-advisor-jake-sullivan-on-renewing-american-economic-leadership-at-the-brookings-institution/.

Truman, Harry S. “Address in Philadelphia Upon Accepting the Nomination of the Democratic National Convention.” Speech, Philadelphia, Pennsylvania, July 15, 1948. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-philadelphia-upon-accepting-the-nomination-the-democratic-national-convention.

Trump, Donald J. “Remarks at the South Florida Fair Expo Center in West Palm Beach, Florida.” Remarks, West Palm Beach, Florida, October 13, 2016. The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-south-florida-fair-expo-center-west-palm-beach-florida.

---. “Campaign speech in Lewis Center, Ohio.” Speech, Lewis Center, Ohio, August 4, 2018. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=r8HOvlqckeU.

---. “Inaugural Address.” Speech, Capitol Building, Washington, D.C., January 20, 2020. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=sRBsJNdK1t0.

West, Cornel. “Cornel West Interview: ‘He Posed as a Progressive and Turned out to Be Counterfeit. We Ended up with a Wall Street Presidency, a Drone Presidency’.” Interview. *Salon*, August 24, 2014. https://www.salon.com/2014/08/24/cornel_west_he_posed_as_a_progressive_and_turned_out_to_be_counterfeit_we_ended_up_with_a_wall_street_presidency_a_drone_presidency/.

Yellen, Janet. “Remarks at the 2022 ‘Virtual Davos Agenda’ Hosted by the World Economic Forum.” Speech, January 21, 2022. U.S. Department of the Treasury. https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0565.

Think tanks et instituts de sondages.

Abbott, Jared, et al. “Commonsense Solidarity: How a working-class coalition can be built, and maintained.” *Jacobin*, Center for Working-Class Politics, YouGov, November 2021. https://jacobinmag.com/2021/11/common-sense-solidarity-working-class-voting-report.

Campaign Finance Institute. “Reality Check: Obama Received About the Same Percentage from Small Donors in 2008 as Bush in 2004.” November 24, 2008. http://www.cfinst.org/press/preleases/08-11-24/realty_check_-_obama_small_donors.aspx.

Carroll, Joseph. “Clinton Maintains Large Lead Over Obama Nationally.” Gallup, December 18, 2007. https://news.gallup.com/poll/103351/Clinton-Maintains-Large-Lead-Over-Obama-Nationally.aspx.

Clancy, Richard Wike, Moira Fagan and Laura. “Global Elections in 2024: What We Learned in a Year of Political Disruption.” Pew Research Center, December 11, 2024. https://www.pewresearch.org/global/2024/12/11/global-elections-in-2024-what-we-learned-in-a-year-of-political-disruption/.

Cohen, Jeff, et al. “Democratic Autopsy: One Year Later.” Democraticautopsy, October 2018. https://democraticautopsy.org/.

Democracy Corps. “President Obama Scores with Middle Class Message.” January 25, 2012. https://democracycorps.com/economy-project/president-obama-scores-with-middle-class-message/.

Democracy Fund Voter Study Group. “Placing Priority: How Issues Mattered More than Demographics in the 2016 Election.” December 2017. https://www.voterstudygroup.org/publication/placing-priority.

---. “Placing Priority, Part II.” September 2018. https://www.voterstudygroup.org/publication/placing-priority-part-ii.

---. “Placing Priority, Part III.” September 2018. https://www.voterstudygroup.org/publication/placing-priority-part-iii.

---. “Democracy Maybe.” June 2020. https://www.voterstudygroup.org/publication/democracy-maybe.

DeSilver, Drew. “Turnout Was up in 2018 House Primaries.” Pew Research Center, October 3, 2018. https://www.pewresearch.org/short-reads/2018/10/03/turnout-in-this-years-u-s-house-primaries-rose-sharply-especially-on-the-democratic-side/.

Galston, William A., and Elaine Kamarck. “The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency.” Progressive Policy Institute, September 1989. https://www.progressivepolicy.org/wpcontent/uploads/2010/01/Politics_of_Evasion.pdf.

---. “Have Democrats Become a Party of the Left?” Brookings, July 23, 2021. https://www.brookings.edu/blog/fixgov/2021/07/23/have-democrats-become-a-party-of-the-left/.

---. "The New Politics of Evasion: How Ignoring Swing Voters Could Reopen the Door for Donald Trump and Threaten American Democracy." Progressive Policy Institution, February 21, 2022. https://www.progressivepolicy.org/publication/the-new-politics-of-evasion%20%5Bprogressivepolicy-org%5D/.

Galston, William A., and Elaine Kamarck. "Five Realities That Will Shape 21st Century U.S. Politics." In *The Global Third Way Debate*, edited by Anthony Giddens. Blackwell, 2001.

Green, Hannah Hartig, et al. "Voting Patterns in the 2024 Election." Pew Research Center, June 26, 2025. https://www.pewresearch.org/politics/2025/06/26/voting-patterns-in-the-2024-election/.

"Howard Dean Gaining Support for Democratic Nomination." Ipsos, July 31, 2003. https://www.ipsos.com/en-us/ipsoscook-political-report-poll-howard-dean-gaining-support-democratic-nomination.

Kim, Anne. "The Politics of Opportunity - The Case for a New Middle-Class Economic Message." Third Way, May 5, 2006. https://www.thirdway.org/memo/the-politics-of-opportunity-the-case-for-a-new-middle-class-economic-message.

Monmouth University Polling Institute. "Dems Prefer Electability in 2020." February 4, 2019. https://www.monmouth.edu/polling-institute/reports/monmouthpoll_us_020419/.

Newport, Frank. "Fewer Americans Identify as Middle Class in Recent Years." Gallup, April 28, 2015. https://news.gallup.com/poll/182918/fewer-americans-identify-middle-class-recent-years.aspx.

---. "The Meaning of 'Socialism' to Americans Today." Gallup, October 4, 2018. https://news.gallup.com/opinion/polling-matters/243362/meaning-socialism-americans-today.aspx.

Pew Research Center. "Bush and Public Opinion." December 18, 2008. https://www.pewresearch.org/politics/2008/12/18/bush-and-public-opinion/.

---. "Rising Share of Americans See Conflict Between Rich and Poor." January 11, 2012. https://www.pewresearch.org/social-trends/2012/01/11/rising-share-of-americans-see-conflict-between-rich-and-poor/.

---. "Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years." June 4, 2012. https://www.pewresearch.org/politics/2012/06/04/partisan-polarization-surges-in-bush-obama-years/.

---. "U.S. Income Inequality, on Rise for Decades, Is Now Highest since 1928." December 5, 2013. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/12/05/u-s-income-inequality-on-rise-for-decades-is-now-highest-since-1928/.

---. "Political Polarization in the American Public." June 12, 2014. https://www.pewresearch.org/politics/2014/06/12/political-polarization-in-the-american-public/.

---. "Despite Political Polarization, the Middle Still Matters." August 1, 2014. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/08/01/the-political-middle-still-matters/.

---. "The American Middle Class Is Losing Ground." December 9, 2015. https://www.pewresearch.org/social-trends/2015/12/09/the-american-middle-class-is-losing-ground/.

---. “Ideological Gap Widens Between More, Less Educated Adults.” April 26, 2016. https://www.pewresearch.org/politics/2016/04/26/a-wider-ideological-gap-between-more-and-less-educated-adults/.

---. “Few Americans Support Cuts to Most Government Programs, Including Medicaid.” May 26, 2017. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/05/26/few-americans-support-cuts-to-most-government-programs-including-medicaid/.

---. “The Public, the Political System and American Democracy.” April 26, 2018. https://www.pewresearch.org/politics/2018/04/26/the-public-the-political-system-and-american-democracy/.

---. “In a Politically Polarized Era, Sharp Divides in Both Partisan Coalitions.” December 17, 2019. https://www.pewresearch.org/politics/2019/12/17/views-of-government-and-the-nation/.

---. “70% of Americans Say U.S. Economic System Unfairly Favors the Powerful.” January 9, 2020. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/09/70-of-americans-say-u-s-economic-system-unfairly-favors-the-powerful/.

---. “6 Facts about Economic Inequality in the U.S.” February 7, 2020. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/02/07/6-facts-about-economic-inequality-in-the-u-s/.

---. “In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines.” June 2, 2020. https://www.pewresearch.org/politics/2020/06/02/in-changing-u-s-electorate-race-and-education-remain-stark-dividing-lines/.

---. “Americans’ Views of Government: Low Trust, but Some Positive Performance Ratings.” September 14, 2020. https://www.pewresearch.org/politics/2020/09/14/americans-views-of-government-low-trust-but-some-positive-performance-ratings/.

---. “America Is Exceptional in the Nature of Its Political Divide.” November 13, 2020. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/11/13/america-is-exceptional-in-the-nature-of-its-political-divide/.

Saez, Emmanuel. “Striking it Richer: The Evolution of Top Incomes in the United States.” UC Berkeley, September 3, 2013. https://eml.berkeley.edu//~saez/saez-UStopincomes-2012.pdf.

The Economist Intelligence Unit. “Democracy Index 2020 In sickness and in health?” The Economist Group, 2021. https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/#mktoForm_anchor.

Ipsos. “US Millennials Are Most Likely to Identify as ‘Working Class’.” March 16, 2016. https://www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/us-millennials-are-most-likely-identify-working-class.

Wong, Felicia, et al. “Sea Change: How a New Economics Went Mainstream.” Roosevelt Institute, November 16, 2023. https://rooseveltinstitute.org/publications/sea-change/.

Réseaux sociaux, télévision et autres médias.

Adbusters. “#OCCUPYWALLSTREET.” July 13, 2011. Web archive. https://web.archive.org/web/20111115012739/http://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/occupywallstreet.html.

Otto, Michael. “Aug 2, 2011 Larry Holmes Speaks for Bail Out the People: People’s Assembly at the Wall Street Bull.” YouTube video, August 5, 2011. https://www.youtube.com/watch?v=hs07YmO_wdM.

Biden, Joseph R. “I’ve been fighting to protect — and expand — Social Security for my whole career. Any suggestion otherwise is just flat-out wrong.” Twitter, January 22, 2020. https://twitter.com/JoeBiden/status/1219788577443340288.

---. “Keep Up: Joe Biden For President 2020.” YouTube video, 2020. https://www.youtube.com/watch?v=C3UsWMbUpF4.

---. “Workers in Alabama – and all across America – are voting on whether to organize a union in their workplace. It’s a vitally important choice – one that should be made without intimidation or threats by employers. Every worker should have a free and fair choice to join a union.” Twitter, March 1, 2021. https://twitter.com/potus/status/1366191901196644354.

---. “Folks, let’s get one thing straight: The ultra-MAGA agenda has always been about taking away women’s rights, in every single state.” Twitter, June 29, 2022. https://twitter.com/POTUS/status/1542142703491850241.

---. “We understand something that MAGA Republicans in Congress don't. Wall Street didn’t build this country. Working people did.” Twitter, September 6, 2022. https://twitter.com/POTUS/status/1566913759582593025.

---. “I am sick and tired of trickle-down economics. It has never worked. We’re building an economy from the bottom up and middle out.” Twitter, September 20, 2022. https://twitter.com/POTUS/status/1572218921347866624.

---. “Capitalism without competition isn’t capitalism. It’s exploitation.” Twitter, September 27, 2022. https://twitter.com/POTUS/status/1574560705512079367.

---. “It’s Us.” YouTube video, August 24, 2023. https://www.youtube.com/watch?v=iASWhVOO6PQ.

---. “These Guys.” YouTube video, August 25, 2023. https://www.youtube.com/watch?v=grxjfUH6-Lw.

---. “The Idea of America.” YouTube video, October 30, 2023. https://www.youtube.com/watch?v=Rp9h4YEV6Rk.

---. “Cause.” YouTube video, January 4, 2024. https://www.youtube.com/watch?v=opICiMkVhc4.

---. “Forced.” YouTube video, January 21, 2024. https://www.youtube.com/watch?v=vrtvE4bSwKY.

---. “For You.” YouTube video, March 9, 2024. https://www.youtube.com/watch?v=R6e4ruziZBI.

---. “Young Americans know that the climate crisis is the existential threat of our time. They deserve leaders who believe them. We’re not going to let them down.” X, April 22, 2024. https://x.com/POTUS/status/1782503903289913750.

Blackmahn. “The War between the Dem Establishment and the People.” *Daily Kos*, December 31, 2003. https://www.dailykos.com/stories/2003/12/30/7115/-.

Bowers, Chris. “The Blogosphere Rebellion.” *Daily Kos*, January 26, 2004. https://www.dailykos.com/stories/2004/1/26/12377/-.

---. “Fuck Off Democrats.” *Daily Kos*, January 7, 2005. https://www.dailykos.com/stories/2005/1/6/84024/-.

Bowers, Chris, and Matthew Stoller. “Emergence of the Progressive Blogosphere: A New Force in American Politics.” August 10, 2005. https://commonsenseblog.typepad.com/common_sense/files/The-Emergence-of-the-Progressive-Blogosphere.pdf.

Burn-Murdoch, John. “We’re going to hear lots of stories about which people, policies and rhetoric are to blame for the Democrats’ defeat. Some of those stories may even be true! But an underrated factor is that 2024 was an absolutely horrendous year for incumbents around the world.” X, November 7, 2024. https://x.com/jburnmurdoch/status/1854485866548195735.

Clinton, Hillary. “Getting Started.” YouTube video, April 12, 2015. https://www.youtube.com/watch?v=0uY7gLZDmn4.

---. “Fast-food, home care, child care workers: Your advocacy is changing our country for the better. #Fightfor15 -H.” X, November 10, 2015. https://x.com/HillaryClinton/status/664070444425826304.

---. “Warren Buffett on Why He Supports Hillary Clinton for President.” YouTube video, March 5, 2016. https://www.youtube.com/watch?v=rq_0un5CPSo.

---. “Flint’s water crisis is an example of the combined effects of intersecting issues that impact communities of color.” Twitter, March 7, 2016. https://twitter.com/HillaryClinton/status/706649487696130048.

---. “It’s not enough to talk only about economics. We have to tackle racial, economic, & environmental justice—together.” Twitter, March 7, 2016. https://twitter.com/HillaryClinton/status/706655793660235777.

---. “From bots to Brexit: Hillary Clinton explains how she’ll manage this uneasy economy.” LinkedIn, June 28, 2016. https://www.linkedin.com/pulse/hillary-clinton-what-brexit-taught-her-why-unease-just-daniel-roth.

---. “Hillary Clinton ‘breaks through Glass Ceiling’ on Stage at DNC – Video.” *The Guardian*, July 27, 2016. http://www.theguardian.com/us-news/video/2016/jul/27/hillary-clinton-breaks-through-glass-ceiling-on-stage-at-dnc-video.

---. “Mirrors.” YouTube video, September 23, 2016. https://www.youtube.com/watch?v=vHGPbl-werw.

Club for Growth. “Famous Club for Growth PAC TV Ad About Howard Dean.” YouTube video, 2006. https://www.youtube.com/watch?v=K4-vEwD_7Hk.

“CNBC’s Rick Santelli’s Chicago Tea Party.” YouTube video, February 19, 2009. https://www.youtube.com/watch?v=zp-Jw-5Kx8k.

DeGraw, David. “The Economic Elite Vs. The People of the United States of America.” Wordpress, 2015. https://httpcreachmichelblog.files.wordpress.com/2015/05/nwo-econelite_vs_peopleusa.pdf.

Dirt Road Democrats. “Show Up.” YouTube video, May 16, 2023. https://www.youtube.com/watch?v=wGdgX9niXZI.

DJCooqieDough. “Byaaah!: Teh Sparta Mix.” YouTube video, January 5, 2009. https://www.youtube.com/watch?v=j8f1mElKKr0.

Dontcrossagayman. “Who remembers Howard Deans ‘I Have a Scream’ speech? I reminisced o...” TikTok video, 0:34. November 13, 2023. https://www.tiktok.com/@dontcrossagayman/video/7300991620109831457.

Dore, Jimmy. “#FraudSquad @RashidaTlaib.” Twitter, September 15, 2022. https://twitter.com/jimmy_dore/status/1570511578935750656.

ECH. “Gore and Dean Steer Democrats Away From Clintonism.” *Daily Kos*, December 15, 2003. https://www.dailykos.com/stories/2003/12/15/5519/-.

FarmGolf.com. “Howard Dean’s Crazy Train.” Internet Archive, January 27, 2006. http://archive.org/details/FarmGolfcomHowardDeansCrazyTrain.

Fetterman, John. “John Fetterman for U.S. Senate: Built in Braddock, PA.” YouTube video, September 14, 2015. https://www.youtube.com/watch?v=5eWLnI3ta6c.

Florida Netroots. “Turning Florida Blue – Crashing the Gate.” *Daily Kos*, February 17, 2007. https://www.dailykos.com/stories/2007/2/16/302790/-.

FootballClick. “Crank dat Byahhh.” YouTube video, July 23, 2007. https://www.youtube.com/watch?v=YVQ2IAgj8xM.

FreeliXIR. “After Iraq, We’re In Even More Danger, Unless...” *Daily Kos*, December 31, 2003. https://www.dailykos.com/stories/2003/12/31/7189/-.

Ganz, Marshall. “Training & Mobilizing Obama’s Campaign Volunteers: The Power of Storytelling.” Global Academy Media, February 3, 2016. https://www.globalacademy.media/video/marshall-ganz-power-storytelling/mobilizing-volunteers-on-the-obama-campaign/.

JibJab. “This Land!” YouTube video, November 16, 2007. https://www.youtube.com/watch?v=z8Q-sRdV7SY.

Karp, Matt. “One of Hillary Clinton’s best demographics: rich white Democrats over thirty. She now leads them, 73%-24%.” Twitter, March 24, 2016. https://x.com/karpmj/status/713070035229483008.

Lamont, Ned. “Lamont Grants MyLeftNutmeg First Blogger Interview.” *Daily Kos*, January 13, 2006. https://www.dailykos.com/stories/2006/1/13/178185/-.

Matsu, Kono. “A Million Man March on Wall Street.” Adbusters, February 2, 2011. Web archive. https://web.archive.org/web/20150402104218/https://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/million-man-march-wall-street.html.

Moore, Michael. “Senate Dems, let’s be very clear: You will filibuster & block this SC nom or we will find a true progressive and primary u in next election.” Twitter, February 1, 2017. https://twitter.com/MMFlint/status/826763192869199872.

Moulitsas, Markos. “Every death should be on the front page.” *Daily Kos*, April 1, 2004. https://www.dailykos.com/comments/21947/390455.

Murphy, Chris. “The child tax credit, increased ACA subsidies, and student loan forgiveness helped people. All good policy. But it didn’t move people emotionally to our side. Why? Maybe because most people don’t want a handout. They want the rules unrigged so they can succeed on their own.” X, November 21, 2024. https://x.com/ChrisMurphyCT/status/1859611854751830440.

Musk, Elon. “The political parties and the center.” Twitter, April 28, 2022. https://twitter.com/elonmusk/status/1519735033950470144.

---. “I strongly supported Obama for President, but today’s Democratic Party has been hijacked by extremists.” Twitter, April 29, 2022. https://twitter.com/elonmusk/status/1519852213698502656.

Night Owl. “Lies, Lies, Lies, Yeah...” *Daily Kos*, November 22, 2005. https://www.dailykos.com/stories/2005/11/22/167054/-.

Niner. “Dean on the Clinton Era.” *Daily Kos*, December 21, 2003. https://www.dailykos.com/stories/2003/12/20/6305/-.

Obama, Barack. “Barack Announces Organizing for America.” YouTube video, January 16, 2009. https://www.youtube.com/watch?v=WfGNgacysHg.

---. “Steel.” YouTube video, May 14, 2012. https://www.youtube.com/watch?v=sWiSFwZJXwE.

Ocasio-Cortez, Alexandria. “The Courage to Change.” YouTube video, May 30, 2018. https://www.youtube.com/watch?v=rq3QXIVR0bs.

---. “We aren’t pushing the party left, we are bringing the party home.” Twitter, November 17, 2019. https://twitter.com/AOC/status/1195884549064007680.

Pelosi, Nancy. “A Better Deal: Better Jobs, Better Wages, Better Future.” YouTube video, July 31, 2017. https://www.youtube.com/watch?v=UzTd5kQLWQE.

“Report on the 2003 MoveOn.org Political Action Primary.” MoveOn.org, September 29, 2005. Web archive. https://web.archive.org/web/20050929062844/http://moveon.org/pac/primary/report.html.

Sanders, Bernard. “Unlike virtually every other campaign, we don’t have a Super PAC which collects money from billionaires and corporations.” X, September 28, 2015. https://x.com/BernieSanders/status/648575681677234177.

---. “ABC News spent 81 minutes on Donald Trump and only 20 seconds on our campaign. You read that right. Seconds.” X, December 11, 2015. https://x.com/BernieSanders/status/675453877915897856.

---. “Are You a Current or Former Amazon Employee? Please Share Your Experiences with Sen. Bernie Sanders. Https://Sanders.Senate.Gov/Share-Your-Experiences-Working-at-Amazon.” Twitter, August 28, 2018. https://twitter.com/SenSanders/status/1034439496887152640.

---. “Let’s be honest, Joe. One of us fought for decades to cut Social Security, and one of us didn’t. But don’t take it from me. Take it from you.” Twitter, January 22, 2020. https://twitter.com/BernieSanders/status/1219815261118902272.

---. “Joe Biden Is Wrong: Our Ideas Are Not ‘Pie in the Sky’.” YouTube video, March 9, 2020. https://www.youtube.com/watch?v=fSUY-KlSigM.

---. “As Chairman of the Senate Budget Committee, I am proud that we passed the American Rescue Plan, which, in my view, is the most significant piece of legislation to benefit working families in the modern history of this country.” X, March 6, 2021. https://x.com/SenSanders/status/1368251348563660810.

---. “The election in November is the most important election in the modern history of this country. Democracy is at stake.” X, March 15, 2024. https://twitter.com/BernieSanders.

---. “The American people do not support Netanyahu’s horrific war. We must remind the Democratic Party: If they want young people to get involved in the political process, they must change their approach to Gaza.” Instagram, August 7, 2024. https://www.instagram.com/reel/C-Yan6huBEV/.

---. “It should come as no great surprise that a Democratic Party which has abandoned working class people would find that the working class has abandoned them. While the Democratic leadership defends the status quo, the American people are angry and want change. And they’re right.” X, November 6, 2024. https://x.com/BernieSanders/status/1854271157135941698.

Slackerink. “The Dean Mailing List Is Interesting...” *Daily Kos*, January 1, 2004. https://www.dailykos.com/stories/2004/1/1/7324/-.

"South Asian Men for Harris." YouTube video, July 24, 2024. https://www.youtube.com/watch?v=9ooRXazPVn4.

Surowiecki, James. "Joe Biden's economic policy, from his support of unions to antitrust enforcement to the stimulus to his use of tariffs to subsidies for manufacturing, was aimed at creating working-class jobs and raising working-class wages. And because eggs cost more, workers hated him for it." X, November 7, 2024. https://x.com/JamesSurowiecki/status/1854324290247680411.

TDC. "Mitt Romney's '47 Percent' Comments." YouTube video, 2012. https://www.youtube.com/watch?v=M2gvY2wqI7M.

The Insider. "99 Percent Spring: The Latest MoveOn Front for the Democratic Party." *CounterPunch.Org*, March 16, 2012. https://www.counterpunch.org/2012/03/16/99-percent-spring-the-latest-moveon-front-for-the-democratic-party/.

"Women for Harris National Organizing Call." YouTube video, July 30, 2024. https://www.youtube.com/watch?v=lQRO50A6ogE.

"'You Got Bailed Out, We Got Sold Out'–Thousands Protest on Wall Street." *Democracy Now!*, April 30, 2010. http://www.democracynow.org/2010/4/30/you_got_bailed_out_we_got.

"Zuckerberg tells Obama he's 'cool' with paying higher taxes." *CBS News*. YouTube video, April 21, 2011. https://www.youtube.com/watch?v=8URYPna1lhw.

Sources secondaires.

Le populisme.

Le populisme aux États-Unis.

Beeby, James A. *Revolt of the Tar Heels: The North Carolina Populist Movement, 1890–1901*. University Press of Mississippi, 2008.

Cantrell, Gregg. *The People's Revolt: Texas Populists and the Roots of American Liberalism*. Yale University Press, 2020.

Clanton, Gene. *Populism: The Humane Preference in America 1890–1900*. Twayne Publishers, 1991.

Deslter, McArthur Chester. *American Radicalism 1865–1901*. Quadrangle, 1946.

Formisano, Ronald P. *For the People: American Populist Movements from the Revolution to the 1850s*. University of North Carolina Press, 2008.

Goodwyn, Lawrence. *Democratic Promise: The Populist Moment in America*. Oxford University Press, 1978.

Hackney, Sheldon. *Populism to Progressivism in Alabama*. University Alabama Press, 1969.

Hicks, John D. *Populist Revolt: A History of the Farmers' Alliance and the People's Party*. University of Minnesota Press, 1931.

Hofstadter, Richard. *The Age of Reform*. Vintage, 1955.

---. "The Paranoid Style in American Politics." *Harper's Magazine*, 1964. https://harpers.org/archive/1964/11/the-paranoid-style-in-american-politics/.

Hunt, James L. *Marion Butler and American Populism*. The University of North Carolina Press, 2003.

Kazin, Michael. *The Populist Persuasion: An American History*. Cornell University Press, 2017.

---. "Trump and American Populism: Old Whine, New Bottles." *Foreign Affairs* 95, no. 6 (2016): 17–24. https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-10-06/trump-and-american-populism.

McMath, Robert, and Eric Foner. *American Populism: A Social History 1877–1898*. Hill & Wang, 1992.

Nugent, Walter. *Progressivism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2010.

---. *The Tolerant Populists: Kansas Populism and Nativism*. University of Chicago Press, [1962] 2013.

Parrington, Vernon Louis. *Main Currents in American Thought*. Harcourt, 1930.

Pollack, Norman. "Hofstadter on Populism: A Critique of 'The Age of Reform'." *The Journal of Southern History* 26, no. 4 (1960): 478–500. https://doi.org/10.2307/2204624.

---. *Populist Response to Industrial America*. Harvard University Press, 1962.

Rochester, Anna. *The Populist Movement in the United States*. International Publishers, 1943.

Sanders, Elizabeth. *Roots of Reform: Farmers, Workers, and the American State, 1877–1917*. University of Chicago Press, 1999.

Woodward, C. Vann. *Origins of the New South, 1877–1913: A History of the South*. LSU Press, 1981.

---. *Tom Watson: Agrarian Rebel*. Macmillan, 1938.

Approches théoriques.

Alroy, Gil Carl. "Populism: Its Meaning and National Characteristics." *American Political Science Review* 64, no. 3 (September 1970): 968–69.

Arditi, Benjamin. *Politics on the Edges of Liberalism: Difference, Populism, Revolution, Agitation*. Edinburgh University Press, 2008.

Bell, Jeffrey. *Populism and Elitism: Politics in the Age of Equality*. Regnery Publishing, 1992.

Borriello, Arthur, and Anton Jäger. "Is Left Populism the Solution?" *Jacobin*, March 31, 2019. https://jacobinmag.com/2019/03/left-populism-mouffe-socialist-strategy.

---. "Le populisme en débat." *Esprit Presse*, April 2020. https://esprit.presse.fr/article/arthur-borriello-et-anton-jager/le-populisme-en-debat-introduction-42640.

---. "Making Sense of Populism." *Catalyst*, Winter 2020. https://catalyst-journal.com/2020/03/making-sense-of-populism.

---. *The Populist Moment: The Left After the Great Recession*. Verso Books, 2023.

Bos, Linda, et al. "Are Populists Politically Intolerant? Citizens' Populist Attitudes and Tolerance of Various Political Antagonists." *Political Studies* 71, no. 3 (August 2023): 851–68. https://doi.org/10.1177/00323217211049299.

Boyte, Harry C., and Frank Riessman. *The New Populism: The Politics of Empowerment*. Temple University Press, 1986.

Brubaker, Rogers. "Why populism?" *Theory and Society* 46, no. 5 (2017): 357–85. https://www.jstor.org/stable/44981871.

Canovan, Margaret. *Populism*. Harcourt, 1981.

---. "Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy." *Political Studies* 47, no. 1 (March 1999): 2–16. https://journals-sagepub-com.ezpupv.scdi-montpellier.fr/doi/10.1111/1467-9248.00184.

Capdevila, Luc, et al. « Populismes dans les Amériques ». *IdeAs. Idées d'Amériques*, no. 14 (octobre 2019). http://journals.openedition.org/ideas/6816.

Caramani, Daniele. "Will vs. Reason: The Populist and Technocratic Forms of Political Representation and Their Critique to Party Government." *American Political Science Review* 111, no. 1 (February 2017): 54–67. https://doi.org/10.1017/S0003055416000538.

Chazel, Laura. « Théorie et pratique du populisme par la gauche radicale : une analyse comparée de Podemos et La France insoumise ». Thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes, 6 décembre 2021.

Conley, Richard S. *Donald Trump and American Populism*. Edinburgh University Press, 2020.

Critchlow, Donald T. *In Defense of Populism: Protest and American Democracy*. University of Pennsylvania Press, 2020.

De Cleen, Benjamin, and Juan Alberto Ruiz Casado. "Populism of the Privileged: On the Use of Underdog Identities by Comparatively Privileged Groups." *Political Studies*, March 2023, 1–21. https://doi.org/10.1177/00323217231160427.

Fitzi, Gregor, et al. *Populism and the Crisis of Democracy: Volume 1: Concepts and Theory*. Routledge, 2018.

---. *Populism and the Crisis of Democracy: Volume 2: Politics, Social Movements and Extremism*. Routledge, 2018.

---. *Populism and the Crisis of Democracy: Volume 3: Migration, Gender and Religion*. Routledge, 2018.

Frank, Thomas. *The People, No: A Brief History of Anti-Populism*. Metropolitan Books, 2020.

Galston, William A. *Anti-Pluralism: The Populist Threat to Liberal Democracy*. Yale University Press, 2018.

Grattan, Laura. *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America*. Oxford University Press, 2016.

---. "Lessons from the Margins of Populist History." *Boston Review*, April 21, 2020. https://bostonreview.net/forum/reclaiming-populism/laura-grattan-lessons-margins-populist-history.

Hamburger, Jacob. "Can There Be a Left Populism?" *Jacobin*, March 29, 2018. https://www.jacobinmag.com/2018/03/left-populism-mouffe-fassin-France-insoumise.

Hawkins, Kirk A., et al. *The Ideational Approach to Populism: Concept, Theory, and Analysis*. Routledge, 2018.

Ionescu, Ghita, and Ernest Gellner, eds. *Populism: Its Meanings and National Characteristics*. The Macmillan Company, 1969.

Jäger, Anton. "Populism and the Democracy of Producers in the United States, 1877–1925." PhD diss., University of Cambridge, 2020.

---. "21st Century Americanism." *Jacobin*, February 22, 2018. https://jacobinmag.com/2018/02/populism-language-class-laclau-kenneth-burke.

---. "From Populism to Socialism and Back." *Jacobin*, August 29, 2019. https://jacobinmag.com/2019/08/populism-socialism-daniel-de-leon-eugene-debs.

---. "On the Front Lines of the Populism Wars." *Jacobin*, June 8, 2018. https://jacobinmag.com/2018/06/for-a-left-populism-mouffe-review.

---. "The Masses Against the Classes, or, How to Talk about Populism without Talking about Class." *Nonsite.Org*, May 14, 2019. https://nonsite.org/the-masses-against-the-classes-or-how-to-talk-about-populism-without-talking-about-class/.

---. "The Myth of 'Populism'." *Jacobin*, January 3, 2018. https://jacobinmag.com/2018/01/populism-douglas-hofstadter-donald-trump-democracy.

---. "The Semantic Drift: Images of Populism in Post-War American Historiography and Their Relevance for (European) Political Science." *Constellations* 24, no. 3 (September 2017): 310–23. https://doi.org/10.1111/1467-8675.12308.

---. "We Bet the House on Left Populism — and Lost." *Jacobin*, November 25, 2019. https://jacobinmag.com/2019/11/we-bet-the-house-on-left-populism-and-lost.

Judis, John B. *The Populist Explosion: How the Great Recession Transformed American and European Politics*. Columbia Global Reports, 2016.

Kaltwasser, Cristóbal Rovira. "The ambivalence of populism: threat and corrective for democracy." *Democratization* 19, no. 2 (April 2012): 184–208, https://doi.org/10.1080/13510347.2011.572619.

---, et al., eds. *The Oxford Handbook of Populism*. E-book. Oxford University Press, 2018.

Kazin, Michael. "How Can Donald Trump and Bernie Sanders Both Be 'Populist'?" *The New York Times*, March 22, 2016. https://www.nytimes.com/2016/03/27/magazine/how-can-donald-trump-and-bernie-sanders-both-be-populist.html.

Kellner, Douglas. *American Nightmare: Donald Trump, Media Spectacle, and Authoritarian Populism*. Brill – Sense, 2016.

Laclau, Ernesto. *Politics and Ideology in Marxist Theory: Capitalism, Fascism, Populism*. NLB, 1977.

---. *On Populist Reason*. Verso, [2005] 2018.

Laclau, Ernesto, and Chantal Mouffe. *Hegemony And Socialist Strategy: Towards A Radical Democratic Politics*. Verso, 2014.

Leca, Jean. « La démocratie à l'épreuve des pluralismes ». *Revue française de science politique* 46, no. 2 (1996): 225–79. https://doi.org/10.3406/rfsp.1996.395052.

Lee, Frances E. "Populism and the American Party System: Opportunities and Constraints." *Perspectives on Politics* 18, no. 2 (June 2020): 370–88. https://doi.org/10.1017/S1537592719002664.

Mastropaolo, Alfio. « Populisme du peuple ou populisme des élites ? » *Critique internationale* 13, no. 4 (2001) : 61–7. https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-4-page-61.htm.

Mény, Yves, and Yves Surel, eds. *Democracies and the Populist Challenge*. Palgrave MacMillan, 2001.

Moffit, Benjamin. *Populism*. Polity Press, 2020.

Mouffe, Chantal. *For a Left Populism*. Verso, 2018.

---. *On the Political*. Routledge, 2005.

Mouffe, Chantal, and Owen Jones. *Podemos: In the Name of the People*. Lawrence & Wishart, 2016.

Mudde, Cas. "The Populist Zeitgeist." *Government and Opposition* 39, no. 4 (2004): 541–63.

---. "The Power of Populism? Not Really!" Center for Research on Extremism, February 2016. https://www.sv.uio.no/c-rex/english/news-and-events/news/2016/the-power-of-populism-not-really%21.html.

Mudde, Cas, and Cristóbal Rovira Kaltwasser. *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2017.

Müller, Jan-Werner. "Getting a Grip on Populism." *Dissent Magazine*, September 23, 2011. https://www.dissentmagazine.org/blog/getting-a-grip-on-populism.

---. "Trump, Erdoğan, Farage: The Attractions of Populism for Politicians, the Dangers for Democracy." *The Guardian*, September 2, 2019. https://www.theguardian.com/books/2016/sep/02/trump-erdogan-farage-the-attractions-of-populism-for-politicians-the-dangers-for-democracy.

---. *What Is Populism*? University of Pennsylvania Press, 2016.

Norris, Pippa, and Ronald Inglehart. *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge University Press, 2019.

Nye, Joseph S. "Why Is Populism on the Rise, and What Do the Populists Want?" *The International Economy*, Winter 2019. http://www.international-economy.com/TIE_W19_PopulismSymp.pdf.

Oudenampsen, Merijn. "Neoliberal Populism: The Case of Pim Fortuyn." *Political Studies*, July 2023, https://doi.org/10.1177/00323217231185211.

Panizza, Francisco, et al. *Populism and the Mirror of Democracy*. Verso, 2005.

Pappas, Takis S. *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis*. Oxford University Press, 2019.

Postel, Charles. *The Populist Vision*. Oxford University Press, [2007] 2009.

---. "Populism as a Concept and the Challenge of U.S. History." *IdeAs. Idées d'Amériques*, no. 14 (October 2019). https://journals.openedition.org/ideas/6472.

---. "If Trump and Sanders are Both Populists, What Does Populist Mean?" *The American Historian*, August 2016. https://www.oah.org/tah/issues/2016/february/if-trump-and-sanders-are-both-populists-what-does-populist-mean/.

---. "What History Teaches Us." *Democracy Journal*, April 5, 2017. https://democracyjournal.org/magazine/44/what-history-teaches-us/.

---. "'Populism' and the Significance of Left and Right." *Jacobin*, November 25, 2019. https://jacobinmag.com/2019/11/populism-and-the-significance-of-left-and-right/.

Riker, William H. *Liberalism Against Populism: A Confrontation Between the Theory of Democracy and the Theory of Social Choice*. Waveland Press, 1982.

Rodrik, Dani. "Populism and the Economics of Globalization." National Bureau of Economic Research, June 2017. https://doi.org/10.3386/w23559.

Rosanvallon, Pierre. *Le Siècle du populisme*. Points, 2021.

Sonno, Tommaso, et al. "Financial Crises as Drivers of Populism: A New Channel." Centre for Economic Policy Research, July 2022.

Stanley, Ben. "The thin ideology of populism." *Journal of Political Ideologies* 13, no. 1 (February 2008): 95–110. https://doi.org/10.1080/13569310701822289.

Taggart, Paul. *Populism*. Open University Press, 2000.

Taguieff, Pierre-André. « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 56, no. 1 (1997): 4–33. https://doi.org/10.3406/xxs.1997.4489.

Tarragoni, Federico. *L'esprit démocratique du populisme*. La Découverte, 2019.

Urbinati, Nadia. *Me the People: How Populism Transforms Democracy*. E-book. Harvard University Press, 2019.

---. *Democracy Disfigured: Opinion, Truth and the People*. Harvard University Press, 2014.

---. "The Populist Phenomenon." *Raisons Politiques* 51, no. 3 (March 2013): 137–54. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/rai.051.0137.

Vergara, Camila. “Populism as Plebeian Politics: Inequality, Domination, and Popular Empowerment.” *Journal of Political Philosophy* 28, no. 2 (2020): 222–46. https://doi.org/10.1111/jopp.12203.

Weyland, Kurt, and Raúl L. Madrid, eds. *When Democracy Trumps Populism: European and Latin American Lessons for the United States*. Cambridge University Press, 2019.

Presse.

Brubaker, Rogers. “Populism’s Perfect Storm.” *Boston Review*, July 11, 2017. https://bostonreview.net/articles/rogers-brubaker-perfect-populist-storm/.

Dionne, E. J. “The Populism of the Privileged.” *The New Republic*, April 19, 2010. https://newrepublic.com/article/74480/the-populism-the-privileged.

Frank, Jason. “Populism Isn’t The Problem.” *Boston Review*, August 15, 2018. http://bostonreview.net/politics/jason-frank-populism-not-the-problem.

---. “The Uses of Populist History.” *Boston Review*, April 21, 2020. https://bostonreview.net/forum/reclaiming-populism/jason-frank-uses-populist-history.

Getachew, Adom. “Reclaiming Populism.” *Boston Review*, April 21, 2020. http://bostonreview.net/forum/adom-getachew-reclaiming-populism.

Gilsinan, Kathy. “The Populist, Millennial Veteran Who Wants to Turn Missouri Blue.” *POLITICO*, November 2021. https://www.politico.com/news/magazine/2021/11/24/lucas-kunce-missouri-populist-democrat-521862.

Goldberg, Jonah. “Sanders and Trump: Two Populist Peas in a Pod?” *National Review*, August 18, 2015. https://www.nationalreview.com/2015/08/donald-trump-bernie-sanders-populism/.

Graham, David A. “The Paradox of Trump’s Populism.” *The Atlantic*, June 29, 2018. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2018/06/the-paradox-of-trumps-populism/564116/.

Hanson, Davis. “Populism of the Privileged.” *National Review*, February 21, 2008. https://www.nationalreview.com/2008/02/populism-privileged-victor-davis-hanson/.

Hennessey, Kathleen. “The Populist Sentiment Fueling Both the Bernie Sanders and Donald Trump Campaigns.” *Los Angeles Times*, August 14, 2015. https://www.latimes.com/nation/la-na-trump-sanders-20150814-story.html.

Heuvel, Katrina vanden. “The Phony Populism of Donald Trump.” *The Washington Post*, August 16, 2016. https://www.washingtonpost.com/opinions/the-phony-populism-of-donald-trump/2016/08/16/1e8649c8-631c-11e6-8b27-bb8ba39497a2_story.html.

---. “Trump’s Team of Faux Populists and Real Crony Capitalists.” *The Nation*, December 6, 2016. https://www.thenation.com/article/archive/trumps-team-of-faux-populists-and-real-crony-capitalists/.

Lancaster, Roger. “Foiling Faux-Populism.” *Jacobin*, January 23, 2017. https://jacobinmag.com/2017/01/trump-trans-pacific-partnership-populism.

Leonhardt, David. “Democrats Are Running a Smart, Populist Campaign.” *The New York Times*, May 27, 2018. https://www.nytimes.com/2018/05/27/opinion/democrats-populist-campaign-midterm-trump.html.

Lynch, Conor. “Economic Populism Is the New Center.” *The Week*, November 14, 2019. https://theweek.com/articles/878110/economic-populism-new-center.

Shrum, Robert. “Donald Trump Is Not a Populist.” *POLITICO*, August 29, 2017. https://www.politico.com/magazine/story/2017/08/29/donald-trump-not-a-populist-215552.

Wolfreys, Jim. “When ‘Anti-Populism’ Makes the Far Right Mainstream.” *Jacobin*, January 26, 2020. https://jacobinmag.com/2020/01/marine-le-pen-france-far-right-populism-macron-islamophobia.

Idéologies.

Ouvrages généraux.

Freeden, Michael. *Ideology: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2003.

---. *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*. Clarendon Press, 1998.

---. “Political Concepts and Ideological Morphology.” *Journal of Political Philosophy* 2, no. 2 (1994): 140–64.

Gallie, W. B. “Essentially Contested Concepts.” *Proceedings of the Aristotelian Society* 56 (1955): 167–98. https://www.jstor.org/stable/4544562.

Gerring, John. *Party Ideologies in America, 1828–1996*. Cambridge University Press, 1998.

---. “Ideology: A Definitional Analysis.” *Political Research Quarterly* 50, no. 4 (1997): 957–94. https://doi.org/10.2307/448995.

Jacobs, Michael, and Laurie Laybourn-Langton. “Paradigm Shifts in Economic Theory and Policy - Intereconomics.” *Intereconomics* 53, no. 3 (May/June 2018). https://www.intereconomics.eu/pdf-download/year/2018/number/3/article/paradigm-shifts-in-economic-theory-and-policy.html.

McLellan, David. *Ideology*. University of Minnesota Press, 1995.

Noel, Hans. *Political Ideologies and Political Parties in America*. Cambridge University Press, 2014.

Libéralisme.

Alterman, Eric, and Kevin Mattson. *The Cause: The Fight for American Liberalism from Franklin Roosevelt to Barack Obama*. E-book. Penguin Books, 2012.

Bell, Daniel. *The End of Ideology*. The Free Press, 1960.

Bell, Jonathan, and Timothy Stanley, editors. *Making Sense of American Liberalism*. University of Illinois Press, 2012.

Boorstin, Daniel J. *The Genius of American Politics*. The University of Chicago Press, 1953.

Cherniss, Joshua L. “A Tempered Liberalism: Political Ethics and Ethos in Reinhold Niebuhr’s Thought.” *The Review of Politics* 78, no. 1 (January 2016): 59–90. https://doi.org/10.1017/S003467051500087X.

Coppolani, Antoine. « La résistible évolution du libéralisme américain : du consensus libéral au mouvement néoconservateur ». dans *La démocratie aux États-Unis et en Europe : 1918 à 1989*, édité par Hélène Fréchet, Armand Colin, 1999.

Freeden, Michael. *Liberalism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2015.

Freeden, Michael, and Marc Stears. “Liberalism.” In *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, edited by Michael Freeden and Marc Stears. Oxford University Press, 2013.

Gerstle, Gary. “The Protean Character of American Liberalism.” *The American Historical Review* 99, no. 4 (1994): 1043–73. https://doi.org/10.2307/2168769.

Hartz, Louis. *The Liberal Tradition in America*. Mariner Books, 1955.

Hodgson, Godfrey. *America in Our Time: From World War II to Nixon – What Happened and Why*. Doubleday, 1976.

Lilla, Mark. “The End of Identity Liberalism.” *The New York Times*, November 18, 2016. https://www.nytimes.com/2016/11/20/opinion/sunday/the-end-of-identity-liberalism.html.

Lowi, Theodore J. *The End of Liberalism: The Second Republic of the United States*. WW Norton & Co, 1979.

MacGillis, Alec. “The Rise of Zombie Liberalism: Half-Dead, Half-Alive.” *The Washington Post*, July 1, 2011. https://www.washingtonpost.com/opinions/the-rise-of-zombie-liberalism-half-dead-half-alive/2011/06/29/AG0934tH_story.html.

Mason, Robert, and Iwan Morgan, editors. *The Liberal Consensus Reconsidered: American Politics and Society in the Postwar Era*. University Press of Florida, 2017.

Mouffe, Chantal. « Démocratie et libéralisme politique : est-il possible de les concilier ? » Dans *Questions au libéralisme*, édité par Rudolf Visker et al., 15-26. Presses universitaires Saint-Louis, 1998. https://books.openedition.org/pusl/19563?lang=fr.

Moyn, Samuel. *Liberalism against Itself: Cold War Intellectuals and the Making of Our Times*. Yale University Press, 2023.

Rawls, John. *A Theory of Justice*. Belknap Press, 1971.

Reed, Touré. “Why Liberals Separate Race from Class.” *Jacobin*, August 22, 2015. https://jacobin.com/2015/08/bernie-sanders-black-lives-matter-civil-rights-movement/.

Sabin, Paul. *Public Citizens: The Attack on Big Government and the Remaking of American Liberalism*. W. W. Norton & Company, 2021.

Sandel, Michael J. *Liberalism and the Limits of Justice*. Cambridge University Press, 1982.

Stieb, Joseph. “The Vital Center Reborn: Redefining Liberalism between 9/11 and the Iraq War.” *Modern American History* 4, nº 3 (2021): 285-304. https://doi.org/10.1017/mah.2021.18.

Vaïsse, Justin. *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis : Le triomphe de l’idéologie*. Odile Jacob, 2008.

Néolibéralisme.

Altman, Daniel. “Neoliberalism? It Doesn’t Exist.” *The New York Times*, July 16, 2005. https://www.nytimes.com/2005/07/16/business/worldbusiness/neoliberalism-it-doesnt-exist.html.

Audier, Serge. *Néo-libéralisme(s) : Une archéologie intellectuelle*. Grasset, 2012.

Ban, Cornel. *Ruling Ideas: How Global Neoliberalism Goes Local*. Oxford University Press, 2016.

Barstow, David. “Tea Party Lights Fuse for Rebellion on Right.” *The New York Times*, February 16, 2010. https://www.nytimes.com/2010/02/16/us/politics/16teaparty.html.

Bartel, Fritz. *The Triumph of Broken Promises: The End of the Cold War and the Rise of Neoliberalism*. Harvard University Press, 2022.

Crouch, Colin. *The Strange Non-Death of Neo-Liberalism*. Polity, 2011.

Escalona, Fabien. *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne – Du régime social-démocrate keynésien*. Dalloz, 2017.

Fœssel, Michaël. « Néolibéralisme versus libéralisme ? » *Revue Esprit*, novembre 2008, 78–97. https://esprit.presse.fr/article/michael-foessel/neoliberalisme-versus-liberalisme-14660.

Foucault, Michel. *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France*. Éditions du Seuil, 2004.

Fraser, Nancy. *Justice Interruptus*. Routledge, 1997.

---. "The Feminism of the 1 Percent Has Associated Our Cause With Elitism." *Jacobin*, August 21, 2019. https://jacobin.com/2019/08/feminism-for-99-percent-nancy-fraser.

---. "From Progressive Neoliberalism to Trump and Beyond." In *Identity Trumps Socialism: The Class and Identity Debate after Neoliberalism*, edited by Marc James Léger. Routledge, 2023.

Geismer, Lily. "Agents of Change: Microenterprise, Welfare Reform, the Clintons, and Liberal Forms of Neoliberalism." *Journal of American History* 107, no. 1 (June 2020): 107–31. https://doi.org/10.1093/jahist/jaaa010.

---. "Bill Clinton Did More to Sell Neoliberalism than Milton Friedman." *In These Times*, June 14, 2022. https://inthesetimes.com/article/bill-clinton-neoliberalism-milton-friedman-democrats-market-capitalism.

Gerstle, Gary. "The Rise and Fall(?) Of America's Neoliberal Order." *Transactions of the Royal Historical Society* 28 (December 2018): 241–64. https://doi.org/10.1017/S0080440118000129.

---. *The Rise and Fall of the Neoliberal Order: America and the World in the Free Market Era*. Oxford University Press, 2022.

Gindin, Sam, and Leo Panitch. *The Making of Global Capitalism: The Political Economy of American Empire*. Verso, 2012.

Harvey, David. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford University Press, 2005.

---. "Is This Really the End of Neoliberalism?" *CounterPunch*, March 2009. https://www.counterpunch.org/2009/03/13/is-this-really-the-end-of-neoliberalism/.

Léger, Marc James, editor. *Identity Trumps Socialism: The Class and Identity Debate after Neoliberalism*. Routledge, 2023.

Léger, Marc James. *Bernie Bros Gone Woke: Class, Identity, Neoliberalism*. Haymarket Books, 2023.

Levitz, Eric. "The End of 'Zombie Neoliberalism'?" *Intelligencer*, February 1, 2023. https://nymag.com/intelligencer/2023/02/industrial-policy-designer-economy.html.

Lévy, Dominique, and Gérard Duménil. *Crise et sortie de crise : Ordre et désordres néolibéraux*. Presses Universitaires de France, 2000.

Monbiot, George. "Neoliberalism – the Ideology at the Root of All Our Problems." *The Guardian*, April 15, 2016. https://www.theguardian.com/books/2016/apr/15/neoliberalism-ideology-problem-george-monbiot.

Mudge, Stephanie L. *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism*. Harvard University Press, 2018.

Paye, Olivier. « La gouvernance : D'une notion polysémique à un concept politologique ». *Études internationales* 36, no. 1 (2005): 13–40. https://doi.org/10.7202/010730ar.

Rodgers, Daniel. “The Uses and Abuses of ‘Neoliberalism’.” *Dissent Magazine*, Winter 2018. https://www.dissentmagazine.org/article/uses-and-abuses-neoliberalism-debate.

Smith, Bradley. « La Dialectique du néolibéralisme aux États-Unis : aux origines de ‘révolution conservatrice’ et de la crise financière de 2008 ». Thèse de doctorat, Université Sorbonne Paris Cité, 2015. https://theses.hal.science/tel-01508543.

Steger, Manfred B., and Ravi K. Roy. *Neoliberalism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2021.

Tooze, Adam. “Has Covid Ended the Neoliberal Era?” *The Guardian*, September 2, 2021. https://www.theguardian.com/news/2021/sep/02/covid-and-the-crisis-of-neoliberalism.

Zakaria, Fareed. *Ten Lessons for a Post-Pandemic World*. Allen Lane, 2020.

Zizek, Slavoj. « Lutte des classes à Wall Street, par Slavoj Zizek ». *Le Monde*, 9 octobre 2008. https://www.lemonde.fr/idees/article/2008/10/09/lutte-des-classes-a-wall-street-par-slavoj-zizek_1104997_3232.html.

Démocratie, représentation politique, et souveraineté populaire.

Ackerman, Bruce A. *We the People: Foundations*. Harvard University Press, 1991.

Alperovitz, Gar. *America Beyond Capitalism: Reclaiming Our Wealth, Our Liberty, and Our Democracy*. E-book. John Wiley & Sons Inc, 2004.

Ballacci, Giuseppe, and Rob Goodman. *Populism, Demagoguery, and Rhetoric in Historical Perspective*. Oxford University Press, 2024.

Barnett, Randy E. *Our Republican Constitution: Securing the Liberty and Sovereignty of We the People*. Broadside Books, 2016.

Beveridge, Ross, and David Featherstone. “Introduction: Anti-Politics, Austerity and Spaces of Politicisation.” *Environment and Planning C: Politics and Space* 39, no. 3 (May 2021): 437–50. https://doi.org/10.1177/23996544211004188.

Bobbio, Norberto, et al. *Future of Democracy*. Polity Press, 1987.

Bump, Philip. “By 2040, Two-Thirds of Americans Will Be Represented by 30 Percent of the Senate.” *The Washington Post*, October 23, 2021. https://www.washingtonpost.com/news/politics/wp/2017/11/28/by-2040-two-thirds-of-americans-will-be-represented-by-30-percent-of-the-senate/.

Canovan, Margaret. *The People*. Polity Press, 2005.

Castells, Manuel. « De la crise financière à la crise de légitimité : l’épuisement historique de la démocratie représentative ». Dans *Penser global : Internationalisation et globalisation des sciences humaines et sociales*, édité par Michel Wieviorka et al., 85–91. Éditions de la Maison des sciences de l’homme, 2015.

Crouch, Colin. *Post–Democracy*. Polity Press, 2004.

Dahl, Robert Alan. *On Democracy*. Yale University Press, 2015.

---. *Polyarchy: Participation and Opposition*. Yale University Press, 1971.

---. *Who Governs? Democracy and Power in an American City*. Yale University Press, 1961.

Frank, Thomas. *One Market Under God: Extreme Capitalism, Market Populism, and the End of Economic Democracy*. Anchor, 2001.

Fuller, Roslyn. *Beasts and Gods: How democracy changed its meaning and lost its purpose*. Zed Books Ltd, 2015.

Hay, Colin. *Why We Hate Politics*. Polity Press, 2007.

Kateb, George. "On the 'Legitimation Crisis'." *Social Research* 46, no. 4 (1979): 695–727, https://www.jstor.org/stable/40970809.

Lasch, Christopher. *The Revolt of the Elites & The Betrayal of Democracy*. W. W. Norton & Company, [1994] 1996.

Levinson, Sanford. *Our Undemocratic Constitution: Where the Constitution Goes Wrong*. OUP USA, 2008.

---. "Popular Sovereignty and the United States Constitution: Tensions in the Ackermanian Program." *The Yale Law Journal* 123, no. 8 (2014): 2644–74, https://www.jstor.org/stable/43617003.

Levitsky, Steven, and Daniel Ziblatt. *How Democracies Die*. Crown, 2019.

Luthin, Reinhard H. *American Demagogues: Twentieth Century*. Beacon, 1954.

Mair, Peter. *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*. Verso, 2013.

Manin, Bernard. *Principes du gouvernement représentatif*. Flammarion, [1995] 2019.

Meyerson, Harold. "Americans See a Government of, by and for the Rich." *The Washington Post*, April 10, 2023. https://www.washingtonpost.com/opinions/americans-see-a-government-of-by-and-for-the-rich/2015/11/18/8c8e001a-8e19-11e5-acff-673ae92ddd2b_story.html.

Michels, Robert. *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchial Tendencies of Modern Democracy*. Martino Fine Books, [1911] 2016.

Morgan, Edmund S. *Inventing the People – The Rise of Popular Sovereignty in England & America*. E-book. W. W. Norton & Company, 1988.

Morris, Christopher W. "The Very Idea of Popular Sovereignty: 'We the People' Reconsidered." *Social Philosophy and Policy* 17, no. 1 (2000): 1–26. https://www.cambridge.org/core/journals/social-philosophy-and-policy/article/abs/very-idea-of-popular-sovereignty-we-the-people-reconsidered/4AD1DAFEDAFCD43AA6D9052D16C18552.

Patapan, Haig. "On Populists and Demagogues." *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique* 52, no. 4 (December 2019): 743–59. https://doi.org/10.1017/S0008423918001099.

Pateman, Carole. *Participation and Democratic Theory*. Cambridge University Press, 1975.

Pildes, Richard H. "Romanticizing Democracy, Political Fragmentation, and the Decline of American Government." *The Yale Law Journal* 124, no. 3 (December 2014): 804–52, https://www.yalelawjournal.org/article/the-decline-of-american-government.

---. "Why So Many Democracies Are Floundering." *The New York Times*, December 29, 2021. https://www.nytimes.com/2021/12/29/opinion/democracy-fragmentation-america-europe.html.

Pitkin, Hanna F. *The Concept of Representation*. University of California Press, 1972.

---. "Representation and Democracy: Uneasy Alliance." *Scandinavian Political Studies* 27, no. 3 (2004): 335–42. https://doi.org/10.1111/j.1467-9477.2004.00109.x.

Roberts-Miller, Patricia. *Demagoguery and Democracy*. The Experiment, 2017.

Schattschneider, Elmer E. *The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America*. Holt, Rinehart and Winston, 1960.

Schumpeter, Joseph A. *Capitalism, Socialism and Democracy*. Routledge, [1942] 2003.

Sullivan, Andrew. "Democracies End When They Are Too Democratic." *New York Magazine*, May 1, 2016. http://nymag.com/daily/intelligencer/2016/04/america-tyranny-donald-trump.html.

Urbinati, Nadia. *Representative Democracy – Principles and Genealogy*. University of Chicago Press, 2006.

Wolfe, Alan. *Does American Democracy Still Work*? Yale University Press, 2007.

Zakaria, Fareed. "The Rise of Illiberal Democracy." *Foreign Affairs* 76, no. 6 (1997): 22–43.

Histoire et société des États-Unis.

Beard, Charles Austin. *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*. Macmillan, 1913.

Brinkley, Alan. *American History: Connecting with the Past*. McGraw-Hill Higher Education, [2011] 2014.

Gachon, Nicolas. « Les Muckrakers et le rêve d'Amérique, 1900–1912 ». Thèse de doctorat, Université de Nice Sophia-Antipolis, 1999.

Hays, Samuel P. *The Response to Industrialism, 1885–1914*. University of Chicago Press, [1957] 1995.

Hofstadter, Richard. *The American Political Tradtion: And the Men Who Made It*. Vintage Books, [1948] 1989.

Lasch, Christopher. *The True and Only Heaven – Progress & it's Critics*. W. W. Norton & Company, [1991] 2013.

Lieberman, Robert C. "Ideas, Institutions, and Political Order: Explaining Political Change." *The American Political Science Review* 96, no. 4 (2002): 697–712. https://www.jstor.org/stable/3117505.

Nace, Ted. *Gangs of America: The Rise of Corporate Power and the Disabling of Democracy*. Berrett-Koehler Publishers, 2005.

Shenk, Timothy. *Realigners: Partisan Hacks, Political Visionaries, and the Struggle to Rule American Democracy*. Farrar, Straus and Giroux, 2022.

Young, Ralph. *Dissent: The History of an American Idea*. New York University Press, 2015.

Classes sociales et inégalités socio-économiques.

Bartels, Larry. *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*. Princeton University Press, 2008.

Bell, Daniel. *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*. Basic Books, 1973.

Damon, Julien. *La Classe Moyenne Américaine en Voie D'effritement*. Fondapol, December 2014. https://www.fondapol.org/etude/la-classe-moyenne-americaine-en-voie-deffritement/.

Ehrenreich, Barbara. *Nickel and Dimed: On (Not) Getting by in America*. Picador USA, 2011.

Ehrenreich, Barbara, and John Ehrenreich. “Death of the Yuppie Dream.” *In These Times*, February 19, 2013. https://inthesetimes.com/article/death-of-a-yuppie-dream.

---. “The New Left and the Professional Managerial Class.” *Radical America* 11, no. 3 (May/June 1977): 7–22. https://files.libcom.org/files/Rad%20America%20V11%20I3.pdf.

Evans, Geoffrey, and James Tilley. “The Depoliticization of Inequality and Redistribution: Explaining the Decline of Class Voting.” *The Journal of Politics* 74, no. 4 (2012): 963–76. https://doi.org/10.1017/s0022381612000618.

Florida, Richard. *The Rise of The Creative Class: And How It’s Transforming Work, Leisure, Community And Everyday Life*. Basic Books, 2002.

Fox, Liana, et al. “Waging War on Poverty: Poverty Trends Using a Historical Supplemental Poverty Measure.” *Journal of Policy Analysis and Management* 34, no. 3 (2015): 567–92. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26347369/.

Gilbert, Dennis L. *The American Class Structure in an Age of Growing Inequality*. SAGE Publications, [1998] 2020.

Gilens, Martin. *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America*. Princeton University Press, 2012.

Hacker, Jacob S., and Paul Pierson. *Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer – and Turned Its Back on the Middle Class*. Simon & Schuster, 2011.

Hedges, Chris. *Death of the Liberal Class*. Nation Books, 2011.

Inglehart, Ronald, and Jacques-René Rabier. “Political Realignment in Advanced Industrial Society: From Class-Based Politics to Quality-of-Life Politics.” *Government and Opposition* 21, no. 4 (October 1986): 456–79. https://doi.org/10.1111/j.1477-7053.1986.tb00032.x.

Johnston, David Cay. “Richest Are Leaving Even the Rich Far Behind.” *The New York Times*, June 5, 2005. https://www.nytimes.com/2005/06/05/us/class/richest-are-leaving-even-the-rich-far-behind.html.

Leonhardt, David. “The Great Wage Slowdown of the 21st Century.” *The New York Times*, October 7, 2014. https://www.nytimes.com/2014/10/07/upshot/the-great-wage-slowdown-of-the-21st-century.html.

Lipset, Seymour Martin. “The Changing Class Structure and Contemporary European Politics.” *Daedalus* 93, no. 1 (1964): 271–303.

---. *Political Man: The Social Bases of Politics*. Heinemann, 1960.

Liu, Catherine. *Virtue Hoarders: The Case against the Professional Managerial Class*. University of Minnesota Press, 2021.

Munk, Nina. “Don’t Blink. You’ll Miss the 258th-Richest American.” *The New York Times*, September 25, 2005. https://www.nytimes.com/2005/09/25/business/yourmoney/dont-blink-youll-miss-the-258thrichest-american.html.

Page, Benjamin I., et al. *Billionaires and Stealth Politics*. University of Chicago Press, 2018.

Pearlstein, Steven. “‘Capital in the Twenty-First Century’ by Thomas Piketty.” *The Washington Post*, March 28, 2014. https://www.washingtonpost.com/opinions/capital-in-the-twenty-first-century-by-thomas-piketty/2014/03/28/ea75727a-a87a-11e3-8599-ce7295b6851c_story.html.

Piketty, Thomas. *Capital et idéologie*. E-book. Le Seuil, 2019.

Reich, Robert. *Saving Capitalism: For the Many, Not the Few*. Vintage Books, 2016.

---. *The System: Who Rigged It, How We Fix It*. Alfred A. Knopf, 2020.

Roediger, David. *The Sinking Middle Class: A Political History of Debt, Misery, and the Drift to the Right*. Haymarket Books, 2022.

Sandel, Michael J. "Populism, Liberalism, and Democracy." *Philosophy & Social Criticism* 44, no. 4 (May 2018): 353–59. https://doi.org/10.1177/0191453718757888.

---. *The Tyranny of Merit: What's Become of the Common Good*? E-book. Allen Lane, 2020.

Smith, Hedrick. *Who Stole the American Dream?* Random House, 2012.

Teixeira, Ruy, editor. *Red, Blue, and Purple America: The Future of Election Demographics*. Brookings Institution Press, 2008.

Temin, Peter. *The Vanishing Middle Class: Prejudice and Power in a Dual Economy*. The MIT Press, 2017.

Tiberj, Vincent. « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988–2007) ». *Revue française de science politique* 62, no. 1 (2012): 71–106. https://doi.org/10.3917/rfsp.621.0071.

Van Der Waal, Jeroen, et al. "Class Is Not Dead—It Has Been Buried Alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956–1990)." *Politics & Society* 35, no. 3 (September 2007): 403–26. https://doi.org/10.1177/0032329207304314.

La polarisation politique, les guerres culturelles et la politique des identités.

Abramowitz, Alan. *The Disappearing Center – Engaged Citizens, Polarization and American Democracy*. Yale University Press, 2011.

---. *The Great Alignment: Race, Party Transformation, and the Rise of Donald Trump*. Yale University Press, 2018.

Abramowitz, Alan, and Jennifer McCoy. "United States: Racial Resentment, Negative Partisanship, and Polarization in Trump's America." *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 681, no. 1 (January 2019): 137–56. https://doi.org/10.1177/0002716218811309.

Barber, Michael J., and Nolan McCarty. "Causes and Consequences of Polarization." In *Solutions to Political Polarization in America*, edited by Nathaniel Persily, 15–58. Cambridge University Press, 2015.

Broder, David S. "One Nation, Divisible." *The Washington Post*, November 8, 2000. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2000/11/08/one-nation-divisible/7e71d13e-031e-41b1-8572-c5f56cb4bf75/.

Brooks, David. "Identity Politics Run Amok." *The New York Times*, September 2, 2016. https://www.nytimes.com/2016/09/02/opinion/identity-politics-run-amok.html.

---. "One Nation, Slightly Divisible." *The Atlantic*, December 1, 2001. https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2001/12/one-nation-slightly-divisible/376441/.

---. "The Two Moons." *The New York Times*, November 21, 2011. https://www.nytimes.com/2011/11/22/opinion/brooks-the-two-moons.html.

Brownstein, Ronald. "The Coalition of Transformation vs. The Coalition of Restoration." *The Atlantic*, November 21, 2012. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2012/11/the-coalition-of-transformation-vs-the-coalition-of-restoration/265512/.

Cohn, Nate. “How Educational Differences Are Widening America’s Political Rift.” *The New York Times*, September 8, 2021. https://www.nytimes.com/2021/09/08/us/politics/how-college-graduates-vote.html.

Dionne, E. J. “One Nation Deeply Divided.” *The Washington Post*, November 7, 2003. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/11/07/one-nation-deeply-divided/d8bdc2df-2e22-4f0e-9a41-846705ccaa12/.

---. *Why Americans Hate Politics*. Simon & Schuster, [1991] 2004.

Drezner, Daniel W. “The End of the Median Voter Theorem in Presidential Politics?” *The Washington Post*, October 6, 2021. https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2015/05/29/the-end-of-the-median-voter-theorem-in-presidential-politics/.

Drutman, Lee. “The Moderate Middle Is a Myth.” *FiveThirtyEight*, September 24, 2019. https://fivethirtyeight.com/features/the-moderate-middle-is-a-myth/.

Edsall, Thomas B. “What Motivates Voters More Than Loyalty? Loathing.” *The New York Times*, March 1, 2018. https://www.nytimes.com/2018/03/01/opinion/negative-partisanship-democrats-republicans.html.

Edwards, Mickey. *The Parties Versus the People: How to Turn Republicans and Democrats into Americans*. Yale University Press, 2013.

Fiorina, Morris P., and Samuel J. Abrams. “Political Polarization in the American Public.” *Annual Review of Political Science* 11, no. 1 (2008): 563–88. https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.11.053106.153836.

Fiorina, Morris P., et al. *Culture War? The Myth of a Polarized America*. Pearson, 2010.

Gelman, Andrew, et al. *Red State, Blue State, Rich State, Poor State: Why Americans Vote the Way They Do*. Princeton University Press, 2008.

Grossman, Matt, and David A. Hopkins. *Polarized by Degrees: How the Diploma Divide and the Culture War Transformed American Politics*. Cambridge University Press, 2024.

Grunwald, Michael. “How Everything Became the Culture War.” *POLITICO Magazine*, November/December 2018. https://www.politico.com/magazine/story/2018/11/02/culture-war-liberals-conservatives-trump-2018-222095/.

Hartman, Andrew. *A War for the Soul of America: A History of the Culture Wars*. University of Chicago Press, 2019.

Hunter, James Davison. *Culture Wars: The Struggle To Define America*. Basic Books, 1991.

Jacobs, Nicholas, and Sidney Milkis. *What Happened to the Vital Center: Presidentialism, Populist Revolt, and the Fracturing of America*. Oxford University Press, [2020] 2022.

Krugman, Paul. “America The Polarized.” *The New York Times*, January 4, 2002. https://www.nytimes.com/2002/01/04/opinion/america-the-polarized.html.

Krupnikov, Yanna, and John Barry Ryan. *The Other Divide: Polarization and Disengagement in American Politics*. Cambridge University Press, 2022.

Layman, Geoffrey C., et al. “Party Polarization in American Politics: Characteristics, Causes, and Consequences.” *Annual Review of Political Science* 9, no. 1 (2006): 83–110. https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.9.070204.105138.

Levendusky, Matthew. *The Partisan Sort: How Liberals Became Democrats and Conservatives Became Republicans*. University of Chicago Press, 2009.

Miller, Arthur H., et al. "A Majority Party in Disarray: Policy Polarization in the 1972 Election." *American Political Science Review* 70, no. 3 (September 1976): 753–78, https://doi.org/10.2307/1959866.

"Nader Assails Major Parties." *CBS News*, April 6, 2000. https://www.cbsnews.com/news/nader-assails-major-parties/.

Pildes, Richard H. "Why the Center Does Not Hold: The Causes of Hyperpolarized Democracy in America." *California Law Review* 99, no. 2 (April 2011): 273–333, https://ssrn.com/abstract=1646989.

Poole, Keith T., and Howard Rosenthal. "On Party Polarization in Congress." *Daedalus* 136, no. 3 (2007): 104–07. https://www.jstor.org/stable/20028136.

Reed, Adolph L. "The 2004 Election in Perspective: The Myth of 'Cultural Divide' and the Triumph of Neoliberal Ideology." *American Quarterly* 57, no. 1 (2005): 1–15. https://doi.org/10.1353/aq.2005.0017.

Rosenfeld, Sam. *The Polarizers: Postwar Architects of Our Partisan Era*. University of Chicago Press, 2017.

Thomas, Cal. "Not a Dime's Worth of Difference between America's Political Parties." *The Washington Times*, May 10, 2023. https://www.washingtontimes.com/news/2023/may/10/not-dimes-worth-of-difference-between-americas-pol/.

Toner, Robin. "Democrats Are Advised to Broaden Appeal." *New York Times*, October 7, 2005. https://www.nytimes.com/2005/10/07/politics/democrats-are-advised-to-broaden-appeal.html.

West, Darrell M. *Divided Politics, Divided Nation: Hyperconflict in the Trump Era*. Brookings Institution Press, 2020.

L'État-providence étatsunien.

Blyth, Mark. *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*. Cambridge University Press, 2002.

Cebul, Brent, et al., editors. *Shaped by the State: Toward a New Political History of the Twentieth Century*. University of Chicago Press, 2019.

Esping-Andersen, Gøsta. *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Princeton University Press, 1990.

Gilens, Martin. *Why Americans Hate Welfare: Race, Media, and the Politics of Antipoverty Policy*. University of Chicago Press, 1999.

Gottschalk, Marie. *The Shadow Welfare State: Labor, Business, and the Politics of Health Care in the United States*. Cornell University Press, 2000.

Hacker, Jacob S. *The Divided Welfare State: The Battle over Public and Private Social Benefits in the United States*. Cambridge University Press, 2002.

Howard, Christopher. *The Hidden Welfare State: Tax Expenditures and Social Policy in the United States*. Princeton University Press, 1997.

---. *The Welfare State Nobody Knows: Debunking Myths about U.S. Social Policy*. Princeton University Press, 2008.

Katz, Michael B., and Lorrin R. Thomas. "The Invention of 'Welfare' in America." *Journal of Policy History* 10, no. 4 (October 1998): 399–418. https://doi.org/10.1017/S0898030600007144.

---. *The Price of Citizenship: Redefining the American Welfare State*. Owl Books, 2001.

Quadagno, Jill S. "Creating a Capital Investment Welfare State: The New American Exceptionalism: 1998 Presidential Address." *American Sociological Review* 64, no. 1 (1999): 1–11. https://doi.org/10.2307/2657274.

---. "Welfare Capitalism and the Social Security Act of 1935." *American Sociological Review* 49, no. 5 (1984): 632–47. https://doi.org/10.2307/2095421.

Mettler, Suzanne. *The Government-Citizen Disconnect*. Russell Sage Foundation, 2018.

---. "Social Citizens of Separate Sovereignties: Governance in the New Deal Welfare State." In *The New Deal and the Triumph of Liberalism*, edited by Sidney M. Milkis and Jerome M. Mileur. University of Massachusetts Press, 2002.

---. *The Submerged State: How Invisible Government Policies Undermine American Democracy*. University of Chicago Press, 2011.

Michelmore, Molly C. *Tax and Spend: The Welfare State, Tax Politics, and the Limits of American Liberalism*. University of Pennsylvania Press, 2014.

Passet, Olivier. « Du trop d'État à l'État démissionnaire ». *Xerfi Canal*, 28 avril 2020. https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Du-trop-d-Etat-a-l-Etat-demissionnaire_3748586.html.

Pierson, Paul. "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics." *The American Political Science Review* 94, no. 2 (2000): 251–67. https://doi.org/10.2307/2586011.

Rudiger, Anja. "From Market Competition to Solidarity? Assessing the Prospects of U.S. Health Care Reform Plans from a Human Rights Perspective." *Health and Human Rights* 10, no. 1 (2008): 123–35. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/20845835/.

Stoesz, David. *Welfare State 3.0*. Routledge, 2021.

Partis politiques, mouvements sociaux et électorat.

Théorie.

Aldrich, John H. "The Invisible Primary and Its Effects on Democratic Choice." *PS: Political Science & Politics* 42, no. 1 (January 2009): 33–38, https://doi.org/10.1017/S1049096509090027.

---. *Why Parties? The Origin and Transformation of Political Parties in America*. University Of Chicago Press, 1995.

Alford, Robert R. *Party and Society*. Rand McNally, 1963.

Benedetto, Giacomo, et al. "The Rise and Fall of Social Democracy, 1918–2017." *American Political Science Review* 114, no. 3 (August 2020): 928–39. https://doi.org/10.1017/S0003055420000234.

Beveridge, Ross, and David Featherstone. "Introduction: Anti-Politics, Austerity and Spaces of Politicisation." *Environment and Planning C: Politics and Space* 39, no. 3 (May 2021): 437–50. https://doi.org/10.1177/23996544211004188.

Black, Duncan. “On the Rationale of Group Decision-making.” *Journal of Political Economy* 56, no. 1 (1948): 23–34. https://www.jstor.org/stable/1825026.

Blumenthal, Sidney. *The Permanent Campaign: Inside the World of Elite Political Operatives*. Beacon Press, 1980.

Boatright, Robert G. *Getting Primaried: The Changing Politics of Congressional Primary Challenges*. E-book. University of Michigan Press, 2013.

Broder, David. *The Party's Over: The Failure of Politics in America*. Harper & Row, 1972.

Burnham, Walter Dean. “The End of American Party Politics.” *Society* 35, no. 2 (January 1998): 68–76.

Campbell, Angus, et al. *The American Voter*. University of Chicago Press, [1960] 1980.

Carmines, Edward G., and James A. Stimson. *Issue Evolution: Race and the Transformation of American Politics*. Princeton University Press, 1989.

Cervera-Marzal, Manuel. « La France insoumise, un « mouvement » qui n'en a que le nom ? Effacement symbolique et transformations pratiques de la forme partisane ». *Politix* 138, no. 2 (2022) : 45–70. https://doi.org/10.3917/pox.138.0045.

Clarke, Andrew J. “Party Sub-Brands and American Party Factions.” *American Journal of Political Science* 64, no. 3 (2020): 452–70. https://doi.org/10.1111/ajps.12504.

Conger, Kimberly H., et al. “Group Commitment Among U.S. Party Factions: A Perspective From Democratic and Republican National Convention Delegates.” *American Politics Research* 47, no. 6 (November 2019): 1376–408. https://doi.org/10.1177/1532673X19850081.

Converse, Philip E. “The Nature of Belief Systems in Mass Publics.” In *Ideology and Discontent*, edited by David E. Apter. Free Press, 1964.

Cox, Gary W. “Centripetal and Centrifugal Incentives in Electoral Systems.” *American Journal of Political Science* 34, no. 4 (1990): 903–35. https://doi.org/10.2307/2111465.

Crotty, William J. *American Parties in Decline*. Little, Brown, [1980] 1984.

De Saint Victor, Jacques. *Les antipolitiques*. Grasset, 2014. https://www.grasset.fr/livre/les-antipolitiques-9782246852117/.

DiSalvo, Daniel. *Engines of Change: Party Factions in American Politics, 1868–2010*. Oxford University Press, 2012.

Downs, Anthony. *An Economic Theory of Democracy*. Harper & Row, 1957.

Duverger, Maurice. *Les Partis Politiques*. Librairie Armand Colin, 1976.

Ellis, Christopher, and James A. Stimson. *Ideology in America*. Cambridge University Press, 2012.

---. “Symbolic Ideology in the American Electorate.” *Electoral Studies* 28, no. 3 (September 2009): 388–402. https://doi.org/10.1016/j.electstud.2009.05.010.

Evans, Geoffrey, ed. *The End of Class Politics?: Class Voting in Comparative Context*. Oxford University Press, 1999.

Evans, Geoffrey, and James Tilley. *The New Politics of Class: The Political Exclusion of the British Working Class*. OUP Oxford, 2017.

Gerber, Alan S., and Donald P. Green. *Get Out the Vote: How to Increase Voter Turnout*. Brookings Institution, 2004.

Gethin, Amory, et al. “Brahmin Left Versus Merchant Right: Changing Political Cleavages in 21 Western Democracies, 1948–2020.” *The Quarterly Journal of Economics* 137, no. 1 (February 2022): 1–48. https://doi.org/10.1093/qje/qjab036.

Grossmann, Matt, and David A. Hopkins. *Asymmetric Politics: Ideological Republicans and Group Interest Democrats*. Oxford University Press, 2016.

Hout, Michael, et al. “The Democratic Class Struggle in the United States, 1948–1992.” *American Sociological Review* 60, no. 6 (1995): 805–28. https://doi.org/10.2307/2096428.

Katz, Richard S., and William J. Crotty, editors. *Handbook of Party Politics*. SAGE Publications, 2005.

Key, V. O. *American State Politics: An Introduction*. Alfred A. Knopf, 1956.

---. “A Theory of Critical Elections.” *The Journal of Politics* 17, no. 1 (February 1955): 3–18. https://doi.org/10.2307/2126401.

---. “Secular Realignment and the Party System.” *The Journal of Politics* 21, no. 2 (1959): 198–210. https://doi.org/10.2307/2127162.

Kirkpatrick, Jeane J. *Dismantling the Parties: Reflections on Party Reform and Party Decomposition*. American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1978.

Kitschelt, Herbert. “Movement Parties.” In *Handbook of Party Politics*, edited by Richard S. Katz and William J. Crotty. SAGE Publications, 2005.

Klein, Ezra. “No One’s Less Moderate than Moderates.” *Vox*, July 8, 2014. https://www.vox.com/2014/7/8/5878293/lets-stop-using-the-word-moderate.

Klinkner, Philip A. *The Losing Parties: Out-Party National Committees, 1956–1993*. Yale University Press, 1994.

Lasswell, Harold Dwight. *Politics: Who Gets What, When, How*. McGraw-Hill, [1936] 1950.

Laurent, Sylvie. *Pauvre petit Blanc : Le mythe de la dépossession raciale*. Maison des Sciences de l’Homme, 2020.

Lazarsfeld, Paul F. et al. *The People’s Choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*. Columbia University Press, [1944] 2021.

Lefebvre, Rémi. “Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements.” *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* 16 (November 2018): 21–30. https://doi.org/10.4000/crdf.301.

Mayhew, David R. *Congress: The Electoral Connection*. Yale University Press, 1977.

Meyer, David S. *The Politics of Protest: Social Movements in America*. Oxford University Press, 2014.

Meyer, David S., and Sidney Tarrow, eds. *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*. Rowman & Littlefield, 1998.

Meyer, David S., and Sidney Tarrow. *The Resistance: The Dawn of the Anti-Trump Opposition Movement*. Oxford University Press, 2018.

Milkis, Sidney M. “The Modern Presidency, Social Movements, and the Transformation of American Party Politics.” APSA 2013 Annual Meeting Paper. University of Virginia, 2013. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2303415.

Noel, Hans. “Ideological Factions in the Republican and Democratic Parties.” *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 667, no. 1 (September 2016): 166–88. https://doi.org/10.1177/0002716216662433.

Penissat, Etienne. *Classe*. Anamosa, 2023.

Porta, Donatella della. *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*. Polity Press, 2015.

Ranney, Austin. *The Doctrine of Responsible Party Government, Its Origin and Present State*. University of Illinois Press, 1954.

Salmon, Christian. *Storytelling: La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. E-book. La Découverte, 2008.

Sartori, Giovanni. *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*. Vol. 1. Cambridge University Press, 1976.

Schattschneider, Elmer Eric. *Party Government: American Government in Action*. Transaction Publishers, 1942.

Schlesinger, Joseph A. *Political Parties and the Winning of Office*. University of Michigan Press, 1991.

Schlozman, Daniel. *When Movements Anchor Parties – Electoral Alignments in American History*. Princeton University Press, 2015.

Schlozman, Daniel, and Sam Rosenfeld. *The Hollow Parties: The Many Pasts and Disordered Present of American Party Politics*. Princeton University Press, 2024.

Schwartz, Mildred A. “Interactions Between Social Movements and US Political Parties.” *Party Politics* 16, no. 5 (September 2010): 587–607. https://doi.org/10.1177/1354068809342989.

Tarrow, Sidney. *Movements and Parties: Critical Connections in American Political Development*. Cambridge University Press, 2021.

Taylor, Keeanga-Yamahtta. *From #BlackLivesMatter to Black Liberation*. Haymarket Books, 2016.

Tebbani, Ali. « Storytelling ou le récit détourné ». *Revue Des Sciences Humaines* 32, no. 1 (mai 2021) : 775–86. https://asjp.cerist.dz/en/article/150540.

Tiberj, Vincent. « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988–2007) ». *Revue française de science politique* 62, no. 1 (2012) : 71–106. https://doi.org/10.3917/rfsp.621.0071.

Wattenberg, Martin P. *The Decline of American Political Parties: 1952–1994*. Harvard University Press, 1996.

---. *The Rise of Candidate-Centered Politics: Presidential Elections of the 1980s*. Harvard University Press, 1991.

Wildavsky, Aaron. “The Goldwater Phenomenon: Purists, Politicians, and the Two-Party System.” *The Review of Politics* 27, no. 3 (July 1965): 386–413, https://www.jstor.org/stable/1405566.

Wildavsky, Aaron. *The Revolt Against the Masses: And Other Essays on Politics and Public Policy*. Routledge, 2002.

Wilson, James Q. “The Amateur Democrat in American Politics.” *Parliamentary Affairs* XVI, no. 1 (September 1962): 73–86, https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.1093/oxfordjournals.pa.a053964.

Zaller, John R. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge University Press, 1992.

Occupy Wall Street.

Bray, Mark. *Translating Anarchy: The Anarchism of Occupy Wall Street*. John Hunt Publishing, 2013.

Flank, Lenny. *Voices From the 99 Percent: An Oral History of the Occupy Wall Street Movement*. Red and Black Publishers, 2011.

Gitlin, Todd. *Occupy Nation: The Roots, the Spirit, and the Promise of Occupy Wall Street*. It Books, 2012.

Gould-Wartofsky, Michael A. *The Occupiers: The Making of the 99 Percent Movement*. Oxford University Press, 2015.

Gupta, Arun K. "Ce qui est arrivé à 'Occupy Wall Street'." *La Pensée* 388, no. 4 (2016): 11–23. https://doi.org/10.3917/lp.388.0011.

Klein, Naomi. "Occupy Wall Street: The Most Important Thing in the World Now." *The Nation*, October 6, 2011. https://www.thenation.com/article/archive/occupy-wall-street-most-important-thing-world-now/.

Lindgaard, Jade. *Occupy Wall Street!* Translated by Laure Motet and Judith Strauser. Les Arènes, 2012.

Meade, Rachel. "Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Party." *Idées d'Amériques*, no. 14 (October 2019). https://doi.org/10.4000/ideas.5833.

Mendel, Ronald. "The Occupy Wall Street Movement in the American Radical Tradition." *USAbroad – Journal of American History and Politics* 3 (2020): 53–69. https://doi.org/10.6092/issn.2611-2752/9869.

Pasquier, Vincent. "The 'Fight for 15' Movement: An Experimental Mobilisation at the Crossroads of the 'Old' Labour and 'New' Social Movements." In *Experimenting for Union Renewal: Challenges, Illustrations and Lessons*, edited by Gregor Murray and Mélanie Laroche. European Trade Union Institute, 2024.

Sachs, Jeffrey D. "The New Progressive Movement." *The New York Times*, November 12, 2011. https://www.nytimes.com/2011/11/13/opinion/sunday/the-new-progressive-movement.html.

Stelter, Brian. "Camps Are Cleared, but '99 Percent' Still Occupies the Lexicon." *The New York Times*, December 1, 2011. https://www.nytimes.com/2011/12/01/us/we-are-the-99-percent-joins-the-cultural-and-political-lexicon.html.

Stewart, Emily. "We Are (Still) the 99 Percent." *Vox*, April 2019. https://www.vox.com/the-highlight/2019/4/23/18284303/occupy-wall-street-bernie-sanders-dsa-socialism.

Szolucha, Anna. *Real Democracy Occupy: No Stable Ground*. Routledge, 2016.

Taylor, Astra, and Jonathan Smucker. "Occupy Wall Street Changed Everything." *Intelligencer*, September 2021. https://nymag.com/intelligencer/2021/09/occupy-wall-street-changed-everything.html.

Taylor, Blair. "From Alterglobalization to Occupy Wall Street: Neoanarchism and the New Spirit of the Left." *City* 17, no. 6 (December 2013): 729–47. https://doi.org/10.1080/13604813.2013.849127.

Welty, E., et al. *Occupying Political Science: The Occupy Wall Street Movement from New York to the World*. Palgrave Macmillan, 2012.

Young, Charles. "Yes, the 99% Spring Is a Fraud." *CounterPunch.Org*, April 13, 2012. https://www.counterpunch.org/2012/04/13/yes-the-99-spring-is-a-fraud/.

Le Parti démocrate.

Histoire du Parti démocrate.

Bothmer, Bernard Von. *Framing the Sixties: The Use and Abuse of a Decade from Ronald Reagan to George W. Bush*. University of Massachusetts Press, 2010.

Frank, Thomas. *Listen, Liberal: Or, What Ever Happened to the Party of the People?* E-book. Picador, 2016.

Kazin, Michael. *What It Took to Win: A History of the Democratic Party*. Farrar, Straus and Giroux, 2022.

Plotke, David. *Building a Democratic Political Order: Reshaping American Liberalism in the 1930s and 1940s*. Cambridge University Press, 1996.

Schmidt, John R., and Wayne W. Whalen. "Credentials Contests at the 1968 – and 1972 – Democratic National Conventions." *Harvard Law Review* 82, no. 7 (1969): 1438–70, https://www.jstor.org/stable/1339755.

Selfa, Lance. *The Democrats: A Critical History*. Haymarket Books, 2012.

Witcover, Jules. *Party of the People: A History of the Democrats*. Random House Inc, 2003.

Réformes institutionnelles.

Barber, Benjamin R. "The Undemocratic Party System: Citizenship in an Elite/Mass Society." In *Political Parties in the Eighties*, edited by Robert A. Goldwin. American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980.

Carter, Brandon, and Don Gonyea. "DNC Votes To Largely Strip 'Superdelegates' Of Presidential Nominating Power." *NPR*, August 25, 2018. https://www.npr.org/2018/08/25/641725402/dnc-set-to-reduce-role-of-superdelegates-in-presidential-nominating-process.

Charlton, Linda. "Democrats Meet on Delegations." *The New York Times*, April 28, 1973. https://www.nytimes.com/1973/04/28/archives/democrats-meet-on-delegations-panel-on-party-structure-holds-its.html.

Cohen, Marty, et al. *The Party Decides: Presidential Nominations Before and After Reform*. University of Chicago Press, 2008.

Coleman, Milton, et al. "Convention Might Turn to Hill Democrats For Direction." *The Washington Post*, May 20, 1984. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1984/05/20/convention-might-turn-to-hill-democrats-for-direction/41c229b3-ed1f-43e8-ad1a-aef4abf4127b/.

Crotty, William J. "The Philosophies of Party Reform." In *Party Renewal in America: Theory and Practice*, edited by Gerald M. Pomper. Praeger, 1980.

Detrow, Scott. "DNC Officials Vote to Scale Back Role of 'Superdelegates' in Presidential Nomination." *NPR*, June 27, 2018. https://www.npr.org/2018/06/27/623913044/dnc-officials-vote-to-scale-back-role-of-superdelegates-in-presidential-nominati.

Devine, Tad. "Superdelegates, Back Off." *The New York Times*, February 10, 2008. https://www.nytimes.com/2008/02/10/opinion/10devine.html.

Democratic Convention Watch. "The Pelosi Club – Superdelegates who will support the pledged delegate winner." March 30, 2008. http://demconwatch.blogspot.com/2008/03/superdelegates-pledging-to-back.html.

Grynbaum, Michael M. "Obama Pulls Ahead of Clinton in Superdelegates." *The New York Times*, May 10, 2008. https://www.nytimes.com/2008/05/10/us/politics/09cnd-campaign.html.

Hilton, Adam. "Bernie and the Search for New Politics." *Jacobin*, June 24, 2015. https://jacobinmag.com/2016/02/bernie-sanders-new-politics-democratic-party-realignment-primary.

---. *Party Reform and Political Realignment: The New Politics Movement in the Democratic Party*. PhD diss., York University, Toronto, Ontario, 2016.

---. "Organized for Democracy? Left Challenges Inside the Democratic Party." *Socialist Register* 54 (2018). https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/28587.

---. "Searching for a New Politics: The New Politics Movement and the Struggle to Democratize the Democratic Party, 1968–1978." *New Political Science* 38, no. 2 (2016). https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/07393148.2016.1153186.

---. "Twilight of the Superdelegates." *Jacobin*, September 13, 2018. https://www.jacobinmag.com/2018/09/dnc-unity-commission-superdelegates.

---. *True Blues: The Contentious Transformation of the Democratic Party*. University of Pennsylvania Press, 2021.

Joseph, Lawrence B. "Neoconservatism in Contemporary Political Science: Democratic Theory and the Party System." *The Journal of Politics* 44, no. 4 (1982): 955–82, https://www.jstor.org/stable/2130668.

Kamarck, Elaine C. *Primary Politics: Everything You Need to Know about How America Nominates Its Presidential Candidates*. Brookings Institution Press, 2015.

Kirkpatrick, Jeane J. *The New Presidential Elite: Men and Women in National Politics*. Russell Sage Foundation, 1975.

---. "The Revolt of the Masses." *Commentary Magazine*, February 1, 1973. https://www.commentary.org/articles/jeane-kirkpatrick/the-revolt-of-the-masses/.

Lydon, Christopher. "Democratic Reform." *The New York Times*, November 4, 1973. https://www.nytimes.com/1973/11/04/archives/using-rules-to-make-ends-meet-democratic-reform.html.

---. "Democrats Name Panel on Delegates." *The New York Times*, September 22, 1973. https://www.nytimes.com/1973/09/22/archives/democrats-name-panel-on-delegates-position-of-chairman-disagreement.html.

Mayer, William G. "The Presidential Nominations." In *The Election of 2000: Reports and Interpretations*, edited by Gerald M. Pomper et al. CQ Press, 2001.

Miller, Norman. "Democratic Reforms: They Work." *Wall Street Journal*, May 16, 1972. Cited in Busch, Andrew E. "In Defense of the 'Mixed' System: The Goldwater Campaign & the Role of Popular Movements in the Pre-Reform Presidential Nomination Process." *Polity* 24, no. 4 (1992): 527-549. https://doi.org/10.2307/3235048.

Norrander, Barbara. "Ideological Representativeness of Presidential Primary Voters." *American Journal of Political Science* 33, no. 3 (1989): 570–87.

---. "Selective Participation: Presidential Primary Voters as a Subset of General Election Voters." *American Politics Quarterly* 14, no. 1–2 (January 1986): 35–53.

O'Connor, Patrick. "Pelosi: Superdelegates Should Reflect Voters' Will." *POLITICO*, March 16, 2008. https://www.politico.com/story/2008/03/pelosi-superdelegates-should-reflect-voters-will-009063.

"Opinion: Primary Reforms." *The New York Times*, June 8, 2008. https://www.nytimes.com/2008/06/08/opinion/08sun1.html.

Patterson, Thomas E. *Pre-Primary News Coverage of the 2016 Presidential Race: Trump's Rise, Sanders' Emergence, Clinton's Struggle*. Social Science Research Network, June 20, 2016. https://doi.org/10.2139/ssrn.2798258.

Plotke, David. "Party Reform as Failed Democratic Renewal in the United States, 1968–1972." *Studies in American Political Development* 10, no. 2 (1996): 223–88. https://doi.org/10.1017/S0898588X00001498.

Polsby, Nelson W. *Consequences of Party Reform*. Oxford University Press, 1983.

Ranney, Austin. *Curing the Mischiefs of Faction: Party Reform in America*. University of California Press, 1975.

---. "Turnout and Representation in Presidential Primary Elections." *The American Political Science Review* 66, no. 1 (1972): 21–37.

Roberts, Steven V. "Rules of Party Playing Desired Role, Poll Finds." *The New York Times*, July 15, 1984. https://www.nytimes.com/1984/07/15/us/rules-of-party-playing-desired-role-poll-finds.html.

Schneier, Edward V. "Intellectuals and the New Politics." *Bulletin of the Atomic Scientists* 24, no. 8 (October 1968): 15–18, https://doi.org/10.1080/00963402.1968.11457718.

Schor, Elana, and Dan Glaister. "Superdelegates Switching Allegiance to Obama." *The Guardian*, February 23, 2008. https://www.theguardian.com/world/2008/feb/23/uselections2008.barackobama.

Shafer, Byron E. *Bifurcated Politics: Evolution and Reform in the National Party Convention*. Harvard University Press, 1988.

---. *Quiet Revolution: The Struggle for the Democratic Party and the Shaping of Post-Reform Politics*. Russell Sage Foundation, 1983.

Siders, David. "'We're Going to Fight It like Hell'." *POLITICO*, August 23, 2018. https://www.politico.com/story/2018/08/23/democrats-superdelegates-overhaul-tensions-794977.

Sides, John, et al. "On the Representativeness of Primary Electorates." *British Journal of Political Science* 50, no. 2 (April 2020): 677–85. https://doi.org/10.1017/S000712341700062X.

Silva, Mark. "Pelosi: Party Should Heed the Will of Voters." *The Baltimore Sun*, March 16, 2008.

Southwell, Priscilla L. "A Backroom without the Smoke? Superdelegates and the 2008 Democratic Nomination Process." *Party Politics* 18, no. 2 (March 2012): 267–83. https://doi.org/10.1177/1354068810376782.

Travers, Karen. "Before Voting Begins, Clinton Leads." *ABC News*, December 28, 2007. https://abcnews.go.com/Politics/Vote2008/story?id=4060224&page=1.

Weigel, David. "Democrats Grapple with Intraparty Divisions Two Days before Convention Opens." *The Washington Post*, July 23, 2016. https://www.washingtonpost.com/politics/democrats-grapple-with-intraparty-divisions-two-days-before-convention-opens/2016/07/23/10afeb04-50d1-11e6-a7d8-13d06b37f256_story.html.

---. "Democrats Vote to Bind Most Superdelegates to State Primary Results." *The Washington Post*, July 23, 2016. https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/07/23/democrats-vote-to-bind-most-superdelegates-to-state-primary-results/.

Libéralisme et coalition démocrates.

Abramowitz, Alan I. "Can Democrats Win Back the White Working Class?" *UVA Center for Politics*, September 23, 2021. https://centerforpolitics.org/crystalball/articles/can-democrats-win-back-the-white-working-class/.

Abramowitz, Alan, and Ruy Teixeira. "The Decline of the White Working Class and the Rise of a Mass Upper-Middle Class." *Political Science Quarterly* 124, no. 3 (2009): 391–422. https://www.brookings.edu/articles/the-decline-of-the-white-working-class-and-the-rise-of-a-mass-upper-middle-class/.

Adler-Bell, Sam. "Unlearning the Language of 'Wokeness'." *Intelligencer*, June 10, 2022. https://nymag.com/intelligencer/2022/06/unlearning-the-language-of-wokeness.html.

Arens, Elizabeth. "The Democrats' Divide: Left-labor v. the New Democrats." *Policy Review*, no. 108 (August 1, 2001). https://www.hoover.org/research/democrats-divide.

Atkins, Curtis. *Forging A New Democratic Party: The Politics of the Third Way from Clinton to Obama*. PhD diss., York University, 2015.

Bacon, Perry. "Suburbanites Are Saving the Democrats in Georgia — and Elsewhere." *The Washington Post*, November 29, 2022. https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/11/28/warnock-walker-georgia-suburbs-cobb-county-democrats-senate/.

Badger, Emily, and Quoctrung Bui. "How the Suburbs Moved Away From Trump." *The New York Times*, November 6, 2020. https://www.nytimes.com/interactive/2020/11/06/upshot/suburbs-shifted-left-president.html.

Badger, Emily, et al. "The Suburbs Are Changing. But Not in All the Ways Liberals Hope." *The New York Times*, November 26, 2018. https://www.nytimes.com/2018/11/26/upshot/suburbs-changing-midterms-democrats-hopes.html.

Baer, Kenneth S. *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*. University Press of Kansas, 2000.

Ball, Krystal. *Preventing The Next Trump*. HuffPost, April 3, 2017. https://www.huffpost.com/entry/preventing-the-next-trump_b_58e253cee4b0c777f788e373.

---. *Reversing the Apocalypse: Hijacking the Democratic Party to Save the World*. Pelican Media, 2017.

Barron-Lopez, Laura. "Centrists Fear Socialist Tag Will Cost Democrats the House in 2020." *POLITICO*, March 15, 2019. https://www.politico.com/story/2019/03/15/house-democrats-moderates-2020-aoc-1220643.

Barrow, Bill. "The Trump Era Has Changed the Politics of Local Elections in Georgia, a Pivotal 2024 Battleground." *AP News*, October 29, 2023. https://apnews.com/article/political-cultural-divisions-local-campaigns-georgia-trump-e8261e7a369646c08ca7a1cc6863b71b.

Bartels, Larry M. "What's the Matter with What's the Matter with Kansas?" *Quarterly Journal of Political Science* 1 (2006): 201–226. http://www.vanneman.umd.edu/socy789b/Bartels06.pdf.

Belin, Célia. *Des démocrates en Amérique : L'heure des choix face à Trump*. Fayard, 2020.

Bell, Jonathan. "'We Have Run Out of Poor People': The Democratic Party's Crisis of Identity in the 1950s." In *The Liberal Consensus Reconsidered: American Politics and Society in the Postwar Era*, edited by Iwan W. Morgan and Robert Mason. University Press of Florida, 2019.

Broder, David S. "Hill Liberals Launch Democratic Coalition." *The Washington Post*, May 14, 1990. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1990/05/14/hill-liberals-launch-democratic-coalition/b3017d42-58ac-402a-9ac4-b2d6e1cf3556/.

Bromwich, David. "Have Democrats Become the Party of the Rich?" *The Nation*, August 20, 2021. https://www.thenation.com/article/society/democrats-rich-party-obama/.

Bronzini-Vender, Alex. "Who Does the Democratic Party Actually Represent?" *The Guardian*, November 18, 2024. https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/nov/18/harris-biden-democratic-party.

Brown, Peter. *Minority Party: Why Democrats Face Defeat in 1992 and Beyond*. Gateway Books, 1991.

Brownstein, Ronald. "The Billionaire Candidate and His Blue-Collar Following." *The Atlantic*, September 11, 2015. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/09/the-billionaire-candidate-and-his-blue-collar-following/432783/.

---. "The Class Inversion: How American Politics Turned Upside Down." *Quartz*, October 8, 2012. https://qz.com/13018/the-class-inversion-how-american-politics-turned-upside-down.

---. "The Clinton Conundrum." *The Atlantic*, April 17, 2015. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/04/the-clinton-conundrum/431949/.

---. "Democrats Are Losing the Culture Wars." *The Atlantic*, December 9, 2021. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2021/12/democrats-lose-culture-war/620887/.

---. "GOP Tax Plans Could Fuel the Suburban Revolt against Trump." *CNN*, November 14, 2017. https://www.cnn.com/2017/11/14/politics/gop-tax-plans-could-fuel-the-suburban-revolt-against-trump/index.html.

---. "This may be Democrats' last chance to regain working-class Whites." *CNN*, August 10, 2021. https://www.cnn.com/2021/08/10/politics/democrats-blue-collar-voters/index.html.

Callahan, David. *Fortunes of Change: The Rise of the Liberal Rich and the Remaking of America*. Wiley, 2010.

---. *The Givers: Wealth, Power, and Philanthropy in a New Gilded Age*. Knopf, 2017.

Carnes, Nicholas, and Noam Lupu. "The Death of American Dignity." *UnHerd*, March 4, 2021. https://unherd.com/2021/03/the-death-of-american-dignity/.

Carville, James, and Stan Greenberg. *It's the Middle Class, Stupid!* Blue Rider Press, 2012.

Cebul, Brent. *Illusions of Progress: Business, Poverty, and Liberalism in the American Century*. E-book. University of Pennsylvania Press, 2023.

---. “Supply-Side Liberalism: Fiscal Crisis, Post-Industrial Policy, and the Rise of the New Democrats.” *Modern American History* 2, no. 2 (July 2019): 1–26. https://doi.org/10.1017/mah.2019.9.

Cherry, Robert. “Key Takeaways from Ocasio-Cortez’s Victory.” *Gotham Gazette*, July 31, 2018. https://www.gothamgazette.com/archives/130-opinion/7834-key-takeaways-from-ocasio-cortez-s-victory.

Chotiner, Isaac. “Can the Democratic Party Define Itself?” *The New Yorker*, April 19, 2022. https://www.newyorker.com/news/q-and-a/can-the-democratic-party-define-itself.

Cimaglio, Christopher. *Contested Majority: The Representation Of The White Working Class In Us Politics From The 1930s To The 1990s*. PhD diss., The University of Pennsylvania, 2018. https://repository.upenn.edu/handle/20.500.14332/29984.

Cohn, Nate, et al. “Detailed Turnout Data Shows How Georgia Turned Blue in 2020.” *The New York Times*, November 17, 2020. https://www.nytimes.com/interactive/2020/11/17/upshot/georgia-precinct-shift-suburbs.html.

Contreras, Russell. “Why Democrats Are Losing Black, Hispanic Voters to the Right.” *Axios*, March 13, 2024. https://www.axios.com/2024/03/13/why-democrats-black-hispanic-vote-republican.

Cowie, Jefferson. *Stayin’ Alive: The 1970s and the Last Days of the Working Class*. The New Press, 2012.

Derber, Charles, et al. *Power in the Highest Degree: Professionals and the Rise of a New Mandarin Order*. Oxford University Press, 1990.

Dionne, E. J. “Democrats Fashion Centrist Image in New Statement of Party Policy.” *The New York Times*, September 21, 1986. https://www.nytimes.com/1986/09/21/us/democrats-fashion-centrist-image-in-new-statement-of-party-policy.html.

---. “Greening of Democrats: An 80’s Mix of Idealism And Shrewd Politics.” *The New York Times*, June 14, 1989. https://www.nytimes.com/1989/06/14/us/washington-talk-greening-democrats-80-s-mix-idealism-shrewd-politics.html.

DiSalvo, Daniel. “The Death and Life of the New Democrats.” *The Forum* 6, no. 2 (July 2008).

Drutman, Lee. “Democrats Are Replacing Republicans as the Preferred Party of the Very Wealthy.” *Vox*, June 3, 2016. https://www.vox.com/polyarchy/2016/6/3/11843780/democrats-wealthy-party.

Edmondson, Catie, and Emily Cochrane. “In Conservative Districts, Democrats Have to Answer for Party’s Left Wing.” *The New York Times*, February 24, 2019. https://www.nytimes.com/2019/02/24/us/politics/house-democrats-moderates-liberals.html.

Edsall, Thomas Byrne. “Democrats Can’t Just Give the People What They Want.” *The New York Times*, October 13, 2021. https://www.nytimes.com/2021/10/13/opinion/david-shor-biden-democrats.html.

---. “How Did the Democrats Become Favorites of the Rich?” *The New York Times*, October 7, 2015. https://www.nytimes.com/2015/10/07/opinion/how-did-the-democrats-become-favorites-of-the-rich.html.

---. *The New Politics of Inequality*. W.W. Norton, 1984.

---. “The Democrats’ Gentrification Problem.” *The New York Times*, April 19, 2018. https://www.nytimes.com/2018/04/19/opinion/democrats-gentrification-cities-voters.html.

Edsall, Thomas Byrne, and Mary D. Edsall. *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*. W. W. Norton & Company, [1991] 1992.

Faux, Jeff. *The Party's Not Over: A New Vision For The Democrats*. Basic Books, 1996.

Fraser, Steve. *The Limousine Liberal: How an Incendiary Image United the Right and Fractured America*. Basic Books, 2016.

Freedlander, David. "The Democrats' Culture Divide." *POLITICO Magazine*, May 8, 2020. https://politi.co/2Az5MlC.

Fukuyama, Francis. "Against Identity Politics: The New Tribalism and the Crisis of Democracy." *Foreign Affairs* 97 (5): 90-114, https://www.jstor.org/stable/44823914.

Gabriel, Trip, and Ruth Igielnik. "Despite Modest G.O.P. Gains, Democrats Maintain Grasp on Suburbs." *The New York Times*, December 13, 2022. https://www.nytimes.com/2022/12/13/us/politics/suburbs-midterms.html.

Galston, William A. "Incomplete Victory: The Rise of the New Democrats." In *Varieties of Progressivism in America*, edited by Peter Berkowitz. Hoover Institution Press, 2004.

Geismer, Lily. "Atari Democrats." *Jacobin*, February 8, 2016. https://jacobinmag.com/2016/02/geismer-democratic-party-atari-tech-silicon-valley-mondale.

---. *Don't Blame Us: Suburban Liberals and the Transformation of the Democratic Party*. Princeton University Press, 2014.

---. "How the Third Way Made Neoliberal Politics Seem Inevitable." *The Nation*, December 13, 2022. https://www.thenation.com/article/politics/third-way-dlc-bill-clinton-tony-blair-1990s-politics/.

---. *Left Behind: The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality*. PublicAffairs, 2022.

Geismer, Lily, and Matthew D. Lassiter. "Turning Affluent Suburbs Blue Isn't Worth the Cost." *The New York Times*, June 9, 2018. https://www.nytimes.com/2018/06/09/opinion/sunday/affluent-suburbs-democrats.html.

Giddens, Anthony. *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*. Polity Press, 1998.

Gillon, Steven. *The Democrats' Dilemma: Walter F. Mondale and the Liberal Legacy*. Columbia University Press, 1992.

Gitlin, Todd. "The Left's Lost Universalism." In *Politics at the Turn of the Century*, edited by Richard M. Zinman and Jerry Weinberger. Rowman & Littlefield Publishers, 2001.

Goldmacher, Shane. "How Donald Trump Has Remade America's Political Landscape." *The New York Times*, May 25, 2025. https://www.nytimes.com/interactive/2025/05/25/us/politics/trump-politics-democrats.html.

Greenberg, David. "The Reorientation of Liberalism in the 1980s." In *Living in the Eighties*, edited by Gil Troy and Vincent J. Cannato. Oxford University Press, 2009.

Greenberg, Stanley B. "Democrats, Speak to Working-Class Discontent." *The American Prospect*, February 14, 2022. https://prospect.org/api/content/a799ccda-8b70-11ec-97af-12f1225286c6/.

---. "Goodbye, Reagan Democrats." *The New York Times*, November 11, 2008. https://www.nytimes.com/2008/11/11/opinion/11greenberg.html.

---. *Middle Class Dreams: The Politics and Power of the New American Majority*. Yale University Press, [1995] 1996.

Greenstein, Fred I., and Raymond E. Wolfinger. "The Suburbs and Shifting Party Loyalties." *The Public Opinion Quarterly* 22, no. 4 (1958): 473–82.

Greenwood, Max. "Ossoff on Whether He's a Progressive: 'Not Interested' in Purity Tests." *The Hill*, April 20, 2017. https://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/329770-ossoff-on-whether-hes-a-progressive-not-interested-in-purity/.

Grim, Ryan, and Zaid Jilani. "Data Suggest That Gentrifying Neighborhoods Powered Alexandria Ocasio-Cortez's Victory." *The Intercept*, July 2, 2018. https://theintercept.com/2018/07/01/ocasio-cortez-data-suggests-that-gentrifying-neighborhoods-powered-alexandria-ocasio-cortezs-victory-over-the-democratic-establishment/.

Hacker, Jacob S., et al. "Bridging the Blue Divide: The Democrats' New Metro Coalition and the Unexpected Prominence of Redistribution." *Perspectives on Politics*, December 2023, 1–21. https://doi.org/10.1017/S1537592723002931.

Hale, Jon F. "The Making of the New Democrats." *Political Science Quarterly* 110, no. 2 (1995): 207–32. https://doi.org/10.2307/2152360.

Hamby, Alonzo L. "The Vital Center, the Fair Deal, and the Quest for a Liberal Political Economy." *The American Historical Review* 77, no. 3 (1972): 653–78. https://doi.org/10.2307/1870345.

Harvey, Gordon E. *A Question of Justice: New South Governors and Education, 1968–1976*. University Alabama Press, 2002.

Heer, Jeet. "The Democrats' Risky Pursuit of Suburban Republicans." *The New Republic*, December 19, 2017. https://newrepublic.com/article/146345/democrats-risky-pursuit-suburban-republicans.

Herbers, John. "New Democratic Governors Seek Blend of Right and Left." *The New York Times*, June 9, 1985. https://www.nytimes.com/1985/06/09/us/new-democratic-governors-seek-blend-of-right-and-left.html.

Hopkins, David A. "The Democrats Don't Have the Suburbs Sewn Up Yet." *The New York Times*, September 22, 2019. https://www.nytimes.com/2019/09/22/opinion/democrats-suburbs.html.

---. "The Suburbanization of the Democratic Party, 1992–2018." Annual Meetings of the American Political Science Association, Washington, DC, August 29, 2019. https://www.cookpolitical.com/sites/default/files/2019-09/Hopkins%20Suburbanization%20APSA%202019.pdf.

Howe, Irving. "Stevenson and the Intellectuals." *Dissent Magazine*, Winter 1954. https://www.dissentmagazine.org/online_articles/stevenson-and-the-intellectuals-winter-1954.

Huckfeldt, Robert, and C. W. Kohfeld. *Race and the Decline of Class in American Politics*. University of Illinois Press, 1989.

Judis, John B. "The Emerging Democratic Majority." *The New York Times*, November 24, 2002. https://www.nytimes.com/2002/11/24/books/chapters/the-emerging-democratic-majority.html.

---. "Where Democrats Can Build a Majority." *Blueprint Magazine*, September 27, 2002.

---. "Why Democrats Must Be Populists." *The American Prospect*, September 9, 2002. https://prospect.org/features/democrats-must-populists/.

Judis, John B., and Ruy Teixeira. *The Emerging Democratic Majority*. Scribner, 2002.

---. *Where Have All the Democrats Gone?: The Soul of the Party in the Age of Extremes*. Henry Holt and Co., 2023.

Karp, Matthew, and Dustin Guastella. "Message to Democrats: Embrace Economic Bread-and-Butter Issues to Win." *The Guardian*, November 9, 2021. https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/nov/09/democrats-economics-working-class-politics-voters.

Kazin, Michael. "A Real Party of the People." *Dissent*, Winter 2018. https://www.dissentmagazine.org/article/editors-page-winter-2018-democratic-party-membership.

---. "How the Democratic Party Can Create a Majoritarian Coalition." *The New Republic*, February 2021. https://newrepublic.com/article/161132/democrats-reform-economic-justice.

---. "We're All Social Democrats Now." *Dissent Magazine*, October 2022. https://www.dissentmagazine.org/article/were-all-social-democrats-now.

Kenworthy, Lane, et al. "The Democrats and Working-Class Whites." 2007. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.1177/10659129241287503.

Kitschelt, Herbert P., and Philipp Rehm. "Secular Partisan Realignment in the United States: The Socioeconomic Reconfiguration of White Partisan Support since the New Deal Era." *Politics & Society* 47, no. 3 (September 2019): 425–79. https://doi.org/10.1177/0032329219861215.

Klein, Ezra. "David Shor Is Telling Democrats What They Don't Want to Hear." *The New York Times*, October 8, 2021. https://www.nytimes.com/2021/10/08/opinion/democrats-david-shor-education-polarization.html.

Knowles, Hannah, and Lydia Sidhom. "Democrats Try a New Tone: Less Scripted, More Cursing, Trumpier Insults." *The Washington Post*, July 17, 2025. https://www.washingtonpost.com/politics/2025/07/09/democrats-tone-cursing-casual-trump/.

Kraushaar, Josh. "Moderates Are Edging Progressives in Most Democratic Primary Challenges." *Axios*, July 31, 2022. https://www.axios.com/2022/07/31/moderate-progressives-democratic-primaries.

Krugman, Paul. "How Change Happens." *The New York Times*, January 22, 2016. https://www.nytimes.com/2016/01/22/opinion/how-change-happens.html.

Kuttner, Robert. *The Life of the Party: Democratic Prospects in 1988 and Beyond*. Viking, 1987.

Kwak, James. *Take Back Our Party: Restoring the Democratic Legacy*. Strong Arm Press, 2020.

Ladd, Everett Carll. *Where Have All the Voters Gone?* Norton, 1978.

Lang, Robert, and David Damore. "The End of the Democratic Blue Wall?" *Brookings Mountain West Publications*, December 2016, 1–17. https://digitalscholarship.unlv.edu/brookings_pubs/45/.

Lawrence, John A. *The Class of '74: Congress after Watergate and the Roots of Partisanship*. Johns Hopkins University Press, 2018.

Leonhardt, David. "What's the Matter With Scarsdale?" *The New York Times*, November 4, 2021. https://www.nytimes.com/2021/11/04/briefing/democrats-election-working-class-voters.html.

Lerer, Lisa. "Joe From Scranton Didn't Win Back the Working Class." *The New York Times*, December 5, 2020. https://www.nytimes.com/2020/12/05/us/politics/biden-blue-collar-voters.html.

Lerer, Lisa, et al. “Democrats Struggle to Energize Their Base as Frustrations Mount.” *The New York Times*, November 27, 2021. https://www.nytimes.com/2021/11/27/us/politics/biden-base-weakening-support.html.

Lewis, Rebecca. “How the State Budget Could Protect New York Democrats in November.” *City & State NY*, May 13, 2024. https://www.cityandstateny.com/politics/2024/05/how-state-budget-could-protect-new-york-democrats-november/396500/.

---. “Kathy Hochul’s Suburbs-Approved State of the State Speech.” *City & State NY*, January 10, 2024. https://www.cityandstateny.com/politics/2024/01/kathy-hochuls-suburbs-approved-state-state-speech/393244/.

---. “Suburban Democrats Lost. Now They Wield All the Power.” *City & State NY*, May 30, 2023. https://www.cityandstateny.com/politics/2023/05/suburban-democrats-lost-now-they-wield-all-power/386840/.

Linskey, Annie. “Democrats Spend Tens of Millions Amplifying Far-Right Candidates in Nine States.” *The Washington Post*, September 13, 2022. https://www.washingtonpost.com/politics/2022/09/12/democrats-interfere-republican-primaries/.

Lowndes, Joseph E. *From the New Deal to the New Right: Race and the Southern Origins of Modern Conservatism*. Yale University Press, 2009.

Malpas, Amelia, and Adam Hilton. “Retreating from Redistribution? Trends in Democratic Party Fidelity to Economic Equality, 1984–2020.” Social Science Research Network, March 15, 2021. https://doi.org/10.2139/ssrn.3804922.

Marcetic, Branco. “The Democratic Base Keeps Getting Richer and Whiter.” *Jacobin*, July 18, 2022. https://jacobin.com/2022/07/democratic-party-voter-base-biden-administration-rich-white-suburbs.

McAuliffe, Mary Sperling. *Crisis on the Left: Cold War Politics and American Liberals, 1947–1954*. University of Massachusetts Press, 1978.

McKee, Seth C., and Daron R. Shaw. “Suburban Voting in Presidential Elections.” *Presidential Studies Quarterly* 33, no. 1 (2003): 125–44. https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/27552464.

Medina, Jennifer, and Lisa Lerer. “Too Far Left? Some Democratic Candidates Don’t Buy Obama’s Argument.” *The New York Times*, November 17, 2019. https://www.nytimes.com/2019/11/16/us/obama-left-democrats-2020.html.

Medvic, Stephen K. “Old Democrats in New Clothing?: An Ideological Analysis of a Democratic Party Faction.” *Party Politics* 13, no. 5 (September 2007): 587–609. https://doi.org/10.1177/1354068807080087.

Mehta, Seema, and Melanie Mason. “Orange County, Longtime GOP Stronghold, Now Has More Registered Democrats than Republicans.” *Los Angeles Times*, August 7, 2019. https://www.latimes.com/politics/story/2019-08-07/orange-county-turns-blue-with-more-registered-democrats-than-republicans.

Meyer, Neal. “Democrats Learned to Love Class Dealignment.” *Jacobin*, May 4, 2025. https://jacobin.com/2025/05/dealignment-democrats-clinton-obama-trump.

---. “The Blue Trickle.” *The Call*, November 8, 2018. https://socialistcall.com/2018/11/08/the-blue-trickle/.

Michaels, Walter Benn. *The Trouble with Diversity: How We Learned to Love Identity and Ignore Inequality*. Holt Paperbacks, 2007.

Michaels, Walter Benn, and Adolph Reed Jr. *No Politics but Class Politics*. Eris, 2023.

Nicholson, Linda. *Identity Before Identity Politics*. Cambridge University Press, 2008.

Noel, Hans. "Democrats Never Stopped Caring about the Working Class." *Vox*, November 21, 2016. https://www.vox.com/mischiefs-of-faction/2016/11/21/13704270/democrats-working-class.

O'Hehir, Andrew. "The Haunting of the Democrats." *Salon*, April 21, 2008. https://www.salon.com/2008/04/21/mcgovern_hart/.

Packer, George. "Is America Undergoing a Political Realignment?" *The Atlantic*, August 4, 2019. https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/04/will-2020-bring-realignment-left/586624/.

Pareene, Alex. "The Democrats' Cult of Pragmatism." *The New Republic*, March 9, 2020. https://newrepublic.com/article/156769/democrats-cult-pragmatism-clinton-biden-cuomo-bloomberg.

Pathe, Simone. "Democratic Female Freshmen Signal Alexandria Ocasio-Cortez Doesn't Represent Them." *Roll Call*, May 10, 2019. https://rollcall.com/2019/05/10/democratic-female-freshmen-signal-alexandria-ocasio-cortez-doesnt-represent-them/.

Paul, Pamela. "The Democrats Are Their Own Worst Enemies." *The New York Times*, November 2, 2023. https://www.nytimes.com/2023/11/02/opinion/democrats-elite-judis-teixeira.html.

Pells, Richard H. *The Liberal Mind in a Conservative Age: American Intellectuals in the 1940s and 1950s*. Wesleyan University Press, 1989.

Penn, Mark. "The Democrats' Next Step." *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/3bc05b00-e438-5ce1-aeba-c133eda21f12/.

Phillips, Steve. *Brown Is the New White: How the Demographic Revolution Has Created a New American Majority*. The New Press, 2018.

---. "Democrats Could Claim a New American Majority. Will They?" *The New York Times*, December 15, 2017. https://www.nytimes.com/2017/12/15/opinion/democrats-alabama-campaigns.html.

---. "Move Left, Democrats." *The New York Times*, February 21, 2017. https://www.nytimes.com/2017/02/21/opinion/move-left-democrats.html.

Portnoy, Jenna. "Democrat Jennifer T. Wexton Defeats Rep. Barbara Comstock, Turning a GOP Stronghold District in Virginia Blue." *The Washington Post*, November 6, 2018. https://www.washingtonpost.com/local/virginia-politics/comstock-vs-wexton-virginias-10th-congressional-district-race/2018/11/06/f3d406ca-deb6-11e8-85df-7a6b4d25cfbb_story.html.

---. "Rep. Abigail Spanberger: A Moderate Democrat Working to Survive in the AOC Era." *The Washington Post*, May 28, 2019. https://www.washingtonpost.com/local/virginia-politics/rep-abigail-spanberger-a-moderate-democrat-working-to-survive-in-the-aoc-era/2019/05/16/a2ff11e4-700c-11e9-8be0-ca575670e91c_story.html.

Reed, Adolph Jr., ed. *Without Justice For All: The New Liberalism and Our Retreat From Racial Equality*. Routledge, 2001.

Reed, Adolph, Jr. *Class Notes: Posing as Politics and Other Thoughts on the American Scene*. The New Press, 2001.

---. “Nothing Left.” *Harper’s Magazine*, March 2014. https://harpers.org/archive/2014/03/nothing-left-2/.

---. “Race and the Disruption of the New Deal Coalition.” *Urban Affairs Quarterly* 27, no. 2 (December 1991): 326–33. https://doi.org/10.1177/004208169102700211.

Reeves, Richard. *Dream Hoarders: How the American Upper Middle Class Is Leaving Everyone Else in the Dust, Why That Is a Problem, and What to Do About It*. Brookings Institution, 2017.

Reich, Robert. “It’s Not All about the Culture War – Democrats Helped Shaft the Working Class.” *The Guardian*, November 7, 2021. https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/nov/07/virginia-new-jersey-white-working-class-critical-race-theory-democrats-republicans.

---. “We Are All Third Wayers Now.” *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/79007ab6-282f-53f1-a64b-d029eff6b4c1/.

---. “Why the White Working Class Abandoned the Democrats.” *Newsweek*, January 20, 2016. https://www.newsweek.com/why-white-working-class-abandoned-democrats-417918.

Roberts, Steven V. “Democrats: An Aye for Business.” *The New York Times*, March 1, 1981. https://www.nytimes.com/1981/03/01/business/democrats-an-aye-for-business.html.

Rothenberg, Randall. “The Neoliberal Club.” *Esquire*, February 1, 1982. https://classic.esquire.com/article/1982/2/1/the-neoliberal-club.

---. *The Neoliberals: Creating the New American Politics*. Simon and Schuster, 1984.

Savage, Luke. “Democrats Can’t Be Losing Because They ‘Moved Too Far Left’ When They Aren’t Moving Left.” *Jacobin*, November 10, 2021. https://jacobinmag.com/2021/11/democrats-biden-penn-stein-elections-center-left-reconciliation.

---. “Democrats Can’t Blame the Left for Their Lackluster Election Results.” *Jacobin*, November 12, 2020. https://jacobinmag.com/2020/11/democratic-party-blame-the-left-lackluster-election-results-down-ballot.

Schlesinger, Arthur, Jr. “For Democrats, Me-Too Reaganism Will Spell Disaster.” *The New York Times*, July 6, 1986. https://www.nytimes.com/1986/07/06/opinion/for-democrats-me-too-reaganism-will-spell-disaster.html.

Schmidt, William E. “Report Says South Still Lags in Education and Jobs.” *The New York Times*, November 17, 1986. https://www.nytimes.com/1986/11/17/us/report-says-south-still-lags-in-education-and-jobs.html.

Schneider, William. “The Suburban Century Begins.” *The Atlantic Monthly* 270, no. 1 (July 1992): 33–44. https://www.theatlantic.com/past/docs/politics/ecbig/schnsub.htm.

Shogan, Robert. “Kennedy Urges Party to Reappraise Policies: Asks Democrats to Curb Enthusiasm for Costly Programs and Dependence on Interest Groups.” *Los Angeles Times*, March 30, 1985. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1985-03-30-mn-29509-story.html.

Simon, Scott. “The DNC Didn’t Let a Palestinian American Speak. The Uncommitted Movement Took Note.” *NPR*, August 24, 2024. https://www.npr.org/2024/08/24/nx-s1-5086924/the-dnc-didnt-let-a-palestinian-american-speak-the-uncommitted-movement-took-note.

Sirota, David. “The Democrats Are Enabling the Right’s Supreme Court Takeover.” *Jacobin*, July 2, 2022. https://jacobin.com/2022/07/john-roberts-supreme-court-judicial-coup-epa-abortion/.

"Skirting the Fairness Issue." *The Washington Post*, September 27, 1982. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1982/09/27/skirting-the-fairness-issue/8c259bcb-741c-4219-aca4-0239c9e5c8fc/.

Sperling, John, et al. *The Great Divide: Retro vs. Metro America*. Routledge, 2005.

Stanton, Zack. "The Rise of the Biden Republicans." *POLITICO*, March 4, 2021. https://www.politico.com/news/magazine/2021/03/04/reagan-democrats-biden-republicans-politics-stan-greenberg-473330.

Steinfeld, Daniel. "Progressivism and Representation: Alexandria Ocasio-Cortez, Ayanna Pressley, and Voter Demographics." *Brown Political Review*, March 8, 2019. https://brownpoliticalreview.org/2019/03/progressivism-representation-alexandria-ocasio-cortez-ayanna-pressley-voter-demographics/.

Stoller, Matt. "How Democrats Killed Their Populist Soul." *The Atlantic*, October 24, 2016. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/how-democrats-killed-their-populist-soul/504710/.

Stonecash, Jeffrey M. *Class And Party in American Politics*. Perseus, 2000.

---. "Working Class Abandonment of The Democratic Party: A Challenge to That Narrative and Are We Chasing the Wrong Puzzle." Social Science Research Network, September 7, 2022. https://doi.org/10.2139/ssrn.4212787.

Taylor, Keeanga-Yamahtta. "'Wokeness' Is Not the Democrats' Problem." *The New Yorker*, November 19, 2021. https://www.newyorker.com/news/our-columnists/wokeness-is-not-the-problem.

Teixeira, Ruy. "Gore's Tenuous Bond with Working Voters." *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/311cad6a-24c9-50e0-ad8d-dd5bfb9c173b/.

---. "Lessons for Next Time." *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/de822b25-2806-517f-9207-295ff9ee7206/.

---. "The Emerging Democratic Majority Turns 10." *The Atlantic*, September 2012. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2012/11/the-emerging-democratic-majority-turns-10/265005/.

---. "The Math Is Clear: Democrats Need to Win More Working-Class White Votes." *Vox*, January 29, 2018. https://www.vox.com/the-big-idea/2018/1/29/16945106/democrats-white-working-class-demographics-alabama-clinton-obama-base.

---. "There Just Aren't Enough College-Educated Voters!" *The Liberal Patriot*, September 30, 2021. https://theliberalpatriot.substack.com/p/there-just-arent-enough-college-educated.

Teixeira, Ruy, and Joel Rogers. *America's Forgotten Majority: Why the White Working Class Still Matters*. Basic Books, [2000] 2001.

Toner, Robin. "Democratic Group Maps Voter Drive for Day of 14 Primaries." *The New York Times*, April 30, 1987. https://www.nytimes.com/1987/04/30/us/democratic-group-maps-voter-drive-for-day-of-14-primaries.html.

---. "Eyes to Left, Democrats Edge Toward the Center." *The New York Times*, March 25, 1990. https://www.nytimes.com/1990/03/25/us/eyes-to-left-democrats-edge-toward-the-center.html.

---. "Jackson Urges Support for 'Special Interests'." *The New York Times*, June 23, 1987. https://www.nytimes.com/1987/06/23/us/jackson-urges-support-for-special-interest.html.

Trautman, Karl. *The Underdog in American Politics: The Democratic Party and Liberal Values*. Palgrave Macmillan, 2010.

Wheeler, Zachariah William. *An Inconvenient Coalition: Climate Change and Democratic Party Elite Discourse on Class, 1988–2008*. PhD diss., Virginia Polytechnic Institute and State University, 2022. https://vtechworks.lib.vt.edu/handle/10919/109805.

White, Jesse L. "The Rise and Fall of Progressive Regionalism in the South." *The Daily Yonder*, August 28, 2019. http://dailyyonder.com/analysis-the-rise-and-fall-of-progressive-regionalism-in-the-south/2019/08/28/.

Williams, Aaron, et al. "These Wealthy Neighborhoods Delivered Democrats the House Majority." *The Washington Post*, November 9, 2018. https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/politics/midterm-election-precinct-results/.

Wood, Robert C. *Suburbia Its People And Their Politics*. Houghton Mifflin, 1958.

Zacher, Sam. "Polarization of the Rich: The New Democratic Allegiance of Affluent Americans and the Politics of Redistribution." *Perspectives on Politics*, February 2023, 1–19. https://doi.org/10.1017/S1537592722003310.

George McGovern et l'élection présidentielle de 1972.

ABC. "ABC Evening News 1972 VP Drama." Produced by ABC, 1972. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=PgMnyoh5lv8.

Apple, R. W., Jr. "Many Votes Split." *The New York Times*, November 8, 1972. https://www.nytimes.com/1972/11/08/archives/many-votes-split-gop-loses-senate-seats-in-6-states-and-picks-up-4.html.

---. "Muskie is Victor in Iowa Caucuses." *The New York Times*, January 26, 1972.

Buchanan, Patrick J. "Issues 1972." *The New York Times*, October 3, 1972. https://www.nytimes.com/1972/10/03/archives/credibility-someone-isnt-telling-the-truth-mr-nixon-or-mr-mcgovern.html.

Davis, Lanny J. *The Emerging Democratic Majority: Lessons and Legacies from the New Politics*. Stein and Day, 1974.

Hall, Simon. "'On the Tail of the Panther': Black Power and the 1967 Convention of the National Conference for New Politics." *Journal of American Studies* 37, no. 1 (2003): 59–78. https://doi.org/10.1017/S002187580300700X.

Lasch, Christopher. "The New Politics: 1968 and After." *The New York Review*, July 11, 1968. https://www.nybooks.com/articles/1968/07/11/the-new-politics-1968-and-after/.

Lydon, Christopher. "On McGovern and Goldwater…." *The New York Times*, May 6, 1972. https://www.nytimes.com/1972/05/06/archives/on-mcgovern-and-goldwater-.html.

Lynn, Frank. "Delegates in 3 States Say Eagleton Should Quit Race." *The New York Times*, July 30, 1972. https://www.nytimes.com/1972/07/30/archives/delegates-in-3-states-say-eagleton-should-quit-race-2to1-sentiment.html.

Miroff, Bruce. *The Liberals' Moment: The McGovern Insurgency and the Identity Crisis of the Democratic Party*. University Press of Kansas, 2007.

Mound, Joshua. "What Democrats Still Don't Get About George McGovern." *The New Republic*, February 2016. https://newrepublic.com/article/130737/democrats-still-dont-get-george-mcgovern.

Naughton, James M. “McGovern Accuses Nixon of Failure on the Economy.” *The New York Times*, October 21, 1972. https://www.nytimes.com/1972/10/21/archives/movern-accuses-nixon-of-failure-on-the-economy.html.

Rosenblatt, Peter R. “Democrat ‘on the Outside’.” *The New York Times*, July 20, 1972. https://www.nytimes.com/1972/07/20/archives/democrat-on-the-outside.html.

Shabecoff, Philip. “The 1972 Campaign.” *The New York Times*, September 19, 1972. https://www.nytimes.com/1972/09/19/archives/meany-criticizes-elite-democrats-says-party-that-nominated-mcgovern.html.

Volle, Jeffrey J. *The Political Legacies of Barry Goldwater and George Mcgovern: Shifting Party Paradigms*. Palgrave Macmillan, 2010.

Wicker, Torn. “McGovern with Tears.” *The New York Times*, November 5, 1972. https://www.nytimes.com/1972/11/05/archives/mcgovern-with-tears-in-the-end-perhaps-george-mcgovern-the-man-has.html.

La campagne de Howard Dean et les « Netroots ».

Allen, Mike. “Blogfather Sees Netroots’ Growing Clout.” *POLITICO*, July 18, 2008. https://www.politico.com/story/2008/07/blogfather-sees-netroots-growing-clout-011865.

Bai, Matt. *The Argument: Inside the Battle to Remake Democratic Politics*. Penguin Books, 2008.

---. “Dr. No And The Yes Men.” *The New York Times*, June 1, 2003. https://www.nytimes.com/2003/06/01/magazine/dr-no-and-the-yes-men.html.

---. “The Inside Agitator.” *The New York Times*, October 1, 2006. https://www.nytimes.com/2006/10/01/magazine/01dean.html.

---. “Wiring the Vast Left-Wing Conspiracy.” *The New York Times*, July 25, 2004. https://www.nytimes.com/2004/07/25/magazine/wiring-the-vast-left-wing-conspiracy.html.

Balz, Dan. “Democrats’ Grass Roots Shift the Power.” *The Washington Post*, February 20, 2005. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2005/02/20/democrats-grass-roots-shift-the-power/d348b87c-0806-4314-910f-6a87315f5e6c/.

Bell, Amanda. “The Meme You Never Noticed In This Famous Breaking Bad Scene.” *Looper*, February 10, 2021. https://www.looper.com/331057/the-meme-you-never-noticed-in-this-famous-breaking-bad-scene/.

Berman, Ari. *Herding Donkeys: The Fight to Rebuild the Democratic Party and Reshape American Politics*. Farrar Straus & Giroux, 2010.

---. “The Dean Legacy.” *The Nation*, February 28, 2008. https://www.thenation.com/article/archive/dean-legacy/.

Bolton, Alexander. “Schumer ‘Exploded’ after DNC Post-Election Claims.” *The Hill*, May 11, 2007. https://thehill.com/homenews/news/11887-schumer-exploded-after-dnc-post-election-claims/.

Cillizza, Chris, and Shailagh Murray. “The Net Roots’ Moment in the Sun.” *The Washington Post*, August 5, 2007. http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/08/04/AR2007080401320.html.

Conason, Joe. “Howard Dean, Vindicated.” *Salon*, November 10, 2006. https://www.salon.com/2006/11/10/dean_dems/.

Franke-Ruta, Garance. "Zero Sum." *American Prospect*, June 25, 2003. https://web.archive.org/web/20060514035919/http://prospect.org/webfeatures/2003/06/franke-ruta-g-06-25.html.

Greider, William. "Dean's Rough Ride." *The Nation*, February 19, 2004. https://www.thenation.com/article/archive/deans-rough-ride/.

Grieve, Tim. "Howard Dean's Revolution." *Salon*, February 8, 2005. https://www.salon.com/2005/02/08/dean_48/.

Holmes, Jack. "The Dean Scream: An Oral History." *Esquire*, January 29, 2016. https://www.esquire.com/news-politics/a41615/the-dean-scream-oral-history/.

Jacobs, Ron, et al. "Vermonters on Howard Dean." *CounterPunch*, August 2003. https://www.counterpunch.org/2003/08/29/vermonters-on-howard-dean/.

Kamarck, Elaine C. "Assessing Howard Dean's Fifty State Strategy and the 2006 Midterm Elections." *The Forum* 4, no. 3 (December 2006). https://doi.org/10.2202/1540-8884.1141.

Kerbel, Matthew Robert. *Netroots: Online Progressives and the Transformation of American Politics*. Routledge, 2015.

Krugman, Paul. "The Fighting Moderates." *The New York Times*, February 15, 2005. https://www.nytimes.com/2005/02/15/opinion/the-fighting-moderates.html.

Lizza, Ryan. "The Outsiders." *The New Republic*, February 14, 2005. https://newrepublic.com/article/61297/the-outsiders.

Masket, Seth. "Looking Back on Howard Dean's Infamous Scream, 10 Years Later." *Pacific Standard*, January 6, 2014. https://psmag.com/news/looking-back-dean-scream-72209/.

Melber, Ari. "At YearlyKos, Netroots Come of Age." *The Nation*, August 6, 2007. https://www.thenation.com/article/archive/yearlykos-netroots-come-age/.

Murray, Mark. "As the 'Dean Scream' Turns 15, Its Impact on American Politics Lives On." *NBC News*, January 18, 2019. https://www.nbcnews.com/politics/meet-the-press/howard-dean-s-scream-turns-15-its-impact-american-politics-n959916.

Nagourney, Adam. "Centrist Democrats Warn Party Not to Present Itself as 'Far Left'." *The New York Times*, July 29, 2003. https://www.nytimes.com/2003/07/29/us/centrist-democrats-warn-party-not-to-present-itself-as-far-left.html.

---. "The 2004 Campaign: The Overview; Kerry Wins the Iowa Caucuses; Dean 3rd, Far Behind Edwards." *The New York Times*, January 20, 2004. https://www.nytimes.com/2004/01/20/us/2004-campaign-overview-kerry-wins-iowa-caucuses-dean-3rd-far-behind-edwards.html.

Nichols, John. "A Fight for the Party's Soul." *The Nation*, July 27, 2006. https://www.thenation.com/article/archive/fight-partys-soul/.

---. "No to Prowar Democrats." *The Nation*, April 20, 2006. https://www.thenation.com/article/archive/no-prowar-democrats/.

Rospars, Joe. "How Howard Dean's Scream Helped Obama Land the Presidency." *TIME*, July 1, 2014. https://time.com/2946448/howard-dean-scream-obama-president/.

Rutenberg, Jim. "New Internet Site Turns Critical Eyes and Ears to the Right." *The New York Times*, May 3, 2004. https://www.nytimes.com/2004/05/03/us/new-internet-site-turns-critical-eyes-and-ears-to-the-right.html.

Saletan, William. "The Era of Bill Clinton Is Over." *Slate*, December 18, 2003. https://slate.com/news-and-politics/2003/12/howard-dean-pulls-a-clinton-on-clinton.html.

Singer, Mark. "Running on Instinct." *The New Yorker*, January 4, 2004. https://www.newyorker.com/magazine/2004/01/12/running-on-instinct.

"The Odd Attack on Dean." *The Nation*, November 22, 2006. https://www.thenation.com/article/archive/odd-attack-dean/.

"The Scream." *The New York Times*, January 22, 2004. https://www.nytimes.com/2004/01/22/readersopinions/the-scream.html.

Walsh, Kenneth T. "The Battle Cry That Backfired on Howard 'The Scream' Dean." *US News & World Report*, January 17, 2008. //www.usnews.com/news/articles/2008/01/17/the-battle-cry-that-backfired.

Wayne, Leslie. "A Fund-Raising Rainmaker Arises Online." *The New York Times*, November 29, 2007. https://www.nytimes.com/2007/11/29/us/politics/29actblue.html.

Wilgoren, Jodi. "In a Long Presidential Race, Dean Sprints." *The New York Times*, August 27, 2003. https://www.nytimes.com/2003/08/27/us/in-a-long-presidential-race-dean-sprints.html.

---. "The 2004 Campaign: The Candidates; Hitting the Streets, the Road and the Bricks on Eve of the First Primary." *The New York Times*, January 27, 2004. https://www.nytimes.com/2004/01/27/us/2004-campaign-candidates-hitting-streets-road-bricks-eve-first-primary-130605.html.

Wilgoren, Jodi, and Glen Justice. "The 2004 Campaign: The Former Governor; In Shake-Up, Dean Names Gore Ally to Run Campaign." *The New York Times*, January 29, 2004. https://www.nytimes.com/2004/01/29/us/2004-campaign-former-governor-shake-up-dean-names-gore-ally-run-campaign.html.

Wilgoren, Jodi, and David Rosenbaum. "Defying Labels Left or Right, Dean's '04 Run Is Making Gains." *The New York Times*, July 30, 2003. https://www.nytimes.com/2003/07/30/us/defying-labels-left-or-right-dean-s-04-run-is-making-gains.html.

Bernie Sanders.

Ackerman, Seth. "The Cosmic Irony of Bernie Sanders's Rise." *Jacobin*, February 17, 2020. https://jacobinmag.com/2020/02/democratic-primary-electability-bernie-sanders.

---. "What Bernie Sees in the New Deal." Interview by Micah Uetricht. *Jacobin*, September 7, 2019. https://jacobinmag.com/2019/09/bernie-sanders-new-deal-speech-socialism-roosevelt-race-housing-fdr.

---. "Why Bernie Talks About the New Deal." *Jacobin*, August 2019. https://jacobinmag.com/2019/06/new-deal-socialism-bernie-sanders-democratic-primary.

Barro, Josh. "Bernie Sanders, Democratic Socialist Capitalist." *The New York Times*, October 20, 2015. https://www.nytimes.com/2015/10/20/upshot/bernie-sanders-democratic-socialist-capitalist.html.

Beijer, Carl. "The Quiet Death of the 'White Bernie Bro' Attack." *Jacobin*, August 17, 2019. https://jacobin.com/2019/08/bernie-sanders-white-bernie-bro-race-2020-democratic-primary-pew-poll.

Bixby, Scott. “Bernie Bros Are Loud, Proud, and Toxic to Sanders’ Campaign.” *The Daily Beast*, January 22, 2020. https://www.thedailybeast.com/bernie-bros-are-loud-proud-and-toxic-to-bernie-sanders-campaign.

Blumenthal, Mark, and Ariel Edwards-Levy. “Grassroots Dems Love Bernie Sanders. They Just Don’t Think He Can Win.” *HuffPost*, July 28, 2015. https://www.huffpost.com/entry/democratic-activists-2016_n_55b79a65e4b0074ba5a62a48.

---. “Sanders Gains With Democratic Activists, But Clinton Still Leads.” *HuffPost*, October 12, 2015. https://www.huffpost.com/entry/democratic-activist-poll_n_561c1eace4b050c6c4a27c52.

Bouie, Jamelle. “What Bernie Sanders Has Won.” *Slate*, July 11, 2016. https://slate.com/news-and-politics/2016/07/the-democratic-platform-is-a-monument-to-bernie-sanders-campaign.html.

---. “Why Bernie Sanders Isn’t Afraid of ‘Socialism’.” *The New York Times*, June 17, 2019. https://www.nytimes.com/2019/06/17/opinion/bernie-sanders-socialism.html.

Bowles, Nellie. “The Pied Pipers of the Dirtbag Left Want to Lead Everyone to Bernie Sanders.” *The New York Times*, February 29, 2020. https://www.nytimes.com/2020/02/29/us/politics/bernie-sanders-chapo-trap-house.html.

Bradner, Eric. “Sanders Loses on Trade, Wins on Minimum Wage.” *CNN*, July 9, 2016. https://www.cnn.com/2016/07/09/politics/democrats-15-an-hour-minimum-wage-bernie-sanders-hillary-clinton/index.html.

Bronner, Laura. “What Defines The Sanders Coalition?” *FiveThirtyEight*, February 26, 2020. https://fivethirtyeight.com/features/what-defines-the-sanders-coalition/.

Brooks, David. “No, Not Sanders, Not Ever.” *The New York Times*, February 28, 2020. https://www.nytimes.com/2020/02/27/opinion/bernie-sanders.html.

Bump, Philip. “Bernie Sanders’s Losses Aren’t Because ‘Poor People Don’t Vote’ Enough.” *The Washington Post*, November 25, 2021. https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2016/04/25/bernie-sanderss-losses-arent-because-poor-people-dont-vote-enough/.

Capehart, Jonathan. “‘Excuse Me!’ Bernie Sanders Doesn’t Know How to Talk about Black People.” *The Washington Post*, December 2, 2021. https://www.washingtonpost.com/blogs/post-partisan/wp/2016/03/07/excuse-me-bernie-sanders-doesnt-know-how-to-talk-about-black-people/.

Cassidy, John. “Bernie Sanders and the New Populism.” *The New Yorker*, February 3, 2016. https://www.newyorker.com/news/john-cassidy/bernie-sanders-and-the-new-populism.

---. “Bernie Sanders’s Philosophical Victory.” *The New Yorker*, July 11, 2016. https://www.newyorker.com/news/john-cassidy/bernie-sanderss-philosophical-victory.

Coates, Ta-Nehisi. “Why Is Bernie Sanders Against Reparations?” *The Atlantic*, January 19, 2016. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/01/bernie-sanders-reparations/424602/.

Collins, Eliza. “Sanders Challenges Clinton to Release Wall Street Speech Transcripts.” *POLITICO*, February 19, 2016. https://www.politico.com/story/2016/02/bernie-sanders-hillary-clinton-wall-street-speeches-219508.

Corasaniti, Nick. “The Scene at the Democratic Convention: Hunger, Heat and Storms.” *The New York Times*, July 26, 2016. https://www.nytimes.com/2016/07/27/us/politics/philadelphia-convention.html.

D'Angelo, Chris. "Bernie Sanders' Personal Plea to Delegates: Don't Protest on Convention Floor." *HuffPost*, July 25, 2016. https://www.huffpost.com/entry/bernie-sanders-delegates_n_579687cbe4b02d5d5ed299eb.

DeBenedetti, Gabriel, and Darren Samuelsohn. "The Desperate Scramble for Bernie's Secret Weapon." *POLITICO*, April 22, 2016. https://www.politico.com/story/2016/04/bernie-sanders-fundraising-list-222342.

Detrow, Scott. "Sanders Projected to Win Nevada Caucuses, Solidifying Front-Runner Status." *NPR*, February 22, 2020. https://www.npr.org/2020/02/22/808503311/sanders-projected-to-win-nevada-caucuses-solidifing-status-as-front-runner.

Douglas-Bowers, Devon, and Colin Jenkins. "Socialism and Electoral Politics in the US: An Interview with Mimi Soltysik." *The Hampton Institute*, July 2015. https://web.archive.org/web/20160226022410/http://www.hamptoninstitution.org/mimi-soltysik-interview.html#.Vs-3TXbP32c.

Ehrenfreund, Max. "Bernie Sanders Is Profoundly Changing How Millennials Think about Politics, Poll Shows." *The Washington Post*, April 25, 2016. https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2016/04/25/bernie-sanders-is-profoundly-changing-how-millennials-think-about-politics-poll-shows/.

Epstin, Reid J., and Janet Hook. "Bernie Sanders Loyalists Are Taking Over the Democratic Party One County Office at a Time." *Wall Street Journal*, February 22, 2017. https://www.wsj.com/articles/bernie-sanders-loyalists-are-taking-over-the-democratic-party-one-county-office-at-a-time-1487780384.

Fang, Lee. "Bernie Sanders calls out shallow identity-first politics." X, November 21, 2016. https://twitter.com/lhfang/status/800779735395536896.

Foner, Eric. "How Bernie Sanders Should Talk About Democratic Socialism." *The Nation*, October 21, 2015. https://www.thenation.com/article/archive/how-bernie-sanders-should-talk-about-democratic-socialism/.

Fund, John. "Bernie Sanders's Soviet Honeymoon." *National Review*, June 24, 2015. https://www.nationalreview.com/corner/bernie-sanderss-soviet-honeymoon-john-fund/.

Gachon, Nicolas. *Bernie Sanders's Democratic Socialism: Holding Utopia Accountable*. Palgrave Macmillan, 2021.

---. *Présentation de l'ouvrage Bernie Sanders's Democratic Socialism: Holding Utopia Accountable*. Séminaire EMMA, université Paul-Valéry-Montpellier, 15 mars 2022.

Gaudiano, Nicole. "Bernie Sanders' Delegates Boo His Call at Convention to Back Hillary Clinton." *USA TODAY*, July 25, 2016. https://www.usatoday.com/story/news/politics/elections/2016/07/25/sanders-meet-delegates-ahead-democatiic-national-convention-speech/87518822/.

Gautney, Heather. *Crashing the Party: From the Bernie Sanders Campaign to a Progressive Movement*. Verso, 2018.

Genovese, Michael A. "Is Bernie the New George McGovern?" *History News Network*, February 23, 2020. https://historynewsnetwork.org/article/174394.

Golshan, Tara. "Are Elizabeth Warren and Bernie Sanders the Same? The Debate, Explained." *Vox*, June 18, 2019. https://www.vox.com/policy-and-politics/2019/6/18/18678000/elizabeth-warren-bernie-sanders-2020-similarities-differences.

Green, Joshua. *The Rebels: Elizabeth Warren, Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez, and the Struggle for a New American Politics*. Penguin Press, 2024.

Greenhouse, Steven. "Bernie Sanders Says Democrats Are Failing: 'The Party Has Turned Its Back on the Working Class'." *The Guardian*, January 10, 2022. https://www.theguardian.com/us-news/2022/jan/10/bernie-sanders-democrats-failing-working-class-interview.

Griffiths, Brent. "Sanders Slams Identity Politics as Democrats Figure out Their Future." *Politico*, November 21, 2016. http://www.politico.com/story/2016/11/bernie-sanders-democrats-identity-politics-231710.

Hedges, Chris. "Bernie Sanders' Phantom Movement." *Truthdig*, February 15, 2016. https://www.truthdig.com/articles/bernie-sanders-phantom-movement/.

Helsel, Phil. "'Black Lives Matter' Activists Disrupt Bernie Sanders Speech." *NBC News*, August 9, 2015. https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/black-lives-matter-activists-disrupt-bernie-sanders-speech-n406546.

Hillyer, Quin. "Democratic Contest Looks like Catastrophic Mess of 1972." *Washington Examiner*, February 12, 2020. https://www.washingtonexaminer.com/opinion/democratic-contest-looks-like-catastrophic-mess-of-1972.

Huber, Robert. "Letters to the Editor: George McGovern in 1972 Is a Cautionary Tale for Bernie Sanders Supporters." *Los Angeles Times*, February 19, 2020. https://www.latimes.com/opinion/story/2020-02-19/george-mcgovern-cautionary-tale-bernie-sanders.

Jacobson, Mark. "Bernie Sanders for President? Why Not Try a Real Socialist for a Change." *Intelligencer*, December 2014. http://nymag.com/daily/intelligencer/2014/12/bernie-sanders-for-president-why-not.html.

Jaffe, Harry. *Why Bernie Sanders Matters*. Regan Arts, 2015.

Jeangirard, Thomas. « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate : la gauche états-unienne face au défi du bipartisme ». *Représentations dans le monde anglophone*, no. 23 (décembre 2021). https://doi.org/10.35562/rma.688.

Karp, Matt. "Against Fortress Liberalism." *Jacobin*, April 18, 2016. https://jacobinmag.com/2016/04/bernie-sanders-hillary-clinton-dnc-primary-moderates.

Kurtzleben, Danielle. "What You Need to Know About the Democratic Socialists of America." *NPR*, July 26, 2018. https://www.npr.org/2018/07/26/630960719/what-you-need-to-know-about-the-democratic-socialists-of-america.

Lee, Michelle Ye Hee. "Sanders's Claim That He 'Does Not Have a Super PAC'." *The Washington Post*, December 7, 2021. https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/wp/2016/02/11/sanderss-claim-that-he-does-not-have-a-super-pac/.

Lerer, Lisa, and Reid J. Epstein. "Democratic Leaders Willing to Risk Party Damage to Stop Bernie Sanders." *The New York Times*, February 27, 2020. https://www.nytimes.com/2020/02/27/us/politics/democratic-superdelegates.html.

McGreal, Chris. "'The S-Word': How Young Americans Fell in Love with Socialism." *The Guardian*, September 2, 2017. https://www.theguardian.com/us-news/2017/sep/02/socialism-young-americans-bernie-sanders.

McMorris-Santoro, Evan. “The Bernie Bros Are A Problem And The Sanders Campaign Is Trying To Stop Them.” *BuzzFeed News*, January 30, 2016. https://www.buzzfeednews.com/article/evanmcsan/the-bernie-bros.

Meyer, Neal. “Bernie Wants Democrats to Fight for the Working Class. They Won’t.” *Jacobin*, January 2022. https://jacobinmag.com/2022/01/bernie-sanders-democrats-build-back-better-working-class-the-squad.

Meyer, Robinson. “Here Comes the Berniebro.” *The Atlantic*, October 17, 2015. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/10/here-comes-the-berniebro-bernie-sanders/411070/.

Meyerson, Harold. “Bernie, Son of FDR.” *The American Prospect*, June 12, 2019. https://prospect.org/api/content/2d052d5d-90aa-55c9-b597-943c8b3a00d0/.

Milbank, Dana. “Bernie Sanders Has Emerged as the Donald Trump of the Left.” *The Washington Post*, April 2, 2019. https://www.washingtonpost.com/opinions/bernie-sanders-has-emerged-as-the-donald-trump-of-the-left/2019/04/02/66a516f4-5576-11e9-8ef3-fbd41a2ce4d5_story.html.

Peeler, John. “Bernie and the Rural Radicals.” *LA Progressive*, May 1, 2016. https://www.laprogressive.com/rural-radicals/.

Petrow, Steven. “I Worked Hard for McGovern and He Was Doomed. Sanders Backers, Please Don’t Repeat 1972.” *USA TODAY*, February 25, 2020. https://www.usatoday.com/story/opinion/voices/2020/02/25/sanders-supporters-waste-their-vote-doomed-2020-democrat-column/4821921002/.

Perry, Jessica. “The Scene at the Democratic Convention Hunger, Heat and Storms.” *NJBIZ*, July 27, 2016. https://njbiz.com/the-scene-at-the-democratic-convention-hunger-heat-and-storms/.

Pollitt, Katha. “Why Bernie Didn’t Get My Vote.” *The Nation*, May 4, 2016. https://www.thenation.com/article/archive/why-bernie-didnt-get-my-vote/.

Prokop, Andrew. “Bernie Sanders’s Political Revolution, Explained.” *Vox*, January 28, 2016. https://www.vox.com/2016/1/28/10853502/bernie-sanders-political-revolution.

Qiu, Linda. “Is Bernie Sanders the Only Presidential Candidate without a Super PAC?” *POLITICO*, September 30, 2015. https://www.politifact.com/factchecks/2015/sep/30/bernie-sanders/bernie-sanders-only-presidential-candidates-withou/.

Rabin-Havt, Ari. *The Fighting Soul: On the Road with Bernie Sanders*. Liveright Publishing Corporation, 2022.

Rehmann, Jan. “Bernie Sanders and the Hegemonic Crisis of Neoliberal Capitalism: What Next?” *Socialism and Democracy*, September 2016. https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08854300.2016.1228874.

Ross, Janell. “Bernie Sanders’s Big Black-Voter Problem.” *The Washington Post*, October 13, 2015. https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2015/10/13/bernie-sanderss-big-black-voter-problem/.

Ruffini, Patrick. “How Sanders Would Change the Democratic Coalition.” *Democracy Fund Voter Study Group*, February 17, 2020. https://www.voterstudygroup.org/blog/how-sanders-would-change-the-democratic-coalition.

Scarry, Eddie. "Bernie Sanders Is Proving That 'Latinx' Is Not a Thing with Latino Voters." *Washington Examiner*, February 3, 2020. https://www.washingtonexaminer.com/opinion/2047282/bernie-sanders-is-proving-that-latinx-is-not-a-thing-with-latino-voters/.

Seitz-Wald, Alex. "Bernie Sanders Confronts His Electability Vulnerability." *NBC News*, January 6, 2016. https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/bernie-sanders-confronts-his-electability-vulnerability-n491546.

---. "Democrats Advance Most Progressive Platform in Party History." *NBC News*, July 10, 2016. https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/democrats-advance-most-progressive-platform-party-history-n606646.

Selfa, Lance, and Ashley Smith. "The Sanders Campaign and the Left." *New Politics*, January 31, 2016. https://newpol.org/issue_post/sanders-campaign-and-left/.

Semler, Ashley. "'Bernie Sanders Has Real Influence': Vermont's Longtime Outsider Has Become a Trusted Voice in the Biden White House Senator Bernie Sanders." Senator Bernie Sanders, June 9, 2021. https://www.sanders.senate.gov/in-the-news/bernie-sanders-has-real-influence-vermonts-longtime-outsider-has-become-a-trusted-voice-in-the-biden-white-house/.

Shear, Michael D., and Matthew Rothenberg. "Released Emails Suggest the D.N.C. Derided the Sanders Campaign." *The New York Times*, July 23, 2016. https://www.nytimes.com/2016/07/23/us/politics/dnc-emails-sanders-clinton.html.

Stein, Sam. "The Rise of Bernie Sanders and the Panic of Democratic Centrists." *HuffPost*, October 29, 2015. https://www.huffpost.com/entry/third-way-presidential-campaign_n_563237f2e4b0c66bae5b4066.

Sullivan, Sean. "Sanders Gets Endorsement from Third 'Squad' Member, Rep. Rashida Tlaib." *The Washington Post*, October 27, 2019. https://www.washingtonpost.com/politics/sanders-gets-endorsement-from-third-squad-member-tlaib/2019/10/27/28b751b8-f8c3-11e9-8190-6be4deb56e01_story.html.

Thier, Hadas. "Why the Differences Between Elizabeth Warren and Bernie Sanders Matter." *Jacobin*, October 2, 2019. https://jacobinmag.com/2019/10/bernie-sanders-elizabeth-warren-differences-2020-presidential-campaign.

Tracy, Marc, and Audra Melton. "Is 'Bernie or Bust' the Future of the Left?" *The New York Times*, August 6, 2019. https://www.nytimes.com/2019/08/06/us/politics/bernie-sanders-democratic-socialists-america.html.

Voisin, Charles. *Bernie Sanders: Quand la gauche se réveille aux États-Unis*. VA press, 2020.

Vyse, Graham. "What Bernie Sanders Meant to Say About Identity Politics." *The New Republic*, November 22, 2016. https://newrepublic.com/article/138921/bernie-sanders-meant-say-identity-politics.

Wallace-Wells, Benjamin. "Alexandria Ocasio-Cortez and the Legacy of the Bernie Sanders Movement." *The New Yorker*, June 27, 2018. https://www.newyorker.com/news/news-desk/alexandria-ocasio-cortez-and-the-legacy-of-the-bernie-sanders-movement.

Walsh, Joan. "What's Wrong With Bernie Sanders's Strategy." *The Nation*, March 21, 2016. https://www.thenation.com/article/archive/whats-wrong-with-bernie-sanderss-strategy/.

Wilson, Reid. "Sanders Backers Take over California Democratic Party." *The Hill*, January 19, 2017. https://thehill.com/homenews/state-watch/315040-sanders-backers-take-over-california-democratic-party/.

Allen, Jonathan. "Hillary Clinton Calls for End to Mass Incarceration, Reversing Bill Clinton Legacy." *Vox*, April 29, 2015. https://www.vox.com/2015/4/29/8512283/hillary-clinton-calls-for-end-to-mass-incarceration-reversing-bill.

Allen, Jonathan, and Amie Parnes. *Shattered: Inside Hillary Clinton's Doomed Campaign*. Crown, 2017.

Beckel, Michael. "Clinton-Supporting Super PACs Target Latino Voters." *Center for Public Integrity*, September 28, 2016. http://publicintegrity.org/politics/clinton-supporting-super-pacs-target-latino-voters/.

Bouie, Jamelle. "There's No Such Thing as a Good Trump Voter." *Slate*, November 15, 2016. https://slate.com/news-and-politics/2016/11/there-is-no-such-thing-as-a-good-trump-voter.html.

---. "What Pundits Keep Getting Wrong About Donald Trump and the Working Class." *Slate*, May 5, 2016. https://slate.com/news-and-politics/2016/05/what-pundits-keep-getting-wrong-about-donald-trump-and-the-working-class.html.

"Business Loves Hillary!" *FORTUNE Magazine*, July 9, 2007. https://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/2007/07/09/toc.html.

Carnes, Nicholas, and Noam Lupu. "It's Time to Bust the Myth: Most Trump Voters Were Not Working Class." *The Washington Post*, June 5, 2017. https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/06/05/its-time-to-bust-the-myth-most-trump-voters-were-not-working-class/.

---. "Trump Didn't Bring White Working-Class Voters to the Republican Party. The Data Suggests He Kept Them Away." *The Washington Post*, April 14, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/2021/04/14/trump-didnt-bring-white-working-class-voters-republican-party-data-suggest-he-kept-them-away/.

---. "The White Working Class and the 2016 Election." *Perspectives on Politics* 19, no. 1 (March 2021): 55–72. https://doi.org/10.1017/S1537592720001267.

Chinni, Dante. "The Trump Effect: Millions More Have Voted in GOP Primaries." *NBC News*, May 10, 2016. https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/trump-forces-didn-t-just-beat-establishment-they-overran-it-n570851.

Chozick, Amy, and Patrick Healy. "Inside the Clinton Team's Plan to Defeat Donald Trump." *The New York Times*, February 29, 2016. https://www.nytimes.com/2016/03/01/us/politics/hillary-clinton-donald-trump-general-election.html.

Cohn, Nate. "Donald Trump's Strongest Supporters: A Certain Kind of Democrat." *The New York Times*, December 31, 2015. https://www.nytimes.com/2015/12/31/upshot/donald-trumps-strongest-supporters-a-certain-kind-of-democrat.html.

---. "Why the Election Is Close, and What Trump and Obama Have in Common." *The New York Times*, November 6, 2016. https://www.nytimes.com/2016/11/07/upshot/why-the-election-is-close-and-what-trump-and-obama-have-in-common.html.

---. "Why Trump Won: Working-Class Whites." *The New York Times*, November 9, 2016. https://www.nytimes.com/2016/11/10/upshot/why-trump-won-working-class-whites.html.

Contrera, Jessica. “In an Unusual Show of Politics, LeBron James Campaigned for Hillary Clinton. Will He Remain Active Now That She Lost?” *The Washington Post*, October 23, 2021. https://www.washingtonpost.com/news/sports/wp/2016/11/10/in-an-unusual-show-of-politics-lebron-james-campaigned-for-hillary-clinton-will-he-remain-active-now-that-she-lost/.

Davis, Mike. “The Great God Trump and the White Working Class.” *Catalyst* 1, no. 1 (Spring 2017). https://catalyst-journal.com/2017/11/great-god-trump-davis.

DelReal, Jose A., and Jenna Johnson. “Donald Trump Keeps Attacking Fellow Republicans.” *The Washington Post*, May 25, 2016. https://www.washingtonpost.com/politics/the-primary-is-over-but-donald-trump-keeps-attacking-fellow-republicans/2016/05/25/f1ab3c4e-2291-11e6-aa84-42391ba52c91_story.html.

Dovere, Edward-Isaac. “How Clinton lost Michigan — and blew the election.” *POLITICO*, December 14, 2016. https://www.politico.com/story/2016/12/michigan-hillary-clinton-trump-232547.

Featherstone, Liza. “Why This Socialist Feminist Is Not Voting for Hillary.” *The Nation*, January 5, 2016. https://www.thenation.com/article/archive/why-this-socialist-feminist-is-not-voting-for-hillary/.

Foran, Clare. “Hillary Clinton’s Intersectional Politics.” *The Atlantic*, March 9, 2016. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/03/hillary-clinton-intersectionality/472872/.

Frank, Thomas. “Donald Trump Is Moving to the White House, and Liberals Put Him There.” *The Guardian*, November 9, 2016. https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/nov/09/donald-trump-white-house-hillary-clinton-liberals.

Fulton, Deirdre. “Clinton’s ‘First Major Betrayal?’ DNC Surrogates Defeat Anti-TPP Measure.” *Common Dreams*, June 27, 2016. https://www.commondreams.org/news/2016/06/27/clintons-first-major-betrayal-dnc-surrogates-defeat-anti-tpp-measure.

Gardner, Page. “The Rising American Electorate: Game Changers in 2016 Elections.” *HuffPost*, June 29, 2015. https://www.huffpost.com/entry/the-rising-american-elect_b_7688610.

Gearan, Anne. “Clinton Proposes $12 Federal Minimum Wage.” *The Washington Post*, November 4, 2015. https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/11/03/clinton-proposes-12-federal-minimum-wage/.

Golshan, Tara. “The Radically Simple Reason Hillary Clinton Didn’t Run a Different Campaign: She Thought She Was Winning.” *Vox*, November 25, 2016. https://www.vox.com/policy-and-politics/2016/11/25/13699146/clinton-campaign-strategy-win-polls.

Green, Emma. “Cultural Anxiety, Not Economic Anxiety, Drove White Working Class Voters to Trump.” *The Atlantic*, May 9, 2017. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2017/05/white-working-class-trump-cultural-anxiety/525771/.

Gunawan, Samuel. “Hillary Clinton’s presidential campaign rhetoric: Making America whole again.” *Kasetsart Journal of Social Sciences* 38, no. 1 (January 2017): 50–55. https://doi.org/10.1016/j.kjss.2016.11.002.

Hasan, Mehdi. “Time to Kill the Zombie Argument: Another Study Shows Trump Won Because of Racial Anxieties — Not Economic Distress.” *The Intercept*, September 18, 2018. https://theintercept.com/2018/09/18/2016-election-race-class-trump/.

Holan, Angie Drobnic. "Clinton Has Changed on NAFTA." *Politifact*, February 25, 2008. https://www.politifact.com/factchecks/2008/feb/25/barack-obama/clinton-has-changed-on-nafta/.

Hooks, Bell. "Dig Deep: Beyond Lean In." *The Feminist Wire*, October 28, 2013. https://thefeministwire.com/2013/10/17973/.

Illing, Sean. "Why Trump's Populist Appeal Is about Culture, Not the Economy." *Vox*, March 27, 2017. https://www.vox.com/conversations/2017/3/27/15037232/trump-populist-appeal-culture-economy.

Jones, Robert P., Daniel Cox, and Rachel Lienesch. "Beyond Economics: Fears of Cultural Displacement Pushed the White Working Class to Trump." PRRI/The Atlantic, May 2017. https://www.prri.org/research/white-working-class-attitudes-economy-trade-immigration-election-donald-trump/.

Judis, John B. "Why Identity Politics Couldn't Clinch a Clinton Win." *The Washington Post*, April 12, 2023. https://www.washingtonpost.com/opinions/why-identity-politics-couldnt-clinch-a-clinton-win/2016/11/11/ed3bf966-a773-11e6-8fc0-7be8f848c492_story.html.

Karp, Matt. "Fairfax County, USA." *Jacobin*, November 28, 2016. https://jacobin.com/2016/11/clinton-election-polls-white-workers-firewall.

Keith, Tamara. "How 'Stronger Together' Became Clinton's Response To 'Make America Great Again'." *NPR*, August 8, 2016. https://www.npr.org/2016/08/08/489138602/trump-comment-gives-clinton-a-campaign-slogan-with-layered-meaning.

Khazan, Olga. "People Voted for Trump Because They Were Anxious, Not Poor." *The Atlantic*, April 2018. https://www.theatlantic.com/science/archive/2018/04/existential-anxiety-not-poverty-motivates-trump-support/558674/.

Kilgore, Ed. "Hillary Clinton Wants You to Know She Has a Plan." *Intelligencer*, July 29, 2016. https://nymag.com/intelligencer/2016/07/hillary-clinton-wants-you-to-know-she-has-a-plan.html.

Kohn, Sally. "Democrats, Get Over Your White Working-Class Fixation." *The Daily Beast*, December 14, 2017. https://www.thedailybeast.com/after-alabama-its-time-for-democrats-to-get-over-their-white-working-class-fixation.

Lerner, Michael. "Stop Shaming Trump Supporters." *The New York Times*, November 9, 2016. https://www.nytimes.com/interactive/projects/cp/opinion/election-night-2016/stop-shaming-trump-supporters.

Lilla, Mark. *The Once and Future Liberal: After Identity Politics*. Harper Collins, 2017.

Marcetic, Branko. "Disappointed By the Democratic Party Platform? Follow the Money." *In These Times*, July 18, 2016. https://inthesetimes.com/article/are-core-progressive-values-being-compromised-with-2016-democratic-platform.

---. "Hillary Clinton's Self-Defeating Triangulation." *Jacobin*, May 23, 2017. https://jacobin.com/2017/05/shattered-hillary-clinton-campaign-defeat-trump.

Marcotte, Amanda. "Yes, the White Male Anger That Fueled Trump's Victory Was Real – but It Isn't Valid." *Salon*, November 11, 2016. https://www.salon.com/2016/11/11/yes-the-white-male-anger-that-fueled-trumps-victory-was-real-but-it-isnt-valid/.

Masket, Seth. *Learning from Loss: The Democrats, 2016–2020*. Cambridge University Press, 2020.

Megerian, Chris. "Democrats' New Platform Adopts Many Sanders Demands." *Los Angeles Times*, July 10, 2016. https://www.latimes.com/politics/la-na-pol-democrats-platform-bernie-sanders-20160710-snap-story.html.

Mutz, Diana C. "Status Threat, Not Economic Hardship, Explains the 2016 Presidential Vote." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 115, no. 19 (May 2018). https://doi.org/10.1073/pnas.1718155115.

Nelson, Louis. "Bannon: Republican Establishment 'Is Trying to Nullify the 2016 Election'." *POLITICO*, September 8, 2017. https://www.politico.eu/article/steve-bannon-republican-establishment-trying-to-nullify-2016-election/.

Phillips, Steve. "Democrats Don't Need Trump Supporters to Win Elections." *The Nation*, December 1, 2017. https://www.thenation.com/article/archive/democrats-dont-need-trump-supporters-to-win-elections/.

Phillips, Kate. "Clinton Touts White Support." *The New York Times*, May 8, 2008. https://archive.nytimes.com/thecaucus.blogs.nytimes.com/2008/05/08/clinton-touts-white-support/.

Rappeport, Alan, and Margot Sanger-Katz. "Hillary Clinton Takes a Step to the Left on Health Care." *The New York Times*, May 10, 2016. https://www.nytimes.com/2016/05/11/us/politics/hillary-clinton-health-care-public-option.html.

Reuning, Kevin, and Nick Dietrich. "Media Coverage, Public Interest, and Support in the 2016 Republican Invisible Primary." *Perspectives on Politics* 17, no. 2 (June 2019): 326–39. https://doi.org/10.1017/S1537592718003274.

Romm, Tony. "Clinton Courts Silicon Valley." *POLITICO*, May 3, 2015. https://www.politico.com/story/2015/05/hillary-clinton-courts-silicon-valley-117563.

Sargent, Greg. "Is Hillary a Populist of Convenience?" *The Washington Post*, April 21, 2015. https://www.washingtonpost.com/blogs/plum-line/wp/2015/04/21/is-hillary-a-populist-of-convenience/.

Saul, Stephanie, and Matt Flegenheimer. "Hillary Clinton Embraces Ideas from Bernie Sanders's College Tuition Plan." *The New York Times*, July 6, 2016. https://www.nytimes.com/2016/07/07/us/politics/hillary-clinton-bernie-sanders-education.html.

Siddiqui, Sabrina. "Hillary Clinton Backed by Beyoncé and Jay Z in Battleground State of Ohio." *The Guardian*, November 5, 2016. https://www.theguardian.com/us-news/2016/nov/05/im-with-her-beyonce-and-jay-z-back-hillary-clinton-in-battleground-state-of-ohio.

Silver, Nate. "The Mythology Of Trump's 'Working Class' Support." *FiveThirtyEight*, May 3, 2016. https://fivethirtyeight.com/features/the-mythology-of-trumps-working-class-support/.

Stein, Jeff. "Bernie Sanders Moved Democrats to the Left. The Platform Is Proof." *Vox*, July 26, 2016. https://www.vox.com/2016/7/25/12281022/the-democratic-party-platform.

Thompson, Derek. "The Dangerous Myth That Hillary Clinton Ignored the Working Class." *The Atlantic*, December 5, 2016. https://www.theatlantic.com/business/archive/2016/12/hillary-clinton-working-class/509477/.

Weissmann, Jordan. "Hillary Clinton Finally Explains What It Would Take for Her to Support a $15 Minimum Wage." *Slate*, April 18, 2016. https://slate.com/business/2016/04/hillary-clinton-explains-her-position-on-a-15-minimum-wage.html.

Burgis, Ben. "The Strangely Empty Politics of Kamala Harris." *Jacobin*, October 18, 2024. https://jacobin.com/2024/10/kamala-harris-election-campaign-strategy.

Carville, James. "I Was Wrong About the 2024 Election. Here's Why." *The New York Times*, January 2, 2025. https://www.nytimes.com/2025/01/02/opinion/democrats-donald-trump-economy.html.

---. "It's Time for a Daring Political Maneuver, Democrats." *The New York Times*, February 25, 2025. https://www.nytimes.com/2025/02/25/opinion/democrats-trump-congress.html.

Chelle, Elisa. « Harris/Trump : deux stratégies opposées dans la campagne électorale ». *The Conversation*, 8 septembre 2024. http://theconversation.com/harris-trump-deux-strategies-opposees-dans-la-campagne-electorale-238004.

Cohen, Michael A. "Kamala Harris' Campaign Didn't Ignore Working Class Voters." *MSNBC*, November 8, 2024. https://www.msnbc.com/opinion/msnbc-opinion/biden-harris-working-class-vote-trump-election-rcna179186.

Durkee, Alison. "Donald Trump V. Kamala Harris 2024: Which Campaign Raised More Money." *Forbes*, November 4, 2024. https://www.forbes.com/sites/alisondurkee/2024/11/04/trump-vs-harris-fundraising-race-harris-outraised-trump-3-to-1-with-last-pre-election-report/.

Edwards-Levy, Ariel. "CNN Poll: Democratic Party's Favorability Drops to a Record Low Politics." *CNN*, March 16, 2025. https://www.cnn.com/2025/03/16/politics/cnn-poll-democrats.

Emanuel, Rahm. "The Road Back to Power for Democrats." *The Washington Post*, December 17, 2024. https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/12/17/rahm-emanuel-2024-democrats/.

Frank, Thomas. "The Elites Had It Coming." *The New York Times*, November 9, 2024. https://www.nytimes.com/2024/11/09/opinion/democrats-trump-elites-centrism.html.

Gabor, Daniela. "Harris Ran from the Biden Policies That Were Actually Popular with Voters." *The Guardian*, November 20, 2024. https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/nov/20/harris-ran-popular-biden-policies.

Gambino, Lauren. "Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez and the Courage to Brawl for the Working Class." *The Guardian*, March 23, 2025. https://www.theguardian.com/us-news/2025/mar/23/bernie-sanders-alexandria-ocasio-cortez-democrats.

---. "'Resurrected' Democrats Look toward 2024 Convention with Renewed Hope." *The Guardian*, August 18, 2024. https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/aug/18/democratic-national-convention-chicago.

Goldmacher, Shane. "Six Months Later, Democrats Are Still Searching for the Path Forward." *The New York Times*, May 25, 2025. https://www.nytimes.com/2025/05/25/us/politics/democratic-party-voters.html.

Green, Erica L., and Reid J. Epstein. "Liz Cheney and Harris Make a Play for G.O.P. Women in 'Blue Wall' Suburbs." *The New York Times*, October 21, 2024. https://www.nytimes.com/2024/10/21/us/politics/harris-liz-cheney-pennsylvania-michigan-wisconsin.html.

McEntyre, Nicholas. “Nancy Pelosi Tears into Bernie Sanders’ Comments Democrats ‘abandoned’ Working Class Leading to Harris Election Loss to Trump.” *New York Post*, November 10, 2024. https://nypost.com/2024/11/10/us-news/nancy-pelosi-tears-into-bernie-sanders-comments-democrats-abandoned-working-class-leading-to-harris-election-loss-to-trump/.

New York Post. “JB Pritzker flexes ‘actual billionaire’ status against Trump.” YouTube, August 21, 2024. https://www.youtube.com/watch?v=SPBE7rmzdrE.

Otterbein, Holly. “‘You Essentially Destroyed Any Chance I Have,’ DNC Chair Told David Hogg in Private Meeting.” *POLITICO*, June 8, 2025. https://www.politico.com/news/2025/06/08/martin-hogg-call-private-meeting-00393517.

Perkins, Tom. “‘They Blew It’: Democrats Lost 22,000 Votes in Michigan’s Heavily Arab American Cities.” *The Guardian*, November 9, 2024. https://www.theguardian.com/us-news/2024/nov/09/democrats-lose-michigan-arab-american-voters.

Pilkington, Ed. “Democrats Rejoice as ‘Joyful’ Kamala Harris Puts Them Back in the Game.” *The Guardian*, August 23, 2024. https://www.theguardian.com/us-news/article/2024/aug/23/kamala-harris-democrats-election.

Rashid, Hafiz. “Kamala Harris Keeps Cozying Up to Big Business.” *The New Republic*, October 3, 2024. https://newrepublic.com/post/186764/charlatan-pro-trump-maga-clerk-prison-sentence-election-tampering.

Reston, Maeve. “A Populist Uprising Stirs among Democrats Furious at Their Leaders.” *The Washington Post*, March 27, 2025. https://www.washingtonpost.com/politics/2025/03/27/democrats-populist-trump-sanders-aoc-schumer/.

Svitek, Patrick. “Democrats Elect Ken Martin, Head of Minnesota Party, as next Chair.” *The Washington Post*, February 1, 2025. https://www.washingtonpost.com/politics/2025/02/01/dnc-chair-election-results/.

Vassallo, Justin H. “Kamala Harris Must Grapple with America’s Founding Fathers.” *New Statesman*, October 12, 2024. https://www.newstatesman.com/the-weekend-essay/2024/10/kamala-harris-must-grapple-with-americas-founding-fathers.

Wells, Dylan. “DNC Leader Announces Plans to Primary Members of His Own Party.” *The Washington Post*, April 16, 2025. https://www.washingtonpost.com/politics/2025/04/15/dnc-leader-democrats-primary/.

Financement des campagnes et organisations progressistes.

Albert, Zachary, and Raymond La Raja. “Small Donors in US Elections.” *Politique Américaine* 35, no. 2 (2020): 15–45. https://doi.org/10.3917/polam.035.0015.

Barber, Michael J. “Ideological Donors, Contribution Limits, and the Polarization of American Legislatures.” *The Journal of Politics* 78, no. 1 (January 2016): 296–310. https://doi.org/10.1086/683453.

Berman, Ari. “Big $ for Progressive Politics.” *The Nation*, September 28, 2006. https://www.thenation.com/article/archive/big-progressive-politics/.

Bouton, Laurent, Edgard Cabral, and Jean-François Laslier. “Small Campaign Donors.” National Bureau of Economic Research, May 2022. https://doi.org/10.3386/w30050.

Cohan, William D. “Why Wall Street Loves Hillary.” *POLITICO Magazine*, November 11, 2014. https://www.politico.com/magazine/story/2014/11/why-wall-street-loves-hillary-112782.

Everett, Burgess. "Reid Slams Koch Brothers." *POLITICO*, January 30, 2014. https://www.politico.com/story/2014/01/harry-reid-koch-brothers-102859.

Gerstein, Josh. "Rove: Obama a Hypocrite on Secret Money." *POLITICO*, October 24, 2010. https://www.politico.com/blogs/politico-now/2010/10/rove-obama-a-hypocrite-on-secret-money-030188.

Levinthal, Dave. "2011 Sees Super PAC Explosion." *POLITICO*, October 6, 2011. https://www.politico.com/story/2011/10/2011-sees-super-pac-explosion-065310.

Pildes, Richard H. "Small-Donor-Based Campaign-Finance Reform and Political Polarization." *The Yale Law Journal* 129 (November 18, 2019): 149–70. https://www.yalelawjournal.org/forum/small-donor-based-campaign-finance-reform-and-political-polarization.

Schneider, Elena. "How ActBlue has transformed Democratic politics." *POLITICO*, October 30, 2020. https://www.politico.com/news/2020/10/30/democrats-actblue-fundrasing-elections-433698.

---. "'We're Getting Our Asses Kicked': Republicans Massively Out-Raised in Election Homestretch." *POLITICO*, October 16, 2018. https://www.politico.com/story/2018/10/16/democrats-republicans-fundraising-midterms-908825.

Severns, Maggie. "Liberal Megadonors Plan $100 Million Swing-State Blitz to Beat Trump." *POLITICO*, May 5, 2019. https://www.politico.com/story/2019/05/05/liberal-donors-trump-2020-1301639.

Silver, Nate. "In Silicon Valley, Technology Talent Gap Threatens G.O.P. Campaigns." *FiveThirtyEight*, November 28, 2012. https://fivethirtyeight.com/features/in-silicon-valley-technology-talent-gap-threatens-g-o-p-campaigns/.

Tindera, Michela. "Here Are the Billionaires Funding the Democratic Presidential Candidates, As of September 2019." *Forbes*, November 18, 2019. https://www.forbes.com/sites/michelatindera/2019/11/18/here-are-the-billionaires-funding-the-democratic-presidential-candidates-as-of-september-2019/.

Vogel, Kenneth P. *Big Money: 2.5 Billion Dollars, One Suspicious Vehicle, and a Pimp-on the Trail of the Ultra-Rich Hijacking American Politics*. PublicAffairs, 2014.

---. "Biden's Hush-Hush Donor Address." *POLITICO*, November 18, 2011. https://www.politico.com/story/2011/11/bidens-hush-hush-donor-address-068738.

---. "Inside the Vast Liberal Conspiracy." *POLITICO*, June 23, 2014. https://www.politico.com/story/2014/06/inside-the-vast-liberal-conspiracy-108171.

---. "Rob Stein, Who Changed How Politics Is Funded, Dies at 78." *The New York Times*, May 3, 2022. https://www.nytimes.com/2022/05/03/us/politics/rob-stein-dead.html.

---. "The Left's Secret Club." *POLITICO*, April 24, 2014. https://www.politico.com/story/2014/04/democrats-democracy-alliance-liberal-donors-105972.

Vogel, Kenneth P., and Mike Allen. "Rove, GOP Plot Vast Network to Reclaim Power." *POLITICO*, May 6, 2010. https://www.politico.com/story/2010/05/rove-gop-plot-vast-network-to-reclaim-power-036841.

Vogel, Kenneth P., and Alex Isenstadt. “The Party’s Over.” *POLITICO*, October 28, 2011. https://www.politico.com/story/2011/10/the-partys-over-067046.

Le Parti républicain et le conservatisme.

Berlet, Chip, and Matthew N. Lyons. *Right-Wing Populism in America: Too Close for Comfort*. The Guilford Press, 2000.

Bischoff, Laura A. “GOP Convention to Show Tea Party Influence.” *The Atlanta Journal-Constitution*, August 26, 2012. https://www.ajc.com/news/local/gop-convention-show-tea-party-influence/5zBd435C1tVh0DOIaWFETL/.

Blumenthal, Sidney. *The Rise of the Counter-Establishment: The Conservative Ascent to Political Power*. Union Square Press, 2008.

Bouie, Jamelle. “Turns Out Republicans Don’t Hate Big Government.” *The New York Times*, April 21, 2023. https://www.nytimes.com/2023/04/21/opinion/republicans-abortion-guns-big-government.html.

Coppolani, Antoine. *Richard Nixon*. Fayard, 2013.

Coste, Françoise. *Reagan*. Perrin, 2015.

---. « Le conservatisme trumpisé ». *La Vie des idées*, octobre 2024. https://laviedesidees.fr/Le-conservatisme-trumpise.

---. “Ronald Reagan’s Northern Strategy and a New American Partisan Identity: The Case of the Reagan Democrats.” *Anglophonia Caliban/Sigma. French Journal of English Studies*, no. 31 (April 2012): 221–38. https://doi.org/10.4000/caliban.476.

Darcy, Oliver. “Rush Limbaugh’s Big Concession: ‘Are You Admitting Trump Is Not a Conservative? Damn Right I Am!’” *Business Insider*, September 16, 2016. https://www.businessinsider.com/rush-limbaugh-donald-trump-not-conservative-2016-9.

Douzou, Marion. « Du Tea Party à Donald Trump : la radicalisation du Parti républicain aux États-Unis ». *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique*, nº 152 (avril 2022): 152. https://doi.org/10.4000/chrhc.18635.

Frank, Thomas. *Pity the Billionaire: The Hard-Times Swindle and the Unlikely Comeback of the Right*. Metropolitan Books, 2012.

---. *What’s the Matter with Kansas?: How Conservatives Won the Heart of America*. Picador, 2005.

Gervais, Bryan T., and Irwin L. Morris. *Reactionary Republicanism: How the Tea Party in the House Paved the Way for Trump’s Victory*. Oxford University Press, 2018.

Godet, Aurélie. « Ascension et déclin du mouvement Tea Party (2009-2013) : Un défaut de leadership ? » *Outre-Terre* 38, no. 1 (janvier 2014): 106–30. https://doi.org/10.3917/oute1.038.0106.

Goldberg, Michelle. “The Right-Winger Calling for Social Democracy.” *The New York Times*, August 21, 2023. https://www.nytimes.com/2023/08/21/opinion/columnists/sohrab-ahmari-social-democracy.html.

Edwards, Lee. *The Conservative Revolution: The Movement That Remade America*. The Free Press, 1999.

Hopkins, Dan. “How Trump Has Redefined Conservatism.” *FiveThirtyEight*, June 24, 2021. https://fivethirtyeight.com/features/how-trump-has-redefined-conservatism/.

Klein, Naomi. “The Right Has Put the Left’s Ideas in a Bonkers Blender.” *The Breach*, September 28, 2023. https://breachmedia.ca/naomi-klein-steve-bannon-maga-doppelganger-populism-2/.

Ko, JiHoon. *Populist Ideology and Electoral Success: A Comparative Analysis of the Tea Party and the Trump Campaign as Populist Movements*. PhD diss., Columbia University, 2022. https://doi.org/10.7916/jntg-w511.

Kotlowski, Dean J. “Nixon’s Southern Strategy Revisited.” *Journal of Policy History* 10, no. 2 (April 1998): 207–38. https://doi.org/10.1017/S0898030600005613.

Leibovich, Mark, and Ashley Parker. “Tea Partiers and Republican Faithful Share Exuberant Celebrations.” *The New York Times*, November 3, 2010. https://www.nytimes.com/2010/11/03/us/politics/03scene.html.

Lind, Michael. “How Reaganism Actually Started with Carter.” *Salon*, February 8, 2011. https://www.salon.com/2011/02/08/lind_reaganism_carter/.

Mason, Robert, et al. *Réactions en chaîne : Les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George w. Bush, 1952-2008*. Éditions Fahrenheit, 2015.

McGirr, Lisa. *Suburban Warriors: The Origins of the New American Right*. Princeton University Press, 2002.

Michelot, Vincent. « Les Tea Parties : entre populisme et conservatisme ». *Cités* 45, no. 1 (mai 2011): 147–52. https://doi.org/10.3917/cite.045.0147.

Nagourney, Adam, and Jeremy W. Peters. “G.O.P. Moderate, Pressed by Right, Abandons Race.” *The New York Times*, October 31, 2009. https://www.nytimes.com/2009/11/01/nyregion/01upstate.html.

Poleo, Germania Rodriguez. “Steve Bannon names the only Dem. he says could help save Dems.” *Mail Online*, April 3, 2025. https://www.dailymail.co.uk/media/article-14567621/Far-right-favorite-Steve-Bannon-names-Dem-says-help-save-beleaguered-liberal-party.html.

Richomme, Olivier. « It’s the identity, stupid ». *Pouvoirs* 172, no. 1 (janvier 2020) : 99–110. https://doi.org/10.3917/pouv.172.0099.

Rosenthal, Lawrence, and Christine Trost. *Steep: The Precipitous Rise of the Tea Party*. University of California Press, 2012.

Ruffini, Patrick. “The Emerging Working-Class Republican Majority.” *POLITICO*, November 4, 2023. https://www.politico.com/news/magazine/2023/11/04/new-republican-party-working-class-coalition-00122822.

Schulman, Bruce J., and Julian E. Zelizer, editors. *Rightward Bound: Making America Conservative in the 1970s*. Harvard University Press, 2008.

Silver, Nate. “Assessing the G.O.P. and the Tea Party.” *FiveThirtyEight*, September 20, 2010. https://fivethirtyeight.com/features/assessing-the-g-o-p-and-the-tea-party/.

Skocpol, Theda, and Vanessa Williamson. *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*. Oxford University Press, 2011.

Stein, Judith. *Pivotal Decade: How the United States Traded Factories for Finance in the Seventies*. Yale University Press, 2011.

Vaisse, Justin. *Neoconservatism: The Biography of a Movement*. Belknap Press of Harvard University Press, 2010.

Yglesias, Matthew. “Democrats Are Learning the Wrong Lesson from Donald Trump.” *Vox*, July 2, 2019. https://www.vox.com/2019/7/2/20677656/donald-trump-moderate-extremism-penalty.

La présidence.

Outils théoriques

Azari, Julia R. *Delivering the People’s Message: The Changing Politics of the Presidential Mandate*. Cornell University Press, 2014.

Freie, John F. *The Making of the Postmodern Presidency: From Ronald Reagan to Barack Obama*. Routledge, 2011.

Galvin, Daniel J. *Presidential Party Building: Dwight D. Eisenhower to George W. Bush*. Princeton University Press, 2009.

Lowi, Theodore. *The Personal President: Power Invested, Promised Unfulfilled*. Cornell University Press, 1986.

Skowronek, Stephen. *Presidential Leadership in Political Time: Reprise and Reappraisal*. University Press of Kansas, 2011.

Tulis, Jeffrey K. *The Rhetorical Presidency*. Princeton University Press, 1987.

La présidence de Franklin Delano Roosevelt et le *New Deal*.

Brinkley, Alan. *The End of Reform: New Deal Liberalism in Recession and War*. Random House USA, 1995.

Fraser, Steve. “The New Deal in the American Political Imagination.” *Jacobin*, June 30, 2019. https://jacobin.com/2019/06/new-deal-great-depression.

Fraser, Steve, and Gary Gerstle, editors. *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930–1980*. Princeton University Press, 1990.

Hamby, Alonzo L. *Beyond the New Deal: Harry S. Truman and American Liberalism*. Columbia University Press, 1974.

Jeffries, John W. “The ‘New’ New Deal: FDR and American Liberalism, 1937–1945.” *Political Science Quarterly* 105, no. 3 (1990): 397–418.

Katznelson, Ira. *When Affirmative Action was White – The Untold Story of Racial Inequality in Twentieth–Century America*. W. W. Norton & Co., 2006.

Kaye, Harvey J. *The Fight for the Four Freedoms: What Made FDR and the Greatest Generation Truly Great*. Simon & Schuster, 2015.

Lawson, Alan. *A Commonwealth of Hope: The New Deal Response to Crisis*. John Hopkins University Press, 2006. https://www.press.jhu.edu/books/title/3141/commonwealth-hope.

Leff, Mark H. “Taxing the ‘Forgotten Man’: The Politics of Social Security Finance in the New Deal.” *The Journal of American History* 70, no. 2 (1983): 359–81. https://doi.org/10.2307/1900209.

Leuchtenburg, William E. *Franklin D. Roosevelt and the New Deal: 1932–1940*. Harper Perennial, 2009.

---. *In the Shadow of FDR: From Harry Truman to Barack Obama*. Cornell University Press, 2009.

Lieberman, Robert C. *Shifting the Color Line: Race and the American Welfare State*. Harvard University Press, 2001.

McCormick, Richard L. *The Party Period and Public Policy: American Politics from the Age of Jackson to the Progressive Era*. Oxford University Press, 1988.

McElvaine, Robert S. *The Depression and New Deal: A History in Documents*. Oxford University Press, 2000.

Milkis, Sidney M., and Jerome M. Mileur, editors. *The New Deal and the Triumph of Liberalism*. University of Massachusetts Press, 2002.

Olson, John Stuart. *Saving Capitalism: The Reconstruction Finance Corporation and the New Deal, 1933–1940*. Princeton University Press, [1988] 2017.

Pereon, Yves-Marie. *Franklin D. Roosevelt*. Tallandier, 2015.

Schwarz, Jordan A. *The New Dealers: Power Politics in the Age of Roosevelt*. Knopf Doubleday Publishing Group, 1993.

Skocpol, Theda, and Kenneth Finegold. "State Capacity and Economic Intervention in the Early New Deal." *Political Science Quarterly* 97, no. 2 (1982): 255–78. https://doi.org/10.2307/2149478.

Zelizer, Julian E. "The Forgotten Legacy of the New Deal: Fiscal Conservatism and the Roosevelt Administration, 1933–1938." *Presidential Studies Quarterly* 30, no. 2 (2000): 331–58.

Zinn, Howard, editor. *New Deal Thought*. Hackett Publishing, [1966] 2003.

La présidence de Lyndon B. Johnson

Chester, Lewis, Godfrey Hodgson, and Bruce Page. *An American Melodrama: The Presidential Campaign of 1968*. Viking Press, 1969.

Cohen, Michael. *American Maelstrom: The 1968 Election and the Politics of Division*. Oxford University Press, 2016.

Goudsouzian, Aram. *The Men and the Moment: The Election of 1968 and the Rise of Partisan Politics in America*. The University of North Carolina Press, 2019.

Katnelson, Ira. "Was the Great Society a Lost Opportunity?" In *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930–1980*, edited by Steve Fraser and Gary Gerstle. Princeton University Press, 1990.

Katz, Michael B. *The Undeserving Poor: From the War on Poverty to the War on Welfare*. Pantheon Books, 1990.

Lawrence, Mark Atwood. "How Vietnam Killed the Great Society." *The New York Times*, September 23, 2017. https://www.nytimes.com/2017/09/22/opinion/vietnam-war-great-society.html.

Matusow, Allen J. *The Unraveling of America: A History of Liberalism in the 1960s*. Harper & Row, 1984.

Milkis, Sidney M., and Jerome M. Mileur, editors. *The Great Society and the High Tide of Liberalism*. University of Massachusetts Press, 2005.

Schulman, Bruce J. *Lyndon B. Johnson and American Liberalism: A Brief Biography with Documents*. Bedford/St. Martin's, 2006.

Woods, Randall B. *Prisoners of Hope: Lyndon B. Johnson, the Great Society, and the Limits of Liberalism*. Basic Books, 2016.

Zarefsky, David. *President Johnson's War on Poverty: Rhetoric and History*. University Alabama Press, 1986.

Zelizer, Julian E. *The Fierce Urgency of Now: Lyndon Johnson, Congress, and the Battle for the Great Society*. Penguin Books, 2015.

La présidence de Bill Clinton.

Abbott, Philip. "A 'Long and Winding Road': Bill Clinton and the 1960s." *Rhetoric and Public Affairs* 9, no. 1 (2006): 1–20.

Balz, Dan. "Clinton Broke Republican Grip on Some Suburban County Strongholds." *The Washington Post*, November 9, 1996. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1996/11/10/clinton-broke-republican-grip-on-some-suburban-county-strongholds/b4e7fc98-722c-47cc-930d-115dc542fd41/.

Bauer, Gary. "Bill Clinton Would Lose 2016 Democratic Primary." *USA TODAY*, April 5, 2016. https://www.usatoday.com/story/opinion/2016/04/05/bill-clinton-hillary-clinton-liberal-moderate-democrat-party-sanders-2016-column/82183998/.

Béland, Daniel, et al. "Third Way Social Policy: Clinton's Legacy?" *Policy & Politics* (2002): 19–30.

Blumenthal, Sidney. "The Anointed." *The New Republic*, February 3, 1992. https://newrepublic.com/article/122223/anointed-bill-clinton.

Brodie, Mollyann, and Robert J. Blendon. "The Public's Contribution to Congressional Gridlock on Health Care Reform." *Journal of Health Politics, Policy and Law* 20, no. 2 (April 1995): 403–10. https://doi.org/10.1215/03616878-20-2-403.

Brownstein, Ronald. "Clinton Efforts May Redefine Party's Appeal." *Los Angeles Times*, November 5, 1992. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-11-05-mn-1580-story.html.

Carroll, Susan J. "The Disempowerment of the Gender Gap: Soccer Moms and the 1996 Elections." *PS: Political Science and Politics* 32, no. 1 (1999): 7–11. https://doi.org/10.2307/420743.

Coates, Ta-Nehisi. "The First White President." *The Atlantic*, September 2017. https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2017/10/the-first-white-president-ta-nehisi-coates/537909/.

Cockburn, Alexander. "Bill Clinton, Puppy Dog of Neoliberalism: For Those Who Think the Free-Trade Agreement Is Disastrous, Perot Is the Man." *Los Angeles Times*, October 25, 1992. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-10-25-op-825-story.html.

Decker, Cathleen. "Elections '92: Clinton Vows Better Efforts Against AIDS: Campaign: Democrat Says Bush Has Failed to Fight the Disease Strongly Enough. He Also Calls for an End to Misconceptions about the Illness." *Los Angeles Times*, October 30, 1992. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-10-30-mn-1018-story.html.

"Demos Rankle Jackson by Failing to Invite Him to Talk at Convention." *Deseret News*, April 20, 1991. https://www.deseret.com/1991/4/20/18916256/demos-rankle-jackson-by-failing-to-invite-him-to-talk-at-convention.

Dionne, E. J. "Clinton Swipes the GOP's Lyrics: The Democrat as Liberal Republican." *The Washington Post*, July 20, 1996. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1996/07/21/clinton-swipes-the-gops-lyrics/9c725e88-b5a7-46a5-bb74-8bc12b22795b/.

Dionne, E. J., and Robert Kuttner. "Did Clinton Succeed or Fail?" *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/a0b1a865-e979-56a3-bcad-a9e0fe38e264/.

Driver, Stephen, and Luke Martell. "Left, Right and the Third Way." *Policy & Politics* 28 (April 2000). https://doi.org/10.1332/0305573002500875.

Fraser, Nancy. "Clintonism, Welfare, and the Antisocial Wage: The Emergence of a Neoliberal Political Imaginary." *Rethinking Marxism* 6, no. 1 (March 1993): 9–23. https://doi.org/10.1080/08935699308658040.

Genovese, Michael A. "The Clinton Character Conundrum." In *The Presidency of Bill Clinton: The Legacy of a New Domestic and Foreign Policy*, edited by Mark White. I. B. Tauris, 2012.

Gillon, Steven M. *The Pact: Bill Clinton, Newt Gingrich, and the Rivalry that Defined a Generation*. E-book. Oxford University Press, 2008.

Godwin, Jack. *Clintonomics: How Bill Clinton Reengineered the Reagan Revolution*. AMACOM, 2009.

Grove, Lloyd. "How to Triangulate an Oval Office." *The Washington Post*, November 28, 1995. https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1995/11/28/how-to-triangulate-an-oval-office/3ecaa027-820c-4e4b-b7e7-e45bf0e584c1/.

Hacker, Jacob S. "National Health Care Reform: An Idea whose Time Came and Went." *Journal of Health Politics, Policy and Law* 21, no. 4 (August 1996): 647–96. https://doi.org/10.1215/03616878-21-4-647.

---. *The Road to Nowhere*. Princeton University Press, 1999. https://press.princeton.edu/books/paperback/9780691005287/the-road-to-nowhere.

Henwood, Doug. "Clinton's Liberalism: No Model for the Left." *Socialist Register* 33 (March 1997). https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5687.

Hill, Dilys M., and Paul S. Herrnson. *The Clinton Presidency: The First Term, 1992-96*. Palgrave Macmillan, 1999.

Ifill, Gwen. "The 1992 Campaign: In the Suburbs; Clinton Pursues Disaffected Democrats." *The New York Times*, March 13, 1992. https://www.nytimes.com/1992/03/13/us/the-1992-campaign-in-the-suburbs-clinton-pursues-disaffected-democrats.html.

Isikoff, Michael. "Gays Mobilizing for Clinton as Rights Become an Issue." *The Washington Post*, September 28, 1992. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1992/09/28/gays-mobilizing-for-clinton-as-rights-become-an-issue/3a6d569b-e3cf-4ef8-b52f-d986ac356e0f/.

Johnson, Dirk. "The Free Trade Accord. Workers on Free Trade: A Split Along Class Lines." *The New York Times*, November 14, 1993. https://www.nytimes.com/1993/11/14/us/the-free-trade-accord-workers-on-free-trade-a-split-along-class-lines.html.

Klinkner, Philip A. "Bill Clinton and the Politics of the New Liberalism." In *Without Justice For All*, edited by Adolph Reed. Routledge, 1999.

Knowlton, Brian. “President Blames Foes in Congress for Crisis; Shutdown Is Imminent: Clinton Veto Slaps Down Republican Budget Bill.” *The New York Times*, November 14, 1995. https://www.nytimes.com/1995/11/14/IHT-president-blames-foes-in-congress-for-crisis-shutdown-is-imminent.html.

Kornacki, Steve. *The Red and the Blue: The 1990s and the Birth of Political Tribalism*. Ecco, 2018.

Labaton, Stephen. “U.S. Versus Microsoft: The Policy Makers; Despite a Tough Stance or Two, White House Is Still Consolidation Friendly.” *The New York Times*, November 8, 1999. https://www.nytimes.com/1999/11/08/business/us-versus-microsoft-policy-makers-despite-tough-stance-two-white-house-still.html.

Laham, Nicholas. *A Lost Cause: Bill Clinton’s Campaign for National Health Insurance*. Holtzbrinck, 1996.

Lichtenstein, Nelson, and Judith Stein. *A Fabulous Failure: Managing American Capitalism during the Clinton Presidency*. Princeton University Press, 2023.

Maney, Patrick J. *Bill Clinton: New Gilded Age President*. University Press of Kansas, 2016.

Marshall, Will. “Controversy: Why Did Clinton Win?” *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/6fe7dcb0-be1d-5676-8e23-8b2e5a3fccc4/.

Mills, David. “Sister Souljah’s Call to Arms.” *The Washington Post*, May 12, 1992. https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1992/05/13/sister-souljahs-call-to-arms/643d5634-e622-43ad-ba7d-811f8f5bfe5d/.

Mitchell, Alison. “Clinton’s Advisers: Sharp Split Over Issues: Economics Or Values?” *The New York Times*, January 27, 1996. https://www.nytimes.com/1996/01/27/us/politics-clinton-s-advisers-sharp-split-over-issues-economics-or-values.html.

Morrison, Toni. “On the First Black President.” *The New Yorker*, September 27, 1998. https://www.newyorker.com/magazine/1998/10/05/comment-6543.

Nguyen, Alexander. “Bill Clinton’s Death Penalty Waffle.” *The American Prospect*, December 19, 2001. https://prospect.org/api/content/cd36794d-53bc-5f8e-a85c-89a6f07b62d9/.

Roberts, Dan. “Wall Street Deregulation Pushed by Clinton Advisers, Documents Reveal.” *The Guardian*, April 19, 2014. https://www.theguardian.com/world/2014/apr/19/wall-street-deregulation-clinton-advisers-obama.

Romano, Flavio. *Clinton and Blair: The Political Economy of the Third Way*. Routledge, 2006.

Schmalz, Jeffrey. “The 1992 Elections: The States – The Gay Issue.” *The New York Times*, November 5, 1992. https://www.nytimes.com/1992/11/05/nyregion/the-1992-elections-the-states-the-gay-issues-gay-areas-are-jubilant-over-clinton.html.

Skocpol, Theda. *Boomerang: Clinton’s Health Security Effort and the Turn Against Government in U.S. Politics*. W. W. Norton & Co, 1996.

Stiglitz, Joseph E. *The Roaring Nineties: A New History of the World’s Most Prosperous Decade*. W. W. Norton & Company, 2002.

Tonks, Henry M. J. “What the 1990s Did to America.” *Public Books*, May 17, 2023. https://www.publicbooks.org/what-the-1990s-did-to-america/.

Velasco, Antonio de. *Centrist Rhetoric: The Production of Political Transcendence in the Clinton Presidency*. Lexington Books, 2010.

Waddan, Alex. *Clinton’s Legacy?: A New Democrat in Governance*. Palgrave Macmillan, 2001.

White, Mark. *The Presidency of Bill Clinton: The Legacy of a New Domestic and Foreign Policy*. I. B. Tauris, 2012.

---. "Son of the Sixties: The Controversial Image of Bill Clinton." *History* 103, no. 354 (2018): 100–23. https://doi.org/10.1111/1468-229X.12555.

Yenerall, Kevan M. "The Clarion Call, The Muted Trumpet, The Lasting Impact: Gay Rights." In *The Presidency of Bill Clinton: The Legacy of a New Domestic and Foreign Policy*, edited by Mark White. I. B. Tauris, 2012.

La présidence de Barack Obama.

Abramowitz, Alan I., Brad R. Lockerbie, and Kyle L. Saunders. "The Myth of a Toss-Up Election." The Center for Politics, July 23, 2008. https://centerforpolitics.org/crystalball/aia2008072401/.

Adler, Paul. "From Vietnam Summers to 99% Springs." *Dissent Magazine*, April 10, 2012. https://www.dissentmagazine.org/blog/from-vietnam-summers-to-99-springs/.

"A Free-Market-Loving, Big-Spending, Fiscally Conservative Wealth Redistributionist." *The New York Times*, September 7, 2008. https://www.nytimes.com/2008/09/07/magazine/07letters-t.html.

Alter, Jonathan. *The Center Holds: Obama and His Enemies*. Simon & Schuster, 2013.

---. *The Promise: President Obama, Year One*. Simon & Schuster, 2010.

Andrews, Edmund L. "Greenspan Concedes Error on Regulation." *The New York Times*, October 23, 2008. https://www.nytimes.com/2008/10/24/business/economy/24panel.html.

Ashbee, Edward, and John Dumbrell, eds. *The Obama Presidency and the Politics of Change*. Palgrave Macmillan, 2016.

Ball, David P. "'Snowflake' Organizing, Used by Obama, Imported by Canadian Campaigners." *The Tyee*, November 11, 2015. https://thetyee.ca/News/2015/11/11/Snowflake-Organizing/.

Balz, Dan. "The GOP Takeover in the States." November 14, 2010. http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/11/13/AR2010111302389.html.

Beinart, Peter. "The New Liberal Order." *Time*, November 13, 2008. https://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,1858873,00.html.

---. "The Rise of the New New Left." *The Daily Beast*, September 12, 2013. https://www.thedailybeast.com/the-rise-of-the-new-new-left/.

Benoit à La Guillaume, Luc. « Les horizons stylistiques de Barack Obama » *Études de stylistique anglaise*, no. 1 (décembre 2010) : 91–104. https://doi.org/10.4000/esa.2351.

---. « Modalités et fonctions de l'éloge dans les discours des présidents américains contemporains ». *Exercices de rhétorique*, no. 11 (octobre 2018). https://doi.org/10.4000/rhetorique.662.

Blood, Michael. "Obama Urges Liberals to 'Keep up the Fight'." *NBC News*, July 24, 2010. https://www.nbcnews.com/id/wbna38396801.

Borosage, Robert L. "The Democratic Party's New Insurgents." *The Nation*, October 2, 2013. https://www.thenation.com/article/archive/democratic-partys-new-insurgents/.

Broder, John M., and Monica Davey. "Celebration and Sense of History at Chicago Party." *The New York Times*, November 5, 2008. https://www.nytimes.com/2008/11/05/world/americas/05iht-05chicago.17543463.html.

Brooks, David. "Obama, Gospel and Verse." *The New York Times*, April 26, 2007. https://www.nytimes.com/2007/04/26/opinion/26brooks.html.

Brownstein, Ronald. "Repudiating Bush." *The Atlantic*, March 2, 2009. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2009/03/repudiating-bush/1095/.

Burke, Maureen. "The $787 Billion Question." *International Monetary Fund* 50, no. 1 (March 2013). https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2013/03/people.htm.

Campbell, James E. "The Exceptional Election of 2008: Performance, Values, and Crisis." *Presidential Studies Quarterly* 40, no. 2 (2010): 225–46. https://www.jstor.org/stable/23044818.

Cohen, Jeff. "Obama Is NOT 'Caving' to Corporate Interests." *Common Dreams*, July 24, 2011. https://www.commondreams.org/views/2011/07/24/obama-not-caving-corporate-interests.

Cohn, Nate. "Bankers Abandoned Obama — But the Rest of the Rich Held Surprisingly Strong." *The New Republic*, November 14, 2012. https://newrepublic.com/article/110109/greenwich-abandons-obama-affluent-voters-elsewhere-render-mixed-verdict.

Cook, Charlie. "Obama's Short Coattails." *Government Executive*, November 11, 2008. https://www.govexec.com/oversight/2008/11/obamas-short-coattails/28022/.

Cowan, Jon, and Jim Kessler. "Economic Populism Is a Dead End for Democrats." *Wall Street Journal*, December 2, 2013. http://online.wsj.com/article/SB10001424052702304337404579213923151169790.html.

Culshaw, Peter. "Barack Obama: Power to the New Creatives." *The Telegraph*, June 14, 2008. https://www.telegraph.co.uk/culture/3554267/Barack-Obama-power-to-the-new-creatives.html.

Dayen, David. "Obama's Foreclosure Relief Program Was Designed to Help Bankers, Not Homeowners." *The American Prospect*, February 14, 2015. https://billmoyers.com/2015/02/14/needless-default/.

Dickinson, Tim. "No We Can't." *Rolling Stone*, February 2, 2010. https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/no-we-cant-198655/.

Doyle, Leonard. "Barack Obama's Rich Supporters Fear His Tax Plans Show He's a Class Warrior." *The Telegraph*, May 9, 2009. https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/barackobama/5301078/Barack-Obamas-rich-supporters-fear-his-tax-plans-show-hes-a-class-warrior.html.

Draper, Robert. *Do Not Ask What Good We Do: Inside the U.S. House of Representatives*. Free Press, 2012.

Edsall, Thomas B. "Can Hillary Manage Her Unruly Coalition?" *The New York Times*, August 18, 2016. https://www.nytimes.com/2016/08/18/opinion/campaign-stops/can-hillary-manage-her-unruly-coalition.html.

Emanuel, Rahm. "Remarks on the Opportunities of Crisis." *The Wall Street Journal*, November 19, 2008. https://www.youtube.com/watch?v=_mzcbXi1Tkk.

Epstein, Reid J. "Obama's Top-down Grassroots Army." *POLITICO*, April 6, 2013. https://www.politico.com/story/2013/04/organizing-for-action-obama-089693.

Flessner, Dave. "Obama Softens Stance on Selling TVA." *Chattanooga Times Free Press*, February 2, 2015. https://www.timesfreepress.com/news/2015/feb/02/white-house-wants-federal-government-sell-tva/.

Gabbatt, Adam. “Bill de Blasio Wins by a Landslide to Become New York City Mayor.” *The Guardian*, November 6, 2013. https://www.theguardian.com/world/2013/nov/06/bill-de-blasio-wins-new-york-mayoral-election.

Gachon, Nicolas. « Le complexe fédéral de la présidence de Barack Obama ». dans *La présidence de Barack Obama (2009–2017)*, 26–36. Ellipses, 2019.

Galston, William. “President Barack Obama’s First Two Years: Policy Accomplishments, Political Difficulties.” Brookings, November 2010. https://www.brookings.edu/articles/president-barack-obamas-first-two-years-policy-accomplishments-political-difficulties/.

Ganz, Marshall. “The Power of Storytelling.” February 3, 2016. https://www.globalacademy.media/transcript-marshall-ganz-the-power-of-storytelling/.

Goldstein, Dana, and Ezra Klein. “IT’S HIS PARTY.” *American Prospect*, August 21, 2008. https://www.newsweek.com/filter-august-21-2008-218396.

Grogan, Colleen M. “You Call It Public, I Call It Private, Let’s Call the Whole Thing Off?” *Journal of Health Politics, Policy and Law* 36, no. 3 (June 2011): 401–11. https://doi.org/10.1215/03616878-1271018.

Grunwald, Michael. *The New New Deal: The Hidden Story of Change in the Obama Era*. Simon & Schuster, 2013.

Hart, Gary. “America’s Next Chapter.” *The New York Times*, June 25, 2008. https://www.nytimes.com/2008/06/25/opinion/25hart.html.

Hedges, Chris. “The Obama Deception: Why Cornel West Went Ballistic.” *Truthdig*, May 16, 2011. https://www.truthdig.com/articles/the-obama-deception-why-cornel-west-went-ballistic/.

Herszenhorn, David M. “A Smaller, Faster Stimulus Plan, but Still With a Lot of Money.” *The New York Times*, February 14, 2009. https://www.nytimes.com/2009/02/14/us/politics/14stimintro.ready.html.

Hickey, Roger. “Victory! Chained CPI Out Of The Obama Budget.” OurFuture.Org by People’s Action, February 21, 2014. https://ourfuture.org/20140221/victory-for-the-new-populists-chained-cpi-out-of-obama-budget.

Hochstein, Arthur, and Lon Tweeten. “The New New Deal.” *Time Magazine*, November 24, 2008. https://content.time.com/time/covers/0,16641,20081124,00.html.

Holan, Angie Drobnic. “Obama Campaign Financed by Large Donors, Too.” POLITIFACT, April 22, 2010. https://www.politifact.com/factchecks/2010/apr/22/barack-obama/obama-campaign-financed-large-donors-too/.

Hundt, Reed. *A Crisis Wasted: Barack Obama’s Defining Decisions*. RosettaBooks, 2019.

Jacobs, Lawrence, and Theda Skocpol. *Health Care Reform and American Politics: What Everyone Needs to Know*. Oxford University Press, [2010] 2016.

Jacobson, Louis. “Obama Says Heritage Foundation Is Source of Health Exchange Idea.” PolitiFact, April 1, 2010. https://www.politifact.com/factchecks/2010/apr/01/barack-obama/obama-says-heritage-foundation-source-health-excha/.

Judis, John B. “Fundamentally Different.” *The New Republic*, April 24, 2009. https://www.cbsnews.com/news/fundamentally-different/.

Kirsch, Richard. *Fighting for Our Health: The Epic Battle to Make Health Care a Right in the United States*. Rockefeller Institute Press, 2012.

Klatell, Jamie. "Obama Cranks up Populist Pitch." *TheHill*, January 25, 2012. https://thehill.com/homenews/administration/206293-obama-state-of-the-union-2012-congress-economy-jobs.

Klein, Naomi. "Obama's Chicago Boys." *The Nation*, June 12, 2008. https://www.thenation.com/article/archive/obamas-chicago-boys/.

Klinkner, Philip A., and Thomas Schaller. "LBJ's Revenge: The 2008 Election and the Rise of the Great Society Coalition." *The Forum* 6, no. 4 (January 2009). https://doi.org/10.2202/1540-8884.1269.

Kloppenberg, James T. "Barack Obama and the Traditions of Progressive Reform." In *The Progressives' Century Political Reform, Constitutional Government, and the Modern American State*, edited by Stephen Skowronek et al., 431–52. Yale University Press, 2016.

Krugman, Paul. "Franklin Delano Obama?" *The New York Times*, November 10, 2008. https://www.nytimes.com/2008/11/10/opinion/10krugman.html.

---. "The Obama Agenda." *The New York Times*, November 7, 2008. https://www.nytimes.com/2008/11/07/opinion/07krugman.html.

---. "When Zombies Win." *The New York Times*, December 20, 2010. https://www.nytimes.com/2010/12/20/opinion/20krugman.html.

---. "Secular Stagnation, Coalmines, Bubbles, and Larry Summers." *The New York Times*, November 16, 2013. https://archive.nytimes.com/krugman.blogs.nytimes.com/2013/11/16/secular-stagnation-coalmines-bubbles-and-larry-summers/.

Larimore-Hall, Daraka K. "The Movement Democrat." PhD diss., University of California, Santa Barbara, 2014. https://www.academia.edu/24909453/The_Movement_Democrat_Grassroots_Activism_and_Organizational_Change.

Leonhardt, David. "Obamanomics." *The New York Times*, August 20, 2008. https://www.nytimes.com/2008/08/24/magazine/24Obamanomics-t.html.

Lerer, Lisa. "Obama Says Average American Doesn't Want to 'Tear Down System'." *The New York Times*, November 16, 2019. https://www.nytimes.com/2019/11/15/us/politics/barack-obama-2020-dems.html.

Lichtblau, Eric. "Minting Bank Lobbyists on Capitol Hill." *The New York Times*, April 13, 2010. https://www.nytimes.com/2010/04/14/business/14lobby.html.

Lind, Michael. "Obama's Populist Pose." *Salon*, January 26, 2010. https://www.salon.com/2010/01/26/obama_populism/.

Lizza, Ryan. "Barack Obama's Foreign Policy." *The New Yorker*, April 25, 2011. https://www.newyorker.com/magazine/2011/05/02/the-consequentialist.

Luo, Michael. "Study: Many Obama Small Donors Really Weren't." *The New York Times*, November 24, 2008. https://archive.nytimes.com/thecaucus.blogs.nytimes.com/2008/11/24/study-obamas-small-donors-really-werent/.

MacAskill, Ewen. "Obama Tarnished by Rejecting Public Funds for Election Fight." *The Guardian*, June 20, 2008. https://www.theguardian.com/world/2008/jun/21/barackobama.uselections2008.

MacFarquhar, Larissa. "The Conciliator." *The New Yorker*, April 30, 2007. https://www.newyorker.com/magazine/2007/05/07/the-conciliator.

Madden, Mike. "Obama's Got Ground Game." *Salon*, February 29, 2008. https://www.salon.com/2008/02/29/obama_texas/.

Maioni, Antonia. "Health Care Reform in the 2008 US Presidential Election." *International Journal* 64, no. 1 (2008): 135–44. https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/40204458.

Marmor, Theodore R. "Health Reform and the Obama Administration: Reflections in Mid-2010." *Healthcare Policy* 6, no. 1 (August 2010): 15–21.

Martin, Jonathan. "Populist Left Makes Warren Its Hot Ticket." *The New York Times*, September 30, 2013. https://www.nytimes.com/2013/09/30/us/politics/warren-is-now-the-hot-ticket-on-the-far-left.html.

Martin, Jonathan, and Carol Lee. "Obama: 'I Am a New Democrat'." *POLITICO*, March 10, 2009. https://www.politico.com/story/2009/03/obama-i-am-a-new-democrat-019862.

Masket, Seth E. "Did Obama's Ground Game Matter? The Influence of Local Field Offices during the 2008 Presidential Election." *The Public Opinion Quarterly* 73, no. 5 (2009): 1023–39. https://www.jstor.org/stable/40467656.

McKenna, Elizabeth, et al. *Groundbreakers: How Obama's 2.2 Million Volunteers Transformed Campaigning in America*. Oxford University Press, 2015.

Meacham, Jon. "We Are All Socialists Now." *Newsweek*, February 6, 2009. https://www.newsweek.com/we-are-all-socialists-now-82577.

Melber, Ari. "Obama Network Organizes and Revolts Over Spying." *HuffPost*, July 7, 2008. https://www.huffpost.com/entry/obama-network-organizes-a_b_109882.

Milkman, Ruth. "A New Political Generation: Millennials and the Post-2008 Wave of Protest." *American Sociological Review* 82, no. 1 (February 2017): 1–31. https://doi.org/10.1177/0003122416681031.

Moberg, David. "Obamanomics." *In These Times*, March 10, 2008. https://inthesetimes.com/article/obamanomics.

Mongelli, Laurena, and Bob Fredericks. "Veterans Criticize Obama for His 'Latte Salute'." *New York Post*, September 25, 2014. https://nypost.com/2014/09/24/veterans-criticize-obama-for-his-latte-salute/.

Mufson, Steven, and Anne E. Kornblut. "Obama Reaches out to Business Leaders." *The Washington Post*, February 25, 2010. https://www.washingtonpost.com/archive/national/2010/02/25/obama-reaches-out-to-business-leaders/a7fff0c7-5d34-41ef-a02d-bcbf94f3048b/.

Nasaw, Daniel. "Controversial Comments Made by Rev Jeremiah Wright." *The Guardian*, March 18, 2008. https://www.theguardian.com/world/2008/mar/18/barackobama.uselections20083.

Nichols, John. "The Populist Rebellion That Tripped Up Larry Summers." *The Nation*, September 15, 2013. https://www.thenation.com/article/archive/populist-rebellion-tripped-larry-summers/.

Olsen, Henry. "After the Wave." *National Affairs*, no. 63 (Spring 2025). https://www.nationalaffairs.com/publications/detail/after-the-wave.

Packer, George. "The Choice: Clinton vs. Obama." *The New Yorker*, January 21, 2008. https://www.newyorker.com/magazine/2008/01/28/the-choice-6.

---. "The New Liberalism." *The New Yorker*, November 8, 2008. https://www.newyorker.com/magazine/2008/11/17/the-new-liberalism.

Peschek, Joseph G. "Obama and the Capitalist Crisis: The Politics of Economic Stagnation." Western Political Science Association 2011 Annual Meeting, April 19, 2011. https://papers.ssrn.com/abstract=1766722.

---. "The Obama Presidency and the Great Recession: Political Economy, Ideology, and Public Policy." *New Political Science* 33, no. 4 (December 2011): 429–44. https://doi.org/10.1080/07393148.2011.619817.

Phelps, Christopher. "The Democrats' Problem Was Not Overreach." *The Chronicle of Higher Education*, November 14, 2010. https://www.chronicle.com/article/the-democrats-problem-was-not-overreach/.

Plumer, Brad. "How Obama's Plan for Infrastructure Bank Would Work." *The Washington Post*, September 19, 2011. https://www.washingtonpost.com/business/economy/how-obamas-plan-for-infrastructure-bank-would-work/2011/09/19/gIQAfDgUgK_story.html.

Powell, Michael. "Obama, the Self-Described 'Rorschach Test,' Liberal but Inscrutable." *The New York Times*, June 4, 2008. https://www.nytimes.com/2008/06/04/world/americas/04iht-obama.1.13459637.html.

Quinn, Sean. "On the Road: Toledo, Ohio." *FiveThirtyEight*, October 14, 2008. https://fivethirtyeight.com/features/on-road-toledo-ohio/.

Richomme, Olivier, and Vincent Michelot, editors. *Le bilan d'Obama*. Les Presses de Sciences Po, 2012.

Riegal, Jessica. "Introducing Barack Obama, The Professor-in-Chief." *CBS News*, November 14, 2008. https://www.cbsnews.com/news/introducing-barack-obama-the-professor-in-chief/.

Sabato, Larry, and Kyle Kondik. *The Blue Wave: The 2018 Midterms and What They Mean for the 2020 Elections*. Rowman & Littlefield, 2019.

Sanders, Mark. "Obama's Principled Pragmatism." *Contemporary Pragmatism* 8, no. 2 (April 2011): 31–42. https://doi.org/10.1163/18758185-90000199.

Sanger, David E. "Obama Goes for Pragmatists, Not Ideologues." *The New York Times*, October 22, 2008. https://www.nytimes.com/2008/11/22/world/americas/22iht-assess.1.18054801.html.

Savage, Luke, and Nathan J. Robinson. "The Fraudulent Universalism of Barack Obama." *Current Affairs*, December 2020. https://www.currentaffairs.org/2020/12/the-fraudulent-universalism-of-barack-obama.

Schorr, Daniel. "A New, 'Post-Racial' Political Era in America." *NPR*, January 28, 2008. https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=18489466.

Sifry, Micah L. "Obama's Lost Army." *The New Republic*, February 9, 2017. https://newrepublic.com/article/140245/obamas-lost-army-inside-fall-grassroots-machine.

Silverstein, Ken. "Barack Obama Inc." *Harper's Magazine*, November 2006. https://harpers.org/archive/2006/11/barack-obama-inc/.

Skidelsky, Robert. *Keynes: The Return of the Master*. Allen Lane, 2009.

---. « Economie : adieu à la révolution néoclassique ». Project Syndicate, 15 septembre 2008. https://www.project-syndicate.org/commentary/farewell-to-the-neo-classical-revolution/french.

Smith, Ben. “Obama Echoes Legendary Populist Wallace.” *POLITICO*, December 24, 2007. https://www.politico.com/story/2007/12/obama-echoes-legendary-populist-wallace-007546.

---. “Obama’s ‘Parallel Public Financing System’.” *POLITICO*, April 9, 2008. https://www.politico.com/blogs/ben-smith/2008/04/obamas-parallel-public-financing-system-007649.

---. “The Man from Hope?” *POLITICO*, January 5, 2008. https://www.politico.com/blogs/ben-smith/2008/01/the-man-from-hope-005077.

Smith, Ben, and Jonathan Martin. “Why Obama Won.” *POLITICO*, November 5, 2008. https://www.politico.com/story/2008/11/why-obama-won-015301.

Smith, Jeff. “Obama’s Golden Rule and the Myth of the President’s Onetime ‘Small-Donor Base’.” Grand Rapids Institute for Information Democracy, June 29, 2011. https://griid.org/2011/06/29/obama%e2%80%99s-golden-rule-and-the-myth-of-the-president%e2%80%99s-onetime-%e2%80%9csmall-donor-base%e2%80%9d/.

Stein, Sam. “Obama Compares Himself To Reagan, JFK...But Not Bill Clinton.” *HuffPost*, March 28, 2008. https://www.huffpost.com/entry/obama-compares-himself-to_n_81835.

Stephan, Lea. « La notion de « responsabilité » dans le discours politique américain de 1980 à 2010 : le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates ». *Miranda*, no. 13 (novembre 2016). https://doi.org/10.4000/miranda.9710.

Sullivan, Kevin. “Voices from Standing Rock.” *The Washington Post*, December 2, 2016. https://www.washingtonpost.com/sf/national/2016/12/02/voices-from-standing-rock/.

Sulzberger, A. G. “Obama Strikes Populist Chord With Speech on G.O.P. Turf.” *The New York Times*, December 6, 2011. https://www.nytimes.com/2011/12/07/us/politics/obama-strikes-populist-chord-with-speech-in-heartland.html.

Sunstein, Cass R. “The Visionary Minimalist.” *The New Republic*, January 30, 2008. https://newrepublic.com/article/62229/the-visionary-minimalist.

Suskind, Ron. *Confidence Men*. HarperCollins Publishers, 2012.

Taibbi, Matt. “Obama Is the Best BS Artist Since Bill Clinton.” Alternet.Org, February 14, 2007. https://www.alternet.org/2007/02/obama_is_the_best_bs_artist_since_bill_clinton/.

Teixeira, Ruy, and John Halpin. “The Obama Coalition in the 2012 Election and Beyond.” Center for American Progress, December 4, 2012. https://www.americanprogress.org/article/the-obama-coalition-in-the-2012-election-and-beyond/.

The Associated Press. “Obama’s Army of Small Donors.” *POLITICO*, May 9, 2008. https://www.politico.com/story/2008/05/obamas-army-of-small-donors-010223.

Vaudagna, Maurizio. « Politiques sociales et réforme de l’assurance maladie de Roosevelt à Obama ». dans *Le bilan d’Obama*, édité par Olivier Richomme and Vincent Michelot. Les Presses de Sciences Po, 2012.

Vergniolle de Chantal, François, ed. *Obama’s Fractured Legacy: The Politics and Policies of an Embattled Presidency*. Edinburgh University Press, 2020.

Weisberg, Jacob. “The Brilliant Brain Trust.” *Newsweek*, November 14, 2008. https://www.newsweek.com/brilliant-brain-trust-85437.

West, Cornel. “Black America’s neo-liberal sleepwalking is coming to an end.” Interview with George Souvlis, June 11, 2016. https://www.opendemocracy.net/en/cornel-west-black-america-s-neo-liberal-sleepwalking-is-coming-to-end/.

---. “Pity the Sad Legacy of Barack Obama.” *The Guardian*, January 9, 2017. https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jan/09/barack-obama-legacy-presidency.

Zeleny, Jeff. “As the Public Simmers, Obama Lets Off Steam.” *The New York Times*, March 21, 2009. https://www.nytimes.com/2009/03/21/us/politics/21memo.html.

Zelizer, Julian E. *The Presidency of Barack Obama: A First Historical Assessment*. Princeton University Press, 2018.

La présidence de Donald J. Trump.

Abutaleb, Yasmeen, et al. “The inside Story of How Trump’s Denial, Mismanagement and Magical Thinking Led to the Pandemic’s Dark Winter.” *The Washington Post*, December 19, 2020. https://www.washingtonpost.com/graphics/2020/politics/trump-covid-pandemic-dark-winter/.

“Anti-Trump Protests Spread to Democratic Leadership With Sit-In at Schumer’s DC Office.” *ABC News*, November 15, 2016. https://abcnews.go.com/Politics/anti-trump-protests-spread-democratic-leadership-sit-schumers/story?id=43533616.

Beinart, Peter. “How Trump Wants to Make America Exceptional Again.” *The Atlantic*, February 2, 2017. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2017/02/how-trump-wants-to-make-america-exceptional-again/515406/.

Boyle, Tara, et al. “How President Trump’s Rhetoric Is Changing The Way Americans Talk.” *NPR*, September 4, 2017. https://www.npr.org/2017/09/04/548471325/how-president-trumps-rhetoric-is-changing-the-way-americans-talk.

Chenoweth, Erica, et al. “The Trump Years Launched the Biggest Sustained Protest Movement in U.S. History. It’s Not over.” *The Washington Post*, February 8, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/2021/02/08/trump-years-launched-biggest-sustained-protest-movement-us-history-its-not-over/.

Fisher, Dana R. *American Resistance: From the Women’s March to the Blue Wave*. Columbia University Press, 2019.

Graham, David A. “Trump Is Radicalizing the Democratic Party.” *The Atlantic*, October 27, 2017. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2017/10/symmetric-polarization/544059/.

Grim, Ryan, and Aída Chávez. “A Primary Against the Machine: A Bronx Activist Looks to Dethrone Joseph Crowley, the King of Queens.” *The Intercept*, May 22, 2018. https://theintercept.com/2018/05/22/joseph-crowley-alexandra-ocasio-cortez-new-york-primary/.

Herman, Lise Esther, and James Muldoon, eds. *Trumping the Mainstream: The Conquest of Democratic Politics by the Populist Radical Right*. Routledge, 2018.

Judis, John B. “The Return of the Middle American Radical.” Carnegie Endowment for International Peace, October 2, 2015. https://carnegieendowment.org/2015/10/02/return-of-middle-american-radical-pub-61534.

Krieg, Gregory. “Progressives Riled up after DNC Vote.” *CNN*, February 26, 2017. https://www.cnn.com/2017/02/25/politics/dnc-chair-vote-progressives-angry-ellison-perez/index.html.

---. “How Did Trump Win? Here Are 24 Theories.” *CNN*, November 2016. https://www.cnn.com/2016/11/10/politics/why-donald-trump-won/index.html.

Lynch, Conor. “Draining the Swamp — of Brainpower: Trump’s Corrupt Administration Is Fueled by Anti-Intellectualism.” *Salon*, July 22, 2017. https://www.salon.com/2017/07/22/draining-the-swamp-of-brainpower-trumps-corrupt-administration-is-fueled-by-anti-intellectualism/.

Murphy, Tim. “How Alexandria Ocasio-Cortez Pulled Off the Year’s Biggest Political Upset.” *Mother Jones*, June 29, 2018. https://web.archive.org/web/20180629022429/https://www.motherjones.com/politics/2018/06/alexandria-ocasio-cortez-upset-joe-crowley-dsa-brand-new-congress-1/.

Newman, Andy. “With One Win, Alexandria Ocasio-Cortez Emerges as a Political Star.” *The New York Times*, June 28, 2018. https://web.archive.org/web/20180628072729/https://www.nytimes.com/2018/06/27/nyregion/alexandria-ocasio-cortez-bio-profile.html.

Paiella, Gabriella. “Meet the 28-Year-Old at the Center of One of This Year’s Most Exciting Primaries.” *The Cut*, June 25, 2018. https://www.thecut.com/2018/06/alexandria-ocasio-cortez-interview.html.

Paybarah, Azi. “Alexandria Ocasio-Cortez Will Push Washington. Will Washington Push Back?” *The New York Times*, November 7, 2018. https://www.nytimes.com/2018/11/07/nyregion/ocasio-cortez-congress-washington.html.

Schreckinger, Ben. “Trump Protesters Plan to Build ‘Tea Party of the Left’.” *POLITICO*, November 2016. https://www.politico.com/story/2016/11/democrats-trump-protests-tea-party-231450.

Smith, David. “‘Blue Wave’ Sweeps Democrats Back to Majority in House of Representatives.” *The Guardian*, November 7, 2018. https://www.theguardian.com/us-news/2018/nov/07/democrats-house-of-representatives-blue-wave-midterms.

Stein, Jeff. “Georgia Dems Normally Raise $10,000 for This House Seat. This April They’ll Have $3 Million.” *Vox*, March 27, 2017. https://www.vox.com/policy-and-politics/2017/3/27/14977018/jon-ossoff-georgia-sixth.

Tumulty, Karen, and Jenna Johnson. “Why Trump May Be Winning the War on ‘Political Correctness’.” *The Washington Post*, April 11, 2023. https://www.washingtonpost.com/politics/why-trump-may-be-winning-the-war-on-political-correctness/2016/01/04/098cf832-afda-11e5-b711-1998289ffcea_story.html.

La présidence de Joe Biden

Allen, Jonathan, and Amie Parnes. *Fight: Inside the Wildest Battle for the White House*. William Morrow, 2025.

---. *Lucky: How Joe Biden Barely Won the Presidency*. E-Book. Crown, 2021.

Alter, Jonathan. “How F.D.R.’s Heir Is Changing the Country.” *The New York Times*, April 12, 2021. https://www.nytimes.com/2021/04/12/opinion/biden-fdr-new-deal.html.

Aronoff, Kate. “The IRA Is an Invitation to Organizers.” *Dissent Magazine*, Spring 2023. https://www.dissentmagazine.org/article/the-ira-is-an-invitation-to-organizers/.

Astor, Maggie, et al. “6 Takeaways From the Biden-Sanders Joint Task Force Proposals.” *The New York Times*, July 9, 2020. https://www.nytimes.com/2020/07/09/us/politics/biden-sanders-task-force.html.

Babcock Jr., Charles R. “Biden Urges U.S. to Step Up War on Drug Traffic.” *The Washington Post*, July 18, 1980. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1980/07/18/biden-urges-us-to-step-up-war-on-drug-traffic/689d0e1b-418f-4169-bcc4-9aa6b6722161/.

Bacon Jr., Perry. "Biden Is Learning That Being Progressive Is Good Policy — and Good Politics." *The Washington Post*, March 15, 2024. https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/03/15/four-biden-presidencies-progressive-centrist-internationalist/.

Bade, Rachael, and Erica Werner. "Centrist House Democrats Lash out at Liberal Colleagues, Blame Far-Left Views for Costing the Party Seats." *The Washington Post*, November 6, 2020. https://www.washingtonpost.com/politics/house-democrats-pelosi-election/2020/11/05/1ddae5ca-1f6e-11eb-90dd-abd0f7086a91_story.html.

Baker, Peter. "Don't Call It a Bailout: Washington Is Haunted by the 2008 Financial Crisis." *The New York Times*, March 14, 2023. https://www.nytimes.com/2023/03/14/us/politics/bailout-biden-financial-crisis.html.

Bakker, Peter, and John Elkington. "To Build Back Better, We Will Have to Reinvent Capitalism." World Economic Forum, July 13, 2020. https://www.weforum.org/stories/2020/07/to-build-back-better-we-must-reinvent-capitalism-heres-how/.

Best, Samuel J., and Jeffrey W. Ladewig. *Toppling Trump: How Party Elites Steered Joe Biden to the Democratic Nomination and Victory in the 2020 Presidential Election*. Springer, 2024.

Broadwater, Luke. "Ocasio-Cortez Apologizes for Her 'Present' Vote on Iron Dome Funding." *The New York Times*, September 24, 2021. https://www.nytimes.com/2021/09/24/us/politics/aoc-israel-iron-dome.html.

Broadwater, Luke, and Nicholas Fandos. "Amid Tears and Anger, House Democrats Promise 'Deep Dive' on Election Losses." *The New York Times*, November 5, 2020. https://www.nytimes.com/2020/11/05/us/house-democrats-election-losses.html.

Canipe, Chris, et al. "How Joe Biden Won the Election." Reuters, November 7, 2020. https://graphics.reuters.com/USA-ELECTION/RESULTS/jznvnjyjzvl/.

Caputo, Marc, and Natasha Korecki. "It's Not Just Trump Questioning Biden's Age. Democrats Are, Too." *POLITICO*, June 13, 2019. https://www.politico.com/story/2019/06/13/joe-biden-age-trump-2020-1361782.

Carbonaro, Giulia. "Joe Biden Scores Huge Win by Averting Railroad Strike Before Midterms." *Newsweek*, September 15, 2022. https://www.newsweek.com/joe-biden-scores-huge-win-averting-railroad-strike-before-midterms-1743202.

Cassidy, John. "Joe Biden's Innovative Attempt to Reshape the American Economy." *The New Yorker*, February 7, 2023. https://www.newyorker.com/news/our-columnists/joe-bidens-innovative-attempt-to-reshape-the-american-economy.

---. "Joe Biden's Visit to a U.A.W. Picket Line Was a Powerful Political Gesture." *The New Yorker*, September 26, 2023. https://www.newyorker.com/news/our-columnists/joe-bidens-visit-to-a-uaw-picket-line-was-a-powerful-political-gesture.

Caygle, Heather, and Sarah Ferris. "Pelosi Floats above Democrats' Civil War." *POLITICO*, November 11, 2020. https://www.politico.com/news/2020/11/11/pelosi-floats-above-democrats-war-435799.

Chait, Jonathan. "Biden's Campaign Has a New, Populist Theme. Will It Work?" *Intelligencer*, September 18, 2020. https://nymag.com/intelligencer/2020/09/bidens-campaign-scranton-park-avenue-theme-economic-populism-trump.html.

Christophers, Brett. "Why Are We Allowing the Private Sector to Take Over Our Public Works?" *The New York Times*, May 8, 2023. https://www.nytimes.com/2023/05/08/opinion/inflation-reduction-act-global-asset-managers.html.

Chu, Amanda, et al. "The new era of big government: Biden rewrites the rules of economic policy." *Financial Times*, July 12, 2023. https://www.ft.com/content/1c6be863-e147-4799-a650-fe3569549295.

Cochrane, Emily. "Liberals Dig In Against Infrastructure Bill as Party Divisions Persist." *The New York Times*, September 28, 2021. https://www.nytimes.com/2021/09/28/us/politics/pelosi-infrastructure-house-vote.html.

Cochrane, Emily, and Nicholas Fandos. "Manchin, in Reversal, Agrees to Quick Action on Climate and Tax Plan." *The New York Times*, July 27, 2022. https://www.nytimes.com/2022/07/27/us/politics/manchin-climate-tax-bill.html.

Cohn, Nate, et al. "Detailed Turnout Data Shows How Georgia Turned Blue." *The New York Times*, November 17, 2020. https://www.nytimes.com/interactive/2020/11/17/upshot/georgia-precinct-shift-suburbs.html.

Coltin, Jeff. "Hakeem Jeffries Again Challenges the Left, on the Eve of the Primary." *City & State NY*, August 22, 2022. https://www.cityandstateny.com/politics/2022/08/hakeem-jeffries-again-challenges-left-eve-primary/376162/.

Cooper, Ryan. "The Inflation Reduction Act's Quiet Revolution on Public Power." *The American Prospect*, August 18, 2022. https://prospect.org/api/content/677d1b10-1e79-11ed-9e74-12274efc5439/.

Davison, Laura, and Justin Sink. "Biden to Urge 25% Billionaire Tax, Levies on Rich Investors." *Bloomberg*, March 9, 2023. https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-03-09/biden-to-urge-25-billionaire-tax-big-levies-on-rich-investors.

Diaz, Daniella. "Manchin Says He Won't Vote for Build Back Better Act." *CNN*, December 19, 2021. https://www.cnn.com/2021/12/19/politics/joe-manchin-build-back-better.

Dionne Jr., E. J. "Joe Biden Is a Paradigm Shifter." *The Washington Post*, March 28, 2021. https://www.washingtonpost.com/opinions/joe-biden-is-a-paradigm-shifter/2021/03/27/1658854c-8e76-11eb-a6bd-0eb91c03305a_story.html.

Douthat, Ross. "The Progressive Regulator Winning Over the Populist Right." *The New York Times*, June 19, 2025. https://www.nytimes.com/2025/06/19/opinion/lina-khan-monopolies-trump.html.

Dridi, Sonia. *Joe Biden : Le pari de l'Amérique anti-Trump*. Éditions du Rocher, 2020.

Easley, Jonathan. "Sanders Unloads on Biden as Battle for Iowa Intensifies." *The Hill*, January 7, 2020. https://thehill.com/homenews/campaign/477059-sanders-unloads-on-biden-as-battle-for-iowa-intensifies/.

Editorial Board. "To Serve His Country, President Biden Should Leave the Race." *The New York Times*, June 28, 2024. https://www.nytimes.com/2024/06/28/opinion/biden-election-debate-trump.html.

Emanuel, Rahm. "Dear Democrats: Here's How Not to Blow It." *POLITICO Magazine*, November 8, 2019. https://politi.co/33tNdeF.

Ember, Sydney, and Thomas Kaplan. “Joe Biden and Bernie Sanders Deepen Their Cooperation.” *The New York Times*, July 8, 2020. https://www.nytimes.com/2020/07/08/us/politics/biden-bernie-sanders.html.

Engler, Mark. “Frances Fox Piven Wants You to Raise Hell.” *The Nation*, May 5, 2021. https://www.thenation.com/article/politics/frances-fox-piven-interview/.

Epstein, Reid J. “Group in Michigan Urges Protest Vote Against Biden Over Israel-Gaza War.” *The New York Times*, February 6, 2024. https://www.nytimes.com/2024/02/06/us/politics/biden-michigan-israel-gaza.html.

Everett, Burgess. “Dems Race to Renovate Biden’s Domestic-Policy Foundation.” *POLITICO*, October 30, 2021. https://www.politico.com/news/2021/10/30/dems-race-to-renovate-bidens-domestic-policy-foundation-517782.

Fandos, Nicholas. “House Passes Labor Rights Expansion, but Senate Chances Are Slim.” *The New York Times*, March 10, 2021. https://www.nytimes.com/2021/03/09/us/politics/house-labor-rights-bill.html.

Fertik, Ted, et al. “Defining Bidenomics.” *Phenomenal World*, September 2, 2023. https://www.phenomenalworld.org/interviews/bidenomics/.

Feygin, Yakov, and Nils Gilman. “The Designer Economy.” *NOEMA Magazine*, January 2023. https://www.noemamag.com/the-designer-economy.

Fram, Alan. “Chamber of Commerce Backs Freshmen House Dems, Marking Shift.” *AP News*, September 2, 2020. https://apnews.com/article/senate-elections-politics-business-16f74b9d0bb3f1a6eb84891280672e95.

Friedman, Lisa, and Katie Glueck. “Biden’s Big Climate Decision: Will He Embrace His Task Force’s Goals?” *The New York Times*, July 6, 2020. https://www.nytimes.com/2020/07/06/us/politics/joe-biden-climate-change.html.

Fung, Brian, and Catherine Thorbecke. “Lina Khan’s Rise Was Heralded as an Antitrust Revolution. Now She Has to Pull It off.” *CNN*, October 16, 2023. https://www.cnn.com/2023/10/16/tech/lina-khan-risk-takers.

Gabriel, Trip. “How Democrats Suffered Crushing Down-Ballot Losses Across America.” *The New York Times*, November 28, 2020. https://www.nytimes.com/2020/11/28/us/politics/democrats-republicans-state-legislatures.html.

Gavin, William. “FTC Chair Lina Khan Has Big Enemies on Wall Street and in Silicon Valley. Here’s Why.” *Quartz*, October 17, 2024. https://qz.com/ftc-lina-khan-antitrust-regulation-criticism-harris-1851673064.

Gay, Mara. “How the Squad and Like-Minded Progressives Have Changed Their Party.” *The New York Times*, April 23, 2024. https://www.nytimes.com/2024/04/23/opinion/progressives-democratic-party-aoc.html.

Geraghty, Jim. “Virginia Democratic Congresswoman: ‘Don’t Say Socialism Ever Again’.” *National Review*, November 5, 2020. https://www.nationalreview.com/corner/virginia-democratic-congresswoman-dont-say-socialism-ever-again/.

Gerstle, Gary. “The Age of Neoliberalism Is Ending in America. What Will Replace It?” *The Guardian*, June 28, 2021. https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/jun/28/age-of-neoliberalism-biden-trump.

Gherardi, Sophie. “Is Joe Biden Dismantling Neoliberalism?” *Philonomist*, May 6, 2021. https://www.philonomist.com/en/article/joe-biden-dismantling-neoliberalism.

Giles, Chris, et al. “Big Government Is Back. How Will We Pay for It?” *Financial Times*, September 5, 2023. https://www.ft.com/content/b7b7a315-46ce-483d-b374-5eff371aa30c.

Giridharadas, Anand. “Welcome to the New Progressive Era.” *The Atlantic*, April 14, 2021. https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2021/04/joe-biden-new-progressive-era/618589/.

Glasser, Susan B. “Is Biden Really the Second Coming of F.D.R. and L.B.J.?” *The New Yorker*, April 1, 2021. https://www.newyorker.com/news/letter-from-bidens-washington/is-biden-really-the-second-coming-of-fdr-and-lbj.

Glueck, Katie, and Thomas Kaplan. “Biden, Looking to Attract Progressives, Endorses Warren Bankruptcy Plan.” *The New York Times*, March 15, 2020. https://www.nytimes.com/2020/03/14/us/politics/biden-warren-bankruptcy.html.

Godfrey, Elaine. “The Democratic Truce Is Over.” *The Atlantic*, November 10, 2020. https://www.atlantic.com/politics/archive/2020/11/conor-lamb-aoc-democrats-fighting-socialism/617045/.

---. “Thousands of Americans Have Become Socialists Since March.” *The Atlantic*, May 14, 2020. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/05/dsa-growing-during-coronavirus/611599/.

Goldberg, Michelle. “The First Post-Reagan Presidency.” *The New York Times*, January 29, 2021. https://www.nytimes.com/2021/01/28/opinion/biden-president-progressive.html.

Goldmacher, Shane. “The Big Role That Big Donors Still Play, Quietly, for Joe Biden.” *The New York Times*, October 20, 2020. https://www.nytimes.com/2020/10/20/us/politics/joe-biden-donors.html.

Grim, Ryan. “Fact Check: Joe Biden Has Advocated Cutting Social Security for 40 Years.” *The Intercept*, January 13, 2020. https://theintercept.com/2020/01/13/biden-cuts-social-security/.

Grunwald, Michael. “Biden Wants a New Stimulus ‘a Hell of a Lot Bigger’ than $2 Trillion.” *POLITICO*, April 25, 2020. https://www.politico.com/news/2020/04/25/joe-biden-green-stimulus-207848.

Hanauer, Nick, et al. “A New Economics Takes Hold.” *Democracy Journal*, March 13, 2024. https://democracyjournal.org/magazine/72/a-new-economics-takes-hold/.

Harper, Morgan, and Zephyr Teachout. “Appointing Lina Khan May Be the Best Thing Joe Biden Has Done.” *The Nation*, June 22, 2021. https://www.thenation.com/article/economy/lina-khan-ftc-biden/.

Harris, Lee. “Industrial Policy Without Industrial Unions.” *The American Prospect*, September 28, 2022. https://prospect.org/api/content/aff4b44e-3e71-11ed-9b46-12274efc5439/.

Hart, Robert. “Most Democrats Don’t Want Biden To Run In 2024, AP-NORC Poll Finds.” *Forbes*, February 6, 2023. https://www.forbes.com/sites/roberthart/2023/02/06/most-democrats-dont-want-biden-to-run-in-2024-ap-norc-poll-finds/.

Heideman, Paul. “Joe Biden Is Not Ready to Confront Corporate America.” *Jacobin*, January 1, 2021. https://jacobin.com/2021/01/joe-biden-corporate-america.

Herndon, Astead W. “Alexandria Ocasio-Cortez on Biden’s Win, House Losses, and What’s Next for the Left.” *The New York Times*, November 8, 2020. https://www.nytimes.com/2020/11/07/us/politics/aoc-biden-progressives.html.

---. “How Biden Is Trying to Help Working-Class Voters in Red-State Alabama.” *The New York Times*, March 9, 2021. https://www.nytimes.com/2021/03/09/us/politics/amazon-union-alabama-biden.html.

Hohmann, James. “The Daily 202: Biden Won with the Weakest Coattails in 60 Years. That Could Make Him Dependent on GOP Senators.” *The Washington Post*, November 11, 2020. https://www.washingtonpost.com/politics/2020/11/11/daily-202-biden-won-with-weakest-coattails-60-years-that-could-make-him-dependent-gop-senators/.

Hughes, Chris. “The Free Market Is Dead: What Will Replace It?” *TIME*, April 26, 2021. https://time.com/5956255/free-market-is-dead/.

Ip, Greg. “How Bidenomics Seeks to Remake the Economic Consensus.” *Wall Street Journal*, April 7, 2021. https://www.wsj.com/articles/how-bidenomics-seeks-to-remake-the-economic-consensus-11617796981.

Isenstadt, Alex. “Turmoil Consumes Chamber of Commerce as It Backs Democrats.” *POLITICO*, August 27, 2020. https://www.politico.com/news/2020/08/27/chamber-of-commerce-turmoil-402837.

Kang, Cecilia, and David McCabe. “U.S. Antitrust Case Against Google Is Just the Start.” *The New York Times*, May 3, 2024. https://www.nytimes.com/2024/05/03/technology/google-apple-amazon-meta-antitrust.html.

Kaplan, Thomas, and Katie Glueck. “Biden, Courting Liberals, Backs Tuition-Free College for Many Students.” *The New York Times*, March 15, 2020. https://www.nytimes.com/2020/03/15/us/politics/biden-backs-free-college.html.

King, Maya. “Black Pastors Pressure Biden to Call for a Cease-Fire in Gaza.” *The New York Times*, January 28, 2024. https://www.nytimes.com/2024/01/28/us/politics/black-pastors-biden-gaza-israel.html.

King, Maya, and Reid J. Epstein. “As Biden Runs Again, Black Voters’ Frustration Bubbles.” *The New York Times*, April 29, 2023. https://www.nytimes.com/2023/04/29/us/politics/black-voters-biden-2024.html.

Knox, Olivier. “Biden Needs to Bridge the Progressive versus Centrist Gap.” *The Washington Post*, October 11, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/2021/10/11/biden-needs-bridge-progressive-versus-centrist-gap/.

Klein, Ezra. “Four Ways of Looking at the Radicalism of Joe Biden.” *The New York Times*, April 8, 2021. https://www.nytimes.com/2021/04/08/opinion/biden-jobs-infrastructure-economy.html.

---. “The Economic Mistake the Left Is Finally Confronting.” *The New York Times*, September 19, 2021. https://www.nytimes.com/2021/09/19/opinion/supply-side-progressivism.html.

Korecki, Natasha. “Biden Embarks on Working Class Whisperer Tour.” *POLITICO*, October 30, 2018. https://www.politico.com/story/2018/10/30/joe-biden-midterms-949701.

Korecki, Natasha, and Marc Caputo. “Inside Joe Biden’s Battle Plan.” *POLITICO*, April 23, 2019. https://www.politico.eu/article/inside-joe-bidens-battle-plan/.

Kuttner, Robert. “Reclaiming U.S. Industry.” *The American Prospect*, January 24, 2023. https://prospect.org/economy/2023-01-24-biden-american-industrial-policy/.

Lang, Hannah. “In This Crisis, White House and Banks Are on Same Team.” *American Banker*, February 22, 2021. https://www.americanbanker.com/news/in-this-crisis-white-house-and-banks-are-on-same-team.

Leonhardt, David. “The Secret to Winning in 2020.” *The New York Times*, December 17, 2018. https://www.nytimes.com/2018/12/16/opinion/democrats-2020-election-economic-populism.html.

Leopold, Les. “The Democrats Finally Talk Populism: Are They for Real?” *Wall Street’s War on Workers Newsletter*, January 8, 2025. https://lesleopold.substack.com/p/the-democrats-finally-talk-populism.

Lerer, Lisa, and Giovanni Russonello. “Democrats Were Lukewarm on Campaign Biden. They Love President Biden.” *The New York Times*, April 14, 2021. https://www.nytimes.com/2021/04/14/us/politics/biden-polls-approval-rating.html.

Lerer, Lisa, and Annie Karni. “At 100 Days, Biden Is Transforming What It Means to Be a Democrat.” *The New York Times*, April 29, 2021. https://www.nytimes.com/2021/04/29/us/politics/biden-democrats.html.

Lerer, Lisa, and Reid J. Epstein. “Democratic Leaders Willing to Risk Party Damage to Stop Bernie Sanders.” *The New York Times*, February 27, 2020. https://www.nytimes.com/2020/02/27/us/politics/democratic-superdelegates.html.

---. “Rough Night for Democrats Exposes the Party’s Weakness.” *The New York Times*, November 3, 2021. https://www.nytimes.com/2021/11/03/us/politics/democrats-virginia-governor-race.html.

Levitz, Eric. “The Biden Administration Just Declared the Death of Neoliberalism.” *Intelligencer*, May 3, 2023. https://nymag.com/intelligencer/2023/05/biden-just-declared-the-death-of-neoliberalism.html.

Lichtenstein, Nelson. “UAW Strikers Have Scored a Historic, Transformative Victory.” *Jacobin*, November 1, 2023. https://jacobin.com/2023/11/uaw-strike-contract-fain-victory.

Linskey, Annie. “A Look inside Biden’s Oval Office.” *The Washington Post*, January 21, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/2021/01/20/biden-oval-office/.

Linskey, Annie, et al. “How Joe Biden Tamed the Left — at Least for Now.” *The Washington Post*, April 4, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/how-joe-biden-tamed-the-left--at-least-for-now/2021/04/03/1c23d4d2-93b6-11eb-9668-89be11273c09_story.html.

Marcetic, Branko. *Yesterday’s Man: The Case Against Joe Biden*. E-Book. Verso Books, 2020.

Marimow, Ann E., and Danielle Douglas-Gabriel. “Supreme Court Blocks Biden’s New Student Loan Repayment Plan — for Now.” *The Washington Post*, August 28, 2024. https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/28/supreme-court-blocks-biden-student-loan-repayment-save-plan/.

Martin, Jonathan, and Alexander Burns. “Reeling From Surprise Losses, Democrats Sound the Alarm for 2022.” *The New York Times*, November 3, 2021. https://www.nytimes.com/2021/11/03/us/politics/democrat-losses-2022.html.

---. “Why Are Democrats Letting Republicans Steamroll Them?” *POLITICO*, June 29, 2022. https://www.politico.com/news/magazine/2022/06/29/democrats-adopt-game-theory-00043161.

Martin, Jonathan, and Rachel Shorey. “Ossoff Raises $23 Million in Most Expensive House Race in History.” *The New York Times*, June 9, 2017. https://www.nytimes.com/2017/06/09/us/politics/ossoff-handel-georgia-house-special-election.html.

Mathis-Lilley, Ben. "Well, It's Time for Populism, They Guess." *Slate*, January 3, 2025. https://slate.com/news-and-politics/2025/01/democrats-populism-bernie-sanders-carville-brooks-rahm-emanuel.html.

Mattingly, Phil, et al. "Democrats Coalesce around a Joe Biden 2024 Campaign as Reelection Decision Looms." *CNN*, January 9, 2023. https://www.cnn.com/2023/01/09/politics/joe-biden-2024/index.html.

Mawhinney, Matt. "Joe Biden's Missing Coat-Tails." *Social Europe*, December 11, 2020. https://www.socialeurope.eu/joe-bidens-missing-coat-tails.

McCaskill, Nolan D. "Biden picks up endorsement of a 9th black member of Congress." *POLITICO*, July 11, 2019. https://www.politico.com/news/2019/11/07/joe-biden-marc-veasey-endorsement-067079.

McPherson, Lindsey. "Manchin Calls for 'Pause' on $3.5 Trillion Budget Bill." *Roll Call*, September 2, 2021. https://rollcall.com/2021/09/02/manchin-calls-for-pause-on-3-5-trillion-budget-bill/.

---. "Manchin Repeats Call for 'strategic Pause' in Big Spending Package." *Roll Call*, December 7, 2021. https://rollcall.com/2021/12/07/manchin-repeats-call-for-strategic-pause-in-big-spending-package/.

McPherson, Lindsey, et al. "Biden Plays for Time on Infrastructure, Larger Budget Package." *Roll Call*, October 1, 2021. https://rollcall.com/2021/10/01/biden-plays-for-time-on-infrastructure-larger-budget-package/.

Memoli, Mike. "Biden Drops Support for Hyde Amendment Restricting Abortion Funding after Criticism." *NBC News*, June 7, 2019. https://www.nbcnews.com/politics/2020-election/biden-drops-support-hyde-amendment-restricting-abortion-funding-after-criticism-n1014871.

Mendiluce, María. "COVID-19: How to Build Back Better with Climate Action." World Economic Forum, April 3, 2020. https://www.weforum.org/stories/2020/04/how-to-build-back-better-after-covid-19/.

Meyer, Neal. "Here Comes Democrats' Phony Populist Posturing." *Jacobin*, January 23, 2025. https://jacobin.com/2025/01/democrats-phony-populist-posturing-rhetoric.

---. "Who Holds the Power in Joe Biden's White House?" *The Call*, June 14, 2021. https://socialistcall.com/2021/06/14/joe-biden-business-stimulus/.

Meyer, Theodoric, and Caitlin Oprysko. "The Chamber Embraces Biden. And Republicans Are Livid." *POLITICO*, December 2, 2021. https://www.politico.com/news/2021/02/12/chamber-of-commerce-biden-468820.

Millbank, Dana. "'Moderate' Joe Biden Has Become the Most Progressive Nominee in History." *The Washington Post*, October 28, 2020. https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/10/27/bidens-temperament-is-moderate-his-agenda-is-transformative/.

Moran, Max. "Rahm Emanuel, the Worst Man for the Moment." *The American Prospect*, June 8, 2020. https://prospect.org/api/content/dbbf631c-a783-11ea-8902-1244d5f7c7c6/.

Mosbergen, Dominique. "Joe Biden Promises Rich Donors He Won't Demonize' The Wealthy If Elected President." *HuffPost*, June 19, 2019. https://www.huffpost.com/entry/joe-biden-wont-demonize-the-rich_n_5d09ac63e4b0f7b74428e4c6.

"New York Business Leaders Join National Support for Biden Stimulus Package." Partnership for New York City, February 24, 2021. https://pfnyc.org/news/new-york-business-leaders-join-national-support-for-biden-stimulus-package/.

Oprysko, Caitlin. "Biden, Sanders Unity Task Forces Release Policy Recommendations." *POLITICO*, July 8, 2020. https://www.politico.com/news/2020/07/08/biden-sanders-unity-task-force-recommendations-353225.

Otterbein, Holly. "Progressives Unveil 2021 Agenda to Pressure Biden." *POLITICO*, October 8, 2020. https://www.politico.com/news/2020/10/08/progressive-agenda-2021-joe-biden-427673.

Parker, Ashley, and Michael Scherer. "Biden Sees a New Threat: 'Ultra MAGA' Republicans." *The Washington Post*, May 13, 2022. https://www.washingtonpost.com/politics/2022/05/13/biden-ultra-maga/.

Parker, Ashley, and Matt Viser. "Biden's Sweeping Ambitions Delight Liberals — but Pose Political Risks for His Party." *The Washington Post*, March 13, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/biden-liberal-agenda/2021/03/13/0cd19510-8285-11eb-ac37-4383f7709abe_story.html.

Paul, Darel E. "Democrats Win In Wealthy Suburbs." *First Things*, December 7, 2020. https://www.firstthings.com/web-exclusives/2020/12/democrats-win-in-wealthy-suburbs.

Petitjean, Clément. « Les grèves de 2023 dans le secteur automobile : un retour de la lutte des classes ? » *Idées d'Amériques*, no 24, septembre 24, 2024. https://doi.org/10.4000/12hs5.

Ponnuru, Ramesh. "Biden's No FDR. He's Not Even Obama." *Bloomberg.Com*, August 15, 2022. https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2022-08-15/biden-is-no-fdr-he-s-not-even-obama.

Rakich, Nathaniel, and Elena Mejia. "Republicans Won Almost Every Election Where Redistricting Was At Stake." *FiveThirtyEight*, November 18, 2020. https://fivethirtyeight.com/features/republicans-won-almost-every-election-where-redistricting-was-at-stake/.

Ramesh, Akhil. "The New Biden Trade Doctrine Is a Death Knell for Neoliberalism." *The Hill*, May 16, 2023. https://thehill.com/opinion/international/4004914-the-new-biden-trade-doctrine-is-a-death-knell-for-neoliberalism/.

Rashi, Roger. "La « Squad » contre l'establishment du Parti démocrate." *Relations*, no 824, Spring 2021. https://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/la-squad-contre-lestablishment-du-parti-democrate/.

Rasmus, Jack. "The Biden-McCarthy Debt Ceiling Deal: Neoliberal Fiscal Policy Continues." *CounterPunch.Org*, May 31, 2023. https://www.counterpunch.org/2023/05/31/the-biden-mccarthy-debt-ceiling-deal-neoliberal-fiscal-policy-continues/.

Robinson, Nathan J. "Democratic Voters Want To Get Rid of Biden—But Will The Party Let Them?" *Current Affairs*, February 14, 2023. https://www.currentaffairs.org/news/2023/02/democratic-voters-want-to-get-rid-of-biden-but-will-the-party-let-them.

Rosenthal, Elisabeth. "Whatever Happened to Biden's Public Option?" *The Washington Post*, April 26, 2024. https://www.washingtonpost.com/politics/2024/04/26/whatever-happened-bidens-public-option/.

Rothkopf, David. “Progressives, Meet Your New Hero: Joe Biden.” *The Daily Beast*, March 12, 2021. https://www.thedailybeast.com/progressives-meet-your-new-hero-joe-biden.

Sargent, Greg. “The Autoworkers’ Big Win Exposes the Absurdity of Trump’s Populism.” *The Washington Post*, November 1, 2023. https://www.washingtonpost.com/opinions/2023/11/01/united-auto-workers-strike-deal-big-three-trump-jd-vance/.

Scherer, Michael. “Biden Settles on a Message against Trump: He’s Even Worse than before.” *The Washington Post*, June 21, 2024. https://www.washingtonpost.com/politics/2024/06/21/biden-trump-snapped-message/.

Scherer, Michael, and David Weigel. “Democratic Tensions Surface as House Incumbents Plan Defense against Far-Left Primary Challengers.” *The Washington Post*, July 14, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/democrats-house-incumbents-challengers/2021/07/13/5dad62a4-e327-11eb-8aa5-5662858b696e_story.html.

Sebastiani, Clara. « La Squad et le Parti démocrate : les limites d’un militantisme au Congrès ». *IdeAs. Idées d’Amériques*, no. 24 (septembre 2024). https://doi.org/10.4000/12hs6.

Semler, Stephen. “The Moment Biden Ditched His Social Welfare Plan and Embraced Austerity.” *Polygraph*, July 20, 2024. https://www.stephensemler.com/p/the-moment-biden-gave-up-on-his-domestic.

Siegel, Rachel, et al. “‘DIVEST’: College Endowments Turn into Flash Point of Student Protests.” *The Washington Post*, April 26, 2024. https://www.washingtonpost.com/business/2024/04/26/bds-divestment-gaza-campuses-israel/.

Sifry, Micah L. “Grassroots Democrats Are Preparing to Swarm the Biden Administration.” *The New Republic*, October 27, 2020. https://newrepublic.com/article/159696/grassroots-democrats-preparing-swarm-biden-administration.

Sirota, David. “To Achieve a Real Legacy, Biden Will Have to Be More Radical – and Ready to Fight.” *The Guardian*, January 22, 2021. https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/jan/22/to-achieve-a-real-legacy-biden-will-have-to-be-more-radical-and-ready-to-fight.

Skorup, Jarrett. “Federal Court Strikes Down Biden’s Student Loan Forgiveness Plan.” *Mackinac Center*, February 18, 2025. https://www.mackinac.org/pressroom/2025/federal-appellate-court-strikes-down-bidens-student-loan-forgiveness-plan.

Srauss, Daniel. “Biden Bids to Placate the Left as He Builds Centrist Transition Team.” *The Observer*, November 29, 2020. https://www.theguardian.com/us-news/2020/nov/29/joe-biden-transition-left-centrists-democrats.

Stein, David. “Joe Biden Pushed Ronald Reagan to Ramp Up Incarceration.” *The Intercept*, September 17, 2019. https://theintercept.com/2019/09/17/the-untold-story-joe-biden-pushed-ronald-reagan-to-ramp-up-incarceration-not-the-other-way-around/.

Stein, Jeff, and Josh Dawsey. “Rift between GOP, Corporate America Creates Opening for Biden’s Tax Plan.” *The Washington Post*, April 21, 2021. https://www.washingtonpost.com/us-policy/2021/04/19/biden-business-tax-gop/.

Strozewski, Zoe. “AOC Votes to Avoid Railroad Strike after Telling Workers to ‘Stay Strong’.” *Newsweek*, November 30, 2022. https://www.newsweek.com/aoc-among-democrats-vote-against-avoiding-railway-strike-1763645.

Tapper, Jake, and Alex Thompson. *Original Sin: President Biden's Decline, Its Cover-Up, and His Disastrous Choice to Run Again*. Penguin Press, 2025.

Thompson, Alex. "Left Wing to Biden: Keep Industry Captains off Transition Team." *POLITICO*, July 29, 2020. https://www.politico.com/news/2020/07/29/left-challenges-biden-on-transition-personnel-386910.

Thompson, Alex, and Nick Niedzwiadek. "The Jennifer Rubin – WH Symbiosis." *POLITICO*, September 16, 2021. https://www.politico.com/newsletters/west-wing-playbook/2021/09/16/the-jennifer-rubin-wh-symbiosis-494364.

Titolo, Matthew. "Biden's Infrastructure Plan: A New Commitment to Public Goods?" *University of St. Thomas Journal of Law and Public Policy* (Minnesota), vol. 16, 2023.

Tonks, Henry M. J. "Biden Is Reviving a Lost Democratic Industrial Policy Playbook." *The Washington Post*, November 7, 2022. https://www.washingtonpost.com/made-by-history/2022/11/07/biden-atari-democrats-japan-china/.

Traister, Rebecca. "Biden's Big Left Gamble." *New York Magazine*, July 5, 2021. https://nymag.com/intelligencer/2021/07/biden-big-left-gamble.html.

Tucker, Todd N., et al. "Industrial Policy 2025: Bringing the State Back In (Again)." Roosevelt Institute, February 11, 2024. https://rooseveltinstitute.org/publications/industrial-policy-2025/.

Vassallo, Justin H. "Lina Khan and the Return of Anti-Monopoly." *Jacobin*, December 12, 2024. https://jacobin.com/2024/12/lina-khan-ftc-antitrust-populism/.

Viser, Matt. "Biden Begins to Map out 'Revolutionary' Agenda, Reimagining His Presidency amid National Upheaval." *The Washington Post*, June 4, 2020. https://www.washingtonpost.com/politics/biden-begins-to-map-out-revolutionary-agenda-reimagining-his-presidency-amid-national-upheaval/2020/06/03/e81bb154-a1cc-11ea-81bb-c2f70f01034b_story.html.

Walker, Chris. "Biden's 'Democracy' Defense Ignores Un-Democratic Way He Became the Nominee." *Truthout*, July 10, 2024. https://truthout.org/articles/bidens-democracy-defense-ignores-un-democratic-way-he-became-the-nominee/.

Walther, Matthew. "Biden's Reverse Triangulation." *The Week*, January 26, 2021. https://theweek.com/articles/963032/bidens-reverse-triangulation.

Ward, Ian. "The Unexpected Ways Joe Biden Is Ushering In a New Economic Paradigm." *POLITICO*, September 9, 2022. https://www.politico.com/news/magazine/2022/09/09/how-bidenomics-got-a-lot-more-progressive-00055653.

Wehner, Peter. "Biden Is All That's Holding Back the Left." *The Atlantic*, December 19, 2023. https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2023/12/biden-progressive-moderate-left-israel-hamas-war/676392/.

Wong, Felicia. "President Biden Should Aim Higher in His State of the Union Address." *Washington Monthly*, February 3, 2023. http://washingtonmonthly.com/2023/02/03/president-biden-should-aim-higher-in-his-state-of-the-union-address/.

Yglesias, Matthew. "Progressives Don't Love Joe Biden, but They're Learning to Love His Agenda." *Vox*, July 18, 2020. https://www.vox.com/21322478/joe-biden-overton-window-bidenism.

Théories et concepts d'économie politique.

Carnevale, Anthony P. *America and the New Economy: How New Competitive Standards Are Radically Changing American Workplaces*. Wiley, 1991.

Di Tommaso, Marco R., and Stuart O. Schweitzer. *Industrial Policy in America: Breaking the Taboo*. Edward Elgar Publishing, 2013.

Dertouzos, Michael L., Richard K. Lester, and Robert M. *Made in America: Regaining the Productive Edge.* MIT Press, 1989.

Nester, William R. *American Industrial Policy: Free or Managed Markets?* Palgrave Macmillan, 1997.

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

Ce projet de thèse en civilisation des États-Unis s'inscrit à la croisée de deux champs disciplinaires, celui de l'histoire des États-Unis et celui des sciences politiques, pour étudier les tensions politiques inhérentes au positionnement idéologique du Parti démocrate après la présidence de Bill Clinton (1993-2001). Nous mobilisons le prisme complexe du populisme pour sonder la généalogie de ces tensions. La présente étude se fonde sur la reconnaissance de l'existence d'une tradition populiste de gauche propre aux États-Unis, qui, née à la fin du XIXème siècle, a considérablement et durablement inspiré les mouvements progressistes réformistes et parfois contestataires. La première partie de ce travail explore le lien entre populisme et démocratie, ainsi que la manière dont les enjeux de représentation ont alimenté les débats au sein du Parti démocrate lors de la mise en œuvre de réformes institutionnelles destinées à répondre à la crise de de légitimité du parti advenue dans le sillage de la présidence de Lyndon B. Johnson. La seconde partie s'intéresse à la présidence de Bill Clinton et à la manière dont son projet de recentrage du libéralisme démocrate a profondément et durablement infléchi la réputation du parti, jusqu'à éroder sa réputation historique de parti du peuple. Enfin, nous abordons l'évolution du Parti démocrate et de son idéologie dans le sillage de la présidence Clinton et postulons que l'affaiblissement doctrinal assumé inauguré durant sa présidence a exacerbé les tensions entre *establishment* et *grassroots*, de sorte que le Parti démocrate se trouve désormais tiraillé entre deux formes de populismes : entre une pulsion de type démocratique – que nous qualifions de « populisme du peuple » – d'une part, et une pulsion de facture élitiste – que nous qualifions de « populisme des élites » – d'autre part.

Mots clés : base militante, démocratie, élites, *establishment*, *grassroots*, histoire étatsunienne, libéralisme, Parti démocrate, peuple, politique étatsunienne, populisme.

ABSTRACT AND KEY WORDS

This dissertation in American civilization lies at the intersection of two disciplines – US history and political science – and examines the political tensions inherent in the ideological positioning/ trajectory of the Democratic Party in the aftermath of Bill Clinton's presidency (1993-2001). We use the analytical lens of populism to trace the genealogy of these tensions. This study is grounded in the recognition of a distinctly American left-wing populist tradition that emerged in the late nineteenth century and has exerted a considerable and lasting influence on progressive, reformist, and at times protest movements. The first part of this study examines the relationship between populism and democracy and considers how questions of representation fueled debates within the Democratic Party during the implementation of institutional reforms aimed at addressing the party's crisis of legitimacy in the wake of Lyndon B. Johnson's presidency. The second part focuses on Bill Clinton's presidency and examines how his project to move Democratic liberalism to the center profoundly and enduringly reshaped the party's image, ultimately eroding its historical identity as the party of the people. Finally, this study examines the evolution of the Democratic Party and its ideology in the aftermath of the Clinton presidency, positing that the party's deliberate ideological weakening during Clinton's tenure exacerbated tensions between the establishment and the grassroots. As a result, the Democratic Party now finds itself torn between two competing forms of populism: a democratic impulse – what we term the "populism of the people" – and an elitist impulse, or "populism of the elites."

Key words: American history, American politics, Democratic Party, democracy, elites, establishment, grassroots, liberalism, people, populism.